



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



STANFORD·UNIVERSITY·LIBRARY

BULLETIN DES LOIS

DE
L'EMPIRE FRANÇAIS.

XI^e SÉRIE.

RÈGNE DE NAPOLEÓN III, EMPEREUR DES FRANÇAIS.

PREMIER SEMESTRE DE 1864,

CONTENANT

LES LOIS ET DÉCRETS D'INTÉRÊT PUBLIC ET GÉNÉRAL

PUBLIÉS DEPUIS LE 1^{er} JANVIER JUSQU'AU 30 JUIN 1864.

PARTIE PRINCIPALE.

TOME XXIII.

N^{os} 1170 A 1221.



PARIS.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE.

MDCCCLXIV.

349.44

FBI
11th ser.
V. 23

594760

1864

via rail 0807MAY8

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES LOIS ET DÉCRETS

CONTENUS DANS LE TOME XXIII DE LA XI^e SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
	ACTES ANTÉRIEURS. AU 1 ^{er} SEMESTRE DE 1864.		
12 Juill. 1863.	DÉCRET sur les attributions du directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	1192	439
14.	DÉCRET qui autorise la construction d'une digue à Villers-sur-Mer (Calvados).....	<i>Ibid.</i>	451
23.	DÉCRET qui autorise la concession de parcelles de lais de mer dans le département du Pas-de-Calais.....	<i>Ibid.</i>	452
30.	DÉCRET qui règle, sous forme d'abonnement, pour cinq ans, à partir de 1862, la redevance proportionnelle de la mine de houille de Commentry (Allier).....	<i>Ibid.</i>	439
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui règle sous forme d'abonnement, pour cinq ans, à partir de 1862, la redevance proportionnelle des mines de houille de Montrambert et de la Béraudière (Loire).....	<i>Ibid.</i>	440
6 Août.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux d'achèvement de l'aile droite de la manufacture impériale des tabacs de Strashourg.....	1193	468
16.	DÉCRET portant qu'il sera procédé à la reconstruction des ponts du Boisle (Somme) sur l'Authie.....	1170	27
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la continuation du canal de la Sauldre, partant de Blancafort (Cher) et exécuté jusqu'au Coudray.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant l'assainissement et la mise en valeur des landes communales d'Arouille (Landes).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il sera procédé à la reconstruction du pont établi sur le principal bras du Loir, à Vendôme (Loir-et-Cher).....	1172	34
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare l'urgence de la prise de possession de terrains pour l'établissement du chemin de fer de Paris à Tours par Vendôme.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui classe plusieurs routes dans le département de la Seine.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
29.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour la défense des territoires situés sur les rives du Doubs, entre le pont suspendu de Pescux et celui de Neublans (Jura).....	1171	30
<i>Idem.</i>	DÉCRETS divers relatifs à des rectifications de routes.....	<i>Ibid.</i>	30 à 32
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'endiguement de la rive droite de la Sienne.....	1172	35
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour la restauration de la jetée de l'Est du port de Calais (Pas-de-Calais).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la construction d'un débarcadère au port de Propriano (Corse).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'exécution des travaux nécessaires pour la construction d'une jetée au port d'Ajaccio (Corse).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la construction de bassins dans le port de Marseille.....	1173	55

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
29 Août 1863.	DÉCRET portant que les travaux à exécuter pour le dessèchement des marais de la Somme compris entre Saint-Simon et Pithon (Aisne) devront être terminés avant le 1 ^{er} janvier 1866.....	1185	346
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise comme communauté hospitalière et enseignante, dirigée par une supérieure locale, l'association des sœurs du Verbe-Incarné, existant à Châtelus-Malvaleix (Creuse).....	1189	398
2 Septembre.	DÉCRETS divers portant rectification de routes départementales	1174	94
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux de rectification d'une route départementale.....	1175	117
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui réunit en association syndicale les propriétaires intéressés au curage à vieux fonds et vieux bords et au faucardement de la rivière de la Vouge, depuis le pont d'Aubigny jusqu'à son embouchure dans la Saône.....	<i>Ibid.</i>	118
7.	DÉCRET qui ouvre les bureaux de douane de Boucada et Geryville (Algérie) à l'importation des provenances du Djerid, du Souf et du Maroc, et à l'exportation des produits métropolitains et algériens.....	1185	333
19.	DÉCRET qui autorise, dans le département de la Somme, la concession d'une parcelle de rivage maritime.....	1192	452
7 Octobre.	DÉCRET portant qu'il sera procédé à l'exécution du prolongement de la digue du Socoa, au port de Saint-Jean-de-Lux (Basses-Pyrénées).....	1176	131
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant modification du tracé des routes agricoles dans la Brenne (Indre).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui proclame mille quatre cent quatre-vingt-trois brevets d'invention et certificats d'addition.....	1178	137
9.	DÉCRET qui fixe les droits à payer au passage d'eau de Saulgé (Vienne).....	1218	977
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les droits de péage à percevoir au bac d'Urçay (Allier).....	1221	1013
12.	DÉCRET portant rectification de routes départementales..	1175	118
16.	DÉCRET portant qu'il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour exhausser la retenue de Marly, sur la Seine (Seine-et-Oise).....	1176	131
24.	DÉCRET portant rectification d'une route départementale.	<i>Ibid.</i>	132
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte au service des travaux publics une parcelle de terrain dépendant de l'école vétérinaire d'Alfort (Seine).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
31.	DÉCRET relatif à la rectification d'une route départementale.....	1185	346
4 Novembre.	DÉCRET portant ce qui suit : 1 ^o M. Dupuy est autorisé à s'appeler Dupuy de Quérésieux; 2 ^o Et M ^{le} Chaudron est autorisée à substituer à son nom celui de Caldaya.....	1186	365
13.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux nécessaires pour la construction d'un barrage sur la Gironde, entre les îles Bouchand et de Patiras (Gironde).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRETS divers qui autorisent des associations syndicales dans la commune de Saint-Maurice (Doubs).....	<i>Ibid.</i>	366
18.	DÉCRET relatif à la délivrance des brevets de capacité dans les établissements français de l'Inde.....	1173	48
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte un terrain au département des travaux publics pour le service du canal de la Brusche.....	1186	366
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux de rectification d'une route départementale.....	1189	404
22.	DÉCRETS divers concernant l'assainissement et la mise en valeur des landes communales d'Escource, Losse et Castets (Landes).....	1190	417 et 418
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui rectifie une route départementale.....	1195	495
30.	DÉCRET portant rectification d'une route départementale.	<i>Ibid.</i>	496
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la banque de France à établir une succursale à Lons-le-Saunier.....	1220	993
5 Décembre.	DÉCRET qui institue un consul-juge à Alexandrie.....	1173	49

DATE du loi et décret.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
6 Déc. 1863.	DÉCRET qui autorise la ville de Lunel à créer un collège communal.....	1180	261
Idem.	DÉCRET par lequel l'administrateur de la bibliothèque impériale est autorisé à accepter un legs qui a été fait à la bibliothèque par M. <i>Fouché</i> , duc d' <i>Otrante</i>	Ibid.	268
Idem.	DÉCRET qui déclare incorporée à la route impériale n° 39, de Montreuil-sur-Mer à Mézières, la nouvelle voie de communication ouverte par la ville de Cambrai.....	1204	716
8.	DÉCRET qui crée une deuxième chaire de clinique interne à l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Bordeaux.....	1180	262
14.	DÉCRET portant que M. <i>Gaillaume</i> (<i>George-Émile</i>) est autorisé à s'appeler <i>Gaillaume de Roquette</i>	1170	28
Idem.	DÉCRET qui fixe le nombre des huissiers du tribunal de Bergerac.....	1173	56
Idem.	DÉCRET qui fixe la limite entre les communes de Mausoleo et Pioggiola (Corse).....	1174	94
Idem.	DÉCRET qui distrait un territoire de la commune de Fozzano, arrondissement de Sartène (Corse), et le réunit à la commune de Viggianello, même arrondissement....	Ibid.	95
Idem.	DÉCRET qui distrait un territoire de la commune d'Olieto, arrondissement de Sartène, et le réunit à la commune de Viggianello, même arrondissement.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant que la section de Saint-Léger est distraite de la commune du May, canton de Beaupréau, arrondissement de Cholet (Maine-et-Loire), et formera, à l'avenir, une commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Saint-Léger.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant que la commune de Saint-Pierre-de-la-Cour, canton de Bais, arrondissement de Mayenne (Mayenne), prendra, à l'avenir, le nom de <i>Saint-Pierre-sur-Orthe</i>	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant que les communes de Domfront et de Saint-Front, arrondissement et canton de Domfront (Orne), sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Domfront.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant que la commune des Troux, canton de Limours, arrondissement de Rambouillet (Seine-et-Oise), prendra, à l'avenir, le nom de <i>Boullay-les-Troux</i>	Ibid.	96
Idem.	DÉCRET portant que la ville de Napoléonville est autorisée à fonder dans son lycée une bourse et demié, affectée à l'entretien d'élèves de cette ville.....	1180	268
Idem.	DÉCRET portant que la ville de Marvejols est autorisée à fonder dans son collège quatre bourses d'externes, affectées à l'entretien d'élèves de cette commune.....	1182	288
Idem.	DÉCRET qui déclasse une route départementale.....	1204	716
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux nécessaires pour l'amélioration des marais de Trizaise (Vendée).....	1206	729
Idem.	DÉCRET qui autorise l'affectation à l'établissement d'un chemin de fer de Ceinture, rive gauche, à Paris, d'une parcelle de terrain appartenant au domaine de l'État.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS divers portant rectification de routes.....	Ibid.	730
20.	DÉCRET relatif au report des fonds départementaux de l'exercice 1862 non employés au 30 juin 1863.....	1170	15
Idem.	DÉCRET qui assigne le nombre d'huissiers des tribunaux de Barbezieux, Rochefort et Limoges.....	1173	56
Idem.	DÉCRET portant création, à la résidence d'Arcachon (Gironde), d'un commissariat de police.....	1174	96
Idem.	DÉCRET portant que M. <i>Grandin</i> est autorisé à s'appeler <i>Grandin de l'Eprevier</i>	1175	119
Idem.	DÉCRET qui autorise la compagnie havraise des magasins publics et des magasins généraux à agrandir le magasin général qu'elle a établi au Havre.....	1176	121
Idem.	DÉCRET relatif à la contribution spéciale à percevoir, en 1864, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce.....	Ibid.	122

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
20 Déc. 1863.	DÉCRET qui autorise l'établissement et l'exploitation, au Mans, d'un magasin général et d'une salle de ventes publiques de marchandises en gros.....	1176	124
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1863 une portion des crédits ouverts, sur l'exercice 1862, au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, pour l'exécution de grands travaux d'utilité générale..	1177	133
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit sur l'exercice 1863, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics.....	1179	249
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception du décret consistorial ayant pour objet de réunir au diocèse de Nice deux paroisses qui avaient été incorporées par erreur au diocèse de Cuneo, en Piémont.....	1181	272
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui annule une somme de trois cent mille francs sur le crédit de deux millions ouvert par le décret du 11 mars 1854 pour encourager la construction de logements modèles d'ouvriers, et affecte pareille somme à l'achèvement des asiles impériaux de Vincennes et du Vésinet, destinés aux ouvriers convalescents.....	1192	441
	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget du ministère de la marine et des colonies, exercice 1862..	1175	110
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget du ministère de la marine et des colonies, exercice 1862..	<i>Ibid.</i>	111
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1863 une portion des crédits ouverts, sur l'exercice 1862, au département de la marine et des colonies, pour l'exécution de grands travaux d'utilité générale.....	<i>Ibid.</i>	112
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ce qui suit : 1° M. Giraud est autorisé à s'appeler Giraud-Teulon; 2° et M. Baudoin est autorisé à s'appeler Baudoin-Macker.....	<i>Ibid.</i>	119
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget du ministère de la marine et des colonies, exercice 1863.	1176	125
<i>Idem.</i>	DÉCRETS divers portant rectification de routes départementales.....	1208	755
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'assainissement et à la mise en valeur des landes d'Arjunanx (Landes).....	<i>Ibid.</i>	756
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux travaux d'assainissement et de mise en valeur des landes communales de Canoux-et-Réaut (Landes).....	1209	767
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'agrandissement des gares de Montparnasse et de Vaugirard (Seine)...	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
24.	DÉCRET qui règle définitivement les recettes et les dépenses de l'instruction primaire à la charge des départements, pour l'exercice 1862.....	1182	281
26.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget du ministère de l'intérieur, exercice 1863.....	1170	26
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1863 une portion du crédit ouvert, sur l'exercice 1862, pour l'exécution de plusieurs chemins de fer.....	1181	275
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise, comme communauté dirigée par une supérieure locale, l'association des sœurs de Notre-Dame du Refuge, établie à Blois.....	<i>Ibid.</i>	277
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant approbation des statuts de l'association des religieuses Augustines du Petit-Hôpital-Saint-Gatien, à Tours.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reconnaît, comme communauté dirigée par une supérieure locale, l'association des religieuses Augustines du Petit-Hôpital-Saint-Gatien, à Tours....	<i>Ibid.</i>	278
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le transfertement au musée du Louvre du candélabre, portant une inscription phénicienne, envoyé au roi Louis XVI par le chevalier de Rohan et appartenant actuellement à la bibliothèque Mazarine.....	1185	346
29.	DÉCRET sur l'organisation du muséum d'histoire naturelle.....	1180	262

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
30 Déc. 1863.	DÉCRET qui élève M. le général de division Camou à la dignité de sénateur.....	1170	27
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui prescrit la publication de la déclaration signée entre la France et l'Espagne, pour l'établissement d'une ligne télégraphique entre la France et l'Algérie.....	1173	46
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le nombre des offices d'huissier au tribunal de Saint-Dié (Vosges).....	1175	120
31.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget du ministère d'Etat, exercice 1863.....	1173	50
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui détermine le nombre des professeurs titulaires des lycées impériaux, et crée deux nouvelles classes parmi les chargés de cours des lycées des départements.....	1180	264
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget du ministère de la guerre, exercice 1862.....	1182	283
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements et des communes, pour l'exécution de travaux militaires appartenant à l'exercice 1863.....	1185	334
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant promulgation de l'arrangement signé, le 30 décembre 1863, entre la France et l'Espagne, pour la taxe des dépêches télégraphiques.....	1191	421
1 ^{er} SEMESTRE DE 1864.			
2 Janv. 1864.	DÉCRET qui établit, en exécution de l'article 24 de la loi du 2 juillet 1862, des timbres mobiles au droit de vingt centimes.....	1173	51
<i>Idem.</i>	RÈGLEMENT général approuvé par l'Empereur, pour l'exécution du décret du 29 décembre 1863, sur l'organisation du muséum d'histoire naturelle.....	1185	335
5.	DÉCRET portant promulgation du traité relatif à la couronne de Grèce, signé à Londres, le 13 juillet 1863...	1198	518
6.	Loi qui approuve un échange de terrains entre l'Etat et le département de la Moselle.....	1170	1
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve un échange de terrains entre l'Etat et M ^{me} veuve Dufont.....	<i>Ibid.</i>	2
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Cantal à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	3
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Hérault à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	5
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département d'Indre-et-Loire, 1 ^o à s'imposer extraordinairement; 2 ^o à appliquer aux travaux y désignés les fonds qui resteront sans emploi sur les ressources réalisées en vertu de la loi du 16 juin 1859.....	<i>Ibid.</i>	6
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Fontainebleau à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	7
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Laon à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	9
<i>Idem.</i>	Loi portant établissement de surtaxes à l'octroi de la commune de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie).....	<i>Ibid.</i>	10
<i>Idem.</i>	Loi qui distrairait la section de Castelbueil de la commune d'Arthez et la réunit à la commune de Castillon (Basses-Pyrénées).....	<i>Ibid.</i>	12
<i>Idem.</i>	Loi qui érige en commune la section de Sivignon, distraite de la commune de Suin (Saône-et-Loire).....	<i>Ibid.</i>	13
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que les communes de Sainte-Gauburge et de Sainte-Colombe, canton de Merlerault, arrondissement d'Argentan (Orne), sont réunies en une seule commune, sous le nom de Sainte-Gauburge-Sainte-Colombe.....	1172	36
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la liberté des théâtres.....	1173	52
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte le dépôt de mendicité de Beaugency au service du département de Loir-et-Cher.....	1175	113
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte le dépôt de mendicité de Beaugency au service du département d'Indre-et-Loire.....	<i>Ibid.</i>	114

a...

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
6 Janv. 1864.	DÉCRET qui fixe le nombre d'offices d'avoués des tribunaux de Mende et Saint-Dié, et celui des offices d'huissier des tribunaux de Trévoux et Vic.....	1175	120
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement du chemin de fer d'Orléans à la ligne du Bourbonnais et rend définitive la concession dudit chemin, accordée à titre éventuel à la compagnie d'Orléans.....	1176 1210	126 787
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux landes communales de Créon (Landes). Loi qui autorise le département de la Haute-Garonne à s'imposer extraordinairement.....	1173	37
<i>Idem.</i>	Loi relative à l'emploi du montant de l'imposition extraordinaire établie dans la ville d'Abbeville, en vertu de la loi du 26 avril 1856.....	<i>Ibid.</i>	38
<i>Idem.</i>	Loi relative à l'emprunt que la ville d'Annonay doit contracter, en vertu de la loi du 19 mars 1862.....	<i>Ibid.</i>	39
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville d'Hazebrouck à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	40
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville du Puy à contracter un emprunt.	<i>Ibid.</i>	42
<i>Idem.</i>	Loi portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Millizac (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	43
<i>Idem.</i>	Loi qui distrait un territoire de la commune d'Oger et le réunit à la commune du Mesnil-sur-Oger (Marne)....	<i>Ibid.</i>	45
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée une chambre de commerce à Roanne...	1177	135
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui réaffecte au service du département de la guerre un terrain pour l'isolement du quartier d'artillerie, à Valence (Drôme).....	1183	299
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le nombre d'offices d'huissier du tribunal d'Hazebrouck.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui rétablit une faculté de droit dans la ville de Nancy.....	1185	337
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'intérêt public les sources minérales dites la Grosse Source, la Source Romaine, la Source Souveraine, le Robinet-de-Caivre, le Robinet-de-Fer, la Tempérée, le Saint-Colomban, la Source Casquin, la Féconde, la Source de la Promenade, la Source de la Vache, qui alimentent l'établissement thermal de Bains, situé dans la commune de ce nom (Vosges).....	1210	787
12.	DÉCRET qui autorise l'allénation, par souscription publique, de la somme de rentes trois pour cent nécessaire pour produire un capital de trois cents millions.	1171	29
13.	DÉCRET qui autorise la consolidation en rentes des bons du trésor délivrés à la caisse d'amortissement, du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 1863.....	1173	54
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget de la Légion d'honneur, exercice 1862.....	1175	115
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget de la Légion d'honneur, exercice 1862.....	<i>Ibid.</i>	116
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant les inspecteurs généraux des ponts et chaussées et des mines mis, sur leur demande, en congé illimité, pour s'attacher au service des compagnies.....	1180	265
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie la signification, le nombre et la forme des poinçons exclusivement destinés à la marque des ouvrages d'or et d'argent venant de l'étranger.....	1207	743
16.	DÉCRET concernant la publication du décret du 12 janvier 1864, qui autorise l'allénation, par souscription publique, de la somme de rentes trois pour cent nécessaire pour produire un capital de trois cents millions.	1172	33
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve un échange de terrains entre l'État et les époux Rabaux.....	1175	97
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-arts, sur l'exercice 1864, un crédit affecté à la dépense de la médaille commémorative de l'expédition du Mexique.....	<i>Ibid.</i>	98
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Gironde à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement....	<i>Ibid.</i>	99

NOM des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
16 Janv. 1864.	Loi qui autorise le département de la Seine-Inférieure à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	1176	101
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville d'Alais à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	103
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Nice à affecter à l'exécution de divers travaux d'utilité publique une somme restant libre sur l'emprunt contracté en exécution du décret du 30 décembre 1860, rendu en vertu du sénatus-consulte du 12 juin précédent.....	<i>Ibid.</i>	104
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Landivisiau (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	106
<i>Idem.</i>	Loi portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Guilers (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	107
<i>Idem.</i>	Loi qui fixe les limites entre les communes de Deuil, d'Enghien et de Montmorency (Seine-et-Oise).....	<i>Ibid.</i>	108
20.	DéCRET portant promulgation du traité de commerce conclu, le 17 janvier 1863, entre la France et l'Italie.	1174	57
<i>Idem.</i>	DéCRET portant promulgation de la convention de navigation conclue, le 13 juin 1862, entre la France et l'Italie.....	<i>Ibid.</i>	89
<i>Idem.</i>	DéCRET portant que les dispositions du traité de commerce conclu, le 17 janvier 1863, avec l'Italie, sont applicables à l'Angleterre et à la Belgique.....	1176	127
<i>Idem.</i>	DéCRET concernant les navires belges venant des possessions britanniques en Europe.....	<i>Ibid.</i>	128
<i>Idem.</i>	DéCRET relatif aux marchandises d'origine et de manufactures italiennes inscrites dans le traité conclu, le 17 janvier 1863, entre la France et l'Italie, importées autrement que par terre ou par navires français ou italiens.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DéCRET relatif à l'importation, 1° des tissus italiens taxés à la valeur; 2° des tissus purs ou mélangés, anglais, belges ou italiens, taxés à la valeur.....	<i>Ibid.</i>	129
<i>Idem.</i>	DéCRET portant que les décrets des 1 ^{er} octobre, 14 décembre 1861 et 20 juillet 1862, relatifs à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées, sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine italienne.....	<i>Ibid.</i>	130
<i>Idem.</i>	DéCRET qui autorise la fondation, à Nevers, d'un asile de vieillards tenu par les Petites-Sœurs-des-Pauvres....	1181	279
<i>Idem.</i>	DéCRET qui déclassé le pénitencier de Lambèse, poste détaché de la place de Bathna.....	1182	284
<i>Idem.</i>	DéCRET qui classe la batterie de la pointe du fort Génois dans la deuxième série des postes militaires, comme ouvrage détaché de la place de Bône.....	1183	289
<i>Idem.</i>	DéCRET qui déclassé la maison de commandement de Doussou, poste détaché de la place de Bathna.....	<i>Ibid.</i>	290
<i>Idem.</i>	DéCRET qui ouvre un crédit sur l'exercice 1863, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DéCRET qui fixe le nombre d'offices d'huissier des tribunaux de Moulins, Bourges et Charolles.....	<i>Ibid.</i>	300
<i>Idem.</i>	DéCRET portant promulgation du traité relatif à l'union des îles Ioniennes au royaume de Grèce, signé à Londres, le 14 novembre 1863.....	1198	520
23.	DéCRET relatif aux timbres mobiles créés par l'article 1 ^{er} du décret du 18 janvier 1860.....	1179	254
<i>Idem.</i>	DéCRET qui autorise M. Hainguerlot à annexer un terrain aux magasins généraux qu'il a établis à Saint-Denis...	1180	266
<i>Idem.</i>	DéCRET qui ajourne l'application des dispositions du décret du 22 juin 1863, établissant une limite d'âge pour l'admission à la retraite des inspecteurs généraux, inspecteurs principaux, etc. des chemins de fer.....	<i>Ibid.</i>	267
<i>Idem.</i>	DéCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement du		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
	chemin de fer de Santenay à Étang, et rend définitive la concession dudit chemin accordée à titre éventuel à la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.....	1182	285
23 Janv. 1864.	DÉCRET qui crée une chambre de commerce à Beaune...	<i>Ibid.</i>	286
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'expropriation de terrains pour la distribution des eaux douces au port de Cherbourg.....	1185	346
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. Aron est autorisé à substituer à son nom celui de Libmann.....	1190	418
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la mise en valeur du marais de la bande Rocière, appartenant à la section de l'Hôpital, commune de Saint-Paul-des-Landes.....	1210	787
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare l'urgence de la prise de possession de terrains pour l'établissement du chemin de fer de Paris à Tours, par Vendôme.....	<i>Ibid.</i>	788
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte au service militaire des terrains sis dans la commune de Lyon (Rhône).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
24.	DÉCRET qui nomme M. le général de division comte de Flahaut grand chancelier de l'ordre de la Légion d'honneur.....	1179	255
27.	DÉCRET qui fixe le droit à l'importation des houilles crues ou carbonisées (coke) par navires français et par terre.....	1177	135
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'académie des beaux-arts à accepter le legs qui lui a été fait par M. Chartier.....	1185	347
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant fixation du nombre, 1° des offices d'avoué aux tribunaux de Dreux et Verdun; 2° et des offices d'huissier aux tribunaux suivants : Arcis-sur-Aube, Épernay, Étampes et Bellac.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui proclame treize cent soixante et dix-neuf brevets d'invention et certificats d'addition.....	1201	553
29.	DÉCRET qui fixe à cinq francs de rente le minimum des inscriptions au porteur.....	1179	256
30.	LOI qui approuve un échange de terrains entre l'État et M. le comte Pelet de la Lozère.....	1180	257
<i>Idem.</i>	LOI qui approuve un échange de terrain entre l'État et la commune de Mollets-et-Mâa (Landes).....	<i>Ibid.</i>	258
<i>Idem.</i>	LOI qui distrairait la section du Pas-Bruzat de la commune de Lavilledieu et la réunit à la commune de Terrasson (Dordogne).....	<i>Ibid.</i>	260
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il sera procédé à l'exécution des travaux d'approfondissement du chenal du port de la Seyne.....	1211	791
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'occupation des terrains nécessaires pour l'agrandissement de la gare de Lutterbach (ligne de Strasbourg à Bâle).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
2 Février.	DÉCRET qui proroge au 4 avril la session du Corps législatif.....	1182	287
3.	LOI sur les suppléments de crédits de l'exercice 1863....	1181	269
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue, sous la présidence de Son Altesse Impériale le Prince Napoléon, une nouvelle commission pour continuer les travaux relatifs à la publication de la correspondance de l'Empereur Napoléon I ^{er}	1183	293
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie la composition du conseil de prud'hommes d'Elbeuf.....	<i>Ibid.</i>	294
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise, comme congrégation à supérieure générale diocésaine, exclusivement propre au diocèse de Verdun, l'association des sœurs de Saint-Joseph de la-Présentation, existant à Verdun.....	1185	338
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant fixation : 1° du nombre d'offices d'avoué au tribunal d'Issoire; 2° et du nombre d'offices d'huissier aux tribunaux de Thiers, Oloron-Sainte-Marie, et Rambouillet.....	1186	366
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux travaux et à la mise en valeur des landes communales de Labenne (Landes).....	1211	791

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
6 Fév. 1864.	DÉCRET qui autorise la régie à mettre en vente dans les débits une nouvelle espèce de cigares fabriqués en France.....	1182	287
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la contribution spéciale à percevoir, en 1864, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce.....	1183	296
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les prix de transport des voyageurs sur les voies ferrées, à traction de chevaux, de Paris à Sévres et au rond-point de Boulogne, et de Sévres à Versailles.....	<i>Ibid.</i>	297
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui classe comme prolongement d'une route thermale un chemin communal allant aux Eaux-Bonnes (Basses-Pyrénées).....	1213	328
10.	DÉCRET qui convoque les électeurs de la septième circonscription du département du Nord, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.....	1183	299
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que MM. <i>Dubern</i> sont autorisés à s'appeler <i>Dubern de Boislandry</i>	<i>Ibid.</i>	300
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. <i>Gayet</i> est autorisé à s'appeler <i>Gayet de Cesena</i>	1184	332
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget du ministère de l'intérieur, exercice 1864.	1185	339
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. <i>Siffait</i> est autorisé à s'appeler <i>Siffait de Moncourt</i>	<i>Ibid.</i>	348
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le nombre d'offices d'huissier au tribunal d'Orange.....	1186	367
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ce qui suit: 1° M. <i>Le Blanc</i> est autorisé à s'appeler <i>Le Blanc de la Caudrie</i> ; 2° M. <i>Thomas</i> est autorisé à s'appeler <i>Thomas-Stainville</i> ; 3° et M. <i>Cocu</i> est autorisé à substituer à son nom celui de <i>Desferrolles</i>	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte un terrain au service du département de la guerre.....	1187	384
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la faculté de médecine de Paris à accepter le legs qui lui a été fait par M ^{me} veuve <i>Leblanc</i> de Châteauvillard, née <i>Sabatier</i> , à l'effet de fonder un prix annuel destiné au savant dont le travail concourra le plus au soulagement des malades.....	1192	442
13.	DÉCRET portant que M ^{me} veuve <i>Blanc</i> et son fils, <i>Louis-François-Alexandre Blanc</i> , sont autorisés à s'appeler <i>Blanc de Manville</i>	1185	348
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui classe Fort-Napoléon dans la deuxième série des postes militaires de l'Algérie.....	1186	363
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclasse l'enceinte du village de Teniet-el-Haad.....	<i>Ibid.</i>	364
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1863, un crédit à titre de fonds de concours versés par la ville de Marseille, en exécution du traité approuvé par le décret du 25 janvier 1854 et la loi du 10 juin suivant..	1192	443
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'endiguement de la rive gauche de l'Eygues (Drôme).....	1216	957
17.	Loi portant que le canton de Saint-Gervais (Haute-Savoie) formera deux cantons ayant pour chefs-lieux, le premier, Saint-Gervais, le second, Chamonix.....	1184	301
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve un échange de terrains entre l'État et M. <i>Herbomez</i>	<i>Ibid.</i>	302
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve un échange de terrains entre l'État et M ^{me} <i>Fassiaux</i>	<i>Ibid.</i>	303
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Corse à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	305
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Gard à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	306
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Mayenne à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	307

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
17 Fév. 1864.	Loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à faire un prélèvement sur le produit de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 16 mai 1863.....	1184	309
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Falaise, 1 ^{re} à contracter l'engagement d'acquitter en treize années le prix d'achat de terrains destinés à l'établissement d'une promenade publique; 2 ^o à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	310
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville du Mans à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	311
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Metz à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	313
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Nevers à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	315
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Saint-Pierre-lès-Calais à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	316
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Viré à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	318
<i>Idem.</i>	Loi portant établissement d'une surtaxe à l'octroi des Echelles (Savoie).....	<i>Ibid.</i>	319
<i>Idem.</i>	Loi qui modifie la limite entre les communes de Saint-André-de-Cotone et de San-Giuliano (Corse).....	<i>Ibid.</i>	320
<i>Idem.</i>	Loi qui distrait la section du Val de la commune de Pluduno et la réunit à la commune de Saint-Lormel (Côtes-du-Nord).....	<i>Ibid.</i>	322
<i>Idem.</i>	Loi qui distrait un territoire des communes de Maulevrier et d'Yzernay (Maine-et-Loire), et l'érige en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé au bourg de Tout-le-Monde.....	<i>Ibid.</i>	323
<i>Idem.</i>	Loi qui distrait un territoire de la commune de Plaudren (Morbihan) et l'érige en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé au village de Locqueltas.....	<i>Ibid.</i>	324
<i>Idem.</i>	Loi qui distrait la section de Belmacher de la commune de Merschweiler et la réunit à la commune d'Apach (Moselle).....	<i>Ibid.</i>	326
<i>Idem.</i>	Loi qui distrait un territoire de la commune de Steene et le réunit à la commune d'Armbouts-Cappel (Nord).....	<i>Ibid.</i>	327
<i>Idem.</i>	Loi qui distrait un territoire de la commune de Perreuil, canton de Couches-les-Mines, arrondissement d'Autun, et le réunit à la commune de Saint-Berain, canton de Givry, arrondissement de Châlon (Saône-et-Loire)....	<i>Ibid.</i>	328
<i>Idem.</i>	Loi qui distrait la section dits des Choseaux de la commune de Talloires et la réunit à la commune de Menthon (Haute-Savoie).....	<i>Ibid.</i>	330
<i>Idem.</i>	Loi qui distrait un territoire de la commune d'Aussillon et le réunit à la commune de Mazamet (Tarn).....	<i>Ibid.</i>	331
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ce qui suit: 1 ^o M. Busson, 2 ^o et M. Colas de la Noue, sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de Billault, et à s'appeler, le premier, Basson-Billault, et le deuxième Colas de la Noue-Billault.....	1186	367
20.	DÉCRET portant réception de la bulle d'institution canonique de M. Dubreuil pour l'archevêché d'Avignon....	1185	340
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception de la bulle d'institution canonique de M. Dours pour l'évêché de Soissons.....	<i>Ibid.</i>	341
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception de la bulle d'institution canonique de M. Cazailhan pour l'évêché de Vannes.....	<i>Ibid.</i>	342
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation à Avignon d'un établissement de sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur.....	<i>Ibid.</i>	343
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Champagnole à la ligne de Dôle en Suisse, et rend définitive la concession dudit chemin, accordée à titre éventuel à la compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée.....	1188	394
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1864 une portion des crédits ouverts, sur les exercices 1862 et 1863, pour		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
30 Fév. 1864.	l'excécution des travaux destinés à mettre les villes à l'abri des inondations.....	1190	405
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'assainissement et à la mise en valeur des landes communales de Léon (Landes).....	1214	838
24.	DÉCRET portant qu'il sera procédé à la reconstruction du pont de Pacy-sur-Eure (Eure).....	1216	957
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit supplémentaire au budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, exercice 1864.....	1185	344
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le nombre des offices d'avoué au tribunal d'Evreux et celui des offices d'huissier au tribunal de Louhans.....	1186	367
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. Crozet est autorisé à s'appeler Crozet-Delafoy.....	<i>Ibid.</i>	368
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que les travaux concernant les routes départementales pourront être exécutés en certains cas, sur la seule approbation donnée par les préfets aux projets des ingénieurs et aux adjudications.....	1187	377
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'irrigation et l'assainissement de la prairie de Ménil (Vosges).....	1216	957
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'établissement d'un canal dans le département du Gard.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
27.	DÉCRET portant rectification d'une route départementale.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui convoque les électeurs de la première circonscription du département de la Seine, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.....	1185	344
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui convoque les électeurs de la cinquième circonscription du département de la Seine, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.....	<i>Ibid.</i>	345
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'acceptation d'un don fait par M. Masson à la caisse des offrandes nationales en faveur des armées de terre et de mer.....	1186	368
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue à Bourgoin (Isère) une chambre consultative des arts et manufactures.....	1188	395
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les prix du transport des voyageurs sur les voies ferrées, à traction de chevaux, de Ruicil à Port-Marly (Seine-et-Oise).....	1189	399
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la section de la Vallée-Mulâtre est distraite de la commune de Saint-Martin-Rivière, canton de Wassigny, arrondissement de Vervins (Aisne), et érigée en commune distincte, sous le nom de la Vallée-Mulâtre.....	1190	418
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la rectification d'une route impériale...	1217	968
1 ^{er} Mars.	DÉCRET qui crée une deuxième chambre civile à la cour impériale d'Alger.....	<i>Ibid.</i>	959
2.	DÉCRET qui transfère à Saint-Privat le chef-lieu de la justice de paix du canton de Servières (Corrèze).....	1186	364
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui classe comme poste militaire la batterie de l'Épi de Saint-Adresse, dépendance de la place du Havre.....	1190	407
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ce qui suit : 1 ^{er} M. Favier du Noyer est autorisé à s'appeler Favier du Noyer de Lescheraine; 2 ^o et M. Chopin est autorisé à s'appeler Chopin de Limozin de Saint-Michel.....	<i>Ibid.</i>	419
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant rectification d'une route impériale.....	1217	968
5.	DÉCRET qui autorise l'Académie française à accepter le legs qui lui a été fait par feu le docteur Toirac.....	1196	500
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui réaffecte au service du département de la guerre l'île des Lapins, à Huningue (Haut-Rhin).....	1188	396
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation à Larnay, section de la commune de Briard (Vienne), d'un établissement de Filles-de-la-Sagesse, destiné à l'éducation des sourdes-muettes et des aveugles.....	1189	401
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui fixent le nombre d'offices d'huissier aux tribunaux de Clamecy et de Péronne.....	1190	419

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
5 Mars 1864.	DÉCRET portant que M. Haudry de Janvry est nommé conseiller d'État en service ordinaire hors sections....	1190	419
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1863 une portion des crédits ouverts, sur l'exercice 1862, à titre de fonds de concours versés au trésor, pour l'établissement de grandes lignes de chemins de fer.....	1192	445
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit sur l'exercice 1863, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics.....	1194	475-
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie, en ce qui concerne le Sénégal, l'île de Gorée et l'Océanie, le décret du 21 juin 1858, portant règlement d'administration publique pour l'application, aux colonies, du Code de justice militaire pour l'armée de mer.....	<i>Ibid.</i>	480
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui proclame soixante-deux cessions de brevets d'invention.....	1195	489
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la limite de la salure des eaux de la Seine est reportée de Duclair à Rouen.....	1205	730
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'assainissement de la plaine de Saint-Maximin (Var).....	1219	986
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la mise en valeur des landes de Saint-Geours-Marennnes (Landes).....	1220	1014
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la mise en valeur des landes communales de Vieille-Saint-Girons (Landes).....	1221	<i>Ibid.</i>
9.	LOI qui ouvre au ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, sur l'exercice 1863, un crédit affecté à la dépense des funérailles de M. Billault.....	1186	349
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise le département de l'Aisne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	350
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise le département du Loiret à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	352
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise le département de Seine-et-Oise à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	353
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise la ville d'Albi à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	354
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise la ville d'Arras à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	356
<i>Idem.</i>	LOI portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la ville de Lille.....	<i>Ibid.</i>	357
<i>Idem.</i>	LOI qui réunit l'encave de Taravo à la commune de Sollacaro (Corse).....	<i>Ibid.</i>	359
<i>Idem.</i>	LOI qui distrait un territoire de la commune d'Oisseau (Mayenne) et l'érige en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à la Haye-Traversaine.....	<i>Ibid.</i>	360
<i>Idem.</i>	LOI qui distrait un territoire de la commune de Carnac (Morbihan) et l'érige en commune distincte, sous le nom de la Trinité-sur-Mer.....	<i>Ibid.</i>	362
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant répartition, par chapitres, des suppléments de crédits ouverts par la loi du 3 février 1864 pour l'exercice 1863.....	1187	378
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Carcassonne à Quillan et rend définitive la concession dudit chemin, accordée à titre éventuel à la compagnie du Midi.....	1190	408
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement des deux chemins de fer, 1° de Castres à Albi; 2° de Castres à Mazamet, et rend définitive la concession desdits chemins, accordée à titre éventuel à la compagnie du Midi.....	<i>Ibid.</i>	409
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise MM. Compagny à s'appeler Compagny de Courvières.....	<i>Ibid.</i>	419
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée un conseil de prud'hommes à Dijon.....	1193	464
11.	DÉCRET qui fixe la limite de la mer près le fort Saint-Louis (quartier maritime de Toulon).....	1205	730
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe la limite de la mer dans l'anse du Pré (quartier maritime de la Clota).....	<i>Ibid.</i>	731

DATE des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
12 Mars 1864.	Loi qui autorise le département du Cher à s'imposer extraordinairement.....	1187	369
Idem.	Loi qui autorise le département du Finistère à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	370
Idem.	Loi qui autorise le département de Saône-et-Loire à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	372
Idem.	Loi qui autorise la ville de Flers à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	373
Idem.	Loi qui distraint un territoire des communes de Saint-Pons, de Ricussec et de Boisset (Hérault) et l'érige en commune distincte, sous le nom de commune des Verrieres de Moussans.....	Ibid.	374
Idem.	Loi qui distraint de la commune de Saint-Aignan l'encave dite des Esclapats, et la réunit à la commune de Castelferrus (Tarn-et-Garonne).....	Ibid.	376
Idem.	DÉCRET qui dissout la société des canaux d'Orléans et du Loing, et nomme le grand chancelier de la Légion d'honneur liquidateur de ladite société.....	Ibid.	382
Idem.	DÉCRET qui fixe la cotisation à percevoir sur les trains de bois flotté, pendant l'exercice 1864 (approvisionnement de Paris).....	1190	410
Idem.	DÉCRET qui fixe la cotisation à percevoir sur les coupons, parts ou éclusées de bois de charpente, sciage et charbonnage flotté, pendant l'exercice 1864 (approvisionnement de Paris).....	Ibid.	412
Idem.	DÉCRET qui autorise MM. <i>Emile Vuigner</i> , le vicomte de <i>Bainneville</i> et <i>Monmert-Joly</i> à recevoir en entrepôt fictif, dans les magasins généraux par eux exploités à Amiens, les marchandises et produits nationaux soumis à des taxes d'octroi ou à des impôts de consommation intérieure.....	1192	447
15.	DÉCRET sur la discipline des titulaires de la médaille commémorative de l'expédition du Mexique.....	1193	465
16.	Loi qui accorde à M. <i>Crespel-Dellisse</i> une pension à titre de récompense nationale.....	1188	385
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Oise, 1° à s'imposer extraordinairement; 2° à imputer sur l'imposition extraordinaire créée par la loi du 29 avril 1857 les fonds nécessaires aux travaux des chemins vicinaux de grande communication.....	Ibid.	386
Idem.	Loi qui autorise le département de Tarn-et-Garonne à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	387
Idem.	Loi qui autorise la ville d'Angers à contracter un emprunt.....	Ibid.	389
Idem.	Loi qui autorise la ville de Bar-le-Duc à contracter un emprunt.....	Ibid.	390
Idem.	Loi qui autorise la ville de Saint-Quentin à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	391
Idem.	Loi portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Gouesnou (Finistère).....	Ibid.	393
Idem.	DÉCRET qui nomme conseiller d'État en service ordinaire hors sections M. <i>Chabanay de Marnas</i>	1190	420
Idem.	DÉCRET qui autorise l'établissement, à Toulouse, d'un magasin général avec salles de ventes publiques.....	1192	448
Idem.	DÉCRET portant fixation du nombre d'offices d'avoué aux tribunaux de Nantua, Bourg et Florac.....	1194	487
Idem.	DÉCRET qui crée à Rieumes (Haute-Garonne) un commissariat de police.....	1196	500
19.	Loi qui étend aux notaires, aux greffiers et aux officiers ministériels destitués, le bénéfice de la loi du 3 juillet 1852, sur la réhabilitation.....	1189	397
Idem.	DÉCRET qui fixe les cautionnements des directeurs des postes dans les départements.....	Ibid.	403
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget du ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, exercice 1863.....	1190	413
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget du		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
	ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, exercice 1864.....	1190	414
19 Mars 1864.	DÉCRET qui affecte au service des douanes une parcelle de terrain située au Havre.....	1197	515
23.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget ordinaire du ministère de l'intérieur, exercice 1863....	1190	415
Idem.	DÉCRET portant que M. Guillemot est nommé conseiller d'Etat en service ordinaire hors sections.....	Ibid.	420
Idem.	DÉCRET portant que M. le président Vaisse est nommé membre du conseil du sceau des titres.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de travaux militaires appartenant à l'exer- cice 1863.....	1193	466
Idem.	DÉCRET portant ce qui suit : 1° MM. Gosset sont autorisés à s'appeler Gosset-Grainville; 2° et MM. Guiot sont autorisés à s'appeler Guiot de la Rochère.....	1194	487
Idem.	DÉCRET qui autorise : 1° M. et M ^{lle} Damolard, à s'appeler Damolard de Bonviller; 2° et M. Cochon, à substituer à son nom celui de Michel.....	1199	543
26.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget du ministère des finances, exercice 1863.....	1190	416
Idem.	DÉCRET qui fixe le nombre d'offices d'avoué au tribunal de Saint-Girons (Arriège) et celui des offices d'huissier aux tribunaux de Villefranche (Aveyron), Embrun, Pont-l'Évêque et Bourgoin.....	1199	543
30.	DÉCRET portant que M. Loyer, conseiller d'Etat, est dési- gné pour faire partie de l'assemblée du Conseil d'Etat délibérant au contentieux, en remplacement de M. Mai- gne, décédé.....	1191	424
Idem.	DÉCRET qui proroge jusqu'au 4 mai 1864 la session du Corps législatif.....	1192	449
Idem.	DÉCRET qui annule la concession faite, par la loi sarde du 12 juin 1857, à la compagnie du chemin de fer des lignes d'Italie, de la ligne de jonction entre le canton de Genève et le chemin de fer du Valais.....	Ibid.	450
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation à Angoulême d'un refuge tenu par les sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur.....	1193	467
Idem.	DÉCRET portant ce qui suit : la section de Monaccia est distracte de la commune d'Aullène, canton de Serra, arrondissement de Sartène (Corse), et érigée en com- mune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Monaccia; et la section de Caldarello est distracte de la commune de Zérubia, même canton, et érigée en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Caldarello.....	1197	515
Idem.	DÉCRET qui fixe le nombre d'offices d'avoué au tribunal de Briançon et celui des offices d'huissier aux tribu- naux de Valence et Leparre.....	1199	543
Idem.	DÉCRET qui fixe la limite de la mer dans la baie de Port- Cros (îles d'Hyères).....	1205	731
2 Avril.	DÉCRET qui autorise la fondation à Saint-Quentin d'un asile de vieillards tenu par les Petites-Sœurs-des- Pauvres.....	1194	481
Idem.	DÉCRET qui distrait un territoire de la commune de Sor- bollano, canton de Serra, arrondissement de Sartène (Corse), et le réunit à la commune de Serra.....	1197	516
Idem.	DÉCRET qui attribue des polygones à la commune de Sor- bollano, canton de Serra, arrondissement de Sartène (Corse).....	1198	531
Idem.	DÉCRET qui distrait un polygone de la commune de Gros- seto-Prugna, canton de Sainte-Marie-et-Sicche, arron- dissement d'Ajaccio (Corse), et le réunit à la commune de Torgia-Cardo, même canton.....	Ibid.	532
Idem.	DÉCRET qui fixe le nombre d'offices d'huissier aux tribu- naux de Vienne et Doullens.....	1199	544

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
6 Avril 1864.	DÉCRET qui établit à Maulde et à Mortagne (Nord) des bureaux de vérification pour la sortie des boissons expédiées à l'étranger en franchise des droits de circulation et de consommation.....	1191	423
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Ardèche à s'imposer extraordinairement.....	1192	425
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Calvados, 1 ^o à contracter un emprunt; 2 ^o à s'imposer extraordinairement; 3 ^o à appliquer aux travaux des routes départementales le montant des fonds qui demeureront sans emploi sur le produit d'impositions extraordinaires réalisées en vertu de lois de 1858 et de 1859.....	<i>Ibid.</i>	426
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Sarthe à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	428
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	429
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Rochefort (Charente-Inférieure) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	431
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Tourcoing à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	432
<i>Idem.</i>	Loi portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Ploudalmézeau (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	433
<i>Idem.</i>	Loi qui fixe la limite entre la commune de Saint-Amand et la commune d'Orval (Cher).....	<i>Ibid.</i>	435
<i>Idem.</i>	Loi qui distrairait un territoire de la commune de Sarzeau (Morbihan) et l'érige en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé au <i>Tour-du-Parc</i>	<i>Ibid.</i>	436
<i>Idem.</i>	Loi qui distrairait un territoire de la commune de Coarraze (Basses-Pyrénées) et l'érige en commune distincte, sous le nom de <i>commune de Saint-Vincent</i>	<i>Ibid.</i>	437
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. <i>Artaud</i> à s'appeler <i>Artaud-Haussen</i>	1194	488
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le ministre de la guerre à accepter une donation faite par M ^{me} <i>d'Aguel-Bourbon</i>	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe la juridiction du commissariat de police institué la résidence de la Capelle-Marival (Lot).....	1198	522
9.	Loi portant concession au département de la Seine de deux parcelles de terrain dépendant de la forêt domaniale de Retz.....	1193	453
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Côte-d'Or à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	454
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine à affecter au remboursement et au service des intérêts d'un emprunt, réalisé en vertu d'une loi du 14 mai 1856, les fonds qui resteront sans emploi sur le produit de l'imposition autorisée par une autre loi de la même date..	<i>Ibid.</i>	455
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Châlon à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	457
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Dunkerque à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	458
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la commission administrative de l'hospice de Morlaix à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	459
<i>Idem.</i>	Loi portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Saint-Marc (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	461
<i>Idem.</i>	Loi portant établissement de surtaxes à l'octroi de la commune de Chambéry (Savoie).....	<i>Ibid.</i>	464
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception de la bulle qui commet M ^r l'archevêque de Myre pour conférer l'institution canonique à M. <i>Darboy</i> , en sa qualité de primicier du chapitre impérial de Saint-Denis.....	1194	482
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception de la bulle qui commet M ^r l'archevêque de Myre pour conférer l'institution canonique à M. <i>Baquet</i> , en sa qualité de chanoine du premier ordre au chapitre impérial de Saint-Denis.....	<i>Ibid.</i>	483
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. <i>Pyrent</i> à s'appeler <i>Pyrent de la Prade</i>	<i>Ibid.</i>	488
13.	DÉCRET portant fixation, pour l'année 1864, du crédit		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
13 Avril 1864.	d'inscription des pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853.....	1194	484
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la consolidation en rentes des bons du Trésor délivrés à la caisse d'amortissement du 1 ^{er} au 31 mars 1854.....	<i>Ibid.</i>	485
16.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Paris, avenue de Breteuil, d'un asile de vieillards tenu par les Petites-Sœurs-des-Pauvres.....	1198	529
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre, sur l'exercice 1863, un crédit applicable au contrôle et à la surveillance des chemins de fer....	1194	469
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Côtes-du-Nord à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	470
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Rhône, 1 ^o à contracter un emprunt; 2 ^o à s'imposer extraordinairement; 3 ^o à imputer sur le produit d'une imposition extraordinaire, créée en 1860, une somme de cinquante-deux mille quatre cent vingt-trois francs, qui sera appliquée aux travaux de la maison centrale de correction de Lyon.....	<i>Ibid.</i>	472
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Mâcon à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	473
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant fixation des limites de la mer à l'embouchure de la Bidassoa.....	1199	544
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant création d'une bourse de commerce à Nice.....	1200	549
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée un conseil de prud'hommes à Guise (Aisne).....	1203	706
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'acquisition d'un terrain pour l'extension du grand quartier militaire de Provins.....	1208	758
20.	DÉCRET portant promulgation de la convention conclue, le 10 avril 1864, entre la France et le Mexique, pour régler les conditions du séjour des troupes françaises au Mexique.....	1196	497
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe la juridiction du commissariat de police des Arcs (Var).....	1200	552
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la contribution spéciale à percevoir, en 1864, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourse de commerce.....	1203	707
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée à la résidence de Mont-de-Marsan un commissariat spécial de police.....	1205	731
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que l'académie des sciences est autorisée à accepter le legs que lui a fait M ^{lle} Letellier, au nom de M. Lelorgne de Savigny, d'une somme de vingt mille francs.....	1211	792
23.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget ordinaire du ministère de l'intérieur, exercice 1863....	1200	550
27.	Loi qui autorise la commission administrative de l'hôpital de Pontorson à contracter un emprunt.....	1197	501
<i>Idem.</i>	Loi relative au taux de l'intérêt d'un emprunt à contracter par le département de la Corrèze, en vertu de la loi du 28 juin 1861.....	<i>Ibid.</i>	502
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville d'Avignon à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	503
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville d'Avranches à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	505
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la commune de Clichy (Seine) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	507
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Neuilly (Seine) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	508
<i>Idem.</i>	Loi portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Guipavas (Finistère).....	1196	510
<i>Idem.</i>	Loi portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Landéda (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	511
<i>Idem.</i>	Loi qui distrait des territoires des communes de Gatti-de-Vivario et de Vezzani (Corse), et les érige en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Aghione.....	<i>Ibid.</i>	512

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
27 Avril 1863.	Loi qui fixe la limite entre la commune de Quimper et les communes de Kerfeunteum et d'Ergué-Armel (Finistère).....	1196	514
Idem.	Décret qui proroge jusqu'au 19 mai 1864 la session du Corps législatif.....	1198	531
Idem.	Décret qui fixe la limite de la mer sur le territoire de la commune de Bormes (Var).....	1218	978
29.	Décret portant promulgation du traité signé à Londres, le 29 mars 1864, pour la mise à exécution des stipulations relatives à la réunion des îles Ioniennes au royaume de Grèce.....	1198	524
30.	Décret qui autorise un virement de crédits au budget du ministère des finances, exercice 1863.....	1200	551
4 Mai.	Loi portant qu'il sera fait, en 1865, un appel de cent mille hommes sur la classe de 1864.....	1199	533
Idem.	Loi qui modifie celle du 12 juin 1861, relative à la caisse des retraites pour la vieillesse.....	Ibid.	535
Idem.	Loi relative aux alignements sur les routes impériales, les routes départementales et les chemins vicinaux de grande communication.....	Ibid.	536
Idem.	Loi qui approuve un échange de terrains entre l'État et M ^{me} Manroy.....	Ibid.	537
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	538
Idem.	Loi qui autorise la ville de Mayenne à contracter un emprunt.....	Ibid.	540
Idem.	Loi qui autorise le département du Nord à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	541
Idem.	Décret qui approuve un tarif pour la perception des droits de péage au bac à vapeur de la Tremblade, établi sur la Seudre (Charente-Inférieure).....	1201	657
Idem.	Décret qui reporte à l'exercice 1864 une portion des crédits ouverts, sur l'exercice 1863, au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, pour l'exécution de grands travaux d'utilité générale.....	1203	708
Idem.	Décret relatif aux concours annuels aux grands prix de Rome pour la musique.....	Ibid.	710
Idem.	Décret qui autorise comme congrégation à supérieure générale diocésaine, exclusivement propre au diocèse de Perpignan, l'association des sœurs du Saint-Sacrement, existant à Perpignan.....	1204	704
Idem.	Décret qui déclare d'utilité publique l'acquisition d'un terrain situé à Quimerch (Finistère).....	1205	731
Idem.	Décret qui fixe le nombre d'offices d'avoué au thermal de Muret et le nombre d'offices d'huissier aux tribunaux du Vigan et de Pithiviers.....	Ibid.	Ibid.
7.	Loi relative au régime des sucres.....	1200	545
Idem.	Loi qui modifie le premier paragraphe de l'article 6 et le deuxième paragraphe de l'article 7 de la loi du 20 avril 1832, sur l'avancement dans l'armée navale.....	Ibid.	548
Idem.	Loi qui ratifie une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy.....	1202	661
Idem.	Décret qui convoque les électeurs de la deuxième circonscription du département du Gard, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.....	Ibid.	681
Idem.	Décret qui convoque les électeurs de la quatrième circonscription du département du Gard, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret qui fixe la limite entre les communes de Grossa et de Billia (Corse).....	1205	732
Idem.	Décret qui fixe la limite entre les communes de Grossa et de Tivolaggio (Corse).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret qui rend applicable aux colonies la loi du 23 mai 1863, sur les sociétés à responsabilité limitée.....	1208	752
Idem.	Décret qui approuve la convention passée, le 29 avril		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
	1864, entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy.....	1210	782
11 Mai.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Perpignan, d'un asile de vieillards tenu par les Petites-Sœurs-des-Pauvres.....	1202	682
Idem.	DÉCRET qui constitue maison de détention un quartier de la maison centrale de force et de correction de Clairvaux (Aube).....	Ibid.	683
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Compiègne, d'un établissement de sœurs de la Compassion, servantes du Seigneur.....	1204	715
Idem.	DÉCRET qui déclare: 1° la redoute de Provence, faisant partie du système de défense du Havre; 2° quatre postes militaires du département de la Corse.....	1208	783
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à la Plaine, commune de Saint-Martin-d'Hères (Isère), d'un établissement de sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur...	1209	757
14.	Loi qui approuve un échange de terrains entre l'État et M. Mahalin, M. Vilbert et M ^{me} Thévouin.....	1202	664
Idem.	Loi qui fait cession gratuite à la ville d'Amiens des droits de l'État sur deux terrains.....	Ibid.	665
Idem.	Loi qui autorise le ministre des finances à rembourser, au profit de la ville d'Ardres, moyennant une indemnité, à la faculté de demander la remise de terrains cédés, pour cause d'utilité publique, à la ville en 1852, et qui n'ont pas reçu leur destination.....	Ibid.	667
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Ailier à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	668
Idem.	Loi qui autorise le département des Bouches-du-Rhône à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	670
Idem.	Loi qui autorise le département de la Charente à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	671
Idem.	Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	673
Idem.	Loi qui autorise la ville de Bagnères-de-Luchon à contracter un emprunt.....	Ibid.	674
Idem.	Loi qui autorise la ville de Nantes à contracter un emprunt.....	Ibid.	676
Idem.	Loi portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Pont-l'Abbé (Finistère).....	Ibid.	677
Idem.	Loi portant établissement d'une surtaxe à l'octroi de Tourcoing (Nord).....	Ibid.	678
Idem.	Loi qui distraie la commune de Vernasse du canton d'Ebreuil, arrondissement de Gannat, et la réunit au canton de Montmarault, arrondissement de Montluçon (Allier).....	Ibid.	679
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un dépôt de mendicité pour le service du département de l'Ariège.....	1208	754
Idem.	DÉCRET qui homologue les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage des zones de servitude et des polygones exceptionnels des places de guerre et des postes militaires y désignés.....	1209	760
Idem.	DÉCRET qui homologue les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage de la zone des fortifications des places de guerre et postes militaires y désignés...	Ibid.	761
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1864, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par M. Poisson-Séguin, pour les dépenses de la bibliothèque impériale.....	1217	960
18.	DÉCRET qui proroge jusqu'au 25 mai 1864 la session du Corps législatif.....	1202	684
Idem.	Loi qui approuve un échange de terrains entre l'État et la commune du Pin (Orne).....	1203	685
Idem.	Loi qui autorise la ville de Brest à emprunter une somme de quatre millions de francs, dont elle fera l'avance		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
	à l'État, pour la continuation des travaux du port Napoléon.....	1203	686
18 Mai 1864.	Loi sur l'extension des limites de la ville de Bordeaux...	<i>Ibid.</i>	688
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Aveyron à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	690
<i>Idem.</i>	Loi qui 1 ^{re} autorise le département de l'Eure à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement; 2 ^e contient des dispositions relatives à des impositions extraordinaires, créées par les lois des 5 mai 1855, 31 mai 1859, 20 juin 1860 et 8 mai 1861.....	<i>Ibid.</i>	691
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Pyrénées-Orientales à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	694
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Vienne à imputer sur le produit de l'imposition extraordinaire créée par l'article 3 de la loi du 14 juillet 1860, les fonds nécessaires au service des intérêts de l'emprunt autorisé par la loi du 25 mars 1863.....	<i>Ibid.</i>	695
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Yonne à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	696
<i>Idem.</i>	Loi portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la ville de Nantes.....	<i>Ibid.</i>	698
<i>Idem.</i>	Loi qui érige en commune la section de Lacombe, distraite de la commune de Fontiès-Cabardès (Aude)....	<i>Ibid.</i>	699
<i>Idem.</i>	Loi qui distrait des territoires des communes de Calenzana, d'Évisa et d'Otta (Corse), pour en former cinq communes distinctes, dont les chefs-lieux sont fixés à Galeria, à Manso, à Osani, à Partinello et à Serriera..	<i>Ibid.</i>	700
<i>Idem.</i>	Loi qui fixe la limite entre la commune de Loreto, canton de Sainte-Lucie et la commune de Sainte-Marie-Figaniella, canton d'Olmeto (Corse).....	<i>Ibid.</i>	702
<i>Idem.</i>	Loi qui distrait le hameau de Lalle de la commune de Bordesac, canton de Genolhac (Gard), et le réunit à la commune de Besseges, canton de Saint-Ambroix.....	<i>Ibid.</i>	703
<i>Idem.</i>	Loi qui fixe la limite entre la commune d'Angervilliers, canton de Dourdan (Nord), et la commune de Forges-Bains, canton de Limours (Seine-et-Oise).....	<i>Ibid.</i>	705
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la société lyonnaise des magasins généraux des soies à établir, à proximité d'Avignon, dans un local situé au quartier de la Médecine, une annexe de la succursale établie dans cette ville pour le magasinage des soies et garances.....	1209	762
2	DÉCRET qui proroge les surtaxes de provenance et de pavillon actuellement perçues à l'entrée des thés.....	1203	712
<i>Idem.</i>	Loi qui divise la ville du Havre en trois cantons.....	1204	713
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Besançon à acquitter, dans un délai de vingt ans, la somme de trois cent cinquante mille francs représentant l'évaluation d'un immeuble dit Palais-Granvelle, dont l'acquisition a été approuvée par arrêté préfectoral.....	1205	717
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Maine-et-Loire 1 ^{re} à s'imposer extraordinairement; 2 ^e à appliquer aux travaux y désignés les fonds qui resteront sans emploi sur le produit de l'imposition extraordinaire réalisée en exécution de la loi du 14 mai 1856.....	<i>Ibid.</i>	718
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Somme à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement....	<i>Ibid.</i>	720
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Marseille à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	722
<i>Idem.</i>	Loi relative à l'emprunt que la ville de Marseille a été autorisée à contracter en vertu de la loi du 26 juin 1861.....	<i>Ibid.</i>	723
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise les villes de Roubaix et de Tourcoing (Nord) à contracter des emprunts.....	<i>Ibid.</i>	725
<i>Idem.</i>	Loi portant établissement d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Saint-Pol-de-Léon (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	726
<i>Idem.</i>	Loi qui fixe les limites 1 ^{re} entre les communes de Cauro,		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
	canton de Bastelica et celle de Grosseto-Prugna, canton de Sainte-Marie-Sicche; 2° entre les communes de Grosseto-Prugna et d'Albitreccia (Corse).....	1205	728
21 Mai 1864.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget ordinaire du ministère de l'intérieur, exercice 1863.....	1209	763
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Montpellier et par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, pour l'exécution de travaux militaires appartenant à l'exercice 1863.....	1217	960
25.	Loi qui modifie les articles 414, 415 et 416 du Code pénal (Coalitions).....	1206	733
<i>Idem.</i>	Loi relative à la fabrication de nouvelles pièces d'argent de cinquante centimes et de vingt centimes.....	1207	737
<i>Idem.</i>	Loi qui modifie l'article 2 de la loi du 13 avril 1850, relative à l'assainissement des logements insalubres.....	<i>Ibid.</i>	739
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Bouches-du-Rhône à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	740
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Loir-et-Cher à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	742
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui proroge jusqu'au 28 mai 1864 la session du Corps législatif.....	<i>Ibid.</i>	744
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant les journaux, gazettes, etc. provenant ou à destination des États-Unis, qui seront transportés entre la France et les États-Unis par les paquebots-poste français.....	1208	754
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la bibliothèque impériale à accepter le legs qui lui a été fait par le sieur Michel Hennin.....	1217	969
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que les élections pour le renouvellement de la première série des conseils généraux et de la seconde série des conseils d'arrondissement auront lieu les 18 et 19 juin prochain.....	1209	764
28.	Loi qui ouvre sur l'exercice 1864 un crédit de cinq millions huit cent mille francs pour la construction et l'outillage de la manufacture d'armes de Saint-Étienne.	1208	745
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Basses-Pyrénées à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	747
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la commission administrative des hospices de Provins à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	748
<i>Idem.</i>	Loi portant prorogation de surtaxes à l'octroi de la commune de Quimperlé (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	750
<i>Idem.</i>	Loi portant établissement de surtaxes à l'octroi de la commune d'Aix-les-Bains (Savoie).....	<i>Ibid.</i>	751
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve les statuts du chapitre de l'église cathédrale de Nice.....	1210	785
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'exécution des travaux de construction de quatre ponts communaux sur les divers bras de la Semote, au territoire de la commune de Monthermé (Ardennes).....	1213	828
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui établit un concours entre les élèves des lycées et collèges de chaque académie, ceux de Paris et Versailles exceptés, et un second concours entre les lauréats du premier.....	1217	962
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui assigne le nombre d'offices d'avoué aux tribunaux de Bayonne et de Bagnères et fixe le nombre d'offices d'huissier aux tribunaux de Marmande et Epinal.....	<i>Ibid.</i>	969
1 ^{er} Juin.	DÉCRET qui admet temporairement en franchise de droits les ris en grains et les ris en paille de toute provenance et importés sous tent pavillon.....	1209	765
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui établit le tarif, à l'entrée en France, de l'or, du platine et de l'argent.....	<i>Ibid.</i>	766
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui prononce la clôture de la session du Sénat, ouverte le 5 novembre 1863.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui, 1° règle le mode d'aliénation des immeubles domaniaux; 2° ouvre sur l'exercice 1864 un crédit de		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
	deux millions pour acquisitions de terrains et travaux neufs dans les établissements militaires.....	1210	769
1 ^{er} Juin 1864.	Loi qui approuve un échange de terrains entre l'État et M. <i>Sant-Yago Drake del Castillo</i>	<i>Ibid.</i>	772
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve un échange de terrains entre l'État et les héritiers <i>Louet-Tarraut</i>	<i>Ibid.</i>	773
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Ariège à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	774
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Haut-Rhin à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement....	<i>Ibid.</i>	776
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Var à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	1217	777
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Beauvais à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	779
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Louviers à contracter un emprunt.....	1211	781
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le nombre d'offices d'huissier au tribunal de Valognes.....	<i>Ibid.</i>	969
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui supprime le commissariat de police de Guiscard (Oise).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
4.	DÉCRET qui prescrit la publication de la déclaration signée, le 1 ^{er} juin 1864, entre la France et la Bavière, pour la taxe des dépêches télégraphiques.....	<i>Ibid.</i>	789
<i>Idem.</i>	Loi sur les donations.....	1213	803
<i>Idem.</i>	Loi sur les dispenses à accorder aux frères des militaires servant à titre de rengagés ou d'engagés volontaires après libération.....	<i>Ibid.</i>	806
<i>Idem.</i>	Loi concernant les ouvriers des professions maritimes...	<i>Ibid.</i>	807
<i>Idem.</i>	Loi sur le régime disciplinaire des conseils de prud'hommes.....	<i>Ibid.</i>	808
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve les articles 11, 12, 13 et 17 d'une convention arrêtée entre le ministre de l'intérieur et MM. <i>Rowell, Simon et Troller</i> , pour l'établissement d'une ligne télégraphique sous-marine qui reliera la France aux États-Unis d'Amérique.....	<i>Ibid.</i>	810
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la chambre de commerce du Havre à emprunter une somme de huit millions, dont elle fera l'avance à l'État, pour la construction d'un bassin à flot et de trois formes de radoub sur l'emplacement actuel de la citadelle.....	<i>Ibid.</i>	815
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve un échange de terrains entre l'État et la ville de Marseille.....	<i>Ibid.</i>	817
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve un échange d'immeubles entre l'État et M. <i>Kermolquin</i> et M ^{me} de <i>Mimiac</i> , de <i>Kerouartz</i> et <i>Saladin de Kertanguy</i>	<i>Ibid.</i>	818
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve un échange de terrains entre l'État et M. <i>Vasseur</i>	<i>Ibid.</i>	820
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Lille à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	821
<i>Idem.</i>	Loi portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Ploudaniel (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	823
<i>Idem.</i>	Loi portant établissement d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Pont-de-Beauvoisin (Isère).....	<i>Ibid.</i>	824
<i>Idem.</i>	Loi portant établissement de surtaxes à l'octroi de Vannes (Morbihan).....	<i>Ibid.</i>	825
<i>Idem.</i>	Loi qui distrairait des communes de Bignan et de Saint-Jean-Brevelay, arrondissement de Ploërmel, et de la commune de Grandchamp, arrondissement de Vannes (Morbihan), plusieurs sections qui formeront ensemble une commune sous le nom de <i>Colpo</i>	<i>Ibid.</i>	826
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget du gouvernement général de l'Algérie, exercice 1863..	1217	962
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement et l'exploitation d'un magasin général à Melun.....	<i>Ibid.</i>	963
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe la limite entre les communes de Savigny-sur-Orge et de Juvisy-sur-Orge (Seine-et-Oise).....	1217	969
8.	Loi sur les suppléments de crédits de l'exercice 1864....	1212	793

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
8 Juin 1864.	Loi relative aux rues formant le prolongement des chemins vicinaux.....	1214	831
<i>Idem.</i>	Loi qui complète, en ce qui concerne le gazonnement, la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes.....	<i>Ibid.</i>	832
<i>Idem.</i>	Loi qui déclare d'utilité publique le rachat de la concession du pont du Port-Jouet (Deux-Sèvres).....	<i>Ibid.</i>	835
<i>Idem.</i>	Loi portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Cherbourg (Manche).....	<i>Ibid.</i>	836
<i>Idem.</i>	Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1865.....	1215	839
<i>Idem.</i>	Loi sur le budget extraordinaire de l'exercice 1865.....	<i>Ibid.</i>	868
<i>Idem.</i>	Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1861.....	1216	871
14.	DÉCRET qui nomme M. le duc de Morny président du Corps législatif.....	1217	964
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant nomination des vice-présidents du Corps législatif.....	<i>Ibid.</i>	965
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant nomination des questeurs du Corps législatif.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise, dans l'arrondissement de Saint-Julien, la culture du tabac pour l'approvisionnement des manufactures impériales.....	<i>Ibid.</i>	966
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. de Villeneuve, auditeur de deuxième classe, est nommé auditeur de première classe au Conseil d'Etat; et que M. de Bellissen est nommé auditeur de deuxième classe.....	<i>Ibid.</i>	970
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. Walcknaër, auditeur au Conseil d'Etat, sous-préfet de l'arrondissement de Lisieux (Calvados), est nommé auditeur en service extraordinaire.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe l'imposition additionnelle à percevoir en 1864, pour l'achèvement de la bourse de Marseille....	1218	971
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie la composition du conseil de prud'hommes de Vienne.....	<i>Ibid.</i>	972
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Paris, rue Beauveau-Saint-Antoine, d'un asile de vicillards tenu par les Petites-Sœurs-des-Pauvres.....	1219	983
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la convention passée, le 14 juin 1864, pour la concession du chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne.....	1221	995
18.	DÉCRET qui fixe les droits à l'importation des sucres provenant de l'Angleterre, de la Belgique et de l'Italie....	1217	967
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au conseil de prud'hommes de Grenoble..	1218	973
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe à cinq ans la durée des fonctions des présidents des sociétés de secours mutuels.....	<i>Ibid.</i>	974
25.	DÉCRET portant convocation des conseils d'arrondissement pour la première partie de leur session.....	<i>Ibid.</i>	975
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux correspondances provenant ou à destination de l'île de la Réunion, de Mayotte et dépendances et de Sainte-Marie de Madagascar, transportées par les paquebots-poste français de la ligne de Suez à la Réunion et Maurice.....	<i>Ibid.</i>	976
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le droit de tonnage applicable aux navires danois arrivant de tous ports quelconques dans les ports de France.....	<i>Ibid.</i>	977
28.	DÉCRET qui prescrit la publication de l'arrangement signé, le 24 juin 1864, entre la France et l'Italie, pour régler les mesures de quarantaine dans les ports français et italiens de la Méditerranée.....	1219	979
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant promulgation de la déclaration signée, le 24 juin 1864, entre la France et l'Italie, pour la taxe des dépêches télégraphiques.....	<i>Ibid.</i>	981
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant promulgation de la convention concernant le service de surveillance et de douane sur les chemins de fer du midi de la France et du nord de l'Espagne.....	1220	987

BULLETIN DES LOIS.

N° 1170.

N° 11,386. — *Loi qui approuve un Échange de terrains entre l'État et le département de la Moselle.*

Du 6 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans l'acte passé devant le préfet du département de la Moselle, le 25 juillet 1863, l'échange, sans soulte ni retour, d'une parcelle de terrain, d'une contenance de trois cent un mètres carrés soixante et dix décimètres carrés (301^m 70), dépendant de l'arsenal du génie à Metz et appartenant à l'État, contre deux parcelles, d'une égale contenance de trois cent un mètres carrés soixante et dix décimètres carrés (301^m 70), dépendant de la caserne de gendarmerie de la même ville et qui sont la propriété du département de la Moselle.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Décembre 1863.

Le Président,

Signé Duc DE MORNÿ.

Les Secrétaires,

**Signé Marquis DE TALHOÛËT, G. NOUBEL, comte JOACHIM MURAT,
SÉVERIN ABBATUCCI.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un échange d'immeubles dans le département de la Moselle.

1^{re} Série.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Décembre 1863.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Janvier 1864.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,
Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLEON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUGER.

N° 11,887. — *Loi qui approuve un Échange de terrains entre l'État et M^{me} veuve Dufont.*

Du 6 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans l'acte passé, le 17 janvier 1863, entre le préfet du Nord, agissant au nom de l'État, et la dame veuve *Dufont*, l'échange d'une parcelle de terrain de trois hectares cinquante-trois ares quarante-six centiares (3^h 53^a 46^c), à détacher de la forêt domaniale de Saint-Amand, dans la série d'Aubry, au lieu dit *les Boules-d'Hérin*, contre une pièce de

terre contenant deux hectares, vingt et un ares (2^h 21^{re}), enclavée dans cette forêt, au lieu dit Suchemont.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Décembre 1863.

Le Président,

Signé Duc DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis de TALLEFERRÉ,
SÉVERIN-ABBATUCCI, G. NOUVEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un échange d'immeubles dans le département du Nord.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Décembre 1863.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROCHER.

N° 11,888. — Loi qui autorise le département du Cantal à s'imposer extraordinairement.

Du 6 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCIONNÉ et SANCIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit

ARTICLE UNIQUE. Le département du Cantal est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans, à partir de 1865, un centime additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux travaux des routes départementales.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Décembre 1863.

Le Président,

Signé DUC DE MOÏNT.

Les Secrétaires,

Signé COMTE JOACHIM MURAT, G. NOUBEL, SÉVERIN ABBATUCCI,
marquis DE TALHOUËT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une imposition extraordinaire par le département du Cantal.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Décembre 1863.

Le Président,

Signé TRAPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROCHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

11,889. — *Loi qui autorise le département de l'Hérault à s'imposer extraordinairement.*

Du 6 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Hérault est autorisé, conformément à la demande que le Conseil général en a faite, dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans, à partir de 1865, huit dixièmes de centime additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux dépenses de l'instruction primaire.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Décembre 1863.

Le Président,

Signé **DUC DE MONNY.**

Les Secrétaires,

Signé **MARQUIS DE TALHOUËT**, comte **JOACHIM MURAT**,
G. NOUBEL, **SÉVERIN ABBATUCCI.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une imposition extraordinaire par le département de l'Hérault.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Décembre 1863.

Le Président,

Signé **TROPLONG.**

Les Secrétaires,

Signé **A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD**, le général comte **DE GOYON**,
baron **T. DE LACROSSE.**

Veut sceller du sceau du Sénat :

le Sénateur Secrétaire,

Signé **Baron T. DE LACROSSE.**

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-

ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Janvier 1864.

[Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,
Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLEON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

N° 11,890. — *Loi qui autorise le département d'Indre-et-Loire, 1° à s'imposer extraordinairement, 2° à appliquer aux travaux y désignés les fonds qui resteront sans emploi sur les ressources réalisées en vertu de la loi du 16 juin 1859.*

Du 6 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SACUT.

AVONS SANCTIONNÉ ET SANCTIONNONS, PROMULGUÉ ET PROMULGUEONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département d'Indre-et-Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement, pendant quatre ans, à partir de 1865, un centime additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux travaux des routes départementales.

2. Le département d'Indre-et-Loire est également autorisé à appliquer aux travaux des chemins vicinaux de grande communication les fonds qui resteront sans emploi sur les ressources réalisées en vertu de la loi du 16 juin 1859.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Décembre 1863.

Le Président,
Signé Duc DE MORNY,

Les Secrétaires,
Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, G. NOUBEL, H. BUSSON,
SÉVERIN ARBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à

une imposition extraordinaire et à un emploi de fonds par le département d'Indre-et-Loire.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Décembre 1863.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROCHER.

N° 11,891. — *Loi qui autorise la ville de Fontainebleau à contracter un Emprunt.*

Du 6 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Fontainebleau (Seine-et-Marne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de trois cent mille francs (300,000^f), remboursable en trente années, à partir de 1864, sur ses revenus, et destinée à l'acquittement d'une partie de ses dettes, à la construction de trois égouts, à l'agrandissement de l'hôtel de ville et à la reconstruction d'une sacristie.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence,

XP Série.

soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

La commission accordée à la société du crédit foncier par l'article 4 de la loi du 6 juillet 1860 pourra être ajoutée au taux d'intérêt ci-dessus fixé, jusqu'à concurrence de trente centimes pour cent francs par an.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Décembre 1863.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, marquis DE TAL ET,
G. NOUBEL, comte JOACHIM MURAT

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt par la ville de Fontainebleau (Seine-et-Marne).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Décembre 1863.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GUYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardes des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 11,892. — *Loi qui autorise la ville de Laon à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 6 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Laon (Aisne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de soixante mille six cents francs (60,600^{fr}), remboursable en dix années, pour le payement du prix d'acquisition d'une maison et l'exécution de divers travaux d'utilité publique énumérés dans la délibération municipale du 12 mai 1863, tels que rectification et amélioration de rues, restauration de la salle de spectacle, travaux de pavage, etc.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, par addition au principal de ses quatre contributions directes, savoir :

Un centime (0^{fr} 01^c) en 1864, deux centimes (0^{fr} 02^c) en 1865, cinq centimes (0^{fr} 05^c) en 1866 et huit centimes (0^{fr} 08^c) pendant chacune des sept années suivantes. Le produit de cette imposition, évalué en totalité à soixante mille six cent huit francs, servira au remboursement du capital de l'emprunt, dont les intérêts seront prélevés sur les revenus ordinaires.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Décembre 1863.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNY.**

Les Secrétaires,

Signé **G. NOUBEL, SÉVERIN ABBATUCCI, comte JOACHIM MURAT, marquis DE TALHOUËT.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à

un emprunt et à une imposition extraordinaire par la ville de Laon (Aisne).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Décembre 1863.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 11,893. — *Loi portant établissement de Surtaxes à l'Octroi de la commune de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie).*

Du 6 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

Le CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

- ARTICLE UNIQUE. A partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1868 inclusivement, les surtaxes suivantes seront perçues à l'octroi de la commune de Saint-Jean-de-Maurienne, département de la Savoie, sur les boissons ci-après désignées :

Vins en cercles et en bouteilles..... 1^r 90^c l'hectolitre.
 Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie
 et esprits en cercles, eaux-de-vie et es-
 prits en bouteilles, liqueurs et fruits à
 l'eau-de-vie..... 16 00 *idem*

Ces surtaxes sont indépendantes des droits principaux auxquels
 les articles de perception ci-dessus sont soumis audit octroi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Décembre 1863.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé COMTE JOACHIM MURAT, SÉVERIN ABBATUCCI,
 MARQUIS DE TALHOUËT, G. NOUBET.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à
 l'établissement de surtaxes à l'octroi de Saint-Jean-de-Maurienne
 (Savoie).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Décembre 1863.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
 baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de
 l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux
 tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent
 sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-
 nistre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est
 chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*La Garde des sceaux, Ministre de la justice
 et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 11,894. — *Loi qui distrair la section de Castetbieilh de la commune d'Arthez et la réunit à la commune de Castillon (Basses-Pyrénées).*

Du 6 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La section de Castetbieilh, indiquée par une teinte verte sur le plan annexé à la présente loi, est distraite de la commune d'Arthez, canton de même nom et arrondissement d'Orthez, département des Basses-Pyrénées, et réunie à la commune de Castillon, même canton.

En conséquence, la limite entre les communes d'Arthez et de Castillon est fixée conformément au tracé de la ligne ponctuée, cotée ABC audit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Décembre 1863.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé COMTE JOACHIM MURAT, SÉVERIN ABBATOCCI,
marquis DE TALHOUËT, G. NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une nouvelle délimitation de communes dans le département des Basses-Pyrénées.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Décembre 1863.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MAIRONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Janvier 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Gardes des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER**.

N° 11,895. — *Loi qui érige en Commune la section de Sivignon, distraite de la commune de Suin (Saône-et-Loire).*

Du 6 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. La section de Sivignon, comprenant les villages de Sivignon, Vaux, les Écousseries, Martrat, les Moreaux, les Tropans, Croix-de-Vaux, les Augères et Lanrendon, est distraite de la commune de Suin, canton de Saint-Bonnet-de-Joux, arrondissement de Charolles, département de Saône-et-Loire, pour former, à l'avenir, une commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Sivignon.

En conséquence, la limite entre la commune de Sivignon et celle de Suin est fixée conformément au tracé de la ligne ponctuée en rouge sur le plan annexé à la présente loi.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Décembre 1863.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis de TALHOUËT, G. NOUBEL,
SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'érection d'une nouvelle commune dans le département de Saône-et-Loire.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Décembre 1863.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 11,896. — **DÉCRET IMPÉRIAL** relatif au report des Fonds départementaux de l'exercice 1862 non employés au 30 juin 1863.

Du 20 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu l'article 21 de la loi du 10 mai 1838, relatif au report des fonds départementaux non employés dans le cours de l'exercice;

Vu la loi du 2 juillet et le décret du 23 novembre 1862 ⁽¹⁾, ouvrant les crédits applicables au service départemental pour l'exercice 1863;

Vu la loi du 13 mai 1863, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1864;

Vu l'ordonnance royale du 4 juin 1843 ⁽²⁾, fixant la clôture de l'exercice pour les dépenses départementales au 30 juin de la deuxième année,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les fonds départementaux de l'exercice 1862 non employés au 30 juin dernier, et applicables aux dépenses désignées ci-après, sont reportés, conformément au tableau A ci-annexé et jusqu'à concurrence de onze millions huit cent quatre-vingt-sept mille deux cent soixante et quatorze francs trente-neuf centimes, à l'exercice 1863 avec leur affectation primitive, savoir :

CHAPITRE XXIV.	Art. 1 ^{er} . Dépenses imputables sur le produit des centimes ordinaires et du fonds commun, quatre cent cinquante-trois mille sept cent soixante francs quarante et un centimes ci.....	453,760 ¹ 41 ⁰
	Art. 2. Dépenses imputables sur les produits éventuels ordinaires, quatre mille cinq cent quatre-vingt-dix-sept francs quarante-quatre centimes, ci.....	4,597 44 ⁰
CHAPITRE XXV.	Art. 1 ^{er} . Dépenses imputables sur les centimes facultatifs, sept cent douze mille soixante et dix-neuf francs trente-trois centimes, ci.....	712,079 33
	Art. 2. Dépenses imputables sur les produits de propriétés départementales, soixante-quatre mille cent seize francs quatorze centimes, ci.....	64,116 14
	Art. 3. Dépenses imputables sur recettes qui, par leur destination, sont afférentes à des dépenses de la deuxième section, trois cent vingt-six mille neuf cent quatre-vingt-trois francs dix-sept centimes, ci.....	326,983 17

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1070, n° 10,729.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 1011, n° 10,702.

CHAPITRE XXVI.	{	Art. 1 ^{er} . Dépenses imputables sur centimes extraordinaires, six millions huit cent quarante-quatre mille quatre cent onze francs dix-huit centimes, ci.....	6,844,411 ^f 18 ^c
		Art. 2. Dépenses imputables sur fonds d'emprunts, un million quatre cent soixante et dix-huit mille cent trente-trois francs soixante-six centimes, ci.....	1,478,133 66
CHAPITRE XXVII.	{	Art. 1 ^{er} . Dépenses imputables sur centimes spéciaux pour chemins vicinaux, huit cent trente-quatre mille huit cent quatre-vingt-quinze francs quatre centimes, ci.....	834,895 04
		Art. 2. Dépenses imputables sur ressources éventuelles afférentes à la grande vicinalité, un million cent soixante-dix-huit mille deux cent quatre-vingt-dix-huit francs deux centimes, ci.....	1,178,298 02
TOTAL.....			11,887,274 39

2. Les fonds départementaux de l'exercice 1862 restés libres au 30 juin dernier sont cumulés, conformément au tableau B ci-annexé et jusqu'à concurrence de quatre millions quatre cent cinquante-neuf mille deux cent deux francs soixante-huit centimes, avec les ressources du budget de 1864, selon la nature de leur origine, savoir :

CHAPITRE XXV.	{	Art. 1 ^{er} . Reste du produit des centimes ordinaires et du fonds commun, trois cent quarante-six mille sept cent quarante-sept francs soixante et quinze centimes, ci..	346,747' 75 ^c
		Art. 2. Reste des produits éventuels ordinaires, vingt et un mille quatre cent treize francs cinquante-huit centimes, ci.....	21,413 58
CHAPITRE XXVI.	{	Art. 1 ^{er} . Reste des centimes facultatifs, trois cent quatre-vingt-dix-sept mille trois cent soixante et quinze francs vingt-huit centimes, ci.....	397,375 28
		Art. 2. Reste du produit des propriétés départementales, quarante-sept mille cinq cent cinq francs soixante et onze centimes, ci.....	47,505 71
		Art. 3. Reste des recettes qui, par leur destination, sont afférentes à des dépenses de la deuxième section, cent soixante et un mille cinq cent vingt-neuf francs ci.....	161,529 00
CHAPITRE XXVII.	{	Art. 1 ^{er} . Reste des impositions extraordinaires, trois millions soixante-huit mille deux cent quatre-vingt-cinq francs soixante et dix-sept centimes, ci.....	3,068,285 77
		Art. 2. Reste des fonds d'emprunts, cent soixante-quatre mille sept cent soixante francs treize centimes ci.....	164,760 13

CHAPITRE XXVIII.

{ Art. 1 ^{er} . Reste des centimes spéciaux pour che- mins vicinaux, deux cent cinquante et un mille cinq cent quatre-vingt-cinq francs quarante-six centimes, ci..... Art. 2. Reste des ressources, éventuelles affé- rentes à la grande vicinalité.....	251,585' 46"
	"

TOTAL..... 4,459,202 68

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Décembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

TABEAU A.

État présentant les fonds départementaux de l'exercice 1862, non employés

DÉPARTEMENTS.	CHAPITRE XXIV.		Art. 1 ^{er} . Centimes ordinaires et fonds commun.	Art. 2. Produits éventuels ordinaires.	Art. 1 ^{er} . Centimes facultatifs
Ain.....	11,717	50 ^s	"	"	15,737 30
Aisne.....	7,135	22	"	"	5,253 05
Allier.....	17,379	30	"	"	132 00
Alpes (Basses-).....	265	20	"	162 ^f 89 ^s .	"
Alpes (Hautes-).....	4	00	"	"	1,017 01
Alpes-Maritimes.....	534	91	"	"	316 00
Ardèche.....	142	69	"	6 70	3,065 66
Ardennes.....	899	27	"	"	32,046 30
Ariège.....	4,085	87	"	"	100 00
Aube.....	49	75	"	"	15,876 35
Aude.....	"	"	"	"	2,602 20
Aveyron.....	1,494	61	"	"	4,716 63
Bouches-du-Rhône.....	255	00	"	"	3,003 65
Calvados.....	14,703	47	"	"	7,925 00
Cantal.....	4,425	79	"	"	48,021 17
Charente.....	181	86	"	"	"
Charente-Inférieure.....	458	74	"	"	8,825 99
Cher.....	4,068	11	"	"	811 25
Corrèze.....	497	21	"	"	2,396 93
Corse.....	2,107	33	"	"	"
Côte-d'Or.....	1,959	95	"	"	17,440 70
Côtes-du-Nord.....	28	50	"	"	314 10
Creuse.....	115	47	"	"	1,259 88
Dordogne.....	1,510	21	"	"	605 00
Doubs.....	41,371	10	"	1,568 47	4,465 53
Drôme.....	207	02	"	"	1,668 85
Eure.....	4,516	03	"	"	703 29
Eure-et-Loir.....	2,982	99	"	"	27,589 80
Finistère.....	260	00	"	"	36 00
Gard.....	4,700	02	"	"	23,424 16
Garonne (Haute-).....	19,690	07	"	"	8,735 23
Gers.....	31	50	"	"	435 00
Gironde.....	410	05	"	"	31,298,32
Hérault.....	332	62	"	"	7,240 93
Ille-et-Vilaine.....	4,767	71	"	"	534 15
Indre.....	494	62	"	"	50 00
Indre-et-Loire.....	443	74	"	"	2,984 69
Isère.....	649	87	"	"	17,135 87
Jura.....	565	33	"	"	9,135 50
Landes.....	673	53	"	"	92 57
Loir-et-Cher.....	2,512	16	"	"	22 00
Loire.....	3	53	"	"	1,156 21
Loire (Haute-).....	432	65	"	"	40,303 20
Loire-Inférieure.....	50	00	"	"	1567 10
Loiret.....	1,345	20	"	"	595 04
Lot.....	11,418	30	"	"	5,926 59
Lot-et-Garonne.....	3,352	50	"	"	3,400 22
Lozère.....	35,041	36	"	1,462 25	16,946 34
Maine-et-Loire.....	460	34	"	"	16,873 44
Manche.....	820	27	"	"	2,748 33
Marne.....	24	00	"	"	2,560 15
Marne (Haute-).....	1,025	72	"	"	15,325 51
Mayenne.....	"	"	"	"	"

au 30 juin dernier, reportés à l'exercice 1863 pour le service départemental.

BILAN.		CHAPITRE XXVI.		CHAPITRE XXVII.	
Art. 1.	Art. 3.	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.
Produits de propriétés départementales.	Recettes qui, par leur destination, sont affectées à des dépenses de la 2 ^e section.	Centimes d'impositions extraordinaires.	Fonds d'emprunts.	Centimes d'impositions spéciales.	Ressources éventuelles affectées à la grande vicinalité.
.	.	2,309 ^f 56 ^c	6,227 ^f 87 ^c	702 ^f 49 ^c	9,754 ^f 50 ^c
.	.	14,021 75	34,133 57	456 12	2,901 24
.	.	150 00	.	22 80	109 85
.	50 ^f 00 ^c	200 55	628 57	7,150 06	21,407 76
.	.	1,480 02	.	.	.
.	.	11,526 10	512 09	.	1,623 75
271 ^f 62 ^c	470 40	39,038 42	37,310 31	4,248 18	20,393 51
.	2,530 20	16,404 89	.	13 76	65 00
.	.	43 67	.	289 76	2,557 29
.	6,514 41	27,222 76	.	2,158 08	23,873 45
.	.	9,741 98	.	100 00	40 60
2,543 92	2,089 69	8,062 60	28,108 72	11,208 56	15,813 98
.	.	35,349 00	.	634 72	5,061 00
.	.	123,823 76	46,440 00	10 50	11,299 08
5,800 00	2,125 30	25,270 25	.	.	9 24
7,306 20	.	22,411 20	60,465 57	6,547 44	22,569 98
.	.	94,232 59	.	94 97	921 51
.	.	71,956 84	.	3,476 37	89 22
.	.	2,175 56	127,486 46	120 77	26,076 22
.	.	24,647 11	78,827 03	8,355 44	22,779 49
.	70 00	45,027 38	22,631 78	1,091 25	2,743 70
.	.	41,593 48	.	105 90	.
.	.	8,560 39	.	386 45	13,414 07
100 00	.	25,457 60	365 00	1,321 49	3,341 97
1,367 10	4,612 38	2,434 81	6,995 87	25,130 99	130,705 35
.	.	85,831 20	500 00	96 80	1,001 27
.	684 34	278,866 01	.	2 33	323 70
.	.	130 00	.	0 50	7 00
.	.	.	.	169 28	1,152 90
.	4,178 44	38,406 62	28,624 92	3,516 11	142 65
.	.	95,686 90	.	15,761 42	30,712 12
.	106 20	5,115 79	20,000 00	1,059 54	4,487 11
.	.	64,191 84	8,240 97	18 97	125 54
.	11,549 17	18,163 25	.	5 50	1,328 95
.	1,647 85	39,961 23	.	49 26	758 39
.	.	2,078 11	.	.	8,849 04
.	.	47,468 43	.	.	6 00
6 25	.	154,187 59	84,800 00	9,153 81	25,646 86
.	100,789 64	15,149 81	32,427 56	43,591 94	70 35
.	.	.	.	.	0 20
.	.	9,498 66	.	3 75	314 54
.	.	3,323 82	44,835 22	2,328 59	20,279 82
.	.	153 38	102,778 30	95 43	1,722 12
.	.	82 41	3,414 48	.	.
.	.	20,220 00	.	24 30	3,829 51
.	5,176 11	15,548 59	52,524 10	.	.
1,433 73	1,586 09	197,418 62	15,308 26	10,338 76	9,881 96
7,133 10	600 00	46,117 85	.	356 40	12,682 12
.	.	19,321 60	8,375 52	84 66	.
.	.	32,111 88	136 96	3 18	193 68
.	6,907 65	915 25	.	453 50	13,236 77
.	125 97	1,100 00	57 94	1,232 44	4,726 02
.	.	1,197 03	.	.	27,605 80

DÉPARTEMENTS.	CHAPITRE XXIV.		
	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	Art. 1 ^{er} .
	Centimes ordinaires et fonds communs.	Produits éventuels ordinaires.	Centimes facultatifs.
Meurthe.....	570 ¹ 42 ^a	"	528 ³ 71 ^a
Meuse.....	5,068 17	420 ¹ 08 ^a	819 47
Morbihan.....	109,395 15	"	21,160 23
Moselle.....	629 34	"	4,735 26
Nièvre.....	1,127 31	"	1,158 17
Nord.....	20,700 15	"	14,369 24
Oise.....	3,669 31	"	1,414 94
Orne.....	13 93	"	4,537 47
Pas-de-Calais.....	3,027 61	"	4,245 85
Puy-de-Dôme.....	428 83	"	"
Pyénées (Basses).....	734 20	9 06	2,281 02
Pyénées (Hautes).....	728 90	"	1,027 75
Pyénées-Orientales.....	"	"	1,342 72
Rhin (Bas).....	1,185 68	"	21,788 16
Rhin (Haut).....	621 29	"	2,057 00
Rhône.....	35,042 59	"	8,898 52
Saône (Haute).....	1,845 36	"	"
Saône-et-Loire.....	4,819 09	"	32,573 69
Sarthe.....	"	"	13,340 30
Savoie.....	6,293 96	967 99	"
Savoie (Haute).....	12 50	"	12,762 39
Seine.....	24,277 81	"	12,789 33
Seine-Inférieure.....	5,679 47	"	"
Seine-et-Marne.....	8,890 33	"	9,449 17
Seine-et-Oise.....	1,632 11	"	10,896 38
Sèvres (Deux).....	1,881 24	"	13,249 30
Somme.....	1,069 81	"	"
Tarn.....	668 62	"	74,845 48
Tarn-et-Garonne.....	35 94	"	25,032 11
Var.....	"	"	"
Vaucluse.....	149 33	"	150 10
Vendée.....	22 06	"	"
Vienné.....	267 75	"	1,436 10
Vienne (Haute).....	8 70	"	788 20
Vosges.....	137 66	"	"
Yonne.....	525 62	"	881 97
TOTAUX.....	453,760 41	4,597 44	712,079 33

Approuvé pour être annexé au décret en date de 28 jour.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Décembre 1863.

CHAPITRE XIV.		CHAPITRE XVI.		CHAPITRE XVII.	
Art. 2.	Art. 3.	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.
Produits de propriétés départementales.	Recettes qui, par leur destination, sont affectées à des dépenses de la 2 ^e section.	Centimes d'impositions extraordinaires.	Fonds d'emprunts.	Centimes d'impositions spéciales.	Ressources éventuelles affectées à la grande vicinalité.
"	"	8,825 ¹ 06 ⁰	"	16 ¹ 25 ⁰	126 ¹ 64 ⁰
"	378 ¹ 23 ⁰	450 61	"	"	504 78
"	7,000 00	18,938 30	148,579 ¹ 89 ⁰	17 28	42 00
"	"	4,943 35	"	60,436 60	899 96
"	"	"	"	"	2,000 00
"	23,304 33	182,790 52	40,572 00	1,101 00	17,877 04
"	574 25	190,860 35	"	1,507 95	14,394 74
"	"	1,338,276 32	"	6 80	67 68
894 ¹ 73 ⁰	2,816 85	216,386 55	"	3,261 90	37,189 22
3,275 60	0 85	655 48	"	"	228 82
"	"	75,447 96	241 05	12,425 49	18 68
"	"	3,242 14	"	"	41 22
3,852 24	1,789 27	4,054 85	39,700 00	112 00	23,057 21
"	"	18,499 79	901 63	11,837 31	125,326 43
"	"	57,308 02	"	983 85	38 52
"	"	11,466 94	7,463 97	2,548 93	22,689 10
"	4,722 84	36,358 67	"	7,921 18	44,266 39
36 40	158 11	103,766 51	"	774 68	16,560 12
4,700 00	4,932 00	23,073 99	"	"	714 88
"	55,649 13	126,758 97	80,112 28	"	29,968 45
"	17,807 85	26,593 75	86,835 46	"	54,845 38
108 00	46,666 37	1,020,003 99	"	558,914 57	210,241 38
"	2,794 24	328,908 42	42,184 49	1,343 74	1,598 43
"	"	15,269 08	1,538 96	"	2,210 91
"	"	396,737 43	12,919 08	31 50	2,568 66
"	"	21,487 85	"	6 50	1,739 16
"	4,780 60	7,122 37	"	125 57	21,847 64
"	"	66,525 62	"	"	17 39
11,574 92	1,699 84	85,800 31	32 55	2,365 65	117 42
"	"	258 15	17 00	"	"
"	"	6,406 29	20,469 50	"	3,220 00
"	"	1,768 42	"	"	292 59
"	"	511,596 08	"	5,551 66	5,052 73
"	"	15,359 34	23 28	"	74 17
92 33	94 54	23,690 04	144,385 45	1,631 76	21,819 71
"	"	48,248 52	"	"	10 40
64,116 14	326,983 17	6,844,411 18	1,478,133 66	834,895 04	1,168,298 02

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

TABLEAU B.

État présentant les fonds libres départementaux de l'exercice 1866

DÉPARTEMENTS.	CHAPITRE XXV.		
	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	Art. 1 ^{er} .
	Centimes ordinaires et fonds commun.	Produits éventuels ordinaires.	Centimes facultatifs.
Ain.....	12,714 ⁰²	"	9,375 ⁴⁹
Aisne.....	2,902 85	"	5,072 90
Allier.....	3,012 61	"	1,925 24
Alpes (Basses-).....	"	452 ³⁷	"
Alpes (Hautes-).....	135 23	"	844 00
Alpes-Maritimes.....	885 18	"	5,307 27
Ardèche.....	4,983 77	"	7,808 19
Ardennes.....	3,249 11	"	7,119 64
Ariège.....	68 31	"	735 29
Aube.....	4,270 60	17 74	11,880 82
Aude.....	66 76	"	4,091 15
Aveyron.....	21,422 03	2,942 01	"
Bouches-du-Rhône.....	"	"	156 09
Calvados.....	14,740 27	"	11,651 94
Cantal.....	26 64	"	2,012 67
Charente.....	4,521 60	"	65 01
Charente-Inférieure.....	780 40	254 86	3,063 87
Cher.....	3,602 77	"	3,519 88
Corrèze.....	587 86	"	3,080 40
Corse.....	1,181 06	"	3,585 79
Côte-d'Or.....	19 15	"	"
Côtes-du-Nord.....	314 93	"	1,541 80
Creuse.....	6,731 27	500 00	13,422 59
Dordogne.....	10,913 24	"	5,089 62
Doubs.....	"	384 91	"
Drôme.....	1,367 23	"	2,911 77
Eure.....	6,092 37	"	"
Eure-et-Loir.....	14,283 72	"	10,605 99
Finistère.....	687 64	"	3,846 58
Gard.....	763 78	503 91	"
Garonne (Haute-).....	514 98	"	975 67
Gers.....	2 51	"	798 51
Gironde.....	4,098 33	377 20	6,694 59
Hérault.....	11,102 79	"	13,970 92
Ille-et-Vilaine.....	137 60	0 06	"
Indre.....	741 54	"	1,446 68
Indre-et-Loire.....	2,267 02	1 57	3,356 57
Isère.....	5,517 40	"	18,381 28
Jura.....	315 14	"	"
Landes.....	16,124 77	"	1,229 35
Loir-et-Cher.....	8,169 47	"	1,758 61
Loire.....	4,189 92	0 20	3,349 00
Loire (Haute-).....	69 54	1,123 21	799 61
Loire-Inférieure.....	1,614 23	275 32	2,105 47
Loiret.....	1 00	"	6,869 63
Lot.....	198 79	"	5,825 80
Lot-et-Garonne.....	14,709 55	1,100 33	"
Lozère.....	267 95	"	4,148 42
Maine-et-Loire.....	1,278 89	"	2,646 35
Manche.....	748 84	"	6,465 64
Marne.....	2,642 84	"	6,617 84
Marne (Haute-).....	1,667 06	"	6,399 78
Mayenne.....	827 58	"	2,834 97

à cumuler avec les ressources des budgets de l'exercice 1864.

CHAPITRE XXVI.		CHAPITRE XXVII.		CHAPITRE XXVIII.	
Art. 1. Produits de propriétés départementales.	Art. 2. Recettes qui, par leur destination, sont affectées à des dépenses de la 2 ^e section.	Art. 1 ^{er} . Centimes d'impositions extraordinaires.	Art. 2. Fonds d'emprunts.	Art. 1 ^{er} . Centimes d'impositions spéciales.	Art. 2. Ressources éventuelles affectées à la grande viabilité.
807 ²⁰	99 ⁵⁸	12,654 ⁰⁷	"	176 ⁶¹	"
"	127 ⁰⁰	7,701 ⁰⁰	"	1,269 ⁰⁷	"
"	396 ³²	4,236 ²³	"	1,773 ⁴⁵	"
42 ⁷⁵	1,653 ⁴⁶	4,829 ³⁶	"	173 ⁶⁰	"
15 ⁰⁰	"	210 ⁸³	"	173 ⁷⁸	"
184 ⁰⁰	1,518 ²⁵	18,646 ⁸⁰	"	3,116 ⁴²	"
"	"	3,078 ⁶⁷	377 ⁵⁸	384 ⁵²	"
"	878 ⁶⁶	2,901 ¹⁴	"	1,933 ⁴⁶	"
687 ⁸⁹	"	1,379 ³⁰	"	662 ⁵²	"
"	"	10,100 ⁶⁰	"	1,651 ⁰⁶	"
"	"	2,997 ¹⁸	"	1,503 ²⁸	"
122 ⁴⁰	941 ⁰⁸	5,278 ⁷⁹	"	598 ⁴⁵	"
"	"	79,614 ⁶⁷	"	12,932 ¹³	"
"	"	2,997 ⁰⁶	"	1,448 ⁰⁸	"
11,949 ⁸⁹	"	669 ⁵⁷	"	304 ³⁴	"
"	216 ²⁰	7,283 ¹⁹	"	2,338 ⁰¹	"
"	1,355 ⁷⁰	10,372 ⁵¹	"	1,450 ⁴⁵	"
"	"	18,984 ⁸⁷	"	675 ⁰³	"
"	2,599 ²²	9,559 ¹⁸	2,840 ³⁴	20 ⁰⁷	"
"	1,800 ⁰⁰	3,228 ²⁷	"	1,093 ²⁶	"
"	"	1,614 ⁸²	"	2,036 ³⁸	"
"	288 ⁴¹	45,188 ⁸⁹	"	1,442 ²⁸	"
"	1,901 ⁰⁴	600 ⁵⁰	"	297 ⁶⁶	"
"	1,658 ⁰⁹	4,921 ¹³	"	4,782 ⁶¹	"
283 ²⁰	"	7,242 ⁴³	44 ⁰¹	2,393 ⁵⁹	"
"	"	4,175 ⁰⁶	"	1,208 ⁵⁷	"
"	"	4,735 ⁶¹	"	1,731 ⁸²	"
"	60 ¹⁷	3,528 ⁷⁵	"	3,105 ⁸³	"
68 ³¹	2,356 ²⁹	5,325 ²⁷	"	1,294 ⁴⁸	"
108 ²⁸	116 ³¹	2,900 ⁶⁸	"	4,254 ¹²	"
"	15,899 ⁴⁹	2,621 ⁸⁹	"	2,269 ⁷⁹	"
"	"	2,741 ⁰⁶	"	1,332 ⁹²	"
284 ⁹²	8,433 ³²	17,667 ⁹¹	1 ³³	8,828 ⁴¹	"
"	"	29,566 ⁶⁸	"	10,639 ³⁵	"
657 ⁹¹	222 ²³	21,756 ⁰⁶	1 ⁴⁶	693 ⁵⁸	"
"	1,016 ⁰¹	14,949 ⁹⁰	"	789 ²⁵	"
15 ⁵⁰	31 ⁷⁵	10,942 ⁶⁸	"	666 ⁹⁹	"
1,300 ²¹	14,037 ³⁰	3,500 ⁰²	"	2,634 ⁶¹	"
"	253 ⁵⁵	35,847 ⁶⁷	"	924 ⁸⁷	"
20 ⁰⁰	515 ⁵⁰	3,963 ¹⁶	"	1,656 ³³	"
"	1,418 ⁶⁷	2,427 ⁸⁹	"	815 ⁰⁸	"
141 ²⁹	4,501 ⁰⁶	11,747 ⁰⁸	1,131 ¹⁸	2,551 ⁷⁴	"
67 ⁴⁹	4,580 ¹³	8,398 ⁹⁹	9,081 ¹⁷	903 ²²	"
"	"	23,483 ³²	"	4,253 ¹⁴	"
"	"	5,418 ²²	"	1,936 ²⁶	"
"	"	4,876 ⁴⁸	"	2,756 ⁵¹	"
"	"	3,014 ⁶⁸	"	2,895 ⁰⁰	"
"	"	2,313 ⁸⁶	"	172 ²⁹	"
"	90 ⁰⁰	6,274 ³¹	"	2,423 ¹⁵	"
"	1,144 ²²	19,285 ⁸⁴	"	1,446 ⁹¹	"
"	3,462 ⁴³	1,396 ⁴²	"	1,547 ¹⁶	"
"	"	7,214 ⁹⁰	"	4,534 ²⁵	"
"	"	29,660 ⁵²	"	1,674 ³³	"

DEPARTEMENTS.	CHAPITRE XXV.		
	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	Art. 1 ^{er} .
	Centimes ordinaires et fonds commun.	Produits éventuels ordinaires.	Centimes facultatifs.
Mourthe.....	1,328 ^f 08 ^c	.	1,126 ^f 17 ^c
Meuse.....	2,254 60	.	.
Morbihan.....	6,566 15	.	59 00
Moselle.....	3,263 37	.	3,055 51
Nièvre.....	2,724 13	.	1,198 09
Nord.....	467 32	3,844 ^f 40 ^c	.
Oise.....	11,929 68	.	1,211 49
Orne.....	3,355 16	.	5,402 63
Pas-de-Calais.....	1,670 16	44 03	.
Puy-de-Dôme.....	8,572 01	.	24,122 19
Pyrénées (Basses).....	189 96	.	4,793 66
Pyrénées (Hautes).....	131 34	.	2,170 94
Pyrénées-Orientales.....	7 75	162 09	.
Rhin (Bas).....	2,866 37	125 00	8,230 87
Rhin (Haut).....	15,369 61	.	30,565 11
Rhône.....	2,098 39	381 68	6,725 16
Saône (Haute).....	5,671 05	3,670 76	494 29
Saône-et-Loire.....	2,788 18	1,114 31	13,957 02
Sarthe.....	2,524 50	.	8,741 16
Savoie.....	.	32 01	16,169 20
Savoie (Haute).....	813 26	.	135 17
Seine.....	.	.	.
Seine-Inférieure.....	5,450 81	1,801 70	205 89
Seine-et-Marne.....	6,521 86	.	1,295 05
Seine-et-Oise.....	31,140 49	100 00	10,099 63
Sèvres (Deux).....	1,751 69	.	2,835 77
Somme.....	119 98	.	2,126 92
Tarn.....	302 21	.	8,807 96
Tarn-et-Garonne.....	1,458 63	167 39	.
Var.....	910 15	12 45	7,647 80
Vaucluse.....	.	.	5,699 92
Vendée.....	.	806 49	.
Vienne.....	1,555 21	.	607 57
Vienne (Haute).....	3,321 36	.	5,184 72
Vosges.....	265 10	785 96	12 55
Yonne.....	3,763 50	471 62	1,459 64
TOTAUX.....	335,181 20	21,413 58	395,921 13
Reserves.....	11,566 55	.	1,454 15
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	346,747 75	21,413 58	397,375 28

Approuvé pour être annexé au décret en date de ce jour.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Décembre 1863.

NOM 1170.

CHAPITRE XXVII.

CHAPITRE XXVIII.

Art. 1.	Art. 3.	Art. 1 ^{re} .	Art. 2.	Art. 1 ^{re} .	Art. 2.
Produits de propriétés départementales.	Recettes qui, par leur destination, sont affectées à des dépenses de la 2 ^e section.	Centimes d'impositions extraordinaires.	Fonds d'emprunts.	Centimes d'impositions spéciales.	Ressources éventuelles affectées à la grande vicinalité.
	3,955 ^f 27 ^c	2,486 ^f 62 ^c	127 ^f 55 ^c	1,521 ^f 86 ^c	"
	1,626 45	8,861 9 ^c		4,409 75	"
	"	1,627 73	269 02	1,919 14	"
217 00 ^f	360 19	1,765 38	"	2,565 90	"
11 38	6,420 74	2,749 73	173 94	1,660 95	"
"	"	34,873 38	"	19,476 55	"
"	"	28,561 43	"	4,652 08	"
20,372 52	"	2,620 37	"	877 25	"
"	"	314,209 46	"	10,234 07	"
"	"	6,238 87	"	1,088 42	"
"	"	11,774 77	"	3,297 17	"
"	28 66	1,656 80	"	1,004 85	"
3,707 91	863 37	1,445 20	"	970 35	"
"	10,443 16	4,809 80	"	1,706 71	"
"	1,089 90	9,056 38	"	3,675 41	"
100 00	1,863 37	33,492 28	"	10,811 82	"
500 00	1,793 29	35,314 73	"	607 74	"
"	"	7,714 78	"	3,423 64	"
"	"	1,658 01	"	103 64	"
208 00	"	37,583 34	"	1,879 74	"
"	11,870 12	62,230 32	"	974 72	"
865 53	5,443 43	1,342,572 37	"	18,477 70	"
"	10,754 36	41,715 19	"	9,186 37	"
"	4,613 43	33,665 81	"	3,110 38	"
"	2,465 34	50,531 09	13,000 00	7,098 67	"
"	459 25	2,006 49	"	2,417 18	"
"	1,494 98	5,968 85	"	4,472 11	"
22 53	11,340 09	22,382 06	"	1,342 38	"
"	55 25	39,753 58	20 50	2,416 15	"
"	"	288,429 79	49,528 42	3,017 11	"
"	2,778 23	8,480 16	"	2,268 13	"
1,107 55	2,690 00	2,983 72	"	978 51	"
"	75 40	4,837 11	"	3,301 68	"
"	13 32	2,092 19	"	486 03	"
351 87	5,740 27	34,204 25	88,193 65	2,040 32	"
	"	2,964 90	"	1,477 13	"
17,505 71	161,529 00	3,068,285 77	164,760 13	251,585 46	"
	"	"	"	"	"
15,505 71	161,529 00	3,068,285 77	164,760 13	251,585 46	"

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

N° 11,897. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère de l'Intérieur, exercice 1863.

Du 26 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi de finances du 2 juillet 1862 et notre décret du 23 novembre suivant, portant répartition des crédits du budget ordinaire de 1863;

Vu notre décret de virement, du 29 août 1863;

Vu notre décret du 10 novembre 1856, sur les virements de crédits;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 6 novembre 1863;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1863, sur le chapitre XIV (*Dépenses ordinaires et frais de transport des détenus, constructions et acquisitions*) du budget ordinaire du ministère de l'intérieur, est réduit d'une somme de vingt-cinq mille huit cent quatre-vingt-quatre francs (25,884^f).

2. Les crédits des chapitres ci-après désignés du budget du ministère de l'intérieur, pour l'exercice 1863, sont augmentés d'une somme de vingt-cinq mille huit cent quatre-vingt-quatre francs (25,884^f), dans les proportions suivantes, savoir :

CHAP. 1 ^{er} . Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	24,884 ^f
— v. Inspections générales administratives.....	1,000
SOMME ÉGALE.....	25,884 ^f

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé P. BODI T.

N° 11,898. — DÉCRET IMPÉRIAL qui élève M. le Général de division Camou à la dignité de Sénateur.

Du 30 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. le général de division *Camou* est élevé à la dignité de sénateur.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Décembre 1863.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER.**

N° 11,899. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1^{er} Il sera procédé à la reconstruction des ponts du **Boisle** (Somme), sur l'Authie, route impériale n° 28, de Rouen à Saint-Omer, conformément aux dispositions du projet présenté par les ingénieurs.

2^o La dépense, évaluée à soixante et dix mille francs, sera imputée sur les fonds affectés annuellement à la reconstruction des ponts (*6^e section du budget du ministère des travaux publics*). (*Saint-Cloud, 16 Août 1863.*)

N° 11,900. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1^{er} Le canal de la Sauldre, partant de Blancafort (Cher) et exécuté jusqu'au Condray, sera continué jusqu'au chemin de fer d'Orléans à Vierzon, en un point situé entre la gare de la Motte-Beuvron et le bourg de ce nom (Loir-et-Cher). Les eaux du canal seront versées dans le Beuvron.

2^o La dépense, évaluée à un million de francs, sera imputée sur les fonds inscrits pour l'amélioration de la Sologne, au budget extraordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. (*Saint-Cloud, 16 Août 1863.*)

N° 11,901. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1^{er} Les travaux relatifs à l'assainissement et à la mise en valeur des landes communales d'Arouille (Landes) seront mis à exécution conformément aux dispositions du projet présenté par les ingénieurs.

2° Est approuvée la délibération du conseil municipal d'Arouille, en date du 26 février 1863, par laquelle la commune déclare prendre à sa charge l'exécution des travaux et affecter à leur paiement les sommes nécessaires.

3° Les travaux devront être commencés dans le mois qui suivra la notification du présent décret et terminés le 31 décembre 1875. On exécutera chaque année un douzième de la surface totale. Toutefois, la commune pourra hâter l'exécution et abréger le délai. (*Saint-Cloud, 16 Août 1863.*)

N° 11,902. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Guillaume (George-Émile)*, attaché à la légation de France au Maroc, né le 29 août 1837, à Meudon (Seine-et-Oise), demeurant précédemment à Paris, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Roquette*, et à s'appeler, à l'avenir, *Guillaume de Roquette*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 14 Décembre 1863.*)



Certifié conforme :

Paris, le 12 Janvier 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1171.

N° 11,903. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'aliénation, par souscription publique, de la somme de Rentes trois pour cent nécessaire pour produire un capital de trois cents millions.*

Du 12 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu la loi du 30 décembre 1863,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Notre ministre secrétaire d'État des finances est autorisé à procéder, par souscription publique, à l'aliénation de la somme de rente trois pour cent nécessaire pour produire un capital de trois cents millions de francs et un capital supplémentaire qui ne pourra excéder quinze millions, conformément aux dispositions de la loi du 30 décembre 1863.

2. Lesdites rentes trois pour cent seront émises au taux de soixante-six francs trente centimes, avec jouissance à compter du 1^{er} janvier 1864.

3. La dotation de l'amortissement sera accrue, à partir du 1^{er} janvier 1865, d'une somme égale au centième du capital nominal des rentes qui seront créées en exécution de la loi du 30 décembre 1863 et émises en vertu du présent décret.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 11,904. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour la défense des territoires situés sur les rives du Doubs, entre le pont suspendu de Peseux et celui de Neublans (Jura), conformément au plan annexé au présent décret.

Il sera pourvu à la dépense, évaluée à quatre cent trente mille francs, par les intéressés, avec le concours de l'État et du département.

Le concours de l'État est fixé à la somme de cent quarante mille francs, sans que ce chiffre puisse, dans aucun cas, être dépassé.

Cette subvention sera imputée sur le chapitre XXI du budget du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Le concours du département est fixé à la somme de cent quarante-cinq mille francs.

Le surplus de la dépense sera supporté par les propriétaires intéressés. Ces propriétaires sont réunis en association syndicale. (*Saint-Cloud, 29 Août 1863.*)

N° 11,905. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

Est et demeure approuvé le traité passé, le 8 novembre 1858, entre le maire de Marseille et le sieur *Beisson*, architecte, et par lequel ce dernier s'engage à exécuter, sous les conditions y énoncées, le projet de rectification de la route impériale n° 8, entre la place Pentagone et le cours Belzunce, à Marseille.

En conséquence, le sieur *Beisson*, subrogé aux droits et obligations résultant pour la ville de Marseille du décret du 28 janvier 1861 et de la loi du 3 mai 1841, est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit, s'il y a lieu, par voie d'expropriation, en vertu de cette loi, les immeubles ou portions d'immeubles dont l'occupation est nécessaire. (*Saint-Cloud, 29 Août 1863.*)

N° 11,906. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de la Charente n° 14, de la Roche-Beaucourt à Charmant, aux abords de la station de Charmant (chemin de fer de Paris à Bordeaux), suivant la direction générale figurée par les lignes rouges du plan du 28 mars 1863, qui demeurera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de trois ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Saint-Cloud, 29 Août 1863.*)

N° 11,907. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, portant :

1° Il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 164 bis, de

Bennes à Brest, dans la traverse de Merdrignac, suivant la direction générale figurée par une ligne rouge sur le plan annexé au présent décret.

2° Il sera pourvu aux dépenses nécessaires à l'exécution des travaux estimés dix-sept mille deux cent soixante-cinq francs, y compris neuf mille neuf cent soixante-cinq francs pour indemnités de terrains, au moyen des sommes portées annuellement au budget pour travaux ordinaires de routes.

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de trois ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Saint-Cloud, 29 Août 1863.*)

N° 11,908. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 103, de la Voulte (Ardèche) au Puy (Haute-Loire), suivant la direction générale passant par la vallée de l'Érieux, par le col de la Batterie, Tonce et Yssingaux et aboutissant à la route impériale n° 88, de Lyon à Toulouse, et au chemin de fer de Firminy au Puy, dans la vallée de la Loire près Retournac, direction qui est figurée par une ligne rouge pleine sur le plan annexé au présent décret. La nouvelle communication prendra la dénomination de *Route impériale n° 103, de la Voulte à la vallée de la Loire, à Retournac.*

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Saint-Cloud, 29 Août 1863.*)

N° 11,909. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Il sera procédé à la reconstruction des ponts établis sur les bras de l'Eure, à Coulombs (Eure-et-Loir), et à la rectification de la route impériale n° 183, de Magny à Chartres, aux abords de ces ouvrages, conformément à la direction générale exprimée par des lignes bleues sur le plan annexé au présent décret.

2° La dépense, évaluée à quatre-vingt-seize mille francs, est imputable sur les fonds affectés annuellement à la reconstruction des grands ponts (6° section du budget du ministère des travaux publics).

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Saint-Cloud, 29 Août 1863.*)

N° 11,910. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Il sera procédé au redressement et à l'élargissement de la route impériale n° 5, de Paris à Genève, dans la rue de Condé, à Dijon (Côte-d'Or), et de la route impériale n° 70, d'Avallon à Combeaufontaine, dans les rues de Lamonnaye et Saint-Nicolas, même ville, conformément aux lignes rouges du plan annexé au présent décret. Les alignements des traverses précitées, qui ont été réglés par décret du 3 octobre 1856, seront maintenus dans toutes les parties non modifiées par le plan mentionné ci-dessus.

2° La ville de Dijon reste chargée d'opérer les élargissements dont il s'agit, à ses risques et périls, moyennant une subvention fixe de cent soixante mille francs sur les fonds du trésor.

3° Cette ville, mise au lieu et place de l'administration, est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des améliorations projetées, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° La dépense de cent soixante mille francs à la charge de l'État sera imputée sur le chapitre xxxii de la sixième section du budget du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics (*Rectification des routes impériales*). (*Saint-Cloud, 29 Août 1863.*)



Certifié conforme .

Paris, le 15 * Janvier 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1172.

N° 11,911. — *DÉCRET IMPÉRIAL concernant la publication du décret du 12 janvier 1864, qui autorise l'aliénation, par souscription publique, de la somme de Rentes trois pour cent nécessaire pour produire un capital de trois cents millions.*

Du 16 Janvier 1864,

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 30 décembre 1863;

Vu le décret du 12 janvier 1864⁽¹⁾, qui autorise l'aliénation, par souscription publique, de la somme de rentes trois pour cent nécessaire pour produire un capital de trois cents millions;

Vu les ordonnances des 27 novembre 1816⁽²⁾ et 18 janvier 1817⁽³⁾;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La publication du décret du 12 janvier 1864, qui autorise l'aliénation, par souscription publique, de la somme de rentes trois pour cent nécessaire pour produire un capital de trois cents millions, sera faite conformément aux ordonnances des 27 novembre 1816 et 18 janvier 1817.

2. Notre garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Janvier 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Signé **J. BAROCHE**.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1171, n° 11,903.

⁽²⁾ 7^{me} série, Bull. 124, n° 1347.

⁽³⁾ 7^{me} série, Bull. 134, n° 1622.

N° 11,912. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Il sera procédé à la reconstruction du pont établi sur le principal bras du Loir, à Vendôme (Loir-et-Cher), pour le service de la route impériale n° 157, de Blois à Laval, conformément au projet présenté par les ingénieurs.

2° La dépense, évaluée à soixante-cinq mille francs, sera imputée sur les fonds affectés annuellement à la reconstruction des grands ponts (2^e section du ministère des travaux publics). (*Saint-Cloud, 16 Août 1863.*)

N° 11,913. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

Il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Paris à Tours par Vendôme, de plusieurs parcelles de terrain non bâties appartenant à divers, situées sur le territoire des communes de Breigny, Saint-Germain-ès-Arpajon, la Norville, Arpajon, Egly, Breuillet, Breux, Saint-Chéron, Sermaise et Roinville (Seine-et-Oise); lesdites parcelles désignées sur dix plans parcellaires et états indicatifs, lesquels resteront annexés au présent décret. (*Saint-Cloud, 16 Août 1863.*)

N° 11,914. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics), portant :

Il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Paris à Tours par Vendôme, de plusieurs parcelles de terrain non bâties appartenant à divers, situées sur le territoire des communes de Sainteuil, Moinville-la-Jeulin, Boisville-la-Saint-Père, Allonnes, Beauvilliers, Voves et Rouvray (Eure-et-Loir); lesdites parcelles désignées sur sept plans et sept états indicatifs, qui resteront annexés au présent décret. (*Saint-Cloud, 16 Août 1863.*)

N° 11,915. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Sont et demeurent déclassées les routes ou portions de routes départementales de la Seine ci-après désignées, savoir :

Route n° 5, de Paris à Saint-Cloud par Suresnes;

Route n° 12, de Paris à Neuilly par le faubourg du Roule;

Route n° 17, de Saint-Denis à la Briche;

Route n° 21, d'Aubervilliers à Pantin;

Route n° 23, de Bondy à Charenton, partie comprise entre la route départementale n° 41 et la route impériale n° 5, à Charenton;

Route n° 23 bis, embranchement de la route impériale n° 5 à la route départementale n° 23;

Route n° 40, de Pantin à Charonne par les Prés-Saint-Gervais;

Route n° 49, du bac des Carrières-Charenton à la route impériale n° 5;

Route n° 56, de Cachan à Clamart par Bagneux et Châtillon;

Route n° 62, de Vincennes à Montreuil;

Route n° 63, du pont de Saint-Maur à Créteil;

Route n° 66, de Villejuif à Sceaux par Lhay, partie comprise entre le point origine du chemin n° 30 et la route impériale n° 7;

Route n° 68, de Choisy à Orly, partie comprise entre le ponton d'Orly et l'entrée de ce village;

Route n° 69, d'Orly à la route impériale n° 7;

Route n° 72 bis, de la route impériale n° 20 à la route impériale n° 186, dans Antony;

Route n° 73, d'Arcueil à la route impériale n° 20.

2° La partie de l'ancienne route départementale n° 17 comprise entre la route impériale n° 1 et la route départementale n° 18 est et demeure incorporée à cette dernière route, qui conservera sa dénomination actuelle.

3° La partie de la route départementale n° 23 maintenue au tableau des routes départementales y recevra la dénomination de route de Paris à Bondy par Bagnolet. (*Saint-Cloud, 16 Août 1863.*)

N° 11,916. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'endiguement de la rive droite de la Sienne, dans la commune de Blesle (Haute-Loire), entre le chemin du Babory et le confluent de l'Allagnon, et réunit en association syndicale les propriétaires intéressés à l'exécution de ces travaux. (*Saint-Cloud, 29 Août 1863.*)

N° 11,917. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour la restauration de la jetée de l'Est du port de Calais (Pas-de-Calais), conformément aux dispositions d'un avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 11 mai 1863.

2° La dépense, évaluée à deux cent soixante et douze mille francs, sera imputée sur le chapitre XL de la sixième section du budget (*Travaux extraordinaires des ports*). (*Saint-Cloud, 29 Août 1863.*)

N° 11,918. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Est autorisée la construction d'un débarcadère au port de Propriano (Corse), conformément aux dispositions générales d'un plan et d'un avis du conseil général des ponts et chaussées, lesquels plan et avis resteront annexés au présent décret.

2° Le montant des travaux, s'élevant à cent trente mille francs, sera imputé sur le chapitre XL de la sixième section du budget de 1863 (*Travaux d'amélioration et d'achèvement des ports maritimes*). (*Saint-Cloud, 29 Août 1863.*)

N° 11,919. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour la construc-

tion, au port d'Ajaccio (Corse), d'une jetée de deux cents mètres de longueur et de murs de quai, conformément aux dispositions d'avis du conseil général des ponts et chaussées et de la commission mixte des travaux publics, qui resteront annexés au présent décret.

2° La dépense, évaluée à un million six cent mille francs, sera imputée sur la deuxième section du budget, chapitre xxxix (*Amélioration des ports*). (*Saint-Cloud, 29 Août 1863.*)

N° 11,920. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Les communes de Sainte-Gauburge et de Sainte-Colombe, canton de Merlerault, arrondissement d'Argentan (Orne), sont réunies en une seule commune, sous le nom de *Sainte-Gauburge-Sainte-Colombe*.

2. Les communes réunies continueront à jouir, comme section de communes, des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis. (*Paris, 6 Janvier 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 16^e Janvier 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1173.

N° 11,921. — *Loi qui autorise le département de la Haute-Garonne à s'imposer extraordinairement.*

Du 9 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Haute-Garonne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement en 1865 un centime additionnel au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au paiement d'une subvention destinée à l'installation, dans la ville de Toulouse, du quartier général du maréchal commandant le sixième corps d'armée.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Décembre 1863.

Le Président,

Signé **Duc DE MORNAY.**

Les Secrétaires,

Signé **SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON, G. NOUREL,**
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une imposition extraordinaire par le département de la Haute-Garonne.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Décembre 1863.

Le Président,

Signé **TROPLONG.**

Les Secrétaires,

Signé **A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,**
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé **Baron T. DE LACROSSE.**

XT Série.



MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Janvier 1864.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

N°11,922. — *Loi relative à l'emploi du montant de l'Imposition extraordinaire établie dans la ville d'Abbeville, en vertu de la loi du 26 avril 1856.*

Du 9 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS **SANCTIONNÉ** et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. Le montant de l'imposition de cinq centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, établie dans la ville d'Abbeville (Somme), jusqu'au 31 décembre 1864, en vertu de la loi du 26 avril 1856, sera appliqué au paiement d'une partie de ses dettes et à la restauration de l'église de Saint-Vulfran, concurremment avec le produit de taxes additionnelles d'octroi, dont la perception a été autorisée par le décret du 26 mai 1856.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Décembre 1863.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNY.**

Les Secrétaires,

Signé **Comte LE PELETIER D'AUNAY, H. BUSSON, SÉVERIN ABBATUGGI**
G. NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emploi de fonds par la ville d'Abbeville (Somme).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Décembre 1863.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROIX.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROIX.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 11,923. — *Loi relative à l'Emprunt que la ville d'Annonay doit contracter en vertu de la loi du 19 mars 1862.*

Du 9 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Annonay (Ardèche) est autorisée, pour la réalisation de l'emprunt de quatre cent trente-sept mille francs, approuvé par la loi du 19 mars 1862, à ajouter à l'intérêt de cinq pour cent, et jusqu'à concurrence de trente centimes pour cent

francs, la commission accordée à la société du crédit foncier par la loi du 6 juillet 1860.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Décembre 1863.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé H. BOSSON, comte LE PELETIER D'AUNAY, G. NOUBEL,
SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville d'Annonay (Ardèche) à contracter un emprunt auprès de la société du crédit foncier de France.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Décembre 1863.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Gardes des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 11,924. — *Loi qui autorise la ville d'Hazebrouck à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 9 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville d'Hazebrouck (Nord) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de trente-six mille francs. (36,000'), remboursable en six années, à partir de 1867, et destinée à faire face aux dépenses devant résulter de l'ouverture d'une rue d'accès à la gare du chemin de fer.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer, de gré à gré, seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, savoir : deux centimes en 1867 et 1868, cinq centimes en 1869, et vingt centimes pendant les trois années suivantes. Le produit de cette imposition, évalué, en totalité, à quarante mille quatre cents francs environ, servira, concurremment avec un prélèvement sur les revenus ordinaires, au remboursement de l'emprunt, en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Décembre 1863.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé MARQUIS DE TALHOUËT, comte JOACHIM MURAT,
G. NOUBEL, SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt et à une imposition extraordinaire par la ville d'Hazebrouck (Nord).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Décembre 1863.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Janvier 1864.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*
Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLÉON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

N° 11,925. — *Loi qui autorise la ville du Puy à contracter un Emprunt.*

Du 9 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville du Puy (Haute-Loire) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de deux cent mille francs (200,000^f), remboursable en vingt années, à partir de 1866, sur ses revenus ordinaires et autres ressources, pour le paiement des travaux complémentaires d'une distribution d'eau.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec facilité d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Décembre 1863.

Le Président,
Signé **DUC DE MORNY.**

Les Secrétaires,
Signé **G. NOUBEL, H. BUSSON, SÉVERIN ABBATUCCI,**
COMTE LE PELLETIER D'ARNAÏ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt par la ville du Puy (Haute-Loire).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Décembre 1863.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

**Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*La Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 11,926. — Loi portant prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de Milizac (Finistère).

Du 9 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La surtaxe de vingt francs par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie, perçue à

1^{re} Série.

4..

l'octroi de Milizac, département du Finistère, continuera d'être exigée jusqu'au 31 décembre 1874, époque à laquelle est prorogée la durée dudit octroi. Il demeure entendu que cette surimposition est indépendante du droit principal de quatre francs perçu sur ces boissons.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Décembre 1863.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis de TALHOUËT.
SÉVERIN ABBATUCCI, G. NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Milizac (Finistère).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Décembre 1863.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardes des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 11,927. — *Loi qui distrait un territoire de la commune d'Oger et le réunit à la commune du Mesnil-sur-Oger (Marne).*

Du 9 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire teinté en jaune sur le plan annexé à la présente loi est distrait de la commune d'Oger, canton d'Avize, arrondissement d'Épernay, département de la Marne, et réuni à la commune du Mesnil-sur-Oger, même canton.

En conséquence, la limite entre les deux communes est fixée conformément à la ligne jaune cotée 1, 2, 3, 4 et 5 sur ledit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, déterminées ultérieurement par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Décembre 1863.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, H. BUSSON, G. NOUBEL,
SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une nouvelle délimitation de commune dans le département de la Marne.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Décembre 1863.

Le Président

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 11,928. — DÉCRET IMPÉRIAL qui prescrit la publication de la Déclaration signée entre la France et l'Espagne, pour l'établissement d'une Ligne télégraphique entre l'Espagne et l'Algérie.

Du 30 Décembre 1863.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Déclaration relative à l'établissement d'une ligne télégraphique entre l'Espagne et l'Algérie, signée, d'une part, par notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères, et, d'autre part, par le ministre des affaires étrangères de Sa Majesté la Reine des Espagnes, ayant été échangée entre les deux Gouvernements, le 28 décembre 1863, ladite Déclaration, dont la teneur suit, est approuvée et sera insérée au Bulletin des lois.

DÉCLARATION.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français et le Gouvernement de Sa Majesté Catholique, voulant assurer la rapidité des communications de la France et de l'Espagne avec l'Algérie, au moyen d'une ligne télégraphique partant de Carthagène pour aboutir à Oran, sont convenus des points suivants :

ART. 1^{er}. Le Gouvernement de Sa Majesté Catholique autorise l'atterrissement d'un câble destiné à relier la Péninsule à la côte africaine, et qui, partant des environs de Carthagène, aboutira près d'Oran.

2. Ce câble, amené par les soins des administrations française et espagnole dans le bureau de Carthagène, y sera desservi par des employés espagnols, qui se conformeront à toutes les mesures que l'administration française jugera nécessaires pour en assurer la conservation.

3. L'administration française entretiendra près de Carthagène, si l'administration espagnole le désire, un agent chargé de surveiller la région d'atterrissement et de faire à la ligne les réparations dont l'utilité aurait été reconnue.

4. Les dépêches échangées entre la France et l'Algérie seront dirigées par le câble français de Port-Vendres à Mahon, par les câbles et les lignes terrestres de l'Espagne depuis Mahon jusqu'à Carthagène, et par le câble français de Carthagène à Oran.

5. L'administration espagnole s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer aux télégrammes, entre Mahon et Carthagène, une transmission aussi rapide et aussi directe que possible.

6. Les dépêches échangées entre la France et l'Algérie par la voie indiquée ci-dessus resteront soumises à la taxe fixe de huit francs, établie par le décret impérial du 5 octobre 1861 ⁽¹⁾ pour la dépêche simple, avec augmentation de moitié pour chaque dizaine de mots excédante. Sur cette taxe, une part de trois francs (deux zones) sera allouée à l'administration espagnole pour le parcours entre Mahon et Carthagène.

7. En cas d'interruption dans les communications sous-marines entre Port-Vendres et Mahon, les dépêches échangées entre la France et l'Algérie seront dirigées par les lignes terrestres de France et d'Espagne jusqu'à Carthagène, et par le câble français de Carthagène à Oran. L'administration espagnole prend, en ce cas, pour le parcours entre la frontière franco-espagnole et Carthagène, les engagements exprimés dans l'article 5 du présent acte. La taxe de la dépêche simple échangée par cette voie restera fixée à huit francs; une part de trois francs (deux zones) continuant d'être allouée à l'administration espagnole pour le parcours entre la frontière franco-espagnole et Carthagène.

8. Les dépêches internationales transitant par la France à destination de l'Algérie, et réciproquement, continueront à être soumises, pour leur parcours, depuis leur sortie de France jusqu'à l'atterrissement en Algérie, à la taxe de six francs (quatre zones). Une part de trois francs sera également allouée à l'administration espagnole pour le parcours sur ses lignes; une taxe de un franc cinquante centimes restant applicable à chacun des deux câbles français.

9. Le parcours du câble d'Oran à Carthagène sera de même évalué à un franc cinquante centimes (une zone) pour les dépêches que l'Espagne ou le Portugal adresserait en Algérie.

⁽¹⁾ Bull. 968, n° 9563.

10. L'arrangement ci-dessus aura force et valeur pendant tout le temps que le câble de Carthagène à Oran continuera à fonctionner.

En foi de quoi, nous, ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères de Sa Majesté l'Empereur des Français, avons signé la présente Déclaration et y avons fait apposer le sceau de nos armes : Déclaration qui sera échangée contre un document analogue signé par le ministre des affaires étrangères de Sa Majesté Catholique.

A Paris, le 24 Décembre 1863.

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé DROUYN DE LHUYS.

N° 11,929. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la délivrance des Brevets de Capacité dans les Établissements français de l'Inde.

Du 18 Novembre 1863.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, réglant la constitution des colonies;

Vu notre décret en date du 23 décembre 1857, sur la délivrance des brevets de capacité dans les colonies des Antilles et de la Réunion;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies et l'avis de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est rendu applicable et exécutoire dans les établissements français de l'Inde notre décret du 23 décembre 1857, concernant la délivrance des brevets de capacité dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies, et notre ministre secrétaire d'État au département de

l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 18 Novembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État de l'instruction
publique,

Signé V. DURUY.

Le Ministre secrétaire d'État de la marine
et des colonies,

Signé Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 11,930. — DÉCRET IMPÉRIAL qui institue un Consul-Juge à Alexandria.

Du 5 Décembre 1863.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
affaires étrangères ;

Vu l'ordonnance de 1681 ;

Vu l'édit du mois de juin 1778 et notamment les articles 1, 6, 7 et 8 ;

Vu la loi du 28 mai 1836 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les fonctions judiciaires attribuées, tant en matière civile
et commerciale qu'en matière criminelle, par l'édit du mois de juin
1778 et par la loi du 28 mai 1836, à nos consuls dans les échelles du
Levant et de Barbarie, pourront être remplies, à Alexandrie, en cas
d'absence ou d'empêchement du consul, par un magistrat qui pren-
dra le titre de *consul-juge*.

2. Le consul-juge sera nommé par Nous, sur la proposition de
notre ministre des affaires étrangères, après avis de notre garde des
sceaux, ministre de la justice.

Il sera placé sous l'autorité du ministre des affaires étrangères, et
les règlements concernant les agents du service consulaire lui seront
applicables.

3. Lorsque le consul présidera le tribunal consulaire, le consul-
juge l'assistera comme premier assesseur et prendra part au jugement
avec voix délibérative, aux lieu et place de l'un des notables appelés
conformément à l'article 6 de l'édit du mois de juin 1778.

4. En cas d'absence ou d'empêchement du consul-juge, les fonc-
tions judiciaires qui lui sont attribuées par l'article 1^{er} du présent
décret seront remplies par l'officier du consulat spécialement désigné
par le consul ou par l'agent gérant le consulat.

5. Nul ne pourra être nommé consul-juge s'il ne réunit les conditions suivantes :

- 1° Être âgé de trente ans accomplis;
- 2° Avoir été reçu licencié en droit;
- 3° Avoir, pendant cinq ans au moins, rempli des fonctions judiciaires en France, en Algérie ou dans les colonies, ou exercé comme avocat, pendant dix ans, devant l'une des cours ou l'un des tribunaux de l'Empire.

6. Le consul-juge prendra rang, comme officier du consulat, dans les cérémonies publiques, immédiatement après le consul ou l'agent qui en remplira les fonctions.

7. Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 5 Décembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

Signé DROUYN DE LHUYS.

N° 11,931. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère d'État, exercice 1863.*

Du 31 Décembre 1863.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre d'État;

Vu la loi du 2 juillet 1862, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1863;

Vu notre décret du 23 novembre 1862 ⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice;

Vu les articles 1 et 2 de notre décret du 17 juillet 1863 ⁽²⁾, portant annulation de partie des crédits du chapitre VIII du budget du ministère d'État, et réduction des crédits alloués à ce ministère;

Vu l'article 2 de notre sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽³⁾, sur les virements de crédits;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 26 décembre 1863;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts au chapitre VIII du budget du minis-

⁽¹⁾ Bull. n° 1070, n° 10,729.

⁽³⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ Bull. 1136, n° 11,501.

tière d'État (*Ministres sans portefeuille*), exercice 1863, par la loi de finances du 2 juillet 1862 et par les décrets des 23 novembre 1862 et 17 juillet 1863, sont réduits d'une somme de cinq mille six cent onze francs vingt et un centimes.

2. Les crédits ouverts pour le même exercice, au chapitre 1^{er} du même budget (*Personnel de l'administration centrale*), sont augmentés, par virement du chapitre VIII, d'une somme de cinq mille six cent onze francs vingt et un centimes.

3. Notre ministre d'État et notre ministre secrétaire d'État au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Décembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULÉ.

N° 11,932. — DÉCRET IMPÉRIAL qui établit, en exécution de l'article 24 de la loi du 2 juillet 1862, des Timbres mobiles au droit de vingt centimes.

Du 2 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu l'article 24 de la loi du 2 juillet 1862, ainsi conçu :

« Les receveurs de l'enregistrement pourront suppléer à la formalité du visa, pour toute espèce de timbres de dimension, au moyen de l'apposition de timbres mobiles; »

Vu aussi l'article 26 de la même loi, portant :

« Un règlement d'administration publique déterminera la forme et les conditions d'emploi des timbres mobiles créés en exécution de la présente loi..... »

Vu l'article 10 de la loi de finances du 13 mai 1863, portant :

« A partir du 1^{er} juillet prochain, est réduit à vingt centimes le droit de timbre des récépissés que les compagnies de chemins de fer sont tenues de délivrer aux expéditeurs, lorsque ces derniers ne demandent pas de lettres de voiture..... »

Considérant que le paiement du droit de timbre donne lieu à des difficultés pour les envois venant des pays étrangers à destination de France ou passant en transit par la France;

Notre Conseil d'État entendu,

Avons DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est établi, en exécution de l'article 24 de la loi du 2 juillet 1862, des timbres mobiles au droit de vingt centimes.

Ces timbres seront conformes au modèle annexé au présent décret et ne pourront être apposés que sur des récépissés accompagnant les envois venant des pays étrangers ou sur les pièces tenant lieu de récépissés.

Ces timbres seront annulés, après leur apposition, au moyen d'une griffe, soit par les receveurs de l'enregistrement, soit par les préposés des douanes désignés à cet effet par notre ministre des finances.

2. L'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre fera déposer aux greffes des cours et tribunaux des spécimens de ces timbres mobiles. Il sera dressé, sans frais, procès-verbal de chaque dépôt.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 11,933. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la liberté des Théâtres.

Du 6 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les décrets des 8 juin 1806 ⁽¹⁾ et 29 juillet 1807 ⁽²⁾;

Vu l'ordonnance du 8 décembre 1824 ⁽³⁾;

Vu l'article 3, titre XI, de la loi des 16 et 24 août 1790;

Vu les arrêtés du gouvernement des 25 pluviôse ⁽⁴⁾ et 11 germinal an IV ⁽⁵⁾, 1^{er} germinal an VII ⁽⁶⁾ et 12 messidor an VIII ⁽⁷⁾; vu les ordonnances de police des 12 février 1828 et 9 juin 1829;

Vu la loi du 7 frimaire an V et le décret du 9 décembre 1809 ⁽⁸⁾, sur la redevance établie au profit des pauvres ou des hospices;

Vu le décret du 30 décembre 1852 ⁽⁹⁾;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Tout individu peut faire construire et exploiter un théâtre, à la charge de faire une déclaration au ministère de notre

⁽¹⁾ IV^e série, Bull. 101, n° 1663.

⁽²⁾ IV^e série, Bull. 157, n° 2685.

⁽³⁾ VIII^e série, Bull. 11, n° 225.

⁽⁴⁾ II^e série, Bull. 27, n° 178.

⁽⁵⁾ II^e série, Bull. 36, n° 277.

⁽⁶⁾ II^e série, Bull. 269, n° 2761.

⁽⁷⁾ III^e série, Bull. 33, n° 214.

⁽⁸⁾ IV^e série, Bull. 421, n° 7694.

⁽⁹⁾ XI^e série, Bull. 10, n° 66.

Maison et des beaux-arts, et à la préfecture de police, pour Paris, à la préfecture dans les départements.

Les théâtres qui paraîtront plus particulièrement dignes d'encouragements pourront être subventionnés soit par l'État, soit par les communes.

2. Les entrepreneurs de théâtres devront se conformer aux ordonnances, décrets et règlements pour tout ce qui concerne l'ordre, la sécurité et la salubrité publiques.

Continueront d'être exécutées les lois existantes sur la police et la fermeture des théâtres, ainsi que sur la redevance établie au profit des pauvres et des hospices.

3. Toute œuvre dramatique, avant d'être représentée, devra, aux termes du décret du 30 décembre 1852, être examinée et autorisée par le ministre de notre Maison et des beaux-arts, pour les théâtres de Paris, par les préfets pour les théâtres des départements.

Cette autorisation pourra toujours être retirée pour des motifs d'ordre public.

4. Les ouvrages dramatiques de tous les genres, y compris les pièces entrées dans le domaine public, pourront être représentés sur tous les théâtres.

5. Les théâtres d'acteurs enfants continuent d'être interdits.

6. Les spectacles de curiosités, de marionnettes, les cafés dits *cafés chantants*, *cafés-concerts* et autres établissements du même genre restent soumis aux règlements présentement en vigueur.

Toutefois, ces divers établissements seront désormais affranchis de la redevance établie par l'article 11 de l'ordonnance du 8 décembre 1824, en faveur des directeurs des départements, et ils n'auront à supporter aucun prélèvement autre que la redevance au profit des pauvres ou des hospices.

7. Les directeurs actuels des théâtres autres que les théâtres subventionnés sont et demeurent affranchis, envers l'administration, de toutes les clauses et conditions de leurs cahiers des charges, en tant qu'elles sont contraires au présent décret.

8. Sont abrogées toutes les dispositions des décrets, ordonnances et règlements dans ce qu'elles ont de contraire au présent décret.

9. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et recevra son exécution à partir du 1^{er} juillet 1864.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,*

Signé VAILLANT.

N° 11,934. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la consolidation en Rentes des Bons du Trésor délivrés à la Caisse d'amortissement du 1^{er} octobre au 31 décembre 1863,

Du 13 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 4 de la loi du 10 juin 1833, constitutif de la réserve de l'amortissement;

Vu l'article 36 de la loi du 25 juin 1841;

Vu le décret du 7 octobre 1862⁽¹⁾;

Vu les états E et A annexés aux lois du 2 juillet 1862, portant fixation des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1863;

Vu l'état A annexé à la loi du 13 mai 1863, sur les suppléments de crédit du même exercice;

Vu le décret du 16 octobre 1863⁽²⁾, qui a autorisé la consolidation en rentes de la portion de la réserve de l'amortissement qui s'est formée du 1^{er} juillet au 30 septembre 1863;

Vu l'état des bons délivrés à la caisse d'amortissement du 1^{er} octobre au 31 décembre 1863 et s'élevant à..... 43,391,971⁵⁰^c
auxquels il faut ajouter, pour le montant des intérêts jusqu'au 31 décembre..... 169,656 55

Ce qui porte l'ensemble de ces bons à..... 43,561,628 05

Laquelle somme est afférente aux rentes ci-après, savoir :

Quatre et demi pour cent.....	13,246,162 ⁹⁷
Quatre pour cent.....	286,164 89
Trois pour cent.....	30,029,300 19

SOMME ÉGALE..... 43,561,628 05

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Inscription sera faite sur le grand-livre de la dette publique, au nom de la caisse d'amortissement, en rentes trois pour cent, avec jouissance du 1^{er} janvier 1864, de la somme de un million neuf cent soixante-cinq mille neuf cent vingt-trois francs (1,965,923¹), représentant, au prix de soixante-six francs quarante-sept centimes et demi (66¹ 475^m), cours moyen de la bourse du 2 janvier 1864, la somme de quarante-trois millions cinq cent soixante et un mille cinq cent soixante et dix-sept francs quatorze centimes (43,561,577¹⁴).

Cette somme de quarante-trois millions cinq cent soixante et un mille cinq cent soixante et dix-sept francs quatorze centimes sera portée en recette dans les écritures de la comptabilité publique, savoir :

⁽¹⁾ Bull. 1082, n° 10,819.

⁽²⁾ Bull. 1152, n° 11,693.

An budget ordinaire de l'exercice 1863.....	29,966,548' 64"
An budget extraordinaire du même exercice.....	13,595,028 50
TOTAL ÉGAL.....	43,561,577 14

2. Les extraits d'inscription à fournir à la caisse d'amortissement, en échange des bons consolidés, conformément à l'article 1^{er} ci-dessus, lui seront délivrés en trois coupures, ainsi qu'il suit :

Une de 597,795' appartenant au fonds d'amortissement des rentes 4 1/2 p. o/o.
 Une de 12,914 appartenant au fonds d'amortissement des rentes 4 p. o/o.
 Une de 1,355,214 appartenant au fonds d'amortissement des rentes 3 p. o/o.

1,965,923

3. L'appoint de cinquante francs quatre-vingt-onze centimes (50' 91"), réservé sur la somme de quarante-trois millions cinq cent soixante et un mille six cent vingt-huit francs cinq centimes, formant le montant des bons appartenant à la caisse d'amortissement, sera représenté par trois nouveaux bons délivrés à ladite caisse, savoir :

Un de 22' 10" s'appliquant au fonds d'amortissement des rentes 4 1/2 p. o/o.
 Un de 12' 17" s'appliquant au fonds d'amortissement des rentes 4 p. o/o.
 Un de 16' 64" s'appliquant au fonds d'amortissement des rentes 3 p. o/o.

50 91 SOMME ÉGALE.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 11,935. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

ART. 1^{er}. Il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour la construction, dans le port de Marseille (Bouches-du-Rhône) :

1^o D'un nouveau bassin, conformément au projet C, présenté par l'ingénieur en chef, à la date du 4 octobre 1861, sous les réserves indiquées par le conseil général des ponts et chaussées, dans son avis du 3 juin 1863 ;

2^o De bassins de réparations et appareils de radoub, conformément au projet figuré sur la feuille de dessin n° 2, signée, à la date du 7 mars 1863, par le délégué de la compagnie des docks de Marseille, et, à la date du 10 mars, par l'ingénieur en chef, conformément à l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 8 juin 1863.

2. Les travaux qui précèdent sont déclarés d'utilité publique.

3. Est approuvée la convention, en date du 22 juin, passée entre le mi-

nistre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la société anonyme établie sous la dénomination de *Compagnie des docks de Marseille*, ladite convention portant concession à cette compagnie, aux clauses et conditions générales du cahier y annexé, de l'exploitation des bassins de réparations et appareils de radoub à établir dans le port de Marseille.

4. La dépense à la charge de l'État, évaluée à six millions de francs pour le bassin d'opérations, et à trois millions de francs pour les bassins de réparations, soit en totalité neuf millions de francs, sera imputée sur le chapitre des travaux extraordinaires des ports. (*Saint-Cloud, 29 Août 1863.*)

N° 11,936. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

Le décret du 18 juin 1863, qui assigne vingt-trois offices d'huissier au tribunal de première instance de Bergerac (Dordogne), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-deux. (*Paris, 14 Décembre 1863.*)

N° 11,937. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° Le décret du 2 septembre 1862, qui assigne dix-sept offices d'huissier au tribunal de première instance de Barbezieux (Charente), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à seize.

2° Le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Rochefort (Charente-Inférieure), fixé à douze par un décret du 6 janvier 1858, est réduit à dix.

3° Le décret du 6 juin 1863, qui assigne trente offices d'huissier au tribunal de première instance de Limoges (Haute-Vienne), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-neuf. (*Paris, 20 Décembre 1863.*)



Certifié conforme :

Paris, le 18^e Janvier 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1174.

N° 11,938. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation du Traité de commerce conclu, le 17 janvier 1863, entre la France et l'Italie.*

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Un Traité de commerce suivi d'une disposition additionnelle et transitoire et de quatre tarifs ayant été conclu, le 17 janvier 1863, entre la France et l'Italie, et les ratifications de cet acte ayant été échangées le 19 janvier 1864, ledit Traité, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

TRAITÉ.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi d'Italie, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux peuples et voulant améliorer et étendre les relations commerciales entre leurs États respectifs, ont résolu de conclure un Traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. *Drouyn de Lhuys*, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre religieux et militaire des Saints-Maurice et Lazare, etc. etc. etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et M. *Rouher*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son ministre et secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Et Sa Majesté le Roi d'Italie, M. le chevalier *Constantin Nigra*, grand-officier de son ordre religieux et militaire des Saints-Maurice et

Lazare, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Et M. le professeur Antonio Scialoja, sénateur du Royaume, grand-officier de son ordre religieux et militaire des Saints-Maurice et Lazare, chevalier de l'ordre du Mérite Civil de Savoie, etc. etc. etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Les objets d'origine ou de manufacture italienne énumérés dans le tarif A joint au présent Traité et importés directement, par terre ou par mer, sous pavillon français ou italien, seront admis en France aux droits fixés par ledit tarif, tous droits additionnels compris.

2. Les objets d'origine ou de manufacture française énumérés dans le tarif B joint au présent Traité et importés directement, par terre ou par mer, sous pavillon français ou italien, seront admis en Italie aux droits fixés par ledit tarif, tous droits additionnels compris.

3. Les droits à l'exportation de l'un des deux États dans l'autre sont modifiés conformément aux tarifs C et D annexés au présent Traité.

4. Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les charges supportées par les producteurs français, soit pour les droits grevant à l'intérieur leurs produits ou les matières dont leurs produits sont fabriqués, soit pour une surveillance, un contrôle ou un exercice administratif établi sur leur production, pourront être compensées par des surtaxes complémentaires équivalentes sur les produits similaires d'origine ou de manufacture italienne.

En cas de suppression, de diminution ou d'augmentation des droits ou des charges mentionnés dans cet article, les surtaxes seront supprimées, réduites ou augmentées proportionnellement.

Par effet de l'application de ces principes, les produits italiens ci-dessous énumérés seront assujettis aux surtaxes suivantes à leur importation en France :

Sel ammoniac (hydrochlorate d'ammoniaque.)	.....	10 ⁰ 00 ⁰	les 100 kilog.
Sulfate de soude anhydre,	} pur	6 00	
contenant en nature plus		5 40	
de vingt-cinq pour cent de sel	} impur		
Soude artificielle brute, ne titrant pas au minimum			
trente degrés		4 35	
Carbonate de soude (sel de soude), ne titrant pas au			
minimum soixante degrés		11 00	
Soude artificielle brute, titrant au moins trente degrés.			
Cristaux de soude (carbonate de soude cristallisé)....		0 40	
Sulfate de soude impur	{ anhydre ne contenant		
	{ pas en nature plus		
	{ de vingt-cinq pour		
	{ cent de sel.....	0 55	
	{ cristallisé ou hydraté.	0 20	

Sulfate de soude pur.....	{ anhydre ne contenant pas en nature plus de vingt-cinq pour cent de sel.....	0' 60 les 100 kilog.
	{ cristallisé ou hydraté.	0 25
Sulfite de soude		0 60
Sel de soude (carbonate de soude), titrant au moins soixante degrés		1 10
Acide hydrochlorique (acide muriatique)		0 30
Chlorure de chaux		0 75
Chlorure de potasse		6 60
Chlorure de magnésium		0 40
Outremer factice		0 65
Soude de varech		0 15
Salin de betterave		0 10
Sel d'étain		0 30
Soude caustique		1 40
Bicarbonate de soude		0 70
Silicate de soude	{ anhydre	0 70
	{ cristallisé ou hydraté.	0 35
Aluminate de soude		0 70
Hypo-sulfite de soude		0 30
Acétate de soude	{ anhydre	0 50
	{ cristallisé ou hydraté.	0 30
Alcool pur, liqueurs, eaux-de-vie en bouteilles		90 00 l'hectolitre.
Bière		2 40
Vernis à l'esprit de vin, par hectolitre d'alcool pur contenu dans le vernis		90 00

Il est entendu que les sucres bruts et les sucres raffinés ne sont pas compris dans cette nomenclature, parce que les droits de douane fixés à l'importation de ces produits comprennent l'impôt de consommation dont ils sont grevés actuellement en France.

Il demeure, en outre, convenu que si des drawbacks étaient accordés à des produits de fabrication française, les droits qui grèvent les produits d'origine ou de fabrication italienne pourront être augmentés, s'il y a lieu, d'une surtaxe égale au montant de ces drawbacks.

Les drawbacks qui seraient établis à l'exportation des produits français ne pourront être que la représentation exacte des droits d'accise grevant lesdits produits ou les matières dont ils sont fabriqués.

5. L'Italie jouira des mêmes droits que ceux qui sont réservés à la France par l'article précédent.

6. Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit nouveau d'accise ou de consommation ou un supplément de droit sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent Traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé à l'importation d'un droit égal.

7. Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des deux Pays et importées dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale.

Toutefois, les droits à l'importation pourront être augmentés des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

8. Le Gouvernement italien garantit que, dans aucun cas, les produits français ne seront assujettis, par les administrations communales, à des droits d'octroi ou de consommation autres ou plus élevés que ceux auxquels seront assujettis les produits du pays; et, *vice versa*, le Gouvernement français garantit que, dans aucun cas, les produits de l'Italie ne seront assujettis, par les administrations communales, à un droit d'octroi ou de consommation autre ou plus élevé que celui auquel seront imposés les produits du pays.

9. Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or, en argent, platine ou autres métaux, importés de l'un des deux Pays dans l'autre, seront soumis au régime de contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale et payeront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci, les droits de marque et de garantie.

10. Indépendamment du régime d'entrée établi par le présent Traité à l'égard des produits non originaires d'Italie, ces mêmes produits seront soumis aux surtaxes de navigation dont sont ou pourront être frappés les produits importés en France, sous pavillon français, d'ailleurs que des pays d'origine.

11. Les marchandises de toute origine importées de France par la frontière de terre seront admises, à l'entrée en Italie, aux mêmes droits que si elles y étaient importées directement de France par mer sous pavillon français.

Les marchandises non originaires d'Italie, spécifiées ou non dans l'article 22 de la loi du 28 avril 1816, importées de l'Italie en France par la frontière de terre, seront admises, pour la consommation intérieure de l'Empire, moyennant l'acquittement des droits établis pour les provenances autres que celles des pays de production sous pavillon français.

12. Pour faciliter la circulation des produits agricoles sur la frontière des deux Pays, les céréales en gerbes et en épis, les foin, la paille et les fourrages verts seront réciproquement importés et exportés en franchise de droits.

13. Les deux Hautes Parties contractantes prennent l'engagement de ne pas interdire l'exportation de la houille et de n'établir aucun droit sur cette exportation.

De son côté, le Gouvernement français s'engage à ne pas élever, pendant la durée du présent Traité, les droits actuellement applicables à l'importation en France des houilles, cokes et briquettes de charbon d'origine italienne.

Le droit d'importation en Italie des charbons de terre, du coke et des briquettes de charbon d'origine française, est réduit à un franc par mille kilogrammes.

14. Pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture nationale, l'importateur devra présenter à la douane de l'autre Pays, soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au

lieu d'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service des douanes du bureau d'exportation, soit un certificat délivré par les consuls ou agents consulaires du Pays dans lequel l'importation doit être faite, et qui résident dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement.

Les consuls ou agents consulaires respectifs légaliseront les signatures des autorités locales.

15. Les droits *ad valorem* stipulés par le présent Traité seront calculés sur la valeur, au lieu d'origine ou de fabrication, de l'objet importé, augmentée des frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation dans l'un des deux États jusqu'au lieu d'introduction.

L'importateur devra, indépendamment du certificat d'origine, joindre à sa déclaration écrite, constatant la valeur de la marchandise importée, une facture indiquant le prix réel et émanant du fabricant ou du vendeur.

Cette facture sera visée par un consul ou agent consulaire de la Puissance dans le territoire de laquelle l'importation doit être faite.

16. Si la douane juge insuffisante la valeur déclarée, elle aura le droit de retenir les marchandises, en payant à l'importateur le prix déclaré par lui, augmenté de cinq pour cent.

Ce payement devra être effectué dans les quinze jours qui suivront la déclaration, et les droits, s'il en a été perçu, seront, en même temps, restitués.

17. L'importateur contre lequel la douane de l'un des deux Pays voudra exercer le droit de préemption stipulé par l'article précédent pourra, s'il le préfère, demander l'estimation de sa marchandise par des experts. La même faculté appartiendra à la douane, lorsqu'elle ne jugera pas convenable de recourir immédiatement à la préemption.

18. Si l'expertise constate que la valeur de la marchandise ne dépasse pas de cinq pour cent celle qui est déclarée par l'importateur, le droit sera perçu sur le montant de la déclaration.

Si la valeur dépasse de cinq pour cent celle qui est déclarée, la douane pourra, à son choix, exercer la préemption ou percevoir le droit sur la valeur déterminée par les experts.

Ce droit sera augmenté de cinquante pour cent, à titre d'amende, si l'évaluation des experts est de dix pour cent supérieure à la valeur déclarée.

Les frais d'expertise seront supportés par le déclarant, si la valeur déterminée par la décision arbitrale excède de cinq pour cent la valeur déclarée; dans le cas contraire, ils seront supportés par la douane.

19. Dans les cas prévus par l'article 17, les deux arbitres experts seront nommés, l'un par le déclarant, l'autre par le chef local du service des douanes; en cas de partage, ou même au moment de la constitution de l'arbitrage, si le déclarant le requiert, les experts choisiront un tiers arbitre; s'il y a désaccord, celui-ci sera nommé

par le président du tribunal de commerce du ressort; si le bureau de déclaration est à plus d'un myriamètre du siège du tribunal de commerce, le tiers arbitre pourra être nommé par le juge de paix du canton ou le juge de mandement.

La décision arbitrale devra être rendue dans les quinze jours qui suivront la constitution de l'arbitrage.

20. Les déclarations doivent contenir toutes les indications nécessaires pour l'application des droits. Ainsi, outre la nature, l'espèce, la qualité, la provenance et la destination de la marchandise, elles doivent énoncer le poids, le nombre, la mesure ou la valeur, suivant les cas.

Si, par suite de circonstances exceptionnelles, le déclarant se trouve dans l'impossibilité d'énoncer la quantité à soumettre aux droits, la douane pourra lui permettre de vérifier lui-même, à ses frais, dans un local désigné ou agréé par elle, le poids, la mesure ou le nombre; après quoi l'importateur sera tenu de faire la déclaration détaillée de la marchandise dans les délais voulus par la législation de chaque Pays.

21. A l'égard des marchandises qui acquittent les droits sur le poids net, si le déclarant entend que la perception ait lieu d'après le *net réel*, il devra énoncer ce poids dans sa déclaration. A défaut, la liquidation des droits sera établie sur le poids brut, sauf défaction de la tare légale.

22. Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les droits fixés par le présent Traité ne subiront aucune réduction à raison d'avarie ou de détérioration quelconque de marchandises.

23. On n'exigera mutuellement, pour l'importation d'aucune marchandise et notamment pour les machines et mécaniques entières ou en pièces détachées, aucun modèle ou dessin de l'objet importé.

24. Les marchandises de toute nature, venant de l'un des deux États ou y allant, seront réciproquement exemptes, dans l'autre État, de tout droit de transit.

Toutefois, la prohibition est maintenue pour la poudre à tirer, et les deux Hautes Parties contractantes se réservent de soumettre à des autorisations spéciales le transit des armes de guerre.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux Pays pour tout ce qui concerne le transit.

25. Les dispositions du présent Traité de commerce sont applicables en Algérie, tant pour l'exportation des produits de cette possession que pour l'importation et le transit des marchandises.

26. Chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation des articles, mentionnés ou non dans le présent Traité, que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce puissance. Elles s'engagent, en outre, à n'établir, l'une envers l'autre, aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit, en même temps, applicable aux autres nations.

27. Le présent Traité sera soumis à l'approbation du parlement italien.

28. Le présent Traité restera en vigueur pendant douze années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans ce Traité, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit et ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

29. Les stipulations qui précèdent seront exécutoires dans les deux États immédiatement après l'échange des ratifications.

30. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 17 Janvier 1863.

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé E. ROUHER.

(L. S.) Signé NIGRA.

(L. S.) Signé SCIALOJA.

DISPOSITION ADDITIONNELLE ET TRANSITOIRE.

Les deux Hautes Parties contractantes, prenant en considération la situation exceptionnelle dans laquelle se trouvent placées, par suite de l'annexion de la Savoie à l'Empire français, les fabriques de Pont (Italie) et d'Annecy (Haute-Savoie), sont convenus de la Disposition suivante :

Les tissus de coton écriu fabriqués dans la manufacture de Pont pourront, jusqu'à concurrence de deux cent cinquante mille kilogrammes et pendant trois années consécutives, être importés, en franchise de droits, en France, pour être imprimés dans la manufacture d'Annecy, et réimportés, après l'impression, également en franchise, en Italie.

Les douanes des deux Pays prendront les mesures nécessaires pour s'assurer de l'origine et de l'identité de ces tissus.

La présente Disposition additionnelle et transitoire sera considérée comme faisant partie du Traité de commerce en date de ce jour et comprise, avec ce Traité, dans les ratifications respectives.

Fait à Paris, le 17 Janvier 1863.

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé E. ROUHER.

(L. S.) Signé NIGRA.

(L. S.) Signé SCIALOJA.

DROITS À L'ENTRÉE EN FRANCE.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1863.	au 1 ^{er} octobre 1864.
MÉTAUX.		
FER ET FONTE.		
Mineral de fer.....	Exempt.	Exempt.
Mâchefer, limailles et scories de forge.....	Exempts.	Exempts.
Fonte brute en masse et fonte moulée pour lest de navire.....		
Débris de vieux ouvrages en fonte.....	2 ¹ 50 ^e les 100 kil.	2 ¹ 00 ^e les 100 kil.
Fente épurée dite <i>mazée</i>		
Ferrailles et débris de vieux ouvrages en fer.....	3 25 <i>idem</i> .	2 75 <i>idem</i> .
Fer brut en massiaux ou prismes retenant encore des scories.....	5 00 <i>idem</i> .	4 50 <i>idem</i> .
Fers en barres carrées, rondes ou plates, rails de toute forme et dimension, fers d'angle et à T et fils de fer, sauf les exceptions ci-après.....	7 00 <i>idem</i> .	6 60 <i>idem</i> .
Fers feuillards en bandes d'un millimètre d'épaisseur ou moins.....		
Tôles laminées ou martelées de plus d'un millimètre d'épaisseur, en feuilles pesant 300 kilogrammes ou moins et dont la largeur n'excède pas 1 ^m ,20, ni la longueur 4 ^m ,50.....	8 50 <i>idem</i> .	7 50 <i>idem</i> .
Tôles laminées ou martelées de plus d'un millimètre d'épaisseur, en feuilles pesant plus de 300 kilogrammes ou bien ayant plus de 1 ^m ,20 de largeur ou plus de 4 ^m ,50 de longueur.....	9 50 <i>idem</i> .	7 50 <i>idem</i> .
Tôles minces et fers noirs en feuilles d'un millimètre d'épaisseur ou moins.....	13 00 <i>idem</i> .	10 00 <i>idem</i> .
(Les feuilles de tôle, ou fers noirs planes, découpées d'une façon quelconque, payeront un dixième en sus des feuilles rectangulaires.)		
Fer étamé (fer-blanc), cuivré, zingué ou plombé...	16 00 <i>idem</i> .	13 00 <i>idem</i> .
Fil de fer de 5/10 ^m de millimètre de diamètre et au-dessous, qu'il soit ou non étamé, cuivré ou zingué.	14 00 <i>idem</i> .	10 00 <i>idem</i> .
ACIER.		
En barres de toute espèce et feuillard.....	15 00 <i>idem</i> .	13 00 <i>idem</i> .
En tôle ou en bandes brunes, laminées à chaud, d'une épaisseur supérieure à un demi-millimètre..	22 00 <i>idem</i> .	18 00 <i>idem</i> .
En tôle ou en bandes brunes, laminées à chaud, d'un demi-millimètre d'épaisseur ou moins.....	30 00 <i>idem</i> .	25 00 <i>idem</i> .
En tôle ou en bandes blanches, laminées à froid, quelle que soit l'épaisseur.....	30 00 <i>idem</i> .	25 00 <i>idem</i> .
Fil d'acier, même blanchi, pour cordes d'instruments.		
CUIVRE.		
Mineral.....	Exempt.	Exempt.
Limailles et débris de vieux ouvrages en cuivre.....	Exempts.	Exempts.
Pur ou allié de zinc ou d'étain de première fusion en masse, barres, saumons ou plaques.....	Exempt.	Exempt.
Pur ou allié de zinc ou d'étain laminé ou battu en barres ou planches.....	15 ¹ 00 ^e les 100 kil.	10 ¹ 00 ^e les 100 kil.
Pur ou allié en fils de toute dimension polis ou non.	15 00 <i>idem</i> .	10 00 <i>idem</i> .
Doré ou argenté, battu, tiré ou laminé, filé sur fil ou sur soie.....	100 00 <i>idem</i> .	100 00 <i>idem</i> .
ZINC.		
Mineral cru ou grillé, pulvérisé ou non.....	Exempt.	Exempt.
Limailles et débris de vieux ouvrages.....	Exempts.	Exempts.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1863.	au 1 ^{er} octobre 1864.
En masses brutes, saumons, barres ou plaques.....	Exempt.	Exempt.
Laminé.....	6 ^f 00 ^e les 100 kil.	4 ^f 00 ^e les 100 kil.
PLOMB.		
Minéral et scories de toute sorte.....	Exempt.	Exempt.
Limailles et débris de vieux ouvrages.....	Exempts.	Exempts.
En masses brutes, saumons, barres ou plaques.....	3 ^f 00 ^e les 100 kil.	Exempt.
Laminé.....	5 00 idem.	3 ^f 00 ^e les 100 kil.
Allié d'antimoine en masse.....	5 00 idem.	3 00 idem.
Vieux caractères d'imprimerie.....	5 00 idem.	3 00 idem.
ÉTAIN.		
Minéral.....	Exempt.	Exempt.
En masses brutes, saumons, barres ou plaques.....	Exempt.	Exempt.
Limailles et débris.....	Exempts.	Exempts.
Allié d'antimoine (métal britannique) en lingots....	5 ^f 00 ^e les 100 kil.	5 ^f 00 ^e les 100 kil.
Par ou allié, battu ou laminé.....	6 00 idem.	6 00 idem.
Cadmium brut.....		
Mercure natif.....		
Bismuth et étain de glace.....		
ANTIMOINE.		
Minéral.....	Exempt.	Exempt.
Sulfuré fondu.....		
Métallique ou régule.....	8 ^f 00 ^e les 100 kil.	6 ^f 00 ^e les 100 kil.
NICKEL.		
Minéral de nickel et speiss.....		
Par ou allié d'autres métaux, notamment de cuivre ou de zinc (argentan), en lingots ou masses brutes.....	Exempt.	Exempt.
Par ou allié d'autres métaux, battu, laminé ou étiré.	15 ^f 00 ^e les 100 kil.	10 ^f 00 ^e les 100 kil.
Manganèse. — Minéral.....		
Arsenic. — Minéral.....	Exempts.	Exempts.
Arsenic métallique.....		
Minerais non dénommés.....		
OUVRAGES EN MÉTAUX.		
FONTE.		
Ouvrages en fonte moulée, non tournés ni polis :		
1 ^{re} classe. — Coussinets de chemins de fer, plaques ou autres pièces coulées à découvert.....	3 50 ^f les 100 kil.	3 ^f 00 ^e les 100 kil.
2 ^e classe. — Tuyaux cylindriques, droits, poutrelles et colonnes pleines ou creuses, cornues pour la fabrication du gaz, barreaux pleins et leurs assem- blages, grilles et plaques de foyers, arbres de transmission, bâtis de machines et autres objets sans ornements ni ajustages.....	4 25 idem.	3 75 idem.
3 ^e classe. — Poteries et tous autres ouvrages non désignés dans les deux classes précédentes.....	5 00 idem.	4 50 idem.
Ouvrages en fonte, polis ou tournés.....	9 00 idem.	6 00 idem.
Ouvrages en fonte, étamés, émaillés ou vernissés...	12 00 idem.	10 00 idem.
FER.		
Ferronnerie comprenant :		
Pièces de charpente.....		
Courbes et solives pour navires.....		
Ferrures de charrettes et wagons.....	9 ^f 00 ^e les 100 kil.	8 ^f 00 ^e les 100 kil.
Gonds, pentures, gros verrous, équerres et autres gros ferrements de portes ou croisées, non tour- nés ni polis.....		

Digitized by Google

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1863.	au 1 ^{er} octobre 1864.
Objets d'art et d'ornement et tous autres ouvrages en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain.....	25 ^f 00 ^e les 100 kil.	20 ^f 00 ^e les 100 kil.
Ouvrages en zinc de toute espèce.....	10 00 idem.	8 00 idem.
Trois et autres ouvrages de plomb de toute sorte.	5 00 idem.	3 00 idem.
Caractères d'imprimerie neufs, clichés et planches gravées pour impression sur papier.....	10 00 idem.	8 00 idem.
Poteries et autres ouvrages en étain pur ou allié d'antimoine.....	30 00 idem.	30 00 idem.
Ouvrages en nickel allié au cuivre ou au zinc (argentan).....	100 00 idem.	100 00 idem.
Ouvrages en plaqué, sans distinction de titre.....	100 00 idem.	100 00 idem.
Ouvrages en métaux dorés ou argentés, soit au mercure, soit par les procédés électro-chimiques.....	100 00 idem.	100 00 idem.
Orfèvrerie et bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux.....	500 00 idem.	500 00 idem.
Horlogerie.....	5 p. o/o ad val.	5 p. o/o ad val.
Fournitures d'horlogerie.....	100 ^f les 100 kilog.	100 ^f 00 ^e les 100 kil.
MACHINES ET MÉCANIQUES.		
APPAREILS COMPLETS.		
Machines à vapeur fixes, avec ou sans chaudières, avec ou sans volants.....	10 00 idem.	6 00 idem.
Machines à vapeur fixes pour la navigation, avec ou sans chaudières.....	20 00 idem.	12 00 idem.
Machines locomotives ou locomobiles.....	15 00 idem.	10 00 idem.
Tenders complets de machines locomotives.....	10 00 idem.	8 00 idem.
Machines pour la filature.....	15 00 idem.	10 00 idem.
Machines à nettoyer et ouvrir la laine, le coton, le lin, le chanvre et autres matières textiles.....	9 00 idem.	6 00 idem.
Machines pour le tissage.....		
Machines à fabriquer le papier.....		
Machines à imprimer.....	9 00 idem.	6 00 idem.
Machines pour l'agriculture.....		
Machines à bouter les plaques et rubans de cardes..		
Métiers à tulle.....		
Appareils en cuivre, à distiller.....		
Appareils à sucre.....	15 00 idem.	10 00 idem.
Appareils de chauffage.....		
Cardes non garnies.....		
Chaudières à vapeur en tôle de fer, cylindriques ou sphériques, avec ou sans bouilleurs ou réchauffeurs.....	10 00 idem.	8 00 idem.
Chaudières à vapeur tubulaires en tôle de fer, à tubes en fer, cuivre ou laiton, étirés ou en tôle clouée, à foyers intérieurs, et toutes autres chaudières de forme non cylindrique ou sphérique simple.....	15 00 idem.	12 00 idem.
Chaudières à vapeur en tôle d'acier de toute forme..	30 00 idem.	25 00 idem.
Gazomètres, chaudières découvertes, poêles et calorifères en tôle ou en fonte et tôle.....	10 00 idem.	8 00 idem.
Machines-outils et machines non dénommées contenant 75 p. o/o de fonte et plus.....	9 00 idem.	6 00 idem.
Machines-outils et machines non dénommées contenant 50 à 75 p. o/o exclusivement de leur poids en fonte.....	15 00 idem.	10 00 idem.
Machines-outils et machines non dénommées contenant moins de 50 p. o/o de leur poids en fonte....	20 00 idem.	15 00 idem.
PIÈCES DÉTACHÉES DE MACHINES.		
Plaques et rubans de cardes sur cuir, caoutchouc, ou sur tissus purs ou mélangés.....	60 00 idem.	50 00 idem.
Dents de rots en fer ou cuivre.....	30 00 idem.	30 00 idem.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.

TAUX DES DROITS

en 1863.

au
1^{er} octobre 1864.

Plus de 24,000 mètres, pas plus de 36,000 mètres....
 Plus de 36,000 mètres, pas plus de 72,000 mètres....
 Plus de 72,000 mètres.....

Blanchis ou teints :

6,000 mètres ou moins.....
 Plus de 6,000 mètres, pas plus de 12,000 mètres....
 Plus de 12,000 mètres, pas plus de 24,000 mètres....
 Plus de 24,000 mètres, pas plus de 36,000 mètres....
 Plus de 36,000 mètres, pas plus de 72,000 mètres....
 Plus de 72,000 mètres.....

Netors :

Écrus.....

Blanchis ou teints.....

Les fils de lin ou de chanvre mélangés suivront le même régime que les fils de lin ou de chanvre purs, pourvu que le lin ou le chanvre domine en poids.

Tissus de lin ou de chanvre unis ou ouvres présentant en chaîne, dans l'espace de 5 millimètres carrés,

Écrus :

8 fils ou moins.....
 9, 10 et 11 fils.....
 12 fils.....
 13 et 14 fils.....
 15, 16 et 17 fils.....
 18, 19 et 20 fils.....
 21, 22 et 23 fils.....
 24 fils et au-dessus.....

Blanchis, teints ou imprimés :

8 fils ou moins.....
 9, 10 et 11 fils.....
 12 fils.....
 13 et 14 fils.....
 15, 16 et 17 fils.....
 18, 19 et 20 fils.....
 21, 22 et 23 fils.....
 24 fils et au-dessus.....

Coutils unis ou façonnés, écrus, blanchis, teints ou imprimés.....

Linge damassé.....

Batiste.....

Lins.....

Mouchoirs encadrés.....

Tulle de lin.....

Dentelles de lin.....

Bonneterie de lin.....

Passenterie de lin.....

Rubannerie de fil écu, blanchie ou teinte.....

Articles en lin ou en chanvre, confectionnés en tout ou en partie.....

Vêtements et articles non dénommés.....

Tissus de lin ou de chanvre mélangés, quand le lin ou le chanvre domine en poids.....

Jute :

En brins, teillé ou peigné.....

Fils de jute, mesurant au kilogramme,

Écrus :

Moins de 1,400 mètres.....

De 1,400 à 3,700 mètres exclusivement.....

36⁰⁰ les 100 kilog.60 00 *idem*.100 00 *idem*.

20 00 les 100 kilog.

27 00 *idem*.40 00 *idem*.48 00 *idem*.80 00 *idem*.133 00 *idem*.

Le droit afférent au fil simple écu employé au retordage, augmenté de 30 p. o/o.

Le droit afférent au fil simple teint ou blanchi employé au retordage, augmenté de 30 p. o/o.

28⁰⁰ les 100 kilog.55 00 *idem*.65 00 *idem*.90 00 *idem*.115 00 *idem*.170 00 *idem*.260 00 *idem*.400 00 *idem*.38 00 *idem*.70 00 *idem*.95 00 *idem*.120 00 *idem*.155 00 *idem*.230 00 *idem*.350 00 *idem*.535 00 *idem*.

16 p. o/o de la val.

16 *idem*.

Même régime que les toiles unies.

15 p. o/o de la val.

5 *idem*.

15 p. o/o de la val.

Exempt.

7⁰⁰ les 100 kil.9 20 *idem*.5⁰⁰ les 100 kil.6 00 *idem*.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1863.	au 1 ^{er} octobre 1864.
De 3,700 à 4,200 mètres exclusivement.....	10' 20" les 100 kil.	7' 00" les 100 kil.
De 4,200 à 6,000 mètres exclusivement.....	15 00 <i>idem.</i>	10 00 <i>idem.</i>
Plus de 6,000 mètres.....	Même régime que les fils de lin.	
Blanchis ou teints :		
Moins de 1,400 mètres.....	10' 00" les 100 kil.	7' 00" les 100 kil.
De 1,400 à 3,700 mètres exclusivement.....	13 00 <i>idem.</i>	9 00 <i>idem.</i>
De 3,700 à 4,200 mètres exclusivement.....	15 00 <i>idem.</i>	10 00 <i>idem.</i>
De 4,200 à 6,000 mètres exclusivement.....	22 00 <i>idem.</i>	14 00 <i>idem.</i>
Plus de 6,000 mètres.....	Même régime que les fils de lin.	
Tissus de jute, présentant en chaînes dans l'espace de 5 millimètres :		
Écrus :		
1, 2 et 3 fils unis.....	13' 00" les 100 kil.	10' 00" les 100 kil.
1, 2 et 3 fils croisés.....	15 00 <i>idem.</i>	12 00 <i>idem.</i>
4 et 5 fils.....	21 00 <i>idem.</i>	16 00 <i>idem.</i>
6, 7 et 8 fils.....	30 00 <i>idem.</i>	24 00 <i>idem.</i>
Plus de 8 fils.....	Même régime que les tissus de lin, suivant la classe.	
Blanchis ou teints :		
1, 2 et 3 fils unis.....	19' 00" les 100 kil.	15' 00" les 100 kil.
1, 2 et 3 fils croisés.....	22 00 <i>idem.</i>	17 00 <i>idem.</i>
4 et 5 fils.....	30 00 <i>idem.</i>	23 00 <i>idem.</i>
6, 7 et 8 fils.....	44 00 <i>idem.</i>	35 00 <i>idem.</i>
Plus de 8 fils.....	Même régime que les tissus de lin, suivant la classe.	
Tapis de jute, ras ou à poil.....	32' 00" les 100 kil.	24' 00" les 100 kil.
Les fils de jute mélangés avec d'autres matières sui- vront le même régime que les fils de jute purs, pourvu que le jute domine en poids.		
Tissus de jute mélangés, quand le jute domine en poids.....	20 p. o/o de la val.	15 p. o/o de la val.
VÉGÉTAUX FILAMENTEUX.		
Phormium tenax, abaca et autres végétaux fila- menteux non dénommés :		
Filaments :		
Bruts teillés.....	Exempts.	
Peignés ou tordus.....	5 p. o/o de la valeur, 10 <i>idem.</i>	
Fils.....		
Tissus.....		
CRIN.		
Crin brut de toute nature, même préparé ou frisé...		
Tissus et ouvrages de crin ou de poil de vache purs ou mélangés.....	Exempt. 10 p. o/o de la valeur.	
COTON.		
Coton de l'Inde en laine.....		
Coton en feuilles cardées ou gommées (ouates).....		
Fils de coton simple, mesurant au demi-kilo- gramme :		
Écrus :		
20,000 mètres ou moins.....	Exempt.	
De 21,000 à 30,000 mètres.....	0' 15" <i>idem.</i>	
De 31,000 à 40,000 mètres.....	0 20 <i>idem.</i>	
De 41,000 à 50,000 mètres.....	0 30 <i>idem.</i>	
De 51,000 à 60,000 mètres.....	0 40 <i>idem.</i>	
De 61,000 à 70,000 mètres.....	0 50 <i>idem.</i>	
De 71,000 à 80,000 mètres.....	0 60 <i>idem.</i>	
De 81,000 à 90,000 mètres.....	0 70 <i>idem.</i>	
De 91,000 à 100,000 mètres.....	0 80 <i>idem.</i>	
De 101,000 à 110,000 mètres.....	1 00 <i>idem.</i>	
De 111,000 à 120,000 mètres.....	1 20 <i>idem.</i>	
De 121,000 à 130,000 mètres.....	1 40 <i>idem.</i>	
	1 60 <i>idem.</i>	

DÉNOMINATION DES ARTICLES.

TAUX DES DROITS

en 1863.

au
1^{er} octobre 1864.

De 131,000 à 140,000 mètres.....
De 141,000 à 170,000 mètres.....
De 171,000 et au-dessus.....
Blanchis.....

Teints.....

Fils de coton retors en deux bouts :

Écrus.....

Blanchis.....

Teints.....

Chaines ourdies :

Écrues.....

Blanchies.....

Teintes.....

Fils écrus blanchis ou teints, en trois bouts ou plus :

A simple torsion.....

A plusieurs torsions ou câbles.....

Tissus de coton écu, unis, croisés, coutils :

1^{re} classe, pesant 11 kilog. et plus les 100 mètres carrés :

De 35 fils et au-dessous aux 5 millimètres carrés....

De 36 fils et au-dessus.....

2^e classe, pesant de 7 à 11 kilog. exclusivement, les 100 mètres carrés :

De 35 fils et au-dessous.....

De 36 à 43 fils.....

De 44 fils et au-dessus.....

3^e classe, pesant de 5 à 7 kilog. exclusivement, les 100 mètres carrés :

De 27 fils et au-dessous.....

De 28 à 35 fils.....

De 36 à 43 fils.....

De 44 fils et au-dessus.....

Tissus de coton :

Blanchis.....

Teints.....

Imprimés.....

Velours de coton :

Façon soie (dite velvets) :

Écrus.....

Teints ou imprimés.....

Autres (cordes, moleskins, etc.) :

Écrus.....

Teints ou imprimés.....

Tissus de coton écu, unis ou croisés, pesant moins de 3 kilog. par 100 mètres carrés.....

Piqués, basins, façonnés, damassés et brillantés....

Couvertures de coton.....

Tulles unis ou brodés.....

Gazes et mousselines brodées ou brochées, pour ameublements ou tentures.....

2^e 00^e le kilog.3 50 *idem.*3 00 *idem.*

Le droit sur le fil simple écu, augmenté de 15 p. o/o.

Le droit sur le fil simple écu, augmenté de 25 centimes par kilog.

Le droit afférent au numéro du fil simple employé au retordage, augmenté de 30 p. o/o.

Le droit sur le fil écu retors en deux bouts, augmenté de 15 p. o/o.

Le droit sur le fil écu retors en deux bouts, augmenté de 25 centimes par kilog.

Le droit sur le fil simple, augmenté de 30 p. o/o.

Le droit sur les chaînes ourdies écrues, augmenté de 15 p. o/o.

Le droit sur les chaînes ourdies écrues, augmenté de 25 centimes par kilog.

0^e 08^e par 1,000 mètres.0 12 *idem.*0^e 50^e le kilog.0 80 *idem.*0 60 *idem.*1 00 *idem.*2 00 *idem.*0 80 *idem.*1 20 *idem.*1 90 *idem.*3 00 *idem.*

15 p. o/o en sus du droit sur l'écu.

25 cent. par kilog. en sus du droit sur l'écu.

15 p. o/o de la valeur.

0^e 85^e le kilog.1 10 *idem.*0 60 *idem.*0 85 *idem.*

15 p. o/o de la valeur.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1863.	au 1 ^{er} octobre 1864.
Vêtements et articles confectionnés en tout ou en partie.....	15 p. o/o de la valeur.	
Articles non dénommés.....	10 p. o/o de la valeur.	
Broderies à la main.....	5 idem.	
Dentelles et blanches de coton.....		
Les fils de coton mélangé payeront les mêmes droits que les fils de coton pur, pourvu que le coton domine en poids dans le mélange.		
Tissus de coton mélangés quand le coton domine en poids.....	15 p. o/o de la valeur.	
Laines :		
Laine en masse.....	Exempte.	
Laine teinte en masse.....	25 ⁰⁰ les 100 kilog.	
Laine peignée, teinte ou non.....	25 00 idem.	
Fils de laine, blanchis ou non, simples, mesurant au kilogramme :		
De 30,000 mètres et au-dessous.....	0 ²⁵ le kilog.	
De 31,000 à 40,000 mètres.....	0 35 idem.	
De 41,000 à 50,000 mètres.....	0 45 idem.	
De 51,000 à 60,000 mètres.....	0 55 idem.	
De 61,000 à 70,000 mètres.....	0 65 idem.	
De 71,000 à 80,000 mètres.....	0 75 idem.	
De 81,000 à 90,000 mètres.....	0 85 idem.	
De 91,000 à 100,000 mètres.....	0 95 idem.	
De 101,000 et au-dessus.....	1 00 idem.	
Fils de laine, blanchis ou non, retors pour tissage..	Le droit afferent aux fils de laine simples employés au retordage, augmenté de 30 p. o/o :	
Fils de laine, blanchis ou non, retors pour tapisserie	Le droit sur le fil simple élevé au double.	
Fils de laine teints, simples ou retors.....	Droit sur le fil non teint, augmenté de 25 centimes par kilogramme.	
Tissus de laine.....	15 p. o/o de la val.	10 p. o/o de la val.
Feutres de toute sorte.....	Idem.	Idem.
Couvertures de laine.....	Idem.	Idem.
Tapis de toute espèce.....	Idem.	15 p. o/o de la val.
Bonneterie de laine.....	Idem.	10 idem.
Passenterie de laine.....	Idem.	Idem.
Rubannerie de laine.....	Idem.	Idem.
Dentelles de laine.....	Idem.	Idem.
Chaussons de lisière.....	10 p. o/o de la val.	Idem.
Châles et écharpes de cachemire des Indes.....	5 idem.	5 p. o/o de la val.
Articles non dénommés.....	15 idem.	10 idem.
Lisières de drap de toute espèce, entières ou coupées.....		
Vêtements et articles confectionnés :		
Nouveaux.....	15 p. o/o de la val.	10 p. o/o de la val.
Vieux.....	20 ⁰⁰ les 100 kilog.	
Les fils et tissus d'alpaca, de lama, de vigogne et de chameau, purs ou mélangés de laine, suivront le même régime que les fils et tissus de laine, quelle que soit la proportion du mélange.		
Les fils et tissus de laine et des autres matières ci-dessus dénommées, mélangés de coton ou d'autres filaments quelconques, payeront les mêmes droits que les fils et tissus de laine pure, pourvu que la laine domine dans le mélange.		
Les fils de poil de chèvre conserveront le régime qui leur est actuellement applicable.		
Les tissus de poil de chèvre suivront le régime des tissus de laine.		

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1863.	au 1 ^{er} octobre 1864.
Soies :		
En cocons.....		Exemptes.
Grèges ou moulignées.....		Idem.
Teintes :		
À coudre, à broder et à dentelles.....	3 ^e 00 ^e le kilog.	Exemptes.
Autres.....		Exemptes.
Bourre de soie :		
En masse.....		Exempte.
Peignée.....		0 ^e 10 ^e le kilog.
Filée, simple et retorse, écru, blanche, azurée, teinte :		
De 80,000 mètres simples au kilogramme et au-des- sous.....		0 75 idem.
De 81,000 mètres simples au kilogramme et au-des- sus.....		1 20 idem.
Tissus, bonneterie, dentelles de pure soie.....		Exemptes.
Crêpes façon d'Angleterre, écrus, noirs ou de cou- leur.....	10 ^e 00 ^e le kilog.	A partir de 1866, exempt.
Tulles :		
Unis, écrus.....	20 00 idem.	A partir du 1 ^{er} oct. 1864, exempt.
Apprêtés.....	15 p. 0/0 de la val.	Idem.
Façonnés, écrus ou apprêtés.....	10 idem.	Idem.
Tissus de bourre de soie pure, de soie et bourre de soie, écrus, blancs, teints, imprimés.....		2 ^e 00 ^e le kilog.
Tissus, passementerie et dentelles de soie ou de bourre de soie.....		Même traitement que les tissus, suivant l'espèce.
Avec or ou argent fin.....		12 ^e 00 ^e le kilog.
Avec or ou argent mi-fin ou faux.....		3 50 idem.
Tissus de soie ou de bourre de soie mélangés, la soie ou la bourre de soie dominant en poids.....		3 00 idem.
Robans de soie ou de bourre de soie :		
De velours.....		5 00 idem.
Autres.....		8 00 idem.
Mélangés.....		10 p. 0/0 de la valeur.
Les vêtements et articles confectionnés en soie sui- vant le régime des tissus dominant en poids.		
PRODUITS CHIMIQUES.		
Iode.....		
Brome.....		
Acides :		
Sulfurique.....		
Gallique.....		
Nitrique.....		
Tartrique.....		
Benzoïque.....		
Benzoïque.....		
Citrique.....		
Arsénieux.....		
Jus de citron.....		Exemptes.
Oxydes :		
De fer.....		
De zinc gris.....		
D'étain.....		
D'urane.....		
De cuivre.....		
Sel et autres composés du cobalt.....		
Sulfures d'arsenic.....		

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1863.	au 1 ^{er} octobre 1864.
Chlorure de potassium.....		
Iodure de potassium.....		
Salin de betteraves.....		
Carbonate de potasse.....		
Nitrate de potasse.....		
Sulfate de potasse.....		
Tartrates de potasse.....		
Cendres végétales vives et lessivées.....		
Lies de vin.....		
Borax brut.....		
Nitrate de soude.....		
Soude de varech.....		
Noir d'os.....		
Os calcinés, blancs.....		
Phosphates naturels.....		
Citrates de chaux.....		
Sulfate de magnésie.....		
Carbonate de magnésie.....		
Chlorure de magnésium.....		
Acétate de fer liquide.....		
Garance.....		
Sucre de lait.....		
Albumine.....		
Curcuma en poudre.....		
Maurelle.....		
Bleu de Prusse.....		
Carmins de toute sorte.....		
Cendres bleues ou vertes.....		
Laque en teinture ou en trochisque.....		
Vert de montagne.....		
Stil de grain.....		
Kermès en grains et en poudre (animal).....		
Essences de houille et ses dérivés.....		
Phosphore blanc.....		
Oxyde de zinc (blanc de zinc).....		
Oxydes et carbonates de plomb.....		
Acide oléique.....		
Acide oxalique et oxalate de potasse.....		
Prussiate de potasse jaune.....		
Prussiate de potasse rouge.....		
Extraits de bois de teinture :		
Pour les noirs et violets.....		
Pour les rouges et jaunes.....		
Acide hydrochlorique (acide muriatique).....		
Soude caustique.....		
Carbonate de soude (sel de soude à tous degrés).....		
Soude artificielle brute.....		
Carbonate de soude cristallisé (cristaux de soude).....		
Sulfate et sulfite de soude.....		
Sulfate et sulfite de soude cristallisé (sel de Glauber).....		
Bicarbonat de soude et autres sels de soude non dénommés.....		
Chlorure de chaux.....		
Chlorate de potasse.....		
Savons ordinaires et de parfumerie.....		
Outremer.....		
Phosphore rouge.....		
Aluminium.....		
Aluminat de soude.....		
Chlorure d'aluminium.....		
Chromates de potasse.....		
Chromates de plomb.....		
Couleurs non dénommées, sèches, en pâte et liquides.....		
Acide stéarique.....		
Colle forte et gélatine.....		
	Exempt.	
	5 p. o/o de la valeur.	
	40 ⁰ centes 100 kfl.	40 ⁰ centes 100 kfl.
	5 00 idem.	2 00 idem.
	5 00 idem.	5 00 idem.
	15 00 idem.	10 00 idem.
	20 00 idem.	20 00 idem.
	30 00 idem.	30 00 idem.
	20 00 idem.	20 00 idem.
	30 00 idem.	30 00 idem.
	0 60 idem.	0 60 idem.
	8 00 idem.	5 00 idem.
	4 50 idem.	3 00 idem.
	2 30 idem.	1 50 idem.
	2 30 idem.	1 50 idem.
	1 20 idem.	1 20 idem.
	1 00 idem.	0 70 idem.
	5 25 idem.	3 50 idem.
	4 25 idem.	2 80 idem.
	38 60 idem.	25 75 idem.
	6 00 idem.	6 00 idem.
	15 00 idem.	15 00 idem.
	10 p. o/o de la valeur.	
	5 p. o/o de la valeur.	

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1863.	au 1 ^{er} octobre 1864.
Vernis :		
À l'huile.....		
À l'essence.....		
À l'esprit de vin.....	10 p. o/o de la valeur.	
Ouvrages de toute sorte.....		
Produits chimiques non dénommés.....	5 p. o/o de la valeur.	
VERRERIE ET CRISTALLERIE.		
Viviers ayant moins de 1 mètre carré.....	10 p. o/o de la valeur.	
Glaces :		
Brutes.....	1 ^{re} 50 ^c par mètre carré de superficie. 4 ^{re} 00 <i>idem.</i>	
Étamées ou polies.....	1 ^{re} 30 ^c les 100 kilog.	
Bouteilles de toutes formes.....		
Verres :		
À vitre.....	3 50 <i>idem.</i>	
De couleur, polis ou gravés.....		
De montre et d'optique.....		
Gobelinerie et cristaux, blancs et colorés.....		
Vitrification.....	10 p. o/o de la valeur.	
Émaux.....		
Objets en verre non dénommés.....		
Grosail et verre cassé.....	Exempt.	
Cristal de roche brut ou ouvré.....	Exempt.	
I. & La cristal monté sera taxé comme la bijouterie et l'orfèvrerie.		
POTERIES.		
Poterie grasse :		
Carreaux, briques et tuiles.....		
Cornues à gaz, tuyaux de drainage et autres, creusés de toute sorte, y compris ceux en graphite et plombagine.....		
Pipes en terre.....	Exempt.	
Vernissée ou non, de toutes formes.....		
Vernissée avec décorations à reliefs unicolores et multicolores, platerie et creux.....		
Poterie de grès :	5 ^{re} 00 ^c les 100 kilog.	
Lentilles et appareils pour la fabrication des produits chimiques.....		
Commune de toute sorte, platerie et creux, comprenant la forme bouteille, les carafes, objets de ménage, ustensiles de cuisine, etc.....		
Faïence :		
Stamifère, plate colorée, glaçure blanche.....		
Stamifère, glaçure colorée, majoliques, vernissée, multicolore.....		
Fine.....	20 p. o/o de la val.	15 p. o/o de la val.
Grès fins.....		
Porcelaines de toute sorte, blanches ou décorées, porcelaine et biscuit blanc.....		
10 p. o/o de la valeur.		
ARTICLES DIVERS.		
Fleurs artificielles.....	Exempt.	
Objets de mode.....	Exempt.	
Tresses en paille de toute sorte.....	5 ^{re} 00 ^c les 100 kilog.	
Chapeaux de paille.....	10 00 <i>idem.</i>	
Merisier de toute sorte.....		
Boutons fins ou communs, autres que de passementerie.....		
Bouterie de toute espèce.....	10 p. o/o de la valeur.	
Instruments de musique et pièces détachées d'instruments.....		
Épingles de toute sorte.....	50 ^{re} 00 ^c les 100 kilog.	
Caoutchouc ouvré :		
Par ou mélangé.....	20 00 <i>idem.</i>	
Appliqué sur tissus en pièces ou sur d'autres matières.....		
	100 00 <i>idem.</i>	

DÉSIGNATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1863.	au 1 ^{er} octobre 1864.
Vêtements confectionnés.....		120 ^f les 100 kilog.
En tissus élastiques, pièces de toute sorte.....		200 <i>idem.</i>
Chaussures.....		60 <i>idem.</i>
N. B. Les ouvrages en gutta-percha suivront le même régime.		
Toiles cirées :		
Pour emballage.....		5 <i>idem.</i>
Pour ameublements, tentures ou autres usages.....		15 <i>idem.</i>
Cire à cacheter.....		30 <i>idem.</i>
Cirage de toute sorte.....		4 <i>idem.</i>
Encre à écrire, à dessiner ou imprimer.....		20 <i>idem.</i>
Filets de pêche.....		20 <i>idem.</i>
Poisson d'eau douce :		
Frais.....		Exempt.
Préparé.....		10 ^f les 100 kilog.
Épices préparées (sauces).....		15 <i>idem.</i>
Fromages de pâte dure.....		4 <i>idem.</i>
Fromages de pâte molle.....		3 <i>idem.</i>
Bière.....		En sus du droit de consommation, 2 ^f par hectolitre.
Cidre.....		0 ^f 25 ^c l'hectolitre.
Huiles d'olive.....		3 ^f les 100 kilog.
Huiles essentielles, volatiles de toute sorte, à l'ex- ception de l'huile de roses.....		1 ^f le kilog.
Jus d'orange.....		Exempt.
Manne.....		6 ^f 00 ^c les 100 kilog.
Mélasses contenant :		
Moins de 50 p. o/o de richesse saccharine.....		14 30 <i>idem.</i>
Plus de 50 p. o/o de richesse saccharine.....		le droit de consommation compris.
Importées pour la distillation.....		Le droit sur le sucre brut. Exempts.
Alcool, par 100 degrés, en sus des droits de consom- mation.....		20 ^f par hectol. 15 ^f par hectol.
Leaux-de-vie en bouteilles et liqueurs, sans distinc- tion de degrés, en sus des droits de consommation.		15 ^f par hectolitre.
Ardoises :		
Pour toitures.....		4 ^f le 1,000 en nombre.
En carreaux ou en tables, polies.....		10 ^f le 100 en nombre.
Mules et mulets.....		5 ^f par tête.
Poils non spécialement tarifés, bruts et filés.....		Exempts.
Poils de chevre peignés.....		10 ^f les 100 kilog.
Plumes à écrire, brutes ou apprêtées.....		Exempts.
Plumes à lit de toute sorte, duvet et autres.....		50 ^f les 100 kilog.
Cire brute, jaune ou blanche.....		1 <i>idem.</i>
Cire ouvrée.....		4 <i>idem.</i>
Lait.....		Exempt.
Beurre frais ou fondu.....		<i>Idem.</i>
Beurre salé.....		2 ^f 50 ^c les 100 kilog.
Miel.....		Exempt.
Oreillons.....		Exempts.
Poissons de mer, frais, secs, salés ou fumés, à l'ex- clusion de la morue, marinés ou à l'huile.....		10 ^f les 100 kilog.
Homards.....		Exempts.
Huitres fraîches.....		1 ^f 50 ^c le 1,000 en nombre.
Huitres marinées.....		6 ^f les 100 kilog.
Moules et autres coquillages pleins.....		Exempts.
Graisses de poisson.....		6 ^f les 100 kilog.
Graisses de toute sorte et dégras de peau.....		Exempts.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.

TAUX DES DROITS

en 1863.

au
1^{er} octobre 1864.

Blanc de baleine et de cachalot
 Fasons de baleine bruts
 Peau de chien de mer et de phoque brutes, fraîches
 ou sèches
 Corail brut taillé et non monté

2^e les 100 kilog.
 Exempt.

Exemptes.
 Exempt.

Drogueries (produits compris sous la désignation
 de drogueries) :

Cantharides desséchées, civettes, musc, castoréum,
 ambre gris, fruits à distiller, storax, styrax, sar-
 cocolle, kino et autres suc végétaux desséchés,
 racines médicinales de toute espèce, herbes, fleurs,
 feuilles et écorces médicinales, agaric (amadou),
 kermès minéral, extrait de quinquina, camphre
 brut et raffiné, peaux, anis vert.....
 Éponges de toute sorte.....
 Os, sabots de bétail et dents de loup.....

2^e les 100 kilog.
 50 idem. }
 Exempt.

Exemptes.

3^e les 100 kilog.

Exemptes.

4^e les 100 kilog.

Exempt.

Idem.

Idem.

10 p. o/o de la valeur.

Exempt.

0^e 50^e les 100 kilog.

0 25 idem.

3 00 idem.

Exemptes.

Idem.

20^e les 100 kilog.

Exempt.

2^e les 100 kilog.

8 idem.

3 idem.

0^e 25^e les 100 kilog.

1 00 idem.

Exemptes.

Exempt.

1^e 00^e les 100 kilog.

1 50 idem.

Cornes de bétail :

Brutes.....
 Préparées et débitées en feuilles de toute dimension.

Résines de toute sorte, même distillées.....

Jus de réglisse.....

Sassa.....

Sumac moulu.....

Liège :

Brut et râpé de toute sorte.....

Ouvré.....

Bois de teinture, même moulus.....

Joncs et roseaux bruts.....

Écorces à tan de toute sorte, même moulus.....

Riz en grains.....

Riz en paille.....

Pâtes d'Italie.....

Betteraves.....

Pommes de terre.....

Houblon.....

Graines à ensemençer.....

Fruits et graines oléagineuses.....

Fruits de table frais, citrons, oranges et leurs va-
 riétés.....

Fruits secs ou tapés, pistaches, fruits confits, corni-
 chons ou concombres, olives, câpres, fruits con-
 servés sans sucre ni miel.....

Légumes salés ou confits au vinaigre.....

Racines de chicorée :

Vertes.....

Sèches.....

Plantes alcalines.....

Marbres et albâtres de toute sorte :

Blancs statutaires.....

Bruts, épaissis ou acés à 16 centimètres et plus d'é-
 paisseur.....

Autrement acés, sculptés, moulés ou polis.....

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1863.	au 1 ^{er} octobre 1864.
Ecaussines et autres pierres de construction, y compris les pierres d'ardoises :		
Brutes, taillées ou sciées.....		Exemptes.
Sculptées ou polies.....		0 ^e 50 ^e les 100 kilog.
Pierres gemmes de toute sorte.....		Exemptes.
Agates et autres pierres de même espèce ouvrées.....		10 p. 0/0 de la valeur.
Meules.....		
Pierres à aiguiser de toute sorte.....		Exempt.
Chaux et plâtre.....		
Graphite et plombagine.....		
Crayons :		
Simple en pierre.....		1 ^e les 100 kilog.
Composés, à gaine de bois.....		10 p. 0/0 de la valeur.
Parfumeries :		
Alcooliques.....		Régime de l'alcool.
Autres.....		10 ^e les 100 kilog.
Moutarde en grain.....		Exempte.
Moutarde liquide ou composée.....		5 ^e les 100 kilog.
Chicorée brûlée ou moulue.....		5 idem.
Bougies de toute sorte.....		10 p. 0/0 de la valeur.
Chandelles.....		40 ^e les 100 kilog.
Colle de poisson.....		Exempt.
Extraits de viandes.....		35 ^e les 100 kilog.
Chocolat et cacao simplement broyé.....		Exemptes.
Eaux minérales, cruchons compris.....		
Papier de toute sorte.....		10 ^e les 100 kil. 8 ^e les 100 kil.
Cartons en feuilles de toute sorte.....		10 p. 0/0 de la valeur.
Cartons moulés, coupés et assemblés.....		
Livres en langues française, mortes ou étrangères.....		
Gravures, lithographies, photographies et dessins de toute sorte sur papier.....		
Cartes géographiques.....		Exempt.
Musique gravée.....		
Étiquettes imprimées, gravées et coloriées.....		
Objets de collection hors de commerce.....		
Statues :		
Modernes en marbre ou en pierre.....		Exemptes.
Modernes en métal de grandeur naturelle au moins.....		
Bimbeloterie.....		10 p. 0/0 de la valeur.
Vannerie.....		
Parasols et parapluies.....		Exempt.
Cheveux ouvrés.....		
Balais communs.....		Idem.
Bois de chêne et de noyer.....		1 ^e 50 ^e les 100 kilog.
Bitumes de toute sorte.....		Exempt.
Amidon.....		15 p. 0/0 de la valeur.
Soufre brut, épuré ou sublimé.....		15 ^e les 100 kilog.
Cartes à jouer.....		
Cordes et câbles.....		
Sangues.....		
Champignons et truffes.....		Exempt.
Gibier.....		
Viande fraîche.....		
Volailles.....		
Racines de réglisse.....		

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé E. ROUCHER.

(L. S.) Signé NIGRA.

(L. S.) Signé SCIALOJA.

Tarif B annexé au Traité de commerce. (Article 2.)

DROITS À L'ENTRÉE EN ITALIE.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	DROITS.
MÉTAUX.		
Fer et fonte :		
Mineral de fer, écailles, pailles, limailles et scories....		Exempt.
Fonte en masse et débris de vieux ouvrages.....		Idem.
Ferrailles et débris de vieux ouvrages en fer.....	Les 100 kilog.	1 15'
Fer de première fabrication, en barres, verges, etc., de toute forme ou diamètre.....	Idem.	5 75
Fer en rails pour chemins de fer.....	Idem.	1 15
Fer laminé en plaques, de 4 millimètres d'épaisseur et au-dessus.....	Idem.	5 75
Fer laminé en plaques, au-dessous de 4 millimètres et même en tuyaux.....	Idem.	9 25
Fer-blanc (tôle étamée), non ouvré.....	Idem.	9 25
Fil de fer au-dessous de 7 millimètres.....	Idem.	8 10
Acier :		
En barres ou verges et débris de vieux ouvrages.....	Idem.	13 85
Laminé, en feuilles ou plaques.....	Idem.	23 10
Fil d'acier.....		
Cuivre, laiton et bronze :		
Mineral de cuivre.....		Exempt.
Limailles de cuivre, laiton et bronze.....		Exemptes.
Cuivre, laiton et bronze en pains, rosettes, masses et débris de vieux ouvrages.....	Les 100 kilog.	4 00"
Cuivre ou laiton laminé.....	Idem.	9 25
Cuivre ou laiton battu et en fils.....	Idem.	12 00
Cuivre ou laiton doré ou argenté en lingots.....	Idem.	34 65
Cuivre ou laiton doré ou argenté, filé sur fil ou soie. ..	Idem.	98 15
Cuivre ou laiton doré ou argenté, battu, étiré ou la- miné, y compris les cannetilles et les paillettes.....	Idem.	57 55
Zinc :		
Mineral.....		Exempt.
De première fusion, en masses brutes, saumons, barres ou plaques et débris de vieux ouvrages.....		Idem.
Laminé.....	Les 100 kilog.	4 00"
Plomb :		
Mineral.....		Exempt.
Plomb en pains et en débris.....	Les 100 kilog.	6 50"
Plomb battu, laminé.....	Idem.	6 00
{ Au 1 ^{er} octobre 1864.....	Idem.	3 00
Plomb allié d'antimoine en masses.....	Idem.	3 00
Vieux caractères d'imprimerie.....		
Étain :		
Mineral et en pains, saumons, barres et débris.....		Exempt.
Battu, laminé et en feuilles.....	Les 100 kilog.	6 00"
Cadmium brut.....		
Mercuré natif.....		Exempt.
Bismuth (étain de glace).....		
Antimoine :		
Mineral.....		Exempt.
Métallique ou régule.....	Les 100 kilog.	6 00"
Nickel.....		Même régime que le cuivre.
Allié d'autres métaux (argentan) en lingots ou masses brutes.....	Les 100 kilog.	4 00"
Battu, laminé et étiré.....	Idem.	10 00

DESIGNATION DES ARTICLES.	BASE.	DROITS.
Caractères d'imprimerie neufs.....	Les 100 kilog.	5 ^f 75 ^c
Poteries et autres ouvrages en étain pur ou allié d'antimoine.....	<i>Idem.</i>	17 30
Ouvrages en métal allié au cuivre ou au zinc (argenté).....	<i>Idem.</i>	100 00
Ouvrages en métaux plaqués sans distinction de titre..	<i>Idem.</i>	100 00
Ouvrages en métaux dorés ou argentés, non dénommés.	<i>Idem.</i>	100 00
Orfèvrerie et bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux.....	<i>Ad valorem.</i>	5 p. o/o.
Horlogerie :		
Montres simples à boîte d'or.....	La pièce.	2 ^f 30 ^c
Montres simples à boîte de tout autre métal.....	<i>Idem.</i>	1 15
Montres à répétition et carillon.....	<i>Idem.</i>	4 60
Horloges de table, horloges pour voyages et en tableaux.	<i>Idem.</i>	3 50
Carillons à musiques.....	<i>Idem.</i>	3 00
Mouvements de montre.....	<i>Idem.</i>	0 35
Mouvements d'horloges de table, d'horloges pour voyages, pour tableaux et pour pendules.....	Les 100 kilog.	57 75 ^f
Mouvements d'horloges de clocher.....	<i>Idem.</i>	23 10
Cages de pendules en albâtre, bronze, cristal ou bois..	Même régime que les ouvrages de la matière dont elles sont formées	
Fournitures d'horlogerie.....	Les 100 kilog.	57 ^f 75 ^c
MACHINES ET MÉCANIQUES.		
Machines et mécaniques non dénommées.....	P. 100 ^f de la val.	1 15
<i>N. B. Le gouvernement italien se réserve la faculté de dénommer dans le tarif les machines non dénommées et de les assujettir à des droits spéciaux qui, en tous cas, ne pourront dépasser les droits établis dans le tarif français.</i>		
Pièces détachées de machines.....	Même régime que les machines.	
Peignes à tisser et broches.....	Les 100 kilog.	5 ^f 75 ^c
Resorts pour carrosserie et autres.....	<i>Idem.</i>	15 00
Cardes à carder et leurs garnitures.....	<i>Idem.</i>	6 75
Or battu en feuilles.....	Le kilog.	9 25
Argent en feuilles.....	<i>Idem.</i>	4 60
Sucres raffinés.....	Les 100 kilog.	28 85
Sucres non raffinés.....	<i>Idem.</i>	20 80
Voitures et wagons pour voyageurs.....	La pièce.	10 ^f plus 5 p. o/o
Voitures et wagons pour marchandises.....	<i>Idem.</i>	<i>ad valorem.</i>
La tabletterie et les ouvrages en ivoire sont compris dans la mercerie.		
Peaux brutes.....	Exemptes.	
Peaux vernies et moroquinées.....	Les 100 kilog.	80 ^f 00 ^c
Peaux teintes, de mouton.....	<i>Idem.</i>	45 00
Peaux tannées.....	en 1863.....	40 00
	au 1 ^{er} janvier 1864.....	25 00
	au 1 ^{er} janvier 1865.....	15 00
Autres préparées, de toute sorte.....	en 1863.....	20 00
	au 1 ^{er} janvier 1864.....	15 00
Gants.....	<i>Ad valorem.</i>	5 p. o/o.
Ouvrages en peau et en cuir.....	Les 100 kilog.	50 ^f 00 ^c
Futaies vides, neuves ou vieilles, montées ou démontées.....	Exemptes.	
Bois feuillards et merrains.....	<i>Ad valorem.</i>	10 p. o/o.
Bois de construction brut, scié ou simplement équarri.	Exemptes.	
Bois de construction en éclisses, pour caisses, boîtes, tamis, etc.....	<i>Idem.</i>	
Avirons.....	<i>Idem.</i>	
Echalas et perches.....	<i>Idem.</i>	
Mobilier en bois commun, vernissés ou plaqués, sculptés ou non, même garnis de métal, simples ou rembourrés.....	<i>Ad valorem.</i>	10 p. o/o.
Ustensiles et ouvrages divers en bois.....	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Bâtiments, barques et bateaux.....	Exemptes.	

DENOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	DROITS.
INDUSTRIES TEXTILES.		
Lin et chanvre :		
Lin et chanvre brut ou peigné.....	Exempt.	
Fils de lin ou de chanvre, simples, écrus, lessivés ou blanchis.....	Les 100 kilog.	11 ⁵⁵
Fils de lin ou de chanvre, simples, teints.....	<i>Idem.</i>	23 ¹⁰
Fils de lin ou de chanvre, retors, écrus, lessivés ou blanchis.....	<i>Idem.</i>	23 ¹⁰
Fils de lin ou de chanvre, retors, teints.....	<i>Idem.</i>	34 ⁶⁵
Tissus de lin ou de chanvre unis, ayant moins de six fils en châtec dans l'espace de 5 millimètres; — écrus ou blanchis.....	<i>Idem.</i>	23 ¹⁰
Tissus de lin ou de chanvre, de 6 fils en chaîne, dans l'espace de 5 millimètres et au-dessus, écrus, blanchis ou mélangés de blanc.....	<i>Idem.</i>	57 ⁷⁵
Tissus de lin ou de chanvre teints ou fabriqués avec des fils teints, ayant moins de 6 fils.....	<i>Idem.</i>	38 ⁰⁰
Tissus de lin ou de chanvre teints ou fabriqués avec des fils teints, au dessus.....	<i>Idem.</i>	90 ⁰⁰
Tissus de lin ou de chanvre imprimés.....	Le kilog.	1 ¹⁵
Coutil, linge damassé, batiste, etc.....	Comme les tissus.	
Tulles et dentelles de lin.....	Le kilog.	9 ²⁵
Bonneterie, passementerie et boutons.....	Comme les tissus.	
Rubannerie de fil écreu, blanchie ou teinte.....	Le kilog.	0 ⁸⁰
Vêtements, lingerie et articles non dénommés.....	Comme l'étoffe principale dont ils sont formés.	
Tissus de lin ou de chanvre mélangés de laine ou de coton.....	Régime de la matière dominante.	
Tapis de pieds.....	Le kilog.	0 ⁴⁰
Jute :		
Fils et tissus :		
Même traitement que les fils et tissus de chanvre.		
A partir du 1 ^{er} janvier 1864, mêmes droits que ceux du tarif franco-belge.		
Phormium tenax :		
Même régime que le lin et le chanvre.		
Crin :		
Brut de toute nature.....	Exempt.	
Frisé et cordes.....	Les 100 kilog.	3 ⁰⁰
Ouvrages grossiers.....	<i>Idem.</i>	4 ⁰⁰
Tissus de crin pour tamis.....	<i>Idem.</i>	25 ⁰⁰
Tissus de crin autres.....	<i>Idem.</i>	40 ⁰⁰
Coton :		
Coton en laine ou en masse.....	Exempt.	
Coton en feuilles cardées ou gommées (ouates).....	Les 100 kilog.	5 ⁷⁵
Fils de coton, écrus, simples du n° 45 et au-dessous.....	<i>Idem.</i>	11 ⁵⁵
Fils de coton, écrus, simples, au-dessus.....	<i>Idem.</i>	23 ¹⁰
Fils de coton, écrus, retors, de tout numéro.....	<i>Idem.</i>	28 ⁸⁵
Fils de coton, blanchis ou teints de toute qualité ou numéro.....	<i>Idem.</i>	34 ⁶⁵
Tissus de coton, écrus ou blanchis.....	<i>Idem.</i>	46 ²⁰
Tissus de coton, teints.....	<i>Idem.</i>	69 ³⁰
Tissus de coton de fils teints.....	<i>Idem.</i>	86 ⁶⁰
Tissus de coton imprimés.....	<i>Idem.</i>	115 ⁵⁰
Tissus de coton brodés en lin, coton ou laine, gazes et mousselines brodées ou brochées.....	<i>Idem.</i>	232 ⁰⁰
V. B. Le gouvernement italien se réserve la faculté de remanier le tarif des fils et des tissus de coton. En tous cas, on ne pourra dépasser, pour les qualités inférieures, les droits du tarif conventionnel français; et pour les qualités supérieures 25 centimes le kilogramme pour les fils, et 90 centimes le kilogramme pour les toiles.		

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	DROITS.
Velours de coton de toute espèce.....	Les 100 kilog.	85' 00°
Tapis de coton, de pieds.....	Idem.	23 10
Julies, dentelles et blondes.....	Le kilog.	1 30
Vêtements, lingerie et autres articles non dénommés.....	Même régime que l'étoffe principale dont ils sont formés. Régime de la matière dominante.	
Tissus de coton mélangés de lin ou de laine.....	Exemptes.	
Laine :	Les 100 kilog.	3' 45°
Laines en masse et bourre de laine.....	Idem.	48 20
Laines en masse teintes.....	Idem.	69 30
Fils de laine de toute espèce.....	Ad valorem.	15 p. 0/0
Fils de laine teints.....	Idem.	10 p. 0/0
Tissus de laine.....	au 1 ^{er} octobre 1866.....	
N. B. Toutefois, l'importateur aura la faculté de payer, au lieu des droits ad valorem susdiqués, le droit spécifique de 1 fr. 60 cent. par kilogramme pour les tissus de laine.		
L'importateur devra faire son option entre les droits à la valeur et les droits spécifiques, au moment même de la déclaration en douane.		
Fentes à doublage, pour semelles et à filtrer.....	Les 100 kilog.	5 75
Fentes pour chapeaux.....	Idem.	17 30
Covertures de bourre de laine, de lambeaux et lisières de drap.....	Idem.	57 75
Covertures de bourre de laine de toute autre qualité.....	Le kilog.	0 80
Tapis de laine.....	Idem.	1 00
Bonneterie et passementerie de laine.....	Même régime que les tissus.	
Rabannerie de laine ou poil, même mélangée de fil ou coton.....	Le kilog.	2' 30°
Dentelles de laine.....	Idem.	2 30
Châles, mouchoirs, cravates et autres articles à la pièce : Valant 50' ou moins.....	Idem.	3 45
De valeur supérieure, même mélangés de soie ou bourre de soie, ou brodés.....	Idem.	3' 45° plus 5 p. 0/0 ad valorem.
Vêtements et tous autres ouvrages non dénommés.....	Comme l'étoffe principale.	
Vêtements et tous autres ouvrages vieux.....	La moitié du droit.	
Les poils et fils et tissus de chèvre, d'alpaca, de vigogne et de chameau, purs ou mélangés de laine, suivront le même régime que les poils, fils et tissus de laine, quelle que soit la proportion du mélange.		
Les tissus de laine et des autres matières ci-dessus dénommées, mélangés de coton ou d'autres filaments quelconques, payeront les mêmes droits que les tissus de laine pure, pourvu que la laine domine en poids dans le mélange.		
Soie :		
Soie en cocons, grège ou moulignée.....	Exempte.	
Bourres de soie et déchets de soie, en masse ou filées.....	Idem.	
Soie et bourre de soie teintes.....	Le kilog.	2' 00°
au 1 ^{er} octobre 1866.....		Exemptes.
en 1863.....		Idem.
au 1 ^{er} janvier 1865.....		Idem.
au 1 ^{er} janvier 1868.....		Idem.
en 1863.....		Idem.
au 1 ^{er} janvier 1865.....		Idem.
au 1 ^{er} janvier 1868.....		Idem.
Les tissus mélangés payeront le droit de la matière dominante en poids ; toutefois, lorsqu'ils contiendront plus de 12 p. 0/0 et jusqu'à 50 p. 0/0 de soie ou de bourre de soie, ils seront soumis à un droit de 3 francs par kilogramme.		
Rubans de soie ou de bourre de soie :		
en 1863.....		Le kilog.
au 1 ^{er} janvier 1865.....		Idem.
au 1 ^{er} janvier 1868.....		Idem.
en 1863.....		Idem.
au 1 ^{er} janvier 1865.....		Idem.
au 1 ^{er} janvier 1868.....		Idem.
Mélangés		
Foulards écrus, imprimés ou teints.....	Ad valorem.	10 p. 0/0
	Le kilog.	3 00

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	DROITS.
Passenterie, bonneterie, couvertures et tapis.....	Comme les ussus.	
Tailles et dentelles.....	Ad valorem.	5 p. o/o.
Tissus, passementerie et dentelles avec or ou argent fin.....	Le kilog.	11 ^f 55 ^c
Tissus, passementerie et dentelles avec or ou argent faux.....	Idem.	3 50
Vêtements et tout autre article non dénommé.....	Même régime que l'étoffe principale dont ils sont formés.	
PRODUITS CHIMIQUES.		
Iode.....	Les 100 kilog.	2 ^f 00 ^c
Brome.....	Idem.	2 00
Acides.....	sulfurique.....	Idem.
	nitrique.....	1 00
	benzoïque.....	Idem.
	borique.....	1 00
	gallique.....	Idem.
Jus de citrons, d'oranges et leurs variétés.....	Exempt.	
Oxyde de fer.....	Les 100 kilog.	2 ^f 00 ^c
Oxyde de zinc, gris ou blanc.....	Idem.	1 00
Oxyde d'étain.....	Idem.	2 00
Safran et autres composés de cobalt.....	Idem.	1 00
Chlorure de potassium.....	Idem.	2 00
Carbonates de potasse et cendres végétales.....	Idem.	0 50
Nitrate de potasse.....	Exempt.	
Sulfate de potasse.....	Les 100 kilog.	0 ^f 50 ^c
Lies de vin.....	Exempt.	
Borax brut.....	Idem.	Idem.
Nitrate de soude.....	Idem.	Idem.
Soude de varech.....	Idem.	Idem.
Noir d'os et os calcinés blancs.....	Les 100 kilog.	2 ^f 00 ^c
Phosphates naturels.....	Exempt.	
Sulfate de magnésie.....	Les 100 kilog.	1 ^f 00 ^c
Sulfure de mercure.....	Idem.	1 00
Carbonate de baryte.....	Idem.	2 00
Sulfate de baryte.....	Idem.	1 00
Sulfates de fer, de manganèse, de cuivre et de zinc, et double de fer et de cuivre, dit vitriol d'Admonde et de Salzbourg.....	Idem.	2 00
Sulfate d'alumine et de potasse ou alun de toute espèce.....	Idem.	0 50
Garancine.....	Idem.	2 00
Acétates de fer, de plomb, de cuivre et d'aluminium (pyrolignites d'aluminium).....	Idem.	1 00
Curcuma en poudre.....	Exempt.	
Maurelle.....	Exempt.	
Stil de grain.....	Exempt.	
Kermès en grains et en poudre (animal).....	Les 100 kilog.	2 ^f 00 ^c
Oxyde de plomb.....	Idem.	2 00
Acide oxalique.....	Idem.	8 00
Acide oléique.....	Idem.	5 00
Prussiate de potasse rouge ou jaune.....	Idem.	10 00
Acide hydrochlorique (acide muriatique).....	Idem.	2 00
Sel marin ou chlorure de sodium.....	Prohibé comme matière de monopole fiscal.	
Sel gemme, fossile, en cristaux.....	Les 100 kilog.	40 ^f 00 ^c
Soude artificielle.....	Idem.	0 50
Carbonates de soude de toute espèce.....	Idem.	0 50
Sulfate de soude.....	Idem.	1 00
Chlorure de chaux.....	Idem.	2 00
Chlorure de soude et de manganèse.....	Idem.	2 00
Savons ordinaires et de parfumerie.....	Idem.	6 00
Couleurs non dénommées, en pâte ou en tablettes.....	Idem.	4 00
Acide stéarique.....	Idem.	5 00
Colle forte.....	Idem.	10 00
Vernis de toute sorte.....	Idem.	10 00
Orseilles de toute sorte.....	Idem.	2 00

DENOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	Droits.
Racines et bois de teinture et pour tannerie, non dénommés, moulus ou non.....		
Produits chimiques non dénommés, y compris les acides.....		
VERRENERIE ET CRISTALLERIE.		
Glaces brutes.....	Idem.	8 00
Glaces polies non étamées.....	Idem.	15 00
Glaces polies étamées.....	Idem.	25 00
Objets en cristal, unis ou moulés, non colorés et non taillés.....	Idem.	12 00
Objets en cristal, taillés, gravés ou colorés.....	Idem.	15 00
Objets en verre, unis ou moulés, non colorés et non taillés.....	Idem.	6 00
Objets en verre, taillés, gravés ou colorés.....	Idem.	5 00
Verres à vitres.....	Idem.	8 00
Verres à vitres, au 1 ^{er} octobre 1864.....	Idem.	7 00
Bouteilles de toute forme.....	Idem.	7 00
Cristal et verre cassé.....	Idem.	5 00
Cristal de roche brut ou ouvré.....	Idem.	3 00
POTERIES.		
Poterie grossière de terre et de grès commun :		
Carreaux, briques et tuiles.....	Exempts.	
Tuyaux de drainage et autres.....	Idem.	
Carreaux enduits ou vernissés.....	Les 100 kilog.	0 ^f 90 ^c
Crevets, jarres à huile, fourneaux, même incrustés de faïence et autres ouvrages grossiers.....	Idem.	1 15
Poterie en terre et en grès commun.....	Idem.	3 45
Poterie de faïence et de grès fin :		
Carreaux pour pavés.....	Idem.	2 ^f 00 ^c
Ouvrages divers blancs.....	Idem.	8 00
Ouvrages divers dorés, peints ou colorés.....	Idem.	12 00
Porcelaine blanche.....	Idem.	15 00
Porcelaine dorée, peinte ou coloriée.....	Idem.	12 00
ARTICLES DIVERS.		
Fleurs artificielles et leurs fournitures.....	Le kilog.	5 ^f 00 ^c plus 5 p. 0/0
Objets de mode.....	Idem.	ad valorem.
Tresses en paille de toute sorte.....	Idem.	
Tresses en paille pour cordages.....	Les 100 kilog.	5 ^f 00 ^c
Chapeaux de paille.....	Idem.	2 00
Mercurie commune de bois.....	Exempts.	
Mercurie commune autre.....	Les 100 kilog.	40 00
Mercurie fine.....	Idem.	50 00
(Les boutons et la broserie suivent le même régime.)	Idem.	100 00
Instruments de musique :		
Orgues pour église.....	Idem.	10 00
Orgues portatives.....	La pièce.	4 00
Pianos.....	Idem.	7 ^f 00 ^c plus 5 p. 0/0
Autres instruments.....	Idem.	ad valorem.
Épingles.....	Idem.	0 ^f 50 ^c
Caoutchouc et gutta-percha ouvrés.....	Les 100 kilog.	50 00
Caoutchouc et gutta-percha en passementerie et rubans.....	Idem.	20 85
Caoutchouc et gutta-percha en fils et en courroies pour machines et mécaniques.....	Idem.	115 50
Toiles cirées pour emballages, pour ameublements, tentures et autres usages.....	Idem.	4 60
	Ad valorem.	10 p. 0/0.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	Droits.
Cire à cacheter.....	<i>Ad valorem.</i>	10 p. o/o.
Cirage de toute sorte.....	Les 100 kilog.	4 ¹ 00 ^e
Encre à écrire ou à imprimer.....	<i>Idem.</i>	11 55
Filets de pêche.....	<i>Idem.</i>	13 85
Poissons d'eau douce frais.....	Exempt.	
Poissons d'eau douce préparés.....	Les 100 kilog.	4 60
Épices préparées (sauces).....	<i>Idem.</i>	25 00
Fromages de pâte dure.....	<i>Idem.</i>	4 00
Fromages de pâte molle.....	<i>Idem.</i>	3 00
Bière.....	L'hectolitre.	2 ^e en sus du droit de consommation
Cidre.....	<i>Idem.</i>	3 ¹ 30 ^e
Mélasse.....	Les 100 kilog.	6 95
Eaux-de-vie et alcools :		
En futailles, simples de 22 degrés et au-dessous.....	L'hectolitre.	5 50
En futailles, simples au-dessus de 22 degrés.....	<i>Idem.</i>	10 00
En futailles, composés (liqueurs).....	<i>Idem.</i>	15 00
En bouteilles, simples.....	La bouteille.	0 10
En bouteilles, composés.....	<i>Idem.</i>	0 15
Ardoises.....	Exempt.	
Plumes à écrire, brutes ou apprêtées.....	<i>Idem.</i>	
Plumes à lit de toute sorte, duvets et autres.....	Les 100 kilog.	11 ¹ 55 ^e
Cire brute, jaune, blanche et ouvrée.....	<i>Ad valorem.</i>	3 p. o/o.
Lait.....	Exempt.	
Beurre frais ou fondu.....	<i>Idem.</i>	
Beurre salé.....	Les 100 kilog.	2 ¹ 00 ^e
Miel.....	<i>Idem.</i>	5 00
Oreillons.....	Exempt.	
Poissons de mer, frais, secs ou salés ou fumés.....	Les 100 kilog.	4 60
Poissons de mer marinés ou à l'huile.....	<i>Idem.</i>	10 00
Graisses de poisson.....	<i>Idem.</i>	5 75
Graisses de toute sorte et dégras de peaux.....	<i>Idem.</i>	1 00
Blanc de baleine et de cachalot.....	<i>Idem.</i>	2 00
Fanons de baleine bruts.....	Exempt.	
Peaux de chien de mer.....		
Corail brut, taillé non monté.....		
Drogueries :		
Cantharides desséchées, civettes, musc, castoreum, ambre gris, fruits à distiller, storax, styrax, sarco-colle, kino et autres sucs végétaux desséchés, racines médicinales de toute espèce, herbes, fleurs, feuilles et écorces médicinales, agaric (amadou), kermès minéral, extrait de quinquina, camphre brut et raffiné, pralis, anis vert.....	Les 100 kilog.	2 ¹ 00 ^e
Éponges ordinaires.....	<i>Idem.</i>	20 00
Éponges fines.....	<i>Idem.</i>	50 00
Os, sabots de bétail et dents de loup.....	Exempt.	
Cornes de bétail brutes.....	Exempt.	
Cornes de bétail préparées.....	Les 100 kilog.	3 ¹ 00 ^e
Résines ordinaires d'exsudation et de combustion.....	<i>Idem.</i>	1 00
Résines ordinaires épurées.....	<i>Idem.</i>	2 00
Résines exotiques et gommes-résines, baumes.....	<i>Idem.</i>	2 00
Jus de réglisse.....	<i>Idem.</i>	4 00
Liège brut.....	Exempt.	
Liège ouvré.....	Les 100 kilog.	10 ¹ 00 ^e
Bois de teinture, même moulus.....		
Joncs et roseaux bruts.....		
Écorces à tan de toute sorte, même moulus.....	Exempt.	
Sumac moulu.....		
Betteraves.....		
Pommes de terre.....		
Houblon.....	Les 100 kilog.	2 ¹ 50 ^e
Graines à semer.....	Exempt.	
Fruits et graines oléagineuses.....	Exempt.	
Fruits verts de table.....	<i>Idem.</i>	

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	DROITS.
Oranges, citrons et leurs variétés.....		Exempts.
Fruits secs et tapés.....		
Fruits confits, cornichons et concombres.....	Les 100 kilog.	8 ^f 00 ^e
Olivés et picholines, câpres.....	Idem.	3 00
Légumes salés ou confits au vinaigre.....	Idem.	0 25
Racines de chicorée vertes.....	Idem.	1 00
Racines de chicorée sèches.....		Exempts.
Plantes alcalines.....		
Marbres et albâtres de toute sorte :		
Bruts, équaretés, ébauchés et pulvérisés.....		Idem.
Sciés en planches de seize centimètres et plus d'épais- seur.....	Les 100 kilog.	1 ^f 00 ^e
Autrement sciés, sculptés, moulés ou polis.....	Idem.	1 50
Émaux et autres pierres de construction, brutes, taillées ou sciées.....		Exempts.
Sculptés ou polis.....	Les 100 kilog.	0 ^f 50 ^e
Pierres gemmes de toute sorte.....		Exempts.
Agates et autres pierres de même espèce, ouvrées.....	Ad valorem.	10 p. o/o.
Meules et pierres à aiguiser.....		Exempts.
Chaux et plâtre.....		
Graphite et plombagine.....	Les 100 kilog.	1 ^f 00 ^e
Crayons simples en pierres sciées ou taillées.....	Ad valorem.	10 p. o/o.
Crayons composés à gaine de bois.....	Idem.	Idem.
Parfumerie.....		Exempte.
Moutarde en graines.....	Les 100 kilog.	5 ^f 00 ^e
Moutarde liquide ou composée.....	Idem.	5 00
Chicorée brûlée ou moulue.....		
Bougies de toute sorte :		
En cire.....		Régime de la cire ouvrée.
D'acide stéarique.....	Les 100 kilog.	10 ^f 00 ^e
Chandelles de suif.....	Idem.	5 00
Colle de poisson.....	Idem.	11 50
Extrait de viande.....		Exempt.
Chocolat et cacao simplement broyé.....	Les 100 kilog.	35 ^f 00 ^e
Eaux minérales (cruches et bouteilles non comprises).....		Exempts.
Papier blanc et de pâte de couleur de toute qualité.....	Les 100 kilog.	10 ^f 00 ^e
Papier peint ou doré, et pour tenture.....	Idem.	25 00
Papier grossier pour enveloppes et brouillard.....	Idem.	8 00
Cartons de toute espèce.....	Idem.	8 00
Livres en langues italienne, mortes ou étrangères.....		Exempts.
Livres reliés en velours ou autrement.....	Le kilog.	1 ^f 00 ^e
Gravures, lithographies et étiquettes.....		Exempts.
Cartes géographiques.....	Idem.	
Musique gravée.....	Les 100 kilog.	15 ^f 00 ^e
Objets de collection hors de commerce.....		Exempts.
Statues modernes en marbre ou en pierre.....		Exempts.
Statues modernes en métal, de grandeur naturelle au moins.....	Idem.	
Simbloterie.....	Les 100 kilog.	40 ^f 00 ^e
Yannerie grossière.....	Idem.	5 00
Yannerie fine.....	Idem.	20 00
Yannerie (nattes).....	Idem.	2 00
Parasols et parapluies en soie.....	La pièce.	1 00
Parasols et parapluies d'autre étoffe.....	Idem.	0 50
Parasols et parapluies (fournitures).....	Les 100 kilog.	20 00
Bains communs.....		
Bois de chêne et de noyer.....		Exempts.
Bitume de toute sorte.....		
Amidon.....	Les 100 kilog.	1 ^f 50 ^e
Soufre brut, épuré ou sublimé.....		Exempt.
Huiles fines d'olive.....	Les 100 kilog.	3 ^f 00 ^e
Huiles fines de sésame, d'arachide, de pavot et autres non dénommées, comestibles ou combustibles.....	Idem.	6 00

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	DROITS.
Huiles fines de lin, de chènevis, de palme, de coco, de noix, de poisson et autres, non comestibles ni combustibles.....	Les 100 kilog.	5 ¹ 75 ¹
Essences volatiles d'orange et leurs variétés.....	Exemptes.	
Cartes à jouer.....	Le jeu.	0 ¹ 20 ¹
Tarots.....	Idem.	0 30 ¹
Cordes et câbles.....	Les 100 kilog.	3 00
Riz en grains.....		
Pâtes d'Italie.....		
Sangsues.....		
Champignons et truffes.....		Exemptes.
Gibier.....		
Viande fraîche.....		
Volaille.....		
Manne.....	Les 100 kilog.	2 ¹ 00 ¹
Mules et mulets.....	Par tête.	5 00
Eau de la Chartreuse.....		
Racines de réglisse.....		Exemptes.

A l'égard des articles tarifés spécifiquement à leur importation en Italie et tarifés à la valeur à leur importation en France, le gouvernement italien se réserve la faculté de remplacer ces droits spécifiques par des droits à la valeur qui ne pourront être supérieurs à ceux fixés pour l'importation en France desdits articles.

Cette réserve n'est pas applicable aux tissus de laine.

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé E. ROUHER.

(L. S.) Signé NIGRA.

(L. S.) Signé SCIALOJA.

Tarif C annexé au Traité de commerce. (Article 3.)

DROITS À LA SORTIE DE FRANCE.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX des droits.
Peaux brutes.....	"	Exemptes.
Oreillons.....	"	Exemptes.
Os de toute espèce et cornes de bétail.....	"	Idem.
Tourteaux de graines oléagineuses.....	"	Idem.
Engrais.....	"	Idem.
Soies. { en coccons.....	"	Idem.
{ teintes de toute sorte.....	"	Idem.
{ à coudre.....	"	Idem.
Bourre de soie filée.....	"	Idem.
Chiffons de laine sans mélange.....	"	Idem.
Chardons, cardères.....	"	Idem.
Noir animal.....	"	Idem.
Meules.....	"	Idem.
Bois de noyer.....	"	Idem.
Autres chiffons et drilles de toute espèce.....	"	Idem.
Pâte à papier.....	Les 100 kil.	12 ¹ 00 ¹
Vieux cordages goudronnés ou non.....	Idem.	8 ¹ 00 ¹

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé E. ROUHER.

(L. S.) Signé NIGRA.

(L. S.) Signé SCIALOJA.

Tarif D annexé au Traité de commerce. (Article 3.)

DROITS À LA SORTIE D'ITALIE.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	DIST.	DROITS.
Charbon de bois.....	Exempt.	
Bois à brûler.....		
Bois de toute espèce, brut, équarri ou scié, ou ouvré..		
Armes de toute qualité.....		
Huiles d'olives.....		
Soufre brut.....	Les 100 kilog.	1 ⁰⁰
	Idem.	1 00

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé E. ROUHER.

(L. S.) Signé NIGRA.

(L. S.) Signé SCIALOJA.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,
Signé J. BAROCHE.

Le Ministre des affaires étrangères,
Signé DROUYN DE LHUYS.

N° 11,939. — DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention de navigation conclue, le 13 juin 1862, entre la France et l'Italie.

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention de navigation ayant été conclue, le 13 juin 1862, entre la France et le royaume d'Italie, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris, le 19 janvier 1864, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi d'Italie, animés d'un égal désir de contribuer au développement des relations commerciales et maritimes entre les deux Pays, en assurant à leurs pavillons respectifs la jouissance d'un régime réciproquement avantageux, ont résolu de conclure à cet effet une Convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. *Edouard-Antoine Thouvenel*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre religieux et militaire des Saints-Maurice et Lazare etc. etc. etc.; son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et M. *Rouher*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., ministre et secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Et Sa Majesté le Roi d'Italie, M. le chevalier *Constantin Nigra*, grand-officier de son ordre religieux et militaire des Saints-Maurice et Lazare, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Et M. le professeur *Antonio Scialoja*, commandeur de son ordre religieux et militaire des Saints-Maurice et Lazare, chevalier de l'ordre civil de Savoie, etc. etc. etc., député au Parlement national et secrétaire général de son ministère des finances;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les habitants des deux Pays; ils ne payeront point, pour exercer leur commerce ou leur industrie dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux États, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement ou ne fassent que les traverser à titre de commis marchands ou commis voyageurs, de patentes, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux; et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent, pour l'exploitation du commerce ou de l'industrie, les citoyens de l'un des deux États seront communs à ceux de l'autre.

2. Les navires français venant directement des ports de France avec chargement, et, sans chargement, de tout port quelconque, ne payeront, dans les ports de l'Italie, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de pilotage, de balisage, de quai, de quarantaine, de port, de phare, de courtage, d'expédition et d'autres charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, des particuliers ou établissements quelconques, que ceux dont sont ou

seront passibles, en Italie, les navires italiens venant des mêmes lieux ou ayant la même destination.

Par réciprocité, les navires italiens venant directement des ports de l'Italie avec chargement et, sans chargement, de tout port quelconque, dans les ports de France, seront assimilés, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, aux navires français, pour tous les droits ou charges quelconques portant sur la coque du navire.

3. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et, généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux, dans l'un des deux États, aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre Puissance; la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtimens français et les bâtimens italiens soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

4. Seront respectivement considérés comme navires français ou italiens ceux qui, naviguant sous le pavillon de l'un des deux États, seront possédés et enregistrés selon les lois du pays, et munis de titres et patentes régulièrement délivrés par les autorités compétentes.

5. Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États de l'une des Hautes Parties contractantes par navires nationaux pourront également y être importés, sauf paiement des surtaxes différentielles de douane à l'entrée, ou en être exportés librement par des navires de l'autre Puissance.

Les marchandises importées dans les ports de France ou d'Italie par les navires de l'une ou de l'autre Puissance pourront y être livrées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou, enfin, être mises en entrepôt, au gré des propriétaires ou de leurs ayants cause; le tout, sans être assujetties à des droits de magasinage, de vérification, de surveillance ou autres charges de même nature, plus forts que ceux auxquels seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

6. Les marchandises de toute nature importées directement d'Italie en France sous pavillon italien et, réciproquement, les marchandises de toute nature importées directement de France en Italie sous pavillon français, jouiront des mêmes exemptions, restitutions de droits, primes ou autres faveurs quelconques; elles ne payeront respectivement d'autres ni de plus forts droits de douane, de navigation ou de péage, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, de particuliers ou d'établissements quelconques, et ne seront assujetties à aucune autre formalité, que si l'importation en avait lieu sous pavillon national.

7. Les marchandises de toute nature qui seront exportées de l'Italie par navires français, ou de France par navires italiens pour



quelque destination que ce soit, ne seront pas assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon, de toutes primes et restitutions de droits ou autres faveurs qui sont ou seront accordées, dans chacun des deux Pays, à la navigation nationale.

8. Il est fait exception aux stipulations de la présente Convention, en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet dans l'un ou l'autre Pays.

9. Les navires français entrant dans un port de l'Italie et, réciproquement, les navires italiens entrant dans un port de France, et qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison pourront, en se conformant, toutefois, aux lois et règlements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront naturellement être perçus qu'aux taux fixés pour la navigation nationale.

10. Les capitaines et patrons des bâtiments français et italiens seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir, dans les ports respectifs des deux États, aux expéditionnaires officiels.

11. Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition, dans les ports respectifs :

1° Les navires qui, entrés sur lest, de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest;

2° Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits;

3° Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait opération de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire, en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

12. Les navires français à vapeur sont autorisés à faire soit la navigation d'escale, soit la navigation de côte ou de cabotage dans tous les États de terre ferme et dans les îles de Sardaigne et de Sicile qui constituent le Royaume d'Italie, sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits que ceux qui sont imposés aux navires nationaux.

Par réciprocité, les navires italiens à vapeur sont autorisés à faire,

soit la navigation d'escale, soit la navigation de côte ou de cabotage, dans tous les ports français de la Méditerranée, y compris ceux de l'Algérie, sans être assujettis à d'autres qu'à de plus forts droits que ceux qui sont imposés aux navires nationaux.

13. Les navires italiens venant des possessions britanniques en Europe seront traités comme les navires français venant des mêmes possessions.

14. Les navires français faisant l'intercourse entre les ports italiens et l'Algérie seront, en tout, en Italie, placés sur la même ligne que les bâtiments français se livrant à l'intercourse directe entre les ports français et les ports italiens.

Les navires italiens employés à la même intercourse jouiront, dans les ports de l'Algérie, d'une réduction de cinquante pour cent sur le taux général des droits de tonnage.

Le droit de patente actuellement imposé aux pêcheurs de corail italiens sur les côtes de l'Algérie est réduit de moitié.

15. En tout ce qui concerne les droits de navigation, les deux Hautes Parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucun privilège, faveur ou immunité à un autre État, qui ne soit aussi, et à l'instant même, étendu à leurs sujets respectifs.

16. La présente Convention sera soumise à l'approbation du parlement italien.

17. La présente Convention restera en vigueur pendant douze années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans cette Convention, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

18. Les stipulations qui précèdent seront exécutoires dans les deux États immédiatement après l'échange des ratifications.

19. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 13 juin de l'an de grâce 1862.

(L. S.) Signé THOUVENEL.

(L. S.) Signé NIGRÀ.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé DROUIN DE LURE.

N° 11,940. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la côte de Feronne, route départementale du Gard n° 1, de Nîmes à Uzès, suivant la direction générale indiquée par des lignes rouges modifiées en bleu sur le plan annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de l'entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans à partir de sa promulgation. (*Saint-Cloud, 2 Septembre 1863.*)

N° 11,941. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de l'Eure n° 9, d'Évreux à Alençon, à la sortie d'Évreux, suivant les lignes bleues, puis rouges, du plan annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Saint-Cloud, 2 Septembre 1863.*)

N° 11,942. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Les terrains teintés en vermillon et en jaune, cotés A C sur le plan ci-annexé, sont attribués à la commune de Mausoleo, canton d'Olimi-Capella, arrondissement de Calvi, département de la Corse. Le territoire teinté en jaune et coté B est attribué à la commune de Pioggiola, même canton. Le territoire teinté en vert et coté D est distrait de la commune de Mausoleo et réuni à la commune de Pioggiola.

En conséquence, la limite entre les deux communes est fixée conformément au liséré carmin indiqué sur ledit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis. (*Paris, 14 Décembre 1863.*)

N° 11,943. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. L'enclave désignée par une teinte verte sur le plan ci-annexé est distraite de la commune de Fozzano, canton d'Olmeto, arrondissement de Sartène, département de la Corse, et réunie à la commune de Viggianello, même canton.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis. (*Paris, 14 Décembre 1863.*)

N° 11,944. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Le territoire teinté en bistre sur le plan ci-annexé est distrait de la commune d'Olmeto, canton de ce nom, arrondissement de Sartène, département de la Corse, et réuni à la commune de Viggianello, même canton.

En conséquence, la limite entre la commune d'Olmeto et la commune de Viggianello est fixée conformément à la ligne carmin indiquée sur ledit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis. (*Paris, 14 Décembre 1863.*)

N° 11,945. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. La section de Saint-Léger est distraite de la commune du May, canton de Beaupréau, arrondissement de Cholet, département de Maine-et-Loire, et formera, à l'avenir, une commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Saint-Léger.

2. La limite entre la commune de Saint-Léger et la commune du May est fixée conformément au tracé du liséré teint en rouge et en vert sur le plan ci-annexé.

3. La distraction prononcée aura lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis. (*Paris, 14 Décembre 1863.*)

N° 11,946. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Saint-Pierre-de-la-Cour, canton de Bais, arrondissement de Mayenne, département de la Mayenne, prendra, à l'avenir, le nom de Saint-Pierre-sur-Orthe. (*Paris, 14 Décembre 1863.*)

N° 11,947. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Les communes de Domfront et de Saint-Front, arrondissement

et canton de Domfront, département de l'Orne, sont réunies en une seule dont le chef-lieu est fixé à Domfront.

2. Les communes réunies continueront à jouir, comme sections de communes, de tous les droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les habitants de l'ancienne commune de Saint-Front, qui sont en dehors de l'agglomération urbaine, n'auront point à supporter les charges de l'octroi que pourra établir la commune de Domfront, et les dettes antérieures de l'ancienne ville de Domfront resteront exclusivement à sa charge. (*Paris, 14 Décembre 1863.*)

N° 11,948. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la commune des Troux, canton de Limours, arrondissement de Rambouillet, département de Seine-et-Oise, prendra à l'avenir, le nom de Boullay-les-Troux. (*Paris, 14 Décembre 1863.*)

N° 11,949. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant création à la résidence d'Arcachon (Gironde) d'un commissariat de police dont la juridiction s'étendra au territoire de cette commune, distraite de la juridiction du commissariat de police des cantons de la Teste et d'Audenge, et qui appartiendra à la cinquième classe. (*Paris, 20 Décembre 1863.*)



Certifié conforme .

Paris, le 22^e Janvier 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1175.

N° 11,950. — *Loi qui approuve un Échange de terrains entre l'État et les Époux Rabeux.*

Du 16 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé l'échange passé devant le préfet de l'Aisne, le 27 décembre 1862, entre l'État, d'une part, et le sieur *Jean Rabeux et Louise-Henriette Gaillardot*, sa femme, d'autre part, d'une parcelle contenant quarante-six ares quatre-vingt-six centiares (46^m 86^c), à prendre dans la forêt domaniale de Retz, au lieu dit *le Bois-Rond*, commune de Dampleux, contre une parcelle de pareille étendue, située dans la même commune, au lieu dit *la Fontaine-Saint-Martin*, appartenant aux époux *Rabeux*.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Décembre 1863.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. BURSON, G. NOUBEL,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un échange d'immeubles dans le département de l'Aisne.

11^e Série.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 8 Janvier 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. DE ROY DE SAINT-ARNAUD, le comte DE BÉARN,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

11,951. — *Loi qui ouvre au Ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1864, un Crédit affecté à la dépense de la Médaille commémorative de l'Expédition du Mexique.*

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, sur l'exercice 1864, un crédit de deux cent quarante-sept mille deux cent-vingt-huit francs (247,228^{fr}), affecté à la dépense de la médaille commémorative de l'expédition du Mexique.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi au moyen de l'excédant des recettes du budget de l'exercice 1864.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Janvier 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Marquis DE TALMONT, comte LE PELETIER D'AYNAT,
G. NOUBEL, SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un crédit de deux cent quarante-sept mille deux cent vingt-huit francs applicable à la dépense de la médaille commémorative de l'expédition du Mexique.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 15 Janvier 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Fait et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 11,952. — Loi qui autorise le département de la Gironde à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Gironde est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, dans sa session de 1863, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de deux cent quinze mille francs (215,000^f), qui sera affectée aux travaux des routes départementales.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Gironde est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, quatre centimes en 1866, trois centimes pendant quatre ans, à partir de 1867, et deux centimes quatre dixièmes en 1871, dont le produit sera consacré, tant au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt à réaliser en vertu de l'article 1^{er} ci-dessus, qu'aux travaux des routes départementales.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Janvier 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, comte LE PELETIER D'AUNAY,
marquis DE TALHOÛET, G. NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt et à une imposition extraordinaire par le département de la Gironde.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 15 Janvier 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUGER.

Vu et scellé du grand sceau :

La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 11,953. — *LOI qui autorise le département de la Seine-Inférieure à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCIONNÉ et SANCIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Seine-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, dans sa session de 1863, à emprunter, au fur et à mesure des besoins constatés et à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, jusqu'à concurrence d'une somme de quatre cent mille francs (400,000^f), qui sera affectée à la création d'ateliers de charité et à la distribution de secours aux indigents.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Seine-Inférieure est également autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant dix ans, à partir de 1865, cinq dixièmes de centime, additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté au remboursement et

au service des intérêts de l'emprunt à réaliser en vertu de l'article 1^{er} ci-dessus.

3. Dans le cas où la somme de quatre cent mille francs ne serait que partiellement empruntée, l'imposition autorisée par l'article précédent serait réduite dans la même proportion.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Janvier 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé MARQUIS DE TALHOUËT, comte LE PELETIER D'AGNAY,
SÉVERIN ABBATUCCI, G. NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt et à une imposition extraordinaire par le département de la Seine-Inférieure.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 15 Janvier 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État,
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 11,954. — *Loi qui autorise la ville d'Alais à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville d'Alais (Gard) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de quatre cent mille francs (400,000), remboursable en vingt-trois années, à partir de 1867, et destinée à la conversion de ses dettes.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

La commission accordée à la société du crédit foncier par l'article 4 de la loi du 6 juillet 1860 pourra être ajoutée au taux d'intérêt ci-dessus fixé, jusqu'à concurrence de trente centimes pour cent francs par an.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant vingt-trois ans, à partir de 1867, neuf centimes additionnels au principal des quatre contributions directes. Le produit de cette imposition, évalué en totalité à trois cent trois mille neuf cent quarante-cinq francs, servira, avec un prélèvement sur les revenus ordinaires, au remboursement de l'emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Janvier 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé COMTE LE PELETIER D'AUNAY, G. NOUVEL, marquis DE TALHOÛËT,
SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à

un emprunt et à une imposition extraordinaire par la ville d'Alais (Gard).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 15 Janvier 1864.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Gardien des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*
Signé J. BAROCHE.

N° 11,955. — *Loi qui autorise la ville de Nice à affecter à l'exécution de divers Travaux d'utilité publique une somme restant libre sur l'Emprunt contracté en exécution du décret du 30 décembre 1860, rendu en vertu du sénatus-consulte du 12 juin précédent.*

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Nice, département des Alpes-Maritimes, est autorisée à affecter une somme de six cent quatre-vingt-neuf mille deux cent dix-sept francs (689,217^f), restant libre sur l'emprunt de

deux millions deux cent quatre-vingt-un mille huit cent vingt et un francs contracté en exécution du décret du 30 décembre 1860, rendu en vertu du sénatus-consulte du 12 juin 1860, à l'exécution de divers travaux d'utilité publique, tels que : élargissement d'un quai et de deux chemins vicinaux, agrandissement du lycée, construction d'un presbytère, ouverture d'une avenue et d'une rue, agrandissement d'une place.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Janvier 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, G. NOUBEL, SÉVERIN ABBATUCCI,
marquis DE TALHOÛËT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emploi de fonds par la ville de Nice (Alpes-Maritimes).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 15 Janvier 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHER.

Signé E. ROUHER.

N° 11,956. — *Loi qui autorise l'établissement d'une Surtaxe à l'Octroi de la commune de Landivisiau (Finistère).*

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1872 inclusivement, il sera perçu à l'octroi de la commune de Landivisiau, département du Finistère, une surtaxe de dix francs (10^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surimposition est indépendante du droit principal de quatre francs existant sur la boisson ci-dessus.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Janvier 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNY**.

Les Secrétaires,

Signé **SÉVERIN ABBATUCCI**, marquis DE TALHOUËT.
G. NOUBEL, comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Landivisiau (Finistère).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 15 Janvier 1864.

Le Président,

Signé **TROPLONG**.

Les Secrétaires,

Signé **A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD**, le général comte DE GOYON
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé **Baron T. DE LACROSSE**.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux

tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé F. ROUCHER.

N° 11,957. — *LOI portant prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de la commune de Guilers (Finistère).*

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La surtaxe de vingt francs (20^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie, perçue à l'octroi de la commune de Guilers, département du Finistère, continuera d'être exigée jusqu'au 31 décembre 1874 inclusivement, époque à laquelle est prorogée la durée dudit octroi.

Il demeure entendu que cette surimposition est indépendante du droit principal de quatre francs perçu sur ces boissons.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Janvier 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, G. NOUBEL, SÉVERIN ABBATUCCI,
marquis DE TALHOUËT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à

la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Guilers (Finistère).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 15 Janvier 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOTON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 11,958. — *Loi qui fixe les Limites entre les communes de Deuil, d'Enghien et de Montmorency (Seine-et-Oise).*

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire teinté en rouge et coté n° 1 sur le plan annexé à la présente loi est distraît de la commune de Deuil, canton de Montmorency, arrondissement de Pontoise, département de Seine-et-Oise, et réuni à la commune d'Enghien, même canton.

Le territoire teinté en jaune et coté n° 2 est distrait de la commune de Montmorency et réuni à la commune de Deuil.

En conséquence, les limites entre les communes de Deuil, d'Enghien et de Montmorency sont fixées conformément au tracé des lignes lavées en bleu sur ledit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, déterminées ultérieurement par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Janvier 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé Marquis DE TALHOUËT, comte LE PELETIER D'AUNAY,
SÉVERIN ARBATUCCI, G. NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une nouvelle délimitation de communes dans le département de Seine-et-Oise.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 15 Janvier 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG,

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. BOUHAR.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 11,959. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère de la Marine et des Colonies, exercice 1862.

Du 23 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu la loi du 28 juin 1861, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1862;

Vu notre décret du 7 novembre suivant⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits du budget dudit exercice;

Vu les lois des 2 juillet 1862 et 28 mars 1863, qui ont alloué des suppléments de crédit sur le même exercice;

Vu nos décrets des 28 août 1862⁽²⁾ et 29 avril 1863⁽³⁾, portant répartition, par chapitres, de ces suppléments de crédits;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽⁴⁾;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽⁵⁾, sur la comptabilité publique;

Vu la lettre de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 2 décembre 1863;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1862, sur le chapitre VIII du budget du ministère de la marine et des colonies (*Approvisionnement généraux de la flotte*), est réduit d'une somme de huit millions cinq cent trente-quatre mille huit cents francs (8,534,800^f).

2. Les crédits ouverts, pour le même exercice, sur les chapitres ci-après du budget dudit département sont augmentés de pareille somme de huit millions cinq cent trente-quatre mille huit cents francs (8,534,800^f), savoir :

CHAP. III.	Solde et accessoires de la solde	3,008,800 ^f
— III bis.	Services militaires et civils spéciaux en Cochinchine.....	424,000
— V.	Vivres.....	1,412,000
— VII.	Salaires d'ouvriers.....	545,000
— IX.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	3,145,000
SOMME ÉGALE.....		<u>8,534,800</u>

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies, et notre ministre secrétaire d'État au département

⁽¹⁾ Bull. 976, n° 9645.

⁽²⁾ Bull. 1049, n° 10,563.

⁽³⁾ Bull. 1108, n° 11,146.

⁽⁴⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽⁵⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de la marine et des colonies,

Signé Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 11,960. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère de la Marine et des Colonies, exercice 1862.

Du 23 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu la loi du 28 juin 1861, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1862;

Vu notre décret du 7 novembre suivant⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits du budget dudit exercice;

Vu l'article 2 du sénatus consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽²⁾;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽³⁾, sur la comptabilité publique;

Vu la lettre de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 2 décembre 1863;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts pour l'exercice 1862, sur les chapitres ci-après du budget du ministère de la marine et des colonies, sont réduits de la somme de deux cent quarante-deux mille trois cent vingt-quatre francs (242,324'), savoir :

SERVICE MARINE.

CHAP. XII. Chénoumes 20,500'

SERVICE COLONIAL.

CHAP. 1^{er}. Personnel civil et militaire aux colonies 241,824

SOMME ÉGALE 242,324

⁽¹⁾ Bull. 976, n° 9645.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽³⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

2. Les crédits ouverts pour le même exercice, sur les chapitres ci-après du budget du même département, sont augmentés de pareille somme de deux cent quarante-deux mille trois cent vingt-quatre francs (242,324^f), savoir :

SERVICE MARINE.

CHAP. V. Vivres.....	221,824 ^f
VIII. Approvisionnements généraux de la flotte.....	20,500
TOTAL ÉGAL.....	242,324

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Décembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de la marine et des colonies,*

Signé COMTE P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 11,961. — DÉCRET IMPÉRIAL qui reporte à l'exercice 1863 une portion des Crédits ouverts, sur l'exercice 1862, au Département de la Marine et des Colonies, pour l'exécution de grands Travaux d'utilité générale.

Du 23 Décembre 1863.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu les lois des 14 juillet 1860 et 2 juillet 1861, qui ont accordé au département de la marine et des colonies des crédits montant ensemble à six millions sept cent mille francs (6,700,000^f) spécialement affectés à l'exécution de grands travaux d'utilité générale;

Vu nos décrets des 31 août 1860⁽¹⁾ et 25 août 1861⁽²⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits précités;

Vu l'article 6 de la loi du 14 juillet 1860 et l'article 2 de la loi du 2 juillet 1861, desquels il résulte que les crédits non employés en clôture d'exercice pourront être reportés, par décrets, aux exercices suivants;

Vu la lettre de notre ministre secrétaire d'État au département des finances, en date du 1^{er} décembre 1863;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

⁽¹⁾ Bull. 848, n° 8191.

⁽²⁾ Bull. 961, n° 9453.

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts sur l'exercice 1862, aux chapitres suivants du budget ordinaire du département de la marine et des colonies, pour l'exécution de grands travaux d'utilité générale, sont annulés dans les proportions ci-après :

SERVICE MARINE.

CHAP. VIII bis. Approvisionnements généraux de la flotte.....	1,376 ^f
— IX bis. Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	152,000
	153,376

SERVICE COLONIAL.

CHAP. II bis. Matériel civil et militaire.....	15,500
--	--------

ENSEMBLE, cent soixante-huit mille huit cent soixante et seize francs.....	168,876
---	---------------

2. Les crédits ouverts au même département, pour l'exercice 1863, sont augmentés de pareille somme de cent soixante-huit mille huit cent soixante et seize francs (168,876^f), qui sera répartie ainsi qu'il suit au budget extraordinaire dudit exercice 1863 :

3^e SECTION (1^{re} partie).

CHAP. V. Travaux hydrauliques et bâtiments civils (scaphores)..	153,376 ^f
---	----------------------

5^e SECTION (1^{re} partie).

CHAP. XII. Matériel civil et militaire aux colonies (Port-Saint-Pierre).	15,500
--	--------

TOTAL ÉGAL.....	168,876
-----------------	---------------

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Décembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de la marine et des colonies,

Signé Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 11,962. — DÉCRET IMPÉRIAL qui affecte le Dépôt de mendicité de Beaugency au service du département de Loir-et-Cher.

Du 6 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu le décret organique du 5 juillet 1808 ⁽¹⁾, sur l'extinction de la mendicité;

Vu les articles 274 et 275 du Code pénal;

Vu l'arrêté du Gouvernement provisoire, du 15 mars 1848⁽²⁾, qui a institué le dépôt de mendicité de Blois;

La délibération prise par le conseil général de Loir-et-Cher, dans sa séance du 26 août 1863;

Le traité passé, les 6 et 30 novembre 1863, entre les préfets du Loiret et de Loir-et-Cher, pour le placement des mendiants de ce dernier département au dépôt de Beaugency;

L'avis émis par le conseil général du Loiret, séance du 28 août 1863;

Vu l'ordonnance royale du 14 avril 1840, qui a autorisé la création du dépôt de mendicité du Loiret;

Vu les propositions du préfet du département de Loir-et-Cher;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement provisoire, en date du 15 mars 1848, portant création du dépôt de mendicité de Blois, est rapporté.

2. Le dépôt de mendicité de Beaugency (Loiret) est affecté au service du département de Loir-et-Cher.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

N° 11,963. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui affecte le Dépôt de mendicité de Beaugency au service du département d'Indre-et-Loire.*

Du 6 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu le décret impérial du 5 juillet 1808 ⁽¹⁾, sur l'extinction de la mendicité;

Vu les articles 274 et suivants du Code pénal;

Vu le décret impérial du 14 novembre 1853, qui a affecté le dépôt de mendicité de Blois au service du département d'Indre-et-Loire;

⁽¹⁾ IV^e série, Bull. 211, n° 3828.

⁽²⁾ X^e série, Bull. 17, n° 161.

Vu les délibérations prises par le conseil général du Loiret, dans ses sessions de 1861 et 1862, et par le conseil général d'Indre-et-Loire, le 28 août 1863;

Vu l'ordonnance royale du 14 avril 1840, qui a institué le dépôt de mendicité de Beaugency (Loiret);

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le dépôt de mendicité de Beaugency (Loiret) est affecté au service du département d'Indre-et-Loire.

2. Notre décret du 14 novembre 1853, qui a affecté le dépôt de mendicité de Blois au service du département d'Indre-et-Loire, est rapporté.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

N° 11,964. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget de la Légion d'honneur, exercice 1862.

Du 13 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de notre grand chancelier de l'ordre de la Légion d'honneur et sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts;

Vu la loi du 28 juin 1861, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1862;

Vu notre décret du 7 novembre suivant⁽¹⁾, portant répartition des crédits dudit exercice;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 décembre 1856⁽²⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 8 décembre 1863;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert au chapitre III du budget de la Légion

⁽¹⁾ Bull. 976, n° 9645.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

d'honneur, exercice 1862 (*Traitements et suppléments de traitements des membres de l'ordre*), est réduit d'une somme de trente-six mille quatre-vingt-un francs quarante-trois centimes (36,081' 43').

2. Le crédit ouvert au chapitre xiv des mêmes budget et exercice (*Commissions aux receveurs généraux; Remboursements des sommes versées à charge de restitutions et virements*) est augmenté de pareille somme de trente-six mille quatre-vingt-un francs quarante-trois centimes (36,081' 43').

3. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts, notre ministre des finances et notre grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,
Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre de la Maison
de l'Empereur et des beaux-arts,

Signé VAILLANT.

N° 11,965. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits
au Budget de la Légion d'honneur, exercice 1862.

Du 13 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALET.

Sur la proposition de notre grand chancelier de la Légion d'honneur et
sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts ;

Vu la loi du 28 juin 1861, portant fixation du budget général des recettes
et des dépenses de l'exercice 1862 ;

Vu notre décret du 7 novembre suivant ⁽¹⁾, qui répartit par chapitres les
crédits alloués par la loi précitée ;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que, pour le service de la
dette vingère et des pensions, et pour celui des dépenses payables sur revues,
les rappels d'arrérages seront imputés sur l'exercice courant, mais qu'en fin
d'exercice le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un
virement de crédit autorisé par une ordonnance royale, qui sera soumise
aux chambres avec la loi du règlement de l'exercice expiré ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 8 décembre 1863 ;

Notre Conseil d'État entendu ,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts pour l'exercice 1862, aux chapitres
suivants du budget de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, sont

⁽¹⁾ Bull. 976, n° 9645.

réduits d'une somme de deux cent quatre-vingt-dix-sept mille trois cent quatre-vingt-treize francs huit centimes (297,393¹ 08^c), savoir :

CHAP. III. Traitements et suppléments de traitements des membres de l'ordre.....	202,800 ¹ 30 ^c
— VII. Traitements de la médaille militaire.....	94,592 78
TOTAL.....	297,393 08

Cette somme est appliquée à deux nouveaux chapitres du même exercice, savoir :

CHAP. XIX. Rappels d'arrérages de traitements ou de suppléments de traitements de la Légion d'honneur des exercices clos.....	202,800 ¹ 30 ^c
— XXII. Rappels d'arrérages de traitements de la médaille militaire des exercices clos.....	94,592 78
TOTAL.....	297,393 08

2. Le présent décret sera annexé au projet de loi portant règlement définitif de l'exercice 1862.

3. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts, notre ministre des finances et notre grand chancelier de la Légion d'honneur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Maréchal de France, Ministre de la Maison
de l'Empereur et des beaux-arts,*

Signé VAILLANT.

N° 11,966. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de l'Ain n° 15, de Saint-Genis à la frontière Suisse, dans la traverse de Chevry, suivant la direction générale indiquée en rouge sur le plan annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de l'entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de trois ans, à partir de sa promulgation. (*Saint-Cloud, 2 Septembre 1863.*)

N° 11,967. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui :

1° Réunit en association syndicale les propriétaires intéressés au curage à vieux fonds et vieux bords et au faucardement de la rivière de la Vouge depuis le pont d'Aubigny jusqu'à son embouchure dans la Saône, ainsi que de ses dérivations, ses bras de décharge, etc.

2° Déclare d'utilité publique les travaux d'élargissement et de rectifications partielles proposés par le syndicat provisoire, pour l'amélioration de la Vouge inférieure, sur les territoires des communes d'Aubigny, Magny-les-Aubigny, Brazey, Esbarres et Saint-Usage (Côte-d'Or), tels qu'ils sont figurés sur le plan annexé au décret. (*Saint-Cloud, 2 Septembre 1863.*)

N° 11,968. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification des côtes de Boussac et Saint-Genet, route départementale du Tarn n° 17, de Rabastens à Salvagnac, suivant la direction générale indiquée en rouge sur le plan annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 7 Octobre 1863.*)

N° 11,969. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route d'Indre-et-Loire n° 21, de Langeais à Neuvy-le-Roi, entre Neuillé-Pont-Pierre et Neuvy-le-Roi, suivant la direction générale indiquée en rouge sur le plan annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 12 Octobre 1863.*)

N° 11,970. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de l'Ain n° 5, du pont de la Balme à Dortan, au passage dit *du Fer-à-Mulet*, suivant la direction générale figurée par les lignes rouges du plan du 30 avril 1863, qui demeurera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux

dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de trois ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 12 Octobre 1863.*)

N° 11,971. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de l'Ain n° 5, du pont de la Balme à Dortan, à la sortie de Lompniéu, suivant la direction générale exprimée par les lignes rouges du plan du 11 juillet 1862, qui demeurera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de trois ans à partir de sa promulgation. (*Paris, 12 Octobre 1863.*)

N° 11,972. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Grandin (*Marie-Antoine-Auguste*), receveur particulier des finances, né le 31 août 1834, à Berville-en-Romois (Eure), demeurant à Orthez (Basses-Pyrénées), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de l'Epremier*, et à s'appeler, à l'avenir, *Grandin de l'Epremier*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 20 Décembre 1863.*)

N° 11,973. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Giraud (*Marc-Antoine-Émile-Alexis*), avocat, né le 27 août 1839, à Marseille (Bouches-du-Rhône), demeurant à Paris, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Teulon*, et à s'appeler, à l'avenir, *Giraud-Teulon*.

2° M. Baudoin (*Louis-Denis-Philippe*), marchand de bois, né le 23 mai 1842, à Neuilly (Seine), demeurant à Paris, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Macker*, et à s'appeler, à l'avenir, *Baudoin-Macker*.

3° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, les changements résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 23 Décembre 1863.*)

N° 11.974. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant que le décret du 9 avril 1862, qui assigne dix-huit offices d'huissier au tribunal de première instance de Saint-Dié (Vosges), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à dix-sept. (*Paris, 30 Décembre 1863.*)

N° 11.975. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° L'ordonnance du 19 mars 1820, qui assigne dix offices d'avoué au tribunal de première instance de Mende (Lozère), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à huit.

2° Le décret du 21 février 1852, qui assigne sept offices d'avoué au tribunal de première instance de Saint-Dié (Vosges), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à six.

3° Le décret du 28 juin 1859, qui assigne quinze offices d'huissier au tribunal de première instance de Trévoux (Ain), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à quatorze.

4° Le décret du 26 août 1857, qui assigne quinze offices d'huissier au tribunal de première instance de Vic (Meurthe), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à quatorze. (*Paris, 6 Janvier 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 25 * Janvier 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1176.

N° 11,976. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise la *Compagnie havraise de Magasins publics et de Magasins généraux* à agrandir le *Magasin général* qu'elle a établi au Havre.

Du 20 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les décrets en date du 13 novembre 1859⁽¹⁾, portant autorisation d'établir au Havre un magasin général et une salle de ventes publiques et de constituer, sous la dénomination de *Compagnie havraise de magasins publics et de magasins généraux*, une société anonyme pour la réalisation de cet objet;

Vu la demande formée par le conseil d'administration de ladite compagnie;

Vu le plan produit;

Vu les avis émis par la chambre de commerce du Havre et par M. le sénateur préfet de la Seine-Inférieure;

Vu la loi du 28 mai 1858 et le décret du 12 mars 1859⁽²⁾;

La section des travaux publics, de l'agriculture et du commerce du Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. La société anonyme formée au Havre sous la dénomination de *Compagnie havraise de magasins publics et de magasins généraux*, et autorisée à établir un magasin général avec salle de ventes publiques dans les locaux situés à l'est du bassin Vauban et du bassin des docks-entrepôts, est autorisée, aujourd'hui, à adjoindre à ces locaux les terrains teints en brun sur le plan ci-dessus visé et qui restera annexé au présent décret.

2. Les magasins à créer sur lesdits terrains seront spécialement destinés à recevoir en dépôt les huiles de pétrole, essences et autres marchandises dangereuses.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution

⁽¹⁾ Bull. 747, n° 7131, et Bull. 617, par. supplémentaire, n° 9221.

⁽²⁾ Bull. 673, n° 6304.

du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois et inséré au Moniteur.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Décembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 11,977. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la Contribution spéciale à percevoir, en 1864, pour les dépenses de plusieurs Chambres et Bourses de commerce.

Du 20 Décembre 1863.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 11 de la loi de finances du 23 juillet 1820;

Vu l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838, les lois des 25 avril 1844, 18 mai 1850, 4 juin 1858 et celle du 13 mai 1863,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de soixante et treize mille quatre cent soixante et dix-neuf francs (73,479'), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, plus cinq centimes (0^e 05^e) par franc pour couvrir les non-valeurs, et trois centimes (0^e 03^e) aussi par franc pour subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1864, conformément au tableau annexé au présent décret, sur les patentés désignés par l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois des 18 mai 1850 et 4 juin 1858.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Décembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Abbeville.....	Somme.....	Chambre...	2,350 ^f	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Avignon.....	Vaucluse.....	Idem.....	2,300	Patentés de tout le département.
Bonnepau.....	Doubs.....	Idem.....	4,271	Idem.
Boulogne.....	Pas-de-Calais....	Idem.....	2,500	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Caen.....	Calvados.....	Idem.....	5,079	Idem.
		Bourse.....	810	Patentés de la ville de Caen.
Clermont-Ferrand	Puy-de-Dôme....	Chambre...	899	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Dunkerque.....	Nord.....	Idem.....	4,773	Idem.
		Bourse.....	470	Patentés de la ville de Dunkerque.
Écompi.....	Seine-Inférieure..	Chambre...	2,500	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Gray.....	Haute-Saône.....	Idem.....	1,922	Patentés de tout le département.
Le Mans.....	Sarthe.....	Idem.....	1,799	Idem.
Limoges.....	Haute-Vienne.....	Idem.....	3,500	Idem.
Morlaix.....	Finistère.....	Idem.....	1,738	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Nice.....	Alpes-Maritimes..	Idem.....	6,500	Patentés de tout le département.
Orléans.....	Loiret.....	Idem.....	3,000	Idem.
		Bourse.....	1,500	Patentés de la ville d'Orléans.
Rennes.....	Ille-et-Vilaine....	Chambre...	2,100	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Rouen.....	Seine-Inférieure..	Idem.....	8,957	Idem.
		Bourse.....	4,974	Patentés de la ville de Rouen.
Saint-Dizier....	Haute-Marne.....	Chambre...	2,400	Patentés de tout le département.
Saint-Etienne...	Loire.....	Idem.....	3,000	Idem.
Tiers.....	Puy-de-Dôme....	Idem.....	487	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
		Idem.....	3,000	Patentés de tout le département.
Toulouse.....	Haute-Garonne...	Bourse.....	2,100	Patentés de la ville de Toulouse.
Troyes.....	Aube.....	Chambre...	750	Patentés de tout le département.
		TOTAL..	73,47	

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour, enregistré sous le n° 1006.

Paris, le 20 Décembre 1863.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 11,978. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise l'établissement et l'exploitation, au Mans, d'un Magasin général et d'une Salle de Ventes publiques de Marchandises en gros.

Du 20 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'acte sous seings privés, en date des 9 et 10 octobre 1863, déposé chez M^r *Berthault*, notaire au Mans, par acte du 15 octobre 1863, qui constitue, sous la raison sociale *Demorieux et Doniau*, une société en nom collectif pour ouvrir et exploiter un magasin général au Mans ;

Vu la demande formée par la société ci-dessus dénommée, en autorisation d'établir et d'exploiter au Mans (Sarthe) un magasin général et une salle de ventes publiques ;

Vu le plan produit à l'appui ;

Vu les avis émis par la chambre et le tribunal de commerce du Mans et par le préfet de la Sarthe ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 20 décembre 1860 ;

Vu les lois des 28 mai 1858 et les décrets des 12 mars 1859 ⁽¹⁾ et 30 mai 1863 ⁽²⁾ ;

La section des travaux publics, de l'agriculture et du commerce du Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. La société en nom collectif constituée sous la raison sociale *Demorieux et Doniau* est autorisée à établir et à exploiter au Mans (Sarthe), conformément aux lois du 28 mai 1858 et aux décrets des 12 mars 1859 et 30 mai 1863, un magasin général et une salle de ventes publiques de marchandises en gros, sur l'emplacement indiqué au plan ci-dessus visé, lequel restera annexé au présent décret.

2. Ledit établissement est autorisé à recevoir, en entrepôt fictif, des marchandises et des produits soumis à des taxes d'octroi ou à des impôts de consommation intérieure.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois et inséré au Moniteur.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Décembre 1863.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **ARMAND BÉHIC**.

⁽¹⁾ Bull. 673, n° 6304.

⁽²⁾ Bull. 1126, n° 11,371.

N° 11,979. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget du Ministère de la Marine et des Colonies, exercice 1863.*

Du 23 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu la loi du 2 juillet 1862, portant fixation du budget général ordinaire des dépenses et des recettes de l'exercice 1863;

Vu notre décret du 23 novembre 1862 ⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits dudit budget;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾, concernant les virements de crédits;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862 ⁽³⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu la lettre de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 1^{er} décembre 1863;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1863, sur le chapitre **XXIII** du budget ordinaire (5^e section) du ministère de la marine et des colonies (*Service pénitentiaire à la Guyane*), est réduit d'une somme de quinze mille francs (15,000^f).

2. Le crédit ouvert, pour le même exercice, sur le chapitre **XX** (*Chiourmes*) du même budget (4^e section), est augmenté de pareille somme de quinze mille francs (15,000^f).

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 23 Décembre 1863.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé **ACHILLE FOULD**.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de la marine et des colonies,

Signé **Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT**.

⁽¹⁾ Bull. 1070, n° 10,729.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽³⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

N° 11,980. — DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare d'utilité publique l'établissement du Chemin de fer d'Orléans à la ligne du Bourbonnais, et rend définitive la concession dudit Chemin, accordée à titre éventuel à la Compagnie d'Orléans.

Du 6 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu notre décret du 19 juin 1857⁽¹⁾, approuvant la convention passée avec la compagnie d'Orléans, le 11 avril 1857; ensemble ladite convention et spécialement l'article 9, par lequel il est fait concession, à titre éventuel, à cette compagnie, dans le cas où l'utilité publique en serait reconnue, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841, d'un chemin de fer d'Orléans vers un point du chemin de fer du Bourbonnais à déterminer de Montargis à Briare;

Vu les loi et décret du 11 juin 1859⁽²⁾, approuvant la convention passée avec ladite compagnie, les 10 juillet 1858 et 11 juin 1859; ensemble ladite convention;

Vu la loi du 11 juin et notre décret du 6 juillet 1863⁽³⁾, portant approbation de la convention passée avec la même compagnie, le 11 juin de ladite année; ensemble ladite convention et spécialement le paragraphe 4 de l'article 5 de cette convention, lequel est ainsi conçu :

« Sur les lignes de.....

.....
« D'Orléans à la ligne du Bourbonnais, précédemment concédés, les terrassements et les ouvrages d'art pourront n'être exécutés que pour une seule voie; les terrains devront être, dans tous les cas, acquis pour deux voies. »

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement dudit chemin;

Vu les pièces de l'enquête ouverte dans le département du Loiret et notamment le procès-verbal de la commission d'enquête, en date des 3, 15 et 16 janvier 1863;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 26 novembre 1863;

Vu la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 (article 4);

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement du chemin de fer d'Orléans à la ligne du Bourbonnais.

En conséquence, la concession dudit chemin, accordée à titre éventuel à la compagnie d'Orléans par les conventions des 11 avril 1857, 28 juillet 1858 et 11 juin 1859, est déclarée définitive.

2. Le chemin de fer ci-dessus mentionné se détachera de la ligne d'Orléans à Vierzon, à la suite du pont établi à la rencontre de la route impériale n° 20, passera par ou près Châteauneuf-sur-Loire,

⁽¹⁾ Bull. 522, n° 4796.

⁽²⁾ Bull. 709, n° 6703.

⁽³⁾ Bull. 1141, n° 11,559.

les Bordes, Ouzouer-sur-Loire, et se raccordera à la ligne du Bourbonnais, en deçà de la gare de Gien, en un point qui sera déterminé par l'administration supérieure, sur la proposition de la compagnie.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 11,981. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant que les dispositions du Traité de commerce conclu, le 17 janvier 1863, avec l'Italie, sont applicables à l'Angleterre et à la Belgique.*

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre, le 23 janvier 1860⁽¹⁾, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre⁽²⁾ et 16 novembre de la même année⁽³⁾;

Vu le traité de commerce conclu, le 1^{er} mai 1861⁽⁴⁾, entre la France et la Belgique;

Vu le traité de commerce conclu, le 17 janvier 1863⁽⁵⁾, avec l'Italie,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions du traité de commerce conclu, le 17 janvier 1863, avec l'Italie, sont applicables à l'Angleterre et à la Belgique.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

⁽¹⁾ Bull. 778, n° 7414.

⁽²⁾ Bull. 863, n° 8342.

⁽³⁾ Bull. 875, n° 8436.

⁽⁴⁾ Bull. 933, n° 9054.

⁽⁵⁾ Bull. 1174, n° 11,938.



N° 11,982. — DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Navires belges venant des Possessions britanniques en Europe.

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le décret du 20 janvier 1864⁽¹⁾, portant promulgation de la convention de navigation conclue, le 13 juin 1862, entre la France et l'Italie;

Vu l'échange des ratifications opéré le 19 janvier 1864;

Vu l'article 13 de ladite convention;

Vu l'article 18 du traité de navigation conclu entre la France et la Belgique, le 1^{er} mai 1861⁽²⁾,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les navires belges venant des possessions britanniques en Europe seront traités comme les navires français, anglais et italiens venant des mêmes possessions.

2. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Janvier 1864.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé **ARMAND BÉHIC.**

N° 11,983. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Marchandises d'origine et de manufacture italiennes inscrites dans le Traité conclu, le 17 janvier 1863, entre la France et l'Italie, importées autrement que par terre ou par navires français ou italiens.

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le décret du 20 janvier 1864⁽³⁾, portant promulgation du traité de commerce conclu, le 17 janvier 1863, entre la France et l'Italie,

⁽¹⁾ Bull. 1174, n° 11,939.

⁽²⁾ Bull. 933, n° 9055.

⁽³⁾ Bull. 1174, n° 11,938.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les marchandises d'origine et de manufactures italiennes inscrites dans le traité conclu, le 17 janvier 1863, entre la France et l'Italie, importées autrement que par terre ou par navires français ou italiens, seront soumises :

1° A une surtaxe de vingt-cinq centimes par cent kilogrammes, lorsque ces marchandises sont affranchies de tout droit à l'entrée ou lorsqu'elles sont taxées à moins de trois francs par cent kilogrammes;

2° Aux surtaxes édictées par l'article 7 de la loi du 28 avril 1816 lorsque ces marchandises sont assujetties à un droit de trois francs et au-dessus par cent kilogrammes,

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 11,984. — **DÉCRET IMPÉRIAL** relatif à l'importation, 1° des Tissus italiens taxés à la valeur; 2° des Tissus purs ou mélangés, anglais, belges ou italiens, taxés à la valeur.

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Angleterre, le 23 janvier 1860⁽¹⁾, et les conventions complémentaires des 12 octobre⁽²⁾ et 16 novembre de la même année⁽³⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique, le 1^{er} mai 1861⁽⁴⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863⁽⁵⁾;

Vu nos décrets des 9 septembre⁽⁶⁾, 14 décembre 1861 (article 2)⁽⁷⁾, 8 janvier⁽⁸⁾, 15 février⁽⁹⁾, 23 novembre 1862⁽¹⁰⁾, 15 avril⁽¹¹⁾, 16 juillet 1863⁽¹²⁾, fixant les ports et bureaux de douane ouverts à l'importation des tissus anglais et belges taxés à la valeur,

⁽¹⁾ Bull. 778, n° 7414.

⁽²⁾ Bull. 863, n° 8342.

⁽³⁾ Bull. 875, n° 8436.

⁽⁴⁾ Bull. 933, n° 9054.

⁽⁵⁾ Bull. 1174, n° 11,938.

⁽⁶⁾ Bull. 964, n° 9506.

⁽⁷⁾ Bull. 984, n° 9749.

⁽⁸⁾ Bull. 993, n° 9831.

⁽⁹⁾ Bull. 1000, n° 9953.

⁽¹⁰⁾ Bull. 1071, n° 10,744.

⁽¹¹⁾ Bull. 1104, n° 11,101.

⁽¹²⁾ Bull. 1135, n° 11,494.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions des décrets susvisés sont applicables aux tissus italiens taxés à la valeur.

2. Les ports de Toulon et de Cette sont ouverts à l'importation et à l'acquittement des tissus purs ou mélangés, anglais, belges ou italiens taxés à la valeur.

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 11,985. — DÉCRET IMPÉRIAL portant que les décrets des 1^{er} octobre, 14 décembre 1861 et 20 juillet 1862, relatifs à l'importation des Marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées, sont applicables aux Marchandises et Produits similaires d'origine italienne.

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre, le 23 janvier 1860⁽¹⁾, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre⁽²⁾ et 16 novembre de la même année⁽³⁾ ;

Vu le traité de commerce conclu, le 1^{er} mai 1861⁽⁴⁾, entre la France et la Belgique ;

Vu le traité de commerce conclu, le 17 janvier 1863⁽⁵⁾, entre la France et l'Italie ;

Vu nos décrets des 1^{er} octobre⁽⁶⁾, 14 décembre 1861 (article 1^{er})⁽⁷⁾ et 20 juillet 1862⁽⁸⁾, qui fixent les restrictions d'entrée et d'emballage applicables à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

⁽¹⁾ Bull. 778, n° 7414.

⁽²⁾ Bull. 863, n° 8342.

⁽³⁾ Bull. 875, n° 8436.

⁽⁴⁾ Bull. 933, n° 9054.

⁽⁵⁾ Bull. 1174, n° 11,938.

⁽⁶⁾ Bull. 966, n° 9538.

⁽⁷⁾ Bull. 984, n° 9749.

⁽⁸⁾ Bull. 1044, n° 10,515.

ART. 1^{er}. Les dispositions de nos décrets susvisés sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine italienne.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 11,986. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Il sera procédé à l'exécution du prolongement, sur deux cent soixante mètres de longueur, de la digue du Socoa, au port de Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées), conformément aux dispositions générales de l'avant-projet et d'un avis du conseil général des ponts et chaussées, qui restera annexé au présent décret.

2° La dépense, évaluée à deux millions de francs, sera imputée sur le budget extraordinaire (*Travaux des ports*). (*Paris, 7 Octobre 1863.*)

N° 11,987. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° L'article 1^{er} du décret du 29 février 1860⁽¹⁾, prescrivant l'établissement dans la Brenne (Indre) de douze routes agricoles, et qui a fixé ainsi qu'il suit le tracé des routes n° 3 et 7 :

Route agricole n° 3, de Saint-Michel à la station de Lothiers ;

Route agricole n° 7, de Ciron à Mézières,

Est modifié ainsi qu'il suit, en ce qui concerne le tracé de ces deux routes :

Route agricole n° 3, de Mézières à la station de Lothiers ;

Route agricole n° 7, de Ciron à Saint-Michel.

2° Les dispositions du décret du 29 février 1860 qui ne sont pas contraires au présent décret sont maintenues. (*Paris, 7 Octobre 1863.*)

N° 11,988. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour exhausser la retenue de Marly, sur la Seine (Seine-et-Oise), conformément aux dispositions générales du plan annexé au présent décret.

2° La dépense de ces travaux, évaluée à six cent quarante mille francs, sera imputée sur la sixième section du budget des dépenses extraordinaires, chapitre XXXVIII (*Navigation, Amélioration des rivières*). (*Saint-Cloud, 16 Octobre 1863.*)

⁽¹⁾ Bull. 781, n° 7486.

N° 11,989. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale du Loiret n° 7, de Pithiviers à Beaumont, dans la commune de Boynes, suivant les lignes rouges du plan annexé au présent décret.

2° La commune de Boynes (Loiret) est autorisée à s'imposer extraordinairement, en trois années, à partir de 1864, par addition au principal des quatre contributions directes, la somme de six mille francs, représentant annuellement treize centimes environ, pour le payement de son contingent dans la dépense de rectification de la route départementale n° 7.

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de trois ans, à partir de sa promulgation. (*Saint-Cloud, 24 Octobre 1863.*)

N° 11,990. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui affecte au service des travaux publics, pour les besoins de la route impériale n° 19, la parcelle de terrain dépendant de l'école impériale vétérinaire d'Alfort (Seine), figurée en jaune sur le plan annexé au décret. (*Saint-Cloud, 24 Octobre 1863.*)



Certifié conforme :

Paris, le 29^e Janvier 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1177.

N° 11,991. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui reporte à l'exercice 1863 une portion des Crédits ouverts sur l'exercice 1862, au Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, pour l'exécution de grands Travaux d'utilité générale.

Du 20 Décembre 1862.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics :

Vu les lois des 14 juillet 1860 et 2 juillet 1861, qui ont ouvert à divers départements ministériels des crédits spécialement affectés à l'exécution de grands travaux d'utilité générale ;

Vu l'article 6 de la loi du 14 juillet 1860 et l'article 2 de la loi du 2 juillet 1861, ainsi conçus : « Les fonds non employés en clôture d'exercice pourront être reportés, par décret, à l'exercice suivant ; »

Vu nos décrets des 1^{er} février⁽¹⁾ et 24 décembre 1862⁽²⁾, qui ont annulé sur l'exercice 1861 et reporté à l'exercice 1862 des crédits provenant des lois dont il s'agit, savoir :

Décret du 1 ^{er} février 1862.....	19,550,000 ⁰⁰
Décret du 24 décembre 1862.....	3,185,892 ⁹³
ENSEMBLE.....	22,735,892⁹³

Vu notre décret du 8 avril 1863⁽³⁾, portant annulation sur l'exercice 1862 et report à l'exercice 1863 d'une portion, s'élevant à quatre millions deux cent soixante et dix mille francs, des crédits ci-dessus ouverts par les décrets précités :

Vu la loi du 2 juillet 1862, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1863 ;

Vu notre décret du 23 novembre 1862⁽⁴⁾, contenant la répartition, par chapitres, des crédits ouverts par la loi du 2 juillet 1862 précitée ;

Vu les comptes définitifs, desquels il résulte que, sur les fonds ci-dessus affectés à l'exercice 1862, il reste disponible une somme totale de six cent vingt-neuf mille huit cent cinquante-trois francs cinquante-six centimes ;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861, article 4 ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽⁵⁾ ;

⁽¹⁾ Bull. 1008, n° 10,013.

⁽²⁾ Bull. 1086, n° 10,861.

⁽³⁾ Bull. 1105, n° 11,107.

⁽⁴⁾ Bull. 1070, n° 10,729.

⁽⁵⁾ Bull. 440, n° 4110.

~~Par la lettre de notre ministre des finances, en date du 4 décembre 1863;~~

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est reportée à l'exercice 1863 la somme de six cent vingt-neuf mille huit cent cinquante-trois francs cinquante-six centimes (629,853^f 56^c), restant libre sur les chapitres ci-après énoncés du budget du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, exercice 1862, savoir :

CHAP. XXXI.	Lacunes des routes impériales.....	940 ^f 28 ^c
— XXXII.	Rectifications des routes impériales.....	902 92
— XXXIII.	Nouvelles routes de la Corse.....	6,029 60
— XXXV.	Construction de ponts.....	287,399 92
— XXXVII.	Amélioration de rivières.....	7,398 53
— XXXVIII.	Établissement de canaux.....	191,859 89
— XXXIX.	Amélioration et achèvement de ports maritimes.....	45,261 17
— XL.	Dunes et semis, dessèchements, irrigations et autres travaux d'amélioration agricole...	90,061 25
SOMME PARIELLE.....		<u>629,853 56</u>

Une somme égale de six cent vingt-neuf mille huit cent cinquante-trois francs cinquante-six centimes (629,853^f 56^c) est en conséquence annulée au budget dudit ministère, exercice 1862, et l'annulation est répartie entre chaque chapitre conformément aux chiffres indiqués ci-dessus.

2. Ladite somme de six cent vingt-neuf mille huit cent cinquante-trois francs cinquante-six centimes (629,853^f 56^c) est répartie entre les chapitres ci-après du budget du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, exercice 1863, ainsi qu'il suit :

CHAP. XXXI.	Lacunes des routes impériales.....	940 ^f 28 ^c
— XXXII.	Rectifications des routes impériales.....	902 92
— XXXIII.	Nouvelles routes de la Corse.....	6,029 60
— XXXV.	Construction de ponts.....	287,399 92
— XXXVIII.	Amélioration de rivières.....	7,398 53
— XL.	Amélioration et achèvement de ports maritimes.....	337,121 06
— XLI.	Dunes et semis, dessèchements, irrigations et autres travaux d'amélioration agricole....	90,061 25
SOMME PARIELLE.....		<u>629,853 56</u>

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources déterminées par les articles 2 et 3 de la loi du 14 juillet 1860.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont char-

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Décembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé AGHILLE FOULD.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 11,992. — DÉCRET IMPÉRIAL qui crée une Chambre de commerce à Roanne.

Du 9 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 28 ventôse an IX, le décret réglementaire sur l'organisation des chambres de commerce, du 3 septembre 1851⁽¹⁾, et le décret du 30 août 1862⁽²⁾;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est créé une chambre de commerce à Roanne (Loire).

2. La circonscription de cette chambre est formée de l'arrondissement de Roanne.

3. La chambre de commerce de Roanne est composée de neuf membres.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 11,993. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe le Droit à l'importation des Houilles crues ou carbonisées (Coke), par navires français et par terre.

Du 27 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 442, n° 3739.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 574, n° 4413.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 2, paragraphe 2, du traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre, le 23 janvier 1860 ⁽¹⁾,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le droit à l'importation des houilles crues ou carbonisées (coke), par navires français et par terre, est fixé à douze centimes les cent kilogrammes, décimes compris (0^e 12^e les 100 kilog.), à partir du 4 février 1864.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

⁽¹⁾ Bull. 778, n° 7414.



Certifié conforme :

Paris, le 2^e Février 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1178.

N° 11,994. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui proclame 1483 Brevets d'invention et Certificats d'addition.*

Du 7 Octobre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont proclamés :

1^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bauvin (Pierre-Joseph), mécanicien, à Wattignies, pour un semoir.

2^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berthomier (Paul), meunier, élisant domicile chez le sieur Brès, à Paris, hôtel du Havre, place de l'École, n° 3, près le Pont-Neuf, pour un système de frein pour chemins de fer.

3^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur de Brabant (Elie), mécanicien, à Saint-Saulve, pour un moulin dit *moulin de Brabant*, servant à moudre la chicorée, l'orge de brasserie, le verre, le seigle, le tan et le café.

4^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Burton (Charles-Louis-Pierre), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un procédé de préparation de la soude et de la potasse.

5^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Burton (Charles-Louis-Pierre), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un procédé de fabrication de minium.

6^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chillet (Antoine-Édouard), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 55, pour un système de retordage continu applicable aux soies et à toutes les matières textiles.

7^o Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Conlet (Antoine), chez le sieur Mariol, allées d'Orléans, n° 24, à Bordeaux, pour un moyen de détruire l'oïdium sur la vigne et les mûriers.

8^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril

1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Danel (Constantin-Gabriel), quincaillier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un appareil dit *pousse-carton à compteur*, pour le jeu de bezigue.

9° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur David (André-Marie), négociant, rue de la Bourse, n° 18, à Saint-Etienne, pour un procédé de fabrication d'étoffes superposées pour chaînes ou trames, etc.

10° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Dumas (Jean), charpentier, à la Couronne, pour un système de batteuse de grains dite *batteuse des frères Dumas*.

11° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dusautoy (Auguste), représenté par le sieur Illy, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, pour une machine à broder propre à faire le bouton, la boutonnière, la marque du linge et, en général, tout ce qui concerne l'ornementation des étoffes et tissus.

12° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1862, au secrétariat du directeur de l'intérieur, par le sieur Dussac (Jean), à Saint-Leu (île de la Réunion), pour une batterie tubulaire en conservant le système Gimard, pour l'évaporation des vesous.

13° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fossey (Jean-Guillaume), cartonnier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des cartonnages en tous genres.

14° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fox (William), représenté par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour perfectionnements dans la fabrication des bottes et souliers.

15° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fuller (William-Colis), Jacques (James-Archibald) et Fanshawe (John-Américus), représentés par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans l'adaptation du caoutchouc et autres gommes analogues et leurs composés aux soupapes, chapinettes de pompe, piston, garnitures et autres parties des machines et appareils à vapeur, à eau, à air et à gaz (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 3 janvier 1875).

16° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Janssens (Reine-Cornélie Verbeyst), représentée par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux timbres secs, à leur fabrication et à leur mode d'emploi.

17° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Joguet (Gabriel), rue Mercière, n° 22, à Lyon, pour application de la photographie sur toutes les espèces d'étoffes.

18° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Dordogne, par les sieurs Larrigues frères (François et Baptiste), au Pizou, pour un cirage destiné à rendre la chaussure imperméable.

19° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Manc (Gérard), fabricant d'abat-jour, etc. représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements aux porte-abat-jour, réflecteurs et accessoires.

20° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Marion frères, négociants, représentés par le sieur Feuillat, rue Ferraudière, n° 18, à Lyon, pour emploi d'un genre de toile dit *point d'Angleterre*.

21° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Martel

(Charles), chez le sieur Fenillat, rue Ferrandière, n° 18, à Lyon, pour perfectionnements aux sièges d'aisances.

12° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par les sieurs Pathenay (Jean-Baptiste) et Goutaret (Georges-Joseph), fabricants de pompes, à Luxeuil, pour un système de pompe à incendie applicable en même temps à l'arrosage des jardins, à la cuisine, etc. etc.

13° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Ponclin (Henri), rue de la Bourse, n° 4, à Lyon, pour une application à la métallurgie du fer, de la voie humide et de la voie sèche combinées.

14° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Reed (Charles), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un mode de traitement du sorgho, pour en extraire une liqueur saccharine et la pulpe.

15° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Reichenbach (Edmond), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de peignes à bandeaux dit *peignes parures* ou *peignes portefleurs*.

16° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Reverchon (Jean), armurier, rue d'Ammonay, à Saint-Étienne, pour un système perfectionné de fabrication de baïonnettes de fusils de guerre et autres.

17° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rohart fils (François-Ferdinand), chimiste-manufacturier, à Paris, rue Saint-Louis-Batignolles, n° 70, pour l'application de la turbine aux déchets de boucherie et matières des extracteurs de graisse.

18° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Schreiber (Théodore), mécanicien, à Saint-Quentin, pour un système de concasseur à noix à doubles enveloppes mobiles, partie en fonte blanche et partie en acier, avec un système de friction, pour arrêter la noix dans sa marche.

19° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taylor (William), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de raccords pour tuyaux.

20° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Wadsworth (James), représenté par le sieur Zacharie, rue de Bourbon, n° 40, à Lyon, pour perfectionnements dans la construction et dans la fabrication de talons mobiles ou ajustables pour bottes et souliers (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 13 mars 1896).

21° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Weston (William-Thomas), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feytaud, n° 28, pour des perfectionnements apportés aux clefs à écrous (clefs anglaises) (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 17 octobre 1875).

22° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Adeline (Ernest-Martial), représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour application de la porcelaine, faïence, verre, etc. à toute pièce mécanique soumise à des frottements.

23° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Allen (John-Franklin), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour perfectionnements dans les tiroirs de machines à vapeur et dans leur armature.

24° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs de Bournoville (Achille-Antoine-Maximilien) et Ledru (Hector), élisant domicile à

Paris, passage de Greuville-Saint-Germain, n° 11, pour combinaisons d'appareils de chauffage à air chaud, à eau chaude et à vapeur, etc. etc.

35° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boutet (Thomas-Charles), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un instrument astronomique destiné à mesurer les distances et les hauteurs.

36° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bron-del (Pierre), tôleier, à Paris, rue Sedaine, n° 36, pour un mécanisme appliqué aux cheminées à la prussienne.

37° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bruet (Alexandre), horloger, Grande-Rue, n° 95, à Saint-Denis, pour un miroir mécanique à allouettes.

38° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Buffoni (Jean-Baptiste), bijoutier, à Paris, rue Tiquetonne, n° 6, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des bijoux.

39° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cas-segrain (Paul-François) et Bidault (Désiré), représentés par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour des perfectionnements apportés aux armes à feu.

40° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la compagnie générale de matériel de chemins de fer, représentée par le sieur Goschler, directeur, et le sieur Leemans, agent comptable, à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 48, pour un système de construction de générateurs fixes et locomobiles à circulation intérieure et extérieure de fumée, au moyen d'une enveloppe en tôle lutée intérieurement.

41° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Courty (Edouard-Louis), bijoutier, représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les machines à scier les tubes propres à la fabrication des charnières et autres usages.

42° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur De-raemaker (Guillaume), tailleur de cristaux, à Paris, cour du Commerce, au Temple, n° 2, pour application des ornements en glaces de cristal blanc et en cristal double de toutes couleurs aux cadres destinés à la photographie, etc.

43° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Des-sarces (Pierre), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé perfectionné d'épuration du blanc d'Espagne pour obtenir le néo-blanc.

44° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Du-mont (Pierre-François-Victor), tailleur-confectionneur, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction des machines à coudre.

45° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fawcett (James) et (Joseph-Addey), représentés par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication du savon particulièrement applicable au dessuintage, au dégorgeage et au soulage des tissus de laine et autres (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 21 mars 1876).

46° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Guil-moto et Provencal (société en nom collectif), à Paris, rue Montmartre, n° 72, pour un procédé de fabrication des plumes artificielles.

47° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur

Hary (Charles), cultivateur et distillateur, à Oisy-le-Verger, pour un procédé de rectification des alcools.

48° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Husson (Charles), manufacturier, représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un genre de toiles métalliques ou métallisées.

49° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Judson (William), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour l'emploi et l'application du caoutchouc dans des conditions spéciales, pour résister à la force de recul et de réaction des canons, mortiers et autres armes à feu.

50° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lockie (Thomas), représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des roues en fer forgé (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 2 novembre 1875).

51° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mann (Alexandre), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés à l'appareil photographique (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 3 avril 1876).

52° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mazeline et compagnie, constructeurs de machines, représentés par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour une machine motrice utilisant à la fois la puissance de la vapeur et celle de l'air chaud dilaté.

53° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 2 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mitchell (Benjamin) et Brunton (William), représentés par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans les ciseaux, cisailles, sécateurs, etc. (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 1^{er} novembre 1875).

54° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Morel (Auguste), bijoutier, représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de bijou dit *garniture d'oreille*.

55° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noël (Pierre-Julien-Jacob), représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour l'application de l'aluminium et de ses composés à la fabrication des tubes ou douilles de cartouches pour armes à feu se chargeant par la culasse et autres tubes.

56° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Férald (Lonis), représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la construction des scies.

57° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Potin (Jean-Baptiste), électricien, rue Bérard, n° 6, à Vincennes, pour un système de *lains électriques*.

58° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 2 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Shaw (Frédéric), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un frein perfectionné à enraayer la machine des convois de chemins de fer (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 7 janvier 1876).

59° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schwartz (Théodore), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour un système de moteur à air dit *recapératif* (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 7 novembre 1875).

60° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thel-

lier (Adolphe), médecin-dentiste, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une eau de toilette dite *parfum électrique*.

61° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vautier (Antoine-Constant), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système perfectionné de traitement des plantes et végétaux, afin d'en extraire les fibres et filaments pour fabriquer des fils et tissus divers, et aussi pour la transformation des végétaux en pâtes à papier et à carton et pour l'application de ces procédés aux déchets de soie, etc. ainsi qu'au traitement des fils et des tissus déjà fabriqués.

62° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Venault (Lonis-Joseph) et Genève (Jean-Claude), fabricants de vis, représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour l'ornementation des têtes de vis servant aux instruments de musique, accordéons, flûtes, etc.

63° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 2 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Weston (William-Thomas), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour un ressort et une fermeture perfectionnés applicables aux portes, volets et autres bûts utiles (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 4 novembre 1875).

64° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ardèche, par le sieur Barrès (Auguste), négociant, à Sain-Julien-en-Saint-Alban, pour un appareil dit *rasc-bout ou brûle-tout*, à l'usage des filatures de soie.

65° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Barthélemy (Jeanne-Charlotte Mieset), rue de Prony, n° 4, à Asnières, pour fabrication de chapeaux d'homme et de femme en peaux de toutes sortes.

66° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Brunier (Louis), rue de la Charité, n° 84, à Lyon, pour un appendice aux appareils d'un moteur à air comprimé à pressions ascendantes et successives, dans lesquelles la vitesse initiale de l'air comprimé reçoit un accroissement de vitesse.

67° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Chansarel (Émile), à Talence, près Bordeaux, pour un produit de peinture dit *enduit minéral*.

68° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Cher, par les sieurs Chastan (Ernest), élève au lycée impérial de Bourges, et Gemelle (François), à Bourges, pour un appareil hydraulique.

69° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Combettes (Léonce), rue Lafayette, n° 39, à Lyon, pour un indicateur des stations des chemins de fer.

70° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Courdin (Jean-Adrien), à Fresnoy-le-Grand, pour un double échappement.

71° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Dillies (Louis), raffineur de sucre, à Phalempin, pour un procédé de fabrication du sucre de betterave ou de toute autre plante saccharifère.

72° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par la société Dubont aîné et ses fils, et Stubbes (Henry), à Calais, pour un levier-bascule applicable à toute espèce de Jacquarts pour les métiers à tulle.

73° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Gache (Vincent), pharmacien, rue des Vertais, n° 49, à Nantes, pour une drague à deux échelles de godets superposés, à déversoir mobile.

74° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par les sieurs

Gaukler (Philippe-Gaspard), ingénieur des ponts et chaussées, et Kolb (Paul-Théodore), mécanicien, à Colmar, pour une turbine à volume d'eau variable.

75° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Goutard (Claude), fabricant, représenté par le sieur Feuillat, rue Ferraudière, n° 18, à Lyon, pour perfectionnements aux métiers de plumetis.

76° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Grenier (Pierre-Louis), mécanicien, à Saint-Pierre-lès-Calais, pour un système de jeu des droppers dans les Jacquards de métiers à tulle et autres.

77° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Guy-Vaissier aîné, cours Napoléon, n° 48, à Bordeaux, pour un système de serrure portative dit système Vaissier (Guy).

78° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Herment (Alphonse-Joseph), chimiste, à Paris, rue Royer-Collard, n° 12, pour des allumettes chimiques sans phosphore blanc ni phosphore amorphe.

79° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par les sieurs Jaquet (Clément) et Chomel (Antoine), mécaniciens, élisant domicile chez le sieur Bertou, rue Rappé, à Avignon, pour une machine propre à exploiter la pierre dans les carrières et dans les chantiers de construction.

80° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Lefèvre (Joachim), maréchal, à Vaulx-Vraucourt, pour une charrue en fer dite *charrue trissile*, traçant trois sillons à la fois.

81° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Lefèvre-Buchemin (Joseph-Antoine), marchand de fers, à Crécy-sur-Serre, pour un système de tête de brabant.

82° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Legris (Ernest), directeur d'atelier de construction, à Maromme, pour perfectionnements et applications se rattachant au système de lavage et de dégraissage des laines par l'introduction de l'air dans l'eau, pour lequel le sieur Plantrou a pris, le 11 décembre 1860, un brevet de quinze ans.

83° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1862, au secrétariat du directeur de l'intérieur, par les sieurs Lory (Adolphe) et Martin-Lamothe fils, le premier, à Saint-Denis, et le second, à Saint-André (île de la Réunion), pour un perfectionnement apporté à la batterie Gimard pour la fabrication du sucre.

84° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Martel (Charles), chez le sieur Feuillat, rue Ferraudière, n° 18, à Lyon, pour la production artificielle de stalactites et stalagmites.

85° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Morès (Anne-Marie-Charles-Frédéric-Chaillan), à Paris, rue d'Armaillé, n° 26, pour une roue hydraulique motrice à aubes courbes.

86° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Viallerque (Victor), fabricant de pannes, à Boulogne, pour un appareil à fabriquer les pannes, tuiles, carreaux, et généralement tout ce qui tient à la fabrication de la terre.

87° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Basses-Pyrénées, par le sieur Peyras (Jean), à Bordes, près Nay, pour une machine devant servir au dépiquage du blé.

88° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Quin-

quarlet (Hilaire-Adrien), fabricant de bonneterie, à Aix-en-Othe, pour un système de métier circulaire à côtes pour la pose et le fonctionnement de l'aiguille.

89° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Senat (Gilles), rue Lecoq, n° 94 et 96, à Bordeaux, pour la fabrication et le cambrage, sur apprêt, des tiges de bottines à vernis.

90° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par les sieurs Sylvestre frères (Élie) et (Paul), horlogers, à Donjeux, pour un système de moulin dit *moulin pour tout*.

91° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Tombe (Léonard-Désiré), dessinateur, à Amiens, pour une machine devant servir à arrêter un métier de tissage mécanique quand un des fils de la chaîne du tissu vient à casser.

92° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Vernay (Jacques), place des Terreaux, n° 9, à Lyon, pour la dorure des traits métalliques.

93° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Wiederkehr (Dominique), mécanicien, à Schlestadt, pour un système de manège mouleur.

94° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bandier, (Joseph), élisant domicile chez le sieur Roesch, rue Puits-Gaillet, n° 19, à Lyon, pour un appareil dit *siffleur marin ou sifflet d'alarme*, à air comprimé, et pour son application spéciale à la marine à voiles.

95° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Billet (François-Théodore) et Soulier (Basile), à Paris, rue des Tournelles, n° 70, pour un appareil perfectionné propre à apprêter les étoffes en général, soie, laine, coton, etc.

96° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Boumier (Cyprien), mécanicien, rue des Trois-Mages, n° 30A, à Marseille, pour une bonde métallique et à vis.

97° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Bour (Jean), confiseur, à Metz, pour une machine à fabriquer les dragées.

98° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cornelius (Robert), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les appareils propres à allumer le gaz hydrogène carboné et autres gaz d'éclairage par l'électricité.

99° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Digeon (Louis-Marcel), teinturier en peaux; représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de bronzage et de veloutage des cuirs et peaux tannées, corroyées, mégissées, etc.

100° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Feloni aîné (Jean), à Asfeld, pour un fil de lin à quatre brins.

101° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur Fleury (Pierre-Élie-Jules), rue Saint-Jacques, n° 115, à Rochefort, pour un instrument dit *composteur numéroteur*, et destiné à marquer les effets des soldats et marins.

102° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Eure-et-Loir, par le sieur Gallas (Désiré-Auguste), à Chartres, pour un encrier dit *endosmotique*.

103° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai

1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Geslot (Auguste), fumiste, rue Barrière-de-Couéron, n° 12, à Nantes, pour un cadre à rideaux pour cheminées.

104° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gilles (Eugène), chez le sieur Rimaud, quai Saint-Vincent, n° 33, à Lyon, pour un système de roues à palettes mobiles.

105° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hanza (Louis), Gance (Dominique) et Derocquigny (Alfred-Charles-François), représentés par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans les machines à coudre (patente américaine).

106° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Hyan (Félix), taillandier, à Angoulême, pour un système de batteur à grains à bras et à fileux, avec toile sans fin, dit *battuse Hyan*.

107° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Japy fils (Louis), horloger-mécanicien, à Berne, pour une pièce de voyage à réveil, avec échappement libre à ancre.

108° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Japy fils (Louis), horloger-mécanicien, à Berne, pour une montre à remontoir avec un système de mise à l'heure.

109° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Koch (Georges), marchand de pipes, rue Tête-d'Or, n° 33, à Metz, pour une pipe à réservoir et à double cheminée.

110° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Lecœur (Augustin-Cyrille), employé de banque, à Fécamp, pour un genre de tampon.

111° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Magann (Eugène), négociant, représenté par le sieur Calmels fils, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 92, pour un genre de capsules.

112° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales, par le sieur Martignolles (Joseph), à Saint-Paul-de-Fenouillet, pour un procédé ayant pour but de rendre imperméables les tissus de coton, de fil, etc.

113° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par les sieurs Minary (Emmanuel), mécanicien, et Soutry (Raymond), représentés par le premier, demeurant à Casamène, banlieue de Besançon, pour un procédé de traitement des scories, oxydes et déchets variés des usines métallurgiques.

114° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Loir-et-Cher, par le sieur Minault (Joseph-Émilien), à Saint-Aignan, pour un pressoir hydraulique renversé relevant le piston presseur à l'aide de la même pompe qui opère la pression.

115° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Monnet et Dury, fabricants de produits chimiques, chemin du Baraban, n° 6, à Lyon, pour un bleu dit *bleu de rosaniline*.

116° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noël (Narcisse), tôlier, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 192, pour un torréfacteur économique dit *torréfacteur Noël*.

117° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Nordhoff, (Henri), horloger, boulevard de la Madeleine, à Nîmes, pour un carburateur s'alimentant par lui-même.

118° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai

1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Orelle aîné (Julien), rue de Flesselle, n° 10, à Lyon, pour perfectionnements aux navettes à défilier et à dérouter.

119° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Quétel-Trémois (Jean-François), mécanicien, représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la construction des machines à raboter et embouleter les frises de parquet, et à faire les moulures.

120° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Roche et compagnie, fabricants d'allumettes, rue de Tilsit, n° 52, à Marseille, pour un système d'ouverture et de fermeture de boîtes.

121° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Rollet (Jean), cours Vitton, n° 46, à Lyon, pour un système combiné de chaudières à vapeur à foyer intérieur horizontal et vertical, avec bouilleur intérieur vertical à fonds ouverts et chauffe complète des parois inférieures jusqu'au magasin de vapeur.

122° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Schelle (Joseph), mécanicien, à Montwiller, pour un système de fer de rabot.

123° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Spilsbury (Francis-Giblon) et Emerson (Frédéric-William), représentés par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour perfectionnements dans le traitement de l'huile de fusel pour l'éclairage (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 16 avril 1876).

124° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Van Ry-menant (Jean-Baptiste), corroyeur, représenté par le sieur Vandembuleke, section des Moulins, rue de Douai, n° 101, à Lille, pour un système de tannage accéléré des peaux en poil en général, destiné à solidifier et assouplir les cuirs à l'usage des chaussures.

125° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Adams (Salomon), sculpteur et photographe, représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un mode d'encadrement des photographies venant au cliché lui-même et moyens de réaliser cet encadrement dans des conditions pratiques et variées.

126° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur André (Pierre), rue de Tilsit, n° 99, à Marseille, pour un anti-moteur, machine à force virtuelle et motrice.

127° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Audibert (Jean-André), fabricant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de décoration par appliques adhésives sur toutes étoffes légères.

128° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par le sieur Bacchini (Dominique), agent voyer d'arrondissement, à Vassy, pour un système mixte de chaussée en macadam et fonte, applicable aux routes et surtout aux rues des grandes villes.

129° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Beluze (Jean-Pierre) et Baux (Jean), représentés par le premier, demeurant à Paris, rue Baillet, n° 3, pour un métier à fabriquer les tissus d'après le système dit *façon de l'Inde*.

130° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Canoville (Paul-Alfred), négociant en soies, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de pelote à bobine céramique tubulaire pour les fils de toute nature.

131° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delvaux (Georges-Auguste-Jules), chimiste, à Paris, rue Corneille, n° 7, pour une matière colorante rouge.

132° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Derouet-Bruneau, mécanicien, à Régnv-Ussé, pour une machine à broyer le chanvre.

133° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Eaton (James), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements dans les appareils à filer le coton et autres matières fibreuses.

134° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur Étienne (Victor), mécanicien, à Uzemain-la-Rue, pour un système de moulin à féculé dit *moulin Étienne*.

135° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fellemas (Joseph-Olympe) et Dormoy (Pierre-Adolphe), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une griffe fischeuse pour échalas, pisseaux, etc.

136° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gresset (Pierre-Armand-Louis), représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les bijoux.

137° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hale (William), représenté par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour des perfectionnements dans la fabrication des fusées de guerre (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 25 avril 1876).

138° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la veuve Hamelin (Louise-Jeanne-Pauline Franck) et le sieur Civrains (Louis), représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une machine à coudre à double aiguille.

139° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Imhaus (Charles), fabricant de draps, rue Royale, n° 54, à Elbeuf, pour l'application de la vapeur à la machine ratine onduleuse ou friseuse onduleuse pour fixer l'apprêt.

140° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Izar (Urbain), négociant, à Paris, rue du Val-Sainte-Catherine, n° 18, pour des perfectionnements apportés à la fabrication de l'acier fondu.

141° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Colbenbeyer (Emérich), fabricant d'articles de métaux, représenté par le sieur Steger, à Paris, quai de Béthune, n° 22, pour un appareil automate propre à la fabrication de la glace.

142° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Magnan (Eugène), négociant, représenté par le sieur Calmels fils, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 92, pour application de l'aluminium.

143° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Magnan (Eugène), négociant, représenté par le sieur Calmels fils, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 92, pour un genre de papier.

144° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin-Lemonnier (Charles), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour une cisaille découpeuse multiple.

145° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai

1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meunier (Louis-Auguste), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de fabrication des clous à tête bombée employés dans la tapisserie, l'ameublement, etc.

146° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Michaud (Charles-Henri), route de Versailles, n° 41, à Auteuil, pour une méthode d'épuration des huiles de colza, de navette, etc.

147° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pioch (Pierre), tailleur, représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un appareil propre à prendre les mesures des vêtements de tous genres.

148° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Piquo (Louis-Anastase), lampiste, à Paris, rue Neuve-de-Ménilmontant, n° 16, pour perfectionnements apportés dans le mécanisme des petites lampes-veilleuses et applicables aussi à d'autres genres de lampes.

149° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ramaden (Jules-Carter), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les lisses ou œillets pour métiers à tisser et dans la machine ou appareil pour les fabriquer (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 12 octobre 1875).

150° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beytignaud (Étienne-Victor), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des agrafes et divers moyens mécaniques de réunion avec les rubans.

151° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rojare (Louis-François), banquier, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil fumivore rotatif mobile.

152° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sichel (Frédéric), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un moyen de diriger les navires.

153° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Vicart et Baudonnat, carrossiers, à Paris, avenue des Champs-Élysées, n° 53, pour une porte de landau.

154° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vinet (Joseph), négociant, représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la construction des moulins à vent.

155° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wicot (Georges-Hyacinthe), fabricant de robinets, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de robinet à pression pour liquides, vapeur, etc.

156° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bertrand de Lom (Jean-Pierre) et Bertault (Pierre-Augustin), le premier, élisant domicile à Paris, rue Sainte-Georges, n° 4, quartier des Batignolles, le second, rue de Rennes, n° 7, pour un béton plastique.

157° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Burtier (Joseph), courtier en vins, à Paris, rue de Rivoli, n° 86, pour un appareil destiné à prévenir les accidents résultant d'un changement de voie sur le chemin de fer.

158° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carpentier (Samuel-Alfred), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés au mode d'attacher les étiquettes ou plaques d'adresses

aux parapluies, parasols, cannes, fouets, courroies pour couvertures de voyage, manches de sacs de nuit et autres articles (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 28 novembre 1875).

159° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carpentier (Samuel-Alfred), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés au mode de recouvrir et de combiner les bandes d'acier pour crinolines, jupons, tournures, etc. (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 17 janvier 1876.)

160° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cauchefer (Jean-François-Henri) et Gladioux (Chrysostome-André), fabricants, représentés par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour économie des cartons dans les métiers à la Jacquart.

161° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Claude jeune (Antoine-Stanislas), chemaisier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une apprêteuse mécanique pour la chemiserie.

162° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cordier (Joseph), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de piston-fanfare et d'instruments à vent pour les enfants.

163° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deiss (Edouard), à Paris, rue de Bretagne, n° 63, pour un procédé d'extraction et de purification des parfums des fleurs.

164° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubosc aîné (Ernest), fabricant d'extraits de bois de teinture, représenté par le sieur Théron, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour un appareil évaporateur à air libre perfectionné.

165° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubosc aîné (Ernest), fabricant d'extraits de bois de teinture, représenté par le sieur Théron, boulevard Beaumarchais, n° 95, à Paris, pour une machine destinée à réduire le bois en copeaux ou en poudre dite *coupeuse* ou *rapeuse conique*.

166° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durost (Joseph), fabricant d'appareils à gaz, à Paris, rue de Ménilmontant, n° 73, pour un système de rôtissoire à gaz dite *rôtissoire Durost*.

167° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Folliet fils (Jules-Auguste) et Potez aîné (Hyacinthe), représentés par le premier, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 234, pour une peigneuse mécanique pour la laine et les matières filamenteuses en général.

168° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Frassy (Jean), sculpteur, à Paris, avenue d'Enfer, n° 17, pour une échelle (de mesure) appliquée aux arts et à l'enseignement des écoles.

169° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Furna (Edouard-Jean-Joseph), sous-chef du dépôt de Paris, à l'administration du chemin de fer d'Orléans, à Paris, rue du Chevaleret, n° 47, pour perfectionnements apportés aux machines à vapeur.

170° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gauthier (Jules), employé au ministère d'État, à Paris, rue Basse, n° 31, quartier de Passy, pour un mode de tonnage sur les voies navigables.

171° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Georges (Victor), architecte, à Paris, rue Vivienne, n° 41, pour un mode de publicité dite *publicité Victor*.

172° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gerboz (François-Xavier), entrepreneur de peintures, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de banues de boutiques, stores pour croisées, tentes, auvents, etc. etc.

173° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hodgkinson (John) et Greenhalgh (Daniel), filateurs, représentés par le sieur Brandou, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour perfectionnements dans les machines ou appareils pour préparer le coton, les déchets de coton et autres matières filamenteuses devant être filées (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 13 novembre 1875).

174° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Howe (Élias) junior, représenté par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour perfectionnements dans les machines propres à piocher et à diviser la terre pour l'agriculture.

175° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Labrosse frères, manufacturiers, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour la fabrication d'un fil simple à diverses nuances, ayant l'aspect d'un fil mouliné.

176° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lacour (Alfred) et Pernat (Achille-Camille), horlogers, élisant domicile chez le premier, à Paris, rue du Vertbois, n° 14, pour une hélice mécanique pour le mouvement d'embarcation.

177° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lanzarotti (Jean-Antoine), statuaire, et Gemelli, négociant, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système aiguilleur automatique pour chemins de fer.

178° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lohmann (Frédéric), fabricant d'acier fondu, représenté par le sieur Fuhmann, élisant domicile à Paris, chez le sieur Castellhon, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 15, pour un procédé de moulage et de forage de canons en acier fondu pour armes à feu quelconques et canons d'artillerie.

179° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mackay (James), marchand de bois, représenté par le sieur Richard, rue Saint-Sébastien, n° 45, à Paris, pour des perfectionnements apportés aux armes à feu (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 16 avril 1876).

180° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Louis-Pierre), à Paris, rue du Commerce, n° 31, quartier de Bercy, pour perfectionnements dans la fabrication des huiles d'éclairage.

181° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Michalet (Edme-Marie) et Dupas (Henri-Germain), à Paris, le premier, rue des Moines prolongée, n° 8, quartier des Batignolles, et le second, rue Saint-Georges, n° 4, même quartier, pour un système de pèse-lettres.

182° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rabaté (Théodore-Marie), mécanicien, et le sieur Carbonnell (François-Jean), négociant, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine à plier et à coller les sacs en papier.

183° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robson (James) junior, représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements dans les lampes à huile minérale ou à huile volatile (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 8 décembre 1874).

184° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai

1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Roman (François) et Amourous (Julien), négociant, représentés par le sieur d'Aubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour des perfectionnements aux machines à fabriquer les épingles pour faire la tête ronde massive refoulée sur la tige.

185° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Smith (Robert) et Fethney (Richard), mécaniciens, représentés par le sieur Brandon, à Paris, rue Guillemin, n° 13, pour des perfectionnements dans les machines à préparer, filer et doubler le coton, la soie et autres matières filamenteuses susceptibles d'être appliquées en partie au renvidage et pour d'autres buts (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 5 novembre 1875).

186° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Souchat (Denys-Auguste), horticulteur, représenté par le sieur Bonneuil, rue Malmaison, n° 6 bis, à Bagnolet, pour une caisse destinée à toute espèce de plantes, dite *caisse Souchat*.

187° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taylor (Jean-George), négociant, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les moyens d'attache pour articles de bijouterie.

188° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Vérité (Auguste-Lucien) et Bonnaterra (Joseph-François), représentés par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de pile électrique dite *pile Vérité*.

189° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Archereau (Henry-Adolphe), à Paris, boulevard de Magenta, n° 188, pour un genre d'allume-feu dit *allume-feu Archereau*.

190° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bulleux (Pierre-François), fabricant de papiers, etc. à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 78, pour procédé destiné à rendre imperméables les papiers, bois et tissus gélatineux.

191° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Busson (Constant), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements aux instruments de musique portatifs à pédales, avec réservoir d'air et clavier de pianos.

192° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Canouil fils (Charles-Maurice-Paul), fabricant de produits chimiques, représenté par le sieur Brade, à Paris, rue Neuve-de-Ménilmontant, n° 15, pour un pistolet-jouet à amorce non métallique ou inoffensive.

193° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Chabré frères, à Paris, rue des Martyrs, n° 58, pour un robinet à gaz et à eau, dit de *sécurité*, à courant continu.

194° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Colard (Pierre-Antoine), élisant domicile chez le sieur Wasselon, à Paris, rue de la Vierge, n° 10, pour un genre de crayon dit *fusain artificiel* ou *crayon-fusain*.

195° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Déclat (Gilbert), docteur en médecine, et Parisel (Louis), chimiste, à Paris, le premier, rue du 29 Juillet, n° 6, le second, avenue de la Mothe-Piquet, n° 29, pour application de la marée comme force motrice.

196° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Delamotte (François-Nicolas-Michel), pâtissier au Mans, pour un genre de chaloupes dites *les jumelles*.

197° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Delorme (Antoine-Prosper), entrepreneur, et Vincey (Hubert), à Paris, le premier, avenue de Saint-Cloud, n° 95, et le second, vieille route de Neuilly, n° 49, pour procédé de désinfection des fosses d'aisances à domicile.

198° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durand (Eugène), à Paris, rue du Roi-de-Sicile, n° 22, pour un appareil propre à arrêter les chevaux emportés.

199° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duval (Félix-Marc), fabricant, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de fermeture des broches et autres objets de bijouterie.

200° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fournier (Auguste-Marie-Eugène), tapissier, à Paris, rue de Sèze, n° 5, pour garnitures de sièges.

201° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hélie (Victor), taillandier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fabrication d'instruments aratoires et de jardinage.

202° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jouanne (Gustave-Elysée), à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 16, pour des appareils pour la fabrication du gaz et pour son application spéciale à l'éclairage des navires, ainsi qu'à l'éclairage et au chauffage des usines, manufactures, gares de chemins de fer, etc.

203° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefèvre (Louis-Joseph), représenté par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour perfectionnements dans la disposition des pianos.

204° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lesieur (Denis-Armand), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour l'application de la gomme du Sénégal ou autres matières gommeuses (transformées en écaille, puis ensuite en poudre) au saupoudrage des tissus légers quelconques pour en constituer des ornements.

205° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loft (John-Thomas), représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines servant à doubler les ressorts de crinolines et autres (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 25 mars 1876).

206° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Maignon de Roques (Etienne Dumas) et Jegou (Jean-Marie), à Paris, boulevard Montmartre, n° 8, pour un système d'application des chaux grasses, des chaux hydrauliques et des ciments.

207° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Margueritte (Louis-Joseph-Frédéric), chimiste, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour cémentation de la limaille, de la tournure et des déchets de fer.

208° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Muller et compagnie, négociants, représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des chapeaux et casquettes.

209° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mulot (Frédéric), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un instrument dit *polifil*, destiné à remplacer les pierres et meules à aiguiser et les cuirs à rasoirs.

110° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le vicomte du Ponton d'Amécourt (Gustave-Louis-Marie) et le sieur Landur (Nicolas), élisant domicile chez le premier, à Paris, rue d'Enfer, n° 43, pour utilisation, comme force motrice, de certaines réactions chimiques qui se produisent en vase clos.

111° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Régnier (Adolphe-Benjamin), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un banc de jardin à dossier mobile.

112° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Richardière (Eugène-Pierre), fabricant de produits céramiques, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fabrication de bobines en matières céramiques ou autres.

113° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rose (William), manufacturier, représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés à la fabrication des canons de fusil et des pièces d'artillerie.

114° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rougon fils (Marius), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour la préparation, par la macération chimique, des bois destinés à la fabrication des allumettes chimiques.

115° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sax (Adolphe), fabricant d'instruments de musique, représenté par le sieur Brade, à Paris, rue Neuve-de-Ménilmontant, n° 15, pour des dispositions de timbales, grosses caisses et tambours.

116° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Simonnet (Eugène) et Petit (Édouard), à Paris, le premier, rue Benard-Batignolles, n° 29, et le second, rue de la Tour-d'Auvergne, n° 10, pour une drague hydraulique.

117° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Taillier (Jean-Baptiste) et compagnie, constructeurs, représentés par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour machines à balayer.

118° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tate (William), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 35, pour perfectionnements dans la fabrication et l'application d'armures aux vaisseaux de guerre en bois, en fer, et aux batteries de terre (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 19 décembre 1875).

119° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Trowbridge (William-P.), représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux lochs et sondes (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 23 avril 1876).

120° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wilson (Robert-Porter), représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les machines à blanchir le linge.

121° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Archibald (Charles-Dickson), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les procédés, machines et appareils pour traiter l'air atmosphérique et autres fluides élastiques, dans le but de constituer une force motrice.

122° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bar-

- rois (Charles-Louis), à Paris, rue de Jouy, n° 18, pour l'hélioplastie et les appareils qui s'y rattachent.
- 123^b Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berné (André), à Paris, rue de la Mare, n° 26, pour un système de cloison dite *cloison anticonstique*, système Berne.
- 124^a Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bérion (Jacques) et Courtois (Henri), représentés par le sieur Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour imitation d'application sur impressions diverses sur étoffes de tout genre employées pour coiffes de casquettes et de chapeaux.
- 125^a Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chabre, dit l'Éclair (Victor), à Paris, rond-point des Champs-Élysées, n° 1, pour perfectionnements apportés aux bateaux à roues.
- 126^a Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Chevron (Cléo-Pierre-François) et Richenberg (Eugène-Cujus), mécanicien, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 30 bis, pour un procédé de tissage broché et croché.
- 127^a Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cohen (Albert), Vaillant et compagnie, représentés par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour un procédé de production de dessins en relief et en creux sur des feuilles de caoutchouc de toutes longueurs.
- 128^a Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Collé (Charles-Philippe), négociant, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un bleu propre à la teinture ou à l'impression.
- 129^a Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dubouffé (Jean), Bouchère (François-Baptiste), Vernot (Jean), Catthonet (Jean-Baptiste) et Lévêque (Antoine), tailleurs de pierres, représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction des outils à tailler les pierres.
- 130^a Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gazezave (Clément), à Paris, boulevard Pigale, n° 42, pour un appareil destiné à assujettir le cigare au porte-cigare.
- 131^a Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gelin (Amédée) et Dusart (Lucien), à Paris, rue Meslay, n° 47, pour un procédé de préparation du chlore.
- 132^a Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goner (Louis), à Paris, rue du Masard, n° 1, pour un siège dit *dormeur Goner* pour le service des voyageurs en chemins de fer.
- 133^a Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Huswalet frères et G. Dittmar, représentés par le sieur Tolhausen, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, pour une machine à vent indépendante, à action directe.
- 134^a Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hay (William-John), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les moyens de préserver les navires en fer ou en bois, les caissons, digues et autres constructions, de l'action nuisible des matières animales et végétales, et dans la préparation des matières employées.
- 135^a Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hilar (Selah), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 13, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des canons de fusil et d'autres armes à feu.

136° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Landois (Jean-Hippolyte), représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour application du mouton à la navigation.

137° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de la Feronie (Léo), à Paris, rue Beauregard-des-Martyrs, n° 4, pour procédé de préservation des substances animales et végétales.

138° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lecomte (Émile-Adrien), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un métier circulaire perfectionné propre à la fabrication des bas et autres articles de bonneterie de toute nature.

139° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lecomte (Éloi-Vincent-Omer), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un appareil de graissage continu à l'huile pour arbres de transmission et organes mécaniques.

140° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lévisse (Frédéric-Gustave), à Paris, rue de Trévise, n° 21, pour un compteur à l'usage des voitures de place et autres.

141° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mauillon (Pierre), dessinateur de broderies, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une brodeuse automatique.

142° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mège (Félix), représenté par le sieur Folliau, à Paris, rue du Garde-Batignolles, n° 28, pour un genre de bijou.

143° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mérolle (Salvatore), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de sûreté pour armes à feu.

144° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nicaise (Benoit), représenté par le sieur Naintré, à Paris, rue Feydeau, n° 26, pour un procédé de trempé de toutes pièces en fonte, applicable notamment aux crassings.

145° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parry (Georges), maître de forges, représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication du fer et de l'acier (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 18 novembre 1875).

146° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pichie du Piquet (Louis-Ernest), à Paris, rue Bréda, n° 21, pour un appareil propre à introduire les matières antitartreuses dans les chaudières à vapeur en pleine marche.

147° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pluchart (Stanislas), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour un genre de liqueur dite *petit lait suisse hygiénique*.

148° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sallès (Louis-Félix), parfumeur, à Paris, rue de Bercy, n° 3, pour la fabrication d'un peigne dont le dos est creux et le manche en forme de tube-flacon pour contenir un liquide quelconque.

149° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sax (Adolphe), fabricant d'instruments de musique, représenté par le sieur Brade, à Paris, rue Neuve-de-Ménilmontant, n° 15, pour des modifications apportées aux instruments de musique en cuivre à pistons.

150° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai

1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Seignaut (Joseph-Pierre), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux tonneaux d'arrosage public.

251° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 15 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Smith (Edmond), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements aux compteurs à gaz fonctionnant à l'aide d'un liquide quelconque (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 28 mars 1876).

252° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Williams (Turner), représenté par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour perfectionnements dans les manivelles employées pour mettre en mouvement les machines à coudre et autres.

253° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ba-taille (Jules), constructeur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de machine à vapeur à piston glissière.

254° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Besse (Henri-Xavier), représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un fourneau de cuisine à foyer mobile.

255° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bray (William), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour une locomotive perfectionnée, particulièrement applicable aux travaux agricoles (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 23 novembre 1875).

256° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par les sieurs Charton-Rey, cafetier, et Himbert-Sirugue, serrurier-mécanicien, à Nuits, pour un porte-allumettes dit *inflammatoire*.

257° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Conte (Jean-Marie), conducteur des ponts et chaussées, à Vienne, pour un système de barrage automobile applicable aux cours d'eau non navigables ni flottables.

258° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Courcelles (Philippe), fumiste, rue Raugroff, n° 26, à Nancy, pour poêles de cheminées de toutes dimensions, forme suédoise, système Courcelles.

259° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Del-prina (Michel), représenté par le sieur Brade, à Paris, rue Neuve-de-Ménilmontant, n° 15, pour une série d'appareils propres à la fabrication de la graine des vers à soie et à leur boisement.

260° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par la dame Demeuzait (Denise Grandjean), tapissière, à Seurre, pour une machine à nettoyer et carder la laine et le crin.

261° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Dubosc (Amédée-Jules), manufacturier, route de Caen, n° 13, à Rouen, pour séchage des fils groupés avant division par enverjure dans les machines à parer.

262° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ellis (Thomas), représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des rails (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 29 novembre 1875).

263° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Gâche (Vincent), mécanicien, rue de Vertais, n° 49, à Nantes, pour un genre de wagons propres au transport des déblais.

264° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai

1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gassais (Auguste), représenté par le sieur d'Aubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour un perfectionnement apporté aux locomotives et voitures de chemin de fer, dans le but d'empêcher le déraillement.

165° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur George-Perrier (Jean-Philippe), à Ay, pour un instrument d'agriculture dit *extirpateur à bras* George.

166° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Germain (Jean-Baptiste), à Robions, pour une machine à triturer les tourteaux.

167° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Giffard (Paul), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système d'armes de salon, de chasse et de guerre à air comprimé.

168° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Girard (Adolphe), chimiste, rue Terusse, n° 89, à Marseille, pour un système de filtration en grand des eaux de rivières dit *filtre siphonide*, etc.

169° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par les sieurs Lacoste (Ernest), pharmacien, et Signalas (Alphonse), pharmacien, à Agen, pour une machine dite *machine de sûreté*, servant à dételier les chevaux.

170° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Basses-Pyrénées, par le sieur Latrille (Jean-Sylvestre), peintre-vitrier, rue de la Préfecture, n° 16, à Pau, pour un appareil inodore et désinfectant dit *l'indispensable*.

171° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Loir-et-Cher, par le sieur Lecomte-Alliot, à Montcollier, pour un frein dit *frein-lice*.

172° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lewandowski (Charles), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de verres-lampes pour la multiplication de la lumière dans les lanternes et les appareils d'éclairage pour les chemins de fer, rues, monuments, enseignes, etc.

173° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Loyer (Charles-Antoine-Marie), place Saint-Jean, n° 6, à Lyon, pour l'emploi des caractères ou lettres alphabétiques comme caractères mobiles et portatifs.

174° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Mallard (Étienne), commissionnaire, rue du Chemin-de-Fer, n° 15, à Roubaix, pour l'emploi en filature de matières textiles dites *lanugine*.

175° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Dordogne, par le sieur Martin (Jules), ingénieur de la compagnie d'Orléans, demeurant à Périgueux, pour un système de faneuses et moissonneuses.

176° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moisset (Toussaint-Stanislas-Adolphe), à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 63, pour un *laminier en fer*.

177° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Muller (Paul), représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un mode de fusion de zinc appliqué à la galvanisation du fer et de la fonte.

178° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Côtes-du-Nord, par le sieur Olivier (Yves-Marie), négociant, à Lannion, pour une charrue.

179° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pa-

pillon-Pesé, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une charrue universelle dite la *papillonne*, pour toutes cultures jardinières, maraîchères et céréales.

280° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales, par le sieur Poncet (André), teinturier, à Perpignan, pour une machine dite *apprêteuse économique*.

281° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Rousselot-Beaulieu (Jacques-Etienne-Alphonse), à Saint-Séverin, pour un robinet.

282° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Tissinier (Jean), voyageur de commerce, élisant domicile chez le sieur Imbert, cours Belzunce, n° 28 A, à Marseille, pour une boîte en carton pour pelotes, etc.

283° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Trannin (Louis-Désiré), négociant, à Arras, pour presses hydrauliques et étireindelles en fer.

284° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bigoy (Stanislas), rue de Lancry, n° 57, pour un genre de roulettes sphériques pour meubles.

285° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boisselet (Jean-Sylvain), chez le sieur Boisseau, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 33, pour un système de terrassement à vapeur propre à exécuter les travaux des tranchées et autres.

286° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourgeois (Jean-François), à Paris, rue de Metz, n° 12, pour un carmin parfumé à l'usage des glaciers, confiseurs, pâtisseries, etc.

287° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cammas (Jacques), mécanicien, à Paris, rue Pierre-Levée, n° 16, pour un cochet à arcade mobile appliqué au timbre sec à charnière dit *coup de poing*.

288° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carpentier (Hiram), représenté par le sieur Tolhausen, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, pour des perfectionnements dans l'établissement des voies de chemins de fer.

289° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Colson (Melchior), représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des vis de pressoir à engrenage, propres à établir le contact des surfaces des tiroirs équilibrés, pour lesquels il a pris un brevet de quinze ans, le 27 novembre 1861.

290° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desnos-Gardissal (Charles-Jules-Pierre), représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil destiné au battage, au peignage et à la ventilation de la laine, du coton, du crin, etc.

291° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Doniathorpe (George-Edmond), Firth (William) et Ridley (Robert), représentés par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour des perfectionnements dans les machines et appareils employés pour exploiter les mines de charbon et autres (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 26 novembre 1875).

292° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Eschwege (Hermann), représenté par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour des perfectionnements dans le traitement de l'esprit de bois et autres esprits végétaux (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 2 janvier 1876).

193^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Galibert et Laporte, représentée par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour machines à affûter les scies.

194^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gault (Henri), à Paris, rue de la Chaumière, n° 34, impasse Sulot, n° 3, pour une serrure de caisse de voiture.

195^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gufréon (Engène), à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 66, pour procédé d'élévation des eaux et moyen de les répandre.

196^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Lapot (Augustine), représentée par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des appareils à nettoyer et à polir les couteaux.

197^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Johnson (John-Henri), représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés au nettoyage du riz et autres grains (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 25 novembre 1875).

198^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Journeux (Jean-Frédéric), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour une machine à coudre.

199^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Larages (Hippolyte-Raymond), représenté par le sieur Dallemagne, à Paris, rue de Ségur, n° 9, pour un genre de portraits d'encadrement-relief dits *portraits mécanosures*.

200^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Le Doux (Christian-Bernard), à Paris, boulevard du Mont-Parnasse, n° 153, pour un mode d'inflammation des mèches à l'usage des fumeurs et autres.

201^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Le-normand (Nicolas-Alphonse), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une roue hélice à pelles inclinées et à action continue.

202^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mar-guerite (Louis-Joseph-Médéric), chimiste, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour appareils pour la préparation des aliments.

203^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nyst (Frédéric), représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la construction des robinets.

204^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Oli-nier (John), Grantham (John), Sianock (William) et Leverton (Montagne-Richard), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des procédés perfectionnés pour l'obtention de certaines substances chimiques, le traitement de la fibre végétale et l'obtention d'un engrais et autres produits.

205^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pe-berdy (Samuel), Whitehouse (William) et Jones (Henri), représentés par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des étoffes à côtes.

206^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peltier jeune (Célestin), représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements aux charnnes en général.

207^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai

1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Poukaloff (Valérien), élisant domicile chez le sieur Jouanne, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 16, pour râteau mécanique à cheval dit *râteau Poukaloff*.

308° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Reignard (Bénigne) et Malé (Théodore), à Paris, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, n° 147, pour un système de construction, de machination et de décors applicable aux théâtres anciens et nouveaux.

309° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Rousselot (Georgina) et le sieur Monnet (Louis-Hubert), représentés par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des articles de verrerie pour fleurs artificielles et autres.

310° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le docteur Salles (Girons), à Paris, rue Bonaparte, n° 66, pour un procédé de pulvérisation des liquides pour l'hydrothérapie.

311° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Santerre-Taconet (Joseph), serblantier-lampiste et pompier, représenté par le sieur Brade, à Paris, rue Neuve-de-Ménilmontant, n° 15, pour une pompe à godet ou noria.

312° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Schultz frères, représentés par le sieur Levita, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 19, pour une machine à tailler les dents de roues d'engrenage.

313° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Watney (Alfred), représenté par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour perfectionnements dans la construction des navires et autres constructions destinées à résister aux boulets (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 15 mai 1876).

314° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Willecot (Charles-Henri), représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à coudre (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 25 novembre 1875).

315° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Allègre (Charles), à Hyères, pour une carabine de précision avec balles à ailettes.

316° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Asselin (Félix), à Paris, rue de Trévise, n° 22, pour application à la savonnerie des amidons, farines, fécules rendus solubles, et leur transformation en savon dit *savon d'amyléine*.

317° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beaujoint (Charles-Adèle), à Paris, rue de la Chaussée-de-Ménilmontant, n° 126, pour une presse à timbre humide.

318° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par les sieurs Bienvenu frères, fabricants de tissus métalliques, à Connerré, pour une peinture applicable aux toiles métalliques et à tous objets confectionnés en toile de ce genre.

319° Ce brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blard (Victor-Eugène), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une longue-vue jumelle à double développement simultané.

320° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales, par le sieur Calvet (Joseph), potier, à Caramany, pour une bobèche dite *bobèche brûle-tout*.

321° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cass (Louis-Jean-Simon), à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 25, pour un jouet d'enfant (chemin de fer sans fin) portatif.

322° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mai

1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cazal (Jean-Henry), représenté par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un mode de lancement de la navette dans les métiers à tisser.

323° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chazotier (André), rue Palais-Grillet, n° 9, à Lyon, pour un genre de vernis dit *verniss arabe*.

324° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chevillot (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour une plaque de porte dite *plaque indicateur*.

325° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clément (Jean-Léandre), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de bielle propre à diverses applications industrielles dite *bielle Clément*.

326° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Colson (Melchior), représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour dispositions de machines à vapeur à détente ou sans détente, à condensation ou sans condensation, propres à élever les eaux en général et appliquées principalement au charbonnage, aux minières et aux carrières, dispositions également applicables à l'alimentation des villes et des canaux.

327° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Colson (Melchior), représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements aux machines à descendre et à remonter les ouvriers des mines, pour lesquelles il a pris, le 18 avril 1860, un brevet de quinze ans.

328° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desouches fils (Arthur), carrossier, à Paris, avenue des Champs-Élysées, n° 40, pour un système d'ouvertures des voitures dites *landaus*.

329° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Walton (William) et (Frédéric), représentés par le sieur Basset, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour perfectionnements dans la fabrication des cartes en fils métalliques (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 31 janvier 1876).

330° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desaux-Vallotte (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des plaques pour exutoires divers et bandages quelconques.

331° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Alpes-Maritimes, par le sieur Dromart (François), à Antibes, pour application de la vapeur à haute pression à la fabrication des matières résineuses.

332° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Font-savage fils (Jean), tanneur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine à réduire les écorces à tan.

333° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fouquet (Adolphe-Émile), mécanicien, représenté par le sieur Illy, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, pour des perfectionnements apportés dans les râteliers à cheval.

334° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Orne, par le sieur Ginoux (Pierre-François), imprimeur en caractères, à Laigle, pour un procédé d'impressions de textes de fonds et d'ornements quelconques en couleurs variées dit *polycromographie*, applicable à toutes presses typographiques, lithographiques, à bras ou mécaniques.

335° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin

1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Klein (Charles), chez le sieur Barbier, place Colbert, n° 9, à Lyon, pour une balance de comptoir.

336° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Basses-Pyrénées, par le sieur Léger (François), tourneur, à Pau, pour un porte-cigare-filtre à double réservoir.

337° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Ligier (Jacques), facteur de pianos, à Clermont-Ferrand, pour un instrument de musique portatif dit *orpèd*.

338° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Méry (Louis-Alphonse), fabricant de papiers peints, à Paris, Grande-Rue de Reuilly, n° 31, pour application de la galène argentifère à l'industrie des papiers peints.

339° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poirier (Laurent), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 122 et 124, pour une presse de laboratoire destinée à extraire le liquide contenu dans une substance quelconque.

340° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Poivret (Jules-Nicolas), mécanicien, rue du Palais-de-Justice, n° 25, à Troyes, pour perfectionnements apportés aux métiers rectilignes à tricot à lisières proportionnées.

341° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Reday (Pierre-Aimé), rue Saint-Esprit, n° 17, à Bordeaux, pour des flacons propres à la parfumerie et à la confiserie.

342° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Revertégat (Bernard), entrepreneur de charrois, place du Marais, n° 11, à Marseille, pour un système de trique-bale.

343° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rosco (James), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un appareil dit *lubricateur*, applicable aux machines à vapeur (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 5 mai 1876).

344° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Stenhouse (John), représenté par le sieur Anjart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements dans les moyens de rendre certaines substances moins accessibles à l'air et aux liquides, et de protéger les surfaces métalliques.

345° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thibouville (Louis-Émile-Jérôme), fabricant d'instruments de musique, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un cornet à pistons transpositeur.

346° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Van Anden (William), constructeur, représenté par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans les machines à faucher et à moissonner (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 27 novembre 1875).

347° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Autran (Léopold), à Paris, rue des Entrepreneurs, n° 77, territoire de Grenelle, pour un mode de fabrication des chandelles et des bougies.

348° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Barron (Jean-Baptiste), à Lorette, pour un système de cheminée de sûreté à la lumière mobile applicable aux armes à feu et à percussion.

349° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bertrand (Caton), à Paris, rue Meslay, n° 57, pour un système de châssis en spirale servant à élever les sièges, tels que tabourets, poufs, tabourets de pianos, etc. etc.

350^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charvin (Antoine), à Paris, rue Neuve-Pigalle, n° 10, pour un système de frein applicable à toute locomotion à moteur propulsant ou entraînant dit *frein isolant*, système Charvin.

351^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Criès (Émile), à Paris, rue Saint-Gilles, n° 11, pour un peissaire électrique.

352^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durosai (François), chaudronnier, élisant domicile chez le sieur Chesneau, à Paris, hôtel du Lion-d'Argent, rue du Faubourg-Saint-Denis, pour un système de batteuses à tarrure, avec manège pour le blé.

353^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Germain (Charles) et Beaujard (François), entrepreneurs de menuiserie, représentés par le sieur Bicoirdeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de persiennes dites *persiennes blindées*.

354^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gouache (Louis-Jules), négociant, représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de tableau indicateur.

355^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Higgins (Thomas), représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des allumettes (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 10 décembre 1875).

356^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hoch (Charles), fabricant de fusils (jouet), représenté par le sieur Calmels fils, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour un genre de fusils (jouet d'enfant).

357^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Imbs (Jules-Joseph), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour certains perfectionnements dans la fabrication des tissus, et spécialement des tissus couvés.

358^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kantor (Sigismond-William), fabricant de porte-monnaie, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un fermoir à tirette applicable aux porte-monnaie, portefeuilles, etc.

359^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Kostlin (Auguste) et Battig (Antoine), représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de pose de voie de chemin de fer excluant l'emploi du bois.

360^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laroze (Antoine), à Paris, rue d'Enghien, n° 8, pour purification et assimilation du phosphate de chaux fossile.

361^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leach (James), représenté par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour perfectionnements dans la préparation des matières destinées à la fabrication des bougies (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 3 décembre 1875).

362^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemoine (Jules), à Paris, rue Saint-Paul, n° 34, pour une application du caoutchouc.

363^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Merinoni (Hippolyte-Auguste) et Chaudré (François-Noël), à Paris, rue de Vaugirard, n° 67, pour une plaque creuse devant être chauffée par la vapeur pour la pression des corps gras.

364° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mer-ville (Pierre-Antoine-Adolphe), bijoutier, et Desjardins-Lieux (Charles-Désiré), graveur-estampeur, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système d'enfile-aiguilles.

365° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Molinos (Jean-Isidore), représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés dans la construction des paliers et des boîtes à graisse.

366° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pétrie (William), représenté par le sieur Gaigneau, à Paris, rue Ménars, n° 12, pour perfectionnements apportés aux appareils propres à faire bouillir certains produits chimiques, tels que l'acide sulfurique.

367° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pingot (Georges-François), fabricant de tabletterie, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une boîte-contrôle pour voitures de place, etc.

368° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poubelle (Léon-François), à Paris, rue de Courcelles, n° 14, pour une tasse à tisane ou potion dite *possimètre*.

369° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Raby (Hyacinthe-Raymond), fabricant de boutons, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un procédé produisant l'adhérence des ornements en émail fondu sur les métaux et sur toutes substances pouvant supporter une température convenable.

370° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Révillon (Henri-Alexandre), représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la confection des jupons-crinolines.

371° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rubsamen (Jacques), contre-maître d'atelier, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans la fabrication des ressorts pour véhicules quelconques.

372° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ryo-Catteau (Joseph-Marie), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour perfectionnements apportés dans les machines à retordre la laine, le coton, la soie, et en général tous les fils textiles.

373° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lecott (Robert), représenté par le sieur Polliou, rue du Garde, n° 7, quartier des Batignolles, pour une méthode perfectionnée de rayer les canons des armes à feu.

374° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Stewart (David-Yoolow), fondeur, représenté par le sieur Richard, Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la fabrication des tuyaux en fonte et dans les appareils relatifs à cette fabrication (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 10 novembre 1875).

375° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Stratton (Richard-Augustin), mécanicien, représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des ombrelles, parapluies et autres articles semblables.

376° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 2 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tyer (Edward), représenté par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour des perfec-

tionnements dans les télégraphes électriques (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 29 novembre 1875).

377° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wiley (William-Edward), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux porte-crayons, porte-pastels et manches pour autres substances solides servant à écrire ou à marquer, ainsi qu'aux porte-aiguilles à crochets (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 12 décembre 1875).

378° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Armand-Calvat fils, gantier, à Grenoble, pour une agrafe rivée et destinée aux gants de toute espèce.

379° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baqué (Dominique), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les pipes.

380° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bennett (Richard), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un moyen de mettre les aiguilles en papier ou de les envelopper pour la vente (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 7 mai 1871).

381° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Billard (Léon-Joseph), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour raccords de tuyaux en métal destinés, soit à renfermer des fils télégraphiques souterrains, soit à la conduite des eaux.

382° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bigourat (Jacques), luthier, à Paris, rue du Chaume, n° 10, pour application de cordes plates en acier aux pianos.

383° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Bonneville (Honoré), fabricant de tabletterie, à Saint-Claude, pour un système d'ornement applicable aux pipes en bois de toutes formes et dimensions.

384° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Camel (Jean-Clément-Léon), représenté par le sieur Zacharie, rue de Bourbon, n° 40, à Lyon, pour un instrument d'agriculture dit *houe-plautoir à cheval et à bœuf*.

385° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Daguet (Victor-Charles), fabricant de cuivrie, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fabrication de boutons doubles en métal, pour l'équipement, le voyage et les articles de chasse, etc.

386° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Daru (Martial), à Paris, rue Royale-Saint-Monré, n° 9, pour dispositions de voitures.

387° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Delvigne-Dotoit (Laurent), fabricant de ciment, élisant domicile chez le sieur Debleckère-Parvilliez, place aux Bluets, n° 11, à Lille, pour un procédé de fabrication de carreaux, dalles, plinthes, imitation de mosaïques, etc.

388° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dickinson (John), manufacturier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans la taille ou le rhabillage des meules de moulin (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 16 janvier 1876).

389° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durut (Pierre), éditeur lithographe, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé dit *litho-peinture*, pour le transport de la peinture sur toutes surfaces.

390° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin

1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Faure, (Jean-Baptiste), dessinateur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine à condre-jouet dite *fillette*.

391° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Frezon (Frument-Nicolas), à Paris, rue Saint-Maur-Popincourt, n° 42, pour la fabrication de divers produits alimentaires provenant de la réglisse.

392° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goddard (Calvin-Luher), manufacturier, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans les machines à ouvrir, carder et nettoyer la laine et autres matières filamenteuses (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 29 avril 1876).

393° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gnye (Charles-Edouard), fabricant d'horlogerie, élisant domicile chez le sieur Fenillat, rue Ferraudière, n° 14, à Lyon, pour un appareil mécanique à tailler ou à arrondir les roues d'engrenage.

394° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jacquoux père (Joseph-Marie), et ses fils (Eugène-Jean-Joseph) et (Clément-Jules-Baptiste), fabricants de bourelets, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de plinthes mobiles destinées à intercepter l'air au bas des portes d'appartement, de magasin, etc.

395° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lyon (Charles), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour les calottes, casquettes et chapeaux sans coutures, implissables.

396° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Pierre-Émile), manufacturier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de zincage à chaud des pièces métalliques en place.

397° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Palmer (William), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 13, pour des perfectionnements apportés aux armes à feu à culasse rotative.

398° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Paraf-Javal frères et compagnie, manufacturiers, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour la fabrication des tissus, châles, cachemires, etc. en coton imprimé.

399° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Paulin (Jeanne-Eugénie) et le sieur Vessière (Jean-Achille), représentés par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour la fabrication, à la mécanique, de pelisses et autres vêtements pour enfants.

400° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perlot (Richard), fabricant de jouets, représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour application d'un ressort rectiligne à tension limitée à la mise en mouvement des jouets roulants.

401° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pradel (François), représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de compteur pour voitures.

402° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Renvois (Zoé), petite rue Pizay, n° 4, à Lyon, pour une machine à raboter et à rainer le bois longitudinalement.

403° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nolin

(Hugues), employé de chemin de fer, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de porte-allumettes.

404° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Russell (John-James) et Brown (Burdett-Lambton), représentés par le sieur Sautier, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour des perfectionnements dans les appareils employés dans la fabrication des tubes coniques (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 6 décembre 1875).

405° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Croccaz (Jean-Michel), place du Petit-College, n° 4, à Lyon, pour un appareil dit *légulisateur défilé*.

406° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Warnery (Antoine-Louis), quai Saint-Clair, n° 14, à Lyon, pour une machine à ouvrir et préparer pour le peignage toutes espèces de matières textiles, coton, laine, lin, etc., et particulièrement tous les déchets de soie.

407° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Warnery (Antoine-Louis), quai Saint-Clair, n° 14, à Lyon, pour perfectionnements aux pédales du système Heilmann.

408° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wyns (Lambert-Godefroy), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 118, pour une table de nuit-bidet et chaise percée à coulisses.

409° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Atterbury (James-Seaman) et (Thomas-Bakewelle) et Reddick (James), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des objets en verre creux.

410° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baud (Victor), docteur-médecin, à Paris, cité Bergère, n° 2, pour la conservation des matières animales par l'acide phénique.

411° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bonvalot (Joseph), élisant domicile chez la demoiselle Eustache, rue Vaubecour, n° 24, à Lyon, pour une machine servant à dresser, à planer, à rainer les bois et à faire les moulures.

412° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourbon (Jean-Baptiste-Paul), fabricant tôlier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un foyer de buanderie avec système d'accélération de l'ébullition et d'économie de combustible.

413° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boyer (Charles), mécanicien, à Paris, rue Saint-Maur, n° 148, pour un guide à border pour les machines à coudre.

414° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 29 avril 1862, au secrétariat du directeur de l'intérieur, par le sieur Calvert (John), mécanicien, à Saint-André (île de la Réunion), pour un perfectionnement apporté à la batterie Gimard.

415° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Capello (Ange), corroyeur, rue des Repenties, n° 4, à Marseille, pour une machine à lisser et rayer les peaux dites *maroquins*.

416° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Carville (Charles-Louis-Joseph), entrepreneur, rue Basse, n° 40, à Lille, pour un système de construction de chaudières ou générateurs à tubes bouilleurs ondulés, propres à toute industrie, voies ferrées et navigation à vapeur.

417° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juin

1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Deley (Sébastien), maître de verrerie, à Rive-de-Gier, pour un système à briser les embouchures des bouteilles.

418° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ferré (Joseph), à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 16, pour des entrées de petites fermatures.

419° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Firnstahl (Ignace-Michel), manufacturier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine dite *machine Firnstahl II*, à imprimer les châles, tissus de toutes espèces et de toutes dimensions, plus spécialement ceux à rayures.

420° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fordred (John), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des moyens de traiter l'huile de lin (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 9 décembre 1875).

421° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fournier (Achille), négociant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les compteurs et les contrôleurs.

422° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gabler (Ludwig) et Zingler (Maximilien), représentés par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour des perfectionnements dans la fabrication d'articles en ivoire et en os (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 14 mars 1876).

423° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 29 avril 1862, au secrétariat du directeur de l'intérieur, par le sieur Gardin, à Saint-Benoît (île de la Réunion), pour un système de railway aérien avec chariots à charges suspendues.

424° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Geneste (Eugène-Paul), constructeur d'appareils de chauffage, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les appareils de chauffage.

425° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gillos (François-Frédéric), élisant domicile chez le sieur Jolibois, à Paris, boulevard Latour-Maubourg, n° 26, pour une pompe rotative foulante à mouvement horizontal.

426° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hawkins (John), fabricant de harnais, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux mors de brides.

427° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur How (Thomas-Palmer), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux encriers.

428° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leulliot (Chrysostome-Maurice), serrurier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de serrure de sûreté.

429° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lyon (Abraham) et Cuignet (Charles), à Paris, rue du Grand-Prieuré, n° 29, pour un moyen propre à arrêter le développement de la maladie de la vigne et d'autres végétaux.

430° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Pierre-Émile), maître de forges, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour emploi industriel de la vapeur oxygénée et de l'eau oxygénée.

431° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Martin (Etienne), Cavagna (François) et Turrel (Antoine), négociants, quai de Rive-Neuve, n° 11 B, à Marseille, pour application des cornues à la fabrication du phosphore.

432° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Minotto (Jean), professeur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la construction des piles électriques.

433° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Rabiet (Pierre-Louis), à Chalon-sur-Saône, pour un mouvement perpétuel de transmission et simplification de rouages, applicable aux pièces à sonnerie.

434° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ravinet (Pierre), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un tambour-jouet mécanique.

435° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Renaud-Flour, mécanicien, à Saint-Pierre-lès-Calais, pour un intérieur de jacquart.

436° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rennes (Alexandre-Joseph-Marie), fabricant de brosses, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les articles de brosse.

437° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Simillion (Louis-François), à Paris, rue du Chemin-de-Fer, n° 28, territoire de Charente, pour un genre de grattoir pour les peintres, sculpteurs, etc. dit *grattoir Simillion*.

438° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Sackfùll (Louis), mécanicien, route du Havre, n° 259, à Déville-lès-Rouen, pour un appareil à détacher le tartre dans les bouilleurs des générateurs à vapeur.

439° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tellier (Louis-Charles), à Paris, rue Leboutoux, n° 11, pour un mode de fabrication de la glace et de production du froid.

440° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Thaurin (Victor), tisserand, rue de Louviers, à Caudebec-lès-Elbeuf, pour un genre de laine à tisser, avec des auxiliaires foulants et un régulateur de pas, tant pour métiers ordinaires que pour métiers mécaniques, et application des auxiliaires foulants et du régulateur aux anciennes laines et aux mêmes métiers.

441° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Verant (Antoine-Théodore), confiseur, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour lithophanie en sucre.

442° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baud (Victor), docteur-médecin, à Paris, cité Bergère, n° 2, pour la dépuraison du grain de blé avant sa réduction en farine.

443° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Beaufranchet (Jean-Nicolas-Amable) et Braconnier (Auguste-François), représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un damier domino mécanique.

444° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Benoit (Joseph-Paul) et Vasseur (Jean-Baptiste), représentés par le sieur Ansart, à

Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour la fabrication du crin végétal sans déchet et les moyens employés à cet effet.

445° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beugnot (Charles-Henri), à Paris, rue Grenier-Saint-Lazare, n° 5, pour un système de fermeture à bouton ou poussoir en ivoire, os ou autre matière, applicable spécialement aux nécessaires en ivoire incrusté pour dames.

446° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cezilly (Jules-Hippolyte), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour des perfectionnements apportés aux métiers de tissage.

447° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chevallier (Alexis-Lucien), sculpteur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la construction des enclumes pour battre les faux.

448° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz, représentée par le sieur Arson, à Paris, rue Saint-Georges, n° 1, pour un mode d'assemblage de tuyaux de conduite.

449° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duteils (Romain), fabricant de fleurs artificielles, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnement dans la fabrication des fleurs artificielles.

450° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Friedmann (Alexandre) et de Erlanger (Frédéric-Émile), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de foyer fumivore pour chaudières tubulaires, chaudières de locomotives, de bateaux à vapeur et de locomobiles.

451° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Hautes-Alpes, par les sieurs Gaduel (Pierre-Alexandre), Boisseranc (Jean-François) et Garnier (Maurice), élisant domicile chez le premier, rue de Provence, n° 33, à Gap, pour la confection d'ardoises à crochet.

452° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gauthier (André-Jacques-Amand) et Lillo (Léon), représenté par le premier, à Paris, square Clary, n° 9, pour la rectification, la décoloration et la désinfection du pétrole d'Amérique.

453° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gerbel (Guillaume), maître de cave, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des vins mousseux.

454° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Loir-et-Cher, par les sieurs Godineau frères (Hersant), (Louis) et (Claude), à Montrichard, pour un système de croisées imperméables.

455° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gognel (Eugène-Alexandre-Frédéric), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements apportés dans la construction des hauts fourneaux.

456° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Gonet (Gabriel-Édouard), à Paris, rue des Beaux-Arts, n° 6, pour une cafetière dite *cafetière mexicaine*, à filtre mobile concentré.

457° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société N. Hénoque-Arlot aîné et compagnie, à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 56, pour

un système de palette à double marche porte-feuille pour marche-pied de voitures à portés.

458° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hudson (Charles-Hodge), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour perfectionnements dans la construction des cuirasses des bâtiments de guerre.

459° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lapergue (Claude), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour un régulateur de machine à vapeur.

460° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemonnier (Charles-Désiré), à Paris, rue Grétry, n° 1, pour un système de bouchage des fûts à l'émeri avec siphon devant faciliter la sortie des liquides.

461° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Lombard et Batellier, joailliers, représentés par le sieur Ricordeau, boulevard de Strasbourg, n° 23, à Paris, pour une bague-cravate à fermoir.

462° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Miné (Auguste), bijoutier en acier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé perfectionné de fabrication de montures de boucles, porte-monnaie, etc.

463° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Périnelle (Jean-Joachim), Roux (Frédéric) et Morisset (Jacques-Eugène), à Paris, le premier, rue Henri-Chevreau, n° 7 (vingtième arrondissement), le deuxième, rue de Flandre, n° 3, et le troisième, rue Lafayette, n° 99, pour une machine à fabriquer les briques par la pression.

464° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par les sieurs Petit (Georges), constructeur, et Robert aîné (Eutrope-Sébastien), négociant, à Saintes, pour un appareil de distillation pour les betteraves, les marcs de raisin et tous les solides en général, les matières pâteuses et les liquides.

465° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ramonada (Pierre), représenté par le sieur Kessler, rue Eugénie, n° 11 et 13, à Champerey-Neuilly, pour une brûleuse à simple ou double effet (pour les tissus).

466° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ronnet (Adolphe), filateur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les machines à travailler le bois.

467° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rostant (Philippe), représenté par le sieur Tolhausen, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, pour des perfectionnements apportés à la dessiccation, au moyen de l'air chaud, de la mégasse ou fibre ligneuse de la canne à sucre sortant du moulin, et aux appareils de dessiccation, à l'effet de produire un combustible utile.

468° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Saulnier (Adolphe-Pierre), à Paris, rue Royer-Collard, n° 15, pour un procédé mécanique de taille de cristaux.

469° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schliekensen (C.), constructeur-mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine à faire des briques, des tuiles, des tuyaux de drainage, de la tourbe, etc.

470° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Trichet (Désiré), représenté par le sieur Barral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un genre de bancs et hanquettes de jardin, etc.

471° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juin

1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Turcat (François-Théophile), architecte, rue de Paradis, n° 31, à Marseille, pour un fer nervure à double cornière.

472° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wiesnegg fils (Marie-Jean-Victor), à Paris, place de la Sorbonne, n° 4, pour dispositions applicables aux appareils de chauffage par le gaz.

473° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Wirth frères, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 117, pour un genre de coffrets montés avec plaques de cristal, porcelaine, marbre ou autre composition quelconque.

474° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ambler (Augustin-Irel), la dame Ambler (Roseline Nancy), son épouse, et le sieur Martin (Warrick), représentés par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans les freins pour wagons de chemin de fer (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 27 mai 1875).

475° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Asselin (Henri), doreur sur tranche, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, à Paris, pour un procédé d'ornementation de la tranche de toutes espèces de livres.

476° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Bessière et Clavel, à Paris, rue Notre-Dame-de-Recoüvrance, n° 20, pour une machine à effiler ou franger les étoffes pour châles et autres objets.

477° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Blanc (Jean-Antoine), constructeur d'instruments aratoires, à Draguignan, pour perfectionnements apportés à la charrue de labour dite *charrue à rotation*.

478° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bondy-Dupont (Eugène), à Paris, rue de Longchamp-Chaillot, n° 52, pour un jeu d'adresse dit *palais*.

479° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonnisson (Pierre), verrier, représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour fermeture hermétique, à chambre d'eau, des vases pour conserves alimentaires.

480° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Breton et Danto, cours Napoléon, n° 9, à Lyon, pour un système de générateur de vapeur à bouilleurs, tubulaire et à retour intérieur.

481° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Camoin (Bienvenu-François), mécanicien, rue Neuve, n° 24, à Marseille, pour une machine propre à augmenter la force des moteurs.

482° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Chiron (Jacques-Philippe), mécanicien, à Pujaret, pour un système de blutoir de moulin dit *blutoir à double diaphragme*.

483° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Courdier (Désiré), entrepreneur de bâtiments, à Mulhouse, pour des perfectionnements au système de vidange inodore, pour lequel il a pris un brevet de quinze ans, le 22 mai 1860.

484° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Demurger (Benoît), rue Magdelaine, n° 14, à Tarare, pour un robinet pouvant remplacer les valves des régulateurs dans les machines à vapeur.

485° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Eldin

(Félix), ferblantier, rue de Bourbon, n° 55, à Lyon, pour un système de pompes à purin et à eau claire.

186^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Favereau (Louis-François) et Guesnon (Yves-Marie-Auguste), à Paris, rue d'Anjou-Dauphine, n° 4, pour une turbine dite *turbine système Favereau et Guesnon*.

187^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Fontaine (Félix), rue des Capucins, n° 18, à Lyon, pour un genre de matelas.

188^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Fossard (Louis-Michel), rue Sala, n° 58, à Lyon, pour la fabrication de cyanure de fer et pour son application à la teinture et à l'impression en bleu.

189^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Guesnu, Flegenheimer et compagnie, représentée par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un procédé permettant de décalquer toute gravure ou impression peinte ou colorée à la main.

190^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hauteclouque (Pierre-Denis), négociant, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de bouton et pour les outils et moyens employés à le fabriquer.

191^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Jacob (Jean-Baptiste), rue Boileau, n° 10, à Lyon, pour un appareil d'alimentation continue des chaudières à vapeur.

192^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jouvét, (J.), négociant, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil applicable aux becs à gaz et destiné à augmenter le pouvoir éclairant du gaz.

193^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Loir-et-Cher, par le sieur Lecomte-Alliot, à Mont-Collier, pour une machine à tondre le gazon dite *tondeuse*.

194^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Loir-et-Cher, par le sieur Lecomte-Alliot, à Mont-Collier, pour un jeu de salon dit *jeu de bague*.

195^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Letort (François-Dominique), fondeur en cuivre, rue des Marais, n° 15, à Nantes, pour un genre de robinet à clapet.

196^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mahy (Louis-Denis), à Paris, rue de l'Arbalète, n° 39, pour porte-blanc pour queues de billard.

197^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Martin (Étienne) et Cavagna (François), négociant, à Marseille, quai de Rive-Neuve, n° 11 bis, pour un système d'appareils à distillation continue.

198^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par l'abbé Ménétrier (Jean-Baptiste), élisant domicile chez le sieur Turbergue, rue Saint-Vincent, n° 33, à Beaumont, pour un système de cheminées calorifère.

199^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moullé (Antoine), représentant de commerce, à Paris, route d'Italie, n° 18, Maison-Blanche, pour un hachoir pour chiffons de laine, papier, paille, foin, etc. etc.

200^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Olding (Henry-John), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système d'alimentation des générateurs ou chaudières à vapeur dont la partie est appli-

cable aux pompes élévatoires et à des moyens destinés à fournir des fluides à des capacités quelconques (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 13 décembre 1875).

501° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Péan (Jean), filateur, chemin de Miséricorde, à Nantes, pour une machine dite *lisseuse mécanique*, servant à lisser les ficelles.

502° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Pimartin (Michel), rue Palais-Grillet, n° 36, à Lyon, pour une machine à coudre les étoffes de tout genre.

503° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Rose (Séraphin) et Groux (Eugène), mécanicien, rue Princesse, n° 22 bis, à Lille, pour un genre de manomètre métallique.

504° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Turrel (Jean-Baptiste), mécanicien, rue Consolat, n° 128, à Marseille, pour une sonnerie à répercussion applicable aux maisons d'habitation, etc.

505° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aveyron, par le sieur Vennin (Charles), directeur de l'usine à gaz de Rodez, pour perfectionnements apportés aux compteurs à gaz.

506° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Annoite et compagnie, représentés par le sieur Ducastel, à Paris, place du Havre, n° 24, pour un appareil de chauffage à foyer mobile et à deux tirages.

507° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Borniche jeune (Louis-Henri), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de traverses en petite charpente dite *brindelle*.

508° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Broadley (James), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements aux moyens et appareils employés dans le tissage (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 17 mai 1876),

509° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par le sieur Canu (Florimond-Joseph), mécanicien de la compagnie des chemins de fer de l'Est, à Chaumont, pour un système destiné à prévenir les inconvénients de la fumée des locomotives dans les gares de chemin de fer.

510° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Simeg (Jean), élisant domicile chez le sieur Grisza, à Paris, rue Bourbon-Villeneuve, n° 61, pour procédé de métallisation de la fibre textile de verre et d'autres matières.

511° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Seine, par le sieur Cordier (Pierre-Alphonse), élisant domicile chez le sieur Lafolie, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 21, pour un appareil dit *culot de pipe*.

512° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cousin (Charles), employé, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un frein perfectionné pour chemins de fer.

513° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Debray (Charlemagne), scieur de long, rue des Capucins, n° 21, à Asnières, pour un outil servant à arranger les scies.

514° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par les sieurs Dordelinck et Parrau, quai de la Fontaine, n° 34, à Nîmes, pour une tonne aspirante et foulante ou piston hydraulique à compression d'air.

515° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin

1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dorey (Jules-François), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un modèle d'éclairage de nuit des diverses inscriptions qu'il est d'usage, dans les villes et dans les bourgs, de placer le long des voies et sur les places publiques, etc. etc.

516° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Elmer (William), professeur de chimie, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la préparation des tissus et à la fabrication des cuirs artificiels.

517° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Espinasse (Côme-Adrien), fabricant, représenté par le sieur Clais, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 35, pour des perfectionnements dans le bouchage des canons de fusil, nécessaires d'armes et autres objets.

518° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gillet (Jean-Marie), fabricant de porcelaines, à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 28, pour un encrier dit *encrier-calendrier*.

519° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gore (Jean-Christophe), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux appareils de débrayage des courroies.

520° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Harrison (James-Portesue), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés aux moyens de préserver les fonds, aux carènes des navires et autres bâtiments, des attaques des bernacles et autres inscrustations (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 28 mai 1876).

521° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hinton (George), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux fourneaux dits *cabilots* (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 20 juin 1874).

522° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Howard (Georges-Carey), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour perfectionnements dans les manches de pelle.

523° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Jacquemin (Édouard), fabricant, à Donchery, pour la fabrication des enclumes du commerce.

524° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lecomte (D.), fabricant de boutons, représenté par le sieur Calmels fils, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour un anneau recouvert d'étoffe.

525° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefèvre (Jean-Édouard-Jules), fabricant de bronze d'imitation, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de montage et d'installation de réveils.

526° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefèvre (Jean-Édouard-Jules), fabricant de pendules, représenté par le sieur Calmels fils, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour des perfectionnements apportés à la décoration des pendules en bronze doré.

527° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Levaucher-Durclé (Félix-Charles-Victor-Léon), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un vaisseau dit *vaisseau normal*.

528° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marçais



(Jean-Joseph), à Paris, rue de Rivoli, n° 132, pour perfectionnements aux compteurs à gaz.

529° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moreau (François), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 156, pour un jouet d'enfant.

530° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ningier (George-Frédéric), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 120, pour un genre de timbre sec ombré.

531° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Normand (Désiré-Ferdinand), voyageur de commerce, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système ou mode de publicité.

532° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Perrin (Jean-François-Xavier), constructeur, à Vuillafans, pour un système de balancier parallélogramme propre à transmettre le mouvement à tout genre de pompe, mais principalement à celles dites à doubles pistons, employées par la marine impériale française.

533° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peterson (Charles), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des papiers imperméables employés à faire des sacs à provision, à poudre, des cartouches, des conduites d'eau, de gaz et autres objets semblables.

534° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Philidor (Gustave), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour un métier à filer la soie des cocons doubles ou simples.

535° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pot (Jean-Charles), architecte, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de reproduction des plans, dessins, etc.

536° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Roskopf (Georges-Frédéric), fabricant d'horlogerie, représenté par le sieur Lemaire, rue de la Clef, n° 22, à Lille, pour un système de remontoirs aux pendants, applicable aux montres savonnettes et aux montres à verre.

537° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Savy (Achille-Désiré), entrepreneur de charpente, représenté par le sieur Bos-Darnis, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 36, pour un système de combles pour hangars, usines, maisons, etc.

538° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Shipley (John-Georges), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les têtes, rênes et mors de brides (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 7 mars 1876).

539° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bailly (Jean-Louis), à Paris, rue Lévisse, n° 13, pour un appareil indicateur des fosses d'aisances pleines dit *flotto-fosse*.

540° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bégué (Jean) et Le Couteulx (Marie-Hippolyte), à Clichy-la-Garenne, le premier, impasse Mussard, n° 5, et le deuxième, rue des Cailloux, n° 7, pour des granits artificiels en tous genres, de toutes espèces et de toutes formes, et fourneaux pour ce genre de fabrication.

541° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Brunée (Louis), fabricant de fers à repasser, à Angers, pour un genre de fer à repasser.

542° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Chailen de Morès* (Anne-Marie-Charles-Frédéric), à Paris, rue d'Armaillé, n° 26, pour une soue hydraulique motrice à aubes courbes.

543° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Charbonnier* (Édouard), à Paris, square Napoléon, n° 2, pour un genre de tissu dit *tissu flexible*.

544° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs *Charpentier* (Charles-André), mécanicien, et *Levaillant* (Jules-Émile), employé, représentés par le sieur *Mathieu*, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés dans les porte-bougies ou allumeurs.

545° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Cochot* (Auguste), mécanicien, représenté par le sieur *Mathieu*, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la construction et la combinaison des scies mécaniques.

546° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Coenon* (Pierre-Théophile), représenté par le sieur *Mathieu*, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des cristaux, verres, etc.

547° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur *Corot* (Augustin), mécanicien, rue des Minimes, à Marseille, pour un indicateur de saturation dit *indicateur à niveau d'eau*, pour les chaudières à vapeur.

548° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Dauvois* (Charles-Jean-Baptiste), négociant, représenté par le sieur *Le Blanc*, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction des découpoirs.

549° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Dumesnil* (Louis-Michel), employé, représenté par le sieur *Mathieu*, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des objets en porcelaines réfractaires.

550° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la dame *Geniu* (Joséphine Galliard), rue Romarin, n° 9, à Lyon, pour un genre de siccatif pour la peinture.

551° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Goyard* (François-Edme), à Paris, rue Réaumur, n° 37, pour un système de traction sur chemins de fer.

552° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Laudet* (Jean-Baptiste-Georges), à Paris, rue de Gronelle-Saint-Germain, n° 82, pour procédés mécaniques de fabrication des sabots.

553° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur *Lemelle* (Valéri), forgeron, à Fauvelles, pour un semoir sur la haie de charrue dit *semoir et contre Lemelle*.

554° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur *Limonin* (Philibert), rue Sainte-Blandine, n° 3, à Lyon, pour un système de lavoir public.

555° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur *Lotz fils aîné* (François-René), mécanicien, rue Canelaux, à Nantes, pour un guide hélicoïde fixe pour câbles et chaînes de grues ou de treuils, et pour tous engins servant à enlever ou traîner des fardeaux par l'enroulement de câbles ou chaînes et



principalement applicables à la traction des instruments aratoires mus par la vapeur (ou par manège), tels que charrues, herses, etc. etc.

556° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Mallard (Étienne), commissionnaire, et Bonneau (Florentin), chimiste, élisant domicile chez le premier, à Roubaix, pour la préparation des matières textiles végétales par un procédé dit *linosède*.

557° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marquier (François-Louis), photo-lithographe, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé photo-lithographique.

558° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathieu-Plessy (Eugène-Marie), à Paris, rue des Pâtures, n° 6, quartier d'Auteuil, pour des perfectionnements apportés à la préparation des couleurs.

559° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ménard (François-Baptiste-Alexandre), monteur de diamants, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les machines propres à découper et à tailler le verre et le cristal.

560° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par les sieurs Mooneyres (François), mécanicien, et Foiret (Pierre), chaudronnier, rue Magin, prairie au Duc, à Nantes, pour une grille applicable aux fourneaux de terre et de mer.

561° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Mouchard (Philippe), rue des Trois-Cornets, à Elbeuf, pour une machine à passer les draps à l'apprêt pour leur donner du brillant.

562° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par les sieurs Perret (Joseph) et Mazer (Eugène), maîtres ouvriers ajusteurs, rue de Richelieu, n° 44, à Nîmes, pour une pompe alimentaire à simple vapeur.

563° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ross (John), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour perfectionnements dans les moulins à blé et autres grains (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 29 avril 1876).

564° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Salomon (Joseph-Marie), rue Pezay, à Lyon, pour le collage de la gaze, or et argent, sur papier blanc, jaune et autres couleurs, etc.

565° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Siebrecht (Georges-Adolphe), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les appareils à triturer les bois.

566° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Sorel (Stanislas-Tranquille-Modeste) et Mornard (Amédée), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 17, et le second, rue Mauconseil, n° 24, pour procédés chimiques applicables à la fabrication des dégras pour cuirs et peaux.

567° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Taylor (Jacob), représenté par le sieur Zacharie, rue de Bourbon, n° 40, à Lyon, pour perfectionnements dans le mécanisme ou appareil pour préparer le coton ou autres matières fibreuses à être filées (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 26 mai 1876).

568° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Vidal (Augustin), fabricant de tulle, à Saint-Pierre-lès-Calais, pour un fond de tulle avec broderie.

569° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Wil-

laine (Elijad-Day), manufacturier, et Field (Eyrus-West), négociant, représentés par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les balles cylindriques coniques.

570° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bedeau (Paul-Philippe), à Paris, rue Sainte-Placide, n° 30, pour un appareil servant au contrôle et à la vérification des voitures publiques.

571° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bonafils (Claude), fabricant de mousseline, Grande-Rue, n° 35, à Tarare, pour une machine à enlancer les cartons du système Jacquart.

572° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourbon (Jean-Baptiste), fabricant tôle, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un foyer économique de buanderie de forme circulaire.

573° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 20 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Caley (John-William) et Goodman (Frédéric), représentés par le sieur Castelbon, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 15, pour un genre de tissus pour les stores de fenêtres et autres emplois (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 29 avril 1876).

574° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carrière (Louis-Joseph), rue Fécatier, n° 10, à Courbevoie, pour un bureau dit *bureau moiteur* pour salles d'asile et écoles primaires.

575° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur Chevalier (Pierre), mécanicien, à Pons, pour un système de charrue araire à mouvement brisé, exécutant tous les labours, pour la culture des terres et des vignes.

576° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Corrèze, par le sieur Corn (Joseph), à Malmort, pour application de meules accouplées à la trituration de la paille destinée à la fabrication du papier.

577° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Coscin du Thil (Nicolas-Prudent) et Durand (Alfred-Marie), à Paris, le premier, rue de Tracy, n° 14, et le deuxième, rue des Poissonniers-Montmartre, n° 99, pour un câble creux destiné à divers usages, et notamment à la télégraphie.

578° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duchêne aîné (François-André), à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 11, pour procédés propres à la confection du feutre *sérapi*, et pour son emploi à diverses applications.

579° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aude, par la société Esculier, Labatut et Raynaud, fabricants de chapeaux, à Couiza, pour un système de gaufre de chapeaux, casquettes et calottes.

580° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Favereau (Louis-François) et Guesnon (Yves-Marie-Auguste), à Paris, rue d'Anjou-Dauphine, n° 4, pour un système de turbine dite *turbine Favereau et Guesnon*.

581° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hawthorth (John), représenté par le sieur Ripfill, élisant domicile chez le sieur Mangband, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 54, pour des perfectionnements dans la transmission de dépêches et de signaux télégraphiques par l'emploi de l'électricité sans l'intervention d'aucun conducteur artificiel continu.

582° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Laden (Victorine-Pauline-Joséphine), représentée par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de machine à polir les ressorts d'acier, etc.

583° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Lange-Allain (Ambroise-Lazare), fabricant de minium, aux Mureaux, pour un minium.

584° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Lecœur, A. Vallery et A. Delaroque, mécanicien, rue de Grammont, n° 8, à Rouen, pour une combinaison pour faire fonctionner le déboureur de cartes dit *déboureur Dannery*.

585° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Lecœur, A. Vallery et A. Delaroque, mécanicien, rue de Grammont, n° 8, à Rouen, pour un moyen de repasser ensemble et identiquement tous les chapeaux d'une même carde, et machine propre à réaliser ce moyen.

586° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Litzler (Michel), tourneur, à Thann, pour des tubes de bancs à broches.

587° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mismaque (Antoine-Honoré-Alphonse), à Paris, rue de Mazagan, n° 22, pour un insuffleur insecticide.

588° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moulinet (Michel-Alphonse-Théodore), fabricant de chapeaux, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des chapeaux.

589° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pean (Laurent), fabricant, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un porte-pelotes.

590° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pradel de Saint-Charles, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un compteur à l'usage des voitures publiques et autres.

591° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ramsbacher (Théodore), à Paris, rue des Marguettes, n° 6, près de Saint-Mandé, pour un système de contrôleur mécanique pour voitures publiques et autres.

592° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1862, au secrétariat du directeur de l'intérieur, par le sieur de Reiset (Xavier-Jean-Baptiste-Eugène), à la Pointe-à-Pître (Guadeloupe), pour un procédé pour la fabrication du sucre.

593° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robuchon-Robin (Alexandre), fabricant de tuiles et de briques, élisant domicile à Paris, rue et hôtel du Cygne, pour un système d'enrayage applicable aux charrettes et tombereaux de tous modèles.

594° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Rostaing (Clément), Gigodo (René) et Laprévote (Simon), représentés par le sieur Feuillat, rue Ferraudière, n° 14, à Lyon, pour application des ressorts spiraux.

595° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Sarrazin (Hugues), négociant, à Blanzay-sur-Bourbince, pour une machine motrice dite *roue à air*.

596° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Sauval (Constant-Stanislas), mécanicien, à Amiens, rue Gresset, pour un métier à doubler et à retordre.

597° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les demoiselles Sisco (Joséphine) et (Maria), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 118, pour un

système de tuyaux laveurs propres à nettoyer les caïons des armes à feu sans les démonter.

598° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Van de Woorde (Alonise), sculpteur-éventailiste, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une bélière-châtelaine pour la suspension des éventails.

599° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Varrier (Anatole-Henri), quai des Chartrons, n° 84, à Bordeaux, pour un système de tente-abri à lacets.

600° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Vasseur (Jean-Baptiste) et Janssens (Victorien-Joseph), représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour moyens de traiter les matières textiles, végétales et animales, et applications de savons caustiques à cet effet.

601° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Vassière fils (Léonard), rue Saint-Marcel, n° 36, à Lyon, pour un appareil dit *sècheuse*, ou machine à air chaud destinée à sécher et apprêter les étoffes.

602° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bayard (Louis), fabricant d'articles pour chapellerie, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour la fabrication de chapeaux et coiffures au moyen de peluches et tissus apprêtés.

603° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Briet (Antoine-François-Joseph), entrepreneur de serrurerie, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés dans la construction des instruments aratoires.

604° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brunet (Jean), à Paris, rue Saint-Roch, n° 23, pour un système dit *armement organique*, pour les services militaires sur terre et sur mer.

605° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Carlier (François-Philippe), docteur en médecine, et Vignon (Alphonse), le premier, à Boulogne-sur-Seine, Grande-Rue, n° 124, et le deuxième, à Paris, rue de Ponthieu, n° 2, pour procédés d'extinction des incendies.

606° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chapuis (Émile-Théodore), à Paris, quai de l'Oise, n° 9, pour revêtement des argiles à l'état de briques, poteries ou autres formes par une couche d'argile de qualité ou de couleur différente.

607° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delas (Honoré), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 123, pour application, sous mica, d'épreuves obtenues par la photographie, l'impression et la peinture.

608° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delechamp fils (Pierre), mécanicien, à Paris, route d'Orléans, n° 88, pour un système de lavoir dit *lavoir de ménage*.

609° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Harle (Edme-Édouard), à Paris, rue de Strasbourg, n° 10, pour un étui de fumeur dit *porte-cigares et porte-pipe abri-vent*.

610° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupuy (Jean-Théodore), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour décalcomanie photographique.

611° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fray

(Charles), Varenne (Vincent-Pierre-Amédée), Desconleur (Louis-Casimir) et Cazier (Sabin-Joseph), représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de frein.

612° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Girardin (Armand-Gustave-Xavier), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la disposition des garnitures ou appuis mobiles pour barres de fenêtres ou de balcons.

613° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Harvey (John-Francis), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux parapluies et aux parasols (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 24 décembre 1875).

614° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hervé (Charles-Almire), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les procédés d'aérage et de ventilation.

615° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Houdart (Auguste), élisant domicile chez le sieur Rosier, à Paris, rue du Pont-aux-Choux, n° 22, pour un système de charrue spécialement destinée à la culture des pommes de terre.

616° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquin (Anatole), mécanicien, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour des perfectionnements dans les métiers circulaires à tricot.

617° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Javal (Ernest), à Paris, rue Sedaine, n° 5 et 7, pour un mode de polissage mécanique des nœuds des charnières, fiches, paumelles ou autres articles de ce genre.

618° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kasriel (Louis-Maurice), à Paris, rue des Trois-Bornes, n° 29, pour un harmonium-flûte à pompe foulante pouvant s'adapter à tous instruments à vent.

619° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Larrieu (Jean-Pierre), tamisier, quai Cassard, n° 1, à Nantes, pour une grille à confire la sardine.

620° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lebrun-Virloy (Alexandre), à Paris, rue Pigalle, n° 9, pour application des scies circulaires à l'exploitation des forêts.

621° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marchal (Désiré), élisant domicile chez le sieur Thierry, à Paris, rue des Marais-Saint-Martin, n° 94, pour des types de plateaux en fer laminé, battu, forgé, malléable ou ductile, ainsi que pour des éclisses, entre-toises d'assemblage et d'écartement également en fer et pour coussinets à talons en fer de fonte à l'usage des chemins de fer.

622° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathieu (Philippe-Antoine), à Paris, rue des Petits-Hôtels, n° 23, pour un système d'armes à feu dites *mixtes*.

623° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mercier (Joseph), directeur de filature, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés aux bancs à broches des filatures.

624° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Niel-

lon frères (Alexandre) et (Charles), chez le sieur Lequertier, à Paris, rue de Constantine, n° 3, pour composition d'une pierre artificielle dite *basalte artificiel*.

625° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juin 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Piémont (Auguste-Alexandre), négociant, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un mode de publicité.

626° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juin 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ripley, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour des perfectionnements dans les pistons des machines à vapeur.

627° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juin 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Sanford (Gulston) et Mallory (James-Edouard), représentés par le sieur Perpigna, à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 13, pour une machine propre à broyer et nettoyer le chanvre, le lin et autres plantes filamenteuses.

628° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juin 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Sauvanet (Jacques-Amédée), carrier, et Gourbeyre (Jean-Baptiste), entrepreneur de travaux publics, route de la Révolte, le premier, n° 120, et le deuxième, n° 206, à Clichy-la-Garenne, pour une composition propre à remplacer le bitume pour les trottoirs et dallages d'habitation.

629° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Schomburg fils (Adolphe) et Baldamus (Adolphe), chimiste, représentés par le sieur Schomburg père, à Paris, rue d'Hauteville, n° 92, pour purification du gaz d'éclairage, du sulfure de carbone.

630° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juin 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tril (François-Justin), à Paris, impasse Fessard, n° 12, pour un procédé d'épuration des décoctions ou extraits de bois tinctoriaux.

631° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juin 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vries (John-Henri), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 49, pour un compteux applicable à tous les véhicules en général.

632° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 juin 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wharton (William), représenté par le sieur Castelbon, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 15, pour des perfectionnements dans la fabrication ou construction des ressorts pour voitures de chemins de fer et autres (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 15 octobre 1875).

633° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Agnellet (Joseph), manufacturier, représenté par le sieur Claës, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 15, pour la fabrication mécanique des calottes pour chapeaux de dame.

634° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barbin (Léon), entrepreneur de serrurerie, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les arrêts pour les fenêtres, persiennes, etc.

635° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bienvenu (Élie-Joseph), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour un procédé de sauvetage des navires coulés bas ou près de couler.

636° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 juin 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonne (Joseph-Alexandre-Marcel), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de four à chaux destiné à être chauffé par les gaz des hauts fourneaux et pouvant se monter également en plein champ, en le chauffant au bois, au charbon de terre ou tout autre combustible.

637° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 juin 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Borman

(Arnold-Ferdinand-Jacques), représenté par le sieur Robin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6, pour un système d'armes à feu se chargeant par la culasse.

638° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Clément (Paul-Eugène), percepteur des contributions directes, à Saint-Amand, pour un genre de faucheuse.

639° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cohen (Albert), Vaillant et compagnie, fabricants de produits en caoutchouc, représentés par le sieur Vrau, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour une méthode de fabrication d'articles en caoutchouc par la pression et la vulcanisation combinées.

640° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur d'Allery, dit Dubief (Louis-Ferdinand), à Paris, boulevard Fontarabie, n° 10, pour un genre de chaussure dit *soulier hygiénique bout plein*, pour enfants.

641° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desaux-Vallette (Jean-Baptiste), pharmacien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour la fabrication de vases, flacons, bocaux, etc. avec étiquettes adhésives inaltérables et réglementaires.

642° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société dames Driou, Moret et compagnie, élisant domicile chez la première, à Paris, rue du Mail, n° 23, pour un genre de mouchoir brodé dit *zéphir*.

643° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dusaussey (Arsène) et Rose (Emile), représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de fabrication des chapeaux sans carcasse à l'aide d'un tissu spécial applicable également à d'autres usages.

644° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Eads (James-B.), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la construction et à l'ornement des navires blindés et des batteries fixes ou flottantes.

645° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ernoul-Bayart et fils, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un appareil à presser les tissus et à les maintenir en pression.

646° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fouquet (Jules-Alphonse), bijoutier-joaillier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication de la bijouterie.

647° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Gaillard (François), horloger, à Valenciennes, pour une presse à plateau filtrant et à lames nettoyeuses pour sucreries.

648° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Judson (Anson), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des lampes.

649° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jullien (Alexandre), élisant domicile au Petit-Vincennes, rue de la Prévoyance, n° 40, pour un appareil propre à arrêter les chevaux emportés.

650° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Landes, par le sieur Lasserre (Valentin), à Dax, pour un procédé qui supprime la soudure dans les couvertures des bâtiments, dômes, clochers, wagons et dans toutes les constructions recouvertes en feuilles de zinc, cuivre, plomb, tôle et autres métaux.

651° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par

le sieur Leborgne père (Adolphe), graveur, rue de la Rose, n° 40, à Rouen, pour des ciseaux perfectionnés pour couper les boutonnieres.

652^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parnieu (Louis), parfumeur-chimiste, à Paris, rue Rochechouart, n° 70, pour un jouet d'enfant.

653^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pellgrin (Jérôme), directeur des forges de Saint-Charles (Ardennes), représenté par le sieur Clès, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 35, pour des perfectionnements dans les foyers des fours métallurgiques.

654^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peyrou (Jean), cordonnier, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour machine à fabriquer les chaussures clouées et vissées.

655^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pradier (François), fondeur et fabricant, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 235, pour des perfectionnements apportés aux pompes aspirantes et foulantes, soit employées comme pompes alimentaires de machines à vapeur, pompes d'épuisement, arrosage, même celles employées pour les incendies, etc. etc.

656^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Dordogne, par le sieur Prieau (Germain), fabricant de harnais, à Montignac, pour un système de dételage instantané.

657^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Baby (Hyacinthe-Raymond) et Rabus (Frédéric-Chrétien), représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de désinfection des lieux d'aisances, etc.

658^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Navemack (Pierre-Henri-François de Paule), entrepreneur de peintures, à Paris, rue Montmartre, 32, pour un outillage à l'usage des peintres en bâtiment dit *grattoir-évidoir*.

659^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Robert et Collin, représentée par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système propre pour aspirer et expirer les liquides et fluides, applicable aux ventouses, tire-lait et autres appareils chirurgicaux.

660^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Sauret (Louis), traverse Poussel, n° 24, quartier Saint-Barnabé, à Marseille, pour un cylindre hydraulique (système Sauret).

661^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Schneider (Gottlob) et Schœnhut (Charles-Frédéric), serblantiers, à Paris, rue Neuve-Popincourt, n° 10, pour perfectionnements aux boîtes réfléchantes à l'usage des dessinateurs dites *boîtes compositeur* ou *guides du dessin*.

662^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société civile du traitement des matières textiles, représentée par le sieur Bivert, administrateur, à Paris, Grande-Rue, n° 23, à la Chapelle, pour procédé de régénération des agents chimiques employés dans le traitement des matières textiles.

663^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thirier (Julien-Roumald) père et fils, représentés par le sieur Bos-Darnis, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 36, pour une machine à lustrer ou glacer les fils.

664^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Thomère jeune (Pierre), négociant, élisant domicile chez le sieur

Thomère-ainé, quai des Constructions, à Nantes, pour un fourneau-étuve destiné au séchage et à la cuisson des sardines et de toute espèce de substances alimentaires.

665° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Varrot (Charles), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 54, pour la fabrication de cuvettes de photographe en caoutchouc durci.

666° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Baron (Victor-Jules) et (Albert-Denis), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements dans les appareils servant au lavage des minerais.

667° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Biloret (Alfred-Antoine), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un indicateur électrique des niveaux dans les fosses, mines et réservoirs de liquides.

668° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Boulanger (Edouard), menuisier, à Epouville, pour un perfectionnement à l'invention objet du brevet de quinze ans qu'il a pris, le 23 mars 1861, pour un système de sûreté dit *préservateur du limonier*.

669° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brière (Jean-Louis), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans l'alimentation des chaudières à vapeur.

670° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Cardarelli (Etienne), cartonier, rue des Chassaintes, n° 25, à Nîmes, pour un genre de boîte à allumettes et à papier à cigarettes.

671° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Chalumeau et Vain, entrepreneurs de serrurerie, à Paris, rue Palatine, n° 3, pour une scie circulaire à placage.

672° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Cottin (Vincent-Alexandre), mécanicien, à Méry-sur-Oise, pour une scie à ruban servant à l'extraction de la pierre.

673° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dormay (John-Peter), Aikenhead (James-Shirley) et Johnson (Thomas), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la construction des bateaux à voiles et à l'aviron (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 30 décembre 1875).

674° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur du Seutre (Octai-Jaulin), fabricant d'instruments aratoires, à Saintes, pour un presseoir à raisin.

675° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Duval-Destin (Louis-Alfred), opticien, rue du Commerce, n° 14, à Tours, pour des verres binoculaires de lunettes.

676° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fouquenot (Victor), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux locomotives.

677° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Galles (Léon), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 184, pour un genre de chemise dite *chemise-paletot*.

678° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par les

deux Gille et Béatry, horlogers, à Tours, le premier, passage de Richelieu, n° 15. Le second, rue des Récollets, n° 51, pour un caissier compteur mécanique.

1861 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guillet (André-Romain), horloger-bijoutier, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour appareils destinés à remplacer les roues des véhicules dits *appareils Guilmel*.

1862 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jouselin (Paul-Louis), place Dauphine, n° 13, pour un appareil électrique avertisseur pour les chemins de fer.

1863 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaire (Antoine), à l'usine à gaz, à Saint-Denis, pour l'extraction des coloris des fleurs d'iris, des fleurs de rose trémière et de fleurs de pied d'alouettes et pour la fabrication des couleurs que produisent ces coloris.

1864 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Lachapelle (Jean-Baptiste), blanchisseur et apprêteur, à Sainte-Marie-aux-Mines, pour une machine de blanchiment continu des tissus et filés de coton, chanvre et lin.

1865 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1865, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaire (Étienne), à Paris, rue des Patriarches, n° 5, pour une scie à sucre et ses accessoires.

1866 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1866, au secrétariat de la préfecture du département de Loir-et-Cher, par le sieur Le Gall (Alliot), à Villeny, pour un moteur hydraulique applicable aux navires.

1867 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1867, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Lemaire (Joseph), serrurier, rue Villeneuve, n° 4, à Marseille, pour un chariot d'atelier dit *colimaçon*, servant à la piqure et au bordage des chapeaux.

1868 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1868, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaire (Vincent), élisant domicile chez le sieur Jacquemont, à Paris, rue de Valenciennes, n° 11, pour application des diamètres sécants mobiles ou palettes sécantes aux roues des machines locomotives, pour leur faire franchir les rampes extraordinaires des chemins de fer et pour les faire descendre sans l'emploi des freins.

1869 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1869, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marzocchi (Amédée), à Paris, rue Saint-Denis, n° 398, pour un sabot à ressort s'adaptant à toute espèce de sièges dit *sabot Marzocchi*.

1870 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1870, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Math (Jacques) et Plaz (Boniface), à Paris, rue Grange-aux-Belles, n° 21, pour un système destiné à obtenir le point de surjet ou de zig-zag, applicable à toutes les machines à coudre.

1871 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1871, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sarrasin (François-Edouard), à Paris, quai de la Grève, n° 33, pour un genre de virole.

1872 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1872, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Maury (Louis), mécanicien, et Morel (Jean), tourneur sur métaux, à Firminy, pour une machine à fabriquer les essieux pour chemin de fer et toutes autres voies.

1873 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1873, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Véron (Théophile-Alexandre), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Polonne, n° 2, pour un genre d'outils à surfaces développables, appliqués à la décoration architecturale.

1874 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1874, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vigier

(Pierre-Justin), courrier convoyeur, représenté par le sieur Gosselin, à Paris, rue de l'Hermilage, n° 11, pour un cadenas à recouvrement mobile dit *cadenas révélateur*.

693° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Viravaud (Antoine), chaudronnier, élisant domicile à Cognac, pour un système de chaudière à double effet pour distiller les vins, dit *système Viravaud*.

694° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Weil (Samuel) et (Raphaël), négociants, représentés par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour une écharpe couvre-poitrine dit *l'indispensable du voyageur*.

695° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Weldon et Weil, fabricants de boutons, représentés par le sieur Perpigna, à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 13, pour divers genres de boutons.

696° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wigham (John-Richardson), représenté par le sieur Ausart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux appareils pour la fabrication du gaz, dont une partie s'applique aussi aux usages culinaires.

697° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Abels (Jean-Guillaume), serrurier-mécanicien, à Paris, rue des Fossés-Saint-Marcel, n° 25, pour un genre de garde-manger à courant d'air continu.

698° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bourrasset (Gilbert-Joseph-Alfred) et Périzon (Alexandre), représentés par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une matière tinctoriale bleue teignant à froid et pour son mordant, ledit mordant applicable à toutes autres couleurs.

699° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cambon de la Valette (Jean-Antoine-Alexis), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des embrasures de canon à bord des bâtiments blindés.

700° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carré (François), à Paris, avenue de la Porte-Maillot, n° 23, pour un genre de sièges de jardins.

701° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Caudrelier (Auguste), architecte, et la société veuve Patou et fils, marbriers, à Paris, le premier, rue d'Angoulême-du-Temple, n° 68, et les derniers, passage Holzbacher, rue des Trois-Bornes, n° 8, pour un procédé ayant pour but de rendre indestructible et inaltérable aux acides le grès des Vosges et ses similaires, sous la dénomination de *pierres indestructibles*.

702° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coates (Erza-Jenks), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans les machines à estamper, couper et presser les métaux et autres matières.

703° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delaye (Pierre-Victor), à Paris, rue Saint-Sauveur, n° 22, pour un mode d'impression fond chaîne pour tissus.

704° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fleury (Eugène), fabricant de flacons, et Renaudin (Paul), vannier, représentés par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de clissage de flacons dit *clissage Fleury*.

705° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le

sieur Gaillard (Edme-Célestin), fabricant de chaussures, représenté par le sieur Rivardeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de décoration de chaussures.

706° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaudillier (Victor-Constant), à Paris, rue de Montmorency, n° 28, pour un perfectionnement apporté dans les balanciers de pendule.

707° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Giffard (Alphonse), libraire, rue du Calvaire, n° 3, à Nantes, pour un système de chargement et de déchargement des navires et bateaux.

708° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Sager (Charles), négociant en horlogerie, à Thann, pour divers perfectionnements apportés aux montres.

709° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Langlois (Jacques-Lucien), négociant, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour traverses métalliques pour chemin de fer.

710° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lévy (Michel-Paul), négociant, à Paris, boulevard des Italiens, n° 9, pour application de la fonte aux coulisses des lits.

711° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berti (Bartoloméo), horloger, représenté par le sieur Ménarini, élisant domicile chez le sieur Baillet, à Paris, rue Richer, n° 26, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des horloges à roue de compte et notamment aux pendules.

712° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mouline (Louis-Eugène), à Paris, rue des Filles-Saint-Thomas, hôtel de France d'Angleterre, pour l'emploi de la vapeur pour la propulsion des navires, en la faisant agir directement sur l'eau ambiante.

713° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nicolet (Jean-Ernest-Désiré-Gautier), gérant de la maison Lacoste, à Paris, rue de la Harpe-Sarrasin, n° 3, pour un genre de publicité consistant dans un gant découpé par des procédés mécaniques ou autre moyen pour servir de prospectus ou d'annonce applicable à toutes les industries par la représentation d'un objet quelconque.

714° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Oppermann (Henry-George-Stéphan-Adolphe), fabricant d'étoupes, représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les machines servant à transformer en étoupes les vieux cordages.

715° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Parisot, Chappuis et compagnie, fabricants, représentés par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de clef de montre et de bécasse.

716° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Van (Jean-Gerhart), fabricant de vinaigres, rue de la Couronne, n° 12, à Dunkerque, pour une machine à mouvement perpétuel ou continu.

717° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pigeon (Jean-Marie), verrier, rue des Grilles, maisons Desnoyer, à Pantin, pour application du soufflage et du moulage à la fabrication des lettres d'ornement en verre en cristal.

718° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pradier (François), fondeur en cuivre et fabricant, à Paris, rue du Faubourg-Saint-

Martin, n° 235, pour des perfectionnements apportés aux gardes-robes, consistant dans une disposition qui permet de séparer immédiatement les liquides des solides.

719° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 4 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Reiss (Auguste), à Paris, rue de Pourcy-Saint-Antoine, n° 6, pour un cric à vis à patte pour locomotive.

720° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 2 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, le sieur Sertier (Thomas-Théodore), fabricant, à Cinq-Mars-la-Pile, pour un moulin mécanique de pâte à porcelaine, de terre de pipe, de grès et terre.

721° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur (Victor-Pierre), à Paris, rue du Temple, n° 106, pour un instrument d'optique, *polydoscope à double effet et multiplicateur*.

722° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 3 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par la société nouvelle des forges et chantiers de la Méditerranée, représentée par le sieur Guignar de Prangins (Arthur), directeur de l'exploitation, rue Saint-Ferréol, n° 51, à Marseille, pour un marteau-pilon hydraulique.

723° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 1^{er} juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Trohé (Louis-Gabriel) et Planus (Louis-Claude), à Paris, le premier, Saint-Denis, n° 288, et le second, rue de Paris, n° 275, quartier de Belleville, pour un mode de publicité.

724° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 4 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, le sieur Veret (Jules-Adonis), garde-moulin, à Gif, pour un pressoir à hélice.

725° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 4 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Warner (Arthur), représenté par le sieur Sautter, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 14, pour des perfectionnements dans l'épuration du gaz de houille, tente anglaise de quatorze ans, expirant le 4 janvier 1876).

726° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 1^{er} juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wichniewsky (Florian), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Corbin, n° 24, pour des perfectionnements aux pistolets revolvers à double ou simple mouvement.

727° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 4 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wilson (Edward-Browin), représenté par le sieur Anst, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 33, pour des perfectionnements apportés dans les appareils employés, pour la fabrication du fer et de l'acier.

728° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 4 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Bimont (Eugène), fabricant de tulle, à Saint-Pierre-lès-Calais, pour la production sur tulle des effets d'ombre, de lumière, de demi-teintes et nuances graduées au moyen de fils indépendants du fond.

729° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 4 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blanchon (François-Armand), manufacturier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements aux pistolets atmosphériques pour jouets.

730° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 4 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonheur-Gaffré (Emmanuel), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour un genre de fermoir mécanique dit *fermoir Bonheur*, applicable aux berthes, victorias, cols, cravates et confections et à tous genres de vêtements.

731° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 11 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Hautes-Pyrénées, par les sieurs Capoulat (François), forgeron, et Delmas fils aîné, représenté par le premier, à Tarbes, pour un marteau à l'usage des meuniers.

33^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Cayé (François), limonadier, boulevard de l'Esplanade, n° 19, à Montpellier, pour une application à la ceinture du natation dite *ceinture Cayé*, déjà brevetée.

34^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Charvin (Pélic), quai de la Charité, n° 4, à Lyon, pour un procédé de teinture au

35^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Dupont (Jean-Baptiste-Désiré), corroyeur et fabricant de galoches, à Evreux, pour un genre de galoches, semelles en bois et empeignes en cuir.

36^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Dupon (Pierre), fabricant de tapis, rue Rulmann, n° 14, à Nîmes, pour une

37^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Dupont (François), directeur de filature, rue des Poutraisins, n° 41, à Tourcoing, pour un genre de filature longue laine, fils moulinés de diverses couleurs.

38^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Dupont (Louis), ferblantier, à Novy-Chevrières, pour un genre de lanterne.

39^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Dupont (Henri), verrier, à Cuffies, pour un procédé d'embouchure à vis intérieure applicable à toute espèce de bouteilles.

40^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Garcy (George-Washington), représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard

41^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Goulier-Grigy (Denis-Ambroise), élisant domicile chez le sieur Bazin, rue du

42^e Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur

43^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guillemet (Maurice), mécanicien, représenté par le sieur Flé, à Paris, rue de

44^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs

45^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur

46^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Côtes-du-Nord, par le sieur Joret (Simon), mécanicien, à Guingamp, pour une conserve ou boîte à con-

47^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, par le sieur Labagne

48^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le

4 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laffon (Armand), à Paris, impasse de Mazagan, n° 3, pour une ceinture contre le mal de mer.

748° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par les sieurs Maréchal (Charles-Raphaël), peintre sur verre, Bouchotte fils (Émilien) et Tessié du Motay (Cyprien-Marie), chimiste, élisant domicile chez le premier, rue de Paris, n° 4, à Metz, pour un procédé de rhabillage des pierres meulières.

749° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Marmier (François-Alexis), négociant, à Lons-le-Saunier, pour un roidis seur de fils en métal et autres matières.

750° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Mathieu (Jules), chaudronnier-pompier, à Wasigny, pour un système d'aspiration continue appliqué à la pompe aspirante.

751° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Morichon (Jean-Baptiste), à l'Arbresle, pour une échelle élévatoire de sauvetage, dans les incendies et pouvant servir de vigie à l'armée, comme aussi pour les opérations de levées de plans sur le terrain.

752° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Petitgrand (Désiré-Jean-Baptiste), manufacturier, rue Royale, n° 71 et 73, à Elbeuf, pour un genre de châssis-navette applicable aux métiers à tisser mécaniques et à la main.

753° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robineau (Ernest-René), fabricant et marchand de bijouterie, à Paris, rue Saint-Louis-au-Marais, n° 101, pour un genre de monton dit *monton à ressort*.

754° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Schmitt (Auguste), mécanicien, rue Militaire-d'Austerlitz, n° 1, à Strasbourg, pour un genre de graisseur par la dilatation de l'air et des liquides dit *thermo-graisseur*.

755° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Manche, par le sieur Simon jeune (Jean-Laurent), mécanicien, à Cherbourg, pour un manège destiné à commander les machines à battre les grains.

756° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Tillière (Alphonse), représenté par le sieur Zacharie, rue de Bourbon, n° 40, à Lyon, pour un système de montres à secondes indépendantes, à un seul corps de rouages.

757° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Vidal (Léon), négociant, rue de Mazagan, n° 2, à Marseille, pour un appareil dit *autopolygraphe*.

758° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Allouis (Henri), à Paris, rue Saint-Jacques, n° 218, pour une brisure à ressort en spirale applicable à toute sorte de boucles d'oreilles et en tout genre de métal dite *brisure Allouis*.

759° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bertrand (Louis-Eugène), mécanicien, représenté par le sieur d'Aubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour un perfectionnement dans la fabrication des yeux de canne et de parapluie.

760° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonnaud (Jacques), mécanicien, rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois, n° 15, à Paris, pour perfectionnement dans les machines à coudre.

761° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs

Bonneville (Séverin-Virgile), Erhart (Charles-Théodore) et Monti (Jules-Ferdinand), représentés par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour un instrument dit *pressomètre*, indiquant la force élastique des vapeurs et des gaz.

762° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carred (Théodore-Henry), à Paris, rue d'Enfer, n° 19 bis, pour un livre de comptabilité dit *répertoire à double alphabet*.

763° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Charcochet (Jacques-Lazare), rue Jouffroy, n° 4, à Lyon, pour un appareil concasseur ou *casse-pierres locomobile*.

764° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Communeau (Joseph), fabricant de couvertures, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une composition propre au dégraisage, foulage et dégorgeage des tissus neufs de laine.

765° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Conroy (Edward), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à fabriquer les bouchons, les bondes et autres articles semblables (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 4 juin 1876).

766° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Constantin, fabricant de fleurs, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans la coloration des fleurs artificielles faites en papier de riz.

767° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Contamin (Henri-François), à Paris, chaussée du Maine, n° 9, pour un genre de hausse dite *hausse Contamin*, s'appliquant à toutes les armes à feu.

768° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Debeauchamp (Ferdinand-Alexandre-Aimé), à Paris, rue de Seine, n° 79, pour l'application de l'impression de la stéréotypie et de la photographie à la production d'un mode de publicité.

769° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deshusses (Étienne), à Paris, rue des Poissonniers, n° 30, pour un abat-jour géographique, historique et héraldique.

770° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dubacq fils aîné (Louis-Hyacinthe) et Trolé (Louis-Gabriel), à Paris, le premier, rue des Dames-Batignolles, n° 19, et le deuxième, rue Saint-Denis, n° 268, pour un papier à lettre-annonces commerciales.

771° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Edge (William-Charles), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour une boucle de cravate dite *boucle milord*.

772° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ferguson aîné et fils, fabricant, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour fabrication d'un genre de dentelle.

773° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Feyre (Charles-Théodore), chef d'escadron d'état-major, à Paris, rue de la Ferme-des-Mathurins, n° 5, pour une planchette pour rendre plus facile et plus rapide l'exécution des levés de terrain dans les reconnaissances militaires.

774° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aude, par le sieur Franc (Lubin), à Carcassonne, pour un régulateur de mesure de capacité pour les liquides.

775° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le

8 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Franey (Jacques) et Giniaty (Jean-Joseph), représentés par la sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un genre de cuir factice.

776° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Haarhaus (Robert), graveur-dessinateur, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication d'ornements de passementerie, modes, cartonnages, etc.

777° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hourier (Évariste), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 205, pour un genre de sommier élastique.

778° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lausanne (Henri), à Paris, rue de la Verrerie, n° 81, pour un concasseur mécanique.

779° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Libert aîné (Nicolas), à Paris, place du Caire, n° 53, pour un procédé de repassage des chapeaux de paille, de crin, de bois et de feutre.

780° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marlette (Charles), à Paris, rue Saint-Laurent-Belleville, n° 42, pour un genre de porte-pipe dit *porte-pipe Marlette*.

781° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mehr (Valentin), fabricant de serrures pour meubles, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé d'ouverture simultanée des deux battants de porte pour appartements, buffets, meubles, etc.

782° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mourre (Étienne), à Paris, rue de Richelieu, n° 12, pour l'application, à toute arme blanche, d'une trousse chirurgicale ou autre.

783° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parmentier (Édouard), élisant domicile chez le sieur Werpín, à Paris, rue des Vinaigriers, n° 44, pour un appareil broyeur.

784° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Payu (John-Bellamy), manufacturier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux métiers à doubler, retordre et câbler (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 30 décembre 1875).

785° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rousseau (Adolphe), à Paris, rue Montmartre, n° 52, pour divers objets mécaniques à appliquer aux appareils de nettoyage en usage dans les moulins pour débarrasser les céréales.

786° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Valci (Nicolas-Séraphin), à Paris, rue de Saintonge, n° 26, pour un genre de bouches de chaleur.

787° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vattier (Charles-Édouard-Auguste) et Bécourt (Alfred-Joseph-Gustave), à Paris, le premier, rue de la Victoire, n° 46, et le deuxième, rue Saint-Honoré, n° 187, pour le traitement métallurgique de l'argent.

788° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Barbier-Jarry (Louis), fumiste, rue Molière, n° 9 A, à Marseille, pour un vase inodore.

789° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur

Bievaux-Him (Pierre-François-Louis), rue Cuvier, n° 4, au Gateau, pour un apprêt imperméable applicable aux étoffes, dit *apprêt hydrofuge*.

790° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouteiller (Michel), mécanicien, à Paris, rue d'Angoulême-du-Temple, n° 45, pour un genre de machine à couper le papier.

791° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Burtet (Jean-Louis), à Soultz, pour l'application du caoutchouc verni pour le revêtement des cylindres de pression dans les filatures.

792° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Caboché (Jules), plombier, à Aire, pour un genre de toiture en zinc.

793° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Mayenne, par le sieur Charpy fils (Émile), à Toul, pour un réchaud économique.

794° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par la dame veuve Coignard (Louise-Élisabeth Jacquemard), manufacturière, rue d'Alger, n° 10, à Nantes, pour vinyles en fer blanc avec soudure et agrafe pour pinceaux.

795° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Cordonnier (Louis), fabricant, à Boubaix, pour un mouvement de lames dans les métiers à tisser mécaniquement.

796° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par les sieurs Courtot (Claude-François) et Dard (Xavier), étant domicile chez le sieur Bortier, maître de l'hôtel du Nord, rue Menoey, à Besançon, pour un four à cuire le pain, la pâtisserie, etc.

797° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur David (André-Marie), négociant, rue de la Bourse, n° 18, à Saint-Étienne, pour un système de remettage sur le métier de ruban velours double pièce.

798° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur David (André-Marie), négociant, rue de la Bourse, n° 18, à Saint-Étienne, pour un montage sur Jacquart du velours double pièce.

799° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Escoffier (Noël), carrossier, à Cognac, pour dards et paumelles à ressorts pour tirage de voiture.

800° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Fabry (Jules), à Angoulême, pour un genre de papier-lettre-enveloppe-annonces.

801° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Glépin (Gabriel-Hilarion), à Marles, pour un procédé de traversée des sables mouvants aquifères dans l'enfoncement des puits et notamment des puits de mines.

802° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Vienne, par les sieurs Gouyon-Chervais (Maurice) et Germain (François-Félix), avenue de Juillet, n° 7 et 11, à Limoges, pour un four à réverbère pour céramique, à un seul foyer, avec suppression facultative des cazettes.

803° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Jacquemard (Jérôme), fabricant de produits chimiques, à Saint-Saulve, pour emploi de l'huile lourde de goudron de houille.

804° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Janbert (Jean-Osmi) et Patrouilleau (Pierre-Charles), quai de Bourgogne,

n° 39, à Bordeaux, pour une machine à agglomérer le charbon de terre brisé et en poussière.

805° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Laigret (Ferdinand), ouvrier de première classe à la troisième compagnie d'ouvriers constructeurs, caserne de Serin, à Lyon, pour un genre de collier de cheval à coulisse, pouvant s'étendre et se raccourcir sans le secours du harnacheur.

806° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Lefebvre (Edouard), mécanicien, à Amiens, pour un excentrique à détente variable.

807° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Leroy (Jacques-Frédéric), tisseur, rue Grandin, à Elbeuf, pour un temple de métier à tisser.

808° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par le sieur Lyon (André), teinturier, à Alger, pour la teinture du crin végétal provenant du palmier, par le tannin lentisque africain.

809° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Merckelbagh (Henry), mécanicien, à Paris, rue de la Ville-l'Évêque, n° 61, pour un moulin à broyer le plâtre, à meules verticales, avec ramasseur et concasseur.

810° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur de Montagnac (André-Joseph-Elysée), fabricant de draps, à Sedan, pour un perfectionnement dans les moyens propres à effectuer, par le tondage, des enlèvements sur les étoffes recouvertes de poils, duvets, ou à surfaces non lisses, quel que soit leur genre de fabrication.

811° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Paillet (Auguste), entrepreneur de plâtrerie, rue de la Poterie, n° 14, à Epernay, pour un genre de cloison en plâtre.

812° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Marquis de Poncin, à Feurs, pour un appareil destiné à la culture du sol par la vapeur.

813° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Procureur (Jean-Baptiste), à Hem, pour un système de tubes surchauffant la vapeur.

814° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Roland (Charles-Alphonse), cultivateur et fabricant, à Epéhy, pour un système de distributeur applicable à tous les semoirs en général, ayant pour but de semer comme on le désire et sûr des points déterminés.

815° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Samuel (Raphaël), fabricant de matt, à Haguenau, pour une machine à mietter et à sécher les grains.

816° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Vially (Jean-Claude), cours Lafayette, n° 74, à Lyon, pour un fût à plusieurs rochets gradués.

817° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Yolant (Elphège), mécanicien, à Mantes, pour un tarare cribleur et vanneur.

818° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Angebault (Justeau-Louis), fabricant de briques, avenue de la Gare, à Ancenis, pour la construction de fours à cuire les briques, tuiles, carreaux, tuyaux de drainage, faïence, porcelaine et plâtre.

819° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le

9 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barthélemy (Félicien), à Paris, rue Saint-Laurent, n° 6, pour une presse à copier.

830° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Biddle (Edouard-John), représenté par le sieur Illy, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, pour l'emploi de schiste, pétrole et autres huiles minérales au chauffage des foyers et notamment à celui des chaudières de machines à vapeur.

831° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Coignet père et fils et compagnie, représentée par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour la reconnaissance, à l'extraction du suif, des os déjà traités à la chaudière autoclave pour la fabrication de la colle forte.

832° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Combrexelle (Joseph-Nicolas), élisant domicile chez le sieur Magnier, à Paris, rue de Chabrol-Poissonnière, n° 36, pour un orgue pliant et pour diverses améliorations apportées aux instruments de musique à clavier.

833° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Fauchaux (Félix-François), rue d'Alger, n° 13, à Nantes, pour boîtes en fer blanc pour conserves alimentaires.

834° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Geger (Zacharie), culottier, représenté par le sieur Brade, à Paris, rue Neuve-de-Ménilmontant, n° 15, pour des perfectionnements dans divers objets d'habillement.

835° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Guilbert (Charles-François-Eugène), ébéniste, et Naveau (Victor-Emmanuel), architecte, à Paris, le premier, rue Saint-Maur-Popincourt, n° 50, et le deuxième, place Royale, n° 18, pour un stéréoscope-album mécanique pour cartes de visite photographiques et épreuves stéréoscopiques.

836° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Halkett (Henry) et Lacroix (Jean-Hubert), représentés par le sieur Bariquand, à Paris, rue de Ménilmontant, n° 127, pour un procédé de conservation, de dégraissage et nettoyage de laine, des bouts et des bourres de laine en général, ainsi que de la soie de coton et de leurs déchets.

837° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hotchkiss (Benjamin-Berkley), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des projectiles de tous genres (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 18 juin 1876).

838° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kent (John), représenté par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour des perfectionnements dans le lavage et le blanchissage des fils et tissus (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 13 mars 1876).

839° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Lafitte-Gouriet et Plon, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une alliance de recouvrement.

840° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lhuillier, fabricant de bronze, représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour une petite presse à découper les marques de jeu.

841° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lagand (Jean-Louis), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les cintres mobiles appliqués à la construction des voûtes.

842° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1862, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marshall (James-Garth), filateur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la préparation des matières textiles (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 13 janvier 1876).

833° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements aux chaudières à vapeur.

834° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Michiels (Joseph), fabricant de meubles, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une commode-toilette à tiroir mobile.

835° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nicholson (Edward-Chambers), représenté par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour des perfectionnements dans la préparation des matières colorantes pour la teinture et l'impression (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 24 juillet 1876).

836° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Petin, Gaudet et compagnie, maîtres de forges, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la construction des ressorts.

837° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ramsay (Thomas), représenté par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour des perfectionnements dans la fabrication du coke (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 11 janvier 1876).

838° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ray (James-Mitchell) et Redstone (John-Hooper), représentés par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour une disposition d'organes de transmission de mouvement (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 29 avril 1876).

839° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Roch (Émile), mécanicien, au Chambon, pour une turbine mue par la vapeur.

840° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roux (Alfred), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des parapluies et ombrelles.

841° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Samuel (Augustin-Pierre), représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de clefs à écrous extensibles.

842° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sarazin (Marie-Hippolyte), à Paris, avenue des Ternes, n° 4, pour un genre de chèvre pour lever les voitures.

843° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Semet (Pierre-Louis-Joseph), représenté par le sieur Nusart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour la suppression des vapeurs nuisibles et malfaisantes, dans le travail du goudron, et les moyens employés à cet effet.

844° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sirou (Samuel), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour un vaporisateur à rotation pour répandre les parfums.

845° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vauzelle (Jean-Baptiste-François), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des perfectionnements dans la fabrication des tire-fonds.

846^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vuignier (Jules), fabricant de bronze, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de garde-feu pare-étincelles mobile.

847^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wilkins (Johu-Nicolas), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 13, pour des perfectionnements apportés aux machines à condre.

848^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Nièvre, par les sieurs Alexandre (Charles) et Moutardier (Louis), tourneurs sur métaux, à Fourchambault, pour un tour double à tourner les essieux de wagons des chemins de fer.

849^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brunot jeune (Prosper), cordier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans le tissage.

850^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carbonnier (Paul-Félix), à Paris, rue de l'Ouest, n° 76, pour un moteur électromagnétique.

851^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Collet (François) et Bernardet (Claude), cours d'Herbouville, n° 67, à Lyon, pour une machine locomobile à battre les blés.

852^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Comasinié (Antoine), fabricant de briques, au quartier de Séon-Saint-Henri, banlieue de Marseille, pour une machine propre à la fabrication des briques hexagonales dites *bomettes*.

853^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Denime (Caimir), à Saint-Amand, pour un procédé mécanique de confection du fer à cheval.

854^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dahn (Henri-Benoigne), à Paris, rue de Saintonge, n° 41, pour la fabrication de *couverts en fer étamé ou argenté dits couverts ferrelides*.

855^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rex (Henri-Joseph), à Paris, rue des Poules, n° 2 bis, pour un genre de couteau à l'usage des boulangers, pour le détail du pain.

856^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Gache fils (Adolphe), mécanicien, rue de Vertais, n° 49, à Nantes, pour formes à sucre en tôle soudée.

857^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gauthier (Jules-Joseph), fabricant de casquettes, à Paris, rue de Braque, n° 15, pour un genre de coiffure dit *chapeau-casquette*.

858^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Godefroy (Paul-Julien-Marie), à Paris, rue Richer, n° 46, pour procédé et système de séparation de matières fécales dans les fosses d'aisances et d'écoulement des eaux vannes dans les égouts.

859^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grenier (François-Edmond), mécanicien, rue des Partants, n° 49, à Paris-Belleville, pour un appareil destiné à préserver les liquides du contact de l'air.

860^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guérin (Charles-Antoine), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de

Bondy, n° 32, pour un procédé en caoutchouc et son montage pour queues de billard.

861° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Hancart (Antoine), chaudronnier, élisant domicile chez le sieur Tacquet, à Préseau, pour un genre de chaudière à double effet propre à la cuisson des sirops de sucre de betterave.

862° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hoyau (Constant-Louis), horloger, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un genre de marqueur-indicateur.

863° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mandet (Marius), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de locomotion à crémaillères fixes ou mobiles, à l'effet de graver facilement les fortes rampes, constituant des perfectionnements au brevet pris par lui, le 13 juillet 1860.

864° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mégemont (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Barral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un appareil propre à éteindre les feux de cheminées dit *entonnoir pyrique*.

865° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Monier (François-Louis-Philippe), constructeur-mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un moteur-pompe à chaîne flottante, système Monier.

866° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Poivret (Jules), mécanicien, rue du Palais-de-Justice, n° 25, à Troyes, pour amélioration et préparation des graines farineuses ainsi que pour leur emploi.

867° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ray (James-Mitchell) et Redstone (John-Hooper), représentés par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés dans les machines à faucher et à moissonner (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 29 avril 1876).

868° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rhigas (Joseph), facteur de pianos, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les pianos.

869° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Richez (Louis-Henri-Aimé-Désiré), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour un genre de tuiles.

870° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rival (Jules), à Paris, rue Beaurepaire, n° 18, pour un procédé de remplissage complet de tonneaux de vidanges pendant le curage des fosses d'aisances, au moyen du vide.

871° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Robert et Collin, fabricants d'instruments de chirurgie, pour un instrument de chirurgie dit *uretrotome double à lamé découverte*.

872° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Salaud (Jean-Marie), modèleur, à Clermont-Ferrand, pour une machine à battre le blé, à batteur brisé et à chaîne sans fin.

873° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sargent (Joseph-Coster), représenté par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour perfectionnements dans la fabrication et l'insertion des clous pour les semelles de chaussures.

874^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schieritz (Jules-Gustave), fabricant d'ébénisterie, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un stéréoscope à soufflet.

875^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Veyrin (Jules), Lacroix (L.) et de Bronac, représentés par le premier, quai d'Albret, n° 20, à Lyon, pour un compteur assortisseur à compensateur pour la soie et autres matières textiles.

876^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Williams (Allen-Benjamin), représenté par le sieur Illy, à Paris, rue du Faubourg-Montmarais, n° 17, pour une chambre photographique.

877^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Wissoeq (Paul-Émile), représenté par le sieur Rouen, à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 77, pour perfectionnements apportés aux procédés et moyen de produire, activer et régler le tirage des cheminées de fourneaux à vapeur et autres.

878^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Acollas (Pierre-Hyacinthe), à Paris, rue Lafayette, n° 33, pour un système de voie de fer pour éviter l'emploi des longrines et traverses en bois.

879^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Amiot (Étienne-Alexandre), blanchisseur, et Goupil (François), carrossier, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système d'hôpital ambulancier.

880^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barruel (Jean-Joseph-Ernest), chimiste, à Paris, rue Groult-d'Arcy-Vaugirard, n° 16, pour un genre de préparation de l'oxyde vert de chrome.

881^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonnet (Auguste-Félix), à Paris, rue de Sèvres, n° 8, pour un appareil fumivore spécialement applicable aux foyers métalliques des chaudières à vapeur locomobiles.

882^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonnet-Fichet (Clovis-Louis), représenté par le sieur Dumas, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour des perfectionnements apportés aux combinaisons inviolables applicables à toutes espèces de serrures.

883^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Bouvy et compagnie, fabricants, à Roubaix, pour un genre de tissu ou fil de coton comme chaîne, et de laine cardée comme trame.

884^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Buch et compagnie, fabricants, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un album photographique à système grossisseur.

885^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Canoville (Paul-Alfred), fabricant, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une étiquette-ressort pour la couverture des bobines et pelotes de fil.

886^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cauchemé (Alphonse) et Levasseur (Émile), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une pipe à condenseur à tubules accolés.

887^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cétran (Jean-Victor), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-

Appoline, n° 2, pour un système d'extraction de l'essence de brai sec et gras, des végétaux qui contiennent ces substances.

888° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 15 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cradock-Monckton (Edouard-Henri), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans les appareils pour obtenir et appliquer la force motrice (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 16 janvier 1876).

889° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Bauche (Louis), représenté par le sieur Folliau, à Paris, rue du Garde-Battignolles, n° 28, pour un filtre à fumée pour pipe.

890° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delabaude (Pierre-Adolphe), à Paris, marché Saint-Honoré, n° 21, pour un volant dit accélérateur.

891° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dien (Charles), à Paris, rue de la Tombe-léssire, n° 39, pour un support en fer pour parquet.

892° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Duminy (Firmin-Pierre), fabricant de lames à tisser, rue des Tanneurs, n° 34, à Amiens, pour un système d'arrêt instantané d'un métier mécanique lorsqu'un fil de chaîne vient à casser.

893° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Gabriac (Victor-Amédée), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de charrie à louchet hélicoïdal.

894° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gobin-Daudé jeune (Émile), à Paris, rue du Temple, n° 79, pour une pince à serrer les lacets.

895° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gwynne (James-Eglenton-Anderson), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans la construction des pompes centrifuges et autres et dans leurs applications (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 29 avril 1876).

896° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 15 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hulskamp (George-Henry), facteur d'instruments de musique, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans les instruments à cordes (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 2 juillet 1876).

897° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leloup (Félix), à Paris, rue Saint-Roch, n° 29, pour la fabrication de l'alcool par l'hydrogène bicarboné, avec une pression supérieure à la pression atmosphérique.

898° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Margot-Delafoisse (George-Victor), graveur, à Paris, rue Michel-le-Comte, n° 23, pour un procédé pour guillocher les objets d'orfèvrerie et de bijouterie.

899° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Mazure-Mazure, fabricant de tissus, à Roubaix, pour perfectionnements au métier Jacquart à la mécanique.

900° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Michel (Louis-Eugène) et Godard (Pierre-Hilaire) et (Jules), élisant domicile chez le premier, rue et place de Strasbourg, n° 6, pour une machine à fabriquer les clous forgés de toute sorte, et principalement le clou à cheval.

901° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le

sieur Nagel (Frédéric), à Paris, rue de la Mare-Belleville, n° 99, pour des perfectionnements apportés aux presses lithographiques.

902^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Oulman fils (Damiel), fabricant de maroquinerie, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de semoir de portemonnaie.

903^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Palagré fils (Frédéric-Ulysse), coutelier, à Grenoble, pour un genre de couteau servant à déter les peaux de gants.

904^e Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boupinel (Jacques-Prosper), à Paris, rue Demours, n° 35, territoire des Ternes, pour un genre de trilleau.

905^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ray (James-Mitchel) et Redstone (John-Hoopen), représentés par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés dans les chaudières et machines à vapeur (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 29 avril 1876).

906^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Thibal (Jean), chaudronnier, rue Duguesclin, n° 241, à Lyon, pour un genre de pompe.

907^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tronchon fils (Alfred-Pierre), mécanicien et constructeur, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction des armes à feu.

908^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Band fils (Louis-Alphonse) et (François-Alexandre-Marcel), le premier, à Paris, rue de Ménilmontant, n° 114, les derniers, quai Jemmapes, n° 216, pour un genre de limon creux.

909^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Boivin (Ernest) et Baltus (Nicolas), contre-maîtres de tissage, rue Guyot, n° 51, à Sotteville-lès-Rouen, pour une machine servant à rendre les métiers à tisser plus légers et à éviter les chocs trop grands qui brisent et usent ces métiers.

910^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Bonnet, Malpas, Lonjon frères et compagnie, représentée par le sieur Boneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour le découpage du liège en bandes, en carrés, en plaques, en plaques et en bouchons.

911^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales, par le sieur Bougnol-Cadet (Pierre), négociant, à Saint-Paul-de-Fenouillet, pour un briquet porte-allumettes.

912^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bongueret, Martenot et compagnie, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour procédés et fours de cimentation des rails.

913^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourcart (Jean-Jacques), filateur, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés aux cardes.

914^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cardinal (Jean-Louis), mécanicien, à Paris, rue de Trévise, n° 12, pour un genre de boîte à galet rotatif.

915^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le

sieur Decaux (Pierre-Hippolyte-Émile), graveur-stampeur, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans la fabrication des chatons de bague.

916° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durand (François), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour une machine propre à l'égrenage des cotons bruts.

917° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 22 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieurs Fontanelle (Henri-Émile) et Toussaint (Julien), à Paris, le premier, rue Saint-Louis-Batignolles, n° 33, et le second, rue d'Orléans-Batignolles, n° 54, pour des mouvements imprimés aux jouets articulés à l'aide de ressorts en caoutchouc.

918° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Guinon, Marnas et Bonnet, manufacturiers, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour la préparation d'une matière colorante bleue.

919° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Guinon, Marnas et Bonnet, manufacturiers, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour la préparation d'une matière colorante rouge.

920° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Judson (William), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de garniture des tubes condenseurs.

921° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lafitte (Pierre), teinturier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil destiné à l'apprêt des tissus de soie, de laine, de soie et laine, coton et laine, etc.

922° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Langlet (François-Pierre), ébéniste, élisant domicile à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 236, pour un genre de coulisses de lit.

923° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Lapparent (Henri), à Paris, rue Sainte-Placide, n° 60, pour procédé de conservation des matières d'origine végétale ou animale.

924° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lachi (Maurice), à Paris, rue de la Victoire, n° 22, pour un système de dépuratation des eaux calcaires.

925° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laubereau (Joseph), à Paris, rue Joubert, n° 10, pour application de la turbine à force centrifuge à la distribution des eaux.

926° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lescanne (Nicolas), élisant domicile chez le sieur Roussel, à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 29, pour un mode de préparation des bois.

927° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leschot (Jean-Rodolphe), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de perforateur annulaire pour les roches, les pierres dures, etc.

928° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par les sieurs Louasel et Leroux, négociants, à Saint-Servan, pour un pétin mécanique.

929° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le

sieur Mathieu (Louis-Alphonse), mécanicien, à Paris, rue d'Angoulême-du-Temple, n° 38, pour un abat-jour éteignoir automatique pour bougies.

930^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Morille (Oscar-Fetzallan), représenté par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour appareil de chauffage pour les usages domestiques et autres.

931^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Oppermann (Charles-Alfred), à Paris, rue des Beaux-Arts, n° 11, pour un genre de poteaux télégraphiques.

932^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parfrey (Youngs), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements aux armes à feu se chargeant par la culasse.

933^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pilot (Jean-Joseph), entrepreneur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un réfrigérant à pression continue pour le service des boissons, liquides, etc.

934^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Stiévenard (Eugène-Charles-Louis), représenté par le sieur Claës, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 35, pour un mode d'attache et de raccommodage des courroies en cuir ou autres matières.

935^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taillefisse (Narcisse-Désiré), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour un genre de calendrier indicateur.

936^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tucker (John), représenté par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour perfectionnements dans la construction des sommiers élastiques.

937^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Zambaux (Joseph), à Paris, rue Neuve-Popincourt, n° 11, pour une presse élastique continue.

938^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par les sieurs Banby et Stelzel (maison de commerce), négociants, faubourg de Saverne, n° 49, à Strasbourg, pour un composé de tannins dit *résine d'Ulm*, et servant à la fabrication de la bière.

939^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Bizalion (Honoré), négociant, rue du Treuil, n° 14, à Saint-Étienne, pour un genre de serrure.

940^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonnot (Victor-Adrien), à Paris, rue Basfroy, n° 19, pour un papier de teinture imprimé au cylindre gravé en taille-douce sur fond velouté.

941^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Brissard fils (Henri), relieur, rue Colbert, n° 92, à Tours, pour un pousse-papier mécanique pouvant s'adapter à toute espèce de machines à reproduire, telles que machine double, simple à imprimer, à régler, etc.

942^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1862, au secrétariat du directeur de l'intérieur, par le sieur Brunet (Charles-Urbain), à Saint-Benoît (île de la Réunion), pour un système de transport dit *câble locomoteur*.

943^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Calvo (Dominique-Henri-Joseph), docteur en médecine, Boutmy (Eugène-Louis-Célestin), chimiste expert, et Blondeau (Pierre-Paul-Henry), pharmacien, à Paris, rue de



Condé, le premier, n° 15, le deuxième, n° 24, et le troisième, n° 22, pour emploi du sel d'étain dans l'hygiène et l'industrie.

944° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat du directeur de l'intérieur, par le sieur Decotte fils (Albert), à Sainte-Rose (île de la Réunion), pour un système de moteur mû par lui-même.

945° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Debors (Auguste-Alexandre), à Paris, rue des Vieilles-Haudriottes, n° 8, pour un jouet d'enfant dit *ménage polyglotte ou alphabétique*.

946° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Devaux (Alexandre-Charles-Louis), négociant, représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 13, pour des perfectionnements apportés à la construction des *gueniers*.

947° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur de Ferry-Delestang (Louis), ouvrier verrier, rue Dauphine, n° 6, à Marseille, pour une machine à polir, tailler et lustrer les verres et les cristaux.

948° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Filleul (Louis-François), contre-maitre de filature, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine à lever les bobines des métiers à filer, renvideurs et autres, et à graisser les broches, dit *système Filleul*.

949° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Forestier (Pierre-Louis), à Paris, rue Jean-de-Beauvais, n° 6, pour un album photographique à encadrement à biseau.

950° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Creuse, par le sieur Fourny-Hairaud, négociant, Grande-Rue, à Guéret, pour un genre de chauffe-pipe dite *chauffetie Fourny-Hairaud*.

951° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gargant (Auguste-Ismaël), représenté par le sieur Brosson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour une composition destinée à revivifier les cheveux.

952° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grenet (Eugène), à Paris, rue de Castiglione, n° 14, pour un perfectionnement apporté à la pile électrique de Daniel.

953° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Henry Basset et compagnie, représentée par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements dans les appareils à fabriquer le sucre.

954° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1862, au secrétariat du directeur de l'intérieur, par le sieur Lacausade (Pierre-Edouard), à Saint-Philippe (île de la Réunion), pour l'exploitation de matières tinctoriales.

955° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Léon (Isopy), dressoir de chevaux, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour une guide d'arrêt.

956° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Adrien), à Paris, rue de la Goutte-d'Or, n° 42, pour une machine à tarauder des vis, boudons et tire-fonds.

957° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Vienne, par le sieur Meillet (Alexandre-Alphonse), à Poitiers, rue du Gaz, n° 4, pour un genre de presse.

958° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le

25 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Michel (Louis), mécanicien, chemin de Saint-Gilles, à Nîmes, pour un système de vidange atmosphérique.

959° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Nél (Philippe), ferblantier, place Guiraterie, à Marseille, pour un genre de boisserie à chauffage tubulaire.

960° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Poncelet (Louis), bottier, rue Saint-Crépin, à Château-Thierry, pour des chaussures cousues et clouées imperméables.

961° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le comte Potulicki (Joseph), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de frein à action simultanée.

962° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Poussier (Constant-Pierre) et d'Homme (Paul-Pierre), à Paris, boulevard de Saintotopol, n° 34, pour un procédé de fabrication des herbes sodique et potassique et de l'acide azotique.

963° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Mayenne, par le sieur Quellier (François), instituteur communal, à Ahuillé, pour un cordon bascule ou pes-bœuf.

964° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par les sieurs Renil et fils, manufacturiers, à Vizille, pour une composition pour l'impression sur étoffe.

965° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Ricoux (Henri-Edouard), liquoriste, rue de l'Étrier, n° 22, à Marseille, pour un genre de filtre pour tous les liquides dit *filtre Ricoux (H.-É.)*.

966° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Velini et compagnie, représentée par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour une méthode pour franchir les fortes rampes sur les voies ferrées, au moyen de l'application de l'hélice aux locomotives et tenders même ordinaires.

967° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vailloquey (Adrien), à Paris, rue Saint-Denis, n° 252, pour une fermeture de boutons pour jupons.

968° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aubert (Pierre), fabricant de plumes, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Saint-Apolline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des plumes d'ornement et de parure.

969° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Aury (Charles), route de la Demi-Lune, quartier de Saint-Just, à Lyon, pour un agitateur adapté à la navette dans l'emploi des caunettes à défilier.

970° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bonet (Noël), plafonneur, à Denain, pour un appareil fumivore.

971° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Belliard (Pierre), rue Belle-Etoile, n° 19, à Bordeaux, pour une machine à serrer les rivets, boulons, etc. par pression hydraulique.

972° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Binks (Christopher), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour perfectionnements dans la génération et la surchauffe de la vapeur, ainsi que dans les appareils qui s'y rattachent.

973° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Boulâtre et Loury (Auguste) et (Moïse-Denis), rue Lagille, n° 25, à Paris (dix-huitième arrondissement), pour une machine à scier la pierre.

974° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Champion (Marie-Honoré), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, boulevard de Strasbourg, n° 23, à Paris, pour des houtons autoclaves s'attachant sans fil ni aiguille.

975° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Durand frères, représentée par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la construction des foyers.

976° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Eckert (Arthur-Jean), serrurier, rue de la Rochefoucault, n° 18, à Boulogne, pour un té oblique à l'usage des dessinateurs.

977° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Esprit (Jean-Adolphe), représenté par le sieur Zacharie, rue de Bourbon, n° 40, à Lyon, pour perfectionnement dans les appareils de sauvetage immersibles.

978° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guillamat (Patrizio), à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 22, pour un procédé de combustion du lignite.

979° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Herbet (Engène), sous-directeur de tissage, à Amiens, pour un casse-fil chaîne électro-magnétique devant servir à arrêter instantanément les métiers à tisser.

980° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laurenzano (Nicolas-Marie), élisant domicile chez le sieur Lartisien, à Paris, passage de la Madeleine, n° 6, pour application de la dilatation des corps par la chaleur, soit à produire une force motrice, soit à mesurer les températures.

981° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Learch, représenté par le sieur Armengaud, négociant, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 37, pour un procédé de fabrication de la fonte et de l'acier.

982° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Leclerc (Jude-Alexandre), serrurier-mécanicien, à Ry, pour une disposition de claies mobiles en fer pour parquer les moutons et autres bestiaux.

983° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Pierre-Émile), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de transformation directe du minerai en fer, fonte ou acier.

984° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moissenet (Léon), à Paris, rue de la Vieille-Estrapade, n° 17, pour des couleurs à base de kaolin ou d'argile.

985° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Monsalieu (Jean-Baptiste), mécanicien, à Orbec, pour un genre de tuyère pour forge.

986° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moriac (Étienne-Adrien), mécanicien, représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 54, pour des perfectionnements à des dispositions d'appareils d'arrosage pour parcs, jardins, etc.

987° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le

sieur Marlot (Jean-Prosper), à Paris, rue de Braque, n° 9, pour l'application de la ganse, tresse et bourdaloue à la fabrication de toutes espèces de chapeaux et casquettes.

988° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société H. Petin, Gaudet et compagnie, représentée par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les chaudières à vapeur verticales.

989° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Petit (Frédéric), boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un jouet.

990° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poigné (Jean-Baptiste), confiseur-distillateur, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une liqueur aromatique dite *liqueur de Vichy*.

991° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rabatté (Théodore-Marie), mécanicien, et Loustauann (François-Romain-Alphonse), représentés par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une machine à faire des rivets ou tous autres objets à tête refoulée.

992° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rojare père et fils (Louis-François) et (Louis-Charles-Édonard), représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de navigation au moyen de radeaux mobiles.

993° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Stewart (William) et Andrieu (Jean-Pierre), négociant, à Paris, le premier, rue de la Tour-d'Auvergne, n° 57, et le second, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 183, pour une chaîne sans fin appliquée à la traction des bateaux à vapeur.

994° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Théroude (Alexandre-Nicolas), à Paris, rue de Montmorency, n° 3 et 5, pour un genre d'automates à musique, assis sur un siège et fonctionnant seuls.

995° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Vernhet (Régis), commis négociant, rue Valette, n° 5, à Saint-Etienne, pour un système d'armes à fen cylindro-mécaniques et quatre modèles de cartouches dont trois dites *phlogistique* et le quatrième *périgazique*.

996° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vorchheimer (Edward), négociant, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de pipe.

997° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Worms (Hann), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des boutons.

998° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Alexis (Claude), boulevard Chave, n° 164, à Marseille, pour un procédé de purification des huiles d'olive et de graines propres à l'éclairage et au graissage des machines.

999° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barthélemy (Étienne-Yves), à Paris, rue Keller, n° 10, pour un petit meuble mobile et portatif dit *chaufferette de voyage*.

1000° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Brun (Émile-Étienne), chimiste, et Courvoisier (Charles), peintre en bâtiments, à Paris, rue des Maçons-Sorbonne, n° 5, pour fabrication d'un genre de colle forte.

1001° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le



31 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Canonze (Charles), mécanicien, à Saint-Sauve, pour un appareil à tendre et à attacher les courroies.

1002° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Courret (Jean), prêtre, pour un genre de jauge.

1003° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Degombert (Louis), à Paris, rue de l'Orillon, n° 32, quartier de Belleville, pour un timbre humide vertical à tampon excentrique et déplaceur.

1004° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Déville (Joseph-Jérôme-Onésime), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour des jouets d'enfant en cartonnage d'ombres françaises animées.

1005° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Flach (Charles), chapelier, rue des Hallebardes, n° 11, à Strasbourg, pour la fabrication du schako de liège à l'usage des officiers.

1006° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Girain (Alfred), à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 4, pour un genre de mousseline dite *condyle*.

1007° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Gillot (Edme-Paul), dit Hippolyte, coiffeur, rue Royale, n° 24, à Tours, pour l'emploi exclusif des cheveux dans la fabrication des filets destinés à retenir la coiffure des dames.

1008° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Gillot (Edme-Paul), dit Hippolyte, coiffeur, rue Royale, n° 24, à Tours, pour l'emploi exclusif du crin pour la fabrication des filets destinés à retenir la coiffure des dames.

1009° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Girond (Henri), notaire, à Grenoble, pour un régulateur de pression servant en même temps d'indicateur de fuite, à l'usage des consommateurs de gaz.

1010° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goranason (Goran-Frédéric), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de blindage des navires.

1011° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Guilben (François-Etienne), commis négociant, boulevard du Cours-Neuf, n° 11, à Nîmes, pour la préparation en teinture des soies françaises et exotiques provenant du cocon de l'*ailante* (*bombyx cynthia*).

1012° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Hermitte (Hippolyte-Victor), à Nancy, pour des perfectionnements aux métiers à tisser manuels et mécaniques.

1013° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Yves (Julius), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux appareils propres à extraire le jus des fruits et autres substances végétales.

1014° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Legrand (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des boutons en métal emboutis et fermés sans plissage, avec queue métallique insérée sans soudure.

1015° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lallie (Joseph),

représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés au doublage des navires (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 27 janvier 1876).

1016° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mackay (Gordon) et Mathis (Robert-Henry), manufacturiers, représentés par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les machines à coudre.

1017° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marin (Pierre-Émile), maître de forges, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour procédé de fabrication directe de fer au acier.

1018° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mowbray-Laming (Joseph), rue de Longchamp, n° 49, à Neuilly, pour un appareil d'éclairage par le gaz.

1019° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par le sieur Perrigault (Joseph), négociant, rue de la Monnaie, à Rennes, pour une pompe aspirante à force centrifuge et à réaction.

1020° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Placide-Peltereau le jeune frère, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les machines à laver les laines, les poils, etc.

1021° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Remilly (Antoine), géomètre, à Vienne, pour perfectionnements à la charrue dite Remilly ou *reboilleuse*.

1022° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roussel (Louis-Alexandre), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 533, pour un genre de fermeture de gants.

1023° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Saurenheimer (Charles-Frédéric-Édouard), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des brosses et pinceaux de tout genre.

1024° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Soellier (Gabriel-Henry), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication de certaines pièces d'horlogerie.

1025° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Thibault fils (Amable), lunier, rue des Huchers, n° 10, à Amiens, pour un appareil destiné à faire arrêter instantanément un métier à tisser mécaniquement, quel que soit le genre de tissu, dit *casse-fil chaîne*.

1026° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Villemillot père (Calixte-Édouard), teneur de livres, rue Monecy, n° 3, à Batignolles-Paris, pour une machine à timbrer et imprimer avec un double timbre humide.

1027° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Walklaud (George), fabricant de tulle, à Saint-Pierre-lès-Calais, pour une machine dite *réseau-ciseaux*, pour découper les tulles et d'autres tissus brodés.

1028° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Andréotti (Baptiste), fumiste, à Cognac, pour un genre de fourneau applicable à la distillation des eaux-de-vie.



1029° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Antogniny (Jean-Baptiste), fumiste, à Sens, pour des fours à cuire la brique, la tuile et tous autres objets en argile.

1030° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs A. Reaux et compagnie, manufacturiers, rue de Marseille, n° 57, à Lyon, pour perfectionnements dans la fabrication des essieux.

1031° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Besset (Frédéric), à Brie, pour un système ayant pour but d'empêcher les accidents qui arrivent sur les chemins de fer par choc, et particulièrement par choc en arrière.

1032° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bonnet (Jean-Baptiste), charpentier-menuisier, rue de l'Épiderme, n° 6, à Roubaix, pour un système de fermeture à balancier pour persiennes et jalousies.

1033° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Brun aîné (Jacques), distillateur, rue Saint-Jean, n° 24, à Nîmes, pour un système de distillation à évacuation continue.

1034° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Chuwab (Charles), à Saint-Jean-de-Bonnefond, au lieu de Terre-Noire, pour un appareil de prise de gaz dans les hauts fourneaux, destiné à régulariser et à accélérer le dégagement des gaz et la marche de ces appareils.

1035° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Compas (Maurice) et Reverchon fils (Louis), rue Servient, n° 4, à Lyon, pour une caffardière à réservoir dite *hygiénique*, pour la prise des caffards (blattes, en terme de zoologie) de toutes dimensions et formes.

1036° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Courant (Pierre), à Vihiers, pour un instrument propre à extraire l'empompage des bêtes à cornes.

1037° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Gers, par le sieur Deauze (Bernard), forgeron, à Lagardère, pour un système de filets destinés aux écrous de vis de pressoir.

1038° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Demon (Auguste), serrurier, rue de Béthune, n° 12, à Lille, pour foyer à surface de chauffe ondulée.

1039° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dehayes (Amable-André-Constant), à Paris, rue Neuve-Coquenard, n° 26, pour l'application d'une grande glace au-devant d'une voiture dite *landau*.

1040° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Didier (Aimable), chaudronnier, rue du Pré, n° 11, à Rouen, pour une baignoire à foyer interne.

1041° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fouque (Gustave), représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour tableau-écriteau-compositeur à étiquettes mobiles.

1042° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Hauchecorne (Louis-Achille), pharmacien, rue du Calvaire, n° 27, à Yvetot, pour un produit chimique dit *réactif Hauchecorne*.

1043° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le

sieur Lacroix (Louis-Joseph-Émile), élisant domicile à Paris, rue et hôtel Bichat, pour un système de construction en fer et en plâtre.

1044° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Alpes-Maritimes, par le sieur Lucas (Félix), à Nice, pour un genre d'éclairage.

1045° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales, par le baron Marulaz (Louis-François-Auguste), à Perpignan, pour un procédé de fabrication de peignes en général et pour des applications diverses de ce procédé.

1046° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Morand (Clovis), négociant, représenté par le sieur Calmels fils, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour un genre de sac servant de buffet aux touristes.

1047° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Perrichon-Paradis (Michel), fabricant de velours, rue de Marengo, n° 6, à Saint-Etienne, pour un système de plateaux destinés à la fabrication des rubans-velours coupés au rasoir.

1048° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pierson (Jean-François) et Cauterot (Gabriel), à Paris, le premier, rue Tribout, n° 41, et le deuxième, passage des Deux-Sœurs, n° 18, pour une machine tondeuse et batteuse pour l'albumine soumise à son action.

1049° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 25 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Loir-et-Cher, par le sieur Pillerault (Edmond), ferblantier, à Bracieux, pour un appareil de soutirage.

1050° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Savoie, par le sieur Pillet (Benoît), jardinier, à Chambéry, pour un ventilateur pour le soufrage de la vigne.

1051° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Piron (Didace), mécanicien, à Tonnerre, pour modérateur à l'échappement d'une machine locomotive.

1052° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par le sieur Poisot (Jean-Baptiste), serrurier-mécanicien, à Gray, pour verrous et targettes à excentrique.

1053° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par les sieurs Poron frères, négociants, rue de la Trinité, n° 3, à Troyes, pour un bobineur mécanique avec casse-fil.

1054° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Roch (Émile), mécanicien, au Chambon, pour machine à tailler différents genres de limes.

1055° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rousseau (Zéphirin), à Paris, rue de Strasbourg, n° 14, pour le placage en bois d'objets cylindriques, ovales, ronds ou de toute autre forme, moins la forme plane, principalement destinés aux manches d'ombrelles, parapluies, cannes, cravaches, fouets, et aux crosses et pommes destinées aux divers articles précités.

1056° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société anonyme des hauts fourneaux, usines et charbonnages de Marcinelle et Couillet (Belgique), représentée par le sieur Bouqueroz, à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 10, pour un système de longrines et de traverses en fer à double T pour chemins de fer.

1057° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Voruz aîné, à Nantes, pour une grue à vapeur à évolution mécanique.

1058° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le

31 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barbier fils (Jean-Pierre), entrepreneur de travaux, représenté par le sieur Amoureux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour une scie mécanique fixe ou mobile pour toute espèce de pierres.

1059° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bazin (Louis-Jules), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un cachet dit *taille-sceaux*.

1060° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Blanc (Etienne-Auguste), capitaine au long cours, rue du Dragon, n° 115, à Marseille, pour un préservatif de l'oidium ou maladie de la vigne dit *para-oidium minéral*.

1061° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bynes (Aungéir), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans les armes à feu se chargeant par la culasse.

1062° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 31 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cradock-Monckton (Edouard-Henry), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans l'application de l'électricité à l'obtention de l'ammoniac et autres produits utiles durant la combustion du charbon et du combustible, et dans les appareils employés à cet effet (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 31 janvier 1876).

1063° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Donach (Jean) et Vnillemot (Pierre-Louis-Xavier), à Paris, le premier, rue de la Gaîté, n° 13, et le deuxième, rue Charlot, n° 19, à Montrouge, pour un système de frein pour véhicules.

1064° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Garaboux (Antoine), forgeron, représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 54, pour des perfectionnements dans les pelles de terrassier et autres.

1065° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gervaise (Charles-François-Eugène) et Even fils (Jean-Marie-Paul), étant domicile chez le sieur Loret, à Paris, rue de la Croix-Batignolles, n° 16, pour emploi et utilisation de la marée montante et descendante comme force motrice.

1066° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guebhard (Alfred), représenté par le sieur Guebhard fils, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 51, pour un appareil propre à rendre fumivores les foyers qui brûlent du combustible dégageant de la fumée.

1067° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guinier (Thomas), fabricant, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 23, pour des perfectionnements apportés à toutes espèces de siphons, bondes siphonides, soit pour caniveaux, puisards, eaux ménagères, pierres d'évier, etc.

1068° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Gusse frères, à Paris-Vaugirard, rue de Sèvres, n° 73, pour une cuvette d'égoût inodore et à clapet automateur.

1069° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Harrison (Charles-Weigtmann), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les machines à estamper, emboutir, perforer et autres (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 27 janvier 1876).

1070° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Ighina et compagnie, représentée par le sieur Lévy, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 26,

pour un mécanisme propre à établir une plus grande facilité pour la confection de la semoule pour les pâtes, dit *purificateur à vent*, selon le système Venturé, objet pour lequel la société Ighina et compagnie a déclaré avoir pris, le 31 mars 1862, dans le royaume d'Italie, un brevet d'invention qui doit y expirer le 31 mars 1877.

1071^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Imbert (André-Adolphe), représenté par le sieur Espès, à Paris, rue Baillif, n° 10, pour un grilleur tubulaire à travail continu, pour griller les cafés, cacao, etc.

1072^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Labat (Pierre), fabricant mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 21, pour la fabrication de boutons dits *boutons-cuvettes en métal creux*.

1073^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lesueur (Charles), à Paris, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, n° 178, pour un genre de robinet à piston.

1074^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maillard (Emanuel-Florentin), négociant, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un lit-commode-toilette dit *lit de Paris*.

1075^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marguerite (Louis-Joseph-Frédéric), chimiste, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour préparation des cyanures.

1076^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par le sieur Méhu (Aimé), forgeron à la villa Pépin, à Saint-Servan, pour un appareil applicable aux forges dit *tuyère à cannelure*, système Méhu.

1077^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par le sieur Monteil (Victor), mécanicien, à Blidah, pour une machine à égrener les cotons ainsi que les céréales et autres produits agricoles dit *l'algérienne*.

1078^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moreau (Félix), rue du Parc-Royal, n° 4, à Paris, pour un produit appliqué au nettoyage du linge et des étoffes.

1079^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Palazot (Bernard), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans les foyers des chaudières à vapeur de marine et autres, à l'effet de les rendre fumivores.

1080^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parkes (Frédéric-Major), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de production du gaz pour l'éclairage et le chauffage, et pour une cornue propre à la fabrication du gaz (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 14 juillet 1876).

1081^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pothier (Jules-Antoine), graveur sur acier, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans la fabrication des bijoux et dans leur ornementation.

1082^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Prevost (Joséphine Dassonville), représentée par le sieur Balmel et fils, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour une manière de fixer les ressorts dans les jupons des dames.

1083^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rafaei (Rafaël), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les armes à feu à percussion.

1084° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Schaffer et Brudenberg, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les cheminées des locomotives.

1085° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Toussaint (Charles-Sébastien), fabricant de ressorts, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des ressorts d'acier.

1086° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Vaucher, Dupasquier et compagnie, manufacturiers, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans l'horlogerie.

1087° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Weintraud (Chrétien), fabricant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un fermoir à poucette élastique pour portemonnaie, porte-feuilles, etc.

1088° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Zammaretti (Victor-Marie), fumiste, représenté par le sieur Vrau, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour un genre de bouche de chaleur.

1089° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alby (Joseph), représenté par le sieur Lecoq, à Paris, rue Pavée-Saint-André-des-Arts, n° 5, pour un appareil propre à mesurer la quantité d'eau consommée et le travail exécuté par les machines à vapeur de toute espèce.

1090° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Badin (Léon-Antoine), agent comptable, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les appareils et fosses d'aisances inodores.

1091° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berieux (Antoine), architecte, à Boulogne-sur-Seine, pour un genre de tuyaux applicables principalement aux cheminées.

1092° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bignon (Jean-Claude), négociant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les appareils propres au soutirage des liquides.

1093° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Broux (Juste), cordonnier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un mode d'application de tissus élastiques aux bottes (brevet belge de vingt ans, pris le 17 mars 1862).

1094° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cart (Antoine-Joseph-Eugène), mécanicien, représenté par le sieur Galland, à Paris, rue Ollivier-Saint-Georges, n° 12, pour une machine à raboter les bois, rainier, faire les moulures droites ou courbes et les douilles pour la tonnellerie.

1095° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cart (Antoine-Joseph-Eugène), représenté par le sieur Galland, à Paris, rue Ollivier-Saint-Georges, n° 12, pour des perfectionnements apportés à la scie à ruban sans fin.

1096° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cleland (William), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements dans le traitement et l'utilisation de certaines substances employées

pour la production du gaz, ainsi que celles résultant de cette production (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 15 janvier 1876).

1097° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Clouet (Louis-Victor-Auguste), lithographe, et Montalant (Jean-Baptiste-Philippe), négociant, à Paris, le premier, rue Geoffroy-Lasnier, n° 32, et le second, même rue, n° 1, pour un procédé d'impression continue lithographique et métallographique en relief et en creux.

1098° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 4 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coltmann (Thomas), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés aux machines à coudre (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 février 1876).

1099° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Couturier (Paul-Martin), élisant domicile à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 37, pour une roue à compartiment indéfini pour les tirages d'obligations, etc.

1100° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gruchet (Mario), à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 7, pour des charnières à pression continue avec brides.

1101° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Degon (Louis-Joseph), employé de commerce, à Saint-Quentin, pour une machine faisant le point de boutonnière en tissant et applicable à la confection de toute espèce de feston.

1102° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delaunay (Louis-Léon), constructeur, représenté par le sieur Claës, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 35, pour une disposition de chauffe-vin.

1103° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Fenis de Lacombe, représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 54, pour des moyens d'éclairage, de ventilation, de rafraîchissement et de chauffage des villes ou autres localités.

1104° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Flour-Marets (François-Adolphe), fabricant de métiers, représenté par le sieur Claës, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 35, pour un métier Jacquart perfectionné.

1105° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guido (Adolphe), fabricant de produits chimiques, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un produit chimique dit *poudre à lessiver*.

1106° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Huard (Louis-Émile) et de Saint-Wandrille (Napoléon-Alexandre-Philippe), à Paris, le premier, rue de la Douane, n° 7, et le second, rue des Singes, n° 2, pour publicité illustrée et portative.

1107° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jan (Frédéric), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour un porte-mèche demi-circulaire applicable à toutes les lampes.

1108° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jeanne (Edouard), directeur de verrerie, élisant domicile chez les sieurs Duponchel et Gosse fils, à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 32, pour l'emploi des sulfates alcalins, terreux, métalliques, dans la fabrication des verres en général et des creusets, fours, manipulations pour la préparation de ces verres.

1109° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Klein (Philippe-Hubert), orfèvre, à Paris, rue du Grand-Prieuré, n° 31, pour un mécanisme ajouté aux tours, permettant de tourner carré.

1110° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Laurencot et compagnie, manufacturiers, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un goupillon-piston pour le levage et le nettoyage des canons de fusil fixes ou mobiles.

1111° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefort (Jules), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les briquets pneumatiques.

1112° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Margneritte (Louis-Joseph-Frédéric), chimiste, représenté par le sieur Lavallo, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un ensemble de moyens permettant d'obtenir le maximum de lumière possible avec une quantité de gaz déterminée.

1113° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 4 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Norton (James-Lee), représenté par le sieur Basset, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour des perfectionnements dans les moyens et appareils propres à battre, étendre et sécher les tissus et à battre le lin (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 4 février 1876).

1114° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pape (Jean-Louis), chez le sieur Lyonnet, à Paris, rue de la Verrerie, n° 54, pour la fabrication des lunettes de pendule dites *lunettes simples de devant* et des *lunettes de pendule dites à charnières*.

1115° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert (André-François-Émile), négociant, représenté par le sieur Claës, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 35, pour une grille calorifique perfectionnée.

1116° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Scratton (Georges), représenté par le sieur Ansari, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements aux jalousies.

1117° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thomas (William), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans les trains roulants des voitures à quatre roues (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 30 juin 1876).

1118° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Topham frères, représentés par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour des perfectionnements dans la fabrication des blondes mécaniques.

1119° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Trotry-Latouche (Gustave), à Paris, rue de Dunkerque, n° 87, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des chaussures par procédé mécanique.

1120° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Autran (Léopold), à Paris, rue des Entrepreneurs, n° 77, pour un revêtement sur les chaudières et bougies.

1121° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Basset (Louis-Auguste), à Paris, rue de Bagnaux, n° 6, pour des perfectionnements apportés dans la construction des serres, consistant à empêcher la buée de tomber sur les plantes et applicables à toutes ouvertures vitrées.

1122° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Boin (Auguste), mécanicien, élisant domicile rue du Vieux-Marché-aux-Moutons, n° 1, à Lille, pour perfectionnements dans les métiers à filer dits *multi-Jennys*.

1123° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Byl (Jean), Ramacker (Jean), Hibon (Eugène) et Coppens (Frédéric), mécaniciens, le premier,

à Lille, et les trois autres, à Roubaix, pour une machine dite *batteuse muette*, destinée à battre et à lisser le fil de lin.

1124° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Chaudet (Jean-Henri), chimiste, rue Saint-Julien, n° 24, à Rouen, pour application de l'hélice au séchage des matières végétales, animales et minérales, à l'extraction de la poussière et des vapeurs des ateliers, à la concentration des liquides et dissolutions salines et à la ventilation des hauts fourneaux et feux de toute sorte.

1125° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Che-ton (Alfred-François-Victor), serrurier, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de châssis mobile de serre.

1126° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Chevallot (Étienne-Jude), garde-mine, à Sedan, pour une combinaison mécanique ayant pour effet d'opérer le lancement de la navette dans les métiers à tisser.

1127° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Coffin (Étienne), constructeur-mécanicien, élisant domicile chez le sieur Vinot, libraire, faubourg du Pont-de-Pierre, à Mézières, pour une machine dite *baratte* ou *laveuse*, et, en troisième lieu, servant au battage des huiles.

1128° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coudret (Jean-Florimond), docteur-médecin, à Paris, rue Caumartin, n° 61, pour un appareil dit *Electro-moteur agricole et industriel*.

1129° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Debrieu (Guillaume), à Paris, rue Richard-Lenoir, n° 45, pour un fourneau dit *fourneau économique*, portatif et calorifère.

1130° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Despréaux (Eustache), représenté par le sieur Illy à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, pour un genre de col dit *col Despréaux*.

1131° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fauriat (Frédéric), horticulteur, représenté par le sieur Galland, à Paris, rue Ollivier-Saint-Georges, n° 12, pour toiture en pierres meulières cuites.

1132° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquot-Saint-Aubin (Charles-Nicolas), mécanicien, à Paris, rue de Laval, n° 1, pour constructions de fours à plâtre circulaires avec sole à mouvement rotatif.

1133° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Klein (Jean-Auguste), à Paris, rue du Ponceau, n° 11, pour l'emploi de velours de soie blanche dans la fabrication des fleurs artificielles pour nuances diverses à un même pétale.

1134° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Lecœur (Augustin), constructeur-mécanicien, rue du Puits-de-la-Montée, à Sotteville-lès-Rouen, pour un système de broche à filer équilibrée par la force centrifuge.

1135° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Le-coy (Charles-Ovide), chemin de Saint-Genès, n° 105, à Bordeaux, pour un système de clôture en fil de fer, avec adjonction de bois ronds placés à cheval sur les fils.

1136° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Marteau-Rouiller, ferblantier, à Preuilly, pour une pompe.

1137° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nepveu (Marie-Charles-Adolphe), à Paris, rue Percier, n° 8, pour emploi de pédales permet-

tant d'utiliser le poids de l'homme dans toutes ses applications industrielles et de remplacer le mouvement des bras par celui des jambes.

1138° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ornet (Louis-François-Antoine), fabricant de fleurs artificielles, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un tissu applicable spécialement à la fabrication des fleurs.

1139° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Patry (Eugène-Louis), lunettier, à Paris, rue Volta, n° 8, pour un système de lorgnette-jumelle articulée.

1140° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peiffer (Nicolas), huissier, au château des Tuileries, pour un système de voiture mécanique.

1141° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ponté (Edouard), à Paris, rue Bourbon-Villeneuve, n° 22, pour un genre de bretelles dites *bretelles sans fûtigue*.

1142° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pitoisot jeune (Nicolas-Lucien), mécanicien, représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour des perfectionnements apportés dans les machines à coudre.

1143° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pommier (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une disposition de marche de toiture.

1144° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Prangnaud (Julien), à Blaye, pour un soufflet destiné à souffler la vigne.

1145° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Rever (Jean), maçon, à Macau, pour un système de construction de bâtiments.

1146° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Roget (Joseph), forgeron, et Verdière (Augustin), marchand de vins, à Paris, le premier, rue Coesnon, n° 5, et le second, rue de Rivoli, n° 48, pour une grue roulante ou fixe.

1147° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par les sieurs Sauret (Étienne), fumiste, et de Fleury (Eugène), le premier, à Remiremont, et le second, à Belanges, pour un séchoir sans fin.

1148° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Skinner (Halcyon), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 15, pour perfectionnements apportés aux métiers mécaniques employés pour le tissage des étoffes bouclées (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 23 avril 1876).

1149° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Valerio (Joseph), fabricant de persiennes, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de monture pour stores.

1150° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Albert (Clément-Amable), représenté par le sieur Zacharie, rue de Bourbon, n° 40, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 mai 1861, pour un système de fermoir pour toutes chaussures.

1151° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Avril (Joseph), fabricant de gants, à Grenoble, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 février 1862, pour un système d'agrafe pour gants dite *agrafe myosotis*.

1152° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blanchard (Eugène-Frédéric), serrurier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de

Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 janvier 1860, pour un moulin à café et autres graines.

1153° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourcy (Joseph-Stéphane), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 juillet 1862, par le sieur Pougnaire, dont il est cessionnaire, pour des perfectionnements dans la pose et le montage des fils télégraphiques.

1154° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cagnet fils (Jean-Baptiste-Félix), passementier, à Paris, rue d'Amsterdam, n° 41, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 juillet 1861, pour procédé de montage de matières destinées à produire des effets de broché et des effets de chaîne.

1155° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cancalon (Charles-Auguste), greffier en chef du tribunal de première instance de Bourganeuf, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 avril 1860, pour perfectionnement dans les armes à feu se chargeant par la culasse.

1156° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Chéron et Duperrier, fabricants de couverts, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} août 1861, pour des perfectionnements apportés dans les machines propres à la fabrication des couverts.

1157° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Coquant (Jules), fondeur, à Amiens, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mai 1861, pour un compteur à eau forcée, mouvement noyé, système Coquant.

1158° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desclercs (Eugène), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mars 1860, pour une presse mécanique continue.

1159° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Dumas (Claude), fabricant de brosses, rue de la Darze, n° 7, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 décembre 1861, pour une brosse à tubes.

1160° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumas (Martin-Louis-Eugène), représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} août 1861, pour perfectionnements apportés dans les moulins coniques.

1161° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Dumoutier (Alexandre-Lucien), mécanicien, place Ecallier, à Elbeuf, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juin 1859, pour un appareil de sauvetage et d'appel de secours, dans le cas de léthargie, après la sépulture.

1162° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Favre (Jean-Baptiste), fabricant de battants, rue Saint-Louis, n° 41, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 janvier 1862, pour un système mécanique appliqué aux métiers de velours à double pièce et permettant d'obtenir des effets sur le ruban de velours.

1163° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fournier (Charles), trésorier du ministère de la guerre, représenté par le sieur d'Aubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 novembre 1859, pour un procédé et des appareils destinés à reconnaître les fuites ou les pertes dans les appareils à gaz d'éclairage et pour prévenir l'endroit où elles se trouvent.

1164° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Fracassin (Pierre-François), géomètre, à Saint-Quentin, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mai 1861, pour une teilleuse mécanique des plantes textiles avec brayeuse.

1165° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Francfort (Léon) et Estrade jeune (Jean), fabricant de balances, à Paris, rue de Rambuteau, n° 12, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 février 1862, pour des perfectionnements dans la construction des balances.

1166° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Grenu (Ambroisine), fabricante de papier à cigarettes, à Paris, rue de la Montagne-Sainte-Genève, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 décembre 1859, pour un système de porte-papier à cigarettes.

1167° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guinier (Thomas), fabricant, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 mai 1858, pour des perfectionnements appliqués à toutes espèces de robinets ou autres objets relatifs à la distribution des eaux.

1168° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Héron (Édonard-Joseph), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 octobre 1861, pour un procédé pour l'éclavage, l'étrépage et l'extraction des arêtes sans ouvrir les poissons.

1169° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lelièvre (Louis-Hippolyte), fabricant d'articles de bureau et de dessin, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 novembre 1861, pour des perfectionnements apportés dans les mesures linéaires françaises et étrangères.

1170° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Malaprade jeune (Jean), horloger, boulevard de la Madeleine, n° 4, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 janvier 1862, pour une graisse noire pour le charroi.

1171° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Merville (Jacques-Olivier), mécanicien, à Paris, rue des Ormes, n° 9, près l'ancienne barrière de Montreuil, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 avril 1861, pour une moissonneuse-faucheuse.

1172° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Million (Francisque), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mars 1861, pour chauffage intérieur des machines à air de n'importe quel système ou des machines à fluide élastique quelconque, le charbon étant placé dans un foyer extérieur et indépendant des appareils mécaniques.

1173° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Million (Francisque), quai de la Charité, n° 81, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mars 1861, pour chauffage intérieur des machines à air de n'importe quel système ou des machines à fluide élastique quelconque, le charbon étant placé dans un foyer extérieur et indépendant des appareils mécaniques.

1174° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Neustadt (Camillo-Raymond), à Paris, rue de Chabrol, n° 71, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 novembre 1855, pour un système du grue.

1175° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pascal (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 avril 1861, pour perfec-

tionnements apportés aux machines motrices à mélanges explosifs et à gaz et à vapeur dilatés.

1176° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pasquier (Eugène), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 décembre 1857, pour des perfectionnements dans la construction des machines à sécher les laines manufacturées ou non, ainsi que d'autres substances.

1177° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Perier (Alexandre-Auguste), fabricant de sucre, et Possoz (Louis-Antoine), chimiste, à Paris, rue de Lille, n° 26, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 février 1859, pour perfectionnements à la fabrication du sucre.

1178° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par les sieurs Pigeot (Jean-Baptiste-Eugène), mécanicien, et Catteaux (Jean-Baptiste-Auguste), agent voyer cantonal, le premier, à Montey-Saint-Pierre, et le deuxième, à Mézières, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 juin 1861, pour la fabrication mécanique des boulons, écrous, etc.

1179° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pillichody (Amand), à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 62, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 avril 1861, pour un système de wagon à bascule.

1180° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Pombas (Eugène-Pierre), mécanicien, rue Linguet, n° 7, à Reims, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} février 1861, pour un temple automate à anneaux obliques.

1181° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poussier (Pierre-Constant-Éléonore), chez le sieur Berthelot, à Paris, rue du Bouloi, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 juin 1860, pour fabrication de bichromate de potasse et bichromate de soude.

1182° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Renault (Jules), chaudronnier, rue Vallée-de-Fontaine, à Bolbec, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 avril 1862, pour un système de chaudière à vapeur à foyer et bouilleurs extérieurs, ayant pour but d'éviter les effets désastreux qui résultent de la dilatation et du retrait des métaux.

1183° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par le sieur Robert (Eugène-Louis), mécanicien, à Froncles, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 octobre 1860, pour un procédé de fabrication de boulons.

1184° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tailbouis (Édouard), manufacturier, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 août 1860, pour des perfectionnements apportés dans les métiers rectilignes.

1185° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taylor (Jean-Georges), négociant, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 février 1862, pour perfectionnement dans les chaînes de sûreté et leurs applications.

1186° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tronchon fils (Alfred-Pierre), entrepreneur de serrurerie, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mars 1861, pour un système de construction de porte-bouteilles.

1187° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vautier (Antoine-Constant), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 mai 1861, pour

extraction de produits textiles destinés à la filature, au tissage, etc. et à la fabrication des pâtes à papier et à carton, ainsi que pour procédés d'extraction desdits produits textiles.

1188° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs André (Jean-Louis) et Guillot (Philippe-Alexandre), représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mars 1861, pour des perfectionnements aux appareils de ménage pour les eaux gazeuses.

1189° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bartholémy (François), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} février 1860, pour un compteur avec cadran indiquant les fuites de gaz.

1190° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bartholémy (Nicolas), constructeur, représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 juin 1861, pour perfectionnements apportés dans la construction des métiers à bonneterie.

1191° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Bliz (Jean-Baptiste), rue des Brouettes, n° 3, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 mai 1861, pour une tête de fourneau à foyer intérieur pour chaudières à vapeur et bouilleurs.

1192° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouillon (Pierre-Léon), représenté par le sieur Lejeune, à Paris, rue de Chabrol, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 avril 1855, pour des appareils applicables au lessivage du linge, des toiles de fil et de coton, et en général à toutes les opérations où il faut projeter des liquides à basse température et jusqu'à cent degrés.

1193° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Bouillon, Muller et compagnie, à Paris, rue de Chabrol, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 juin 1859, pour chaudières portatives et fixes applicables aux appareils d'économie domestique ou industriels.

1194° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Busson (Constant), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mars 1862, pour un instrument destiné à l'étude de la musique.

1195° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Cher, par le sieur Chedin (Félix), fabricant de toiles cirées, à Bourges, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 décembre 1861, pour application des cylindres en bois gravés en relief pour l'impression de divers dessins à une ou plusieurs couleurs et à la reproduction naturelle de toute espèce de bois sur toiles cirées et papier de tenture.

1196° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Descontours (Mathieu-Louis-Michel), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 décembre 1861, pour un système d'armes à feu à culasse oscillante.

1197° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Landes, par le sieur d'Estanque (Eugène), médecin-dentiste, à Mont-de-Marsan, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 mai 1861, pour un instrument destiné à arracher les dents dit *attractif d'Estanque*.

1198° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par le sieur Dufournel (Adéodat), maître de forges, à Renancourt, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 octobre 1861, pour application de l'électricité à l'affinage de la fonte de fer pour la convertir en fer ou en acier.

1199^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaillard (Napoleon), négociant, à Paris, rue Moret, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 novembre 1861, conjointement avec les sieurs Weissfog et Ray, pour la chaussure française en gutta-percha.

1200^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Garbarino (Henri), mécanicien, rue Neuve, n° 63, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mai 1861, pour une pompe à cloche avec application de clapets en caoutchouc.

1201^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur Gebhart (Edouard), fabricant de tricots, à Saint-Dié, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 avril 1862, pour l'application à la confection des vestes végétales de tissus tricotés, moitié laine, moitié coton et avec bordure.

1202^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hermite (Hippolyte-Victor), représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 mai 1861, pour perfectionnements apportés aux métiers à tisser manuels ou mécaniques.

1203^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hublier (Léon-Charles) et (Charles-Victor), à Paris, rue Castex, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 février 1860, pour un compteur pour voitures.

1204^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur Jozansi (Claude-André), docteur-médecin, à Saint-Romain-de-Benet, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 août 1861, pour un instrument chirurgical dit *irrigateur vaginal*, à double courant, etc. etc.

1205^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Kuhlmann fils, chimiste, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 décembre 1861, pour divers procédés de production de l'acide nitrique.

1206^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Lallier (Jean-Etienne), mécanicien, à Venizel, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 août 1858, pour une faucheuse-moissonneuse.

1207^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Liebermann (Joachim-Antoine-Joseph), à Paris, boulevard du Temple, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 octobre 1861, pour un système de presse pour la fabrication du sucre.

1208^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mantel (François), brasseur, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 décembre 1861, pour un appareil siphon destiné à la fabrication de l'eau de Seltz.

1209^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marois (Guillaume-Alfred), manufacturier, représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mars 1861, pour des perfectionnements apportés dans les clous d'ornementation et d'ameublement.

1210^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Michaux et compagnis, constructeurs, à Anzin, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mai 1861, pour une machine à moudre les barques.

1211^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mondelut frères, négociants manufacturiers, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris,

le 5 octobre 1861, pour perfectionnements apportés dans les tubes d'appareils à eau de Seltz, disposés de manière à laver le gaz produit.

1212° Le certificat d'addition, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Ollagnier (Jean-Claude), mécanicien, etc. place Notre-Dame, à Saint-Chamond, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 juin 1861, pour une machine à laminier différents genres de roues en fer à rayons et sans soudure pour le matériel roulant des chemins de fer.

1213° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Ollagnier (Jean-Claude), mécanicien, etc. place Notre-Dame, à Saint-Chamond, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mai 1861, pour un perfectionnement apporté dans les machines à laminier des roues et bandages servant au matériel roulant des chemins de fer.

1214° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Ollagnier (Jean-Claude), mécanicien, demeurant place Notre-Dame, à Saint-Chamond, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mai 1861, pour un perfectionnement apporté dans les matrices et fours à chapeau pour la fabrication des roues en fer plein et creuses intérieurement servant au matériel roulant des chemins de fer.

1215° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Patureau (Pierre), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 février 1861, pour un système perfectionné de meuble dit *toilette Patureau*.

1216° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault par le sieur Payras (Philippe-Urbain), commissionnaire en laines, rue Edouard-Adam, n° 6, à Montpellier, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 juillet 1861, pour un système de conservation des peaux.

1217° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Placet jeune et compagnie, à Paris, chaussée de Ménilmontant, n° 80, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 février 1862, pour des perfectionnements dans les dispositions des petites presses dites *timbres humides*.

1218° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le vicomte de Ponton d'Amécourt, représenté par le sieur Brade, à Paris, rue Neuve-de-Ménilmontant, n° 15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 avril 1861, pour un appareil de navigation aérienne.

1219° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prou-Gaillard fils (Auguste), représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris le 30 juillet 1859, pour une barrique perfectionnée de manière à éviter le coulage des liquides pour les transports lointains.

1220° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Roux (Aristide-Antoine), Meunier (Edme-Auguste) et Balme (Claude), faubourg de Fives, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 juin 1861, pour un appareil pouvant servir de moteur, de compteur, de pompe, de machine soufflante, etc.

1221° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Rigola (Pierre), fumiste, rue Boileau, n° 8, à Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 mars 1862, pour un système de rideaux mobiles dit *tric-trac*, pour devants de cheminée.

1222° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tournier (Bonaventure), conducteur de machines, à Paris, rue Méchin, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mai 1861, pour une machine à régler.

1223° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vautier (An-

toine-Constant), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 mai 1861, pour extraction de produits textiles destinés à la filation, au tissage, etc. et à la fabrication des pâtes à papier et à carton, ainsi que pour procédés d'extraction desdits produits textiles.

1224° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vigoureux (Stanislas), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 novembre 1861, pour un système de fabrication applicable aux laines à filaments dressés pour obtenir des étoffes dites à *reflets brisés de Vigoureux*.

1225° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alexis (Joseph), architecte, élisant domicile à Paris, rue de Rivoli, n° 220, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 juillet 1861, pour un système de freins pour chemins de fer.

1226° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aribaud (Benoît-Hippolyte), caporal à la deuxième section d'ouvriers d'administration, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 février 1862, pour un système de roues hydrauliques horizontales pour utiliser les petits cours d'eau et sans chute.

1227° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Aubanel, Tavernier et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 juin 1861, pour des perfectionnements apportés à la machine peigneuse dite à *pièce*.

1228° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bathias (Claude-Marie), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 mars 1862, pour une application aux véhicules d'un système de roues superposées, à essieux inégaux.

1229° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beau (Étienne), coffretier, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 septembre 1861, pour un appareil diviseur de voliges ou machine à débiter les voliges.

1230° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourcy (Joseph-Stephan), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 juillet 1861, par le sieur Pougnaire, dont il est cessionnaire, pour des perfectionnements dans la pose et le montage des fils télégraphiques.

1231° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourgeois (Louis-Eugène), employé, à Paris, rue de la Boule-Rouge, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 juin 1861, pour un lit hygiénique à hamac.

1232° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Burton (Charles-Louis-Pierre), représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 avril 1862, pour un procédé de préparation de la soude et de la potasse.

1233° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Canouil fils (Charles-Maurice-Paul), fabricant de produits chimiques, représenté par le sieur Brade, à Paris, rue Neuve-de-Ménilmontant, n° 15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 février 1862, pour une poudre fulminante propre aux jouets d'enfant.

1234° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cochran (John-Webster), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention pris le 29 octobre 1859, et expirant le 5 mai

1878, pour des perfectionnements apportés aux armes à feu et aux projectiles y appropriés.

1235° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cordier (Pierre-Alphonse), élisant domicile chez le sieur Lafolie, à Paris, hôtel de Rouen, rue de Grenelle-Saint-Honoré, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 octobre 1861, pour un appareil de chauffage.

1236° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Creuse, par le sieur Oroz (Louis), fabricant de produits chimiques, à Aubusson; et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 septembre 1861, pour la fabrication d'une encre d'aniline indélébile.

1237° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delcambe (Adrien-Henri), à Paris, rue de Bourgogne, n° 50, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 février 1862, pour un système de boîte à feu pour locomotives et autres machines fixes.

1238° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Denno-Danau, née Porcher (Hélène-Marie), représentée par le sieur Dreyfus, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juin 1861, pour un genre de tissu.

1239° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desmazures (Camille), à Paris, rue Taitbout, n° 67, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 avril 1862, pour un appareil indicateur des fuites de gaz.

1240° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur d'Herbès (Louis-Emmanuel), à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 décembre 1861, pour un système d'éclairage mobile des numéros des maisons et des noms des rues.

1241° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dorery (Paul-Ambroise), représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 novembre 1861, pour un système de pipe.

1242° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 mars 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fastier (Louis-Amédée), avenue de Neuilly, n° 209, à Neuilly, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 janvier 1856, pour la conservation des substances alimentaires par le vide.

1243° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Hamelin (Louise-Jeanette-Pauline Franck), représentée par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 décembre 1861, conjointement avec le sieur Divrais, pour perfectionnements dans les machines à condre.

1244° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Haunet (Françoise-Méloë Thomas), représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 mars 1862, pour un système de rafraîchisseur et concentrateur.

1245° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hugon (Pierre), à Paris, rue de l'Ouest, n° 56, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 février 1860, pour l'application aux machines à vapeur en général, etc. d'un appareil utilisant la force explosible et le vide résultant de la combustion de mélange d'air et de gaz dans des proportions variables.

1246° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jaulin (Louis-Julien), facteur d'instruments de musique, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris,

rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 novembre 1859, pour un instrument de musique.

1247° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Labat (Pierre), fabricant de boulons, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 octobre 1860, pour fabrication de boulons en acier dits *grelots d'une seule pièce sans soudure*.

1248° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Lacroix fils (Eugène), mécanicien, boulevard Saint-Hilaire, n° 23, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 juin 1856, pour un système de métier à tisser mécaniquement toutes espèces d'étoffes.

1249° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Cacheux (Stanislas-Michel), mécanicien, rue Falque, n° 21, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 décembre 1861, pour un liquide désinfectant.

1250° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefebvre (Hippolyte), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 décembre 1858, pour des machines à percer avec étai solidaire.

1251° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Maraval (Baptiste-Hyacinthe-Frédéric), fabricant de chapeaux, élisant domicile chez le sieur Vurcilly, rue Sala, n° 48 bis, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 novembre 1861, pour perfectionnement dans la confection des chapeaux-feutres souples en une seule pièce ronde, produisant par ce système toutes sortes de dessins et de couleurs variées.

1252° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martinez-Lopez (Pierre), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 septembre 1861, pour un semoir compteur.

1253° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meuly (Nicolas-Achille), horloger, à Paris, rue Neuve-Fontaine-Saint-Georges, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 février 1859, pour un système de compteur pour les voitures.

1254° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mayer (Louis), négociant, villa du Bel-Air, n° 11, à Saint-Mandé, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 janvier 1852, pour application des tissus en bourre de soie à l'impression des rouleaux pour étoffes, papiers peints, etc.

1255° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Million (François), représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mars 1861, pour chauffage intérieur des machines à air, de n'importe quel système, ou des machines à fluides élastiques quelconques, le charbon étant placé dans un foyer extérieur et indépendant des appareils mécaniques.

1256° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pinel de Grandchamp (Paul), liquidateur de la société Pujol et compagnie, représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 février 1855, par le sieur Acklin, dont il est cessionnaire, pour substitution du papier au carton sur les métiers Jacquart et machine à tisser pour le piquage du papier.

1257° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Schaeffer et Walker, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23,

et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 mai 1861, pour un procédé de fabrication de gaz hydrogène carboné.

1258° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lisco (Antoine-Dominique), mécanicien, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 118, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} mai 1850, pour une combinaison de métaux pour la fabrication des câbles-chaines et pour deux machines propres à cette fabrication.

1259° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cribouillet (Victor-Barthélemy), manufacturier, et Gautier (Émile-Toussaint), négociant, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 101, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 octobre 1861, pour des perfectionnements dans les procédés et appareils servant à la fabrication des gaz combustibles.

1260° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Aubert, Guyot et compagnie, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 août 1857, par le sieur Breuillé, dont ladite société est cessionnaire, pour un système de four à plâtre.

1261° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baudoin (Théophile), à Paris, rue Saint-Denis, n° 136, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 février 1859, par le sieur Beau, dont il est cessionnaire, pour une boîte à ficelle dite *boîte filogère*.

1262° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beauvoir (Louis-Stanislas), à Paris, rue Chapon, n° 21, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mai 1861, pour un album photographique.

1263° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bellin (Claudius), représenté par le sieur Claës, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 35, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 février 1862, pour la fabrication spéciale d'un papier dit *papier divisé*, et ses diverses applications industrielles.

1264° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bidaux fils (Henri), représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 décembre 1861, pour un système de déchargement de la fonture mécanique des métiers circulaires à faire le tricot à côte dite *anglaise*.

1265° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Breguet (Louis-François-Clément), horloger, représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 octobre 1857, pour un système de régulateur électrique applicable aux horloges ordinaires et électriques.

1266° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Couissinier (Antoine), quartier Saint-Henry, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 août 1860, pour une mécanique à fabriquer les briques tomettes en terre cuite.

1267° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Davy (Pierre-Hippolyte), constructeur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mai 1861, pour une chaudière à foyer intérieur avec tubes bouilleurs pour appareils à distiller.

1268° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Doremus (Robert-Ogden) et Budd (Bernard-L.), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 24 janvier

1862 et expirant le 20 janvier 1876, pour des perfectionnements dans la fabrication des cartouches.

1269° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Falgas (Adrien-Ferdinand-Benjamin), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 31, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 mai 1861, pour un bandage herniaire dit *volvi-forme*.

1270° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fellens (Joseph-Olympe), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 mai 1861, pour une clef sicheuse.

1271° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Fournier des Corats (Gilbert-Auguste), élisant domicile chez la dame Sarret, rue de Bourbon, n° 44, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 octobre 1861, pour un attelage de sûreté.

1272° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Gaupillat et fils, et Illing, représentée par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 janvier 1862, pour des perfectionnements apportés aux cartouches.

1273° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gilles (Eugène), chez le sieur Rimaud, quai Saint-Vincent, n° 33, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 mai 1862, pour un système de roue à palettes mobiles.

1274° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goiran (Vincent), à Paris, rue des Vertus-la-Villeite, n° 46, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mars 1861, pour un collier de cheval.

1275° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Guigon (Jean-Charles), place Saint-Clair, n° 1, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mai 1861, pour la production et la fabrication du jaune et orange d'aniline, applicable à la teinture, etc.

1276° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Husson (Charles), manufacturier, représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mai 1862, pour un genre de toiles métalliques ou métallisées.

1277° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leroy (François-Théodore), tapissier, marchand de meubles, à Paris, rue de la Goutte-d'Or, n° 42 (dix-huitième arrondissement), et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 novembre 1861, pour des roulettes minérales pour meubles.

1278° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Margueritte (Louis-Joseph-Frédéric), Lalouët de Sourdeval (Alfred) et Worms de Romilly (Henri-Louis-Félix), représentés par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mars 1861, pour le traitement et l'utilisation des urines putréfiées dites *eaux vannes*, et des eaux provenant de la fermentation ou de la calcination des matières animales et de la distillation de la houille.

1279° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Massey (Aventin-Nicolas), à Paris, rue Claude-Villefaux, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris le 14 janvier 1861, conjointement avec les sieurs Julien frères, pour un système de robinet à double fermeture.

1280° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur de Mirbeck

(Édouard), à Saint-Dié, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 juin 1861, pour un séchoir dit *séparateur*.

1287° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur de Mirhook (Édouard), à Saint-Dié, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 juin 1861, pour un séchoir dit *séparateur*.

1282° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mongruel (Louis-Pierre), à Paris, rue Vivienne, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 octobre 1861, pour un générateur de vapeurs froides pouvant servir de parfait carburateur.

1283° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Moral (Augustin), manufacturier, à Roubaix, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 août 1861, pour une machine peigneuse.

1284° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Nomaïson (Stanislas), élisant domicile à Paris, rue Monsieur-le-Prince, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mai 1861, pour un système de carbonisation du bois en forêt.

1285° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Privat (Prosper), chaudronnier, rue du Pont-de-Tonnis, n° 2, à Toulouse, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 mai 1861, pour une chaudière à vapeur à foyer intérieur et double retour de flamme.

1286° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rezaud (Pierre), négociant, à Paris, rue de Paris-Belleville, n° 167, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} juin 1861, pour allumettes flammigères inextinguibles au vent.

1287° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Roger (Marie-Ange-Émilie), élisant domicile chez le sieur de Sainte-Beuve, à Paris, rue de Pelouse, n° 31, près de l'arc de l'Étoile, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 juin 1861, pour ballons à jouer, de poche, et généralement pour les procédés de gonflement et de dégonflement des ballons.

1288° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Shepard (Edward-Clarence), élisant domicile chez le sieur Spilmann, à Paris, rue Vivienne, n° 26, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 janvier 1862, pour des perfectionnements dans l'application de l'huile pour le graissage des locomotives, voitures de chemin de fer et autres.

1289° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Subtil (Eugène), à Paris, rue Ribouté, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 février 1862, pour un appareil propre à la distillation des goudrons de gaz, ainsi qu'à la rectification des huiles minérales, et leur emploi pour divers usages.

1290° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Symon (Maximilien), tabletier, représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 octobre 1861, pour des perfectionnements dans la fabrication des clous servant à la décoration des petits meubles et autres articles de fantaisie.

1291° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Toussaint (Joseph-Charles), à Paris, rue de Rivoli, n° 53, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 janvier 1862, pour un porte-cigare dit *porte-cigare mystérieux*, à métal préservateur.

1292° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Trimouille (Gilbert), limonadier, représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 janvier 1862, pour un système de bouteille ou de vase quelconque propre à mesurer les liquides.

1295° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Waag (Théodore), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 octobre 1861, pour un frein solidaire pour chemin de fer dit *système Waag*.

1294° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Worms de Romilly (Henri-Louis-Félix), chimiste, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 janvier 1862, pour un procédé tendant à imprimer le mouvement aux liquides, dans le but d'utiliser ce mouvement, soit pour monter l'eau, soit pour tout autre usage.

1295° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Manche, par le sieur Youf (Jean-Pierre), mécanicien, à Agneaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 décembre 1860, pour un genre de crible perfectionné.

1296° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barens (Guillaume-Laurent), tailleur, à Paris, rue Léonie, n° 7, territoire de Montmartre, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 juin 1861, pour une bretelle gymnastique.

1297° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Bernard (Jean), à Beyles, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 décembre 1861, pour un système de bouchage mixte dit *lego-verre*.

1298° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonnet (Auguste-Félix), à Paris, rue de Sèvres, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 janvier 1862, pour perfectionnements apportés dans un système d'appareil fumivore spécialement applicable aux foyers des chaudières locomobiles.

1299° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourgeois (Louis-Eugène), employé, à Paris, rue de la Boule-Rouge, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 juin 1861, pour un lit hygiénique à hamac.

1300° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Caron (Alphonse), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 avril 1859, pour un système de fusil.

1301° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Château (Louis-Jacques), notaire, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 novembre 1861, pour un genre d'abat-jour.

1302° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chiboust (Alfred-Alphonse), agent voyer, élisant domicile à Paris, rue Saint-Martin, n° 300, hôtel Dubamel, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 décembre 1861, pour modification au système de fusil à bascule, quant au canon et quant au chargement.

1303° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Clunet aîné (Mathieu), rue Vieille-Monnaie, n° 17, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 août 1861, pour une mécanique pour le frottage et le lavage des appartements.

1304° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deliry (Joseph-Félix-Victor), boulanger, représenté par le sieur d'Andréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 juillet 1861, pour un pétrin mécanique perfectionné.

1305° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deschamps (Joseph-Abel), coutelier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mai 1860, pour perfectionnements dans les ciseaux et autres objets similaires.

1306° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 juin 1862, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duméry (Constant-Jouffroy), à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 mai 1860, pour un appareil épurateur de l'eau des chaudières à vapeur.

1307° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Foutgeau (Félix-Clovis), entrepreneur de bâtiments, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 juin 1861, pour un système perfectionné de couverture de bâtiment.

1308° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Franey (Jacques), fabricant d'objets en caoutchouc, à Paris, rue du Chemin-de-Fer, n° 21, territoire de Charonne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 août 1861, pour un appareil propre à la sécurité des voyageurs dans les chemins de fer.

1309° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gannal (Adolphe-Antoine), à Paris, rue de Seine, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 novembre 1860, pour construction de chaussée au moyen d'éléments bitumineux ou bituminisés.

1310° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Hall frères, représentée par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 janvier 1861, pour des perfectionnements dans la fabrication des objets en tulle, dentelle, blonde, etc. de réseaux ou de points quelconques.

1311° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hennart (Auguste-Jules), tailleur, représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juillet 1861, pour un système de grille pour foyer.

1312° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hughes (David-Edward), élisant domicile à Paris, rue de Londres, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} septembre 1858, pour des perfectionnements dans les moyens de transmettre les signaux et les courants électriques, et dans les appareils destinés à ce but.

1313° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Lemaire (Louis-Maxime), à Soissons, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 mai 1861, pour des perfectionnements apportés dans les appareils propres à la fabrication de la glace.

1314° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemercier (Eugène), représenté par le sieur Herpst, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 131, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 août 1856, par le sieur Sollier, dont il est cessionnaire, pour plusieurs perfectionnements à son invention brevetée, le 3 juin 1851, pour une machine à fabriquer la chaussure en métaux, cuivre, fer, etc. ou à fabriquer le fillet seulement.

1315° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leplanquais (Pierre-Ferdinand), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 octobre 1861, pour des perfectionnements aux bandages herniaires.

1316° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lesieur (Denis-Armand), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 mai 1862, pour l'application de la gomme du Sénégal ou autres matières gommeuses (transformées en écaille, puis ensuite en poudre) au saupoudrage des tissus légers quelconques pour en constituer des ornements.

1317° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur L'hôte (Jacques-

(Charles-Joseph), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 juin 1858, pour un appareil inexplosible et iné vaporisable pour composer soi-même l'eau de Seltz et toutes les boissons gazeuses.

1318° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marchal (Désiré), représenté par le sieur Thierry père, à Paris, rue des Marais-Saint-Martin, n° 94, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 février 1862, pour des moyens et des procédés permettant de supprimer les vibrations destructives produites par le roulement des véhicules de tout genre, soit sur les voies ferrées, soit sur les routes ordinaires, et d'augmenter l'adhérence des roues sur les rails.

1319° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Martin (Claude), menuisier-mécanicien, à Rive-de-Gier, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 mai 1861, pour un procédé dit *électro-musical Martin*, consistant dans l'application de l'électricité à divers instruments de musique, tels que orgues d'église, harmoniums, orgues de Barbarie, serinettes, pianos et tous autres instruments susceptibles de recevoir cette application, etc.

1320° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Pierre-Émile), maître de forges, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 août 1861, pour un système de fabrication de la fonte, de l'acier et du fer par fusion continue et sans contact du minerai avec le combustible.

1321° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Martin (Étienne), Cavagna (François) et Turrel (Antoine), négociants, quai de Rive-Neuve, n° 11 B, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 mai 1862, pour application des cornues à la fabrication du phosphore.

1322° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Martin (Adrien-Georges-Armand) et Potez aîné (Hyacinthe), avenue du Bel-Air, n° 14, à Saint-Mandé, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 février 1861, pour un flotteur-compteur d'eau réglant l'alimentation.

1323° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meusbürger (Pierre), entrepreneur, représenté par le sieur Ricordeau, boulevard de Strasbourg, n° 23, à Paris, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mars 1862, pour un système de cheminée fumivore dite *hélicoïdale*.

1324° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Migeot de Beran (Ferdinand-Gabriel), à Paris, rue de Vaugirard, n° 158, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 août 1859, pour un système de bouchage des siphons devant contenir les liqueurs gazeuses.

1325° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mongin (Charles-François), fabricant de scies, à Paris, rue des Juifs, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 janvier 1859, pour un système de fabrication des scies.

1326° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Morvan (Arthur-Guy), capitaine au long cours, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 janvier 1862, pour un procédé de calquage photographique des cartes, plans et dessins.

1327° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Papillon (Eugène-Vincent), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 avril 1862, pour des perfectionnements dans l'outillage servant à la fabrication des gonds et crochets à pointes ou vis.

1328° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Savalle (Pierre-Désiré-Amand), distillateur, à Paris, boulevard de Magenta, n° 171, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 novembre 1861, pour un appareil d'évaporation.

1329° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schmitz (Éloi-Nicolas), cité des Fleurs, n° 38, territoire des Batignolles, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 mai 1861, pour un chalumeau à réverbère.

1330° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Tailleur (Jean-Joseph), teinturier, rue d'Arènes, n° 33, à Besançon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 juin 1858, pour une machine à apprêter les étoffes.

1331° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tellier fils (Charles-Abel), à Paris, rue Leboutoux, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 janvier 1862, pour l'application à la fabrication de la glace d'un système tubulaire permettant l'emploi de l'acide sulfureux.

1332° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thétard (Eugène-Auguste), à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 67, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juin 1861, pour une boîte à huile et à graisse avec coussinet indépendant.

1333° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Ulmer (Théodore), rue des Herbes, n° 16, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 janvier 1862, pour une pièce d'appui blindée pour croisée.

1334° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Vieillard (Eugène-Napoléon), arquebusier, et Manceaux (François-Jules), fabricant d'armes, à Paris, le premier, rue Saint-Christophe, n° 8, et le second, quai Napoléon, n° 31, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 février 1862, pour perfectionnements tendant à supprimer le crachement par le logement de la bouche dans la cartouche du fusil Lefaucheur.

1335° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Weber-Bloch (Émile), à Mulhouse, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 septembre 1861, pour un appareil à mesurer les liquides.

1336° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Arson (Louis-François-Alexandre), à Paris, rue de Bourgogne, n° 40, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 août 1859, pour un mode de traitement des matières fécales et leur conversion en engrais.

1337° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barbat (Léonard), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Saint-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 janvier 1862, pour des perfectionnements dans la fabrication des chapeaux et des coiffures en général.

1338° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beau de Rochas (Alphonse-Eugène), à Paris, boulevard du Temple, n° 34, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 janvier 1862, pour perfectionnements dans les conditions pratiques de la plus grande utilisation de la chaleur, et en général de la force motrice, avec application aux chemins de fer et à la navigation.

1339° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Blaise (Adolphine), élisant domicile chez le sieur Mareschal, à Paris, rue Grange-aux-Belles, n° 21, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 juin 1858, pour un four à revivifier le noir animal.

1340° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Burel et Prevost, à Paris, rue de Ménilmontant, n° 70, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 décembre 1861, pour un système de fabrication de lunettes de cadres pour pendules et d'équerre pour supporter les mouvements.

1341° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Carpentier (L.) et compagnie, à Paris, rue des Marais-Saint-Martin, n° 40, et se rattachant au brevet d'inven-

tion de quinze ans pris, le 19 février 1862, pour un système de roidisseur pour la tension des fils de fer, notamment de ceux employés dans le jardinage et la culture de la vigne.

1342° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Coignet père et fils et compagnie, représentée par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 février 1860, pour un système de calorifère et appareil de chauffage.

1343° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coquatrix (Jean-Benjamin), à Paris, rue Folie-Méricourt, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 juillet 1861, pour un tapis dit *mosaïque Coquatrix*.

1344° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 février 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur d'Argy (Edmond-Armand-Louis), représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 mai 1860, pour un système de chandelier-hougeoir-brûle-tout dit *photomobile*.

1345° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur David (André-Marie), négociant, rue de la Bourse, n° 18, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 janvier 1862, pour velours à raser à poil dégagé et retourné après fabrication.

1346° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Defossez frères, maîtres de forges, à Anzin, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1 novembre 1861, pour la fabrication mécanique du fer à cheval.

1347° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupuch (Gustave-Joseph), fondeur-mécanicien, à Paris, rue Claude-Villeaux, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 février 1862, pour une disposition de robinet à double fermeture.

1348° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duvigneau (Emile-Jean), à Paris, rue de la Bourse, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 août 1858, pour un appareil propre à faire écrire les aveugles dit *écéirègle*.

1349° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Galabrun (Étienne-Mathurin-Joseph), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 janvier 1861, pour une machine perfectionnée propre à couler les bougies et les chandelles.

1350° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gallimard (Félix-Hilaire), représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 février 1862, pour montures de boutons de portes, meubles et boules de rampes.

1351° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Girard (Athanasie-Charles-René), installateur de l'éclairage par le gaz, rue de l'Intendance, n° 25, à Tours, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 juin 1861, pour un système de compteur à gaz à niveau constant.

1352° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hagenbach (Joseph), imprimeur sur étoffes, représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 janvier 1862, pour applications de l'argenterie sur tulle, tarlatane, etc.

1353° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Huron (François-Julien), bourrellier-sellier, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 mars 1860, pour un système de collier pour tous chevaux de trait.

1354° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Laurent (James), agent des ponts et chaussées, à Montheurion, et se rattachant au brevet d'invention de

quinze ans pris, le 26 juin 1861, pour système de substitution de l'air comprimé à la vapeur partout où cette dernière peut être employée comme force motrice.

1355° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lavallée père et fils (Francis) et (Francis-Gustave), représentés par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 novembre 1861, pour une machine à faire les bois d'allumettes.

1356° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Le Duc (Irénée), mécanicien, rue de Largentier, n° 23, à Troyes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 mai 1858, pour une machine à coudre.

1357° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur LePage (Charles-François), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 juillet 1861, pour un système d'accroissement de la lumière par l'emploi de projecteurs.

1358° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mongin (Charles-François), à Paris, rue des Juifs, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 janvier 1859, pour un système de fabrication des acies.

1359° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moulin (Eugène), représenté par le sieur Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 janvier 1861, pour un système de métier mécanique pour le tissage des étoffes.

1360° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Muller (Paul), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mai 1862, pour un mode de fusion du zinc appliqué à la galvanisation du fer et de la fonte.

1361° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Paquet (Joseph-Marie), pharmacien, et Coudert-Dupont (Georges-Marie-Pierre), à Paris, rue des Lombards, n° 20, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 février 1862, pour un système de compteur pour voitures de place et de remise.

1362° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pognon (Charles) et Leclerc (Pierre-Aimé-Jules), le premier, rue du Château-Montmartre, n° 24, et le deuxième, rue du Cherche-Midi, n° 70, à Paris, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 décembre 1861, pour un système de fourneau et générateur à vapeur.

1363° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ponceau (Amédée-Constant), fabricant de jouets, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 avril 1852, pour un cheval automatique dit *galocypède*.

1364° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Pradel et compagnie, représentée par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juin 1861, pour un fermoir sans clef.

1365° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ricard (Jean-Joseph-Adolphe), à Paris, boulevard Montmartre, n° 43, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 novembre 1860, pour un système de coussins pour sommiers, matelas et autres garnitures.

1366° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Cher, par les sieurs Roncier (Joseph), architecte, et Riedinger (Jean-Joseph), chef de dépôt à la gare du chemin de fer de Bourges, élisant domicile chez le dernier, à Bourges, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 juin 1861, pour un appareil fumivore applicable à tous les foyers.

1367° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rousseau de

Lafarge (Jean-Jacques-Léopold), élisant domicile à Paris, rue Rossini, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 juin 1861, pour appareil photographique permettant d'opérer en pleine lumière sur collodion humide, de sensibiliser la glace et de terminer complètement l'épreuve en plein soleil.

1368° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Roux (Jean-François), représenté par le sieur Zacharie, rue de Bourbon, n° 40, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 juin 1861, pour un appareil à couler les bougies, à enfilage continu.

1369° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Siémons et Habke, fabricants d'appareils télégraphiques, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 avril 1861, pour des perfectionnements dans la télégraphie électrique.

1370° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Testud de Beauregard (Félix-Alexandre), à Paris, rue Lafayette, n° 137, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 juin 1860, pour une soufflerie aérhydrique.

1371° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Vallerand (Louis-Simon-François), à la ferme de Moufflaye, commune de Saint-Christophe-à-Berry, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 juin 1860, pour une charrue à défoncer.

1372° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Wahl (François-Théobald) et Pradel (François), représentés par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 février 1861, pour perfectionnements apportés à l'alimentateur Giffare.

1373° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baudelot-Cochinaux (Delphin), lampiste, à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 99, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 avril 1861, pour un bec d'éclairage.

1374° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Bernède (Jean-Louis), négociant, boulevard Napoléon, n° 29, à Toulouse, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 juin 1861, pour un étrier à pompe.

1375° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Beuchât (Pierre-Joseph) et Blanco (Arthur-Clément), à Paris, rue Rambuteau, n° 57, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 juillet 1861, pour un outil à emboutir les œilletons métalliques.

1376° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bootz-Laconduite, constructeur, à Douai, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 juin 1861, pour une machine à battre les grains.

1377° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cambacérès (Jules-Léonard-Louis), ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Paris, rue de Lille, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 février 1860, pour emploi de l'éloïdine et de l'acide éloïdique à l'éclairage.

1378° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Camus (Léon-Victor), fabricant d'appareils d'éclairage, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 juin 1856, pour des perfectionnements dans les appareils d'éclairage principalement destinés aux wagons et voitures de chemin de fer.

1379° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Coignard (Hippolyte) et Mille (Marie-Joseph-Alphonse), représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 avril 1862, pour un procédé d'éclairage et de chauffage.

1380° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 juin 1862,

au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Courtty (Édouard-Louis), bijoutier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 décembre 1861, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des accessoires applicables à la bijouterie.

1381° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cousin du Thil (Nicolas-Prudent), docteur en médecine, à Paris, rue de Tracy, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 mai 1858, pour moyen de rendre l'étude de la cosmographie accessible à tout le monde.

1382° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur David (Claude), mécanicien, à Paris, rue Leboutoux, n° 14, quartier des Batignolles, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 avril 1862, pour application et perfectionnement d'un système de machines servant à la fabrication de l'orfèvrerie et particulièrement à celle des cuillers et des fourchettes de toutes formes et de toutes grandeurs, soit en argent, maillechort, cuivre, fer et tous autres métaux ductiles.

1383° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Delcambre (Hubert), vétérinaire, à Denain, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 juillet 1861, pour un système de fabrication de fers destinés à la serrure des animaux des races chevaline et bovine.

1384° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Heurle (Edme-Édouard), à Paris, rue de Strasbourg, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 juin 1862, pour un étui de fumeur dit *porte-cigare* et *porte-pipe abri-vent*.

1385° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le comte de Douhet (Guillaume-Ferdinand), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 juillet 1861, pour procédés applicables à l'optique et à l'éclairage.

1386° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Doury (Paul-Abraham), à Paris, rue de Ménilmontant, n° 122, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 août 1860, pour une règle à tirer des lignes parallèles.

1387° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Féramus (Adolphe-Dalma), représenté par son père, élisant domicile chez le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 54, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 mai 1859, pour un moyeu de roue.

1388° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaillon (Pierre-Antoine), entrepreneur de serrurerie, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 90, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 septembre 1861, pour un système de jalousie.

1389° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gonnon (Henry), représenté par le sieur Castelbon, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} juillet 1861, pour une machine à fabriquer les briques et à broyer la terre.

1390° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Guinet et Perrat frères, place de l'Impératrice, n° 8, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juin 1859, par les sieurs Ruffier et Guinet, dont lesdits sieurs Perrat sont cessionnaires, pour un système de tubes à asphalte comprimé, propres à être employés à des conduites d'eau, de gaz et même de drainage.

1391° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jacquin (Anatole), mécanicien, et Tailbouis, négociant, représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 novembre 1859, pour un système de métier à tricot.

1392° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 juin 1862, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Kerautret (Olivier) et fils, représentés par le sieur Castelbon, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 septembre 1861, pour remplacement de la brique et de la pierre de taille dans la construction.

1393° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 juin 1862, au **secrétariat de la préfecture du département de la Seine**, par le sieur Kùbuer, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 juillet 1861, pour un calorimètre métallique pour fours et fourneaux culinaires, etc.

1394° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 juin 1862, au **secrétariat de la préfecture du département de la Seine**, par les sieurs Lemut (Firmin) et Dumény (François), maîtres de forges, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 août 1861, pour un puddleur mécanique.

1395° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 juin 1862, au **secrétariat de la préfecture du département de la Seine**, par les sieurs Leplay (Absalon-Hippolyte) et Cuisinier (Jules-François-Joseph), manufacturiers-chimistes, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 novembre 1861, pour divers moyens et procédés dans la manière de traiter et d'utiliser le noir minéral par la clarification et la filtration des jus, des sirops et de tous les liquides sucrés, etc.

1396° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 juin 1862, au **secrétariat de la préfecture du département de la Seine**, par le sieur Lerouge (Pierre), à Paris, rue Lamartine, n° 44, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 novembre 1861, pour un mode de publicité.

1397° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 juin 1862, au **secrétariat de la préfecture du département de la Seine**, par le sieur Louvet (Louis-Henri-Auguste), à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 40, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 avril 1862, pour un genre de jouet d'enfant.

1398° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au **secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme**, par le sieur Mallet aîné (Jean), serrurier, à Beaumont, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mars 1861, pour un système de tendeurs-reidisseurs de fils métalliques.

1399° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 juin 1862, au **secrétariat de la préfecture du département de la Seine**, par le sieur Marchal (Désiré), élisant domicile chez le sieur Thierry, à Paris, rue des Marais-Saint-Martin, n° 94, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 février 1862, pour des moyens et des procédés permettant de supprimer les vibrations destructives produites par le roulement des véhicules de tout genre, soit sur les voies ferrées, soit sur les routes ordinaires, et d'augmenter l'adhérence des roues sur les rails.

1400° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au **secrétariat de la préfecture du département de la Seine**, par les sieurs Mazeline et compagne, constructeurs, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 août 1860, pour dispositions de machines marines.

1401° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au **secrétariat de la préfecture du département de la Seine**, par le sieur Mertens (Guillaume), manufacturier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 mai 1861, pour des perfectionnements dans les machines à faire des cannettes sur tubes pour tissage de mèches, rubans, soie, coton, laine, etc.

1402° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 juin 1862, au **secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or**, par le sieur Montariot (Étienne), carrossier, à Châtillon-sur-Seine, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mars 1862, pour un battoir à grains de toute nature, à fond de caisse mobile.

1403° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au **secrétariat de la préfecture du département de la Seine**, par la société Petit frères et Lemoult, fabricants de bougies, à Paris, rue Croix-Nivert, n° 57, quartier de Grenelle, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 avril 1862, pour un genre de plaques creuses pour pressions hydrauliques.

1404° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 juin 1862, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Quiquandon (Jean-Baptiste-André), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 février 1862, pour un système propre à remplacer les cartons des métiers à la Jacquart dit *compositeur Quiquandon*.

1405° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Ratignez (Jean-Antoine), lieu des Brotteaux, place et maison du Consulat, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 juin 1861, pour une machine à fabriquer les cordages de toutes grosseurs et longueurs.

1406° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sauton (Jean-Jacques), négociant, à Paris, rue Saint-Paul, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 juillet 1858, pour bateaux remorqueurs à hélice.

1407° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Séguin (Pierre), peintre, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 179, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 avril 1860, pour un polystyréoscope.

1408° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Siemens (Charles-William), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juin 1860, pour la fabrication d'un genre de câble électrique dont les procédés sont applicables à la fabrication des tubes de caoutchouc.

1409° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Simon (Alphonse), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 juillet 1861, pour des perfectionnements apportés dans la construction des foyers de chaudières fixes.

1410° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Telfier (Louis-Auguste), représentant de commerce, et Chevalier (Isaac), négociant, représenté par le premier, à Paris, rue Lebonheur, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 avril 1862, pour dispositions à donner au bois destiné au chauffage domestique et à celui des fours de boulangers et de pâtisseries.

1411° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 février 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thierry fils (Jean-Baptiste-Alfred), négociant, fabricant d'appareils fumivores, à Paris, rue des Marais-Saint-Martin, n° 91, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 janvier 1855, par le sieur Bourdon, dont il est cessionnaire, pour appareils hydrogrogènes ignifères pour convertir l'eau en combustible.

1412° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vallée (Edme-Nicolas), à Paris, rue de la Gare, n° 82, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 novembre 1861, pour un frein de chemin de fer dit *système Vallée*.

1413° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vigneulle-Brepson (Anne-Jean-Ferdinand), architecte, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 30, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mars 1862, pour une cuvette siphonoïde à récipient d'eau.

1414° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Audouy (Joseph-Étienne-Arnold), à Frossay, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 octobre 1861, pour système de lunette servant à déterminer les distances.

1415° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barker (Edouard-Bruce-Broughston), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 décembre 1860, pour des perfectionnements apportés aux machines pour élever l'eau.

1416° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Boisson (Louis-Auguste), représenté par le sieur Zacharie, rue de Bonrbon, n° 40, à Lyon, et se

rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 octobre 1859, pour un four économique propre à cuire la brique, tuiles, carreaux, poteries, chaux et tous produits céramiques.

1417° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Charvin (Félix), quai de la Charité, n° 4, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 juillet 1862, pour un procédé de teinture au lokao.

1418° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Chaudet (Jean-Henri), chimiste, rue des Emmurées prolongée, à Rouen, et se rattachant au brevet au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 juin 1858, pour un système de machine à laver la laine.

1419° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par les sieurs Cormery (Pierre-Henri), négociant, et Gavot (François-Philippe), brasseur, le premier, rue des Carmes, n° 15, et le deuxième, place du Vieux-Marché, n° 12, à Orléans, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 novembre 1860, pour un procédé propre à conserver les houblons, les viandes, les fruits et les légumes.

1420° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Delormas (Jean-Aimé) et Terrel (Amable-Gaspard), rue des Remparts-d'Ainay, n° 31, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 octobre 1861, pour un système de cylindres à vapeur dits *cylindres économiques*.

1421° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Farcot (Eugène-Henri), à Paris, rue des Trois-Bornes, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 août 1861, pour un réveil-matin avertisseur.

1422° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Fauchon (Jean-Gilles), marchand de coton, rue Louis-Auber, n° 1, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 juillet 1861, pour l'encollage des cotons pour tissus en général.

1423° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guérinot (Pierre-Emmanuel), bijoutier-mécanicien, représenté par le sieur d'Aubréville, à Paris, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 décembre 1860, pour perfectionnements dans les clefs de montre à encliquetage dites *clefs barrettes*.

1424° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guilmot (André-Romain), horloger-bijoutier, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 juin 1862, pour appareils destinés à remplacer les roues de véhicules dits *appareils Guilmot*.

1425° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Hérault fils (Alexandre), à Angers, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1861, pour un instrument dit *échelle-trépied*, à base trapézoïdale.

1426° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jamet frères (Paul) et (Louis-Eugène), représentés par le sieur Meunier, directeur des écoles des frères maristes, à Plaisance, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 janvier 1862, pour un appareil propre à empêcher les déraillements sur les chemins de fer.

1427° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Jung (Émile), cours Suchet, n° 18, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 septembre 1860, pour une lanterne-disque de locomotive pour chemin de fer.

1428° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lambert (Ernest), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 septembre 1861, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des clous en fonte malléable.

1429° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Lauret et com-

pagnie, négociants, rue Sainte-Hélène, n° 23, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 avril 1861, pour un genre de fabrication de cha-peaux de feutre souple.

1430° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Legros (Alexandre), fabricant de produits chimiques, à Tavernay, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1861, pour une application des huiles de schiste.

1431° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leroux (Pierre-Théophile), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 juillet 1861, pour un système de joint métallique pour raccords de tuyaux, plaques et autres destinations.

1432° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Margueritte (Louis-Joseph-Frédéric), Lalouët de Sourdeval (Alfred) et Worms de Romilly (Henri-Louis-Félix), représentés par le sieur Lavallo, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mars 1861, pour le traitement et l'utilisation des urines putréfiées dites *eaux nannes* et des eaux provenant de la fermentation ou de la calcination des matières animales et de la distillation de la houille.

1433° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Massot (Thomas), contre-maître, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 juillet 1860, pour un procédé contre l'incrustation des chaudières à vapeur.

1434° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mongin (François-Charles), fabricant de scies, à Paris, rue des Juifs, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 janvier 1859, pour un système de fabrication de scies.

1435° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Muller (Émile), gare prolongée d'Ivry, n° 50, à Ivry, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 avril 1856, pour tuiles à larmiers intérieurs.

1436° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nardy (François), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} mars 1862, pour un genre de bandage herniaire dit *bandage Nardy*.

1437° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Plassan (Pierre), chirurgien orthopédiste, rue du Commerce, n° 64, à Tours, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1862, pour une ceinture orthopédique.

1438° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Poivret (Jules), mécanicien, rue du Palais-de-Justice, n° 25, à Troyes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 juin 1862, pour perfectionnements apportés aux métiers rectilignes à tricot à lisières proportionnées.

1439° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Richard (Félix), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 avril 1860, pour des perfectionnements apportés à la construction des baromètres métalliques.

1440° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rongier (Pierre), professeur, à Paris, rue Richelieu, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1861, pour un sommier sanitaire système Rongier.

1441° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roussel (Jean),

commerçant, à Paris, rue du Cardinal-Lemoine, n° 28, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 mars 1861, pour une balayette parisienne.

1442° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schalkenbach (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 octobre 1861, pour un instrument de musique.

1443° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sorin (Félix), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 juillet 1861, pour une machine à raffiner et diviser les filaments végétaux.

1444° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taylor (Jean-Georges), négociant, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 mars 1862, pour perfectionnements dans la fabrication des chaînes de fantaisie et dans leurs applications.

1445° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Toulotte (Léon-Auguste), à Paris, rue de la Roquette, n° 38, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 juillet 1861, pour une romaine à pompe divisée intérieurement sur le tube.

1446° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Voirin (Henri), à Paris, rue Mayet, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 mars 1860, conjointement avec le sieur Dupont, pour un mouilleur capillaire et des dispositions appropriées aux presses mécaniques lithographiques.

1447° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Asser (Edouard-Isaac), représenté par le sieur d'Aubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 janvier 1859, pour un procédé pour tirer, soit des positifs photographiques à l'encre d'imprimerie, soit pour les tirer à l'encre autographique, ces derniers pour s'en servir comme clichés.

1448° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Bérenger jeune (Stanislas), manufacturier, rue de la Barrière, n° 100, à Elbeuf, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 août 1861, pour un système d'ourdissage.

1449° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bertcher (Louis), poëlier-fumiste, rue de Paris, n° 26, à Douai, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 décembre 1861, pour des foyers tubulaires fumivores à air chaud et à flamme divisée.

1450° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bilordeaux (Adolphe), imprimeur photographe, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 janvier 1860, pour des perfectionnements apportés aux passe-partout à l'usage de la photographie et autres encadrements.

1451° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boreiko de Chodzko (Napoléon-Félix), à Paris, rue de Berlin, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juillet 1858, pour un appareil fumivore.

1452° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Casassa (François), à Paris, rue de Rambuteau, n° 15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 juin 1861, pour un soufflet propre à souffler la vigne.

1453° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coignet (François), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 novembre 1859, pour pré-

parations et moyens de préparations et applications générales et particulières d'un genre de béton dit *béton plastique*.

1454° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Dantec (Auguste), étudiant, rue des Ursulines, n° 7, à Valenciennes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 juillet 1861, pour un tréteau isolant destiné à soustraire au contact du sol les moyettes ou meules.

1455° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Delvart (Valentin), monteur-mécanicien, à Denain, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 juillet 1861, pour un système de pompe aspirante élévatoire pour épuisement des mines, etc.

1456° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Flaunet, représenté par le sieur Brade, à Paris, rue Neuve-de-Ménilmontant, n° 15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juillet 1861, pour un procédé de fabrication des papiers peints et toiles cirées, imitation de bois, incrustation, marbre, etc.

1457° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Folliet fils (Jules-Auguste) et Potez aîné (Hyacinthe), avenue du Bel-Air, n° 14, à Saint-Mandé, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 mai 1861, pour une peigneuse mécanique pour la laine et les matières filamenteuses en général.

1458° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gasseau (Pierre-Auguste), à Paris, rue Lacuée, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 septembre 1861, pour un moteur électrique.

1459° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gauthier (Adolphe), représenté par le sieur Boisseau, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 novembre 1861, pour un métier régénérateur applicable aux matières filamenteuses.

1460° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Basses-Alpes, par le sieur Gambert (Théodore), maréchal ferrant, à Malijai, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 janvier 1859, pour le perfectionnement d'une charrue dite *bêcheuse*.

1461° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Hervieu (Nicolas), fabricant de tuiles, à Vaubadon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 juillet 1861, pour un système de tuiles à rebords.

1462° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Husson (Charles-Antoine), miroitier-étameur, quai Jean-Bart, à Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 juillet 1861, pour un moyen d'étamer les glaces empilées les unes sur les autres.

1463° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jaccoux père (Joseph-Marie) et ses fils (Eugène-Jean-Joseph) et (Clément-Jules-Baptiste), fabricants de bourrelets, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 juin 1862, pour un système de plinthes mobiles destinées à intercepter l'air au bas des portes d'appartement, de magasin, etc.

1464° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fumel (Firmin-Désiré), mécanicien, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 novembre 1857, pour un système de marques de billard.

1465° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kubler (Jean-Baptiste), négociant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 octobre 1861, pour un décanteur de liquides.

1466° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1862, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Laruz (Jean-Antoine) et Bouhallier (Constant), négociants, représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 octobre 1861, pour perfectionnements dans la construction des irrigateurs.

1467° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, par les sieurs Lefebvre (Félix) et Vinot (Élie-Jérôme), à Sérifontaine, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 juillet 1860, pour une pompe pneumatique appliquée à un tonneau à purin.

1468° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Liebermann (Joachim-Antoine-Joseph), à Paris, boulevard du Temple, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 octobre 1861, pour un système de presse pour la fabrication du sucre.

1469° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Magrou (Charles-Albert), mécanicien, et Berthelier (Étienne), argenteur, à Paris, boulevard de Belleville, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 juillet 1861, pour des tonneaux en verre pour la bière.

1470° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Masson (Charles), marchand de cuir, représenté par le sieur d'Aubréville, boulevard de Strasbourg, n° 60, à Paris, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 février 1862, pour des souliers cambrés et sans couture.

1471° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mehr (Valentin), serrurier-mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 juillet 1862, pour un procédé d'ouverture simultanée de deux battants de porte pour appartements, buffets, meubles, etc.

1472° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meusbürger (Pierre), entrepreneur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mars 1862, pour un système de cheminée fumivore hélicoïdale.

1473° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Migeot de Baran (Ferdinand-Gabriel), à Paris, rue de Vaugirard, n° 158, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 août 1859, pour un système de bouchage des siphons devant contenir les liqueurs gazeuses.

1474° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Million (Francisque), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 novembre 1861, pour un système de garniture métallique des tiges de piston, etc.

1475° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Minodier (Régis), chaudronnier, et Dreyfus (Auguste), constructeur, à Paris, le premier, rue des Fossés-Saint-Marcel, n° 23, et le deuxième, quai d'Austerlitz, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 juillet 1861, pour des perfectionnements apportés dans les appareils propres à la fabrication des alcools.

1476° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prouvost (Auguste), filateur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 septembre 1857, pour un pyromoteur ou machine à air, gaz ou vapeurs, comprimés mécaniquement ou par la chaleur et régénérés après l'effet dynamique.

1477° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rafin (Henri), fabricant de parfumerie, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 avril 1862, pour un moyen d'emballage des pommades, cosmétiques, cold-cream, etc.

1478° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rawson (Henry), représenté par le sieur Basset, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 20 octobre 1859 et expirant le 20 avril 1873, pour des perfectionnements dans les machines à peigner la laine et autres fibres.

1479° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roquancourt (Nicolas-Louis), à Paris, rue de Grammont, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 décembre 1861, pour un système d'emballage de chapeaux de dame.

1480° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taylor (Jean-Georges), négociant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 mars 1862, pour perfectionnements dans la fabrication des chaînes de fantaisie et dans leurs applications.

1481° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vanden-Maegdenberg, représenté par le sieur Folliou, à Paris, rue du Garde-Batignolles, n° 28, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 janvier 1862, pour un appareil permettant un libre jeu aux ressorts latéraux et transversaux des voitures.

1482° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Verrier (Pierre), mécanicien, quai d'Orléans, n° 73, au Havre, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 octobre 1861, pour une machine à vapeur surchauffée.

1483° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Zimmermann (Jean), serrurier-mécanicien, à Lunéville, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 septembre 1858, pour un système de fourneau de cuisine dit *fourneau Zimmermann*.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Octobre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Février 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1179.

N° 11,995. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre un Crédit sur l'exercice 1863, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par des Départements, des Communes et des Particuliers, pour l'exécution de divers Travaux publics.*

Du 20 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la loi du 2 juillet 1862, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1863 ;

Vu le décret du 23 novembre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840 ;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1863 ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾ ;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861, article 4 ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 2 décembre 1863 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1863 (5^e, 6^e, 7^e sections du budget), un crédit de un million dix-sept mille deux cent trente-six francs vingt et un centimes (1,017,236^f 21^c).

Cette somme de un million dix-sept mille deux cent trente-six francs vingt et un centimes (1,017,236^f 21^c) est répartie de la manière suivante entre les sections et chapitres de l'exercice 1863 ci-après désignés, savoir :

⁽¹⁾ Bull. 1070, n° 10,729.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

5^e SECTION DU BUDGET.

CHAP. XXII.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.)	55,341 ¹ 86 ^e	
— XXIII.	Navigation intérieure. (Rivières. Travaux ordinaires.)	95,248 22	
— XXIV.	Navigation intérieure. (Canaux. Travaux ordinaires.)	2,800 00	
— XXV.	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires.)	26,023 79	
— XXVI.	Études et subventions pour travaux d'irrigation, de dessèchement, de curage et de drainage.	22,474 37	
TOTAL pour la 5^e section...		201,888 24	201,888¹ 24^e

6^e SECTION DU BUDGET.

CHAP. XXXI.	Lacunes des routes impériales.	4,000 00	
— XXXII.	Rectification des routes impériales.	37,500 00	
— XXXV.	Construction de ponts.	14,500 00	
— XXXVIII.	Amélioration de rivières.	54,157 08	
— XL.	Travaux d'amélioration et d'achèvement des ports maritimes.	20,000 00	
— XLII bis.	Travaux de défense des villes contre les inondations.	693,214 39	
TOTAL pour la 6^e section...		813,371 47	813,371 47

7^e SECTION DU BUDGET.

CHAP. XLIII.	Établissement de grandes lignes de chemins de fer.	1,976 50	1,976 50
SOMME EGALE au montant du crédit.		1,017,236 21	

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Décembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

État des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1863.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
5^e SECTION DU BUDGET.		
CHAPITRE XXII.		
ROUTES ET PONTS. (Travaux ordinaires.)		
	Amélioration de la route impériale n° 44, dans le faubourg Notre-Dame, à la Fère.....	500 ^{fr} 00 ^c
Aisne.....	Amélioration de la route impériale n° 45, dans la traverse de Guise.....	4,372 34
Côte-d'Or..	Amélioration de la route impériale n° 5, dans la rue d'Auxonne, à Dijon.....	5,000 00
Gronde...	Entretien des routes impériales qui traversent la ville de Blaye.	140 36
Ille-et-Vilaine.	Construction d'aqueducs sous la route impériale n° 164 bis, dans les traverses de Montfort et de Boisgervilly.....	200 00
Marne.....	Construction d'un grand égout et de la chaussée de la route impériale n° 31, dans la rue de Nesle, à Reims.....	20,000 00
Meuse.....	Rectification de la route n° 66, de Bar-le-Duc à Bâle, dans la côte de Gondrecourt.....	10,000 00
Saône-et-Loire.	Construction de trottoirs le long des quais de la ville de Mâcon, route impériale n° 6, de Paris à Chambéry.....	2,000 00
Sarthe.....	Construction de trottoirs le long de la route impériale n° 155, dans la traverse de Mamers.....	1,138 16
Seine.....	Amélioration de la route n° 5, de Paris à Genève, dans la traverse de Charenton.....	2,300 00
Seine-et-Oise.	Entretien de la route impériale n° 10.....	6,691 00
Vienne.....	Construction d'un aqueduc sous la route impériale n° 10, de Paris à Bayonne, dans la traverse de Châtellerault.....	3,000 00
TOTAL du chapitre XXII.....		55,341 86
CHAPITRE XXIII.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. (Rivières.)		
(Travaux ordinaires.)		
Allier.....	Travaux de défense contre la rivière de l'Allier.....	200 00
Eure.....	Travaux pour l'amélioration de la Risle.....	4,500 00
	Travaux de défense de la Garonne, au droit de l'île Migema...	4,000 00
Gronde...	Travaux de défense de la rive gauche de la Garonne, au droit de la propriété du sieur Fontan.....	302 75
	Travaux de défense de la rive gauche de la Garonne à Flondès.	4,229 00
	Travaux de défense contre la Garonne, au passage de l'ilet...	5,197 74
Lot-et-Garonne.	Travaux de défense de la rive droite de la Garonne, à Marmande.....	500 00
Maine-et-Loire.	Travaux de défense de l'île Blaison, sur la Loire.....	8,000 00
Pas-de-Calais.	Travaux d'entretien de la Scarpe.....	1,693 98
Pyrénées (Basses-).	Entretien des quais de la Nive.....	542 92
Seine.....	Travaux de construction du bas port de la Tournelle.....	60,000 00
Seine-et-Marne.	Entretien du chemin de balage de la Seine.....	33 33
	Travaux de défense contre la Garonne, à la presqu'île de Camparolle.....	1,333 33
Tarn-et-Garonne.	Travaux de défense de la rive droite de la Garonne, dans l'anse du Capitaine.....	1,716 17
	Travaux de défense de la presqu'île de la Cassine, sur la Garonne.....	3,000 00
TOTAL du chapitre XXIII.....		95,248 22

DÉPARTE- MENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
CHAPITRE XXIV. NAVIGATION INTÉRIEURE. (Canaux.) (Travaux ordinaires.)		
Oise	Frais de contrôle et de surveillance de la Sambre canalisée et du canal de jonction de la Sambre à l'Oise	2,800 ¹ 00 ²
CHAPITRE XXV. PORTS MARITIMES, PHARES ET PANEAUX. (Travaux ordinaires.)		
Calvados ..	Construction d'un épi et réparation d'une cale au port d'Arromanches	2,000 00
	Travaux d'entretien du port de Caverne	242 38
	Travaux d'entretien du port de Plagne	200 00
	Travaux d'entretien du port Saint-Julien	120 89
	Travaux d'entretien du port Pauillac	780 63
	Travaux d'entretien du port Saint-Seurin	651 00
Gironde...	Travaux d'entretien du port Saint-Estèphe	400 00
	Travaux d'entretien du port de Bourg	300 00
	Travaux d'entretien du port de Blaye	528 89
	Travaux d'entretien du port de Plassac	300 00
	Travaux d'amélioration du port d'Arès, sur le bassin d'Arcachon	6,000 00
	Amélioration du quai des Salinières, à Libourne	2,500 00
Hérault ...	Travaux de curage du port de Mèze	2,000 00
Vendée...	Prolongement du quai du Remblai au port de Sables	10,000 00
	TOTAL du chapitre xxv	26,023 79
CHAPITRE XXVI. ÉTUDES ET SUBVENTIONS POUR TRAVAUX D'IRRIGATION, DE DESSÈCHEMENT, DE CURAGE ET DE DRAINAGE.		
Drôme	Entretien du canal d'irrigation de Pierrelatte	21,474 37
Rhin (Haut-).	Encouragement au drainage	1,000 00
	TOTAL du chapitre xvi	22,474 37
6^e SECTION DU BUDGET.		
CHAPITRE XXXI. LACUNES DES ROUTES IMPÉRIALES.		
Pyrénées (Basses-).	Entretien de la route thermale dite de l'Impératrice	4,000 00
CHAPITRE XXXII. RECTIFICATION DES ROUTES IMPÉRIALES.		
Cantal	Rectification de la route n° 122, de Toulouse à Clermont, entre Aurillac et Mauriac	20,000 00
Côtes- du-Nord.	Rectification de la route impériale n° 164 bis, dans la traverse de Merdrignac	2,500 00
Gard	Rectification de la route n° 107, dans la côte de Tourgouillette	5,000 00
	TOTAL du chapitre xxxii	27,500 00
CHAPITRE XXXV. CONSTRUCTION DE PONTS.		
Finistère..	Construction du pont de la Penfeld, à Brest	14,500 00
CHAPITRE XXXVIII. AMÉLIORATION DE RIVIÈRES.		
Mayenne ..	Travaux de canalisation de la haute Mayenne	24,157 08
	Construction des quais de Mayenne	20,000 00
Meuse	Travaux d'amélioration de la navigation de la Meuse	10,000 00
	TOTAL du chapitre xxxviii	54,157 08

DÉPARTE- MENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
CHAPITRE XL.		
TRAVAUX D'AMÉLIORATION ET D'ACHÈVEMENT DES PORTS MARITIMES.		
Vendée....	Travaux de défense de la pointe de l'Aiguillon-sur-Mer.....	20,000 ^f 00 ^c
CHAPITRE XLII bis.		
TRAVAUX DE DÉFENSE DES VILLES CONTRE LES INONDATIONS.		
Allier.....	Travaux de défense de la ville de Vichy.....	313 28
Bouches- du-Rhône.	Travaux de défense de la ville de Tarascon.....	35,357 33
Drôme....	Travaux de défense de la ville de Romans contre l'Isère.....	6,137 11
Gard.....	Travaux de défense de la ville d'Aramon contre le Rhône.....	8,908 67
Indre- et-Loire.	Travaux de défense de la ville de Tours contre les inondations.	18,000 00
Loir-et-Cher	Travaux de défense de la ville d'Amboise contre la Loire.....	23,500 00
Loire.....	Travaux de défense de la ville de Blois contre la Loire.....	36,000 00
Lot.....	Travaux de barrage du Farens, au gouffre d'Enfer.....	50,000 00
Lot- et-Garonne.	Travaux d'endiguement du Lot, dans la commune d'Aiguillon	15,000 00
Rhône....	Travaux de défense de Lyon contre les inondations du Rhône..	500,000 00
TOTAL du chapitre XLII bis.....		693,214 39
7° SECTION DU BUDGET.		
CHAPITRE XLIII.		
ÉTABLISSEMENT DE GRANDES LIGNES DE CHEMINS DE FER.		
Ille- et-Vilaine.	Établissement d'une place à l'entrée de la gare du chemin de fer de Rennes à Brest, dans la ville de Montfort.....	1,976 50
RÉCAPITULATION.		
5° SECTION DU BUDGET.		
CHAP. XXII.	Routes impériales et ponts. (Travaux ordi- naires.).....	55,341 ^f 86 ^c
— XXIII.	Navigation intérieure. (Rivières. Travaux ordi- naires.).....	95,248 22
— XXIV.	Navigation intérieure. (Canaux. Travaux ordi- naires.).....	2,800 00
— XXV.	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires.).....	26,023 79
— XXVI.	Études et subventions pour travaux d'irriga- tion, de dessèchement, de curage et de drainage.....	22,474 37
TOTAL pour la 5° section.....		201,888 24
6° SECTION DU BUDGET.		
CHAP. XXXI.	Lacunes des routes impériales.....	4,000
— XXXII.	Rectification des routes impériales.....	27,500 00
— XXXV.	Construction de ponts.....	14,500 00
— XXXVIII.	Amélioration de rivières.....	54,157 08
— XL.	Travaux d'amélioration et d'achèvement des ports maritimes.....	20,000 00
— XLII bis.	Travaux de défense des villes contre les inon- dations.....	693,214 39
TOTAL pour la 6° section.....		813,371 47
7° SECTION DU BUDGET.		
CHAP. XLIII.	Établissement de grandes lignes de chemins de fer.....	1,976 50
TOTAL GÉNÉRAL.....		1,017,236 21

Approuvé pour être annexé au décret du 20 décembre 1863, enregistré sous le n° 1003.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 11,996. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Timbres mobiles créés par l'article 1^{er} du décret du 18 janvier 1860.*

- Du 23 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances ;

Vu l'article 19 de la loi du 11 juin 1859, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1860, lequel article est ainsi conçu :

« Le droit de timbre auquel l'article 3 de la loi du 5 juin 1850 assujettit les effets de commerce venant, soit de l'étranger, soit des îles ou des colonies dans lesquelles le timbre n'aurait pas encore été établi, pourra être acquitté par l'apposition sur ces effets d'un timbre mobile que l'administration de l'enregistrement est autorisée à vendre et faire vendre. »

« La forme et les conditions de l'emploi de ce timbre mobile seront déterminées par un règlement d'administration publique. »

Vu les articles 25 et 26 de la loi du 2 juillet 1862, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1863, lesquels sont ainsi conçus :

« Art. 25. A partir du 1^{er} janvier 1863, le droit de timbre auquel les warrants endossés séparément des récépissés sont soumis par l'article 13 de la loi du 28 mai 1858, sur les négociations relatives aux marchandises déposées dans les magasins généraux, pourra être acquitté par l'apposition sur ces effets de timbres mobiles que l'administration de l'enregistrement est autorisée à vendre et à faire vendre. »

« Art. 26. Un règlement d'administration publique déterminera la forme et les conditions d'emploi des timbres mobiles créés en exécution de la présente loi. »

Vu nos décrets du 18 janvier 1860 ⁽¹⁾ et du 29 octobre 1862 ⁽²⁾, rendus pour l'exécution de ces dispositions ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les timbres mobiles créés par l'article 1^{er} de notre décret du 18 janvier 1860 seront, à l'avenir, conformes au modèle annexé au présent décret; ils serviront à timbrer les warrants détachés des récépissés et les effets de commerce venant, soit de l'étranger, soit des îles et colonies dans lesquelles le timbre n'aurait pas encore été établi.

Toutefois, les timbres mobiles actuellement en usage, en vertu des décrets susvisés, pourront être employés jusqu'à l'épuisement de ceux qui ont été mis en vente.

Bull. 763, n° 7270.

⁽²⁾ Bull. 1073, n° 10,755.

2. Le paiement du droit de timbre des effets désignés dans l'article 1^{er} pourra être constaté, comme pour les warrants, par l'apposition de plusieurs timbres mobiles.

Est rapporté l'article 2 de notre décret du 18 janvier 1860, qui limitait l'emploi des timbres mobiles aux effets d'une valeur de vingt mille francs.

3. L'administration de l'enregistrement, du timbre et des domaines fera déposer aux greffes des cours et tribunaux des spécimens de ces timbres mobiles. Il sera dressé, sans frais, procès-verbal de ce dépôt.

4. Sont maintenus nos décrets du 18 janvier 1860 et du 29 octobre 1862, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions ci-dessus.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 11,997. — DÉCRET IMPÉRIAL qui nomme M. le Général de division Comte de Flahault Grand Chancelier de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur.

Du 27 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le comte de Flahault, général de division, sénateur, grand-croix de la Légion d'honneur, est nommé grand chancelier de notre ordre impérial de la Légion d'honneur.

2. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,
Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,

Signé VAILLANT.

N° 11,998. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui fixe à cinq francs de Rente le minimum des Inscriptions au porteur.

Du 29 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu l'ordonnance du 29 avril 1831⁽¹⁾, qui a autorisé l'émission d'inscriptions de rentes au porteur;

Vu l'ordonnance du 16 septembre 1834⁽²⁾, laquelle applique à ces rentes la disposition qui fixait à dix francs le minimum des rentes nominatives;

Considérant que ce minimum a été réduit à cinq francs par le décret du 7 juillet 1848⁽³⁾;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Le minimum des inscriptions au porteur est fixé à cinq francs de rente.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Janvier 1864.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé **ACHILLE FOULD.**

⁽¹⁾ 1^{re} série, 2^e partie, Bull. 73, n° 1885.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 49, n° 552.

⁽³⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 327, n° 5476.



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Février 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1180.

N° 11,999. — *Loi qui approuve un échange de terrains entre l'État et M. le Comte Pelet de la Lozère.*

Du 30 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

Le CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé le contrat d'échange passé devant le préfet de l'Aisne, le 16 janvier 1863, entre l'État, d'une part, et le sieur *Clavamont (Privat-Joseph)* comte *Pelet de la Lozère*, ancien pair de France, d'autre part, d'une parcelle de la forêt domaniale de Retz, d'une superficie de sept hectares quarante-trois ares (7^h 43'), située commune de Coyolles (Aisne), contre une pièce de terre dite *le Champ-Famillier*, d'une contenance de sept hectares quatre-vingt-neuf ares (7^h 89'), située commune de Vauciennes (Oise), et enclavée dans cette forêt.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Janvier 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, marquis DE TALHOÛET,
SÉVERIN ABBATUCCI, G. NOUBEI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à

2. *XP Série.*

18

un échange d'immeubles dans les départements de l'Aisne et de l'Oise.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 22 Janvier 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 12,000. — *Loi qui approuve un Échange de terrains entre l'État
et la commune de Moliets-et-Mâa (Landes).*

Du 30 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans l'acte passé, le 9 septembre 1863, entre le préfet du département des Landes, agissant au nom de l'État, et le maire de la commune de Moliets-et-Mâa, agissant en cette qualité, l'échange, sans soulte ni retour, d'une parcelle de la forêt domaniale de Moliets, au canton

le Houren, contenant vingt-deux hectares quarante-huit ares quarante centiares (22^h 48^a 40^c), contre le bois communal dit *les Cabanes*, d'une étendue de vingt et un hectares dix ares soixante et dix-neuf centiares (21^h 10^a 79^c).

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Janvier 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

**Signé Marquis DE TALHOUËT, G. NOUBEL, comte LE PELETIER D'AUNAY,
SÉVERIN ABBATUCCI.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un échange d'immeubles dans le département des Landes.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 22 Janvier 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

**Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

**Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,**

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12.001. — *Loi qui distrair la section du Pas-Bruzat de la commune de Lavilledieu et la réunit à la commune de Terrasson (Dordogne).*

Du 30 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La section du Pas-Bruzat est distraite de la commune de Lavilledieu, canton de Terrasson, arrondissement de Sarlat, département de la Dordogne, et réunie à la commune de Terrasson.

En conséquence, la limite entre les communes de Terrasson et de Lavilledieu est fixée conformément au tracé indiqué sur le plan annexé à la présente loi par un liseré vermillon.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 8 Janvier 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNAY.**

Les Secrétaires,

Signé **G. NOUBEL, comte LE-PELETIER D'AUNAY, marquis de TALHOÛET, SÉVERIN ABBATUCCI.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une délimitation de commune dans le département de la Dordogne.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 22 Janvier 1864.

Le Président,

Signé **TROP LONG.**

Les Secrétaires,

Signé **A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON, baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé **Baron T. DE LACROSSE.**

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Janvier 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER**.

Signé **J. BAROCHE**.

N° 12,002. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la ville de Lunel à créer un Collège communal.

Du 6 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Lunel, du 29 août 1863, tendant à obtenir l'autorisation de créer un collège communal;

Vu l'avis de M. le préfet de l'Hérault, du 8 septembre suivant;

Vu les rapports du recteur de l'académie de Montpellier des 9 et 30 du même mois;

Vu la délibération du conseil académique de Montpellier, du 12 novembre;

Vu l'article 74 de la loi du 15 mars 1850;

Considérant que la ville de Lunel affecte un local à son collège; qu'elle s'engage à fournir et à entretenir le mobilier nécessaire à la tenue des cours et du pensionnat, et qu'elle garantit pour cinq ans le traitement fixe du principal et des régents;

Le Conseil impérial de l'instruction publique entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. La ville de Lunel est autorisée à créer un collège communal.

Cette création aura lieu conformément aux clauses, charges et conditions énoncées dans la délibération susmentionnée du conseil municipal.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Décembre 1863.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

Signé **V. DURUY**.

N° 12,003. — DÉCRET IMPÉRIAL qui crée une deuxième Chaire de clinique interne à l'École préparatoire de médecine et de pharmacie de Bordeaux.

Du 8 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique ;

Vu le décret du 10 octobre 1854⁽¹⁾, portant réorganisation de l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Bordeaux ;

Considérant que cette école a été dotée par l'administration des hôpitaux de la ville de Bordeaux de deux grands services médicaux, qui permettent de donner plus de développement à l'enseignement si important de la clinique ;

Le conseil impérial de l'instruction publique entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est créé à l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Bordeaux une deuxième chaire de clinique interne, qui sera confiée à un professeur titulaire.

2. La chaire de pathologie interne sera désormais confiée à l'un des trois professeurs adjoints institués par le décret du 10 octobre 1854, et les deux autres professeurs adjoints demeureront, comme par le passé, attachés l'un à la chaire de clinique externe et l'autre à la chaire d'anatomie et de physiologie.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 8 Décembre 1863.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

Signé **V. DURUY**.

N° 12,004. — DÉCRET IMPÉRIAL sur l'organisation du Muséum d'histoire naturelle.

Du 29 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

⁽¹⁾ Bull. 227, n° 2063.

ART. 1^{er}. Le Muséum d'histoire naturelle est administré par un directeur choisi parmi les professeurs de l'établissement.

Ce directeur est nommé pour cinq ans, sur la proposition du ministre de l'instruction publique et après présentation de trois candidats par l'assemblée des professeurs.

2. Le directeur préside l'assemblée des professeurs. Il correspond seul avec le ministre. Il surveille tous les services, fait exécuter les règlements qui les concernent et vise les pièces de comptabilité.

Il a sous ses ordres immédiats, pour la partie administrative, les aides naturalistes préposés à la garde des galeries.

3. Un professeur, qui prend le nom de directeur suppléant, est chargé de remplacer le directeur en cas d'absence ou d'empêchement.

Le directeur suppléant est choisi par le ministre sur la liste présentée par l'assemblée pour les fonctions de directeur. Il est également nommé pour cinq ans.

Le professeur chargé des fonctions de secrétaire est nommé annuellement par l'assemblée.

4. En cas de vacance d'une chaire, il est pourvu au remplacement de l'ancien titulaire par décret impérial, conformément aux dispositions de l'article 2 du décret du 9 mars 1852 ⁽¹⁾.

5. En cas de vacance d'un emploi scientifique au Muséum, il est pourvu au remplacement par le ministre, sur la présentation de deux candidats par l'assemblée des professeurs.

6. L'assemblée des professeurs délibère sur les programmes des cours, sur les règlements intérieurs du Muséum, sur les missions confiées aux voyageurs naturalistes, sur les demandes de concessions et d'échanges formées par les établissements ou par les particuliers; sur les acquisitions pour l'entretien et l'accroissement des collections et, en général, sur toutes les questions scientifiques et administratives qui concernent le Muséum.

Les délibérations transmises par le directeur avec son avis sont exécutoires après approbation du ministre.

7. Un agent comptable, nommé par le ministre, est préposé au service des bureaux et à la comptabilité (deniers et matières) de l'établissement.

Il enregistre, à l'entrée et à la sortie, en présence des aides-naturalistes compétents désignés par le directeur, les objets scientifiques reçus par le Muséum à titre gratuit ou onéreux.

Il opère l'enregistrement sur la déclaration du professeur qui a reçu directement les objets, toutes les fois que la mesure précédente n'est pas praticable.

8. Indépendamment de ce livre d'entrée général et sommaire, chaque professeur conservateur fait dresser par son aide naturaliste l'inventaire particulier de tous les objets attribués à sa collection par l'assemblée des professeurs.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 520, n° 3966.

Ces inventaires sont en concordance avec le livre d'entrée tenu par l'agent comptable, et avec les catalogues élaborés par les professeurs.

9. Une inspection du matériel est faite chaque année dans toutes les parties du Muséum par une commission composée de cinq membres à la nomination du ministre, de deux professeurs au choix de l'assemblée, et assistée du directeur et de l'agent comptable.

Les résultats de cette inspection sont consignés dans un rapport adressé au ministre de l'instruction publique.

10. Chaque professeur présente annuellement à l'assemblée un rapport sur l'état et les besoins des laboratoires et collections qui ressortissent à son enseignement.

Ces rapports sont transmis au ministre de l'instruction publique avec l'avis de l'assemblée et celui du directeur.

11. Sont logés au Muséum :

Le directeur, l'agent comptable, le chef des serres, les fonctionnaires et les gens de service dont la résidence est obligatoire pour la sûreté de l'établissement.

Les fonctionnaires et les gens de service actuellement en exercice conservent les logements dont ils ont la jouissance.

12. Un règlement général pour l'exécution du présent décret sera soumis à notre approbation par notre ministre de l'instruction publique.

13. Les dispositions contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

14. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

Signé V. DUBUY.

N° 12,005. — DÉCRET IMPÉRIAL qui détermine le nombre des Professeurs titulaires des Lycées impériaux, et crée deux nouvelles classes parmi les Chargés de cours des Lycées des départements.

Du 31 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique;

Vu l'arrêté du 9 janvier 1810;

Vu le décret du 26 juin 1858⁽¹⁾,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le nombre des professeurs titulaires des lycées impériaux sera déterminé, dans chaque classe, par celui des divisions, en sorte qu'il y ait toujours un titulaire pour deux divisions.

2. En cas d'extinction d'une ou de plusieurs de ces divisions, les professeurs nommés conserveront leur titre, mais il ne leur sera point donné de successeur.

3. Il sera créé deux nouvelles classes parmi les chargés de cours des lycées des départements qui comptent vingt ans de services.

Le traitement fixe de la première classe sera de quinze cents francs. Il pourra, par des augmentations successives, être porté au chiffre du traitement fixe des professeurs de troisième classe.

4. Toutes les dispositions des décrets antérieurs sont rapportées en ce qu'elles auraient de contraire aux présentes.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Décembre 1863.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

Signé **V. DURUY.**

N° 12,006. — DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Inspecteurs généraux des Ponts et Chaussées et des Mines mis, sur leur demande, en Congé illimité, pour s'attacher au service des Compagnies.

Du 13 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu la disposition du décret d'organisation des corps impériaux des ponts et chaussées et des mines, ainsi conçue :

« Le congé illimité est accordé par le ministre, sur la demande des ingénieurs qui se retirent temporairement du service de l'État pour s'attacher au service des compagnies, prendre du service à l'étranger ou pour toute autre cause ; »

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sauf les cas exceptionnels, sur lesquels nous nous résér-

⁽¹⁾ Bull. 629, n° 5838.

vons de statuer, les inspecteurs généraux des ponts et chaussées et des mines mis, sur leur demande, en congé illimité pour s'attacher au service des compagnies ne pourront, à l'avenir, être remis en activité au service de l'État.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 12,007. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise M. Hainguerlot à annexer un terrain aux Magasins généraux qu'il a établis à Saint-Denis.

Du 23 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le décret, en date du 6 octobre 1862 ⁽¹⁾, portant autorisation au sieur Hainguerlot d'ouvrir et d'exploiter des magasins généraux à Saint-Denis (Seine);

Vu la demande formée par ce permissionnaire à l'effet d'annexer un nouveau terrain auxdits magasins généraux;

Vu le plan produit à l'appui;

Vu les avis émis par la chambre de commerce de Paris et par le sénateur préfet de la Seine;

Vu la loi du 28 mai 1858 et le décret du 12 mars 1859 ⁽²⁾;

La section des travaux publics, de l'agriculture et du commerce du conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le sieur Hainguerlot, permissionnaire des magasins généraux établis à Saint-Denis, en vertu du décret du 6 octobre 1862, est autorisé à annexer à ses locaux la partie de terrain indiquée par la lettre C et teinte en vermillon sur le plan ci-dessus visé, qui restera annexé au présent décret.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution

⁽¹⁾ Bull. 1063, n° 10,675.

⁽²⁾ Bull. 673, n° 6304.

du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois et inséré au Moniteur.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 12,008. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ajourne l'application des dispositions du décret du 22 juin 1863, établissant une limite d'âge pour l'admission à la retraite des Inspecteurs généraux, Inspecteurs principaux, etc. des Chemins de fer.

Du 23 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions de notre décret du 22 juin 1863 ⁽¹⁾, qui établissent une limite d'âge pour l'admission à la retraite des inspecteurs généraux, inspecteurs principaux, inspecteurs particuliers et commissaires de surveillance administrative des chemins de fer, ne seront appliquées qu'à partir du 1^{er} janvier 1867.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 12,009. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant ce qui suit :

1^o L'administrateur général directeur de la bibliothèque impériale, délégué à cet effet par le ministre de l'instruction publique, est autorisé à accepter, au nom de cet établissement, le legs universel institué en faveur de

⁽¹⁾ Bull. 1130, n° 11,528.

ladite bibliothèque par M. *Joseph-Étienne-Jean-Liberté Fouché* duc d'Otrante, suivant son testament olographe en date du 11 septembre 1857.

2° Les offres faites par M. *Poisson Séguin*, exécuteur testamentaire du duc d'Otrante, suivant acte reçu par M^e *Yver*, le 25 juin 1863, sont acceptées aux clauses et conditions qui y sont stipulées. En conséquence, une rente de quatre mille francs (4,000^f), en trois pour cent sur l'État français, formant l'émolument du legs universel fait au profit de la bibliothèque impériale, sera immatriculée, savoir : pour l'usufruit, au nom de la dame veuve duchesse d'Otrante; après le décès de cette dame, pour l'usufruit, mais jusqu'à concurrence de moitié seulement, soit pour deux mille francs, au nom du sieur comte de la Barthe Thermes, et pour la nue propriété, au nom de la bibliothèque impériale. (*Paris, 6 Décembre 1863.*)

N° 12,010. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant :

ART. 1^{er}. La ville de Napoléonville est autorisée à fonder à perpétuité, dans son lycée impérial, une bourse et demie affectée à l'entretien d'élèves de cette ville.

2. Pour couvrir la dépense de cette fondation, il sera porté annuellement au budget de la commune de Napoléonville l'allocation nécessaire pour l'entretien de ladite bourse et demie, conformément aux prescriptions des décrets des 16 avril 1853 ⁽¹⁾ et 4 octobre 1859 ⁽²⁾.

3. Les bourses dont il s'agit seront concédées dans les formes prescrites par les décrets et règlements qui régissent les bourses communales. (*Paris, 14 Décembre 1863.*)

⁽¹⁾ Bull. 38, n° 336.

⁽²⁾ Bull. 741, n° 7087.



Certifié conforme :

Paris, le 5^e Février 1864,

*La Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1181.

N° 12,011. — *LOI sur les Suppléments de Crédits de l'exercice 1863.*

Du 3 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé, sur l'exercice 1863, au delà des crédits ouverts par les lois de finances des 2 juillet 1862 et 13 mai 1863, pour le budget ordinaire de cet exercice, et par diverses lois spéciales, des crédits montant à la somme de trente-deux millions trois cent deux mille quatre cent trente francs quatre-vingt-trois centimes (32,302,430^f 83^c).

Ces crédits demeurent répartis, par ministères et par sections, conformément à l'état A ci-annexé.

2. Il est alloué sur l'exercice 1863, au delà des crédits ouverts par les lois précitées, pour le budget extraordinaire de cet exercice, des crédits montant à la somme de soixante et un millions cinq cent trente-deux mille soixante et onze francs (61,532,071^f).

Ces crédits sont répartis, par ministères et par sections, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

3. Le ministre des finances est autorisé à appliquer aux dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1863, prévues dans la présente loi, le montant des obligations de chemins de fer et le produit des quatorze cent vingt-neuf mille six cent vingt francs de rentes trois pour cent existant dans le portefeuille du trésor.

4. Sont sanctionnées les dispositions du décret du 6 septembre 1863 ⁽¹⁾, qui ont autorisé le ministre des finances à porter de deux cent

⁽¹⁾ Bull. 1151, n° 11,678.

cinquante millions à trois cents millions (300,000,000^f) la somme des bons du trésor en circulation.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 9 Janvier 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé G. NOUBEL, SÉVERIN ABBATUCCI, marquis DE TALHOUËT,
comte LE PELLETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1863.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 Janvier 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

État A. *Tableau général, par ministères et par sections, des suppléments de crédits accordés pour le budget ordinaire de l'exercice 1863.*

MINISTÈRES.	SECTIONS.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT des crédits accordés	
			par sections.	par ministères.
Finances.....	1 ^{re} section....	Dette publique et dotations.....	1,535,000 ⁰⁰	29,661,900 ⁰⁰
	8 ^e section....	Douanes et contributions indirectes.....	1,496,900 00	
	11 ^e section....	Primes à l'exportation....	26,630,000 00	
	2 ^e section....	Gendarmerie.....	325,000 00	
Guerre.....	3 ^e section....	Solde et entretien des troupes. (Indemnité Radovitz.).....	420,430 83	2,640,530 83
	4 ^e section....	Service des poudres et salpêtres.....	1,895,100 00	
TOTAL des suppléments de crédits du budget ordinaire de l'exercice 1863.				32,302,430 83

État B. *Tableau général, par ministères et par sections, des suppléments de crédits accordés pour le budget extraordinaire de l'exercice 1863.*

MINISTÈRES.	SECTIONS.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT des crédits accordés	
			par sections.	par ministères.
Guerre.....	3 ^e section. (1 ^{re} partie).	Solde et entretien des troupes.....	40,018,500 ⁰⁰	40,853,500 ⁰⁰
	4 ^e section (2 ^e partie).	Service des poudres et salpêtres.....	815,000	
	5 ^e section (2 ^e partie).	Dépenses secrètes.....	20,000	
	2 ^e section (2 ^e partie).	États-majors. — Équipages. — Troupes. — Corps entretenus. — Hôpitaux. — Vivres.....	10,828,571	
Marine.....	3 ^e section (2 ^e partie).	Salaires d'ouvriers. — Approvisionnements généraux. — Travaux hydrauliques. — Bâtiments à terre.....	8,350,000	20,678,571
	4 ^e section (2 ^e partie).	Frais de voyages et dépenses diverses.....	1,500,000	
		TOTAL des suppléments de crédits du budget extraordinaire de l'exercice 1863.....		61,532,071

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif dans sa séance du 9 janvier 1864.

Le Président,
Signé Duc de MORNAY.

Les Secrétaires,
Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, marquis de TALHOÛËT,
G. NOUBEL, SÉVERIN ABBATUCCI.

Vu pour être annexé à la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1863.

Le Sénateur Secrétaire du Sénat,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

Vu pour être annexé à la loi du 3 février 1864.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,012. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant réception du décret consistorial ayant pour objet de réunir au Diocèse de Nice deux Paroisses qui avaient été incorporées par erreur au Diocèse de Cuneo en Piémont.*

Du 20 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 18 germinal an x ;

Vu notre décret du 16 août 1862⁽¹⁾, qui a réuni l'évêché de Nice à la métropole d'Aix et a autorisé en même temps la réception et la publication sur le territoire de l'Empire de la bulle donnée à Rome, sur notre demande, le 9 des calendes d'août (24 juillet 1861), qui détache de la métropole de Gênes l'évêché de Nice pour le réunir à la métropole d'Aix, et enlève quelques paroisses de l'évêché de Nice pour les incorporer à celui de Cuneo en Piémont ;

Vu le décret consistorial rendu à Rome, le 17 juin 1863, ayant pour objet de rectifier l'erreur commise dans la bulle apostolique du 24 juillet 1861, en ce sens que les paroisses de Prato et de Boiejas qui, d'après les confins dernièrement fixés, appartiennent à la France, avaient été enlevées du diocèse de Nice pour être incorporées à celui de Cuneo en Piémont ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les communes ou paroisses de Prato et de Boiejas, faisant partie du département des Alpes-Maritimes, qui étaient restées comprises dans la circonscription du diocèse de Cuneo, ancien royaume de Sardaigne, sont réunies au diocèse de Nice.

2. Le décret consistorial donné à Rome, le 17 juin 1863, ayant pour objet de réunir au diocèse de Nice les paroisses de Prato et de Boiejas, qui avaient été incorporées par erreur au diocèse de Cuneo en Piémont, est reçu et sera publié dans l'Empire, en la forme ordinaire.

3. Ledit décret est reçu sans approbation des formules, clauses ou expressions qu'il renferme et qui sont ou pourraient être con-

⁽¹⁾ Bull. 1078, n° 10,794.

traires à la Constitution, aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'Eglise gallicane.

4. Le présent décret consistorial sera transcrit en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'Etat. Mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du conseil.

5. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Décembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Aquensis seu Niciensis declarationis litterarum apostolicarum pro redintegratione parœciarum.

Décret consistorial de déclaration des lettres apostoliques relatives à la réintégration de paroisses au diocèse de Nice, dans la province ecclésiastique d'Aix.

Cum Niciensis diocesis, apostolicis litteris sub plumbo latis, die vicesima quarta Julii, anno Domini millesimo octingentesimo sexagesimo primo, subtracta ab Januensi ecclesiastica provincia à sanctissimo domino nostro Pio hujus nominis nono, divina providentia summo pontifice, fuerit, protinus, ut alteri Aquensi in Galliis adjudicaretur atque subjiçiat, apostolica suprema auctoritate sancitum est. Quo quidem in negotio Niciensis eadem diocesis aliquatenus debuit circumscribi, et nonnullas parœcias Cunensi alteri diœcesi cedere, uti opportunius inter Gallicum imperium et regnum Pedemontanum limites civiles pacifice concorditerque statuerentur. Accidit tamen ut parœciæ vulgo Prato et Bosiecas Cunensi diœcesi in supradictis apostolicis litteris adjudicaretur, quæ consultius Niciensi subjectæ, atque unitæ permanere debebant. Hinc serenissimus Gallorum Imperator *Napoleo Tertius* simplex sanctam apostolicam sedem adiit, ut hujusmodi declarationi satisfacere dignaretur. Quapropter sanctissimus dominus noster, re undequaque perspecta, opportunisque acceptis informationibus, serenissimi Imperatoris postulationibus, obsecundare benigne volens hæc, quæ sequuntur, de suæ apostolicæ potestatis plenitudine in decretis referri mandavit.

Lorsque le diocèse de Nice, par lettres apostoliques données sous le sceau de plomb, le 24 juillet de l'année 1861, eut été distrait de la province ecclésiastique de Gênes, par notre très-saint père, Pie, neuvième de ce nom, par la divine Providence, souverain pontife, il fut sur-le-champ décrété, en vertu de l'autorité suprême apostolique, que ce diocèse serait annexé et soumis à la métropole d'Aix en France; dans ce but, le même diocèse de Nice dut, jusqu'à un certain point, être circonscrit et céder quelques paroisses au diocèse de Cuneo, afin que les frontières civiles fussent ainsi, pacifiquement et d'un commun accord, établies entre l'Empire français et le royaume de Piémont.

Il est toutefois arrivé que les paroisses connues sous les noms de *Prato* et *Boiejas* ont été attribuées, dans les susdites lettres apostoliques, au diocèse de Cuneo, quoiqu'elles dussent plutôt demeurer soumises et unies au diocèse de Nice. C'est pourquoi le très-sérénissime Empereur des Français, *Napoléon III*, demanda au Saint-Siège apostolique qu'il daignât faire une déclaration en ce sens. En conséquence, notre très-saint père, après mûr examen et après amples informations, voulant accueillir favorablement la demande du très-sérénissime Empereur, de la plénitude de son pouvoir apostolique a mandé de décréter les dispositions qui suivent.

I.

Parœciæ vulgo Prato et Bosiecas, quæ à Niciensi diœcesi propter novam ejusdem circumscriptionem fuerunt ab apostolicis litteris sub plumbo jam dismembratæ, et Cunensi diœcesi attributæ, iterum Niciensi ordinario subjiciantur, ejusque ecclesiastico territorio noviter uniantur.

II.

Quapropter sanctissimus dominus nosse hac in re accepta quoque rataque habet pandita in id vota nedum Niciensis et Cunensis antistitum, sed etiam R. P. D. Charvaz Januensis ecclesiasticæ provinciæ metropolitæ, cui antea Niciensis ecclesia suffragabatur.

III.

Hanc proinde apostolicarum litterarum novæ dismembrationis, et circumscriptionis Niciensis declarationem sive derogationem et parœciarum reintegrationem favore ejusdem diœcesis, summus pontifex jussit quoque haberi, contrariis quibuscumque aliis minime obstantibus, vel eis quoque, quatenus opus fuerit, speciali illata derogatione.

IV.

Propterea hujusmodi consistoriale decretum perinde ab omnibus observari præcepit, ac si in id alteræ apostolicæ litteræ sive sub plumbo, sive in forma brevis, fuissent de more expeditæ; sublata quoque cuicumque facultate aliter sive faciendi, sive declarandi, sive in contrarium utcumque interpretandi.

V.

Ideo R. P. D. *Georgio Claudio Ludovico Pio Chalandon*, archiepiscopo Aquensi in Galliis, cui Niciensis diœcesis ab Januensi provincia subtracta fuit et uti suffraganea noviter subiecta Sanctitas Sua exequutionem, tanquam apostolico delegato, hujus consistorialis decreti declarationis sive derogationis, et reintegrationis committere dignata est, cum omnibus facultatibus necessariis et opportunis; etiam alteram personam,

I.

Soient soumises derechef à l'ordinaire de Nice et soient annexées de nouveau à son territoire ecclésiastique, les paroisses connues sous les noms de *Prato* et *Boiejas*, qui ont été déjà démembrées du diocèse de Nice, pour cause de nouvelle circonscription de ce même diocèse et attribuées au diocèse de Cuneo, par lettres apostoliques données sous le sceau de plomb.

II.

C'est pourquoi notre très-saint père tient pour agréé et ratifié le consentement donné à cet effet, non-seulement par les évêques de Nice et de Cuneo, mais encore par le révérend père et seigneur *Charvaz*, métropolitain de la province ecclésiastique de Gênes, dont l'église de Nice était précédemment suffragante.

III.

Le souverain pontife a ordonné que cette déclaration ou dérogation des lettres apostoliques du nouveau démembrement et circonscription du diocèse de Nice, et cette réintégration de paroisse en faveur de ce même diocèse, soient faites nonobstant toutes autres choses contraires, même celles pour lesquelles il serait besoin d'une dérogation spéciale.

IV.

En conséquence, il a ordonné que ce décret consistorial soit observé par tous, comme si, en son lieu, eussent été délivrées, selon l'usage, d'autres lettres apostoliques, soit sous le sceau de plomb, soit en forme de bref, enlevant à quiconque la faculté soit de faire, soit de décider autrement, soit d'interpréter en quelque manière contrairement.

V.

Sa Sainteté a daigné confier, comme à son délégué apostolique, au révérend père et seigneur *Georges-Claude-Louis-Pie Chalandon*, archevêque d'Aix, en France, à qui le diocèse de Nice, distrait de la province de Gênes, vient d'être soumis comme suffragant, l'exécution de ce décret consistorial de déclaration ou de dérogation et de réintégration, avec toutes les facultés nécessaires et utiles, même de subdéléguer une autre

ecclesiastica tamen dignitate præstantem, subdelegandi.

personne, élevée, toutefois, en dignité ecclésiastique.

VI.

Voluit insuper præcepitque summus pontifex uti acta hujusmodi executionis cæteris exequutorialibus actis apostolicarum litterarum sub plumbo novæ dismembrationis et circumscriptionis Niciensis diocesis uniantur atque inserantur; et una simul, spatio trium mensium, ad sacram hanc congregationem consistorialibus negotiis præpositum ab apostolico superius delegato, sive ab ejus subdelegato mittantur.

VI.

Le souverain pontife a voulu, en outre, et a enjoint que les actes de cette exécution soient joints et insérés dans les autres actes exécutoires des lettres apostoliques données sous le sceau de plomb, relatives au nouveau démembrement et à la circonscription du diocèse de Nice, et qu'ils soient envoyés, en même temps et ensemble, dans le laps de trois mois, par le susdit délégué ou par son subdélégué, à la sacrée congrégation préposée aux affaires consistoriales.

VII.

Super quibus omnibus Sanctitas Sua hoc mandavit ferri, atque vulgari consistoriale decretum ad perpetuam rei memoriam, et normam in hujusmet archivio de more servandum.

VII.

A ces fins, Sa Sainteté a mandé de rendre et de publier ce décret consistorial pour en perpétuer le souvenir, et être conservé, selon l'usage, en minute dans les archives de cette même congrégation.

Datum Romæ, hac die decima septima mensis Junii, anno reparatæ hominum salutis millesimo octingentesimo sexagesimo tertio.

Donné à Rome, ce dix-septième jour du mois de juin de l'année de la Rédemption mil huit cent soixante-trois.

Place  du sceau.

ROGERIUS ANTICI MATTHEI,

Sacrae congregationis consistorialis
secretarius.

Signé ROGERIUS ANTICI MATTHEI,

Secrétaire de la sacrée congrégation
consistoriale.

Enregistré par nous conseiller d'État, secrétaire général du Conseil d'État, au registre des procès-verbaux du Conseil d'État, séance du 26 novembre 1863, conformément à la délibération du Conseil du même jour, approuvée par décret de l'Empereur du 20 décembre 1863.

Paris, le 31 Décembre 1863.

Signé F. BOILAT.

N° 12,013. — DÉCRET IMPÉRIAL qui reporte à l'exercice 1863 une portion du Crédit ouvert sur l'exercice 1862, pour l'exécution de plusieurs Chemins de fer.

Du 26 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la loi du 2 juillet 1861, qui a prescrit l'établissement de plusieurs chemins de fer et ouvert au ministre de l'agriculture, du commerce et des tra-

vauz publics, sur l'exercice 1861, un crédit de quinze millions (15,000,000^f) pour l'exécution des travaux de ces chemins à la charge de l'État;

Vu le deuxième paragraphe de l'article 3 de cette loi, ainsi conçu :

« Les crédits non employés en clôture d'exercice pourront être reportés par « décrets à l'exercice suivant; »

Vu notre décret en date du 1^{er} février 1862⁽¹⁾, qui a reporté à l'exercice 1862 une portion, montant à quatorze millions cinq cent mille francs, du crédit de quinze millions de francs, ouvert par la loi précitée du 2 juillet 1861;

Vu les documents administratifs, desquels il résulte qu'il est resté sans emploi, à l'exercice 1862, sur le crédit ci-dessus de quatorze millions cinq cent mille francs (14,500,000^f), une somme de dix millions (10,000,000^f);

Vu notre décret du 16 juillet dernier⁽²⁾, qui a reporté à l'exercice 1863 une somme de huit millions faisant partie du reliquat ci-dessus de dix millions de francs;

Vu la loi du 2 juillet 1862, portant fixation du budget général des dépenses et recettes de l'exercice 1863;

Vu notre décret du 23 novembre suivant⁽³⁾, contenant répartition par chapitres des crédits dudit exercice;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽⁴⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 10 décembre 1863;

Considérant qu'il résulte des documents et actes ci-dessus visés que, sur le crédit de quatorze millions cinq cent mille francs, reporté à l'exercice 1862, il reste disponible encore une somme de deux millions de francs;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sur le crédit de deux millions de francs, resté disponible, comme il est dit ci-dessus, au chapitre XL bis de la deuxième section du budget du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, exercice 1862 (*Établissement de divers chemins de fer*), une somme de un million de francs est définitivement annulée; un million est reporté au budget extraordinaire du même ministère, exercice 1863, chapitre XLIII (*Établissement de grandes lignes de chemins de fer*).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} du présent décret à l'aide des ressources extraordinaires créées par la loi du 2 juillet 1861.

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

⁽¹⁾ Bull. 1008, n° 10,014.

⁽²⁾ Bull. 1138, n° 11,516.

⁽³⁾ Bull. 1070, n° 10,729.

⁽⁴⁾ Bull. 440, n° 4110.

N° 12,014. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, comme Communauté dirigée par une Supérieure locale, l'Association des Sœurs de Notre-Dame-du-Refuge, établie à Blois.*

Du 26 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs de Notre-Dame-du-Refuge, établie à Blois (Loir-et-Cher), est autorisée comme communauté dirigée par une supérieure locale, à la charge par ses membres de se conformer exactement aux statuts approuvés par ordonnance royale du 11 septembre 1816 ⁽¹⁾, pour la communauté du même nom existant à Tours (Indre-et-Loire), et que cette association religieuse a déclaré adopter.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 12,015. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant approbation des Statuts de l'Association des Religieuses Augustines du Petit-Hôpital Saint-Gatien, à Tours.*

Du 26 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 113, n° 1275.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

Vu la loi du 24 mai 1825 et le décret du 31 janvier 1852 ⁽¹⁾ ;

Vu l'approbation donnée par l'archevêque de Tours, aux statuts des religieuses Augustines du Petit-Hôpital Saint-Gatien, à Tours ;

Vu lesdits statuts ;

Considérant que l'association des religieuses Augustines du Petit-Hôpital Saint-Gatien, à Tours, est gouvernée par une supérieure locale et soumise, pour le spirituel, à la juridiction de l'ordinaire ;

Considérant que lesdits statuts ne dérogent point aux lois de l'État et ne contiennent rien de contraire à la Constitution de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les statuts de l'association des religieuses Augustines du Petit-Hôpital Saint-Gatien, à Tours (Indre-et-Loire), dirigée par une supérieure locale, et ayant pour but le soin des pauvres malades et infirmes, sont approuvés. Ces statuts, dûment vérifiés et tels qu'ils sont annexés au présent décret, seront enregistrés et transcrits au Conseil d'État. Mention de ladite transcription sera faite, par le secrétaire général du conseil, sur la pièce enregistrée.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 12,016. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui reconnaît, comme Communauté dirigée par une Supérieure locale, l'Association des Religieuses Augustines du Petit-Hôpital Saint-Gatien, à Tours.*

Du 26 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

Vu la demande formée, le 17 octobre 1862, par l'association des religieuses Augustines du Petit-Hôpital Saint-Gatien, à Tours, à l'effet : 1° d'être légalement reconnue comme communauté dirigée par une supérieure locale :

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 486, n° 3600.

2° d'accepter une rétrocession consentie en sa faveur par deux religieuses de cet ordre;

Vu les pièces constatant que cette association existe de fait à Tours antérieurement au 1^{er} janvier 1825;

Vu les statuts de cette association, vérifiés et enregistrés au Conseil d'État en vertu du décret de ce jour;

Vu les autres pièces de l'affaire;

Vu la loi du 24 mai 1825 et le décret du 31 janvier 1852⁽¹⁾;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association des religieuses Augustines du Petit-Hôpital Saint-Gatien, à Tours (Indre-et-Loire), est reconnue comme communauté dirigée par une supérieure locale, à la charge de se conformer aux statuts approuvés pour elle par décret de ce jour.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,017. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Nevers, d'un Asile de Vieillards, tenu par les Petites-Sœurs-des-Pauvres.

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation hospitalière des Petites-Sœurs-des-Pauvres, existant à Rennes (Ille-et-Vilaine) en vertu de notre décret

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 486, n° 3600.

du 9 janvier 1866 ⁽¹⁾, est autorisée à fonder à Nevers (Nièvre) un asile de vieillards, à la charge par les sœurs qui tiendront cet asile :

1° De se conformer exactement aux statuts adoptés pour leur maison mère et approuvés par ordonnance royale du 8 juin 1828 ⁽²⁾;

2° D'admettre dans cet asile les vieillards indigents de la ville de Nevers qui seront désignés par le maire de cette ville.

Le nombre des vieillards, dont la désignation est réservée au maire, sera fixé de concert par le préfet de la Nièvre et l'évêque de Nevers.

Ce nombre est, quant à présent, fixé à deux, conformément à l'engagement pris par le conseil d'administration de la congrégation des Petites-Sœurs-des-Pauvres, dans sa délibération du 16 février 1863.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 355, n° 3293.

⁽²⁾ VIII^e série, Bull. 256, n° 8607.



Certifié conforme :

Paris, le 10^e Février 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1182.

N° 12,018. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui règle définitivement les Recettes et les Dépenses de l'Instruction primaire à la charge des Départements, pour l'exercice 1862.

Du 24 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique;

Vu la loi du 10 mai 1838;

Vu le règlement de comptabilité du ministère de l'instruction publique, en date du 6 décembre 1841 (article 237),

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les recettes et les dépenses de l'instruction primaire à la charge des départements, pour l'exercice 1862, formant le chapitre xxv du budget du ministère de l'instruction publique, sont définitivement réglées ainsi qu'il suit, conformément aux résultats et décisions exprimés aux comptes départementaux entendus, débattus et provisoirement arrêtés par les conseils généraux dans leur dernière session, savoir :

NOMBRES d'ordres.	DÉPARTEMENTS.	PRODUITS réalisés.	DÉPENSES effectuées.	SOMMES À REPORTER	
				à l'exercice 1863.	à l'exercice 1864.
1	Ain.....	47,685 ^f 32 ^s	46,628 ^f 14 ^s	"	1,057 ^f 18 ^s
2	Aisne.....	110,679 61	110,065 18	"	614 43
3	Alber.....	53,479 97	53,379 97	"	100 00
4	Alpes (Basses-)	20,154 38	19,704 96	429 ^f 43 ^s	"
5	Alpes (Hautes-)	15,942 09	15,713 82	"	228 27
6	Alpes-Maritimes.	35,267 55	20,665 96	"	14,701 59
7	Ardèche.....	32,987 03	32,641 81	"	345 22
8	Ardennes.....	76,815 64	65,261 41	480 00	11,074 23
9	Ariège.....	21,231 41	21,231 41	"	"
10	Aube.....	56,069 27	54,550 41	1,518 86	"
11	Aude.....	54,667 11	54,469 24	"	197 87
12	Aveyron.....	43,227 29	43,051 92	1 10 37	75 00
13	Bouches-du-Rhône.	69,791 71	58,484 30	339 10	10,968 31
14	Calvados.....	121,613 38	116,073 32	115 00	5,425 06
15	Cantal.....	31,644 36	31,538 20	"	106 16
16	Charente.....	100,206 84	92,334 51	1,070 00	6,802 33
17	Charente-Inférieure.	86,941 14	84,463 26	555 00	922 88
18	Cher.....	34,732 26	34,732 26	"	"

NOMBRES d'ordre.	DÉPARTEMENTS.	PRODUITS réalisés.	DÉPENSES effectuées.	SOMMES À REPORTER	
				à l'exercice 1863.	à l'exercice 1864.
19	Corrèze.....	34,149 ^f 98 ^c	32,376 ^f 97 ^c	110 ^f 00 ^c	1,663 ^f 01 ^c
20	Corse.....	50,632 30	49,158 03	34 42	1,459 85
21	Côte-d'Or.....	84,927 40	69,122 57	8,000 00	7,804 83
22	Côtes-du-Nord.....	71,556 ^f 78 ^c	70,932 59	"	571 19
23	Creuse.....	28,098 97	24,673 83	"	425 14
24	Dordogne.....	81,600 77	80,269 58	1,156 14	185 05
25	Doubs.....	44,063 04	41,159 90	400 00	2,503 14
26	Drôme.....	45,345 73	45,345 69	"	0 04
27	Eure.....	101,724 08	100,624 08	"	1,100 00
28	Eure-et-Loir.....	82,703 09	74,744 97	1,183 33	6,774 79
29	Finistère.....	54,755 01	49,739 44	566 75	4,509 83
30	Gard.....	66,444 82	63,479 43	750 00	2,215 39
31	Garonne (Haute-).....	116,105 35	98,922 54	9,402 03	7,780 78
32	Gers.....	54,094 47	52,374 94	"	1,719 53
33	Gironde.....	144,095 54	130,438 58	115 00	13,541 96
34	Hérault.....	117,447 06	100,080 60	90 00	17,276 40
35	Ille-et-Vilaine.....	66,775 12	66,125 52	300 00	349 60
36	Indre.....	32,526 84	32,489 38	"	40 49
37	Indre-et-Loire.....	54,474 46	50,336 19	"	2,138 27
38	Isère.....	109,758 58	106,435 22	2,312 01	961 35
39	Jura.....	76,161 78	74,772 84	146 66	1,244 28
40	Landes.....	25,678 36	25,678 36	"	"
41	Loir-et-Cher.....	43,989 65	42,321 32	"	1,668 33
42	Loire.....	78,414 46	68,276 37	"	10,138 09
43	Loire (Haute-).....	39,827 09	35,830 98	"	3,996 11
44	Loire-inférieure.....	90,279 03	70,229 31	2,396 30	17,153 42
45	Loiret.....	49,190 95	48,923 63	"	4,267 30
46	Lot.....	40,058 65	39,758 65	"	300 00
47	Lot-et-Garonne.....	72,173 55	58,010 77	"	16,162 78
48	Lozère.....	17,656 24	17,635 97	"	20 27
49	Maine-et-Loire.....	81,684 42	80,567 49	130 00	986 93
50	Manche.....	136,056 87	134,645 72	105 00	1,306 15
51	Marne.....	79,183 14	74,976 13	"	4,207 01
52	Marne (Haute-).....	51,161 75	41,445 32	7,917 00	1,799 43
53	Mayenne.....	162,212 30	152,063 47	2,531 88	7,616 95
54	Meurthe.....	86,208 96	76,598 32	1,168 26	5,442 39
55	Meuse.....	57,002 92	50,926 73	"	6,076 20
56	Morbihan.....	56,644 72	49,414 43	312 24	6,918 05
57	Moselle.....	66,340 02	65,473 76	"	866 26
58	Nièvre.....	67,111 20	61,041 84	"	6,069 36
59	Nord.....	218,344 53	199,889 53	88 00	18,367 00
60	Oise.....	119,156 76	115,322 70	"	7,834 06
61	Orne.....	120,360 40	119,820 02	154 50	385 48
62	Pas-de-Calais.....	128,598 63	124,122 63	235 00	4,241 00
63	Puy-de-Dôme.....	72,018 72	64,493 15	100 00	7,425 57
64	Pyrénées (Basses-).....	43,155 10	42,985 10	55 00	315 00
65	Pyrénées (Hautes-).....	28,293 05	27,046 05	"	1,247 00
66	Pyrénées-Orientales.....	25,701 09	23,721 77	"	1,979 32
67	Rhin (Bas-).....	186,086 81	173,465 58	100 00	12,521 23
68	Rhin (Haut-).....	156,779 24	129,209 81	6,376 60	21,194 83
69	Rhône.....	183,455 38	168,387 09	386 50	14,684 79
70	Saône (Haute-).....	59,208 77	45,445 21	12,000 00	1,763 56
71	Saône-et-Loire.....	119,601 50	81,473 59	418 75	32,700 16
72	Sarthe.....	89,259 39	81,179 56	200 00	7,879 84
73	Savoie.....	40,160 84	37,552 27	632 23	1,876 33
74	Savoie (Haute-).....	34,402 94	34,315 15	"	87 79
75	Seine.....	175,442 52	171,266 06	"	4,176 46
76	Seine-Inférieure.....	231,403 21	217,494 91	234 72	13,673 58
77	Seine-et-Marne.....	122,270 95	94,794 58	26,200 00	1,276 37
78	Seine-et-Oise.....	237,627 06	233,286 79	200 00	4,140 27
79	Sèvres (Deux-).....	90,576 45	88,774 81	46 27	1,755 37
80	Somme.....	142,476 00	135,010 17	50 00	7,415 83
81	Tarn.....	62,036 74	60,059 42	"	1,977 32
82	Tarn-et-Garonne.....	46,274 74	41,193 05	"	5,084 69
83	Var.....	56,577 58	42,816 91	"	13,860 65

N° d'ordre.	DÉPARTEMENTS.	PRODUITS réalisés.	DÉPENSES effectuées.	SOMMES À REPORTER	
				à l'exercice 1863.	à l'exercice 1864.
84	Nantaise.....	46,430 ^f 83 ^c	39,726 ^f 47 ^c	"	6,713 ^f 36 ^c
85	Vendée.....	50,038 07	48,320 77	12 ^f 75 ^c	1,704 55
86	Nièvre.....	10,515 83	39,638 75	877 08	"
87	Meuse (Haute).....	38,790 39	36,304 13	1,486 76	1,034 50
88	Vosges.....	94,510 61	92,722 48	305 00	1,483 13
89	Yonne.....	64,426 33	60,755 88	180 00	3,490 45
90	Alger.....	"	"	"	"
91	Oran.....	"	"	"	"
92	Constantine.....	"	"	"	"
TOTAL.....		6,996,469 26	6,469,742 97	97,480 93	429,245 36

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 24 Décembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'instruction publique,

Signé V. DUBUY.

N° 12,019. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget du Ministère de la Guerre, exercice 1862.

Du 31 Décembre 1863.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre;

Vu la loi du 28 juin 1861, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1862;

Vu les lois des 2 juillet 1862 et 28 mars 1863, accordant des suppléments de crédits sur l'exercice 1862;

Vu nos décrets des 7 novembre 1861 ⁽¹⁾, 28 août 1862 ⁽²⁾ et 29 avril 1863 ⁽³⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽⁴⁾, sur les virements de crédits;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 28 décembre 1863;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

⁽¹⁾ Bull. 976, n° 9645.

⁽²⁾ Bull. 1049, n° 10,563.

⁽³⁾ Bull. 1108, n° 11,146.

⁽⁴⁾ Bull. 440, n° 4110.

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts pour l'exercice 1862, sur le chapitre VII (*Soldes et entretien des troupes*) du budget du ministère de la guerre, sont réduits d'une somme de dix mille francs (10,000').

2. Les crédits ouverts pour le même exercice, sur le chapitre VI (*Justice militaire*) du budget du ministère de la guerre, sont augmentés, par virement du chapitre VII, d'une somme de dix mille francs (10,000'), applicable au paiement de dommages-intérêts pour réparations civiles.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Décembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État de la guerre,

Signé RANDON.

N° 12,020. — DÉCRET IMPÉRIAL qui déclassé le Pénitencier de Lambèse, Poste détaché de la Place de Bathna.

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant les servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État;

Vu notre décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾, rendu pour l'exécution desdites lois;

Vu le décret du 29 avril 1857⁽²⁾, portant classement des places de l'Algérie;

Considérant que les servitudes du pénitencier de Lambèse, poste détaché de la place de Bathna, peuvent être supprimées sans qu'il en résulte aucun inconvénient pour le service militaire;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le pénitencier de Lambèse est déclassé.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel du gouvernement de l'Algérie.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

⁽¹⁾ Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

⁽²⁾ Bull. 511, n° 4673.

N° 12,021. — DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare d'utilité publique l'établissement du Chemin de fer de Santenay à Étang, et rend définitive la concession dudit Chemin¹, accordée à titre éventuel à la Compagnie du Chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.

Du 23 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les loi et décret du 11 juin 1863⁽¹⁾, approuvant la convention passée avec la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, le 1^{er} mai de la même année;

Vu ladite convention et notamment l'article 3 de cette convention, ainsi conçu :

« Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, s'engage à concéder à la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, dans le cas où l'utilité publique en serait reconnue, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841..... le chemin de fer de Santenay à Étang par Autun.

« La compagnie s'engage à exécuter ledit chemin..... à dater du décret de concession définitive à intervenir..... dans le même délai que le chemin de Chagny à Nevers..... »

Vu l'avant-projet relatif à l'établissement de ce chemin;

Vu les pièces de l'enquête ouverte sur cet avant-projet dans les deux départements de la Côte-d'Or et de Saône-et-Loire, et notamment les procès-verbaux des commissions d'enquête, en date des 21 et 26 septembre 1863;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 9 décembre 1863;

Vu la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 (article 4);

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Santenay à Étang.

En conséquence la concession dudit chemin, accordée à titre éventuel à la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, par la convention du 1^{er} mai 1863, est déclarée définitive.

2. Le chemin de Santenay à Étang se détachera à Santenay du chemin de fer de Chagny à Nevers et aboutira à ou près Étang, sur ladite ligne, en passant par Autun, par ou près Nolay et Épinac.

Les dispositions des paragraphes 1^{er}, 3 et 5 de l'article 6 du cahier des charges annexé à la convention du 11 avril 1857 sont applicables au chemin énoncé à l'article 1^{er} du présent décret.

¹ Bull. 1141, n° 11555.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 12,022. — DÉCRET IMPÉRIAL qui crée une Chambre de commerce à Beaune.

Du 23 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 28 ventôse an IX, le décret réglementaire sur l'organisation des chambres de commerce, du 3 septembre 1851, et le décret du 30 août 1852;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est créé une chambre de commerce à Beaune (Côte-d'Or).

2. La circonscription de cette chambre est formée de l'arrondissement de Beaune.

3. La chambre de commerce de Beaune est composée de neuf membres.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 12,023. — DÉCRET IMPÉRIAL qui proroge au 4 avril la Session du Corps législatif:

Du 2 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 46 de la Constitution,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La session du Corps législatif, qui devait être close le 5 février, est prorogée au 4 avril inclusivement.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Impenseur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,024. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la Régie à mettre en vente dans les débits une nouvelle espèce de Cigares fabriqués en France:

Du 6 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 177 du titre V de la loi du 28 avril 1816, sur les tabacs;

Vu la loi du 22 juin 1862, qui proroge le régime exclusif jusqu'au 1^{er} janvier 1873;

Vu le décret du 14 juillet 1860⁽¹⁾, relatif à la fixation des prix de vente des cigares;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. A partir de la publication du présent décret, la régie est autorisée à mettre en vente dans les débits une nouvelle espèce de cigares fabriqués en France, au prix ci-après :

ES PÈ C E.	P R I X D E V E N T E		
	par kilogramme de 250 cigares		par cigare.
	aux consommateurs.	aux débiteurs.	
Tabacos.....	50 ^c	44 ^c	0 ^c 20 ^c

⁽¹⁾ Bull. 823, n° 7915.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 12.025. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant :

ART. 1^{er}. La ville de Marvejols est autorisée à fonder à perpétuité, dans son collège communal, quatre bourses d'externes affectées à l'entretien d'élèves de cette commune.

2. Pour couvrir la dépense de cette fondation, il sera porté annuellement au budget de la ville de Marvejols l'allocation nécessaire pour l'entretien desdites bourses, conformément aux prescriptions des décrets des 16 avril 1853 ⁽¹⁾ et 4 octobre 1859 ⁽²⁾.

3. Les bourses dont il s'agit seront concédées dans les formes prescrites par les décrets et règlements qui régissent les bourses dans les lycées et collèges. (*Paris, 14 Décembre 1863.*)

Bull. 38, n° 336.

⁽²⁾ Bull. 741, n° 7087.



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Février 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1183.

N° 12,026. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui classe la Batterie de la pointe du Fort-Génois dans la deuxième série des Postes militaires, comme ouvrage détaché de la Place de Bône.*

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾, rendu pour l'exécution desdites lois;

Vu le décret du 29 avril 1857⁽²⁾, portant règlement d'administration publique, concernant le classement des places de guerre et des postes militaires et les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications en Algérie;

Vu l'avis du comité des fortifications, en date du 4 décembre 1863;

Considérant qu'il est nécessaire d'appliquer les dispositions concernant les servitudes aux terrains situés aux abords de la batterie de la pointe du Fort-Génois, près Bône;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La batterie de la pointe du Fort-Génois est classée dans la deuxième série des postes militaires, comme ouvrage détaché de la place de Bône.

2. Les servitudes portées par cette batterie, ainsi que par celle du mouillage du Fort-Génois et par le fort de ce nom, ouvrages déjà classés par le décret du 29 avril 1857, ne s'étendront pas au delà de la zone fortifiée de ces ouvrages.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,*

Signé **RANDON**.

⁽¹⁾ Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

⁽²⁾ Bull. 511, n° 4673.

N° 12,027. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui déclassé la Maison de commandement de Doussen, Poste détaché de la Place de Bathna.*

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant les servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État;

Vu notre décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾, rendu pour l'exécution desdites lois;

Vu le décret du 29 avril 1857⁽²⁾, portant classement des places de l'Algérie;

Considérant que les servitudes de la maison de commandement de Doussen, poste détaché de la place de Bathna, peuvent être supprimées sans qu'il en résulte aucun inconvénient pour le service militaire;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La maison de commandement de Doussen est déclassée.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel du gouvernement de l'Algérie.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

N° 12,028. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre un Crédit sur l'exercice 1863, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par des Départements, des Communes et des Particuliers, pour l'exécution de divers Travaux publics.*

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 2 juillet 1862, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1863;

⁽¹⁾ Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882. ⁽²⁾ Bull. 511, n° 4673.

Vu notre décret du 23 novembre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor par les départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1863;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861, article 4;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 28 décembre 1863;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1863 (5^e, 6^e et 7^e sections du budget), un crédit de quatre millions six cent quatre-vingt-huit mille trois cent trente et un francs (4,688,331¹).

Cette somme de quatre millions six cent quatre-vingt-huit mille trois cent trente et un francs est répartie de la manière suivante entre les sections et chapitres du budget de l'exercice 1863 ci-après désignés, savoir :

5^e SECTION DU BUDGET.

CHAP. XXVI. Études et subventions pour travaux d'irrigation, de dessèchement, de curage et de drainage.....	11,272 ¹ 00 ¹	11,272 ¹ 00 ¹
---	-------------------------------------	-------------------------------------

6^e SECTION DU BUDGET.

CHAP. XXXVIII. Amélioration de rivières.....	100,000 00	
— XLII bis. Travaux de défense des villes contre les inondations.....	427,059 00	
TOTAL de la 6 ^e section...	527,059 00	527,059 00

7^e SECTION DU BUDGET.

CHAP. XLIII. Établissement de grandes lignes de chemins de fer.....	4,150,000 00	4,150,000 00
---	--------------	--------------

SOMME ÉGALE au montant du crédit..... 4,688,331 00

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

⁽¹⁾ Bull. 1070, n° 10,729.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

État des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1863.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements par chapitres.
5^e SECTION DU BUDGET.		
CHAPITRE XXVI.		
ÉTUDES ET SUBVENTIONS POUR TRAVAUX D'IRRIGATION, DE DESSÈCHEMENT, DE CURAGE ET DE DRAINAGE.		
Drôme....	Sequestre du canal de Pierrelatte	1,27 ²
Indre-et-Loire.	Travaux d'assainissement du territoire de la ville de Tours....	10,000
	TOTAL du chapitre XXVI.....	11,072
6^e SECTION DU BUDGET.		
CHAPITRE XXXVIII.		
AMÉLIORATION DE RIVIÈRES.		
Nord.....	Travaux de rectification du canal de la Deule et de la route impériale n° 42	100,000
CHAPITRE XLII bis.		
TRAVAUX DE DÉFENSE DES VILLES CONTRE LES INONDATIONS.		
Loire (Haute-);	Travaux de défense du village de Brives contre les eaux de la Loire	3,059
Maine-et-Loire.	Travaux de défense de la ville d'Angers.....	20,000
Rhône....	Travaux de défense de la ville de Lyon contre les inondations.	400,000
Vaucluse ..	Travaux de défense de Cadroussou contre les inondations du Rhône.....	4,000
	TOTAL du chapitre XLII bis.....	427,059

DÉPARTE- MENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements par chapitres.
7° SECTION DU BUDGET.		
CHAPITRE XLIII.		
ÉTABLISSEMENT DE GRANDES LIGNES DE CHEMINS DE FER.		
Seine.....	Travaux de construction du chemin de fer de Caen à Flers....	522,500 ^f
	Travaux de construction du chemin de fer de Louviers à la ligne de Paris à Rouen.....	7,500
	Travaux de construction du chemin de fer de Mayenne à Laval.	120,000
	Travaux de construction du chemin de fer de Perpignan à Port- Vendres.....	2,000,000
	Travaux pour la construction du chemin de fer d'Annecy à Aix et de Thonon à Collonges.....	1,500,000
	TOTAL du chapitre XLIII.....	4,150,000
RÉCAPITULATION.		
5° SECTION DU BUDGET.		
CHAP. XXVI.	Études et subventions pour travaux d'irrigation, de dessèche- ment, de curage et de drainage.....	11,272 ^f
6° SECTION DU BUDGET.		
CHAP. XXXVIII.	Amélioration de rivières.....	100,000 ^f
— XLII bis.	Travaux de défense des villes contre les inon- dations.....	427,059
	TOTAL pour la 6° section.....	527,059
7° SECTION DU BUDGET.		
CHAP. XLIII.	Établissement de grandes lignes de chemins de fer.....	4,150,000
	TOTAL GÉNÉRAL.....	4,688,331

Approuvé pour être annexé au décret du 20 janvier 1864, enregistré sous le n° 27.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 12,029. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui institue, sous la présidence de Son Altesse Impériale le Prince Napoléon, une nouvelle Commission, pour continuer les travaux relatifs à la publication de la Correspondance de l'Empereur Napoléon I^{er}.

Du 3 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une nouvelle commission est instituée, sous la présidence

de notre bien-aimé cousin le Prince *Napoléon*, pour continuer les travaux relatifs à la publication de la correspondance de l'Empereur *Napoléon 1^{er}*.

2. Sont nommés membres de cette commission :

MM. le comte *Walewski*, membre du conseil privé;
Amédée Thierry, sénateur;
le comte de *Laborde*, directeur général des archives de l'Empire;
Sainte-Beuve, membre de l'Académie française;
le colonel *Favé*, l'un de nos aides de camp.

3. Notre bien-aimé cousin le Prince *Napoléon*, comme président de la commission, sera chargé de toutes les mesures relatives à la direction des travaux et à la liquidation des dépenses.

Les employés du secrétariat seront nommés par lui.

4. Le président nous présentera, tous les six mois, un rapport sur les travaux de la commission et sur l'état d'avancement de la publication.

5. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,
Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,

Signé VAILLANT.

N° 12,030. — DÉCRET IMPÉRIAL qui modifie la composition du Conseil de Prud'hommes d'Elbeuf.

Du 3 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'ordonnance royale du 21 avril 1819⁽¹⁾, qui a institué un conseil de prud'hommes à Elbeuf;

Vu les délibérations de la chambre de commerce d'Elbeuf, des 1^{er} avril, 6 mai et 29 juillet 1863;

Vu les propositions du préfet de la Seine-Inférieure et l'avis de notre ministre secrétaire d'État au département de la justice, exprimé dans sa lettre du 7 novembre 1863;

Notre Conseil d'État entendu,

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 275, n° 6293.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes d'Elbeuf sera désormais composé de la manière suivante :

CATÉ- GORIES.	INDUSTRIES.	PATRONS.	OUVRIERS.
1 ^{re} .	Marchands, fabricants de tissus, filateurs, fabricants de cardes, teinturiers et fabricants de produits chimiques, apprêteurs et décatiseurs, foulonniers, fabricants d'huile et de savon, fabricants de colle (colleurs de chaînes), lamiers et rotiers, rectoieurs, marchands et manipulateurs de déchets.....	5	5
2 ^e .	Mécaniciens, serruriers, fabricants de chaudières à vapeur, chaudronniers, ferblantiers, pompiers, appareilleurs à gaz, fabricants de gaz à brûler, entrepreneurs de bâtiments, maçons, plâtriers, charpentiers en tous genres, menuisiers, tourneurs en bois, scieurs de long et à la mécanique, tailleurs de pierres, marbriers, terrassiers, puisatiers, paveurs, briquetiers, chausourniers, carriers, couvreurs de bâtiments, peintres, vitriers et colleurs de papiers.....	2	2
3 ^e .	Armuriers, couteliers, maréchaux ferrants et forgerons, charrons, carrossiers, selliers, tonneliers, tanneurs, corroyeurs, mégissiers, cordiers, brossiers, cordonniers, sabotiers, vanniers, chapeliers et fabricants de casquettes, fabricants de meubles, ébénistes, tapisiers, horlogers, bijoutiers, imprimeurs lithographiques et typographes, relieurs et régleurs, teinturiers-dégraisseurs, tailleurs et confectionneurs de vêtements, fabricants de chandelles, fabricants de sacs, brasseurs et maîtres de pressoirs, débardeurs.....	1	1
	TOTAL.....	8	8
	TOTAL GÉNÉRAL.....	16	

2. La juridiction du conseil de prud'hommes d'Elbeuf s'étendra à tous les établissements désignés à l'article 1^{er} et dont le siège sera situé dans le canton d'Elbeuf.

Seront justiciables de ce conseil les fabricants, entrepreneurs et chefs d'atelier qui sont à la tête desdits établissements, ainsi que les contre-maîtres, ouvriers et apprentis qui travailleront pour eux, quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns et des autres.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Moniteur.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 12,031. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la Contribution spéciale à percevoir, en 1864, pour les dépenses de plusieurs Chambres et Bourses de commerce.*

Du 6 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 11 de la loi de finances du 23 juillet 1820;

Vu l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838, les lois des 25 avril 1844, 18 mai 1850, 4 juin 1858 et celle du 13 mai 1863,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de soixante-sept mille cent soixante et un francs (67,161'), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, plus cinq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs, et trois centimes aussi par franc pour subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1864, conformément au tableau annexé au présent décret, sur les patentés désignés par l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois des 18 mai 1850 et 4 juin 1858.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Février 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **ARMAND BÉHIC**.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Bar-le-Duc.....	Meuse.....	Chambre...	1,094 ^f	Patentés de tout le département.
Calais.....	Pas-de-Calais....	Idem.....	1,600	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Carcassonne....	Aude.....	Idem.....	2,402	Patentés de tout le département.
		Idem.....	5,935	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Lille.....	Nord.....	Bourse.....	7,262	Patentés de la ville de Lille.
		Chambre...	2,464	Patentés de tout le département.
Metz.....	Moselle.....	Bourse.....	115	Patentés de la ville de Metz.
Montpellier.....	Hérault.....	Chambre...	4,783	Patentés de tout le département.
Paris.....	Seine.....	Idem.....	28,647	Idem.
Reims.....	Marne.....	Idem.....	1,699	Idem.
		Idem.....	3,000	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Saint-Malo.....	Ille-et-Vilaine....	Bourse.....	652	Patentés de la ville de Saint-Malo.
Saint-Quentin...	Aisne.....	Chambre...	4,507	Patentés de tout le département.
Tours.....	Indre-et-Loire....	Idem.....	3,001	Idem.
		TOTAL...	67,161	

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour, enregistré sous le n° 80.
Paris, le 6 Février 1864.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 12,032. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe les Prix de transport des Voyageurs sur les Voies ferrées à traction de chevaux, de Paris à Sèvres et au rond-point de Boulogne, et de Sèvres à Versailles.

Du 6 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu nos décrets des 18 février 1854 ⁽¹⁾ et 28 avril 1855 ⁽²⁾, qui ont autorisé l'établissement des voies ferrées à traction de chevaux, de Paris au pont de Sèvres et au rond-point de Boulogne, d'une part, et de Sèvres à Versailles, d'autre part;

Vu les cahiers des charges annexés à ces décrets, notamment les dispositions qui règlent les prix de transport à percevoir par les concessionnaires;

Vu les demandes présentées par les concessionnaires, à l'effet d'obtenir la révision de leurs tarifs;

⁽¹⁾ Bull. 159, n° 1299.

⁽²⁾ Bull. 304, n° 2805.

Vu l'article 16 du cahier des charges annexé au décret du 28 avril 1855, portant que les tarifs pourront être révisés tous les cinq ans;

Vu les pièces de l'instruction à laquelle les demandes précitées ont été soumises dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise;

Vu les lettres du préfet de la Seine et du préfet de police, des 7 et 28 juin 1862, et la lettre du préfet de Seine-et-Oise, du 5 septembre suivant;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 23 octobre 1862;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les prix de transport des voyageurs sur les voies ferrées à traction de chevaux, de Paris à Sèvres et au rond-point de Boulogne, et de Sèvres à Versailles, seront perçus d'après les bases suivantes :

Place de première classe ou coupé, 0^f 10^c par voyageur et par kilomètre.

Place de deuxième classe ou intérieur, 0^f 08^c par voyageur et par kilomètre.

Place de troisième classe ou impériale, 0^f 06^c par voyageur et par kilomètre.

Les soldats et sous-officiers en uniforme seront admis aux places de deuxième et de troisième classe moyennant la moitié des prix du tarif.

Toute fraction de cinq cents mètres et au-dessus sera comptée pour un kilomètre et toute fraction inférieure sera négligée. De Paris à la première station de Passy, le prix du transport résultant de l'application du tarif sera augmenté de cinq centimes par voyageur pour tout le trajet.

Les dimanches et fêtes dont la nomenclature aura été arrêtée par l'administration, les compagnies pourront exiger pour les troisièmes classes (places de l'impériale) les mêmes prix que pour la deuxième classe.

Il ne sera pas exigé de compartiment de première classe pour les voitures spécialement destinées à la circulation entre Paris et Sèvres ou Boulogne.

Les voitures faisant le service devront, au fur et à mesure de la réforme du matériel actuel, être pourvues d'un escalier commode avec garde-corps disposé à l'arrière ou sur le côté, à l'usage des voyageurs d'impériale.

2. Toutes les dispositions des cahiers des charges annexés aux décrets des 18 février 1854 et 28 avril 1855, qui ne sont pas contraires aux présentes, continueront à avoir leur effet.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

-Signé ARMAND BÉHIC.

N° 12,033. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui convoque les Électeurs de la septième circonscription du département du Nord, à l'effet d'élire un Député au Corps législatif.

Du 10 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852⁽¹⁾ ;

Vu l'extrait des procès-verbaux du Corps législatif, duquel il résulte que les opérations électorales auxquelles il a été procédé, les 31 mai et 1^{er} juin derniers, dans la septième circonscription du département du Nord, pour la nomination d'un député, ont été annulées dans la séance du 3 décembre dernier,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les électeurs de la septième circonscription du département du Nord sont convoqués pour les 6 et 7 mars prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant l'élection, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Février 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé **P. BOSSER**.

N° 12,034. — **DÉCRET IMPÉRIAL** (contre-signé par le ministre de la guerre) qui réaffecte au service du département de la guerre, pour l'isolement du quartier d'artillerie à Valence (Drôme), une bande de terrain située au pied du mur d'escarpe du front nord-ouest de l'ancienne citadelle, et se prolongeant jusqu'à la rampe du moulin, laquelle bande de terrain est teintée en jaune et désignée par les lettres A, F, G, H, sur un plan annexé au décret. (*Paris, 9 Janvier 1864.*)

N° 12,035. — **DÉCRET IMPÉRIAL** (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant que le décret du 21 septembre 1858, qui assigne douze offices d'huissier au tribunal de première instance d'Hazebrouck (Nord), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à onze. (*Paris, 9 Janvier 1864.*)

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

N° 12,036. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° Le décret du 1^{er} août 1856, qui assigne seize offices d'huissier au tribunal de première instance de Moulins (Allier), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à quinze.

2° Le décret du 9 juin 1860, qui assigne vingt-deux offices d'huissier au tribunal de première instance de Bourges (Cher), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt et un.

3° Le décret du 31 décembre 1862, qui assigne vingt-cinq offices d'huissier au tribunal de première instance de Charolles (Saône-et-Loire), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-quatre. (*Paris, 20 Janvier 1864.*)

N° 12,037. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Dubern (Albert-Paul-Louis)*, propriétaire, né le 1^{er} janvier 1837, à Meaux, demeurant à Saint-Martin-du-Rocher, arrondissement de Provins (Seine-et-Marne),

Et M. *Dubern (Paul-Louis-Eugène)*, propriétaire, né le 6 avril 1840, à Meaux, demeurant à Saint-Martin-du-Rocher,

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *de Boislandry*, et à s'appeler, à l'avenir, *Dubern de Boislandry*.

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, les changements résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 10 Février 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 22^e Février 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N^o 1184.

N^o 12,038. — *Loi portant que le canton de Saint-Gervais (Haute-Savoie) formera deux Cantons ayant pour chefs-lieux, le premier, Saint-Gervais, le second, Chamonix.*

Du 17 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. Le canton de Saint-Gervais, arrondissement de Bonneville (Haute-Savoie), formera deux cantons : le premier, ayant Saint-Gervais pour chef-lieu, comprendra le territoire de Saint-Gervais, Saint-Nicolas-de-Véroce, les Contamines et Passy; le second, ayant Chamonix pour chef-lieu, comprendra le territoire des communes de Chamonix, Vallorcine, les Houches et Servoz.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Février 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, marquis de TALHOUËT,
SÉVERIN ABBATUCCI, comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la division en deux cantons du canton actuel de Saint-Gervais (Haute-Savoie).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat:

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

XX Série.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,039. — *LOI qui approuve un Échange de terrains entre l'État
et M. Herbomez.*

Du 17 Février 1864 :

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCIONNÉ et SANCIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans l'acte passé, le 11 avril 1863, entre le préfet du département du Nord, agissant au nom de l'État, d'une part, et le sieur *Herbomez* d'autre part, l'échange, sans soulte, d'une parcelle de la forêt domaniale de Saint-Amand, contenant un hectare neuf ares soixante et un centiares (1^h 09^a 61^c), contre deux parcelles de terre contenant ensemble un hectare vingt-sept ares quatre-vingt-douze centiares (1^h 27^a 92^c), enclavées dans cette forêt.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Février 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé MARQUIS DE TALHOUËT, comte LE PRÉLIER D'ARNAV.
SÉVERIN ABBATUCCI, comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise un échange de terrains entre l'État et le sieur *Herbomez*.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et inscrites au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROCHE.

N° 12,040. — *Loi qui approuve un Échange de terrains entre l'État
et M^{me} Fassiaux.*

Du 17 Février 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans
l'acte passé le 13 avril 1863, entre le préfet du département du Nord,

agissant au nom de l'État, d'une part, et la dame *Fassiaux*, d'autre part, l'échange, sans soulte, d'une parcelle de la forêt domaniale de Saint-Amand, contenant cinquante-deux ares trente-sept centiares (52° 37'), contre deux parcelles de terre contenant ensemble soixante et un ares quatre centiares (61° 04'), enclavées dans cette forêt.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Février 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNÏ.

Les Secrétaires,

Signé Marquis DE TALHOÛËT, comte LE PELETIER D'AUNAY,
SÉVERIN ABBATUCCI, comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise un échange de terrains entre l'État et la dame *Fassiaux*.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOTOÏ,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHË.

Signé E. ROUHER.

N° 12,041. — *Loi qui autorise le département de la Corse à s'imposer extraordinairement.*

Du 17 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Corse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement, pendant dix ans, à partir de 1865, huit centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux dépenses de l'instruction primaire.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 Février 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNÏ.

Les Secrétaires,

Signé H. BUSSON, comte JOACHIM MURAT, SÉVERIN ABBATUCCI,
marquis DE TALHOÛËT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une imposition extraordinaire par le département de la Corse.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent

sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

N° 12,042. — *LOI qui autorise le département du Gard à s'imposer
extraordinairement.*

Du 17 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. Le département du Gard est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement, en 1865, un centime additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté au paiement de la part contributive du département dans les dépenses occasionnées par le concours régional de 1863.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Février 1864.

Le Président,
Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,
Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, marquis de TALHOGHÉ,
SÉVERIN ABBATUCCI, comte JOACHIM MUBAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une imposition extraordinaire par le département du Gard.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GUYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS ET ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,043. — *Loi qui autorise le département de la Mayenne à contracter des Emprunts et à s'imposer extraordinairement.*

Du 17 Février 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AYONS SANCTIONNÉ ET SANCTIONNONS, PROMULGUÉ ET PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Mayenne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, dans sa session de 1863, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent :

1^{re} Une somme de quatre cent quatre-vingt-quatre mille six cents francs (484,600'), qui sera appliquée aux travaux des routes départementales :

2° Une somme de cent quarante-cinq mille francs (145,000'), qui sera consacrée au paiement d'une subvention destinée à la construction d'un quai et d'un port de débarquement à Château-Gontier.

Ces emprunts pourront être réalisés, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Mayenne est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Trois centimes quatre dixièmes en 1865, trois centimes six dixièmes en 1866, trois centimes huit dixièmes en 1867, quatre centimes en 1868, huit centimes pendant les deux années suivantes, et six centimes en 1871, dont le produit sera affecté, tant au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt de quatre cent quatre-vingt-quatre mille six cents francs, autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus, qu'aux travaux des routes départementales;

2° Trois dixièmes de centime pendant trois ans, à partir de 1865, et six centimes trois dixièmes en 1868, pour l'amortissement et le paiement des intérêts de l'emprunt de cent quarante-cinq mille francs, destiné à la construction d'un quai à Château-Gontier.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Février 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé COMTE LE PELETIER D'AUNAY, marquis DE TALHOÛËT,
SÉVERIN ARBATUCCI, comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à deux emprunts et à deux impositions extraordinaires par le département de la Mayenne.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GORON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

N° 12,044. — Loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à faire un prélèvement sur le produit de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 16 mai 1863.

Du 17 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Puy-de-Dôme est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à imputer sur le produit de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 16 mai 1863, pour les travaux des chemins vicinaux, les fonds nécessaires au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt de un million huit cent mille francs réalisé en vertu de la loi du 6 juin 1857.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Février 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis de TALBOUËT, SÉVERIN ABBATUCCI,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emploi de fonds par le département du Puy-de-Dôme.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
Baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,045. — *LOI qui autorise la ville de Falaise, 1° à contracter l'engagement d'acquitter en treize années le prix d'achat de terrains destinés à l'établissement d'une Promenade publique; 2° à s'imposer extraordinairement.*

Du 17 Février 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Falaise (Calvados) est autorisée à contracter l'engagement d'acquitter en treize années, à partir de 1864, une somme de trente-six mille deux cent cinquante francs (36,250^f), productive d'intérêt à cinq pour cent, et représentant le prix d'achat

de divers terrains destinés à l'établissement d'une promenade publique.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, savoir : dix centimes (10^c) pendant trois ans, à partir de 1873, et six centimes un quart (6^c 1/4) en 1876. Le produit de cette imposition, évalué, en totalité, à trente-six mille deux cent cinquante francs (36,250^f), servira, avec un prélèvement sur les revenus ordinaires, au paiement de l'acquisition précitée, en principal et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Février 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBATUCCI,
marquis DE TALHOUËT, comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un engagement à terme et à une imposition extraordinaire par la ville de Falaise (Calvados).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE Y DE AINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864,

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROQUE.

N° 12,046. — *Loi qui autorise la ville du Mans à contracter un Emprunt.*

Du 17 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville du Mans (Sarthe) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de trois cent vingt-deux mille cinq cents francs (322,500'), remboursable en six années, à partir de 1866, sur ses revenus, et destinée au dégagement de l'église de la Couture, à la restauration de l'église de la Visitation et à l'achèvement du quai de la rive droite.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Février 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MOÏNY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, marquis DE TALHOUËT,
SÉVERIN ABBATUCCI, comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt de trois cent vingt-deux mille cinq cents francs par la ville du Mans (Sarthe).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardé des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé **J. BAROCHE**.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER**.

N° 12,047. — *Loi qui autorise la ville de Metz à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 17 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Metz (Moselle) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de deux millions neuf cent mille francs (2,900,000^f), remboursable en trente années, à partir de 1865, et destinée à la conversion d'un emprunt de un million quatre cent quarante-six mille francs, approuvé par la loi du 6 juin 1857, et à l'achèvement d'une distribution d'eau.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

La commission accordée au crédit foncier par l'article 4 de la loi du 6 juillet 1860 pourra être ajoutée au taux d'intérêt ci-dessus fixé, jusqu'à concurrence de trente centimes (30^c) pour cent francs par an.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer **extraordinairement**, pendant trente ans, à partir de 1865, quinze centimes additionnels au principal des quatre contributions directes. Le produit de cette imposition, évalué à soixante et quatorze mille francs (74,000^f) **par an**, servira, concurremment avec l'excédant annuel de ses recettes, tant ordinaires qu'extraordinaires, au remboursement de l'emprunt en capital et intérêts.

L'imposition autorisée par la loi du 6 juin 1857 cessera d'être perçue à partir de 1865.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Février 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNAY**.

Les Secrétaires,

Signé **Comte LE PELETIER D'AUNAY**, marquis DE TALHOUËT,
SÉVERIN ABBATUCCI, comte **JOACHIM MURAT**.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt de deux millions neuf cent mille francs et à une imposition extraordinaire par la ville de Metz (Moselle).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé **TROPLONG**.

Les Secrétaires,

Signé **A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD**, le général comte **DE GOYON**,
baron **T. DE LACROSSE**.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé **Baron T. DE LACROSSE**.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER**.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé **J. BAROCHÉ**.

N° 12,048. — *Loi qui autorise la ville de Nevers à contracter un Emprunt.*

Du 17 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Nevers (Nièvre) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de deux cent dix mille francs (210,000^f), remboursable en douze années, sur ses revenus, et destinée à couvrir le déficit du budget supplémentaire de l'exercice 1863, à solder diverses dettes arriérées et à compléter les travaux de restauration de l'hôtel de ville et de transformation du collège en lycée.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Février 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNY.**

Les Secrétaires,

Signé **SÉVERIN ABBATUCCI**, comte **LE PELETIER D'AUNAY**,
marquis de **TALHOUËT**, comte **JOACHIM MURAT.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt par la ville de Nevers (Nièvre).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé **TROPLONG.**

Les Secrétaires,

Signé **A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD**, le général comte **DE GOYON**,
baron **T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé **Baron T. DE LACROSSE.**

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 12,049. — *Loi qui autorise la ville de Saint-Pierre-lès-Calais
à contracter un Emprunt.*

Du 17 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Saint-Pierre-lès-Calais (Pas-de-Calais) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cinq cent mille francs (500,000'), remboursable en trente années, à partir de 1864, sur ses revenus, et destinée, avec d'autres ressources, au paiement de diverses dépenses d'utilité publique, énumérées dans la délibération municipale du 18 novembre 1862, telles que la construction d'une église, d'une chapelle, d'un presbytère, de deux écoles, d'un pont et le pavage de plusieurs rues.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

La commission accordée à la société du crédit foncier par l'article 4 de la loi du 6 juillet 1860 pourra être ajoutée au taux d'in-

térêt ci-dessus fixé, jusqu'à concurrence de trente centimes pour cent francs par an.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Février 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé Marquis DE TALHOUËT, comte JOACHIM MURAT, SÉVERIN ABBATUCCI,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt de cinq cent mille francs par la ville de Saint-Pierre-lès-Calais (Pas-de-Calais).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHER.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,050. — *Loi qui autorise la ville de Vire à contracter un Emprunt.*

Du 17 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Vire (Calvados) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cinquante mille francs (50,000'), remboursable en douze années, à partir de 1865, sur ses revenus, et destinée au paiement de travaux supplémentaires à exécuter à l'église Sainte-Anne.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Février 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNY.**

Les Secrétaires,

Signé **Comte LE PELETIER D'AUNAY, marquis DE TALHOUËT,**
SÉVERIN ABBATUCCI, comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt de cinquante mille francs par la ville de Vire (Calvados).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé **TROPLONG.**

Les Secrétaires,

Signé **A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,**
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé **Baron T. DE LACROSSE.**

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCH.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,051. — Loi portant établissement d'une Surtaxe à l'Octroi des Échelles (Savoie).

Du 17 Février 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir de la promulgation de la présente loi, et jusqu'au 1^{er} janvier 1873, il sera perçu à l'octroi des Échelles, département de la Savoie, indépendamment de la taxe de soixante centimes par hectolitre, autorisée par décret impérial du 24 décembre 1862, une surtaxe de quatre-vingt-dix centimes par hectolitre de vin.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Février 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNY.

Les Secrétaires,

**Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis de TALHOÛËT, SÉVERIN ABBATUCCI,
comte LE PELETIER D'AUNAY.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise

l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de la commune des Échelles (Savoie).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,052. — *LOI qui modifie la limite entre les communes de Saint-André-de-Cotone et de San-Giuliano (Corse).*

Du 17 Février 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire teinté en jaune sur le plan annexé à la présente loi est distrait de la commune de Saint-André-de-Cotone, canton de Cervione, arrondissement de Bastia, département de la Corse, et réuni à la commune de San-Giuliano, même canton.

Le territoire teinté en vert sur ledit plan est distrait de San-Giuliano et réuni à Saint-André-de-Cotone.

En conséquence, la nouvelle limite entre la commune de Saint-André-de-Cotone et la commune de San-Giuliano est fixée par la ligne jaune du point A au point B, indiqués sur ledit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 Février 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé H. BUSSON, marquis DE TALHOUËT, SÉVERIN ABBATUCCI,
comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui modifie les limites des communes de Saint-André-de-Cotone et de San-Giuliano (Corse).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives; pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHET.

N° 12,053. — *Loi qui distrair la section du Val de la commune de Pluduno et la réunit à la commune de Saint-Lormel (Côtes-du-Nord).*

Du 17 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La section du Val, indiquée par une teinte jaune sur le plan annexé à la présente loi, est distraite de la commune de Pluduno, canton de Plancoët, arrondissement de Dinan, département des Côtes-du-Nord, et réunie à la commune de Saint-Lormel, même canton.

En conséquence, la limite entre les communes de Pluduno et de Saint-Lormel est fixée conformément à la ligne tracée en vert audit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Février 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

**Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, marquis DE TALHOÛËT,
SÉVERIN ABBATUCCI, comte JOACHIM MURAT.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la réunion à la commune de Saint-Lormel de la section du Val, distraite de la commune de Pluduno (Côtes-du-Nord).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

**Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé E. ROUHER.

N° 12,054. — *Loi qui distrait un territoire des communes de Maulevrier et d'Yzernay (Maine-et-Loire), et l'érige en Commune distincte, dont le chef-lieu est fixé au bourg de Tout-le-Monde.*

Du 17 Février 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire lavé en vert sur le plan annexé à la présente loi est distrait des communes de Maulevrier et d'Yzernay, canton et arrondissement de Cholet, département de Maine-et-Loire, et formera à l'avenir une commune distincte, dont le chef-lieu est fixé au bourg de Tout-le-Monde.

2. La limite entre la commune de Tout-le-Monde et les communes de Maulevrier et d'Yzernay est fixée conformément au tracé de la ligne rouge cotée A, B, C, D, E, F audit plan.

3. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions des distractions prononcées seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Février 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNÉ.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, marquis DE TALHOUT.
SÉVERIN ABENATUCCI, comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise l'érection, en commune distincte, sous le nom de *Tout-le-Monde*, de portions de territoire distraites des communes de Maulevrier et d'Yzernay (Maine-et-Loire).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROCHE.

N° 12,055. — *Loi qui distrait un territoire de la commune de Plaudren (Morbihan), et l'érige en Commune distincte, dont le chef-lieu est fixé au village de Locqueltas.*

Du 17 Février 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire teinté en jaune sur le plan annexé à la présente loi est distrait de la commune de Plaudren, canton de Grand-Champ,

arrondissement de Vannes (Morbihan), et érigé en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé au village de Locqueltas et qui en portera le nom.

En conséquence, la limite entre la commune de Plaudren et la commune de Locqueltas est fixée par le liseré terre de Sienne, coté 1, 2 et 3 sur ledit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Février 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé MARQUIS DE TALHOUËT, comte LE PELETIER D'AUNAY,
SÉVERIN ABBATUCCI, comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise l'érection en commune distincte de la section de Locqueltas distraite de la commune de Plaudren (Morbihan).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GUYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Gardien des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,056. — *Loi qui distraît la section de Belmacher de la commune de Merschweiller et la réunit à la commune d'Apach (Moselle).*

Du 17 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif,

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La section de Belmacher, circonscrite par un liséré rose sur le plan annexé à la présente loi, est distraite de la commune de Merschweiller, canton de Sierck, arrondissement de Thionville, département de la Moselle, et réunie à la commune d'Apach, même canton.

En conséquence, la nouvelle limite entre les communes d'Apach et de Merschweiller est fixée conformément à la ligne rose cotée 1, 2 et 3 sur ledit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Février 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNAY**.

Les Secrétaires,

Signé **SÉVERIN ABBATUCCI**, marquis DE TALHOUËT, comte LE PELETIER D'AUNAY,
comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la distraction de la section de Belmacher de la commune de Merschweiller et sa réunion à la commune d'Apach (Moselle).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé **TROPLONG**.

Les Secrétaires,

Signé **A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD**, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé **Baron T. DE LACROSSE**.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,
Signé **E. ROUHER.**

Signé **J. BAROCHÉ.**

N° 12,057. — *Loi qui distrait un territoire de la commune de Steene et le réunit à la commune d'Armbouts-Cappel (Nord).*

Du 17 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS **SANCTIONNÉ** et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire teinté en jaune sur le plan annexé à la présente loi est distrait de la commune de Steene, canton de Bergues, arrondissement de Dunkerque, département du Nord, et réuni à la commune d'Armbouts-Cappel, même canton.

En conséquence, la limite entre la commune de Steene et la commune d'Armbouts-Cappel est fixée par le canal de la Colme, indiqué sur ledit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Février 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNY.**

Les Secrétaires,

Signé **Comte LE PELETIER D'AUNAY**, marquis de TALHOUËT.
SÉVERIN ABBATUCCI, comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la distraction d'une partie de territoire de la commune de Steene (Nord) et sa réunion à la commune d'Armbouts-Cappel, même département.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE-ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GUYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,058. — *Loi qui distrait un territoire de la commune de Perreuil, canton de Couches-les-Mines, arrondissement d'Autun, et le réunit à la commune de Saint-Berain, canton de Givry, arrondissement de Châlon (Saône-et-Loire).*

Du 17 Février 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire lavé en rose sur le plan annexé à la présente loi est distrait de la commune de Perreuil, canton de Couches-les-

Mines, arrondissement d'Autun, département de Saône-et-Loire, et réuni à la commune de Saint-Berain, canton de Givry, arrondissement de Châlon, même département.

En conséquence, la limite entre la commune de Perreuil et la commune de Saint-Berain est fixée conformément au tracé de la ligne teintée en bleu audit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Février 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Marquis DE TALHOÛËT, comte LE PELETIER D'AUNAY,
SÉVERIN ABBATUCCI, comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la réunion à la commune de Saint-Berain (Saône-et-Loire) d'un territoire distrait de la commune de Perreuil (même département).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,059. — *Loi qui distrait la section dite des Choseaux de la commune de Talloires et la réunit à la commune de Menthon (Haute-Savoie).*

Du 17 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La section dite *des Choseaux* est distraite de la commune de Talloires, canton d'Annecy-Nord, arrondissement d'Annecy département de la Haute-Savoie, et réunie à la commune de Menthon, même canton. En conséquence, la limite entre la commune de Talloires et la commune de Menthon est fixée conformément à la ligne orange cotée 1 à 24 sur le plan annexé à la présente loi.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis :

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur :

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Février 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNY.**

Les Secrétaires,

Signé **MARQUIS DE TALHOÛËT, COMTE LE PELETIER D'AUNAY,**

SÉVERIN ABBÂTGOZI, COMTE JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la distraction de la section des Choseaux de la commune de Talloires, et sa réunion à la commune de Menthon (Haute-Savoie).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé **TROPLONG.**

Les Secrétaires,

Signé **A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GÛTON,**
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé **Baron T. DE LACROSSE.**

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-

ministère secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes ;*

Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,060. — *Loi qui distrait un territoire de la commune d'Aussillon et le réunit à la commune de Mazamet (Tarn).*

Du 17 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCIONNÉ ET SANCIONNONS, PROMULGUÉ ET PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire lavé en vert sur le plan annexé à la présente loi est distrait de la commune d'Aussillon, canton et arrondissement de Castres (Tarn), et réuni à la commune de Mazamet, même canton.

En conséquence, la limite entre les communes d'Aussillon et de Mazamet est fixée conformément à la ligne rouge cotée A, B, C, D, E, F, G, H, I, sur ledit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Février 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Marquis DE TALHOUËT, comte LE PELETIER D'AUNAY,
SEVERIN ABBATUCCI, comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la réunion à la commune de Mazamet (Tarn) d'une portion du territoire de la commune d'Aussillon, même département.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Février 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROCHE.

N° 12,061. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Gayet (*Amédée-Barthélemy*), homme de lettres, né le 15 septembre 1810, à Sestri-du-Levant (Italie), demeurant à Paris, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Cesena*, et à s'appeler, à l'avenir, *Gayet de Cesena*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 10 Février 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 23 Février 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1185.

N° 12,062. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre les Bureaux de Douane de Bouçada et Geryville (Algérie) à l'importation des Provenances du Djerid, du Souf et du Maroc, et à l'exportation des Produits métropolitains et algériens.*

Du 7 Septembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu l'ordonnance du 16 décembre 1843⁽¹⁾ et la loi du 11 janvier 1851, sur le régime des douanes en Algérie;

Vu les décrets des 11 août 1853⁽²⁾, 7 septembre 1856⁽³⁾, 25 juin 1860⁽⁴⁾ et 8 janvier 1862⁽⁵⁾;

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'Etat de la guerre, de l'agriculture, du commerce et des travaux publics; sur l'avis de notre ministre secrétaire d'Etat des finances et d'après la proposition du gouverneur général de l'Algérie,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les bureaux de douane de Bouçada et Geryville (Algérie) sont ouverts à l'importation des provenances du Djerid, du Souf et du Maroc, et à l'exportation des produits métropolitains et algériens, sous les conditions déterminées par les décrets susvisés des 11 août 1853 et 7 septembre 1856.

2. Nos ministres secrétaires d'Etat aux départements de la guerre, de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Saint-Cloud, le 7 Septembre 1863.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'Etat au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **ARMAND BÉRIC**.

Le Maréchal de France, Ministre secrétaire d'Etat au département de la guerre,

Signé **RANDON**.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1062, n° 11,037.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 435, n° 4082.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 435, n° 4081.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 823, n° 7910.

⁽⁵⁾ 1^{re} série, Bull. 993, n° 9831.

N° 12,083. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre de la Guerre un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor par des Départements et des Communes pour l'exécution de Travaux militaires appartenant à l'exercice 1863.

Du 31 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre ;

Vu la loi du 2 juillet 1862, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1863 ;

Vu notre décret du 23 novembre suivant⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840 ;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements et des communes pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution des travaux appartenant à l'exercice 1863 ;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4) ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽²⁾ ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 10 décembre 1863 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État de la guerre, sur l'exercice 1863, un crédit de quatre cent quarante mille cinq cents francs (440,500'), applicable aux travaux du service du génie indiqués ci-après :

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XVI. — Établissements et matériel du génie.

Place d'Arras. — Amélioration de la chaussée pavée du pont Saint-Fiacre à la citadelle.....	1,500'
Place de Strasbourg. — Modification du chemin de fer de Strasbourg à Kehl.....	33,000
Place de Valence. — Construction d'un quartier d'artillerie.....	100,000
Place de Perpignan. — Organiser le débouché du pont éclusé d'aval sur la Barre. Couvrir le canal de l'Escouridon. Construction de deux bâtiments.....	18,500
Place de Toulouse. — Construction de l'hôtel du grand quartier général.....	30,000
Place d'Albi. — Agrandissement de la caserne de la Visitation.....	17,500
Place de Limoges. — Travaux au quartier de cavalerie.....	6,000
Place de Lorient. — Travaux de fortification sur la rive gauche du Scorff.....	45,000
Place de Rennes. — Construction d'un quartier d'artillerie.....	60,000
Place de Laval. — Agrandissement de la caserne.....	25,000
Place d'Auxonne. — Location d'un champ de manœuvres.....	2,200
Place de Marseille. — Location d'une maison.....	1,800

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. II. — Établissements et matériel du génie.

Place de Lille. — Agrandissement de la ville.....	100,000
TOTAL ÉGAL.....	440,500

⁽¹⁾ Bull. 1070, n° 10,729.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,*

Signé RANDON.

N° 12,064. — *RÈGLEMENT GÉNÉRAL APPROUVÉ PAR L'EMPEREUR, pour l'exécution du décret du 29 décembre 1863 ⁽¹⁾, sur l'organisation du Muséum d'histoire naturelle.*

Du 2 Janvier 1864.

1° Sur la convocation du directeur, les professeurs se réunissent tous les mois, ou plus fréquemment s'il y a lieu, pour délibérer sur les questions relatives au Muséum.

2° La présence de la moitié plus un des professeurs est nécessaire pour la validité des délibérations de l'assemblée.

3° Le secrétaire de l'assemblée des professeurs rédige les procès-verbaux des séances, lesquels sont transcrits sur un registre destiné à cet effet.

4° Au mois de septembre de chaque année, l'assemblée des professeurs fixe l'époque de l'ouverture des cours et en arrête le programme.

Ce programme, avant d'être rendu public, est soumis à l'approbation du ministre.

5° Tout objet que le professeur conservateur fait sortir de sa collection pour les besoins du service, et conformément au règlement spécial des galeries, doit être inscrit, par ses soins, sur un registre qui reste déposé dans le bureau du garde de la galerie.

6° Au commencement de chaque trimestre, le directeur se fait remettre la liste des objets sortis des galeries depuis plus de trois mois, et il la présente à l'assemblée. Cette liste est envoyée au ministre avec le procès-verbal de la séance.

7° Les prêts au dehors ne peuvent être autorisés que par le ministre et sur la proposition de l'assemblée.

8° Les étudiants font constater leur présence aux cours en s'inscrivant sur un registre tenu par l'aide-naturaliste de la chaire.

Il leur est délivré, sur leur demande, un certificat d'assiduité.

9° Les galeries d'histoire naturelle doivent présenter dans un ordre

⁽¹⁾ Bull. 1180, n° 12,004.

méthodique, autant que les locaux le permettront, les objets qui appartiennent aux trois règnes.

10° Des inscriptions générales indiquent les grandes divisions des corps, classes, ordres et genres.

Au-dessous de chaque objet est placée une inscription particulière, reproduisant le numéro d'enregistrement au catalogue scientifique, la nomenclature générique et spécifique, le nom du donateur, s'il y a lieu, et l'indication du pays de provenance.

11° Avant d'être répartis dans les collections, les objets offerts en don au Muséum devront être, autant que possible, exposés pendant un temps déterminé dans une salle spéciale, avec mention du nom du donateur. Cette salle sera ouverte aux étudiants et au public aux jours et heures fixés par le règlement général des entrées.

12° Chacun des professeurs détermine l'ordre dans lequel seront rangés les objets confiés à ses soins.

13° L'inventaire des objets attribués à chaque collection est dressé par le professeur et reste entre ses mains.

Le directeur en fait prendre copie par l'agent comptable. Ces deux états, certifiés par le professeur, sont tenus à jour et présentés chaque année à la commission d'inspection.

14° Les galeries sont ouvertes aux professeurs aux heures fixées par l'assemblée.

Elles sont ouvertes au public aux jours déterminés par le règlement spécial du Muséum.

15° Le ministre autorise le Muséum à acquérir, par voie d'échange, les objets jugés utiles pour les collections. Il est tenu note de ces opérations sur les inventaires, en regard de chacun des doubles dont le Muséum se dessaisit.

16° Le ministre autorise en la même forme le Muséum à disposer, en faveur des musées départementaux ou municipaux, des objets d'histoire naturelle, squelettes, peaux, pièces anatomiques, etc. conservés dans ses magasins.

Toutefois, les frais de préparation, montage et transport de ces objets sont à la charge des concessionnaires.

17° Les objets qu'un professeur juge hors de service sont présentés à l'assemblée, qui donne son avis. Le ministre prononce la réforme, s'il y a lieu, et les objets, après avoir été rayés sur les inventaires et catalogues, sont livrés au domaine.

18° Des règlements particuliers pour les laboratoires, les galeries, les jardins, la ménagerie, la bibliothèque et les autres services du Muséum seront préparés en assemblée des professeurs. Ils ne deviendront exécutoires qu'après approbation du ministre.

Arrêté à Paris, le 2 Janvier 1864.

Le Ministre de l'instruction publique,

Signé V. DURUY.

APPROUVÉ :

Signé NAPOLÉON.

N° 12,065. — DÉCRET IMPÉRIAL qui rétablit une Faculté de droit dans la ville de Nancy.

Du 9 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique ;

Vu la loi du 22 ventôse an XII et le décret du quatrième jour complémentaire an XII ⁽¹⁾ ;

Vu le décret du 17 mars 1808 ⁽²⁾ ;

Vu le règlement du 11 novembre 1826, sur la comptabilité générale de l'université ;

Vu la loi du 14 juin 1854 ;

Vu le décret du 22 août 1854 ⁽³⁾, sur le régime des établissements d'enseignement supérieur ;

Vu les délibérations des conseils généraux des départements de l'ancienne Lorraine ;

Vu les pétitions de quarante-deux villes de ces départements ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Nancy, en date du 21 décembre 1863, par laquelle cette ville, en sollicitant la création d'une faculté de droit, s'engage, pour une période d'au moins dix années consécutives, toute délibération relative au renouvellement de ces engagements devant avoir lieu trois ans au moins avant la période décennale ;

1° A fournir les bâtiments nécessaires à l'installation définitive de cette nouvelle faculté, à approprier ces bâtiments aux besoins de l'enseignement, et à les pourvoir du mobilier et de la bibliothèque indispensables ;

2° A pourvoir annuellement à toutes les dépenses de réparation et d'entretien des bâtiments et du mobilier ;

3° Enfin à verser chaque année, en fin d'exercice, sur ses ressources ordinaires, dans les caisses du trésor, une somme égale à l'excédant que les dépenses au compte de l'État, relatives au personnel et au matériel de l'enseignement et de l'administration de ladite faculté, présenteraient sur les recettes faites par le trésor ;

Le conseil impérial de l'instruction publique entendu ,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une faculté de droit est rétablie dans la ville de Nancy. Cette faculté comprend sept chaires, savoir :

Trois chaires de Code Napoléon ;

Une chaire de droit romain ;

Une chaire de procédure civile et législation criminelle ;

Une chaire de droit commercial ;

Une chaire de droit administratif.

2. Comme condition expresse du rétablissement de cette faculté, conformément d'ailleurs aux termes de la délibération de son conseil municipal en date du 21 décembre 1863, la ville de Nancy ver-

⁽¹⁾ IV^e série, Bull. 15, n° 239.

⁽²⁾ IV^e série, Bull. 185, n° 3179.

⁽³⁾ VI^e série, Bull. 217, n° 1958.

sera chaque année, sur ses ressources ordinaires, dans les caisses du trésor, une somme égale à l'excédant que les dépenses au compte de l'État, relatives au personnel et au matériel de l'enseignement et de l'administration de ladite faculté, présenteraient sur les recettes faites par le trésor.

Du jour où cette condition cessera d'être remplie, la faculté de droit de Nancy cessera, par cela même, d'exister.

3. L'organisation définitive de la faculté de droit de Nancy aura lieu lorsque, après vérification contradictoire entre les délégués du ministre de l'instruction publique et ceux de l'autorité municipale, le ministre aura reconnu que les bâtiments sont complètement appropriés aux besoins de l'enseignement et qu'ils sont pourvus du mobilier et de la bibliothèque indispensables.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'instruction publique et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé AGNILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
l'instruction publique,

Signé V. DURUY.

N° 11,066. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, comme Congrégation à Supérieure générale diocésaine, exclusivement propre au diocèse de Verdun, l'Association des Sœurs de Saint-Joseph de la Présentation, existant à Verdun.

Du 3 Février 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs de Saint-Joseph de la Présentation, existant à Verdun (Meuse), est autorisée comme congrégation à supérieure générale diocésaine, exclusivement propre au diocèse de Verdun, à la charge de se conformer exactement aux statuts approuvés par l'ordonnance du 13 juillet 1828⁽¹⁾ et notre décret du 5 août 1853⁽²⁾, pour la congrégation hospitalière et enseignante

⁽¹⁾ VIII^e série, Bull. 242, n° 8773.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 76, n° 604.

des sœurs de Saint-Joseph établies à Bourg (Ain) et que les membres de ladite association ont déclaré adopter.

La présente autorisation n'est accordée qu'à la condition expresse que les sœurs de Saint-Joseph de la Présentation recevront gratuitement dans l'école libre qu'elles tiennent à Verdun, et dans les écoles libres qu'elles fonderaient à l'avenir, les enfants pauvres portés sur la liste dressée en exécution de l'article 45 de la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,067. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère de l'Intérieur, exercice 1864.*

Du 10 Février 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi de finances du 13 mai 1863 et notre décret du 22 novembre suivant ⁽¹⁾, portant répartition des crédits du budget ordinaire de 1864;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾, sur les virements de crédits;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 16 janvier 1864;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1864, sur le chapitre xiv (*Dépenses ordinaires et frais de transport des détenus, constructions et acquisitions*) du budget ordinaire du ministère de l'intérieur, est réduit d'une somme de cent cinquante-cinq mille trois cents francs (155,300⁰⁰).

2. Les crédits des chapitres ci-après désignés du budget du ministère de l'intérieur, pour l'exercice 1864, sont augmentés, dans

⁽¹⁾ Bull. 1160, n° 11,791.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

les proportions suivantes, d'une somme de cent cinquante-cinq mille trois cents francs, savoir :

CHAP. 1 ^{er} . Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	149,300 ^f
— v. Inspections générales administratives.....	6,000
SOMME ÉGALE.....	155,300

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

N° 12,068. — DÉCRET IMPÉRIAL portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Dubreuil pour l'Archevêché d'Avignon.

Du 20 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

Vu les articles 1^{er} et 18 de la loi du 8 avril 1802 (18 germinal an x);

Vu notre décret du 20 octobre 1863, qui nomme M. Dubreuil, évêque de Vannes, au siège archiépiscopal d'Avignon, vacant par le décès de M. Debelay;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le Pape Pie IX audit archevêque nommé;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome le 12 des calendes de janvier de l'année de l'Incarnation 1863 (21 décembre 1863), portant institution canonique de M. Dubreuil (Louis-Anne), pour l'archevêché d'Avignon, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de l'Empire et aux franchises, libertés et maximes de l'Eglise gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les

registres de notre Conseil d'État; mention de ladite transcription sera faite sur l'original, par le secrétaire général du Conseil.

4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROQUE.

N° 12,069. — DÉCRET IMPÉRIAL portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Dours pour l'Évêché de Soissons.

Du 20 Février 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

Vu les articles 1^{er} et 18 de la loi du 8 avril 1802 (18 germinal an x);

Vu notre décret du 16 octobre 1863, qui nomme M. Dours, inspecteur de l'académie de Paris et chanoine honoraire de Versailles, à l'évêché de Soissons, en remplacement de M. Christophe, décédé;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le Pape Pie IX audit évêque nommé;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome le 12 des calendes de janvier de l'année de l'Incarnation 1863 (21 décembre 1863), portant institution canonique de M. Dours (*Jean-Pierre*), pour l'évêché de Soissons, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'Eglise gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'État; mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au départe-

ment de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 12,070. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Gazailhan pour l'Évêché de Vannes.*

Du 20 Février 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

Vu les articles 1^{er} et 18 de la loi du 8 avril 1802 (18 germinal an x) ;

Vu notre décret du 24 octobre 1863, qui nomme M. *Gazailhan*, vicaire général de Bordeaux, à l'évêché de Vannes, en remplacement de M^r *Dubreuil*, appelé à l'archevêché d'Avignon ;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le Pape *Pie IX* audit évêque nommé ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome le 12 des calendes de janvier de l'année de l'Incarnation 1863 (21 décembre 1863), portant institution canonique de M. *Gazailhan* (*Jean-Baptiste-Claude*), pour l'évêché de Vannes, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'État ; mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général de ce Conseil.

4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au départe-

ment de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 12,071. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Avignon, d'un Établissement de Sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur.

Du 20 Février 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation hospitalière et enseignante des sœurs de Notre-Dame de charité du Bon-Pasteur, existant à Angers (Maine-et-Loire) en vertu d'un décret du 13 septembre 1852⁽¹⁾, est autorisée à fonder à Avignon (Vaucluse) un établissement de sœurs de son ordre, composé d'un refuge pour les filles repenties, d'un orphelinat de jeunes filles et d'une institution de sourdes-muettes, à la charge par les membres qui composeront cet établissement de se conformer aux statuts adoptés par la maison mère et approuvés par décret impérial du 16 juillet 1810⁽²⁾.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

⁽¹⁾ X^e série, Bull. 578, n° 4446.

⁽²⁾ IV^e série, Bull. 305, n° 5799.

N° 12,072. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre un Crédit supplémentaire au Budget des Dépenses administratives des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, exercice 1864.*

Du 24 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu le décret du 20 décembre 1863⁽¹⁾, qui a fixé le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'exercice 1864;

Vu l'état dressé par M. le directeur général desdites caisses des besoins supplémentaires pour le même exercice;

Vu l'avis motivé de la commission de surveillance instituée par la loi du 28 avril 1816 et par le décret du 27 mars 1852⁽²⁾;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Un crédit supplémentaire de seize mille francs (16,000^f) est ouvert au chapitre VII du budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, pour travaux de consolidation des murs intérieurs du bâtiment occupé par le secrétariat, exercice 1864.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 24 Février 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé **ACHILLE FOULD**.

N° 12,073. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui convoque les Électeurs de la première circonscription du département de la Seine, à l'effet d'élire un Député au Corps législatif.*

Du 27 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852⁽³⁾;

Vu l'extrait des procès-verbaux du Corps législatif, duquel il résulte que, dans la séance du 28 novembre dernier, M. *Havin*, élu député dans la pre-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1168, n° 11,871.

⁽²⁾ X^e série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽³⁾ X^e série, Bull. 512, n° 3885.

mière circonscription du département de la Manche et dans la première circonscription du département de la Seine, a déclaré opter pour la première circonscription du département de la Manche,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les électeurs de la première circonscription du département de la Seine sont convoqués pour les 20 et 21 mars prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Les maires des arrondissements de Paris où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant l'élection, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

N° 12,074. — DÉCRET IMPÉRIAL qui convoque les Électeurs de la cinquième circonscription du département de la Seine, à l'effet d'élire un Député au Corps législatif.

Du 27 Février 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852⁽¹⁾ ;

Vu l'extrait des procès-verbaux du Corps législatif, duquel il résulte que, dans la séance du 17 novembre dernier, M. Jules Favre, élu député dans la deuxième circonscription du département du Rhône et dans la cinquième circonscription du département de la Seine, a déclaré opter pour la deuxième circonscription du département du Rhône,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les électeurs de la cinquième circonscription du département de la Seine sont convoqués pour les 20 et 21 mars prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Les maires des arrondissements de Paris où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aura lieu

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant l'élection, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 27 février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

N° 12,075. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

Les travaux à exécuter pour le dessèchement des marais de la Somme compris entre Saint-Simon et Pithon (Aisne), conformément au projet approuvé par le décret du 16 avril 1859⁽¹⁾, devront être terminés avant le 1^{er} janvier 1866.

Le paragraphe 2 de l'article 4 du décret du 16 avril 1859 est et demeure rapporté. (*Saint-Cloud, 29 Août 1863.*)

N° 12,076. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale du Haut-Rhin, n° 2, de Guebwiller à Lucelle, entre Hirsingen et la sortie de Feldbach, suivant la direction générale indiquée par un tracé bleu sur le plan annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de l'entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir de sa promulgation. (*Saint-Cloud, 31 Octobre 1863.*)

N° 12,077. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) qui autorise le transfèrement au musée impérial du Louvre du candélabre portant une inscription phénicienne, envoyé au roi Louis XVI par le chevalier de Rohan, et appartenant actuellement à la bibliothèque Mazarine. (*Paris, 26 Décembre 1863.*)

N° 12,078. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) portant ce qui suit :

1° Les portions de terrain teintées en rose, indiquées par les lettres A, B,

⁽¹⁾ Bull. 704, n° 6673.

C, D, sur le plan parcellaire annexé au présent décret, et appartenant à M. *Vrac*, sont soumises à l'expropriation pour cause d'utilité publique, lesdites portions de terrain destinées à l'établissement du réservoir du Cauchin, pour la distribution des eaux douces au port de Cherbourg.

2° Il y a urgence à prendre possession de ces portions de terrain non bâti, désignées sur le plan parcellaire ci-dessus mentionné.

3° Le préfet du département de la Manche est autorisé à remplir, par application des articles 65 et 75 de la loi du 3 mai 1841, les formalités voulues pour acquérir, au nom et au compte du département de la marine et des colonies, les portions de terrain dont il s'agit. (*Paris, 23 Janvier 1864.*)

N° 12,079. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant ce qui suit :

1° L'Académie des beaux-arts de l'Institut impérial de France, qui a été autorisée par le décret du 15 janvier 1859⁽¹⁾ à accepter le legs que lui a fait feu M. *Chartier* d'une rente annuelle de sept cents francs, pendant cent ans, pour être décernée en prix ou encouragements aux auteurs des meilleures œuvres de musique de chambre ou aux éditeurs reproducteurs des chefs-d'œuvre du genre, est autorisée à accepter la transaction notariée proposée par M. et M^{me} *Faisant*, héritiers de feu M. *Chartier*, en vertu de laquelle lesdits héritiers demeurent désormais exonérés du paiement de la rente de sept cents francs, à partir du 7 juillet 1863, moyennant le versement d'une somme de dix mille francs entre les mains de M. le secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-arts.

2° Ladite somme de dix mille francs sera placée en rente trois pour cent sur l'État français, laquelle rente conservera la destination spécifiée par le testament de feu M. *Chartier* et par le décret du 15 janvier 1859. (*Paris, 27 Janvier 1864.*)

N° 12,080. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° L'ordonnance du 19 janvier 1820, qui assigne six offices d'avoué au tribunal de première instance de Dreux (Eure-et-Loir), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à cinq.

2° L'ordonnance du 24 mars 1820, qui assigne six offices d'avoué au tribunal de première instance de Verdun (Meuse), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à cinq.

3° Le décret du 31 août 1858, qui assigne dix offices d'huissier au tribunal de première instance d'Arcis-sur-Aube (Aube), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à neuf.

4° Le décret du 1^{er} octobre 1849, qui assigne vingt-trois offices d'huissier au tribunal de première instance d'Épernay (Marne), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-deux.

5° Le décret du 20 avril 1861, qui assigne dix offices d'huissier au tribunal de première instance d'Étampes (Seine-et-Oise), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à neuf.

6° Le décret du 16 août 1862, qui assigne vingt offices d'huissier au tribunal de première instance de Bellac (Haute-Vienne), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à dix-neuf. (*Paris, 27 Janvier 1864.*)

⁽¹⁾ Bull. 672, n° 6297.

N° 12,081. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Siffait* (*Aimé-Marie-Jules*), sous-préfet de l'arrondissement d'Hazebrouck (Nord), né le 28 juillet 1823, à Abbeville (Somme), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Moncourt*, et à s'appeler, à l'avenir, *Siffait de Moncourt*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 10 Février 1864.*)

N° 12,082. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M^{me} *Gaudin* (*Anne-Catherine*), propriétaire, née à Bordeaux (Gironde), le 24 mars 1819, demeurant à Paris, veuve de M. *Blanc* (*Louis-Joseph*), décédé le 9 juin 1852,

Et son fils mineur,

M. *Blanc* (*Louis-François-Alexandre*), né le 26 novembre 1846, à Francfort-sur-le-Mein,

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *de Manville*, et à s'appeler, à l'avenir, *Blanc de Manville*.

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 13 Février 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 5 Mars 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1186.

N° 12,083. — *Loi qui ouvre au Ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1863, un Crédit affecté à la dépense des Funérailles de M. Billault.*

Du 9 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, sur l'exercice 1863, un crédit de dix-huit mille cinq cents francs (18,500^{fr}), affecté à la dépense des funérailles de M. *Billault*, ministre d'État.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi au moyen de l'excédant des recettes du budget de l'exercice 1863.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Février 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, JEAN NOUBEL, SÉVERIN ABBATUCCI,
comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi portant ouverture au ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts d'un

XP Série.

crédit de dix-huit mille cinq cents francs, affecté à la dépense des funérailles de M. *Billault*, ministre d'État.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 5 Mars 1864.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON.
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*
Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

N° 12,064. — *Loi qui autorise le département de l'Aisne à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 9 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

AR. 1^{re}. Le département de l'Aisne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra pas dépasser cinq pour cent, une somme de cent quatre-vingt-douze mille francs

(192,000') qui sera affectée au service des bâtiments départementaux, à l'acquisition du mobilier de la cour d'assises et au paiement d'une subvention pour les dépenses du dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de l'Aisne est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, un centime quarante-cinq centièmes ($1^{\text{e}} \frac{45}{100}$) pendant deux ans, à partir de 1865, et un centime un dixième ($1^{\text{e}} \frac{1}{10}$) en 1867, dont le produit sera appliqué au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Février 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé H. BUSSON-BILLAULT, comte LE PELETIER D'AUNAY,
SÉVERIN ABBATUCCI, comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt et à une imposition extraordinaire par le département de l'Aisne.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Tu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-

ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1864.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

**N° 12,085. — Loi qui autorise le département du Loiret à s'imposer
extraordinairement.**

Du 9 Mars 1864.

**NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

**AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGEONS ce qui
suit :**

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Loiret est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement, en 1865, soixante-six centièmes de centime additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera consacré aux dépenses de l'instruction primaire.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Février 1864.

Le Président,
Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,
**Signé Comte LE PELLETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBATUCCI,
H. BUSSON-BILLAUT, comte JOACHIM MURAT.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département du Loiret à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Mars 1864.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
**Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :
Le Sénateur Secrétaire,
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER**.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé **J. BAROCHÉ**.

N° 12,086. — Loi qui autorise le département de Seine-et-Oise à s'imposer extraordinairement.

Du 9 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de Seine-et-Oise est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement, en 1865, six dixièmes de centime (6/10^e) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en appliquer le produit à l'acquisition des immeubles et du mobilier affectés à la sous-préfecture de Pontoise.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Février 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNAY**.

Les Secrétaires,

Signé **Comte LE PELETIER D'AUNAY**, **SÉVERIN ABBATUCCI**,
H. BUSSON-BILLAULT, **comte JOACHIM MURAT**.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de Seine-et-Oise à s'imposer extraordinairement.

XI^e Série.

24.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,087. — *LOI qui autorise la ville d'Albi à contracter un Emprunt
et à s'imposer extraordinairement.*

Du 9 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SAUFT.

AVONS SANCTIONNÉ ET SANCTIONNONS, PROMULGUÉ ET PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville d'Albi (Tarn) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de un million (1,000,000), remboursable en vingt-cinq années, à partir, de 1868, et destinée à la conversion de sa dette et au paiement de diverses dépenses d'utilité publique, énumérées dans la délibération municipale du 1^{er} septembre 1863, notamment à la construction d'un

lycée, à l'ouverture et au percement de plusieurs rues, à l'achèvement du boulevard Napoléon et de la place Sainte-Cécile.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant vingt-huit ans, à partir de 1865, quatorze centimes (14^e) additionnels au principal des quatre contributions directes. Le produit de cette imposition, évalué à dix-sept mille trois cent quinze francs par an, soit, en totalité, à quatre cent quatre-vingt-quatre mille huit cent vingt francs, servira, avec un prélèvement sur ses revenus ordinaires et d'autres ressources, au remboursement de l'emprunt, en capital et intérêts.

Les impositions autorisées par les lois des 29 avril 1854 et 26 mai 1856 cesseront d'être perçues à partir du 1^{er} janvier 1865.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 19 Février 1864.

Le Président,

Signé BUI DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé H. BUSSON-BILLAULT, SÉVERIN ABBATUCCI, comte JOACHIM MURAT,
marquis DE TALHOUËT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt et à une imposition extraordinaire par la ville d'Albi (Tarn).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOUON,
baron T. DE LACROIXE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROIXE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent

sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1864.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,088. — *Loi qui autorise la ville d'Arras à contracter un Emprunt.*

Du 9 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Arras (Pas-de-Calais) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de quatre cent mille francs (400,000) remboursable en vingt années, à partir de 1864, sur ses revenus, et destinée, avec un prélèvement sur les ressources du budget, à l'agrandissement de l'hôtel de ville, ainsi qu'à l'élargissement d'une rue et d'une place.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

La commission accordée à la société du crédit foncier par l'article 4 de la loi du 6 juillet 1860 pourra être ajoutée au taux d'intérêt ci-dessus fixé, jusqu'à concurrence de trente centimes pour cent francs par an.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Février 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, comte LE PELETIER D'AUNAY,
H. BUSSON-BILLAULT; comte JOACHIM MÉRAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville d'Arras (Pas-de-Calais) à contracter un emprunt.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,089. — *Loi portant prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de la ville de Lille.*

Du 9 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La surtaxe de douze francs (12^f) perçue à l'octroi de la ville de Lille, département du Nord, par hectolitre d'alcool pur con-

tenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie, continuera d'être exigée jusqu'au 31 décembre 1870 inclusivement.

2. Le produit de cette surtaxe sera affecté au paiement des dépenses extraordinaires pour lequel l'établissement de cette surtaxe a été autorisé.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 19 Février 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAUT, comte JOACHIM MURAT,
marquis DE TALHOUËT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la ville de Lille (Nord).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GUYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROTHER.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,090. — *Loi qui réunit l'enclave de Taravo à la commune de Sollacaro (Corse).*

Du 9 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire enclavé circonscrit par un liséré carmin sur le plan annexé à la présente loi est distraint des communes :

D'Albitreccia,
Azilone-Ampaza,
Cognocoli-Monticchi,
Forciolo,
Frasseto,
Grosseto-Prugna,
Guarguale,
Pila-Canale,
Quasquara,
Sainte-Marie-Siché,
Torgia-Cardo,
Urbalacore,
Zigliara.

Canton de Sainte-Marie-Siché,
arrondissement d'Ajaccio,
département de la Corse;

Et des communes :
D'Argiusta-Moriccio,
Moca-Croce,
Olivese,
Petreto,
Sollacaro.

Canton de Petreto-Bicchisano,
arrondissement de Sartène.

Cette enclave est réunie à la commune de Sollacaro, canton de Petreto-Bicchisano, arrondissement de Sartène, même département.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Février 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MONT.

Les Secrétaires,

*Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, H. BUSSON-BILLAULT,
SÉVERIN ABRATECCI, comte JOSEPH MURAT.*

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à la réunion de l'enclave de Taravo à la commune de Sollacaro (Corse).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Mars 1864.

Le Président,

Signé TREPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GORON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHIER.

N° 12,091. — *Loi qui distrait un territoire de la commune d'Oisseau (Mayenne), et l'érige en Commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à la Haye-Traversaine.*

Du 9 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire lavé en rose sur le plan annexé à la présente loi est distrait de la commune d'Oisseau, canton de Mayenne (ouest), arrondissement de Mayenne, département de la Mayenne,

et érigé en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à la Haye-Traversaine.

En conséquence, la limite entre la commune de la Haye-Traversaine et la commune d'Oisseau est fixée conformément au tracé indiqué audit plan par une ligne rouge ponctuée.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Février 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBATUCCI,
H. BUSSON-BILLAULT, comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise l'érection en commune distincte, sous le nom de la Haye-Traversaine, d'une portion de territoire distraite de la commune d'Oisseau (Mayenne).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GUYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCH.

N° 12,092. — *Loi qui distrait un territoire de la commune de Carnac (Morbihan), et l'érige en Commune distincte, sous le nom de la Trinité-sur-Mer.*

Du 9 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCCTIONNÉ et SANCCTIONNONS, PROMUEGUÉ et PROMUEGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire lavé en rose sur le plan annexé à la présente loi est distrait de la commune de Carnac, canton de Quiberon, arrondissement de Lorient, département du Morbihan, et formera, *à l'avenir, sous le nom de la Trinité-sur-Mer*, une commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à la Trinité.

En conséquence, la limite entre la commune de la Trinité-sur-Mer et celle de Carnac est fixée conformément au tracé de la ligne teinte en rouge audit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Février 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNAY**.

Les Secrétaires,

Signé **Comte JOACHIM MURAT, H. BUSSON-BILLAULT, comte LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBATUCCI.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise l'érection en commune distincte, sous le nom de *la Trinité-sur-Mer*, d'une portion de territoire distraite de la commune de Carnac (Morbihan).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Mars 1864.

Le Président,

Signé **TROPLONG**.

Les Secrétaires,

Signé **A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON, baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé **Baron T. DE LACROSSE.**

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, soussignées du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER**.

Signé **J. BAROCH**.

N° 12,093. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui classe Fort-Napoléon dans la deuxième série des Postes militaires de l'Algérie.

Du 13 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR** des Français, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾, rendu pour l'exécution desdites lois;

Vu le décret du 29 avril 1857 ⁽²⁾, portant règlement d'administration publique, concernant le classement des places de guerre et des postes militaires et les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications en Algérie;

Vu l'avis du comité des fortifications en date du 6 janvier 1864;

Considérant qu'il est nécessaire d'appliquer les dispositions concernant les servitudes aux terrains situés aux abords de Fort-Napoléon;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Fort-Napoléon est classé dans la deuxième série des postes militaires de l'Algérie.

2. Les servitudes portées par cet ouvrage seront réduites à une zone unique de deux cent cinquante mètres.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 13 Février 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé **RANDON**.

⁽¹⁾ Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

⁽²⁾ Bull. 511, n° 4678.

N° 12,094. — DÉCRET IMPÉRIAL qui déclassé l'Enceinte du village de Teniet-el-Haad.

Du 13 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant les servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État;

Vu notre décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾, rendu pour l'exécution desdites lois;

Vu l'avis du comité des fortifications, du 6 janvier 1864;

Considérant que les servitudes de l'enceinte du village de Teniet-el-Haad peuvent être supprimées sans qu'il en résulte aucun inconvénient pour le service militaire;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'enceinte du village de Teniet-el-Haad est déclassée.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel du gouvernement de l'Algérie.

Fait à Paris, le 13 Février 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre*

Signé **RANDON**.

N° 12,095. — DÉCRET IMPÉRIAL qui transfère à Saint-Privat le Chef-lieu de la Justice de paix du canton de Servièrès (Corrèze).

Du 2 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

Vu les délibérations des conseils municipaux de Rilhac-Xaintrie, de Saint-Julien-aux-Bois, de Saint-Geniès-Omerle, de Servièrès, de Hauteſage, de Saint-Cirgues, de Bassignac-le-Haut, de Darazac, d'Auriac et de Saint-Privat, en date des 10, 14, 17, 18 mai et 7 juin 1863;

Vu l'avis du préfet de la Corrèze, en date du 18 septembre de la même année;

⁽¹⁾ Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

Vu les avis du conseil d'arrondissement de Tulle et du conseil général du département de la Corrèze;

Vu les avis du procureur général près la cour impériale de Limoges et du premier président de la même cour;

Ensemble toutes les pièces du dossier;

Vu la loi du 8 pluviôse an IX;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le chef-lieu de la justice de paix du canton de Servières, arrondissement de Tulle, département de la Corrèze, sera transféré à Saint-Privat, commune du même canton.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 12,096. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Dupuy (*Jean-Antoine-Louis*), licencié en droit, né à Saint-Étienne (Loire), le 14 février 1838, demeurant à Paris, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Quérézieux*, et à s'appeler, à l'avenir, *Dupuy de Quérézieux*.

2° M^{lle} Chaudron (*Charlotte*), lingère, née le 6 juin 1815, à Villiers-sur-Suize (Haute-Marne), demeurant à Paris, est autorisée à substituer à son nom patronymique celui de *Caldaya*.

3° Les impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, les changements résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Saint-Cloud, 4 Novembre 1863.*)

N° 12,097. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Les travaux nécessaires pour la construction d'un barrage sur la Gironde, entre les îles Bouchand et de Patiras (Gironde), conformément aux dispositions générales du plan en date du 24-26 janvier 1863, sont déclarés d'utilité publique.

2° La dépense, évaluée à deux cent vingt mille francs, sera imputée sur les fonds affectés par le budget extraordinaire du ministère des travaux publics à l'amélioration des rivières navigables. (*Compiègne, 13 Novembre 1863.*)

N° 12,098. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui :

1° Autorise les propriétaires des terrains situés dans la commune de Saint-Maurice (Doubs), aux lieux dits : *en Presle, les Chintres et Rognon* (section C du cadastre), *au Breuil, les Vernois, près Briot-du-Moulin* (section D du cadastre), et dont les noms figurent sur la liste de souscription volontaire visée par les ingénieurs le 15 mai 1863, à se réunir en association syndicale, pour l'irrigation de leurs terrains;

2° Déclare d'utilité publique les travaux à exécuter. (*Compiègne, 13 Novembre 1863.*)

N° 12,099. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui :

1° Autorise les propriétaires des terrains situés dans la commune de Saint-Maurice (Doubs), aux lieux dits : *les Meures et les Grillons, Sous-les-Vernes et le Rochet, et Bas-de-Courcelles* (section C du cadastre), et dont les noms figurent sur la liste de souscription volontaire visée par les ingénieurs le 15 mai 1863, à se réunir en association syndicale, pour l'irrigation de leurs terrains;

2° Déclare d'utilité publique les travaux à exécuter. (*Compiègne, 13 Novembre 1863.*)

N° 12,100. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant affectation au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, pour le service du canal de la Brusche, d'un terrain domanial situé en tête dudit canal, à Wolxheim (Bas-Rhin), tel qu'il est indiqué par une teinte jaune sur le plan annexé au décret. (*Paris, 18 Novembre 1863.*)

N° 12,101. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° Le décret du 21 mai 1862, qui assigne dix offices d'avoué au tribunal de première instance d'Issoire (Puy-de-Dôme), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à neuf.

2° Le décret du 11 août 1856, qui assigne dix-huit offices d'huissier au tribunal de première instance de Thiers (Puy-de-Dôme), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à dix-sept.

3° L'ordonnance du 12 mai 1820, qui assigne vingt-cinq offices d'huissier au tribunal de première instance d'Oloron-Sainte-Marie (Basses-Pyrénées), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à vingt et un.

4° L'ordonnance du 19 janvier 1820, qui assigne quatorze offices d'huissier au tribunal de première instance de Rambouillet (Seine-et-Oise), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à treize. (*Paris, 3 Février 1864.*)

N° 12,102. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant que le décret du 7 juin 1851, qui

assigne treize offices d'huissier au tribunal de première instance d'Orange (Vaucluse), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à douze. (Paris, 10 Février 1864.)

N° 12,103. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Le Blanc (Marie-Joseph-Serigny)*, propriétaire, né le 8 mai 1833, à Cosne (Nièvre), y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de la Caudrie*, et à s'appeler, à l'avenir, *Le Blanc de la Caudrie*.

2° M. *Thomas (Emile-Augustin)*, clerc de notaire, né le 11 janvier 1834, à Gaillefontaine, arrondissement de Neufchâtel (Seine-Inférieure), demeurant à Rouen, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Stainville*, et à s'appeler, à l'avenir, *Thomas-Stainville*.

3° M. *Cocu (Claude-Jules)*, né le 18 avril 1842, à Saint-Martin-d'Auxigny, arrondissement de Bourges (Cher), y demeurant, est autorisé à substituer à son patronymique celui de *Desferrolles*.

4° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, les changements résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 10 Février 1864.)

N° 12,104. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Busson (Jalien-Henri)*, avocat à la cour impériale de Paris, député, secrétaire du Corps législatif, président du conseil général du département de l'Ariège, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, né le 24 juillet 1823, à Joigny (Yonne), demeurant à Paris,

Et M. *Colas de la Noue (François-Henri)*, maître des requêtes au Conseil d'État, chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, né le 20 décembre 1828, à Orléans (Loiret), demeurant à Paris,

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Billault*, et à s'appeler, à l'avenir, le premier, *Busson-Billault*, et le deuxième, *Colas de la Noue-Billault*.

2° Les impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, les changements résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 17 Février 1864.)

N° 12,105. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° L'ordonnance du 11 février 1820, qui assigne neuf offices d'avoué au tribunal de première instance d'Évreux (Eure), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à huit.

2° Le décret du 17 janvier 1863, qui assigne dix-huit offices d'huissier au

tribunal de première instance de Louhans (Saône-et-Loire) est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à dix-sept. (*Paris, 24 Février 1864.*)

N° 12,106. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Crozet (*Joseph-Charles-Antoine*), négociant, né à Néronde (Loire), le 5 août 1791, demeurant à Lyon, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Delafay*, et s'appeler, à l'avenir, *Crozet-Delafay*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 24 Février 1864.*)

N° 12,107. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise le directeur général de la caisse des dépôts et consignations à accepter le don d'une somme de quinze francs (15^f), fait à la caisse des offrandes nationales en faveur des armées de terre et de mer par M. *Mas-son*, gendarme en retraite, à Saint-Haon-le-Châtel (Loire). (*Paris, 27 Février 1864.*)



Certifié conforme .

Paris, le 15 * Mars 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1187.

N° 12,108. — *Loi qui autorise le département du Cher à s'imposer extraordinairement.*

Du 12 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Cher est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

- 1° Six centimes (6^e) pendant quatre ans, à partir de 1865, dont le produit sera affecté à l'amélioration des routes départementales;
- 2° Quatre centimes (4^e) pendant sept ans, à partir de 1865, dont le montant sera consacré au paiement des subventions à accorder aux communes pour les travaux des chemins vicinaux.

La dernière de ces impositions sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Février 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, comte LE PELETIER D'AUNAY.
H. BUSSON-BILLAULT, SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à des impositions extraordinaires par le département du Cher.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,109. — *LOI qui autorise le département du Finistère à s'imposer
extraordinairement.*

Du 12 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. Le département du Finistère est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Un centime cinq dixièmes ($1^{\circ} \frac{5}{10}$) en 1865 et deux centimes soixante et quinze centièmes ($2^{\circ} \frac{75}{100}$) en 1866, dont le produit sera affecté au paiement de diverses dettes et aux travaux des routes départementales;

2° Un centime cinq dixièmes ($1^{\circ} \frac{5}{10}$) en 1865 et un centime vingt-cinq centièmes ($1^{\circ} \frac{25}{100}$) en 1866, dont le montant sera consacré au service des chemins vicinaux de grande communication.

La dernière de ces impositions sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée par la loi des finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Février 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé COMTE JOACHIM MURAT, comte LE PELETIER D'AUNAY,
SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à des impositions extraordinaires par le département du Finistère.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,110. — *Loi qui autorise le département de Saône-et-Loire à s'imposer extraordinairement.*

Du 12 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de Saône-et-Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement pendant quatre ans, à partir de 1865, un centime cinq dixièmes ($1\frac{5}{10}$ ™) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit à la restauration et à l'agrandissement de l'hôtel de la préfecture.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Février 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, comte LE PELETIER D'AUNAY,
comte JOACHIM MURAT, H. BUSSON-BILLAULT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de Saône-et-Loire à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent

sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 12,111. — *LOI qui autorise la ville de Flers à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 12 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Flers (Orne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de seize mille francs (16,000^f), remboursable en trois années, à partir de 1868, et destinée au payement du prix de l'acquisition d'un terrain pour servir à l'établissement d'un champ de foire.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, par addition au principal de ses quatre contributions directes, quatre centimes (4^e) en 1868, cinq centimes (5^e) en 1869 et quatorze centimes (14^e) en 1870.

Le produit de cette imposition, évalué, en totalité, à seize mille francs environ, servira au remboursement du capital de cet emprunt, dont les intérêts seront prélevés sur les revenus ordinaires.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Février 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBATUCCI,
comte JOACHIM MURAT, H. BISSON-BILLAULT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Flers (Orne).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUBER.

N° 12,112. — *Loi qui distrait un territoire des communes de Saint-Pons, de Rieussec et de Boisset (Hérault), et l'érige en Commune distincte, sous le nom de commune des Verreries-de-Moussans.*

Du 12 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire lavé en bleu sur le plan annexé à la présente loi est distrait, savoir : la partie cotée n° 1, de la commune de

Saint-Pons, canton et arrondissement de ce nom, département de l'Hérault; la partie cotée n° 2, de la commune de Rieussec, même canton; la partie cotée n° 3, de la commune de Boisset, même canton. Ce territoire formera une commune distincte, sous le nom de *commune des Verreries-de-Moussans*, dont le chef-lieu est fixé au village des Verreries.

2. La limite entre la commune des Verreries-de-Moussans et les communes de Saint-Pons, Rieussec et Boisset est fixée conformément aux lisérés jaune, noir, rouge et vert indiqués par les lettres A, B, C, D, E, F, G, H, I sur ledit plan.

3. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Février 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MOÏNY.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, comte LE PELETIER D'AUNAY,
SÉVERIN ABRATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'érection en commune distincte, sous le nom des *Verreries-de-Moussans*, de portions de territoire distraites des communes de Saint-Pons, de Rieussec et de Boisset (Hérault).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GUYON
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-

nistre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Mars 1864.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,113. — *Loi qui détruit de la commune de Saint-Aignan l'enclave dite des Esclapats, et la réunit à la commune de Castelferrus (Tarn-et-Garonne).*

Du 12 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. L'enclave dite *des Esclapats*, cotée A sur le plan annexé à la présente loi, est distraite de la commune de Saint-Aignan, canton de Saint-Nicolas, arrondissement de Castelsarrazin, département de Tarn-et-Garonne, et réunie à la commune de Castelferrus, même canton.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Février 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBATUCCI,
H. BUSSON-BILLAULT, comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la réunion à la commune de Castelferrus (Tarn-et-Garonne)

d'une portion de territoire distraite de la commune de Saint-Aignan, même département.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,114. — DÉCRET IMPÉRIAL portant que les Travaux concernant les Routes départementales pourront être exécutés, en certains cas, sur la seule approbation donnée par les Préfets aux Projets des Ingénieurs et aux Adjudications.

Du 24 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le décret du 16 décembre 1811 ⁽¹⁾;

Vu les ordonnances royales des 8 août 1821 ⁽²⁾, 22 mai 1822 ⁽³⁾ et 29 mai 1830 ⁽⁴⁾;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 418, n° 7644.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 471, n° 11,116.

⁽³⁾ VII^e série, Bull. 535, n° 12,954.

⁽⁴⁾ VIII^e série, Bull. 357, n° 14,522.

Notre Conseil d'État entendu ,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Pourront être exécutés, sur la seule approbation donnée par les préfets aux projets des ingénieurs et aux adjudications, les travaux concernant les routes départementales dont la dépense, quel qu'en soit le montant, aura été allouée au budget, toutes les fois qu'ils n'exigeront ni acquisition de terrains, ni changements dans la direction ou les alignements des routes, ni grands travaux d'art.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries; le 24 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉNIC.

N° 12,115. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant répartition, par chapitres, des Suppléments de Crédits ouverts par la loi du 3 février 1864, pour l'exercice 1863.*

Du 9 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

Vu l'article 1^{er} du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu les lois du 2 juillet 1862, portant fixation du budget ordinaire et du budget extraordinaire de l'exercice 1863, et nos décrets du 23 novembre suivant⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de ces budgets;

Vu la loi du 13 mai 1863, sur les suppléments de crédits dudit exercice 1863, et notre décret du 29 juin suivant⁽²⁾, portant répartition, par chapitres, de ces crédits;

Vu la loi du 3 février 1864, qui alloue de nouveaux suppléments de crédits pour le même exercice 1863;

Notre Conseil d'État entendu ,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

⁽¹⁾ Bull. 1070, n° 10,729 et 10,730.

⁽²⁾ Bull. 1131, n° 11,431.

§ 1^{er}. — BUDGET ORDINAIRE.

ART. 1^{er}. Les suppléments de crédits ouverts à nos ministres pour le budget ordinaire de l'exercice 1863, par l'article 1^{er} de la loi du 3 février 1864, et montant à la somme de trente-deux millions trois cent deux mille quatre cent trente francs quatre-vingt-trois centimes (32,302,430^f 83^c) sont répartis, par chapitres, conformément à l'état A ci-annexé.

§ 2. — BUDGET EXTRAORDINAIRE.

2. Les suppléments de crédits ouverts à nos ministres pour le budget extraordinaire de l'exercice 1863, par l'article 2 de la loi précitée, et montant à la somme totale de soixante et un millions cinq cent trente-deux mille soixante et onze francs (61,532,071^f), demeurent répartis, par chapitres, conformément à l'état B annexé au présent décret.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements des finances, de la guerre et de la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

État général, par chapitres, des suppléments de crédits accordés pour l'exercice 1863.

SECTIONS.	CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
DETTE PUBLIQUE ET DOTATIONS.			
DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.			
MINISTÈRE DES FINANCES.			
1 ^{re} SECTION. Dettes consolidées. Emprunts spéciaux. Capitaux remboursables à divers titres. Dettes viagères. Dotations et dépenses des pouvoirs législatifs.	32	Dépenses administratives du Corps législatif et indemnités des députés.....	1,555,000 ⁰⁰
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
MINISTÈRE DE LA GUERRE.			
2 ^e SECTION. États-majors. Gendarmerie.	5	Gendarmerie impériale.....	325,000 00
3 ^e SECTION. Solde et entretien des troupes.	6	Solde et prestations en nature.....	420,430 83
4 ^e SECTION. Matériel de l'artillerie et du génie, et service des poudres et salpêtres.	17 18	Poudres et salpêtres. (Personnel.)..... Poudres et salpêtres. (Matériel.).....	50,000 00 1,845,100 00
		TOTAL pour le ministère de la guerre..	2,640,530 83
FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
MINISTÈRE DES FINANCES.			
DOUANES ET CONTRIBUTIONS INDIRECTES.			
<i>(Service administratif de perception et d'exploitation dans les départements.)</i>			
8 ^e SECTION. Administration des douanes et des contributions indirectes.	61	Matériel.....	1,495,900 00
REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS, PRIMES ET ESCOMPTE.			
11 ^e section. Remboursements et restitutions.	78	Primes à l'exportation de marchandises.....	26,630,000 00
		TOTAL GÉNÉRAL des suppléments de crédits accordés pour le budget ordinaire de l'exercice 1863.....	32,302,430 83

État général, par chapitres, des suppléments de crédits accordés pour l'exercice 1863.

SECTIONS.	CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
MINISTÈRE DE LA GUERRE.			
3 ^e SECTION. (2 ^e partie.)	6	Solde et prestations en nature.....	22,594,656 ⁰⁰
Solde et entretien des troupes.	7	Habillement et campement.....	3,358,800 00
	8	Transports généraux.....	12,560,000 00
	10	Remonte générale.....	1,146,544 00
	11	Harnachement.....	358,500 00
4 ^e SECTION. (2 ^e partie.)	1	Établissements et matériel de l'artillerie.....	155,000 00
Matériel de l'artillerie et du génie.	2	Établissements et matériel du génie.....	660,000 00
5 ^e SECTION. (2 ^e partie.)			
Écoles militaires.			
Invalides de la guerre.			
Traitements temporaires et secours.	12	Dépenses secrètes.....	20,000 00
Dépenses secrètes.			
TOTAL pour le ministère de la guerre.			40,853,500 00
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.			
2 ^e SECTION. (2 ^e partie.)	6	États-majors et équipages.....	6,478,700 00
États-majors.	7 bis	Corps entretenus et agents divers.....	212,880 00
Équipages. Troupes.	9	Hôpitaux.....	200,068 00
Corps entretenus.	10	Vivres.....	3,936,923 00
Hôpitaux et vivres.			
3 ^e SECTION. (2 ^e partie.)		5 ARMEMENTS EXTRAORDINAIRES.	
Salaires d'ouvriers.	3	Salaires d'ouvriers.....	550,000 00
Approvisionnement généraux.	4	Approvisionnements généraux de la flotte.....	6,000,000 00
Travaux hydrauliques.	5	Travaux hydrauliques et bâtiments à terre.....	1,800,000 00
Poudres.			
4 ^e SECTION. (2 ^e partie.)			
École navale.			
Service hydrographique et scientifique.			
Frais d'impressions.	11	Frais de voyages et dépenses diverses.....	1,500,000 00
Frais de voyages et dépenses diverses.			
Traitements temporaires.			
Chirurgiens.			
TOTAL pour le ministère de la marine et des colonies.			20,678,571 00
TOTAL GÉNÉRAL des suppléments de crédits accordés pour le budget extraordinaire de l'exercice 1863.			61,532,071 00

Vu pour être annexé au décret portant répartition, par chapitres, des suppléments de crédits des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1863.

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 12,116. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui dissout la Société des Canaux d'Orléans et du Loing, et nomme le Grand Chancelier de la Légion d'honneur Liquidateur de ladite Société.

Du 12 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu le décret du 16 mars 1810⁽¹⁾ et l'ordonnance du 25 avril 1823⁽²⁾, concernant l'administration de la société des canaux d'Orléans et du Loing;

Vu les lois des 1^{er} août 1860 et 20 mai 1863, relatives au rachat des mêmes canaux;

Vu le procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires, du 16 décembre 1863, et les vœux émis par l'unanimité des membres de cette assemblée;

Considérant que la compagnie des canaux d'Orléans et du Loing n'est pas, comme les autres compagnies expropriées par la loi du 1^{er} août 1860, composée de parties ayant même intérêt et mêmes droits; qu'un grand nombre d'actions sont possédées à titre d'usufruit, lequel usufruit doit faire retour aux nu-propriétaires dans un temps qui ne peut être déterminé; que, dès lors, il est impossible à l'ancienne société de subsister dans les conditions qui lui sont faites, ni de se reconstituer avec les mêmes éléments; que d'ailleurs l'assemblée générale, dans la délibération susvisée, a déclaré la société dissoute et a demandé par un vote unanime que le grand chancelier de la Légion d'honneur en fût nommé liquidateur;

Considérant que les articles 2 et 4 de la loi du 20 mai 1863 ont stipulé qu'une annuité est acquise pendant trente ans à chacune des actions possédées à titre privé, et qu'une somme de cinq cent soixante et onze francs quarante-deux centimes, représentant les intérêts de la valeur de l'action, est acquise à chacune des actions dont la jouissance est affectée à une dotation;

Considérant que l'application de ces articles et d'autres dispositions de la loi pourraient rencontrer des difficultés s'il n'y était pourvu, et qu'il importe notamment de conserver aux dotataires les avantages qui leur sont assurés par les actes constitutifs;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. La société des canaux d'Orléans et du Loing est dissoute. Notre grand chancelier de la Légion d'honneur est nommé liquidateur de ladite société.

2. Les actionnaires à titre privé ayant la propriété entière de leurs actions recevront du trésor un titre nominatif représentant l'annuité à laquelle ils ont droit en vertu de l'article 2 de la loi du 20 mai 1863.

Les actions affectées à des dotations, et qui feront retour aux pro-

⁽¹⁾ IV^e série, Bull. 283, n° 5855.

⁽²⁾ VII^e série, Bull. 602, n° 14,814.

propriétaires privés, donneront lieu à la délivrance de pareils titres d'annuités.

3. Ces annuités seront inscrites au grand-livre de la dette publique. Elles seront transférables de la même manière et suivant les mêmes règles que les rentes sur l'État.

4. En remplacement de l'intérêt annuel de cinq cent soixante et onze francs quarante-deux centimes, attribué pour chaque action aux titulaires des dotations, en vertu des articles 4 et 6 de la loi du 20 mai 1863, il sera inscrit au trésor public des dotations dont le montant sera de cinq cent soixante et onze francs quarante-deux centimes par action et qui seront payables par trimestre, avec jouissance à partir du 1^{er} janvier 1864.

Lesdites inscriptions, ainsi que les extraits qui en seront délivrés, porteront la mention des numéros des actions auxquelles elles sont substituées.

Ces dotations sont incessibles et insaisissables. Elles sont transmissibles dans les conditions déterminées par les actes constitutifs.

Les intérêts qui ont couru depuis le 1^{er} septembre 1863 jusqu'au 1^{er} janvier 1864, et qui ne sont payables que le 1^{er} septembre suivant, seront acquittés au moyen d'un décompte comprenant quatre mois d'intérêt, déduction faite d'un escompte calculé au taux de quatre pour cent l'an pour le temps afférent à l'anticipation.

5. Les états nominatifs des actionnaires qui auront droit à des annuités, conformément aux articles 2 et 5 de la loi du 20 mai 1863, et de ceux qui auront droit à l'usufruit, sous la réserve du droit de retour, seront dressés dans la forme indiquée par la délibération de l'assemblée générale des actionnaires de la société des canaux d'Orléans et du Loing, en date du 16 décembre 1863. Le grand chancelier de la Légion d'honneur, après avoir revêtu lesdits états de son approbation, les transmettra, avec les actions soumises à la liquidation, à M. le ministre des finances, qui fera procéder à l'inscription des créances et à l'expédition des titres.

Ces titres seront ensuite envoyés à notre grand chancelier de la Légion d'honneur, chargé d'en faire la délivrance aux ayants droit.

6. Les actions en échange desquelles des titres d'annuités seront délivrés sont annulées.

Celles qui étaient affectées à des dotations seront provisoirement conservées au trésor, jusqu'à ce qu'il en soit disposé conformément à l'article 7 ci-après.

7. Il pourra être procédé, avec le consentement des parties intéressées, à un partage définitif, entre l'État et les propriétaires à titre privé, des actions qui doivent faire retour après l'extinction des dotations.

Ce partage aura lieu par la voie du sort, suivant le mode qui sera déterminé par notre ministre des finances.

Celles qui seront dévolues à l'État seront annulées.

Celles qui écherront aux propriétaires à titre privé leur seront remises avec une annotation, signée par l'agent comptable du grand-

livre et visée au contrôle, portant que le propriétaire a droit, pour chaque action, à une annuité de six cent soixante francs quatre-vingt-onze centimes, payable pendant trente ans, à partir de l'extinction de la dotation à laquelle ladite action était affectée.

Elles seront représentées au trésor et annulées lorsqu'il y aura lieu de les échanger contre des annuités définitives, sur la demande des propriétaires intéressés.

8. Notre ministre secrétaire d'État des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 12,117. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui affecte au service du département de la guerre, pour compléter l'emplacement d'une redoute à construire à la Pointe-du-Hoc, au Havre (Seine-Inférieure), un terrain d'une superficie de trente-sept mille cinq mètres carrés cinquante décimètres, désigné par une teinte jaune et par les lettres A, B, C, D, E, F, G, H, I, K sur un plan annexé au décret. (Paris, 10 Février 1864.)



Certifié conforme :

Paris, le 18 Mars 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1188.

N° 12,118. — *Loi qui accorde à M. Crespel-Dellisse une Pension à titre de Récompense nationale.*

Du 16 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il est accordé à M. *Crespel-Dellisse*, pour les services exceptionnels rendus par lui à l'industrie sucrière indigène, une pension viagère de six mille francs, à titre de récompense nationale.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 Mars 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé MARQUIS DE TALHOUËT, comte LE PELETIER D'AUNAY,
J. NOUBEL, comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui accorde
à M. *Crespel-Dellisse* une pension viagère de six mille francs.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 11 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

XI^e Série.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé E. ROUBER.

N° 12,119. — *Loi qui autorise le département de l'Oise, 1° à s'imposer extraordinairement; 2° à imputer sur l'Imposition extraordinaire créée par la loi du 29 avril 1857 les fonds nécessaires aux travaux des Chemins vicinaux de grande communication.*

Du 16 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGEONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Oise est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes et pendant sept ans, à partir de 1865 :

1° Trois centimes (0^e 03^e), dont le produit sera affecté aux travaux des routes départementales;

2° Six centimes (0^e 06^e), dont le montant sera consacré, tant à l'achèvement des chemins vicinaux de grande communication qu'au paiement de subventions à accorder aux communes pour les travaux de leurs chemins vicinaux.

La dernière de ces impositions sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

2. Le département de l'Oise est également autorisé à imputer sur l'imposition extraordinaire de quatre centimes créée par la loi du

29 avril 1857 les fonds nécessaires aux travaux des chemins vicinaux de grande communication.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 Mars 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, J. NOUBEL, comte JOACHIM MURAT,
marquis DE TALMOCËT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à des impositions et à un emploi de fonds par le département de l'Oise.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 11 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROBBEE.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCH.

N° 12,120. — Loi qui autorise le département de Tarn-et-Garonne à s'imposer extraordinairement.

Du 16 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de Tarn-et-Garonne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement pendant deux ans, à partir de 1865, un centime cinq dixièmes ($1^{\text{e}} \frac{5}{10}$) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté à l'achèvement de la prison et du palais de justice de Moissac.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 Mars 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNY,

Les Secrétaires,

Signé COMTE JACQUES MURAT, J. NOUBEL, marquis de TALHOFF,
COMTE LE PELTIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une imposition extraordinaire par le département de Tarn-et-Garonne.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 11 Mars 1864.

Le Président,

Signé THIÉPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général COMTE DE GOYON,
BARON T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 12,121. — *Loi qui autorise la ville d'Angers à contracter un Emprunt.*

Du 16 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGEONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Angers (Maine-et-Loire) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de six cent mille francs (600,000), remboursable en huit années, à partir de 1873, sur ses revenus, pour la conversion d'une partie de ses dettes.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, ou de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

La commission accordée à la société du crédit foncier, par l'article 4 de la loi du 6 juillet 1860, pourra être ajoutée au taux d'intérêt ci-dessus fixé, jusqu'à concurrence de trente centimes pour cent francs par an.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 Mars 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé COMTE JOACHIM MURAT, J. NOUBEL, marquis DE TALHOÛËT,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt par la ville d'Angers (Maine-et-Loire).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 11 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,122. — *Loi qui autorise la ville de Bar-le-Duc à contracter un Emprunt.*

Du 16 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Bar-le-Duc (Meuse) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de quatre cent mille francs (400,000'), remboursable en vingt-sept années, à partir de 1865, sur ses revenus, et destinée à la conversion d'une partie de ses dettes et au paiement de divers travaux d'utilité communale, notamment l'agrandissement du lycée et la construction de trottoirs.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 Mars 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, J. NOUBEL, marquis DE TALMONT,
Comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'emprunt par la ville de Bar-le-Duc (Meuse).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 11 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROCHE.

N° 12,123. — *Loi qui autorise la ville de Saint-Quentin à s'imposer extraordinairement.*

Du 16 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Saint-Quentin (Aisne) est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant six ans, à partir de 1864, dix centimes (10^e) additionnels au principal des quatre contribu-

tions directes. Le produit de cette imposition, évalué à trente-neuf mille cinq cents francs (39,500^f) par an, soit, en totalité, à deux cent trente-sept mille francs (237,000^f), servira, concurremment avec d'autres ressources, et notamment au moyen d'un prélèvement sur les revenus ordinaires, à l'extinction de dettes et à l'exécution de divers travaux d'utilité communale énumérés dans la délibération municipale du 13 décembre 1852, tels que l'agrandissement du cimetière, la construction d'un poste télégraphique et le pavage de plusieurs rues.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 1^{er} Mars 1864.

Le Président,

Signé Due DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MORAT, marquis DE TALHOÛË,
J. NOBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une imposition extraordinaire par la ville de Saint-Quentin (Aisne).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 11 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 12,124. — *Loi portant prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de la Commune de Gouesnou (Finistère).*

Du 16 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La perception de la surtaxe de vingt francs (20')
par hectolitre d'alcool pur, autorisée à l'octroi de la commune de
Gouesnou (Finistère) par la loi du 9 mai 1860, est et demeure pro-
rogée jusqu'au 31 décembre 1875 inclusivement.

Cette surimposition est indépendante du droit principal de quatre
francs qui se perçoit sur ce liquide.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 Mars 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé COMTE LE PELETIER D'AUNAY, J. NOUBEL, marquis DE TALHOUËT,
comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à la
prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Gouesnou
(Finistère).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 11 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de
l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux
tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent

sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Mars 1864.

Vu et scellé du grand sceau :
*La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
 au département de la justice et des cultes,*
 Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLÉON.
 Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
 Signé E. ROUHER.

N° 12,125. — DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare d'utilité publique l'établissement du Chemin de fer de Champagnole à la ligne de Dôle en Suisse, et rend définitive la concession dudit Chemin, accordée à titre éventuel à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée.

Du 20 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les loi et décret du 11 juin 1863⁽¹⁾, approuvant la convention passée avec la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, le 1^{er} mai de la même année;

Vu ladite convention et notamment l'article 3 de cette convention, ainsi conçu :

« Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, s'engage à concéder à la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, dans le cas où l'utilité en serait reconnue, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841..... »

« Le chemin de fer de Champagnole à la ligne de Dôle en Suisse..... »

« La compagnie s'engage à exécuter ledit chemin dans un délai de huit années, à dater du décret de concession définitive à intervenir..... »

Vu l'avant-projet relatif à l'établissement de cette ligne;

Vu les pièces de l'enquête ouverte sur cet avant-projet dans le département du Jura, et notamment le procès-verbal de la commission d'enquête, en date des 3 et 10 août 1863;

Vu le procès-verbal de la conférence mixte tenue, le 10 septembre 1863, avec les officiers du génie militaire;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 9 décembre 1863;

Vu la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 (article 4);

⁽¹⁾ Bull. 1141, n° 11,555.

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Champagne à la ligne de Dôle en Suisse.

En conséquence, la concession dudit chemin, accordée à titre éventuel à la compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée par la convention susmentionnée du 1^{er} mai 1863, est déclarée définitive.

2. Les terrains seront acquis pour deux voies; les terrassements et les ouvrages d'art pourront n'être exécutés que pour une voie.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 12,126. — DÉCRET IMPÉRIAL qui institue à Bourgoin (Isère) une Chambre consultative des arts et manufactures.

Du 27 Février 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR des FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 22 germinal an XI, l'arrêté consulaire du 10 thermidor de la même année⁽¹⁾, l'ordonnance royale du 16 juin 1832⁽²⁾, l'arrêté du pouvoir exécutif en date du 19 juin 1848⁽³⁾ et les décrets impériaux du 30 août 1852⁽⁴⁾ et du 24 octobre 1863⁽⁵⁾;

Vu les délibérations du conseil municipal de Bourgoin des 5 février et 21 novembre 1863, l'avis du conseil général de l'Isère du 26 août 1863, les propositions du préfet de ce département,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est institué à Bourgoin (Isère) une chambre consultative des arts et manufactures. La circonscription de cette chambre embrassera l'arrondissement de la Tour-du-Pin.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agricul-

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 300, n° 3016.

⁽²⁾ X^e série, Bull. 67, n° 660.

⁽³⁾ II^e série, 2^e partie, 1^{re} section.
Bull. 167, n° 4256.

⁽⁴⁾ X^e série, Bull. 574, n° 4413.

⁽⁵⁾ XI^e série, Bull. 1157, n° 11,738.

ture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Moniteur.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 12,127. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui réaffecte au service du département de la guerre l'île des Lapins, à Huningue (Haut-Rhin). (*Paris, 5 Mars 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 24 * Mars 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1189.

N° 12,128. — *Loi qui étend aux Notaires, aux Greffiers et aux Officiers ministériels destitués, le bénéfice de la loi du 3 juillet 1852, sur la Réhabilitation.*

Du 19 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les notaires, les greffiers et les officiers ministériels ~~destitués~~ peuvent être relevés des déchéances et incapacités résultant de leur ~~destitution~~.

2. Toutes les dispositions du Code d'instruction criminelle relatives à la réhabilitation des condamnés à une peine correctionnelle sont déclarées applicables aux demandes formées en vertu de l'article 1^{er}.

Le délai de trois ans fixé par le dernier paragraphe de l'article 620 du Code d'instruction criminelle court du jour de la cessation des fonctions.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 Mars 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Marquis de TALHOUËT, comte LE PELETIER D'AUNAY,
JEAN NOUBEL, comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui étend aux

II^e Série.

notaires, aux greffiers et aux officiers ministériels, le bénéfice de la loi du 3 juillet 1852, sur la réhabilitation.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 15 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON.
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur.:

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,129. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise comme Communauté hospitalière et enseignante, dirigée par une Supérieure locale, l'Association des Sœurs du Verbe-Incarné, existant à Châtelux-Malvaleix (Creuse).

Du 29 Août 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

Vu la demande de l'association religieuse des sœurs du Verbe-Incarné, à Châtelux-Malvaleix, tendant à être autorisée comme communauté hospitalière et enseignante dirigée par une supérieure locale ;

Vu les pièces produites à l'appui de cette demande, en exécution de la loi du 24 mai 1825 et de l'instruction ministérielle du 8 mars 1852, relative au décret du 31 janvier de la même année⁽¹⁾ ;

Vu notamment l'engagement pris, le 22 juin 1863, par les membres de l'association,

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 486, n° 3600.

1° De recevoir gratuitement dans leur école libre les filles pauvres de la commune de Châtelux-Malvaleix, sur la liste dressée en exécution de l'article 45 de la loi du 15 mars 1850;

2° De se conformer, autant que possible, et suivant leurs ressources, dans les soins à donner aux malades pauvres, aux règlements et désignations de l'autorité municipale;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs du Verbe-Incarné, existant à Châtelux-Malvaleix (Creuse), est autorisée comme communauté hospitalière et enseignante, dirigée par une supérieure locale, à la charge par les membres de cette association :

1° De se conformer exactement aux statuts approuvés par décret impérial du 23 juillet 1811¹⁾, pour la communauté du même nom, établie à Azerables (même département), et que les sœurs du Verbe-Incarné de Châtelux-Malvaleix ont déclaré adopter;

2° De recevoir gratuitement, ainsi que les sœurs en ont pris l'engagement, suivant acte sous seings privés du 22 juin 1863, dans l'école libre qu'elles tiennent à Châtelux-Malvaleix les filles pauvres de la commune, sur la liste dressée en exécution de la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 29 Août 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHER.

N° 12,130. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe les Prix du transport des Voyageurs sur les Voies ferrées, à traction de chevaux, de Rueil à Port-Marly (Seine-et-Oise).

Du 27 Février 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

¹⁾ 1^{re} série, Bull 383, n° 7139.

Vu notre décret du 15 juillet 1854⁽¹⁾, qui a autorisé l'établissement de la voie ferrée, à traction de chevaux, de Rueil à Port-Marly (Seine-et-Oise), et notamment l'article 16 du cahier des charges annexé à ce décret, portant que le tarif pourra être révisé tous les cinq ans ;

Vu notre décret du 1^{er} février 1860⁽²⁾, qui modifie le tarif de l'entreprise et stipule (article 3) qu'une nouvelle révision pourra avoir lieu exceptionnellement dans le délai de deux ans ;

Vu la demande de révision formée par le concessionnaire, en vertu de la disposition précitée du décret de 1860 ;

Vu les pièces de l'instruction à laquelle cette demande a été soumise dans le département de Seine-et-Oise ;

Vu la lettre du préfet, du 4 octobre 1862 ;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 30 octobre 1862 :

Notre Conseil d'État entendu ,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les prix du transport des voyageurs sur les voies ferrées, à traction de chevaux, de Rueil à Port-Marly (Seine-et-Oise), seront perçus d'après les bases suivantes :

Places de première classe ou coupé, par kilomètre.....	0 ^e 10 ^e
Places de deuxième classe ou intérieur, par kilomètre.....	0 08
Places de troisième classe ou impériale, par kilomètre.....	0 07

Toute fraction de cinq cents mètres et au-dessus sera comptée pour un kilomètre, et toute fraction inférieure sera négligée.

Toutefois, les distances de moins de mille cinq cents mètres seront payées, en première classe, quinze centimes, en seconde classe dix centimes, et en troisième classe cinq centimes.

Les places de plate-forme qui existent dans les voitures actuelles sont assimilées à celles d'intérieur ; mais elles seront supprimées au fur et à mesure du renouvellement des voitures.

2. Toutes les dispositions des décrets des 15 juillet 1854 et 1^{er} février 1860 qui ne sont pas contraires aux présentes continueront à avoir leur effet.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

⁽¹⁾ Bull. 208, n° 1883.

⁽²⁾ Bull. 770, n° 7315.

N° 12,131. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Larnay, section de la commune de Biard (Vienne), d'un Établissement de Filles-de-la-Sagesse, destiné à l'éducation des sourdes-muettes et des aveugles.*

Du 5 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

Notre Conseil d'État entendu.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation hospitalière et enseignante des Filles-de-la-Sagesse, existant à Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée), en vertu d'un décret impérial du 27 février 1811⁽¹⁾, est autorisée à fonder à Larnay, section de la commune de Biard (Vienne), un établissement de sœurs de son ordre destiné à l'éducation des sourdes-muettes et des aveugles, à la charge par les membres de cet établissement de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le même décret du 27 février 1811.

2. La supérieure générale de la congrégation des Filles-de-la-Sagesse, à Saint-Laurent-sur-Sèvre, est autorisée à accepter la rétrocession faite à cette congrégation, suivant acte notarié du 23 mars 1859, par la demoiselle *Jeanne Colombel*, membre de l'association, agissant comme mandataire de plusieurs autres sœurs de la Sagesse, de l'abbé *Joseph Dalin* et des sieurs *Loiret*, *Husureau* et *Chenet*, d'un domaine avec dépendances situé à Larnay, commune de Biard (Vienne), et estimé quatre-vingt-huit mille francs, ainsi que de trois rentes montant ensemble à vingt-six francs quatre-vingt-douze centimes et à quatorze décalitres cinq décilitres de froment, que la rétrocedante a déclaré avoir été acquis par ses mandants, aux termes d'actes notariés, en date des 13 décembre 1849, 9, 12 et 15 juillet 1852 et 22 novembre 1853, dans l'intérêt de l'établissement de son ordre, existant à Larnay.

3. La supérieure générale de la même congrégation des Filles-de-la-Sagesse est autorisée à accepter les legs faits, à titre gratuit, à cette congrégation par le sieur *Charles-Joseph Chaubier de Larnay*, suivant son testament olographe du 2 février 1861, et consistant, 1° en une somme de cinquante mille francs, antérieurement livrée par lui à titre de don manuel, pour être employée, jusqu'à due concurrence, au paiement des prix des acquisitions mentionnées dans l'article précédent; 2° en deux maisons sises à Poitiers et estimées, l'une quarante-huit mille francs et l'autre huit mille cinq cents francs; 3° en objets mobiliers évalués mille deux cents francs; 4° en

⁽¹⁾ IV^e série, Bull. 356, n° 6573.

un domaine dit *de la Braudière*, situé sur le territoire de la commune de Terves, estimé soixante et dix mille francs; 5° en un autre domaine, dit *de l'Étang*, sis dans la même commune et estimé trente-deux mille francs; 6° dans le tiers d'une rente de cent cinquante francs; le tout sous réserve d'usufruit des immeubles précités au profit de sa mère et sous la condition d'en faire jouir les sœurs de la Sagesse, établies à Larnay, pour y exercer différentes œuvres de charité, notamment en faveur des pauvres jeunes filles sourdes-muettes et des pauvres jeunes filles aveugles.

4. Est approuvée l'acquisition faite par le sieur *Chaubier de Larnay*, au nom de ladite congrégation, suivant acte notarié du 7 janvier 1862, contenant déclaration de command, moyennant le prix de trente-deux mille quatre-vingt-sept francs, du petit domaine de la Goulgaudière, sis près de Larnay, communes de Biard et de Vouneuil-sous-Biard, et consistant en bâtiments et dix pièces de terre, le tout estimé trente-deux mille cinq cents francs.

5. La supérieure générale de la congrégation des Filles-de-la-Sagesse, à Saint-Laurent-sur-Sèvre, est autorisée à accepter, au nom de cette congrégation, le bénéfice de ladite disposition du codicille olographe, en date du 15 janvier 1862, par laquelle le sieur *Charles-Joseph de Larnay* a déclaré prendre au besoin à sa charge le paiement du prix de l'acquisition mentionnée en l'article 4 du présent décret.

6. L'évêque de Poitiers (Vienne), agissant tant en son nom qu'en celui de ses successeurs et au nom du séminaire de son diocèse, et l'archevêque de Paris (Seine), au nom du séminaire diocésain de Saint-Sulpice, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux clauses et conditions imposées, le legs d'une somme de vingt mille francs fait à l'évêché de Poitiers par le sieur *Charles-Joseph de Larnay*, suivant son codicille olographe du 2 décembre 1862, pour le revenu de cette somme être employé, à perpétuité, à entretenir au séminaire de Saint-Sulpice un séminariste du diocèse de Poitiers, au choix de l'évêque.

Cette somme de vingt mille francs sera employée en achat de rentes sur l'État. Mention sera faite sur l'inscription de la destination des arrérages.

7. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

Le Gardes des sceaux,

Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

N° 12,132. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe les Cautionnements des Directeurs des Postes dans les départements.

Du 19 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR des FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances ;

Vu les articles 96 et 97 de la loi du 28 avril 1816 ;

Vu l'article 14 de la loi du 8 août 1847, ainsi conçu :

« Les cautionnements des comptables dont la qualité n'est pas déterminée par une loi seront fixés par ordonnance rendue sur le rapport du ministre compétent de concert avec le ministre des finances ; »

Vu enfin le décret du 31 octobre 1850⁽¹⁾, intervenu déjà, en vertu de la loi précitée et qui a fixé les cautionnements des divers agents des finances ;

Considérant qu'il y a lieu, aujourd'hui, en ce qui concerne les directeurs des postes dans les départements, de modifier les bases de cette fixation, afin de déterminer l'importance des sommes à exiger de ces comptables, pour garantie de leur gestion, d'après des proportions plus égales, eu égard à leur situation respective, aussi bien qu'à la responsabilité de chacun d'eux,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les cautionnements des directeurs des postes dans les départements seront fixés, à l'avenir, d'après le montant total des recettes de toute nature effectuées pendant l'année qui aura précédé la nomination et dans la proportion de :

Dix pour cent jusqu'à cent mille francs ;

Cinq pour cent sur les cinq cent mille francs suivants ;

Deux pour cent sur les cinq cent mille francs qui viennent ensuite ;

Un pour cent sur l'excédant.

Le minimum de cinq cents francs est maintenu pour les cautionnements des bureaux les plus faibles.

Conformément aux dispositions du décret du 31 octobre 1850, les comptables des postes à Paris continueront de fournir un cautionnement égal à la recette réalisée dans leur bureau pendant trois jours.

Le cautionnement de l'agent comptable du département de la Seine à Paris demeurera fixé à soixante mille francs.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOUI.D.

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 323, n° 2513.

N° 12,133. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de Seine-et-Oise, n° 27, de Versailles à Corbeil, entre Jouy et Bièvre, suivant la direction générale exprimée par la ligne rouge A B sur l'extrait de carte du 11 mai 1861, qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir de sa promulgation. (*Paris, 18 Novembre 1863.*)



Certifié conforme :

Paris, le 26 Mars 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N^o 1190.

N^o 12,134. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui reporte à l'exercice 1864 une portion des Crédits ouverts, sur les exercices 1862 et 1863, pour l'exécution des travaux destinés à mettre les Villes à l'abri des Inondations.*

Du 20 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 28 mai 1858, relative à l'exécution des travaux destinés à mettre les villes à l'abri des inondations, et notamment l'article 8 de cette loi, portant que les sommes restées disponibles sur le produit de l'emprunt autorisé par la loi du 11 juillet 1855 seront affectées à l'exécution des travaux dont il s'agit, jusqu'à concurrence d'une somme qui ne pourra dépasser vingt millions (20,000,000^f);

Vu l'article 9 de la même loi ouvrant, pour lesdits travaux, un crédit de huit millions (8,000,000^f) sur l'exercice 1858, et portant que les fonds non employés sur cet exercice pourront être reportés, par décret impérial, à l'exercice suivant;

Vu notre décret du 16 juillet 1859 ⁽¹⁾, qui a reporté à l'exercice 1859 une portion, montant à sept millions neuf cent soixante et dix mille francs, du crédit de huit millions de francs ouvert par la loi du 24 mai 1858;

Vu notre décret du 18 février 1860 ⁽²⁾, qui a reporté à l'exercice 1860 une somme de six millions de francs non employée, en 1859, sur celle de sept millions neuf cent soixante et dix mille francs ci-dessus indiquée;

Vu notre décret du 1^{er} février 1861 ⁽³⁾, qui a ouvert à l'exercice 1861, sur le montant de l'allocation générale du 28 mai 1858, un nouveau crédit de huit millions de francs;

Vu notre décret du 1^{er} février 1862 ⁽⁴⁾, qui a reporté à l'exercice 1862 une somme de trois millions six cent dix mille francs, restée sans emploi, tant sur la somme de six millions de francs reportée, comme il est dit ci-dessus, à l'exercice 1860, que sur le crédit de huit millions de francs ouvert à l'exercice suivant par notre décret du 1^{er} février 1861;

Vu la loi des suppléments de crédits de l'exercice 1862, en date du 2 juillet 1862, et notre décret du 28 août suivant, portant répartition, par chapitres, des suppléments dont il s'agit, ledit décret affectant aux travaux de défense des villes une somme de deux millions de francs;

Vu notre décret du 1^{er} avril 1863 ⁽⁵⁾, qui a reporté à l'exercice 1863 une

⁽¹⁾ Bull. 719, n^o 6802.

⁽⁴⁾ Bull. 1008, n^o 10,015.

⁽²⁾ Bull. 775, n^o 7379.

⁽⁵⁾ Bull. 1105, n^o 11,106.

⁽³⁾ Bull. 905, n^o 8732.

somme de deux millions sept cent mille francs, restant disponible sur l'ensemble, montant à cinq millions six cent dix mille francs, des crédits ouverts à l'exercice 1862;

Vu la loi des suppléments de crédits de l'exercice 1863, en date du 13 mai 1863, et notre décret du 29 juin suivant ⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des suppléments dont il s'agit, ledit décret affectant aux travaux de défense des villes une somme de un million deux cent cinq mille quatre cent quatre-vingt-quatre francs, représentant le montant des portions de crédits restées sans emploi sur les exercices 1860 et 1861;

Vu le compte définitif de l'exercice 1862, duquel il résulte qu'il reste disponible, sur les crédits ouverts à cet exercice pour les travaux de défense des villes, une somme de quatre cent cinquante-cinq mille deux cent un francs quatre-vingt-onze centimes;

Vu les documents administratifs constatant qu'il reste sans emploi, à l'exercice 1863, sur l'ensemble, montant à trois millions neuf cent cinq mille quatre cent quatre-vingt-quatre francs, des crédits ouverts à cet exercice, au moins une somme de quatre cent quatre-vingt-quinze mille francs, laquelle, jointe à celle de quatre cent cinquante-cinq mille deux cent un francs quatre-vingt-onze centimes, restée disponible, comme il est dit ci-dessus, sur l'exercice 1862, forme un total de neuf cent cinquante mille deux cent un francs quatre-vingt-onze centimes, en nombre rond neuf cent cinquante mille francs (950,000');

Vu la loi du 13 mai 1863, portant fixation du budget des dépenses et des recettes extraordinaires de l'exercice 1864;

Vu notre décret du 22 novembre suivant ⁽²⁾, contenant répartition, par chapitres, des crédits du budget extraordinaire dudit exercice;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽³⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 2 février 1864;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La somme de neuf cent cinquante mille francs (950,000') restant disponible, comme il est dit ci-dessus, sur les exercices 1862 et 1863, est reportée au budget extraordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, exercice 1864, où elle sera inscrite à un chapitre spécial, sous le n^o 13 bis.

Une même somme de neuf cent cinquante mille francs (950,000') est annulée, savoir : pour quatre cent cinquante-cinq mille deux cent un francs quatre-vingt-onze centimes (455,201'91"), au chapitre XL ter de la deuxième section du budget de l'exercice 1862, et pour quatre cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent quatre-vingt-dix-huit francs neuf centimes (494,798'09"), au chapitre XLII bis du budget extraordinaire de l'exercice 1863.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources indiquées par l'article 8 de la loi du 28 mai 1858.

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances,

⁽¹⁾ Bull. 1131, n^o 12,431.

⁽²⁾ Bull. 440, n^o 4110.

⁽³⁾ Bull. 1160, n^o 11,791.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 12,135. — DÉCRET IMPÉRIAL qui classe comme Poste militaire la Batterie de l'Épi de Sainte-Adresse, dépendance de la Place du Havre.

Du 2 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾, rendu pour l'exécution desdites lois;

Vu le plan de délimitation visé et arrêté par notre ministre de la guerre;

Vu l'avis du comité des fortifications, en date du 23 février 1864;

Considérant qu'il est nécessaire d'appliquer les dispositions concernant les servitudes défensives aux terrains situés en avant de la batterie de l'Épi de Sainte-Adresse, dépendance de la place du Havre (Seine-Inférieure);

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La batterie de l'Épi de Sainte-Adresse est classée comme poste militaire.

2. La première zone des servitudes sera seule appliquée à cette batterie et limitée aux lignes cotées E C et F G sur le plan joint au présent décret.

3. Les particuliers pourront bâtir dans ladite zone, après avoir préalablement souscrit la soumission de démolition sans indemnité prévue par les articles 8 et 26 du décret du 10 août 1853, sur les servitudes défensives et à la condition que les constructions à élever ne devront pas dépasser les plans menés par les crêtes de l'épaulement, suivant une inclinaison de six (6) de base pour un (1) de hauteur, mesurée perpendiculairement à la direction des crêtes.

4. Nos ministres, secrétaires d'État aux départements de la guerre et

⁽¹⁾ Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 2 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,*

Signé RANDON.

N° 12,136. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare d'utilité publique l'établissement du Chemin de fer de Carcassonne à Quillan et rend définitive la concession dudit Chemin, accordée à titre éventuel à la Compagnie du Midi.*

Du 9 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les loi et décret du 11 juin 1863⁽¹⁾, approuvant la convention passée avec la compagnie du chemin de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, le 1^{er} mai de la même année;

Vu ladite convention et notamment l'article 3 de cette convention, ainsi conçu :

« Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, s'engage à concéder à la compagnie du Midi et du canal latéral à la Garonne, dans le cas où l'utilité publique en serait reconnue, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841, le chemin de fer de Carcassonne à Quillan..... »

« La compagnie s'engage à exécuter ledit chemin dans un délai de huit années, à dater du décret de concession définitive..... »

Vu l'avant-projet relatif à l'établissement de cette ligne;

Vu les pièces de l'enquête ouverte dans le département de l'Aude et notamment le procès-verbal de la commission d'enquête, en date du 4 juin 1863;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 26 janvier 1863 et 18 janvier 1864;

Vu la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 (article 4);

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Carcassonne à Quillan.

En conséquence, la concession dudit chemin, accordée à titre éven-

⁽¹⁾ Bull. 1141, n° 11,552.

tuel à la compagnie du Midi par la convention susmentionnée du 1^{er} mai 1863, est déclarée définitive.

2. Les terrains seront acquis pour deux voies; les terrassements et les ouvrages d'art pourront n'être exécutés que pour une voie; le rayon des courbes pourra être réduit à trois cents mètres (300^m). Le maximum de l'inclinaison des pentes et rampes est fixé à quinze millimètres (0^m, 015) par mètre, sans préjudice de la faculté accordée à la compagnie par l'article 8 du cahier des charges de proposer des modifications aux précédentes dispositions.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 12,137. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui déclare d'utilité publique l'établissement des deux Chemins de fer, 1^{er} de Castres à Albi; 2^o de Castres à Mazamet, et rend définitive la concession desdits Chemins, accordée à titre éventuel à la Compagnie du Midi.

Du 9 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les loi et décret du 11 juin 1863 ⁽¹⁾, approuvant la convention passée avec la compagnie du chemin de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, le 1^{er} mai de la même année;

Vu ladite convention et notamment l'article 3 de cette convention, ainsi conçu :

« Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, s'engage à concéder à la compagnie du Midi et du canal latéral à la Garonne, dans le cas où l'utilité publique en serait reconnue, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841, les chemins de fer ci-après :

De Castres à Albi;

De Castres à Mazamet;

« La compagnie s'engage à exécuter lesdits chemins dans un délai de huit années, à dater du décret de concession définitive.....

« »

Vu les avant-projets relatifs à l'établissement de ces deux lignes;

⁽¹⁾ Bull. 1141, n° 11,552.

Vu les pièces de l'enquête ouverte sur ces avant-projets dans le département du Tarn, et notamment le procès-verbal de la commission d'enquête, en date du 6 août 1863;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 26 octobre suivant;

Vu la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 (article 4);

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement des deux chemins de fer, 1^o de Castres à Albi; 2^o de Castres à Mazamet.

En conséquence, la concession desdits chemins, accordée à titre éventuel à la compagnie du Midi par la convention susmentionnée du 1^{er} mai 1863, est déclarée définitive.

2. Les terrains seront acquis pour deux voies; les terrassements et les ouvrages pourront n'être exécutés que pour une voie; le rayon des courbes pourra être réduit à trois cents mètres (300^m). Le maximum de l'inclinaison des pentes et rampes est fixé à quinze millimètres (15^{mm}) par mètre, sans préjudice de la faculté accordée à la compagnie par l'article 8 du cahier des charges de proposer des modifications aux précédentes dispositions.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N^o 12,138. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe la Cotisation à percevoir sur les Trains de Bois flotté, pendant l'exercice 1864 (Approvisionnements de Paris).

Du 12 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la délibération, en date du 18 octobre 1863, prise par la communauté des marchands de bois de chauffage, ladite délibération ayant pour objet de pourvoir, dans un intérêt commun, aux dépenses que nécessiteront, pendant le cours de l'exercice 1864, le transport et la conservation de ces bois;

Vu l'article 21 de la loi de finances, en date du 13 mai 1863, portant fixation du budget des recettes et des dépenses pour l'exercice 1864;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il sera perçu, à titre de cotisation, sur les trains de bois flotté, pendant l'exercice 1864, savoir :

1° Pour chaque train de dix-huit coupons qui sera flotté sur l'Yonne, en amont de Joigny, la Cure, l'Armançon et le canal de Bourgogne, vingt-six francs (26^f), dont dix-huit francs (18^f) seront payés à Clamecy et Joigny, et huit francs (8^f) à Paris;

2° Pour chaque train qui sera flotté sur l'Yonne, en aval du pont de Joigny, et qui ne sera pas composé de bois précédemment retirés en route, vingt-six francs (26^f), dont dix-huit francs (18^f) seront payés à Sens, et huit francs (8^f) à Paris;

3° Pour chaque train de dix-huit coupons provenant de la rivière de Seine, huit francs (8^f), payables à Paris;

4° Pour chaque train de dix-huit coupons provenant de la rivière de Marne, vingt francs (20^f), payables à Paris;

5° Pour chaque train de dix-huit coupons de la haute Yonne et de la Cure, qui ne dépassera pas les ports de Cravant, six francs (6^f), et pour chaque train qui sera tiré en aval desdits ports jusqu'en amont du pont de Joigny, neuf francs (9^f), qui seront payés à Cravant.

Pour chaque train qui, par suite de la nécessité de le faire passer dans les écluses des canaux ou pour toute autre cause, sera flotté par fractions différentes de la division ordinaire des trains de dix-huit coupons, la cotisation sera perçue en raison de la longueur comparée à celle des trains de dix-huit coupons; à cet effet, le maximum de cette longueur est fixé à quatre-vingt-dix mètres (90^m) pour un train et cinq mètres (5^m) pour un coupon.

2. Le paiement sera fait, savoir :

A Paris, entre les mains de l'agent général, immédiatement après l'arrivée des trains; à Cravant, à Joigny et à Sens, entre les mains du garde-rivière commis audit pont, et à Clamecy entre les mains du commis général qui y réside, lors du départ des trains ou, au plus tard, dans la huitaine de leur arrivée à Paris.

Le garde-rivière commis à Cravant versera à la fin de chaque mois le montant de ses recettes entre les mains du commis général à la résidence de Clamecy, et les gardes-rivières commis à Joigny et à Sens verseront le montant de leurs recettes entre les mains de l'agent général à Paris, à toute réquisition de sa part.

L'agent général et les autres agents de la communauté sont autorisés à faire toutes poursuites et diligences pour assurer le recouvrement de la cotisation.

3. Le présent décret, reproduit en caractères lisibles et apparents, devra être affiché, pendant toute la durée de l'exercice 1864, dans les bureaux des agents préposés à la perception des cotisations.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉMIQ.

N° 12,139. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe la Cotisation à percevoir sur les coupons, parts ou éclusées de Bois de charpente, sciage et charonnage flottés, pendant l'exercice 1864 (Approvisionnement de Paris).*

Du 12 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le procès-verbal de la délibération, en date du 29 novembre 1863, prise par la communauté des marchands de bois à œuvrer, pour l'approvisionnement de Paris, ladite délibération ayant pour objet de pourvoir, dans un intérêt commun, aux dépenses que nécessiteront, pendant le cours de l'exercice 1864, le transport et la conservation de ces bois;

Vu l'article 21 de la loi de finances du 13 mai 1863;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il sera perçu, à titre de cotisation, sur les coupons, parts ou éclusées de bois de charpente, sciage et charonnage flottés, pendant l'exercice 1864, savoir :

- 1° Pour chaque coupon de charpente flotté sur les rivières d'Yonne, de Cure et d'Armançon, ainsi que sur le canal de Bourgogne, deux francs quatre-vingt-cinq centimes (2^f 85^c), dont un franc trente-cinq centimes (1^f 35^c) à l'entrée et un franc cinquante centimes (1^f 50^c) à la sortie, ci..... 2^f 85^c
- 2° Pour chaque coupon de charonnage provenant desdites rivières, deux francs trente-cinq centimes (2^f 35^c), dont un franc trente-cinq centimes (1^f 35^c) à l'entrée et un franc à la sortie (1^f), ci..... 2 35
 Sans préjudice du paiement de la cotisation spécialement affectée au service des flots et éclusées indispensables sur l'Yonne.
- 3° Pour chaque coupon de charpente provenant de la rivière de Marne, trois francs soixante et quinze centimes (3^f 75^c), dont deux francs (2^f) à l'entrée et un franc soixante et quinze centimes (1^f 75^c) à la sortie, ci..... 3 75
- 4° Pour chaque part de sciage provenant de ladite rivière, quatre francs (4^f), dont deux francs (2^f) à l'entrée et deux francs (2^f) à la sortie, ci..... 4 00
- 5° Pour chaque coupon de charonnage provenant de ladite rivière, trois francs vingt-cinq centimes (3^f 25^c), dont deux francs (2^f) à l'entrée et un franc vingt-cinq centimes (1^f 25^c) à la sortie, ci..... 3 25
- 6° Pour chaque éclusée de bois de chêne, de quelque rivière qu'elle provienne, douze francs (12^f), dont six francs (6^f) à l'entrée et six francs (6^f) à la sortie, ci..... 12 00
- 7° Pour chaque éclusée de sapin provenant de la rivière d'Yonne, vingt-six francs (26^f), dont six francs (6^f) à l'entrée et vingt francs (20^f) à la sortie, ci..... 26 00
- 8° Pour chaque éclusée de sapin provenant de la rivière de Marne, vingt-six francs (26^f), dont six francs (6^f) à l'entrée et vingt francs (20^f) à la sortie, ci..... 26 00
- 9° Pour chaque coupon de charonnage flotté sur les canaux latéraux à la Marne, deux francs quatre-vingt-cinq centimes (2^f 85^c), dont un franc trente-cinq centimes (1^f 35^c) à l'entrée et un franc cinquante centimes (1^f 50^c) à la sortie, ci..... 2 85
- 10° Pour chaque coupon de charonnage flotté sur lesdits canaux, deux francs trente-cinq centimes (2^f 35^c), dont un franc trente-cinq centimes (1^f 35^c) à l'entrée et un franc (1^f) à la sortie, ci..... 2 35

11° Pour chaque part de sciage flotté sur lesdits canaux, trois francs trente-cinq centimes (3^f 35^c), dont un franc trente-cinq centimes (1^f 35^c) à l'entrée et deux francs (2^f) à la sortie, ci. 3^f 35^c

12° Selon l'usage les coupons et parts de la rivière d'Aube seront comptés à raison de trois pour deux, et ceux des rivières dites *Peute-Seine* et *Morin*, à raison de deux pour un.

Indépendamment des cotisations ci-dessus, applicables aux parts et coupons de la rivière d'Aube, il sera payé, lors du départ de Brienne, pour chaque coupon ou part, deux francs (2^f 00^c) pour le service des flots de cette rivière.

2. Le paiement des cotisations ci-dessus sera fait à Paris, entre les mains de l'agent général de la compagnie, sauf pour la cotisation supplémentaire relative aux coupons et parts de la rivière d'Aube, laquelle sera versée entre les mains de l'agent préposé à la résidence de Brienne.

3. L'agent général et les autres employés de la compagnie sont autorisés à faire toutes poursuites et diligences pour assurer le recouvrement des cotisations en employant toutes les voies de droit, et, au besoin, la perception s'effectuera comme en matière de contribution publique.

4. Le présent décret, reproduit en caractères lisibles et apparents, devra être affiché, pendant toute la durée de l'exercice 1864, dans les bureaux des agents préposés à la perception des cotisations.

5. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉNIC.

N° 12,140. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget du Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, exercice 1863.

Du 19 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts;

Vu la loi du 2 juillet 1862, portant fixation du budget général des recettes et dépenses ordinaires de l'exercice 1863;

Vu notre décret du 23 novembre 1862⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de ce budget;

Vu notre décret du 17 juillet 1863⁽²⁾, portant nouvelle répartition d'une partie des crédits du budget ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1863,

⁽¹⁾ Bull. 1070, n° 10,729.

⁽²⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

par suite de la modification des attributions des ministères d'État, de l'intérieur de l'instruction publique et de la Maison de l'Empereur ;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 5 mars 1864 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1863, au chapitre XXXII (*Haras et dépôts d'étalons*), section IV du budget ordinaire du ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, est réduit d'une somme de seize mille francs (16,000').

2. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1863, au chapitre XXXIII (*Remonte des haras et encouragements*), section IV du budget ordinaire du ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, est augmenté d'une somme de seize mille francs (16,000').

3. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts, et notre ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD,

Le Maréchal de France,
Ministre de la Maison de l'Empereur
et des beaux-arts,

Signé VAILLANT.

N° 12,141. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise un virement de Crédit au Budget du Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, exercice 1864.

Du 19 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts ;

Vu la loi du 13 mai 1863, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses ordinaires de l'exercice 1864 ;

Vu notre décret du 22 novembre 1863⁽²⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice ;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 5 mars 1864 ;

⁽¹⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

⁽²⁾ Bull. 1160, n° 11,791.

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1864, au chapitre XVII (*Haras et dépôts d'étalons*), section III du budget du ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, est réduit d'une somme de cent quatre-vingt mille francs (180,000^f).

2. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1864, au chapitre XVIII (*Remonte des haras et encouragements*), section III du budget du ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, est augmenté d'une somme de cent quatre-vingt mille francs (180,000^f).

3. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts, et notre ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France,
Ministre de la Maison de l'Empereur
et des beaux-arts,

Signé VAILLANT.

N° 12,142. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget ordinaire du Ministère de l'Intérieur, exercice 1863.

Du 23 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'Intérieur;

Vu la loi du 2 juillet 1862, portant fixation du budget ordinaire de l'exercice 1863;

Vu notre décret du 23 novembre 1862⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits dudit budget;

Vu la loi du 13 mai 1863 et notre décret du 29 juin suivant⁽²⁾, concernant les suppléments de crédits pour l'exercice 1863;

Vu nos décrets de virements des 29 août⁽³⁾ et 26 décembre 1863⁽⁴⁾;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽⁵⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽⁶⁾, sur les virements de crédits;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 22 février 1864;

Notre Conseil d'État entendu,

⁽¹⁾ Bull. 1070, n° 10,729.

⁽²⁾ Bull. 1151, n° 11,431.

⁽³⁾ Bull. 1146, n° 11,591.

⁽⁴⁾ Bull. 1170, n° 11,897.

⁽⁵⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

⁽⁶⁾ Bull. 440, n° 4110.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1863, au chapitre XIV du budget ordinaire du ministère de l'intérieur, section V (*Dépenses ordinaires et frais de transport des détenus*), est réduit d'une somme de vingt-neuf mille six cent cinquante et un francs cinquante-quatre centimes (29,651' 54').

2. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1863, au chapitre II du budget ordinaire du ministère de l'intérieur, section 1^{re} (*Matériel et dépenses diverses des bureaux*), est augmenté d'une somme de vingt-neuf mille six cent cinquante et un francs cinquante-quatre centimes (29,651' 54').

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

N° 12,143. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère des Finances, exercice 1863.

Du 26 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu les lois des 2 juillet 1862, 13 mai 1863 et 3 février 1864, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1863;

Vu notre décret du 23 novembre 1862 ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu les dispositions de notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾, sur les virements de crédits;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts à notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sur l'exercice 1863, par les lois des 2 juillet 1862, 13 mai 1863 et 3 février 1864 et le décret de répartition

⁽¹⁾ Bull. 1070, n° 10,729.

⁽²⁾ Bull. 44c, n° 4110.

du 23 novembre 1862, sont réduits d'une somme de deux cent mille francs (200,000'), savoir :

ENREGISTREMENT, DOMAINES ET TIMBRE.

CHAP. LV.	Matériel.....	50,000 ^f
LXXVII.	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations, attribués à divers.....	150,000
		200,000

2. Les crédits ouverts pour le même exercice, par les lois et notre décret de répartition précités, sur les chapitres suivants du budget du ministère, sont augmentés d'une somme de deux cent mille francs (200,000'), par virement des chapitres désignés ci-dessus, savoir :

ENREGISTREMENT, DOMAINES ET TIMBRE.

CHAP. LXXVI. Remboursements sur produits indirects et divers... 200,000^f

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 12,144. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Les travaux d'assainissement et de mise en valeur des landes communales d'Escource (Landes) seront mis à exécution conformément aux dispositions du projet présenté par les ingénieurs.

2° Est approuvée la délibération, en date du 20 avril 1863, par laquelle le conseil municipal d'Escource déclare prendre à la charge de la commune l'exécution des travaux et affecter à leur paiement les sommes nécessaires.

3° Sont approuvés les travaux commencés par anticipation. Ils seront continués par annuités d'un douzième et ils devront être terminés le 31 décembre 1871.

Toutefois, la commune pourra hâter l'exécution des travaux et abréger le délai ci-dessus fixé. (*Compiègne, 22 Novembre 1863.*)

N° 12,145. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Les travaux relatifs à l'assainissement et à la mise en valeur des landes communales de Losse (Landes) seront mis à exécution conformément aux dispositions du projet présenté par les ingénieurs.

2° Est approuvée la délibération du 12 mars 1863, par laquelle le conseil municipal de Losse a déclaré prendre à sa charge l'exécution des travaux et affecter à leur paiement le produit de la vente des landes concédées.

3° Les travaux, commencés par anticipation en 1860 et 1861, devront être terminés au 31 décembre 1871. Ils seront poursuivis chaque année par douzième. Toutefois, la commune pourra en hâter l'exécution et abréger le délai. (*Compiègne, 22 Novembre 1863.*)

N° 12,146. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Les travaux relatifs à la mise en valeur des landes communales de Castets (Landes) seront exécutés conformément aux dispositions du projet présenté par les ingénieurs.

2° Est approuvée la délibération du 7 mai 1863, par laquelle le conseil municipal de Castets déclare prendre à sa charge, au nom de la commune, l'exécution des travaux et s'engage à pourvoir à la dépense sur les fonds de la caisse communale.

3° Les travaux, déjà commencés par anticipation en 1861, devront être terminés le 31 décembre 1871.

On exécutera chaque année un douzième de la surface totale. Toutefois, la commune pourra hâter l'exécution desdits travaux et en abréger le délai. (*Compiègne, 22 Novembre 1863.*)

N° 12,147. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Aron (*Jacques-Lipmann*), négociant, né le 9 juin 1827, à Phalsbourg (Meurthe), demeurant à Paris, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Libman*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 23 Janvier 1864.*)

N° 12,148. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. La section de la Vallée-Mulâtre est distraite de la commune de Saint-Martin-Rivière, canton de Wassigny, arrondissement de Vervins, département de l'Aisne, et érigée en commune distincte, sous le nom de la Vallée-Mulâtre.

En conséquence, la limite entre la commune de Saint-Martin-Rivière et la commune de la Vallée-Mulâtre est fixée conformément au liseré vert coté A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, sur le plan ci-annexé.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

3. L'imposition extraordinaire de vingt centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, autorisée par décret impérial du 2 décembre 1858, continuera, même après la distraction, à être recouvrée

aux fins indiquées par ledit décret, tant sur la Vallée-Mulâtre que sur Saint-Martin-Rivière, comme si la séparation n'avait pas été prononcée. (Paris, 27 Février 1864.)

N° 12,149. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Favler du Noyer (Sébastien-Camille)*, propriétaire, né le 5 décembre 1816, à Saint-Pierre-d'Albigny (Savoie), demeurant à Chatbéry, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Lescherath*, et à s'appeler, à l'avenir, *Favler du Noyer de Lescherath*.

2° M. *Chopin (Émile-Louis)*, chef d'escadron au deuxième régiment d'artillerie, né le 9 août 1815, à Besançon (Doubs), demeurant à Strasbourg (Bas-Rhin), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Litmzin de Saint-Michel*, et à s'appeler, à l'avenir, *Chopin de Litmzin de Saint-Michel*.

3° Lesdits impétrants ne pourroient se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, les changements résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 2 Mars 1864.)

N° 12,150. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° Le décret du 7 janvier 1854, qui assigne dix-huit offices d'huissier au tribunal de première instance de Clamecy (Nièvre), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à quinze.

2° Le décret du 2 avril 1862, qui assigne dix-neuf offices d'huissier au tribunal de première instance de Péronne (Somme), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à dix-huit. (Paris, 5 Mars 1864.)

N° 12,151. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant que M. *Haudry de Janvry*, secrétaire général du ministère des finances, est nommé conseiller d'État en service ordinaire hors sections. (Paris, 5 Mars 1864.)

N° 12,152. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Compagny (Gabriel-François-Félicité-Scholastique)*, chef d'escadron d'état-major en retraite, né le 6 février 1792, à Baume (Doubs), demeurant à Paris;

M. *Compagny (Joseph-François-Sophie-Gabriel)*, lieutenant au deuxième régiment de chasseurs à cheval, né à Baume, le 6 novembre 1833;

Et M. *Compagny (Gabriel-Émile)*, sous-lieutenant au trente et unième régiment de ligne, né à Baume, le 10 avril 1839,

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *de Courvières*, et à s'appeler, à l'avenir, *Compagny de Courvières*.

2° Lesdits impétrants ne pourroient se pourvoir devant les tribunaux pour

faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an xi, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 9 Mars 1864.*)

N° 12,153. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant que M. *Chabanacy de Marnas*, procureur général près la cour impériale de Paris, est nommé conseiller d'État en service ordinaire hors sections. (*Paris, 16 Mars 1864.*)

N° 12,154. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant que M. *Guillemot*, directeur général de la caisse des dépôts et consignations, est nommé conseiller d'État en service ordinaire hors sections. (*Paris, 23 Mars 1864.*)

N° 12,155. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant que M. *Vaisse*, président à la cour de cassation, est nommé membre du conseil du sceau des titres, en remplacement de M. *Chabanacy de Marnas*, nommé procureur général près la cour impériale de Paris. (*Paris, 23 Mars 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 8^e Avril 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1191.

N° 12,156. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de l'Arrangement signé, le 30 décembre 1863, entre la France et l'Espagne, pour la taxe des dépêches télégraphiques.*

Du 31 Décembre 1863.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Un Arrangement relatif à la taxe des dépêches télégraphiques ayant été signé à Paris, le 30 décembre 1863, entre la France et l'Espagne, et les ratifications de cet acte ayant été échangées le 31 décembre 1863, ledit Arrangement, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

ARRANGEMENT.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français et le Gouvernement de Sa Majesté la Reine d'Espagne, désirant assurer aux deux Pays les avantages d'un tarif uniforme pour l'échange de leurs dépêches télégraphiques et accroître le nombre de celles-ci par une modération de taxes, les soussignés,

Ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères de Sa Majesté l'Empereur des Français;

Et ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Espagnes, dûment autorisés à cet effet, ont arrêté les dispositions suivantes :

La taxe de la dépêche de vingt mots sera uniformément fixée à quatre francs pour toutes les correspondances échangées entre la France (y compris la Corse) et l'Espagne (y compris les îles Baléares), quel que soit le bureau de provenance ou le bureau de destination. Chaque fraction de dix mots, ou fraction de série de dix mots en sus de vingt, sera taxée à moitié du prix de la dépêche simple.

Le montant de la taxe sera partagé en parties égales entre les deux États.

Il reste entendu que dans le cas où, par suite d'interruption dans

les communications sous-marines directes entre la France et la Corse, les dépêches d'origine espagnole emprunteront pour arriver à cette destination des lignes étrangères, ces dépêches retomberont, en ce qui concerne la taxe, sous l'empire des règles générales qui résultent des traités internationaux en vigueur.

Les dispositions consacrées par la déclaration du 29 avril 1859⁽¹⁾, pour la taxe des dépêches échangées entre les bureaux-frontières, sont abrogées.

La taxe de la dépêche simple sera uniformément fixée à huit francs pour les correspondances échangées, d'une part, entre la France et l'Algérie, transitant par les lignes espagnoles terrestres ou sous-marines, et, de l'autre, entre l'Espagne et l'Algérie, en empruntant les lignes continentales ou les câbles français. Cette taxe sera augmentée de deux francs pour les dépêches en provenance ou à destination de la Tunisie.

Une part, fixée uniformément à trois francs, reviendra à l'Espagne sur cette taxe, et la part dévolue à la France sera de cinq ou de sept francs, suivant que la dépêche sera en provenance ou à destination de l'Algérie ou de la Tunisie.

Au-dessus de vingt mots, l'augmentation de taxe suivra la règle précédemment indiquée.

Pour prévenir les difficultés qui pourraient résulter de l'emploi, dans les deux Pays, d'unités monétaires différentes, les comptes internationaux, réglés dans la forme ordinaire, seront dressés par l'Administration française en monnaie de France, avec la réduction de taxe en monnaie espagnole, et, par l'Espagne, en monnaie espagnole, avec la réduction en francs.

La réduction des monnaies se fera au taux de dix-neuf réaux de veillon pour cinq francs.

Sont abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent acte, les dispositions de l'article 9 de la déclaration signée le 24 décembre 1863⁽²⁾, ainsi conçu :

« Le parcours du câble d'Oran à Carthagène sera de même évalué à un franc cinquante centimes (une zone) pour les dépêches que l'Espagne ou le Portugal adresseraient en Algérie. »

Le présent Arrangement sera considéré comme étant en vigueur pour un temps indéterminé, tant que la dénonciation n'en sera pas faite par l'un des États contractants; dans ce dernier cas, il demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où la dénonciation en aura été faite.

Les stipulations en seront applicables à partir du 1^{er} janvier 1864.

Le présent Arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Fait en double expédition à Paris, le 31 Décembre 1863.

Signé DROUYN DE L'HUYS.

Signé XAVIER DE ISTURIZ.

⁽¹⁾ Bull. 725, n° 6873.

⁽²⁾ Bull. 1173, n° 11928.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROGHE.

Signé DROUYN DE LUY.

N° 12,157. — DÉCRET IMPÉRIAL qui établit à Maulde et à Mortagne (Nord) des Bureaux de vérification pour la sortie des Boissons expédiées à l'étranger en franchise des Droits de circulation et de consommation.

Du 6 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 8 et 87 de la loi du 28 avril 1816, sur les boissons, et les articles 2 et 3 de l'ordonnance du 11 juin de la même année⁽¹⁾;

Vu les tableaux des points de sortie pour l'exportation des boissons, annexés à l'ordonnance du 28 décembre 1828⁽²⁾, ainsi que les modifications qui y ont été apportées par les ordonnances, les arrêtés et les décrets subséquents;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il sera établi à Maulde et à Mortagne (Nord) des bureaux de vérification pour la sortie des boissons expédiées à l'étranger en franchise des droits de circulation et de consommation, aux termes des articles 5, 8 et 87 de la loi du 28 avril 1816.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 12,158. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 128, de Mon-

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 93, n° 811.

⁽²⁾ VII^e série, Bull. 273, n° 10,523.

tauban à Auch, dans la côte des Riquets, suivant la direction générale figurée par une ligne rouge sur le plan annexé au présent décret.

La dépense, évaluée à treize mille francs, sera imputée sur les fonds affectés annuellement aux rectifications des routes impériales (6^e section du budget du ministère des travaux publics).

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Compiègne, 22 Novembre 1863.*)

N° 12,159. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant que M. Loyer, conseiller d'État, attaché à la section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie, est désigné pour faire partie de l'assemblée du Conseil d'État délibérant au contentieux, en remplacement de M. Maigne, décédé. (*Paris, 30 Mars 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 12^e Avril 1864,

*Le Garde-des-Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1192.

N° 12,160. — *Loi qui autorise le département de l'Ardèche à s'imposer extraordinairement.*

Du 6 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Ardèche est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement, pendant trois ans, à partir de 1865, un centime (1^r) additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté à la restauration des bâtiments occupés par la prison et le palais de justice de Tournon.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Mars 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé H. BUSSON-BILLAULT, comte JOACHIM MURAT,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une imposition extraordinaire par le département de l'Ardèche.

XX^e Séis.

30

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Avril 1864.

Le Président,

Signé TRÔPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N^o 12,161. — *Loi qui autorise le département du Calvados, 1^o à contracter un Emprunt; 2^o à s'imposer extraordinairement; 3^o à appliquer aux travaux des Routes départementales le montant des fonds qui demeureront sans emploi sur le produit d'impositions extraordinaires réalisées en vertu de lois de 1858 et de 1859.*

Du 6 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Le département du Calvados est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de trois cent vingt-sept mille francs (327,000^f).

qui sera affectée au service des bâtiments départementaux et aux travaux des routes départementales.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département du Calvados est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes : vingt-cinq centièmes de centime en 1865, un centime cinq dixièmes en 1866, trois centimes trois dixièmes en 1867 et trois centimes sept dixièmes en 1868, dont le produit sera appliqué au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er}, et, pour le surplus, s'il y a lieu, aux travaux des édifices départementaux et des routes départementales.

3. Le département du Calvados est, en outre, autorisé à appliquer aux travaux des routes départementales le montant des fonds qui demeureront sans emploi sur le produit des impositions extraordinaires réalisées en vertu des lois des 18 mai 1858 et 9 mai 1859.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Mars 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, comte LE PRELIER D'AUNAY,
H. BUSSON-BILLAULT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt, à une imposition extraordinaire et à un emploi de fonds par le département du Calvados.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,162. — *Loi qui autorise le département de la Sarthe à s'imposer extraordinairement.*

Du 6 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Sarthe est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, un centime un dixième ($1^{\text{e}} \frac{1}{10^{\text{e}}}$) en 1865, cinq centimes (5^e) en 1866 et en 1867, et huit centimes (8^e) pendant cinq ans, à partir de 1868, dont le produit sera affecté, concurremment avec les ressources créées par la loi du 4 juin 1862, à la construction de trois chemins vicinaux de grande communication, destinés à être ultérieurement convertis en chemins de fer.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 Mars 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELLETIER D'AUNAY, marquis DE TALHOÛËT,
JEAN NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une imposition extraordinaire par le département de la Sarthe.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 19 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 12,163. — *Loi qui autorise le département des Deux-Sèvres à s'imposer
extraordinairement.*

Du 6 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Deux-Sèvres est autorisé,
conformément à la demande que le conseil général en a faite dans

sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement, pendant quatre ans, à partir de 1865, six centimes un dixième ($6\frac{1}{10}$) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera consacré à venir en aide aux communes, dans des cas extraordinaires, pour l'achèvement de leurs chemins vicinaux.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 Mars 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé JEAN NOUBEL, comte LE PELLETIER D'AUNAY,
marquis de TALHOÛËT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une imposition extraordinaire par le département des Deux-Sèvres.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 19 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,164. — *Loi qui autorise la ville de Rochefort (Charente-Inférieure) à contracter un Emprunt.*

Du 6 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Rochefort (Charente-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de trois cent mille francs (300,000^f), remboursable en seize années, à partir de 1866, sur ses revenus, tant ordinaires qu'extraordinaires, et destinée au paiement de diverses dépenses d'utilité publique énumérées dans la délibération municipale du 10 janvier 1863, telles que l'achèvement de l'école de dressage, des halles et de l'abattoir, l'agrandissement de la mairie, la construction d'un presbytère et de deux écoles.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Mars 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNAY**.

Les Secrétaires,

Signé **Comte LE PELETIER D'AUNAY**, **comte JOACHIM MURAT**,
H. BESSON-BILLAULT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt par la ville de Rochefort (Charente-Inférieure).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Avril 1864.

Le Président,

Signé **TROPLONG**.

Les Secrétaires,

Signé **A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD**, le général **comte DE GORON**,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé **Baron T. DE LACROSSE**.

XI^e Série.

36..

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Avril 1864.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROTHIER.

N° 12,165. — *Loi qui autorise la ville de Tourcoing à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 6 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. La ville de Tourcoing (Nord) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de six cent mille francs (600,000^f), remboursable en douze ans, à partir de 1865, et destinée, avec d'autres ressources, aux dépenses de construction d'un hôtel de ville et de création de voies publiques pour le dégagement de cet édifice.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, en douze ans, par addition au principal de ses quatre contributions directes, une somme de quatre cent quarante mille deux cents francs (440,200^f), représentant sept centimes et demi de 1865 à 1889, et

vingt centimes environ de 1870 à 1876 inclusivement, pour subvenir, avec d'autres ressources, au remboursement de l'emprunt.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Mars 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNY.**

Les Secrétaires,

Signé **Comte LE PELETIER D'AUNAY**, comte **JOACHIM MURAT**
H. BESSON-BILLAULT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt et à une imposition extraordinaire par la ville de Tourcoing (Nord).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Avril 1864.

Le Président,

Signé **TROPLONG.**

Les Secrétaires,

Signé **A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD**, le général comte **DE GOYON**,
baron **T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé **Baron T. DE LACROSSE.**

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Avril 1864.

Signé **NAPOLÉON,**

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER.**

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé **J. BAROCHÉ.**

N° 12,166. — *LOI portant prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi
de la commune de Ploudalmézeau (Finistère).*

Du 6 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR
DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

30...

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La perception de la surtaxe de dix-neuf francs (19') par hectolitre d'alcool, autorisé à l'octroi de la commune de Ploudalmézeau (Finistère), par la loi du 30 avril 1860, est et demeure prorogée jusqu'au 31 décembre 1874 inclusivement.

Cette surimposition est indépendante du droit principal de quatre francs, qui se perçoit sur ce liquide.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 Mars 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Marquis de TALHOÛËT, comte LE PELETIER D'AUNAY.
JEAN NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Ploudalmézeau (Finistère).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 19 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 12,167. — *Loi qui fixe la limite entre la commune de Saint-Amand et la commune d'Orval (Cher).*

Du 6 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La limite entre la commune de Saint-Amand, canton et arrondissement de ce nom, département du Cher, et la commune d'Orval, même canton, est fixée par la rivière du Cher, conformément au tracé de la ligne rouge du plan annexé à la présente loi.

En conséquence, les terrains compris entre cette ligne et l'ancienne limite, indiquée audit plan par une ligne jaune, sont distraits de la commune d'Orval et réunis à la commune de Saint-Amand.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Mars 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé H. BUSSON-BILLAULT, comte JOACHIM MURAT,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une délimitation de communes dans le département du Cher.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Avril 1864.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER.**

(Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé **J. BAROCHÉ.**

N° 12,168. — Loi qui distrait un territoire de la commune de Sarzeau (Morbihan) et l'érige en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé au Tour-du-Parc.

Du 6 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire teinté en rose sur le plan annexé à la présente loi est distrait de la commune de Sarzeau, canton de ce nom, arrondissement de Vannes, département du Morbihan, et érigé en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé au Tour-du-Parc et qui en portera le nom.

En conséquence, la limite entre les communes de Sarzeau et du Tour-du-Parc est établie conformément au liséré vert indiqué sur ledit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Mars 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNY.**

Les Secrétaires,

Signé **Comte LE PELETIER D'AUNAY, H. BUSSON-BILLAULT,**
comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'érection de la nouvelle commune de Tour-du-Parc dans le département du Morbihan.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

**Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 12,169. — Loi qui distrair un territoire de la commune de Courraze (Basses-Pyrénées) et l'érige en commune distincte, sous le nom de Commune de Saint-Vincent.

Du 6 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire teinté en jaune sur le plan annexé à la présente loi est distrair de la commune de Courraze, canton de Nay-Est,

arrondissement de Pau, département des Basses-Pyrénées, et érigé en commune distincte, sous le nom de *commune de Saint-Vincent*.

En conséquence, la limite entre la commune de Coarraze et la commune de Saint-Vincent est fixée conformément à la ligne cotée A, B, C, D, E, F, G; H sur ledit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 Mars 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Marquis de TALHOÛËR, comte LE PELETIER D'AUKAY,
JEAN NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'érection d'une nouvelle commune dans le département des Basses-Pyrénées.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 19 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GUYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,170. — *DÉCRET IMPÉRIAL sur les Attributions du Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.*

Du 12 Juillet 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances ;

Vu les ordonnances des 25 décembre 1816, 3 janvier 1821 ⁽¹⁾ et 17 décembre 1844 ⁽²⁾ et le décret du 30 décembre 1851 ⁽³⁾,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre dirige et surveille, sous l'autorité de notre ministre des finances, les opérations relatives à toutes les parties du service.

Il travaille seul avec le ministre.

Il correspond seul avec les autorités militaires, administratives, judiciaires et avec les fonctionnaires sous ses ordres.

La correspondance lui est adressée. Il a seul le droit de la recevoir et de l'ouvrir.

Il peut déléguer sa signature.

Il répartit entre les divers bureaux de l'administration le personnel mis à sa disposition.

En cas d'absence, il est remplacé par celui des administrateurs que désigne le ministre.

2. Les dispositions contraires à celles du présent décret sont abrogées.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 12 Juillet 1863.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé **ACHILLE FOULD**.

N° 12,171. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui règle, sous forme d'abonnement, pour cinq ans, à partir de 1862, la redevance proportionnelle de la Mine de houille de Commentry (Allier).*

Du 30 Juillet 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 430, n° 10,066.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 1162, n° 11,700.

⁽³⁾ X^e série, Bull. 475, n° 3482.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances ;

Vu les pétitions présentées par les concessionnaires de la mine de houille de Commentry (Allier), à l'effet d'obtenir un abonnement à la redevance proportionnelle pour cinq années, à partir de 1862 ;

Le rapport des ingénieurs des mines, du 23 septembre 1862 ;

L'avis du directeur des contributions directes, du 3 octobre ;

L'avis du comité d'évaluation, du 17 du même mois ;

L'avis du conseil général des mines, du 23 janvier 1863 ;

La lettre des concessionnaires, du 22 avril 1863, par laquelle ils déclarent accepter l'abonnement d'après les bases proposées par l'administration ;

La lettre de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, en date du 23 mai 1863 ;

Vu l'article 35 de la loi du 21 avril 1810 et l'article 34 du décret du 6 mai 1811 ⁽¹⁾ ;

Vu le décret du 30 juin 1860 ⁽²⁾ ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La redevance proportionnelle de la mine de houille de Commentry (Allier) est réglée, sous forme d'abonnement, pour les années 1862, 1863, 1864, 1865 et 1866, à trente-quatre mille quatre cent soixante-neuf francs trente-huit centimes (34,469^f 38^c), en principal, par année.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Vichy, le 30 Juillet 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 12,172. — DÉCRET IMPÉRIAL qui règle, sous forme d'Abonnement, pour cinq ans, à partir de 1862, la Redevance proportionnelle des Mines de houille de Montrambert et de la Béraudière (Loire).

Du 30 Juillet 1863.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances ;

Vu la pétition présentée par les concessionnaires des mines de Montram-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 369, n° 6754.

⁽²⁾ 21^e série, Bull. 821, n° 7886.

bert et de la Béraudière (Loire), à l'effet d'obtenir un abonnement à la redevance proportionnelle pour cinq années, à partir de 1862 ;

Les observations produites à l'appui de ladite demande, le 17 avril 1862 ;

Le rapport de l'ingénieur des mines, du 6 juin 1862 ;

La lettre des demandeurs, du 27 du même mois ;

L'avis du comité d'évaluation, du 26 août 1862 ;

Le nouveau rapport de l'ingénieur des mines, du 17 septembre 1862 ;

L'avis de l'ingénieur en chef, du 11 décembre suivant ;

L'avis du préfet, du 15 de ce mois ;

L'avis du conseil général des mines, du 23 janvier 1863 ;

La déclaration, en date du 13 mai 1863, par laquelle les concessionnaires de Montrambert et de la Béraudière donnent leur adhésion aux propositions faites pour la fixation de l'abonnement qu'ils sollicitent ;

La lettre de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, en date du 28 mai 1863 ;

Vu l'article 35 de la loi du 21 avril 1810 et l'article 34 du décret du 6 mai 1811 ⁽¹⁾ ;

Vu notre décret du 30 juin 1860 ⁽²⁾ ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La redevance proportionnelle des mines de houille de Montrambert et de la Béraudière (Loire) est réglée, sous forme d'abonnement, pour les années 1862, 1863, 1864, 1865 et 1866, à quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-huit francs (44,388^f), en principal, par année.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Vichy, le 30 Juillet 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 12.173. — DÉCRET IMPÉRIAL qui annule une somme de 300,000 francs sur le crédit de 2 millions ouvert par le décret du 11 Mars 1854 pour encourager la construction de Logements modèles d'Ouvriers, et affecte pareille somme à l'achèvement des Asiles impériaux de Vincennes et du Vésinet, destinés aux Ouvriers convalescents.

Du 20 Décembre 1863.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur et de l'avis de notre ministre secrétaire d'État au département des finances ;

⁽¹⁾ IV^e série, Bull. 369, n° 6754.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 821, n° 7886.

Vu les décrets des 22 janvier ⁽¹⁾ et 27 mars 1852 ⁽²⁾;
Vu le décret du 8 mars 1855 ⁽³⁾;
Vu les décrets des 31 juillet 1852 ⁽⁴⁾, 11 mars 1854 ⁽⁵⁾ et 13 juin 1855,
10 janvier ⁽⁶⁾ et 9 juillet 1857 ⁽⁷⁾, 23 septembre 1858 ⁽⁸⁾ et 18 janvier 1860,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une somme de trois cent mille francs (300,000^f) est annulée sur le crédit de deux millions ouvert par le décret du 11 mars 1854 pour encourager la construction de logements modèles d'ouvriers.

2. Pareille somme de trois cent mille francs (300,000^f) est affectée à l'achèvement des asiles impériaux de Vincennes et du Vésinet, destinés aux ouvriers convalescents.

3. Il sera pourvu au paiement de la dépense mentionnée dans l'article 2 au moyen d'une imputation de pareille somme sur le crédit de dix millions ouvert par le décret du 22 janvier 1852 pour l'amélioration des logements d'ouvriers.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Décembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé : ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

N° 12,174. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la Faculté de Médecine de Paris à accepter la Legs qui lui a été fait par M^{me} Veuve Leblanc de Châteauvillard, née Sabatier, à l'effet de fonder un Prix annuel destiné au Savant dont le travail concourra le plus au soulagement des malades.

Du 10 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique;

Vu l'extrait du testament, en date du 15 juillet 1840, de M^{me} veuve Leblanc de Châteauvillard, née Sabatier, ainsi conçu :

« Je prie M. Adelon, professeur à la faculté de médecine, mon beau-frère, de s'entendre avec ladite faculté pour fonder un prix annuel destiné au savant dont le travail de l'année concourra le plus, soit en médecine, soit en chirurgie, au but que je me propose, le soulagement des malades.

« Je lègue, en conséquence, à l'académie de médecine de Paris la somme de cent mille francs que mes exécuteurs testamentaires retiendront sur mes

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 481, n° 3541.

⁽²⁾ x^e série, Bull. 512, n° 3883.

⁽³⁾ xi^e série, Bull. 284, n° 2561.

⁽⁴⁾ x^e série, Bull. 569, n° 4350.

⁽⁵⁾ xi^e série, Bull. 149, n° 1241.

⁽⁶⁾ xi^e série, Bull. 462, n° 4279.

⁽⁷⁾ xi^e série, Bull. 523, n° 4808.

⁽⁸⁾ xi^e série, Bull. 640, n° 5953.

rentes trois pour cent, et ce pendant six mois à partir du jour de mon décès, époque où ce prix devra être fondé au nom de *François-Jochim Leblanc de Châteauvillard* et de *Jenny Sabatier*, son épouse. Ces six mois d'arrérages serviront à acquitter les droits et dépenses nécessaires.»

Vu la délibération, en date du 10 septembre 1861, par laquelle l'académie impériale de médecine a renoncé aux prétentions qu'elle pouvait avoir sur le legs de M^{me} veuve de *Châteauvillard* par suite de l'ambiguïté des termes du testament;

Vu la transaction passée entre M. *Louis-Alfred Leblanc de Châteauvillard*, seul héritier de la testatrice, et M. le doyen de la faculté de médecine de Paris, le 12 août 1863, par laquelle le montant du legs est réduit au capital d'une rente perpétuelle de deux mille francs trois pour cent sur l'État français;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le doyen de la faculté de médecine de Paris, comme délégué du ministre de l'instruction publique, est autorisé à accepter, au nom de ladite faculté, le legs à elle fait par la dame veuve *Leblanc de Châteauvillard*, née *Sabatier*, à l'effet de fonder un prix annuel destiné au savant dont le travail concourra le plus au soulagement des malades.

2. La transaction du 12 août 1863, passée entre le sieur *Louis-Alfred Leblanc de Châteauvillard*, seul héritier de la testatrice, et le doyen de la faculté de médecine de Paris, est approuvée.

Le montant du legs est réduit au capital d'une rente de deux mille francs (2,000') trois pour cent sur l'État français. Les frais de ladite transaction et de sa réalisation, ainsi que tous les autres droits de succession, resteront à la charge de l'héritier de M^{me} veuve de *Châteauvillard*.

Il sera passé acte public de cette transaction.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

Signé V. DURUY.

N° 12,175. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, sur l'exercice 1863, un Crédit à titre de Fonds de concours versés par la ville de Marseille, en exécution du traité approuvé par le décret du 25 janvier 1854 et la loi du 10 juin suivant.

Du 13 Février 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu notre décret du 19 janvier 1852 ⁽¹⁾, portant que les terrains de l'ancien lazaret de Marseille seront vendus et les sommes en provenant employées à divers travaux d'utilité publique :

Vu notre décret du 25 janvier 1854 ⁽²⁾ et la loi du 10 juin suivant, qui approuvent le traité contenu dans la délibération du conseil municipal de Marseille, du 16 janvier 1854, relative aux terrains de l'ancien lazaret :

Vu nos décrets en date des 30 juillet ⁽³⁾ et 16 décembre 1857 ⁽⁴⁾, 24 juin ⁽⁵⁾, 15 août ⁽⁶⁾ et 13 octobre 1858 ⁽⁷⁾, 22 janvier ⁽⁸⁾, 11 juin ⁽⁹⁾, 24 août ⁽¹⁰⁾, 31 décembre 1859 ⁽¹¹⁾ et 31 août 1860 ⁽¹²⁾, qui, à la suite de versements effectués par la ville de Marseille, en exécution du traité susvisé, ont ouvert à notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, des crédits s'élevant ensemble à sept millions deux cent dix mille francs ;

Vu les comptes généraux des dépenses des années pendant lesquelles les versements ci-dessus ont eu lieu, constatant qu'il est resté sans emploi vingt mille quatre cent quatorze francs cinquante et un centimes sur les versements effectués en 1858, 1859 et 1860, savoir :

Exercice 1858.....	150' 00"
Exercice 1859.....	19,844 51
Exercice 1860.....	420 00

ENSEMBLE..... 20,414 51

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840, ainsi conçu :

« Les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers pour concourir, avec ceux de l'État, à l'exécution des travaux publics, seront portés en recette aux produits divers du budget; un crédit de pareille somme sera ouvert par ordonnance royale au ministre des travaux publics, additionnellement à ceux qui lui auront été accordés par le budget pour les mêmes travaux, et la portion desdits fonds qui n'aura pas été employée pendant le cours d'un exercice pourra être imputée, avec la même affectation, au budget des exercices subséquents, en vertu d'ordonnances royales qui prononceront l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice expiré; »

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽¹³⁾ ;

Vu la lettre de notre ministre secrétaire d'État au département des finances, en date du 16 janvier 1864 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1863 (*Chapitre XL. — Travaux d'amélioration et d'achève-*

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 480, n° 3532.

⁽²⁾ xi^e série, Bull. 134, n° 1119.

⁽³⁾ xi^e série, Bull. 531, n° 4844.

⁽⁴⁾ xi^e série, Bull. 574, n° 5195.

⁽⁵⁾ xi^e série, Bull. 619, n° 5743.

⁽⁶⁾ xi^e série, Bull. 630, n° 5841.

⁽⁷⁾ xi^e série, Bull. 612, n° 5907.

⁽⁸⁾ xi^e série, Bull. 663, n° 6207.

⁽⁹⁾ xi^e série, Bull. 708, n° 6697.

⁽¹⁰⁾ xi^e série, Bull. 729, n° 6910.

⁽¹¹⁾ xi^e série, Bull. 767, n° 7299.

⁽¹²⁾ xi^e série, Bull. 858, n° 8283.

⁽¹³⁾ xi^e série, Bull. 440, n° 4110.

ment des ports maritimes), un crédit de vingt mille quatre cent quatorze francs cinquante et un centimes (20,414^f 51^c).

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

De Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 12,176. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui reporte à l'exercice 1863 une portion des Crédits ouverts sur l'exercice 1862, à titre de Fonds de concours versés au Trésor, pour l'établissement de grandes lignes de Chemins de fer.

Du 5 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 2 juillet 1862, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1863;

Vu notre décret du 23 novembre suivant⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget de cet exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840, ainsi conçu :

« Les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à l'exécution des travaux publics, seront portés en recette aux produits divers du budget; un crédit de pareille somme sera ouvert par ordonnance royale au ministère des travaux publics, additionnellement à ceux qui lui auront été accordés par le budget pour les mêmes travaux, et la portion desdits fonds qui n'aura pas été employée pendant le cours d'un exercice pourra être réimputée avec la même affectation, aux budgets des exercices subséquents, en vertu d'ordonnances royales qui prononceront l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice expiré. »

Vu nos décrets des 15 février⁽²⁾, 2 juillet⁽³⁾ et 8 novembre 1862⁽⁴⁾ et 18 février 1863⁽⁵⁾, qui, en suite de versements effectués au Trésor, à titre

⁽¹⁾ Bull. 1070, n° 10,729.

⁽²⁾ Bull. 1008, n° 10,017.

⁽³⁾ Bull. 1044, n° 10,514.

⁽⁴⁾ Bull. 1070, n° 10,731.

⁽⁵⁾ Bull. 1091, n° 10,948.

de fonds de concours, ont ouvert sur le chapitre **XLI** (*Établissement de grandes lignes de chemins de fer*) du budget de l'exercice 1862, au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, des crédits s'élevant ensemble à sept millions huit cent quatre-vingt-onze mille trois cent sept francs soixante six centimes, savoir :

Décret du 15 février 1862..... 7,873,704' 66"
provenant de portions non employées sur les crédits des
exercices 1860 et 1861, comme suit :

Exercice 1860.....	3,200,000' 00"
Exercice 1861.....	4,673,704 66

TOTAL ÉGAL.....	7,873,704 66
-----------------	--------------

Décret du 2 juillet 1862, portant ouverture d'un crédit total de deux millions quatre-vingt et un mille six cent soixante et dix-sept francs quarante-deux centimes, dans lequel figure, au chapitre **XLI**, une somme de.....

3,000 00

Décret du 8 novembre 1862, portant ouverture d'un crédit total de deux millions cinq cent soixante-trois mille sept cent soixante et treize francs vingt et un centimes, dans lequel figure, au chapitre **XLI**, une somme de.....

5,000 00

Décret du 18 février 1863, portant ouverture d'un crédit total de neuf cent quatre-vingt-treize mille huit cent soixante et dix-neuf francs quatre-vingt-quinze centimes, comprenant, au chapitre **XLI**, une somme de.....

9,603 00

SOMME PAREILLE.....	7,891,307 66
---------------------	--------------

Vu le compte général des dépenses de l'exercice 1862, d'où il résulte que, sur les crédits dont il s'agit, il reste sans emploi une somme de trois millions deux cent soixante et dix-neuf mille neuf cent soixante et seize francs vingt-sept centimes, laquelle peut être reportée à l'exercice 1863, en exécution des dispositions précitées;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 22 février 1864;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est reportée à l'exercice 1863, chapitre **XLIII** du budget (*Établissement de grandes lignes de chemins de fer*), la somme de trois millions deux cent soixante et dix-neuf mille neuf cent soixante et seize francs vingt-sept centimes (3,279,976' 27"), restant libre sur l'exercice 1862, chapitre **XLI** du budget (*Établissement de grandes lignes de chemins de fer*).

Une somme égale de trois millions deux cent soixante et dix-neuf mille neuf cent soixante et seize francs vingt-sept centimes est annulée à l'exercice 1862, au chapitre **XLI**.

⁽¹⁾ Bull. 400, n° 4110.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 12,177. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise MM. Émile Vuigner, le vicomte de Rainneville et Monmert-Joly à recevoir en Entrepôt fictif, dans les Magasins généraux par eux exploités à Amiens, les Marchandises et Produits nationaux soumis à des taxes d'octroi ou à des impôts de consommation intérieure.

Du 12 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le décret, en date du 7 novembre 1863 ⁽¹⁾, portant autorisation aux sieurs *Vuigner*, le vicomte de *Rainneville* et *Monmert-Joly* d'établir et d'exploiter un magasin général avec salle de ventes publiques à Amiens ;

Vu la demande formée par les susnommés à l'effet d'être autorisés à placer les marchandises déposées dans leurs magasins, sous le régime de l'entrepôt fictif ;

Vu les avis émis, relativement à cette demande, par la chambre de commerce d'Amiens et par le préfet de la Somme ;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 20 décembre 1860 ;

Vu la loi du 28 mars 1858 et le décret du 12 mars 1859 ⁽²⁾ ;

La section des travaux publics, de l'agriculture et du commerce du Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les sieurs *Émile Vuigner*, le vicomte de *Rainneville* et *Monmert-Joly* sont autorisés à recevoir en entrepôt fictif, dans les magasins généraux par eux exploités, en vertu de notre décret ci-dessus visé,

⁽¹⁾ Bull. 1158, n° 11,773.

⁽²⁾ Bull. 673, n° 6304.

les marchandises et produits nationaux soumis à des taxes d'octroi ou à des impôts de consommation intérieure.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois et inséré au Moniteur.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉNIC.

N° 12,178. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'établissement, à Toulouse,
d'un Magasin général avec Salles de Ventes publiques.*

Du 16 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu notre décret du 26 avril 1862 ⁽¹⁾, qui a autorisé les sieurs *Félix Marceille* et *Th. Malpel* à ouvrir et à exploiter à Toulouse des magasins généraux avec salles de ventes publiques, dans les bâtiments figurés aux plans joints audit décret ;

Vu la demande formée par lesdits sieurs *Marceille* et *Malpel* dans le but d'obtenir : 1° l'autorisation de changer le local affecté à l'exploitation de leur entreprise ; 2° la réduction de leur cautionnement, primitivement fixé à vingt-cinq mille francs ;

Vu le plan produit à l'appui de la demande ;

Vu les avis émis, relativement à cette demande, par la chambre et le tribunal de commerce et par le préfet de la Haute-Garonne ;

Vu les lois du 28 mai 1858 et nos décrets des 12 mars 1859 ⁽²⁾ et 30 mai 1863 ⁽³⁾ ;

La section des travaux publics, de l'agriculture et du commerce du Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les sieurs *Félix Marceille* et *Théodore Malpel* sont autorisés à établir et à exploiter à Toulouse, conformément aux lois du 28 mai 1858 et à nos décrets des 12 mars 1859 et 30 mai 1863, un magasin général avec salles de ventes publiques, dans les locaux

⁽¹⁾ Bull. 1020, n° 10,153.

⁽²⁾ Bull. 673, n° 6304.

⁽³⁾ Bull. 929, n° 9024.

figurés au plan ci-dessus visé et qui restera annexé au présent décret.

2. Le chiffre du cautionnement à fournir en garantie de leur gestion est fixé à dix mille francs (10,000^f), dont le montant sera versé à la caisse des dépôts et consignations, conformément à l'article 2 de notre décret du 12 mars susvisé.

Le chiffre de ce cautionnement pourra être ultérieurement élevé, la chambre et le tribunal de commerce et les permissionnaires entendus.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois et inséré au Moniteur.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 12,179. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui proroge jusqu'au 4 mai 1864
la session du Corps législatif.*

Du 30 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 46 de la Constitution;

Vu nos décrets des 10 octobre 1863⁽¹⁾ et 2 février 1864⁽²⁾,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La session du Corps législatif est prorogée jusqu'au 4 mai 1864 inclusivement.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHIER.

⁽¹⁾ Bull. 1151, n° 11,675.

⁽²⁾ Bull. 1182, n° 12,023.

N° 12,180. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui annule la concession faite par la loi sarde du 12 juin 1857, à la Compagnie du Chemin de fer des lignes d'Italie, de la ligne de jonction entre le canton de Genève et le Chemin de fer du Valais.

Du 30 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la loi sarde, en date du 12 juin 1857, portant concession à la compagnie du chemin de fer des lignes d'Italie, notamment d'une ligne de jonction entre le canton de Genève et le chemin de fer du Valais, passant par Thonon, Eviant et Saint-Gingolph ; ensemble le cahier des charges annexé à ladite loi ;

Vu le traité, en date du 24 mars 1860⁽¹⁾, relatif à la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France ;

Vu l'article 17 de la convention conclue, le 7 mai 1862⁽²⁾, relativement aux chemins de fer entre la France et le royaume d'Italie, ledit article ainsi conçu :

« Le cautionnement de deux millions de francs (2,000,000^f), versé par la compagnie du chemin de fer des lignes d'Italie, sera divisé en deux parties égales qui seront affectées exclusivement, l'une aux sections sises sur le territoire français, et l'autre aux sections sises sur le territoire italien. En conséquence, le gouvernement italien versera, dans un délai de trois mois, à partir de la ratification de la présente convention, une somme de un million de francs (1,000,000^f) dans les caisses du Gouvernement français, à la charge, par ce dernier, de remplir vis-à-vis de la compagnie toutes les conditions du cahier des charges, en ce qui concerne le cautionnement. »

Vu les lettres de la compagnie en date des 10 décembre 1863 et 2 mars 1864, ayant pour objet, la première, de déclarer qu'elle est disposée à renoncer, moyennant certaines conditions, à la concession de la ligne de Saint-Gingolph à Genève, et la seconde, de faire connaître qu'elle accepte les conditions auxquelles ladite concession a paru au Gouvernement pouvoir être annulée ;

Vu l'avis du comité consultatif des chemins de fer, en date du 6 février 1864 ;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852, article 4 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est annulée la concession faite par la loi sarde du 12 juin 1857, à la compagnie du chemin de fer des lignes d'Italie, de la ligne de jonction entre le canton de Genève et le chemin de fer du Valais.

2. Le cautionnement de un million de francs (1,000,000^f), affecté à la garantie de l'exécution de la ligne énoncée à l'article précédent, sera remboursé à ladite compagnie.

⁽¹⁾ Bull. 803, n° 7722.

⁽²⁾ Bull. 1028, n° 10,274.

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 12,181. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les sieurs *Pigeory, Léon Duval, Serand et Polin* sont autorisés à construire une digue dans l'alignement de celle dite du *Casino*, commune de Villers-sur-Mer (Calvados), conformément aux indications du plan annexé au procès-verbal de conférence du 18 novembre 1861 et sous les conditions suivantes :

1° Un chemin public de cinq mètres (5^m) de largeur minima sera établi sur le sommet de la digue et placé à un mètre (1^m) au moins au-dessus du niveau des plus hautes mers d'équinoxe.

2° Des rampes d'accès seront ménagées dans le prolongement des rues et chemins de Villers; des escaliers permettront de descendre facilement à la plage au droit de ces voies publiques; enfin un ou plusieurs escaliers seront établis dans la partie qui se trouvera en avant de la parcelle désignée au plan sous le n° 2, laquelle doit être accessible bien qu'éloignée du chemin actuellement existant.

3. Le préfet du département du Calvados est autorisé à concéder, à raison de sept francs cinquante centimes (7^f 50^c) l'are et aux conditions ordinaires des ventes de biens de l'État et sauf détermination ultérieure de leur contenance réelle, les parcelles de rivage maritime ci-après désignées, comprises entre l'arête extérieure de la digue projetée et les propriétés riveraines, savoir :

1° Au sieur *Pigeory*, les parcelles n° 2, 3 et 4, d'une contenance approximative totale de quatre-vingt-seize ares;

2° Au sieur *Léon Duval*, les parcelles n° 5 et 6, d'une contenance approximative totale de vingt-sept ares;

3° Au sieur *Serand*, la parcelle n° 7, contenant approximativement quatorze ares;

4° Au sieur *Polin*, la parcelle n° 8, contenant approximativement neuf ares. (*Vichy, 14 Juillet 1863.*)

N° 12,182. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Le préfet du Pas-de-Calais est autorisé à concéder, sous les conditions énoncées au procès-verbal de conférence des 5-20 mai 1862 :

1° Au sieur *Dérot*, moyennant le prix de quatre mille cent vingt francs soixante et onze centimes, trois parcelles de lais de mer sises sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-les-Calais, d'une contenance totale de trente-huit hectares seize ares quatre-vingt-onze centiares;

2° Au sieur *Matis*, moyennant le prix de quatre mille six cent cinquante-deux francs soixante et quatorze centimes, une autre parcelle de lais de mer sise sur le territoire de la commune de Marck, d'une contenance de quarante-six hectares cinquante-deux ares soixante et quatorze centiares, ainsi que ces terrains sont désignés et décrits dans les rapports des ingénieurs des ponts et chaussées, des 31 mai 1861 et 25 janvier 1863, et dans le procès-verbal de conférence susvisé et sur les plans y annexés. (*Vichy, 23 Juillet 1863.*)

N° 12,183. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Le préfet du département de la Somme est autorisé à concéder au sieur *Lemée* (*Lucien*), moyennant le prix de cent deux francs cinquante-huit centimes et aux conditions ordinaires des ventes de biens de l'État, la parcelle de rivage maritime située au cap Hornu, commune de Saint-Valery, et désignée au rapport des ingénieurs des ponts et chaussées, des 26 mars et 3 avril 1863, et au plan des lieux. (*Biarritz, 19 Septembre 1863.*)



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Avril 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1193.

N° 12,184. — *Loi portant concession au département de la Seine de deux parcelles de terrain dépendant de la forêt domaniale de Retz.*

Du 9 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

Le CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Sont concédées au département de la Seine, moyennant un loyer de cent dix-sept francs (117^f) par an, pour toute la durée de l'affectation du château de Villers-Cotterets à son dépôt de mendicité, les deux parcelles de terrain dépendant de la forêt domaniale de Retz, désignées par les lettres A et B sur le plan ci-annexé.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Mars 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé COMTE LE PELETIER D'AUNAY, H. BUSSON-BILLAULT,
COMTE JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à la concession au département de la Seine de deux parcelles de terrain dépendant de la forêt domaniale de Retz.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

XI^e Série.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Avril 1864.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,185. — *Loi qui autorise le département de la Côte-d'Or à s'imposer
extraordinairement.*

Du 9 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Côte-d'Or est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Un centime (1^r) en 1865 et en 1866, dont le produit sera affecté au service des bâtiments départementaux;

2° Un centime (1^r) pendant cinq ans, à partir de 1865, dont le montant sera consacré à venir en aide aux communes pour les travaux de leurs chemins vicinaux.

La dernière de ces impositions sera perçue indépendamment des centimes spéciaux dont le recouvrement pourra être autorisé, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 Mars 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Marquis DE TALHOUËT, JEAN NOUBEL,
comte LE PELLETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à des impositions extraordinaires par le département de la Côte-d'Or.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 19 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 12,186. — *Loi qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine à affecter au remboursement et au service des intérêts d'un Emprunt réalisé en vertu d'une loi du 14 mai 1856, les fonds qui resteront sans emploi sur le produit de l'imposition autorisée par une autre loi de la même date.*

Du 9 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit:

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département d'Ille-et-Vilaine est autorisé, con-

formément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à affecter au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt réalisé en vertu de la loi du 14 mai 1856, pour les travaux des routes départementales, les fonds qui resteront sans emploi sur le produit de l'imposition autorisée par une autre loi, de la même date, pour la création d'ateliers de charité.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Mars 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé H. BUSSON-BILLAULT, comte LE PELETIER D'AUNAY,
comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emploi de fonds par le département d'Ille-et-Vilaine.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,187. — *Loi qui autorise la ville de Châlon à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 9 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCIONNÉ et SANCIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Châlon (Saône-et-Loire) est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant trois ans, à partir de 1865, treize centimes (13') additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué en totalité à quatre-vingt-huit mille quatre cents francs (88,400'), servira au payement des frais de construction d'une maison d'école.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 Mars 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNAY.**

Les Secrétaires,

Signé **Comte LE PELETIER D'AUNAY, MARQUIS DE TALHOUËT,**
JEAN NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une imposition extraordinaire par la ville de Châlon (Saône-et-Loire).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 19 Mars 1864.

Le Président,

Signé **TROPLONG.**

Les Secrétaires,

Signé **Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,**
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé **Baron T. DE LACROSSE.**

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux

tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé R. ROUHER.

N° 12,188. — *Loi qui autorise la ville de Dunkerque à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 9 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Dunkerque (Nord) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de deux cent mille francs (200,000^f), remboursable en douze années, à partir de 1865, et destinée, avec les ressources du budget, au payement des frais de construction d'une nouvelle église.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant douze ans, à partir de 1865, six centimes (6^c) additionnels au principal des quatre contributions directes. Le produit de cette imposition, évalué en totalité à deux cent mille soixante francs environ,

servira, avec les prélèvements sur les revenus ordinaires, au remboursement de l'emprunt, en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Mars 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, H. BISSON-BILLAULT,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Dunkerque (Nord).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 12,189. — *Loi qui autorise la Commission administrative de l'hospice de Morlaix à contracter un Emprunt.*

Du 9 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La commission administrative de l'hospice de Morlaix (Finistère) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne dépassera pas cinq pour cent, une somme de vingt mille francs (20,000'), remboursable, en principal et intérêts, en vingt-cinq ans, sur les revenus ordinaires de l'hospice, et destinée à couvrir les frais de clôture des terrains dépendant du service des femmes aliénées.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

La commission accordée à la société du crédit foncier par l'article 4 de la loi du 6 juillet 1860 pourra être ajoutée au taux d'intérêt ci-dessus fixé, jusqu'à concurrence de trente centimes (30^c) pour cent francs par an.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Mars 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, H. BUSSON-BILLAULT,
comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt par l'hospice de la ville de Morlaix (Finistère).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Avril 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER**.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé **J. BAROCHÉ**.

N° 12,190. — *LOI portant prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de la commune de Saint-Marc (Finistère).*

Du 9 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS **SANCTIONNÉ** et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La perception de la surtaxe de vingt et un francs (21^f) par hectolitre d'alcool pur, autorisée à l'octroi de la commune de Saint-Marc (Finistère), par la loi du 28 mai 1859, est et demeure prorogée jusqu'au 31 décembre 1874 inclusivement.

Cette surimposition est indépendante du droit principal de quatre francs (4^f) qui se perçoit sur ce liquide.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Mars 1864.

Le Président,

Signé **Duc DE MORNAY**.

Les Secrétaires,

Signé **Comte LE PELETIER D'AUNAY**, **H. BUSSON-BILLAULT**,
comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à la

prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Saint-Marc (Finistère).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Avril 1864.

Le Président

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,191. — *Loi portant établissement de Surtaxes à l'Octroi de la commune de Chambéry (Savoie).*

Du 9 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. A partir de la promulgation de la présente loi, et jusqu'au 31 décembre 1869 inclusivement, les surtaxes suivantes seront perçues à l'octroi de la commune de Chambéry (Savoie), sur les boissons ci-après désignées :

Vins en cercles et en bouteilles	1' 80' l'hectolitre.
Cidres, poirés et hydromels	2 00
Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.	12 00

Ces taxes seront indépendantes des droits auxquels ces boissons sont soumises audit octroi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Mars 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

**Signé Comte JOACHIM MURAT, comte LE PELETIER D'AUNAY,
H. BUSSON-BILLAULT.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'établissement de surtaxes à l'octroi de la commune de Chambéry (Savoie).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

**Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,192. — DÉCRET IMPÉRIAL qui crée un Conseil de Prud'hommes à Dijon.

Du 9 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu les délibérations du conseil municipal de la ville de Dijon, du 6 janvier 1863 ;

Vu les propositions du préfet de la Côte-d'Or, du 20 mars 1863, et l'avis de notre ministre secrétaire d'État au département de la justice, exprimé dans sa lettre du 22 décembre 1863 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est créé à Dijon un conseil de prud'hommes qui sera composé de la manière suivante :

CATÉ- GORIES.	INDUSTRIELS.	PATRONS.	OUVRIERS.
1 ^{re} .	Typographes, lithographes, graveurs sur bois et métaux, relieurs, brocheurs, ateliers de reliure, fabrique d'instruments aratoires, constructeurs-mécaniciens, ajusteurs, serruriers-mécaniciens, ateliers de réparations et traction du chemin de fer, fabricants de registres, armuriers, horlogers, orfèvres et bijoutiers, taillandiers, fondeurs, couteliers et bandagistes, épingliers, treillageurs, potiers d'étain.....	2	2
2 ^e .	Entrepreneurs de maçonnerie et de travaux publics, charpentiers, menuisiers, plâtriers, couvreur, vitriers, peintres décorateurs et en bâtiments, badigeonneurs, serruriers, marbriers-sculpteurs, ferblantiers, pompiers, plombiers-zingueurs et lampistes, tailleurs de pierres, carriers, scieurs de long.....	2	2
3 ^e .	Brasseurs, vinaigriers, tonneliers, tanneurs, corroyeurs, fabrique de brides de sabots, bourreliers, selliers, carrossiers, menuisiers en voitures, peintres d'équipages, charrons, ferreurs, maréchaux ferrants, cordonniers, fabrique de chaussures, vanniers, fabriques de plâtre et de chaux, fabriques de tuiles, de poterie, de tuyaux de drainage et autres fabriques de produits chimiques, teinturiers-appréteurs filateurs de laine et de coton, fabriques de tricot circulaire, fabriques de malt, fabriques de chapeaux et de casquettes, usines de gaz, fabriques d'huiles, de bougies et de chandelles, fabriques de papiers peints, fabriques d'allumettes chimiques et autres.....	2	2
4 ^e .	Fabriques de moutarde, de chocolat, de pains d'épices, confiseurs, distillateurs liquoristes, tailleurs d'habits, ateliers de confection pour hommes et pour femmes, tapissiers, ébénistes, tourneurs sur bois et métaux, fabricants de chaises et fauteuils, fabricants de billards, pelletiers, passementiers, opticiens et fabricants d'instruments de physique et de mathématiques, fabricants de fleurs artificielles, de parfumerie, coiffeurs, fabricants de parapluies, de brosses, de peignes, de sabots, de crépins, formiers, matelassiers, cordiers, paveurs, vidangeurs.....	2	2
	TOTAL.....	8	8
	TOTAL GÉNÉRAL.....	16	

2. La juridiction du conseil de prud'hommes de Dijon s'étendra à tous les établissements désignés à l'article 1^{er} et dont le siège sera situé dans l'un ou l'autre des trois cantons de la ville.

Seront justiciables de ce conseil les fabricants, entrepreneurs et chefs d'atelier qui seront à la tête desdits établissements, ainsi que les contre-maîtres, ouvriers et apprentis qui travailleront pour eux, quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns et des autres.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Moniteur.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 12,193. — DÉCRET IMPÉRIAL sur la Discipline des Titulaires de la Médaille commémorative de l'Expédition du Mexique.

Du 15 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le titre VI du décret organique de la Légion d'honneur, du 16 mars 1852⁽¹⁾, et le décret disciplinaire du 24 novembre suivant⁽²⁾;

Vu les décrets des 26 février 1858⁽³⁾, 24 octobre 1859⁽⁴⁾ et 25 mars 1861⁽⁵⁾, qui rendent applicables aux titulaires de la médaille de Sainte-Hélène et des médailles commémoratives des campagnes de Crimée, de la Baltique, d'Italie et de Chine, les dispositions disciplinaires des décrets des 16 mars et 24 novembre 1852, ci-dessus visés;

Vu notre décision, en date du 26 février 1858, qui autorise les ministres de la guerre et de la marine, et, par délégation, les commandants en chef des armées de terre et de mer à prononcer, par mesure de discipline, contre tout militaire ou marin en activité de service, pendant un temps qui ne pourra excéder deux mois, la suspension du droit de porter les insignes des médailles décernées par Leurs Majestés la Reine d'Angleterre et le Roi d'Italie; ladite décision rendue applicable aux titulaires des médailles commémoratives des campagnes d'Italie et de Chine, par nos décrets des 24 octobre 1859 et 25 mars 1861;

Vu les articles 259 du Code pénal et 266 du Code de justice militaire;

Vu le décret du 29 août 1863⁽⁶⁾, relatif à la création d'une médaille

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 503, n° 3797.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 592, n° 4564.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 587, n° 5352.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 747, n° 7129.

⁽⁵⁾ 1^{re} série, Bull. 920, n° 8912.

⁽⁶⁾ 1^{re} série, Bull. 1145, n° 11,568.

commémorative de l'expédition du Mexique, dont les articles 1 et 4 sont ainsi conçus :

« Art. 1^{er}. Il est créé une médaille commémorative de l'expédition du Mexique en 1862 et 1863.

« Art. 4. La médaille sera accordée par l'Empereur à tous ceux qui ont pris part à l'expédition du Mexique, sur la proposition du ministre dont dépend le corps ou le service auquel ils ont été attachés. »

Sur la proposition de notre grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur;

Le conseil de l'ordre entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions disciplinaires du titre VI du décret du 16 mars 1852 et du décret du 24 novembre suivant sont applicables aux titulaires de la médaille commémorative de l'expédition du Mexique.

2. Sont également applicables aux titulaires de la médaille de l'expédition du Mexique les dispositions de notre décision du 26 février 1858, ci-dessus visée.

3. Nos ministres et notre grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 15 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,

Signé VAILLANT.

Vu pour l'exécution :

Le Grand Chancelier,

Signé FLAHAULT.

N° 12,194. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre de la Guerre un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor par des Départements, des Communes et des Particuliers pour l'exécution de Travaux militaires appartenant à l'exercice 1863.

Du 23 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre;

Vu la loi du 2 juillet 1862, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1863;

Vu notre décret du 23 novembre suivant⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice;

⁽¹⁾ Bull. 1070, n° 10,729.

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution des travaux appartenant à l'exercice 1863;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 8 mars 1864;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État de la guerre, sur l'exercice 1863, un crédit de cent trente-quatre mille cent francs (134,100'), applicable aux travaux du service du génie indiqués ci-après :

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XVI. — Établissements et matériel du génie.

Place d'Arras. — Reconstruction de la porte Baudimont.....	15,000'
Place de Bayonne. — Travaux de défense au camp de Marac....	5,000
Place de Rennes. — Construction d'un nouveau quartier d'artillerie	40,000
Place de Saint-Étienne. — Subvention pour le logement du général.	1,500
Place de Limoges. — Subvention pour le logement du général...	2,600
	64,100

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. II. — Établissements et matériel du génie.

Place de Lille. — Agrandissement de la ville.....	70,000
TOTAL GÉNÉRAL	134,100

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances ,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département
de la guerre ,

Signé RANDON.

N° 12,195. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Angoulême, d'un Refuge tenu par les Sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur.

Du 30 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

⁽¹⁾ Bull. 440, n° 4110.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation hospitalière et enseignante des sœurs de Notre-Dame de charité du Bon-Pasteur, existant à Angers (Maine-et-Loire) en vertu d'un décret du 13 septembre 1852⁽¹⁾, est autorisée à fonder à Angoulême (Charente) un refuge tenu par des sœurs de son ordre, à la charge par ces religieuses de se conformer exactement aux statuts adoptés par la maison mère et approuvés par décret impérial du 16 juillet 1810⁽²⁾.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux,

Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

N° 12,196. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux d'achèvement de l'aile droite de la manufacture impériale des tabacs de Strasbourg, département du Bas-Rhin.

2. L'administration des tabacs est autorisée à acquérir, par application de la loi du 3 mai 1841, les cinq immeubles reconnus nécessaires et inscrits au cadastre sous les n° 966, 968, 969, 972 et 977. (*Saint-Cloud, 6 Août 1863.*)

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 578, n° 4446.

⁽²⁾ iv^e série, Bull. 305, n° 5790.



Certifié conforme :

Paris, le 16^e Avril 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1194.

N° 12,197. — *Loi qui ouvre, sur l'exercice 1863, un Crédit applicable au Contrôle et à la Surveillance des Chemins de fer.*

Du 16 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ ET SANCTIONNONS, PROMULGUÉ ET PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1863, un crédit de cent vingt mille francs (120,000^f), applicable au chapitre VIII du budget des dépenses sur ressources spéciales (*Contrôle et surveillance des chemins de fer*).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi au moyen des sommes versées au trésor par les compagnies de chemins de fer pour frais de contrôle et de surveillance.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Mars 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé MARQUIS DE TALHOÛËT, comte LE PELETIER D'AUNAY,
HENRI NOUBEL, SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un
XI^e Série.

crédit de cent vingt mille francs, applicable au contrôle et à la surveillance des chemins de fer.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 8 Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROGHE.

N° 12,198. — *Loi qui autorise le département des Côtes-du-Nord à s'imposer extraordinairement.*

Du 16 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Côtes-du-Nord est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Un centime vingt-cinq centièmes (1° 25/100) pendant deux ans, à partir de 1865, trois centimes (3°) en 1867 et en 1868, et six

centimes (6°) pendant trois ans, à partir de 1869, dont le produit sera affecté aux travaux des routes départementales;

2° Un centime vingt-cinq centièmes (1° 25/100) en 1865 et en 1866, trois centimes (3°) pendant les deux années suivantes et six centimes (6°) pendant trois ans, à partir de 1869, dont le montant sera consacré tant à l'achèvement des chemins vicinaux de grande communication qu'au paiement de subventions à accorder, dans les cas extraordinaires, aux communes pour les travaux de leurs chemins vicinaux.

La dernière de ces impositions sera perçue indépendamment des centimes spéciaux dont le recouvrement pourra être autorisé, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 Mars 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé COMTE LE PELETIER D'AUNAY, H. NOUBEL,
marquis DE TALHOÛËT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à des impositions extraordinaires par le département des Côtes-du-Nord.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 19 Mars 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé LE GÉNÉRAL COMTE DE GOXON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
BARON T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes en chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROCHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,199. — *Loi qui autorise le département du Rhône, 1° à contracter un Emprunt; 2° à s'imposer extraordinairement; 3° à imputer sur le produit d'une Imposition extraordinaire, créée en 1860, une somme de 52,423 francs, qui sera appliquée aux travaux de la maison de correction de Lyon.*

Du 16 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Rhône est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de soixante-sept mille cinq cents francs (67,500'), qui sera appliquée au service des enfants assistés.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département du Rhône est également autorisé :

1° A s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, deux centimes quatre dixièmes ($2\frac{4}{10}$ '' en 1865 et cinq dixièmes ($5/10$ '' de centime pendant trois ans, à partir de 1866, dont le produit sera affecté tant au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt à réaliser en vertu de l'article 1^{er} ci-dessus, qu'au paiement de subventions pour le rachat du péage du pont de Givors, sur la route impériale n° 86, et pour le développement de l'agriculture et des industries qui s'y rattachent;

2° A imputer sur le produit de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 14 juillet 1860 une somme de cinquante-deux mille quatre cent vingt-trois francs (52,423'), qui sera appliquée aux travaux de la maison de correction de Lyon.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Mars 1864:

Le Président,

Signé **DUC DE MOUVY.**

Les Secrétaires,

Signé **COMTE LE PELETIER D'AUNAY**, marquis de TALBOUËT.
NOUBEL, SÉVERIN ABRATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt, à des impositions extraordinaires et à un emploi de fonds par le département du Rhône.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 8 Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, comte DE BLAIN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et inscrites au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,200. — *Loi qui autorise la ville de Mâcon à contracter un Emprunt.*

Du 16 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir. SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Mâcon (Saône-et-Loire) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cinq cent soixante-cinq mille francs (565,000'), savoir :

1° Deux cent mille francs (200,000'), soit par voie de souscription,

XI^e Série.

32.

soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement; ladite somme remboursable en dix ans, à partir de l'année 1864, sur les revenus ordinaires;

2° De la société du crédit foncier de France, trois cent soixante-cinq mille francs, remboursables en vingt-deux années, à partir de 1864, également sur les revenus ordinaires.

Le produit de ces deux emprunts servira au paiement de dettes arriérées, à l'achèvement d'une église, à des travaux à exécuter sur les chemins vicinaux, à diverses dépenses de voirie, à fournir une subvention au ministère de la guerre pour le dépôt de remonte et à d'autres dépenses d'utilité communale.

La commission accordée à la société du crédit foncier par l'article 4 de la loi du 6 juillet 1860 pourra être ajoutée au taux d'intérêt ci-dessus fixé, jusqu'à concurrence de trente centimes (30^c) pour cent francs (100^c) par an.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Mars 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MONT.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELLETIER D'AUNAY, marquis DE TALHOUËT,
SÉVERIN ABBATUCCI, NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à des emprunts par la ville de Mâcon (Saône-et-Loire).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 8 Avril 1864.

Le Président,

Signé TAQELONG.

Les Secrétaires,

Signé Comte DE BÉARN, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACHROIX.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-

ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Avril 1864.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,201. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui ouvre un **Crédit sur l'exercice 1863**, à titre de **Fonds de concours versés au Trésor par des Départements, des Communes et des Particuliers, pour l'exécution de divers Travaux publics.**

Du 5 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la loi du 2 juillet 1862, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1863 ;

Vu notre décret du 23 novembre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840 ;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1863 ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾ ;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861, article 4 ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 24 février 1864 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1863 (4^e, 5^e et 6^e sections du budget), un crédit de trois cent soixante et un mille six cent soixante-quatre francs soixante-deux centimes (361,664^f 62^c).

Cette somme de trois cent soixante et un mille six cent soixante-quatre francs soixante-deux centimes (361,664^f 62^c) est répartie de la manière suivante entre les sections et chapitres du budget de l'exercice 1863 ci-après désignés, savoir :

⁽¹⁾ Bull. 4070, n° 40,729.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

4^e SECTION DU BUDGET.

CHAP. XVIII.	Entretien des établissements thermaux appartenant à l'État.....	3,171' 56"	3,171' 56"
---------------------	--	-------------------	-------------------

5^e SECTION DU BUDGET.

CHAP. XXII.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.).....	39,286 00	
XXIII.	Navigation intérieure. (Rivières.) (Travaux ordinaires.).....	100,652 98	
XXV.	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires.).....	56,500 00	
TOTAL pour la 5^e section...		196,438 98	196,438 98

6^e SECTION DU BUDGET.

CHAP. XXII.	Rectification des routes impériales.	26,210 79	
XXIV.	Construction de ponts.....	22,128 91	
XXXVIII.	Amélioration de rivières.....	17,597 75	
XLI.	Dessèchements et irrigations et autres travaux d'amélioration agricole.....	2,500 00	
XLII bis.	Travaux de défense des villes contre les inondations.....	93,616 63	
TOTAL pour la 6^e section....		162,054 98	162,054 98

SOMME ÉGALE au montant du crédit.....	361,664 62
--	-------------------

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉAU.

État des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1863.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements par chapitres.
4^e SECTION DU BUDGET.		
CHAPITRE XVIII.		
ENTRETIEN DES ÉTABLISSEMENTS THERMAUX APPARTENANT À L'ÉTAT.		
Allier.....	Travaux de clôture du parc de l'établissement thermal de Vichy.....	3,171 ⁵⁶
5^e SECTION DU BUDGET.		
CHAPITRE XXII.		
ROUTES ET PONTS. (Travaux ordinaires.)		
Ain.....	Construction de trottoirs le long des routes impériales qui traversent la ville de Bourg.....	4,217 43
Alger.....	Établissement de trottoirs et de caniveaux pavés sur la route impériale n° 143, dans la traverse de Montluçon.....	5,200 00
Indre-et-Loire.	Amélioration de la route n° 10, sur la place des Portes-de-Fer, à Tours.....	1,000 00
Landes....	Construction d'un égout sur la route impériale n° 10, dans la traverse de Mont-de-Marsan.....	1,500 00
Loir-et-Cher	Construction de trottoirs le long de la route impériale n° 10, dans la rue du Change, à Vendôme.....	3,056 59
Lot-et-Garonne.	Construction de trottoirs le long de la route impériale n° 21, dans la traverse d'Astaffort.....	100 00
Moselle....	Établissement de la route n° 57 dans la rue Serpenoise, à Metz.....	1,923 30
Oise.....	Travaux d'élargissement de la route impériale n° 1, dans la traverse de Beauvais, rue Saint-Thomas.....	1,933 33
Orne.....	Construction d'un aqueduc sous la route n° 162, dans la traverse de Flers.....	1,500 00
Haute-Saône.	Amélioration de la route impériale n° 83, de Lyon à Strasbourg, dans la traverse d'Héricourt.....	4,000 00
Sarthe....	Élargissement de la route impériale n° 23, dans la traverse de Connerre, route de Paris à Nantes.....	200 00
Seine.....	Arrosage de la route impériale n° 34 (bois de Vincennes)....	1,380 35
Seine-et-Oise.	Amélioration de la route impériale n° 186, dans la traverse de Choisy-le-Roi.....	4,000 00
Seine-et-Oise.	Amélioration des chaussées pavées de la route impériale n° 30, dans la traverse de Saint-Hilaire-de-Darnétal.....	3,776 00
Seine-et-Oise.	Amélioration de la route impériale n° 13, à l'entrée de Bougival.....	1,500 00
Tarn-et-Garonne.	Élargissement de la route n° 127 dans la traverse de Moissac....	4,000 00
TOTAL du chapitre XXII.....		39,286 00
CHAPITRE XXIII.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. (Rivières.)		
(Travaux ordinaires.)		
Gironde...	Construction d'une cale au port de l'Homme.....	624 00
Loire-Inférieure.	Construction d'une cale sur la rive gauche de la Garonne.....	832 00
Loire-Inférieure.	Construction d'une cale à tablier au port de Pierre-Perce, commune de la Chapelle-Basse-Mer.....	2,687 33

DÉPARTE- MENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements par chapitre.
Loire- Inférieure. Maine- et-Loire. Pas- de-Calais.	Travaux d'empiétement entre le pont Moron et la Boire- d'Anjou, sur la levée de la Divatte..... Établissement d'un port sur le Thouet..... Frais de curage de la Searpe.....	784' 00' 1,333 00 1,065 00
Seine..... Seine- et-Marne.	Construction d'un bas port sur la Seine..... Déplacement de la chaîne de touage sous le pont d'Asnières... Construction d'un garde-corps le long de la Seine, dans la tra- verse du village de Samois..... Défense de la rive droite de la Garonne, à Bourret.....	8,000 00 1,500 00 300 00 2,000 00
Tarn- et-Garonne.	Travaux de défense des rives de la Garonne, au droit de la pro- priété des héritiers d'Hebray..... Travaux de défense de la Garonne, au droit des propriétés de MM. Cabane et Vergnes..... Travaux de défense de la rive droite de la Garonne, dans l'anse du Capitaine..... Travaux de défense contre la Garonne, au droit de la propriété du sieur Calusse.....	600 00 10,000 00 5,195 50 4,984 65
Vaucluse.. Vendée.... Vienne.... Yonne....	Travaux d'endiguement du Rhône, au passage du Poncet.... Amélioration de la Sèvre, entre Bazouin et Marans..... Amélioration du port des Ormes, sur la Vienne..... Entretien des pertuis de Grain et de Coulanges.....	10,000 00 50,133 00 361 50 250 00
TOTAL du chapitre XXIII.....		100,652 98
CHAPITRE XXV.		
PORTS MARITIMES, PHARES ET FANAUX.		
(Travaux ordinaires.)		
Calvados.. Charente- Inférieure. Pas- de-Calais. Seine- Inférieure.	Travaux du port d'Isigny..... Travaux de l'avant-port de Cousseulles..... Dévaseement des ports et chenaux du département..... Travaux d'amélioration du port de Châlons..... Réparation de la digue de Sangatte..... Entretien des chaussées latérales des quais au port de Rouen..	16,000 00 9,000 00 20,000 00 1,000 00 5,500 00 5,000 00
TOTAL du chapitre XIV.....		56,500 00
6 ^e . SECTION DU BUDGET.		
CHAPITRE XXXII.		
RECTIFICATION DES ROUTES IMPÉRIALES.		
Corrèze.... Charente- Inférieure. Loire.....	Rectification de la route impériale n° 122, de Clermont à Tou- louse, entre Aurillac et Mauriac..... Rectification de la route n° 137, à l'entrée de la ville de la Rochelle..... Rectification de la route impériale n° 88, entre Givors et Rive- de-Gier.....	10,000 00 3,210 79 13,000 00
TOTAL du chapitre XXXII.....		26,210 79
CHAPITRE XXXV.		
CONSTRUCTION DE PONTS.		
Loire- Inférieure. Seine.....	Reconstruction du pont Morand, sur l'Endre, à Nantes, route n° 137, de Bordeaux à Saint-Malo..... Construction des ponts Louis-Philippe et Saint-Louis, à Paris.	15,000 00 7,128 81
TOTAL du chapitre XXXV.....		22,128 81

DÉPARTE- MENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements par chapitres.
CHAPITRE XXXVIII. AMÉLIORATION DES RIVIÈRES.		
Manche...	Construction d'une passerelle sur la Vire.....	2,597 ¹ 75 ⁰
Meuse.....	Amélioration de la navigation de la Meuse.....	15,000 00
	TOTAL du chapitre XXXVIII.....	17,597 75
CHAPITRE XLI. DESSÈCHEMENTS ET IRRIGATIONS ET AUTRES TRAVAUX D'AMÉLIORATION AGRICOLE.		
Corse.....	Travaux de construction de fontaines publiques à Bastia.....	2,500 00
CHAPITRE XLII bis. TRAVAUX DE DÉFENSE DES VILLES CONTRE LES INONDATIONS.		
Ardèche...	Travaux de défense contre le Rhône, à Tournon.....	23,070 64
Gers.....	Travaux de défense de la ville de Condom contre la Baïse.....	48,000 00
Haute-Loire.	Travaux de défense contre les inondations de la Loire.....	3,058 00
Savoie.....	Travaux de défense de la ville de Moutiers.....	19,427 99
	TOTAL du chapitre XLII bis.....	93,616 63
RÉCAPITULATION.		
4^e SECTION DU BUDGET.		
CHAP. XVIII.	Entretien des établissements thermaux appartenant à l'État.	3,171 ¹ 56 ⁰
5^e SECTION DU BUDGET.		
CHAP. XXII.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.).....	39,286 ¹ 00 ⁰
XXIII.	Navigation intérieure. (Rivières. Travaux ordi- naires.).....	100,652 98
XXV.	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires.).....	50,500 00
	TOTAL de la 5^e section.....	190,438 98
6^e SECTION DU BUDGET.		
CHAP. XXIII.	Rectification des routes impériales.....	26,210 79
XXV.	Construction de ponts.....	22,128 01
XXVIII.	Amélioration des rivières.....	17,597 75
XL.	Dessechements et irrigations et autres travaux d'amélioration agricole.....	2,500 00
XLII bis.	Travaux de défense des villes contre les inon- dations.....	93,616 63
	TOTAL de la 6^e section.....	162,054 08
	TOTAL GÉNÉRAL.....	361,664 63

Approuvé pour être annexé au décret en date du 5 mars 1864, enregistré sous le n° 178.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,
Signé ARMAND BÉRIC.

N° 12,202. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui modifie, en ce qui concerne le Sénégal, l'île de Gorée et l'Océanie, le décret du 21 juin 1858, portant règlement d'administration publique pour l'application, aux Colonies, du Code de justice militaire pour l'armée de mer.

Du 5 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu les Codes de justice militaire pour les armées de terre et de mer (lois des 9 juin 1857 et 4 juin 1858);

Vu les articles 4, 6 et 8 du décret en date du 21 juin 1858⁽¹⁾, faisant application aux colonies du Code de justice militaire pour l'armée de mer;

Vu le décret du 26 février 1859, qui, en rattachant l'île de Gorée au gouvernement du Sénégal, a placé les établissements de la côte d'Or et du Gabon sous l'autorité du commandant de la division navale des côtes occidentales d'Afrique;

Vu le décret du 14 janvier 1860⁽²⁾, qui constitue en établissements distincts les îles Marquises et Taïti, d'une part, et la Nouvelle-Calédonie, de l'autre;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui règle la constitution de nos colonies;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les articles 4, 6 et 8 du décret susvisé du 21 juin 1858 sont modifiés, en ce qui concerne le Sénégal, l'île de Gorée et l'Océanie, selon les dispositions suivantes :

2. Il est pourvu au service de la justice militaire au Sénégal, à l'île de Gorée, dans les établissements de la côte d'Or et du Gabon, et dans ceux de l'Océanie, au moyen des conseils de guerre et de révision permanents, dont le nombre et le ressort sont déterminés comme suit :

— **CONSEILS DE GUERRE PERMANENTS.**

SIEGE.	NOMBRE.	RESSORT.
Sénégal.....	1	Sénégal, île de Gorée et dépendances.
Île de Gorée.....	1	
Gabon.....	1	Établissements français de la côte d'Or et du
Grand-Bassam.....	1	Gabon.
Taïti.....	2	Établissements français de l'Océanie, Nouvelle-
Nouvelle-Calédonie.....	2	Calédonie et dépendances.

⁽¹⁾ Bull. 616, n° 5703.

⁽²⁾ Bull. 777, n° 7399.

CONSEILS DE RÉVISION PERMANENTS.

SIÈGE.	NOMBRE.	RESSORT.
Sénégal	1	Sénégal, Île de Gorée et dépendances.
Gabon	1	Établissements français de la côte d'Or et du Gabon.
Taïti	1	Établissements français de l'Océanie, Nouvelle-Calédonie et dépendances.
Nouvelle-Calédonie	1	

3. Si, par suite d'insuffisance d'officiers des grades requis, un des conseils de révision n'a pu être constitué dans une des localités où il en est établi par le présent décret, le recours en révision est porté au conseil de révision dont le siège est le plus rapproché.

Ce conseil de révision peut alors, à défaut d'un autre officier supérieur, être présidé par le gouverneur de la colonie ou le commandant supérieur de l'établissement.

4. Les commandants supérieurs des établissements coloniaux désignés au présent décret sont investis des pouvoirs conférés aux gouverneurs par les articles 3 et 17 du décret susvisé du 21 juin 1858.

5. Sont maintenues les dispositions du décret susvisé du 21 juin 1858 auxquelles il n'est pas dérogé par le présent décret.

6. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel de la marine.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 12,203. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Saint-Quentin, d'un Asile de Vieillards, tenu par les Sœurs des Pauvres.

DU 2 AVRIL 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation hospitalière des Petites-Sœurs-des-Pauvres, existant à Rennes (Ille-et-Vilaine) en vertu de notre décret du 9 janvier 1856 ⁽¹⁾, est autorisée à fonder à Saint-Quentin (Aisne) un asile de vieillards tenu par des sœurs de cet ordre, à la charge par ces sœurs :

1^o De se conformer exactement aux statuts de la maison mère approuvés par ordonnance royale du 8 juin 1828 ⁽²⁾;

2^o D'admettre dans cet asile des vieillards indigents de la ville de Saint-Quentin, qui seront désignés par le maire de cette ville.

Le nombre des vieillards, dont la désignation est réservée au maire, sera fixé de concert par le préfet de l'Aisne et l'évêque de Soissons.

Le nombre est, quant à présent, fixé à quatre, conformément à la délibération de la congrégation, en date du 18 mai 1863.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N^o 12,204. — DÉCRET IMPÉRIAL portant réception de la Bulle qui commet M^r l'Archevêque de Myre, pour conférer l'institution canonique à M. Darboy, en sa qualité de Primicier du Chapitre impérial de Saint-Denis.

Du 9 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 18 germinal an X (8 avril 1802);

Vu notre décret du 17 juin 1857 ⁽³⁾, qui autorise la réception du bref de Sa Sainteté le Pape Pie IX, portant institution canonique, sur notre proposition, du chapitre impérial de Saint Denis;

Vu notre décret du 18 décembre 1858 ⁽⁴⁾, concernant la réorganisation de ce chapitre;

Vu notre décret du 8 janvier 1864, qui nomme M. Darboy, archevêque de Paris, notre grand aumônier;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 355, n^o 3293.

⁽²⁾ VIII^e série, Bull. 236, n^o 8607.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 534, n^o 4863.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 636, n^o 8107.

Vu la bulle donnée à Rome, sur notre proposition, par Sa Sainteté le Pape *Pie IX*, le 3 des ides de l'année de l'Incarnation 1863 (11 février 1864), et qui commet M^r l'archevêque de Myre, nonce de Sa Sainteté auprès de Nous, pour conférer, au nom du saint-siège, l'institution canonique à M. *Darboy*, notre grand aumônier, en sa qualité de primicier du chapitre impérial de Saint-Denis;

Notre Conseil d'État entendu,

Avons décrété et édictéons ce qui suit :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 3 des ides de l'année de l'Incarnation 1863 (11 février 1864), et commettant M^r l'archevêque de Myre, nonce de Sa Sainteté, pour conférer l'institution canonique à M. *Darboy*, archevêque de Paris, notre grand aumônier, en sa qualité de primicier du chapitre impérial de Saint-Denis, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules et expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'État, et mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCH.

N° 12,205. — DÉCRET IMPÉRIAL portant réception de la Bulle qui commet M^r l'Archevêque de Myre pour conférer l'institution canonique à M. Buquet, en sa qualité de Chanoine du premier ordre au Chapitre impérial de Saint-Denis.

Du 9 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 18 germinal an x (8 avril 1802);

Vu notre décret du 17 juin 1857⁽¹⁾, qui autorise la réception du bref de Sa Sainteté le Pape Pie IX, portant institution canonique, sur notre proposition, du chapitre impérial de Saint-Denis;

Vu notre décret du 18 décembre 1858⁽²⁾, concernant la réorganisation de ce chapitre;

Vu la loi de finances du 19 mai 1863;

Vu notre décret du 29 novembre 1863, qui nomme M. *Buquet*, évêque *in partibus* de Parium, chanoine du premier ordre au chapitre impérial de Saint-Denis;

Vu la bulle donnée à Rome, sur notre proposition, par Sa Sainteté le Pape Pie IX, le 3 des ides de l'année de l'Incarnation 1863 (11 février 1864), et qui commet M^r l'archevêque de Myre, nonce de Sa Sainteté auprès de nous, pour conférer, au nom du saint-siège, l'institution canonique au nouveau chanoine nommé;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 3 des ides de l'année de l'Incarnation 1863 (11 février 1864), et commettant M^r l'archevêque de Myre, nonce de Sa Sainteté, pour conférer l'institution canonique à M. *Buquet* (*Louis-Charles*), évêque *in partibus* de Parium, en sa qualité de chanoine du premier ordre au chapitre impérial de Saint-Denis, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules et expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'Eglise gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'État, et mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux,

Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROQUE.

N^o 12,206. — DÉCRET IMPÉRIAL portant fixation, pour l'année 1864, du Crédit d'inscription des Pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853.

Du 13 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

⁽¹⁾ Bull. 534, n^o 4863.

⁽²⁾ Bull. 656, n^o 6107.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu l'article 20 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles, et l'article 38 du règlement d'administration publique, du 9 novembre suivant⁽¹⁾;
Vu le relevé des extinctions réalisées en 1863 sur les pensions inscrites, s'élevant à la somme totale de un million six cent un mille cent soixante-huit francs soixante-neuf centimes (1,601,168¹ 69^c);

La section des finances de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit d'inscription des pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853 est fixé, pour l'année 1864, à la somme de un million six cent un mille francs (1,601,000^f).

2. Ce crédit est réparti entre les différents ministères ainsi qu'il suit :

Ministère d'État.....	5,000 ^f
Ministère de la justice et des cultes	167,000
Ministère des affaires étrangères.....	20,000
Ministère de l'intérieur.....	42,000
Ministère des finances.....	1,060,000
Ministère de la guerre.. { Service du ministère.....	30,000
{ Service de l'Algérie.....	10,000
Ministère de l'instruction publique.....	119,000
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics...	104,000
Ministère de la Maison de l'Empereur .. { Liste civile.....	21,000
{ Beaux-arts.....	23,000
TOTAL.....	1,601,000

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements ci-dessus désignés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 12,207. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la consolidation en Rentes des Bons du Trésor délivrés à la Caisse d'amortissement du 1^{er} janvier au 31 mars 1864.

Du 13 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

⁽¹⁾ Bull. 104, n° 889.

Vu l'article 4 de la loi du 10 juin 1833, constitutif de la réserve de l'amortissement;

Vu l'article 36 de la loi du 25 juin 1841;

Vu le décret du 7 octobre 1862;

Vu les états F et A annexés aux lois du 13 mai 1863, portant fixation des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1864;

Vu le décret du 11 janvier 1864 ⁽¹⁾, qui a autorisé la consolidation des rentes de la portion de la réserve de l'amortissement qui s'est formée du 1^{er} octobre au 31 décembre 1863;

Vu l'état des bons délivrés à la caisse d'amortissement du 1^{er} janvier au 31 mars 1864 et s'élevant à..... 43,168,560^f 91^c
auxquels il faut ajouter, pour le montant des intérêts jusqu'au 31 mars..... 160,387 28

Ce qui porte l'ensemble de ces bons à..... 43,328,948 19

Laquelle somme est afférente aux rentes ci-après, savoir :

Quatre et demi pour cent.....	13,174,980 ^f 89 ^c
Quatre pour cent.....	279,787 89
Trois pour cent.....	29,874,179 41

SOMME ÉGALE..... 43,328,948 19

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Inscription sera faite sur le grand-livre de la dette publique, au nom de la caisse d'amortissement, en rentes trois pour cent, avec jouissance du 1^{er} avril 1864, de la somme de un million neuf cent soixante et seize mille neuf cent quatre-vingt-quatre francs (1,976,984^f), représentant, au prix de soixante-cinq francs soixante et quinze centimes (65^f 75^c), cours moyen à la bourse du 1^{er} avril 1864, la somme de quarante-trois millions trois cent vingt-huit mille huit cent quatre-vingt-dix-neuf francs trente-trois centimes (43,328,899^f 33^c).

Cette somme de quarante-trois millions trois cent vingt-huit mille huit cent quatre-vingt-dix-neuf francs trente-trois centimes sera portée en recette dans les écritures de la comptabilité publique, savoir :

Au budget ordinaire de l'exercice 1864.....	23,975,059 ^f 33 ^c
Au budget extraordinaire du même exercice.....	19,353,840 00

TOTAL ÉGAL..... 43,328,899 33

2. Les extraits d'inscription à fournir à la caisse d'amortissement, en échange des bons consolidés, conformément à l'article 1^{er} ci-dessus, lui seront délivrés en trois coupures, ainsi qu'il suit :

Une de	601,139 ^f	appartenant au fonds d'amortissement des rentes 4 1/2 p. o/o.
Une de	12,785	appartenant au fonds d'amortissement des rentes 4 p. o/o.
Une de	1,363,080	appartenant au fonds d'amortissement des rentes 3 p. o/o.

1,976,984 **SOMME ÉGALE:**

⁽¹⁾ Bull. 1173, n° 11,934.

3. L'appoint de quarante-huit francs quatre-vingt-six centimes (48'86'), réservé sur la somme de quarante-trois millions trois cent vingt-huit mille neuf cent quarante-huit francs dix-neuf centimes pour le montant des bons appartenant à la caisse d'amortissement, sera représenté par trois nouveaux bons délivrés à ladite caisse, savoir :

Un de 17'81' s'appliquant au fonds d'amortissement des rentes 4 1/2 p. o/o.
 Un de 21'64 s'appliquant au fonds d'amortissement des rentes 4 p. o/o.
 Un de 9'41 s'appliquant au fonds d'amortissement des rentes 3 p. o/o.

48 86 SOMME ÉGALE.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 12,208. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° Le décret du 21 novembre 1858, qui assigne six offices d'avoué au tribunal de première instance de Nantua (Ain), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à cinq.

2° L'ordonnance du 23 février 1820, qui assigne douze offices d'avoué au tribunal de première instance de Bourg (Ain), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à dix.

3° L'ordonnance du 19 mars 1820, qui assigne sept offices d'avoué au tribunal de première instance de Florac (Lozère), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à cinq. (*Paris, 16 Mars 1864.*)

N° 12,209. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Gossel (*Napoléon*), né le 24 vendémiaire an xiv, à Amboise (Indre-et-Loire), demeurant à Paris,

Et M. Gosset (*Ernest*), né le 26 juin 1838, à Paris, y demeurant,

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Grainville*, et à s'appeler, à l'avenir, *Gossel-Grainville*.

2° M. Guiot (*Louis*), docteur en médecine, membre du conseil général du département de la Vienne, né le 5 novembre 1816, à Mouterre (Vienne);

M. Galet (*François-Henri*), chef d'escadron instructeur à l'école de cavalerie de Saumur, né le 18 novembre 1818, à Availles (Vienne),

M. Guiot (*François-Alphrède*), maire de la commune de Mouterre, né dans ladite commune, le 5 septembre 1823, demeurant dans le canton de l'Isle-Jourdain, arrondissement de Montmorillon (Vienne),

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *de la Rochère*, et à s'appeler, à l'avenir, *Guiot de la Rochère*.

3° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, les changements résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal

an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 23 Mars 1864.*)

N° 12,210. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Artaud (*Louis-Charles-Emmanuel*), attaché au cabinet du préfet de la Seine, né le 24 octobre 1842, à Paris, y demeurant, est autorisé à ajouter à nom patronymique celui de *Haussmann*, et à s'appeler, à l'avenir, *Artaud-Haussmann*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 6 Avril 1864.*)

N° 12,211. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui autorise le ministre secrétaire d'État au département de la guerre à accepter la donation d'une inscription de vingt-quatre francs de rente trois pour cent, faite par M^{me} d'*Agnel-Bourbon*, veuve d'un ancien capitaine adjudant-major au huitième régiment d'infanterie de ligne, pour servir à fonder un prix de bonne conduite et d'application au travail à attribuer chaque année, en un livret de caisse d'épargne, à l'enfant de troupe dudit régiment qui aura été désigné à l'époque de l'inspection générale comme étant le plus méritant. (*Paris, 6 Avril 1864.*)

N° 12,212. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Pyrent (*Benoît-Edmond*), propriétaire, né à Clermont-Ferrand (*Puy-de-Dôme*), le 27 mai 1820, demeurant à Paris, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de la Prade*, et à s'appeler, à l'avenir, *Pyrent de la Prade*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 9 Avril 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 23 Avril 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1195.

N° 12,213. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui proclame 62 Cessions de Brevets d'invention.*

Du 5 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 21 de la loi du 5 juillet 1844,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont proclamées :

1^{re} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 3 janvier 1863, faite, suivant acte en date du 4 décembre 1862, au sieur Joseph-Adrien Maydieu, propriétaire, demeurant à Paris, rue de Mogador, n° 9, par le sieur Barry, de la moitié de la propriété du brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 janvier 1862, par le sieur Cochon de Lapparent, pour un mode de carbonisation des bois par le gaz, et dont ledit sieur Barry est cessionnaire.

2^{re} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, le 16 janvier 1863, faite, suivant acte en date du 15 janvier 1863, au sieur Antoine-Félix-Frédéric Fonteneau, négociant, demeurant à Bordeaux, rue Pellegrin, n° 73, par le sieur Chansarel, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 19 mai 1862, pour un produit de peinture dit *enduit minéral*.

3^{re} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, le 17 janvier 1863, faite, suivant acte en date du 25 décembre 1862, au sieur Jules-Pierre Payolle, négociant, demeurant à Lyon, place Impériale, n° 44, par le sieur Kopp, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 13 juin 1861, pour la préparation d'un violet et d'un bleu d'aniline.

4^{re} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 22 janvier 1863, faite, suivant acte en date du 20 octobre 1860, à la société Lingée et compagnie, dont le siège est à Paris, rue de Bagnole, n° 26, par le sieur Lingée, de la jouissance du brevet d'invention qu'il a pris, le 7 février 1859, pour la fabrication d'un ciment hydraulique dit *ciment du bassin de Paris*.

5^{re} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 24 janvier 1863, faite, suivant acte en date du 31 décembre 1862, au sieur Louis-Clément-François Bréguet, demeurant à Paris, quai de l'Horloge, n° 39, par le sieur Vidié, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 28 août 1858, pour perfectionnements apportés aux appareils destinés à mesurer la pression des fluides.

6^{re} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 24 janvier 1863, telle qu'elle résulte d'un acte du 22 décembre 1862, contenant adjudication au profit du sieur Anselme Pierre Thomas, ingénieur civil, demeur-

rant à Paris, rue du Théâtre-Grenelle, n° 100, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 janvier 1857, par les sieurs Grenet et de Fouvielle, pour une pile électrique.

7° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 26 janvier 1863, faite, suivant acte en date du 19 avril 1861, à la société Badin et compagnie, dont le siège est à Lyon, par la société Berthiot et compagnie, de ses droits au brevet d'invention pris, le 20 mai 1856, par le sieur Dedieu, pour un manomètre à sifflet, et dont ladite société Berthiot et compagnie était cessionnaire.

8° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Nord, le 31 janvier 1863, faite, suivant acte en date du 12 janvier 1863, à la société anonyme de Vezyn-Aulnoye, dont le siège est établi à Huy (Belgique) et à laquelle appartiennent les hauts fourneaux d'Aulnoye-les-Berlaimont (département du Nord), par le sieur Ohresser, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 8 novembre 1862, pour la transformation des laitiers des hauts fourneaux en pierres ou roches volcaniques artificielles (litho-gélaunen), pour la fabrication des pavés pour routes, pierres de taille et moellons de construction.

9° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, le 4 février 1863, faite, suivant acte en date du 18 octobre 1862, à la société Rives, Juhel, Renoy, G. Lafaye et compagnie, dont le siège est à Bordeaux, par les sieurs Rives et Renoy, du brevet d'invention de quinze ans pris par ledit sieur Rives, le 20 octobre 1857, pour un véhicule, l'Algérie excepté.

10° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 6 février 1863, faite, suivant acte en date du 3 février 1863, au sieur Claude Fontenelle, sculpteur, demeurant à Paris, boulevard Montparnasse, n° 81, par le sieur Sorel, du droit exclusif de fabriquer, employer et vendre, pour certaines applications, le ciment chimique pour lequel le sieur Lhuillier a pris, le 5 janvier 1852, un brevet de quinze ans, dont le sieur Sorel est cessionnaire.

11° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 février 1863, faite, suivant acte en date du 27 janvier 1863, au sieur Hippolyte Descours, employé de commerce, demeurant à Paris, Grande-Rue de la Chapelle, n° 16, par la société Chavanne et compagnie, de la propriété, dans les départements de la Loire et de la Haute-Loire, du brevet d'invention de quinze ans pris par le sieur Brison, le 24 mars 1860, pour un appareil applicable à la cuisson du plâtre, à la distillation des alcools, etc.

12° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 13 février 1863, faite, suivant acte en date du 22 janvier 1863, aux sieurs Claude-Etienne Dagand, négociant, et Eugène-Désiré Beaussire, mécanicien, demeurant l'un et l'autre à Paris, rue Montorgueil, n° 23, par le sieur Dagand, du brevet d'invention de quinze ans pris par ce dernier, le 31 juillet 1855, pour un système d'appareils cafetières.

13° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 13 septembre 1863, faite, suivant acte en date du 29 janvier 1861, au sieur Jean-Baptiste Grenet, propriétaire, demeurant à Boulogne (Seine), Grande-Rue, n° 91, par le sieur Alix, de ses droits dans le brevet d'invention de quinze ans pris par lui et par le sieur Savonnière, le 2 février 1853, pour des procédés d'assainissement des voies publiques.

14° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 13 février 1863, faite, suivant acte en date du 29 et du 30 décembre 1862, au sieur Jean-François Persez, professeur de chimie, demeurant à Paris, rue Notre-Dame-des-Champs, n° 66, par le sieur Burton, du brevet d'invention de quinze ans pris par ce dernier, le 30 avril 1862, pour un procédé de préparation de la soude et de la potasse.

15° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 13 février 1863, faite, suivant acte en date du 29 et du 30 décembre 1862, au sieur Jean-François Persez, professeur de chimie, demeurant à Paris, rue Notre-Dame-des-Champs, n° 66, par le sieur Burton, du brevet d'invention de quinze ans pris par ce dernier, le 30 avril 1862, pour un procédé de fabrication du minium.

16° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 19 février 1863, faite, suivant acte en date du 14 novembre 1862, au sieur Sylvain Blum, négociant, à Paris, rue Meslay, n° 26, par le sieur et la dame Morin,

du brevet d'invention de quinze ans pris par cette dernière, le 16 novembre 1859, pour des moyens d'accélérer et de conserver le beurre.

17° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 21 février 1863, faite, suivant acte en date du 6 février 1863, au sieur Pierre Brezot, constructeur-mécanicien, demeurant à Orbec (Calvados), par le sieur Dusson, du droit d'exploiter, concurremment avec ce dernier, le brevet d'invention de quinze ans pris par lui, le 10 février 1855, pour un appareil alimenteur applicable à toutes machines destinées au travail des matières textiles.

18° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, le 24 février 1863, faite, suivant acte en date du 1^{er} février 1863, au sieur Auguste Cardinal jeune, maître de forges et sonderies, demeurant à Nantes, rue Bisson, n° 4, par le sieur Duvergé, du brevet d'invention de quinze ans pris par ce dernier, le 4 octobre 1861, pour un appareil culinaire distillatoire pour la marine.

19° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, le 5 mars 1863, faite, suivant acte en date du 30 mars 1861, à la société Planchon et compagnie, dont le siège est à Azay-le-Rideau, par le sieur Planchon, du brevet d'invention de quinze ans pris par ce dernier, le 18 août 1860, pour un appareil pneumatique pour le sondage des liquides.

20° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 9 mars 1863, faite, suivant acte en date du 24 octobre 1862 et sous certaines réserves, au sieur Antoine Garzend, négociant en bois des îles, demeurant à Paris, rue des Martyrs, n° 47, par la dame Lobry, du brevet d'invention de quinze ans pris par elle, le 14 août 1860, pour une machine à faire de la sciure pour les teinturiers.

21° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, le 9 mars 1863, faite, suivant acte en date du 2 mars 1863, au sieur Charles-Mathieu Teyssonneau jeune, négociant, demeurant à Bordeaux, rue Saint-Siméon, n° 11, par le sieur Saulay, du brevet d'invention de quinze ans pris par ce dernier, le 29 juin 1860, pour un système de bouchage applicable à toute espèce de verre ou métal.

22° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 mars 1863, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 18 février et du 7 mars 1863, contenant adjudication au profit du sieur Jean-David-Alexandre Agnition, négociant, demeurant à Paris, rue des Bons-Enfants, n° 30, du brevet d'invention de quinze ans pris par le sieur Estublié, le 3 avril 1851, pour une machine à confectionner les filets de pêche et autres.

23° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 mars 1863, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 18 février et du 7 mars 1863, contenant adjudication au profit du sieur Jean-David-Alexandre Agnition, négociant, demeurant à Paris, rue des Bons-Enfants, n° 30, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 septembre 1853, par les sieurs Estublié, Gazagnaire et compagnie, pour des perfectionnements au métier à fabriquer les filets de pêche et autres.

24° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 mars 1863, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 18 février et du 7 mars 1863, contenant adjudication au profit du sieur Jean-David-Alexandre Agnition, négociant, demeurant à Paris, rue des Bons-Enfants, n° 30, du brevet d'invention de quinze ans pris par la société marseillaise, le 29 novembre 1862, pour des perfectionnements au métier à fabriquer les filets de pêche.

25° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 mars 1863, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 18 février et du 7 mars 1863, contenant adjudication au profit du sieur Jean-David-Alexandre Agnition, négociant, demeurant à Paris, rue des Bons-Enfants, n° 30, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 août 1859, par la société marseillaise des filets à la mécanique, pour des perfectionnements au métier mécanique destiné à fabriquer les filets de pêche et autres.

26° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 26 mars 1863, faite, suivant acte en date du 20 mars 1863, au sieur Jacques Masse, ancien manufacturier, demeurant à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 33, par le sieur Gérard, du brevet d'invention de quinze ans pris par ce dernier, le 28 novembre 1853, pour du caoutchouc alcalin résistant à une température élevée.

27° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 26 mars 1863, faite, suivant acte en date du 19 mars 1863, au sieur Joseph Avril,

fabricant de gants, demeurant à Grenoble, rue Saint-Laurent, par le sieur Dandré, du brevet d'invention de quinze ans pris par ce dernier, le 19 novembre 1861, pour une teinture.

28° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Nord, le 25 mars 1863, faite suivant acte en date du 13 mars 1863, à la société L. Capelle et compagnie, dont le siège est à Roucq (Nord), par le sieur Steenackers, du brevet d'invention de quinze ans pris par ce dernier, le 25 juillet 1860, pour une tuile à double rebord.

29° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 31 mars 1863, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 3 mars 1863, contenant adjudication au profit du sieur François Herbevin, fondeur en cuivre, demeurant à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 53, du brevet d'invention de quinze ans pris par les sieurs Lannois et Noël, le 15 octobre 1861, pour un système de manomètre.

30° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 31 mars 1863, faite, suivant acte en date du 25 mars 1863, au sieur Baptiste-Nicolas Edouard, fabricant de ressorts d'acier, demeurant à Paris, rue des Précheurs, n° 9, par le sieur Jacques-Ernest Lefebvre, de ses droits dans le brevet d'invention de quinze ans pris par le sieur Prosper-Antoine Lefebvre, père de ce dernier, le 6 février 1831, pour des procédés concernant la fabrication des ressorts de montre et de pendule.

31° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 31 mars 1863, faite, suivant acte en date du 25 février 1863, au sieur Caleb Huse, major au service des États-Unis d'Amérique, demeurant à Tuscaloosa (État d'Alabama), par le sieur Morfit, de la moitié du brevet d'invention de quinze ans pris par ce dernier, le 22 février 1862, pour des perfectionnements dans la fabrication du savon.

32° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 31 mars 1863, faite, suivant acte en date du 22 janvier 1863, à la société Dagand et Beaussire, dont le siège est à Paris, rue Montorgueil, n° 23, par les sieurs Dagand et Beaussire, du brevet d'invention de quinze ans pris par le sieur Jean-Baptiste Dagand, le 31 juillet 1855, pour un système d'appareils cafetiers.

33° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 31 mars 1863, faite, suivant acte en date du 19 et du 20 mars 1863, au sieur Maurice Valkenhuyzen, négociant, à Paris, rue de Lamartine, n° 14, par le sieur Félix, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris par lesdits sieurs Valkenhuyzen et Félix, le 15 mars 1862, pour un genre de roulettes pour meubles.

34° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 31 mars 1863, faite, suivant acte en date du 19 mars et du 20 mars 1863, au sieur François-Jacques Lecocq, négociant et fabricant, demeurant à Paris, rue Grange-aux-Belles, n° 59, par le sieur Valkenhuyzen, des sept dixièmes du brevet d'invention de quinze ans pris par lesdits sieurs Valkenhuyzen et Félix, le 15 mars 1862, pour un genre de roulettes pour meubles.

35° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} avril 1863, faite, suivant acte en date des 9 et 11 février 1863, au sieur Gédéon Cappel, fabricant de chapellerie, demeurant à Paris, chemin des Plantes, n° 45, par la société Cappel, Duval et compagnie, du brevet d'invention de quinze ans pris par cette dernière, le 11 février 1861, pour un système pour souler mécaniquement les chapeaux en feutre fin et pour le foulon employé à cet effet, sous la réserve que le sieur Duval et la société Félix Nicquet, Faroux et Schuwirth auront le droit d'user des procédés et des instruments décrits dans la demande de brevet, mais non de céder ce droit.

36° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} avril 1863, faite, suivant acte en date du 6 mars 1863, à la société Félix Nicquet, Faroux et Schuwirth, dont le siège est à Paris, boulevard Poissonnière, n° 14, par le sieur Duval, du droit d'employer les procédés et instruments auxquels se rapporte le brevet d'invention de quinze ans pris par la société Cappel, Duval et compagnie, le 11 février 1861, pour un système destiné à souler mécaniquement les chapeaux en feutre fin et pour le foulon employé à cet effet.

37° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} avril 1863, faite, suivant acte en date du 6 mars 1863, au sieur Henri-Marcel-Bernard Dams, rentier, demeurant à Paris, avenue de Saint-Ouen, n° 37, par le

société Félix Nicquet, Faroux et Schwirith, dont le siège est à Paris, boulevard Poissonnière, n° 14, du droit d'employer les procédés et instruments auxquels se rapporte le brevet d'invention de quinze ans pris par la société Cappel, Duval et compagnie, le 11 février 1861, pour un système destiné à fouler mécaniquement les chapeaux en feutre fin et pour le foulon employé à cet effet.

38° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} avril 1863, faite, suivant acte en date du 6 mars 1863, au sieur Giuseppe Cappel, fabricant de chapellerie, demeurant à Paris, chemin des Plantes, n° 15, par le sieur Dams, du droit à lui cédé par la société Félix Nicquet, Faroux et Schwirith, d'employer les procédés et instruments auxquels se rapporte le brevet d'invention de quinze ans pris par la société Cappel, Duval et compagnie, le 11 février 1861, pour un système destiné à fouler mécaniquement les chapeaux en feutre fin et pour le foulon employé à cet effet.

39° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} avril 1863, faite, suivant acte en date du 26 mars 1863, à la société Peugeot frères, dont le siège est à Valentigney, par le sieur Kugler, du brevet d'invention de quinze ans pris par ce dernier, le 22 mai 1858, pour des perfectionnements dans la fabrication des ressorts.

40° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, le 9 avril 1863, faite, suivant acte en date du 28 février 1863, à la dame Elisabeth Manevy, veuve de M. Pierre Preynat, propriétaire et négociant, demeurant à Saint-Étienne, rue Neuve, par le sieur Vacher, du brevet d'invention de quinze ans pris par ce dernier, le 21 octobre 1862, pour un genre de battants pour métiers à tisser.

41° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 10 avril 1863, faite, suivant acte en date du 2 avril 1863, à la société Nathan et Harnsheim, dont le siège est à Paris, rue des Blancs-Manteaux, n° 38, par le sieur Cappel, du brevet d'invention de quinze ans pris par la société Cappel, Duval et compagnie, le 11 février 1861, pour un système destiné à fouler mécaniquement les chapeaux en feutre fin et pour le foulon employé à cet effet.

42° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Nord, le 22 avril 1863, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 13 avril 1863, contenant adjudication au profit du sieur Evariste Chamenin, propriétaire, demeurant à Lille, du brevet d'invention de quinze ans pris par le sieur Van Rymenaut, le 20 mai 1862, pour un système de tannage accéléré des peaux en poils.

43° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 22 avril 1863, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 30 mars 1863, contenant adjudication au profit du sieur Paul-Nicolas Legris, demeurant à Jallaucourt (Meurthe), du brevet d'invention de quinze ans pris par le sieur Leseure, le 29 octobre 1856, pour une machine à broder en velours.

44° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 22 avril 1863, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 30 mars 1863, contenant adjudication au profit du sieur Paul-Nicolas Legris, demeurant à Jallaucourt (Meurthe), du brevet d'invention de quinze ans pris par le sieur Leseure, le 22 octobre 1861, pour une machine à broder à deux aiguilles jumelles et à deux fils continus s'enlaçant progressivement en signant sur le tissu, et la piste à suivre.

45° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 22 avril 1863, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 30 mars 1863, contenant adjudication au profit du sieur Paul-Nicolas Legris, demeurant à Jallaucourt (Meurthe), du brevet d'invention de quinze ans pris par le sieur Leseure, le 22 octobre 1861, pour une machine à broder à deux aiguilles jumelles et à deux fils continus s'enlaçant progressivement droit sur le tissu, et la piste à suivre.

46° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 2 mai 1863, faite, suivant acte en date du 31 mars de la même année, à la société Bernier aîné et Ferdinand Arbey, dont le siège est à Paris, cours de Vincennes, n° 41, par le sieur Mareschal, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 5 mars 1859, pour une machine à dresser le bois.

47° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 4 mai 1863, faite, suivant acte en date des 13 et 18 avril de la même année, à la société Genevaey et compagnie, par la société Lingée et compagnie, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 février 1859, par le sieur Lingée,

dont elle est cessionnaire, pour un procédé de fabrication d'un ciment hydraulique dit *ciment des bassins de Paris*.

48° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 5 mai 1863, faite, suivant acte du 11 avril de la même année, au sieur David-Hunter Brandon, ingénieur, demeurant à Paris, rue Gaillon, n° 13, par le sieur Gray, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 octobre 1861, pour un appareil perfectionné servant à faire fondre, épurer et décharger les matières oléagineuses et grasses.

49° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 9 mai 1863, faite, suivant acte en date du 6 mars de la même année, au sieur Adrien Dupuis, propriétaire, à Poussieu (Isère), par le sieur Perrat, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juin 1859, par les sieurs Ruffier et Guinet, dont il est cessionnaire, pour un système de tubes à asphalte comprimé, propres à être employés à des conduites d'eau, de gaz et même de drainage.

50° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 20 mai 1863, faite, suivant acte en date du 30 avril de la même année, au sieur Jean-Baptiste Bourgoise, fabricant de filtres, demeurant à Paris, rue de Lancry, n° 55, par le sieur Havard, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 avril 1859, pour un appareil portatif à filtrer les eaux, approprié aux services des armées en campagne et à tous autres usages domestiques.

51° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 20 mai 1863, faite, suivant acte en date du 6 août 1862, à la société Potez aîné et compagnie, par le sieur Schmitz, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans, qu'il a pris le 27 mai 1861, pour un chalumeau à réverbère.

52° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 23 mai 1863, faite, suivant acte en date du 5 du même mois, au sieur Henri Jesson, négociant, demeurant à Paris, rue de la Tour-du-Temple, n° 5, par le sieur Labat, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 octobre 1860, pour un système de fabrication de boutons en acier dits *grelots d'une seule pièce sans soudure*.

53° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 2 juin 1863, faite, suivant acte en date du 7 mai de la même année, à la société Bourgoise et compagnie, dont le siège social est à Paris, rue de Lancry, n° 56, par le sieur Bourgoise, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 avril 1859, par le sieur Havard, dont il est cessionnaire, pour un appareil portatif à filtrer les eaux, approprié aux services des armées en campagne et à tous autres usages domestiques.

54° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 4 juin 1863, faite, suivant acte en date du 30 mai de la même année, au sieur Delharpe, apprêteur, à Tarare, par le sieur Dunègre, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans, qu'il a pris, le 19 novembre 1861, pour une teinture dite *teinture fixe*.

55° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 6 juin 1863, telle qu'elle résulte d'un jugement du tribunal civil de première instance de Lyon, en date du 25 mars de la même année, attribuant au sieur Guillaume Pascal, professeur à l'école centrale lyonnaise, demeurant à Lyon, rue de Constantine, n° 2, la propriété du brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 janvier 1863, par les sieurs Fournier et Mermet, pour un réflecteur mobile pour lampes.

56° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 9 juin 1863, faite, suivant actes des 14, 17, 23 et 27 mars de la même année, aux sieurs Davin, Sabran, Jessé et Maydieu, demeurant à Paris, par le sieur Alcan, de tous ses droits indivis au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 décembre 1858, par le sieur Vouillon, dont il est cessionnaire partiel, pour un moyen de fabriquer les fils de laine pour chaînes et trames.

57° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 13 juin 1863, faite, suivant acte en date du 8 du même mois, aux sieurs Ruby et compagnie, négociants, demeurant à Lyon, grande rue des Fenillants, par les sieurs Vibert et Dupny, de tous leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris conjointement, le 18 novembre 1863, pour un procédé pour le laquage des couleurs retirées du goudron, dit *système Dupuy et Vibert*.

58° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 16 juin 1863, faite, suivant acte en date du 21 mai de la même année, au

sieur Pierre-Victor-Aristide Gariot, négociant, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, passage Saint-Bernard, n° 12, par la dame veuve Ribier, de tous ses droits au brevet d'invention de dix ans pris par elle, conjointement avec le sieur Gariot, le 21 janvier 1863, pour un genre de ciment et de macadam dits *impériaux*.

59° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 juin 1863, faite, suivant acte en date du 26 mai de la même année, à la dame Marie-Marguerite-Aimée Jourdain, épouse contractuellement séparée de biens du sieur Auguste-Dominique d'Eymar de Jabrun, propriétaire, avec lequel elle demeure, à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 17, par le sieur Souriaud de Chanaud, de la dixième partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 6 mai 1858, pour une locomotive gravissante.

60° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 juin 1863, faite, suivant acte, en date du 6 même mois, à la société Gellé et compagnie, dont le siège est à Paris, rue des Vieux-Augustins, n° 35, par le sieur Dupuis, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans, qu'il a pris, le 16 février 1863, pour un système de lustrage des savons de tout genre.

61° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Indre, le 25 juin 1863, faite, suivant acte en date du 29 janvier de la même année, à la dame veuve Crombez, demeurant à Tournay (Belgique), par le sieur Delaroche, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans, pris le 12 novembre 1855, par le sieur Courtois, dont il est cessionnaire, pour un système de fours à chaux. (La présente cession ne confère à la dame Crombez le droit d'exploitation que dans la commune de Vendœuvres-en-Brenne (Indre)).

62° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 27 juin 1863, telle qu'elle résulte d'un jugement du tribunal civil de première instance de la Seine, en date du 28 mars de la même année, attribuant aux sieurs Louis Planche, Gustave Lafon, Désiré Sival et Léon Sival, demeurant à Paris, la propriété du brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 septembre 1861, par le sieur Laporte, pour des perfectionnements dans la construction des métiers à fabriquer la dentelle.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé Armand BÉNIC.

N° 12,214. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de la Seine n° 74, de Montrouge à Issy, entre la place Duval, à Vanves, et la place de la Mairie, à Issy, suivant la direction générale figurée par des lignes rouges A B sur le plan du 17 mai 1861, qui demeurera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenue, si les travaux n'ont

pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (Compiègne, 22 Novembre 1863.)

N° 12,215. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification des côtes de la Jeune et de Laborie, route départementale de la Haute-Loire n° 7, d'Issengeaux à Saint-Bonnet-le-Froid, suivant la direction générale indiquée en rouge sur le plan annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de l'entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (Paris, 30 Novembre 1863.)



Certifié conforme :

Paris, le 23^e Avril 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1196.

N° 12,216. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention conclue, le 10 avril 1864, entre la France et le Mexique, pour régler les conditions du séjour des troupes françaises au Mexique.*

Du 20 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention ayant été conclue, le 10 avril 1864, entre la France et le Mexique, pour régler les conditions du séjour des troupes françaises au Mexique, et les ratifications de cet acte ayant été échangées, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français et celui de Sa Majesté l'Empereur du Mexique, animés d'un désir égal d'assurer le rétablissement de l'ordre au Mexique et de consolider le nouvel Empire, ont résolu de régler par une Convention les conditions du séjour des troupes françaises dans ce Pays et ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. *Charles-François-Édouard Herbet*, ministre plénipotentiaire de première classe, conseiller d'État, directeur au ministère des affaires étrangères, grand officier de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc. ;

Et Sa Majesté l'Empereur du Mexique, M. *Joaquin Velazquez de Leon*, son ministre d'État sans portefeuille, grand officier de l'ordre distingué de Notre-Dame de Guadalupe, etc., etc., etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Les troupes françaises qui se trouvent actuellement au

1. *XT Séris.*

34

Mexique seront réduites le plus tôt possible à un corps de vingt-cinq mille hommes, y compris la légion étrangère.

Ce corps, pour sauvegarder les intérêts qui ont motivé l'intervention, restera temporairement au Mexique dans les conditions réglées par les articles suivants.

2. Les troupes françaises évacueront le Mexique au fur et à mesure que Sa Majesté l'Empereur du Mexique pourra organiser les troupes nécessaires pour les remplacer.

3. La légion étrangère au service de la France, composée de huit mille hommes, demeurera néanmoins encore pendant six années au Mexique, après que toutes les autres forces françaises auront été rappelées conformément à l'article 2. A dater de ce moment, ladite légion passera au service et à la solde du Gouvernement mexicain. Le Gouvernement mexicain se réserve la faculté d'abréger la durée de l'emploi au Mexique de la légion étrangère.

4. Les points du territoire à occuper par les troupes françaises, ainsi que les expéditions militaires de ces troupes, s'il y a lieu, seront déterminés de commun accord et directement entre Sa Majesté l'Empereur du Mexique et le commandant en chef du corps français.

5. Sur tous les points où la garnison ne sera pas exclusivement composée de troupes mexicaines, le commandement militaire sera dévolu au commandant français.

En cas d'expéditions combinées de troupes françaises et mexicaines, le commandement supérieur de ces troupes appartiendra également au commandant français.

6. Les commandants français ne pourront intervenir dans aucune branche de l'administration mexicaine.

7. Tant que les besoins du corps d'armée français nécessiteront tous les deux mois un service de transports entre la France et le port de Vera-Cruz, les frais de ce service, fixés à la somme de quatre cent mille francs par voyage (aller et retour), seront supportés par le Gouvernement mexicain et payés à Mexico.

8. Les stations navales que la France entretient dans les Antilles et dans l'océan Pacifique enverront souvent des navires montrer le drapeau français dans les ports du Mexique.

9. Les frais de l'expédition française au Mexique à rembourser par le Gouvernement mexicain sont fixés à la somme de deux cent soixante et dix millions pour tout le temps de la durée de cette expédition jusqu'au 1^{er} juillet 1864. Cette somme sera productive d'intérêts à raison de trois pour cent par an.

A partir du 1^{er} juillet, toutes les dépenses de l'armée mexicaine restent à la charge du Mexique.

10. L'indemnité à payer à la France par le Gouvernement mexicain pour dépenses de solde, nourriture et entretien des troupes du corps d'armée à partir du 1^{er} juillet 1864, demeure fixée à la somme de mille francs par homme et par an.

11. Le Gouvernement mexicain remettra immédiatement au Gou-

vernement français la somme de soixante-six millions en titres de l'emprunt au taux d'émission, savoir : cinquante-quatre millions en déduction de la dette mentionnée dans l'article 9, et douze millions comme à-compte sur les indemnités dues à des Français en vertu de l'article 14 de la présente Convention.

12. Pour le paiement du surplus des frais de guerre et pour l'acquittement des charges mentionnées dans les articles 7, 10 et 14, le Gouvernement mexicain s'engage à payer annuellement à la France la somme de vingt-cinq millions en numéraire. Cette somme sera imputée : 1° sur les sommes dues en vertu desdits articles 7 et 10; 2° sur le montant, en intérêts et principal, de la somme fixée dans l'article 9; 3° sur les indemnités qui resteront dues à des sujets français en vertu des articles 14 et suivants.

13. Le Gouvernement mexicain versera, le dernier jour de chaque mois, à Mexico, entre les mains du payeur général de l'armée, ce qu'il devra pour couvrir les dépenses des troupes françaises restées au Mexique, conformément à l'article 10.

14. Le Gouvernement mexicain s'engage à indemniser les sujets français des préjudices qu'ils ont indûment soufferts et qui ont motivé l'expédition.

15. Une commission mixte, composée de trois Français et de trois Mexicains, nommés par leurs Gouvernements respectifs, se réunira à Mexico dans un délai de trois mois, pour examiner et régler ces réclamations.

16. Une commission de révision, composée de deux Français et de deux Mexicains, désignés de la même manière, siégeant à Paris, procédera à la liquidation définitive des réclamations déjà admises par la commission désignée dans l'article précédent, et statuera sur celles dont la décision lui aura été réservée.

17. Le Gouvernement français remettra en liberté tous les prisonniers de guerre mexicains dès que Sa Majesté l'Empereur du Mexique sera entré dans ses États.

18. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire se pourra.

Fait au château de Miramar, le 10 Avril 1864.

(L. S.) Signé ED. HERBET.

(L. S.) Signé JOAQUIN VELAZQUEZ DE LEON.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

Le Ministre des affaires étrangères,
Signé DROUIN DE LUYA.

N° 12,217. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant :

ART. 1^{er}. L'Académie française est autorisée à accepter le legs qui lui est fait par feu le docteur *Toirac* du capital d'une rente de quatre mille huit cents francs, dont l'usufruit est réservé viagèrement à la dame *Touaillon*.

2. Le capital sera placé en rentes trois pour cent sur l'État français, et le revenu en sera destiné, après l'extinction de l'usufruit, à la fondation d'un prix qui portera le nom de *prix Toirac* et que l'Académie française décernera tous les ans à l'auteur de la meilleure comédie en vers ou en prose jouée dans le courant de l'année au Théâtre-Français. (*Paris, 5 Mars 1864.*)

N° 12,218. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui crée à la résidence de Rieumes (Haute-Garonne) un commissariat de police dont la juridiction s'étendra à toutes les communes du canton de ce nom. (*Paris, 16 Mars 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 25^e Avril 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1197.

N° 12,219. — *Loi qui autorise la Commission administrative de l'Hôpital de Pontorson à contracter un Emprunt.*

Du 27 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La commission administrative de l'hôpital de Pontorson (Manche) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cinquante-trois mille francs (53,000'), remboursable, en principal et intérêts, en douze ans, à partir de 1864, sur les revenus ordinaires de l'hôpital, et destinée à payer les dettes de cet établissement.

Cet emprunt sera réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit à la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé MARQUIS DE TALHOUËT, HENRI NOUBEL, SÉVERIN ABBATUCCI,
H. BUSSON-BILLAULT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un

XP Série.

35

emprunt par la commission administrative de l'hôpital de Pontorson (Manche).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, DUMAS.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Secrétaire Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROIX.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Avril 1864.

Signé NAPOLEON:

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,220. — *LOI relative au taux de l'intérêt d'un Emprunt à contracter par le département de la Corrèze, en vertu de la loi du 28 juin 1863.*

Du 27 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCIONNÉ et SANCIONNONS, PROMULGUÉ, et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Corrèze est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à ajouter à l'intérêt de cinq pour cent, spécifié par la loi du 28 juin 1861, une commission de trente centimes pour cent, afférents à l'emprunt partiel de trois cent cinquante mille francs,

que ledit département se propose de contracter avec la société du crédit foncier de France, à valoir sur l'emprunt de un million cinq cent mille francs, autorisé par la loi précitée.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé MARQUIS DE TALMOUT, comte LE PRÉSIDENT D'AUNAY.
NOUBEL, SÉVERIN ABRATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à la modification d'un emprunt, précédemment autorisé, par le département de la Corrèze.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 16 Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,221. — *Loi qui autorise la ville d'Avignon à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 27 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville d'Avignon (Vaucluse) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de deux millions cinq cent mille francs (2,500,000'), remboursable en trente-quatre années, à partir de 1865, et destinée à la conversion de ses dettes et à l'achèvement d'une rue.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

La commission accordée à la société du crédit foncier de France par l'article 4 de la loi du 6 juillet 1860 pourra être ajoutée au taux d'intérêt ci-dessus fixé, jusqu'à concurrence de trente centimes pour cent francs par an.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant trente-quatre ans, à partir de 1865, quatorze centimes additionnels au principal des quatre contributions directes. Le produit de cette imposition, évalué à quarante-neuf mille francs environ par an, soit en totalité à un million six cent soixante-six mille francs, servira, avec un prélèvement sur les revenus ordinaires et d'autres ressources, à l'amortissement de l'emprunt.

Les impositions autorisées par les lois des 28 mai 1858 et 4 juillet 1860 cesseront d'être mises en recouvrement à partir du 1^{er} janvier 1865.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 Avril 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Marquis DE TALHOUËT, SÉVERIN ABBATUCCI,
HENRI NOUBEL, H. BISSON-BILLAULT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt et à une imposition extraordinaire par la ville d'Avignon

(Vaucluse), et à une annulation d'imposition précédemment autorisée.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, DUMAS.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,222. — *Loi qui autorise la ville d'Avranches à contracter un Emprunt.*

Du 27 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Avranches (Manche) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cent cinquante mille francs (150,000'), remboursable en cinq années, à partir de 1872, sur ses revenus, et destinée à la conversion d'une partie de ses dettes et au paiement de diverses dé-

penses énumérées dans la délibération municipale du 4 septembre 1863, telles que l'agrandissement du collège, d'une place, d'une église et l'acquisition d'une horloge.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé HENRI NOUBEL, marquis de TALHOUËT, SÉVERIN ARDATUCCI,
H. BUSSON-BILLAULT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt par la ville d'Avranches (Manche).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, DUMAS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,223. — *Loi qui autorise la commune de Clichy (Seine) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 27 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La commune de Clichy (Seine) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de trois cent soixante et quinze mille francs (375,000'), remboursable en six années, à partir de 1865, pour le payement de dettes et d'autres dépenses d'utilité publique, énumérées dans la délibération municipale du 21 septembre 1863, telles que, travaux de pavage, établissement d'égouts, d'appareils à gaz, etc.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même commune est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant trois ans, à partir de 1866, vingt centimes (20^e) additionnels au principal des quatre contributions directes. Le produit de cette imposition, évalué à vingt-six mille francs environ par an, servira, avec les deux dernières annuités restant à recouvrer d'une imposition approuvée par le décret du 30 juin 1861, et d'autres ressources, au remboursement de l'emprunt ci-dessus, en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Avril 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNY.**

Les Secrétaires,

Signé **Comte LE PEJETIER D'AUNAY**, marquis DE TALHOÛËT
SÉVERIN ABRATUCCI, **NOUBEL.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à

un emprunt et à une imposition extraordinaire par la commune de Clichy (Seine).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 16 Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 12,224. — *Loi qui autorise la ville de Neuilly (Seine) à contracter un Emprunt.*

Du 27 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCIONNÉ ET SANCIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Neuilly (Seine) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de soixante mille francs (60,000'), remboursable en douze années, à partir de 1864, sur ses revenus, et destinée au paiement

des dépenses d'élargissement et de redressement de la rue des Poissonniers.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé MARQUIS DE TALHOUËT, HENRI NOUBEL, SÉVERIN ABBATUCCI,
H. BUSSON-BILLAULT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt par la ville de Neuilly (Seine).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, DUMAS.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,225. — *Loi portant prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de la commune de Guipavas (Finistère).*

Du 27 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUEONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La perception de la surtaxe de quinze francs (15^e) par hectolitre d'alcool, autorisée à l'octroi de la commune de Guipavas, département du Finistère, par la loi du 28 mai 1858, est et demeure prorogée jusqu'au 31 décembre 1874 inclusivement.

Cette surimposition est indépendante du droit principal de quatre francs, qui se perçoit sur ce liquide.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

**Signé Marquis DE TALHOÛËT, comte LE PELETIER D'AUTAY,
SÉVERIN ABBATUCCI, NOUBEL.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Guipavas (Finistère).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 16 Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROIXE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent

sur leurs registres, les observent et les font observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROQUE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,226. — *Loi portant prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de la commune de Landéda (Finistère).*

Du 27 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La perception de la surtaxe de quinze francs (15^{fr}) par hectolitre d'alcool pur, autorisée à l'octroi de la commune de Landéda (Finistère), par la loi du 3 avril 1861, est et demeure prorogée jusqu'au 31 décembre 1874 inclusivement.

Cette surimposition est indépendante du droit principal de quatre francs, qui se perçoit sur ce liquide.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Avril 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Marquis DE TALHOÛËT, comte LE PELLETIER D'AUNAY,
SÉVERIN ABBATUCCI, NOBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Landéda (Finistère).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 16 Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,227. — *Loi qui distrait des territoires des communes de Gatti-de-Vivario et de Vezzani (Corse) et les érige en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Aghione.*

Du 27 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les territoires lavés en jaune et en vert sur le plan annexé à la présente loi sont distraits : le premier, de la commune de Gatti-de-Vivario, canton de Serragio, arrondissement de Corte, département de la Corse, et le second, de la commune de Vezzani, canton de ce nom, même arrondissement; ils formeront à l'avenir une commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Aghione, et qui dépendra du canton de Vezzani.

2. La limite entre la commune d'Aghione et les communes de Vezzani, de Pietroso, d'Antisanti, d'Alezia et de Ghisonaccia est, en conséquence, fixée conformément au tracé de la ligne rouge dudit plan.

3. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT, comte LE PELETIER D'AUNAY,
marquis DE TALHOUËT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'érection d'une nouvelle commune dans le département de la Corse.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 16 Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOTON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 12,228. — *Loi qui fixe la limite entre la commune de Quimper et les communes de Kerfeunteun et d'Ergué-Armel (Finistère).*

Du 27 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les territoires lavés en vert et compris dans la circonscription déterminée par une ligne aurore sur le plan annexé à la présente loi sont distraits de la commune d'Ergué-Armel, canton et arrondissement de Quimper, département du Finistère, et réunis à la commune de Quimper.

Le territoire lavé en jaune et situé entre le nouveau et l'ancien lit de l'Odéa est distrait de la commune de Kerfeunteun, même canton, et réuni, savoir : la partie comprise dans le périmètre de la gare du chemin de fer à la commune de Quimper, et le surplus à la commune d'Ergué-Armel.

Le territoire coté A et circonscrit par un liséré bleu est distrait de la commune de Quimper et réuni à la commune de Kerfeunteun.

En conséquence, la limite entre la commune de Quimper et les communes de Kerfeunteun et d'Ergué-Armel est fixée conformément au tracé de la ligne aurore sur ledit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MONTPELIER.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, marquis DE TALHOUËT,
comte LE PRELIER D'AUNAY, NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une délimitation de communes dans le département du Finistère.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 16 Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Avril 1864.

Signé **NAPOLÉON.**

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,229. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Est affectée au service des douanes la parcelle de terrain de cent soixante et dix mètres de longueur sur une largeur de trente mètres au sud et de cinquante mètres au nord, provenant des anciennes fortifications du Havre, située dans cette ville entre la rue Bonaparte et le nouveau quartier militaire et désignée par les lettres E, H, I, M, sur la copie, annexée au présent décret, du plan joint au procès-verbal de conférence du 18 janvier 1864.

Le décret du 21 juin 1858 est rapporté. (*Paris, 19 Mars 1864.*)

N° 12,230. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. La section de Monaccia est distraite de la commune d'Aullène, canton de Serra, arrondissement de Sartène (Corse), et érigée en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Monaccia.

La section de Caldarello est distraite de la commune de Zérubia, même canton, et érigée en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Caldarello.

2. Les limites de ces communes entre elles et entre les communes de Figari et de Sartène sont déterminées conformément aux lisérés carmin du plan ci-annexé.

3. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis. (*Paris, 30 Mars 1864.*)

N° 12,231. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Le territoire lavé en bistre sur le plan annexé au présent décret est distrait de la commune de Sorbollano, canton de Serra, arrondissement de Sartène, département de la Corse, et réuni à la commune de Serra.

La limite entre les communes de Serra et de Quenza est fixée conformément à la ligne carmin tracée sur ledit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis. (*Paris, 2 Avril 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 4^{er} Mai 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1198.

N° 12,232. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation du Traité relatif à la Couronne de Grèce, signé à Londres, le 13 Juillet 1863.*

Du 5 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Un Traité ayant été signé à Londres, le 13 juillet 1863, entre la France, le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et la Russie, d'une part, et le Danemark, de l'autre part, relativement à la couronne de Grèce, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées, le 3 août 1863, ledit Traité, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

TRAITÉ.

AU NOM DE LA TRÈS-SAINTE ET INDIVISIBLE TRINITÉ.

Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et l'Empereur de toutes les Russies, désirant aplanir les difficultés survenues dans le Royaume de Grèce, placé sous leur commune garantie, ont jugé nécessaire de s'entendre sur les arrangements à prendre afin de réaliser les vœux de la nation grecque qui appellent le Prince Guillaume de Danemark au trône hellénique.

De son côté, Sa Majesté le Roi de Danemark, se rendant à l'invitation de Leursdites Majestés, a consenti à leur prêter son concours en vue de ce résultat conforme aux intérêts de la paix générale.

En conséquence, Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et l'Empereur de toutes les Russies, d'une part, et Sa Majesté le Roi de Danemark, de l'autre, ont résolu de conclure un Traité et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur *Jean-Baptiste-Louis*, baron *Gros*, sénateur de l'Empire, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, grand-croix de l'ordre du Sauveur de Grèce, de l'ordre d'Isabelle-la-Catholique d'Espagne, de l'ordre pontifical de Pie IX, commandeur de l'ordre de la Conception de Portugal, etc., etc., etc.;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable *Jean*, comte *Russell*, vicomte *Amberley*, de *Amberley* et *Ardsalla*, pair du Royaume-Uni, chevalier du très-noble ordre de la Jarretière, conseiller de Sa Majesté Britannique en son conseil privé, son principal secrétaire d'État pour les affaires étrangères;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le sieur *Philippe*, baron de *Brunnow*, son conseiller privé actuel, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, chevalier des ordres de Saint-André, de Saint-Wladimir de première classe, de Saint-Alexandre-Newski, en diamants, de l'Aigle-Blanc, de Sainte-Anne de première classe, de Saint-Stanislas de première classe, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, du Danebrog de Danemark, en diamants, et de l'ordre du Sauveur de Grèce de première classe, etc., etc., etc.;

Et Sa Majesté le Roi de Danemark, le sieur *Torben de Bille*, son chambellan, commandeur de l'ordre du Danebrog et décoré de la croix d'honneur du même ordre, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants :

ART. 1^{er}. Sa Majesté le Roi de Danemark, d'accord avec le Prince *Christian* de Danemark, agissant en qualité de tuteur de son fils puîné le Prince *Christian-Guillaume-Ferdinand-Adolphe-Georges*, accepte pour ce Prince, encore mineur, la souveraineté héréditaire de la Grèce, qui lui est offerte par le Sénat et par l'Assemblée nationale de la Grèce, au nom de la nation hellénique.

2. Le Prince *Guillaume* de Danemark portera le titre de *Georges I^{er}*, *Roi des Grecs*.

3. La Grèce, sous la souveraineté du Prince *Guillaume* de Danemark et la garantie des trois Cours, forme un État monarchique, indépendant, constitutionnel.

4. Les limites du territoire grec, déterminées par l'Arrangement conclu à Constantinople entre les trois Cours et la Porte-Ottomane, le 21 juillet 1832, recevront une extension par la réunion des îles Ioniennes au Royaume Hellénique, à l'époque où cette réunion, proposée par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, aura été trouvée d'accord avec les vœux du Parlement ionien et où elle aura obtenu l'assentiment des Cours de France, d'Autriche, de Prusse et de Russie.

5. Les îles Ioniennes, lorsque leur réunion au Royaume de Grèce aura été effectuée, seront comprises dans la garantie stipulée par l'article 3 du présent Traité.

6. Dans aucun cas, la couronne de Grèce et la couronne de Danemark ne pourront se trouver réunies sur la même tête.

7. Conformément au principe de la Constitution hellénique, reconnu par le Traité signé à Londres, le 20 novembre 1852, et proclamé par le décret de l'Assemblée nationale de la Grèce, du 30 mars 1863, les successeurs légitimes du Roi *Georges I^{er}* devront professer les dogmes de l'église orthodoxe d'Orient.

8. La majorité du Prince *Guillaume* de Danemark, fixée par la loi de la famille royale à dix-huit ans révolus, c'est-à-dire au 24 décembre 1863, sera considérée comme accomplie avant cette époque, si un décret de l'Assemblée nationale en reconnaissait la nécessité.

9. A l'époque où la réunion des îles Ioniennes au Royaume Hellénique aura lieu, aux termes de l'article 4 du présent Traité, Sa Majesté Britannique recommandera au Gouvernement des États-Unis des îles Ioniennes d'affecter annuellement une somme de dix mille livres sterling à augmenter la liste civile de Sa Majesté *Georges I^{er}*, Roi des Grecs.

10. Chacune des trois Cours fera abandon, en faveur du Prince *Guillaume* de Danemark, de quatre mille livres sterling par an sur les sommes que le trésor grec s'est engagé à payer annuellement à chacune d'elles, en vertu de l'Arrangement conclu à Athènes par le Gouvernement grec, avec le concours des Chambres, au mois de juin 1860.

Il est expressément entendu que ces trois sommes, formant un total de douze mille livres sterling annuellement, seront destinées à constituer une dotation personnelle de Sa Majesté le Roi, en sus de la liste civile fixée par la loi de l'État.

11. L'avènement du Prince *Guillaume* au trône hellénique n'apportera aucun changement aux engagements financiers que la Grèce a contractés par l'article 12 de la Convention signée à Londres, le 7 mai 1832, envers les Puissances garantes de l'emprunt.

Il est entendu également que les Puissances veilleront d'un commun accord à l'exécution de l'engagement pris par le Gouvernement hellénique, au mois de juin 1860, sur la représentation des trois Cours.

12. Les trois Cours s'emploieront dès à présent à faire reconnaître le Prince *Guillaume* de Danemark en qualité de Roi des Grecs par tous les Souverains et États avec lesquels elles se trouvent en relations.

13. Sa Majesté le Roi de Danemark se réserve de prendre les mesures les plus propres à faciliter l'arrivée du Roi *Georges I^{er}* dans ses États le plus tôt que faire se pourra.

14. Les trois Cours porteront le présent Traité à la connaissance du Gouvernement grec et lui prêteront tout l'appui qui pourra dé-

pendre d'elles dans l'attente de l'arrivée prochaine de Sa Majesté le Roi.

15. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Londres, dans le délai de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 13 Juillet, l'an de grâce 1863.

(L. S.) Signé Baron GROS.

(L. S.) Signé BILLE.

(L. S.) Signé RUSSELL.

(L. S.) Signé BRUNNOW.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 5 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROCHE.

Signé DROUYN DE LHUYS.

N° 12,233. — DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation du Traité relatif à l'union des Îles Ioniennes au Royaume de Grèce, signé à Londres, le 14 novembre 1863.

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Un Traité ayant été signé à Londres, le 14 novembre 1863, entre la France, l'Autriche, le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, la Prusse et la Russie, pour constater l'union des îles Ioniennes au Royaume de Grèce, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées entre les Puissances respectives, le 2 janvier 1864, ledit Traité, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

AU NOM DE LA TRÈS-SAINTE ET INDIVISIBLE TRINITÉ.

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ayant fait connaître à Leurs Majestés l'Empereur des Frau-

çais, l'Empereur d'Autriche, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, que l'Assemblée législative des États-Unis des îles Ionniennes, dûment informée de l'intention de Sa Majesté de consentir à l'union de ces îles au Royaume de Grèce, s'est prononcée unanimement en faveur de cette union, et la condition établie par la dernière clause du Protocole signé par les plénipotentiaires des cinq Puissances, le 1^{er} août dernier, se trouvant ainsi remplie, Leursdites Majestés, savoir : l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, ont résolu de constater par un Traité solennel l'assentiment qu'elles ont donné à cette union, en stipulant les conditions sous lesquelles elle s'effectuerait.

A cet effet, Leursdites Majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur *Camille de Nompère de Champagny*, marquis de *Cadore*, chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, son chambellan et chargé d'affaires auprès du Gouvernement de Sa Majesté Britannique ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le comte *Félix de Wimpffen*, son chambellan actuel et chargé d'affaires auprès du Gouvernement de Sa Majesté Britannique ;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable *Jean*, comte *Russell*, vicomte *Amberley de Amberley et Ardsalla*, pair du Royaume-Uni, chevalier du très-noble ordre de la Jarretière, conseiller de Sa Majesté Britannique en son conseil privé, son principal secrétaire d'État pour les affaires étrangères ;

Sa Majesté le Roi de Prusse, le sieur *Albert*, comte de *Bernstorff-Stintenburg*, son ministre d'État et chambellan, grand-croix de son ordre de l'Aigle-Rouge avec des feuilles de chêne et grand commandeur de son ordre de la Maison royale de Hohenzollern en diamants, grand-croix de l'ordre ducal de la Branche Ernestine de la Maison de Saxe et de l'ordre impérial de la Légion d'honneur de France, chevalier de l'ordre impérial de Saint-Stanislas de Russie de première classe, grand-croix de l'ordre royal du Mérite civil de la Couronne de Bavière, de l'ordre impérial du Lion et du Soleil de Perse avec le grand cordon vert, de l'ordre royal et militaire du Christ de Portugal, chevalier de l'ordre royal de Saint-Janvier, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique ;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le sieur *Philippe*, baron de *Brunnow*, son conseiller privé actuel, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, chevalier des ordres de Russie, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'Aigle-Rouge de Prusse de première classe, commandeur de l'ordre de Saint-Étienne d'Autriche, etc., etc., etc. ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants :

ART. 1^{er}. Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande renonce, sous les conditions ci-dessous spécifiées, au protectorat des îles de Corfou, Céphalonie, Zante, Sainte-Maure, Ithaque, Cérigo et Paxo, avec leurs dépendances, que le Traité signé à Paris, le 5 novembre 1815, par les plénipotentiaires d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, a constituées en un seul État libre et indépendant, sous la dénomination d'*États-Unis des îles Ioniennes*, placé sous la protection immédiate et exclusive de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ses héritiers et successeurs.

Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies acceptent, sous les conditions ci-dessous spécifiées, l'abandon que Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande fait du protectorat des États-Unis des îles Ioniennes et reconnaissent conjointement avec Sa Majesté l'union desdits États au Royaume Hellénique.

2. Les îles Ioniennes, après leur union au Royaume de Grèce, jouiront des avantages d'une neutralité perpétuelle, et, en conséquence, aucune force armée, navale ou militaire, ne pourra jamais être réunie ou stationnée sur le territoire ou dans les eaux de ces îles, au delà du nombre strictement nécessaire pour maintenir l'ordre public et pour assurer la perception des revenus de l'État.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter le principe de neutralité stipulé par le présent article.

3. Comme conséquence nécessaire de la neutralité dont les États-Unis des îles Ioniennes sont appelés ainsi à jouir, les fortifications construites dans l'île de Corfou et dans les dépendances immédiates, étant désormais sans objet, devront être démolies et leur démolition s'effectuera avant la retraite des troupes employées par la Grande-Bretagne à occuper ces îles en sa qualité de Puissance protectrice. Cette démolition se fera de la manière que Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande jugera suffisante pour remplir les intentions des Hautes Parties contractantes.

4. La réunion des îles Ioniennes au Royaume Hellénique n'apportera aucun changement aux avantages acquis à la navigation et au commerce étrangers, en vertu de Traités et de Conventions conclus par les Puissances étrangères avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, en sa qualité de protectrice des États-Unis des îles Ioniennes.

Tous les engagements qui résultent desdites transactions, ainsi que les règlements actuellement en vigueur, seront maintenant et strictement observés comme par le passé.

En conséquence, il est expressément entendu que les bâtiments et le commerce étrangers dans les ports ioniens, et réciproquement les bâtiments et le commerce ioniens dans les ports étrangers, de même que la navigation entre les ports ioniens et ceux de la Grèce,

continueront à être soumis au même traitement et placés dans les mêmes conditions qu'avant la réunion des îles Ioniennes à la Grèce.

5. La réunion des États-Unis des îles Ioniennes au Royaume de Grèce n'invalidera en rien les principes établis par la législation existante de ces îles en matière de liberté du culte et de tolérance religieuse; conséquemment, les droits et immunités consacrés en matière de religion par les chapitres 1 et v de la Charte constitutionnelle des États-Unis des îles Ioniennes, et spécialement la reconnaissance de l'église grecque orthodoxe comme religion dominante dans ces îles, l'entière liberté du culte accordée à l'église de l'État de la Puissance protectrice, et la parfaite tolérance promise aux autres communions chrétiennes, seront maintenus, après l'union, dans toute leur force et valeur.

La protection spéciale garantie à l'Église catholique romaine, ainsi que les avantages dont elle est présentement en possession, seront également maintenus, et les sujets appartenant à cette communion jouiront, dans les îles Ioniennes, de la même liberté de culte qui leur a été reconnue en Grèce par le Protocole du 3 février 1830.

Le principe de l'entière égalité civile et politique entre les sujets appartenant aux divers rites, consacré en Grèce par le même Protocole, sera pareillement en vigueur dans les îles Ioniennes.

6. Les Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, en leur qualité de Puissances garantes du Royaume de Grèce, se réservent de conclure un Traité avec le Gouvernement hellénique sur les arrangements que pourra nécessiter la réunion des îles Ioniennes à la Grèce.

Les forces militaires de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande seront retirées du territoire des États-Unis des îles Ioniennes dans l'espace de trois mois, ou plus tôt si faire se peut, après la ratification du susdit Traité.

7. Les Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie s'engagent à communiquer aux Cours d'Autriche et de Prusse le Traité qu'elles auront conclu avec le Gouvernement hellénique, conformément à l'article précédent.

8. Les Hautes Parties contractantes conviennent entre elles qu'après la mise à exécution des arrangements compris dans le présent Traité, les stipulations du Traité du 5 novembre 1815, conclu entre les Cours d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, relatif aux États-Unis des îles Ioniennes, cesseront d'être en vigueur, à l'exception de la clause par laquelle les Cours d'Autriche, de Prusse et de Russie ont renoncé à tout droit ou prétention particulière qu'elles pourraient avoir sur toutes ou sur quelques-unes des îles ou de leurs dépendances, reconnues par le Traité du 5 novembre 1815, comme formant un seul État libre et indépendant, sous la dénomination d'*États-Unis des îles Ioniennes*. Par le présent Traité, Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse et

l'Empereur de toutes les Russies, renouvellent et confirment ladite renonciation, en leur nom, pour leurs héritiers et leurs successeurs.

9. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Londres dans le délai de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 14 Novembre de l'an de grâce 1863.

(L. S.) Signé CADORE.
(L. S.) Signé WIMPFEN.
(L. S.) Signé RUSSELL.
(L. S.) Signé BERNSTORFF.
(L. S.) Signé BRUNNOW.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé DROUYN DE LÉHYS.

N° 12,234. — DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation du Traité, signé à Londres, le 29 mars 1864, pour la mise à exécution des stipulations relatives à la réunion des Îles Ioniennes au Royaume de Grèce.

Du 29 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Un Traité ayant été conclu à Londres, le 29 mars 1864, entre la France, le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et la Russie, d'une part, et la Grèce, de l'autre part, pour mettre à exécution les stipulations des Traités des 13 juillet et 14 novembre 1864, relatives à la réunion des îles Ioniennes au Royaume de Grèce, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées, le 25 avril 1864, ledit Traité, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

TRAITÉ.

AU NOM DE LA TRÈS-SAINTÉ ET INDIVISIBLE TRINITÉ.

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande a fait connaître à l'Assemblée législative des États-Unis des îles Ioniennes, qu'en vue de réunir éventuellement ces îles au Royaume de Grèce, elle était prête, si le Parlement ionien en exprimait le vœu, à faire abandon du protectorat de ces îles, confié à Sa Majesté par le Traité conclu à Paris, le 5 novembre 1815, entre les Cours de la Grande-Bretagne, d'Autriche, de Prusse et de Russie. Ce vœu ayant été manifesté par un vote de ladite assemblée législative, rendu à l'unanimité des voix, le 7-19 octobre 1863, Sa Majesté Britannique a consenti par l'article 1^{er} du Traité conclu, le 14 novembre 1863, entre Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, à renoncer audit protectorat, sous de certaines conditions spécifiées dans le Traité précité et définies, depuis lors, par les Protocoles subséquents.

De leur côté, Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies ont consenti, par le même article et sous les mêmes conditions, à accepter cette renonciation et à reconnaître, conjointement avec Sa Majesté Britannique, l'union de ces îles au Royaume de Grèce.

En vertu de l'article 5 du Traité signé à Londres, le 13 juillet 1863, il a été convenu, en outre, d'un commun accord, entre Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté Britannique et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, que les îles Ioniennes, lorsque leur réunion au Royaume de Grèce aurait été effectuée, comme l'article 4 du même Traité l'a prévu, seraient comprises dans la garantie stipulée en faveur de la Grèce par les Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, en vertu de la Convention signée à Londres, le 7 mai 1832.

En conséquence, d'accord avec les stipulations du Traité du 13 juillet 1863, et conformément aux termes de l'article 6 du Traité du 14 novembre 1863, par lequel les Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, en leur qualité de Puissances garantes du Royaume de Grèce, se sont réservé de conclure un Traité avec le Gouvernement hellénique sur les arrangements que pourra nécessiter la réunion des îles Ioniennes à la Grèce, Leursdites Majestés ont résolu de procéder à négocier avec Sa Majesté le Roi des Hellènes un Traité à l'effet de mettre à exécution les stipulations ci-dessus mentionnées.

Sa Majesté le Roi des Hellènes ayant donné son assentiment à la conclusion de ce Traité, Leursdites Majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur *Godefroy-Bernard-Henri-Alphonse*, prince de la Tour d'Auvergne-Lauraguais, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de

l'ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse, grand-croix de l'ordre des Saints-Maurice et Lazare, etc., etc., etc.;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable *Jean*, comte *Russell*, vicomte *Amberley de Amberley et Ardsalla*, pair du Royaume-Uni, chevalier du très-noble ordre de la Jarretière, conseiller de Sa Majesté Britannique en son conseil privé, son principal secrétaire d'État pour les affaires étrangères;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le sieur *Philippe*, baron de *Brunnow*, son conseiller privé actuel, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, chevalier des ordres de Russie, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur et grand-croix de l'ordre du Sauveur de Grèce;

Et Sa Majesté le Roi des Hellènes, le sieur *Charilaus S. Tricoupi*, représentant à l'Assemblée nationale des Hellènes;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants :

ART. 1^{er}. Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant réaliser le vœu que l'Assemblée législative des États-Unis des îles Ioniennes a exprimé de voir ces îles réunies à la Grèce, a consenti, sous les conditions spécifiées ci-après, à renoncer au protectorat des îles de Corfou, Céphalonie, Zante, Sainte-Maure, Ithaque, Cerigo et Paxo, avec leurs dépendances, lesquelles, en vertu du Traité signé à Paris, le 5 novembre 1815, par les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, d'Autriche, de Prusse et de Russie, ont été constituées en un seul État libre et indépendant, sous la dénomination d'*États-Unis des îles Ioniennes*, placé sous la protection immédiate et exclusive de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ses héritiers et successeurs.

En conséquence, Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté Britannique et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, en leur qualité de signataires de la Convention du 7 mai 1832, reconnaissent cette union, et déclarent que la Grèce, dans les limites déterminées par l'Arrangement conclu à Constantinople entre les Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, avec la Porte-Ottomane, le 21 juillet 1832, y compris les îles Ioniennes, formera un État monarchique indépendant et constitutionnel, sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi *Georges* et sous la garantie des trois Cours.

2. Les Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, en leur qualité de Puissances garantes de la Grèce, déclarent, avec l'assentiment des Cours d'Autriche et de Prusse, que les îles de Corfou et de Paxo ainsi que leurs dépendances, après leur réunion au Royaume Hellénique, jouiront des avantages d'une neutralité perpétuelle.

Sa Majesté le Roi des Hellènes s'engage, de son côté, à maintenir cette neutralité.

3. La réunion des îles Ioniennes au Royaume Hellénique n'apportera aucun changement aux avantages concédés au commerce et à la navigation étrangers, en vertu de Traités et de Conventions conclus par les Puissances étrangères avec Sa Majesté Britannique, en sa qualité de Protectrice des îles Ioniennes.

Tous les engagements qui résultent desdites transactions ainsi que des règlements y relatifs, actuellement en vigueur, seront maintenus et strictement observés comme par le passé.

En conséquence, il est expressément entendu que les bâtimens et le commerce étrangers dans les ports ioniens, de même que la navigation entre les ports ioniens et ceux de la Grèce, continueront à être soumis au même traitement et placés dans les mêmes conditions qu'avant la réunion des îles Ioniennes à la Grèce, et cela jusqu'à la conclusion de nouvelles conventions formelles ou d'arrangements destinés à régler entre les Parties intéressées les questions de commerce, de navigation, ainsi que celles du service régulier des communications postales.

Ces nouvelles Conventions seront conclues dans le délai de quinze ans, ou plus tôt si faire se peut.

4. La réunion des États-Unis des îles Ioniennes au Royaume de Grèce n'invalidera en rien les principes établis par la législation existante de ces îles, en matière de liberté du culte et de tolérance religieuse; conséquemment les droits et les immunités consacrés en matière de religion par les chapitres I et V de la Charte constitutionnelle des États-Unis des îles Ioniennes, et spécialement la reconnaissance de l'église grecque orthodoxe comme religion dominante dans ces îles, l'entière liberté du culte accordée à l'église de l'État de la Puissance protectrice, et la parfaite tolérance promise aux autres communions chrétiennes, seront maintenus, après l'union, dans toute leur force et valeur.

La protection spéciale garantie à l'Église catholique romaine, ainsi que les avantages dont elle est présentement en possession, seront également maintenus, et les sujets appartenant à cette communion jouiront dans les îles Ioniennes de la même liberté de culte qui leur a été reconnue en Grèce par le Protocole du 3 février 1830.

Le principe de l'entière égalité civile et politique entre les sujets appartenant aux divers rites, consacré en Grèce par le même Protocole, sera pareillement en vigueur dans les îles Ioniennes.

5. L'Assemblée législative des États-Unis des îles Ioniennes a décrété, par une résolution rendue le 7-19 octobre 1863, que la somme de dix mille livres sterling par an serait affectée, en paiements mensuels, à l'augmentation de la liste civile de Sa Majesté le Roi des Hellènes, de manière à constituer la première charge à prélever sur la recette des îles Ioniennes, à moins qu'il ne soit pourvu à ce paiement, suivant les formes constitutionnelles, sur les revenus du Royaume de Grèce.

En conséquence, Sa Majesté le Roi des Hellènes s'engage à mettre ce décret dûment à exécution.

6. Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies sont convenus de faire abandon, en faveur de Sa Majesté le Roi *Georges I^{er}*, chacune de quatre mille livres sterling par an, sur les sommes que le trésor grec s'est engagé à payer annuellement à chacune d'elles, en vertu de l'Arrangement conclu à Athènes par le Gouvernement grec, avec le concours des Chambres grecques, au mois de juin 1860.

Il est expressément entendu que ces trois sommes, formant un total de douze mille livres sterling annuellement, seront destinées à constituer une dotation personnelle de Sa Majesté le Roi *Georges I^{er}*, en sus de la liste civile fixée par la loi de l'État. L'avènement de Sa Majesté au trône hellénique n'apportera d'ailleurs aucun changement aux engagements financiers que la Grèce a contractés par l'article 12 de la Convention du 7 mai 1832, envers les Puissances garantes de l'emprunt, ni à l'exécution de l'engagement pris par le Gouvernement hellénique, au mois de juin 1860, sur la représentation des trois Cours.

7. Sa Majesté le Roi des Hellènes s'engage à prendre à sa charge tous les engagements et contrats légalement conclus par le Gouvernement des États-Unis des îles Ioniennes, ou en leur nom, par la Puissance protectrice de ces îles, conformément à la Constitution des îles Ioniennes, soit avec des Gouvernements étrangers, soit avec des compagnies et associations, soit avec des individus privés, et promet de remplir lesdits engagements et contrats dans toute leur étendue, comme s'ils avaient été conclus par Sa Majesté ou par le Gouvernement hellénique. Dans cette catégorie se trouvent spécialement compris : la dette publique des îles Ioniennes, les privilèges concédés à la banque ionienne, à la compagnie maritime connue sous le nom de *Lloyd autrichien*, conformément à la Convention postale du 1^{er} décembre 1853, et à la compagnie de gaz de Malte et de la Méditerranée.

8. Sa Majesté le Roi des Hellènes promet de prendre à sa charge :

1° Les pensions accordées à des sujets britanniques par le Gouvernement Ionien, conformément aux règles établies aux îles Ioniennes en matière de pensions ;

2° Les indemnités dues à certains individus actuellement au service du Gouvernement Ionien, lesquels perdront leurs emplois par suite de l'union des îles à la Grèce ;

3° Les pensions dont plusieurs sujets Ioniens jouissent, en rémunération de services rendus au Gouvernement Ionien.

Une Convention spéciale conclue entre Sa Majesté Britannique et Sa Majesté le Roi des Hellènes déterminera le chiffre de ces différentes allocations et réglera le mode de leur paiement.

9. Les autorités civiles et les forces militaires de Sa Majesté Britannique seront retirées du territoire des États-Unis des îles Ioniennes dans l'espace de trois mois ou plus tôt si faire se peut, après la ratification du présent Traité.

10. Le présent *Traité* sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Londres dans le délai de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 29 Mars, l'an de grâce 1864.

(L. S.) Signé LA TOUR D'AUVERGNE. (L. S.) Signé CH. TRICOUPÉ.
(L. S.) Signé RUSSELL.
(L. S.) Signé BRUNNOW.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé DROUYN DE L'HUY.

N° 12,235. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Paris, avenue de Breteuil, d'un Asile de Vieillards tenu par les Petites Sœurs-des-Pauvres.*

Du 13 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation hospitalière des Petites-Sœurs-des-Pauvres, existant à Rennes (Ille-et-Vilaine), en vertu de notre décret du 9 janvier 1856 ⁽¹⁾, est autorisée à fonder à Paris (Seine), avenue de Breteuil, un asile de vieillards tenu par des sœurs de cet ordre, à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts de la maison mère, approuvés par ordonnance royale du 8 juin 1828 ⁽²⁾.

2. La supérieure générale de la congrégation des Petites-Sœurs-des-Pauvres, à Rennes (Ille-et-Vilaine), est autorisée à acquérir, au nom de cette congrégation, du sieur Voiriot et des dames Locesne,

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 355, n° 3293.

⁽²⁾ VIII^e série, Bull. 236, n° 8607.

Guérin et Jacotot, nées Voiriot, moyennant une somme de cent cinq mille six cents francs et aux autres clauses et conditions d'un acte notarié du 1^{er} décembre 1856, un terrain situé à Paris (Seine), avenue de Breteuil, n° 66, et estimé cent quarante et un mille cent quatre-vingt-treize francs soixante centimes, sur lequel ont été construits les bâtiments qui renferment l'asile de vieillards tenu par des sœurs de cet ordre et reconnu par l'article 1^{er} du présent décret.

Il sera pourvu au paiement de cette acquisition au moyen des ressources de la congrégation, provenant d'offrandes et de souscriptions.

3. La supérieure générale de la congrégation des Petites-Sœurs-des-Pauvres, à Rennes (Ille-et-Vilaine), est autorisée à accepter le legs gratuit d'une somme de deux mille francs fait par la demoiselle *Catherine Brie*, suivant son testament olographe du 20 juin 1856, aux sœurs de cet ordre, établies à Paris (Seine), avenue de Breteuil, dans l'ancien dixième arrondissement, où elles tiennent un asile de vieillards reconnu par l'article 1^{er} du présent décret.

Conformément à la demande de la congrégation, cette somme de deux mille francs sera employée au paiement d'une partie des dépenses de construction des bâtiments occupés par cet asile de vieillards.

4. L'archevêque de Paris (Seine) est autorisé à accepter le legs gratuit d'une somme de deux mille francs fait par la demoiselle *Catherine Brie*, suivant son testament olographe du 20 juin 1856, à la maison des prêtres âgés et infirmes, existant à Paris sous le nom d'*Infirmier Marie-Thérèse*, et reconnue par ordonnance royale du 2 décembre 1827.

Cette somme de deux mille francs sera employée en achat de rentes trois pour cent sur l'État.

5. Le directeur de l'administration de l'assistance publique de Paris (Seine) est autorisé à accepter, aux clauses et conditions énoncées, les legs faits par la demoiselle *Catherine Brie*, suivant son testament olographe du 20 juin 1856, et consistant : 1° en une somme de deux mille francs en faveur des pauvres, pour cette somme leur être distribuée par le curé de la paroisse Saint-Germain-des-Prés de Paris ; 2° en une somme de quatre mille francs et en deux tableaux pour l'établissement des enfants délaissés.

6. Le directeur de l'administration de l'assistance publique de Paris et la supérieure générale des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, congrégation existant à Paris, en vertu du décret impérial en date du 8 novembre 1809, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, le legs fait par la demoiselle *Brie*, suivant son testament du 20 juin 1856, et consistant en divers objets mobiliers estimés deux cent douze francs, pour la lingerie des pauvres de la paroisse de Saint-Germain-des-Prés, à Paris.

7. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le con-

cerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 12,236. — DÉCRET IMPÉRIAL qui proroge jusqu'au 19 mai 1864 la session du Corps législatif.

Du 27 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 46 de la Constitution;

Vu nos décrets des 10 octobre 1863 ⁽¹⁾, 2 février ⁽²⁾ et 30 mars 1864 ⁽³⁾,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La session du Corps législatif est prorogée jusqu'au 19 mai 1864 inclusivement.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,237. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Les polygones lavés en jaune sur le plan annexé au présent décret et cotés A et C, sont attribués à la commune de Sorbollano, canton de Serra, arrondissement de Sartène, département de la Corse.

Le polygone lavé en lilas et coté D est distrait de la commune de Serra, même canton, et réuni à la commune de Sorbollano.

En conséquence, la limite entre les communes de Serra et Sorbollano est fixée conformément au liséré carmin tracé sur ledit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis. (Paris, 2 Avril 1864.)

⁽¹⁾ Bull. 1151, n° 11,675.

⁽²⁾ Bull. 1192, n° 12,179.

⁽³⁾ Bull. 1182, n° 12,028.

N° 12,238. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Le polygone teinté en jaune sur le plan annexé au présent décret est distrait de la commune de Grosseto-Prugna, canton de Sainte-Marie-et-Sicche, arrondissement d'Ajaccio, département de la Corse, et réuni à la commune de Torgia-Cardo, même canton.

En conséquence, la nouvelle limite entre les communes de Grosseto-Prugna et de Torgia-Cardo est fixée conformément au liséré vert coté A B sur ledit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis. (*Paris, 2 Avril 1864.*)

N° 12,239. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction du commissariat de police institué à la résidence de la Capelle-Marival (Lot), par le décret du 17 janvier 1853 ⁽¹⁾, est étendue à toutes les communes du canton de la Tronquière (même département). (*Paris, 6 Avril 1864.*)

⁽¹⁾ Bull. 16, n° 126.



Certifié conforme :

Paris, le 4^{er} Mai 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1199.

N° 12,240. — *Loi portant qu'il sera fait, en 1865, un Appel de cent-mille Hommes sur la Classe de 1864.*

Du 4 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il sera fait, en 1865, un appel de cent mille hommes sur la classe de 1864, pour le recrutement des troupes de terre et de mer.

2. La répartition des cent mille hommes entre les départements sera faite par un décret de l'Empereur, proportionnellement au nombre des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage de la classe appelée.

Si, par suite de circonstances extraordinaires, le nombre des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage de quelques cantons ou départements ne peut être connu dans le délai qui aura été déterminé par un décret de l'Empereur, ce nombre sera remplacé, pour les cantons ou départements en retard, par la moyenne des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage des dix classes précédentes.

Le tableau général de la répartition sera inséré au Bulletin des lois.

3. La sous-répartition du contingent assigné à chaque département aura lieu, entre les cantons, proportionnellement au nombre des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage de chaque canton.

Elle sera faite par le préfet, en conseil de préfecture, et rendue publique, par voie d'affiches, avant l'ouverture des opérations du conseil de révision.

Dans le cas où les listes de tirage de quelques cantons ne seraient pas parvenues au préfet en temps utile, il sera procédé, pour la

sous-répartition, à l'égard des cantons en retard, de la manière indiquée au deuxième paragraphe de l'article 2 ci-dessus.

4. Les jeunes gens placés sous la tutelle de commissions administratives des hospices seront inscrits sur les tableaux de recensement de la commune où ils résident au moment de la formation de ces tableaux, ainsi qu'il a été réglé par la loi du 26 décembre 1849.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Avril 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé H. BUSSON-BILLAULT, comte LE PELETIER-D'AUNAY,
HENRI NOUBEL, comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un appel de cent mille hommes sur la classe de 1864.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 12,241. — *Loi qui modifie celle du 12 juin 1861, relative à la Caisse des retraites pour la vieillesse.*

Du 4 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous^{es} présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le maximum de la rente viagère que la caisse des retraites est autorisée à faire inscrire sur la même tête est fixé à quinze cents francs (1,500^f).

Les sommes versées dans une année au compte de la même personne ne peuvent excéder quatre mille francs (4,000^f).

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé HENRI NOBEL, H. BUSSON-BILLAULT, SÉVERIN ABBATUCCI,
comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi portant modification de la loi du 12 juin 1861, relative à la caisse des retraites pour la vieillesse.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux

tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 12,242. — *Loi relative aux Alignements sur les Routes impériales, les Routes départementales et les Chemins vicinaux de grande communication.*

Du 4 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sur les routes impériales et départementales, partout où il existe un plan d'alignement régulièrement approuvé, le sous-préfet délivre les alignements conformément à ce plan.

2. Le même droit appartient au sous-préfet en ce qui concerne les chemins vicinaux de grande communication, partout où il existe un plan régulièrement approuvé.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé HENRI NOUBEL, SÉVERIN ABBATUCCI, marquis DE TALHOÛËT,
H. BUSSON-BILLAULT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative aux

alignements sur les routes impériales, les routes départementales et les chemins vicinaux de grande communication.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé E. ROUHER.

N° 12,243. — *Loi qui approuve un Échange de terrains entre l'État
et M^{me} Mauroy.*

Du 4 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans l'acte passé le 14 avril 1863, entre le préfet du département du Nord, agissant au nom de l'État, d'une part, et la dame *Mauroy*, d'autre part, l'échange sans soulte d'une parcelle de la forêt domaniale de Saint-Amand, contenant cinquante-quatre ares quatre-vingt-dix cen-

tières (54^h 90[']) contre deux parcelles de terre contenant ensemble soixante et un ares trente centiares (61^h 30[']) enclavées dans cette forêt.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 Avril 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé HENRI NOUBEL, H. BUSSON-BILLAULT, marquis DE TALHOUËT,
SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un échange de terrains dans le département du Nord.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,244. — *Loi qui autorise le département de l'Aude à s'imposer
extraordinairement.*

Du 4 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

. LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Aude est autorisé à s'imposer **extraordinairement**, par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Un centime pendant neuf ans, à partir de 1865, dont le produit sera affecté au service des routes départementales;

2° Un centime pendant chacune des années 1865 et 1866, et trois centimes pendant sept ans, à partir de 1867, dont le produit sera consacré tant à l'achèvement des chemins vicinaux de grande communication qu'au paiement de subventions à accorder aux communes, dans des cas extraordinaires, pour les travaux de leurs chemins vicinaux.

La dernière de ces impositions sera perçue indépendamment des centimes spéciaux dont le recouvrement pourra être autorisé, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 Avril 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNY.

Les Secrétaires,

**Signé HENRI NOUBEL, SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT,
marquis DE TALHOÛËT.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à des impositions extraordinaires par le département de l'Aude.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Avril 1864.

Le Président,

Signé THIÉRLONG.

Les Secrétaires,

**Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GUYON,
baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent

sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication:

Fait au palais des Tuileries, le 4 Mai 1864.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,245. — *Loi qui autorise la ville de Mayenne à contracter un Emprunt.*

Du 4 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Mayenne (Mayenne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de trois cent vingt mille francs (320,000^f) remboursable en quinze années, à partir de 1865, sur ses revenus, pour la conversion d'une partie de ses dettes et l'exécution de divers travaux de voirie énumérés dans les délibérations municipales des 23 juin et 15 octobre 1863.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MOÏNT.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, HENRI NOUBEL, H. BUSSON-BILLAULT,
marquis DE TALHOÛËT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt par la ville de Mayenne (Mayenne).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 12,246. — *Loi qui autorise le département du Nord à s'imposer
extraordinairement.*

Du 4 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit:

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. Le département du Nord est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session

de 1863, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Un centime cinq dixièmes en 1865, dont le produit sera affecté aux travaux des routes départementales;

2° Trois centimes en 1865 et trois centimes deux dixièmes en 1866, dont le montant sera consacré à l'amélioration des chemins vicinaux de grande communication.

La dernière de ces impositions sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé HENRI NOUËL, SÉVERIN ARDATUCCI, M. BISSON-BELLAINLY,
marquis DE TALMONT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à des impositions extraordinaires par le département du Nord.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Avril 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GUYOT.
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,247. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Dumolard (Marie-Louis-Auguste)*, propriétaire, né le 22 germinal an XII, à Verdun (Meuse), y demeurant,

Et M^{lle} *Dumolard (Marie-Thérèse)*, née le 10 mars 1841, à Verdun, y demeurant,

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *de Bonviller*, et à s'appeler, à l'avenir, *Dumolard de Bonviller*.

2° M. *Cochon (Michel-Rose)*, secrétaire de la mairie de Mayenne, né en cette ville, le 10 mars 1819, y demeurant, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Michel*.

3° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, les changements résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 23 Mars 1864.*)

N° 12,248. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° Le décret du 5 janvier 1856, qui assigne sept offices d'avoué au tribunal de première instance de Saint-Girons (Ariège), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à six.

2° Le décret du 10 avril 1861, qui assigne vingt-cinq offices d'huissier au tribunal de première instance de Villefranche (Aveyron), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-quatre.

3° Le décret du 20 juin 1861, qui assigne dix offices d'huissier au tribunal de première instance d'Embrun (Hautes-Alpes), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à neuf.

4° Le décret du 6 août 1863, qui assigne vingt et un offices d'huissier au tribunal de première instance de Pont-l'Évêque (Calvados), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt.

5° L'ordonnance du 19 mars 1820, qui assigne vingt-cinq offices d'huissier au tribunal de première instance de Bourgoin (Isère), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-quatre. (*Paris, 26 Mars 1864.*)

N° 12,249. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° L'ordonnance du 6 juillet 1828, qui assigne six offices d'avoué au tribunal de première instance de Briançon (Hautes-Alpes), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à cinq.

2° Le décret du 4 décembre 1863, qui assigne trente-cinq offices d'huissier au tribunal de première instance de Valence (Drôme), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à trente-quatre.

3° Le décret du 6 octobre 1862, qui assigne neuf offices d'huissier au tribunal de première instance de Lesparre (Gironde), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à huit. (*Paris, 30 Mars 1864.*)

N° 12,250. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° Le décret du 15 septembre 1863, qui assigne vingt-neuf offices d'huissier au tribunal de première instance de Vienne (Isère), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-huit.

2° Le décret du 12 mai 1858, qui assigne onze offices d'huissier au tribunal de première instance de Doullens (Somme), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à dix. (*Paris, 2 Avril 1864.*)

N° 12,251. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

Les limites de la mer à l'embouchure de la Bidassoa sont déterminées par une ligne droite partant du cap A, au nord du faubourg de la Madeleine, sur la rive espagnole, et aboutissant sur la rive française aux points marqués B et B' sur le plan annexé au présent décret.

Les droits des tiers sont expressément réservés. (*Paris, 16 Avril 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 11^{er} Mai 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1200.

N° 12,252. — *Loi relative au régime des Sucres.*

Du 7 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir du 15 juin 1864, les droits sur les sucres seront établis ainsi qu'il suit, décimes compris :

Sucres..	bruts	{ au-dessous du n° 13	42 ^f	} les 100 kilog.
	de toute origine,	{ du n° 13 au n° 20 inclusive-	44	
	assimilés	{ ment.	44	
	aux raffinés.	{ Poudres blanches au-dessus	45	
	raffinés dans les fabriques de sucre indigène et dans les colonies françaises	{ du n° 20	45	
		{ raffinés dans les fabriques de sucre indigène et dans les colonies françaises	47	

Les types n° 13 et 20 seront déterminés conformément à la série des types de Paris.

2. Les colonies françaises de l'île de la Réunion et des Antilles jouiront d'une détaxe de cinq francs par cent kilogrammes, du 15 juin 1864 au 1^{er} janvier 1870, décimes compris.

3. Les sucres importés des pays hors d'Europe par navires étrangers et les sucres importés des pays et des entrepôts d'Europe, quel que soit le mode de transport, seront soumis à une surtaxe de deux francs par cent kilogrammes, décimes compris.

4. La faculté d'abonnement accordée aux fabriques de sucre indigène, par l'article 4 de la loi du 23 mai 1860, est et demeure supprimée.

5. Le régime actuel du drawback est supprimé.

Les sucres non raffinés, de toute origine, jouiront de la faculté de l'admission temporaire en franchise, sous les conditions ci-après déterminées.

L'admission temporaire ne sera obligatoire qu'à l'égard des sucres qui seront raffinés pour l'exportation.

Les sucres déclarés pour l'admission temporaire donneront lieu à des obligations cautionnées.

Ces opérations seront apurées dans un délai qui ne pourra excéder quatre mois, soit par l'exportation au raffinage ou par la mise en entrepôt d'une quantité de sucres raffinés correspondant aux rendements qui seront déterminés à l'article 6, soit par le paiement des taxes et surtaxes applicables aux sucres bruts soumissionnés.

Lorsque les raffinés exportés proviendront de sucres importés par navire étranger, les soumissionnaires devront payer, au moment de l'exportation ou de la mise en entrepôt, la moitié de la surtaxe de pavillon.

Relativement aux obligations cautionnées, l'action du trésor et la responsabilité des comptables resteront de tous points soumises aux règles tracées par les ordonnances et arrêtés rendus sur les crédits accordés pour le paiement des droits de douane.

6. Le rendement des sucres destinés à l'exportation après raffinage sera réglé ainsi qu'il suit :

Sucre de toute origine	au-dessous du n° 10.	Sucre méliis ou quatre-cassons et sucre candi	78 ¹	pour 100 kilog. de sucre brut, conformément aux types indiqués ci-contre.
		Sucre lumps et sucre tapé de nuance blanche	79	
	du n° 10 au n° 13 exclusivement.	Sucre méliis ou quatre-cas- sons et sucre candi	80	
		Sucre lumps et sucre tapé de nuance blanche	81	
	du n° 13 au n° 16 inclusivement.	Sucre méliis ou quatre-cas- sons et sucre candi	83	
		Sucre lumps et sucre tapé de nuance blanche	84	

Les vergeoises du n° 13 et des numéros supérieurs seront admissibles pour l'exportation à la décharge des obligations d'admission temporaire, à raison de cent cinq kilogrammes pour cent kilogrammes de sucre brut.

Les sucres coloniaux et étrangers ne seront admissibles au raffinage pour l'exportation que lorsqu'ils auront été importés directement par mer des pays hors d'Europe.

7. Les sucres raffinés qui, après avoir été placés en entrepôt dans les conditions prévues par l'article 5, seront retirés pour la consommation, acquitteront les droits afférents à la matière brute dont ils proviennent et sur les quantités soumissionnées au moment de l'admission temporaire.

8. Si les obligations ne sont pas apurées dans le délai fixé par l'article 5 de la présente loi, le trésor poursuivra immédiatement, outre le recouvrement du droit d'entrée, le paiement des intérêts de ce droit, à raison de cinq pour cent l'an, et ce à partir de l'expiration dudit délai.

Toute tentative ayant pour but de faire admettre à l'exportation ou à la réintégration en entrepôt, comme il est dit à l'article 5, des sucres n'ayant pas le poids déclaré ou le degré de pureté et de blan-

cheur exigé par les règlements sur la matière, sera punie, dans le premier cas, d'une amende égale au double droit sur le déficit, et dans le second cas, d'une amende de dix francs par cent kilogrammes. La marchandise pourra être retenue pour sûreté de l'amende et des frais.

9. La restitution des droits à l'exportation des sucres raffinés, lorsque le paiement de ces droits sera justifié au moyen de quittances antérieures à la promulgation de la présente loi et n'ayant pas plus de quatre mois de date, se fera sur les bases du tarif et d'après les rendements déterminés par les lois antérieures.

Les sucres raffinés indigènes non libérés d'impôt, existant en magasin dans les fabriques-raffineries ou en cours de raffinage au moment de la mise en vigueur de la présente loi, acquitteront le droit de quarante-sept francs par cent kilogrammes, décimes compris.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 19 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, H. BUSSON-BILLAULT, comte LE PELETIER D'AUNAY, SEVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative au régime des sucres.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Comte DE BÉARN, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 12,253. — *Loi qui modifie le premier paragraphe de l'article 6 et le deuxième paragraphe de l'article 7 de la loi du 20 avril 1832, sur l'Avancement dans l'Armée navale.*

Du 7 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le premier paragraphe de l'article 6 de la loi du 20 avril 1832, sur l'avancement dans l'armée navale, est modifié de la manière suivante :

Nul ne pourra être aspirant de première classe, s'il n'a deux ans de service à bord des bâtiments de l'État, en qualité d'aspirant de deuxième classe, ou une année de navigation, en ladite qualité, à bord d'un bâtiment d'instruction.

Nul élève de l'école polytechnique ne pourra être nommé au grade d'aspirant de première classe, s'il n'a été déclaré admissible dans les services publics, à la suite des examens de sortie de ladite école.

2. Le deuxième paragraphe de l'article 7 de la même loi du 20 avril 1832 est modifié de la manière suivante :

Ou s'il n'a servi sur les bâtiments de l'État pendant deux années au moins, comme premier maître, et s'il n'a satisfait à un examen, tant sur la théorie de la navigation que sur les connaissances pratiques de la marine.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Avril 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNAY.**

Les Secrétaires,

Signé **MARQUIS DE TALHOUËT, SÉVERIN ABBATUCCI,**
HENRI NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi modifiant la loi du 20 avril 1832, sur l'avancement dans l'armée navale.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé **TROPLONG.**

Les Secrétaires,

Signé **A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,**
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé **BARON T. DE LACROSSE.**

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Mai 1864.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,254. — DÉCRET IMPÉRIAL portant création d'une Bourse de commerce à Nice.

Du 16 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 28 ventôse an IX et les articles 71, 72 et 73, titre V, du Code de commerce, sur les bourses de commerce;

Vu les avis du conseil général des Alpes-Maritimes, du tribunal et de la chambre de commerce de Nice, la délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 16 juin 1862, et la lettre du maire de Nice, du 3 janvier 1863;

Sur la proposition du préfet des Alpes-Maritimes,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est créé une bourse de commerce à Nice (Alpes-Maritimes).

2. Cette bourse se tiendra dans le local loué à cet effet du sieur Lanciars par la chambre de commerce, par bail du 15 juillet 1862.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 12,255. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise un virement de Crédit au Budget ordinaire du Ministère de l'Intérieur, exercice 1863.

Du 23 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi du 2 juillet 1862, portant fixation du budget ordinaire de l'exercice 1863;

Vu notre décret du 23 novembre 1862⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits dudit budget;

Vu la loi du 13 mai 1863 et notre décret du 29 juin suivant⁽²⁾, concernant les suppléments de crédits pour l'exercice 1863;

Vu notre décret du 17 juillet 1863⁽³⁾, qui rattache au budget du ministère de l'intérieur le chapitre du budget du ministère d'État afférent au service du Moniteur;

Vu nos décrets de virement des 29 août⁽⁴⁾ et 26 décembre 1863⁽⁵⁾ et 23 mars 1864⁽⁶⁾;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽⁷⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽⁸⁾, sur les virements de crédits;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 21 mars 1864;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1863, au chapitre **xiv** du budget ordinaire du ministère de l'intérieur (*Section v. — Dépenses ordinaires et frais de transport des détenus*), est réduit d'une somme de vingt-six mille trois cent cinquante-cinq francs (26,355').

2. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1863, au chapitre **iii** (*Ministère d'État*) rattaché au budget ordinaire du ministère de l'intérieur (*Section vi. — Suppléments au Moniteur et débats législatifs*), est augmenté d'une somme de vingt-six mille trois cent cinquante-cinq francs (26,355').

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Avril 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé **ACHILLE FOULD**.

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé **P. BOUDET**.

⁽¹⁾ Bull. 1070, n° 10,729.

⁽²⁾ Bull. 1131, n° 11,437.

⁽³⁾ Bull. 1136, n° 11,501.

⁽⁴⁾ Bull. 1146, n° 11,591.

⁽⁵⁾ Bull. 1170, n° 11,897.

⁽⁶⁾ Bull. 1190, n° 12,142.

⁽⁷⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

⁽⁸⁾ Bull. 440, n° 4110.

N° 12,256. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère des Finances, exercice 1863.

Du 30 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu les lois des 2 juillet 1862, 13 mai 1863 et 3 février 1864, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1863;

Vu notre décret du 23 novembre 1862⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu les dispositions de notre décret du 10 novembre 1856⁽²⁾, sur les virements de crédits;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts à notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sur l'exercice 1863, par les lois du budget des 2 juillet 1862, 13 mai 1863 et 3 février 1864, et notre décret de répartition du 23 novembre 1862, sont réduits d'une somme de quatre cent quatre-vingt-trois mille cent soixante et onze francs soixante-quatre centimes (483,171^f 64^c), savoir :

CHAP. IX.	Intérêts de la dette flottante du trésor.....	453,171 ^f 64 ^c
— XXXVI.	Administration centrale des finances. — Dépenses diverses.....	30,000 00
		483,171 64

2. Les crédits ouverts pour le même exercice, par les lois du budget et notre décret de répartition précités, sur les chapitres suivants du budget du ministère, sont augmentés d'une somme de quatre cent quatre-vingt-trois mille cent soixante et onze francs soixante-quatre centimes (483,171^f 64^c), par virement des chapitres désignés ci-dessus :

CHAP. IX bis.	Part contributive du trésor dans le capital des anciens comptoirs d'escompte (chapitre à ouvrir)....	453,171 ^f 64 ^c
— LIX.	Forêts. — Dépenses diverses.....	30,000 00
		483,171 64

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est

⁽¹⁾ Bull. 1070, n° 10,729.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au **Bulletin des lois**.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Avril 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé **ACHILLE FOULD**.

N° 12,257. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction du commissariat spécial de police institué à la résidence des Arcs (Var) par le décret du 15 avril 1863⁽¹⁾, pour la surveillance du chemin de fer de Lyon-Méditerranée, est étendue à la partie de la ligne comprise entre Cagnes et Nice. (*Paris, 20 Avril 1864.*)

⁽¹⁾ Bull. 1111, n° 11,193.



Certifié conforme :

Paris, le 12^e Mai 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1201.

N° 12,258. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui proclame 1379 Brevets d'invention et Certificats d'addition.*

Du 27 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont proclamés :

1° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Benad (François), poëlier-fumiste, à Lunéville, pour un foyer de cuisine dit *cuisine Benad*.

2° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 6 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Boucher (Simon), filateur, élisant domicile chez le sieur Venhende, chef d'institution, rue de l'Hôpital-Militaire, n° 41, à Lille, pour un métier à filer le lin, le chanvre et l'étaupe par submersion continue de la matière (brevet belge de quinze ans, expirant le 29 juillet 1877).

3° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Charvin (Félix), quai de la Charité, n° 4, à Lyon, pour un procédé de teinture au lokao indigène ou de la Chine.

4° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par le sieur Croësy (Guillaume), serrurier-forgeron, à Chercell, pour un pressoir applicable aux marcs de raisins, d'olives et autres.

5° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le comte d'Escayrac de Lauture, à Paris, rue de Londres, n° 14, pour une grammaire analytique des signaux.

6° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Évrard (Augustin), à Douai, pour l'extraction et l'emploi des graisses naturelles qui enduisent extérieurement la laine et autres tissus organiques.

7° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fioravanti (Pascal-Nicolas-Balthazard), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, bou-

levard de Strasbourg, n° 25, pour un procédé perfectionné d'imitation des marbres ou pierres dures.

8° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ghisi (Joseph), mécanicien, représenté par le sieur Oreorte, à Paris, passage du Grand-Cerf, n° 42, pour un navire de forme sphérique.

9° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, par le sieur Gobert (François-Isidore), à Silly, pour une composition destinée à nettoyer et à polir les métaux.

10° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par la société Z.-J. Guz et compagnie, cours Napoléon, n° 132, à Bordeaux, pour un genre de clôtures dites *clôtures à croix de Saint-André*.

11° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Eure-et-Loir, par le sieur Hébert (Guillaume), horloger, au Tremblay-le-Vicomte, pour perfectionnement apporté aux cartouches de chasse.

12° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Houtard (Jules), négociant, à Anzin, pour un genre de molette avec platine à rainure pour la fabrication des bouteilles de toutes formes.

13° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Huot-Fleury, fabricant de colle, au lieu de la Mouche, à Lyon, pour un perfectionnement apporté dans la fabrication de la colle et de la gélatine.

14° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Jacquemin (Victor), pépiniériste-horticulteur, à Nancy, pour un genre de fermeture de sécateurs dit *fermoir Jacquemin*.

15° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Kien (Joseph), rue Montesquieu, n° 98, à Lyon, pour une machine à imprimer mécaniquement les étoffes et papiers en tous genres.

16° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par les sieurs Mangeot frères et compagnie, à Nancy, pour un système de double échappement appliqué à la mécanique des pianos droits.

17° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mansuy (Jean-Etienne), mécanicien, à Paris, rue Taitbout, n° 30, pour un instrument dit *laveur des appartements*.

18° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Maudière (Pierre-Noël), fabricant de feronnerie, à Nouzon, pour une machine à vapeur ou à tout autre gaz à mouvement direct de rotation continue.

19° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Menuqué (François-Xavier), filateur, à Elbeuf-sur-Seine, pour un genre de bobineau à l'usage des filateurs.

20° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Nicas (Jeanne-Sara-Nathalie), élisant domicile chez le sieur Baudouin, à Paris, place du Vieux-Marché-Saint-Martin, n° 7, pour un système de frein de chemin de fer dit *système patin*.

21° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Morin (Jules), à Paris, rue des Deux-Portes-Saint-Sauveur, n° 28, pour un appareil dit *paravent-croisée*.

22° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Peyronnet et Laprade, fabricants de rubans, place Marengo, n° 13, à Saint-Etienne, pour

un procédé consistant à fabriquer plusieurs pièces de rubans-velours avec les métiers de basse lisse dit *de montagne*.

23° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ridgway (John), représenté par le sieur Francis-J. William, élisant domicile à Paris, rue de Turin, n° 6, pour des perfectionnements apportés dans les moyens de monter et élever les fusils ou canons, ou système de montage des canons sur bâtiments cuirassés et sur forts et redoutes (brevet américain de quatorze ans, expirant le 1^{er} juin 1876).

24° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Rivoire (Pierre), ébéniste, rue Gerentet, n° 4, à Saint-Étienne, pour un genre de billard dit *billard à jeu de quilles*.

25° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rompant frères (Gustave) et (François-Théodore) et Rigault aîné (Jules-Henri), à Paris, rue des Enfants-Rouges, n° 2, pour l'application d'un verre dit *verre lentille* aux lanternes d'éclairage pour toute espèce de voie publique.

26° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schultz (Alexandre), chimiste, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un mordant fixateur de l'aniline et autres matières colorantes provenant du goudron de houille.

27° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 6 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Silver (Thomas), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des régulateurs perfectionnés de machines à vapeur (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 4 avril 1876).

28° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tissot (Gustave-André), mécanicien, représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour une machine à nettoyer et polir les couteaux.

29° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Loir-et-Cher, par le sieur de Travanet (Charles), entrepreneur, à Vendôme, pour un procédé d'extraction de la marne dit *exploitation de la marne et du sable qui la supporte par mines en sous-œuvre et affaisements*.

30° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Velge (Théophile), clarificateur de bières, rue derrière les murs de Bavai, n° 44, à Valenciennes, pour un procédé de fabrication et de conservation de la bière.

31° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Wilson (Édouard-Brown) et Picard (Maurice), représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements à la fabrication du fer et de l'acier.

32° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Abbott (Joseph-Richard), manufacturier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux lampes à suspension.

33° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Aberle (Antoine), mécanicien, représenté par le sieur Maurer, chez le sieur Weger, architecte, à Strasbourg, pour une presse d'emballage de tabacs.

34° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barbier (Edme-Hubert-Charles-Marie), fabricant de tabacs et cigares, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnement dans la fabrication des cigares.

35° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bony (Jean-Baptiste), à Givors, pour un genre de compteur à eau.

36° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 août

1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourgeot (Gilbert), à Paris, avenue de Clichy, n° 71, pour appareil destiné à utiliser le travail produit par un homme montant une rampe ou escalier, avec application à un vélocipède.

37° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bousquet (Jean-Gabriel), représenté par le sieur Barral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 29, pour un pince-notes coup-de-poing.

38° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chandi-Bey (Alexandre-Henri), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour appareils pour la distillation et le traitement des huiles minérales, etc.

39° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Christofleau (Louis), maréchal, à Evres, pour un fusil sans batterie.

40° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cochran (William-Ervine), représenté par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour perfectionnements dans les attaches des chemins de fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 juillet 1876).

41° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Glew (John-Henry), représenté par le sieur Zacharie, rue de Bourbon, n° 40, à Lyon, pour perfectionnements dans les machines à coudre (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 13 juin 1876).

42° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Juhel (Louis-Constant) et (Auguste), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de teinture de la corne et son application aux boutons, bracelets, etc.

43° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Langen (Émile), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé pour utiliser les laitiers ou scories des hauts fourneaux et des fourneaux à réchauffer et à puddler.

44° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lenoir (Jean-Joseph-Étienne), constructeur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la propulsion des navires ou bateaux de mer ou de rivière.

45° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Lenormand (Jules), représenté par le sieur Lenormand (Gustave), rue de Fontenelle, n° 39, à Rouen, pour une machine à passer les cotons au gras.

46° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lindley (Léonard) et Taylor (Frédéric), représentés par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements aux machines à coudre et à broder.

47° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loiseau (Louis), à Paris, rue Mademoiselle, n° 39, quartier de Vaugirard, pour des brocs et bouteilles en bois garnis en verre.

48° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Mallet (Félix), directeur de blanchisserie, à Cholet, pour un système complet de blanchiment continu des toiles de fil de lin et de chanvre.

49° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marnier (Antoine-Augustin), fabricant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des parapluies.

50° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Merville (Pierre-Antoine-Adolphe), Ville (Pierre-Antoine-Adolphe), bijoutiers, et Desjardins-Lieux (Charles-Désiré), graveur-estampeur, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de cigarette-pipe.

51° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Parat (Marcius), tonnellerie, représenté par le sieur Berlan, rue Consolat, n° 128, à Marseille, pour une trique - bale applicable au transport des grosses poutres et autres pièces de bois.

52° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Petit (Joseph-Honoré) et Parfait (Jules), représentés par le sieur Galland, à Paris, rue Ollivier-Saint-Georges, n° 12, pour bourrelets élastiques creux imperméables.

53° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Raymond (Joseph-Benoît), rue Saint-Denis, n° 16, à Lyon, pour un genre de tissu dit *clairevoie* pour rideaux, stores, etc.

54° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rosborg (Alexandre-Trithios) et Wittenstrom (C), représentés par le sieur Tuysuzian, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 48, pour un foyer économique pour chauffer du charbon de terre, de la tourbe et autres combustibles.

55° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Saint-Supéry (Joseph-Dauphin), rue Riquet, n° 23, à Toulouse, pour une pompe à mouvement perpétuel.

56° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Saurin (Balthazard), mécanicien, représenté par le sieur Berlan, rue Consolat, n° 128, à Marseille, pour fabrication mécanique de briques hexagonales pour le carrelage des appartements.

57° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Sculfort, Malliar et Maurice, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine à limer et à raboter perfectionnée dite *du Nord*.

58° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, par le sieur Serrin (Henri-Ferdinand), architecte entrepreneur, à Neuilly-en-Thelle, pour un piège destiné à la destruction des animaux nuisibles.

59° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Toy (Dominique-Adolphe), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de tablier mobile à moulinet pour former l'andain mécaniquement avec les machines à moissonner.

60° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tyler (Charles-N.), représenté par le sieur Santter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour des perfectionnements dans la fabrication des fluides propres à être brûlés dans des lampes et utilisés pour d'autres emplois (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 31 juillet 1876).

61° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Viard (Pierre-François), filateur, à la Roche-de-Glun, pour un porte-fil purgeoir pour filature.

62° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Waithman (Joseph), représenté par le sieur Zacharie, rue de Bourhon, n° 40, à Lyon, pour perfectionnement dans les machines ou appareils pour carder le lin, l'étoile ou autres matières fibreuses (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 11 juillet 1876).

63° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barrett (Robert),

représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les appareils pour actionner le registre des fourneaux de machines à vapeur (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 19 juillet 1876).

64° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Basiaco (Jean), prêtre, élisant domicile chez le sieur Boisseau, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 33, pour un moteur universel gratuit, perpétuel, romain, travaillant sur terre, dans les courants et sur mer.

65° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beaum (Émile), à Paris, rue Saint-Hyacinthe-Saint-Michel, n° 6, pour application de l'impression et du marouflage à la dorure et à la peinture murale décorative.

66° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonffinet (Charles-François), fabricant de souets, élisant domicile chez le sieur Brisson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des chaînes de gilets de chasse faites en cuir.

67° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brunet (Charles), à Paris, boulevard de la Chopinette, n° 14, pour un genre de serrure dite *serrure en tous sens*.

68° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aveyron, par le sieur Courveille (Gabriel), mécanicien, à Saint-Affrique, pour un compteur d'eau fonctionnant uniformément à toutes pressions.

69° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Decoborne (François-Casimir), professeur de mécanique, et Roger (Louis-Eugène), représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un appareil destiné à produire et recueillir l'air et les gaz comprimés.

70° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Delbrück (Jules) et Courbebaisse (Alphonse), à Paris, rue de Rivoli, n° 162, pour un genre de couvercle hermétique.

71° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delmas (Jean-Joseph), chez le sieur Perot, à Paris, rue du Bouloi, n° 24, pour un compteur de secondes à remontoir et mise à l'heure au pendant.

72° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le général Dembinski (Henri), à Paris, rue de l'Oratoire, n° 13 (Champs-Élysées), pour un genre de moteur.

73° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dubreuil père et fils, représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de voiture dite *voiture bascule*.

74° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dufresne (Pierre-François), fabricant de cuivrerie, élisant domicile chez le sieur Besson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des perfectionnements dans la fabrication des couvre-joints pour wagons, voitures, etc.

75° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durst (Marc), à Paris, rue du Caire, n° 39, pour perfectionnements dans la fabrication des chapeaux ou casquettes.

76° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fauchet (François), mécanicien, à Paris, rue de la Glacière, n° 24, pour un genre de porte-bouteilles en fer.

77° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Victor Grand et compagnie, à Paris, rue de Trévise, n° 14, pour un mode de conservation des viandes de boucherie fraîches.

78° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hammond (Thomas), à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 26, pour un appareil à vapeur propre à la vulcanisation du caoutchouc pour pièces dentaires ou autres.

79° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Holtz (Henri), à Paris, impasse Massonnet, n° 3, quartier de Montmartre, pour un genre d'allumettes en bois, soufrées, phosphorées et émaillées.

80° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laniel (Louis-Alexandre), manufacturier, représenté par le sieur Nicordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un tissu serigène applicable à la confection des tentes, etc.

81° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lepage (Louis-Théophile-Isidore) et Dupeyron (Antonin), éliant domicile chez le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour un fermoir de gants à agrafes métalliques rivées sur place.

82° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Macnab (William), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés aux machines à vapeur.

83° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Charles Mongin et compagnie, à Paris, rue des Juifs, n° 11, pour une machine à émoudre, dresser et biseauter toute pièce en métal quelconque, quelle que soit sa destination.

84° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noirot (Alfred), à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 45 bis, pour divers emplois du tannin.

85° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Blatt (John) et Richardson (William), mécaniciens, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés aux machines à préparer et nettoyer la laine et autres matières analogues (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 15 avril 1876).

86° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Posen (Édouard) et compagnie, représentés par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une fermeture de porte-monnaie et tous autres objets de galnerie et de maroquinerie.

87° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rance (François), à Paris, rue des Deux-Ponts, n° 20, pour un instrument d'arpentage dit *barémètre Rance*.

88° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schomburg (Charles), à Paris, rue d'Hauteville, n° 92, pour une machine à force motrice par deux couples de leviers.

89° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Scoville (Augustin-James) et de Clerc (Augustin-Hervey), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la construction des pistons pour machines à vapeur.

90° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Valentin (William-George), chimiste, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux appareils servant à la génération et à la préparation du coke et des gaz combustibles pour l'éclairage et le chauffage (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 13 février 1876).

91° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 août

1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Van-Mol (Auguste), représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil propre à faire monter et descendre les jalons.

92° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Viard (Constance-Angélique Tencé), à Paris, rue Saint-Martin, n° 128, pour application des huiles essentielles de betterave à la désinfection des huiles et essences minérales.

93° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Warner (Arthur), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des boîtes ou récipients pour l'huile, de fusées et autres articles employés dans les services militaire et de marine (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 28 décembre 1875).

94° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barrois (Romain), à Paris, rue de la Planchette, n° 15, pour un appareil dit *dégoudronneur de bouteilles*.

95° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Berger (François), fabricant d'acier à Rochetaillée, pour un procédé de fabrication de canons de fusil au marteau pilon ou au martinet.

96° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boyle (William-Lefferty), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la construction des sièges et marchepieds à l'usage des dentistes, et dans les sièges et lits pour invalides.

97° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Canquoin (Joseph), parfumeur, rue de Paradis, n° 39, à Marseille, pour un genre de teinture pour les cheveux et la barbe.

98° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cantagrel (François-Jean), à Paris, rue de Rivoli, n° 33, pour un genre de robinet dit *robinet anadisque*.

99° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chenel (Laurent), Grande-Rue de Vaise, n° 1, à Lyon, pour un buffet portatif.

100° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clément (Michel), représenté par le sieur Calmels fils, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour un genre de tourniquet à sonnerie.

101° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz, représentée par le sieur Audouin, à Paris, rue Saint-Georges, n° 1, pour l'application au graissage des huiles lourdes retirées des goudrons de fours.

102° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Courtois (Marie-François-Alexandre), architecte, représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 54, pour un genre de four continu à flammes lamellaires propre à la cuisson de la chaux, du plâtre et autres matières analogues.

103° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Eure-et-Loir, par le sieur Delacroix (Arnould-Félix), horloger, à Chartres, pour une pompe à cylindre et à piston secteur (système Delacroix).

104° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur d'Hérisard (Antoine-François), représenté par le sieur Nessler, à Paris, rue de Rambuteau, n° 59, pour un genre de four propre au chauffage des bandages de roues.

105° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Forget

(François), constructeur-mécanicien, représenté par le sieur Jouanne, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 16, pour un genre de lingotières métalliques pour couler les tuyaux et les barreaux en cuivre.

106° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Garry (Louis-Jules-Edmond), fabricant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des cuirs à rasoirs.

107° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gravelin (Édouard-François), fabricant de passementerie, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fabrication de galons pour voitures et livrées.

108° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Guillard et Vasilin, représentée par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux calorifères.

109° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jatum (Noël-Haywood) et William (William-James), représentés par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des mèches de chandelle ou de bougie et dans les moyens employés.

110° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Johnson (Jean-Robert) et Atkinson (John-Staims), représentés par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements dans la fabrication mécanique des caractères d'imprimerie.

111° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Kirkham (Thomas-Hesham) et Ensom (Vernon-Francis), représentés par le sieur Basset, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour des perfectionnements dans le blanchiment et la teinture des filaments et fils placés sur des bobines, fuseaux ou autrement enroulés (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 24 février 1876).

112° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Mitsche (Charles-Vincent), fondeur, quai de l'Amiral-Lalande, n° 68, au Mans, pour une entretôlé coquille en fonte devant servir à relier les deux bâtis des machines à battre les grains.

113° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noiret (Pierre-Louis-Benoît), fabricant de voitures, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour un perfectionnement dans la construction des voitures suspendues et en général de tous les véhicules montés sur ressorts.

114° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Normand (Stanislas), représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une liqueur dentifrice parfumée dite *eau Normand*.

115° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Noyon (Étienne-Désiré), rue Bugeaud, n° 127, à Lyon, pour un système d'extraction de la pierre dure, du granit, du minerai, du marbre, etc.

116° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parod (Ernest-Ulysse), à Paris, rue Popincourt, n° 16, pour un genre de régulateur de moteur.

117° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pasquier (Charles), à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 28, pour un genre de lampe à gaz.

118° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peschard (Edme-Antoine-François), rue de Fontenay, n° 36, à Vincennes, pour un appa-

reil dit *calquographe Peschard*, destiné à apprendre aux jeunes enfants à écrire sans maître.

119° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Philippe (Séligman), à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 19, pour un appareil culinaire dit *appareil à bouillon*.

120° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pinson (Louis-Charles), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour un timbre de porte fonctionnant à droite et à gauche.

121° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Prunier (Eugène), rue Vauban, n° 122, à Lyon, pour une machine calorique à vapeur et gaz combinés.

122° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Reveilhac (Auguste), fabricant d'articles en fonte de fer, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un fourneau hydraulique portatif, simple ou multiple, pour usages culinaires.

123° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Richard (Marie), représentée par le sieur Testelin, à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 55, pour un moule à reprendre le linge et les tricots.

124° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schemmann (Johann-Carl), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fabrication de l'acier brut, acier fondu et acier raffiné avec la fonte de fer de toute espèce.

125° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Weber-Blech (Émile), à Mulhouse, pour un genre de robinet dit *robinet à déviateur*.

126° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Wynen et compagnie, à Paris, rue Saint-Maur-Popincourt, n° 146, pour procédés de conservation de substances alimentaires.

127° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Baudelot (Jean-Louis), à Haraucourt, pour balançoires à reulettes destinées au rinçage des tonneaux.

128° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Blondel (Jacques), à Saint-Nizier-sous-Charlieu, pour un four métallique propre à la cuisson du pain, de la viande et de toutes espèces de comestibles.

129° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bordone (Joseph-Philippe-Toussaint), représenté par le sieur Fredureau, à Paris, à l'usine à gaz de la Villette, pour une grille fumivore applicable à toute espèce de foyers.

130° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bowra (Edward), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 15, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des tissus élastiques.

131° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Bühler (Jean), taillandier, à Mulhouse, pour un appareil dit *plongeur hydrolocomoteur perpétuel*.

132° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Chapusot (Eugène), ajusteur-mécanicien, boulevard Gilly, n° 1, à Marseille, pour une machine à vapeur intérieure à la pression.

133° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chardon

(Claude-Benoît), rue Pouteau, n° 20, à Lyon, pour un appareil frotteur d'apparements.

134° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par les sieurs Christofleau (Louis-Maréchal) et Gantron (Jean), tonnelier, à Evres, pour une barreau destinée à redresser le fond des tonneaux.

135° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par le sieur Clément (Jacques-François), mécanicien de la compagnie des chemins de fer de l'Est, à Chaumont, pour un procédé ayant pour objet de modifier le travail des hauts fourneaux pour la fonte des minerais de fer.

136° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Coanet (Adolphe), fabricant de chaussures, rue des Hallebardes, n° 9, à Strasbourg, pour une machine à couper les étoffes et les peausseries dite *balancier mobile d'Adolphe Coanet*.

137° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Couche (Anatole) et compagnie, élisant domicile chez le sieur Mussey, à Paris, rue Saint-Denis, n° 120, pour un genre de feutre sur étamine appliqué aux feutres pour mécaniques.

138° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-inférieure, par les sieurs Crignon père et fils, fabricants de cardes, rue Saint-Julien, n° 31, à Rouen, pour des perfectionnements aux machines à bouter les dents de cardes.

139° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par les sieurs Daret (Prosper) et Trognon (Lubin-Georges), mécaniciens, à Villers-en-Athis, pour un moulin à cylindre conique servant à moudre toutes espèces de céréales.

140° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Davis (William), représenté par le sieur Blaison, à Paris, rue Saint-Laurent, n° 7, pour système et moyens tendant à augmenter l'effet éclairant du gaz (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 19 février 1876).

141° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-inférieure, par le sieur Delavigne (Alphonse), filateur, à Malaunay, pour un métier mull-Jenny continu.

142° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Ducis (Jean-Marie), chez le sieur Feuillat, rue Ferraudière, n° 14, à Lyon, pour un appareil à étendre les substances pâteuses.

143° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-inférieure, par le sieur Gallet (Germain), constructeur-mécanicien, rue Saint-Hilaire, n° 66, à Rouen, pour un élévateur différentiel.

144° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Guérim père (Jean-Claude), rue Masson, n° 6 et 8, à Lyon, pour un genre de brocheuse.

145° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par les sieurs Guilloteau fils (Paul-François) et Verlhac (Antoine), distillateur, rue des Chantiers, n° 39, à Versailles, pour une liqueur dite *elixir de mélisse*.

146° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Haren (Henri), directeur de filature, à Saverne, pour un genre de peigneuse pour coton, laine et soie.

147° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Horsin (Joseph-Louis), marchand de jouets, à Paris, rue de Rivoli, n° 51, pour un jouet d'enfant dit *cerf-volant de poche*.

148° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août

- 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jolibois (Pierre-Eugène), à Paris, rue de Rambuteau, n° 124, pour un appareil à distiller et à rectifier sans pression.
- 149° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Vienne, par les sieurs Jouhanneau (Hippolyte) et Dubois (Léopold), fabricant de porcelaine, rue du Petit-Tour, à Limoges, pour un procédé destiné à mouler la pâte à porcelaine sur un tour au moyen d'un calibre à scie dentelée et d'un second calibre uni.
- 150° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur de Laval (Émile), rue Paradis, n° 119, à Marseille, pour la fabrication d'un engrais dit *noir de boghead animalisé*.
- 151° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Mesnil (André-Joseph), fabricant de voitures à Amiens, pour un genre de voitures.
- 152° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Pagny (Aimé-François), à Caen, pour un genre de charrie.
- 153° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Raschette (Woldemar-Charles), général-major ingénieur des mines, en Russie, représenté par le sieur Herpot, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un système de haut fourneau normal et universel.
- 154° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juillet 1862, au secrétariat du directeur de l'intérieur, par le sieur de Rontaunay (Jules-Gauthier), négociant, à Saint-Denis (Ile de la Réunion), pour l'exploitation et l'emploi de matières tinctoriales.
- 155° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Schaeffer (Frederick), chimiste, élisant domicile chez le sieur Hassenauer, rue d'Austerlitz, n° 22, à Strasbourg, pour un appareil destiné à mesurer la densité des liqueurs alcooliques, ainsi que des dissolutions salines et autres.
- 156° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schomburg (Rudolphe), à Paris, rue d'Hauteville, n° 92, pour des perfectionnements apportés aux becs à gaz.
- 157° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Vassivière fils (Léonard), rue Saint-Marcel, n° 36, à Lyon, pour une chaudière à vapeur tubulaire et verticale.
- 158° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beaucs (Edward), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication du sucre (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 22 février 1876).
- 159° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beugnot, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les appareils servant au traitement du fer et de l'acier.
- 160° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouchery (Gustave), représentant de fabrique, à Paris, rue Bergère, n° 3, pour un appareil destiné à épurer et enrichir le gaz et en régler la pression.
- 161° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boulland (Adolphe), à Paris, rue Saint-Georges, n° 60, pour un genre de plancher métallique pour les ponts.
- 162° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourchani (Pierre), à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 4, pour un genre de portebougie.
- 163° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août

1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chanteret (Antoine), élisant domicile à Paris, passage d'Orient, n° 18, hôtel de la Nièvre, pour un procédé propre à rendre le vin mousseux.

164° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cheret (Mathurin-Jean), à Paris, rue d'Angoulême-du-Temple, n° 66, pour un genre de moteur pour moutons, marteaux, pilons, etc.

165° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Christophe (Louis), mécanicien, Haroksworth (William), manufacturier, et Harding (Gustave Palmer), négociants, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine à percer les canons de fusil en acier et autres tubes.

166° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Debenath (Sébastien), mécanicien, à Mulhouse, pour un système de scierie mécanique à scier le sucre.

167° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delauzanne (Louis-François), fabricant de boutons, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des boutons.

168° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desnos-Gardissal (Charles), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour traverses métalliques pour voies ferrées.

169° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fauh (Auguste-Eugène), représenté par le sieur Calmels fils, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour un pouf formant lit et chaise longue.

170° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Tarn, par le sieur Foncès (Jean-Baptiste-Charles), élisant domicile à Albi, pour un fourneau ou appareil destiné à réchauffer ou à recuire les objets de verrerie.

171° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Herrmann (Joseph), élisant domicile chez le sieur Schallier, à Paris, rue Lemer cier-Batignolles, n° 50, pour une machine à peigner et à défilier toutes les substances propres à la fabrication de la pâte à papier, à défilier les déchets de laine ou soie et à réduire en poudre les déchets de cuir.

172° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hill (Thomas), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux cibles (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 juillet 1876).

173° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jacquemin (Lucien) et frères, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de miroir à alouettes.

174° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jenkins (Caldwell-Colberson) et Jumelle (Frederick), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux régulateurs.

175° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leavitt (Charles), représenté par le sieur Illy, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, pour des perfectionnements apportés aux roues de voitures.

176° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lelong (Isidore), à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 31, pour une forme de verres pour lampes à mèche plate.

177° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Le Roy (Jean) et La Deuse (Edouard-Camille), négociants, à Paris, rue de l'Est, n° 39, pour un appareil d'éclairage au gaz.

178° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lippert (Charles-Ernest) et Gagnolle (Augusto-Félix-Ange), à Paris, le premier, rue des Couronnes-Belleville, n° 78, le second, rue du Ruisseau, passage du Hérisson-Montmartre, n° 17, pour un genre de cadenas dit *scellé-poste*.

179° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meriton (Thomas), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux chaudières à vapeur.

180° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Miard (François-Xavier), conducteur de travaux, et Adam (François-Clément-Jules), serrurier-mécanicien, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux appareils de manœuvre des disques à distance sur les chemins de fer.

181° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Shepard (Edward-Clarence), à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements dans la manière d'obtenir la lumière et dans les appareils employés à cet effet.

182° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Shepard (Edward-Clarence), à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements dans les becs à gaz.

183° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Shepard (Edward-Clarence), à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour perfectionnements dans les compteurs à gaz.

184° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Siegler (Ferdinand-Henri), à Paris, rue des Cascades-Belleville, n° 44, pour un instrument d'arpentage dit *équerre d'arpenteur*.

185° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thibouville (Emile-Louis-Jérôme), fabricant d'instruments de musique, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour la fabrication de clarinettes, flûtes et autres instruments de musique en tubes mixtes.

186° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Thiré (Napoléon-Victor) et Guilbaud (Pierre-Joseph-Léonard), mécaniciens, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 193, pour un timbre humide à main dit *timbre typographique*.

187° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Traversier (Étienne), négociant, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de corsets, ceintures, brassières, etc.

188° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juin 1862, au secrétariat du directeur de l'intérieur, par les sieurs Valentin (Ferdinand), à Saint-Denis (île de la Réunion), pour un système de roues hydrauliques.

189° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Van Lair (Gérard), représenté par le sieur Herpst, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un genre de table de billard.

190° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur André (Jean-Daniel-Henry), mécanicien, représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un appareil magnéto-électrique.

191° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Angé

(Hippolyte) et Foubert (Sébastien), représentés par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour dispositions de l'échappement et du balancier des pendules d'apartement.

192° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Bernard (Jean), à Bègles, banlieue de Bordeaux, pour une machine dite *tarandeuse*, pour capsules en métal destinées au bouchage des bouteilles, bocaux et flacons.

193° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Bouthier (Jean), lampiste, rue des Étuves, n° 52, à Montpellier, pour un genre de lampe en cuivre ou autre métal, propre à brûler l'huile de pétrole.

194° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Brasil (Pierre), rue du Halage, n° 6, à Rouen, pour application de la pression du gaz acide carbonique sur les bières et autres liquides fermentés.

195° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Brasseur (Jules), grillageur, rue des Carmes, n° 22, à Nantes, pour une machine à couder les grils à sardines.

196° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bruges (César-Amédée), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour la fabrication de savons, eaux de toilette et autres produits de parfumerie aux fleurs des champs.

197° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Davis (Lewis) et Parkes (Frederick-Major), représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements dans la fabrication du gaz pour l'éclairage ou pour le chauffage (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 24 février 1876).

198° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumoulin (Adrien-Jules-Alexis), à Paris, rue des Saints-Pères, n° 30, pour un moyen permettant l'emploi continu de la même eau pour l'alimentation et la condensation dans les appareils de production et d'utilisation de la vapeur.

199° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Gaudouin (Charles-Napoléon), tisserand, rue Grandin, à Elbeuf, pour un genre de compte-duites pour les tissus.

200° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Haddan (John-Coope), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les canons et leurs projectiles (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 24 février 1876).

201° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hetherington (John-Muir), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour perfectionnements apportés aux mull-Jennys automatiques.

202° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hinton (William), représenté par le sieur Vrau, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés aux baromètres (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 19 février 1876).

203° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Hoche aîné (Claude), fabricant de voitures, faubourg d'Ouche, rue de l'Isle, à Dijon, pour un genre de roues métalliques à ressorts convergents applicables à toutes espèces de voitures.

204° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Hodgkinson (John) et Greenhalgh (Daniel), représentés par le sieur Zacharie, rue de Bourbon, n° 40, à Lyon, pour perfectionnements dans les machines ou appareils pour préparer

ou carder le coton, la laine ou autres matières fibreuses (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 17 février 1876).

205° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Kutt (Andréas), mécanicien, et Lentz (Prosper), facteur de pianos, représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction des mécaniques de pianos.

206° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par les sieurs Lacaze père (Guillaume-Madeleine) et compagnie, fabricants de chapeaux, rue des Tonneurs, n° 42, à Toulouse, pour fabrication d'un genre de chapeau sans coiffe sur galette en soie.

207° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 28 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Larrat (Jean), forgeron, à Nérac, pour un genre de charrue dite *charrue vigneronne*, destinée à bêcher la vigne.

208° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par la société Laurent frères et beau-frères, à Plancher-les-Mines, pour une machine à tourner les carrés de montres.

209° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefranc (François-Henri), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour des perfectionnements dans la fabrication des tonneaux et autres articles de tonnellerie.

210° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par le sieur Léoui (César), à Alger, pour l'emploi de la racine dite *diss*, à la broserie.

211° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Nièvre, par le sieur Marmet (Henri-Joseph-Ferdinand), conducteur des ponts et chaussées, à Nevers, pour perfectionnements apportés à la lampe à double courant d'air isolant le récipient du tube dans lequel monte la mèche, pour laquelle il a déjà pris, le 21 octobre 1857, un brevet de quinze ans.

212° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Célestin), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour une machine à carder et à peigner la laine et toutes matières filamenteuses.

213° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Minier (Jean-Marie), boulanger, rue de l'Hermitage, n° 38, à Nantes, pour un appareil dit *nettoyage à blé*, applicable aux moulins à vent.

214° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Novion (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour la préparation et l'emploi d'un émail de poteries et de matières céramiques.

215° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poirier (Jacques-Laurent), mécanicien, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une machine simple à pédale et à levier pour fabriquer les enveloppes de lettres.

216° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Poivret (Jules-Nicolas), mécanicien, rue du Palais-de-Justice, n° 25, à Troyes, pour un système de distributeur et mode de faire compter plusieurs prises d'eau dans un compteur unique.

217° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Saint-Joannis (Antoine-Marie), chaudronnier, rue Sainte, n° 31, à Marseille, pour un appareil à circulation d'eau pour chauffer l'eau d'une ou de plusieurs haïguieres.

218° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Vienne, par les sieurs Sapin (Gilbert) et Roulet (Antoine), liquoriste, rue Sainte-Catherine, n° 1, à Limoges, pour une liqueur de table dite *élixir de Mathusalem*.

219° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taylor (John-Georges), négociant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 39, pour perfectionnements dans l'ornementation de tous articles de luxe par l'application de lettres, chiffres, etc.

220° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thonnellier (Armand-Théodore), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour un genre de fermeture de gants.

221° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Van der Maesen, fabricant d'étoffes, et Bovy (Jean-Denis), mécanicien, élisant domicile chez le sieur Nicolas Maquinary, mécanicien, à Tourcoing, pour une machine à redresser les poils des étoffes.

222° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Assier (Georges-Léon) et Triaissen (Jean-Pierre-Firmin), représentés par le sieur Castelbon, à Paris, passage des Petites-Écuries, n° 15, pour application d'un mode de publicité ou calendrier éphéméride dit *calendrier éphéméride annonce*.

223° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Belleville (Julien-François), élisant domicile chez le sieur Wittersheim, à Paris, rue d'Orléans-Batignolles, n° 101, pour perfectionnements aux générateurs inexplosibles du système S. Belleville.

224° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blanquet fils (Vital), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour procédés d'encartage mécanique.

225° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Bréant (Jules), comptable de commerce, place Lemer cier, à Elbeuf, pour un appareil de sauvetage.

226° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cambon (Joseph-François), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de pilon perfectionné pour broyer le tan, les écorces et autres matières.

227° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carré (Ferdinand-Philippe-Edouard), à Paris, rue Moret, n° 2, pour un genre d'indicateur de niveau dit *indicateur dioptrique à armature métallique*.

228° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cellard (François), à Paris, rue Saint-Landry, n° 3, pour fabrication d'une laine végétale et, par le même produit, d'une poudre dite *argentine*.

229° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Daft (Thomas-Barnabas), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 13, pour des perfectionnements apportés à la fabrication du fil de caoutchouc vulcanisé (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 17 juillet 1876).

230° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Daft (Thomas-Barnabas), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 13, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des tapis essuie-pieds et autres articles analogues dont le caoutchouc vulcanisé forme partie intégrante (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 17 juillet 1876).

231° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les

sieur Delafond (Pierre-Antoine) et Corradi (Léonard-François-Joseph), grand chemin d'Aix, n° 43, à Marseille, pour un tube hélicoïde pour chaudière à vapeur.

232° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Duoullier (Pierre), place Reischad, n° 63, à Lyon, pour un mandrin pour la construction en ciment ou en chaux hydraulique de conduits d'eau.

233° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duplessis (Antoine), représenté par le sieur Illy, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, pour un appareil perfectionné à border sur machines à coudre.

234° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Foucault (Léon), à Paris, rue d'Assas, n° 34, pour un système de régulation du mouvement des machines.

235° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gidoïn (Alexandre), carrossier, représenté par le sieur Boisseau, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 33, pour un genre de boîte à essieu dite *boîte hermétique*, sans fuite d'huile ni aucun jeu (système Gidoïn).

236° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hansbrow (Thomas), représenté par le sieur Illy, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, pour perfectionnements apportés aux pompes de navires et autres.

237° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hendrick (Eli-Emmery), représenté par le sieur Mathien, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la préparation des composés lubrifiants.

238° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Hermann (Eveline Cliver), représentée par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une broche-chaîne bouquet.

239° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jaques (James-Archibald), Faushawe (John-Amériens) et Jaques (Frank), représentés par le sieur Mathien, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des rouleaux à surfaces élastiques (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 18 mars 1876).

240° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Jaubert (Joseph-Marcel) et Garagnon (Jacques-Socrate), le premier, rue des Minimes, n° 52, et le second, rue Sainte, n° 21, à Marseille, pour la fabrication du papier avec le poireau, plante potagère.

241° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Jaubert (Joseph-Marcel) et Martin (Bruno-François), rue de la Coutellerie, angle Saint-Jaume, à Marseille, pour la fabrication d'un genre de coton avec des substances textiles.

242° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Jouanneau (Léon-Charles), maréchal, à Manthelan, pour un genre de charrues à deux régulateurs.

243° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Le-grand (Alexandre), à Paris, rue de Chabrol, n° 49, pour un système de pont.

244° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Leloup (Marie-Louise-Claire-Eugénie), à Paris, rue de Flandre, n° 119, pour un genre de fer à repasser.

245° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Müller (William), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor.

n° 24, pour des perfectionnements aux appareils à évaporer et spécialement à ceux destinés à la fabrication du sucre.

246° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Plasse (Simon-François-Joseph), entrepreneur de plomberie, représenté par le sieur Cartier, à Paris, rue Sainte-Groix-de-la-Bretonnerie, n° 12, pour un joint hermétique à collier mobile applicable à l'assemblage des tuyaux de conduites d'eau, de gaz et de vapeur, etc.

247° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Polko (Adolphe Henri), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Tabor, n° 24, pour un genre de tissu propre à la confection des tapis-stores extérieurs, ouvertures de serres, etc.

248° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Palmer (Ferdinand-Mathias), à Paris, rue des Acacias-des-Ternes, n° 21, pour un genre de tabouret portatif pour servir de mètre et de canne.

249° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rand (Daniel-Curtis) et Wadhams (Mortimer), représentés par le sieur Illy, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, pour un appareil à sécher les blés, grains, graines, poudre de guerre et autres substances granulées.

250° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roux (Félicien), élisant domicile à Paris, rue d'Antin-Batignolles, n° 13, pour une pelle coudée à douille carrée ou ronde.

251° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Varloud (Jean-Marie), représenté par le sieur Feuillat, rue Ferrandière, n° 14, à Lyon, pour un genre de carburateur.

252° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Vassivière fils (Léonard), rue Saint-Marcel, n° 38, à Lyon, pour un genre de fours à noir à cornues verticales, servant à carboniser les os pour la fabrication et la révivification du noir animal.

253° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Whitehouse (Alfred), élisant domicile chez le sieur Bos-Darnis, à Paris, rue de l'Écluse, n° 36, pour un genre de tours propres à la fabrication des moules pour boutons et autres objets semblables, quelles qu'en soient la forme, la dimension et la matière.

254° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 31 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aude, par le sieur Amand père (François), à Narbonne, pour un niveau volant pour le piquage des meules.

255° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Aigouuet, à Villeneuve-d'Omon, pour un portefeuille ou étui contenant le papier à cigarettes, allumettes chimiques de toutes espèces et particulièrement celles qui ne contiennent ni phosphore ni poison.

256° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales, par le sieur Baillaud (Louis), entrepreneur de travaux et négociant, rue des Augustins, n° 19, à Perpignan, pour la fabrication de tuyaux en ciment hydraulique pour conduites d'eau et de gaz.

257° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berendsohn (Joseph-François), mécanicien, à Paris, rue Mouffetard, n° 294, pour une chaudière tubulaire à retour de flamme et disposition d'ajustement des tubes sans bagues ni rivures, pouvant être enlevés à volonté.

258° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Bordier-Ricent (Jean-Baptiste-Memoré), mécanicien, rue des Trois-Moutons, n° 64, à Troyes, pour perfectionnement au métier mécanique dit anglais.

259° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Borniche (Édouard), dit Borniche-Coutelet, représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une machinerie à percer à plusieurs vitesses faisant pression par son mouvement.

260° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boscher (François-Charles), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système d'ouverture des boîtes de conserves et caisses de toutes destinations, etc.

261° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Tarn, par le sieur Cahuzac (Albin-Raymond), comptable à Albi, pour un joint-agrafe pour tuyaux de conduites souterraines en terre cuite, en fonte et en bois.

262° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Derache (Adolphe), charron, à Santes, pour un genre de binard ou tombereau à trois roues avec train en fer.

263° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Douchain (Charles), inspecteur des eaux de la couronne, et Lasseron (Charles), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 144, pour un genre de joint à froid pour tuyaux à emboîtement sans cordon.

264° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Evrard (Augustin), représenté par le sieur Herbo, représentant de commerce, à Douai, pour une méthode de distillation sèche des matières bitumineuses et organiques, et l'exploitation des produits qui en résultent.

265° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Giovanna (Joseph), potier d'étain, à Apt, pour un genre de mesure légale pour les liquides à cercle de surélévation mobile et à déversoir régulateur.

266° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hainguierlot (George-Tom), à Paris, rue de la Pépinière, n° 87, pour une roue à pans coupés et à mamelons d'applique pour treuils et autres appareils analogues.

267° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lecoq (Henry-Jean), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour des perfectionnements dans la fabrication des croisées de bâtiment.

268° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur Lbéritier (Sébastien-Didier), docteur-médecin, etc. représenté par le sieur Vinel, à Épinal, pour la fabrication de sachets en feutre destinés aux charges d'artillerie.

269° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maron (Antoine-François), manufacturier, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil déplisseur applicable aux machines à fouler et aux laveurs à rouleaux.

270° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maumenée (Jean-François), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 333, pour des perfectionnements apportés aux appareils et aux moyens employés dans la fabrication du verre et du cristal.

271° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Plantron fils (Louis-Prospér-Hippolyte), élisant domicile chez le sieur Sinoquet, rue Lemire, n° 3, à Rouen, pour une laveuse de laine hydro-extractive.

272° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur

Plazanet, lieutenant-colonel du génie en retraite, à Douai, pour une machine atmosphérique.

273° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Revell (Joseph), ornemaniste et décorateur, représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans les récipients de lubrification et dont une partie est applicable aussi aux lampes à huile (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 27 février 1876).

274° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par les sieurs Rey (Jean-Antoine-Alphonse) et Gerardin (Joseph), négociant, à Nancy, pour un genre de lampe-veilleuse.

275° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Rouchaud aîné (François), aux Chartrons, rue Notre-Dame, n° 66, à Bordeaux, pour des capsules en tôle étamée, pour bouchage de flacons et vases en verre.

276° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Rumine (Gabriel), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés dans la photographie.

277° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Saurel (Bernard-Prosper-Adrien), docteur-médecin, représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des sondes et bougies en caoutchouc vulcanisé.

278° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Scheibi, caissier, rue des Canonnières, n° 14, à Lille, pour un moyen de traction des bateaux sur les canaux ou rivières canalisées.

279° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Scherff frères, à Paris, rue des Quatre-Fils, n° 18, pour un genre d'album photographique.

280° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sirou (Jean), élisant domicile chez le sieur Bos-Darnis, à Paris, rue d'Hauteville, n° 10, pour une composition cosmétique.

281° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Thiébaut (Claude), cordonnier, rue de la Chèvre, n° 54, à Rouen, pour des tuyaux propulseurs système Thiébaut.

282° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur White (David-Blair), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les appareils propres à préserver les liquides du contact de l'air pendant leur séjour et pendant leur extraction des vases qui les contiennent.

283° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wright (Richard), représenté par le sieur Baaset, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour des perfectionnements dans les moyens de chauffer et clarifier les fluides saccharins (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 7 mars 1876).

284° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, par le sieur Alexandre (Louis-Stanislas), chef d'escadron d'artillerie de la marine, à Quimper, pour fabrication d'acier fondu au four à réverbère ou dans des creusets ordinaires.

285° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Astel (Edouard), dessinateur, représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour un vase de nuit.

286° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Baudouin (Théophile), négociant, et Berson (Alexandre), fabricant, à Paris, le premier,

rue Saint-Denis, n° 156, et le second, rue des Quatre-Fils, n° 7, pour un genre de fermeture de boîte à poudre.

287° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beaumartin (Charles-Omer), représenté par le sieur Illy, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, pour perfectionnement de la fabrication du sucre.

288° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Berthelé (Edouard), chimiste, rue des Brasseurs, n° 9, à Mulhouse, pour un système de foyer fumivore combiné et d'appareils surchauffeurs pour chaudières à vapeur.

289° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bosquette (Alexandre-André), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un instrument propre à faire les cartouches dit *sertisseur-régulateur Bosquette*.

290° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bush (William), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans la construction des navires et dans les blindages ou armures de vaisseaux de guerre et batteries (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 21 mai 1876).

291° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charnelet (Jean), apprêteur d'étoffes, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour des perfectionnements dans les appareils à apprêter les étoffes.

292° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Crawford (Hugues), (James) et (Robert) et Templeton (Robert), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux métiers à tisser.

293° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cartis (William-Joseph), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux propulseurs.

294° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Debrieux (Jean-Edouard), négociant, représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de décoration sur porcelaines, cristaux, etc.

295° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dodds (Mathew), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux machines à mouler, former ou façonner les objets en fer ou en d'autres métaux malléables et pour couper ces métaux (patente anglaise de quatorze ans, expirant le 1^{er} mars 1876).

296° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Droclet (Louis-Charles), fabricant de briques, à Gaillon, pour une boîte en cuivre à ressort dite *porte-allumettes, porte-bougies et porto-cigars*.

297° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Duport (Louis), monté Saint-Laurent, n° 9, près la Quarantaine, à Lyon, pour une essence à détacher dite *essence du Canada*.

298° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Goulon aîné (Auguste), manufacturier, rue Saint-Romain, n° 12, à Rouen, pour un métier à velours bouclé ou coupé dit *système Goulon aîné*.

299° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hubert (Alfred-Stanislas), employé, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 274, pour la construction ou l'appropriation des fosses d'aisances permettant l'écoulement des eaux vannes à l'extérieur.

300° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Klein (Jean-Baptiste-Bruno), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 115, pour un chariot-brosse destiné au nettoyage des appartements, etc. etc.

301° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaire (Jean-Félix), à Paris, rue Folie-Méricourt, n° 30, pour des poches de sûreté à ressorts.

302° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Maraval (Auguste), chapelier, rue du Pont, n° 9, à Toulouse, pour un chapeau en feutre monté sur liège.

303° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Nièvre, par le sieur Marmet (Henri-Joseph-Ferdinand), conducteur des ponts et chaussées, à Nevers, pour additions et perfectionnements apportés au bec de la lampe dite *américaine*, pouvant s'adapter à toutes les lampes et aux appareils à gas, tels que candélabres, lustres, suspensions et appliques, pour la combustion des huiles minérales (lourdes et légères) et des huiles végétales.

304° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Mary (Louis-Jean-Baptiste), peintre et ferblantier, à Ivry-la-Bataille, pour un appareil de chauffage à foyer double avec compartiment à air.

305° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marye (Alexandre-Amas), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les machines rotatives.

306° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Nièvre, par le sieur Merlin (Étienne), chaudronnier, à Fourchambault, pour un genre de toupie (jouet d'enfant).

307° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Péan (Laurent-Marie-René), négociant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de pistolet-fusil-canon-canonniers, etc. atmosphérique dit *siamois* ou *surprise*.

308° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Perée-Gallens (Girard), (Walther) et Kinable (Constant), constructeurs-mécaniciens, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine d'extraction (brevet belge de quinze ans, expirant le 11 février 1877).

309° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Piatti (Thomas), à Paris, rue du Croissant, n° 6, pour un propulseur triangulaire perfectionné.

310° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poisson (Pierre-Louis-Modeste), tabletier, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un genre d'instruments destinés à entretenir en bon état les procédés des queues de billard.

311° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rebourges-Guizelin (Joseph-Jean-Marie), fabricant de conserves alimentaires, à Paris, rue de Rivoli, n° 144, pour un vase à fermeture hermétique.

312° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Rigaud (Nicolas), rue des Martyrs, n° 111, à Lyon, pour un appareil à concentrer et évaporer les extraits à bûches mobiles et indépendantes.

313° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rozière (Charles) et Guidon (Charles), représentés par le sieur Brgsson, à Paris

rue de Malte, n° 51, pour des procédés de fabrication de boîtes ovales en zinc ou autre métal.

314° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par la société N. Saillard et compagnie, fabricants de produits chimiques, rue d'Anguy, faubourg Saint-Sever, à Rouen, pour la préparation et l'application de mordants dits mordants applicables à la teinture et à l'impression des fils et tissus d'origine animale ou végétale.

315° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schmit (Jean), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 223, pour un éventail à bascule applicable à toutes espèces de capotages de voitures.

316° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Simon (Léon), à Paris, rue de l'Hôtel-Colbert, n° 4, pour des perfectionnements apportés à la confection des draps et des couvertures de lit.

317° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baudin (Jean-Nicolas), à Paris, rue des Grès, n° 24, pour un thermomètre à maxima et à minima vertical.

318° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bellin (Claudius), fabricant de produits pharmaceutiques, représenté par le sieur Claës, à Paris, boulevard Bonne-Nonvelle, n° 35, pour la mise en carte des pois d'iris.

319° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bregnac (Antoine), fabricant, à Paris, rue des Gardes, n° 1 (dix-huitième arrondissement), pour la fabrication de chapeaux en corne dits *chapeaux en baine brésilienne*.

320° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carré (Édouard-Edmond), représenté par le sieur Carré (Ferdinand), à Paris, rue Moret, n° 2, pour des appareils propres à produire du froid dans le vide et au moyen de corps hygrométriques.

321° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chaigneau (Joseph), représenté par le sieur Rabouin, à Paris, rue Fontaine-Saint-Georges, n° 4, pour un moulin destiné au nettoyage des boîtes de sardines.

322° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Ch. Cognet, Maréchal et compagnie, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 27 bis, pour la fabrication et la préparation de l'huile essentielle de pétroléine et son application à la composition des peintures et vernis.

323° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Commandeur et Pienoz, élisant domicile à Lyon, pour une machine propre à raboter et à percer simultanément les traverses de chemins de fer.

324° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dargaud (Antoine), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une composition destinée au graissage des machines fusées, essieux, axes, tourillons, etc.

325° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Decamps (Désiré) et Bodson (Victor), mécaniciens, à Recquignies, près Maubenge, pour un système d'appareils à dresser, adoucir et polir le marbre.

326° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Deffex (Jean-Guillaume-Claude-Amour-Alexandre), à Nérac, pour un système de soutirage des liquides dit *fermoir hermétique*.

327° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 sep-

tembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Egasse (Eugène-Ernest), à Paris, rue des Vinaigriers, n° 20, pour application dans les vernis de matières colorantes extraites de la houille.

328° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fleury-Vallat (Jean), chez la dame Rouilly, modiste, à Paris, rue Saint-Georges, n° 56, pour un perfectionnement dans la télégraphie électrique.

329° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gallier (Marie-Désiré-Etienne) et Lucas (Elic), à Paris, le premier, rue d'Ormesson, n° 9, et le second, rue Molay, n° 2, pour un genre d'abat-jour à réflexion douce.

330° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gauthet fils (Jules-Constant), fabricant de paillassons, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, pour la fabrication d'un tapis-brosse.

331° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hook (Charles-Townsend) et Mathias (François-Ferdinand), représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés dans la fabrication du papier.

332° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Horcholle (Arthur), à Paris, rue de la Tour, n° 40, pour perfectionnements aux touches de pianos, orgues et autres instruments à clavier.

333° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Huguët (Alexandre), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 193, pour un genre de bouchon dit *bouchon Alexandre*.

334° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Korompay (Gustave), architecte, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des procédés de construction des surfaces des voies publiques dites *système Korompay*.

335° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lalouët de Sourdeval (Alfred), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un procédé de distillation de concentration, et en général de caléfaction de tout liquide seul ou de tout liquide tenant en dissolution des matières gazeuses.

336° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Laquerrière (Adolphe), architecte, rue du Bourg-Gibet, n° 1, au Havre, pour une flèche de voiture divisible.

337° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lorentz (Jean-Frédéric), à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 16, pour un appareil de chauffage dit *poêle-fourneau*.

338° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Basses-Pyrénées, par le sieur Navarre (Thomas-Saturnin), à Montaut, pour un tour dit *emporte-pièce perceur universel*.

339° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Revy (Julian-John), représenté par le sieur Bassot, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour des perfectionnements dans la fabrication des composés explosifs (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 15 avril 1876).

340° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ricketson (Barton), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements apportés dans le gréement des navires.

341° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août

1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rocher jeune (Laurent), manufacturier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé d'extraction de la gélatine des os.

342° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1861, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Rollet (Jean), cours Vitton, n° 48, à Lyon, pour un régulateur hydraulique applicable aux machines motrices mues par vapeur, gaz ou liquides.

343° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Saurat (Étienne), mécanicien, et de Fleury (Eugène), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de foyer fumivore applicable aux fourneaux de machines à vapeur de terre ou de mer.

344° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Saurat (Étienne), mécanicien, et de Fleury (Eugène), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de calorifère fumivore de chauffage et de dessiccation.

345° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Shand (James) et Mason (Samuel), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements à la construction des pompes à incendie à vapeur.

346° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thoma (Joseph), constructeur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une clef de serrage.

347° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 août 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Voisin et compagnie, fabricants de tissus, représentés par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour l'application de diverses matières textiles au tissage des corsets sans couture, ainsi que pour leur mode de fabrication.

348° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Waren (Frédéric-Pelham), capitaine de la marine royale anglaise, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les appareils propres à diriger les navires sur mer.

349° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Wery (Eugène-Joseph) et Moinier père (Jean-Baptiste), représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de plancher en fer et en bois.

350° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Adams (William-Bridges), représenté par le sieur Leplay, à Paris, rue Meslay, n° 47, pour un genre de ressorts et leur application à divers usages (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 19 février 1876).

351° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Assier (Léon) et Tarrisan (Firmin), représentés par le sieur Castelbon, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 15, pour un almanach-annonce des postes, de l'industrie et du commerce.

352° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bazin (François-Eugène-Paul), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de chapeau à vernis intérieur.

353° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 4 septembre 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bedborough (Alfred), représenté par le sieur Vrau, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés aux bornes-boîtes et aux sacs à lettres (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 3 mars 1876).

354° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Blundet (Émile-Eugène-Marie), à Paris, rue Pierre-Levée, n° 12, pour un procédé mécanique de soulage des peaux.

355° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 septembre 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Darbo (François), à Paris, passage Choiseul, n° 86, pour un hiberon et divers instruments d'allaitement dits *instruments d'allaitement artificiels*.

356° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desaut (Gustave-Edmond), élisant domicile chez le sieur Trussy (Eugène), à Paris, rue Rochechouart, n° 82, pour un procédé de fabrication de l'acide acétique concentré.

357° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1861, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par les sieurs Delamarre et Malo (Prosper), fabricants d'huile de schistes bitumineux, à Autun, pour un appareil à niveau constant applicable à la distillation des huiles minérales.

358° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delcourt (Jean-Charles-Arsène), à Paris, rue de Lamartine, n° 17, pour une cheminée à réflecteur dite *réflecteur Charles Delcourt*.

359° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Demaria (Isidore) et Roussel (Henri-Dominique), à Paris, rue Montmartre, n° 55, pour une fermeture en cuivre et fer destinée aux barres de châssis en bois employés aux tirages des épreuves photographiques sur papier.

360° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Demory (Edmond-Louis), horloger, représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un appareil pointilleux propre à contrôler la présence des ouvriers et veilleurs de nuit dans les usines, etc.

361° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Duret (Pierre-Gonzalve), rue Palais-Galien, n° 8, à Bordeaux, pour la fabrication des briques et carreaux.

362° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Esmein (Michel-Edouard), rue de l'Écluse, n° 24, à Paris-Batignolles, pour un moyen de contrôle pour les recettes des voitures de place et de remise.

363° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Falcouetti (Dominique-Jean), à Paris, rue de l'Ourcine, n° 97, pour un genre de pipes dites à *siphon*.

364° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Herremans (Francis), élisant domicile chez le sieur Chorey, Grande-Rue, n° 5, à Paris-Batignolles, pour un foyer économique modèle, fumivore, vaporisateur, alimentaire.

365° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Imbert (André-Adolphe), représenté par le sieur Espès, à Paris, rue Baillif, n° 10, pour un appareil dit *cultivateur à socs hélicoïdaux*.

366° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Jauze (Pierre), rue Sainte-Marguerite, n° 9, à Bordeaux, pour un genre de scierie appliquée spécialement au découpage du sucre en pain.

367° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Langen (Eugène), représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour construction d'une grille avec alimentation mécanique.

368° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Laurency (Édouard), à Paris, rue Monthyon, n° 11, pour un appareil dit *bandeau* pour empêcher les chevaux rétifs de s'emporter.

369° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathieu (Louis-Joseph), à Paris, rue de l'Ancienne-Comédie, n° 28, pour un instrument de chirurgie dit *porte-scie* ou *porte-fils*.

370° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Michel (Eugène), à Paris, rue de Strasbourg, n° 6, pour un timbre humide dit *composteur inusable*.

371° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moore (Daniel), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 13, pour des perfectionnements apportés aux armes à feu à culasse rotative.

372° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moore (Daniel), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 13, pour des perfectionnements apportés aux armes à feu se chargeant par la culasse.

373° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ain, par le sieur Pigeon (Jacques), serrurier, à Briay, pour un genre de briques et de tuiles.

374° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le vicomte de Ponton d'Amécourt (Gustave-Louis-Marie), à Paris, rue d'Enfer, n° 43, pour un générateur de vapeur (chaudière Ponton).

375° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rabouin O'Sullivan (Narcisse) et Dupuis (Pierre-Jacques-Étienne), le premier, à Paris, rue Neuve-Fontaine-Saint-Georges, n° 4, le second, à Fontenay-sous-Bois, pour un instrument à précision dit *niveau-graphomètre-équerre*.

376° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Bonnet (Adolphe), filateur, à Pont-Maugis, près Sedan, pour un appareil destiné à allonger les fils des cardes.

377° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tamisier (Victor-Emmanuel), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une machine et des moyens et procédés propres à brunir les roches jaspoides, les jaspes purs, pierres de lapidaires et toutes pierres dures en général.

378° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Treppass (Henry-Hughes), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux instruments dits *kalléidoscopes* (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 28 janvier 1876).

379° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Vezigot (Pierre), carrossier, et Delouche (Antoine), maître de forges, le premier, à Saint-Étienne, rue Baluy, n° 18, et le second, à Saint-Jean-Bonnefond, pour un petit martinet à double marteau destiné à fabriquer les canons de fusil et autres pièces de petite forge.

380° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Tarn-et-Garonne, par le sieur Boube (Mathieu), élisant domicile chez le sieur Seguela, maître d'hôtel, rue Bessières, à Montauban, pour un second système d'application destiné à étouffer la fermentation des fumiers provenant des crottins de tous les animaux privés et autres fermentations et germes provoqués dans les fumiers.

381° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Boudaresque (Auguste), entrepreneur d'éclairage, rue Basse-Peirier, n° 18, à Marseille, pour une lanterne et une lampe à schiste.

382° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Charmes (Bernard), élisant domicile chez le sieur Pertus fils, rue de l'Hôpital, n° 8, à Lyon, pour un bec mobile à disque dit *siphon à air plongeur*.

383° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schuwab (Charles), à Paris, chaussée de Ménilmontant, n° 13, pour un appareil de détente universelle applicable aux machines à vapeur.

384° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Cinquin (Jean), cours d'Herbouville, n° 9, à Lyon, pour une machine propre à la fabrication de toute espèce de tortis non câblés et de petite dimension.

385° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Clauzet (Denis), tourneur en cuivre, rue des Grès, n° 27, à Saint-Étienne, pour un mode de fermeture de la lampe de sûreté dite *lampe Davy*.

386° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société John Cockerill, représentée par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans le martelage du fer.

387° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Day (Horace-Holliester), Rituen (Michaël) et Bird (J.-N.), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la construction des projectiles.

388° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Duez frères, chaudronniers, faubourg de Fives, à Lille, pour un générateur à vapeur.

389° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dupont (Adolphe) et Chambeau aîné (Jean-François), représentés par le sieur Amoureux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour un genre de tuyaux à joint hermétique, élastique et compensateur.

390° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Faurax (Edmond), carrossier, représenté par le sieur Feuillat, rue Ferraudière, n° 14, à Lyon, pour perfectionnements aux essieux à graissage permanent et hermétique dits *essieux Faurax*.

391° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fraissinet (Pierre-Édouard), représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de jouet à équilibre constant.

392° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Friedleben (Jean-Christophe) et Bender (Charles), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux becs à gaz.

393° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société A. Gasc et A. Charconnet, représentée par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction des appareils photographiques.

394° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gouin (Ernest) et compagnie, à Paris, avenue de Clichy, n° 110, pour la fabrication des roues en fer.

395° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hafner frères, fabricants de coffres-forts, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de serrure de sûreté.

396° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Holmes (Joseph-

Elliot), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux balancoires (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 7 mai 1876).

397° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aude, par le sieur Jouola fils jeune, à Carcassonne, pour la fabrication de briques et tuiles de toutes formes et dimensions.

398° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lapointe (Armand) et Leloug (Charles-Maurice), à Paris, le premier, rue de Dunkerque, n° 63, et le second, rue de Douai, n° 36, pour un mode de publicité et d'annonces industrielles.

399° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemoine (Jules), à Paris, rue Saint-Paul, n° 34, pour un procédé de décortication applicable à toutes les graines en général.

400° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mayeux (Jean-Jacques), épicier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des calendriers mobiles, compteurs et objets analogues.

401° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Michelet (Adrien), à Paris, rue de Chaillot, n° 30, pour un appareil de graissage distribuant l'huile pour la pression de la vapeur.

402° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Noulet (Adolphe), tourneur-mécanicien, représenté par le sieur Caron, rue Esquermoise, à Lille, pour un genre de semoir destiné à semer en bouquets toutes espèces de graines.

403° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Palayer (Louis-Ferdinand), Keyen (Jean-Hubert), Enout (Denis-Adolphe) et Richard (Joseph-Elisée), représentés par le sieur Barral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 29, pour le filage par un moyen mécanique des cocons percés.

404° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Ringham (Caroline), à la Varenne-Saint-Maur, pour un genre de lettres pour enseignes.

405° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par la société A. Sautreuil et compagnie, constructeurs-mécaniciens, à Fécamp, pour additions et perfectionnements propres à toutes les machines à bois à outils rotatifs, soit pour raboter, planer ou faire des moukures, perfectionnements dits *rabots fécampois*.

406° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Siegiestiegler (Benoît), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les fermetures des magasins, boutiques, etc.

407° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Touque (William), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à refendre les cuirs.

408° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Van Gieson (Ami-Haneen), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à refendre les cuirs.

409° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Arquin (Isaac), modéleur, faisant domicile chez le sieur Lardinois-Bossault, marchand

de vins, rue de Mops, à Valenciennes, pour un mécanisme dit *appareil Arquin*, destiné à développer la vitesse des machines auxquelles on l'adapte.

410° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Antley (Peter-Hyde) et Leighton (Crosby), représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés dans la construction des canots de sauvetage, applicables aux embarcations de navires, chaloupes canonnières et autres vaisseaux (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 6 février 1876).

411° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Audimeau (Justin-François), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de voiture omnibus dite *bitricycle*.

412° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Bailly (François), mécanicien, à Morez, pour un genre de fabrication et un moyen de polir et de bronzer les montures de lunettes à tempes en fer, acier et autres métaux.

413° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par le sieur Rallouhey (Joseph), manufacturier, à Larocheval, pour l'emploi du coquillage de l'huître et de tous autres testacés en remplacement de la chaux dans la fabrication du verre.

414° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Bataud et Monneret, à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 191, pour un genre d'appareil à eau de Seltz.

415° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Becuw (Auguste-Amand-Florent), à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 12, pour un genre de foyer pour intérieurs de cheminées.

416° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Bonnin (Jean) et Vigier (Jean), rue Bugeaud, n° 51, à Lyon, pour un système de moteur perpétuel.

417° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Boudin (Jean-Victor), à Voutenay, pour un genre de charrue Boudin.

418° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brinsmead (John), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les pianos (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 11 février 1876).

419° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brunel (Bonnet-Frédéric), chimiste, représenté par le sieur Claye, à Paris, rue de Mulhouse, n° 4, pour des appareils et procédés propres à opérer la conservation des substances alimentaires, telles que viandes de boucherie, volailles, gibiers, poissons, etc.

420° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Chaudet (Jean-Henri), chimiste, et Sauvage (Léon), teinturier, le premier, rue des Écuries, à Rouen, le second, rue de Nomen, à Elbeuf, pour procédés de séchage des matières textiles et autres perméables à l'air.

421° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Chennavière (Rosalie-Clémentine Vilhard), éliant domicile à Paris, rue d'Hauteville, n° 58, pour une machine à imprimer les étoffes et particulièrement appliquées à la reproduction des dentelles et autres objets.

422° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coenet (Eugène), manufacturier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boule-

vard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de dressage mécanique uni et façonné de toutes espèces de chapeaux de paille et de tissus, etc.

423° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cottance (Gaspard), à Paris, rue des Lombards, n° 19, pour un produit dit *alizarine d'or*.

424° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Dalmas (François-Joseph), Briqueler (Jean-Baptiste) et Weidknecht (Benjamin), élisant domicile chez le premier, rue de Paradis, n° 31, à Marseille, pour une boîte à graisse ou à huile applicable aux essieux des voitures, wagons et tenders des chemins de fer.

425° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Daperon (Jules) et les sieurs Daperon (Alexandre) père et fils, poêliers à Amiens, pour un genre de poêle calorifère en fonte ou en tôle.

426° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Desfossé et Karth, fabricants de papiers peints, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un appareil à cylindre mobile destiné à imiter le marbre et le bois sur papier peint.

427° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubois-Caplain (Henri-Archambault), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans l'affinage des matières de cuivre contenant de l'or et de l'argent.

428° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guy (Georges-Fuller), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux électro-moteurs.

429° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hammond (Thomas-Rundle), négociant, demeurant à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 26, pour la fabrication de tours grands et petits à l'usage des dentistes.

430° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Huillard aîné (Jean-Louis-Ambroise), négociant et fabricant de produits chimiques, à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 15, pour des procédés perfectionnés de traitement des lichens tinctoriaux, lesquels sont applicables à d'autres substances.

431° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mantin frères, fabricants de chaussures, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre d'ornementation de certains tissus pour chaussures.

432° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marini (Héber), à Paris, rue Blanche, n° 42, pour une disposition de joints pour tuyaux.

433° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Vienne, par le sieur Marit (Joseph), mécanicien, à Poitiers, pour un genre de moteur auto-dynamique.

434° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Paul jeune (Amédée), cours de Gourgues, n° 8, à Bordeaux, pour un genre de sommiers élastiques.

435° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Saint-Saens (Charles), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de fauteuil de promenade.

436° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Schoenfeld (Joseph), fabricant, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de porte-cigares, porte-cigarettes, etc.

437° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sutton (Aaron), représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour appareil chronométrique destiné au contrôle des voitures publiques dit *le moniteur Sutton*.

438° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Vacher (Jean), fabricant de battants, rue Passerat, n° 16, à Saint-Étienne, pour un jeu de raquette propre aux métiers de velours et de tambours.

439° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Belingard (Jean-François-Isidore), fabricant de rubans, rue Saint-Louis, n° 19, à Saint-Étienne, pour l'application d'effets de broché ou de tissu broché sur toutes sortes d'étoffes et particulièrement sur tulle et autres tissus légers, après leur fabrication.

440° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Gers, par le sieur Bourgade (Joseph), sellier, à Condom, pour un collier de cheval dit *collier condomois*.

441° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brunet (Jean), à Paris, rue Saint-Roch, n° 23, pour une mécanique organique.

442° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brunt (John), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour perfectionnements apportés dans les becs de gaz.

443° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Chartier et compagnie, à Paris, rue de Lamartine, n° 23, pour diverses applications du pétroleum.

444° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Chatellain (Louis-Désiré) et Rousse (Alphonse), à Paris, cour des Fontaines, n° 6, pour une capsule pour douilles de fusils Lefauchaux.

445° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chauve (Pierre-Cyr), mécanicien, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une disposition de mécanisme moteur applicable aux vélocipèdes, chevaux et voitures mécaniques.

446° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cheasex (Alexis), à Paris, boulevard de Strashourg, n° 62, pour un guide oscillant pour lames de scie.

447° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Darrieux et compagnie, à Cauderan, pour une poudre de verre pilé.

448° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dreyfous (Samuel), à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour des appareils et procédés propres à la préparation des cocons avant leur filage.

449° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Duhamel (Gustave), pharmacien, quai Bérigny, à Fécamp, pour un coffre à médicaments dit *pharmacie marine*.

450° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Duveillier (Edmond), constructeur-mécanicien, rue du Haze, à Tourcoing, pour un arrêt électro-magnétique.

451° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fauvelle (François-Xavier-Alexis), négociant, et Delacour (Louis-Hippolyte), voya-

geur, représentés par le sieur Ricordeau à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de publicité.

452° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par les sieurs Flaissier frères, fabricants de tapis et d'étoffes d'ameublement, à Nîmes, pour un tissu façonné et broché dit *reps façonné*.

453° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ariège, par le sieur Gignoux (Charles-Adolphe), capitaine en retraite, à Foix, pour un appareil à dents mobiles à adapter aux locomotives.

454° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lange (Eugène), employé, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de couverture pour rubans, ressorts, etc. dite *couverture végétale*.

455° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Lemeunier (Almire), instituteur, à Marçon, pour un porte-allumettes ne permettant de prendre qu'une seule allumette à la fois.

456° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leperdriel (François-Charles-Carbonneaux), pharmacien, représenté par le sieur Claës, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 35, pour un genre de filtre métallique.

457° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martineau (Charles-Simon-Olivier), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour une caisse destinée au transport des vins ou liquides en bouteilles ou flacons.

458° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nadal (J.), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une fontaine portative (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 11 mars 1876).

459° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Noël (Benoit), négociant, à Menerbes, pour un genre de cabas dit *sourtin* destiné à la pression des olives et autres produits.

460° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Penant (Jules), à Paris, rue de l'Arbre-Sec, n° 60, pour une glacière artificielle à bascule libre dite *système Penant*.

461° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Penot (André), fabricant d'articles de chasse, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 39, pour un appareil alimentaire de cartouches dit *cartouchière Penot*.

462° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Piault (Edouard-Pierre), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour une briquette résineuse destinée à l'allumage des feux de charbon de terre.

463° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prouvest (Auguste), filateur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la propulsion des navires.

464° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Rigaud (Julien), serrurier, rue des Halles-Neuves, à Châteaubriant, pour une clef anglaise simplifiée.

465° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur

Schomig (Pierre), brasseur, rue Sainte-Anne, n° 16, à Besançon, pour un modérateur de fermentation de la bière.

466° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Smith (George-Band), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à l'éclairage.

467° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par les sieurs Somsou (Antoine-Auguste), armurier, et Bruncau (Louis-Auguste), débitant, à Château-Thierry, pour un genre de tire-bouchon dit *tire-bouchon Davier*.

468° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Sonchère (Joseph), mécanicien, rue Taquin, n° 12, à Arles, pour un système propre à équilibrer les gazomètres.

469° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par le sieur Thirion-Lemaire, sculpteur-marbrier, à Saint-Mihiel, pour un genre de cheminée-poêle.

470° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Vivron (Ferdinand-Théodore), représenté par le sieur Sinoquet, rue l'Empire, n° 3, à Rouen, pour un indicateur du niveau du liquide dans les fûts.

471° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Adet (Léonie-Rosalie), à Paris, rue des Marguettes, n° 16, près Saint-Mandé, pour un genre de coiffures pour dames.

472° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Astel (Édouard), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour perfectionnement dans la fabrication des fleurs artificielles.

473° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Barbier (Pierre-Édouard-Frédéric), Grande-Rue, n° 7, à Marseille, pour un genre de filtre.

474° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Beck (Alphonse) et compagnie, teinturiers, représentés par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de mordant applicable sur coton.

475° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cauville (Léandre-François), entrepreneur de serrurerie, rue Jean-Robert, n° 15, à la Chapelle-Paris, pour un genre de pannelle à pivot.

476° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chevaier (Antoine), mécanicien, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour perfectionnement d'un compteur des distances parcourues, applicable aux voitures de toute nature.

477° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coillier (Pierre), à Paris, rue Vivienne, n° 16, pour un genre de vêtement perméable à l'air et imperméable à la pluie par application du caoutchouc aux étoffes qui le composent.

478° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dantel (Gaspard), mennisier-modeleur, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour des perfectionnements dans la disposition des cardes, peigneuses, lous ou autres machines analogues, servant à la préparation du coton, de la laine ou autres matières textiles dans le but d'empêcher la perte des duvets provenant de ces matières pendant leur épuraison.

479° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Mayenne, par le

sieur Dupré (Jean-Baptiste), à Château-Gontier, pour un genre de porte-plumes à ressort.

480° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault par le sieur Fournier (François), avocat à Montpellier, pour un appareil de physique ayant pour but de mesurer exactement la quantité de liquide évaporée dans un temps et dans un milieu donné, pouvant servir subsidiairement à évaluer la somme d'évaporation produite dans les mêmes circonstances, dit *admidomètre-moteur*.

481° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Greffin (Jean-Jacques), fumiste, à Manvieux, pour divers genres de cheminées.

482° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guiot (Alexandre-Charles-Auguste), docteur ès sciences, élisant domicile à Paris, rue Saint-Honoré, n° 256, pour un genre de baromètre.

483° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hart (John-Mathias) et Lavender (Robert), représentés par le sieur Blaison, à Paris, rue Saint-Laurent, n° 7, pour perfectionnements apportés aux générateurs à vapeur.

484° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hirschler (Edmond-Simon), représenté par le sieur Castelbou, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 15, pour un genre de publicité perpétuelle dit *la mutualité commerciale*.

485° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hjerpe (Johan-Wilhelm), Sundslett (Adolf-Victor) et Holmgren (Wilhelm), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour la préparation chimique d'allumettes et surfaces frottantes sans phosphore.

486° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Lefebvre-Gariel (François-Hippolyte), fabricant de draps, rue de Neubourg, à Elbeuf, pour un emballage gradué par épaisseur mobile appliqué aux rubans et plaques de cartes.

487° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par le sieur Lemoine fils (Louis), cultivateur, à Passavant, pour un genre de tuiles à crochet dites *tuiles Lemoine*.

488° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marcar-Beylihg, pharmacien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un appareil congélateur dit *psychogène*.

489° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martz (Wilhelm), chimiste, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un moyen de décoloration et de purification de diverses matières.

490° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Maurand (Amédée-Barthélemy), place Sainte-Aphrodise, n° 44, à Beziers, pour une boîte à lunette tournante destinée à réduire les anciens poids et mesures en système décimal, et réciproquement.

491° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mourguet (Jean-Baptiste), à Paris, rue Blanche-de-Passy, n° 18, pour un genre de construction de cloisons en plâtre.

492° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ortlieb (Zénon), pharmacien, représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une huile destinée au graissage mécanique.

493° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par les

sieurs Poron frères, rue de la Trinité, n° 3, à Troyes, pour un poinçon mécanique à aiguille recourbée.

494° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rodien (Adrien-Louis), éventailiste, à Paris, rue de Luxembourg, n° 48, pour un genre d'éventail dit *éventail à mille feuilles*.

495° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Santet aîné (Guillaume), haute Grande-Rue, n° 50, à Nantes, pour un genre d'application de procédé, dit *procédé fixe*, aux queues de billard.

496° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Steinert (David), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fabrication de vernis, du noir d'imprimerie et des couleurs à enduire et à imprimer.

497° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thomas (Jean-Baptiste), à Paris, rue Gronier-Saint-Lazare, n° 32, pour un genre de disques de sûreté pour les chemins de fer.

498° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Trocmé et Baudouin, fabricants, représentés par le sieur Cattet, à Paris, rue du Sentier, n° 20, pour un double carton appliqué au système Jacquart, permettant de produire des ombres et des nuances, dit *application*.

499° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Verstraet (Louis) et Olivier (Étienne), à Paris, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, n° 18, pour la fabrication du carbonate de soude par l'emploi du sulfure de sodium.

500° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Yvose-Laurent (Lowenski), manufacturier, à Paris, rue Neuve-Popincourt, n° 17, pour application des tissus imperméables à la confection de tapis de camp pour le service de l'armée.

501° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Baigue (Jean-Baptiste), ferblantier, place Labourcy, n° 23, à Besançon, pour un genre de toiture en zinc.

502° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Brin frères, à Paris, villa Saint-Michel, avenue de Saint-Ouen, n° 42, pour un procédé de fabrication du photomicroscope.

503° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cahagnet (Louis-Alphonse), photographe, élisant domicile chez le sieur Lequière, à Paris, gare d'Ivry, n° 2, pour application du carton-carte avec épreuves photographiques.

504° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cléon (Hisonome-Prosper) et Mahy-Bronsin (Hector-Florentin), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les machines à extraire et débiter les pierres.

505° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Coulon (Eugène), quai Napoléon, n° 50, à Rouen, pour une herse destinée à déplacer les bancs de sable ou de vase.

506° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Darzens (Rodolphe), représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour un appareil dit *vaporisateur à rotation*, destiné principalement à brûler les parfums.

507° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 sep-

tembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Depons (Jean-Henri) et Gipouloux (Philippe), à Paris, boulevard du Magenta, n° 93, pour un fourneau produisant le gaz pour l'éclairage.

508° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par la dame Gaillard (Désirée Bailly), à Bourg, arrondissement de Blaye, pour une poudre servant à teindre les cheveux, dite *négraphile*.

509° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gaupillat et fils et Illeg et P. Canonil fils, à Paris, les premiers, rue de Rambuteau, n° 50, et le dernier, rue de Paris-Belleville, n° 167, pour une cartouche à percussion centrale.

510° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gibbey (Alfred), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour des perfectionnements apportés dans la construction des caisses à emballer les bouteilles pleines ou vides.

511° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Greffier (Frédéric-Jean), à Paris, avenue de la Mothe-Piquet, n° 65, pour générateurs, appareils et procédés concernant la préparation et la fabrication des liquides gazeux.

512° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hopfner (Frédéric-Wilhelm), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la production du malt pour la fabrication des alcools et de la bière et aux appareils qui s'y rapportent.

513° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lange (Eugène), employé, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un support-jupe protecteur.

514° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Legros (Émile-Édouard), conducteur de travaux, et Landrin (Eugène), à Paris, rue de l'Est, n° 33, pour perfectionnements apportés à la disposition des voies.

515° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Leydet (Alexandre), médecin, et Rampal (Joseph), menuisier, à Cabriès, pour un instrument industriel et agricole dit *pèse-grains*.

516° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loiseau (Adolphe), fabricant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de machine à faire les chenilles.

517° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Marinoni (Hippolyte-Auguste) et Chaudré (François-Noël), à Paris, rue de Vaugirard, n° 67, pour un coin mécanique servant au serrage des pages typographiques dans l'intérieur des châssis.

518° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Alpes-Maritimes, par le sieur Parigi (Barthélemy), chez le sieur Paul Papin, rue Place-d'Armes, n° 69, à Nice, pour un mode de calcination de la pierre calcaire.

519° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Péchenart (Adolphe), fabricant de ferronnerie, à Levrezy, pour un genre de douille de lanterne de voiture.

520° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pierquin (Jean-Baptiste) et Tuot (Jean-Baptiste), chez le premier, à Paris, rue Rousselet, n° 11, pour la composition d'un fromage dit *fromage parfumé de Paris* ou *petit-Paris*.

521° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Poncet (Alexis-Constance), représentée par le sieur Poncet, son père, à Paris, rue de Paris-Belleville, n° 124, pour une garniture de caniveau, tuyau et sou-pape de fermeture, destinés aux conduits d'égouts, de puisards, fosses et cabinets d'aisances, pierres d'évier, etc. etc.

522° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rencson (Charles) et Balhy (Antoine-Philibert), à Paris, rue de Bondy, n° 46, pour un appareil mécanique dit *suspension*, à ressort ou à lame avance et retard, pour l'horlogerie.

523° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Ronnet (Adolphe), filateur, à Pont-Maugis, près Sedan, pour des améliorations dans les appareils continus employés dans la filature en laine cardée.

524° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Ronnet (Adolphe), filateur, à Pont-Maugis, près Sedan, pour un aignisage continu dans les cardes travaillant la laine.

525° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Samuel (Pierre-Augustin), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de machines rotatives.

526° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par la société Secrétan et compagnie, rue Saint-Pierre, n° 4, à Toulon, pour un genre de machine hydraulique pour l'élévation des eaux.

527° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Siebe (Daniel-Edwards), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les appareils réfrigérants, une partie de ces perfectionnements étant applicable à d'autres destinations.

528° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Topham (John), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un appareil propre à couveler et à empêcher les incrustations dans les chaudières et générateurs à vapeur, objet pour lequel le sieur Topham a déclaré avoir pris dans le Royaume-Uni, le 24 mars 1862, un brevet d'invention qui doit y expirer le 24 mars 1876.

529° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Viehy (Gustave-Pierre), mécanicien-horloger, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés dans la fabrication des jonets automates, poupées et autres.

530° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Waller (Joseph) et Seiss (Jean), mécaniciens, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 138, pour une machine à quadriller, rayer, liasser et remplacer le mar-telage des cuirs et de toutes sortes de peaux en général.

531° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bergez (Jean) et (Émile-Hippolyte), mécaniciens, à Paris, rue Pradier, n° 12, pour un genre de serrure dite *fermeture compteur*.

532° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Bettinelli (Anyelo), fumiste, rue du Chardonnet, n° 10, à Tours, pour un appareil de chauffage dit *appareil Bettinelli*.

533° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Dordogne, par le sieur Brillet (François), coutelier, rue Limogeanne, à Périgueux, pour un séca-teur perfectionné.

534° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 sep-

tembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desens (Louis), mécanicien, représenté par le sieur Claës, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 35, pour un appareil spécial pour prendre les bains en pleine eau dit *baigneuse Desens*.

535° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Marne, par le sieur Doyen (Jean-Louis-Antoine), bourrelier, à Château-Landon, pour un collier à vis destiné à servir à la charette, au labourage et à la tapisserie.

536° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Duplay (Claude), mécanicien, rue de Roanne, n° 23, à Saint-Étienne, pour la fabrication de canons de fusil au laminoir dit *laminoir sans fin*.

537° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Finken (Gustavus), raffineur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés dans la fabrication du sucre.

538° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gataz (Michel), rue Imbert-Colomès, n° 5, à Lyon, pour le lisage, repiquage et contre-semplage des dessins de tissage.

539° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Gommard (Jean-Baptiste), serrurier, allée Saint-Michel, n° 47, à Toulouse, pour un remède dit *liquide Gommard*, pour la guérison de la maladie de la vigne dite *oidium*.

540° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Granoté (Jacques), limonadier, rue des Grès, n° 3, à Saint-Étienne, pour un genre de billard à quilles.

541° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par les sieurs Guarrigue (Bernard) et Hervé jeune (Brunet), à Rouillac, pour un fouloir à vendange.

542° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Guigues (Jean-Baptiste-Henri), rue Terrusse, n° 27, à Marseille, pour perfectionnement à l'invention objet du brevet de quinze ans pris, le 7 avril 1860, par le sieur Jullien, pour une machine à préparer les peaux; perfectionnements consistant en un moyen d'écharner les peaux sans les percer.

543° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Hook (William-Henry), représenté par le sieur Zacharie, rue de Bourbon, n° 40, à Lyon, pour perfectionnements dans le pliage des enveloppes du papier et dans le mécanisme ou appareil employé à cet effet (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 31 mars 1876).

544° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Larsonneau (Basilide-Victor), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 165, pour un moyen de publicité à la main d'annonces collectives du commerce et de l'industrie.

545° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemercier aîné (Victor), horloger, élisant domicile à Paris, rue du Coq-Saint-Jean, n° 5, pour un instrument de pesage dit *romaine oscillante Lemercier*.

546° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Martin (Henri), poëlier, à Saint-Quentin, pour un genre de calorifère à feu continu.

547° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Marville (Louis-Joseph-Henri), marchand épicier, rue Sainte-Marguerite, n° 18, à Reims, pour un couvre-oreilles en caoutchouc et gutta-percha.

548° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 août

1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathieu (Louis-Joseph), à Paris, rue de l'Ancienne-Comédie, n° 28, pour un instrument dit *rous réulsive*.

549° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Menu du Perron (Pierre), fabricant de colliers, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard du Strasbourg, n° 23, pour un collier français perfectionné ajusté (système Menu du Perron).

550° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Niel (Théodore), impasse de rue Laville, n° 9, à Bordeaux, pour un genre de creuset pour la fonte des métaux dit *creuset Niel*.

551° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Parvillers (Théophile) et Merandon (Jean-Baptiste), à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 106, pour monture et garniture des espagnolettes.

552° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ravan (Achille-Sylvain), à Paris, rue Saint-Victor, n° 10, pour un manche à bouquet dit *florimanche*.

553° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Rey (Élie-Gauthier), à Grenoble, pour un genre d'agrafe pour gants dite *agrafe coquille*.

554° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rondot (Jean-Baptiste), dessinateur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine à boucher les bouteilles.

555° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par les sieurs Salettes jeune (Jean-Baptiste) et Lagravère (Pierre), lithographes, rue des Filatiers, n° 42, à Toulouse, pour boîtes d'allumettes et autres à tiroir.

556° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Salles (Eloi), rue d'Algérie, n° 25, à Lyon, pour une contre-maillieuse appliquée aux métiers circulaires à tricot à mailles croisées.

557° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Schreiber (Théodore), mécanicien, à Saint-Quentin, pour un genre de tour continu destiné à revivifier le noir animal servant à la filtration du jus dans la fabrication du sucre.

558° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Southwick (Alphens-Baker), représenté par le sieur Basset, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour des perfectionnements dans les machines employées pour la fabrication des limes (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 10 septembre 1876).

559° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tuck (Joseph-Henri), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés dans la construction des valves flexibles (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 22 mars 1876).

560° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Violet de Ploeg et Kaestner (François), représentée par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des moyens perfectionnés de moulage et de vulcanisation des pièces de dentistes (fausses dents, râteliers, etc.).

561° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Arnaud-Ribaud (Joseph-Antoine), mécanicien, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour perfectionnements dans les machines à coudre.

562° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 sep-

tembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bernot (Eugène-Charles), mécanicien, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une machine propre à planer et à ébavurer les limes.

563° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouvry (Amand-Michel), fabricant de fils métalliques, représenté par le sieur Dambreville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour un genre de poinçon pour le tréfilage des métaux.

564° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brière (Alexandre-Michel), filateur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les machines à mailler ou assouplir le chanvre, le lin et autres matières textiles.

565° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brown (Isaac), négociant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la culture.

566° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brunt (John), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements dans les appareils à aspirer et refouler l'air ou les gaz.

567° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Caubet et compagnie, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une composition dite *néoline*, pour la peinture en bâtiments.

568° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Colas (Ernest), grillageur, et Chaffaud (Jean-Ferdinand), mécanicien, à Paris, le premier, rue Saint-Jacques, n° 221, et le second, rue Lacépède, n° 8, pour un genre de piège à oiseaux.

569° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Daire (Alfred), maître de forges, à Amiens, pour un genre d'essieu à graissage continu.

570° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Damazeau (Alexis) et Goynaud (Chrétien-Nicolas), à Coutras, pour un système de poches de sécurité, système pouvant être adapté à toutes les poches d'un vêtement quelconque.

571° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Dupont (Jean-Baptiste), carrossier, à Saumur, pour un système de montage de voitures.

572° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fromentin (Léon), marchand de soies, fils et cotons, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de bobine pour la soie, la bourre de soie, le coton et fils de toute nature, dite *bobinophile*.

573° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gersaux (Jean-Pierre), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des perfectionnements dans la fermeture des passe-partout pour photographies, etc.

574° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Glass (William), représenté par le sieur Basset, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour des perfectionnements dans le traitement du sulfure d'antimoine et dans la manière d'en obtenir les produits (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 19 septembre 1876).

575° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Hutchinson (Hiram), représenté par le sieur Basset, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour perfectionnements dans la fabrication des tubes ou câbles télégraphiques.

576° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquetan père (Paul), bijoutier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de fermoir sans soudure pour albums et garnitures de livres.

577° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laubercou (Joseph), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements dans les machines calorifiques.

578° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Le Breton (Élie), vieille route de Neuilly, n° 26, à Neuilly, pour un propulseur destiné à la navigation dit *rame-rail*.

579° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Leroy (Eugène) et Pradel (Antoine), mécaniciens-orthopédistes, représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un appareil orthopédique dit *ceinture modificateur de la tenue*.

580° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lorriaux-Boitelle (Honoré-Napoléon), fabricant de tulle, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de tulle.

581° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathew (Brownlow-Hugh), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les cartouches et armes à feu.

582° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Moureaux-Lemesse (Jacques), mécanicien, à Roubaix, pour perfectionnement du cardage des matières filamenteuses.

583° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Oudry (Léopold), électro-métallurgiste, à Paris-Auteuil, route de Versailles, n° 10 bis, pour application d'un genre de peinture, à base de benzine, sur fer, fonte, zinc et autres métaux, sur bois, plâtre, ciment, pierre et en général sur tous les corps solides, métalliques ou non métalliques.

584° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Paravicini (Rodolphe), maître de de forges, à Lucelle, pour un foyer en fonte pour brûler toutes espèces de combustibles.

585° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Perelle père (Charles-François), apprêteur et fabricant de draps, à Elbeuf, pour un procédé de montage du chardon végétal servant aux apprêts des draps, des nouveautés et autres étoffes.

586° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Praxel fils (François), contre-maître, rue Neuve-de-Fontenoy, n° 10, à Roubaix, pour une machine applicable au tissage mécanique.

587° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Raisant (Alexandre), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de générateur à vapeur.

588° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Reigon (Vicente), coiffeur, représenté par le sieur Claës, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 35, pour un procédé de fabrication de poudre dentifrice dite *poudre de Quiroga*.

589° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 sep-

tembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ripley (Abraham), représenté par le sieur Amoureux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour des perfectionnements dans la construction des registres ou régulateurs pour le tirage des carneaux des chaudières à vapeur.

590° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Waltz (Jules-Christian), sellier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé perfectionné de fabrication des arçons de selle et des colliers.

591° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Arduino (Jacob-Joanès-Antonius), serblantier, rue Saint-Savournin, n° 87, à Marseille, pour un genre de brique dite *brique de l'avenir aëri-calorifère psolatrice à arcanes*.

592° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Calegari (Simon), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour un genre d'appareil tourne-feuille.

593° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chabroux (Joseph), élisant domicile à l'usine à gaz de la Villette, à Paris, pour un système de chauffage des fours à gaz.

594° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chassy jeune (François), à Paris, rue Saint-Maur-Popincourt, n° 210, pour un appareil dit *polystène*.

595° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clavel (Pierre), chimiste, à Paris, rue Dauphine, n° 20, pour une matière colorante applicable à la teinture et à l'impression.

596° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Vienne, par le sieur Crouzaud-Dazat (Charles), à Bellac, pour un genre de brique destinée à être employée sur champ, à rainures et languettes sur ses côtés étroits et ne nécessitant pas l'emploi de l'enduit.

597° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Vienne, par le sieur Crouzaud-Dazat (Charles), à Bellac, pour un genre d'arrosoir à siphon.

598° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Basses-Alpes, par le sieur Ferrand (Paul-César), épicier, à Valensole, pour une machine à casser les amandes.

599° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Ferrand (Jean-Urbain), négociant, à Nyons, pour un appareil propre à battre les cocons neufs, vieux et rebattus, les bombyx et les cocons de graine.

600° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ferrier (Denis-Eugène-Victor), à Paris, rue Saint-Georges, n° 44, pour une montre en bois.

601° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Frainet (Jean-Marc), entrepreneur de camionnage, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de trique-bale à cylindre horizontal ou vertical.

602° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gay (Paulin), entrepreneur de travaux de chemins de fer, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour magasins ou planchers mobiles immensibles destinés à recevoir les bois de construction, goudrons, cordages, combustibles de toute nature, à les protéger efficacement contre l'incendie.

603° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 oc-

tobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Gentilhomme (Jean-Louis), fabricant de tuiles, rue Martin, n° 3, à Marseille, pour un métier à mouler les briques de carrelage dites *tomettes*.

604° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Gérard (Claude-Charles), rue Notre-Dame, n° 16, à Nancy, pour un genre de couvertures en tuiles et en ardoises sur lattes en fer, et pour l'outil qui sert à percer les ardoises.

605° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Grellet (Charles-Frédéric), mécanicien, rue du Rempart-Martainville, n° 3 et 7, à Rouen, pour une machine à boucher les bouteilles.

606° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Guillet (Claude), rue de Penthievre, n° 25, à Lyon, pour un genre de grelots de toutes dimensions fondus en une seule pièce et à double gorge, produisant un son argentin.

607° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Isabey (Louis-Gabriel-Eugène), peintre de marine, et Montalbo (Antony), représentés par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de bougeoir-flambeau, etc.

608° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Koch (Herman-George), directeur d'usines à gaz, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour l'utilisation industrielle des résidus provenant de la distillation du boghead-coal, cannel-coal, parrot-coal et autres charbons de terre analogues.

609° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par les sieurs Kolb frères, mécaniciens, place Finckweller, n° 2, à Strasbourg, pour une machine à vagner dite *à palettes pivotantes*, pour brasseries.

610° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marshall (Thomas-John), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication du papier et dans les machines ou appareils employés dans cette fabrication, objet pour lequel le sieur Marshall a déclaré avoir pris dans le Royaume-Uni, le 16 avril 1861, un brevet d'invention qui doit y expirer le 16 avril 1875.

611° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Michaud (Pierre), chez le sieur Raurand, rue Saint-Martin, n° 11, à Oullins, pour une machine à fabriquer les roues en fer au moyen d'un marteau-levier frappant sur la roue qui repose sur une matrice tournante.

612° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pellet fils aîné (Pierre), plombier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une composition dite *chlorhydrine*, pour l'assainissement des habitations.

613° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Basses-Pyrénées, par le sieur Poey (Gabriel), à Paris, pour un outil universel à mouvement continu.

614° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Pône (François-Constant), fabricant d'horlogerie, rue de Glères, n° 18, à Besançon, pour un genre de remontoir de montres système Meylan.

615° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la demoiselle Ronbier (Antoinette), représentée par le sieur Feuillat, rue Ferraudière, n° 14, à Lyon, pour un appareil mécanique propre à réduire en copeaux les métaux divers.

616° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs

Teste et compagnie, manufacturiers, rue Petite-Claire, n° 5, à Lyon-Vaise, pour perfectionnements apportés dans la fabrication des branches de parapluies en métal.

617° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Theroude (Alexandre-Nicolas), fabricant, à Paris, rue de Montmorency, n° 5, pour une maquette automate à musique.

618° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Tissot (Casimir), banquier, rue Perrin, n° 3, à Marseille, pour un diaphragme dit *diaphragme obturateur instantané Tissot*.

619° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vailé (Robert), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les propulseurs de bateaux et navires (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 28 avril 1876).

620° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Veroux (Charles), entrepreneur-constructeur, et Delellio (Louis), à Douai, pour un modèle de construction en fer, au lieu de bois, des théâtres de salimbanques, cirques, etc. érigés dans les champs de foire.

621° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vuitton (Louis-Joseph-Victor), mécanicien, représenté par le sieur Boisseau, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 33, pour un appareil fumivore applicable à tous les foyers quelconques, industriels ou domestiques.

622° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alexy (Louis), arquebusier, élisant domicile chez le sieur Gricza, à Paris, rue Bourbon-Villeneuve, n° 61, pour un système de chambre à culasse de canon.

623° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baudet (Paul), représenté par le sieur Mathien, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des produits et boissons alimentaires combinés par l'emploi des eaux et des sels minéraux.

624° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bernardin (Louis), montée Saint-Barthélemy, n° 26 bis, à Lyon, pour un galet servant à la fabrication des chenilles.

625° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bié (Paul) et Romero (Antonio), à Paris, rue Rambuteau, n° 23 et 25, pour un mécanisme applicable aux clarinettes à treize clefs et aux clarinettes Boehm.

626° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boulanger (Alexandre-François-Michel), fabricant, à Paris, rue Saint-Louis-au-Marais, n° 86, pour une machine à couler l'étain en feuilles.

627° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Catenot (Joseph-Alexandre-Auguste), à la Mulatière, près Lyon, pour un instrument de pesage dit *levier Catenot*.

628° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Cateau (Louis-François), mécaniciens, rue des Champs, n° 4, à Roubaix, pour un système de mécanique Jacquart applicable aux métiers mécaniques.

629° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chevalier (Antoine), négociant, représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour l'application du jonc, rotin, bambou et filière à la fabrication des boîtes de toute espèce et des cadres.

630° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Colette (Jean-Jacques-Victor) et son épouse, née Fontaine (Célestine-Adrienne).

fabricants de dentelles, représentés par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour un genre de dentelle dite *dentelle Colette*.

631° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Collin-Lefebvre (Jean-Baptiste), négociant, à Givet, pour un aggloméré de tan et de charbon ou de coke destiné au chauffage.

632° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Colombet (Louis), chef de station des lignes télégraphiques, à Paris, rue Chevert, n° 26, pour un appareil télégraphique imprimant.

633° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Daussonne (Raymond), serrurier, place Pouzonville, n° 5, à Toulouse, pour un porte-volet pour devanture de magasin.

634° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Degraevl (François), chez le sieur Boissonnet, pharmacien, cours de Broches, à Lyon, pour moteur mécanique à main (principes du levier et du volant).

635° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Dorgeval fils, chez le sieur Fouillat, rue Ferrandière, n° 14, à Lyon, pour un appareil mécanique applicable aux métiers à tisser de toute nature.

636° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Fourmaux (Edouard) et Renaut (Jean-Baptiste), fabricants de toiles à Provin, pour un genre de sac dit *sac neutralisateur*, pour écumé et pulpe ordinaire.

637° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Graillat (Paul), négociant, à Saint-Vallier, pour un appareil devant servir au cuvage des vins sans évaporation.

638° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guérand (Modeste), fabricant de carrés et d'encliquetages, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un tour à chariot destiné au dressage des carrés de montres.

639° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur Hue (Pierre-Armand), professeur d'hydrographie, rue de Verrandois, n° 8, à Rochefort, pour un régulateur électrique applicable aux moteurs mécaniques et spécialement aux machines à vapeur.

640° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Langlois (Louis-Napoléon), à Paris, rue de Cléchy, n° 72, pour un appareil propre à séparer les minerais d'avec leur gangue.

641° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefebvre (Eugène-Gabriel), arquebusier, représenté par le sieur Mathien, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la combinaison et la fabrication des armes à feu.

642° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lefèvre frères (Remy) et Laurent, menuisiers, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un rabot ou affûtage à pivot mobile.

643° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Léger (Victor-Samuel), à Paris, avenue et impasse d'Antin, aux Champs-Élysées, pour une disposition de capotage mobile applicable à toutes espèces de voitures.

644° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Ligonnet (François), rue Grisée, n° 36, à Lyon, pour une ferrure à ressort s'adaptant aux portes volantes ou autres.

645° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Michoud (Louis) et Travers (Guillaume), chez le sieur Rambaud, cours de Brosses, n° 9, à Lyon, pour un procédé mécanique pour le polissage des étoffes.

646° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Morand (Félix), plumassier, à Paris, rue des Gravilliers, n° 32, pour un appareil sur-mivore dit *auto-clapc Morand*.

647° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Morennes (Raymond), ingénieur-mécanicien, à Paris, rue de Douai, n° 32, pour un appareil télégraphique imprimeur.

648° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le général Prévost, baron d'Arincourt (Charles-Marie-Alexandre), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour distillation des rognures de zinc et des plaques dites *numéros 1 et 2*, et des rognures et déchets de la galvanisation.

649° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prud'homme (François-Ferdinand), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour un système de machines élévatoires ayant pour but d'extraire l'eau de profondeurs indéfinies et d'un seul jet.

650° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Riou (Clément), manufacturier, rue Duquesne, n° 37, à Lyon, pour un appareil à marquer dit *memento contrôleur*.

651° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Rollet (Jean), cours Vitton, n° 48, à Lyon, pour un flotteur régulateur d'alimentation des chaudières à vapeur.

652° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vidal (Louis-Eugène), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un appareil destiné à la pénétration étanche et par pression des matières conservatrices dans les conduits capillaires des bois.

653° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Weiller (Moïse), à Angoulême, pour un système de toiles métalliques applicable aux machines à papier.

654° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bandet (Paul), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour application des tissus élastiques en général à la confection des vêtements d'hommes.

655° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baudot (Louis), menuisier-mécanicien, à Paris, rue de Montmorency, n° 49, pour un mètre ou décimètre en métal à coulisse et à ressort.

656° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berthemail (Pierre), à Paris, rue de Montreuil, n° 107, pour un genre de construction de voûtes de combles.

657° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bezard (Pierre-François-Jean-Baptiste), à Paris, rue des Halles, hôtel du Centre, pour la fabrication en laine, coton, soie et fil, des bas et chaussettes diminués sans coutures.

658° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bezard (Pierre-François-Jean-Baptiste), à Paris, rue des Halles, hôtel du Centre, pour fabrication en laine, coton, soie et fil, des bas et chaussettes coupés sans couture.

659° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 oc-

tobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Boucard (Françoise), confectionneuse, à Paris, rue de Rambuteau, n° 4, pour un genre de meuble dit *commode-chapelle*.

660° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouyat (Pierre), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de robinet à excentrique et à double effet.

661° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charvin (Antoine), à Paris, rue Neuve-Pigalle, n° 10, pour un système de jouet d'enfant.

662° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Daumesnil (Albert-Pierre-Georges) et Bourgeois (Eugène), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un lit hygiénique perfectionné pour malades et blessés.

663° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Changy (Charles), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un châssis-pressé à reproduction photographique.

664° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Debayes (Charles), chez le sieur Mainfroy, à Paris, rue Fleury, n° 3, quartier de la Chapelle-Saint-Denis, pour un système de laboureur mécanique.

665° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dollier jeune (Jacques), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de boucle laitonisée.

666° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dunlop (John-Macmillan), représenté par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour des perfectionnements dans les machines à éplucher le coton (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 1^{er} juillet 1876).

667° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Franquinet (Eugène), industriel, élisant domicile chez le sieur Malcotte, à Paris, rue des Vieilles-Haudriettes, n° 1, pour la fabrication des fers plats et carrés, gros et petits, ainsi que tôles pour blindages, au moyen de cylindres sans cannelures dits *cylindres plats*.

668° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jones jeune (Josiah), représenté par le sieur Basset, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour perfectionnements dans la construction et l'armement des vaisseaux.

669° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lebaudy (Louis), représenté par le sieur Buvel, à Paris, rue Ollivier-Saint-Georges, n° 12, pour perfectionnement dans le chauffage des fours.

670° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Lefevre-Lefevre (Louis-Félix), fondeur, à Saint-Quentin, pour un four à retour de flamme chauffé au charbon de terre ou au bois pour la cuisson du pain.

671° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Lemaire (Benoit-Joseph), à Saint-Quentin, pour presse oscillatoire suivie d'une presse cylindrique à toile continue pour l'extraction des jus de la betterave et autres racines propres à la fabrication du sucre et de l'alcool.

672° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loft (John-Thomas), architecte, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à imprimer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 2 avril 1876).

673° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 oc-

tobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Marousé-Wins, industriel, élisant domicile chez les dames Legrand, rue Royale, n° 77, à Lille, pour cendres de bois ou de tous autres végétaux lessivés, remplaçant le noir animal dans la fabrication du sucre de betterave.

674° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marsh (John-Edwin), représenté par le sieur Merkus, à Paris, rue des Juifs, n° 16, pour une cheville taraudée à bout plat dite à ciseau.

675° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martinole (Germain), marchand de bois des îles, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour l'application des moyens ou procédés propres à l'utilisation des bois tranchés mécaniquement.

676° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mercier (Zacharie-Joseph), à Paris, rue des Batailles, n° 12, pour un genre de robinet à gas.

677° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Naslot (Marie), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une binette-sarcloir.

678° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perrotti fils (Pascal), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour un appareil-foyer.

679° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Phéloux (Antoine-Alexandre), à Paris, rue Quincampoix, n° 75, pour un système de moteur atmosphérique.

680° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Picot de Boisfeillet, Morel et Gelin, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 11, pour un procédé de gravure.

681° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Piver (Alphonse-Honoré), à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 10, pour filière et moule propres à la fabrication du savon de toilette.

682° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Tarn-et-Garonne, par le sieur Rebel (Benoist), mécanicien, à Moissac, pour une machine à nettoyer les blés et autres céréales, pour le commerce, la minoterie et la meunerie.

683° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Reese et Wickmann, fabricants, représentés par le sieur Jules Cohn et compagnie, à Paris, rue d'Enghien, n° 24, pour un genre de boisson (extrait de coques de cacao).

684° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Turner (William), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une machine servant à fabriquer ou pétrir la pâte (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 1^{er} avril 1878).

685° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Van Santon (Henri-Nicolas), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de jalousies.

686° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Vialatte (Jacques), charpentier, et Robert (Paul-Auguste), serrurier, le premier, à Paris, rue des Moines, n° 2, quartier des Batignolles, le second, rue Chevalier, n° 58, village Levallois, pour un appareil ferme-porte.

687° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ancelin (Louis-François), droguiste, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris,

boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une composition curative des végétaux dite *essence végétophile*.

668° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barth (Pierre-Frédéric), mécanicien, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans la fabrication des charnières pour broches, épingles et autres objets.

669° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bergougnieux (Camille), à Paris, rue du Bac, n° 24, pour procédé de dessiccation des appartements.

690° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Burley (Richard), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une substance ou alliage propre à former ou à revêtir les supports ou coussinets des essieux, axes, arbres et autres parties de machines exposées au frottement (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 31 mars 1876).

691° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Cavagna (François), négociant, rue Dauphine, n° 51, à Marseille, pour un procédé de distillation et d'épuration des huiles minérales fossiles.

692° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Debatenc (Joseph), serrurier, à Paris, rue Montmartre, n° 32, pour perfectionnements apportés à la fabrication des robinets.

693° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Derognat (Gustave), rue Malesherbes, n° 43, à Lyon, pour procédés pour imprimer, brocher, broder sur toutes espèces d'étoffes tissées en biais.

694° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Fauquet (Laurent) et Vaguet (Philbert), mécaniciens, à Elbeuf, pour un système de chasse-navette.

695° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Filliette (Joseph-Adolphe) et Martin (Jules-Stéphane), élisant domicile chez le premier, à Paris, rue du Chemin-Vert, n° 32, pour un appareil destiné à servir les huîtres dit *banc d'huîtres de table*.

696° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fillion (Louis-Joseph), représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans les métiers à tisser.

697° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ardèche, par le sieur Gerbaud (Casimir), chaudronnier, à Aubenas, pour un appareil de chauffage par la vapeur dit *thermost-it*, à courant chaud et humide, à l'usage des fabriques de soie.

698° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Gervais (Louis-Marie-Joseph-Alfred), rue des Étuves, n° 2, maison Mion, à Montpellier, pour un appareil dit *tritrateur locomobile à vapeur*, appliqué à la trituration des sels de mer ou à tout autre usage.

699° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Gillot et Gauthier, fabricants, rue Sainte-Catherine, n° 13, à Lyon, pour une méthode de fabrication des galons pour ornements d'église et des bordaloux pour chapeaux.

700° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gouda-Scheidel et compagnie, représentés par le sieur Amoureux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour un genre de fermoir applicable aux porte-monnaie, porte-cigares, cabas, sacs et autres objets analogues.

701° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 oc-

tobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Guinand (Antoine-Romain), boulevard de la Madeleine, n° 10, à Marseille, pour un propulseur à force centrifuge pour les navires.

702° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guyot d'Arlincourt (Ludovic-Charles-Adrien), à Paris, rue La Bruyère, n° 3, pour un appareil télégraphique imprimant.

703° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jordan (Samson) et Gailliard (Jules-Camille), à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 60, pour une méthode métallurgique pour l'obtention des fontes, fers et aciers supérieurs, avec toutes natures de minerais et de fontes de fer.

704° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lauth (Bernard), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de laminoir propre à glacer les tôles.

705° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Morewood (Edmond) et Whytock (Andrew), représentés par le sieur Basset, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour des perfectionnements dans les procédés employés pour revêtir ou doubler les métaux et dans les appareils dont on se sert à cet effet (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 24 mars 1876).

706° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mornet (Louis), jardinier, à Paris-Batignolles, rue de la Ferme, n° 5, pour une composition curative pour arbres et fleurs.

707° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par les sieurs Parizot (Michel-Joseph-Ernest), fabricant de dentelles, et Streiff (Charles-Joseph), dessinateur en dentelles, à Mirecourt, pour un genre de dentelle dite *dentelle poi-kilna*.

708° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pierrot-Grisard (Jean-Baptiste), fabricant de pièces d'armes, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fabrication de canons de fusil de toutes dimensions.

709° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société C. Pitre et E. Mathieu-Plessy, représentée par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements apportés à la fabrication de la bière.

710° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pouget (Louis-Auguste), lampiste, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 39, pour perfectionnements apportés dans la fabrication des lampes à huile minérale et autres.

711° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rebel fils (Benoît), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine à vanner, nettoyer, diviser et trier le grain et autres céréales.

712° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rebel fils (Benoît), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine à battre, à égrener, à hacher la paille et à nettoyer le grain et autres céréales.

713° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sabatier-Blot (Jean-Baptiste), peintre en miniature et photographe, à Paris, rue de Valois (Palais-Royal), n° 37, pour un appareil destiné à faire les épreuves photographiques en pleine lumière, pour vues, monuments, portraits, etc.

714° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Salomon fils (Ferdinand), employé, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boule-

vard de Strasbourg, n° 23, pour un système de ressort à brisure pour cages-jupons, tournures, etc.

715° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Testu (Charles-Nicolas), tourneur, élisant domicile chez le sieur Morel, commissaire de police, à Paris, rue des Boulangers, n° 40, pour un genre d'embouchure d'instrument de musique.

716° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wiss (Remi), représenté par le sieur Reluze, à Paris, rue Baillet, n° 3, pour procédé de fabrication d'un pain d'épice dit à la *mouche à miel*.

717° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par les sieurs Zani frères (Charles) et (Joseph), fumistes-mécaniciens, à Chaumont, pour procédés de chauffage des wagons de chemins de fer par la vapeur et l'eau.

718° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Achard (Joseph), manufacturier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la construction des châssis en fer ou en bois.

719° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bariquand (Louis-Ferdinand-Jules), mécanicien, représenté par le sieur Claës, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 35, pour l'application du découpage à la fabrication de certains articles de quincaillerie.

720° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonnatte (Joseph-François), représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour appareil débourbeur pouvant s'adapter à toutes espèces d'appareils à distiller pour les rendre propres à la distillation des matières pâteuses.

721° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Braconnier, Delaune et compagnie, représentée par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des moyens de produire en tapisserie l'imitation des fourrures et spécialement de l'hermine.

722° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société L. et J. Bricout et E. Berlet, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un hydro-carburateur.

723° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chanès (Joseph), à Paris, rue des Filles-Dieu, n° 16, pour perfectionnements à la préparation du jonc destiné à remplacer la baleine dit *baleine espagnole*.

724° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Christofleau (Louis), maréchal, à Esvres, pour une monture de faux et de sape servant au fauchage des céréales et herbages.

725° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Christofleau (Louis), maréchal, à Esvres, pour le corroyage au moyen du borax, du fer et de l'acier fondu, et l'application des instruments à travailler la terre.

726° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Cope (David), représenté par le sieur Zacharie, rue de Bourbon, n° 40, à Lyon, pour des perfectionnements dans les tambours, tonneaux, barils et emballages de ce genre, et dans le mécanisme ou appareil employé dans la fabrication desdits emballages.

727° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 11 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Croizette (Émile-Charles-Louis), sellier-harnacheur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des harnais.

728° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dantier (Charles-Pierre-Jean), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de papier à copier la musique.

729° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Darlu (Édouard), licencié en droit, à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 38, pour application des produits de la soudière à l'industrie agricole.

730° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Delorme (Stéphane), gaulfeur, et Pinson (Jean-Théophile), passementier, à Paris, le premier, rue de Rambuteau, n° 78, et le second, passage Neveu, n° 3, pour un genre de bouton dit *bouton magafique*.

731° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Demont (Adolphe), fabricant de poterie, et Bas (Edme-Charles-Jean), à Paris, le premier, rue des Bourguignons, n° 35, le second, rue de Provence, n° 11, pour pâte céramique pour la production de peintures et sculptures, genre fresque, de marbres de toute nature, etc.

732° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Nièvre, par le sieur Drure (François), ébéniste, rue du Doyenné, n° 3, à Nevers, pour un genre de règle dite *règle d'escompte*.

733° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Ducrocq aîné (André), chaudronnier, à Saint-Quentin, pour un système de fourneaux fumivores applicables à tous les appareils de chauffage des usines et aux usages domestiques.

734° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Ermel (Alexandre-Joseph), mécanicien, à Fluquières, pour un genre de semoir à tous grains.

735° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Estabrook (Edwin), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des bombes.

736° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gillon (Hippolyte), négociant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux appareils d'éclairage.

737° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leiter (Joseph), fabricant d'instruments et appareils de médecine et de chirurgie, représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour un système de fabrication d'instruments et appareils de médecine et de chirurgie en caoutchouc durci ou plastique (brevet autrichien de quinze ans, expirant le 6 septembre 1877).

738° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 9 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemoine (Jules), pharmacien, à Paris, rue Saint-Paul, n° 34, pour système d'obturation applicable aux douves des fûts, réservoirs, etc.

739° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lumley (Henry), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de gouvernail (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 19 avril 1876).

740° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Vienne, par le sieur Machet (Jean-Charles), maréchal, à Charroux, pour un système de charrue.

741° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Navarron (Joseph), à Château-Gaillard, pour un genre d'étui à lunettes en corne et en écaille, et garni avec toute sorte de métaux.

742° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1862, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nussey (Nicholas), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à peigner la laine, le lin, le coton la soie et autres matières fibreuses (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 avril 1876).

743° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pétrie (John), quincaillier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les appareils à refouler l'air (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 10 avril 1876).

744° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Remy frères et Roger, fabricants de bonneterie, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour chausstures en tissu-ricot feutré, rayé et à carreaux, avec semelles cousues et clouées.

745° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Seynaeve (Louis) et Desmazières (François), mécaniciens, à Roubaix, pour un système de mécanique Jacquart, spécialement applicable au tissage mécanique dite *Jacquart à rabat, mouvement à cric*.

746° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thibault (Pierre), fabricant de lampes, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 20 (rive gauche), pour une lanterne spécialement destinée à l'usage de la lampe schiste, mèche plate à globe et fumivore.

747° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Whipple (Milton-Dexter), représenté par le sieur Basset, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour des perfectionnements dans les machines propres à tailler les limes (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 10 septembre 1876).

748° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Barge fils (Jean), coutelier, à Thiers, pour un genre de couteau fermant, à une ou plusieurs pièces, sans clous au ressort, et le manche d'une seule pièce.

749° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Bérard (Constantin-Marius), mécanicien, chemin de Saint-Just, n° 8, à Marseille, pour une machine à fabriquer les briques, tomettes, tuiles et autres composés d'argiles.

750° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Bienville (Élie-Joseph), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour un conducteur ou transmetteur polysphéro-articulaire.

751° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Breton (François-Pierre-Hippolyte-Ernest), à Paris, rue Richer, n° 12, pour un album de timbres-poste.

752° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Busschop (Émile-François-Paul), élisant domicile chez le sieur Pruvost, à Paris, rue d'Arcole, n° 7, pour un flotteur et son échelle volumétrique servant de guide et de contrôle à l'injection des bois en vase clos.

753° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Butt (Jean-Guillaume), mécanicien, et Martin (Jean-Alfred), négociants, à Paris, rue Saint-Maur, n° 238, pour une machine à vapeur locomobile.

754° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Cavalier (Louis), rue de l'Esplanade, n° 1, à Cette, pour une machine à manège destinée à la fabrication d'un genre de bonchons dits *bondes rayées*, pour les tonneaux.

755° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur

Charbonnier (Alexandre), mécanicien, rue du Chemin-de-Fer, n° 12, à Épernay, pour un pupitre à doser et à transvaser les vins mousseux.

756° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Communal fils (Bertrand), à Gontand, pour un instrument dit *acoustique Communal*.

757° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Corrèze, par le sieur de Corn (Joseph), à Claredent, pour un système de fabrication du papier consistant en un procédé appliqué à la forme ronde à danaïde intérieure dans le but d'obtenir la levée instantanée du papier.

758° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Danguy jeune (Julien), constructeur-mécanicien, rue Lafayette, n° 45, à Rouen, pour un guide-mèche désembrayeux dans les rota-frotteurs.

759° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur David (Jean-Baptiste), mécanicien, boulevard Chave, à Marseille, pour une échelle mécanique dite *échelle sans fin*.

760° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Davin (Frédéric), manufacturier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine à feutrer.

761° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desnos-Gardissal (Charles-Jules-Pierre), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour appareils régulateurs et mesureurs de la pression des gaz.

762° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Dussacq (Félix) et compagnie, rue Ausone, n° 20, à Bordeaux, pour un fer façonné au laminoir dit *fer à gorge*.

763° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Falcot et compagnie, cours Lafayette, n° 99, à Lyon, pour une balance simplifiée dite *balance à jour*.

764° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Guillermin (Pierre-Louis), représenté par le sieur Zacharie, rue de Bourbon, n° 40, à Lyon, pour application au métier ordinaire à tisser les étoffes façonnées avec un mécanisme à la Jacquart d'un système de fabrication de galons-colonnes or et argent fins, or et argent faux et soie à colonnes et à coquilles.

765° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hanriot (Pierre), à Paris, rue Pascal, n° 4, pour un perfectionnement apporté à la râpe à fruits.

766° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Keeck (Thomas), représenté par le sieur Tolhausen à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, pour des perfectionnements aux batteries flottantes ou navires cuirassés (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 6 octobre 1876).

767° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefèvre (Clovis-Eugène), serblantier, à Paris, petite rue Saint-Pierre, n° 22, pour un geure de cafetière à filtre.

768° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Lekieffre (Ghuislain), à Denain, pour un procédé de désinfection des futailles ou tonneaux.

769° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur

Malauzet (Etienne), rue Mautrec, n° 6, à Bordeaux, pour un appareil rotateur tubulaire de distillation et de rectification des matières résineuses et bitumineuses.

770° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martinod (Hippolyte), représenté par le sieur Barral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour une machine à imprimer les papiers peints.

771° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mauger-Daniel (Eugène-François), fabricant de convertis, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fabrication des convertis et autres articles de table.

772° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Maury (Jacques-Honoré) et Mouttet (Etienné-Napoléon), rédacteur du Courrier du Havre, le premier, rue Thiébaud, n° 75, le second, rue Louis-Philippe, n° 40, au Havre, pour un robinet aérifère.

773° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Mouche (Jean-Joseph-Bienvenu), serrurier, rue Dauphine, n° 33, à Marseille, pour un procédé ayant pour objet de détruire et de prévenir les dépôts ou incrustations dans les chaudières à vapeur.

774° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Myers (Thomas), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux compteurs d'eau, de gaz et autres fluides (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 17 mars 1876).

775° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Pouverel (Jean), rue Montfaucon, n° 52, à Bordeaux, pour un cylindre de machine à vapeur dit *bis-moteur*.

776° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Raynaud (François), mécanicien, à Paris, chaussée de Clignancourt, n° 9, pour un système de frein mobile à sabot articulé pour voitures.

777° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Smith (Benjamin), filateur, rue Écuyère, n° 1, à Rouen, pour un moyen de préparation du chanvre, du lin et du phormium pour le peignage.

778° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Vacher (Jean), fabricant de battants, rue Passerat, n° 16, à Saint-Etienne, pour un genre de battants pour métiers à tisser les rubans, les étoffes et tous autres tissus.

779° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vattier (Nicolas), fabricant d'objets en terre cuite, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un genre de briques destinées aux constructions solides et économiques.

780° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wanklin (William), filateur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la préparation du coton (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 30 juillet 1876).

781° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Arrault (Joseph), conducteur des ponts et chaussées, et Gache et Detroie, ces derniers représentés par le premier, à Paris, rue Couesnon, n° 19, quartier du Petit-Montrouge, pour la manœuvre des disques posés sur les lignes des chemins de fer.

782° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ashe (Edward-David), officier de la marine anglaise, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la commande des

arbres moteurs des machines marines et autres (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 28 mars 1876).

783° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Barrier (Jean) et Lapaire (Gilbert), cours Saint-Jean, n° 222, à Bordeaux, pour un appareil à effets multiples pour la distillation des térébenthines et la rectification des huiles minérales.

784° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Vienne, par le sieur Berbessou (Jean), maréchal ferrant, à Châlus, pour un appareil devant servir à ferrer les chevaux et les bœufs et à soigner toute espèce d'animaux domestiques.

785° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cassan (Alfred-Edmond), menuisier, élisant domicile chez le sieur Fontaine, à Paris, rue de Montmorency, n° 9, pour des châssis de couches, fer et bois (système Fromont).

786° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Casson (Jacques), peintre en bâtiments, à Clermont-Ferrand, pour un genre de plaques métalliques peintes destinées à la peinture décorative, au dessin et à l'écriture.

787° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Chaboseau (Pierre-Claude), négociant, et Siegstein (François-Xavier), fabricant de corsets, représentés par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de corset dit *corset basquine*.

788° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la compagnie anonyme des forges de Châtillon et Commentry, à Paris, rue du Conservatoire, n° 11, pour un procédé de coupage des vieux rails et autres fers profilés analogues, à transformer en barres du commerce.

789° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Comte (Antoine), passementier, rue Bourgneuf, n° 11, à Saint-Étienne, pour une disposition du métier à tisser les rubans ou étoffes.

790° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Demeule (Gustave), rue Berthelot, à Elbeuf, pour un système de réflecteur applicable aux lanternes de ville, dit *réflecteur parabolique, elliptique, hyperbolique ou conique*.

791° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Derron (Louis-Charles), mécanicien, représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour un système de séchoir-à-étendage à double effet.

792° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Fassio fils aîné (Philippe), fumiste-plâtrier, rue des Orangers, n° 1, à Nîmes, pour un système de plusieurs cheminées à un seul tuyau.

793° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gantier (Désiré-Charles-Joseph), directeur de l'usine à gaz du Havre, représenté par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour perfectionnements dans les lanternes à gaz.

794° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Loir-et-Cher, par le sieur Germain (Jean-Alexandre-Léon), à Vendôme, pour une poudre destinée à faire cailler le lait dite *présure végétale*.

795° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Goret père (Antoine), meunier, à Mettray, pour un système d'engraineur.

796° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 oc-

tobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goursseau fils aîné (Léonard), représenté par le sieur Blaison, à Paris, rue Saint-Laurent, n° 7, pour un système de blindage élastique.

797° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la demoiselle Gros (Anette), à Condrieu, pour application de la machine à coudre à la confection des gants.

798° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jourdan-Gozarino (Jean-Baptiste) et la demoiselle André (Honorine), à Paris, rue des Dames-Batignolles, n° 28, pour une disposition de briquet dit *briquet à frottement circulaire*.

799° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefevre (Jean-Édouard-Jules), fabricant de bronze d'imitation, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les décorations des pendules, candélabres, flambeaux et autres outils en zinc ou autre imitation de bronze.

800° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Léger (Pierre-Joseph), fabricant d'horlogerie, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Saint-Apolline, n° 2, pour des perfectionnements dans les appareils de galvanoplastie, de dorure, d'argenture, etc.

801° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nordez (Ernest-Bon-Léon), professeur, à Paris, rue de la Pépinière, n° 14, pour un appareil pour allumer le gaz, dit *phloxogaz*.

802° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lillie (John-Scott), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés au pavage des routes et des rues.

803° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Adrien-Georges-Amand), à Paris, rue de la Goutte-d'Or, n° 42, pour un essieu coudé pour locomotives.

804° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ménevalle (Étienne) et Marete (Ernest-Victor), à Paris, le premier, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 126, et le second, rue du Havre, n° 10, pour un accouplement de deux arbres de machine tournant en sens contraire.

805° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Mirland et compagnie, fabricant de pâtes de pommes, à Bavay, pour conserve de pulpe de rhubarbe.

806° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Oudot (Alexandre-Jean-Félix), entrepreneur de menuiserie, et Barillet-Deschamps (Jean-Baptiste), architecte de jardins, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un châssis de couche perfectionné.

807° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pinson (Jean-Théophile), passementier, à Paris, passage Neveu, n° 3, pour un genre de cadres dits *cadres artistiques*.

808° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Plisson (Paul), cuisinier, rue des Ursulines, n° 7 bis, à Tours, pour un pliant de poche.

809° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prud'homme (Pierre-Désiré), mécanicien, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour l'application de l'aimant à l'établissement de communications et services divers sur les trains en marche ou en détresse.

810° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Raymond (Alexandre), élisant domicile chez le sieur Raymond (Lucien), à Paris, rue de Crimée, n° 34, pour un appareil de sûreté pour broches, épingles, etc.

811° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Regnier (Pierre-Adrien), sculpteur, à Paris, rue du Delta, n° 16, pour application de l'hélice conchoïde à la ventilation en général.

812° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Roger (A^m) et compagnie, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une trousse de couture pour dames.

813° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Schusenbach (Sébastien), chimiste, élisant domicile chez le sieur Zimmer, notaire, à Strasbourg, pour un procédé de fabrication du sucre de betterave.

814° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Belou (Jacques), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un procédé propre à opérer la carbonisation, la dessiccation et la distillation de certaines matières.

815° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blatter (Henry), représenté par le sieur Barral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un frein à ressort tendeur mécanique dit *frein Blatter*.

816° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Burdet (Ursule-Antoinette Chapelon) et le sieur Pinaire (Auguste), mécanicien, représentés par le sieur Plumier, route de la Révolte, n° 12, à Neuilly, pour une machine à découper et à estamper dite *mouton mécanique*, à mouvement continu.

817° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chrétien (Joseph-Louis), à Paris, rue Godot-de-Mauroy, n° 17, pour un instrument propre à prendre la mesure exacte des vêtements d'homme.

818° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Corhaz (Georges), mécanicien, rue de Sèze, n° 80, à Lyon, pour un métier mécanique propre à la fabrication et au tissage de tous genres de rubans.

819° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur d'Artenn (Joseph-François), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 13, pour des tuyaux de tôle enroulée et agglutinée.

820° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Delecourt (Henri-Narcisse), mécanicien, rue du Curé-Saint-Sauveur, n° 2, à Lille, pour un porte-barreaux à talus pour fourneaux de générateurs et autres.

821° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Dépensier et Moreau, fabricants de quincaillerie, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de timbre de porte dit *va-et-vient*.

822° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par le sieur Didelot (Joseph-Étienne), curé desservant, à Marre, pour un genre de charrie à avant-train.

823° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Dory (Jean-François), rue de Rachais, n° 29, à Lyon, pour un système de fabrication de roues en fer à wagons.

824° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Faure

(Paulin), entrepreneur, à Grenoble, pour un système de tour volant, à double rochet, mécanisme servant pour un échafaudage de même nom.

825° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Geslin (Charles-François) et (Alexandre-Dominique), commis négociants, représentés par le sieur Dauberville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour un genre de cadres en porcelaine pour photographies, miniatures, sujets plastiques, portraits, gravures et tous sujets artistiques.

826° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Girard (Jean-Élie-Eugène), à Paris, passage Véro-Dodat, n° 5, pour un mode de publicité.

827° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Groffier (Frédéric-Jean), mécanicien, à Paris, avenue de la Mothe-Piquet, n° 65, pour régulateur alimentaire pour l'alimentation des chaudières à vapeur et l'élévation des liquides.

828° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Grillet (Louis) et Malherbe (Alphonse), armurier, représentés par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour des perfectionnements apportés dans la construction des armes à feu se chargeant par la culasse et autres.

829° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Indre, par le sieur Jamet (Théodore), à Argenton, pour un procédé servant à obtenir de la marqueterie imprimée sur les meubles.

830° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par le sieur Jouffrain (Pierre), charron, à El-Achour, pour un système de chariot à piquages mobiles.

831° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Pit et C. Jourde, représentée par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un moyen d'opérer la carbonisation industrielle des bois.

832° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lallement (Honoré-Placide), instituteur, représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un appareil solaire perfectionné.

833° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lecomte (Charles-Edouard), entrepreneur de menuiserie, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction des brouettes à bascule et autres appareils de terrassement.

834° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lécu (François-Nicolas), marchand d'articles pour photographie, représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour une cuvette sensibilisatrice et développatrice pour la photographie.

835° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemercier (Adolphe), fabricant de couleurs, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour l'application de la raclure et de la poudre d'os, colorée et non colorée, à divers produits industriels.

836° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Martin (Théodore), serrurier, rue Notre-Dame, n° 4, à Nîmes, pour un X mobile destiné aux fermetures des magasins et autres.

837° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Murray (James-Oswald), négociant, à Paris, rue Bergère, n° 3, pour l'application à la confection des tabourets et petits tapis de pieds, du tissu lamé-long-poil dit *scald-kin*, ou d'autres tissus pareils.

838° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mushet (Robert), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux moyens de garnir, de réparer ou d'entretenir en bon état les fours à puddler (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 24 avril 1876).

839° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paillet (Claude-Emile), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 189, pour un mastic destiné à la fermeture des joints de tuyaux et conduites.

840° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Pasquier (Eugène), mécanicien, rue de Thillois, n° 36, à Reims, pour un appareil propre au dégraissage, au lavage et à la teinture des laines et autres matières dit *dégraissageuse-laveuse*.

841° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Planat (Félix), docteur en médecine, à Villoreville, pour une pierre artificielle moulée imperméable.

842° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Ravinet (Jean-Marie), rue Lorette, n° 1, à Lyon, pour une mécanique à nettoyer et frotter les parquets ou carrelages d'appartement.

843° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Orne, par le sieur Saumur (François-Jacques), mécanicien, à Laigle, pour un genre d'épingles en fil métallique pour attacher les vêtements, les tissus et les étoffes, également applicable à la fabrication des pointes, des clous, des briquets, des rivets, des vis et des fausses vis en fil de fer et autres métaux, et pour les machines et procédés employés à cet effet.

844° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schlosser (François-Xavier), mécanicien, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans les machines à fabriquer le mortier de tout genre.

845° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blavet (Auatole-Albiu), quincaillier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les appareils d'éclairage.

846° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Bysterveld (Antoine-Guillaume-Henri), professeur de coiffure, représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour un album perpétuel de coiffures dit *album de Bysterveld*.

847° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cabasus (Francisque), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une lampe dite à *siphon*, pour brûler les huiles de résine et autres.

848° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chataing (Côme-Damien), à Paris-Belleville, place de l'Eglise, n° 7, pour un repasseur et séchoir mécanique.

849° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chevallier (Eugène), fabricant chemisier, représenté par le sieur Lavallo, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de devants de chemise.

850° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delorieu (Jean-Baptiste), fabricant d'acier, représenté par le sieur Boisseau, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 33, pour un four à fondre l'acier en grandes quan-

tités au moyen d'un courant d'air froid ou chaud, directement dans un four à puddler approprié à ce système.

851° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubois (Charles-Marie), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour l'application d'un système de moteur à détente mobile à différentes machines et métiers mécaniques.

852° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Duprat (Jean-Henri), cours du Jardin-Public, n° 33, à Bordeaux, pour barrières et palissades dites *bordelaises*.

853° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Guiot (Bernard), mécanicien, à Darcy, pour un marteau à rhabiller les meules de moulin.

854° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Haas (Jonas), fabricant de chapeaux et de casquettes, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour emploi du feutre conjointement avec d'autres matières et son application.

855° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Jacquet aîné (Nicolas-Joseph), mécanicien, à Arras, pour un parachute pour mines et carrières, en cas de rupture du câble.

856° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Kelday (John), directeur de l'établissement des eaux d'Arras, à Arras, pour un compteur à eau.

857° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Lamotte-Milis (Jean-François), fabricant de ferronnerie, à Givonne, pour des poêles à frire à queue et rivées dites *poêles ardennaises*.

858° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lamoureux (Louis-Aimé), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la construction des moules à plâtre.

859° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par les sieurs Langenhagen et Hepp, fabricants de chapeaux de paille, à Saar-Union, pour un genre de chapeaux dits *chapeaux tresses en palmier ou panama*, sans couture.

860° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par les sieurs Langenhagen et Hepp, fabricants de chapeaux de paille, à Saar-Union, pour une manière de terminer les bords des chapeaux en palmier et panama.

861° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Margueritte (Louis-Joseph-Frédéric), représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des dispositions applicables aux becs à gaz.

862° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Mathieu (Auguste), carrossier, représenté par le sieur Caron, comptable, à Lille, pour un moyen de cintrage et d'écussonnage des cercles en fer et en bois pour les tonneaux.

863° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Vienne, par les sieurs Parant (Jules-Léobon), fabricant de porcelaines, et Bonnetraud (Pierre), contre-maître d'usine, le premier, rue de la Courtine, n° 4, à Limoges, et le second, au moulin Palléot, près Limoges, pour une machine destinée à manœuvrer les wagons en gare par un seul homme.

864° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire,

par le sieur Peteuil (Pierre), cultivateur, à Creusefond, commune de Curgy, pour un genre de cloche en terre cuite.

865° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Peteuil (Pierre), cultivateur, à Creusefond, commune de Curgy, pour un couvre-feu en terre réfractaire.

866° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Peyronnet et Laprade, fabricants de rubans, place Saint-Charles, n° 12, à Saint-Étienne, pour un genre de rasoirs appliqués aux métiers de rubans ou d'étoffes de velours qui se fabriquent à doubles pièces superposées.

867° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par les sieurs Pillot (Alexis), Bossy (Pierre) et Giraudeau (Louis), à Rochefort, pour un four-étuve pour la cuisson du pain.

868° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Pinsard (Zéphirin), négociant, rue Beaubrun, n° 32, à Saint-Étienne, pour un système de serrures à palastre et cloisons d'une seule pièce, embouties, soudées ou rivées dites *serrures à boîte d'une seule pièce*.

869° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Régulier (Jean-Joseph) et Tétévinde (Jean-Baptiste), à Paris, le premier, rue Saint-Honoré, n° 69, et le second, boulevard de Magenta, n° 126, pour un système de jonction et d'assujettissement des rails et des coussinets des chemins de fer.

870° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rigo (Edouard-Maximilien-Augustin), négociant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux métiers dits à la Jacquart.

871° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rocher (Louis-Amable), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour un système appliqué aux wagons.

872° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Schaffer et Budenberg, constructeurs, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la construction des compteurs à eau et autres liquides.

873° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Schwartz (Samuel), opticien, Gratwohl (Joseph), ébéniste, et Willer (David), ébéniste, représentés par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 39, pour un système de pupitres mécaniques.

874° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Venini (Joseph), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de chauffage des fours à vitre par les gaz des fours à coke.

875° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Adon (Théophile), tisseur, rue du Bosquet-Chandelier, à Elbeuf-sur-Seine, pour un système de compte-duites.

876° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barker (Charles-Spackman), à Paris, rue de Rennes, n° 21, pour des perfectionnements apportés dans la construction des orgues (appareil pneumatique-électrique).

877° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Benoist (Yves-Benjamin-Noël), mécanicien, à Etampes, pour un agitateur cribleur applicable à tous les tarares en général, mais principalement à ceux des machines à battre.

878° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 oc-

tobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Binet (François), ébéniste, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un talon métallique pour chaussures.

879° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bizo (Louis), mécanicien, représenté par le sieur Claës, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 35, pour un moyen de prévenir les coups de bélier dans les appareils et machines hydrauliques.

880° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Eodson (Victor), mécanicien, Jacques (Joseph), employé, et Lambot (François), mécanicien, à Recquignies, pour un appareil mécanique à dresser, adoucir et polir le marbre.

881° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boyd (Amas-Hawes), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements dans les machines à coudre (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 18 juillet 1876).

882° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Colombi fils (Charles-Dominique), opticien, à Paris, quai Conti, n° 3, pour un appareil propre à mesurer les distances.

883° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dehayes (Hermann), employé, représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de bouchage à ressort.

884° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dieudonné (Frédéric) et Dorenlot (Gustave), représentés par le sieur Barral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un porte-bouteilles à planche.

885° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumonthier (Célestin), fabricant, représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour application du couteau-poignard aux pistolets revolvers et autres.

886° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Eyraud (Chrysostome), armurier, rue du Vernay, n° 3, à Saint-Étienne, pour un fusil ou pistolet revolver.

887° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fontanelle (Jean-Philibert) et Dubreuil (Justin-Jean-Baptiste), représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de grille de foyer.

888° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Funnell (Edward), horloger, représenté par le sieur Ludvig, à Paris, rue Montholon, n° 24, pour un indicateur automatique servant à donner des signaux dans les courbes, tranchées et tunnels de chemin de fer.

889° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gervais (Antoine), fabricant d'appareils de chauffage, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un thermo-siphon à cloches.

890° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gourseau fils aîné (Léonard) et Estrabaud (Paul-Prosper), représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un appareil gazogène, appareil de sécurité.

891° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gouverneur (Gabriel-Hyacinthe), fabricant de jeux d'orgues, représenté par le sieur

Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés dans les jeux d'orgues et autres instruments à anches libres.

892° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Guillot (Alexis), fumiste, à la Pyramide, commune de Trelazé, pour des fours destinés à cuire la terre à brique et la pierre à chaux, soit avec la houille, soit avec le bois, par retour de flamme.

893° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jouniaux (Émile), représenté par le sieur Desnos-Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une torche à l'huile destinée à remplacer le falot en résine pour l'éclairage en plein air.

894° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leclerc (Louis-Joseph-Frédéric), médecin en chef de l'hôpital général de Tours, ébéniste domicilié à Paris, hôtel de l'Europe, rue de Valois-Palais-Royal, pour le traitement par la voie sèche des minerais de cuivre et notamment des minerais de Mousaia (Algérie).

895° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ludek (Jean-Ernest-Frédéric), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour un système de photographie aérienne dit *photographie aérienne instantanée*.

896° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Maré (Charles), ferblantier, quai de la Fosse, n° 98, à Nantes, pour procédés propres à faire l'ouverture des boîtes de conserves alimentaires et autres substances.

897° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maugé (Louis-Frédéric), mécanicien, représenté par le sieur Barral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un ébauchoir emporte-pièce.

898° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Monestier aîné (Thomas-Toussaint-Agricol-Séraphin), négociant, à Avignon, pour un appareil propre à améliorer les soies à la filature.

899° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Ohresser (Joseph), directeur des hauts fourneaux d'Aulnoye-les-Bains, pour la transformation des laitiers des hauts fourneaux en pierres ou roches volcaniques artificielles (lithogelauven), pour la fabrication des pavés pour routes, pierres de taille et moellons de construction.

900° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur l'eudefeur de Parville (Henri-François), à Paris, rue de Belzunce, n° 20, pour un système de lampe.

901° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Picard (Barthélemy) et Pelletier (Claudius), négociants, à Paris, rue de la Banque, n° 17, pour un système de tannage des cuirs et peaux dit *tannage à sec, système Picard*.

902° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Potez aîné (Hyacinthe), négociant, avenue du Bel-Air, n° 14, à Saint-Mandé, pour un appareil à gaz dit *aspirateur locomoteur*.

903° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pradel et compagnie, mécaniciens, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un instrument de contrôle mécanique universel dit *diagraphie*.

904° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Santucci (Ambroise), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des instruments de musique.

905° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Trivallat (François), épiciier, à Paris, rue Montmartre, n° 8, pour un moteur hydraulique dit *puise-eau moteur*.

906° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wilson (Edward-Brown), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour perfectionnements aux appareils employés à la fabrication du fer et de l'acier.

907° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Abadie (Ismaël-Isaac), représentant du commerce, à Paris, rue de Mulhouse, n° 9, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des voilettes en imitation de dentelle.

908° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Binant (Louis-Alfred), papetier, à Paris, rue de Cléry, n° 5 et 7, pour un article de papeterie dit *bloc-notes*.

909° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Burgess (William), représenté par le sieur Boyard, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 80, pour une machine perfectionnée propre à hacher la viande, les légumes, etc.

910° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chapt (Numa), la dame Carlier (Enphanie-Claessens) et le sieur Eykens (Joseph), élisant domicile chez le premier, à Paris, rue Richer, n° 58, pour la fabrication d'un savon blanc mou.

911° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Chartier (Charles), horloger, rue de La Harpe, n° 1, à Tours, pour un système d'amortissement des chocs par la pression de l'eau et de l'alcool.

912° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clark (Alexander), fabricant de jalousies, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans la fabrication des stores et des jalousies, dans leurs accessoires et dans les appareils servant à cette fabrication (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 5 avril 1876).

913° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cordier (André-François-Laurent), à Paris, Grande-Rue des Batignolles, n° 30, pour un genre de voiture-corbillard.

914° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Curtis (Frédéric), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux armes à feu se chargeant par la culasse.

915° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dalifol (Jean-Louis), négociant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les appareils servant à la fabrication de la fonte malléable.

916° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Darlu (Henri-Edouard), à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 38, pour du sulfate de soude réfrigérant.

917° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Escoffier (Noël), sellier, et Couillard (Benoît), représentant de commerce, à Paris,

rue de Paris, n° 34 (vingtième arrondissement), pour un genre de boutonnière à aillels en cuivre repoussé portant caoutchouc, pour tabliers de voitures.

918° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Grand (Julien), rue de l'Impératrice, n° 104, à Lyon, pour perfectionnements à la fabrication des roues pour chemins de fer.

919° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Griffon (Géry-François-Joseph), rue Brongniard, n° 11, à Sèvres, pour manches servant à employer commodément toutes sortes de savons compactes dits *manches-savonnettes*, pour briques de savon divisées.

920° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guillet (François-Louis), ébéniste, représenté par le sieur Guesnon, à Paris, rue d'Anjou-Dauphine, n° 4, pour une machine à mèche hélicoïdale destinée à faire les mortaises, les rainures, les feuillures et à raboter les bois, quelle que soit d'ailleurs la forme à leur donner (système Guillet).

921° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Hernandez (Antoine-Pascal) et Crespy aîné (Pierre-Bélisaire), rue Sainte-Catherine, n° 234, à Bordeaux, pour un savon de riz.

922° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jeune (William-Richard), représenté par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour des perfectionnements dans la fabrication d'étoffes pouvant remplacer le cuir et dans le dédoublement des cuirs et peaux (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 6 juin 1876).

923° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs J.-J. Laveissière et fils, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements dans la fabrication des tubes sans soudure en cuivre rouge ou autres métaux purs ou alliés.

924° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lecour (Jean-Charles), à Paris, avenue de l'Observatoire, n° 20, pour un séchoir pour le linge de toilette et de cuisine.

925° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Léopard (William), négociant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans les freins de chemins de fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 2 avril 1876).

926° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Limare (Charles), constructeur-mécanicien, à Fécamp, pour une lanterne de voiture éclairant par l'huile de pétrole.

927° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marc-Carthy (Charles), représenté par le sieur Chaudesaigues, chez le sieur Tolhausen, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, pour une soupape de sûreté automatique.

928° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moreau (Émile), quincaillier, à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 48, pour une grille de foyer à tablettes mobiles.

929° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Müller (Jean), représenté par le sieur Ausart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de cuvette inodore propre à l'écoulement des eaux dans les égouts dite *siphon automateur Müller*.

930° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peupin (Edmond-Joseph), chimiste, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boule-

vard Saint-Martin, n° 29, pour application des tissus vernis imitant le cuir à l'équipement militaire.

931° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rabier (Jean-Marie), architecte, à Paris, rue de Paris-Belleville, n° 21, pour une clef dite *clef américaine*, destinée à remplacer la clef anglaise.

932° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Simon (Jules), artiste musicien, à Paris, passage du Désir, n° 2, pour un instrument de musique dit *clavi-flûte*.

933° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Szerelmey (Nicolas-Charles), représenté par le sieur Trappes, à Paris, rue d'Amsterdam, n° 44, pour perfectionnements apportés dans la fabrication de toiles-cuir ou imitation de cuir, et pour rendre certains tissus imperméables à l'eau (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 1^{er} janvier 1876).

934° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur M^r-K. Thorton (William), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à travailler le cuir.

935° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Tisy (Émile), rue de Bourbon, n° 10, à Lyon, pour un genre de robinet pour la mise en bouteilles des eaux minérales naturelles.

936° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Verdure (Louis), élisant domicile chez le sieur Thery, rue Saint-André, n° 23, à Lille, pour procédés applicables au filage des matières filamenteuses.

937° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Voissard (François), mécanicien, à Paris, rue Neuve-Pernetty, n° 36 (quatorzième arrondissement), pour machines à balayer les rues.

938° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par les sieurs Wahl et Socin, constructeurs-mécaniciens, élisant domicile chez le sieur Platen, à Mulhouse, pour un genre de construction de battants pour métiers à rubans.

939° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur André (Alexis), élisant domicile chez le sieur Plichon, à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 25, pour une machine à battre toutes sortes de céréales.

940° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Apffel (Martin-Philippe), mécanicien, à Wissembourg, pour un régulateur du plateau des bascules.

941° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Appleby (Henry), représenté par le sieur Barral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un perfectionnement apporté au blindage des navires de guerre, batteries flottantes et de terre, et autres objets analogues (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 17 juillet 1876).

942° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aubert (Pierre-Benjamin-Angélique), ferblantier, à Paris, rue du Vieux-Colombier, n° 13, pour une burette en fer-blanc dite *burette syphoïde inversable*.

943° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berton (Henry), à Paris, passage des Panoramas, galerie Montmartre, n° 18, pour un genre d'abat-jour dit *abat-jour pharogénique*.

944° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Cassaignes (Victor-Julien), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans les appareils stéréoscopiques dits *chromo-stéréoscopes*.

945° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Changy (Charles), représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un porte-verre pour lampes et autres brûleurs.

946° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Combe frères et Oriol-Combe, mégissiers, élisant domicile chez le sieur Hauterive, à Paris, rue Pierre-Levée, n° 13, pour un porte-verre pour lampes et autres brûleurs.

947° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dardeapinne (Alexandre), marchand de chaux et de ciment, à Paris, quai de Jemmapes, n° 196, pour procédés de fabrication de savons.

948° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société J.-B. Desfrans et compagnie, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine à mouler et à comprimer la bouille, la tourbe et autres combustibles, ainsi que tous produits céramiques ou plastiques.

949° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Debeinselin de Braucourt (Lucien), maître de verrerie, à Fresnes, pour un moule servant à la fabrication des bouteilles en verre et accessoires.

950° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumas (Louis-Élie), fabricant d'articles de ménage, à Paris, rue Popincourt, n° 115, pour un genre de robinet à gaz.

951° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Glaser (Charles F.), représenté par le sieur Tolhausen, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, pour un composé perfectionné servant à dépiler les ours et peaux.

952° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grenier (François-Joseph), teinturier, à Paris, rue des Marais-Saint-Martin, n° 61, pour un fourneau en fonte et sans grille dit *fourneau à souffler*.

953° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ingrand (Adolphe), doreur sur acier, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 152, pour un procédé galvanoplastique.

954° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Le Belleguic (Pierre-Joseph), mécanicien, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans les bandages herniaires dits *bandages curatifs*.

955° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaine (Paul), cordonnier, à Paris, rue d'Aumale, n° 1, pour un gymnase d'appareils ou autres lieux intérieurs, s'appliquant au plafond, par pression, sans aucune dégradation.

956° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mniquet (Jean-Antoine), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de fabrication de cordages, câbles, cordes, cordelettes, etc.

957° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathieu (Eugène-Marie), à Paris-Auteuil, rue des Pâtures, n° 6, pour perfectionnements à la fabrication des papiers.

958° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Poirée (Jean), à Paris, rue d'Orléans-Saint-Honoré, n° 14, pour un appareil destiné à augmenter l'intensité de la lumière dit *photogène*.

959° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Potts (Andrew), représenté par le sieur Anasst, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un appareil perfectionné servant à épilucher et nettoyer le lin, le chanvre et autres substances végétales (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 1^{er} mars 1876).

960° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Battier (Edmond-François), fabricant, à Paris, rue de Cléry, n° 98, pour un genre de jupon dit *multiforme*.

961° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Richards (Georges), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés aux pièces de grosse artillerie et dans la manière de les charger avec les charges et projectiles convenables (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 25 avril 1876).

962° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Souffrant (Barthélemy), mécanicien, à Paris, rue Saint-Maur-Popincourt, n° 50, pour un genre de mastic pour les joints de machines à vapeur.

963° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Souty (Hortense-Vincent), représentée par le sieur Guérin, employé à Paris, avenue de la Porte-Maillot, n° 37 bis, pour une poupée en pierre ponce articulée.

964° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taylor (John-Georges), négociant, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans la fabrication des chaînes-broches, boules et autres ornements.

965° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tucker (John-L.), représenté par le sieur Hillon, à Paris, rue Buffault, n° 18, pour un produit chimique dit *colle glu-ciment*.

966° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Usébe (Charles-Jules), manufacturier, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une matière colorante verte dérivée de l'aniline.

967° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vico (Sylvestre), employé, à Paris, rue de la Santé, n° 60, quartier des Batignolles, pour un système destiné à la vérification et au contrôle, avant la mise dans la roue pour le tirage au sort des numéros d'actions et d'obligations à amortir ou à rembourser.

968° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vilain (Vincent), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une disposition de ressorts pour obtenir l'extension des cercles des pistons de machines à vapeur.

969° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Vincent Sautory et compagnie, à Paris, rue du Grand-Saint-Michel, n° 18, pour un sifflet de signal d'alarme destiné aux locomotives, locomobiles et chaudières tubulaires.

970° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wicker (Eugène), négociant, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre d'encrier dit *encrier à bascule*.

971° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Wilden (Auguste-Frédéric) et de Cordenoy (Jacob), ingénieur des arts et manufactures, à Paris, le premier, boulevard de Magenta, n° 178, et le deuxième, rue d'Haute-

ville, n° 33, pour un procédé propre à la conversion directe des minerais de fer en de la fonte en acier fondu.

972° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aucoc (Alexandre-Louis-Just), à Paris, rue du Marché-Saint-Honoré, n° 7, pour un système d'articulation s'adaptant aux cannes, aux béquilles ou aux jambes de bois.

973° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bezard (Pierre-François-Jean-Baptiste), fabricant de bonneterie, élisant domicile chez le sieur Touaillon fils, à Paris, rue Coquillière, n° 8, pour un procédé de gobillage et de maillage dit *maillage Bezard*.

974° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Royer (Auguste), à Paris, rue Saint-Antoine, n° 189, pour une machine devant servir à la fabrication des sucs de réglisse.

975° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bruandet (Joseph), négociant, représenté par le sieur Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour un système de gaufrage et de découpage des tissus, papiers, etc. destinés à la fabrication des coiffes de casquettes et chapeaux, dit système *Vallas*.

976° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Burdet (Ursule-Antoinette Chapelon) et Pinaire (Auguste), représentés par le sieur Plumier, route de la Révolte, n° 12, à Neuilly, pour un système de roulettes et moyens de fabrication.

977° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chessex (Alexis), employé, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 62, pour lame de scie cintrée sur le champ et autres perfectionnements des scies et des scieries à lames sans fin.

978° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cliff (William), manufacturier, élisant domicile chez le sieur Bos-Darnis, à Paris, rue de la Fayette, n° 7, pour l'application de fils blancs sur les fonds noirs de la blonde et des tulles au métier.

979° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Conchon (Jean-Baptiste), charron, à Paris, rue de la Carrière, n° 13 (dix-huitième arrondissement), pour un genre de brouette dite *brouette à équilibre*.

980° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Darlu (Henri-Édouard), à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 38, pour une composition propre au soufrage de la vigne, des arbustes, fleurs, etc.

981° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delmas (Florentin), négociant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un appareil absorbateur de pluie.

982° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumler (Gabriel), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un four à calcin à travail continu ou intermittent.

983° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gadiffert (Henri-Charles-Jules), représenté par le sieur Prouteau, à Paris, rue de la Lingerie, n° 4, pour un jouet d'enfant dit *moulin à sonnerie*.

984° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gavois (Jules), doreur sur métaux, à Paris, rue Charlot, n° 9, pour un vernis dit *verniss chrysophane*, pour dorure.

985° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Graemiger (Aloïse), représenté par le sieur Sautter, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, pour perfectionnements dans les métiers à tisser.

986° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Heilmann (Josué), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour la fabrication des fils télégraphiques et autres à enduit isolant.

987° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hetzel (Frédéric), manufacturier filateur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système ou principe de mouvement vertical de broches isolées ou accouplées.

988° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Humphrey (David-Wood-Green), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à coudre.

989° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Isse (François), dépolisseur de cristaux, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 99, pour un moyen de dépolir le verre et le cristal (système Isse).

990° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lavigne (Jean-Honoré), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un outil de chapellerie dit *lissoir type*.

991° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lazon (Alfred), mécanicien, à Paris, rue des Amandiers, n° 30, pour un système de fermeture en fer pour magasins.

992° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Le Petit (Florentin-Amand-Étienne), fabricant de boutons, à Paris, rue Grénet, n° 9, pour un genre de boutons en nacre dits *boutons à dessins*.

993° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lesser et Reiche, négociants, représentés par le sieur Claës, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 35, pour un article d'habillement servant à préserver les bas de toute souillure, article spécialement affecté aux dames.

994° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lhermitte (Baptiste), mécanicien, et Aubert (Jules), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la construction des machines dites *balayeuses*.

995° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mathelin père et fils (Edme-Ernest) et (Lucien), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un appareil à faire les embranchements sur les conduites d'eau, de gaz, etc.

996° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Patrouilleau (P.-C^{te}), rue de la Chartreuse, n° 31, à Bordeaux, pour la fabrication des biscuits de table dits *devises* et *desserts*, et pour les machines et outils propres à cette fabrication.

997° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Person (Henri), fabricant d'acier poli, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés dans la fabrication des portemonnaie, bagues, etc.

998° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prints (Adam), fabricant de coffres-forts, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des serrures.

999° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1862, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Richards (William-Autil), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de fermeture pour porte-monnaie, portefeuilles, sacs, porte-cigares, livres, articles de bijouterie, d'habillement et autres objets (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 6 septembre 1876).

1000° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Robé (Adeline), fabricante de chapeaux de paille, à Paris, rue de Seine, n° 75, pour un produit destiné au nettoyage des couverts et propre à diverses applications.

1001° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ronnelle (Alexandre), architecte, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour des perfectionnements dans la préparation de la peinture en bâtiments permettant de supprimer l'essence de térébenthine.

1002° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Royet (Henri), employé du chemin de fer de l'Ouest, représenté par le sieur Castellan, à Paris, passage des Petites-Ecuries, n° 15, pour un système d'encrier à écoulement continu.

1003° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Talpin aîné (Alexandre-Marie-Portané), mécanicien, rue du Pré-de-la-Bataille, n° 15, à Rouen, pour un hydro-extracteur horizontal à force centrifuge en machine à essorer les tissus au large, destinée principalement aux draps de toutes sortes.

1004° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Villain (Siste-Pierre), constructeur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la construction des métiers à filer la laine, le coton, etc.

1004° bis. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alexis (Lotis), fabricant d'armes, élisant domicile chez le sieur Giza, à Paris, rue Bourbon-Villeneuve, n° 61, pour un système de cartouches métalliques permanentes.

1005° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baetien (Pierre-François), menuisier en bâtiments, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un jouet dit *circus écuriel*.

1006° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Baux et compagnie, manufacturiers, rue de Marseille, n° 57, à Lyon, pour un genre de orie.

1007° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Belhomme (Eugène), à Paris, passage Dubois, n° 17 (Maison-Blanche), pour un procédé de teinture du caoutchouc vulcanisé.

1008° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berendorf (Joseph-François), mécanicien, à Paris, rue Mouffetard, n° 294, pour un genre de ventilateur aspirant et refoulant appliqué au chauffage des chaudières à vapeur et à l'utilisation des gaz chauds avant leur arrivée à la cheminée.

1009° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bongrand (Jean-Claude), rue de l'Impératrice, n° 68, à Lyon, pour perfectionnements apportés dans la confection des corsets.

1010° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delon (Eugène), manufacturier en tissus, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour procédé économique de régure des cadres pour la fabrication de tricotés algériens.

1011° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 sep-

tembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Descot (Julien-Louis) et Camus (Léon-André), représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une banderole à chaînon rapporté, petit appareil servant à éviter la pression sur les pieds.

1012° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Donnoulin (Adrien-Jules-Alexis), à Paris, rue des Saints-Pères, n° 30, pour une machine à vapeur relative à réaction et à détente.

1013° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupray de la Mahérie (Paul-Valentin), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un produit gastronomique dit *traffinée*.

1014° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Davivier (Alexandre) et le comte Graziani (Maximilien), à Paris, boulevard de Clichy, n° 35, pour un genre de sommier-hamac.

1015° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gouin (Ernest) et compagnie, à Paris, avenue de Clichy, n° 110, pour grues hydrauliques.

1016° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 31 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hulskamp (George-Henry), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements apportés aux pianos (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 28 juin 1876).

1017° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jurisch (Gustave-Frédéric-Guillaume), à Paris, rue du Temple, n° 116, pour un porte et coupe-cigare mobile.

1018° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Launay (Charles-Théodule) et Dominé (Auguste-Mario-Alexandre), représentés par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 54, pour un appareil et des moyens pour la purification de l'essence de goudron.

1019° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lavigne (Léopold-Eugène), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour la découverte, dans les goudrons de tourbe dits aussi *goudrons azotés*, de tous les sous-produits retirés ordinairement du goudron de houille et la fabrication ou plutôt la transformation successive de la totalité des goudrons en sous-produits.

1020° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lebaigue (Aimée), bijoutier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un mécanisme de broche applicable aussi aux autres bijoux.

1021° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Lefort-Henry (Pierre-Nicolas-Désiré), manufacturier, représenté par le sieur Demeule, rue Berthelot, à Elbeuf, pour un appareil pneumatomoteur par la raréfaction ou la compression de l'air ou autre fluide.

1022° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Legente (Charles-Joseph-Hyacinthe), représenté par le sieur Barral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour une application de bouchons hermétiques à ressort aux bouteilles et flacons de chasse.

1023° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lévy (Désiré), fabricant de passementerie, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de ressort pour jupons, tournures, etc.

1024° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le

sieur Lewis (John-Everitt), employé, représenté par le sieur Lavallo, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de hache-paille.

1025° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marchive (Louis), à Paris, rue des Fossés-du-Temple, n° 22, pour un système de mouvement de pendule.

1026° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marchive (Louis), à Paris, rue des Fossés-du-Temple, n° 22, pour une pièce d'horlogerie dite *fourchette brisée*.

1027° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Millardet fils aîné (Eugène-Jean-Baptiste), à Paris, rue du Chemin-Vert, n° 9, pour un moyen de presse-papier.

1028° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moreau (Alexis), chimiste, représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour la fusion, au moyen de la tourbe, des minerais et sables métalliques et pour la fabrication des briquettes de minerais.

1029° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Mouline (Eugène), représenté par le sieur Zacharie, rue de Bourbon, n° 40, à Lyon, pour un système de concentration des eaux minérales naturelles par voie de congélation.

1030° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Vienne, par le sieur Potelune fils (Pierre), mécanicien, rue Haute-Cité, n° 9, à Limoges, pour un genre d'appareil inodore pour fosses et cabinets d'aisances.

1031° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Estier (Jacob) et Voegtlin (Jean-Georges), le premier, brasseur, et le second, mécanicien, représentés par le sieur Barral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un genre de fermeture métallique pour les tonneaux, dite *bandes et robinets atmosphériques*.

1032° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Stocker (François), quai Saint-Antoine, n° 33, à Lyon, pour la composition d'une substance combustible dite *pâte de carbone*.

1033° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Todd (Joseph-Crampton) et Rafferty (Philip), fabricants, représentés par le sieur Claës, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 35, pour des perfectionnements dans les machines à préparer le chanvre et les matières fibreuses similaires (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 11 février 1875).

1034° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wollmar (Jean-Pierre-Adolphe), négociant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les procédés de clarification des liquides.

1035° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bathias (Claude-Marie), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 mars 1862, pour une application aux véhicules d'un système de roues superposées à essieux inégaux.

1036° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Baudouin (Félix-Marie) et (Achille) et Jouannin (Jean-Baptiste-François), mécanicien, représentés par le sieur Lavallo, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 août 1861, pour métiers perfectionnés destinés à fabriquer le filet de pêche et autres.

1037° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bourry frères,

manufacturiers, représentés par le sieur Gpiou, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 mai 1857, par la société des ateliers de construction de machines et fonderies de fer de Saint-Georges, dont ils sont cessionnaires, pour perfectionnements dans les métiers à broder.

1038° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouvret (Louis-Alphonse), chapelier, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 janvier 1861, pour une disposition de garniture électrique apposée sur le cuir ou le coussin des chapeaux et casquettes.

1039° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brun (Maurice), à Paris, rue Villedo, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1862, pour un genre d'album photographique.

1040° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Calvo (Dominique-Henri-Joseph), docteur en médecine, Boutmy (Eugène-Lucien-Célestin), chimiste, et Blondeau (Pierre-Paul-Henri), pharmacien, à Paris, rue de Condé, le premier, n° 15, le deuxième, n° 24, et le troisième, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 juin 1862, pour emploi d'un sel d'étain dans l'hygiène et l'industrie.

1041° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Caussade (Jacques) et Barère (Jean-Benjamin), mécaniciens, à Paris, rue Duguay-Trouin, n° 12, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 décembre 1858, pour une machine à coudre.

1042° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Collongues (Victor-Léon), représenté par le sieur Donneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 juillet 1861, pour un instrument appelé *diapason Vital*.

1043° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cotelie (Alphonse), distillateur, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 février 1862, pour un procédé industriel pour la fabrication de l'alcool au moyen du gaz hydrogène bicarboné ou gaz oléifiant.

1044° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupin (Jules), représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 mai 1860, par le sieur d'Argy, dont il est cessionnaire, pour un système de chandelier-bougeoir brûle-tout dit *photomobile*.

1045° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duvergé (Yves-Marie), chaudronnier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 octobre 1861, pour un appareil culinaire distillatoire pour la marine.

1046° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Filliat (Jeanne-Catherine), représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 avril 1862, pour la teinture des peaux concernant la ganterie, en genre opposé aux teintures, et l'emploi de l'or, l'argent et autres métaux appliqués dans les mêmes conditions, soit pour un genre de ganterie dite *Pompadour*.

1047° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Gérard (Marie-Anne Pailley) et le sieur Gérard (Paul-Clovis), son fils, représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Saint-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 avril 1862, pour un système de machines à affûter les scies.

1048° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 juin 1862, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guilbot (Jean-Pierre-Narcisse), à Paris, rue Montmartre, n° 125, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 janvier 1862, pour un genre de vêtement.

1049° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Holtot (Louis), fabricant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 décembre 1861, pour des perfectionnements apportés dans la décoration des objets en bronze, en composition métallique de zinc et autres métaux.

1050° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Lahousse (Adolphe), mécanicien, élisant domicile chez le sieur Delattre, rue Royale, n° 72, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 janvier 1862, pour un système de fabrication de roues de locomotive ou de wagon de chemin de fer.

1051° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Langevin (Auguste), marchand de vins et eaux-de-vie, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 avril 1862, pour un appareil atmosphérique pour le service des sirops gazeux.

1052° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marois (Guillaume-Alfred), manufacturier, représenté par le sieur Richard, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mars 1862, pour des perfectionnements dans les clous d'ornementation et d'ameublement.

1053° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Louis), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 janvier 1862, pour perfectionnements dans le traitement des huiles naturelles d'Amérique dites *pétroléine*, *kérosine* et *huile de vache*.

1054° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Mauvage (Jules), à Héry, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1859, pour un système de filière et instruments accessoires pour fabriquer les tuiles, briques, carreaux et tuyaux.

1055° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Michel (Charles), à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 58, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 février 1861, pour un système de joints pour tuyaux.

1056° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Miquel (Pierre), commissionnaire en vins, à Saint-Chinian, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 juillet 1861, pour un système de métier pour filer en fin dit *fileur continu à broches forcées*.

1057° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Montarlot (Joseph), mécanicien, rue Petite-Tannerie, n° 31, à Troyes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 janvier 1862, pour un moulin vertical monté sur trois galets.

1058° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Morisseau (Pierre-Joseph), meunier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 janvier 1861, pour perfectionnements aux machines à rayonner et rhabiller les meules.

1059° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Oriard (Louis), horloger, à Cheviré-le-Rouge, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 décembre 1859, pour un modèle de fusil.

1060° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Panet (Pierre-Marie-Joseph), fabricant de papiers peints, à Paris, Grande-Rue de Reuilly, n° 37, et

se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 juillet 1861, pour impression sur papier, du vernis, de quelque nature qu'il puisse être, teinté ou non, etc. etc.

1061° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Prévost (Étienne), rue Puits-Gallet, n° 5, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 mars 1862, pour un système d'annonces dites *annonces cornets*.

1062° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Saugrin (Louis-François), fabricant de stéréoscopes, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 janvier 1862, pour perfectionnements apportés aux stéréoscopes.

1063° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Sauval (Constant-Stanislas), mécanicien, à Amiens, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 juin 1862, pour un métier à doubler et à retordre.

1064° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schmollé (Léonce-Bernard), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 avril 1862, pour un jupon d'acier perfectionné.

1065° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Lot, par le sieur Théron (Jean-Joseph), à Caillac, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 août 1858, pour une machine à battre le blé dite *batteuse à volant*.

1066° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thibouville (Émile-Jérôme), fabricant d'instruments de musique, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mai 1862, pour un cornet à piston transpositeur.

1067° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tussaud (Félix), mécanicien, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 janvier 1857, pour des perfectionnements dans les machines à percer et à couper les métaux.

1068° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Vasseur (Jean-Baptiste) et Jansens (Victorien-Joseph), représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juin 1862, pour moyen de traiter les matières textiles végétales et animales et application de savons caustiques à cet effet.

1069° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vignes-Bureau dit Lavigne (Jean-Marie), fabricant d'appareils gymnastiques, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 mars 1862, pour un genre d'appareils de gymnastique.

1070° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vogele (Athanase), facteur de pianos, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 janvier 1862, pour des perfectionnements apportés dans les freins de wagons de chemin de fer et autres.

1071° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 avril 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Vaillamy (Claude), marchand de fourneaux, élisant domicile chez le sieur Nevers, rue Berlioz, à Dijon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 avril 1860, pour un fourneau de cuisine en fonte et à trois marmites.

1072° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Alpes-Maritimes, par le sieur Wahu, docteur-médecin, à Nice, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 avril 1862, pour un propulseur horizontal caché pour navires à vapeur.

1073° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mai 1862, au

secrétariat de la préfecture du département des Alpes-Maritimes, par le sieur Wahn, docteur-médecin, à Nice, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 avril 1862, pour l'application de l'eau pulvérisée à la production de la vapeur destinée à alimenter les machines à vapeur.

1074° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Vienne, par le sieur Audebert (Jean-Victor), greffier de la justice de paix, à Charroux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 janvier 1860, pour une machine à moissonner dite *moissonneuse Audebert*.

1075° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Auffray (Alphonse-Edouard), négociant, et Tabar (François-Germain-Léopold), artiste, peintre d'histoire, représentés par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 octobre 1861, pour dessins et gravures sur ardoises et moyens d'en obtenir des clichés typographiques et autres.

1076° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Vienne, par le sieur Barbier (Charles), directeur de la caisse générale des assurances agricoles, à Loudun, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 octobre 1861, pour une machine à moissonner dite *machine à moissonner Barbier*.

1077° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Bègue (Augustin), rue Neuve, n° 43, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 août 1861, pour un système de navigation.

1078° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Bonnaud (Hippolyte) et Bertrand (François), fabricant de pipes, rue du Grand-Puits, n° 9, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 février 1862, pour une machine à fabriquer les pipes en écume de mer et en bois.

1079° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bühler (Denis-Daniel), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 147, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 février 1855, pour des perfectionnements apportés dans la confection et la disposition des clôtures, grilles, barrières, entourages, etc.

1080° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cerciat (Jean), tonnelier, à Paris, rue Saint-Victor, n° 31 *bis*, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 mars 1862, pour application d'une plaque tournante au remplissage des macérateurs à l'usage des distilleries.

1081° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Château (Louis-Jacques), représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 novembre 1861, pour un genre d'abat-jour.

1082° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dansque (Flour), représenté par le sieur Laviolle, boulevard Saint-Martin, n° 29, à Paris, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 janvier 1862, pour un appareil à distiller.

1083° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur David (Jean), à Berson, arrondissement de Blaye, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mars 1861, pour un système de roues en fer et en fonte pour charrettes et voitures.

1084° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delcambre (Adrien-Henri), à Paris, rue de Bourgogne, n° 50, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 février 1862, pour un système de boîte à feu pour locomotives et autres machines fixes.

1085° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Donnet (Alphonse),

cours Morand, n° 43, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} octobre 1858, pour un jeu de compteur pour les liquides.

1086° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Dubard-Dutarre, négociant, à Dijon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 décembre 1860, pour un séchoir-cribleur conservateur de grains.

1087° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Eschwege (Hermann), représenté par le sieur Basset, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 23 mai 1862, et expirant le 2 janvier 1876, pour des perfectionnements dans le traitement de l'esprit de bois et autres esprits végétaux.

1088° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Faivre (Jules-Joseph), facteur de pianos, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 avril 1860, pour un échappement à répétition pour pianos droits.

1089° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par les sieurs Flambeumont et Lefebvre, fabricants, à Amiens, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} février 1862, pour un appareil destiné à faire fonctionner mécaniquement, à la main et sur le même métier, deux pièces de velours de coton.

1090° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goodwin (Charles-Rhodes), manufacturier, représenté par le sieur Lavalley, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 juin 1860, pour perfectionnements dans les machines à coudre.

1091° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guinier (Thomas), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 mai 1858, pour des perfectionnements appliqués à toutes espèces de robinets ou autres objets relatifs à la distribution des eaux.

1092° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Judson (William), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 juillet 1862, pour un genre de garniture des tubes condenseurs.

1093° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Keim père (Frédéric), constructeur, à Thann, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juillet 1859, pour un métier à tisser.

1094° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Ladreyt (Ferdinand), mécanicien, à Montélimart, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 août 1861, pour une machine à extraire la pierre tendre.

1095° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lamy (Martin-Jacques-Benjamin), à Paris, quai Valmy, n° 219, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 avril 1861, pour la préparation d'une matière propre à obtenir sans brunissage la dorure sur faïence, porcelaine, grès, poterie et cristaux.

1096° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaire (Louis-Maxime), élisant domicile chez le sieur Chartier, à Paris, place des Petits-Pères, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 mai 1861, pour des perfectionnements apportés dans les appareils et procédés propres à la fabrication de la glace.

1097° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaître (Toussaint), architecte, à Paris, rue de Grammont, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 décembre 1861, pour un ventilateur continu et désinfectant applicable aux fosses d'aisances, puisards, etc.

1098° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1862, au

secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Levavasseur (Joseph-François), fabricant de colliers, rue Saint-Jean, n° 232, à Caen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 juin 1861, pour un système de colliers de luxe pour chevaux.

1099° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Émile-Constant), chimiste, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 mars 1862, pour procédés et appareils de gazéification des combustibles, applicables aux foyers de chaudières à vapeur, aux fours à puddler, aux fours à reverbère, etc. sans l'emploi d'aucune force mécanique.

1100° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Mounet et Dury, chemin de Baraban (la Guillotière), à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 mai 1862, pour un bleu dit *bleu de rosaniline*.

1101° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moreau (Félix), à Paris, rue du Parc-Royal, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 juillet 1862, pour un produit appliqué au nettoyage du linge et des étoffes.

1102° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mosselman (Alfred-François) et compagnie (société chauxfournière de l'Ouest), à Paris, rue de Milan, n° 15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 septembre 1861, pour la fabrication d'un genre d'engrais.

1103° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Mouvet (Jules), pharmacien, rue de la Cholérie, n° 8, à Orléans, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 mars 1860, pour un appareil pour la fabrication des eaux gazeuses.

1104° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roger (Adrien), à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 68, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 janvier 1862, pour un mètre indicateur-annonce.

1105° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur Royer (François), mécanicien, à Brie, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 novembre 1860, pour une machine à extraire la fécule des résidus de pommes de terre.

1106° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sonlié (Étienne), fabricant d'abat-jour, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 juillet 1860, pour perfectionnements dans les cheminées des lampes, quinquets, photophores, etc.

1107° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Toselli (Jean-Baptiste), architecte, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 174, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 novembre 1861, pour une cafetière locomotive.

1108° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Trotry-Latouche frères, représentée par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 décembre 1860, pour des procédés d'application, par voie sèche, de l'impression en relief sur les bords des chapeaux en feutre.

1109° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Tulpin (Alexandre-Marie-Fortuné), mécanicien, rue du Pré-de-la-Bataille, n° 26, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 décembre 1861, pour une machine à griller les tissus de coton, de laine et de soie au gaz hydrogène par un mélange d'oxygène.

1110° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 août 1862, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Tulpin (Alexandre-Marie-Fortuné), mécanicien, rue du Pré-de-la-Bataille, n° 26, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 décembre 1861, pour une machine à laver portative, à niveau d'eau constant, pour fils de coton, de lin et de soie, applicable aussi sur les cours d'eau à niveau variable.

1111° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vautier (Antoine-Constant), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 mai 1861, pour extraction de produits textiles destinés à la filature, au tissage, etc. et à la fabrication des pâtes à papier et à carton, ainsi que pour procédés d'extraction desdits produits textiles.

1112° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wallart (François-Alexandre), à Paris, place des Petits-Pères, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 août 1861, pour un traitement propre à la toilette dit *hydrosoli-flole*.

1113° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berger (Pierre), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 février 1862, pour un procédé de chevage en relief des verres de montre.

1114° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Billot (Firmin-Olivier), menuisier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 août 1861, pour un appareil de cuisine propre au battage des œufs, des crèmes, du beurre, etc.

1115° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Brasseul (Jules), rue des Carmes, n° 22, à Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 avril 1862, pour un gril à étagère pour la préparation de la sardine.

1116° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Buisnière (Jules), mécanicien, à Moirans, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 mai 1861, pour un métier mécanique pour le tissage des étoffes de soie, laine, etc.

1117° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cauchemé (Alphonse) et Levasseur (Émile), mécaniciens, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 juillet 1862, pour une pipe à condenseur et à tubules isolés.

1118° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cleuet (Victor-Florentin), à Paris, rue d'Allemagne, n° 182, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 août 1861, pour un flotteur alimentaire automoteur.

1119° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Déclat (Gilbert) et Parisel (Louis), à Paris, avenue de la Mothe-Piquet, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 mai 1862, pour application de la marée comme force motrice.

1120° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Alfred Delsune et compagnie, distillateurs, élisant domicile chez les sieurs Bernard frères, rue de Courtray, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 mars 1862, pour des procédés, moyens et appareils propres à la fabrication industrielle de la baryte et des produits barytiques, et pour des applications de ces substances à la fabrication du sucre et diverses autres industries.

1121° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Eglém et Bonnard, manufacturiers, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mai 1861, pour la fabrication d'un fuseau de filature.

1122° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Fayre (Jean-Baptiste), fabricant de battants, rue Saint-Louis, n° 41, à Saint-Etienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 janvier 1862, pour un système mécanique appliqué aux métiers de velours à double pièce et permettant d'obtenir des effets de broché sur le ruban de velours.

1123° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Frick (Louis-Victor), à Paris, rue Vivienne, n° 53, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 août 1861, pour un pétrin mécanique français.

1124° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Gadiffert, née Hus-Desforges (Louise), représentée par le sieur Prouteau, à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 août 1861, pour un appareil de sûreté applicable aux calesières et autres vases.

1125° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par les sieurs Gruhier (Edouard-Louis), chauffeur, et Bussièrs (Auguste-Amand), mécanicien, à Clermont-Ferrand, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 mars 1861, pour un système de balances pour les soupapes de sûreté dans les machines à vapeur.

1126° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 juin 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guichene (François), curé, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 43, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 juin 1860, pour un système de transmission de mouvement applicable aux moteurs à vapeur et autres.

1127° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hette (François), cultivateur-distillateur, représenté par le sieur Mennier, à Paris, rue du Pont-Louis-Philippe, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 octobre 1861, pour application de la vis d'Archimède pour conduire et distribuer les cossettes du coupe-racines dans les macérateurs et pour répandre sur ces cossettes, à la sortie du coupe-racines, l'acide d'une manière uniforme et continue.

1128° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Krafft (Edouard), quai Saint-Nicolas, n° 1, à Strasbourg, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 décembre 1856, pour un système de foyer de chaleur économique.

1129° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laffas (Jean-Marie), à Paris-Balignolles, rue de la Paix, n° 36, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 août 1861, pour des perfectionnements dans les appareils de chauffage et de vaporisation des liquides.

1130° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Latry aîné et compagnie, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 octobre 1853, par les sieurs Le Page, Talrich et Pi, dont ladite société est cessionnaire, pour la fabrication de tous articles et objets en bois durci.

1131° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lavalée père et fils, négociants, représentés par le sieur Lavalée, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 novembre 1861, pour une machine à faire les bois d'allumettes.

1132° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Le Bosquain (Henri) et Mary (Charles), papetiers, à Paris, le premier, rue du Faubourg-du-Temple, n° 64, et le second, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 117, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 août 1861, pour un cachet rotatif à limbre sec et humide.

1133° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Margueritte (Louis-Joseph-Frédéric) et Lalouët de Sourdeval (Alfred-Thomas), représentés par le

sieur Lavallo, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 janvier 1861, pour la préparation des cyanures alcalins et terreux.

1134° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mesnard (Auguste), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 mars 1858, pour une garniture métallique flexible pour remplacer les presse-étoupes dans les machines.

1135° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ardeche, par le sieur Mollière (Auguste-Etienne-Victor), mécanicien aux usines de Lavoûlte, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 janvier 1862, pour une machine Mollière destinée à la fabrication des bouchons de liège.

1136° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Nordhoff (Henri), horloger, boulevard de la Madeleine, à Nîmes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mai 1862, pour un carburateur s'alimentant par lui-même.

1137° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nos d'Argence (Pierre), fabricant, représenté par le sieur Maillet, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 février 1862, pour des perfectionnements apportés dans les brosses électriques.

1138° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Patin (Michel), marchand de chardons, rue du Neubourg, à Elbeuf, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 août 1861, pour une ceinture de sauvetage.

1139° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pauwels (Théophile), représenté par le sieur Calmels fils, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 février 1862, pour un système de soufflets ventilateurs à main.

1140° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Petit-Jean (François), tabletier, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 février 1861, pour l'application de la peinture sur les objets en corne de buffle et notamment sur le buffle des brosses de tout genre.

1141° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Rivette (Germain), mécanicien, à Elbeuf, rue du Neubourg, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 novembre 1860, pour un métier mécanique à tisser universel.

1142° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rousseau (Adolphe), à Paris, rue Montmartre, n° 52, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1862, pour un pétrisseur mécanique.

1143° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Roux (Jean-François), représenté par le sieur Zacharie, rue de Bourbon, n° 46, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 juin 1861, pour un appareil à couler les bougies à enfilage continu.

1144° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ruban (Eugène-André), à Paris, rue Popincourt, n° 101, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 mai 1861, conjointement avec le sieur Portal, pour un système d'appareils rotatifs à tubes en hélice, applicables à la vaporisation continue et à la concentration du sirop de canne, ainsi qu'à la vaporisation continue de tous les liquides en général.

1145° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schneider (Jean-David), géographe, à Paris, rue des Francs-Bourgeois, au Marais, n° 11, et se ratta-

chant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 février 1862, pour procédés mécaniques dits *polygraphiques*, pour la composition des mots, des nombres et de la musique dans les planches d'impression.

1146° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Semet (Pierre-Louis-Joseph), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1862, pour la suppression des vapeurs nuisibles et malfaisantes dans le travail du goudron, et les moyens employés à cet effet.

1147° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Taverdon (Claude-Ludovic), au Sablon, arrondissement de Metz, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 octobre 1861, pour une pompe à double effet à pistons de tissus imperméables.

1148° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vautier fils jeune (Ferdinand), fondeur-fontainier, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 décembre 1861, pour un robinet à fermer automatique antiréactif pouvant se démonter pour faire les réparations nécessaires sans arrêter l'eau de la conduite.

1149° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vignes-Bureau dit Lavigne (Jean-Marie), fabricant d'appareils gymnastiques, représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 mars 1861, pour un genre d'appareils de gymnastique.

1150° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Bénard (Ernest-Eugène), horloger, rue Notre-Dame, n° 45, à Troyes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mars 1860, pour une pendule à équilibre constant.

1151° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blanchard (Eugène-Frédéric), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 janvier 1860, pour un moulin à café et autres graines.

1152° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouillin (François), serrurier-mécanicien, représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mai 1861, pour un porte-bouteilles à ressorts.

1153° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Briens (Auguste-Frédéric), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 février 1860, pour un perfectionnement à la pédale dite *pédale Briens*, pour laquelle il a pris un brevet d'invention de dix ans, le 21 mai 1858.

1154° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Chevalier (Claude), fabricant de velours, rue Traversière, n° 51, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 janvier 1862, pour un genre de plateaux appliqués aux métiers de velours à double pièce.

1155° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Croizier-Deronzières (Jean-François), mécanicien, rue Rodin, n° 2, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 octobre 1861, pour un système de métier moteur et mécanique propre au tissage des étoffes de soie dites *taffetas*.

1156° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Delamare fils (François), filateur, à Fontaine-le-Bourg, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 juillet 1860, pour frotteurs à tasseuses mécaniques.

1157° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le comte d'Escayrac

le Lanture (Pierre-Henri-Stanislas), représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 août 1862, pour une grammaire analytique universelle des signaux.

1158° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Descoutures (Mathieu-Louis-Michel), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 décembre 1861, pour un système d'armes à feu à culasse oscillante.

1159° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Dulau (Mathieu), rue Porte-Dijeu, n° 39, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 avril 1862, pour un mécanisme ayant pour objet de permettre à une seule personne d'enrayer instantanément tout un convoi sur le chemin de fer.

1160° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ardèche, par les sieurs Dumas (Alphonse), ingénieur des mines du Lac et de Saint-Priest, et Benoît (Camille), docteur-médecin, à Privas, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 août 1861, pour un appareil dit *lampe fluorescente*, destinée à l'éclairage des mines, etc.

1161° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Emmanuel (Charles), avenue des Arts, n° 6, à Levallois, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 août 1861, pour un mécanisme dit *pendule mécanique*.

1162° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Evrard (Henri-Eugène-Désiré), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 décembre 1861, pour une montre à échappement sans engrenage.

1163° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Evrard (Maximilien), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 juillet 1861, pour un procédé de préparation des minéraux.

1164° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Filliat (Jeanne-Catherine), représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 avril 1862, pour un procédé de teinture des peaux destinées à la ganterie.

1165° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Gabert (Léon), menuisier-ébéniste, à Cognac, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 août 1861, pour un mécanisme destiné à la fabrication des enveloppes de bouteilles dites *capotes*.

1166° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gallard (Edmond-Elestin), fabricant de chaussures, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 68, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 juillet 1862, pour un procédé de décoration de la chaussure.

1167° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 mai 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Girschig (Virgile-Henry), charcutier, à Paris, rue Saint-Sauveur, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 avril 1861, pour moyen de battre promptement les suifs à la neige, crèmes, biscuits, etc.

1168° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Goulon aîné (Auguste), manufacturier, rue Saint-Romain, n° 12, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 août 1862, pour un métier à elours bouclé ou coupé dit *système Goulon aîné*.

1169° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Huvet (Alfred), Paris, avenue Montaigne, n° 53, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 octobre 1860, pour siphon à eau de Seltz.

1170° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 août 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Judson (William), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} mai 1861, pour l'emploi et l'application du caoutchouc dans des conditions spéciales pour résister à la force de recul et de réaction des canons, mortiers et autres armes à feu.

1171° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 août 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Keller et compagnie, fabricants, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 janvier 1861, pour perfectionnements apportés dans la fabrication des sacs de voyage.

1172° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 août 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kubler (Jean-Baptiste), négociant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 octobre 1861, pour un décanteur de liquides.

1173° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 août 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lécahenx (Alfred-Edmond), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} février 1861, pour une machine à poinçonner à portée mobile et à levier sector.

1174° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 août 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mac-Kean (John), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 février 1861, pour des perfectionnements dans l'encollage et le parement des fils ou matières textiles.

1175° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 août 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Malbec (Attaole-Anacle), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 février 1861, pour une machine à affûter les scies.

1176° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 août 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maufuit (Pierre-Émile), maître de forges, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 juin 1861, pour l'emploi industriel de la vapeur oxygénée et de l'eau oxygénée.

1177° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 août 1861, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Martin (François), fabricant de fenêtrure, rue du Progrès, n° 33, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 mai 1861, pour une machine à fenêtrer les toitures.

1178° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 août 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Metshuiget (Pierre), entrepreneur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mars 1861, pour un système de cheminée fumivore hélicoïdale.

1179° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1861, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur de Mibech (Edouard), à Saint-Dié, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 juin 1861, pour un séchoir dit *séparateur*.

1180° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 août 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pomele (Louis-Marie), passementier, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 juin 1861, pour un système d'attaches de parapluies et d'ombrelles applicables à d'autres usages.

1181° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Rouchaud aîné (François), rue Notre-Dame, n° 66, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 septembre 1861, pour boîtes à conserves.

1182° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 août 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la Société Rousselot et

compagnie, à Paris, rue de la Cour-de-Nouve, n° 2 et 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 août 1861, pour la conversion des fers en acier d'ond dit *acier sauvage*, et pour donner aux métaux une plus grande dureté.

1183° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Schloss (Simon) et Neveu, fabricants, représentés par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 juin 1861, pour un carnet collecteur photographique ou carnet collectionneur photographique, etc.

1184° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Vost (Thomas), mécanicien, rue d'Elbeuf, n° 34 et 38, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 décembre 1861, pour un ensemble de divers moyens connus constituant une machine perfectionnée pour la production du froid artificiel et plus spécialement de la glace comestible par l'évaporation, dans le ride, des liquides volatils, utilisant ces liquides d'une manière continue et sans perte.

1185° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Storme (François), mécanicien, à Calais, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 janvier 1862, pour un système de métier Jacquart.

1186° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Trébot (Alphonse), rue du Pont-Monja, n° 26, à Nancy, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 février 1861, pour une tuyère destinée aux foyers.

1187° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Azemar (Desing), horloger, à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 1, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} septembre 1862, pour l'application de la vis sans fin à un remontoir et à la mise à l'heure par le pendant, adaptable aux montres de tous systèmes.

1188° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berthemait (Pierre), à Paris, rue de Montreuil, n° 107, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 juin 1860, pour une méthode de cintrer et de construire toutes sortes de voûtes et notamment celles à double courbure.

1189° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Besset (Ferdinand), curé, à Brié, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 août 1861, pour un système ayant pour but d'empêcher les accidents qui arrivent sur les chemins de fer par choc et particulièrement par choc en arrière.

1190° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Binet (Louis-Albert), représenté par le sieur Bonheville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 octobre 1861, pour un système perfectionné d'assemblage des montants et panneaux des caisses à fleurs.

1191° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouffant (Hugues), fabricant de porte-plumes, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 novembre 1859, pour des perfectionnements dans la construction des porte-plumes.

1192° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouffant (Hugues), fabricant de porte-plumes, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 novembre 1859, pour des perfectionnements dans la construction des porte-plumes.

1193° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bruct (Louis-Alexandre-Joseph), à Paris, rue Lepelletier, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 décembre 1858, pour un instrument dit *trichronomètre* ou *richronomètre*.

1194° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Cadiat (Marie-Madeleine-Amélie Miot), à Paris, rue de l'Odéon, n° 12, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juin 1858, pour un fourneau-tourtière.

1195° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Cadiat (Marie-Madeleine-Amélie Miot), à Paris, rue de l'Odéon, n° 12, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 août 1860, pour un réchaud universel.

1196° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cambacérès (Jules-Léonard-Louis), ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Paris, rue de Lille, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 février 1860, pour emploi de l'éloïdine et de l'acide éloïdique à l'éclairage.

1197° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chardon (Claude-Benoît), rue Ponteau, n° 30, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mars 1862, pour pieds moteurs artificiels.

1198° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Charpentier (Charles-André), mécanicien, et Levaillant (Jules-Émile), à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 juin 1862, pour des perfectionnements apportés dans les porte-bougies ou allumoirs.

1199° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cogniet (Charles), manufacturier, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 27 bis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 septembre 1861, pour application de l'huile volatile de pétroléine à l'épuration et au blanchiment de la paraffine.

1200° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Darbo (François), à Paris, passage de Choiseul, n° 86, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 mai 1854, pour des instruments à injection perfectionnés.

1201° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Deheinzelin (Lucien), verrier, à Frézeux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 mai 1862, pour un système de fabrication de bouteilles en verre, en ce qui concerne l'embouchure, et pour un fer qui sert à la fabriquer.

1202° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Demeurat (Louis), élisant domicile à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 124, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 avril 1862, pour des conserves alimentaires.

1203° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duchataux (Victor-Émile-Donat), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 octobre 1860, pour une machine à moissonner et à faucher.

1204° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Duret (Pierre-Galzave), rue Palais-Galien, n° 8, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 décembre 1861, pour machines à fabriquer les tuiles creuses.

1205° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Forestier (Pierre-Louis), à Paris, rue Jean-de-Beauvais, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 juin 1862, pour un album photographique à escadrement à biseau.

1206° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Fuzellier-Cury, fabricant de feronnerie, représenté par le sieur Gustave Fuzellier, à Nouzon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 juillet 1859, pour la fabrication de poignées d'espagnolette.

1207° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Godefroy (Paul-Julien-Marie), à Paris, rue Richer, n° 46, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 avril 1861, pour un système et appareil antiméphitiques.

1208° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Klotz (Marc), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 septembre 1852, pour des procédés d'application d'ornements sur étoffes, cuirs et autres surfaces.

1209° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lacroix frères (Marie-Joseph-Raymond) et (Louis-Henri-Michel), négociants, à Paris, rue Blomet, n° 88, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 février 1862, pour un système de four à plâtre.

1210° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lacroix (Pierre), marchand de café, à Paris, rue Lévisse, n° 20, territoire de Montmartre, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 novembre 1857, pour un appareil dit *conservateur de l'arôme*.

1211° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lecomte (D.), fabricant de boutons, représenté par le sieur Hébé, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 juin 1862, pour un anneau recouvert d'étoffe.

1212° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leplay (Absalon-Hippolyte), chimiste-manufacturier, à Paris, rue Meslay, n° 47, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 mars 1862, pour des méthodes, procédés et appareils agricoles pouvant être appliqués dans la grande comme dans la petite culture et à volonté, ou pour la production de l'alcool; ou pour la production du sucre.

1213° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Maire (Joseph), impasse des Tapis, n° 4 (Croix-Rousse), à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 septembre 1860, pour un instrument graphique dit *niveau balancier à lentille ou à poids*.

1214° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marchal (Désiré), à Paris, rue des Marais-Saint-Martin, n° 91, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 juin 1862, pour des types de plateaux en fer laminé, battu, forgé, malléable ou ductile, ainsi que pour des éclisses entretoises d'assemblage et d'écartement également en fer, et pour coussinets à talons en fer de fonte, à l'usage des chemins de fer.

1215° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Maréchal-Deshumier (Jules-Léon), mécanicien, à Bohain, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 mars 1862, pour perfectionnement à la machine Jacquart.

1216° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Margueritte (Louis-Joseph-Frédéric), Lalouët de Sourdeval (Alfred) et Worms de Romilly (Henri-Louis-Félix), chimistes, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mars 1861, pour le traitement et l'utilisation des urines putréfiées dites *eaux vannes*, et des eaux provenant de la fermentation ou de la calcination des matières animales et de la distillation de la houille.

1217° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Meyer père et Félix (Jean-Jacques) et (Adolphe), représentés par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 mars 1861, pour un système de locomotive dit *locomotive-tender articulée universelle*.

1218° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1862,

au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rival (Jules), à Paris, rue Beaurepaire, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 juillet 1862, pour un procédé de remplissage complet des tonneaux de vidange, pendant le curage des fosses d'aisances, au moyen du vidé.

1219° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rouvière aîné (Eugène-Alexandre), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 31, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 novembre 1861, pour une pompe élévatoire à pistons différentiels.

1220° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Sauret (Eugène) et de Fleury (Eugène), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mai 1862, pour un séchoir sans fin.

1221° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Siemens (Charles-William), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 28 février 1861 et expirant le 28 août 1874, pour des perfectionnements apportés aux machines fonctionnant par l'expansion et la contraction alternative des gaz ou d'autres fluides élastiques.

1222° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sortais (Théodore-Auguste-Marie), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 décembre 1858, pour un système de transmission télégraphique.

1223° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Vives (Henri), horloger, et Rousse (Jean-Baptiste-Théodore), professeur de physique et de chimie au lycée impérial, demeurant tous deux rue Neuve, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 janvier 1862, pour un télégraphe à cadran écrivant et imprimant en caractères typographiques.

1224° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Amphoux (Henri), fabricant d'allumettes, chemin du Rouet (côté gauche), à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 décembre 1861, pour un porte-allumettes.

1225° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Amphoux (Henri), fabricant d'allumettes, chemin du Rouet (côté gauche), à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 décembre 1861, pour un porte-allumettes.

1226° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Besançon (Albert-François), place Saint-Jean, n° 8, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juillet 1861, pour une amélioration dans la confection des instruments de musique en métal à embolochure.

1227° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bigot (Isidore-Hippolyte-Edmond), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 septembre 1861, pour un Hôteau de cheminée dit *rideau français*.

1228° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonenfant (Hugues), fabricant de porte-plumes, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 novembre 1859, pour des perfectionnements dans la construction des porte-plumes.

1229° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cauchiel (Jean-François-Henri) et Gladieux (Chrysostome-André), fabricants, représentés par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet

1230° L'invention de quinze ans pris, le 12 mai 1862, pour économie des cartons dans les ateliers à la Jacquart.

1230° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coignet (François), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 mai 1860, pour des systèmes, appareils et ustensiles propres à la préparation et à l'emploi des bétons Coignet.

1231° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Daubréville (Léopold), à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 décembre 1861, pour un genre de couvercles dits *échauffeurs*, s'adaptant à tous les vases servant aux usages culinaires.

1232° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs de Clerq et compagnie, représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 novembre 1861, pour un appareil automateur dit *siphon à double retour d'eau*, propre à l'aspiration, au reoulement et à l'élévation de l'eau.

1233° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delaurier (Émile-Joseph), négociant, élisant domicile à Paris, chez le sieur Ferrard, rue Saint-Jacques, n° 354, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juin 1861, pour un moteur.

1234° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Denis (Annoine), fabricant de passementerie, etc. place de Marengo, n° 2, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 décembre 1861, pour un procédé de fabrication de rubans ou d'étoffes de velours dits *à double face*.

1235° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Dupègre (Laurent), teinturier-fixateur, rue Madame, n° 8 et 10, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 novembre 1861, pour une teinture dite *teinture lre*.

1236° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Félix (Joseph-Jéjix), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 129, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 février 1862, pour un genre de machine à percer.

1237° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Gautier, fabricante de montures de fer de parapluies, à Paris, rue Montmartre, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 mars 1862, pour un procédé de fabrication de tenons de parapluies.

1238° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hauteclouque (Pierre-Denis), négociant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 juin 1862, pour un genre de bouton et pour les outils et moyens employés à les fabriquer.

1239° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hudson (Charles-Hodge), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 juin 1862, pour perfectionnements dans la construction des cuirasses des bâtiments de guerre.

1240° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Journaux, née Leblond (Marie-Rosalie-Joséphine), représentée par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 août 1860, pour des machines à coudre.

1241° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laporte (Étienne), chimiste, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 novembre

1861, pour un système de lampe modérateur propre à brûler l'huile de résine minérale et autre.

1242° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Learch, représenté par le sieur Armengaud, à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 50, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 juillet 1862, pour un procédé de fabrication de la fonte et de l'acier.

1243° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lerenard (Auguste-Aimé), représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 février 1862, pour un système de joints pour récipients ou conduites de vapeur, de gaz, d'eau ou d'autres fluides.

1244° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Lombard et Batellier, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juin 1861, pour une bague-cravate à fermoir.

1245° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Malavergue (Eutrope-Alexis), représenté par le sieur Gautier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 1, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 septembre 1861, pour un système de ramonage de cheminée.

1246° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Georges), constructeur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 janvier 1858, pour un système de construction de ponts pour chemins de fer, routes, etc.

1247° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Meyer père et fils, représentés par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 mars 1861, pour un système de locomotive dit *locomotive-tender articulée universelle*.

1248° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mongrard (Louis-Pierre), à Paris, rue Vivienne, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 octobre 1861, pour un générateur de vapeurs froides pouvant servir de parfait carburateur.

1249° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Morot (François-Aimé), à Nancy, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 février 1860, pour des moteurs électro-magnétiques universels.

1250° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nicholls (Lucien-W.), représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 novembre 1861, pour un compteur pour voitures et wagons.

1251° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pagès (Antoine), à Paris, rue Bourtibourg, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 septembre 1861, pour un genre de coiffes de chapeau.

1252° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par l'abbé Pion (Charles-Henri), représenté par le sieur Klérian, à Paris, chaussée du Maine, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 avril 1862, pour un genre de serrure de sûreté dite *incrochetable*.

1253° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Poivret (Jules-Nicolas), mécanicien, rue du Palais-de-Justice, à Troyes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 août 1862, pour un système de distributeur et mode de faire compter plusieurs prises d'eau dans un compteur unique.

1254° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1862,

au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ponsier (Pierre-Constant-Éléonore), élisant domicile chez le sieur d'Homme, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 40, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 juin 1860, pour fabrication de bichromate de potasse et de bichromate de soude.

1255° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prouvost (Auguste), filateur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 septembre 1857, pour un pyromoteur ou machine à air, gaz ou vapeurs comprimés mécaniquement ou par la chaleur et régénérés d'après l'effet dynamique.

1256° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Sarron (Étienne), mécanicien, à Saint-Chamond, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1861, pour un système de cylindres ordinaires ou ouvrages pour faire toute espèce d'arbres de machines ou autres pièces de forge qui, sur la même pièce, ont différents diamètres.

1257° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Simon de Vandiville (Jean-Désiré), sténographe, rue Pocard, n° 26, au village Levallois, commune de Clichy-la-Garenne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 juillet 1860, pour des plumes sans arrêt.

1258° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tousaint (Joseph-Charles), horloger, à Paris, rue de Rivoli, n° 53, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 janvier 1862, pour un porte-cigare dit *porte-cigare mystérieux*, à métal préservateur.

1259° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Viard (Constance-Angélique Tassée), à Paris, rue Saint-Martin, n° 128, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 août 1862, pour application des huiles essentielles de betterave à la désinfection des huiles et essences minérales.

1260° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Aubanel (Alphonse), Tavernier et compagnie, représentés par le sieur Tavernier fils, à Paris, cité de Trévise, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 juin 1862, pour des perfectionnements apportés à la machine peigneuse dite à *pince*.

1261° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Auvray (Antoine), à Olivet, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 octobre 1861, pour un système d'encadrement de tableaux peints, glaces, émaux, porcelaines et faïences par pression souple.

1262° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Bernard, rue Croix-de-Seguey, n° 54, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} octobre 1861, pour une machine à blanchir le linge.

1263° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bernardi (Louis), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 septembre 1861, pour un réservoir d'encre pour plumes.

1264° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par le sieur Carmien (Pierre), mécanicien-horloger, à Luxe, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 février 1862, pour un compas elliptique Carmien.

1265° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Caussemille et compagnie, rue de Paradis, n° 3, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 juin 1861, pour un système de bascule.

1266° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Chartier et compagnie, à Paris, rue Lamartine, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 juillet 1862, pour diverses applications du pétroléum.

1267° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par les sieurs Counhaye (Jean-Baptiste-Servais), ferblantier, et Vaurillon (Louis), fumiste, rue de l'Université, n° 15, à Reims, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 janvier 1860, pour un calorifère régulateur fumivore.

1268° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Dudon-Mahon (Alphonse), plombier, à Soissons, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 octobre 1861, pour un système de pompe hydrostatique.

1269° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Dudon-Mahon (Alphonse), plombier, à Soissons, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 octobre 1861, pour un système de pompe hydrostatique.

1270° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Folliet fils (Jules-Auguste) et Poterz aîné (Hyacinthe), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 234, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 mai 1862, pour une peignasse mécanique pour laine et les matières filamenteuses en général.

1271° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hainguerlot (Georges-Tom), à Paris, rue de la Pépinière, n° 87, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 août 1861, pour la conservation des liquides spiritueux et alcooliques et moyens d'éviter l'évaporation pendant l'opération du dépôtage et mise en fût et la conservation en caves ou magasins.

1272° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Halimbourg (Auguste), chimiste, à Paris, rue d'Allemagne, n° 132, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 septembre 1861, pour une surface de frottement pour allumettes chimiques.

1273° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hitz (Meinrad), confiseur, à Paris, rue Saint-Dominique, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 mars 1857, pour un système de jouet d'enfant ou agrément de table.

1274° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Isaac (Marc), instituteur, représenté par le sieur Boisseau, à Paris, rue des Deux-Portes-Saint-Sauveur, n° 26, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 mars 1862, pour un appareil dit *calotteur de pipes*, etc.

1275° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par les sieurs Jeune-homme frères, à Nouzon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1859, pour des fers laminés pour fermetures de croisées et persiennes.

1276° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Landes, par le sieur Lamarque (Jean), coutelier, à Mont-de-Marsan, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 juillet 1861, pour un système de lanterne et de lampe à schiste pour l'éclairage des rues.

1277° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Laurent (Séraphin-Honoré) et Courlois (Pierre-Joseph), représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 novembre 1861, pour un système de frein pour chemins de fer.

1278° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Lepoux, A. Vallery et A. Delarocque, mécaniciens, rue de Granmont, n° 8, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 juin 1862, pour une combinaison pour faire fonctionner le déboureur de cartes dit *déboureur Danery*.

1279° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Lefèvre-Lefebvre (Louis-Félix), fondeur, à Saint-Quentin, et se rattachant au brevet d'inven-

tion de quinze ans pris, le 10 avril 1862, pour l'application d'un système de réchauffage des mélasses au moyen d'eau chaude.

1280° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Lefèvre-Lefebvre (Louis-Félix), fondeur, à Saint-Quentin, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 octobre 1861, pour l'application d'une mitre en fonte sur les cheminées.

1281° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Leplay (Absalon-Hippolyte), chimiste, et Cuisinier (Jules-François-Joseph), manufacturier, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 novembre 1861, pour divers moyens et procédés dans la manière de traiter et d'utiliser le noir animal pour la clarification et la filtration des jus, des sirops et de tous les liquides sucrés, etc.

1282° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lucas (Félix), ingénieur des ponts et chaussées, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 juillet 1862, pour un système d'éclairage.

1283° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathieu (Jules), représenté par le sieur Mathieu (Jules-Victor), à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 juin 1861, pour des perfectionnements apportés dans les appareils de fermetures postales et autres.

1284° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Nègre (Jean), rue Porte-Dijeu, n° 88, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 septembre 1861, pour une patte de pantalon et de gilet.

1285° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parent (Alfred-Isidore-Honoré), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 novembre 1861, pour une cartouche à broche obturatrice.

1286° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur Paris (Armand), forgeron, à Aulnay, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 janvier 1861, pour une charrue composée, 1° d'un déchaussoir pouvant enlever entièrement la terre de la ligne des ceps de vigne au moyen d'une pièce à ressort; 2° d'un binoir double et simple pouvant labourer la terre de la ligne des ceps.

1287° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Poitevin (Prosper-Charlemagne-Félicité) et Buxtorf (Emmanuel), constructeurs-mécaniciens, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 avril 1860, pour un tissu ou tricot en spirale et pour l'appareil tricoteuse mécanique qui produit ce tricot.

1288° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Poivret (Jules-Nicolas), mécanicien, rue du Palais-de-Justice, n° 25, à Troyes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 août 1862, pour un système de distributeur et mode de faire compter plusieurs prises d'eau dans un compteur unique.

1289° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Raabe et compagnie, gérants de la compagnie générale des verreries de la Loire et du Rhône, à Rive-de-Gier, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 mars 1861, pour perfectionnements à la fabrication des bouteilles.

1290° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 août 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Raboisson, docteur-médecin, à Izon, arrondissement de Libourne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 novembre 1861, pour un lit dit *agrofère*, *ulcéré-vite*, avec succédané de l'édredon.

1291° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schlessinger (Joseph), mécanicien, et Wistermann (Michel-Antoine), tourneur sur bois, représentés par le sieur Boisseau, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 mars 1862, pour un système de pompe dit *pompe universelle*.

1292° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sisco (Antoine-Joseph-Jérôme), représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 décembre 1861, pour un système de tuyaux de conduite d'eau permettant de dégager les engorgements qui peuvent se produire sans qu'il soit nécessaire de les démonter.

1293° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Etier (Jacob) et Voegtlin (Jean-George), représentés par le sieur Barral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 septembre 1862, pour un genre de fermeture métallique pour les tonneaux dite *bondes et robinets atmosphériques*.

1294° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Tastevin (Jean-Baptiste-Hilaire-Auguste), place d'Ainay, n° 4, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 janvier 1861, pour un fuseau tordeur et envideur.

1295° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thomas (Jacques-Marie-Alexandre), à Paris, rue Sainte-Placide, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 septembre 1860, pour un appareil pour transformer les lits ordinaires en lits mécaniques.

1296° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Vlainé (Pierre) et Anthoine (Victor), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 avril 1862, pour attelages de wagons.

1297° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Vlainé (Pierre) et Anthoine (Victor), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 avril 1862, pour un frein progressif pour wagons.

1298° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Vopel (Antoine), à Maubeuge, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 février 1860, pour des grilles économiques pour foyer de chaudières à vapeur et autres.

1299° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Wynants (Cornéille), mécanicien, représenté par le sieur Denimal, rue de Paris, n° 229, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 octobre 1861, pour un châssis serre-page d'imprimerie.

1300° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brintinck-Coathupe (Henry), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 27 février 1862 et expirant le 9 octobre 1875, pour des perfectionnements apportés à l'obtention ou à la production et à l'application des surfaces métalliques (ou autres) endentées, gravées, relevées en bosse ou en relief.

1301° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouteille (Michel), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 janvier 1861, pour des perfectionnements aux cylindres, cartons et porte-aiguilles des métiers Jacquart.

1302° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boyer (Joseph-François), fabricant, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin,

n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 octobre 1861, pour un procédé de fabrication de chaussures à empeignes dites *chaussures siamoises*.

1303° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bruet (Alexandre), horloger, Grande-Rue, n° 95, à Saint-Denis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mai 1862, pour un miroir mécanique à allouettes.

1304° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charvin (Antoine), à Paris, rue Neuve-Pigalle, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 juin 1862, pour un système de frein applicable à toute locomotion à moteur propulsant ou entraînant, dit *frein isolant système Charvin*.

1305° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chazottier (André), à Lyon, rue Palais-Grillet, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 juin 1862, pour un genre de vernis dit *vernis arabe*.

1306° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clément (Jules-Hippolyte), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 août 1859, pour un frein destiné à arrêter le mouvement de rotation de toute roue, de tout corps cylindrique.

1307° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coquatix (Jean-Benjamin), à Paris, rue Folie-Méricourt, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 juillet 1861, pour un genre de tapis dit *mosaïque Coquatix*.

1308° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Coursier (Pierre), mécanicien, rue de la Pépinière, n° 33, à Tours, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 décembre 1860, pour un porte-cigares.

1309° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, par le sieur Crucy (Jules-Michel), à Bannalec, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 décembre 1860, pour un batteur mécanique.

1310° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delvaux (Georges-Auguste-Jules), à Paris, rue Corneille, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 novembre 1861, pour une matière colorante.

1311° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delvaux (Georges-Auguste-Jules), à Paris, rue Corneille, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 mars 1862, pour une matière colorante violette au moyen du chlorhydrate d'aniline.

1312° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Ferné (Xavier), conducteur des ponts et chaussées, rue Ducan, n° 73, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 octobre 1861, pour l'animalisation, par l'emploi de la vapeur, des chanvres de Manille (abaca), d'Asie (Siam), de l'Inde (jute) et de la plante dite communément *sparte*, et transformation applicable aux draps et tous autres tissus et à la passementerie.

1313° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Flammiger (Frédéric-Jules), fabricant de portefeuilles, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 février 1859, pour des perfectionnements dans la construction des nécessaires, des sacs, des porte-monnaie, des porte-cigares, etc. etc.

1314° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fleury (Victor), horloger, représenté par le sieur Boisseau, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 octobre 1861, pour un genre d'échappement de pendule.

1315° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 septembre

1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Gabriac (Victor-Amédée), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juillet 1862, pour un système de charrue à louchet hélicoïdal.

1316° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par le sieur Grandjean (Pierre), employé au chemin de fer de l'Est, à Chaumont, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 septembre 1861, pour un système de chauffage appliqué aux voitures de chemin de fer.

1317° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gray (Caroll-Eugène), représenté par le sieur Ansart, boulevard Saint-Martin, n° 33, à Paris, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 octobre 1861, pour un appareil perfectionné servant à faire fondre, épurer et décharger les matières oléagineuses et grasses.

1318° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hagenbach (Joseph), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 janvier 1862, pour applications de l'argenterie sur tulle, tarlatane, etc.

1319° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Humbert (Jean-Nicolas), représenté par le sieur Barral, à Paris, rue du Faubourg Saint-Martin, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 octobre 1861, pour la fabrication mécanique des formes à chapeaux.

1320° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Imbs (Jules-Joseph), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 mai 1862, pour certains perfectionnements dans la fabrication des tissus, et spécialement des tissus ouatés.

1321° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Jouhet jeune (Annet), à Thiers, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 octobre 1862, pour un cuir dit *cuir vitracé*, en verre ou cristal.

1322° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefèvre (Henry-Alexandre), à Paris, boulevard Pigalle, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 mars 1861, pour un instrument d'optique dit *lampadoscope*.

1323° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemoine (Jules), à Paris, rue Saint-Paul, n° 34, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 septembre 1862, pour un procédé de décortication applicable à toutes les graines en général.

1324° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Letesier (Joseph), boulevard Saint-Aignan, à Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 juin 1859, pour une faucheuse et moissonneuse.

1325° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Marcel (Ferdinand), mécanicien, à Salernes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 novembre 1860, pour un système de machines collectives servant à couper les moellons.

1326° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par les sieurs Maréchal (Charles-Raphaël), peintre sur verre, Bouchotte fils (Émilien), minotier, et Tessié du Motay (Cyprien-Marie), chimiste, à Metz, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 juillet 1862, pour un procédé de rhabillage des pierres meulières.

1327° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marini (Héber),

à Paris, rue Blanche, n° 42, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 septembre 1862, pour une disposition de joints pour tuyaux.

1328° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Mauvage (Jules), à Héry, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 avril 1858, pour moules servant à transformer des tuyaux de drainage ordinaires en tuyaux à emboîtures.

1329° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Moll (Henri), rue des Menuts, n° 49, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 octobre 1861, pour une combinaison de voies de chemins de fer pouvant permettre la circulation de véhicules à écartement de roues différent.

1330° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Pihlstrand (Zélim), mécanicien, à Thann, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 septembre 1858, pour diverses modifications à la machine à fabriquer les tubes en papier, pour laquelle il a pris, le 2 décembre 1857, conjointement avec le sieur Hassenforder, un brevet de quinze ans.

1331° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert (André-François-Émile), représenté par le sieur Claës, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 35, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} août 1862, pour une grille calorifique perfectionnée.

1332° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rolin (Hugues), élisant domicile chez le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 juin 1852, pour un système de porte-allumettes.

1333° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Scullfort, Malliar et Meurice, manufacturiers, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 août 1859, pour un système d'essieux et boîtes pour toute espèce de véhicules dits *essieux du Nord*.

1334° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Shepard (William-Albert), représenté par le sieur Basset, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 mai 1861, pour perfectionnements dans le traitement de la gutta-percha.

1335° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Siès (Victor-Pierre), à Paris, rue du Temple, n° 106, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 juillet 1862, pour un instrument d'optique dit *polydoscope à double effet et multiplicateur*.

1336° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sormani (Maurice-Auguste), fabricant de crinolines, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 novembre 1860, pour un jupon sans acier dit *jupon Sormani*.

1337° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tavernier (John), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 novembre 1855, pour un système de fermeture sans bouchon applicable à toute espèce de vases.

1338° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thibault (Pierre), fabricant, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 18 (rive gauche), et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 janvier 1862, pour un système de suspension de lanternes pour l'éclairage public.

1339° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Valfort (Claude-Marie), rue Palais-Grillet, n° 22, à Lyon, et se rattachant au brevet d'inven-

tion de quinze ans pris, le 19 décembre 1861, pour un four dit *Valfort*, ou appelé pour le chauffage prompt et économique des fours de boulangerie et pour utiliser leur excédant de chaleur.

1340° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Viora (Constante-Angélique Teuée), à Paris, rue Saint-Martin, n° 128, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 août 1862, pour application des huiles essentielles de betterave à la désinfection des huiles et essences minérales.

1341° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Voile (Pierre), couvreur, à Sedan, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 décembre 1860, pour un procédé appliqué aux couvertures en ardoises.

1342° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vuillemin (Pierre-Louis-Alexis), agent d'affaires, à Paris, rue Charlot, n° 19 (quatorzième arrondissement), et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 janvier 1862, pour perfectionnements apportés aux robinets à gaz et à eau.

1343° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1861, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Werr (Victor), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 octobre 1861, pour un fauteuil mécanique s'adaptant aux lits et aux voitures.

1344° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Baudry (Jean-Baptiste), fabricant de sucre, à Croisilles, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 novembre 1861, pour la décoloration du moût animal.

1345° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bât (Paul) et Romero (Antonio), à Paris, rue de Rambuteau, n° 23 et 25, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 octobre 1862, pour un mécanisme applicable aux clarinettes à treize clefs et aux clarinettes Bache.

1346° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Briet (Henri-Victor-Alfred), clerc de notaire, représenté par le sieur Mary, à Paris, rue de Cléry, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 février 1862, pour une table ou répertoire alphabétique dit *répertoire Briet*.

1347° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ceigne (François), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 novembre 1859, pour préparations et moyens de préparation et applications générales et particulières d'un genre de béton dit *béton plastique*.

1348° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Danger (Jules-Félix-Camille), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 octobre 1861, pour des perfectionnements apportés aux sièges portatifs.

1349° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par la société Delafontaine jeune et Demaret (Louis), filateurs, rue Lendré, n° 21, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} mars 1862, pour un système de débouresseuses automatiques pour cylindres de cardes, pouvant opérer sur une même cardo le débouillage de plusieurs cylindres de diamètres égaux ou inégaux.

1350° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumesnil (Louis-Michel), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 juin 1852, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des objets en porcelaine réfractaire.

1351° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Duplay (Georges), ébéniste, rue Notre-Dame, n° 11, à Saint-Étienne, et se rattachant au

brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 novembre 1860, pour un système de battant pour métier à la Jacquart pour rubans, passementerie, velours et étoffes.

1352° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Gobert (Auguste), élisant domicile chez le sieur Mathias, à Fives-lès-Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 avril 1862, pour un système de boîte à graisser.

1353° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jeandrieu (Jean-Marie), fabricant de robinets, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mars 1861, pour un genre de robinet à flotteur, à clapet spécial, mû par un excentrique formé sur sa clef, applicable à l'alimentation des réservoirs à eau et autres.

1354° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Landouzy (Marc-Hector), médecin, à Reims, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 décembre 1861, pour un appareil propre à empêcher les miasmes des égouts.

1355° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laviron (Paul-Emile-François), à Paris, rue Pigalle, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 octobre 1860, pour un foyer-siphon, avec ou sans mètre, pour empêcher les cheminées de fumer, leur faire rendre une grande chaleur, etc.

1356° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Lecœur (Augustin), constructeur-mécanicien, rue du Puits-de-la-Montée, à Sotteville-lez-Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 mai 1862, pour un système de broche à filer équilibrée par la force centrifuge.

1357° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Martin fils (Henri), chaudronnier, section des Montins, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 mars 1862, pour un système de chaudière à vapeur.

1358° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Mermet (François-Vital), chapelier, représenté par le sieur Gallard, à Lons-le-Saunier, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 mars 1862, pour un procédé propre à rendre imperméables à l'eau et à l'air les chapeaux en feutre souple.

1359° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 septembre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Million (François), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mars 1861, pour chauffage intérieur des machines à air de n'importe quel système ou des machines à fluides élastiques quelconques, le charbon étant placé dans un foyer extérieur et indépendant des appareils mécaniques.

1360° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Monnet et Dury, rue de Baraban, n° 8, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 mai 1862, pour un blen dit *blen de rosaniline*.

1361° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Ferrier (Louis-Félix), menuisier, boulevard Mercentié, n° 88, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 janvier 1858, pour une machine propre à la fabrication des allumettes.

1362° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur de Pindray-Lebègue, chimiste, à Mézières, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 février 1862, pour perfectionnements apportés dans la construction des fourneaux à apprêts et application du système.

1363° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Piret (Jean-

Baptiste-Gabriel-Marie-Frédéric), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 décembre 1861, pour appareil servant à lubrifier les frottements des coussinets, appelé *couronne à ailes hélicoïdales*.

1364° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Poivret (Jules-Nicolas), mécanicien, rue du Palais-de-Justice, n° 25, à Troyes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 août 1862, pour un système de distributeur et mode de faire compter plusieurs prises d'eau dans un compteur unique.

1365° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le général Prévost, baron d'Arlincourt (Charles-Marie-Alexandre), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} octobre 1862, pour distillation des rognures de zinc et des plaques dites n° 1 et 2, et des rognures et déchets de la galvanisation.

1366° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rapp (Charles-Frédéric), représenté par le sieur Tolhausen, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 novembre 1855, par le sieur Lobstein, dont il est cessionnaire, pour une machine à coudre.

1367° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Ronze et Vachon, négociants, rue Impériale, n° 7 et 9, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 janvier 1861, pour obtention de dessins par impression sur chapeau sur un autre tissu.

1368° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Sallé (Jean-Jacques-Victor), basistamier, à Soulangy, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 octobre 1861, pour des pâtes composées afin d'adoucir les cotons filés, etc.

1369° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Sénat (Gilles), rue Lecoq, n° 94 et 96, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 mai 1862, pour la fabrication et le cambrage, sur apprêt, des tiges de bottines à verni.

1370° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Landes, par le sieur Seris (Jean), entrepreneur, à Dax, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 octobre 1861, pour l'application, à l'aide de stores, d'un moyen ayant pour but de préserver les voyageurs de la poussière soulevée par les convois de chemins de fer.

1371° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Symon (Maximilien), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 octobre 1861, pour des perfectionnements dans la fabrication des clous servant à la décoration des petits meubles et autres articles de fantaisie.

1372° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Touzallin père (Adolphe), doreur, à Châtillon-sous-Bagneux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 octobre 1861, pour un moteur.

1373° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Touzallin père (Adolphe), doreur, à Châtillon-sous-Bagneux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 octobre 1861, pour un moteur.

1374° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur Trouillet (Joseph-Antoine), entrepreneur de travaux publics, à Xertigny, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 décembre 1861, pour un cavateur, ou machine à creuser en dessous et intérieurement, dit *système Trouillet*.

1375° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vautier

filz jeune (Ferdinand), représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 décembre 1861, pour un robinet à fermoir automatique antiréactif, pouvant se démonter pour faire les réparations nécessaires sans arrêter l'eau de la conduite.

1376° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vautier (Antoine-Constant), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mai 1862, pour un système perfectionné de traitement des plantes et végétaux, afin d'en extraire les fibres et filaments pour fabriquer des fils et tissus divers, et aussi pour la transformation des végétaux en pâte à papier et à carton, et pour l'application de ces procédés aux déchets de soie, etc. ainsi qu'au traitement des fils et des tissus déjà fabriqués.

1377° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Verdeil (François-Auguste) et Michel (Edmond), représentés par le sieur Basset, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 janvier 1859, pour procédé pour le traitement de la garance.

1378° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Voirin (Henri), constructeur de machines, à Paris, rue Mayet, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 mars 1860, conjointement avec le sieur Dupont, pour un mouilleur capillaire et des dispositions appropriées aux presses mécaniques lithographiques.

1379° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1862, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Véry (Eugène-Joseph) et Moynier père (Jean-Baptiste), représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} septembre 1862, pour un genre de plancher en fer et en bois.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 12,259. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est approuvé le tarif ci-annexé pour la perception des droits de péage au bac à vapeur de la Tremblade, établi sur la Seudre, dans le département de la Charente-Inférieure.

2. Sont exempts des droits de péage, les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents tels qu'ils sont énumérés au tarif annexé au présent décret, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (Paris, 4 Mai 1864.)

Tarif des droits à percevoir au passage du bac à vapeur de la Tremblade, établi sur la Seudre, dans le département de la Charente-Inférieure.

ART. 1^{er}. { 1^{re} classe, quarante centimes, ci..... 0^e 40^e
Voyageurs (par tête). { 2^e classe, trente centimes..... 0 30

Au-dessous de cinq ans, les enfants ne payent pas; de cinq à huit ans, ils payent demi-place, à la condition d'être accompagnés.

Chaque voyageur a droit, sans supplément de prix, au transport de trente kilogrammes de bagages. Les enfants payant demi-place n'ont droit qu'à quinze kilogrammes.

Les bagages pesant plus de trente kilogrammes devront être transportés en même temps que les voyageurs, mais à la condition de payer un supplément ainsi réglé :

De 0 kilog. à 10 kilog., cinq centimes, ci.....	05 ^c
De 11 kilog. à 20 kilog., dix centimes, ci.....	10
De 21 kilog. à 100 kilog., vingt centimes, ci.....	20

Au delà de ce poids, les bagages seront considérés comme marchandises.

Chiens (par tête), dix centimes, ci.....	0 ^c 10 ^c
Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait, un franc, ci.....	1 00
Bestiaux (par tête) .. Anes, ânesses, génisses, soixante centimes, ci.....	0 60
Veaux, trente centimes, ci.....	0 30
Porcs gras, cinquante centimes, ci.....	0 50
Moutons, brebis, boucs, chèvres, agneaux, cochons de lait, vingt centimes, ci.....	0 20
Voiture suspendue à deux roues, un franc, ci.....	1 00
Voiture suspendue à quatre roues, deux francs, ci....	2 00
Charrette ou tombereau à deux roues et un cheval, un franc, ci.....	1 00
Charrette ou tombereau à deux roues et deux chevaux un franc soixante centimes, ci.....	1 60
Voitures et matériel roulant (par pièce). Charrette ou tombereau à deux roues et trois chevaux, deux francs cinquante centimes, ci.....	2 50
Chariot à quatre roues et un cheval, un franc vingt centimes, ci.....	1 20
Chariot à quatre roues et deux chevaux, deux francs, ci.....	2 00
Chariot à quatre roues et trois chevaux, deux francs soixante et dix centimes, ci.....	2 70
Voitures, charrettes ou chariots traînés par un âne ou à bras, soixante et dix centimes, ci.....	0 70

Les droits ci-dessus sont indépendants de ceux qui peuvent être dus pour les personnes, les attelages et les marchandises.

(Les fractions de poids ne sont comptées que par centième de tonne ou dix kilogrammes, et toute fraction de dix kilogrammes est comptée pour dix kilogrammes.)

Marchandises (par tonne de 1,000 kilog.).	1 ^{re} classe. Huîtres, poissons frais, spiritueux, huiles, bois de menuiserie, produits chimiques, œufs, viande fraîche, gibier, sucre, café, épicerie, tissus, denrées coloniales, objets manufacturés, armes, quatre francs, ci.....	4 00
	2 ^e classe. Blés, graines, farines, légumes, riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées, chaux et plâtres, charbon de bois, bois à brûler, bois de charpente, marbres, albâtres, bitumes, cotons, laines, vins, vinaigres, boissons, bière, coke, fers, cuivre, plombs et autres métaux ouvrés ou non ouvrés, fontes moulées, trois francs, ci.....	3 00
	3 ^e classe. Houille, marne, cendre, fumier, engrais, pierres à chaux et à plâtre, pavés et matériaux employés sur les routes, pierres de taille et produits de carrières, ciments, minerais de fer et autres, fontes brutes, sels, moellons, meulière, cailloux, sable, argile, briques et ardoises, deux francs cinquante centimes, ci.....	2 50

Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés, seront rangés, pour les droits à percevoir, dans la classe avec laquelle ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de première classe.

Les prix déterminés au tarif ne sont point applicables : 1° à des masses indivisibles pesant plus de deux mille kilogrammes ; 2° aux objets qui, sous un mètre cube, ne pèsent pas deux cents kilogrammes ; 3° aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux ; 4° aux animaux non accompagnés de conducteur ; 5° à l'or et à l'argent, au mercure, au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs.

L'entrepreneur ne sera pas obligé de transporter les objets ci-dessus désignés.

Les prix du tarif ne sont point applicables non plus à un colis isolé pesant moins de quarante kilogrammes, et l'entrepreneur pourra percevoir pour ce colis, quel que soit son poids, vingt centimes (0' 20').

Le passage sera interdit quand les eaux surmonteront la partie peinte en rouge du poteau de hauteur établi sur la rive de contre-balage, dans les temps de débâcle et lorsque la rivière charriera des glaces et des glaçons.

Les bateaux ne pourront jamais être chargés au delà du poids qui les ferait enfoncer jusqu'à la ligne de flottaison tracée en rouge sur leurs flancs.

2. Sont exempts des droits de péage :

Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes ; les agents de l'administration forestière, des lignes télégraphiques ; les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux ; les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi, les facteurs ruraux, les gardes champêtres, les inspecteurs de la marine, officiers du commissariat, commis et écrivains de la marine, syndics des gens de mer, gardes maritimes, inspecteurs des pêches, prud'hommes pêcheurs et gardes jurés des pêches, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs de leurs commissions ;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants ;

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne et de leurs voitures et conducteurs ;

Les malles-poste, les courriers et les estafettes du Gouvernement ;

Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent ; les bouviers, bœufs, chevaux et voitures requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages des troupes et des militaires malades ; les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs ;

Les militaires de tous grades voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément ; la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie et les voitures et chevaux servant à les transporter, à la charge de représenter, soit une feuille de route, soit un ordre de service ;

Les gardes nationaux marchant en détachement ou isolément, pour le service public, mais à la même condition ;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier sera tenu de passer une personne seule, sans exiger d'autre droit que le droit simple, lorsqu'elle aura attendu sur le port le laps de temps qui sera d'une demi-heure.

Il devra passer sans aucun délai les fonctionnaires, agents et autres personnes désignées à l'article 2 du présent.

Toute autre personne qui voudra passer isolément et sans attendre ce laps de temps payera le droit fixé dans ce cas par le tarif.

Le fermier sera tenu de passer, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les préfets et sous-préfets, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les employés des contributions indirectes et des douanes, la gendarmerie, les ministres des différents cultes reconnus par l'État, et leurs assistants; les gardes champêtres, les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire, les inspecteurs de la marine, officiers du commissariat, commis et écrivains de la marine, syndics des gens de mer, gardes maritimes, inspecteurs des pêches, prud'hommes pêcheurs et gardes jurés des pêches.



Certifié conforme :

Paris, le 17^e Mai 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1202.

N° 12,260. — *Loi qui ratifie une Convention passée entre le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics et la Compagnie fermière de l'Établissement thermal de Vichy.*

Du 7 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est ratifiée la convention passée, le
entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics, au nom de l'État, et la compagnie fermière de l'établisse-
ment thermal de Vichy, et approuvée provisoirement par décret im-
périal.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, comte JOACHIM MURAT
H. BUSSON-BILLAULT, SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui approuve
une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du com-

merce et des travaux publics et la compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, comte DE BÉARS.
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes en soit chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROCHE.

Convention entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, et la compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy.

Entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, et la compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy, ladite compagnie représentée par MM. Denière, Germain Thibaut et Fère, président et membres du conseil d'administration, délégués par ledit conseil à l'effet des présentes, et sans ratification par l'assemblée générale des actionnaires dans un délai de six mois,

Il a été dit et convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy, représentée ainsi qu'il est dit ci-dessus, s'engage vis-à-vis du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics :

1^o A exécuter à ses frais, risques et périls, dans la partie de l'ancien parc dépendant de l'établissement thermal, bordée par la rue Rouher, la rue Cunin-Gridaine et la grande allée, un casino, conformément aux plans qui seront produits par ladite société et approuvés par le ministre;

2^o A garnir ce casino de meubles en rapport avec sa destination;

3^o A construire des serres pour recevoir les fleurs destinées à l'ornement du nouveau parc le long de l'Allier, et un pavillon pour le gardien desdites serres;

4^o A reconstruire, sur des plans préalablement approuvés par le ministre, le bain dit de l'Hôpital, dans la partie de l'ancien parc bordée d'un côté par la rue Rouher, d'un autre côté par la grande allée, et à y amener à ses frais la source dite de l'Hôpital; le nombre de baignoires à placer dans l'établissement ainsi reconstruit devra être de trente au moins.

Les travaux déterminés aux paragraphes ci-dessus du présent article devront être achevés dans le délai de trois ans au plus.

2. La compagnie abandonne à l'État le terrain compris dans l'enclos Lardy, appartenant aux sources des Célestins et marqué par les lettres A et B sur le plan général de Vichy joint à la présente convention, lequel terrain restera, d'ailleurs, compris dans les immeubles affectés à la compagnie.

3. La compagnie s'engage à verser au trésor public, en sus de son prix de ferme, par semestre, au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet de chaque année, tant pour les grosses réparations de l'établissement thermal que pour les frais d'entretien des routes thermales, du nouveau parc, de la rivière qui le traverse et des serres qui doivent y être construites, une somme de cinquante-cinq mille francs.

L'entretien et les grosses réparations du casino et de toutes les constructions nouvelles faites par la compagnie seront à sa charge, à l'exception des serres, dont l'entretien et les réparations de toute nature demeureront à la charge de l'État.

4. Dès que le nouveau bain de l'hôpital aura été construit dans l'emplacement indiqué au paragraphe 4 de l'article 1^{er}, la société installera le service des indigents dans l'établissement actuel de l'hôpital et elle y amènera à ses frais l'eau minérale nécessaire à ce service.

5. La compagnie devra établir, en prolongement de l'établissement thermal n° 2, deux salles ou galeries contenant chacune douze cabinets de bains; l'une de ces salles ou galeries sera destinée aux hommes, l'autre aux femmes; le prix de chaque bain dans ces cabinets, avec deux serviettes, ne dépassera pas soixante centimes.

Dans le cas où ces deux salles ou galeries ne seraient pas prêtes à recevoir les baigneurs à l'ouverture de la saison des eaux de 1864, la compagnie sera tenue d'y suppléer par un nombre égal de cabinets et aux mêmes conditions de prix et de service dans les parties de l'ancien établissement affectées aux bains à un franc vingt-cinq centimes.

6. De son côté, le ministre de l'agriculture du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, s'engage à faire abandon à la société de Vichy :

1° Du terrain portant le nom de *Pépinère*, situé près de l'établissement thermal et marqué par la lettre I sur le plan général ci-annexé;

2° D'un autre terrain de deux cents mètres de superficie, situé à côté des Célestins et marqué de la lettre C sur ledit plan général.

7. Par dérogation à l'article 3 du cahier des charges annexé à la loi du 10 juin 1853, il y aura dans l'établissement thermal de Vichy des bains et douches de trois classes.

La première classe, avec un fond de bain, un peignoir, deux serviettes et une robe de chambre, payera trois francs (3^e).

La deuxième classe, avec peignoir et deux serviettes, payera deux francs (2^e).

La troisième classe, établie dans les conditions stipulées par l'article 5, payera soixante centimes (60^e).

Le prix des bouteilles de demi-litre d'eau minérale expédiée par la compagnie, qui est fixé à trente-cinq centimes (0^e 35^e) par le cahier des charges ci-dessus rappelé, est porté à cinquante centimes (0^e 50^e).

La compagnie est autorisée à percevoir, pour l'emballage des caisses contenant moins de cinquante bouteilles de litre ou de demi-litre, un droit fixe de un franc.

Il est entendu que le nombre des trois cents baignoires, fixé par le cahier annexé à la loi du 10 juin 1853, doit toujours exister indépendamment des vingt-quatre baignoires énoncées dans l'article 5.

8. Les dispositions relatives à l'augmentation du prix des bains et au versement par la compagnie au trésor public de la somme de cinquante-cinq mille francs stipulée à l'article 3 ci-dessus seront appliquées à dater du 1^{er} janvier 1864.

9. Indépendamment des avantages stipulés au profit de la compagnie dans l'article 7 ci-dessus, la durée du bail, fixée à trente-trois ans par le cahier des charges annexé à la loi du 10 juin 1853, est augmentée de dix-huit années et portée ainsi à cinquante et un ans.

10. Toutes les constructions, tous les établissements que la société s'oblige à faire ou fera pendant la durée du bail seront immédiatement considérés comme faisant partie de l'établissement thermal et ils feront retour à l'État à l'expiration du bail, sans aucune restriction ni réserve et sans qu'il y ait lieu, de la part de l'État, à aucune indemnité au profit de la société.

11. La compagnie est tenue d'exécuter tous les travaux indiqués dans les articles 1 et 5 de la convention et dont la dépense est évaluée à la somme de un million trois cent quarante mille francs. Elle sera sans recours contre l'État pour les sommes qui dépasseraient cette évaluation.

12. La compagnie sera soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration, pour l'exécution des travaux compris dans la présente convention. Elle devra justifier des sommes dépensées par elle, jusqu'à concurrence du chiffre indiqué dans l'article précédent suivant les formes qui seront réglées par des décisions du ministre.

13. Toutes les clauses du cahier des charges annexé à la loi du 10 juin 1853, auxquelles il n'est pas dérogé par la présente convention, continueront de recevoir leur pleine et entière exécution.

14. La présente convention ne sera passible que du droit fixe de un franc.

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif, dans sa séance du 20 avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Marquis DE TALHOUËT, comte LE PELETIER D'AUNAY,
SÉVERIN ABBATUCCI, HENRI NOUBEL.

Vu pour être annexé à la loi qui approuve la convention passée entre le ministre de l'agriculture du commerce et des travaux publics et la compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy.

Le Sénateur Secrétaire du Sénat,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

Vu pour être annexé à la loi du 7 mai 1864.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,261. — *Loi qui approuve un Échange de terrains entre l'État et M. Mahalin, M. Wilbert et M^{me} Thevenin.*

Du 14 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans l'acte passé, le 1^{er} septembre 1863, entre le préfet du département de la Meurthe, agissant au nom de l'État, d'une part, le sieur Alphonse Mahalin, le sieur Hubert Wilbert et la dame Thevenin, celle-ci agissant comme héritière du sieur Charles Wilbert, son père, d'autre part, l'échange sans soulte, d'une parcelle de vingt-trois hectares quatorze ares (23^h 14^a) à détacher de la forêt domaniale du

Chenot contre l'étang de Very, d'une superficie de trente-deux hectares vingt ares dix centiares (32^h 20^a 10^c) enclavé dans cette forêt.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

**Signé COMTE LE PRELIER D'AUNAY, H. BUSSON-BILLAULT,
SÉVERIN ABRATUCCI, COMTE JOACHIM MURAT.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un échange de terrains dans le département de la Meurthe.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

**Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,262. — Loi qui fait cession gratuite à la ville d'Amiens des droits de l'État sur deux Terrains.

Du 14 Mai 1864.

**NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

XI^e Série.

46..

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est fait cession gratuite à la ville d'Amiens (Somme), pour l'ouverture, conformément aux indications du plan annexé à la présente loi, d'une rue entre la rue des Trois-Cailloux et le portail de la cathédrale dit *de la Vierge dorée*, des droits de l'État :

1° Sur un terrain teinté en jaune foncé sur le plan, ledit terrain donné à bail emphytéotique par le gouvernement de la province de Picardie au sieur *Levasseur* pour quatre-vingt-dix-neuf ans, le 8 avril 1779, à la charge par l'emphytéote d'y élever des constructions, lesquelles doivent être remises sans indemnité au bailleur, à l'expiration du bail ;

2° Sur un terrain teinté en jaune clair, à prendre sur les dépendances du palais de justice.

2. La ville d'Amiens sera, en ce qui concerne le terrain qui fait l'objet du bail emphytéotique, substituée purement et simplement, soit à l'égard des détenteurs, soit à l'égard de tous autres, aux droits de l'État, sans aucune garantie ni aucun recours contre lui.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé COMTE LE PELETIER D'AUNAY, marquis DE TALHOUËT,
SÉVERIN ABBATUCCI, comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une cession gratuite de terrains à la ville d'Amiens (Somme).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux

tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROCHER.

N° 12,263. — *Loi qui autorise le Ministre des Finances à renoncer, au profit de la ville d'Ardres, moyennant une indemnité, à la faculté de demander la remise de Terrains cédés, pour cause d'utilité publique, à la ville en 1852, et qui n'ont pas reçu leur destination.*

Du 14 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le ministre des finances est autorisé à renoncer, au profit de la ville d'Ardres (Pas-de-Calais), moyennant le paiement d'une indemnité de six cent douze francs quatre centimes (612^f 04^c), à la faculté appartenant à l'État, d'après l'article 60 de la loi du 3 mai 1841, de demander la remise de ceux des terrains cédés pour cause d'utilité publique, à la ville, par acte du 1^{er} décembre 1852, et qui n'ont pas reçu leur destination.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 19 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé COMTE LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBATUCCI.
marquis DE TALHOUËT, HENRI NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à la

46...

renonciation au profit de la ville d'Ardres au droit de préemption conféré par l'article 60 de la loi du 3 mai 1841.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG,

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOÛDS,
baron T. DE LAGROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LAGROSSE.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,264. — *Loi qui autorise le département de l'Allier à s'imposer
extraordinairement.*

Du 14 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Allier est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement, pendant neuf ans, à partir de 1866, douze centimes additionnels au principal des quatre con-

tributions directes, dont le produit sera affecté à l'achèvement des chemins vicinaux de grande communication et au paiement des subventions qui seront accordées aux communes pour les travaux des autres lignes vicinales.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception sera autorisée, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Avril 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

**Signé COMTE LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBATUCCI,
COMTE JOACHIM MURAT, MARQUIS DE TALHOÛËT.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une imposition extraordinaire par le département de l'Allier.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

**Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, LE GÉNÉRAL COMTE DE GONON,
BARON T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

**Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,**

Signé J. BAROCHE.

N° 12,265. — *Loi qui autorise le département des Bouches-du-Rhône à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 14 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Le département des Bouches-du-Rhône est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra pas dépasser cinq pour cent, une somme de un million cinq cent vingt mille francs (1,520,000^f), qui sera affectée au complément des dépenses que nécessite la construction d'un nouvel hôtel de préfecture à Marseille.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Si l'emprunt est réalisé auprès de la société du crédit foncier, le département pourra ajouter au taux de l'intérêt ci-dessus fixé un droit de commission de trente centimes pour cent.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département des Bouches-du-Rhône est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, un centime treize centièmes pendant quarante ans, à partir de 1865, dont le produit sera affecté au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Il sera pourvu, en outre, au besoin de cet amortissement au moyen des sommes qui demeureront chaque année disponibles sur le produit de l'imposition créée par la loi du 12 juin 1861, pour le service d'un premier emprunt destiné à la construction du nouvel hôtel de la préfecture des Bouches-du-Rhône.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Avril 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

**Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, SEVERIN ABBATUCCI,
marquis de TALHOUËT, comte JOACHIM MURAT.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt et à une imposition extraordinaire par le département des Bouches-du-Rhône.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé E. ROUHER.

N° 12,266. — *Loi qui autorise le département de la Charente à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 14 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Charente est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session

de 1863, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra pas dépasser cinq pour cent, une somme de cent cinquante-trois mille francs (153,000^f), qui sera appliquée à la construction du palais de justice de Confolens, à l'achèvement de l'asile des aliénés et au rachat du péage du pont de Puygélief.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Charente est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Un centime pendant six ans, à partir de 1865, et trois dixièmes de centime en 1871, dont le produit sera affecté au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt à réaliser en vertu de l'article 1^{er} ci-dessus.

2° Deux centimes pendant six ans, à partir de 1865, dont le montant sera consacré aux travaux des routes départementales.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé HENRI NOUBEL, marquis DE TALHOUËT,
SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt et à des impositions extraordinaires par le département de la Charente.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROP LONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux

tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Mai 1864. •

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé E. ROUHER.

N° 12,267. — *Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement.*

Du 14 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Charente-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, un centime soixante et dix centièmes en 1865, un centime quatre-vingt-seize centièmes en 1866 et un centime soixante et dix centièmes en 1867, dont le produit sera affecté tant à l'acquisition et à l'appropriation des bâtiments occupés par la prison et le tribunal de Marennes qu'au solde des dépenses de construction et d'ameublement du palais de justice et de la caserne de gendarmerie de Saintes.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 19 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé MARQUIS DE TALBOUËT, SÉVERIN ABBATUCCI, HENRI NOUBEL,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à

une imposition extraordinaire par le département de la Charente-Inférieure.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 12,268. — *LOI qui autorise la ville de Bagnères-de-Luchon à contracter un Emprunt.*

Du 14 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Bagnères-de-Luchon (Haute-Garonne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de deux cent cinquante mille francs (250,000^f), remboursable en huit années, à partir de 1887, sur ses reventus, pour subvenir au payement de dettes arriérées et à d'autres dépenses

d'utilité publique, énumérées dans la délibération municipale du 17 septembre 1863, telles que l'ouverture d'une rue, l'établissement de nouvelles fontaines publiques, l'appropriation de salles de bains dans les thermes, le paiement d'une subvention promise à l'État pour l'élargissement de la route thermale n° 1.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Avril 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNÏ.

Les Secrétaires,

Signé HENRI NOUBEL, marquis DE TALHOUËT,
SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt par la ville de Bagnères-de-Luchon (Haute-Garonne).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardé des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 12,269. — *Loi qui autorise la ville de Nantes à contracter un Emprunt.*

Du 14 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ ET SANCTIONNONS, PROMULGUÉ ET PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. La ville de Nantes (Loire-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cinq cent mille francs (500,000^f), remboursable en sept années, à partir de 1864, sur ses revenus, tant ordinaires qu'extraordinaires, pour le payement des travaux supplémentaires exécutés ou à exécuter au nouvel Hôtel-Dieu.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

**Signé H. BUSSON-BILLAULT, SÉVERIN ABBATUCCI, comte JOACHIM MURAT,
comte LE PELETIER D'AUNAY.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt par la ville de Nantes (Loire-Inférieure).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

**Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

N° 12,270. — *Loi portant prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de la commune de Pont-l'Abbé (Finistère).*

Du 14 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La perception de la surtaxe de six francs (6') par hectolitre d'alcool, autorisée à l'octroi de la commune de Pont-l'Abbé, département du Finistère, par la loi du 1^{er} mai 1858, est et demeure prorogée jusqu'au 31 décembre 1874 inclusivement.

Cette surimposition est indépendante du droit principal de quatre francs (4') qui se perçoit sur ce liquide.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBATUCCI,
H. BUSSON-BILLAULT, comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à

une prorogation de surtaxe à l'octroi de la commune de Pont-l'Abbé (Finistère).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GUYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 12,271. — *Loi portant établissement d'une Surtaxe à l'Octroi de Tourcoing (Nord).*

Du 14 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir de la promulgation de la présente loi, et jusqu'au 31 décembre 1868 inclusivement, il sera perçu à l'octroi de Tourcoing (Nord) une surtaxe de six francs (6') par hectolitre de vin; de deux francs (2') par hectolitre de cidre, poiré et hydromel, et de douze francs (12') par hectolitre d'alcool pur, contenu dans les

eaux de vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Il est entendu que ces surimpositions sont indépendantes des droits principaux perçus sur ces liquides.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Avril 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, marquis DE TALHOUËT,
SÉVERIN ABBATUCCI, comte JOACHIM MURAT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de la ville de Tourcoing (Nord).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 12,272. — Loi qui distraint la commune de Vernusse du canton d'Ébreuil, arrondissement de Gannat, et la réunit au canton de Montmarault, arrondissement de Montluçon (Allier).

Du 14 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La commune de Vernusse est distraite du canton d'Ébreuil, arrondissement de Gannat (Allier), et réunie au canton de Montmarault, arrondissement de Montluçon, même département.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Avril 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORAY.

Les Secrétaires,

Signé Marquis DE TALHOUËT, SÉVERIN ABBATUCCI, comte JOACHIM MURAT,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une délimitation de communes dans le département de l'Allier.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé TRAPLON.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GORTAL,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 12,273. — DÉCRET IMPÉRIAL qui convoque les Électeurs de la deuxième circonscription du département du Gard, à l'effet d'élire un Député au Corps législatif.

Du 7 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852⁽¹⁾ ;

Vu l'extrait des procès-verbaux du Corps législatif, duquel il résulte que les opérations électorales auxquelles il a été procédé, les 17 et 18 janvier, dans la deuxième circonscription du département du Gard, pour la nomination d'un député, ont été annulées dans la séance du 19 février dernier,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les électeurs de la deuxième circonscription du département du Gard sont convoqués pour les 29 et 30 mai prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant l'élection, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Mai 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé **P. BOUDET**.

N° 12,274. — DÉCRET IMPÉRIAL qui convoque les Électeurs de la quatrième circonscription du département du Gard, à l'effet d'élire un Député au Corps législatif.

Du 7 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852⁽¹⁾ ;

Attendu le décès de **M. Ernest André**, député de la quatrième circonscription du département du Gard,

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les électeurs de la quatrième circonscription du département du Gard sont convoqués pour les 29 et 30 mai prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant l'élection, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

— Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

N° 12,275. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Perpignan, d'un Asile de Vieillards tenu par les Petites-Sœurs-des-Pauvres.

Du 11 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation hospitalière des Petites-Sœurs-des-Pauvres existant à Rennes (Ille-et-Vilaine) en vertu de notre décret du 9 janvier 1856 ⁽¹⁾, est autorisée à fonder à Perpignan (Pyrénées-Orientales) un asile de vieillards tenu par des sœurs de cet ordre, sous la condition que cet asile ne prendra pas le titre d'hospice et à la charge par les religieuses qui le dirigent : 1° de se conformer exactement aux statuts de la maison mère approuvés par ordonnance royale du 8 juin 1828 ; 2° d'admettre dans cet asile des vieillards indigents de la ville de Perpignan, qui seront désignés par le maire de cette ville.

Le nombre des vieillards dont la désignation est réservée au maire

(1) XI^e série, Bull. 355, n° 3293.

(2) VIII^e série, Bull. 256, n° 667.

sera fixé de concert par le préfet des Pyrénées-Orientales et l'évêque de Perpignan.

Le nombre est, quant à présent, fixé à deux, conformément à la délibération de la congrégation, en date du 15 décembre 1863.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 12,276. — DÉCRET IMPÉRIAL qui constitue Maison de détention un Quartier de la Maison centrale de force et de correction de Clairvaux (Aube).

Du 11 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu l'article 20 du Code pénal;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le quartier de la maison centrale de force et de correction de Clairvaux (Aube), désigné au plan ci-annexé, est constitué maison de détention.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

N° 12,277. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui proroge jusqu'au 25 mai 1864 la session du Corps législatif.

Du 18 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu l'article 46 de la Constitution;

Vu nos décrets des 10 octobre 1863 ⁽¹⁾, 2 février ⁽²⁾, 30 mars ⁽³⁾ et 27 avril 1864 ⁽⁴⁾,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. La session du Corps législatif est prorogée jusqu'au 25 mai 1864 inclusivement.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Mai 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER**.

⁽¹⁾ Bull. 1151, n° 11,675.

⁽²⁾ Bull. 1182, n° 12,023.

⁽³⁾ Bull. 1192, n° 12,179.

⁽⁴⁾ Bull. 1198, n° 12,236.



Certifié conforme :

Paris, le 24 Mai 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1203.

N° 12,278. — *Loi qui approuve un Échange de terrains entre l'État et la commune du Pin (Orne).*

Du 18 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé l'acte passé, le 12 mars 1864, devant le préfet de l'Orne, et portant échange d'un terrain d'une contenance de trois hectares quatre-vingt-dix-neuf ares trente centiares (3^h 99^a 30^c), faisant partie de la propriété domaniale du haras du Pin, contre les bâtiments et dépendances de l'église et du presbytère de la commune du Pin, moyennant une soulte de cinq mille trois cent sept francs trente-cinq centimes (5,307^f 35^c) à la charge de l'État, et payable sur le budget du ministère de la maison de l'Empereur et des beaux-arts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Avril 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNAY.**

Les Secrétaires,

Signé **MARQUIS DE TALHOÛËT, SÉVERAN ABBATHOUC,**
HENRI NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'échange d'immeubles dans le département de l'Orne.

IX^e Série.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé THOPIER.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOTO.
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 12,279. — *Loi qui autorise la ville de Brest à emprunter une somme de quatre millions, dont elle fera l'avance à l'État, pour la continuation des Travaux du Port Napoléon.*

Du 18 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est autorisé à accepter, au nom de l'État, l'offre faite par la ville de Brest, ainsi qu'il résulte de la délibération du conseil municipal, en date du 12 mars 1864, d'avancer à l'État la somme de quatre millions (4,000,000) pour être affectée aux travaux du port de commerce de Brest (port Napoléon).

2. Les fonds successivement versés par la ville jusqu'à concurrence

le ladite somme de quatre millions de francs (4,000,000^f) porteront intérêt à quatre pour cent, à dater de leur versement.

L'amortissement, calculé au même taux de quatre pour cent, s'effectuera en dix annuités, qui commenceront à courir à partir de l'exercice 1866.

3. La ville de Brest (Finistère) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de quatre millions (4,000,000^f), remboursable en dix années, à partir de 1865, et dont elle fera l'avance à l'État, pour la continuation des travaux du port Napoléon.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Mai 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, marquis DE TALHOÛËT,
comte JOACHIM MURAT, SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise l'État à accepter de la ville de Brest une avance de quatre millions, et la ville de Brest à emprunter une somme de quatre millions.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 10 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GUYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-

ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCH.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,280. — *LOI sur l'extension des Limites de la ville de Bordeaux.*

Du 18 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
des FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La section de la Bastide indiquée sur le plan annexé à la présente loi par une teinte rose, ainsi que les polygones lavés en bleu, jaune et vert, et portant audit plan les lettres A, B, C, D, sont distraits, savoir : la section de la Bastide, de la commune de Cenon, canton de Carbon-Blanc, arrondissement de Bordeaux, département de la Gironde; les polygones A, B, C, de la commune de Floirac, même canton; le polygone D, de la commune de Lormont, même canton, pour être réunis à la ville de Bordeaux.

En conséquence, sur la rive droite de la Garonne, la limite entre la commune de Bordeaux et les communes de Cenon, de Floirac et de Lormont est fixée conformément au tracé du chemin de fer de Paris à Bordeaux jusqu'à la lettre E, du chemin de fer du Midi jusqu'à la lettre F et des lignes ponctuées en vert et indiquées par un trait noir audit plan.

2. Sur la rive gauche de la Garonne, la limite de la ville de Bordeaux sera fixée selon le tracé des nouveaux boulevards, conformément à la ligne lavée en rose audit plan. En conséquence, les polygones lavés en rose, compris entre cette ligne et l'ancienne limite, sont distraits, savoir : celui portant le n° 1 de la commune de Bègles, celui portant le n° 2 de la commune de Talence, celui portant le n° 3 de la commune de Cauderan et celui portant le n° 4 de la commune de Bouscat, pour être réunis à la commune de Bordeaux, même canton et même arrondissement.

3. Les contributions directes, dont le taux est déterminé à raison

de la population, continueront, pendant cinq ans, à être établies, dans les territoires annexés, d'après la population particulière des communes dont ces territoires faisaient partie.

4. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions des réunions prononcées seront ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

5. La présente loi sera exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1865.

Toutefois, les conseils municipaux resteront en fonctions jusqu'à l'époque du renouvellement quinquennal.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé H. BOSSON-BILLAULT, SÉVERIN ABBATUCCI, comte JOACHIM MURAT,
HENRI NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'extension des limites de la ville de Bordeaux.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 7 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOREN
BARON T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes en chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,281. — *Loi qui autorise le département de l'Aveyron à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 18 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Aveyron est autorisé à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra pas dépasser cinq pour cent, une somme de six cent mille francs (600,000^f), qui sera affectée aux travaux des routes départementales.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de l'Aveyron est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Soixante centièmes de centime en 1865 et 1866 ; un centime seize centièmes pendant trois ans, à partir de 1867 ; trois centimes cinq dixièmes en 1870, et onze centimes pendant les quatre années suivantes, pour le remboursement et le service des intérêts de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus, et les travaux des routes départementales ;

2° Cinquante-six centièmes de centime en 1865 et en 1866, pour la construction d'un hôtel de sous-préfecture à Villefranche ;

3° Deux centimes pendant cinq ans, à partir de 1865, et trois centimes pendant cinq ans, à partir de 1870, pour l'achèvement des chemins vicinaux.

La dernière de ces impositions sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 19 Avril 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, HENRI NOUBEL, marquis DE TALHOUËT, SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt et à des impositions extraordinaires par le département de l'Aveyron.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,382. — *Loi qui 1° autorise le département de l'Eure à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement; 2° contient des dispositions relatives à des Impositions extraordinaires créées par les lois des 5 mai 1855, 31 mai 1859, 20 juin 1860 et 8 mai 1861.*

Du 18 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Eure est autorisé, conformément à

XX Série.

47..

la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de cinq cent cinquante mille francs (550,000), qui sera appliquée aux dépenses nécessitées par la construction de l'asile des aliénés.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de l'Eure est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Cinq dixièmes de centime en 1865, un centime pendant quatre ans, à partir de 1866, six centimes en 1870 et trois centimes cinq dixièmes en 1871, pour le remboursement et le service des intérêts de l'emprunt à réaliser en vertu de l'article 1^{er} ci-dessus, et, s'il y a lieu, pour les travaux des bâtiments départementaux ;

2° Trois centimes cinq dixièmes en 1865, quatre centimes en 1866, six centimes en 1867, neuf centimes en 1868 et dix centimes en 1869, pour l'amortissement et le service des intérêts des deux emprunts autorisés par la loi du 20 juin 1860, ainsi que pour le paiement de la subvention destinée aux travaux des chemins de fer de Saint-Cyr à Surdon et de Conches à Laigle ;

3° Deux centimes en 1865, trois centimes en 1866, deux centimes en 1867 et un centime pendant les deux années suivantes, dont le montant sera consacré à venir en aide aux communes pour la construction ou la réparation des bâtiments communaux ;

4° Sept centimes en 1865, quatre centimes en 1866 et en 1867, deux centimes pendant deux ans, à partir de 1868, trois centimes en 1870 et deux centimes en 1871, pour les travaux des chemins vicinaux.

La dernière de ces impositions sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux, dont la perception pourra être autorisée, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

3. Les impositions extraordinaires créées par les lois des 31 mai 1859 et 8 mai 1861 cesseront d'être perçues à partir de 1865 ; les impositions créées par la loi du 20 juin 1860 ne seront pas mises en recouvrement.

4. Le département de l'Eure est également autorisé à appliquer, tant au paiement de la subvention promise à l'hospice de Gisors qu'au service des intérêts des emprunts réalisés en vertu de la loi

du 20 juin 1860, les fonds qui resteront sans emploi sur le produit de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 5 mai 1855.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Avril 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé Marquis DE TALHOÛËT, HENRI NOUBEL.
SEVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt, à des impositions extraordinaires, à une annulation d'impositions et à un emploi de fonds par le département de l'Eure,

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé TRAPLANG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON.
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCH.

N° 12,283. — *Loi qui autorise le département des Pyrénées-Orientales à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 18 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Pyrénées-Orientales est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de cent trente-cinq mille francs (135,000^f), qui sera consacrée aux travaux des édifices départementaux et au paiement du prix d'acquisition de divers immeubles.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département des Pyrénées-Orientales est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, un centime en 1865, deux centimes cinq dixièmes pendant dix ans, à partir de 1866, et deux centimes en 1876.

Le produit de cette imposition sera affecté tant au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus qu'aux travaux des édifices départementaux, au paiement des terrains acquis pour la construction de ces bâtiments et à l'amortissement des emprunts réalisés en vertu des lois du 16 avril 1859 et du 16 avril 1862.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 19 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

**Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, marquis DE TALBOUËT,
SÉVERIN ABRATUCCI, H. NOUBEL.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un

emprunt et à une imposition extraordinaire par le département des Pyrénées-Orientales.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,284. — LOI qui autorise le département de la Vienne à imputer sur le produit de l'Imposition extraordinaire créée par l'article 3 de la loi du 14 juillet 1860, les fonds nécessaires au service des intérêts de l'Emprunt autorisé par la loi du 25 mars 1863.

Du 18 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Vienne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à imputer sur le produit de l'imposition extraordinaire créée par l'article 3 de la loi du 14 juillet 1860, pour les tra-

vauz des chemins vicinaux, les fonds nécessaires au service des intérêts de l'emprunt autorisé par la loi du 25 mars 1863.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Avril 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

**Signé H. NOUVEL, comte JOACHIM MURAT, SÉVERIN ABBATUCCI,
H. BISSON-BILHAULT.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emploi de fonds par le département de la Vienne.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 7 Mai 1864.

Le Président,

Signé THIÉRON.

Les Secrétaires,

**Signé Le général comte DE GUYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
Baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé au grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

**N° 12,285. — Loi qui autorise le département de l'Yonne à s'imposer
extraordinairement.**

Du 18 Mai 1864.

**NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Yonne est autorisé, sur la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement pendant deux ans, à partir de 1865, deux centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté à l'acquisition et à la reconstruction d'un nouvel hôtel de sous-préfecture à Tonnerre.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Avril 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNY,

Les Secrétaires,

**Signé HENRI NOUBEL, marquis de TALHOÛËT,
SÉVERIN ABBATUCCI.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une imposition extraordinaire par le département de l'Yonne.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

**Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 12,286. — *Loi portant prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de la ville de Nantes.*

Du 18 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La perception des surtaxes autorisées jusqu'au 31 décembre 1867, par la loi du 25 juillet 1860, sur les vins, les cidres et poirés et les alcools à l'octroi de la commune de Nantes, département de la Loire-Inférieure, est et demeure prorogée jusqu'au 31 décembre 1870 inclusivement. Ces surtaxes sont établies de la manière suivante, savoir :

Vins en cercles et en bouteilles, l'hectolitre.....	0 ^e 32 ^s
Cidres et poirés, l'hectolitre.....	0 20
Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie, l'hectolitre.....	1 60

Ces surimpositions sont indépendantes des droits principaux qui se perçoivent à l'octroi sur ces boissons.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 Avril 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNAY.**

Les Secrétaires,

Signé **H. BUSSON-BILLAULT**, comte **LE PELETIER D'AUNAY**,
SÉVERIN ABBATUCCI, comte **JOACHIM MURAT.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une prorogation de surtaxes à l'octroi de la ville de Nantes (Loire-Inférieure).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé **TROPLONG.**

Les Secrétaires,

Signé **A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD**, le général comte **DE GOYON**,
baron **T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé **Baron T. DE LACROSSE.**

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 12,187. — *Loi qui érige en Commune la section de Lacombe, distraite de la commune de Fontiès-Cabardès (Aude).*

Du 18 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La section de Lacombe est distraite de la commune de Fontiès-Cabardès, canton de Saissac, arrondissement de Carcassonne, département de l'Aude, et érigée en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Lacombe et qui en portera le nom.

En conséquence, la limite entre la commune de Lacombe et la commune de Fontiès-Cabardès est fixée conformément au liséré violet indiqué sur le plan annexé à la présente loi.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de séparation prononcée seront, s'il y a lieu, déterminées ultérieurement par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé HENRI NOUBEL, marquis DE TALHOÛËT,
SÉVERIN ABBADUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'érection d'une nouvelle commune dans le département de l'Aude.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GORON,
baron T. DE LACHÉSSÉ.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROQUE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,288. — *Loi qui distrait des territoires des communes de Calenzana, d'Enisa et d'Otta (Corse) pour en former cinq communes distinctes, dont les chefs-lieux sont fixés à Galériu, à Manso, à Osani, à Partinello et à Serriera.*

Du 18 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire lavé en vert et désigné sous le nom de *vallée du Fango* sur le plan annexé à la présente loi est distrait de la

commune de Calenzana, canton de ce nom, arrondissement de Calvi, département de la Corse; il formera, à l'avenir, deux communes distinctes, dont les chefs-lieux sont fixés à Galeria et à Manso et qui en porteront les noms.

La limite entre la commune de Calenzana et les communes de Galeria et de Manso est fixée conformément au tracé de la ligne teintée en jaune sur ledit plan.

Le territoire lavé en bistre et désigné sous le nom de *terres de Sia* est distrait de la commune d'Evisa, canton de ce nom, arrondissement d'Ajaccio, et de la commune d'Otta, canton de la Piana, même arrondissement; il formera, à l'avenir, trois communes distinctes, dont les chefs-lieux sont fixés à Osani, Partinello et Serriera et qui en porteront les noms.

La circonscription de chacune des cinq nouvelles communes et leurs limites entre elles sont déterminées par les lignes carmin sur le même plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions des distractions prononcées seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Avril 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé HENRI NOUËT, marquis DE TALHOÛËT, comte LE PELÉTIER D'AUNAY,
SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

• Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une érection de nouvelles communes dans le département de la Corse.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 7 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent

sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Mai 1864.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*
Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLÉON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

N° 12,289. — *Loi qui fixe la limite entre la commune de Loreto, canton de Sainte-Lucie, et la commune de Sainte-Marie-Figaniella, canton d'Olmeto (Corse).*

Du 18 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANGTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La limite entre la commune de Loreto, canton de Sainte-Lucie, arrondissement de Sartène (Corse), et la commune de Sainte-Marie-Figaniella, canton d'Olmeto, même arrondissement, est fixée conformément au liseré carmin indiqué sur le plan annexé à la présente loi. En conséquence, la parcelle cotée A sur ledit plan est attribuée à la commune de Loreto, et la parcelle cotée B est distraite de Sainte-Marie-Figaniella et réunie à Loreto.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Avril 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, HENRI NOUBEL, SÉVERIN ABBATUCCI.
H. BUSSON-BILLAULT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à

une nouvelle délimitation de communes dans le département de la Corse.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 7 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

**Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le g^c comte DE GOYON ,
baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,290. — Loi qui distrait le hameau de Lalle de la commune de Bordezac, canton de Génolhac (Gard), et le réunit à la commune de Bességes, canton de Saint-Ambroix.

Du 18 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

Le CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le hameau de Lalle est distrait de la commune de Bordezac, canton de Génolhac, arrondissement d'Alais, département du Gard, et réuni à la commune de Bességes, canton de Saint-Ambroix, même arrondissement.

En conséquence, la limite entre la commune de Bordezac et la

commune de Bessèges est fixée conformément au liéré couleur
brique indiqué sur le plan annexé à la présente loi.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des
droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a
lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Avril 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé COMTE JOACHIM MURAT, HENRI NOUBEL, SÉVERIN ARBATON,
H. BUSSON-BILLAULT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une
nouvelle délimitation de communes dans le département du Gard.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 7 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de
l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux
tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent
sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-
nistre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes en
chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Mai 1864,

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,291. — Loi qui fixe la limite entre la commune d'Angervilliers, canton de Dourdan-Nord, et la commune de Forges-les-Bains, canton de Limours (Seine-et-Oise).

Du 18 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La limite entre les communes d'Angervilliers, canton de Dourdan-Nord, arrondissement de Rambouillet, département de Seine-et-Oise, et de Forges-les-Bains, canton de Limours, même arrondissement, est fixée conformément au tracé de la ligne teinte en jaune sur le plan annexé à la présente loi. En conséquence, le territoire compris entre cette limite et l'ancienne limite, indiquée audit plan par une teinte violette, est distraite de la commune de Forges-les-Bains et réunie à la commune d'Angervilliers.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Avril 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNAY.**

Les Secrétaires,

Signé **Comte JOACHIM MURAT, HENRI NOUBEL, SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une délimitation de communes dans le département de Seine-et-Oise.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 7 Mai 1864.

Le Président,

Signé **TROPLONG.**

Les Secrétaires,

Signé **A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON, baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé **Baron T. DE LACROSSE.**

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Mai 1864.

Signé **NAPOLÉON.**

Vu et scellé du grand sceau :
*La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé **E. ROCHER.**

Signé **J. BAROËRE.**

N° 12,292. — DÉCRET IMPÉRIAL qui crée un Conseil de Prud'hommes à Guise (Aisne).

Du 16 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le décret du 11 juin 1809, modifié par celui du 20 février 1810⁽¹⁾ et la loi du 1^{er} juin 1853 ;

Vu les délibérations du conseil municipal de Guise, en date des 20 juillet et 28 décembre 1860 et 26 mai 1863 ;

Vu la délibération de la chambre de commerce de Saint-Quentin, en date du 13 mai 1861 ; les propositions du préfet de l'Aisne et la lettre de notre garde des sceaux, ministre de la justice, du 17 septembre 1861 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est créé à Guise un conseil de prud'hommes qui sera composé de la manière suivante :

CATÉ- GORIES.	INDUSTRIELS.	PATRONS.	OUVRIERS.
1 ^{re} .	Peigneurs, filateurs, fabricants de tissus quelconques, épenteuseurs, piqueurs de dessins, rotiers, ourdisseurs, retordeurs, lamiers, dévideurs, fabricants de navettes.....	2	2
2 ^e .	Fonderies et fabriques d'appareils de chauffage, constructeurs, mécaniciens, industrie du bâtiment, sucriers, distillateurs, tanneurs, corroyeurs, brasseurs.....	4	4
	TOTAL.....	6	6
	TOTAL GÉNÉRAL.....	12	

⁽¹⁾ IV^e série, Bull. 272, n° 5254.

2. La juridiction du conseil de prud'hommes de Guise s'étendra à tous les établissements industriels désignés ci-dessus et dont le siège sera situé dans les quatre cantons de Guise, Sains, le Nouvion et Vassigny.

Seront justiciables de ce conseil les fabricants, entrepreneurs et chefs d'atelier qui seront à la tête desdits établissements, ainsi que les contre-maîtres, ouvriers et apprentis qui travaillent pour eux, quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns et des autres.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Moniteur.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉNIC.

N° 12,293. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la Contribution spéciale à percevoir, en 1864, pour les dépenses de plusieurs Chambres et Bourse de commerce.*

Du 20 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 11 de la loi de finances du 23 juillet 1820;

Vu l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838, les lois des 25 avril 1844, 18 mai 1850, 4 juin 1858, 2 juillet 1862 et celle du 13 mai 1863,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de sept mille quatre cents francs (7,400), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, plus cinq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs, et trois centimes aussi par franc pour subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1864, conformément au tableau annexé au présent décret, sur les patentes désignées par l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois des 18 mai 1850 et 4 juin 1858.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉNIC.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Bastia.....	Corse.....	Chambre...	2,293 ^f	Patentés de tout le département.
Lorient.....	Morbihan.....	Idem.....	204	Idem.
		Bourse.....	68	Patentés de la ville de Lorient.
Valenciennes...	Nord.....	Chambre...	4,835	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
		TOTAL...	7,400	

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour, enregistré sous le n° 293.
Paris, le 20 Avril 1864.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Signé ARMAND BÉNIC.

N° 12,294. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui reporte à l'exercice 1864 une portion des Crédits ouverts sur l'exercice 1863, au Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, pour l'exécution de grands Travaux d'utilité généraux.

Du 4 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les lois des 14 juillet 1860 et 2 juillet 1861, qui ont ouvert à divers départements ministériels des crédits spécialement affectés à l'exécution de grands travaux d'utilité générale;

Vu l'article 6 de la loi du 14 juillet 1860 et l'article 2 de la loi du 2 juillet

1861, ainsi conçus : « Les fonds non employés en clôture d'exercice pourront être reportés, par décret, à l'exercice suivant ; »

Vu nos décrets des 8 avril ⁽¹⁾ et 20 décembre 1863 ⁽²⁾, qui ont annulé sur l'exercice 1862 et reporté à l'exercice 1863 des crédits provenant des lois dont il s'agit, et s'élevant ensemble à quatre millions huit cent quatre-vingt-dix-neuf mille huit cent cinquante-trois francs cinquante-six centimes, savoir :

Décret du 8 avril 1863, pour.....	4,270,000 ^f 00 ^c
Décret du 20 décembre 1863, pour.....	629,853 56

ENSEMBLE..... 4,899,853 56

Vu la loi du 13 mai 1863, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1864 ;

Vu notre décret du 22 novembre suivant ⁽³⁾, contenant la répartition, par chapitres, des crédits ouverts par la loi du 13 mai précitée ;

Vu les documents administratifs, desquels il résulte qu'il est resté sans emploi, sur les crédits ci-dessus, au moins une somme de neuf cent quatre-vingt-trois mille francs ;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861, article 4 ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽⁴⁾ ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 14 avril 1864 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est reportée à l'exercice 1864 la somme de neuf cent quatre-vingt-trois mille francs (983,000^f) ; restant libre sur les chapitres ci-après indiqués du budget du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, exercice 1863, savoir :

CHAP. XXXII.	Rectifications des routes impériales.....	50,000 ^f
— XXXIX.	Établissement de canaux.....	750,000
— XL.	Travaux d'amélioration et d'achèvement de ports maritimes.....	150,000
— XLI.	Dessèchements, irrigations et autres travaux d'améliorations agricoles.....	53,000
SOMME PAREILLE.....		<u>983,000</u>

Une somme égale de neuf cent quatre-vingt-trois mille francs (983,000^f) est en conséquence annulée au budget dudit ministère, exercice 1863, et l'annulation est répartie entre chaque chapitre conformément aux chiffres indiqués ci-dessus.

2. Ladite somme de neuf cent quatre-vingt-trois mille francs (983,000^f) est répartie entre les chapitres ci-après du budget extraordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, exercice 1864, ainsi qu'il suit :

⁽¹⁾ Bull. 1105, n° 11,107.

⁽²⁾ Bull. 1177, n° 11,991.

⁽³⁾ Bull. 1160, n° 11,791.

⁽⁴⁾ Bull. 440, n° 4110.

CHAP. III. Rectifications des routes impériales.....	30,000 ^f
IX. Établissement de canaux.....	750,000
X. Travaux d'amélioration et d'achèvement des ports maritimes.....	150,000
XI. Dessèchements, irrigations et autres travaux d'améliorations agricoles.....	53,000
SOMME PARIELLE.....	983,000

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources déterminées par les articles 2 et 3 de la loi du 14 juillet 1860.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Signé ACHILLE FOULB.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 12,295. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux concours annuels aux Grands Prix de Rome, pour la Musique.*

Du 4 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté du Gouvernement de la république, en date du 3 pluviôse an XI (23 janvier 1803)⁽¹⁾;

Vu le règlement du conservatoire impérial de musique et de déclamation, en date du 22 novembre 1850;

Vu le décret impérial du 13 novembre 1863⁽²⁾, portant réorganisation de l'école impériale et spéciale des beaux-arts;

Vu le décret impérial du 6 décembre 1863;

Sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les concours annuels aux grands prix de Rome, pour la musique, se font au conservatoire impérial de musique et de déclamation.

Tous les artistes musiciens, âgés de quinze à vingt-cinq ans, qu'ils

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 243, n° 2,257.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1158, n° 11,774.

soient ou non élèves du conservatoire, peuvent concourir aux grands prix de Rome, après avoir réussi dans deux épreuves préalables, pourvu qu'ils soient Français.

Toutefois la condition d'âge prescrite par le paragraphe qui précède ne sera obligatoire qu'à partir du concours de 1867.

2. Les résultats des épreuves préparatoires et du concours définitif sont jugés par un jury composé de neuf membres.

Ce jury sera tiré au sort sur une liste qui sera présentée par le surintendant général des théâtres.

Cette liste, après avoir été arrêtée par le ministre, sera insérée au *Moniteur*.

3. Il ne sera décerné qu'un premier grand prix; mais, pour les concours des années 1864, 1865, 1866, il pourra être accordé deux premiers grands prix, dans le cas où l'élève qui obtiendrait le premier numéro du classement dans l'épreuve définitive aurait dépassé l'âge réglementaire.

4. Sont et demeurent applicables aux jeunes gens qui auront remporté les grands prix de musique, les dispositions du paragraphe 6 de l'article 14 de la loi sur le recrutement de l'armée.

5. A l'avenir, les jeunes gens qui auront obtenu les grands prix de musique et qui seront envoyés à Rome ne seront pensionnés que pendant quatre années.

Ils resteront à Rome obligatoirement deux années au moins. Pour les deux autres années ils pourront, selon leur goût et leurs convenances, les consacrer à des voyages instructifs, en prévenant à l'avance l'administration supérieure de leurs intentions.

6. Le directeur de l'académie impériale de France à Rome adresse tous les six mois un rapport au ministre sur les travaux et sur le degré d'instruction des élèves lauréats.

7. Les jeunes gens actuellement en possession de la qualité de pensionnaires du Gouvernement conserveront tous leurs droits, en ce qui concerne la durée de leur séjour à l'académie impériale de France à Rome; mais ils seront soumis, pour leurs travaux, aux dispositions qui seront jugées nécessaires.

8. Sont abrogées les dispositions des ordonnances et règlements antérieurs, en tant qu'elles sont contraires au présent décret, dont le ministre de notre Maison et des beaux-arts est chargé d'assurer l'exécution.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,*

Signé VAILLANT.

N° 12,296. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui proroge les *Surtaxes de provenance et de pavillon actuellement perçues à l'entrée des Thés.*

Du 21 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814 ;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1860,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les surtaxes de provenance et de pavillon actuellement perçues à l'entrée des thés, en vertu du dernier paragraphe de l'article 9 de la loi du 23 mai 1860, sont prorogées jusqu'au 31 mai 1865.

La présente disposition sera applicable à partir du 1^{er} juin prochain.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Mai 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé **ARMAND DUMAS**.



Certifié conforme :

Paris, le 25^e Mai 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1204.

N° 12,297. — *Loi qui divise la ville du Havre en trois cantons.*

Du 21 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCIONNÉ et SANCIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville du Havre est divisée en trois cantons de justices de paix, qui seront désignés sous les dénominations suivantes : Nord, Est, Sud.

Ces cantons sont limités, conformément au plan ci-annexé, par la ligne bleue pour le canton Nord, par la ligne jaune pour le canton Est et par la ligne rouge pour le canton Sud.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, comte LE PELETIER D'AUNAY, marquis DE TALEPOT, SÉVERIN ABBATOCCHI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à la division de la ville du Havre en trois cantons.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 10 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON, baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

2. *XP Sér.*

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Mai 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé **J. BAROCHÉ**.

Signé **E. ROUHER**.

N° 12,298. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise, comme *Congrégation à Supériorité générale diocésaine, exclusivement propre au diocèse de Perpignan, l'Association des Sœurs du Saint-Sacrement, existant à Perpignan.*

Du 4 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs du Saint-Sacrement, existant à Perpignan (Pyrénées-Orientales), est autorisée comme congrégation à supériorité générale diocésaine, exclusivement propre au diocèse de Perpignan, à la charge de se conformer aux statuts approuvés par l'ordonnance du 30 avril 1826⁽¹⁾ pour la congrégation hospitalière et enseignante des sœurs de la Conception, établies à Piolenc (Vaucluse), et que les membres de ladite association ont déclaré adopter.

La présente autorisation n'est accordée qu'à la condition expresse que les sœurs du Saint-Sacrement recevront gratuitement, dans les écoles libres qu'elles peuvent diriger actuellement et dans les écoles libres qu'elles fonderaient à l'avenir, les enfants pauvres portés sur la liste dressée en exécution de l'article 45 de la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont

⁽¹⁾ VIII^e série, Bull. 89, n° 2991.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 12,299. — DÉCRET IMPÉRIAL, qui autorise la fondation, à Compiègne, d'un Établissement de Sœurs de la Compassion, Servantes du Seigneur.

Du 11 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation hospitalière et enseignante des sœurs de la Compassion, servantes du Seigneur, existant à Domfront (Oise), en vertu de notre décret du 7 décembre 1859 ⁽¹⁾, est autorisée à fonder à Compiègne (même département) un établissement de sœurs gardes-malades, à la charge, par les membres de cet établissement, de suivre exactement les statuts adoptés par la maison mère et déjà approuvés par ordonnance royale du 2 mars 1828 ⁽²⁾.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 753, n° 7198.

⁽²⁾ VIII^e série, Bull. 220, n° 8106.

N° 12,300. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Est et demeure incorporée à la route impériale n° 39, de Montreuil-sur-Mer à Mézières, la nouvelle voie de communication ouverte par la ville de Cambrai (Nord) entre les routes impériales n° 17 et 39 et dont le tracé est figuré en rouge sur le plan annexé au présent décret.

2° La partie de la route impériale n° 39 comprise entre la nouvelle route impériale n° 29, près la porte Notre-Dame, et le point A du plan général où aboutit la voie établie par la ville, demeure déclassée. (Paris, 6 Décembre 1863.)

N° 12,301. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant que la route départementale des Côtes-du-Nord n° 8, de Pontrieux à Paimpol, est et demeure déclassée. (Paris, 14 Décembre 1863.)



Certifié conforme :

Paris, le 26 * Mai 1864.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1205.

N° 12,302. — *Loi qui autorise la ville de Besançon à acquitter, dans un délai de vingt ans, la somme de 350,000 francs, représentant l'évaluation d'un immeuble dit Palais-Granvelle, dont l'acquisition a été approuvée par arrêté préfectoral.*

Du 21 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Besançon, département du Doubs, est autorisée à contracter l'engagement d'acquitter, dans un délai de vingt ans, à partir de 1866, et sur ses revenus ordinaires, une somme de trois cent cinquante mille francs (350,000'), productive d'intérêt à cinq pour cent, et représentant l'évaluation d'un immeuble dit Palais-Granvelle, dont l'acquisition a été approuvée par arrêté préfectoral.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Mai 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, SÉVERIN ABBATUCCI, comte LE PELETIER D'AUNAY, marquis de TALHOUËT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Besançon (Doubs) à acquitter, dans un délai de vingt ans, à partir de 1866, une somme de trois cent cinquante mille francs.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 10 Mai 1864.

Le Président,
Signé NAPOLEON.

Les Secrétaires,
Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,
Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

N° 12,303. — *Loi qui autorise le département de Maine-et-Loire, 1° à s'imposer extraordinairement; 2° à appliquer aux travaux y désignés les fonds qui resteront sans emploi sur le produit de l'imposition extraordinaire réalisée en exécution de la loi du 14 mai 1856.*

Du 21 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

Le CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de Maine-et-Loire est autorisé, sur la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Deux centimes cinquante centièmes pendant six ans, à partir de 1865, pour les travaux des routes départementales ;

2° Deux centimes soixante et quinze centièmes en 1865 et en 1866 et cinq dixièmes de centime en 1867, pour la reconstruction et la restauration des prisons de Segré et de Saumur, le remboursement d'une dette contractée envers les hospices d'Angers, la restauration de l'école normale et le renouvellement du mobilier affecté à cet établissement ;

3° Sept centimes cinquante centièmes pendant six ans à partir de 1865, pour le paiement de subventions destinées à l'achèvement des chemins vicinaux.

La dernière de ces impositions sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

2. Le département de Maine-et-Loire est également autorisé à appliquer aux travaux des chemins vicinaux de grande communication les fonds qui resteront sans emploi sur le produit de l'imposition extraordinaire réalisée en exécution de la loi du 14 mai 1856 (article 2, § 3).

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé COMTE JOACHIM MURAT, marquis DE TALHOUËT, comte LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à des impositions extraordinaires et à un emploi de fonds par le département de Maine-et-Loire.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 10 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BÉTON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les instruisent

sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Mai 1864.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*
Signé BAROCHÉ.

Signé NAPOLEON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

N° 12,304. — *Loi qui autorise le département de la Somme à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 21 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Somme est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra pas dépasser cinq pour cent, une somme de soixante et seize mille francs (76,000'), qui sera affectée aux travaux des édifices départementaux et au solde des dettes contractées pour l'amélioration de ce service.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Somme est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Trois centimes treize centièmes pendant huit ans, à partir de 1865, et un dixième de centime en 1873, dont le produit sera affecté tant au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt à réaliser en vertu de l'article 1^{er} ci-dessus, qu'à la construction du palais de justice d'Amiens, à la restauration de l'église de Saint-

Riquier, aux travaux des routes départementales et aux dépenses afférentes au service des bâtiments départementaux;

2° Quatre-vingt-sept centièmes de centime pendant huit ans, à partir de 1865, dont le produit sera affecté à venir en aide aux communes, dans des cas extraordinaires, pour l'achèvement des chemins vicinaux.

La dernière de ces impositions sera perçue indépendamment des centimes spéciaux dont le recouvrement pourra être autorisé, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Mai 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE TALHOÛËT, comte LE PELETIER D'AUNAY,
SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt et à des impositions extraordinaires par le département de la Somme.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 10 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,305. — *Loi qui autorise la ville de Marseille à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 21 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de neuf millions (9,000,000'), remboursable en cinquante années, à partir de 1865, pour couvrir les frais de deux emprunts antérieurs et payer des excédants de dépenses occasionnés par l'ouverture ou l'élargissement de plusieurs voies publiques.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, soit de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

La commission accordée au crédit foncier par l'article 4 de la loi du 6 juillet 1860 pourra être ajoutée au taux d'intérêt ci-dessus fixé, jusqu'à concurrence de trente centimes pour cent francs par an.

Lés conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant cinquante ans, à partir de 1865, sept centimes et demi additionnels au principal des quatre contributions directes, devant produire annuellement deux cent quatre-vingt-dix-sept mille quatre cent cinquante francs, pour subvenir, concurremment avec un prélèvement sur les ressources du budget, au remboursement de l'emprunt.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Avril 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNY.**

Les Secrétaires,

Signé **Comte JOACHIM MURAT, SÉVERIN ABBATUCCI,**
H. BURSON-BILLAULT, HENRI NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt et à une imposition extraordinaire par la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 10 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
Baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 12,306. — *LOI relative à l'Emprunt que la ville de Marseille a été autorisée à contracter en vertu de la loi du 26 juin 1861.*

Du 21 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Marseille est autorisée à ajouter à l'in-

térêt de cinq pour cent et jusqu'à concurrence de trente centimes pour cent, la commission accordée à la société du crédit foncier, par la loi du 6 juillet 1860, pour la réalisation d'une somme de huit millions (8,000,000') formant le complément de l'emprunt de cinquante-quatre millions approuvé par la loi du 26 juin 1861.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Avril 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, SÉVERIN ABBATUCCI,
HENRI NOUBEL, H. BUSSON-BILLAULT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à ajouter une commission de trente centimes aux conditions prescrites pour l'emprunt à contracter en vertu de la loi du 26 juin 1861.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 10 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,307. — *Loi qui autorise les villes de Roubaix et de Tourcoing (Nord) à contracter des Emprunts.*

Du 21 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Les villes de Roubaix et de Tourcoing (Nord) sont autorisées à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, savoir :

Roubaix, la somme de deux cent quarante-sept mille cinq cents francs, ci.....	247,500 ^f
Tourcoing, celle de deux cent deux mille cinq cents francs, ci.....	102,500
TOTAL.....	450,000

Ladite somme de quatre cent cinquante mille francs (450,000^f), remboursable en vingt-huit années, à partir de 1865, sur les revenus ordinaires, est destinée à l'achèvement d'une distribution publique des eaux de la rivière la Lys.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

La commission accordée au crédit foncier par l'article 4 de la loi du 6 juillet 1860 pourra être ajoutée au taux d'intérêt ci-dessus fixé, jusqu'à concurrence de trente centimes pour cent francs par an.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Mai 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

**Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, MARQUIS DE TALMOCËT,
SÉVERIN ABBATUCCI, comte JOACHIM MURAT.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à des emprunts par les villes de Roubaix et de Tourcoing (Nord).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 10 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

**Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

**Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,**

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,308. — LOI portant établissement d'une Surtaxe à l'Octroi de la commune de Saint-Pol-de-Léon (Finistère).

Du 21 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. A partir du 1^{er} janvier 1865 et jusqu'au 31 dé-

Le 1^{er} décembre 1874 inclusivement, il sera perçu, à l'octroi de la commune de Saint-Pol-de-Léon (Finistère), une surtaxe de seize francs (16^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surimposition est indépendante du droit principal de quatre francs à percevoir sur ces boissons.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Mai 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNY.

Les Secrétaires,

**Signé Marquis de TALHOUËT, comte LE PELETIER D'AUNAY,
SÉVERIN ABBATUCCI, comte JOACHIM MURAT.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Saint-Pol-de-Léon (Finistère).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 10 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

**Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROCHER.

Vu et scellé du grand sceau :

**Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,**

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,309. — *Loi qui fixe les limites, 1° entre les communes de Cauro, canton de Bastelica, et celle de Grosseto-Prugna, canton de Sainte-Marie-Siché; 2° entre les communes de Grosseto-Prugna et d'Albitreccia (Corse).*

Du 21 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les polygones lavés en jaune et cotés A, C, E sur le plan annexé à la présente loi sont distraits de la commune de Cauro, canton de Bastelica, arrondissement d'Ajaccio, département de la Corse, et réunis à la commune de Grosseto-Prugna, canton de Sainte-Marie-Siché, même arrondissement.

Les polygones cotés B, D, G sont distraits de la commune de Grosseto-Prugna et réunis, savoir :

Les deux premiers à la commune de Cauro, et le troisième à la commune d'Albitreccia, canton de Sainte-Marie-Siché.

Le polygone coté F est distrait de la commune d'Albitreccia et réuni à la commune de Grosseto-Prugna.

En conséquence, les nouvelles limites entre les communes de Grosseto-Prugna et de Cauro sont fixées conformément à la ligne cotée de 1 à 13.

Les nouvelles limites entre les communes de Grosseto-Prugna et d'Albitreccia sont fixées conformément aux lignes cotées de 14 à 16 et de 17 à 21 sur le même plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions des distractions prononcées seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Mai 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNY.**

Les Secrétaires,

Signé **Comte JOACHIM MURAT, comte LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBATUCCI, marquis DE TALHOUËT.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à

une nouvelle délimitation de communes dans le département de la Corse.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 10 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

**Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 12,310. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux indiqués au plan dressé par les ingénieurs des ponts et chaussées, les 19-30 avril 1862, pour l'amélioration des marais de Triaize (Vendée).

2° Pour l'exécution de ces travaux, le syndicat desdits marais est substitué aux droits que l'administration tient de la loi du 3 mai 1841, pour l'expropriation des terrains nécessaires à leur exécution. (Paris, 14 Décembre 1863.)

N° 12,311. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorise l'affectation à l'établissement du chemin de fer de Ceinture, rive gauche, à Paris (Seine), d'une parcelle de terrain de dix-huit ares vingt centiares, appartenant au domaine de l'État et dépendant du service de la guerre, ladite parcelle teintée en rose sur le plan annexé au présent décret. (Paris, 14 Décembre 1863.)

N° 12,312. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 46, de *Marivaux* Verdun, dans les côtes de Baulny (Meuse), entre le ruisseau de la *Buanthe* et la borne kilométrique n° 25, conformément à la direction générale exprimée par une ligne rouge sur le plan annexé au présent décret.

2° La dépense, évaluée à vingt-cinq mille francs, sera imputée sur les fonds extraordinaires affectés annuellement à la rectification des routes impériales (6^e section du budget du ministère des travaux publics).

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu, s'il n'a reçu aucun commencement d'exécution dans un délai de trois ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 14 Décembre 1863.*)

N° 12,313. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale du Tarn n° 3, de Castres à Gaillac, aux abords du pont d'Agros, suivant le tracé rouge du plan annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, s'il n'a reçu aucun commencement d'exécution dans un délai de trois ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 14 Décembre 1863.*)

N° 12,314. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) portant que la limite de la salure des eaux de la Seine est reportée de Duclair à Rouen et fixée à la face d'aval du pont suspendu qui forme la séparation du bassin fluvial d'avec le bassin maritime. (*Paris, 5 Mars 1864.*)

N° 12,315. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) portant ce qui suit :

La limite de la mer sur la portion du littoral comprise entre le fort Saint-Louis et une propriété appartenant à la communauté des patrons pêcheurs de Toulon (quartier maritime de Toulon, département du Var), est et demeure fixée conformément à la ligne tracée en rouge de A en O, avec l'indication : *Limite du plus grand flot d'hiver*, sur le plan annexé au décret.

Les droits des tiers sont réservés. (*Paris, 11 Mars 1864.*)

N° 12,316. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) portant ce qui suit :

La limite de la mer dans l'anse du Pré (commune et quartier maritime de la Ciotat, département des Bouches-du-Rhône) est et demeure fixée conformément à la ligne brisée teintée en rouge, avec l'indication : *Limite du rivage de la mer*, sur le plan annexé au décret.

Les droits des tiers sont réservés. (Paris, 11 Mars 1864.)

N° 12,317. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) portant ce qui suit :

La limite de la mer dans la baie de Port-Cros (îles d'Hyères, quartier maritime de Toulon, département du Var) est et demeure fixée conformément à la ligne teintée en rouge, avec l'indication : *Limite du rivage de la mer*, sur le plan annexé au décret.

Les droits des tiers sont réservés. (Paris, 30 Mars 1864.)

N° 12,318. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui crée à la résidence de Mont-de-Marsan (Landes) un commissariat spécial de police pour la surveillance de la gare du chemin de fer du Midi et de la partie de la ligne comprise dans le département des Landes. (Paris, 20 Avril 1864.)

N° 12,319. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) portant ce qui suit :

1° Est déclarée d'utilité publique l'acquisition, pour le service militaire, des parcelles de terrains désignées par les numéros 619 et 620, et teintées en jaune et en carmin sur le plan annexé au présent décret, lesquelles sont situées sur le territoire de la commune de Quimerch, arrondissement de Châteaulin, département du Finistère, et sont nécessaires pour l'établissement d'une nouvelle charbonnerie à la poudrerie du Pont de Buis.

2° Il sera procédé au règlement des indemnités de dépossession des terrains à acquérir, soit à l'amiable, soit conformément aux dispositions de la loi du 3 mai 1841. (Paris, 4 Mai 1864.)

N° 12,320. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° Le décret du 17 janvier 1863, qui assigne sept offices d'avoué au tribunal de première instance de Muret (Haute-Garonne), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à six.

2° Le nombre des huissiers du tribunal de première instance du Vigan (Gard) est réduit à quinze.

3° Le décret du 17 septembre 1859, qui assigne quatorze offices d'huissier au tribunal de première instance de Pithiviers (Loiret), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à treize. (Paris, 4 Mai 1864.)

N° 12,321. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. La limite entre les communes de Grossa et de Bilia, canton d'arrondissement de Sartène (Corse), est fixée conformément au tracé de la ligne carmin sur le plan annexé au présent décret.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis. (*Paris, 7 Mai 1864.*)

N° 12,322. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. La limite entre les communes de Grossa et de Tivolaggio, canton d'arrondissement de Sartène (Corse), est fixée conformément au tracé de la ligne carmin sur le plan annexé au présent décret.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis. (*Paris, 7 Mai 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 27 * Mai 1864.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin du ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1206.

N° 12,323. — *Loi qui modifie les articles 414, 415 et 416 du Code pénal.
(Coalitions.)*

Du 25 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les articles 414, 415 et 416 du Code pénal sont abrogés.
Ils sont remplacés par les articles suivants :

Art. 414. Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois
ans et d'une amende de seize francs à trois mille francs, ou de
l'une de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de vio-
lences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura
amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation
concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des
salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du
travail.

Art. 415. Lorsque les faits punis par l'article précédent auront été
commis par suite d'un plan concerté, les coupables pourront être
mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute
police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

Art. 416. Seront punis d'un emprisonnement de six jours à trois
mois et d'une amende de seize francs à trois cents francs; ou de
l'une de ces deux peines seulement, tous ouvriers, patrons et entre-
preneurs d'ouvrage qui, à l'aide d'amendes, défenses, proscriptions,
interdictions prononcées par suite d'un plan concerté, auront porté
atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

2. Les articles 414, 415 et 416 ci-dessus sont applicables aux propriétaires et fermiers, ainsi qu'aux moissonneurs, domestiques et ouvriers de la campagne.

Les articles 19 et 20 du titre II de la loi des 28 septembre - 6 octobre 1791 sont abrogés.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Mai 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, HENRI NOUBEL, SÉVERIN ABBATUCCI.
H. BUSSON-BILLAUT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à la modification des articles 414, 415 et 416 du Code pénal relatifs aux coalitions.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 17 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOUX, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par le Ministre.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCH.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUEN.



Certifié conforme :

Paris, le 27 * Mai 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1207.

N° 12,324. — *Loi relative à la fabrication de nouvelles Pièces d'argent de 50 centimes et de 20 centimes.*

Du 25 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente loi, les pièces d'argent de cinquante centimes et de vingt centimes cesseront d'être fabriquées conformément aux dispositions de la loi du 7 germinal an xi et du décret du 3 mai 1848.

Les pièces de cinquante centimes et de vingt centimes actuellement en circulation en seront retirées et cesseront d'avoir cours légal à l'époque qui sera déterminée par un décret.

2. Il sera fabriqué de nouvelles pièces d'argent de cinquante centimes et de vingt centimes, dont le titre sera de huit cent trente-cinq millièmes d'argent.

La tolérance du titre de ces pièces sera de trois millièmes en dessus et de trois millièmes en dessous pour toutes les coupures.

Le diamètre, le poids et la tolérance du poids des nouvelles pièces seront les mêmes que ceux fixés par la loi du 7 germinal an xi et par le décret du 3 mai 1848.

3. Les nouvelles pièces de cinquante centimes et de vingt centimes porteront sur la face la tête laurée de *Napoléon III*, et, au revers, la couronne impériale avec l'indication de la valeur et de l'année de la fabrication.

4. Le droit de fabrication et d'émission des pièces de cinquante centimes et de vingt centimes sera réservé à l'État. Il ne pourra être fabriqué que les quantités déterminées par une loi.

5. Les nouvelles pièces d'argent seront reçues dans les caisses publiques, quelle qu'en soit la quantité. Entre particuliers, elles ne pourront être employées dans les paiements, si ce n'est de gré à gré, que pour vingt francs et au-dessous.

6. L'émission de la nouvelle monnaie sera égale à la somme des monnaies anciennes retirées de la circulation.

Le ministre des finances est, en outre, autorisé à en faire fabriquer pour les besoins de la circulation une somme supplémentaire de trente millions.

7. Une somme de deux millions (2,000,000') est affectée aux dépenses que nécessiteront le retrait et la démonétisation des anciennes monnaies, ainsi que la fabrication des nouvelles espèces.

Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1864, et à valoir sur l'allocation déterminée au paragraphe précédent, un crédit spécial de un million (1,000,000'). Il y sera pourvu au moyen d'une ressource d'égale somme à verser au budget dudit exercice comme produit de la refonte d'anciennes pièces démonétisées.

8. Il sera rendu compte, chaque année, par le ministre des finances, des résultats du retrait des anciennes pièces et de la fabrication des pièces nouvelles.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNÿ.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, marquis DE TALHOÛË,
H. DESSON-BILLEAULT, Séverin ARMANDI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à la fabrication de nouvelles pièces d'argent.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 17 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD.

Vu et scellé du sceau de Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-

ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Mai 1864.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes.*

Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,325. — *Loi qui modifie l'article 2 de la loi du 13 avril 1850, relative
à l'assainissement des logements insalubres.*

Du 15 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Sont substituées au dernier paragraphe de l'article 2 de la loi du 13 avril 1850, les dispositions suivantes :

Dans les communes dont la population dépasse cinquante mille âmes, le conseil municipal pourra, soit nommer plusieurs commissions, soit porter jusqu'à vingt le nombre des membres de la commission existante. A Paris, le nombre des membres pourra être porté jusqu'à trente.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Le Secrétaire,

Signé SÉVERIN AUBATTEUR, comte LE PELLETIER D'ANNOY,
marquis DE TARNOWSKI, DE BOSC DE BERNARDIN

Extrait du procès-verbal du Sénat :

Le Sénat a approuvé par la promulgation de la loi ayant pour

objet de modifier l'article 2 de la loi du 13 avril 1850, sur les logements insalubres.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 13 Mai 1864.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOTOX.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

N° 12,326. — *Loi qui autorise le département des Bouches-du-Rhône à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 25 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Bouches-du-Rhône est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra pas dépasser cinq pour cent, une somme de deux cent vingt-quatre mille francs (224,000^f), qui sera affectée, concurremment avec une partie des fonds de l'emprunt réalisable en vertu de la loi du 16 mai 1863. aux travaux qui ont pour objet l'amélioration des terres de la Ca-

margue, l'établissement des canaux d'irrigation de Coudoux, d'Aubagne et d'Aureille, ainsi que le reboisement de terrains communaux.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Si l'emprunt est réalisé auprès de la société du crédit foncier, le département pourra ajouter, au taux de l'intérêt ci-dessus fixé, le montant d'un droit de commission, dans les limites déterminées par la loi du 6 juillet 1860, sur les prêts de cette société.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département des Bouches-du-Rhône est également autorisé à s'imposer extraordinairement pendant quarante ans, à partir de 1865, vingt-cinq centièmes de centime additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus, et, pour le surplus, s'il y a lieu, au paiement des subventions garanties par le même article et par la loi du 16 mai 1863.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé MARQUIS DE TALHOUËT, H. BUSSON-BILLAULT, SÉVERIN ABBATUCCI,
COMTE LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt et à une imposition extraordinaire par le département des Bouches-du-Rhône.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 13 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer. et notre mi-

nistre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

De *Grand sceau*, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Impression :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUREN.

N° 12,327. — Loi qui autorise le département de Loir-et-Cher à s'imposer
extraordinairement.

Du 25 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AUSSI SANCCTIONNÉ ET SANCCTIONNONS, PROMULGUÉ ET PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de Loir-et-Cher est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement en 1863 un centime additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté à la reconstruction de la caserne de gendarmerie de Vendôme.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 3 Mai 1864.

Le Président,

Signé EUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ARMAND, marquis de TALHOGH, H. BISSON-BLENNET.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une imposition extraordinaire par le département de Loir-et-Cher.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 13 Mai 1864.

Le Président,

Signé TRUQUET.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-AUBERT, le général commandant.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROIX.

Munions et enregistrons que des présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé E. Roustan.

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,328. — DÉCRET IMPÉRIAL qui modifie la signification, le nombre et la forme des Poinçons exclusivement destinés à la marque des Ouvrages d'or et d'argent venant de l'Étranger.

Du 13 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 8 de la loi organique du 19 brumaire an VI, sur la garantie des ouvrages d'or et d'argent;

Vu l'article 3 de l'ordonnance royale du 7 avril 1838⁽¹⁾, sur le même objet;

Considérant que, dans l'intérêt de la garantie publique et en présence des traités de commerce conclus avec plusieurs puissances, il importe de modifier la signification, le nombre et la forme des poinçons exclusivement destinés à la marque des ouvrages d'or et d'argent venant de l'étranger;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} juin 1864, le poinçon dit le *Charançon* aura la valeur d'un poinçon de titre et sera exclusivement appliqué sur les ouvrages d'or et d'argent (les montres exceptées) provenant des pays avec lesquels ont été conclus des traités de commerce, ouvrages dont l'admission ne peut, en vertu de ces traités, être autorisée qu'autant qu'ils remplissent les conditions de titre voulues par la loi française.

2. A partir de la même époque, les ouvrages d'or et d'argent (les montres exceptées) de toute autre origine étrangère seront marqués de l'empreinte d'un poinçon rectangulaire, créé à cet effet et renfermant, à l'intérieur, les chiffres ET (étranger).

3. Le poinçon dit la *Chimère* continuera de servir exclusivement à la marque de l'horlogerie importée et, comme aujourd'hui, il ne sera appliqué que sur les montres qui, après essai, auront été reconnues

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 564, n° 7353.

aux titres légaux de France. Toute montre étrangère présentée au contrôle et trouvée à un titre inférieur sera brisée.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 12,329. — DÉCRET IMPÉRIAL qui proroge jusqu'au 28 mai 1864 la session du Corps législatif.

Du 25 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 46 de la Constitution;

Vu nos décrets des 10 octobre 1863 ⁽¹⁾, 2 février ⁽²⁾, 30 mars ⁽³⁾ 27 avril ⁽⁴⁾ et 18 mai 1864 ⁽⁵⁾;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La session du Corps législatif est prorogée jusqu'au 28 mai 1864 inclusivement.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

⁽¹⁾ Bull. 1151, n° 11,675.

⁽²⁾ Bull. 1182, n° 12,023.

⁽³⁾ Bull. 1192, n° 12,179.

⁽⁴⁾ Bull. 1198, n° 12,236.

⁽⁵⁾ Bull. 1202, n° 12,277.



Certifié conforme :

Paris, le 30^e Mai 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

BULLETIN DES LOIS.

N^o 1208.

N^o 12,330. — *Loi qui ouvre, sur l'exercice 1864, un crédit de 5,800,000 francs pour la construction et l'outillage de la Manufacture d'armes de Saint-Étienne.*

Du 28 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Un crédit de cinq millions huit cent mille francs (5,800,000^f) est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1864, pour la construction et l'outillage de la manufacture d'armes de Saint-Étienne.

2. La portion de crédit qui n'aura pu être employée pendant cet exercice sera reportée aux exercices suivants par décrets rendus en Conseil d'État.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen d'une somme de quatre millions quatre-vingt-quinze mille francs (4,095,000^f), versée au trésor et provenant de cessions d'armes à des gouvernements étrangers, et, pour le surplus, un million sept cent cinq mille francs par le produit de la vente des terrains et bâtiments militaires désignés dans l'état ci-annexé.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Mai 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNY.**

Les Secrétaires,

Signé **Comte LE PELETIER D'AUNAY, HENRI NOUBET, SÉVERIN ABBATUCCI,**
marquis DE TALHOUËT.

XI^e Série.

52

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un crédit de cinq millions huit cent mille francs pour la construction et l'outillage de la manufacture d'armes de Saint-Étienne.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOGOT,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROCHE.

*État des immeubles militaires dont l'aliénation sera consommée
dans l'année 1864 et les suivantes.*

DÉSIGNATION des places.	INDICATION DES IMMEUBLES.
Honfleur.....	Bâtiment dit le Grenier à sel.
Brouage.....	Terrain et caserne des canonniers.
Perpignan.....	Maison cotée n° 12.
Péronne.....	Bâtiment coté A.
École de la Fère.....	Bâtiment du Petit-Château et jardin.
Nancy.....	Raffinerie.
Saint-Étienne.....	Terrain exproprié, en 1854, pour agrandir l'usine des Rives.
Strasbourg.....	Fonderie, école et direction.
Douai.....	Fonderie.
Toulouse.....	Idem.
Saint-Étienne.....	Usine des Rives.
Idem.....	Immeubles de la manufacture, place Chavanelle.

L'estimation contradictoire de ces immeubles s'élève en totalité à... 1,855,000 francs.

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif dans sa séance du 14 mai 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, marquis DE TALHOUËT,
HENRI NOUBEL, SÉVERIN ABBATUCCI.

Vu pour être annexé à la loi relative à un crédit de cinq millions huit cent mille francs pour la construction et l'outillage de la manufacture d'armes de Saint-Étienne.

Le Sénateur Secrétaire du Sénat,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

Vu pour être annexé à la loi du 28 mai 1864.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,331. — *Loi qui autorise le département des Basses-Pyrénées à s'imposer extraordinairement.*

Du 28 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Basses-Pyrénées est autorisé, sur la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à s'imposer extraordinairement en 1865, et par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Un centime, dont le produit sera affecté aux travaux des routes départementales;

2° Deux centimes, dont le montant sera appliqué au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt autorisé par la loi du 30 mai 1857, et, s'il y a lieu, à la construction des prisons de Pau.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Mai 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Marquis DE TALHOUËT, HENRI NOUBEL, comte LE PELETIER D'AUNAY,
SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à

des impositions extraordinaires par le département des Basses-Pyrénées.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 12,332. — *Loi qui autorise la Commission administrative des Hospices de Pro vins à contracter un Emprunt.*

Du 28 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. La commission administrative des hospices de Pro vins (Seine-et-Marne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de quatre-vingt-dix mille francs (90,000^f), remboursable, en principal et intérêts, en

douze ans, à partir de 1865, sur les revenus ordinaires des hospices, et destinée à payer les dettes de ces établissements.

Cet emprunt sera réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit à la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, HENRI NOUBEL,
marquis DE TALHOUËT, SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt par les hospices de Provins (Seine-et-Marne).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

N° 12,333. — *Loi portant prorogation de Surtaxes à l'Octroi de la commune de Quimperlé (Finistère).*

Du 28 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. La perception des surtaxes autorisées jusqu'au 31 décembre 1865, par la loi du 16 mai 1863, sur le cidre et l'alcool, à l'octroi de la commune de Quimperlé (Finistère), est et demeure prorogée jusqu'au 31 décembre 1871 inclusivement.

Ces surtaxes sont établies de la manière suivante, savoir :

Cidres, poirés et hydromels o' 50^c l'hectolitre.

Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et
esprits en cercles 12 00

Eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs
et fruits à l'eau-de-vie 12 00

Ces surimpositions sont indépendantes des droits principaux qui se perçoivent sur ces boissons.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Mai 1864.

Le Président,
Signé **DUC DE MORNAY.**

Les Secrétaires,
Signé **Comte LE PELETIER D'AUNAY, marquis DE TALHOUËT,**
SÉVERIN ABBATUCCI, HENRI NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à la prorogation de surtaxes à l'octroi de la commune de Quimperlé (Finistère).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1864.

Le Président,
Signé **TROPLONG.**

Les Secrétaires,
Signé **A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOTON,**
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé **Baron T. DE LACROSSE.**

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Mai 1864.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,334. — *Loi portant établissement de Surtaxes à l'Octroi de la commune d'Aix-les-Bains (Savoie).*

Du 28 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT,

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir de la promulgation de la présente loi, et jusqu'au 31 décembre 1869 inclusivement, les surtaxes suivantes seront perçues à l'octroi de la commune d'Aix-les-Bains, département de la Savoie, sur les boissons ci-après désignées :

Vins en cercles et en bouteilles.....	1 ^f 90 ^c l'hectolitre.
Cidres, poirés et hydromels.....	2 00
Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.	16 00

Ces surtaxes sont indépendantes des droits principaux auxquels ces boissons sont soumises audit octroi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, marquis DE TALHOÛËT,
SÉVERIN ABBATUCCI, HENRI NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'établissement de surtaxes à l'octroi de la commune d'Aix-les-Bains (Savoie).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1864.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Mai 1864.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*
Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLEON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

N° 12,335. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui rend applicable aux Colonies la loi du 23 mai 1863, sur les Sociétés à responsabilité limitée.*

Du 7 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 6 et 8 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;
Vu l'avis du comité consultatif des colonies, en date du 13 avril 1864;
Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La loi du 23 mai 1863, sur les sociétés à responsabilité limitée, est rendue applicable aux colonies.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 12,336. — DÉCRET IMPÉRIAL qui déclassé 1° la Redoute de Provence, faisant partie du système de défense du Havre; 2° quatre Postes militaires du département de la Corse.

Du 11 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾, rendu pour l'exécution desdites lois;

Vu les dispositions arrêtées par nous pour l'agrandissement et la défense du port du Havre;

Vu l'avis du comité des fortifications, en date du 16 mars 1863;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La redoute de Provence, portée au tableau annexé au décret du 10 août 1853 comme faisant partie du système de défense du Havre (Seine-Inférieure), la tour de Girolata, la caserne de Ponte-Nuovo, le château d'Aleria et l'enceinte de Porto-Vecchio (Corse), classés parmi les postes militaires sur le tableau joint au décret du 10 août 1853, sont et demeurent déclassés.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 11 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

⁽¹⁾ Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

N° 12,337. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la création d'un Dépôt de Mendicité pour le service du Département de l'Ariège.*

Du 14 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée pour le service du département de l'Ariège, la création d'un dépôt de mendicité. Ce dépôt sera provisoirement établi dans les bâtiments annexés à l'ancien château des comtes de Foix.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

N° 12,338. — *DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Journaux, Gazettes, etc. provenant ou à destination des États-Unis, qui seront transportés entre la France et les États-Unis par les Paquebots-Poste français.*

Du 25 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu l'article 3 de la loi du 17 juin 1857;

Vu le décret organique sur la presse, du 17 février 1852⁽¹⁾;

Vu notre décret du 3 décembre 1856⁽²⁾ pour l'exécution de la convention de poste conclue, le 24 septembre de la même année, entre la France et la Grande-Bretagne;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions des articles 1, 4, 5 et 6 de notre décret susvisé du 3 décembre 1856 qui concernent les journaux, les gazettes, les ouvrages périodiques, les livres brochés, les livres reliés, les brochures, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus,

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 490, n° 3651.

⁽²⁾ xi^e série, Bull. 443, n° 4133.

les annonces et les avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés expédiés au moyen des services britanniques, soit de la France et de l'Algérie pour les États-Unis, soit des États-Unis pour la France et l'Algérie, seront applicables aux objets de même espèce, provenant ou à destination des États-Unis, qui seront transportés entre la France et les États-Unis par les paquebots-poste français.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 12,339. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale des Deux-Sèvres n° 3, d'Angers à Niort, au pas d'Androlet et dans la traverse d'Echiré, suivant la direction indiquée par les traits rouges sur le plan du 29 avril 1863, annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, s'il n'a reçu aucun commencement d'exécution dans un délai de cinq ans, à partir du jour de la promulgation. (*Paris, 23 Décembre 1863.*)

N° 12,340. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale du Finistère n° 3, de Châteaulin à Guingamp, entre Châteaulin et Pleyben, suivant la direction générale figurée, d'abord en vermillon puis en rouge, sur le plan annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, s'il n'a reçu aucun commencement d'exécution dans un délai de cinq ans, à partir du jour de la promulgation. (*Paris, 23 Décembre 1863.*)

N° 12,341. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Les travaux relatifs à l'assainissement et à la mise en valeur des landes d'Arjuzanx (Landes) seront exécutés conformément aux dispositions du projet présenté par les ingénieurs.

2° Est approuvée la délibération du 4 juin 1863, par laquelle le conseil municipal d'Arjuzanx a déclaré prendre à sa charge, au nom de la commune, l'exécution des travaux et affecter à leur payement l'argent en caisse provenant de la vente d'une partie de ses landes communales ;

3° Les travaux, dont une partie a déjà été exécutée par anticipation pendant les années 1858-1862, devront être terminés le 31 décembre 1870.

La surface à mettre en valeur chaque année est fixée au douzième de la surface totale ; toutefois, la commune restera libre de hâter l'exécution des travaux et d'abréger le délai ci-dessus déterminé. (*Paris, 23 Décembre 1863.*)

N° 12,342. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) portant ce qui suit :

1° Est déclarée d'utilité publique l'acquisition pour l'extension du grand quartier militaire B de la place de Provins (Seine-et-Marne), d'une parcelle de terrain située au nord-est de ce quartier, laquelle parcelle, portant au cadastre le n° 539, est teintée en jaune sur un plan ci-annexé.

2° Il sera procédé au règlement de l'indemnité de dépossession suivant les formes prescrites par la loi du 3 mai 1841. (*Paris, 16 Avril 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Juin 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1209.

N° 12,343. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à la Plaine, commune de Saint-Martin-d'Hères (Isère), d'un Établissement de Sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur.*

Du 11 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'évêque de Grenoble (Isère), tant en son nom qu'en celui de ses successeurs, le bureau de bienfaisance de Montbonnot (même département) et le maire de Montbonnot, au nom de cette commune, et la supérieure générale de la congrégation hospitalière et enseignante des sœurs de Notre-Dame de Grâce, dites de *Saint-Thomas-de-Villeneuve*, existant à Aix (Bouches-du-Rhône), en vertu d'un décret impérial du 23 avril 1807, au nom de cette congrégation désignée à cet effet par le prélat, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux clauses et conditions imposées, la disposition du testament olographe du 20 juillet 1854, par laquelle la demoiselle *Catherine-Hortense Baratier* a légué à l'évêque de Grenoble l'universalité de ses biens meubles et immeubles, estimés en principal cent six mille huit cent dix-sept francs quatorze centimes, à la charge, notamment, d'établir dans la propriété de Montbonnot, faisant partie de la succession de la testatrice, telle fondation ou association que le prélat jugera convenable, avec mission de donner la première instruction aux enfants pauvres de la paroisse et de visiter et secourir les indigents de la localité.

2. L'évêque de Grenoble est autorisé à accepter, au nom de la maison de retraite pour les prêtres âgés et infirmes de ce diocèse, existant à Grenoble, en vertu d'une ordonnance du 31 octobre 1842, le legs fait par la demoiselle *Catherine-Hortense Baratier*, suivant son testament olographe du 25 mars 1854, à la caisse diocésaine des anciens prêtres, et consistant en un logement situé dans ladite ville,

Grande-Rue, n° 3, et estimé cinq mille francs, pour servir d'habitation aux succursalistes âgés de la paroisse de Montbonnot qui désireraient se retirer du ministère et, à leur défaut, à tout autre prêtre désigné par l'évêque.

3. La congrégation hospitalière et enseignante des sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, existant à Angers (Maine-et-Loire), en vertu d'un décret du 13 septembre 1852 ⁽¹⁾, est autorisée à fonder à la Plaine, commune de Saint-Martin-d'Hères (Isère), un établissement de sœurs de son ordre, consistant en une maison de refuge pour les filles pauvres abandonnées et une école de charité, à la charge, par les sœurs attachées à cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés par décret du 16 juillet 1810² pour la congrégation des sœurs de Saint-Thomas-de-Villeneuve, à Paris, et adoptés par la congrégation des sœurs du Bon-Pasteur d'Angers.

4. La supérieure générale de la même congrégation des sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, à Angers, est autorisée à accepter, au nom de cette congrégation, le legs d'une somme de mille francs fait, à titre gratuit, par la demoiselle *Catherine-Hortense Baratier*, suivant son testament olographe du 25 mars 1854, à l'établissement de sœurs de cet ordre existant à la Plaine, commune de Saint-Martin-d'Hères (Isère), et autorisé par l'article 3, du présent décret.

5. Le trésorier de la fabrique de l'église curiale de Saint-André, à Grenoble (Isère), est autorisé à accepter, aux clauses et conditions imposées, les legs faits à cet établissement par la demoiselle *Catherine-Hortense Baratier*, suivant les testaments olographes des 25 mars et 20 juillet 1854, et consistant : 1° en une somme de cinq cents francs pour être employée à l'entretien de la chapelle de la Sainte-Vierge; 2° en une rente annuelle et perpétuelle de deux cents francs, au capital de trois mille francs, à la charge de faire célébrer cinquante messes chaque année.

La somme de cinq cents francs précitée sera employée en achat de rentes trois pour cent sur l'État, dont les arrérages seront affectés à la destination indiquée par la testatrice.

En cas de remboursement de la rente de deux cents francs, le capital de trois mille francs en provenant sera également placé en rentes trois pour cent sur l'État.

Mention sera faite sur les inscriptions de ces rentes de la destination des arrérages.

6. Le supérieur général des frères des écoles chrétiennes, institut légalement reconnu par décret du 17 mars 1808, est autorisé à accepter, au nom de l'établissement légataire, une somme de six cents francs, léguée suivant disposition testamentaire du 25 mars 1854, par la demoiselle *Catherine-Hortense Baratier*, à l'œuvre des

⁽¹⁾ 2^e série, Bull. 578, n° 4446.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 305, n° 5790.

Enfants de Saint-Joseph, dirigée, à Grenoble (Isère), par les membres de cet institut.

7. La supérieure générale de la congrégation hospitalière et enseignante des Filles de la Charité, dites *sœurs de Saint-Vincent-de-Paul*, existant à Paris (Seine), en vertu d'un décret impérial du 8 novembre 1809, est autorisée à accepter, au nom de cette congrégation, le legs de mille francs fait, à titre gratuit, par la demoiselle *Catherine-Hortense Baratier*, suivant son testament olographe du 25 mars 1854, aux dames de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul établies à Grenoble.

Cette somme de mille francs sera employée aux besoins de la maison de charité et de l'orphelinat tenus par ces sœurs.

8. La supérieure de la communauté enseignante des sœurs de Notre-Dame de Sainte-Marie, existant à Grenoble (Isère), en vertu d'une ordonnance du 20 mars 1828, et dirigeant l'œuvre dite *des Orphelines*, est autorisée à accepter, au nom de cette communauté, le legs gratuit d'une somme de mille francs, fait à cette œuvre par la demoiselle *Catherine-Hortense Baratier*, suivant son testament olographe du 25 mars 1854.

Cette somme de mille francs sera employée aux besoins de l'établissement légataire.

9. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Montbonnot (Isère) est autorisé à accepter, aux clauses et conditions imposées, le legs d'une rente annuelle et perpétuelle de cinquante francs, fait à cet établissement par la demoiselle *Catherine-Hortense Baratier*, suivant son testament olographe du 20 juillet 1854, à la charge de faire célébrer une messe chaque année à perpétuité.

En cas de remboursement de cette rente, le capital en provenant sera employé en achat de rentes trois pour cent sur l'État.

Mention sera faite sur l'inscription de la destination des arrérages.

10. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,344. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui homologue les Plans de délimitation et les Procès-verbaux de bornage des Zones de servitudes et des Polygones exceptionnels des Places de guerre et des Postes militaires y désignés.*

Du 14 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant les servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État;

Vu notre décret d'administration publique du 10 août 1853 ⁽¹⁾, relatif au classement des places de guerre et des postes militaires et aux servitudes autour des fortifications en France;

Vu notre décret d'administration publique du 29 avril 1857 ⁽²⁾, relatif aux mêmes objets en Algérie;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage des zones de servitudes et des polygones exceptionnels, annexés au présent décret et approuvés par notre ministre de la guerre, ainsi que les conditions particulières relatives à ces polygones, telles qu'elles sont relatées sur ces plans, sont définitivement arrêtés et homologués.

Ces plans et procès-verbaux concernent les places et postes ci-dessous désignés :

Les forts Vauban et de l'Eure, dépendant de la place du Havre (Seine-Inférieure), la place de Montreuil (Pas-de-Calais), pour la création des polygones exceptionnels de l'ouvrage à cornes 67 et du hameau de la Madeleine; la batterie de Saint-Pierre de Cannes (Alpes-Maritimes); la citadelle de Montpellier, pour l'extension du polygone exceptionnel du faubourg de Nîmes, et la batterie du Grau-d'Agde (Hérault); la place de Lorient (Morbihan), pour l'enceinte du port de commerce; le réduit et la batterie de l'île Tristan; la place de Concarneau, pour une modification des limites du polygone exceptionnel du faubourg de l'Ouest, et le réduit de la batterie de l'île Penfret (Finistère); la place de Cherbourg (Manche); pour la création de deux polygones exceptionnels dans l'enceinte du port militaire; le fort de l'Eau, ouvrage détaché de la place d'Alger, et le poste de Ténez (département d'Alger), le poste de Tébessa et la place de Bône (département de Constantine) et la place de Mascara (département d'Oran).

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bul-

⁽¹⁾ Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

⁽²⁾ Bull. 511, n° 4673.

letin des lois et au Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 14 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Marechal de France,
Ministre secrétaire d'Etat au département de la guerre,*

Signé RANDON.

N° 12,345. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui homologue les Plans de délimitation et les Procès-verbaux de bornage de la Zone des Fortifications des Places de guerre et Postes militaires y désignés.*

Du 14 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant les servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'Etat;

Vu notre décret d'administration publique du 10 août 1853⁽¹⁾, relatif au classement des places de guerre et des postes militaires et aux servitudes autour des fortifications en France;

Vu notre décret d'administration publique du 29 avril 1857⁽²⁾, relatif aux mêmes objets en Algérie;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage de la zone des fortifications annexés au présent décret et visés et approuvés par notre ministre de la guerre.

Ces plans et procès-verbaux concernent les places et postes ci-dessous désignés, savoir :

Pour les deux limites intérieure et extérieure, la place de Charlemont, les Givets et le Mont-d'Haies (Ardennes), la place d'Antibes (Alpes-Maritimes), les forts de Porzic, de Montbarrey et de Penfeld, les redoutes de Keranroux et de Guestelbras, ouvrages détachés de la place de Brest, le réduit et la batterie de l'île Penfret, le réduit et la batterie de l'île Tristan (Finistère), le fort de l'Eau, ouvrage détaché de la place d'Alger, et la place de Médéah (département d'Alger) et le poste de Lalla-Maghrnia (département d'Oran).

Pour la limite intérieure seulement :

La place de Narbonne (Aude), la place du Château de l'île d'Oleron (Charente-Inférieure).

⁽¹⁾ Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

⁽²⁾ Bull. 511, n° 4673.

Pour la limite extérieure seulement :

La place de Colmars (Basses-Alpes), la place de la Rochelle (Charente-Inférieure), la place de Mascara (département d'Oran).

Pour des changements partiels aux limites précédemment homologuées :

La place du Queanoy (Nord), le poste du fort la Prée, de l'île de Ré (Charente-Inférieure), le poste du Château de Saumur (Maine-et-Loire).

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et dans le recueil officiel des actes du gouvernement d'Algérie.

Fait à Paris, le 14 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État de la guerre.*

Signé RANDON.

N° 12,346. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la Société lyonnaise des Magasins généraux des Soies à établir à proximité d'Avignon, dans un local situé au quartier de la Médecine, une Annexe de la Succursale établie dans cette ville pour le magasinage des Soies et Garances.

Du 18 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu notre décret, en date du 10 octobre 1863 ⁽¹⁾, portant autorisation à la société lyonnaise des magasins généraux des soies d'établir à Avignon, dans le local du magasin général créé par la ville, une succursale pour le magasinage des soies et garances, avec salles de ventes publiques;

Vu la demande formée, au nom de cette société, d'ouvrir une annexe à ladite succursale dans un local situé à proximité d'Avignon, au quartier de la Médecine;

Vu le plan produit à l'appui de la demande;

Vu les avis de la chambre de commerce d'Avignon et du préfet de Vaucluse;

Vu la loi du 28 mai 1858 et nos décrets des 12 mars 1859 ⁽²⁾ et 30 mai 1863 ⁽³⁾;

La section des travaux publics, de l'agriculture et du commerce du Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

⁽¹⁾ Bull. 1151, n° 11,683.

⁽²⁾ Bull. 1126, n° 11,371.

⁽³⁾ Bull. 673, n° 6304.

Art. 1^{er}. La société lyonnaise des magasins généraux des soies est autorisée à établir à proximité d'Avignon (Vaucluse), dans un local situé au quartier de la Médecine, conformément au plan ci-dessus visé, une annexe de la succursale autorisée par notre décret du 10 octobre 1863 précité.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois et inséré au Moniteur.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉNIC.

N° 12,347. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise un virement de Crédit au Budget ordinaire du Ministère de l'Intérieur, exercice 1863.

Du 21 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi du 2 juillet 1862, portant fixation du budget ordinaire de l'exercice 1863;

Vu notre décret du 23 novembre 1862⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits dudit budget;

Vu la loi du 13 mai 1863 et notre décret du 29 juin suivant⁽²⁾, concernant les suppléments de crédits pour l'exercice 1863;

Vu nos décrets de virement des 29 août⁽³⁾ et 26 décembre 1863⁽⁴⁾, 23 mars⁽⁵⁾ et 23 avril 1864⁽⁶⁾;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽⁷⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽⁸⁾, sur les virements de crédits;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 25 avril 1864;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1863, au chapitre XIV

⁽¹⁾ Bull. 1070, n° 10,729.

⁽²⁾ Bull. 1131, n° 11,431.

⁽³⁾ Bull. 1146, n° 11,591.

⁽⁴⁾ Bull. 1170, n° 11,897.

⁽⁵⁾ Bull. 1190, n° 12,142.

⁽⁶⁾ Bull. 1200, n° 12,255.

⁽⁷⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

⁽⁸⁾ Bull. 440, n° 4110.

du budget ordinaire du ministère de l'intérieur (*Section v. — Dépenses ordinaires et frais de transport des détenus*), est réduit d'une somme de quatre-vingt-cinq mille francs.

2. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1863, au chapitre xv du budget ordinaire du ministère de l'intérieur (*Section v. — Remboursement sur le produit du travail des condamnés*), est augmenté d'une somme de quatre-vingt-cinq mille francs.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé P. BOUDET.

N° 12,348. — DÉCRET IMPÉRIAL portant que les Élections pour le renouvellement de la première série des Conseils généraux et de la seconde série des Conseils d'arrondissement auront lieu les 18 et 19 juin prochain.

Du 26 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

Vu la loi du 22 juin 1833, le décret du 3 juillet 1848⁽¹⁾ et les articles 3 et 4 de la loi du 7 juillet 1852,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les élections pour le renouvellement de la première série des conseils généraux et de la seconde série des conseils d'arrondissement auront lieu les 18 et 19 juin prochain.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 48, n° 536.

N° 12,349. — DÉCRET IMPÉRIAL qui admet temporairement en franchise de droits les Riz en grains et les Riz en paille de toute provenance et importés sous tout pavillon.

Du 1^{er} Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 5 juillet 1836 (article 5);

Vu l'ordonnance du 21 mai 1845⁽¹⁾,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les riz en grains et les riz en paille, de toute provenance et importés sous tout pavillon, seront admis temporairement en franchise de droits, sous les conditions édictées par l'ordonnance précitée du 21 mai 1845, sauf les modifications ci-après.

2. Les riz en paille seront admis d'après un type légal, avec allocation d'un déchet de vingt pour cent.

Dans le cas où les riz présentés s'éloigneraient notablement du type fixé, il serait procédé à l'expertise légale et, selon la décision des experts, le déchet serait augmenté ou diminué.

Le riz décortiqué et nettoyé contiendra ses brisures et, si le fabricant veut les séparer, il ne lui sera pas tenu compte d'un nouveau déchet.

Le riz ainsi décortiqué et nettoyé pourra être livré à la consommation, sous le paiement du droit afférent au riz brut selon le pavillon et avec les intérêts des droits à dater du jour de l'importation.

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juin 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture
du commerce et des travaux publics,*

Signé **ARMAND BÉHIC**.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1203, n° 12,004.

N° 12,350. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui établit le Tarif, à l'entrée en France, de l'Or, du Platine et de l'Argent.*

Du 1^{er} Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 17 décembre 1814 (article 34);

Vu les traités de commerce conclus avec l'Angleterre, la Belgique et l'Italie,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le tarif, à l'entrée en France, de l'or, du platine et de l'argent est établi ainsi qu'il suit :

Or et platine	{	bruts, en masses, lingots, barres, poudre, bijoux cassés, etc. le kilogramme.....	3 ^l 00 ^c	} Décimes compris.
		battus en feuilles.....	25 00	
		tirés, laminés ou filés, même régime que l'orfèvrerie.		
Argent	{	brut, en masses, lingots, ouvrages détruits, etc., le kilogramme.....	0 06	} Décimes compris.
		battu en feuilles.....	20 00	
		tiré, laminé ou filé, même régime que l'orfèvrerie.		
Orfèvrerie et bijouterie d'or, de vermeil, d'argent et de platine, le kilogramme		{	5 00	} Décimes compris.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 12,351. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui prononce la clôture de la Session du Sénat, ouverte le 5 novembre 1863.*

Du 1^{er} Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 24 de la Constitution,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La session du Sénat, ouverte le 5 novembre 1863, est et demeure close.

2. La présente proclamation sera portée et lue au Sénat par notre ministre d'État.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé R. ROUEN.

N° 12,352. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant les dispositions suivantes :

1° Les travaux d'assainissement et de mise en valeur des landes communales de Canenx-et-Réaut (Landes) seront exécutés conformément aux dispositions du projet présenté par les ingénieurs.

2° Est approuvée la délibération du 18 mai 1863, par laquelle le conseil municipal de Canenx-et-Réaut a déclaré prendre charge, au nom de la commune, de l'exécution des travaux, et a affecté à leur paiement le produit de la vente d'une partie de ses landes communales.

3° Les travaux, dont une partie a déjà été exécutée par anticipation pendant les années 1858 à 1862, devront être terminés le 31 décembre 1871.

La surface à mettre en valeur chaque année est fixée au douzième de la surface totale. Toutefois, la commune restera libre de hâter l'exécution des travaux et d'abréger ainsi le délai ci-dessus déterminé. (*Paris, 23 Décembre 1863.*)

N° 12,353. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Est déclaré d'utilité publique l'agrandissement des gares de Montparnasse et de Vaugirard (Seine), conformément aux indications teintées en rose sur le plan joint au présent décret.

2° Pour l'acquisition des terrains à occuper pour cet agrandissement, la compagnie des chemins de fer de l'Ouest est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 3 mai 1841.

Les expropriations devront être accomplies dans le délai de deux ans, à partir de la promulgation du présent décret.

3° Les terrains ainsi acquis seront incorporés à la concession du chemin de fer de l'Ouest et feront, en conséquence, retour à l'État, à l'expiration de ladite concession, comme le chemin de fer lui-même. (*Paris, 23 Décembre 1863.*)



Certifié conforme :

Paris, le 6^e Juin 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
ministère de la Justice et des Cultes.-

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1210.

N° 12,354. — *Loi qui, 1° règle le mode d'aliénation des Immeubles domaniaux; 2° ouvre, sur l'exercice 1864, un Crédit de deux millions pour Acquisitions de terrains et Travaux neufs dans les Établissements militaires.*

Du 1^{er} Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Continueront à être vendus aux enchères publiques, dans les formes déterminées par les lois des 15 et 16 floréal an x, 5 ventôse an xii et 18 mai 1850, les immeubles domaniaux autres que ceux dont l'aliénation est régie par des lois spéciales. Toutefois, l'immeuble qui, en totalité, est d'une valeur estimative supérieure à un million ne pourra être aliéné, même partiellement ou par lots, qu'en vertu d'une loi.

2. Il est ouvert au ministre secrétaire d'État de la guerre, sur l'exercice 1864, un crédit de deux millions de francs (2,000,000^f), pour acquisitions de terrains et travaux neufs dans les établissements militaires.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources que procurera l'aliénation des terrains et bâtiments militaires détaillés dans l'état ci-annexé.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, marquis DE TALHOÛË,
SÉVERIN ABBATUCCI, HENRI NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un crédit de deux millions pour acquisition de terrains et travaux militaires.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1864.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GÉRON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

*État des immeubles devenus inutiles au département de la guerre et dont l'aliénation
sera consommée en 1864.*

PLACES.	DÉSIGNATION DES IMMEUBLES.	DATE de la remise au domaine.
1 ^o IMMEUBLES REMIS ET NON ENCORE VENDUS.		
Paris (rive g.)..	Boucherie des Invalides (partie retranchée), déduction faite des matériaux déjà vendus	31 janv. 1861.
	Caserne Sully	29 janv. 1861.
	Caserne Fédor et jardin y attaché	<i>Idem.</i>
	Terrain dit des Toarelles de Belleville	30 janv. 1861.
Paris (rive d.)..	Partie des anciens ouvrages de Rouvray	31 janv. 1861.
	Maison et terrain provenant des anciens ouvrages de Rouvray	20 avril 1862.
	Terrain retranché de la caserne de la Pépinière	12 août 1859.
Calais	Parcelle de terrain pour l'extension de l'Abattoir	26 avril 1862.
Sedan	Partie du lot n ^o 89 des terrains militaires	10 janv. 1861.
	Partie du terre-plein de la Corne 24 et fle de la Sorille	5 mai 1862.
	Parcelles de terrains occupés par des bâtiments particuliers	7 août 1862.

PLACES.	DÉSIGNATION DES IMMEUBLES.	DATE de la remise au domaine.
Lunéville.....	Terrain le long du canal.....	3 nov. 1860.
Steasbourg.....	Caserne vieille des Ponts couverts.....	4 oct. 1860.
	Écuries de la place d'Armes E, P.....	30 mai 1862.
	Pavillon du Génie, coté 53.....	20 avril 1861.
Lauterbourg....	Manutention, 54.....	Idem.
	Terrains du Précipice.....	Idem.
Marseille.....	Partie libre de l'ancienne batterie d'Arenc.....	7 avril 1862.
	613 mètres de terrains redus par la ville.....	Idem.
La Rochelle.....	Ferme de Marillac, à la pointe des Minimes.....	27 déc. 1860.
Granville.....	Ilot des Huguenans.....	21 nov. 1862.
Saint-Malo.....	Emplacement de la vedoute du Sillon.....	25 mai 1863.
	Partie de l'établissement G de l'arsenal.....	16 févr. 1861.
Pottiers.....	Partie de la caserne F des Pénitentes.....	Idem.
Ajaccio.....	Tour des Génois.....	25 avril 1861.
Bastia.....	Couvent Saint-Antoine.....	18 déc. 1862.
Cervione.....	Poste de Prunelli.....	26 janv. 1860.
Calvi.....	Mur déclassé de la basse ville.....	24 févr. 1862.
N° IMMEUBLES À REMETTRE EN 1863. OU 1864.		
Paris (rive d.) ..	Caserne de l'ave-Maria. Anciens ouvrages de fortifications le long des canaux de l'Ouise et de Saint-Denis.	
Dunkerque.....	Partie de la ferme des Criques.	
Brest.....	Ancienne manutention de Saint-Renan.	
Port-Louis.....	Emplacement des lignes de Loc-Malo.	
Moutiers.....	Emplacement et matériaux de la caserne.	
Ile de Ré.....	Terrain dépendant du fort Lapré.	
RÉCAPITULATION.		* MONTANT de l'évaluation contradictoire.
Immeubles remis.....		1,159,739 ^f
Immeubles à remettre.....		1,063,980
TOTAL GÉNÉRAL.....		2,223,719

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif dans sa séance du 14 mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MONTY.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, H. BUSSON-BILLAULT,
HENRI NOUBEL, SÉVERIN ABBATUCCI.

Vu pour être annexé à la loi relative à un crédit de deux millions pour acquisitions de terrains et travaux militaires.

Le Sénateur Secrétaire du Sénat,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

Vu pour être annexé à la loi du 1^{er} juin 1864.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,355. — *Loi qui approuve un Échange de terrains entre l'État et M. Sant-Yago Drake del Castillo.*

Du 1^{er} Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCIONNÉ et SANCIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit:

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans l'acte passé devant le préfet d'Indre-et-Loire, le 30 juillet 1863, entre l'État, d'une part, et le sieur *Sant-Yago Drake del Castillo*, d'autre part, l'échange, sans soulte ni retour, d'une parcelle de terrain de dix-sept ares quatre centiares (17^a 04^a), dépendant de la poudrerie du Ripault, commune de Monts, contre deux parcelles contenant ensemble vingt et un ares soixante et treize centiares (21^a 73^a) appartenant au sieur *Drake del Castillo*, telles que ces parcelles sont désignées sur le plan annexé à l'acte ci-dessus relaté.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Mai 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNAY.**

Les Secrétaires,

Signé **HENRI NOUBEL, SÉVERIN ABBATUCCI, comte LE PELETIER D'AUNAY, marquis DE TALHOÛET.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un échange de terrains dans le département d'Indre-et-Loire.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1864.

Le Président,

Signé **TROPLONG.**

Les Secrétaires,

Signé **A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GUYON, baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat:

Le Sénateur Secrétaire,

Signé **Baron T. DE LACROSSE.**

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de

l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé E. ROUHER.

N° 12,356. — *Loi qui approuve un Échange de terrains entre l'État et les héritiers Louet-Turrault.*

Du 1^{er} Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans l'acte passé devant le sous-préfet de Loches, le 31 mai 1861, entre l'État, d'une part, la dame *Marie-Antoinette Turrault*, veuve du sieur *Jacques Louet*, et la dame *Marie-Louise Louet*, femme autorisée du sieur *Louis-Emile Rolland*, demeurant à Beaulieu, d'autre part, et sans préjudice des conditions énoncées dans le procès-verbal d'expertise des 29 octobre et 4 novembre 1860, relativement au payement de tous les frais et déboursés faits ou à faire, l'échange des deux parcelles de terrain dépendant de l'enclos domanial des Viantais, commune de Beaulieu (Indre-et-Loire), et contenant quatre ares vingt-neuf centiares, contre une autre parcelle de terrain de huit ares, située dans la même commune, et appartenant aux veuve et héritier *Louet-Turrault*, telles que ces parcelles sont désignées sur le plan annexé au procès-verbal d'expertise.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, HENRI NOUBEL,
SÉVERIN ABBATUCCI, marquis DE TALHOUËT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un échange de terrains dans le département d'Indre-et-Loire.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1864.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYES.
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHER.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

N° 12.357. — LOI qui autorise le département de l'Ariège à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 1^{er} Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Le département de l'Ariège est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de trois cent cinquante mille francs (350,000), qui sera affectée aux travaux des routes départementales.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de l'Ariège est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Quatre centimes pendant chacune des années 1865 et 1866; quatre centimes deux dixièmes en 1867; cinq centimes en 1868, et six centimes pendant six ans, à partir de 1869, dont le produit sera affecté tant au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt à réaliser en vertu de l'article 1^{er} ci-dessus, qu'aux travaux des routes départementales;

2° Trois centimes pendant quatre ans, à partir de 1865, et quatre centimes pendant six ans, à partir de 1869, dont le produit sera consacré à l'achèvement des chemins vicinaux de grande communication et au paiement de subventions à accorder aux communes, dans des cas extraordinaires, pour les travaux de leurs chemins vicinaux.

La dernière de ces impositions sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, comte LE PELETIER D'AUNAY,
marquis DE TALHOUËT, HENRI NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt et à des impositions extraordinaires par le département de l'Ariège.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baren T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juin 1864.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,358. — *Loi qui autorise le département du Haut-Rhin à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 1^{er} Juin 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Haut-Rhin est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de deux cent cinquante-quatre mille francs (254,000^f), qui sera consacrée à l'achèvement de l'hôtel de la préfecture.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département du Haut-Rhin est également autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant six ans, à partir de 1865, trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes. dont le produit sera affecté tant au remboursement et au service des

intérêts de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus, qu'à la construction d'une maison d'arrêt à Mulhouse.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Mai 1864.

Le Président,

Signé **Duc DE MORNY.**

Les Secrétaires,

Signé **Marquis DE TALHOUËT, comte LE PELETIER D'AUNAY,**
SÉVERIN ABBATUCCI, HENRI NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt et à une imposition extraordinaire par le département du Haut-Rhin.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1864.

Le Président,

Signé **TROPLONG.**

Les Secrétaires,

Signé **A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,**
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé **Baron T. DE LACROSSE.**

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juin 1864.

Signé **NAPOLÉON.**

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé **J. BAROCHE.**

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER.**

N° 12,359. — Loi qui autorise le département du Var à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 1^{er} Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Var est autorisé, sur la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1863, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de cinq cent soixante et quinze mille francs (575,000^f), qui sera appliquée aux travaux des chemins vicinaux de grande communication.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département du Var est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Quatre centimes pendant trois ans, à partir de 1865; cinq centimes en 1868, six centimes en 1869, sept centimes pendant les cinq années suivantes, six centimes pendant cinq ans, à partir de 1875, et sept centimes trois dixièmes en 1880, dont le produit sera affecté tant au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt de sept cent mille francs, autorisé par la loi du 18 juin 1861, qu'aux travaux des routes départementales;

2° Deux centimes en 1865 et en 1866, six centimes en 1867; cinq centimes en 1868 et en 1869, quatre centimes pendant les cinq années suivantes, et trois centimes pendant cinq ans, à partir de 1875, dont le montant sera consacré à l'amortissement et au service des intérêts de l'emprunt de cinq cent soixante et quinze mille francs, autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus, et de l'emprunt réalisé en vertu de la loi du 18 juin 1861, pour les travaux des chemins vicinaux.

La dernière de ces impositions sera perçue indépendamment des centimes spéciaux dont le recouvrement pourra être autorisé, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

3. Les impositions extraordinaires créées par les lois du 28 juin 1860 et du 18 juillet 1861 cesseront d'être recouvrées à partir du 1^{er} janvier 1865.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Mai 1864.

Le Président,
Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,
Signé COMTE LE PELETIER D'AUNAY, HENRI NOUBEL, MARQUIS DE TALHOUËT.
SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt et à des impositions extraordinaires par le département du Var.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOXON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS ET ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,360. — Loi qui autorise la ville de Beauvais à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 1^{er} Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Beauvais (Oise) est autorisée à emprunter, à

un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de trois cent dix mille francs (310,000^f), remboursable en douze années, à partir de 1865, et destinée au paiement de diverses dépenses d'utilité publique, énumérées dans la délibération municipale du 25 août 1863, notamment la reconstruction de l'école communale, l'agrandissement de la salle d'asile, l'ouverture de rues, la restauration de l'église Saint-Étienne, la construction de deux voûtes sur des cours d'eau, le remaniement du pavage, l'agrandissement du collège.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant douze ans, à partir de 1865, vingt centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué, en totalité, à quatre cent huit mille francs environ, servira, avec un prélèvement sur les revenus ordinaires, au remboursement de l'emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé HENRI NOUBEL, comte LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ARMAND, marquis DE TALHOÛËT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'emprunt et à une imposition extraordinaire par la ville de Beauvais (Oise).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOUDOT, baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juin 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État,
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé **J. BAROCHE**.

Signé **E. ROUHER**.

N° 12,361. — *Loi qui autorise la ville de Louviers à contracter un Emprunt.*

Du 1^{er} Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS **SANCTIONNÉ** et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Louviers (Eure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cent vingt-cinq mille francs (125,000^f), remboursable en vingt-huit années, à partir de 1864, sur ses revenus, et destinée, avec un prélèvement sur les ressources du budget, à la construction d'un abattoir et d'un bureau d'octroi, à la création d'une place et à l'élargissement d'une ruelle.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

La commission accordée au crédit foncier par l'article 4 de la loi du 6 juillet 1860 pourra être ajoutée au taux d'intérêt ci-dessus fixé, jusqu'à concurrence de trente centimes pour cent francs par an.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer

de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MONT.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, marquis DE TALHOUËT,
SÉVERIN ABBATUCCI, HENRI NOUBEL.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt par la ville de Louviers (Eure).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé E. ROUHER.

N° 12,362. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve la Convention passée, le 29 avril 1864, entre le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics et la Compagnie fermière de l'Établissement thermal de Vichy.*

Du 7 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la loi du 10 juin 1853, portant concession de l'exploitation des sources et de l'établissement thermal de Vichy, et le cahier des charges y annexé ;

Vu la lettre, en date du 14 mars 1863, par laquelle la compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy offre de se charger, sous certaines conditions, de la construction d'un casino dans l'ancien parc dépendant dudit établissement et de l'exécution de divers autres travaux et dépenses qu'elle indique ;

Vu l'avis, en date du 14 avril 1863, du commissaire du Gouvernement près l'établissement thermal de Vichy ;

Vu l'avis, en date du 17 avril suivant, de la commission des eaux thermales instituée près notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la convention passée, sous la date du 29 avril 1864, entre notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et MM. *Denière, Germain-Thibault* et *Fère*, président et membres du conseil d'administration de la compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy, délégués à cet effet par ledit conseil ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est approuvée, sauf ratification ultérieure par la loi, la convention passée, le 29 avril 1864, entre notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy, représentée ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Ladite convention restera annexée au présent décret.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

Convention entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, et la compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy.

Entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, et la compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy, ladite compagnie représentée par MM. *Denière, Germain-Thibault* et *Fère*, président et membres du conseil d'administration, délégués par ledit conseil à l'effet des présentes, et sans ratification par l'assemblée générale des actionnaires dans un délai de six mois,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy, représentée ainsi qu'il est dit ci-dessus, s'engage vis-à-vis du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics :

1° A exécuter à ses frais, risques et périls, dans la partie de l'ancien parc dépendant de l'établissement thermal, bordée par la rue Rouher, la rue Cunin-Gridaine et la grande allée, un casino, conformément aux plans qui seront produits par ladite société et approuvés par le ministre;

2° A garnir ce casino de meubles en rapport avec sa destination;

3° A construire des serres pour recevoir les fleurs destinées à l'ornement du nouveau parc le long de l'Allier, et un pavillon pour le gardien desdites serres;

4° A reconstruire, sur des plans préalablement approuvés par le ministre, le bain dit de l'Hôpital, dans la partie de l'ancien parc bordée, d'un côté, par la rue Rouher, d'un autre côté, par la grande allée, et à y amener à ses frais la source dite de l'Hôpital; le nombre de baignoires à placer dans l'établissement ainsi reconstruit devra être de trente au moins.

Les travaux déterminés aux paragraphes ci-dessus du présent article devront être achevés dans le délai de trois ans au plus.

2. La compagnie abandonne à l'État le terrain compris dans l'enclos Lardy, appartenant aux sources des Célestins et marqué par les lettres A et B sur le plan général de Vichy joint à la présente convention, lequel terrain restera, d'ailleurs, compris dans les immeubles affermés à la compagnie.

3. La compagnie s'engage à verser au trésor public, en sus de son prix de ferme, par semestre, au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet de chaque année, tant pour les grosses réparations de l'établissement thermal que pour les frais d'entretien des routes thermales du nouveau parc, de la rivière qui le traverse et des serres qui doivent y être construites, une somme de cinquante-cinq mille francs (55,000^f).

L'entretien et les grosses réparations du casino et de toutes les constructions nouvelles faites par la compagnie seront à sa charge, à l'exception des serres, dont l'entretien et les réparations de toute nature demeureront à la charge de l'État.

4. Dès que le nouveau bain de l'Hôpital aura été construit dans l'emplacement indiqué au paragraphe 4 de l'article 1^{er}, la société installera le service des indigents dans l'établissement actuel de l'Hôpital et elle y amènera à ses frais l'eau minérale nécessaire à ce service.

5. La compagnie devra établir, en prolongement de l'établissement thermal n° 2, deux salles ou galeries contenant chacune douze cabinets de bains; l'une de ces salles ou galeries sera destinée aux hommes, l'autre aux femmes; le prix de chaque bain dans ces cabinets, avec deux serviettes, ne dépassera pas soixante centimes (0^f 60^c).

Dans le cas où ces deux salles ou galeries ne seraient pas prêtes à recevoir les baigneurs à l'ouverture de la saison des eaux de 1864, la compagnie sera tenue d'y suppléer par un nombre égal de cabinets, et aux mêmes conditions de prix et de service, dans les parties de l'ancien établissement affectées aux bains à un franc vingt-cinq centimes.

6. De son côté, le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, s'engage à faire abandon à la société de Vichy :

1° Du terrain portant le nom de *Pépinière*, situé près de l'établissement thermal et marqué par la lettre I sur le plan général ci-annexé;

2° D'un autre terrain de deux cents mètres de superficie, situé à côté des Célestins et marqué de la lettre C sur ledit plan général.

7. Par dérogation à l'article 3 du cahier des charges annexé à la loi du 10 juin 1853, il y aura, dans l'établissement thermal de Vichy, des bains et douches de trois classes, aux prix et conditions ci-après :

La première classe, avec un fond de bain, un peignoir, deux serviettes et une robe de chambre, payera trois francs (3^f);

La deuxième classe, avec peignoir et deux serviettes, payera deux francs (2^f);

La troisième classe, établie dans les conditions stipulées par l'article 5, payera soixante centimes (60^c).

Le prix des bouteilles de demi-litre d'eau minérale expédiée par la compagnie, qui est fixé à trente-cinq centimes (0^f 35^c) par le cahier des charges ci-dessus rap-pelé, est porté à cinquante centimes (0^f 50^c).

La compagnie est autorisée à percevoir, pour l'emballage des caisses contenant moins de cinquante bouteilles de litre ou de demi-litre, un droit fixe de un franc (1^f).

Il est entendu que le nombre des trois cents baignoires, fixé par le cahier annexé à la loi du 10 juin 1853, doit toujours exister indépendamment des vingt-quatre baignoires énoncées dans l'article 5.

8. Les dispositions relatives à l'augmentation du prix des bains et au versement à la compagnie, au trésor public, de la somme de cinquante-cinq mille francs stipulée à l'article 3 ci-dessus, seront appliquées à dater du 1^{er} janvier 1864.

9. Indépendamment des avantages stipulés au profit de la compagnie dans l'article 7 ci-dessus, la durée du bail, fixée à trente-trois ans par le cahier des charges annexé à la loi du 10 juin 1853, est augmentée de dix-huit années et portée ainsi à cinquante et un ans.

10. Toutes les constructions, tous les établissements que la société s'oblige à faire pendant la durée du bail seront immédiatement considérés comme faisant partie de l'établissement thermal, et ils seront retournés à l'État à l'expiration du bail, sans aucune restriction ni réserve, et sans qu'il y ait lieu, de la part de l'État, à aucune indemnité au profit de la société.

11. La compagnie est tenue d'exécuter tous les travaux indiqués dans les articles 1 et 5 de la convention et dont la dépense est évaluée à la somme de un million trois cent quarante mille francs.

Elle sera sans recours contre l'État pour les sommes qui dépasseraient cette évaluation.

12. La compagnie sera soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration, pour l'exécution des travaux compris dans la présente convention. Elle devra justifier des sommes dépensées par elle, jusqu'à concurrence du chiffre indiqué dans l'article précédent, suivant les formes qui seront réglées par des décisions du ministre.

13. Toutes les clauses du cahier des charges annexé à la loi du 10 juin 1853, auxquelles il n'est pas dérogé par la présente convention, continueront de recevoir leur pleine et entière exécution.

14. La présente convention ne sera passible que du droit fixe de un franc.

Fait à Paris, le 29 avril 1864.

Approuvé l'écriture ci-dessus et d'autre part :

Signé DENIHAR.

Approuvé l'écriture ci-dessus et d'autre part :

Signé G. THIÉBAULT.

Approuvé l'écriture ci-dessus et d'autre part :

Signé V. FÉAL.

Approuvé l'écriture :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 12,363. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve les Statuts du Chapitre de l'Église cathédrale de Nice.

Du 18 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

Vu l'article 35 de la loi du 18 germinal an X ;

Vu les statuts capitulaires du diocèse de Nice, présentés à notre approbation par l'évêque de Nice, par sa lettre du 22 avril 1864 ;

Vu les statuts capitulaires du même diocèse, approuvés par le Premier Consul, sous la date du 2 germinal an XIII ;

Vu le décret impérial, en date du 16 août 1862⁽¹⁾, portant publication de la bulle du 24 juillet 1861, qui réunit le diocèse de Nice à la province ecclésiastique d'Aix;

Vu les observations présentées par le chapitre de Nice à l'évêque de cette ville, en date du 13 avril 1864;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les statuts du chapitre de l'église cathédrale de Nice, ci-annexés, sont approuvés pour être exécutés suivant leur forme et teneur.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Statuts du chapitre de Nice.

ART. 1^{er}. Le chapitre cathédral de Nice est composé de neuf membres, y compris le chanoine-curé et de deux vicaires généraux de l'évêque.

2. On ne peut être nommé chanoine sans avoir reçu l'ordre de la prêtrise.

3. Les vicaires généraux dont les pouvoirs seraient révoqués par l'évêque cessent d'être membres du chapitre.

4. Le supérieur du grand séminaire a rang parmi les chanoines quand il assiste à l'office.

5. Les vicaires généraux ont la préséance sur les autres membres du chapitre.

6. Les autres chanoines prennent rang suivant la date de leur entrée dans le chapitre.

7. Quand le supérieur du grand séminaire assiste à l'office, il prend rang parmi les chanoines suivant la date de sa nomination à cette place.

8. Les chanoines ne forment point un corps particulier et ne s'assemblent jamais sans la permission de l'évêque.

9. L'évêque préside les assemblées du chapitre, soit par lui-même, soit par l'un de ses vicaires généraux, par lui commis à cet effet.

10. Il détermine les matières qui sont mises en discussion et demande l'avis des chanoines, sans être astreint de s'y conformer.

11. Il nomme seul aux différents titres de la cathédrale et aux différentes fonctions qui s'y exercent.

12. Les chanoines lui donnent connaissance des abus et ne peuvent, dans aucun cas, les réformer par eux-mêmes.

13. L'évêque officie toutes les fois qu'il le juge convenable. Les chanoines officient chacun à leur tour.

14. La grand-messe capitulaire des dimanches et fêtes est la messe paroissiale de la cathédrale.

15. Les baptêmes, mariages et sépultures, services, instructions et prônes ordinaires sont faits par le chanoine-curé ou ses vicaires.

⁽¹⁾ Bull. 1078, n° 10,794

16. L'évêque seul fixe l'heure, le lieu et le cérémonial des différents offices.

17. Les dispositions contenues dans les statuts du chapitre, approuvés par ordonnance épiscopale du 31 décembre 1845 et qui seraient contraires aux présents statuts, sont abrogées.

Les présents statuts ont été délibérés et adoptés par le Conseil d'État, dans sa séance du 26 mai 1864.

Le Conseiller d'État, secrétaire général du Conseil d'État,

Signé F. BOILAY.

Vu pour être annexé au décret impérial en date de ce jour.

Paris, le 28 Mai 1864.

Le Garde des sceaux,

Ministre de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

N° 12,364. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Les travaux relatifs à l'assainissement et à la mise en valeur des landes communales de Créon (Landes) seront exécutés conformément aux dispositions du projet présenté par les ingénieurs.

2° Est approuvée la délibération du 30 avril 1863, par laquelle le conseil municipal de Créon a déclaré prendre à sa charge, au nom de la commune, l'exécution des travaux et affecter à leur paiement le produit de la vente d'une partie de ses landes communales.

3° Les travaux devront être commencés dans le mois qui suivra la promulgation du présent décret.

La surface à mettre en valeur chaque année est fixée au douzième de la surface totale. Toutefois, la commune restera libre de hâter l'exécution des travaux et d'abréger ainsi le délai ci-dessus déterminé. (*Paris, 6 Janvier 1864.*)

N° 12,365. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui déclare d'intérêt public les sources minérales dites *la Grosse Source, la Source Romaine, la Source Souterraine, le Robinet-de-Cuivre, le Robinet-de-Fer, la Tempérée, le Saint-Colomban, la Source Casquin, la Féconde, la Source de la Promenade, la Source de la Vache*, qui alimentent l'établissement thermal de Bains, situé dans la commune de ce nom (Vosges). (*Paris, 9 Janvier 1864.*)

N° 12,366. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux d'assainissement et de mise en valeur du marais de la lande Rozière, appartenant à la section de l'Hôpital, commune de Saint-Paul-des-Landes.

Ces travaux seront exécutés par l'État, conformément au plan dressé par les ingénieurs des ponts et chaussées, les 27 mai-10 juillet 1862, et approuvé par l'administration, et aux clauses et conditions déterminées par la loi du 28 juillet 1860 et le décret du 6 février 1861.

2° Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. (*Paris, 23 Janvier 1864.*)

N° 12,367. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Paris à Tours par Vendôme, de plusieurs parcelles de terrain non bâties, appartenant à divers, situées sur le territoire des communes de Saint-Jean-Froidmentel, Fréteval, Lisle, Saint-Firmin, Saint-Ouen et Vendôme (Loir-et-Cher); lesdites parcelles désignées sur six plans parcellaires et six tableaux, lesquels resteront annexés au présent décret. (*Paris, 23 Janvier 1864.*)

N° 12,368. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant que des terrains sis dans la commune de Lyon (Rhône), et figurant sur un plan qui restera annexé au présent décret, sont affectés, les terrains désignés par une teinte verte, au service des ponts et chaussées, et les terrains désignés par une teinte jaune, au service militaire. (*Paris, 23 Janvier 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 7^e Juin 1864.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1211.

N° 12,369. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui prescrit la publication de la Déclaration signée, le 1^{er} juin 1864, entre la France et la Bavière, pour la Taxe des Dépêches télégraphiques.*

Du 4 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Déclaration ayant été signée, le 1^{er} juin 1864, entre la France et la Bavière, pour la taxe des dépêches télégraphiques échangées entre les deux États, ladite Déclaration, dont la teneur suit, est approuvée et sera insérée au Bulletin des lois.

DÉCLARATION.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Bavière, désirant assurer aux deux Pays les avantages d'un tarif uniforme pour l'échange de leurs dépêches télégraphiques et accroître le nombre de celles-ci par une modération de taxes, les dispositions suivantes ont été, dans ce but, arrêtées d'un commun accord :

1° La taxe de la dépêche de vingt mots sera uniformément fixée à trois francs pour toutes les correspondances échangées entre la France, y compris la Corse, et la Bavière, quels que soient le bureau de provenance et le bureau de destination. Pour chaque série de dix mots en sus ou fraction de série excédante, il sera perçu une taxe égale à la moitié du prix de la dépêche simple.

Le montant de la taxe sera partagé entre les deux États contractants dans la proportion de deux tiers pour la France et un tiers pour la Bavière.

2° Les dispositions consacrées par le paragraphe 3 de l'article 2

2. XI^e Série.

55

de la Convention signée à Paris le 9 décembre 1859⁽¹⁾, concernant la taxe réduite applicable entre les bureaux frontières, sont abrogées.

3° La taxe d'une dépêche échangée entre un bureau bavarois et un bureau d'Algérie ou de Tunisie sera formée de la taxe d'une dépêche d'origine française, pour la même destination, augmentée d'une somme de un franc affectée au parcours en Bavière. Cette règle sera applicable, soit que la dépêche suive une voie exclusivement télégraphique, soit qu'à défaut de cette communication, elle suive la voie mixte, par poste et télégraphe.

4° L'article 1^{er} du Traité conclu à Bregenz, le 2 novembre 1863, entre la Bavière et la Confédération Suisse, fixe à la somme uniforme de deux francs la taxe de la dépêche simple entre un bureau bavarois et un point quelconque des frontières franco-suisse; cette réduction, aux termes de l'article 4 du même acte, doit s'appliquer à la correspondance franco-bavaroise transitant par la Suisse, dès que la France aura elle-même adopté une réduction équivalente. En conséquence, la taxe de la dépêche simple échangée entre la France et la Bavière, par l'intermédiaire de la Suisse, sera fixée à quatre francs, répartis comme il suit : deux francs pour la France, un franc pour la Suisse et un franc pour la Bavière.

5° La correspondance expédiée de France au delà de la Bavière, et de Bavière au delà de la France, restera soumise au tarif ancien dans tous les cas où une modification explicite à cette règle n'aura pas été concertée entre les deux États contractants.

Il en sera de même de celle qui sera échangée entre la Bavière et la Corse par les lignes italiennes, en l'absence de communications directes entre cette île et la France.

6° Le présent acte ne modifie les dispositions de la Convention conclue, le 9 décembre 1859, entre la France et la Bavière, qu'en ce qui concerne la taxe principale. Il laisse subsister toutes les règles accessoires, et notamment celles qui se rapportent au compte des mots, aux frais d'express, aux droits de copie, etc.

7° Le présent arrangement sera considéré comme étant en vigueur pour un temps indéterminé, tant que la dénonciation n'en sera pas faite par l'un des deux États contractants, et, dans ce dernier cas, il demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année, à compter du jour où la dénonciation en sera faite.

Les stipulations en seront applicables à partir du 1^{er} juillet 1864.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 1^{er} Juin 1864.

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé BARON DE WENDLAND.

⁽¹⁾ Bull. 763, n° 7267.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé DROUYN DE LHUYS.

N° 12,370. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Il sera procédé à l'exécution des travaux d'approfondissement du chenal du port de la Seyne, conformément aux dispositions d'un projet qui restera annexé au présent décret.

2° Ces travaux sont déclarés d'utilité publique.

3° La dépense, évaluée à deux cent vingt mille francs, sera imputée sur le budget extraordinaire (*Travaux d'amélioration des ports maritimes*). (Paris, 30 Janvier 1864.)

N° 12,371. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Est déclarée d'utilité publique l'occupation des terrains nécessaires pour l'agrandissement de la gare de Lutterbach (ligne de Strasbourg à Bâle), lesdits terrains indiqués par une teinte rose sur le plan dressé, à la date du 30 novembre 1863, par l'ingénieur de la compagnie, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° Pour l'acquisition desdits terrains, la compagnie des chemins de fer de l'Est est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 3 mai 1841.

Lesdits terrains seront incorporés au chemin de fer de Strasbourg à Bâle et feront retour à l'État à l'expiration de la concession.

Les expropriations devront être terminées dans un délai de deux ans, à dater du présent décret. (Paris, 30 Janvier 1864.)

N° 12,372. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Les travaux relatifs à la mise en valeur des landes communales de Labenne (Landes) seront exécutés conformément aux dispositions du projet présenté par les ingénieurs.

2° Est approuvée la délibération du conseil municipal de Labenne, du 10 août 1863, qui déclare prendre à sa charge l'exécution des travaux et en imputer le montant sur les fonds provenant des ressources communales.

3° Les travaux, déjà commencés en 1862, devront être terminés au 31 décembre 1873.

On exécutera chaque année un douzième de la surface totale. Toutefois la commune pourra hâter l'exécution des travaux et abréger le délai ci-dessus fixé. (*Paris, 3 Février 1864.*)

N° 12,373. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant ce qui suit :

1° Les secrétaires perpétuels de l'académie des sciences de l'Institut impérial de France sont autorisés à accepter, au nom de cette académie, le legs que la demoiselle *Agathe Letellier*, décédée le 19 octobre 1863, lui a fait au nom de *Marie-Jules-César Lelorgne de Savigny*, ancien membre des instituts d'Égypte et de France, ledit legs consistant en une somme de vingt mille francs, dont le revenu doit être employé à aider les jeunes zoologistes voyageurs qui ne recevront pas de subvention du Gouvernement, qui s'occuperont plus spécialement des animaux sans vertèbres de l'Égypte et de la Syrie, et qui voudraient publier leur ouvrage faisant en quelque sorte suite aux recherches de *M. de Savigny*, que la mort a interrompues.

2° Ladite somme de vingt mille francs sera placée en rente trois pour cent sur l'État français. (*Paris, 20 Avril 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 9^e Juin 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1212.

N° 12,374. — *Loi sur les Suppléments de Crédits de l'exercice 1864.*

Du 8 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

BUDGET ORDINAIRE.

ART. 1^{er}. Il est accordé, sur l'exercice 1864, au delà des crédits ouverts par la loi de finances du 13 mai 1863, pour le budget ordinaire de cet exercice, et par diverses lois spéciales, des crédits montant à la somme de vingt-sept millions cinq cent cinquante-six mille neuf cent quatre-vingt-neuf francs (27,556,989'), y compris une augmentation de un million cinq cent trente-cinq mille francs proposée pour le chapitre XXXII, 1^{re} section du ministère des finances, et une augmentation de cent cinquante mille francs proposée pour la 6^e section, chapitre XIX, du ministère de l'intérieur.

Ces crédits demeurent répartis par ministères et par sections, conformément à l'état A ci-annexé.

2. Il est accordé, sur l'exercice 1864, pour le payement des créances des exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux montant à la somme de trois cent mille huit cent soixante et treize francs quatre-vingt-onze centimes (300,873' 91").

Ces crédits extraordinaires spéciaux sont répartis entre les divers ministères, conformément à l'état B ci-annexé.

3. L'évaluation des voies et moyens applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1864, fixée par la loi de finances du 13 mai dernier à un milliard sept cent quatre-vingts millions quatre cent quatre-vingt-sept mille neuf cent quatre-vingt-six francs (1,780,487,986'), est augmentée d'une somme de quarante et un mil-

lions cinq cent onze mille cent quatre-vingt-sept francs (41,511,187), conformément à l'état C ci-annexé.

4. D'après les fixations établies ci-dessus, le résultat général du budget ordinaire de l'exercice 1864 se résume ainsi qu'il suit :

Excédant de recette du budget primitif (décret de répartition).....	4,303,985 ⁰⁰
Voies et moyens supplémentaires.....	41,511,187 00
Annulations prévues en règlement d'exercice..	30,000,000 00
TOTAL.....	75,815,172 00

Suppléments de crédits accordés :

1° Par des lois spéciales.....	2,265,728 ⁰⁰
2° Par la présente loi.....	27,857,862 91

TOTAL.....	30,123,590 91	30,123,590 91
-------------------	----------------------	----------------------

Excédant de recette du budget ordinaire.....	45,691,581 09
--	---------------

TITRE II.

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.

5. Il est accordé sur l'exercice 1864, au delà des allocations fixées par la loi précitée pour le budget des dépenses sur ressources spéciales de cet exercice, des crédits s'élevant à la somme de deux cent mille sept cent quatre-vingts francs (200,780').

Ces crédits demeurent répartis par ministères et par sections, conformément à l'état D ci-annexé.

TITRE III.

SERVICES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET.

6. Les services spéciaux rattachés pour ordre au budget de l'état sont augmentés, en recette et en dépense, pour l'exercice 1864, de la somme de six cent quarante-neuf mille francs (649,000'), conformément à l'état E annexé à la présente loi.

7. Il est accordé aux services spéciaux portés pour ordre au budget de l'exercice 1864, pour le paiement des créances des exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux montant à la somme de deux mille six cent soixante et dix-huit francs quarante centimes (2,678⁴⁰'), conformément à l'état F ci-annexé.

TITRE IV.

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

8. Il est alloué sur l'exercice 1864, au delà des crédits ouverts par la loi de finances du 13 mai 1863 sur le budget extraordinaire, des crédits montant à la somme de cent sept millions cinq cent trente mille trois cent trente-deux francs (107,513,332').

Ces crédits sont répartis par ministères et par sections, conformément à l'état G annexé à la présente loi.

9. Les ressources affectées, par l'article 2 de la loi précitée du 13 mai 1863, au budget extraordinaire sont augmentées d'une somme de cinq millions cinq cent quatre-vingt mille francs (5,580,000'), conformément à l'état H ci-annexé.

L'excédant de recette du budget ordinaire de 1864, évalué par l'article 4 de la présente loi à quarante-cinq millions six cent quatre-vingt-onze mille cinq cent quatre-vingt-un francs neuf centimes (45,691,581' 09'), est affecté aux dépenses du budget extraordinaire du même exercice.

10. D'après les fixations établies ci-dessus, le résultat général du budget extraordinaire se résume ainsi qu'il suit :

Excédant du budget extraordinaire primitif (décret de répartition).....	2,540,236' 00'
Voies et moyens supplémentaires.....	5,580,000 00
Excédant de recette du budget ordinaire.....	45,691,581 09

Total..... 53,811,817 09

Suppléments de crédits accordés par la présente loi.....	107,513,332 00
--	----------------

Excédant de dépense du budget extraordinaire. 53,701,514 91

Cet excédant de dépense sera couvert au moyen d'une somme de cinquante-trois millions huit cent mille francs, à recevoir en vertu du traité conclu avec le gouvernement mexicain, et il restera, pour le budget extraordinaire de 1864, un excédant de quatre-vingt-dix-huit mille quatre cent quatre-vingt-cinq francs neuf centimes.

TITRE V.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉPENSES SUR EXERCICES CLOS.

11. Il est accordé, en augmentation des restes à payer des exercices 1860, 1861 et 1862, des crédits supplémentaires pour la somme de un million quatre cent soixante et treize mille vingt et un francs quatre-vingt-dix-sept centimes (1,473,021' 97'), montant de nouvelles créances constatées sur ces exercices, suivant l'état I ci-annexé.

Les ministres sont, en conséquence, autorisés à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses d'exercices clos, aux budgets des exercices courants, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

TITRE VI.

DISPOSITIONS DIVERSES.

12. Le crédit ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1864, pour l'inscription au trésor public des pensions militaires, est augmenté de la somme de six cent mille francs (600,000').

13. A compter du 1^{er} juillet 1864, le second décime établi par la loi du 2 juillet 1862 et prorogé par celle du 12 mai 1863 sera réduit à moitié en ce qui concerne les droits et produits dont la perception est confiée à l'administration de l'enregistrement.

L'article 13 de la loi du 23 juin 1859, relatif à la perception du deuxième décime sur les autres impôts indirects qui supportent le premier décime, continuera à recevoir son exécution jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

14. A partir du 1^{er} décembre 1864, est réduite à deux cents millions (200,000,000') la somme des bons du trésor en circulation pour le service de la trésorerie pendant cet exercice, laquelle avait été fixée à deux cent cinquante millions (250,000,000') par le deuxième paragraphe de l'article 24 de la loi du 13 mai 1863.

15. Il est ouvert au ministre des finances, pour l'inscription des pensions civiles, par application de la loi du 9 juin 1853, un crédit supplémentaire de un million deux cent trente mille francs (1,230,000'), en sus du produit des extinctions, savoir :

1 ^o Sept cent mille francs sur l'exercice 1864.....	700,000'
2 ^o Cinq cent trente mille francs sur l'exercice 1865.	530,000

1,230,000

16. Le ministre des finances est autorisé à aliéner aux enchères publiques l'ilot n° 15 des terrains de l'ancien lazaret de Marseille, dont la valeur estimative est de onze cent mille francs (1,100,000').

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Mai 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

**Signé H. BUSSON-BILLAULT, COMTE LE PELETIER D'AZUL
SÉVERIN ABBATUCCI, MARQUIS DE TALHOÛË.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1864.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Juin 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, le général comte DE GOYON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Fontainebleau, le 8 Juin 1864.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

ÉTAT A. *Tableau, par ministères et par sections, des suppléments de crédits accordés pour le budget ordinaire de l'exercice 1864.*

MINISTÈRES.	SECTIONS.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT des crédits accordés.
DETTE PUBLIQUE ET DOTATIONS.			
Ministère des finances.	1 ^{re} section..	Dettes consolidées. — Amortissement. — Emprunts spéciaux pour canaux, chemins de fer et travaux divers. — Capitaux remboursables à divers titres. — Dette viagère. — Dotation et indemnités du Corps législatif	15,444,400
		Prorogation du Corps législatif au 25 mai.....	1,535,000
		TOTAL.....	17,016,400
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
Ministère de la justice. Service des cultes.	2 ^e section..	Personnel du culte catholique.....	41,000
Ministère des affaires étrangères.	3 ^e section..	Dépenses variables et services temporaires.....	283,520
Ministère de l'intérieur.	1 ^{re} section..	Administration générale.....	51,000
	6 ^e section..	Secours aux réfugiés étrangers.....	130,000
	TOTAL.....	181,000	
Ministère des finances.	3 ^e section..	Cour des comptes.....	2,600
	4 ^e section..	Service de trésorerie.....	5,310,000
	TOTAL pour le ministère des finances.	5,312,600	
Ministère de la guerre.	3 ^e section..	Solde et entretien des troupes.....	1,144,266
	4 ^e section..	Matériel de l'artillerie et du génie et service des poudres et salpêtres.....	35,100
	TOTAL pour le ministère de la guerre.	1,179,366	
Gouvernement général de l'Algérie.	2 ^e section..	Administration générale.....	100,000
	4 ^e section..	Colonisation et travaux publics.....	200,000
	TOTAL pour le gouvernement général de l'Algérie.	300,000	
Ministère de la marine et des colonies.	2 ^e section..	États-majors. — Équipages. — Troupes. — Corps entretenus. — Hôpitaux et vivres.....	2,416,577
	4 ^e section..	Écoles navales. — Service hydrographique et scientifique. — Frais d'impressions. — Frais de voyages et dépenses diverses. — Traitements temporaires. — Chlourmes.....	73,270
	TOTAL pour le ministère de la marine et des colonies.	2,489,847	
Ministère de l'instruction publique.	3 ^e section..	École normale supérieure et enseignement supérieur. — Établissements scientifiques et littéraires.....	95,000

MINISTÈRES.	SECTIONS.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT des crédits accordés.
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.	1 ^{re} section..	Personnel et service des travaux publics.....	6,500'
	5 ^{re} section..	Commerce, industrie. — Établissements thermaux. — Service sanitaire. — Secours aux colons de Saint-Domingue et autres.....	121,000.
		TOTAL pour le ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics....	127,500
Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.	2 ^{re} section..	Sciences et lettres. — Institut. — Beaux-arts et théâtres. — Monuments historiques. — Bâtiments civils.....	345,000
Ministère des finances.	3 ^{re} section..	FRAIS DE RÉGIE ET DE PERCEPTION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
		Administration de l'enregistrement, du timbre et des domaines.....	80,850
	10 ^{re} section.	Administration des postes.....	104,316
		TOTAL.....	185,166

RÉCAPITULATION.

BUDGET ORDINAIRE.			MONTANT des crédits accordés.
Dette publique et dotations.....			17,018,416'
Services généraux des ministères.	Ministère de la justice et des cultes. — Service des cultes.....	41,000'	
	Ministère des affaires étrangères.....	283,520	
	Ministère de l'intérieur.....	181,000	
	Ministère des finances.....	5,312,600	
	Ministère de la guerre.....	1,179,950	
	Gouvernement général de l'Algérie.....	300,000	10,355,407
	Ministère de la marine et des colonies.....	2,489,847	
	Ministère de l'instruction publique.....	95,000	
Frais de régie et de perception des impôts et revenus publics.....	Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	127,500	
	Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.....	345,000	
			185,166
TOTAL de l'état A.....			27,556,989

ÉTAT B.

Tableau des crédits extraordinaires spéciaux accordés sur l'exercice 1864 pour dépenses d'exercices périmés.

MINISTÈRES.	MONTANT des crédits accordés.
Ministère de la justice et des cultes. — Service des cultes.....	12,963' 66
Ministère des affaires étrangères.....	7,322 23
Ministère de l'intérieur.....	8,319 74
Ministère des finances.....	5,102 11
Ministère de la guerre.....	47,657 47
Gouvernement général de l'Algérie.....	5,850 58
Ministère de la marine et des colonies.....	212,508 81
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	2,150 97
Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.....	1,023 57
TOTAL de l'état B.....	300,873 92

ÉTAT C.

Tableau des voies et moyens supplémentaires du budget ordinaire de l'exercice 1864.

DÉNOMINATION DES PRODUITS.	MONTANT des plus-values prévues.
Contributions directes.....	4,308,000 ^f
Domaines. — Vente d'immeubles militaires.....	2,223,000
Impôts et revenus indirects.....	18,170,000
Retenues et autres produits affectés au service des pensions civiles.....	450,000
Produit de la réserve de l'amortissement.....	203,187
Produits divers. {	
Produit de la télégraphie privée..... 1,000,000 ^f	
Entrées à l'exposition de peinture..... 200,000	1,257,000
Versement à faire au Trésor par la Légion d'honneur..... 57,000	
Prélèvement autorisé sur le produit de l'emprunt de 300 millions. (Loi du 30 décembre 1863.).....	15,000,000
TOTAL de l'état C.....	41,511,187

ÉTAT D.

Tableau des suppléments de dépenses sur ressources spéciales et des recettes corrélatives.

RECETTES.		
Produits divers spéciaux.	Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France et en Algérie.....	185,780 ^f
	Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers.....	11,000
	Subvention locale de l'Algérie pour les frais de l'exposition permanente de ses produits à Paris.....	4,000
	TOTAL des recettes.....	200,780
DÉPENSES.		
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.	2 ^e SECTION. — 2 ^e PARTIE.	
	Frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer.....	150,000 ^f
	4 ^e SECTION. — 2 ^e PARTIE.	
Gouvernement général de l'Algérie.	Frais de surveillance de sociétés et établissements divers.....	11,000
	1 ^{re} SECTION. — 2 ^e PARTIE.	
	Exposition permanente des produits de l'Algérie à Paris.....	1,000
	4 ^e SECTION. — 2 ^e PARTIE.	
	Frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer concédés.....	35,780
	TOTAL des dépenses.....	200,780

ÉTAT E.

Tableau des crédits ouverts aux services spéciaux rattachés pour ordre au budget de l'exercice 1864, et des recettes correspondantes.

LÉGION D'HONNEUR.				
Ministère de la maison de l'Empereur et des beaux-arts.	Recettes.	Supplément à la dotation.....	500,000 ^f	
		Actions des canaux	32,000 ^f	
		d'Orléans	149,000	
		et du Loing.	117,000	
		Recette extraordinaire de 1864..	117,000	
	Dépenses. — Section unique. — Légion d'honneur.....			649,000

ÉTAT F.

Tableau des crédits ouverts, pour dépenses d'exercices périmés, aux services spéciaux rattachés pour ordre au budget de l'exercice 1864.

Ministère de la maison de l'Empereur et des beaux-arts. Légion d'honneur.....	1,678 ^f 40 ^c
---	------------------------------------

ÉTAT G. *État général, par ministères et par sections, des suppléments de crédits accordés pour les dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1864.*

MINISTÈRES.	DÉSIGNATION DES SECTIONS.	MONTANT des crédits accordés	
		par section.	par ministère.
Intérieur.	3 ^e section. (2 ^e partie.) — Service télégraphique	598,713 ^f	598,713 ^f
Finances.	7 ^e section. (2 ^e partie.) — Forêts.....	500,000	500,000
	1 ^{re} section. (2 ^e partie.) — Administration centrale. — Dépôt de la guerre.....	13,000	
	2 ^e section. (2 ^e partie.) — États-majors. — Gendarmerie.	1,246,160	
Guerre.	3 ^e section. (2 ^e partie.) — Solde et entretien des troupes.....	52,492,620	
	4 ^e section. (2 ^e partie.) — Matériel de l'artillerie et du génie.....	1,002,000	54,965,780
	5 ^e section. (2 ^e partie.) — Écoles militaires, invalides de la guerre. — Traitements temporaires et secours. — Dépenses secrètes.....	212,000	
	2 ^e section. (2 ^e partie.) — États-majors. — Equipages. — Troupes. — Corps entretenus. — Hôpitaux et vivres.	27,566,664	
Marine et colonies.	3 ^e section. (2 ^e partie.) — Salaires d'ouvriers. — Approvisionnements généraux. — Travaux hydrauliques. — Poudres.....	16,797,175	49,503,839
	4 ^e section. (2 ^e partie.) — Frais de voyages. — Dépenses diverses.....	4,990,000	
	5 ^e section. (2 ^e partie.) — Service colonial.....	150,000	
Instruction publique.	3 ^e section. — Expédition scientifique du Mexique....	200,000	200,000
Agriculture, commerce et travaux publics.	6 ^e section. — Travaux extraordinaires des routes et ponts, canaux, rivières, etc.....	1,745,000	1,745,000
	TOTAL de l'état G.....		107,513,332

ÉTAT H. *Tableau des voies et moyens supplémentaires du budget extraordinaire de l'exercice 1864.*

Indemnité due par le gouvernement chinois (complément).....	3,000,000 ^f
Indemnité due par la Cochinchine (annuité).....	1,080,000
Prélèvement sur le fonds spécial de 20 millions affecté aux travaux contre les inondations des villes.....	1,000,000
Produits extraordinaires des forêts pour le gazonnement des montagnes.....	500,000
TOTAL de l'état H.....	5,580,000

ÉTAT I. *Tableau des crédits supplémentaires accordés en augmentation des restes à payer des exercices clos.*

MINISTÈRES.	MONTANT des crédits accordés.
Ministère des affaires étrangères.....	282,175 ^f 19 ^c
Ministère de l'intérieur.....	71,976 90
Ministère des finances.....	14,065 82
Ministère de la guerre.....	1,040,545 00
Gouvernement général de l'Algérie.....	15,053 00
Ministère de l'agriculture du commerce et des travaux publics.....	45,662 68
Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.....	3,563 32
TOTAL de l'état I.....	1,473,021 97

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif, dans sa séance du 28 mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Marquis DE TALHOUËT, comte LE PELETIER D'AUDAY,

H. BUSSON-BILLAULT, SÉVERIN ABBATUCCI.

Vu pour être annexé à la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1864.

Le Sénateur Secrétaire du Sénat,

Signé Baron F. DE LACROSSE.

Vu pour être annexé à la loi du 8 juin 1864.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 9^e Juin 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.



BULLETIN DES LOIS.

N° 1213.

N° 12,375. — *Loi sur les Douanes.*

Du 4 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

IMPORTATIONS.

ART. 1^{er}. Le tarif des douanes à l'importation est établi ainsi qu'il suit, décimes compris, savoir :

Unités sur lesquelles
sont
établis les droits.

Confitures et fruits confits au sucre et au miel.....	{ de toute provenance ...	{ Moitié du droit sur les sucres, suivant la provenance.....	100 kilog.

(Disposition nouvelle.)

Coton en laine.	{ Par navires français ou par terre directement des pays de produc- tion.....	Exempt.	100 kilog.
		{ D'ailleurs et sous tous pavillons.		Droit actuel.

(Décret du 20 décembre 1863.)

Cuivre pur ou allié de zinc	{ laminé ou battu en barres ou en planches.	{ Par navires français ou par terre, 15 francs.	100 kilog.

(Décret du 7 octobre 1863.)

Chlorure de potassium (hydrochlorate ou muriate de potasse.)	{ Par navires français ou par terre..	{ Exempt. Par navires étrangers.....	100 kilog.

(Disposition nouvelle.)

Unités sur lesquelles
sont
établis les droits.

Sulfate de potasse	{	Même régime que le chlorure de potassium (hydrochlorate ou muriate de potasse).....	100 kilog.
(Disposition nouvelle.)			
Huile de pétrole et huile de schiste rectifiées et épurées.....	{	des pays de production. { Par navires français et par terre, 3 francs. } d'ailleurs..... { Quel que soit le mode d'importation, 5 francs. }	100 kilog. 100 kilog.
(Décret du 16 juillet 1863.)			

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ALGÉRIE.

2. Les prohibitions de sortie sont supprimées, à l'exception de celles concernant les contrefaçons en librairie et les munitions de guerre.

L'exportation des armes de guerre reste soumise aux dispositions de la loi du 14 juillet 1860.

Le tarif de sortie est établi ainsi qu'il suit :

Chiffons autres que ceux de pure laine, et drilles de toutes espèces : 12 francs les 100 kilogrammes.

Carton de simple moulage en pâte de papier : 12 francs les 100 kilogrammes.

Vieux cordages goudronnés ou non : 4 francs les 100 kilogrammes (décimes compris).

Toutes autres marchandises : Exemptes.

(Disposition nouvelle.)

Les produits originaires de l'Algérie qui, à leur importation en France, ne jouissent pas de la franchise seront admis, soit en exemption de droits de douane, si la franchise est inscrite dans les tarifs conventionnels franco-anglais, franco-belges et franco-italiens, soit à des droits qui ne pourront excéder ceux déterminés par ces tarifs.

Les produits similaires importés de l'étranger en Algérie seront soumis aux droits inscrits au tarif général métropolitain.

(Décret du 2 septembre 1863.)

RÉGIME A L'ENTRÉE DES COLONIES FRANÇAISES.

3. Le tarif des droits de douane établi sur les tabacs d'origine étrangère importés dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion est modifié ainsi qu'il suit :

Unités sur lesquelles sont établis les droits.			—
Tabacs étrangers.....	{	en feuilles..... 30' préparés 60 }	100 kilog.

PRIMES A L'EXPORTATION.

4. Le drawback accordé actuellement à l'exportation du sel ammoniac est et demeure supprimé.

(Décret du 22 novembre 1863.)

DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES.

5. L'entrepôt réel des douanes concédé à la ville de Honfleur (Calvados), pour les marchandises admissibles, est ouvert aux marchandises prohibées, sous les conditions et formalités prescrites par les lois des 9 et 27 février 1862.

(Décret du 28 janvier 1863.)

6. Un entrepôt réel et général des sels pourra être établi au port de Paimpol (Côtes-du-Nord), sous l'accomplissement des conditions prescrites par les lois et règlements en vigueur.

(Décret du 28 octobre 1863.)

Délibéré en séance publique, à Paris, le 24 Mai 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Marquis DE TALHOÛËT, SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT,
comte LE PELEFIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative aux douanes.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,376. — *Loi sur les Dispenses à accorder aux Frères des Militaires servants à titre de Rengagés ou d'Engagés volontaires après libération.*

Du 4 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Sera dispensé et compté numériquement dans le contingent à former, le frère du militaire qui accomplit un premier rengagement ou un premier engagement volontaire de sept ans, après libération dans les conditions de la loi du 26 avril 1855.

Le rengagé ou l'engagé volontaire après libération qui accomplit un deuxième ou un troisième rengagement de sept années de service continuera à exempter son frère, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi du 21 mars 1832.

Les dispenses conférées en vertu de la présente loi seront assimilées, quant à leurs effets, aux exemptions accordées par application de l'article 13 de la loi du 21 mars 1832, en ce qui concerne les déductions prescrites par le onzième paragraphe de cet article.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Mai 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNAY.**

Les Secrétaires,

Signé **SÉVERIN ABBATUCCI, comte LE PELETIER D'AUNAY.**
H. BUSSON-BILLAULT, marquis DE TALHOUËT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à la dispense à accorder aux frères des rengagés et engagés après libération.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Mai 1864.

Le Président,

Signé **TROPLONG.**

Les Secrétaires,

Signé **Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD.**
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé **Baron T. DE LACROSSE.**

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé E. ROUHER.

N° 12,377. — *Loi concernant les Ouvriers des Professions maritimes.*

Du 4 Juin 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente loi, les charpentiers de navires, les perceurs, les voiliers et les calfats, auxquels s'applique l'article 44 de la loi du 3 brumaire an iv, ne seront plus compris dans l'inscription maritime, sauf l'exception mentionnée à l'article 2 ci-après.

A dater de la même époque, le paragraphe 2 de l'article 14 de la loi du 21 mars 1832 cessera d'être applicable aux jeunes gens exerçant ces diverses professions.

2. Les ouvriers des professions maritimes, immatriculés au moment de la promulgation de la présente loi, qui ont été déduits du contingent d'une classe de recrutement en qualité d'inscrits maritimes, restent placés sous le régime de la loi du 3 brumaire an iv, jusqu'à l'époque de la libération de leur classe.

3. L'article 11 de la loi du 18 avril 1831, sur les pensions de l'armée de mer, concernant le bénéfice du cinquième après douze ans de grade, reste applicable aux contre-maîtres et aux aidés contre-maîtres des professions inscrites, qui seront en activité de service, dans ces positions, au moment de la promulgation de la présente loi.

4. Toutes dispositions contraires à la présente loi sont rapportées.
Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Mai 1864.

Le Président,
Signé Duc DE MORNY.

Les Secrétaires,
Signé Marquis DE TALHOUËT, H. BUSSON-BILLAULT, SÉVERIN ABBATUCCI,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative aux
ouvriers des professions maritimes.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Mai 1864.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de
l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux
tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent
sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-
nistre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est
chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Taileries, le 4 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*
Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

N° 12,378. — Loi sur le régime disciplinaire des Conseils de Prud'hommes.

Du 4 Juin 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Tout membre d'un conseil de prud'hommes qui, sans motifs légitimes et après mise en demeure, se refuserait à remplir le service auquel il est appelé pourra être déclaré démissionnaire.

Le président constate le refus de service par un procès-verbal contenant l'avis motivé du conseil, le prud'homme préalablement entendu ou dûment appelé.

Si le conseil n'émet pas son avis dans le délai d'un mois à dater de la convocation, il est passé outre.

Sur le vu du procès-verbal, la démission est déclarée par arrêté du préfet.

En cas de réclamation, il est statué définitivement par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État pour cause d'excès de pouvoir.

2. Tout membre d'un conseil de prud'hommes qui aura manqué gravement à ses devoirs, dans l'exercice de ses fonctions, sera appelé, par le président, devant le conseil pour s'expliquer sur les faits qui lui sont reprochés.

Si le conseil n'émet pas son avis motivé dans le délai d'un mois à dater de la convocation, il est passé outre.

Un procès-verbal est dressé par le président.

3. Le procès-verbal est transmis par le préfet, avec son avis, au ministre.

Les peines suivantes peuvent être prononcées, suivant les cas :

La censure,

La suspension pour un temps qui ne peut excéder six mois,

La déchéance.

La censure et la suspension sont prononcées par arrêté ministériel ; la déchéance est prononcée par décret impérial.

4. Le prud'homme contre lequel la déchéance a été prononcée ne peut être élu aux mêmes fonctions pendant six ans, à dater du décret impérial.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Mai 1864.

Le Président ;

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé Marquis DE TALHOUËT, H. BUSSON-BILLAULT, SÉVERIN ABBATUCCI,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative au régime disciplinaire des conseils de prud'hommes.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUEN.

N° 12,379. — *LOI qui approuve les articles 11, 12, 13 et 17 d'une Convention arrêtée entre le Ministre de l'Intérieur et MM. Rowett, Simon et Trotter, pour l'établissement d'une Ligne télégraphique sous-marine qui relie la France aux États-Unis d'Amérique.*

Du 4 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, ~~Empereur~~
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ ET SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Sont approuvées les articles 11, 12, 13 et 17 de la

convention ci-annexée, arrêtée entre le ministre de l'intérieur et les sieurs *Rowett, Simon et Trotter*, lesdits articles relatifs aux engagements mis à la charge du trésor par cette convention.

Toutefois la convention n'aura son plein et entier effet qu'après qu'il aura été vérifié par le ministre de l'intérieur que le capital social est réalisé conformément aux dispositions de l'article 11. Dans le cas où cette condition n'aurait pas été remplie avant le 1^{er} avril 1865, la convention serait nulle de plein droit.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 24 Mai 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBATUCCI,
H. BUSSON-BILLAULT, marquis DE TALHOÛËT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'établissement d'une ligne télégraphique sous-marine entre la France et les États-Unis d'Amérique.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 31 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD, comte DE BÉARN,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Convention entre le ministre de l'intérieur et les sieurs Rowett, Simon et Trotter, pour l'établissement d'une ligne télégraphique sous-marine qui reliera la France et les États-Unis d'Amérique, soit directement, soit en touchant à l'une des îles Saint-Pierre et Miquelon (Terre-Neuve) et aux îles Açores.

Entre :

Le ministre de l'intérieur, agissant au nom de l'État,

D'une part;

Et MM. *Rowett, Simon et Trotter*, agissant tant en leurs noms propres qu'au nom et pour le compte d'une compagnie qu'ils se proposent de former sous la dénomination de *Compagnie télégraphique de l'Océan*, faisant élection de domicile à Paris, rue Castellane, n° 13.

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ART. 1^{er}. MM. *Rowett, Simon et Trotter* s'engagent, au nom de la compagnie qu'ils représentent, à établir, aux risques et périls de ladite compagnie, et à exploiter une ligne électrique sous-marine à un conducteur, qui reliera les côtes de la France à celles des États-Unis d'Amérique, soit directement, soit en touchant à l'une des îles Saint-Pierre et Miquelon (Terre-Neuve) et aux îles Açores. La partie comprise entre ces îles et les côtes de France pourra être divisée en plusieurs sections qui seront déterminées d'accord entre la compagnie concessionnaire et la direction des lignes télégraphiques.

En France, la ligne de la compagnie devra aboutir dans un local occupé par une direction télégraphique de l'État, sur un point de la côte accepté par le Gouvernement français.

2. Le Gouvernement s'interdit, pour un laps de temps de cinquante années, de concéder toute ligne télégraphique qui, soit directement, soit en passant par Terre-Neuve et les Açores, mettrait en correspondance la France et les États-Unis.

3. MM. *Rowett, Simon et Trotter* pourront faire fabriquer leur câble par des agents et des moyens à leur choix; mais le modèle devra en être approuvé par l'administration des lignes télégraphiques.

Le conducteur du câble devra transmettre au moins cinq lettres par minute entre les deux points extrêmes.

4. Pendant la durée des travaux de fabrication ainsi que pendant l'opération de la pose du câble, ils seront soumis au contrôle et à la surveillance de l'administration française.

Ils seront tenus d'admettre dans leurs ateliers tout fonctionnaire désigné par l'administration française des lignes télégraphiques, et sur le bâtiment chargé de l'immersion du câble deux personnes nommées par elle pour suivre les opérations de la pose, sans que ces personnes puissent intervenir dans les travaux dirigés par la compagnie et sans qu'en aucun cas il en résulte une responsabilité quelconque pour le Gouvernement.

5. Le délai accordé pour l'établissement de la ligne est de trois ans.

Ce délai commencera à courir de la date du décret qui aura approuvé la présente convention.

Toutefois, dans le cas où la ligne, au moment de son achèvement, ne pourrait être mise utilement en exploitation sans des travaux complémentaires de réparation ou de réfection dans quelque une de ses sections, les concessionnaires auraient un nouveau délai d'une année.

6. Si dans le délai d'un an, à partir de l'approbation de la convention, les travaux n'étaient pas commencés, les concessionnaires seraient déchas de tous leurs droits.

Les travaux seront considérés comme commencés lorsque le câble nécessaire à l'établissement des sections de la ligne entre le France et les Açores, ou du quart de la ligne directe, sera fabriqué dans les ateliers de la compagnie.

7. L'entreprise étant d'utilité publique, les concessionnaires seront investis de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration elle-même pour les travaux faits par l'État.

Les portions des câbles sous-marins et les lignes souterraines ou sur poteaux qui

les rattachent aux bureaux télégraphiques seront placées, sur le territoire des pays soumis à la France, sous la protection des lois françaises, comme si elles étaient la propriété de l'État.

La législation concernant la police des lignes télégraphiques leur sera applicable.

Les frais du personnel, pour la garde et l'entretien des portions de câble et des lignes mentionnées au second paragraphe du présent article seront entièrement à la charge des concessionnaires.

L'administration se réserve le droit de poser, s'il y a lieu, à ses frais et sans indemnité aucune, un ou plusieurs fils sur les poteaux des lignes de jonction appartenant à la compagnie.

8. Les concessionnaires prennent l'engagement de faire passer à travers la France et par les lignes télégraphiques françaises toutes les dépêches qui, transmises par la ligne concédée, seraient à destination des divers États de l'Europe.

Le câble ne pourra avoir aucune bifurcation qui aurait pour effet d'empêcher le transit par la France.

Il sera dérogé aux dispositions du premier paragraphe en faveur des dépêches destinées à l'Espagne et au Portugal, si des stations sont établies sur le territoire de ces États.

9. MM. Rowett, Simon et Trotter auront, pendant la durée de la concession, le droit de percevoir les taxes des dépêches passant par la ligne concédée.

La perception des taxes et la transmission des dépêches devront se faire sans distinction ni faveur et sans acception de personne ni de nationalité.

Toutefois, les dépêches échangées entre le Gouvernement français et ses agents jouiront de la priorité sur la correspondance privée.

Le tarif, pour la transmission des dépêches entre la France et les autres points desservis par la ligne, sera soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur.

10. L'exploitation de la ligne et le service des dépêches se feront d'après les règles adoptées en France par l'administration des lignes télégraphiques. Toutefois, le choix des appareils appartiendra exclusivement à la compagnie.

En France, les appareils seront exclusivement manœuvrés par des employés de l'État, nommés par l'administration. Il pourra en être de même à Saint-Pierre, si le Gouvernement le juge convenable.

Le traitement de ces agents sera à la charge de la compagnie; ce traitement sera, selon leur grade et leur classe, le même que celui des agents du Gouvernement français, augmenté, pour ceux qui pourront être envoyés à Saint-Pierre, d'une indemnité coloniale fixée d'un commun accord entre la compagnie et l'administration française.

Le service de nuit, qui pourra être fait pour le compte de la compagnie, donnera droit, à chacun des employés qui y participeront, à une indemnité, qui sera celle qui est accordée par l'administration à ses agents pour le même service; cette indemnité sera supportée également par la compagnie.

11. Pour assurer l'établissement de la ligne et pourvoir aux dépenses extraordinaires qui pourraient se présenter, les concessionnaires s'obligent à fonder une compagnie au capital de dix-huit millions de francs, composé de trente-six mille actions de cinq cents francs, dont douze mille privilégiées, ainsi qu'il est dit ci-après.

Le ministre de l'intérieur s'engage de son côté, au nom de l'État, à payer à la compagnie une annuité de trois cent quarante-six mille huit cents francs, servant au payement des intérêts à quatre pour cent et à l'amortissement, en trente années, des actions privilégiées.

Le produit de ces actions sera, à mesure de leur réalisation, versé à la caisse des dépôts et consignations, pour être mis à la disposition de la compagnie au fur et à mesure de ses besoins, après qu'elle aura justifié de l'emploi des douze millions formant la première partie de son capital.

L'annuité ne sera fournie par l'État que si les produits de la ligne, déduction faite des frais d'exploitation et d'entretien, sont insuffisants pour le service des intérêts et de l'amortissement auxquels elle doit pourvoir, et dans la proportion de cette insuffisance. En outre, le prix des dépêches transmises par le Gouvernement se compensera jusqu'à due concurrence avec la somme à payer.

12. La totalité des annuités sera acquise à la compagnie dès que les travaux de la ligne auront été complètement exécutés, que le câble télégraphique aura été rattaché, sans solution de continuité, à la côte de France, d'une part, et à celle des États-Unis

d'Amérique, d'autre part, et qu'il sera constaté que la ligne fonctionne convenablement, ou bien dès que la somme de douze millions, formant la première partie du capital social aura été épuisée. Mais le paiement ne deviendra exigible qu'à partir du 1^{er} janvier de la seconde année qui suivra l'achèvement des travaux, de telle sorte qu'il y ait au moins une année d'intervalle entre l'échéance du premier terme de la subvention et l'achèvement des travaux.

Le paiement de l'annuité aura lieu comme il suit : pour la portion afférente aux intérêts des actions privilégiées, par semestre, les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année ;

Et, pour la portion affectée à l'amortissement annuel et par trentième desdites actions privilégiées, en un seul terme, le 1^{er} janvier.

Les paiements de l'annuité seront ordonnancés à terme échu par l'administration des lignes télégraphiques, sous la déduction des sommes dues à l'Etat pour les dépenses de traitement et d'indemnités, mises à la charge de la compagnie en vertu de l'article 10.

13. Pour l'exécution des conditions financières qui précèdent et pour assurer, au moyen d'un fonds de réserve, la conservation de la ligne, la compagnie prélèvera sur les recettes, après défaction des frais d'exploitation et d'entretien :

En premier lieu, une somme de trois cent quarante-six mille huit cents francs (346,800^f) pour faire face au service des intérêts et de l'amortissement des actions privilégiées ;

En second lieu, la somme de douze cent mille francs (1,200,000^f) pour le paiement de dix pour cent, à titre d'intérêt et de premier dividende, aux porteurs des actions non privilégiées, représentant un capital de douze millions de francs.

Les deux tiers de la somme restante seront affectés à la formation d'un fonds de réserve, sans que ce prélèvement annuel puisse dépasser la somme de un million (1,000,000^f). Quand le fonds de réserve aura atteint six millions, le maximum du versement annuel sera réduit à cinq cent mille francs (500,000^f) ; le versement annuel sera supprimé quand le fonds de réserve aura atteint douze millions et se maintiendra à ce chiffre.

14. MM. Rowett, Simon et Trotter s'engagent, en outre, si le câble à un conducteur ne paraissait pas au Gouvernement suffisant pour l'écoulement régulier des dépêches, à établir une ou plusieurs autres lignes télégraphiques sous-marines des côtes de France aux États-Unis d'Amérique, soit directes, soit touchant aux Açores et à Saint-Pierre (Terre-Neuve), à moins que d'un commun accord il ne soit fait choix d'une autre direction.

Ces lignes additionnelles devront être livrées au public, en état de bon fonctionnement, dans le délai de deux ans à partir du jour de la mise en demeure qui serait faite par l'administration française à la compagnie, pour la fabrication et la pose de chacune d'elles.

Si la compagnie refusait de construire les lignes additionnelles ci-dessus mentionnées, le Gouvernement français aurait le droit d'autoriser l'établissement d'une ou plusieurs lignes allant de France aux États-Unis d'Amérique directement ou par Terre-Neuve et les Açores.

Les conditions financières stipulées par la présente convention pour le premier câble à établir seront applicables à ces lignes additionnelles, sous la réserve toutefois de la sanction législative.

Dans tous les cas, la durée totale de la concession ne pourra pas dépasser cinquante ans, à partir du décret qui aura approuvé la présente convention, étant entendu néanmoins que le Gouvernement français ne pourra exiger l'établissement de lignes nouvelles que dix ans au moins avant le terme de la concession.

15. A l'expiration de la concession, la compagnie pourra continuer l'exploitation de ses lignes aux conditions qui lui sont imposées par la présente convention.

16. Le privilège de la ligne soit directe, soit passant par les Açores et Terre-Neuve, serait nul de plein droit dans le cas où il surviendrait dans les communications télégraphiques entre la France et l'Amérique une interruption de correspondance qui durerait plus d'une année.

En cas de destruction par fait de guerre, le contrat sera résolu sans indemnité de part ni d'autre ; mais la compagnie pourra faire revivre le traité en déclarant, aussitôt après la cessation des hostilités, son intention de rétablir la communication électrique, et en rétablissant cette communication dans un délai de deux ans.

17. Si la compagnie, par suite de dissolution ou pour toute autre cause, cesse d'exécuter la présente convention, la somme nécessaire pour assurer le service des intérêts à échoir et le complet amortissement des actions privilégiées sera, avant tout partage entre les actionnaires, prélevée sur la portion du capital non employée, et sur le fonds de réserve, et mise à la disposition du trésor.

18. Les contestations qui s'élèveraient entre les concessionnaires et l'administration, au sujet de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la présente convention, seront jugées par le conseil de préfecture du département de la Seine, sauf recours au Conseil d'État.

19. La présente convention devra être approuvée par un décret de Sa Majesté l'Empereur et devra être sanctionnée par une loi en ce qui est relatif aux conditions financières mentionnées aux articles 11, 12, 13 et 17 ci-dessus.

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif dans sa séance du 24 mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé COMTE LE PELETIER D'AUNAY, marquis DE TALHOÛËT,
H. BUSSON-BILLAULT, SÉVERIN ABBATUCCI.

Vu pour être annexé à la loi relative à l'établissement d'une ligne télégraphique sous-marine entre la France et les États-Unis d'Amérique.

Le Sénateur Secrétaire du Sénat,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

Vu pour être annexé à la loi du 4 juin 1864.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,380. — *Loi qui autorise la Chambre de commerce du Havre à emprunter une somme de huit millions, dont elle fera l'avance à l'État, pour la construction d'un Bassin à flot et de trois Formes de Radoub sur l'emplacement actuel de la citadelle.*

Du 4 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est acceptée l'offre faite par la chambre de commerce du Havre (Seine-Inférieure) d'avancer à l'État, jusqu'à concurrence de huit millions de francs (8,000,000^f), les sommes nécessaires pour construire un bassin à flot et trois formes de radoub sur l'emplace-

ment actuel de la citadelle, conformément aux plans qui seront approuvés par un décret impérial.

2. La chambre de commerce est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements, la somme nécessaire, jusqu'à concurrence de huit millions (8,000,000'), pour subvenir à la dépense des travaux mentionnés dans l'article précédent.

Si l'emprunt est réalisé auprès de la société du crédit foncier, la chambre de commerce pourra ajouter à l'intérêt ci-dessus fixé le montant du droit de commission, qui ne dépassera pas trente centimes pour cent.

3. L'État cède à la chambre de commerce les terrains dépendant de l'emplacement actuel de la citadelle, qui seront reconnus inutiles par l'administration, pour l'exécution des travaux mentionnés à l'article 1^{er}.

Ces terrains seront aliénés dans la forme et avec les autorisations exigées pour l'aliénation des biens des communes.

4. La perception du droit spécial établi au port du Havre, au profit de la ville, en vertu de la loi du 22 juin 1854, est prorogée au profit de la chambre de commerce, à partir de l'époque où les deux emprunts contractés par la ville seront remboursés.

Le produit de ce droit sera exclusivement appliqué au paiement des intérêts et à l'amortissement du capital de huit millions de francs (8,000,000') que la chambre avance à l'État, déduction faite des prix de vente des terrains à elle concédés par l'article 2 de la présente loi.

Ce droit spécial cessera d'être perçu immédiatement après le remboursement de la somme avancée par la chambre de commerce.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT, comte LE PELETIER D'AUNAY,
marquis de TALHOUËT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à une

avance à l'État d'une somme de huit millions et à un emprunt de pareille somme par la chambre de commerce du Havre.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
(au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,381. — *Loi qui approuve un Échange de terrains entre l'État et la ville de Marseille.*

Du 4 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé l'acte administratif du 2 mai 1864, contenant l'échange de cinq parcelles (5) de terrain provenant des établissements diocésains de Marseille (Bouches-du-Rhône) et appartenant à l'État, contre cinq parcelles (5) retranchées de la voirie

municipale de la même ville, moyennant une soulte de cent quatre-vingt-neuf mille huit cent quarante francs (189,840^{fr}) à payer par l'État sur le budget du ministère de la justice et des cultes.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé COMTE LE PELETIER D'AUNAY, H. BUSSON-BILLAULT,
comte JOACHIM MURAT, marquis DE TALHOUËT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un échange d'immeubles dans le département des Bouches-du-Rhône.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 30 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,382. — *Loi qui approuve un échange d'immeubles entre l'État et M. Ker-
moalquin et M^{me} de Miniac, de Kerouartz et Salaün de Kertanguy.*

Du 4 Juin 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé l'acte passé devant le préfet du Morbihan, le 18 février 1864, contenant échange des bâtiments du séminaire diocésain de Vannes, appartenant à l'État, contre la propriété dite du *Gras-d'Or*, également située dans cette ville, appartenant au sieur *Kermoalquin* et aux dames *de Miniac, de Kerouartz et Salaün de Kertanguy*, moyennant une soulte de soixante et quatorze mille francs (74,000^f) à la charge de l'État et payable sur le budget du ministère de la justice et des cultes.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Mai 1864.

Le Président,

Signé Duc de MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, H. BUSSON-BILLAULT, comte LE PELETIER D'AUNAY,
marquis DE TALHOÛET.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un échange d'immeubles dans le département du Morbihan.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 30 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-

nistre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes et chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juin 1864.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des Sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHIER.

N° 12,383. — *Loi qui approuve un Échange de terrains entre l'État
et M. Vasseur.*

Du 4 Juin 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans
l'acte passé, le 21 septembre 1863, entre le préfet de la Vendée, agis-
sant au nom de l'État, et le sieur *Vasseur*, l'échange, sans soule ni
retour, d'une portion de la forêt domaniale de Vouvant, de deux
hectares douze ares vingt-quatre centiares (2^h 12^a 24^c), à détacher du
canton dit *le Bois-du-Château*, et formant deux parcelles désignées
au plan du 5 avril 1861 par les lettres A et C, contre le bois appelé
la Fosse-au-Procureur, d'une contenance de deux hectares quarante
et un ares quatre-vingt-seize centiares (2^h 41^a 96^c).

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, H. BUSSON-BILLAULT, marquis DE TALNOÏ,
SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un
échange de terrains entre l'État et le sieur *Vasseur*.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

gné Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent dans leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 12,384. — *LOI qui autorise la ville de Lille à contracter un Emprunt.*

Du 4 Juin 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Lille (Nord) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de deux millions huit cent mille francs (2,800,000^f), remboursable en sept années, à partir de 1867, et dont elle fera l'avance à l'État, afin d'obtenir la remise, au 1^{er} janvier 1866, des terrains militaires dont la cession lui a été faite par la loi du 25 juillet 1860.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre

des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement soit directement de la caisse des dépôts et consignations, soit de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

En cas de réalisation de l'emprunt auprès de la société du crédit foncier, la commission accordée à cet établissement par l'article 4 de la loi du 6 juillet 1860 pourra être ajoutée au taux de l'intérêt de cinq pour cent, jusqu'à concurrence de trente centimes pour cent francs.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé MARQUIS DE TALHOVËT, H. BUSSON-BILLAULT, SÉVERIN ABBATCO.
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un emprunt par la ville de Lille (Nord).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOTON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes en chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

12,385. — Loi portant prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de la commune de Ploudaniel (Finistère).

Du 4 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. La perception de la surtaxe de vingt et un francs (21^f) par hectolitre d'alcool, autorisée à l'octroi de la commune de Ploudaniel (Finistère) par la loi du 28 mai 1859, est et demeure prorogée jusqu'au 31 décembre 1874 inclusivement.

Cette surimposition est indépendante du droit principal de quatre francs (4^f) qui se perçoit sur ce liquide.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Mai 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNY.**

Les Secrétaires,

Signé **Comte LE PELLETIER D'AUNAY, H. BUSSON-BILLAULT,**
marquis DE TALBOUËT, SÉVERIN ABRATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Ploudaniel (Finistère).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Mai 1864.

Le Président

Signé **TROPLONG.**

Les Secrétaires,

Signé **Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,**
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé **Baron T. DE LACROSSE.**

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent

sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,386. — *Loi portant établissement d'une Surtaxe à l'Octroi de la commune de Pont-de-Beauvoisin (Isère).*

Du 4 Juin 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. A partir du 1^{er} janvier 1865 et jusqu'au 31 décembre 1870 inclusivement, il sera perçu une surtaxe de soixante et dix centimes (70^c) par hectolitre de vin à l'octroi établi dans la commune de Pont-de-Beauvoisin, département de l'Isère.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Mai 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, marquis DE TALHOUËT, H. BUSSON-BILLAUT,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Pont-de-Beauvoisin (Isère).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au *Bulletin des lois*, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juin 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé **J. BAROCHE**.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER**.

N° 12,387.— *Loi portant établissement de Surtaxes à l'Octroi de Vannes
(Morbihan).*

Du 4 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir de la promulgation de la présente loi, les surtaxes ci-après seront perçues, pendant six années, sur les vins, cidres, poirés et alcools, à l'octroi de Vannes, département du Morbihan, savoir :

Vins en cercles et en bouteilles.....	1 ^r 00 ^e l'hectolitre.
Cidres et poirés.....	0 50
Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles.....	4 00
Eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.....	4 00

Ces surimpositions sont indépendantes des taxes principales qui se perçoivent sur ces boissons.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Mai 1864.

Le Président,

Signé **Duc DE MORNAY**.

Les Secrétaires,

Signé **SÉVERIN ABBATUCCI**, comte **LE PELETIER D'AUNAY**,
marquis de **TALHOÛËT**, **H. BUSSON-BILLAULT**.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'établissement de surtaxes à l'octroi de la commune de Vannes (Morbihan).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Mai 1864.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juin 1864.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*
Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLÉON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

N° 12,388. — *Loi qui distrair des communes de Bignan et de Saint-Jean-Brévelay, arrondissement de Ploërmel, et de la commune de Grandchamp, arrondissement de Vannes (Morbihan), plusieurs sections qui formeront ensemble une Commune sous le nom de Colpo.*

Du 4 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les sections lavées sur le plan annexé à la présente loi par des teintes violette, verte et jaune sont distraites, savoir : la première, de la commune de Bignan, canton de Saint-Jean-Brévelay, arrondissement de Ploërmel, département du Morbihan; la deuxième, de la commune de Saint-Jean-Brévelay, même canton; la troisième, de la commune de Grandchamp, canton de ce nom, arrondissement de Vannes, et formeront ensemble, sous le nom de *Colpo*, une commune dont le chef-lieu est fixé à Colpo. La nouvelle commune dépendra du canton de Grandchamp et de l'arrondissement de Vannes.

En conséquence, la limite entre la commune de Colpo et les communes de Bignan, de Saint-Jean-Brévelay et de Grandchamp est établie selon le tracé du liséré rouge et bleu qui circonscrit les trois sections ci-dessus indiquées.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions des distractions prononcées seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Mai 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT, —
marquis DE TALHOÛËT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à la création d'une nouvelle commune dans le département du Morbihan.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOTON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

- Fait au palais des Tuileries, le 4 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé E. ROUHER.

N° 12,389. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

Est et demeure classé comme prolongement de la route thermale n° 34^{te}, le chemin communal allant de cette route à la route impériale n° 134^{te}, aux Eaux-Bonnes (Basses-Pyrénées), conformément à la délibération de la commission municipale du 5 avril 1862; les dépenses d'entretien restent à la charge de la commune. (*Paris, 6 Février 1864.*)

N° 12,390. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Est déclarée d'utilité publique l'exécution des travaux de construction de quatre ponts communaux sur les divers bras de la Semoie, au territoire de la commune de Monthermé (Ardennes) ainsi que de leurs abords et dépendances, conformément au cahier des charges et au plan ci-annexés.

2. L'adjudication est autorisée aux clauses et conditions dudit cahier des charges.

3. Il sera pourvu aux frais de construction et d'entretien du pont et de ses abords et dépendances au moyen :

1° D'une subvention de cinquante mille francs (50,000^f) sur les fonds de trésor;

2° D'une subvention de quarante-sept mille francs (47,000^f) à fournir par la commune de Monthermé;

3° D'un péage qui sera concédé par adjudication à l'entrepreneur qui offrira le plus fort rabais sur la durée de la concession.

Le maximum de cette durée, qui ne pourra excéder quarante ans, sera fixé à l'avance par le préfet dans un billet cacheté.

4. Le concessionnaire substitué aux droits de l'administration, conformément à l'article 63 de la loi du 3 mai 1841, pourra acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation les immeubles ou portions d'immeubles qui seraient nécessaires pour l'exécution des travaux.

5. L'adjudication ne sera définitive qu'après avoir été approuvée par notre ministre de l'intérieur.

6. A compter du jour où le pont sera livré au public, jusqu'à l'expiration

Le la durée de la concession, il sera perçu un péage, conformément au tarif ci-après :

TARIF.

• Une personne à pied, non chargée ou chargée, jusqu'à trente kilogrammes, cinq centimes, ci.....	05
• Une personne à pied, chargée de plus de trente kilogrammes ou trainant une brouette chargée de plus de trente kilogrammes, dix centimes, ci.....	10
• Un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, quinze centimes, ci....	15
• Un cheval ou mulet chargé, dix centimes, ci.....	10
• Un cheval ou mulet non chargé, six centimes, ci.....	06
• Un âne ou une ânesse chargé, cinq centimes, ci.....	05
• Un âne ou une ânesse non chargé, trois centimes, ci.....	03
• Un bœuf ou une vache, cinq centimes, ci.....	05
• Veau, porc, mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait et par chaque paire d'oies ou dindons, deux centimes, ci.....	02
Lorsque ces animaux vont en pâture ou labour ou autres travaux des champs, le droit de passage aussi bien pour les animaux que pour les engins auxquels ils sont attelés, et le conducteur, ne sera dû qu'une fois pour l'aller et le retour.	
10° Voiture ou charrette à deux roues, chargée, attelée d'un seul cheval, d'un mulet ou de deux bœufs, conducteur compris, trente centimes, ci.....	30
11° Voiture ou charrette à deux roues, attelée d'un âne, conducteur compris, vingt-cinq centimes, ci.....	25
12° Les mêmes voitures ou charrettes à vide payeront :	
La voiture attelée d'un cheval ou mulet ou de deux bœufs, vingt centimes, ci.....	20
La voiture attelée d'un âne, quinze centimes, ci.....	15
13° Charrue ou herse, deux centimes, ci.....	02
14° Voiture ou chariot à quatre roues, à vide, attelé d'un cheval ou d'une paire de bœufs, conducteur compris, trente centimes, ci.....	30
15° La même, chargée, quarante centimes, ci.....	40
16° Il sera payé par chaque cheval, mulet ou bœuf attelé, excédant le nombre ci-dessus indiqué, le droit fixé pour un cheval, mulet ou bœuf non chargé, par les paragraphes 5 et 8 ci-dessus.	

7. Sont exempts des droits de péage :

Le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement, ainsi que leurs gens et leurs voitures, les ministres des différents cultes reconnus par l'État, les magistrats de l'ordre judiciaire dans l'exercice de leurs fonctions et leurs greffiers;

Les ingénieurs et les conducteurs des ponts et chaussées, les agents voyers, les cantonniers, les employés des contributions indirectes, les agents forestiers, les préposés et agents des douanes, les employés des lignes télégraphiques, les commissaires de police, les gardes champêtres, la gendarmerie, dans l'exercice de leurs fonctions;

Les militaires de tout grade voyageant en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles-poste, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire;

Les élèves allant à l'école communale ainsi qu'à l'instruction religieuse ou en revenant;

Les prévenus, accusés ou condamnés conduits par la force publique, ainsi que leur escorte;

Les prestataires avec leurs attelages se rendant sur les ateliers des chemins vicinaux pour la libération de leurs prestations et en revenant. (*Paris, 28 Mai 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 10^e Juin 1864,

***Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,***

J. BAROCHE.

*** Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.**

**On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.**

BULLETIN DES LOIS.

N° 1214.

N° 12,391. — *Loi relative aux Rues formant le prolongement des Chemins vicinaux.*

Du 8 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Toute rue qui est reconnue, dans les formes légales, être
prolongement d'un chemin vicinal, en fait partie intégrante et est
soumise aux mêmes lois et règlements.

2. Lorsque l'occupation de terrains bâtis est jugée nécessaire pour
l'ouverture, le redressement ou l'élargissement immédiat d'une rue
formant le prolongement d'un chemin vicinal, l'expropriation a lieu
conformément aux dispositions de la loi du 3 mai 1841 combinée
avec celles des cinq derniers paragraphes de l'article 16 de la loi du
11 mai 1836.

Il est procédé de la même manière lorsque les terrains bâtis sont
traversés sur le parcours d'un chemin vicinal en dehors des aggloméra-
tions communales.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABRATUCCI, marquis DE TALHOUËT, H. BUSSON-BILLAULT,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative aux rues des communes formant le prolongement des chemins vicinaux.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

**Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Fontainebleau, le 8 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUSSEAU.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHER.

N° 12,392. — Loi qui complète, en ce qui concerne le Gazonnement, la loi du 28 juillet 1860, sur le Reboisement des Montagnes.

Du 8 Juin 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les terrains situés en montagne et dont la consolidation

aux termes de la loi du 28 juillet 1860, reconnue nécessaire par le de l'état du sol et des dangers qui en résultent pour les terres inférieures, peuvent être, suivant les besoins de l'intérêt public :
Ou gazonnés sur toute leur étendue,
Ou en partie gazonnés et en partie reboisés,
Ou reboisés en totalité.

2. Sont applicables aux travaux de gazonnement, en ce qu'ils n'ont de contraire à la présente loi, les articles 1 à 8 et l'article 11 de la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes.

Toutefois, à l'égard des terrains compris dans des périmètres de boisement obligatoires antérieurement à la promulgation de la présente loi, l'administration des forêts est autorisée, après avis conforme du conseil municipal des communes intéressées, à substituer ces travaux de gazonnement aux travaux de reboisement, dans la mesure qu'elle jugera convenable.

Les communes, les établissements publics et les particuliers peuvent provoquer cette substitution. En cas de refus de la part de l'administration des forêts, il sera statué par le préfet, en conseil de préfecture, après l'accomplissement des formalités ordonnées par les n° 3 et 4 du deuxième paragraphe de l'article 5 de la loi du 28 juillet 1860.

La décision du préfet peut être déférée au ministre des finances, qui statuera après avoir pris l'avis de la section des finances du conseil d'État.

3. Les communes et les établissements publics peuvent, dans tous les cas, s'exonérer de toute répétition de l'État, en abandonnant la jouissance de moitié au plus des terrains gazonnés, pendant tout le temps nécessaire pour couvrir l'État, en principal et en intérêts, des avances qu'il aura faites pour travaux utiles, ou, à leur choix, par l'abandon de la propriété d'une partie de ces terrains, laquelle ne pourra jamais en excéder le quart; le tout à dire d'experts.

4. Les travaux et mises en défends ne peuvent avoir lieu simultanément, dans chaque commune, que sur le tiers au plus, en superficie, des terrains à gazonner qui lui appartiennent, à moins qu'une délibération du conseil municipal n'autorise les travaux sur une étendue plus considérable.

5. Le propriétaire exproprié, en exécution de la présente loi, a le droit d'obtenir sa réintégration dans sa propriété après le gazonnement, à la charge de restituer l'indemnité d'expropriation et le prix des travaux en principal et intérêts. Il peut s'exonérer du remboursement du prix des travaux en abandonnant le quart de sa propriété.

6. Un règlement d'administration public déterminera :

1° Les mesures à prendre pour la désignation des terrains indiqués dans l'article 1° de la présente loi ;

2° Les règles à observer pour l'exécution et la conservation des travaux de gazonnement ;

3° Le mode de constatation des avances faites par l'État, les mesures propres à en assurer le remboursement, en principal et

intérêts, et les règles à suivre pour la cession ou l'abandon de jouissance ou de propriété de terrains, qui pourront être faits à l'État :

4° Le mode de fixation et d'allocation des indemnités qui, suivant les circonstances, pourront être allouées aux communes en cas de privation temporaire du pâturage sur les terrains communaux qui seront l'objet de travaux de reboisement ou de gazonnement.

7. Une somme de cinq millions (5,000,000^f) est affectée au paiement des dépenses autorisées par la présente loi, jusqu'à concurrence de cinq cent mille francs (500,000^f) par année.

Il y sera pourvu au moyen de coupes extraordinaires dans les bois de l'État et, au besoin, à l'aide des ressources ordinaires du budget.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 24 Mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABRATCO,
marquis de TALHOÛËT, H. BISSON-BILLAULT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi complétant, en ce qui concerne le gazonnement, la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARSAID,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Fontainebleau, le 8 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 12,393. — *Loi qui déclare d'utilité publique le Rachat de la concession du Pont du Port-Jouet (Deux-Sèvres).*

Du 8 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le rachat de la concession du pont du Port-Jouet est déclaré d'utilité publique. Il s'opérera dans les formes prescrites pour les canaux, par la loi du 29 mai 1845, sauf les modifications résultant des articles ci-après.

2. Le prix du rachat sera fixé par une commission spéciale, instituée par un décret de l'Empereur et composée de neuf membres, dont trois seront désignés par le préfet du département des Deux-Sèvres, trois par le concessionnaire et trois par l'unanimité des six membres déjà désignés. Faute par ceux-ci de s'entendre dans le mois de la notification à eux faite de leur nomination, le choix des trois derniers membres sera fait par le premier président et les présidents réunis de la cour impériale de Poitiers.

3. Le capital qui aura été fixé par cette commission pour le rachat du pont sera payé au concessionnaire et imputé sur le produit des centimes extraordinaires votés par le conseil général des Deux-Sèvres, en faveur des chemins vicinaux d'intérêt commun, exercice 1864. Sur son refus de le recevoir, il fera l'objet d'offres réelles et de consignations.

4. La prise de possession aura lieu à dater de ce paiement ou de la consignation.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 24 Mai 1864.

Le Président,

Signé **DUC DE MORNY.**

Les Secrétaires,

Signé **COMTE LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBATUCCI,**
H. BUSSON-BILLAULT, MARQUIS DE TALMOCËT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative au rachat de la concession du pont du Port-Jouet (Deux-Sèvres).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Mai 1864.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Fontainebleau, le 8 Juin 1864.

Vu et scellé du grand sceau :	Signé NAPOLÉON.
<i>Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,</i>	<i>Par l'Empereur :</i>
Signé J. BAROCHE.	<i>Le Ministre d'État,</i>
	Signé E. ROCHER.

N^o 12,394. — *Loi portant prorogation d'une Sarlatte à l'Octroi de la commune de Cherbourg (Manche).*

Du 8 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :
ARTICLE UNIQUE. La perception de la surtaxe de trois francs (3') par

Hectolitre d'alcool, autorisée à l'octroi de la commune de Cherbourg (Manche), par la loi du 26 juin 1861, est et demeure prorogée jusqu'au 31 décembre 1870 inclusivement.

Cette surimposition est indépendante du droit principal de douze francs (12') qui se perçoit sur ce liquide.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORVY.

Les Secrétaires,

**Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, marquis DE TALHOÛËT,
SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Cherbourg (Manche).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Mai 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

**Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Fontainebleau, le 8 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

**Le Gardien des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,**

Signé J. BAROCHÉ.

N° 12,395. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Les travaux relatifs à l'assainissement et à la mise en valeur des landes communales de Léon (Landes) seront mis à exécution, conformément aux dispositions d'un projet qui restera annexé au présent décret.

2° Est approuvée la délibération du 12 février 1863, par laquelle le conseil municipal de Léon déclare prendre à sa charge, au nom de la commune, l'exécution des travaux et s'engage à pourvoir à la dépense à l'aide de fonds provenant de concessions effectuées.

3° Les travaux, commencés par anticipation en 1860, devront être terminés le 31 décembre 1871; on exécutera, chaque année, un douzième de la surface totale; toutefois la commune pourra hâter l'exécution des travaux et abréger le délai ci-dessus fixé. (*Paris, 20 Février 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 11^e Juin 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1215.

N° 12,396. — *Loi portant fixation du Budget général des Dépenses et des Recettes de l'exercice 1865.*

Du 8 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

BUDGET ORDINAIRE.

§ 1^{er}. — *Crédits accordés.*

ART. 1^{er}. Des crédits sont ouverts aux ministres jusqu'à concurrence de un milliard sept cent cinquante millions neuf cent vingt-deux mille cinq cent-quatre-vingt-trois francs (1,750,922,583^f) pour les dépenses générales du budget ordinaire de l'exercice 1865, conformément à l'état A ci-annexé.

§ 2. — *Impôts autorisés.*

2. Les contributions directes applicables aux dépenses générales de l'État seront perçues, pour 1865, en principal et centimes additionnels, conformément à la première partie de l'État B ci-annexé et aux dispositions des lois existantes.

Le contingent de chaque département dans les contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres est fixé, en principal, aux sommes portées dans l'état C annexé à la présente loi.

8. Il ne sera perçu pour l'exercice 1865 que moitié du second décime établi par la loi du 2 juillet 1862 sur les droits et produits dont la perception est confiée à l'administration de l'enregistrement.

L'article 13 de la loi du 23 juin 1857, relatif à la perception d'un second décime sur les autres impôts indirects qui supportent le premier décime, continuera à recevoir son exécution pour le même exercice 1865.

4. Les dispositions de l'article 18 de la loi du 26 juillet 1860, relatif à l'élévation du droit de consommation des alcools, sont prorogés jusqu'à la fin de l'année 1865.

5. Les dispositions du premier paragraphe de l'article 21 du décret du 17 mars 1852, concédant exceptionnellement aux départements désignés dans ledit article l'exemption des droits pour les eaux-de-vie versées sur les vins, cesseront leur effet à partir du 1^{er} janvier 1865.

6. A partir du 1^{er} janvier 1865, est réduit à vingt centimes le droit de timbre dû pour les reconnaissances de valeurs cotées ou les quittances de sommes au-dessus de dix francs envoyées par l'administration des postes.

7. A partir du 1^{er} juillet 1864, le droit de timbre établi par la loi du 13 mai 1863 sur les rentes, emprunts et effets publics des gouvernements étrangers, est porté de cinquante centimes à un franc.

8. Continuera d'être faite pour 1865, au profit de l'État, la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus énoncés dans le premier paragraphe de l'état D annexé à la présente loi.

§ 3. — Évaluation des voies et moyens, et résultat général du budget.

9. Les voies et moyens applicables aux dépenses générales du budget ordinaire de l'exercice 1865 sont évalués à la somme totale de un milliard sept cent cinquante-deux millions trente-six mille soixante-deux francs (1,752,036,062^f), conformément à l'état E ci-annexé.

10. D'après les fixations établies par la présente loi, le résultat général du budget ordinaire de 1865 se résume ainsi qu'il suit :

Dépenses	1,750,922,583 ^f
Voies et moyens	1,752,036,062
Excédant de recettes du budget ordinaire.	<u>1,113,479</u>

TITRE II.

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.

11. Les crédits affectés aux dépenses départementales et spéciales qui se règlent d'après le montant des recettes des mêmes services sont fixés provisoirement, pour l'exercice 1865, à la somme de deux

et vingt-neuf millions quatre cent quatre-vingt-treize mille trente-cinq francs (229,493,035'), conformément à l'état général F ci-annexé.

12. Les contributions foncière, personnelle et mobilière, des portes, fenêtres et des patentes, applicables aux dépenses départementales et spéciales, seront perçues, pour 1865, en centimes additionnels, conformément à la seconde partie de l'état B ci-annexé et aux dispositions des lois existantes.

13. Lorsqu'en exécution du paragraphe 4 de l'article 39 de la loi du 18 juillet 1837, il y aura lieu, par le Gouvernement, d'imposer, sur les communes, des centimes additionnels pour le paiement des dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de dix, à moins qu'il ne s'agisse de l'acquit des condamnations judiciaires, auquel cas il pourra être élevé jusqu'à vingt.

14. En cas d'insuffisance des revenus ordinaires pour l'établissement des écoles primaires communales, élémentaires ou supérieures, les conseils municipaux et les conseils généraux des départements sont autorisés à voter, pour 1865, à titre d'imposition spéciale destinée à l'instruction primaire, des centimes additionnels au principal des quatre contributions directes. Toutefois, il ne pourra être voté, à ce titre, plus de trois centimes par les conseils municipaux et plus de deux centimes par les conseils généraux.

15. En cas d'insuffisance des centimes facultatifs ordinaires pour pourvoir par des subventions aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication et, dans des cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les conseils généraux sont autorisés à voter, pour 1865, à titre d'imposition spéciale, cinq centimes additionnels aux quatre contributions directes.

16. Continuera d'être faite pour 1865, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées, la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus énoncés dans le dixième paragraphe de l'état D annexé à la présente loi.

17. Les voies et moyens affectés aux dépenses départementales et spéciales, qui se règlent d'après le montant des recettes des mêmes services, sont évalués à une somme égale de deux cent vingt-neuf millions quatre cent quatre-vingt-treize mille trente-cinq francs (29,493,035'), conformément à l'état général F ci-dessus mentionné.

TITRE III.

SERVICES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET.

18. Les services spéciaux rattachés pour ordre au budget de l'État sont fixés, en recette et en dépense, pour l'exercice 1865, à la somme de quatre millions trente-six mille cent cinquante-quatre francs (4,036,154'), conformément à l'état G ci-annexé.

TITRE IV.

MOYENS DE SERVICE ET DISPOSITIONS DIVERSES.

19. Le ministre des finances est autorisé à créer, pour le service de la trésorerie et les négociations avec la banque de France, des bons du trésor portant intérêt et payables à échéance fixe.

Les bons du trésor en circulation ne pourront excéder cent cinquante millions de francs (150,000,000^f). Ne sont pas compris dans cette limite les bons délivrés à la caisse d'amortissement, en vertu de la loi du 10 juin 1833, les bons déposés en garantie à la banque de France, ni les bons créés spécialement pour prêts à l'industrie.

Dans le cas où cette somme serait insuffisante pour les besoins de service, il y sera pourvu au moyen d'émissions supplémentaires qui devront être autorisées par décrets impériaux insérés au Bulletin des lois et soumis à la sanction du Corps législatif à sa plus prochaine session.

20. Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit de deux millions six cent mille francs (2,600,000^f), pour l'inscription, au trésor public, des pensions militaires à liquider dans le courant de l'année 1865.

21. Il est ouvert au ministre d'État un crédit de cent mille francs (100,000^f), pour l'inscription, au trésor public, des pensions qui seraient concédées, pendant l'année 1865, en vertu de la loi du 17 juillet 1856.

22. La liquidation des pensions et indemnités viagères, ainsi que la distribution des secours dont la commission de la caisse de retraite de l'ancienne liste civile a été chargée, en vertu des lois et décrets des 8 avril 1834, 29 juin 1835, 8 juillet 1852 et 13 et 15 juin 1853, auront lieu, à l'avenir, dans les formes suivies pour les pensions et secours de l'État.

23. Les bons que la caisse des travaux publics de la ville de Paris est autorisée à mettre en circulation pendant l'année 1865 ne pourront excéder la somme de quatre-vingts millions (80,000,000^f).

24. Il est ouvert éventuellement au ministre des finances un crédit de un million quarante-quatre mille trente-neuf francs soixante-six centimes (1,044,039^f 66^c), pour le paiement des intérêts et de l'amortissement exigibles, en 1865, de la partie afférente à la garantie de la France dans l'emprunt négocié, en 1833, par le gouvernement grec.

Les paiements imputables sur ce crédit auront lieu sur les ressources de la dette flottante, à titre d'avances à recouvrer sur le gouvernement grec.

25. A l'avenir, les cautionnements des receveurs des communes, hospices, bureaux de bienfaisance, asiles d'aliénés, dépôts de mendicité et autres établissements publics de bienfaisance, seront fixés d'après les proportions et conformément aux règles déterminées par les lois du 8 août 1847 et du 8 mars 1850 (article 13) pour les

cautionnements des percepteurs des contributions directes, et en prenant pour base le montant des recettes ordinaires du dernier exercice expiré.

Le chiffre des cautionnements des caissiers et des gardes-magasins des monts-de-piété sera déterminé : 1° pour les caissiers, par la moyenne du montant des prêts sur nantissements effectués pendant les trois dernières années; 2° pour les gardes-magasins, par la moyenne des prêts représentés par les nantissements existant en magasin au 31 décembre des trois dernières années.

Le cautionnement s'élèvera, savoir :

- A dix pour cent sur les premiers cent mille francs;
- A trois pour cent sur les quatre cent mille francs suivants;
- A un pour cent sur les millions suivants;
- A vingt centimes pour cent sur toute somme excédant les premiers un million cinq cent mille francs.

Le montant du cautionnement ne pourra être inférieur à mille francs.

Lorsqu'il s'agira d'un mont-de-piété de nouvelle création, le chiffre des cautionnements sera provisoirement fixé par le préfet, sur l'avis du conseil d'administration.

26. A partir de la promulgation de la présente loi, les cautionnements que les conservateurs des hypothèques sont tenus de fournir en immeubles, conformément aux articles 5 et 8 de la loi du 21 ventôse an VII, pourront être constitués, en totalité ou en partie, soit en immeubles, soit en rentes nominatives trois pour cent sur l'État.

La quotité de ces cautionnements aura pour base la moyenne des salaires des cinq années antérieures à la nomination, en déduisant la plus forte et la plus faible et en prenant le tiers des autres. Elle sera réglée à chaque mutation, suivant les bases ci-après :

Douze mille cinq cents francs en immeubles ou cinq cents francs de rente pour deux mille cinq cents francs de salaires et au-dessous;

Vingt-cinq mille francs en immeubles ou mille francs de rente pour deux mille cinq cent un francs à cinq mille francs de salaires;

Trente-sept mille cinq cents francs en immeubles ou mille cinq cents francs de rente pour cinq mille un franc à dix mille francs de salaires;

Cinquante mille francs en immeubles ou deux mille francs de rente pour dix mille un francs à quinze mille francs de salaires;

Soixante-deux mille cinq cents francs en immeubles ou deux mille cinq cents francs de rente pour quinze mille un francs à vingt mille francs de salaires;

Soixante et quinze mille francs en immeubles ou trois mille francs de rente pour vingt mille un francs à vingt-cinq mille francs de salaires;

Quatre-vingt-sept mille cinq cents francs en immeubles ou trois mille cinq cents francs de rente pour vingt-cinq mille un francs à trente mille francs de salaires;

tion du budget ordinaire des dépenses et des recettes de l'exercice 1865.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Juin 1864.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
Baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé Baron T. DE LACROSSE. •

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Fontainebleau, le 8 Juin 1864.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*
Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLEON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

BUDGET ORDINAIRE PAR SECTIONS.

NATURE DES DÉPENSES.

MONTANT
des crédits
accordés.

fr.

DETTE PUBLIQUE ET DOTATIONS.

Ministère
des finances.

1^{re} section. Dette consolidée. — Amortissement. — Emprunts spéciaux pour canaux, chemins de fer et travaux divers. — Capitaux remboursables à divers titres. — Dette viagère. — Dotations et indemnités du Corps législatif.....

699,107,112

SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Ministère
d'État.

1^{re} section. Administration centrale.....
2^e section. Conseil privé. — Conseil d'État.....

423,500

2,688,900

TOTAL pour le ministère d'État.....

3,112,400

SERVICE DE LA JUSTICE.

Ministère
de la justice
et des cultes.

1^{re} section. Administration centrale. — Conseil du sceau des titres.
2^e section. Cours et tribunaux.....
3^e section. Frais de justice criminelle en France et en Algérie, et frais de statistique.....
4^e section. Dépenses diverses. — Secours temporaires, etc.....

679,450

27,367,760

5,100,000

70,000

33,217,210

SERVICE DES CULTES.

1^{re} section. Administration centrale.....
2^e section. Personnel du culte catholique.....
3^e section. Matériel et travaux du culte catholique.....
4^e section. Personnel et matériel des cultes non catholiques.....

258,400

42,528,050

3,129,000

1,914,536

47,829,986

TOTAL pour le ministère de la justice et des cultes.

81,047,196

Ministère
des affaires
étrangères.

1^{re} section. Administration centrale.....
2^e section. Traitements des agents du service extérieur.....
3^e section. Dépenses variables et service temporaire.....

931,400

6,706,300

4,959,500

TOTAL pour le ministère des affaires étrangères..

12,597,200

Ministère
de l'intérieur.

1^{re} section. Administration centrale.....
2^e section. Administration générale.....
3^e section. Services télégraphiques.....
4^e section. Sûreté publique.....
5^e section. Service des prisons.....
6^e section. Subventions et secours.....

1,817,100

11,567,200

8,983,460

7,667,575

17,637,100

4,253,410

TOTAL pour le ministère de l'intérieur.....

51,925,845

Ministère
des finances.

2^e section. Administration centrale. — Monnaies et médailles. — Dépenses des exercices périmés.....
3^e section. Cour des comptes.....
4^e section. Service de trésorerie.....

9,257,217

1,529,800

11,283,500

TOTAL pour le ministère des finances.....

22,070,517

NATURE DES DÉPENSES.		MONTANT des crédits accordés.
		fr.
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)		
Ministère de la guerre.	1 ^{re} section. Administration centrale. — Dépôt de la guerre.....	2,604,538
	2 ^e section. États-majors. — Gendarmerie.....	49,308,348
	3 ^e section. Solde et entretien des troupes.....	282,391,348
	4 ^e section. Matériel de l'artillerie et du génie et service des poudres et salpêtres.....	26,041,418
	5 ^e section. Écoles militaires. — Invalides de la guerre. — Traitements temporaires et secours. — Dépenses secrètes.	7,559,038
TOTAL pour le ministère de la guerre.....		367,862,682
Gouvernement général de l'Algérie.	1 ^{re} section. Administration centrale. — Dépenses secrètes.....	745,500
	2 ^e section. Administration générale.....	3,446,000
	3 ^e section. Services de la justice, de l'instruction publique et des cultes. — Services financiers. — Services maritimes.	3,827,230
	4 ^e section. Colonisation. — Travaux publics.....	5,936,116
TOTAL pour le gouvernement général de l'Algérie.		14,356,036
Ministère de la marine et des colonies.	1 ^{re} section. Administration centrale. — Conseils. — Inspections générales	1,827,468
	2 ^e section. États-majors. — Equipages. — Troupes. — Corps entretenus. — Hôpitaux et vivres.....	61,244,400
	3 ^e section. Salaires d'ouvriers. — Approvisionnements généraux. — Travaux hydrauliques. — Poudres.....	89,877,300
	4 ^e section. Écoles navales. — Service hydrographique et scientifique. — Frais d'impressions. — Frais de voyage et dépenses diverses. — Traitements temporaires. — Chiourmes.....	3,727,670
	5 ^e section. Service colonial.....	24,465,700
TOTAL pour le ministère de la marine et des colonies.		151,092,337
Ministère de l'instruction publique.	1 ^{re} section. Administration centrale.....	710,960
	2 ^e section. Services généraux de l'instruction publique.....	1,689,000
	3 ^e section. École normale supérieure et enseignement supérieur. — Établissements scientifiques et littéraires.....	7,257,071
	4 ^e section. Instruction secondaire.....	2,069,000
	5 ^e section. Instruction primaire.....	6,843,100
TOTAL pour le ministère de l'instruction publique....		19,469,121
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics	1 ^{re} section. Administration centrale.....	1,396,900
	2 ^e section. Personnel et services des travaux publics.....	9,713,250
	3 ^e section. Agriculture.....	3,670,300
	4 ^e section. Commerce. — Industrie. — Établissements thermaux. — Service sanitaire. — Secours aux colons de Saint-Domingue et autres.....	6,856,250
	5 ^e section. Travaux ordinaires des ponts et chaussées. — Matériel des mines.....	49,236,000
TOTAL pour le ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.		71,372,750

NATURE DES DÉPENSES.		MONTANT des crédits accordés.
		fr.
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)		
Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.	1 ^{re} section. Administration centrale. — Archives de l'Empire. — Correspondance de l'empereur Napoléon I ^{er} . — Asile de Savenne.....	803,500
	2 ^e section. Beaux-arts et théâtres. — Monuments historiques. — Bâtiments civils.....	7,638,200
	3 ^e section. Service des haras.....	3,872,500
TOTAL pour le ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.		12,314,200
FRAIS DE RÉGIE ET DE PERCEPTION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
Ministère des finances.	5 ^e section. Administration des contributions directes.....	17,726,031
	6 ^e section. Adm ⁿ de l'enregistrement, du timbre et des domaines.....	16,178,900
	7 ^e section. Administration des forêts.....	8,545,717
	8 ^e section. Adm ⁿ des douanes et des contributions indirectes.....	68,899,326
	9 ^e section. Administration des tabacs.....	64,846,506
	10 ^e section. Administration des postes.....	61,759,297
		131,001,771
REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.		
Ministère des finances.	11 ^e section. Remboursements et restitutions (non compris les contributions directes), non-valeurs, primes et escomptes.....	10,595,500

Récapitulation du budget général des dépenses de l'exercice 1865.

BUDGET ORDINAIRE.		MONTANT des crédits accordés.
Dette publique et dotations.....		699,107,112
Services généraux des ministères.	Ministère d'État.....	3,112,400
	Ministère de la justice et des cultes.....	81,047,196
	Ministère des affaires étrangères.....	12,597,200
	Ministère de l'intérieur.....	51,925,845
	Ministère des finances.....	22,070,517
	Ministère de la guerre.....	367,862,520
	Gouvernement général de l'Algérie.....	14,356,013
	Ministère de la marine et des colonies.....	161,092,832
	Ministère de l'instruction publique.....	19,469,121
	Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	71,370,753
	Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.....	12,314,200
Frais de régie et de perception des impôts et revenus publics.....		131,001,771
Remboursements et restitutions, non-valeurs, primes et escomptes.....		10,595,500
TOTAL du budget des dépenses ordinaires de l'exercice 1865....		1,750,933,583

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.	foncière.		personnelle et mobilière.	
	Centimes additionnels.		Centimes additionnels.	
1^{re} PARTIE. — FONDS POUR				
Principal des contributions	"	167,849,999 ^f	"	40,953,129
A ajouter pour cotisations en principal des propriétés nouvellement bâties imposables à partir du 1 ^{er} janvier 1865, déduction faite des dégrèvements afférents aux propriétés détruites ou démolies. (Art. 2 des lois des 17 août 1835 et 4 août 1844.)	"	450,001	"	450,001
TOTAL du principal	"	168,300,000	"	41,403,130
A retrancher pour attributions aux communes sur les contributions des patentes et des chevaux et voitures.	"	"	"	"
RESTE	"	168,300,000	"	41,403,130
Centimes additionnels généraux sans affectation spéciale (calculés sur le total du principal)	"	"	17	7,038,000
TOTAUX	"	168,300,000	17	48,441,130

3/5 de la taxe de premier avertissement pour les rôles confectionnés aux frais de l'État. (Art. 51 de la loi du 30 décembre 1860.)

TOTAL des fonds pour dépenses générales.

II^e PARTIE. — FONDS POUR

Fonds pour dépenses départementales.	Centimes imposés par la loi (17 cent. 5/10).	Fonds applicables aux dépenses ordinaires de chaque département. Fonds commun à répartir entre les départements pour dépenses ordinaires des départements.	10 5/10		10 5/10	
		Pour dépenses facultatives d'utilité départementale (maximum, 7 centimes 5/10), excepté pour le département de la Corse, qui est autorisé à porter ces centimes au nombre de 14 6/10 (loi du 7 août 1850, art. 1 ^{er}), et pour les départements des Alpes-Maritimes, de la Savoie et de la Haute-Savoie, qui sont également autorisés à porter les mêmes centimes, pendant cinq ans à partir de 1861, au nombre de 18 centimes 5/10 (décret du 30 décembre 1860)	7	11,781,000	7	2,898,000
	Centimes votés par les conseils généraux.	Pour dépenses extraordinaires (autres que les dépenses concernant l'instruction primaire) approuvées par des lois spéciales et par le décret du 30 décembre 1860.	"	12,822,500	"	3,155,625
			"	20,586,000	"	5,130,000
A reporter			17 5/10	62,861,000	17 5/10	15,530,000

(A) Sur les 5 centimes imposés pour taxe de premier avertissement, 3 centimes sur 18,500,000 avertissements, rôles confectionnés aux frais de l'État, rentrent dans les fonds pour dépenses générales du budget. Le produit de 3 centimes est de 555,000 francs.

additionnels pour l'exercice 1865.

IMPOSITIONS					TOTALS	
des et fenêtres.	des patentes.		sur les chevaux et voitures.		par nature de contributions.	par affectation de contributions.
	Cent- times addi- tionnels.		Cent- times addi- tionnels.			
GÉNÉRALES.						
30,487,308 ^f	"	57,400,000 ^f	"	3,000,000 ^f	299,690,736 ^f	
912,692	"	"	"	"	1,809,264	
31,400,000	.....	57,400,000	.....	3,000,000	301,500,000	
"	"	4,592,000	"	300,000	4,892,000	
31,400,000	.....	52,808,000	.....	2,700,000	298,608,000	
4,961,200	10 8/10	6,199,200	"	"	18,198,400	
36,361,200	10 8/10	59,007,200	"	2,700,000	314,806,400	
ai 1818.).....					(A) 555,000	
.....					315,361,400	315,361,400
ES SPÉCIALES.						
"	"	"	"	"	22,018,500 ^f	
"	"	"	"	"	14,679,000	
"	"	"	"	"	15,977,500	
3,700,000 ^f	"	7,556,000 ^f	"	"	36,972,000	
3,700,000	"	7,556,000	"	"	89,647,000	

Le produit des centimes est attribué aux percepteurs pour la distribution des avertissements aux contribuables, et figure à la deuxième partie du présent tableau.

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.		foncière.		Personnel et mobilier.
		Centimes additionnels.		Centimes additionnels.
	Report	17 5/10	62,861,000 ⁰	17 5/10
Fonds pour dépenses départementales. (Suite.)	Centimes votés par les conseils généraux. (Suite.)			
	Pour subventions aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication et autres, en vertu de la loi du 21 mai 1836 (maximum, 5 centimes)	"	8,177,000	"
	Pour dépenses de l'instruction primaire, en vertu de la loi du 15 mars 1850 (maximum, 2 centimes) et en vertu de lois spéciales	"	3,420,000	"
	Pour dépenses du cadastre (maximum, 5 centimes)	"	100,000	"
	Centimes pour dépenses ordinaires (maximum, 5 centimes)	"	8,415,000	"
	Centimes pour dépenses extraordinaires et centimes pour frais de bureaux et chambres de commerce (approuvés par des actes du Gouvernement ou par des arrêtés des préfets)	"	28,703,000	"
	Centimes extraordinaires imposés d'office pour les dépenses obligatoires à la charge des communes (art. 39 de la loi du 16 juillet 1867)	"	"	"
Fonds pour dépenses communales.	Centimes pour dépenses des chemins vicinaux (maximum, 5 centimes)	"	7,815,000	"
	Centimes pour dépenses de l'instruction primaire (maximum, 3 centimes)	"	4,615,000	"
	Centimes pour frais de perception des impositions communales (3 centimes du montant de ces impositions)	"	1,498,331	"
	Fonds de 8 centimes sur le principal des patentes attribué aux communes par l'article 32 de la loi du 25 avril 1844	"	"	"
	Fonds de 10 centimes attribué aux communes sur le principal de la contribution sur les chevaux et voitures	"	"	"
Fonds pour secours en cas de grêle, inondations et autres cas fortuits		1	1,683,000	1
Fonds de non-valeurs.	Sur le principal des contributions foncière et personnelle-mobilière (non-valeurs, remises et modérations)	8/10	1,346,400	8/10
	Sur le principal de la contribution des portes et fenêtres (non-valeurs)	"	"	"
	Sur le principal de la contribution des patentes (décharges, réductions, remises et modérations, et frais d'expédition des formules des patentes)	"	"	"
	A reporter	19 8/10	120,633,781	19 8/10

DISTRIBUTIONS						TOTALS	
des portes et fenêtres.		des patentes.		sur les chevaux et voitures.		par nature de contributions.	par affectation de contributions.
en francs.		Cent- times addi- tionnels.		Cent- times addi- tionnels.			
	3,700,000 ^f	"	7,556,000 ^f	"	"	89,647,000 ^f	
	1,373,000	"	2,480,000	"	"	13,875,000	109,564,000 ^f
	567,000	"	980,000	"	"	5,732,000	
	"	"	"	"	"	100,000	
	"	"	"	"	"	10,485,000	
	3,660,000	"	6,202,000	"	"	43,365,000	
	"	"	"	"	"	"	
	1,229,000	"	2,005,000	"	"	12,712,000	81,874,271
	824,000	"	1,602,000	"	"	8,146,000	
	175,503	"	308,984	"	"	2,274,271	
	"	"	4,592,000	"	"	4,592,000	
	"	"	"	"	300,000 ^f	300,000	
	"	"	"	"	"	2,097,000	2,097,000
	"	"	"	"	"	1,677,602	
2 3/10	753,600	"	"	"	"	753,600	
	"	5	2,870,000	"	"	2,870,000	
2 4/10	12,282,103	5	28,595,984	"	300,000	198,626,471	193,325,271

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.		foncière.		personnelle et mobilière.	
		Centimes additionnels.		Centimes additionnels.	
	Report.....	19 3/10	128,633,731 ^f	19 3/10	28,821,550
Fonds de non- valeurs. (suite.)	Sur le principal de la contribution sur les che- vaux et les voitures (décharges, réductions, frai s d'assiette et frai s de confection des rôles et avertissements)	"	"	"	"
	Centimes à ajouter au montant des impositions départementales pour leur contribution à la formation du fonds de non-valeurs (art. 14 de la loi du 8 juillet 1852 et art. 17 de la loi du 13 mai 1863)	"	596,464	"	145,129
	Centimes à ajouter au montant des impositions communales pour leur contribution à la for- mation du fonds de non-valeurs (art. 14 de la loi du 8 juillet 1852 et art. 17 de la loi du 13 mai 1863)	"	396,384	"	77,104
	Fonds de réimpositions.....	"	75,000	"	625,000
	Centimes pour frai s de confection de rôles spéciaux d'im- positions extraordinaires.....	"	20,000	"	3,000
	TOTAUX.....	19 3/10	129,721,579	19 3/10	29,664,777

2/5 de la taxe de premier avertissement pour les rôles confectionnés aux frai s de l'État (art. 51 de la loi

TOTAL des fonds pour dépenses spéciales.....

RÉCAPITUL				
TOTAL des fonds pour dépenses générales	"	168,300,000 ^f	17	48,432,000 ^f
Taxe de premier avertissement.....	.....	.....	.....	.....
TOTAL des fonds pour dépenses spéciales	19 3/10	129,721,579	19 3/10	29,664,777
Taxe de premier avertissement.....	.....	.....	.....	.....
TOTAL GÉNÉRAL des contributions directes..	19 3/10	298,021,579	36 3/10	78,102,777

(A) 3 centimes sur 400,000 avertissements, pour rôles spéciaux d'impositions extraordinaires, établis aux frai s des communes, et pour rôles de frai s de bourses et chambres de commerce, servant à couvrir les frai s d'impressions et de confection desdits avertissements : le produit de ces trois centimes est de..... 12,000^f
 2 centimes sur la totalité des avertissements (18,900,000) sont attribués aux percepteurs pour la distri-
 bution desdits avertissements, soit..... 378,000

TOTAL..... 390,000

IMPOSITIONS					TOTALS	
des et fenêtres.	des patentes.		sur les chevaux et voitures.		par nature de contributions.	par affectation de contributions.
	Cent- times addi- tionnels.		Cent- times addi- tionnels.			
12,282,108 ^f	5	28,595,984 ^f	"	300,000 ^f	198,626,471 ^f	193,325,271 ^f
"	"	"	5	150,000	150,000	7,979,994
135,360	"	550,800	"	"	1,427,744	
137,112	"	490,450	"	"	1,101,050	
50,000	"	"	"	"	750,000	750,000
2,000	"	2,500	"	"	27,500	27,500
12,606,575	5	29,639,734	5	450,000	202,082,765	202,082,765
à 1818) et taxe entière des avertissements pour rôles spéciaux ...					(A) 390,000	390,000
.....					202,472,765	202,472,765

36,361,200 ^f	10 8/10	59,007,200 ^f	"	2,700,000 ^f	314,806,400 ^f	315,361,400 ^f
.....	.....	.....	.....	.....	555,000	
12,606,575	5	29,639,734	5	450,000	202,082,765	(B) 202,472,765
.....	.....	.....	.....	.....	390,000	
.....	.....	.....	.....	.....	(C)	
48,967,775	15 8/10	88,646,934	5	3,150,000	517,834,165	517,834,165

Le produit des impositions affectées à des dépenses spéciales est attribué aux ministères ci-après :			
Instruction publique.....	5,732,000 ^f	} 111,351,000 ^f	
Intérieur.....	103,522,000		
Agriculture, commerce et travaux publics.....	2,097,000		
Finances.....		91,121,765	
TOTAL.....		202,472,765	

Le chiffre se compose du total des cinq contributions (colonnes 2 à 6) et des sommes de 555,000 francs et de 3 francs formant le montant de la taxe de premier avertissement.

Fixation du contingent

NUMÉROS d'ordre.	DÉPARTEMENTS.	CONTRIBUTIONS EN PRINCIPAL.		
		Foncière.	Personnelle et mobilière.	
1	Ain.....	1,253,377 ^f	283,354 ^f	
2	Aisne.....	2,842,994	619,554	
3	Allier.....	1,399,116	288,836	
4	Alpes (Basses-).....	619,109	123,572	
5	Alpes (Hautes-).....	506,336	86,961	
6	Alpes-Maritimes.....	589,374	173,354	
7	Ardèche.....	923,424	236,313	
8	Ardennes.....	1,339,566	320,025	
9	Ariège.....	608,463	166,964	
10	Aube.....	1,474,076	318,389	
11	Aude.....	1,805,025	295,062	
12	Aveyron.....	1,479,436	282,547	
13	Bouches-du-Rhône.....	1,949,808	944,564	
14	Calvados.....	3,854,146	676,507	
15	Cantal.....	1,128,217	180,760	
16	Charente.....	1,889,832	383,325	
17	Charente-Inférieure.....	2,467,051	522,564	
18	Cher.....	1,055,716	245,481	
19	Corrèze.....	869,378	179,986	
20	Corse.....	183,010	99,480	
21	Côte-d'Or.....	2,686,268	476,572	
22	Côtes-du-Nord.....	1,729,105	386,881	
23	Creuse.....	731,113	160,356	
24	Dordogne.....	2,158,787	371,995	
25	Doubs.....	1,248,545	298,957	
26	Drôme.....	1,251,601	303,131	
27	Eure.....	3,249,710	494,400	
28	Eure-et-Loir.....	2,208,390	380,686	
29	Finistère.....	1,519,107	448,836	
30	Gard.....	1,882,286	451,207	
31	Garonne (Haute-).....	2,341,387	511,953	
32	Gers.....	1,660,590	294,008	
33	Gironde.....	3,255,388	933,475	
34	Hérault.....	2,426,444	526,821	
35	Ile-et-Vilaine.....	2,001,124	478,169	
36	Indre.....	1,044,457	240,157	
37	Indre-et-Loire.....	1,656,787	359,155	
38	Isère.....	2,443,072	472,069	
39	Jura.....	1,362,551	268,828	
40	Landes.....	761,895	173,712	
41	Loir-et-Cher.....	1,360,229	275,810	
42	Loire.....	1,636,241	449,247	
43	Loire (Haute-).....	1,036,883	192,694	
44	Loire-Inférieure.....	1,742,828	585,083	
45	Loiret.....	1,929,163	424,733	

LIÈRE, ET DES PORTES ET FENÊTRES.

ment, en principal, pour 1865.

NOS SÉRIE.	DÉPARTEMENTS.	CONTRIBUTIONS EN PRINCIPAL.		
		Foncière.	Personnelle et mobilière.	Portes et fenêtres.
16	Lot.....	1,270,440 ⁶	204,460 ⁶	120,747 ¹
17	Lot-et-Garonne.....	2,125,221	365,359	182,718
18	Louise.....	597,145	87,138	63,079
19	Maine-et-Loire.....	2,653,813	488,991	378,633
20	Magnée.....	3,440,410	610,743	414,769
21	Marnes.....	1,935,149	496,816	455,361
22	Marne (Haute).....	1,427,201	285,508	167,803
23	Mayenne.....	1,629,345	309,635	188,211
24	Meurthe.....	1,791,131	438,064	301,229
25	Meuse.....	1,559,378	326,379	295,093
26	Morbihan.....	1,499,840	328,719	164,895
27	Moselle.....	1,765,384	418,354	343,414
28	Nièvre.....	1,329,549	294,718	167,408
29	Nord.....	4,549,498	1,206,465	1,361,628
30	Oise.....	2,789,060	514,838	503,868
31	Orne.....	2,404,182	486,579	309,345
32	Pas-de-Calais.....	3,107,186	677,058	714,842
33	Puy-de-Dôme.....	2,401,580	498,184	271,307
34	Pyrénées (Basses).....	916,067	219,316	229,532
35	Pyrénées (Hautes).....	582,450	154,443	114,215
36	Pyrénées-Orientales.....	726,848	127,088	85,700
37	Rhin (Bas).....	1,938,514	586,893	626,172
38	Rhin (Haut).....	1,667,541	436,402	446,971
39	Rhône.....	2,528,657	1,017,769	778,991
40	Saône (Haute).....	1,506,617	285,260	189,416
41	Saône-et-Loire.....	2,958,034	507,284	354,132
42	Sarthe.....	2,802,554	435,233	293,049
43	Savoie.....	592,891	144,466	84,771
44	Savoie (Haute).....	524,706	101,213	69,887
45	Seine.....	1,276,527	605,520	4,137,984
46	Seine-Inférieure.....	5,262,897	1,289,992	1,249,640
47	Seine-et-Marne.....	2,939,032	503,185	338,928
48	Seine-et-Oise.....	2,619,621	972,122	685,752
49	Sèvres (Deux).....	1,505,603	272,575	154,833
50	Somme.....	3,251,269	622,487	747,817
51	Tarn.....	1,676,392	394,481	196,753
52	Tarn-et-Garonne.....	1,668,808	250,742	125,284
53	Var.....	1,243,515	348,996	264,470
54	Vaucluse.....	946,428	289,782	237,395
55	Vendée.....	1,621,519	285,288	167,395
56	Vienne.....	1,263,047	272,663	221,093
57	Vienne (Haute).....	947,534	226,368	156,534
58	Yonne.....	1,223,623	295,869	228,173
59	Yonne.....	1,244,514	408,613	262,317
	TOTAUX.....	167,849,999	40,953,429	30,487,308

ÉTAT D. *Tableau des droits, produits et revenus dont la perception est autorisée pour 1865, conformément aux lois existantes.*

§ 1^{er}. — *Perceptions au profit de l'État.*

Droits d'enregistrement, de timbre, de taxe sur les biens de mainmorte, de greffe, d'hypothèques, de passe-ports et de permis de chasse, produit du visa des passe-ports et de la légalisation des actes au ministère des affaires étrangères, et droits de sceau à percevoir pour le compte du trésor, dans lesquels continueront d'être compris les droits pour dispenses d'alliances, en conformité des lois des 17 août 1828, 29 janvier 1831 et 20 février 1849;

Vingtième à payer sur le produit des bois des communes et établissements publics vendus ou délivrés en nature, pour indemniser l'État des frais d'administration de ces bois, sans toutefois que ces frais puissent excéder le maximum d'un franc par hectare (*Article 5 de la loi des recettes de 1842, du 25 juin 1841, article 6 de la loi des recettes de 1846, du 19 juillet 1845, et article 14 de la loi du budget de 1857, du 14 juillet 1856*);

Droits de douanes, y compris celui sur les sels;

Contributions indirectes, y compris les droits de garantie, la retenue sur le prix des livraisons de tabacs autorisée par l'article 38 de la loi du 24 décembre 1814, les frais de casernement déterminés par la loi du 15 mai 1818, et le prix des poudres, tel qu'il est fixé par les lois des 16 mars 1819 et 24 mai 1834;

Taxe des lettres et droit sur les sommes versées aux caisses des agents des postes;

Rétributions imposées, en vertu de la loi du 14 juin 1854 et du décret du 22 août suivant, sur les élèves des établissements d'enseignement supérieur et sur les candidats qui se présentent pour y obtenir des grades;

Produit des monnaies et médailles;

Redevances sur les mines;

Redevances pour permission d'usines et de prises d'eau temporaires, toujours révocables sans indemnité, sur les canaux et rivières navigables et flottables;

Droits de vérification des poids et mesures, conformément à l'ordonnance royale du 17 avril 1839;

Taxes des brevets d'invention;

Droits de chancellerie et de consulat perçus en vertu des tarifs existants;

Décime et double décime pour franc sur les droits qui n'en sont point affranchis, y compris les amendes et condamnations pécuniaires, et sur les droits de greffe perçus, en vertu de l'ordonnance du 18 janvier 1826, par le secrétaire général du Conseil d'État;

Rétributions imposées, pour frais de surveillance, sur les compagnies et agences de la nature des tontines dont l'établissement aura été autorisé par ordonnances rendues dans la forme des règlements d'administration publique (*Avis du Conseil d'État, approuvé par l'Empereur le 1^{er} avril 1809, et loi des recettes de 1843*);

Droits sanitaires, conformément au tarif déterminé par l'article 7 du décret du 4 juin 1853;

Taxes de la télégraphie privée.

§ 2. — *Perceptions au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.*

Taxes imposées, avec l'autorisation du Gouvernement, pour la surveillance, la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitants; taxes pour les travaux de dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807 et taxes d'affouages là où il est d'usage et utile d'en établir;

Droits de péage qui seraient établis conformément à la loi du 14 floréal an x (4 mai 1802), pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses ou ouvrages d'art à la charge de l'État, des départements ou des communes, et pour correction de rampes sur les routes nationales ou départementales;

Taxes perçues pour l'entretien, la réparation et la reconstruction des canaux et rivières non navigables et des ouvrages d'art qui y correspondent (*Loi du 14 floréal an XI* [4 mai 1803]);

Allocations accordées aux officiers et maîtres de port en vertu des règlements particuliers des ports, homologués par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. (*Article 3 du décret du 15 juillet 1854.*)

Taxes d'arrosage autorisées par le Gouvernement (*Loi du 14 floréal an XI* [4 mai 1803] et *article 25 de la loi du budget de 1858*);

Taxes imposées avec l'autorisation du Gouvernement, pour subvenir aux dépenses intéressant les communautés de marchands de bois (*Loi du 28 février 1824*);

Droits d'examen et de réception imposés, par l'arrêté du Gouvernement du 20 prairial an XI (9 juin 1803) et le décret du 22 août 1854, sur les candidats qui se présentent devant les écoles préparatoires de médecine et de pharmacie pour obtenir le diplôme d'officier de santé ou de pharmacien de seconde classe;

Droits établis pour frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers;

Rétributions imposées, en vertu des arrêtés du Gouvernement du 3 floréal an VIII (23 avril 1800) et du 6 nivôse an XI (27 décembre 1802), sur les établissements d'eaux minérales naturelles, pour le traitement des médecins chargés par le Gouvernement de l'inspection de ces établissements;

Contributions imposées par le Gouvernement sur les bains, fabriques et dépôts d'eaux minérales, pour subvenir aux traitements des médecins inspecteurs desdits établissements (*Article 30 de la loi des recettes de 1842, du 25 juin 1841, et lois de finances antérieures*);

Rétributions pour frais de visite des aliénés placés volontairement dans les établissements privés (*Articles 9 de la loi du 30 juin 1838 et 29 de la loi du 26 juin 1841*);

Droits d'octroi, droits de pesage, mesurage et jaugeage;

Droits de voirie dont les tarifs ont été approuvés par le Gouvernement, sur la demande et au profit des communes (*Loi du 18 juillet 1837*);

Dixième des billets d'entrée dans les spectacles et les concerts quotidiens (*Loi du 7 frimaire an V* [27 novembre 1796]);

Quart de la recette brute dans les lieux de réunion ou de fête où l'on est admis en payant (*Loi du 6 thermidor an V* [26 juillet 1797]);

Contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce, et revenus spéciaux accordés auxdits établissements;

Droits de conditionnement et de titrage des soies et des laines, perçus en vertu des décrets qui autorisent l'établissement de bureaux publics pour ces opérations;

Droits d'épreuve des armes à feu destinées au commerce perçus en vertu des actes qui réglementent ces opérations;

Droits de place perçus dans les halles, foires, marchés, abattoirs, d'après les tarifs dûment autorisés (*Loi du 18 juillet 1837*);

Droits de stationnement et de location sur la voie publique, sur les ports et rivières et autres lieux publics (*Loi du 18 juillet 1837*);

Taxes de frais de pavage des rues dans les villes où l'usage met ces frais à la charge des propriétaires riverains (*Dispositions combinées de la loi du 11 frimaire an VII* [1^{er} décembre 1798] et du décret de principe du 25 mars 1807, et *article 28 de la loi des recettes de 1842, du 25 juin 1841*);

Taxes d'établissement de trottoirs dans les rues et places dont les plans d'alignement ont été arrêtés conformément aux dispositions de la loi du 7 juin 1845;

Prix de la vente exclusive, au profit de la caisse des invalides de la marine, des fenilles de rôle d'équipages des bâtiments de commerce, d'après le tarif du 8 messidor an XI (27 juin 1803);

Frais de travaux intéressant la salubrité publique (*Loi du 16 septembre 1807*);

Droits d'inhumation et de concessions de terrains dans les cimetières (*Décrets organiques du 23 prairial an XII* [12 juin 1804] et du 18 août 1811);

Taxe municipale sur les chiens (*Loi du 2 mai 1855 et décret du 4 août suivant*).

DÉSIGNATION DES PRODUITS.		RÉCAPITUL des recettes prévues.
CONTRIBUTIONS DIRECTES. (Fonds généraux.)		
Contribution foncière.....	168,300,000 ^f	315,361,300 ^f
Contribution personnelle et mobilière.....	45,438,000	
Contribution des portes et fenêtres.....	36,361,200	
Contribution des patentes.....	59,007,200	
Contribution sur les chevaux et voitures de luxe.....	1,700,000	
Taxe de premier avertissement, (Portion.).....	555,000	
ENREGISTREMENT, TIMBRE ET DOMAINES.		
Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques, et perceptions diverses.....	319,222,000 ^f	395,500,000
Droits de timbre.....	79,278,000	
Revenus et prix de vente de domaines.....	5,264,000	407,689,416
Prix de vente d'objets mobiliers provenant des mi- nistères.....	8,500,000	
Produits d'établissements spéciaux régis ou affer- més par l'État.....	1,425,416	
PRODUITS DES FORÊTS.		
Produits des coupes de bois.....	34,205,500	40,256,500
Produits divers.....	3,610,000	
Valeur des bois cédés directement aux arsenaux de la marine....	1,200,000	
Contribution des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois.....	1,241,000	
DOUANES ET SELS.		
Droits de douanes à l'importation :		
Marchandises diverses.....	72,196,000	147,428,000
Sucres .. { coloniaux..... 35,293,000 ^f	46,718,000	
étrangers..... 11,428,000		
Droits de douanes à l'exportation.....	40,000	21,548,000
Droits de navigation.....	4,163,000	
Droits et produits divers de douanes.....	1,800,000	
Taxe de consommation des sels perçue dans le rayon des douanes:	21,548,000	
CONTRIBUTIONS INDIRECTES.		
Droits sur les boissons.....	218,447,000	578,000,000
Taxe de consommation des sels perçue hors du rayon des douanes.	8,416,000	
Droit de fabrication sur les sucres indigènes.....	58,930,000	
Droits divers et recettes à différents titres.....	57,998,000	
Produit de la vente des tabacs.....	226,478,000	
Produit de la vente des poudres à feu.....	12,764,000	
PRODUITS DES POSTES.		
Produit de la taxe des lettres.....	67,146,000	72,410,000
Droit de un pour cent sur les envois d'argent.....	1,072,000	
Droit de transport des valeurs déclarées.....	665,000	
Droit de transit des correspondances étrangères.....	3,485,000	
Recettes diverses.....	42,000	
PRODUITS DIVERS DU BUDGET.		
Produits universitaires.....		1,668,600
Produits et revenus de l'Algérie.....		19,280,000
Retenues et autres produits affectés au service des pensions civiles.....		14,578,700
Produit de la réserve de l'amortissement.....		95,532,700
PRODUITS DIVERS DU BUDGET.		
Taxe annuelle sur les biens de mainmorte.....	3,347,952	1,803,354,261
Redevances et produits extraordinaires des mines.....	1,199,978	
Droits de vérification des poids et mesures.....	1,625,000	
Bénéfice sur la fabrication des monnaies et des médailles.....	150,000	
A reporter.....	6,222,950	
A reporter.....		1,803,354,261

NARRATION DES RECETTES:

MONTANT
des
recettes prévues.

Report

1,693,354,261^f

PRODUITS DIVERS DU BUDGET. (Suite.)

Report..... 6,222,930^f

Produit de la route de l'Inde..... 1,060,000

Contingent à verser au trésor par les établissements français de l'Inde..... 222,000

Produit de la taxe des brevets d'invention..... 1,400,000

Pensions et rétributions des élèves des écoles militaires et navales. 1,163,150

Retenue de 2 p. 0/0 sur la solde des officiers de l'armée et des sapeurs-pompiers de Paris..... 1,232,456

Pensions de marins admis à l'hôtel des invalides de la guerre.... 78,600

Portion des dépenses de la garde de Paris remboursée à l'État par la ville de Paris..... 1,944,322

Versement, par la caisse de la dotation de l'armée, des suppléments à sa charge dans les pensions militaires..... 12,000,000

Versement de la caisse des invalides de la marine..... 1,000,000

Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise..... 151,700

Remboursement par les communes du département de la Seine des dépenses faites pour leur police municipale..... 164,375

Revenus de divers établissements spéciaux (écoles vétérinaires, écoles des arts et métiers, écoles régionales d'agriculture, lazarets et établissements sanitaires)..... 1,166,950

Produits provenant des ministères, et recettes attribuées au trésor public par le décret impérial du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique..... 4,194,186

Produit de ventes de cartes des dépôts de la guerre et de la marine..... 70,000

Valeur, au prix de revient fixé (au département de la guerre... 881,604

par le budget, des poudres) au gouvernement général de l'Algérie..... 345,451

livrées par le service des) au département de la marine et des colonies..... 517,518

poudres et salpêtres.....) au département des finances... 6,349,534

Produit du travail dans les ateliers de condamnés et pénitenciers militaires..... 205,000

Remboursement par les compagnies de chemins de fer des frais de surveillance de leur télégraphie..... 450,000

Bénéfices réalisés par la caisse des dépôts et consignations pour l'année 1865..... 2,000,000

Recouvrements sur prêts faits, en 1830, au commerce et à l'industrie..... 10,000

Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances..... 200,000

Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des postes. (Loi du 31 janvier 1833.)..... 45,000

Produits de la télégraphie privée française et étrangère..... 8,860,000

Fonds de concours à verser par divers pour l'exécution de travaux publics..... 300,000

Excédant disponible des recettes sur les dépenses du service de l'imprimerie impériale..... 5,299

Produits divers des maisons centrales de force et de correction et des prisons départementales..... 4,000,000

Remboursement de prêts aux associations ouvrières. (Décret du 5 juillet 1848.)..... 6,000

Produit de l'émission, en 1865, de la nouvelle monnaie de bronze. 1,300,000

Produit des droits d'entrée et de la vente du livret à l'exposition annuelle des œuvres des artistes vivants..... 300,000

Recettes de différentes origines..... 1,046,726

TOTAL GÉNÉRAL des voies et moyens ordinaires de l'exercice 1865..... 1,752,636,662

ÉTAT F.

Tableau des dépenses sur ressource

RECETTES.		MONTANT DES RECETTES PRÉVUES.
Contributions directes. (Voir la 2 ^e partie de l'état B.)	Fonds pour dépenses départementales.....	109,354,000 ^f
	Fonds pour dépenses communales.....	81,874,271
	Fonds pour secours spéciaux à l'agriculture.....	2,097,000
	Fonds de non-valeurs et réimpositions.....	8,729,994
	Fonds pour frais de confection de rôles spéciaux d'impositions extraordinaires.....	27,500
Produits éventuels départementaux	Portion de la taxe de premier avertissement....	390,000
	Ressources spéciales pour dépenses des écoles normales pri- maires.....	500,000 ^f
Produits divers spéciaux.	Produits éventuels départementaux attribués à l'instruction primaire.....	50,000
	Subvention prélevée sur les centimes facultatifs pour les dépenses de l'instruction primaire....	300,000
	Centimes pour frais de distribution des avertisse- ments de taxes spéciales (mainmortes et mines).	2,070
	Remboursement des frais de contrôle et de surveil- lance des chemins de fer en France et en Algérie.	1,754,300
	Remboursement des frais de surveillance de so- ciétés et établissements divers.....	90,900
	Subvention locale de l'Algérie pour les frais de l'ex- position permanente de ses produits à Paris...	23,000
	TOTAL des recettes.....	229,493,035

RÉSULT.

Recettes.....	
Dépenses.....	
Balance.....	

ÉTAT G.

Tableau des recettes et des dépenses des services

CHA- PITRES spéciaux.	RECETTES.	MONTANT des recettes prévues	
		par chapitres.	par services.
Unique.	MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.		
	IMPRIMERIE IMPÉRIALE.		
	Produit des impressions diverses.....	4,640,000 ^f	4,640,000 ^f
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
	CHANCELLERIES CONSULAIRES.		
	1. Produit d'actes de chancellerie et bénéfices sur le change.....	1,150,000	1,350,000
	2. Prélèvements à effectuer sur le fonds commun des chancelleries consulaires au profit d'une partie de celles dont les dépenses excèdent les recettes. (Règlement du 21 juin 1862.).....	50,000	
	3. Subvention au fonds commun des chancelleries.....	150,000	
	A reporter.....		5,990,000

des et des recettes corrélatives pour l'exercice 1865.

DÉPENSES.			MONTANT DES CRÉDITS accordés.
Ministère intérieur.	7 ^e section.....	Service départemental sur contributions directes..... 103,522,000 ^f Service départemental sur produits éventuels 24,300,000	127,822,000 ^f
Ministère finances.	5 ^e section..... (1 ^{re} partie.)	Contributions di- (Frais de premier aver- rectes et taxes tissement et frais de perçues en ver- confection de rôles tu de rôles..... spéciaux.. 419,570 ^f } Cadastre..... 100,000	519,570
	11 ^e section..... (2 ^e partie.)	Restitutions et non-valeurs sur contribu- tions directes..... 90,604,265	91,123,835
Ministère instruction publique.	5 ^e section..... (1 ^{re} partie.)	Dépenses de l'instruction primaire sur ressources spé- ciales.....	6,582,000
Ministère de l'agriculture, commerce les travaux publics.	2 ^e section..... (2 ^e partie.)	Frais de contrôle et de surveillance des che- mins de fer..... 1,700,000	
	3 ^e section..... (2 ^e partie.)	Secours spéciaux à l'agriculture..... 2,097,000	3,887,900
	4 ^e section..... (2 ^e partie.)	Frais de surveillance de sociétés et établis- sements divers..... 90,900	
Gouvernement général de l'Algérie.	1 ^{re} section..... (2 ^e partie.)	Exposition permanente des produits de l'Al- gérie à Paris..... 23,000	
	4 ^e section..... (2 ^e partie.)	Frais de contrôle et de surveillance des che- mins de fer concédés..... 54,300	77,300
TOTAL des dépenses.....			229,493,035

ET

..... 229,493,035^f
 229,493,035

ciaux rattachés pour ordre au budget de l'exercice 1865.

DÉPENSES.		MONTANT des crédits accordés par sections.
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES....	Section unique. Imprimerie impé- riale.....	4,640,000 ^f
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.....	Section unique. Chancelleries con- sulaires.....	1,350,000
A reporter.....		5,990,000

CHAPITRES spéciaux.	RECETTES.	MONTANT des recettes prévues	
		par chapitres.	par service.
	Report.....	.....	.....
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	SERVICE DE LA FABRICATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES.		
	<i>Monnaies.</i>		
1.	Retenues, pour frais de fabrication, sur les matières apportées aux changes des monnaies.....	1,230,645 ^f	
2.	Produit des tolérances en faible sur le titre et le poids des monnaies fabriquées.....	50,000	1,280,745 ^f
3.	Droits d'essai sur les lingots présentés en vérification par le commerce.....	100	
	<i>Médailles.</i>		
4.	Produit de la vente des médailles fabriquées.....	580,000	
5.	Droit de 10 p. 0/0 prélevé sur le prix de la fabrication des médailles de sainteté, boutons, etc.....	1,000	581,000
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
	CAISSE DE LA DOTATION DE L'ARMÉE.		
1.	Versements à faire par les appelés compris dans le contingent an- nuel pour obtenir l'exonération du service militaire.....	46,000,000	
2.	Versements à faire par les militaires sous les drapeaux pour obte- nir l'exonération du service militaire.....	4,000,000	
3.	Dons et legs faits à la dotation de l'armée.....	Mémoire.	
4.	Arrérages de rentes inscrites sur le grand-livre de la dette publique	12,766,000	
5.	Intérêts résultant de l'excédant des recettes.....	200,000	
6.	Produit de la vente de rentes appartenant à la caisse de la dota- tion.....	Mémoire.	63,000
7.	Versements à titres divers et restitutions par les militaires de sommes indûment payées.....	40,000	
8.	Versements volontaires à faire, à titre de dépôts, par les militaires de tous grades, dans le cours de leur service.....	Mémoire.	
9.	Versements à faire par les jeunes gens, ou en leur nom, avant l'appel de leur classe, et applicables à leur exonération ulté- rieure du service, s'il y a lieu.....	Mémoire.	
10.	Fonds reportés de l'année 1864.....	Mémoire.	
	MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.		
	CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.		
1.	Retenues sur les dépenses du personnel et du matériel de la marine et des colonies.....	5,302,701	
2.	Retenues exercées sur la solde des officiers militaires et civils et agents de tous grades, en congé, tant de la marine que des co- lonies.....	180,000	
3.	Retenues sur les salaires des marins du commerce.....	1,470,000	
	A reporter.....	6,952,701	
	A reporter.....	.....	70,857 ^f

DÉPENSES.	MONTANT des crédits accordés par sections.
Report.....	5,990,000
MINISTÈRE DES FINANCES..... Section unique. Service de la fabrication des monnaies et médailles	1,861,745
MINISTÈRE DE LA GUERRE..... Section unique. Caisse de la dotation de l'armée	63,006,000
A reporter.....	70,857,745

CHA- PITRES spéciaux.	RECETTES.	MONTANT des recettes prévues	
		par chapitres.	par service.
	Report		70,5
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. (Suite.)			
CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE. (Suite.)			
	Report	6,951,701 ^f	
4.	Décomptes des déserteurs	50,000	
5.	Dépôts provenant de soldes, parts de prises, etc	540,000	
6.	Dépôts provenant de naufrages	100,000	
7.	Droits sur les prises	30,000	
8.	Dividendes des actions de la banque de France appartenant à la caisse des invalides	200,000	15,96
9.	Arrérages des inscriptions de rentes 3 p. o/o appartenant à la caisse des invalides	5,035,000	
10.	Plus-value des feuilles de rôles d'équipages des navires du com- merce	70,000	
11.	Recettes diverses, y compris le report de l'exercice précédent	2,972,299	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.			
ÉCOLE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES.			
1.	Produit des bourses accordées par l'État	30,000	
2.	Produit des bourses accordées par les départements, les com- munes ou les gouvernements étrangers	8,100	
3.	Produit des pensions	339,900	
4.	Recettes éventuelles. — Fournitures diverses aux élèves. — Cours édités par l'école	35,450	120
5.	Legs et donations	"	
6.	Recettes extraordinaires. — Intérêts servis par la caisse des dépôts et consignations. — Timbre des quittances	6,850	
7.	Recettes sur exercices clos	"	
MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES BEAUX-ARTS.			
LÉGION D'HONNEUR.			
	Rentes 3 p. o/o sur le grand-livre de la dette publique	6,077,536	
1.	Rentes 3 p. o/o sur le grand-livre de la dette publique. (<i>Décret du 17 mars 1852.</i>)	500,000	
2.	Supplément à la dotation	9,776,730	
3.	Actions sur les canaux d'Orléans et du Loing et sur le canal du Midi	112,000	
4.	Remboursement du prix des décorations et médailles. — Produit des brevets. — Droits de chambrerie pour port de décorations étrangères	225,000	16,34
5.	Rentes données en remplacement des anciens chefs-lieux de co- horte	14,843	
6.	Versements par les titulaires de majorats (transmissions de dota- tions)	4,000	
7.	Domaine d'Écouen	6,000	
8.	Pensions et frais de trousseaux à verser par les parents des élèves de la maison impériale Napoléon de Saint-Denis	66,000	
9.	Pensions et frais de trousseaux à verser par les parents des élèves des succursales	26,000	
	TOTAL GÉNÉRAL		104,06

DÉPENSES.	MONTANT des crédits accordés par sections.
Report	70,857,745 ^f
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES... Section unique. Caisse des invalides de la marine.....	18,950,000
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS. Section unique. École centrale des arts et manufactures.....	420,300
MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES BEAUX-ARTS. Section unique. Légion d'honneur.	16,808,109
TOTAL GÉNÉRAL.....	104,036,154

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif dans sa séance du 26 mai 1864.

Le Président,
Signé Duc DE MORNÿ.

Les Secrétaires,
Signé Marquis DE TALHOÛËT, SÉVERIN ABBATUCCI, comte LE PELETIER D'AUNAY,
H. BUSSON-BILLAULT.

Vu pour être annexé à la loi portant fixation du budget ordinaire des dépenses et des recettes de l'exercice 1865.

Le Sénateur Secrétaire du Sénat,
Signé Baron T. DE LACROSSE.

Vu pour être annexé à la loi du 8 juin 1864.

Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

N° 12,397. — *Loi sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1865.*

Du 8 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Les ressources affectées au budget extraordinaire pour l'exercice 1865 sont évaluées à la somme totale de cent dix-neuf millions trois cent cinquante mille onze francs (119,350,011'), conformément à l'état A ci-annexé.

2. Il est ouvert aux ministres, pour les dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1865, un crédit total de cent dix-huit millions huit cent cinquante-deux mille francs (118,852,000'), conformément à l'état B ci-annexé.

Les portions de ce crédit qui n'auront pas été consommées à la fin de l'exercice pourront, par décrets délibérés en Conseil d'État, être reportées à l'exercice suivant, en conservant leur affectation spéciale et jusqu'à concurrence de la partie restant libre des ressources réalisées, qui sera également reportée audit exercice.

3. Le ministre des finances est autorisé à aliéner aux enchères publiques les terrains à provenir, après nivellement, des anciens fronts ouest des fortifications du Havre, dont la valeur estimative est de trois millions cinq cent mille francs (3,500,000').

Il sera tenu compte des frais de nivellement par les acquéreurs.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Mai 1864.

Le Président,
Signé Duc DE MORNÿ.

Les Secrétaires,
Signé Marquis DE TALHOÛËT, comte LE PELETIER D'AUNAY,
SÉVERIN ABBATUCCI, H. BUSSON-BILLAULT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1865.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Juin 1864.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Fontainebleau, le 8 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROCHE.

ÉTAT A. *État général des ressources affectées aux dépenses du budget extraordinaire pour l'exercice 1865.*

DÉNOMINATION DES RESSOURCES.	MONTANT des ressources prévues.
Rentes de l'amortissement.....	66,170,011 ^f
Prélèvements sur la dotation de l'amortissement	22,500,000
Indemnité de Chine. (Annuité.).....	10,000,000
Indemnité de Cochinchine. (Annuité.).....	1,080,000
Solde de l'indemnité mexicaine	13,000,000
Produit de l'aliénation des terrains des fortifications du Havre.....	3,500,000
Produits extraordinaires des forêts pour reboisement et routes.....	2,000,000
Intérêt d'une somme due par le Mont-de-Milan	200,000
TOTAL	119,350,011

ÉTAT B. *État général, par ministères et sections, des crédits accordés pour les dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1865.*

MINISTÈRES.	DÉNOMINATION DES SECTIONS.	MONTANT des crédits accordés	
		par section.	par ministère.
Justice et cultes. (Service des cultes.)	3 ^e section. (2 ^e partie.) — Matériel et travaux du culte catholique.....	4,500,000 ^f	4,500,000 ^f

MINISTÈRES.	DÉSIGNATION DES SECTIONS.	MONTANT des crédits accordés.	
		par section.	par ministère.
Intérieur.	2 ^e section. (2 ^e partie.) — Administration générale ..	20,000	
	3 ^e section. (2 ^e partie.) — Service télégraphique.....	1,000,000	4,510,000
	6 ^e section. (2 ^e partie.) — Subventions et secours....	3,490,000	
Finances.	7 ^e section. (2 ^e partie.) — Forêts.....	2,000,000	3,225,000
Guerre.	9 ^e section. (2 ^e partie.) — Administration des tabacs.	1,225,000	
	4 ^e section. (2 ^e partie.) — Matériel de l'artillerie et du génie.....	5,259,000	5,259,000
Gouvernement général de l'Algérie.	4 ^e section. (2 ^e partie.) — Travaux publics.....	5,635,000	5,635,000
Marine et colonies.	3 ^e section. (2 ^e partie.) — Approvisionnements gé- raux. — Travaux hydrauliques.....	12,505,000	12,505,000
Instruction publique.	5 ^e section. (3 ^e partie.) — Instruction primaire.....	900,000	900,000
Agriculture, commerce et travaux publics.	6 ^e section. — Travaux extraordinaires des routes et ponts, canaux, rivières, travaux agricoles et autres.	36,903,000	
	7 ^e section. — Chemins de fer.....	23,850,000	74,263,000
	7 ^e section bis. — Paiements aux compagnies de che- mins de fer à titre de garantie d'intérêt.....	13,500,000	
Maison de l'Empereur et beaux-arts.	4 ^e section. — Travaux extraordinaires. — Publication de l'ouvrage de M. Place, sur Ninive.....	8,070,000	8,070,000
	TOTAL GÉNÉRAL.....	.....	118,852,000

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif dans sa séance du 27 mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé MARQUIS DE TALHOUËT, SÉVERIN ABBATUCCI, comte LE PELETIER D'AUNAY,
H. BUSSON-BILLAULT.

Vu pour être annexé à la loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1865.

Le Sénateur Secrétaire du Sénat,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

Vu pour être annexé à la loi du 8 juin 1864.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Certifié conforme :

Paris, le 11^e Juin 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.



* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1216.

N° 12,398. — *Loi portant règlement définitif du Budget de l'exercice 1861.*

Du 8 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

RÈGLEMENT DU BUDGET DE L'EXERCICE 1861.

§ 1^{er}.

Fixation des dépenses.

ART. 1^{er}. Les dépenses ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1861, constatées dans les comptes rendus par les ministres, sont arrêtées, conformément au tableau A ci-annexé, à la somme de deux milliards cent soixante et dix-sept millions huit cent trente-six mille trois cent huit francs soixante et treize centimes, ci..... 2,177,836,308^f 73^c

Les paiements effectués sur le même exercice jusqu'à l'époque de sa clôture sont fixés à deux milliards cent soixante et dix millions neuf

cent quatre-vingt-huit mille six cent sept francs	
seize centimes, ci.....	2,170,988,607' 16

Et les dépenses restant à payer, à six millions	
huit cent quarante-sept mille sept cent un francs	
cinquante-sept centimes, ci.....	6,847,701 57

Les paiements à effectuer pour solder les dépenses de l'exercice 1861 seront ordonnancés sur les fonds de l'exercice courant, selon les règles prescrites par les articles 8, 9 et 10 de la loi du 23 mai 1834.

§ II.

Fixation des crédits.

2. Les crédits, montant ensemble à deux milliards deux cent trente-trois millions deux cent quatre-vingt-quinze mille six cent soixante-trois francs quarante-quatre centimes (2,233,295,663' 44^c), ouverts conformément aux tableaux A et B ci-annexés pour les dépenses ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1861, et y compris les crédits autorisés par décrets, en vertu de l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852, sont réduits :

1° D'une somme de trente-deux millions deux cent quarante-neuf mille sept cent trente-trois francs cinquante-huit centimes, non comprise par les dépenses constatées à la charge de l'exercice 1861, et qui est annulée définitivement, ci..... 32,249,733' 58

2° De celle de six millions huit cent quarante-sept mille sept cent un francs cinquante-sept centimes, représentant les dépenses non payées de l'exercice 1861, qui, conformément à l'article 1^{er} ci-dessus, sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants, ci..... 6,847,701 57

3° Et de celle de vingt-trois millions deux cent neuf mille six cent vingt et un francs treize centimes, non employée, à l'époque de la clôture de l'exercice 1861, sur les produits affectés au service départemental et à divers services spéciaux, dont les dépenses se règlent d'après le montant des ressources réalisées, laquelle somme est transportée aux budgets des exercices 1862 et 1863, pour y recevoir la destination qui lui a été donnée par la loi de finances du 22 juin 1854 et par les lois de règlement des exercices 1859 et 1860, savoir :

Au budget de l'exercice 1862,

Service départemen- tal.....	12,543,996 ^f 93 ^c	} 12,543,996 ^f 93 ^c	} 23,209,621 ^f 13 ^c
Divers services spé- ciaux.....	"		
Au budget de l'exercice 1863,			
Service départemen- tal.....	3,993,422 ^f 06 ^c	} 10,665,624 20	
Divers services spé- ciaux.....	6,672,202 14		

Ces annulations et transports de crédits, mon-
tant ensemble à soixante-deux millions trois cent
sept mille cinquante-six francs vingt-huit cen-
times, sont et demeurent divisés, par minist-
tère et par chapitre, conformément au tableau A
ci-annexé.....

62,307,056 28

3. Au moyen des dispositions contenues dans les deux articles
précédents, les crédits du budget de l'exercice 1861 sont défini-
tivement fixés à la somme de deux milliards cent soixante et dix
millions neuf cent quatre-vingt-huit mille six cent sept francs seize
centimes (2,170,988,607^f 16^c), égale aux paiements effectués, et ces
crédits sont répartis conformément au même tableau A.

§ III.

Fixation des recettes.

4. Les droits et produits constatés au profit de l'État sur l'exercice
1861 sont arrêtés, conformément au tableau C ci-annexé, à la
somme de deux milliards treize millions deux cent trente mille
huit cent trente-huit francs douze centimes, ci. 2,013,230,838^f 12^c

Les recettes ordinaires et extraordinaires effec-
tuées sur le même exercice, jusqu'à l'époque de
sa clôture, sont fixées à deux milliards cinq mil-
lions cinq cent soixante et seize mille neuf cent
quatre-vingt-neuf francs dix-huit centimes, ci.. 2,005,576,989 18

Et les droits et produits restant à recouvrer,
à sept millions six cent cinquante-trois mille huit
cent quarante-huit francs quatre-vingt-quatorze
centimes, ci.....

7,653,848 94

5. Les recettes de l'exercice 1861, arrêtées par l'article précédent à la somme de..... 2,005,576,989¹ 18¹
 sont augmentées, en exécution des lois de règlement des budgets de 1859 et de 1860, des fonds non employés à l'époque de la clôture de ces derniers exercices sur les crédits affectés au service départemental et à divers services spéciaux, ci..... 23,718,075 18

ENSEMBLE..... 2,029,295,064 36

Sur cette somme totale, il est prélevé et transporté aux exercices 1862 et 1863, en conformité de l'article 2 de la présente loi, une somme de vingt-trois millions deux cent neuf mille six cent vingt et un francs treize centimes, pour servir à payer les dépenses du service départemental et des autres services spéciaux restant à solder à la clôture de l'exercice 1861, savoir :

A l'exercice 1862.....	12,543,996 ¹ 93 ⁰	23,209,621 13
A l'exercice 1863.....	10,665,624 20	

Les voies et moyens du budget de l'exercice 1861 demeurent, en conséquence, fixés à la somme de deux milliards six millions quatre-vingt-cinq mille quatre cent quarante-trois francs vingt-trois centimes, ci..... 2,006,085,443 23

§ IV.

Fixation du résultat général du budget.

6. Le résultat général du budget de l'exercice 1861 est définitivement arrêté ainsi qu'il suit :

Recettes fixées par l'article précédent, à...	2,006,085,443 ¹ 23 ¹
Payements fixés par l'article 1 ^{er} , à.....	2,170,988,607 16

Excédant de dépense réglé à la somme de cent soixante-quatre millions neuf cent trois

mille cent soixante-trois francs quatre-vingt-treize centimes, conformément au tableau D ci-annexé, ci.....

164,903,163' 93'

TITRE II.

RÈGLEMENT DES SERVICES SPÉCIAUX RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET.

7. Les recettes et les dépenses des services spéciaux rattachés pour ordre au budget général de l'exercice 1861 demeurent définitivement arrêtées et réglées à la somme de cent quatorze millions neuf cent onze mille huit cent quatre-vingt-seize francs trente-trois centimes, conformément au résultat général du tableau E ci-annexé, savoir :

Légion d'honneur.....	14,599,476' 79'
Imprimerie impériale.....	3,979,365 76
Chancelleries consulaires.....	1,946,070 07
Service de la fabrication des monnaies et médailles.....	1,189,795 37
Caisse de la dotation de l'armée.....	18,552,462 07
Caisse des invalides de la marine.....	70,897,620 66
Établissements d'enseignement supérieur.....	3,747,105 61
	114,911,896 33

TITRE III.

RÈGLEMENT DU SERVICE DÉPARTEMENTAL POUR L'EXERCICE 1861.

8. Les recettes et les dépenses du service départemental de l'exercice 1861, provisoirement arrêtées par les conseils généraux des départements et réglées définitivement par décrets, en exécution de l'article 24 de la loi du 10 mai 1838, sont fixées à la somme de cent cinquante-six millions deux cent trente-neuf mille neuf cent trente-sept francs quatre-vingt-quinze centimes, conformément au tableau F ci-annexé, savoir :

Ministère de l'intérieur.....	148,743,227' 72'
Ministère des finances.....	249,882 96
Ministère de l'instruction publique.....	7,246,827 27
	156,239,937 95

TITRE IV.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

9. Les crédits d'inscription accordés sur l'exercice 1861, par la loi du 26 juillet 1860, pour les pensions militaires, sont définitivement arrêtés, conformément au tableau G ci-annexé, à la somme de deux millions cinq cent soixante-huit mille cinq cents francs trente centimes (2,568,500^f 30^c).

10. La situation des approvisionnements existant à l'époque du 31 décembre 1861, dans les ports et établissements de la marine, est arrêtée à la somme de deux cent trente-huit millions sept cent quatre-vingt-quatorze mille neuf cent vingt francs quarante-quatre centimes (238,794,920^f 44^c), conformément au tableau H ci-annexé.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Mai 1864.

Le Président,

Signé Duc DE MORNAY.

Les Secrétaires,

Signé H. BUSSON-BILLAULT, SÉVERIN ABBATUCCI, marquis DE TALBOUR,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1861.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Juin 1864.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le général comte DE GOYON, A. LE ROY DE SAINT-ARNAUD,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent

sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Fontainebleau, le 8 Juin 1864.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

TABLEAU A.

Budget dé

CHA- PITRES opé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés		Dépense
		par le budget primitif	et par des lois spéciales.	
1 ^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.				
1	Administration centrale. (Personnel.)	655,800 ⁰⁰		
2	Administration centrale. (Matériel.)	175,000 00		
3	Conseil privé. Traitement des membres du conseil	100,000 00		
3 bis	Ministres sans portefeuille. Traitements et indemnités	316,000 00		
4	Conseil d'État. (Personnel.)	2,106,700 00		
5	Conseil d'État. (Matériel.)	154,051 64		
5 bis	Statistique des travaux du Conseil d'État	12,948 36		
6	Archives de l'Empire. (Personnel.)	137,000 00		
7	Archives de l'Empire. (Matériel.)	35,000 00		
A. C. 5.	Haras et dépôts d'étalons	1,954,318 02		
A. C. 6.	Remonte des haras et encouragements à l'industrie particu- lière	2,060,000 00		
I. P. 13.	Institut	618,700 00		
I. P. 17.	Bibliothèque impériale. (Dépenses ordinaires. Cours d'ar- chéologie.)	370,000 00		
I. P. 18.	Bibliothèque impériale. (Dépenses extraordinaires. Confection des catalogues.)	50,000 00		
I. P. 19.	Bibliothèques publiques	190,500 00		
I. P. 20.	Académie impériale de médecine	43,700 00		
I. P. 21.	École des chartes	35,400 00		
I. P. 24.	Subvention au Journal des savants	15,000 00		
I. P. 25.	Souscriptions	140,000 00		
I. P. 26.	Encouragements et secours aux savants et gens de lettres	200,000 00		
I. P. 27.	Voyages et missions scientifiques	83,650 00		
8	Établissement des beaux-arts	368,100 00		
9	Ouvrages d'art et décoration d'édifices publics	950,000 00		
10	Fête du 15 août 1861	200,000 00		
11	Théâtres impériaux, subventions. Conservatoire de musique	1,705,000 00		
12	Encouragements et souscriptions	223,500 00		
13	Indemnités annuelles à des artistes, à des auteurs drama- tiques, compositeurs et à leurs veuves	137,700 00		
14	Personnel des bâtiments civils et édifices publics	124,000 00		
15	Entretien des bâtiments civils et édifices publics	831,400 00		
16	Constructions et grosses réparations	2,735,400 00		
17	Conservation d'anciens monuments historiques	1,100,000 00		
18	Service intérieur de l'asile impérial de Saverne	15,600 00		
19	Correspondance de l'Empereur Napoléon I ^{er}	129,000 00		
21	Médaille de Chine	70,800 00		
22	Exposition des œuvres des artistes vivants	345,000 00		
23	Musée Campana	4,620,000 00		
24	Suppléments au Moniteur	130,000 00		
25	Exercices périmés	12,000 00		
26	Incendie des magasins de la rue Richer	35,000 00		
20	Exercices clos	23,185,668 02	23,185,668 02	
		21,290 79		
TOTAL de la 1 ^{re} section		23,206,958 99	23,186,958 81	

de l'exercice 1861.

1861.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Paiements effectués sur bonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1861.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
855,772 ^f 24 ^c	"	27 ^f 76 ^c	"	655,772 ^f 24 ^c
174,999 56	"	0 44	"	174,999 56
86,944 44	"	13,055 56	"	86,944 44
315,937 34	"	62 66	"	315,937 34
106,199 07	500 ^f 00 ^c	0 93	500 ^f 00 ^c	2,106,199 07
153,769 36	"	282 28	"	153,769 36
12,948 27	"	0 09	"	12,948 27
136,999 00	"	1 00	"	136,999 00
34,939 46	58 15	2 39	58 15	34,939 46
953,142 71	"	1,175 31	"	1,953,142 71
2,055,391 29	2,870 00	1,735 71	2,870 00	2,055,391 29
618,453 27	246 63	0 10	246 63	618,453 27
369,595 00	405 00	"	405 00	369,595 00
50,000 00	"	"	"	50,000 00
190,499 97	"	0 03	"	190,499 97
43,699 39	"	0 61	"	43,699 39
35,400 00	"	"	"	35,400 00
15,000 00	"	"	"	15,000 00
139,972 50	"	27 50	"	139,972 50
199,950 00	"	50 00	"	199,950 00
83,650 00	"	"	"	83,650 00
342,818 41	25,280 04	1 55	25,280 04	342,818 41
949,310 99	689 00	0 01	689 00	949,310 99
196,717 66	3,230 20	52 14	3,230 20	196,717 66
1,704,880 00	120 00	"	120 00	1,704,880 00
223,400 00	100 00	"	100 00	223,400 00
137,338 26	296 65	15 09	296 65	137,338 26
123,943 60	"	59 40	"	123,943 60
830,259 43	934 87	205 70	934 87	830,259 43
2,728,866 36	6,478 11	55 53	6,478 11	2,728,866 36
1,094,690 68	5,233 86	75 46	5,233 86	1,094,690 68
14,975 15	"	24 85	"	14,975 15
128,609 05	91 15	299 80	91 15	128,609 05
70,748 90	"	51 10	"	70,748 90
338,521 18	4,800 00	1,678 82	4,800 00	338,521 18
4,619,999 60	"	0 40	"	4,619,999 60
112,015 00	"	17,985 00	"	112,015 00
7,741 04	"	4,258 96	"	7,741 04
33,628 00	582 45	789 55	582 45	33,628 00
3,091,779 18	51,916 11	41,972 73	51,916 11	23,091,779 18
21,290 97	"	"	"	21,290 97
13,113,070 15	51,916 11	41,972 73	51,916 11	23,113,070 15
93,888 ^f 84 ^c				

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés	
		par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses
		Suite du	
II ^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.			
1	Réunion du Louvre aux Tuileries.....	1,159,000 ⁰⁰	
2	Acquisition de l'hôtel Beauveau.....	385,000 00	
3	Construction de l'Opéra.....	600,000 00	
4	Manufacture de Sèvres.....	200,000 00	
5	Palais des Tuileries.....	500,000 00	
6	Cour de cassation.....	300,000 00	
TOTAL de la II ^e section.....		3,144,000 00	
I ^{re} SECTION. — Service ordinaire.....		23,206,958 99	
II ^e SECTION. — Travaux extraordinaires.....		3,144,000 00	
		26,350,958 99	
Administration centrale.			
1	Administration centrale. (Personnel.).....	525,550 00	
2	Administration centrale. (Matériel.).....	110,000 00.	
2 bis.	Conseil du sceau des titres.....	23,000 00	
2 ter.	Administration centrale. — Dépenses extraordinaires. (Ma- tériel.).....	55,050 00	
Cours et tribunaux.			
3	Cour de cassation.....	1,053,900 00	
4	Cours impériales.....	6,264,800 00	
5	Cours d'assises.....	159,800 00	
6	Tribunaux de première instance.....	8,700,240 00	
7	Tribunaux de commerce.....	178,200 00	
8	Tribunaux de police.....	77,800 00	
9	Justices de paix.....	7,566,200 00	
9 bis.	Service de la justice française en Algérie.....	752,500 00	
Frais de justice.			
10	Frais de justice criminelle et des statistiques.....	4,864,675 00	4,864,675
Secours et subventions.			
11	Dépenses diverses. — Secours temporaires à d'anciens ma- gistrats et employés, à leurs veuves et orphelins, etc. — Dépenses extraordinaires et imprévues.....	60,000 00	60,000
		30,391,715 00	30,311,1
12	Dépenses des exercices clos.....	1,405 28	1,405
		30,393,120 28	30,312,5
Administration centrale.			
1	Administration centrale. (Personnel.).....	663,300 00	663,300
2	Administration centrale. (Matériel.).....	267,000 00	267,000
A reporter.....		930,300 00	930,300

MINISTÈRE

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
Sums nues nances res.	Monte à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1861.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
1,959' 08°	40' 73°	0' 19°	40' 73°	1,158,959' 08°
1,000 00	"	"	"	385,000 00
1,507 07	"	492 93	"	599,507 07
1,920 51	"	79 49	"	199,920 51
1,999 97	"	0 03	"	499,999 97
1,193 93	8,587 69	218 38	8,587 69	291,193 93
1,580 56	8,628 42	791 02	8,628 42	3,134,580 56
		9,419' 44°		

1,070 15	51,916 11	41,972 73	51,916 11	23,113,070 15
1,580 56	8,628 42	791 02	8,628 42	3,134,580 56
7,650 71	60,544 53	42,763 75	60,544 53	26,247,650 71
		103,308' 28°		

JUSTICE.

5,462 51	"	87 49	"	525,462 51
1,999 28	"	1 72	"	109,999 28
1,665 78	"	1,334 22	"	21,665 78
15,050 00	"	"	"	55,050 00
12,821 88	"	1,078 12	"	1,052,821 88
14,972 25	1,850 41	7,977 34	1,850 41	6,254,972 25
58,300 00	"	1,500 00	"	158,300 00
79,653 83	4,094 11	16,492 06	4,094 11	8,679,653 83
77,534 83	297 77	367 40	297 77	177,534 83
76,641 65	"	1,158 35	"	76,641 65
55,825 71	4,365 61	6,008 68	4,365 61	7,555,825 71
39,256 65	438 34	12,805 01	438 34	739,256 65
33,445 23	"	31,229 77	"	4,833,445 23
59,837 52	"	162 48	"	59,837 52
00,466 12	11,046 24	80,202 64	11,046 24	30,300,466 12
1,405 28	"	"	"	1,405 28
01,871 40	11,046 24	80,202 64	11,046 24	30,301,871 40
		91,248' 28°		

DES ÉTRANGÈRES.

162,601 47	"	698 53	"	662,601 47
166,704 40	252 61	42 99	252 61	266,704 40
169,305 87	252 61	741 52	252 61	929,305 87

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primaire et par des lois spéciales.	
		Suite de	
	Report.....	930,300 ^f 00 ^e	
	<i>Traitements des agents du service extérieur.</i>		
3	Traitements des agents politiques et consulaires	5,773,800 00	
4	Traitements des agents en non-activité.....	79,867 20	
	<i>Dépenses variables.</i>		
5	Frais d'établissement.....	436,675 88	
6	Frais de voyage et de courriers.....	700,000 00	
7	Frais de service	1,930,000 00	
8	Présents diplomatiques.....	56,915 26	
9	Indemnités et secours.....	77,994 53	
10	Dépenses secrètes.....	550,000 00	
11	Missions et dépenses extraordinaires. Dépenses imprévues..	1,868,000 00	
12	Frais de location de l'ambassade ottomane.....	62,000 00	
14	Subvention accordée à l'émir <i>Abd-el-Kader</i> et frais accessoires de son séjour à Damas.....	108,199 93	
15	Achat de l'hôtel consulaire de Danemark, à Tanger.....	66,250 00	
16	Restauration de l'église Sainte-Anne, à Jérusalem.....	94,740 66	
17	Dépenses des exercices périmés.....	21,138 77	
18	Indemnités pour la cession de Menton, etc.....	4,000,000 00	
19	Chancelleries consulaires.....	230,000 00	
20	Rachat des péages du Stade.....	271,697 49	
21	Frais d'acquisition d'hôtels à l'étranger.....	293,000 00	
		17,579,579 72	
13	Dépenses des exercices clos.....	147,069 44	
		17,726,649 16	
SERVICES IMPUTABLES SUR LES FONDS GÉNÉRAUX DU BUDGET.			
	<i>Administration centrale.</i>		
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	1,335,200 ^f 00 ^e	1,335,200 ^f 00 ^e
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux.....	498,698 00	498,698 00
	<i>Services divers.</i>		
3	Dépenses secrètes de sûreté publique.....	2,200,000 00	2,200,000 00
4	Personnel des lignes télégraphiques.....	4,852,000 00	4,852,000 00
5	Matériel des lignes télégraphiques.....	4,769,463 15	4,769,463 15
6	Dépenses générales de la garde nationale.....	82,000 00	82,000 00
	<i>Secours et subventions.</i>		
7	Secours aux établissements généraux de bienfaisance.....	862,410 00	862,410 00
8	Secours généraux à des établissements et institutions de bienfaisance	726,000 00	726,000 00
9	Secours personnels à divers titres, frais de rapatriement, etc.	960,000 00	960,000 00
10	Secours aux réfugiés étrangers.....	480,000 00	480,000 00
11	Subventions pour construction de ponts à péage sur des chemins vicinaux.....	200,000 00	200,000 00
	A reporter.....	16,965,771 15	16,965,771 15

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
Sums lucra r amances m stres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1861.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

AÎRES ÉTRANGÈRES.

3,305' 87°	252' 61°	741' 52°	252' 61°	929,305' 87°
1,735 09	866 66	198 25	866 66	5,772,735 09
9,862 20	"	5 00	"	79,862 20
6,675 88	"	"	"	436,675 88
9,711 68	234 80	53 52	234 80	699,711 68
2,916 45	7,024 84	58 71	7,024 84	1,922,916 45
5,915 26	"	"	"	55,915 26
6,998 32	494 43	501 78	494 43	76,998 32
10,000 00	"	"	"	550,000 00
18,101 38	9,882 06	16 56	9,882 06	1,888,101 38
11,997 25	"	2 75	"	51,997 25
18,069 93	"	130 00	"	108,069 93
16,250 00	"	"	"	66,250 00
10,758 72	"	73,981 94	"	20,758 72
11,138 77	"	"	"	21,138 77
10,000 00	"	"	"	4,000,000 00
39,489 80	510 20	"	510 20	239,489 80
69,533 00	"	2,164 49	"	269,533 00
86,619 61	454 02	5,926 37	454 02	286,619 61
76,079 21	19,719 62	83,780 89	19,719 62	17,476,079 21
17,069 44	"	"	"	147,069 44
123,148 65	19,719 62	83,780 89	19,719 62	17,623,148 65
103,500' 51°				

INTÉRIEUR.

335,062' 32°	137' 68°	"	137' 68°	1,335,062' 32°
498,181 93	515 00	1' 07°	515 00	498,181 93
200,000 00	"	"	"	2,200,000 00
846,181 37	1,695 76	4,122 87	1,695 76	4,846,181 37
769,032 94	430 21	"	430 21	4,769,032 94
79,939 27	2,002 19	58 54	2,002 19	79,939 27
862,410 00	"	"	"	862,410 00
724,272 84	1,477 01	250 15	1,477 01	724,272 84
956,273 91	486 86	3,239 23	486 86	956,273 91
474,622 45	115 00	5,262 55	115 00	474,622 45
199,518 82	"	481 18	"	199,518 82
1,945,495 85	6,859 71	13,415 59	6,859 71	16,945,495 85

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses des services — Droits com- munaux des com- munes de l'Etat
	Report.....	16,965,771¹ 15¹	16,952,350
	SERVICES DÉPARTEMENTAUX À LA CHARGE DES FONDS GÉNÉRAUX DU BUDGET.		
	<i>Administration départementale.</i>		
12	Traitements et indemnités aux fonctionnaires administra- tifs des départements	4,891,100 00	4,890,420
13	Abonnement pour frais d'administration des préfectures et sous-préfectures.....	6,933,407 00	6,932,350
14	Inspections générales administratives.....	234,500 00	234,490
15	Dépenses des commissariats de l'émigration.....	51,000 00	50,990
16	Traitements et indemnités des commissaires de police et inspecteurs de la librairie.....	1,100,000 00	1,099,830
17	Subvention à la ville de Paris pour la police municipale....	3,847,000 00	3,847,000
18	Frais de police de l'agglomération lyonnaise.....	568,790 00	568,780
	<i>Détention des condamnés.</i>		
19	Dépenses ordinaires et frais de transport des détenus; cons- tructions et acquisitions.....	15,575,795 00	15,575,420
20	Remboursement sur le produit du travail des condamnés...	3,025,000 00	3,019,610
	<i>Matériel des cours impériales.</i>		
21	Dépenses du matériel des cours impériales; frais d'occupa- tion du palais de justice de Paris par la cour de cassation.	583,400 00	576,420
22	Acquisition et travaux pour le palais de justice de Bourges..	250,000 00	250,000
	<i>Services extraordinaires.</i>		
29	Subventions pour constructions et réparations de mairies (départements annexés).....	80,000 00	80,000
30	Subventions aux départements annexés.....	2,030,000 00	2,030,000
31	Paiement d'intérêts à la compagnie du télégraphe sous-ma- rin de la Méditerranée.....	12,666 14	12,666
32	Subvention pour travaux d'utilité communale.....	1,270,000 00	1,263,500
33	Indemnités à d'anciens fonctionnaires sardes devenus français	60,000 00	60,000
34	Acquisition d'un nouveau système télégraphique et construc- tion d'appareils.....	300,000 00	273,600
35	Subvention pour faciliter l'achèvement des chemins vicinaux d'intérêt commun.....	2,000,000 00	1,999,990
36	Établissements modèles de bains et lavoirs publics	301,386 33	267,170
24	Dépenses des exercices périmés.....	2,440 31	2,430
		59,082,255 93	58,817,580
23	Dépenses des exercices clos.....	119,043 21	119,040
	TOTAL des dépenses imputables sur les fonds généraux du budget.....	59,201,299 14	58,936,620
	SERVICE DÉPARTEMENTAL IMPUTABLE SUR LES RESSOURCES SPÉCIALES.		
25	Dépenses ordinaires. { Dépenses imputables sur le produit des centimes additionnels et sur le pro- duit du fonds commun.....	36,862,740 95	36,137,961 20
	{ Dépenses imputables sur les produits éventuels ordinaires.....	849,744 96	805,715 20
	A reporter.....	37,712,485 91	36,943,676 40

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.						
MONTANTS en francs et centimes.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au service départemental, transportés		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1861.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	à l'exercice 1862.	à l'exercice 1863.	
51 85°	6,859 ^f 71°	13,415 ^f 59°	6,859 ^f 71°	"	"	16,945,495 ^f 85°
32 15	2,344 71	673 14	2,344 71	"	"	4,888,082 15
32 08	"	1,044 02	"	"	"	5,932,362 98
90 51	"	9 49	"	"	"	234,490 51
11 99	"	1,588 01	"	"	"	49,411 99
73 86	159 00	2,167 14	159 00	"	"	1,097,673 86
00 00	"	"	"	"	"	3,847,000 00
82 44	"	10,007 56	"	"	"	558,782 44
07 14	70,335 10	161,852 76	70,335 10	"	"	15,343,607 14
28 85	315 17	5,355 98	315 17	"	"	3,019,328 85
25 84	"	6,474 16	"	"	"	576,925 84
00 00	"	"	"	"	"	260,000 00
00 00	"	"	"	"	"	"
00 00	"	"	"	"	"	80,000 00
00 00	"	"	"	"	"	2,030,000 00
06 14	"	"	"	"	"	12,666 14
07 00	7,624 00	1,500 00	7,624 00	"	"	1,260,876 00
00 00	"	"	"	"	"	60,000 00
159 05	24,750 00	26,390 95	24,750 00	"	"	248,859 05
172 49	22,727 27	0 24	22,727 27	"	"	1,977,272 49
566 65	171,611 03	34,208 65	171,611 03	"	"	95,566 65
138 30	"	2 01	"	"	"	2,438 30
340 24	306,725 99	264,689 70	306,725 99	"	"	58,510,840 24
043 21	"	"	"	"	"	119,043 21
383 45	306,725 99	264,689 70	306,725 99	"	"	58,529,883 45
571,415 ^f 69°						
964 28	"	"	"	294,572 61	430,204 06	36,137,964 28
715 65	"	"	"	6,509 26	37,520 05	805,715 65
679 93	"	"	"	301,081 87	467,724 11	36,943,679 93

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.		Dépenses sur Budget des finances	
		Suite de la			
	Report.....	37,712,785	91	36,9	
26	Dépenses facultatives.	Dépenses d'utilité départementale imputables sur le produit des centimes facultatifs.....	17,044,472	92	16,7
		Dépenses sur produits des propriétés départementales.....	1,979,961	83	1,9
		Dépenses sur produits éventuels destinés à des travaux d'utilité départementale.....	10,998,136	58	10,9
27	Dépenses extraordinaires.	Dépenses imputables sur le produit des centimes additionnels extraordinaires imposés en vertu de lois spéciales....	42,757,746	91	33,1
		Dépenses sur les fonds d'emprunts autorisés par des lois spéciales.....	9,495,295	25	2,4
28	Dépenses spéciales.	Dépenses des chemins vicinaux imputables sur le produit des centimes additionnels spéciaux.....	14,643,078	84	11,5
		Dépenses sur ressources afférentes à la grande vicinalité.....	14,112,049	48	14,1
	TOTAL des dépenses départementales imputables sur ressources spéciales.....	148,743,227	72	132,5	
Dépenses imputables sur les fonds généraux du budget.....		59,201,299	14	58,9	
Dépenses départementales imputables sur ressources spéciales.....		148,743,227	72	132,5	
		207,944,526	86	191,4	
1° DETTE CONSOLIDÉE ET AMORTISSEMENT.					
1	Rentes 4 1/2 p. o/o. (Décret du 14 mars 1852.).....	172,490,024	00	172,490,024	
2	Rentes 4 1/2 p. o/o. (Ancien fonds.).....	834,560	00	834,560	
3	Rentes 4 p. o/o.....	2,133,279	00	2,133,279	
4	Rentes 3 p. o/o.....	179,526,085	50	179,526,085	
6	Fonds d'amortissement.....	99,034,848	00	99,034,848	
2° EMPRUNTS SPÉCIAUX POUR CANAUX ET TRAVAUX DIVERS.					
6	Intérêts, primes et amortissement des emprunts à rembourser par le trésor.....	8,138,592	31	8,138,592	
7	Rachat des actions de jouissance des canaux soumissionnés.	1,346,327	00	1,346,327	
3° CAPITAUX REMBOURSABLES À DIVERS TITRES.					
8	Intérêts de capitaux de cautionnements.....	7,859,000	00	7,859,000	
9	Intérêts de la dette flottante du Trésor.....	38,300,000	00	38,300,000	
10	Remboursement à la banque de France (prêt de 75 millions).	5,000,000	00	5,000,000	
11	Rachat des péages du Sund et des Belts.....	248,832	00	248,832	
12	Redevances envers l'Espagne pour délimitation de la frontière des Pyrénées.....	11,741	25	11,741	
A reporter.....		514,978,289	06	514,978,289	

		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
Sums des mances res.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annuels.		Crédits applicables au service départemental, transportés		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1861.
		Crédits non consommés par les dépenses, annuels définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	à	à	
				l'exercice 1862.	l'exercice 1863.	

INTÉRIEUR.

879' 93'	"	"	"	301,081' 87'	407,724' 11'	36,943,079' 93'
798 83	"	"	"	872,108 19	422,565 90	15,749,798 83
711 57	"	"	"	44,040 73	84,209 53	1,851,711 57
843 60	"	"	"	405,222 14	169,070 84	10,423,843 60
056 27	"	"	"	7,723,305 48	1,914,385 16	33,120,056 27
581 01	"	"	"	1,403,260 14	86,654 10	8,005,381 01
751 03	"	"	"	799,875 52	277,452 29	13,565,751 03
713 03	"	"	"	887,336 45	"	13,224,713 03
935 27	"	"	"	12,436,230 52	3,422,061 93	132,884,935 27
				15,858,292' 45"		

883' 45'	306,725' 99'	264,689' 70'	306,725' 99'	12,436,230' 52'	3,422,061' 93'	58,629,883' 45'
935 27	"	"	"	"	"	132,884,935 27
818 72	306,725 99	264,689 70	306,725 99	12,436,230 52	3,422,061 93	191,514,818 72
		571,415' 69"		15,858,292' 45"		

JE.

242' 20"	793,781 80	"	793,781' 80"	"	"	171,696,242' 20"
393 00	187 00	"	187 00	"	"	884,393 00
629 50	4,649 50	"	4,649 50	"	"	2,125,629 50
421 00	1,179,664 50	"	1,179,664 50	"	"	176,346,421 00
848 00	"	"	"	"	"	99,034,848 00
590 31	"	2' 00"	"	"	"	8,138,590 31
327 00	"	"	"	"	"	1,346,327 00
680 59	479,759 32	560 09	479,759 32	"	"	7,378,680 59
383 32	"	2,532,816 68	"	"	"	36,767,383 32
000 00	"	"	"	"	"	5,000,000 00
831 78	"	0 22	"	"	"	248,831 78
741 25	"	"	"	"	"	11,741 25
087 95	2,458,022 12	2,533,178 99	2,458,022 12	"	"	509,928,087 95

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Suite de la	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses des services — Droits en exécution des crédits de l'État.
	Report	514,973,289¹ 06¹	514,973,289¹ 06¹
	4^e VENTE VIAGÈRE.		
13	Rentes viagères d'ancienne origine.....	589,993 19	589,993 19
14	Rentes viagères pour la vieillesse. (Loi du 23 mai 1853.) ...	3,127,501 28	2,812,000 00
15	Dotation du maréchal Pelissier, Duc de Malakoff.....	100,000 00	100,000 00
16	Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire.....	95,000 00	95,000 00
17	Pensions de la patrie et de l'ancien sénat.....	166,500 00	166,500 00
18	Pensions civiles. (Loi du 22 août 1790.).....	1,699,026 21	1,699,026 21
19	Pensions à titre de récompense nationale.....	721,418 77	667,000 00
20	Pensions militaires.....	37,873,226 30	36,000,000 00
21	Pensions ecclésiastiques.....	79,605 78	79,605 78
22	Pensions de donataires dépossédés.....	993,598 84	993,598 84
23	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	23,590,450 85	23,590,450 85
24	Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile.....	275,000 00	275,000 00
25	Secours viagers aux anciens ministres de la République et de l'Empire.	2,692,424 07	2,692,424 07
26	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés des anciennes listes civiles et du domaine privé du der- nier règne.....	779,974 16	779,974 16
"	Rappels d'arrérages de rentes viagères d'exercices clos.....	587,761,008 51	587,761,008 51
"	Rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos.....	32,295 53	32,295 53
		288,776 02	288,776 02
		588,082,079 06	588,082,079 06
	DOTATIONS ET DÉPENSES.		
27	Liste civile de l'Empereur.....	25,000,000 00	25,000,000 00
28	Dotations des princes et princesse de la famille impériale...	2,200,000 00	1,500,000 00
29	Dotation du Sénat.....	5,100,000 00	5,063,000 00
30	Dépenses administratives du Sénat.....	1,256,470 00	1,256,470 00
31	Dépenses administratives du Corps législatif et indemnités aux députés.....	4,572,500 00	4,572,500 00
32	Supplément à la dotation de la Légion d'honneur.....	4,756,390 00	6,756,390 00
		44,895,360 00	44,159,000 00
	Service général.		
33	Cour		
34	des comptes.	1,330,600 ¹ 00 ¹	1,330,600 ¹ 00 ¹
35	Administration	75,500 00	75,500 00
36	centrale	5,902,300 00	5,880,000 00
37	des finances.	2,228,500 00	2,228,500 00
38	Monnaies	224,022 00	224,022 00
39	et médailles.	69,900 00	69,900 00
40	(Service des	111,900 00	111,900 00
40 bis.	établissements	34,900 00	34,900 00
	monétaires.)	Frais relatifs à une nouvelle émission de monnaie de bronze.....	1,350,000 00
41		Frais de trésorerie.....	1,287,000 00
42	Service	5,270,000 00	5,270,000 00
43	de trésorerie.	Traitement et frais de service des receveurs généraux et particuliers des finances.	6,343,800 00
		Traitements et frais de service des payeurs dans les départements.....	6,354,000 00
		1,207,500 00	1,207,500 00
	A reporter	24,146,325 00	23,512,000 00

ES.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
		Crédits annulés.		Crédits applicables à divers services spéciaux à transporter à l'exercice 1862.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1861.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		
UE. 2,087 ^f 95 ^c	2,458,022 ^f 12 ^c	2,533,178 ^f 99 ^c	2,458,022 ^f 12 ^c	"	509,982,087 ^f 95 ^c
3,484 69	"	106,508 50	"	"	483,484 69
1,636 36	"	285,864 92	"	"	2,841,636 36
9,000 00	"	"	"	"	100,000 00
6,000 00	"	"	"	"	6,000 00
6,000 00	"	10,500 00	"	"	156,000 00
9,784 74	"	9,241 47	"	"	1,689,784 74
7,414 13	"	57,004 64	"	"	667,414 13
5,783 51	"	1,797,442 79	"	"	36,075,783 51
11,069 19	"	38,536 59	"	"	41,069 19
66,811 47	"	26,787 37	"	"	966,811 47
9,926 32	"	524 53	"	"	23,589,926 32
57,276 00	"	17,724 00	"	"	257,276 00
155,620 65	"	36,803 42	"	"	2,656,620 65
702,267 25	"	77,706 91	"	"	702,267 25
505,162 26	2,458,022 12	4,997,824 13	2,458,022 12	"	580,505,162 26
32,295 53	"	"	"	"	32,295 53
288,775 02	"	"	"	"	288,775 02
226,232 81	2,458,022 12	4,997,824 13	2,458,022 12	"	580,623,232 81
		7,455,846 ^f 25 ^c			

POUVOIRS LÉGISLATIFS.

000,000 ^f 00 ^c	"	"	"	"	25,000,000 ^f 00 ^c
500,000 00	"	700,000 ^f 00 ^c	"	"	1,500,000 00
063,666 63	"	36,333 37	"	"	5,063,666 63
256,470 00	"	"	"	"	1,256,470 00
582,500 00	"	"	"	"	4,582,500 00
756,390 00	"	"	"	"	6,756,390 00
159,026 63	"	736,333 37	"	"	44,159,026 63
		736,333 ^f 37 ^c			

NCES.

320,749 ^f 61 ^c	"	9,850 ^f 39 ^c	"	"	1,320,749 ^f 61 ^c
73,499 20	"	0 80	"	"	73,499 20
282,038 86	2,150 ^f 19 ^c	18,110 95	2,150 ^f 19 ^c	"	5,882,038 86
228,022 99	465 00	12 01	465 00	"	2,228,022 99
219,487 20	"	4,534 80	"	"	219,487 20
69,858 15	"	41 85	"	"	69,858 15
104,568 93	"	7,331 07	"	"	104,568 93
34,812 41	"	87 59	"	"	34,812 41
247,663 11	"	102,336 89	"	"	1,247,663 11
1,668,476 96	566 51	600,956 53	566 51	"	4,668,476 96
2,254,037 26	"	89,762 74	"	"	6,254,037 26
1,207,500 00	"	"	"	"	1,207,500 00
8,310,714 68	3,181 90	833,025 62	3,181 90	"	23,310,714 68

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses réelles des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	Pay- és

Suite du MINISTÈRE

	Report	24,146,922 ¹ 00 ^e	23,313,895 ⁵ 38 ^e	43
44	Dépenses des exercices périmés	317,711 73	93,764 83	5
		24,464,633 73	23,407,661 21	48
45	Dépenses des exercices clos	2,309,058 73	2,309,058 73	14
		26,773,692 46	25,716,719 94	62

FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION

CONTRIBUTIONS DIRECTES ET TAXES PERÇUES
EN VERTU DE RÔLES ET CADASTRE.

(Service administratif et de perception dans les départements.)

46	Service	Personnel	2,742,560 00	2,736,702 85	12
47	administratif.	Dépenses diverses	2,136,068 73	2,132,293 94	14
		Dépenses à la charge du budget de l'État.	107,851 79	58,644 87	1
48	Cadastre	Dépenses imputables sur le produit des centimes facultatifs votés par les con- seils généraux des départements	142,031 17	114,903 27	1
49			560,862 04	548,761 01	5
50		Frais de mutations cadastrales			
		Frais de perception, etc. (Remises aux percepteurs, frais de distribution du premier avertissement et frais judiciaires.) ..	11,769,152 26	11,769,148 71	7
51		Secours aux agents de la perception, à leurs veuves et or- phelins	150,000 00	139,900 00	1

ENREGISTREMENT ET DOMAINES.

(Service administratif, de perception et d'exploitation
dans les départements.)

52	Personnel	12,265,800 00	12,261,724 30	12
53	Matériel	899,400 00	832,621 39	1
54	Dépenses diverses	1,295,600 00	1,247,413 57	1

FORÊTS.

(Service administratif et de surveillance dans les départements.)

55	Personnel	4,901,270 00	4,850,261 32	1
56	Matériel	2,223,500 00	2,174,091 79	1
57	Dépenses diverses	814,000 00	721,799 41	1
57 bis.	Reboisement des montagnes	1,710,000 00	1,610,992 96	1

DOUANES ET CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

(Service administratif, de perception et d'exploitation
dans les départements.)

58	Personnel	48,492,625 00	48,448,570 88	1
59	Matériel	6,634,600 00	6,609,686 63	1
60	Dépenses diverses	6,649,430 00	6,565,368 49	1
60 ter.	Rachat de diverses concessions de canaux	2,283,200 00	2,140,719 77	1
61	Avances recouvrables	720,000 00	711,106 32	1
63	Dépenses du service des douanes en Algérie	1,020,015 00	1,009,975 67	1

A reporter

107,517,965 99 106,682,575 16

SBS.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Dépenses effectuées sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au service départemental transportés à l'exercice 1863.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1861.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		
10,714' 68"	3,181' 90"	833,025' 62"	3,181' 90"	"	23,310,714' 68"
93,764 83	"	223,946 90	"	"	93,764 83
04,479 51	3,181 90	1,056,972 52	3,181 70	"	23,404,479 51
09,068 73	"	"	"	"	2,309,068 73
13,538 24	3,181 70	1,056,972 52	3,181 70	"	25,713,538 24
		1,060,154' 22"			

N DES IMPOTS ET REVENUS PUBLICS.

736,682 85	20 00	5,857 15	20 00	"	2,736,682 85
32,249 79	44 15	3,774 79	44 15	"	2,132,249 79
56,644 87	"	"	"	51,206 92	56,644 87
114,903 27	"	"	"	27,127 90	114,903 27
548,512 94	248 07	12,101 03	248 07	"	548,512 94
768,954 68	194 04	3 54	194 04	"	11,768,954 68
139,900 00	"	10,100 00	"	"	139,900 00
261,686 77	37 53	4,075 70	37 53	"	12,261,686 77
832,481 49	139 90	66,778 61	139 90	"	832,481 49
241,660 86	5,752 71	48,186 43	5,752 71	"	1,241,660 86
849,572 83	678 49	51,018 68	678 49	"	4,849,572 83
168,337 94	5,753 85	49,408 21	5,753 85	"	2,168,337 94
721,242 42	556 99	92,200 59	556 99	"	721,242 42
609,107 32	1,885 64	99,007 04	1,885 64	"	1,609,107 32
448,431 58	139 30	44,054 12	139 30	"	48,448,431 58
609,307 33	278 30	24,914 37	278 30	"	6,609,307 33
564,051 45	1,317 04	84,061 51	1,317 04	"	6,564,051 45
140,719 77	"	142,480 23	"	"	2,140,719 77
711,105 32	"	8,894 68	"	"	711,105 32
109,147 17	828 50	10,039 33	828 50	"	1,009,147 17
684,700 65	17,874 51	756,956 01	17,874 51	78,334 82	106,664,700 65

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses des services Droits au pro- des de l'ex-

Suite des FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION

	Report.....	107,517,965^f 99°	106.82.57
	TABACS. (Service administratif et d'exploitation dans les départements.)		
58 bis.	Personnel.....	1,686,400 00	1,653,991
59 bis.	Matériel.....	13,079,600 00	12,754,329
59 ter.	Construction d'une manufacture à Nantes.....	500,000 00	500,430
60 bis.	Dépenses diverses.....	207,000 00	208,617
61 bis.	Avances recouvrables.....	205,000 00	165,956
62	Achats et transports de tabacs.....	41,418,052 65	35,360,900
63 bis.	Dépenses du service des tabacs en Algérie.....	493,767 00	259,576
	POSTES. (Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)		
64	Personnel.....	19,450,510 00	19,429,130
65	Matériel.....	11,412,827 00	11,273,179
66	Dépenses diverses.....	3,700,850 00	3,625,956
67	Subventions.....	7,582,919 00	7,582,678
		207,254,791 64	199,311,981

REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS

68	Restitutions et non-valeurs sur les contributions directes et sur les taxes perçues en vertu de rôles.....	91,330,027 04	84,424,596
69	Remboursements sur produits indirects et divers.....	3,490,000 00	3,489,071
70	Répartitions des produits de plombage, d'estampillage, etc. en matière de douanes.....	550,000 00	547,069
71	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribuées à divers.....	4,220,600 00	4,126,465
72	Primes à l'exportation des marchandises.....	23,310,000 00	23,309,330
73	Escomptes sur droits divers.....	1,055,000 00	1,026,499
		123,955,627 04	116,924,333

Dette publique.....	588,082,079 06	583,081,254
Dotations et dépenses des pouvoirs législatifs.....	44,895,360 00	44,159,094
Service général.....	26,773,692 46	25,715,718
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et reve- nus publics.....	207,254,791 64	199,311,981
Remboursements et restitutions, non-valeurs, primes et escomptes.	123,955,627 04	116,924,333
	990,961,550 20	969,196,379

Paiements effectués sur ordonnances des maires.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
		Crédits annulés.		Crédits applicables au service départemental transportés à l'exercice 1863.	Crédit applicable aux non-valeurs sur contributions directes, transporté à l'exercice 1863.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1861.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.			

EXPLOITATION DES IMPOTS ET REVENUS PUBLICS.

664,700 ⁶⁵	17,874 ⁵¹	756,956 ⁰¹	17,874 ⁵¹	78,334 ⁸²	"	106,6 4,700 ⁶⁵
658,291 27	"	33,108 73	"	"	"	1,653,291 27
754,389 61	"	325,210 39	"	"	"	127,754,389 61
301,430 19	"	198,569 81	"	"	"	301,430 19
202,571 16	46 51	4,382 34	46 51	"	"	202,571 16
165,956 07	"	39,043 93	"	"	"	165,956 07
5,360,467 88	442 60	6,047,152 17	442 60	"	"	35,360,467 88
259,859 69	16 66	233,890 65	16 66	"	"	259,859 69
9,425,226 07	3,904 02	21,379 91	3,904 02	"	"	10,425,226 07
1,268,549 73	4,829 67	139,647 60	4,829 67	"	"	11,268,549 73
3,644,806 47	1,150 06	44,893 47	1,150 06	"	"	3,644,806 47
7,582,678 77	"	240 23	"	"	"	7,582,678 77
99,283,917 55	28,064 03	7,864,475 24	28,064 03	78,334 82	"	100,283,917 55
		7,892,539 ²⁷				

NON-VALEURS, PRIMES ET ESCOMPTE.

84,422,431 49	2,165 35	688,433 36	2,165 35	"	6,366,996 84	84,422,431 49
3,480,977 91	8,994 76	27 33	8,994 76	"	"	3,480,977 91
547,068 57	0 60	2,930 83	0 60	"	"	547,068 57
4,125,614 91	1,269 16	93,734 93	1,250 16	"	"	4,125,614 91
23,308,718 37	611 75	669 88	611 75	"	"	23,308,718 37
1,026,323 01	176 25	28,500 74	176 25	"	"	1,026,323 01
116,911,134 26	13,198 87	664,297 07	13,198 87	"	6,366,996 84	116,911,134 26
		677,495 ⁹⁴				

LAISON.

580,626,232 81	2,458,022 12	4,997,824 13	2,458,022 12	"	"	580,626,232 81
44,159,026 63	"	736,333 37	"	"	"	44,159,026 63
25,713,538 24	3,181 70	1,056,972 52	3,181 70	"	"	25,713,538 24
100,283,917 55	28,064 03	7,864,475 24	28,064 03	78,334 82	"	100,283,917 55
116,911,134 26	13,198 87	664,297 07	13,198 87	"	6,366,996 84	116,911,134 26
966,693,849 49	2,502,466 72	15,319,902 33	2,502,466 72	78,334 82	6,366,996 84	966,693,849 49
		17,822,369 ⁰⁵		6,445,331 ⁶⁶		

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.		Dépenses réelles des services fonctionnaires — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	
MINISTÈRE DE LA GUERRE					
1	Administration centrale. (Personnel.)	1,744,918	00	1,744,918	00
2	Administration centrale. (Matériel.)	563,500	00	563,500	00
3	États-majors	22,048,069	85	22,015,538	57
4	Gendarmerie	28,122,607	08	28,122,442	39
5	Recrutement et réserve	561,260	00	552,991	14
6	Justice militaire	1,227,249	25	1,193,354	97
7	Solde et entretien des troupes	233,148,612	06	229,732,009	14
8	Habillement et campement	27,648,420	03	27,597,966	52
9	Lits militaires	6,464,261	00	6,327,815	25
10	Transports généraux	2,829,091	00	2,828,512	99
11	Remonte générale	5,548,250	00	5,530,833	77
12	Harnachement	490,018	00	436,211	85
13	Fourrages	48,829,549	00	48,059,378	80
14	Solde de non-activité et solde de réforme	548,655	23	543,570	35
15	Secours	1,737,981	50	1,732,003	13
16	Dépenses temporaires	103,813	33	90,735	85
17	Dépôt général de la guerre	164,500	00	164,497	59
18	Matériel de l'artillerie	11,092,798	00	10,636,596	56
19	Poudres et salpêtres	6,703,129	00	6,702,861	99
20	Matériel du génie	30,180,890	00	28,933,707	05
21	Écoles impériales militaires	2,538,240	00	2,535,983	96
22	Invalides de la guerre	2,390,718	00	2,363,856	71
23	Corps indigènes en Algérie	9,335,944	64	9,318,087	47
24	Dépenses secrètes en Algérie	137,000	00	83,777	76
26	Dépenses des exercices périmés	13,200	13	13,200	12
25	Dépenses des exercices clos	444,172,675	10	437,853,007	41
27	Rappels de dépenses payables sur revues, non passibles de déchéance	4,494,682	91	4,494,682	91
		1,343,474	03	1,343,474	03
		450,010,832	04	443,691,834	36
MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIGÈNES					
1	Administration centrale. (Personnel.)	554,550	00	554,430	49
2	Administration centrale. (Matériel.)	75,000	00	74,722	98
3	Publications, expositions, missions, secours et récompenses	40,000	00	38,173	03
4	Dépenses secrètes	90,000	00	86,500	00
5	Administration générale et provinciale de l'Algérie	2,723,300	00	2,682,721	84
6	Service de la justice	51,000	00	49,462	49
7	Service de l'instruction publique	120,700	00	120,186	31
8	Service des cultes	67,200	00	64,300	31
9	Services financiers	2,528,850	00	2,449,176	56
10	Colonisation et topographie	2,758,150	00	2,739,635	00
11	Travaux publics en Algérie	11,628,734	65	11,590,013	36
12	Services indigènes	965,851	12	953,113	19
13	Service maritime	439,100	00	419,360	82
15	Dépense des exercices périmés				
16	Rappels de dépenses payables sur revues, antérieures à 1861	21,942,435	77	21,762,107	53
		2,348	88	2,348	88
		21,944,784	65	21,764,456	41

DÉPENSES.

Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.
--	---

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.

Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1861.
Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

LA GUERRE.

1,744,366' 83"	"	551' 17"	"	1,744,366' 83"
563,069 65	342' 94"	87 41	342' 94"	563,069 65
22,015,551 57	"	32,518 28	"	22,015,551 57
28,120,622 00	1,821 39	163 69	1,821 39	28,120,622 00
552,936 82	55 32	8,267 86	55 32	552,936 82
1,192,979 97	375 00	33,894 28	375 00	1,192,979 97
228,200,060 40	1,531,969 04	3,416,802 62	1,531,969 04	228,200,060 40
27,489,359 61	108,548 01	50,514 41	108,548 01	27,489,359 61
6,326,397 16	1,418 09	136,445 75	1,418 09	6,326,397 16
2,727,023 99	101,489 00	578' 01	101,489 00	2,727,023 99
5,530,577 52	256 25	17,416 23	256 25	5,530,577 52
433,393 77	2,818 07	53,806 16	2,818 07	433,393 77
47,418,217 68	671,160 72	740,170 60	671,160 72	47,418,217 68
543,570 35	"	5,084 88	"	543,570 35
1,731,603 13	400 00	5,978 37	400 00	1,731,603 13
90,735 85	"	13,077 48	"	90,735 85
164,190 89	306 70	2 41	306 70	164,190 89
10,622,585 96	14,010 60	456,201 44	14,010 60	10,622,585 96
6,700,607 92	2,254 07	267 01	2,254 07	6,700,607 92
28,883,523 22	50,183 83	1,247,182 95	50,183 83	28,883,523 22
2,520,774 98	15,208 98	2,256 04	15,208 98	2,520,774 98
2,363,856 77	"	26,861 23	"	2,363,856 77
9,104,683 25	213,404 22	17,857 17	213,404 22	9,104,683 25
83,777 76	"	53,222 24	"	83,777 76
13,200 13	"	"	"	13,200 13
436,137,657 18	2,716,010 23	6,319,007 69	2,716,010 23	436,137,657 18
4,494,682 91	"	"	"	4,494,682 91
1,343,474 03	"	"	"	1,343,474 03
440,975,814 12	2,716,010 23	6,319,007 69	2,716,010 23	440,975,814 12
9,035,017' 92"				

DE L'ALGÉRIE.

554,420' 63"	"	129' 37"	"	554,420' 63"
74,752 98	"	247 02	"	74,752 98
38,172 03	"	1,827 97	"	38,172 03
86,500 00	"	3,500 00	"	86,500 00
2,079,729 14	2,995' 70"	40,575 16	2,995' 70"	2,079,729 14
48,974 99	477 60	1,547 51	477 60	48,974 99
120,185 31	"	514 69	"	120,185 31
64,300 32	"	2,899 68	"	64,300 32
2,441,388 60	7,887 96	79,573 44	7,887 96	2,441,388 60
2,727,742 18	11,792 82	18,615 00	11,792 82	2,727,742 18
11,608,257 71	11,755 65	8,721 29	11,755 65	11,608,257 71
963,413 19	"	2,437 93	"	963,413 19
419,360 82	"	19,739 18	"	419,360 82
"	"	"	"	"
21,727,197 90	34,909 63	180,328 24	34,909 63	21,727,197 90
2,348 88	"	"	"	2,348 88
21,729,546 78	34,909 63	180,328 24	34,909 63	21,729,546 78
215,237' 87"				

CHA- PPRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Credits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.		Dépenses réelles des services faits — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	
MINISTÈRE DE LA MARINE.					
SERVICE MARINE.					
Service central.					
1	Administration centrale. (Personnel.).....	1,076,250 ⁰ 00		1,076,250 ⁰ 00	
2	Administration centrale. (Matériel.).....	310,830 00		310,830 00	
Service général.					
3	Solde et accessoires de la solde.....	54,489,994 25		54,438,194 25	
3 bis.	Personnel des services militaires spéciaux en Cochinchine..	155,535 00		117,851 25	
4	Hôpitaux.....	2,709,471 00		2,587,058 25	
5	Vivres.....	26,641,000 00		26,367,413 25	
6	Justice maritime.....	117,523 89		94,800 25	
7	Salaires d'ouvriers.....	19,730,000 00		19,710,235 50	
8	Approvisionnements généraux de la flotte.....	78,414,000 00		77,681,044 25	
8 bis.	Approvisionnements généraux de la flotte. (Travaux ordin ^{res} .)				
9	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	13,415,000 00		13,355,501 25	
9 bis.	Travaux hydrauliques. (Travaux extraordinaires.).....	2,456,031 54		2,455,895 25	
10	Poudres.....	341,000 00		279,463 25	
11	École navale impériale en rade de Brest et boursiers de la marine dans les collèges et lycées.....	205,000 00		201,873 43	
12	Châtiments.....	128,000 00		121,392 37	
13	Frais généraux d'impressions et achats de livres.....	469,870 00		463,093 09	
14	Frais de voyage et dépenses diverses.....	5,593,660 00		5,544,099 13	
14 bis.	Ostréiculture.....	84,000 00		59,852 09	
15	Dépenses temporaires.....	58,678 86		51,607 29	
16	Matériel du service hydrographique et scientifique.....	386,000 00		369,222 63	
18	Dépenses des exercices périmés.....	94,823 76		94,821 67	
17	Dépenses des exercices clos.....	206,876,668 30		205,382,690 90	
19	Rappels de dépenses payables sur revues, antérieures à 1861.	1,139,716 16		1,139,716 16	
		467,519 00		467,519 00	
		208,483,903 46		206,989,206 07	
SERVICE COLONIAL.					
1	Personnel civil et militaire.....	13,556,286 13		13,447,538 67	
2	Matériel civil et militaire.....	3,289,666 40		2,955,084 45	
3 bis.	Matériel civil et militaire. (Travaux extraordinaires.).....	984,500 00		984,500 00	
3	Établissement pénitentiaire de la Guyane.....	3,715,463 33		3,616,660 30	
4	Subvention au service local.....	2,123,500 00		2,123,500 00	
	Dépenses des exercices périmés.....	1,664 46		778 39	
		23,671,080 32		23,028,061 71	
5	Dépenses des exercices clos.....	138,363 83		138,363 83	
7	Rappels de dépenses payables sur revues, antérieures à 1861.	4,284 14		4,284 14	
		23,813,728 29		23,170,709 68	
RÉCAPITULÉ.					
Service marine.....		208,483,903 46		206,989,206 07	
Service colonial.....		23,813,728 29		23,170,709 68	
		232,297,631 75		230,160,915 75	

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1861.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

DES COLONIES.

1,076,196 ^f 36 ^c 310,473 25	" 89 ^f 02 ^c	53 ^f 64 ^c 267 73	" 89 ^f 02 ^c	1,076,196 ^f 36 ^c 310,473 25
54,436,068 36 117,854 30 2,583,464 52 26,351,876 18 94,384 30 19,709,502 99 77,641,457 97 " 13,319,453 94 2,452,126 24 279,463 60 201,673 43 121,292 37 462,623 41 5,527,148 46 59,852 09 54,607 29 369,217 63 94,821 47 205,263,558 16 1,139,716 16 467,519 00 206,870,793 32	2,126 00 " 3,593 86 15,536 98 226 03 732 58 39,686 57 36,047 34 3,769 01 " " 469 68 16,950 67 " 5 00 5 00 " 119,132 74 " " 119,132 74	51,799 89 37,680 70 122,412 62 273,586 84 22,913 58 19,764 43 732,955 46 59,498 72 136 29 61,530 40 3,326 57 6,707 63 6,776 91 49,560 87 24,147 91 4,071 67 16,777 37 2 29 1,493,977 40 " " 1,493,977 40	2,126 00 " 3,593 86 15,536 98 226 03 732 58 39,686 57 36,047 34 3,769 01 " " 469 68 16,950 67 " 5 00 5 00 " 119,132 74 " " 119,132 74	54,436,068 36 117,854 30 2,583,464 52 26,351,876 18 94,384 30 19,709,502 99 77,641,457 97 " 13,319,453 94 2,452,126 24 279,463 60 201,673 43 121,292 37 462,623 41 5,527,148 46 59,852 09 54,607 29 369,217 63 94,821 47 205,263,558 16 1,139,716 16 467,519 00 206,870,793 32
1,613,110 ^f 14 ^c				

13,432,685 63 2,929,636 54 984,500 00 3,516,642 20 2,123,500 00 778 39 22,987,742 76 138,363 83 4,284 14 23,130,390 73	14,853 04 25,447 91 " 18 00 " " 40,318 95 " " 40,318 95	108,747 46 334,581 95 198,803 13 886 07 643,018 61 " 643,018 61	14,853 04 25,447 91 18 00 " " 40,318 95 " 40,318 95	13,432,685 63 2,929,636 54 984,500 00 3,516,642 20 2,123,500 00 778 39 22,987,742 76 138,363 83 4,784 14 23,130,390 73
683,337 ^f 56 ^c				

206,870,793 32 23,130,390 73 230,001,184 05	119,132 74 40,318 95 159,451 69	1,493,977 40 643,018 61 2,136,996 01	119,132 74 40,318 95 159,451 69	206,870,793 32 23,130,390 73 230,001,184 05
2,296,447 ^f 70 ^c				

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses réelles des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.
----------------------------------	-------------------------	--	--

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

1^{re} PARTIE. — DÉPENSES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

1^{re} SECTION. — DÉPENSES IMPUTABLES SUR LES FONDS GÉNÉRAUX DE L'ÉTAT.

1	Administration centrale. (Personnel.)	510,750 ⁰⁰	510,750 ⁰⁰
2	Administration centrale. (Matériel.)	140,000 00	140,000 00
2 bis.	Administration centrale. (Matériel.) Travaux dans les bâtiments.	33,300 00	33,300 95
3	Inspecteurs généraux de l'instruction publique.	244,000 00	243,950 77
4	Services généraux de l'instruction publique.	208,000 00	207,998 59
5	École normale supérieure.	239,776 00	239,764 41
6	Administration académique.	999,800 00	999,795 77
7	Subvention à l'enseignement supérieur.	807,000 00	807,000 00
8	Instruction secondaire. (Frais généraux.)	85,374 00	85,369 32
9	Instruction secondaire. (Lycées impériaux et collèges communaux.)	2,045,000 00	2,044,990 65
10	Instruction secondaire. (Bourses impériales et dégrèvements.)	830,000 00	829,961 58
11	Instruction primaire. (Inspecteurs des écoles primaires.) ...	813,100 00	813,095 49
12	Instruction primaire. (Dépenses imputables sur les fonds généraux de l'État.)	5,317,000 00	5,316,884 00
12 bis.	Instruction primaire. (Acquisition d'écoles.)	1,000,000 00	999,612 75
12 ter.	Instruction primaire. (Acquisition d'écoles dans les départements annexés.)	300,000 00	300,000 00
13	Collège de France.	184,208 00	184,208 00
14	Muséum d'histoire naturelle.	506,380 00	506,378 17
14 bis.	Muséum d'histoire naturelle. (Transport des animaux offerts par le roi de Siam.)	10,000 00	10,000 00
15	Établissements astronomiques.	203,260 00	203,260 00
15 bis.	Établissements astronomiques. (Crédit extraordinaire.) ...	53,469 72	53,469 72
16	Bibliothèque de la Sorbonne.	24,900 00	24,899 99
17	École spéciale des langues orientales vivantes et cours d'arabe vulgaire à Marseille.	55,800 00	55,799 96
18	Sociétés savantes.	40,000 00	40,000 00
18 bis.	Sociétés savantes. (Crédit extraordinaire.)	28,000 00	27,998 55
19	École française à Athènes.	55,000 00	54,999 43
20	Recueil et publication de documents inédits.	120,000 00	119,997 33
20 bis.	Acquisition des collections <i>Seguin</i> et <i>Pascal</i>	32,000 00	32,000 00
21	Souscriptions aux ouvrages classiques, encouragements, etc.	60,000 00	59,964 00
22	Dépenses de l'instruction publique en Algérie.	221,800 00	221,790 74
23	Dépenses des exercices périmés.		
24	Dépenses des exercices clos.	15,167,917 72 157,714 62	15,167,204 57 157,714 62
		15,325,632 34	15,324,918 09

REVENUS.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
Payements effectués sur ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au service départemental, transportés		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1861.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	à l'exercice 1862.	à l'exercice 1863.	

BLIQUE ET DES CULTES.

5 10,749 ⁶⁹		0 ³¹				510,749 ⁶⁹
139,994 75	5 ²⁵	"	5 ²⁵	"	"	139,994 75
33,299 95	"	0 05	"	"	"	33,299 95
243,960 77	"	49 23	"	"	"	243,960 77
205,697 10	2,295 49	7 41	2,295 49	"	"	205,697 10
239,484 82	270 00	21 18	270 00	"	"	239,484 82
999,511 57	284 20	4 23	284 20	"	"	999,511 57
807,000 00	"	"	"	"	"	807,000 00
80,329 32	5,040 00	4 68	5,040 00	"	"	80,329 32
1,042,490 65	2,500 00	9 35	2,500 00	"	"	2,042,490 65
821,836 68	8,124 90	38 42	8,124 90	"	"	821,836 68
811,901 49	1,195 00	3 51	1,195 00	"	"	811,901 49
4,757,670 56	559,193 44	136 00	559,193 44	"	"	4,757,670 56
941,252 75	58,360 00	387 25	58,360 00	"	"	941,252 75
300,000 00	"	"	"	"	"	300,000 00
184,208 00	"	"	"	"	"	184,208 00
506,334 98	43 19	1 83	43 19	"	"	506,334 98
10,000 00	"	"	"	"	"	10,000 00
202,260 00	1,000 00	"	1,000 00	"	"	202,260 00
53,469 72	"	"	"	"	"	53,469 72
24,899 99	"	0 01	"	"	"	24,899 99
55,799 96	"	0 04	"	"	"	55,799 96
39,960 00	50 00	"	50 00	"	"	39,960 00
27,998 55	"	1 45	"	"	"	27,998 55
54,999 43	"	0 57	"	"	"	54,999 43
119,647 33	350 00	2 67	350 00	"	"	119,647 33
32,000 00	"	"	"	"	"	32,000 00
59,440 00	524 00	36 00	524 00	"	"	59,440 00
212,310 74	9,480 00	9 26	9,480 00	"	"	212,310 74
14,518,488 80	648,715 47	713 45	648,715 47	"	"	14,518,488 80
157,714 62	"	"	"	"	"	157,714 62
14,676,203 42	648,715 47	713 45	648,715 47	"	"	14,676,203 42
		649,428 ⁹²				

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constants au profit des créanciers de l'État.

Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION

II^e SECTION. — DÉPENSES IMPUTABLES SUR LES RESSOURCES
SPÉCIALES.

25	Instruction primaire. (Dépenses imputables sur les fonds départementaux.)	6,468,537 ⁸⁸	5,904,975 ⁹
26	Instruction primaire. (Dépenses imputables sur les produits spéciaux des écoles normales, etc.)	778,289 ³⁹	741,059 ⁶
		7,246,827 ²⁷	6,646,035 ⁵⁵

I^{re} SECTION. — Dépenses imputables sur les fonds généraux de l'État.
II^e SECTION. — Dépenses imputables sur les ressources spéciales

15,325,632 ³⁴	15,324,915 ⁸⁹
7,246,827 ²⁷	6,646,035 ⁵⁵
22,572,459 ⁶¹	21,970,954 ⁴⁴

II^e PARTIE. — DÉPENSES DES CULTES.

Administration centrale.

27	Personnel des bureaux des cultes	220,900 ⁰⁰	220,881 ¹²
28	Matériel et dépenses diverses des bureaux des cultes	35,000 ⁰⁰	34,993 ⁰⁸
28 bis.	Idem	35,000 ⁰⁰	37,898 ⁶²

Culte catholique.

29	Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques	1,695,000 ⁰⁰	1,692,461 ¹⁴
30	Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial	36,644,376 ⁰⁰	36,509,653 ⁰⁸
31	Chapitre de Saint-Denis et chapelains de Sainte-Geneviève	202,167 ⁰⁰	201,994 ¹⁰
32	Bourses des séminaires	1,094,200 ⁰⁰	1,091,609 ⁷⁶
33	Secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses	860,000 ⁰⁰	860,000 ⁰⁰
34	Dépenses du service intérieur des édifices diocésains	578,000 ⁰⁰	577,057 ⁸¹
35	Travaux ordinaires d'entretien et grosses réparations des édifices diocésains	4,248,529 ⁰⁰	4,158,452 ¹⁹
36	Secours pour acquisitions ou travaux concernant les églises et presbytères	2,670,000 ⁰⁰	2,670,000 ⁰⁰
37	Secours à divers établissements religieux	105,000 ⁰⁰	105,000 ⁰⁰
38	Dépenses diverses et accidentelles	10,000 ⁰⁰	8,990 ⁷⁵
39	Restauration de la cathédrale de Paris. (Loi du 19 juillet 1845.)	500,000 ⁰⁰	499,981 ¹⁷
40	Travaux extraordinaires aux cathédrales de Marseille et de Moulins. (Décret du 26 septembre 1852.)	800,000 ⁰⁰	799,839 ⁰⁵

Cultes non catholiques.

41	Dépenses du personnel des cultes protestants	1,326,436 ⁰⁰	1,320,211 ⁷²
42	Dépenses du matériel des cultes protestants	140,000 ⁰⁰	139,916 ⁷⁰
43	Frais d'administration du directoire général de la confession d'Augsbourg	34,000 ⁰⁰	33,999 ⁹⁵
44	Dépenses du culte israélite	202,400 ⁰⁰	201,474 ⁴⁷

A reporter	51,464,097 ⁰⁰	51,154,312 ⁶¹
------------	--------------------------	--------------------------

DEPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au service départemental, transportés		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1861.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les dépenses, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	à l'exercice 1862.	à l'exercice 1863.	

BUDGET ET DES CULTES.

5,904,975 ¹ / ₉₀	"	"	"	100,728 ¹ / ₅₆	462,833 ¹ / ₄₂	5,904,975 ¹ / ₉₀
741,059 65	"	"	"	7,037 85	30,191 89	741,059 65
5,646,035 55	"	"	"	107,766 41	493,025 31	6,646,035 55
				600,791 ¹ / ₇₂		

TOTAL.

5,676,203 42	648,715 47	713 45	648,715 47	"	"	14,676,203 42
6,646,085 55	"	"	"	107,766 41	493,025 31	6,646,085 55
2,322,238 97	648,715 27	713 45	648,715 47	107,766 41	493,025 31	21,322,238 97
		649,428 ¹ / ₉₂		600,791 ¹ / ₇₂		

220,881 12	"	18 88	"	"	"	220,881 12
34,633 08	360 00	6 92	360 00	"	"	34,633 08
37,898 52	"	1 48	"	"	"	37,898 52
1,687,694 46	4,766 58	2,538 86	4,766 58	"	"	1,687,694 46
36,490,672 26	18,980 82	134,721 92	18,980 82	"	"	36,490,672 26
201,987 35	6 75	172 90	6 75	"	"	201,987 35
1,091,609 76	"	2,590 24	"	"	"	1,091,609 76
855,241 67	4,758 33	"	4,758 33	"	"	855,241 67
572,772 73	4,285 08	942 19	4,285 08	"	"	572,772 73
4,095,088 34	53,363 85	100,076 81	53,363 85	"	"	4,095,088 34
2,624,300 00	45,700 00	"	45,700 00	"	"	2,624,300 00
105,000 00	"	"	"	"	"	105,000 00
8,990 75	"	1,009 25	"	"	"	8,990 75
499,731 17	250 00	18 83	250 00	"	"	499,731 17
799,838 99	0 06	160 95	0 06	"	"	799,838 99
1,319,731 11	480 61	6,224 28	481 61	"	"	1,319,731 11
139,908 91	7 79	83 30	7 79	"	"	139,908 91
33,999 95	"	0 05	"	"	"	33,999 95
199,272 47	2,000 00	1,127 53	2,000 00	"	"	199,272 47
51,019,352 64	134,459 97	249,604 39	134,459 97	"	"	51,019,352 64

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses réelles des services effectués — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.

Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

	Report.....	51,404,007 00	51,154,312 40
45	Dépenses des cultes en Algérie.....	857,300 00	829,564 40
47	Dépenses des exercices périmés.....	4,000 00	4,000 00
Spécial.	Béatification du bienheureux Labre.....	10,000 00	10,000 00
		52,275,207 00	51,998,007 20
40	Dépenses des exercices clos.....	239,076 20	239,076 20
		52,514,283 20	52,237,083 40

RÉCAPITULÉ.

1 ^{re} PARTIE. — Dépenses de l'instruction publique.....	22,572,459 61	21,900,414 44
II ^e PARTIE. — Dépenses des cultes.....	52,514,283 20	52,237,083 40
	75,086,742 81	74,137,497 84

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES PÊCHES.

1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.

	<i>Administration centrale.</i>		
1	Traitement du ministre et personnel de l'admin ^{tr} centrale....	1,027,250 00	1,025,746 69
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'admin ^{tr} cent ^{re}	170,000 00	169,981 20
	AGRICULTURE ET COMMERCE.		
3	Écoles impériales vétérinaires.....	619,300 00	617,905 88
4	Encouragements à l'agriculture et enseignem ^{nt} professionnel....	3,222,100 00	3,160,348 88
7	Conservatoire et écoles des arts et métiers.....	1,322,000 00	1,321,703 99
8	Encouragements aux manufactures et au commerce.....	289,300 00	289,172 18
8 bis.	Subvention à la chambre de commerce.....	100,000 00	60,000 00
8 ter.	Exposition universelle de Londres en 1862.....	300,000 00	49,209 29
8 quat.	Enquête relative au traité avec l'Angleterre.....	126,500 00	126,126 25
9	Encouragements aux pêches maritimes.....	3,881,600 00	3,110,744 17
10	Poids et mesures.....	889,700 00	885,082 84
10 bis.	Remplacement des poinçons types servant à la marque de vérification des poids et mesures.....	22,000 00	22,000 00
11	Frais de surveillance des sociétés et établissements divers....	83,172 79	68,241 79
12	Entretien des établissements thermaux appartenant à l'État....	217,009 72	206,990 98
12 bis.	Captage et aménagement des sources d'eaux minérales de Plombières.....	46,000 00	43,307 69
12 ter.	Eaux d'Aix (Savoie).....	320,000 00	26,701 70
13	Subvention aux établissements particuliers d'eaux minérales....	37,500 00	37,500 00
14	Établissements et service sanitaires.....	352,867 19	342,466 80
14 bis.	Appropriation au service sanitaire de l'ancien lazaret de Trompeloup (Gironde).....	39,413 21	39,413 21
15	Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint- Pierre et Miquelon et du Canada.....	618,000 00	615,896 61
16	Secours spéciaux pour pertes matérielles et événements mal- heureux.....	3,170,646 94	2,879,789 64
	TRAVAUX PUBLICS.		
17	Personnel du corps des ponts et chaussées.....	3,299,800 00	3,298,205 20
18	Personnel des conducteurs.....	4,037,000 00	4,036,365 77
	A reporter.....	24,192,569 85	22,469,053 91

DEPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
Paiements effectués sur ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables à divers services spéciaux à transporter		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1861.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	à l'exercice 1862.	à l'exercice 1863.	

LIQUE ET DES CULTES.

29,352 64	134,959 97	249,694 39	134,959 97	"	"	51,019,352 64
29,694 60	0 13	27,505 27	0 13	"	"	829,694 60
4,000 00	"	"	"	"	"	4,000 00
10,000 00	"	"	"	"	"	10,000 00
53,047 24	134,960 10	277,199 66	134,960 10	"	"	51,863,047 24
39,076 20	"	"	"	"	"	239,076 20
2,123 44	134,960 10	277,199 66	134,960 10	"	"	52,102,123 44
		412,159 76				

COM.

22,238 97	648,715 47	713 45	648,715 47	107,766 41	493,025 31	21,322,238 97
22,123 44	134,960 10	277,199 66	134,960 10	"	"	52,102,123 44
44,382 41	783,675 57	277,913 11	783,675 57	107,766 41	493,025 31	73,424,362 41
		1,061,588 68		600,791 72		

MERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

25,619 31	121 38	1,509 31	121 38	"	"	1,025,619 31
169,683 19	297 91	18 90	297 91	"	"	169,683 19
17,714 36	191 50	1,394 14	191 50	"	"	617,714 36
138,443 67	1,904 99	81,751 34	1,904 99	"	"	3,138,443 67
321,703 92	"	296 08	"	"	"	1,321,703 92
288,823 76	348 40	127 84	348 40	"	"	288,823 76
60,000 00	"	40,000 00	"	"	"	60,000 00
49,109 29	"	250,870 71	"	"	"	49,109 29
104,245 51	21,870 72	383 77	21,870 72	"	"	104,245 51
996,040 29	11,703 88	770,885 83	11,703 88	"	"	996,040 29
882,671 58	581 01	6,647 41	581 01	"	"	882,671 58
22,000 00	"	"	"	"	"	22,000 00
68,224 79	"	"	"	14,948 00	"	68,224 79
206,388 13	604 85	10,016 74	604 85	"	"	206,388 13
43,307 69	"	2,692 31	"	"	"	43,307 69
86,708 75	"	233,291 25	"	"	"	86,708 75
37,500 00	"	"	"	"	"	37,500 00
342,573 86	252 74	10,040 59	252 74	"	"	342,573 86
39,413 21	"	"	"	"	"	39,413 21
613,299 61	2,597 00	2,103 39	2,597 00	"	"	613,299 61
2,879,789 64	"	"	"	290,257 30	"	2,879,789 64
3,295,158 20	1,050 00	3,591 80	1,050 00	"	"	3,295,158 20
4,035,214 67	1,111 10	674 23	1,111 10	"	"	4,035,214 67
22,423,633 43	45,435 48	1,416,295 64	45,435 48	"	305,205 30	22,423,633 43

CHAPITRES	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.
Suite du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE		
	Report	24,192,589 85
19	Personnel du corps des mines, enseignement, écoles.....	705,778 80
20	Personnel des gardes-mines.....	167,800 00
21	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime.....	258,500 00
22	Contrôle et surveillance des chemins de fer.....	1,442,500 00
23	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.)	31,238,445 85
24	Navigation intérieure. (Rivières.) Travaux ordinaires.....	6,863,979 16
25	Navigation intérieure. (Canaux.) Travaux ordinaires.....	4,808,970 87
26	Ports maritimes, phares et balises.....	4,822,226 30
27	Dessèchements, irrigations et drainages, études et subv ^{tes} ..	498,000 00
28	Matériel des mines.....	88,400 00
29	Frais généraux, secours, etc.....	64,000 00
30	Subventions aux compagnies pour travaux à exécuter par voie de concession de péage.....	200,000 00
31 bis.	Dépenses des exercices périmés.....	8,592 86
		78,223,652 99
31	Dépenses des exercices clos.....	98,653 85
	TOTAL de la 1 ^{re} section.....	78,322,306 84
II ^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.		
32	Lacunes des routes impériales.....	3,059,738 67
32 bis.	Établissement thermal d'Aix.....	30,500 00
33	Rectifications des routes impériales.....	6,995,985 52
34	Nouvelles routes de la Corse.....	995,970 40
34 bis.	Routes forestières de la Corse.....	500,000 00
35	Construction de ponts.....	3,102,106 38
35 bis.	Rachat du péage des ponts sur le Rhône.....	600,000 00
35 ter.	Rachat du péage des ponts de Bordeaux.....	69,063 58
36	Part contributive de l'Etat pour l'ouverture et l'achèvement de diverses grandes voies de communication dans Paris..	6,000,000 00
37	Amélioration des rivières.....	14,920,440 34
38	Établissement de canaux de navigation	2,261,725 38
39.	Travaux d'amélioration et d'achèvement de ports maritimes.	13,614,481 01
40	Dunes et semis, dessèchem ^{ts} et irrigations. (Trav. extr ^{ms})...	2,443,276 76
40 bis.	Drainage.....	251,466 64
40 ter.	Défense des villes contre les inondations.....	7,129,524 67
40 quat.	Réparations des dommages causés par les inondations.....	387,054 32
41	Établissement de grandes lignes de chemins de fer, etc....	6,820,100 00
41 bis.	Divers chemins de fer.....	32,921,605 63
41 ter.	Dépenses des exercices périmés.....	102,114,848 78
42	Dépenses des exercices clos.....	141,711 08
	TOTAL de la II ^e section.....	162,256,559 86
1 ^{re} SECTION. — Service ordinaire.....		78,322,306 84
II ^e SECTION. — Travaux extraordinaires.....		162,256,559 86
TOTAL GÉNÉRAL.....		240,578,866 70

Dépenses.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
		Crédits annulés.		Crédits applicables à divers services spéciaux à transporter		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1861.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	à l'exercice 1862.	à l'exercice 1863.	

COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

423,633' 43"	45,435' 48"	1,416,295' 64"	45,435' 48"	"	305,205' 30"	423,633' 43"
704,551 89	"	1,226 91	"	"	"	704,551 89
166,883 45	262 50	1,054 05	262 50	"	"	166,883 45
257,092 25	172 24	1,235 51	172 24	"	"	257,092 25
1,416,821 54	383 36	25,295 10	383 36	"	"	1,416,821 54
221,834 25	11,015 27	5,695 93	11,015 27	"	"	221,834 25
6,649,983 49	12,730 19	1,255 48	12,730 19	"	"	6,649,983 49
8,083,058 58	819 08	93 21	819 08	"	"	8,083,058 58
4,884,635 62	931 00	2,659 68	931 00	"	"	4,884,635 62
488,620 28	490 52	8,889 20	490 52	"	"	488,620 28
86,745 59	1,424 40	230 01	1,424 40	"	"	86,745 59
63,619 10	"	380 90	"	"	"	63,619 10
200,000 00	"	"	"	"	"	200,000 00
8,523 81	"	88 75	"	"	"	8,523 81
6,380,503 28	73,674 04	1,464,270 37	73,674 04	"	305,205 30	6,380,503 28
98,653 85	"	"	"	"	"	98,653 85
6,479,157 13	73,674 04	1,464,270 37	73,674 04	"	305,205 30	6,479,157 13

3,028,995' 83"	16,154' 69"	14,588' 18"	16,154' 69"	"	"	3,028,995' 83"
28,550 00	10,750 00	"	10,750 00	"	"	28,550 00
6,969,524 20	9,209 18	17,252 14	9,209 18	"	"	6,969,524 20
996,018 02	2,952 38	"	2,952 38	"	"	996,018 02
499,651 49	348 51	"	348 51	"	"	499,651 49
3,078,141 05	11,772 09	14,193 24	11,772 09	"	"	3,078,141 05
600,000 00	"	"	"	"	"	600,000 00
69,063 56	"	"	"	"	"	69,063 56
6,000,000 00	"	"	"	"	"	6,000,000 00
14,845,572 24	4,616 08	70,261 02	4,616 08	"	"	14,845,572 24
2,225,572 43	19,034 69	17,118 26	19,034 69	"	"	2,225,572 43
13,599,597 98	854 66	14,028 37	854 66	"	"	13,599,597 98
2,285,299 35	9,573 06	148,404 36	9,573 06	"	"	2,285,299 35
110,935 43	150 63	140,380 88	150 63	"	"	110,935 43
6,178,439 70	5,794 71	945,290 48	5,794 71	"	"	6,178,439 70
378,970 46	9 65	8,074 21	9 65	"	"	378,970 46
6,779,613 37	962 27	39,524 36	962 27	"	"	6,779,613 37
28,183,547 51	87,294 71	4,650,763 41	87,294 71	"	"	28,183,547 51
95,855,492 62	179,477 31	6,079,878 88	179,477 31	"	"	95,855,492 62
141,711 08	"	"	"	"	"	141,711 08
95,997,203 70	179,477 31	6,079,878 88	179,477 31	"	"	95,997,203 70

TOTAL.

76,479,157 13	73,674 04	1,464,270 37	73,674 04	"	305,205 30	76,479,157 13
95,997,203 70	179,477 31	6,079,878 88	179,477 31	"	"	95,997,203 70
172,476,360 83	253,151 35	7,544,149 25	253,151 35	"	305,205 30	172,476,360 83

SITUATION DES DÉPENSES.							
MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres				
			pour les dépenses propres à l'exercice 1861.	pour les dépenses restées à payer sur les exercices clos.	Total des payements.		
RÉCAPITULATION							
SERVICE ORDINAIRE.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		
Ministère d'État.....	23,206,958 99	23,164,986 26	23,091,779 18	21,290 97	23,113,070 15		
Ministère de la justice...	30,393,120 28	30,312,917 64	30,300,466 12	1,405 28	30,301,871 40		
Ministère des affaires étrangères.....	17,726,649 16	17,642,868 27	17,476,079 21	147,069 44	17,623,148 65		
Ministère de l'intérieur.	Service général.....	59,201,299 14	58,936,609 44	58,510,840 24	119,043 21	58,629,883 69	
Ministère des finances.	Service départemental..	148,743,227 72	132,884,935 27	132,884,935 27	-	132,884,935 27	
	Dette publique.	588,082,079 06	583,084,254 93	580,626,232 81	-	580,626,232 81	
	Dotations.....	44,895,360 00	44,159,026 63	44,159,026 63	-	44,159,026 63	
	Service général.....	26,773,692 46	25,716,719 94	23,401,479 51	2,309,058 73	25,713,538 24	
	Frais de régie et de perception des impôts.....	207,254,791 64	199,311,981 58	199,283,917 55	-	199,283,917 55	
	Remboursements et restitutions, non-valeurs, primes, etc.....	123,955,627 04	116,924,333 13	116,911,134 26	-	116,911,134 26	
	Ministère de la guerre...	450,010,832 04	443,691,824 35	436,481,131 21	4,494,682 91	440,975,813 12	
	Gouvernement général de l'Algérie.....	21,944,784 65	21,764,456 41	21,729,546 78	-	21,729,546 78	
	Ministère de la marine et des colonies.	Service maritime.....	208,483,903 46	206,989,926 06	205,731,077 16	1,139,716 16	206,870,793 32
		Service colonial.....	23,813,728 29	23,170,709 68	22,992,026 90	138,363 83	23,130,390 73
Ministère de l'instruction publique et des cultes.	75,086,742 81	74,208,037 98	73,027,571 59	396,790 82	73,424,362 41		
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	78,322,306 84	76,552,831 17	76,380,503 28	98,653 85	76,479,157 13		
TOTAUX....	2,127,895,103 58	2,078,516,418 74	2,062,990,747 70	8,866,075 20	2,071,856,822 90		
TRAVAUX EXTRAORDINAIRES							
Ministère d'État.....	3,144,000 00	3,143,208 98	3,134,580 56	-	3,134,580 56		
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	102,256,559 86	96,176,681 01	95,855,492 62	141,711 08	95,997,203 70		
TOTAUX....	105,400,559 86	99,319,889 99	98,990,073 18	141,711 08	99,137,984 78		
TOTAL GÉNÉRAL....	2,233,295,663 44	2,177,836,308 73	2,161,980,820 88	9,007,786 28	2,170,988,607 18		

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.

Crédits annulés.		Crédits transportés				Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1861.
Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitive- ment.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	au budget de l'exercice 1862.		au budget de l'exercice 1863.		
		Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.	Crédits applicables au service dépar- temental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.	

ES DÉPENSES.

	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1	41,972 73	51,916 11	"	"	"	23,113,070 15
2	80,202 64	11,046 24	"	"	"	30,301,871 40
3	83,780 89	19,719 62	"	"	"	17,623,148 65
4	264,689 70	306,725 99	"	"	"	58,629,883 45
5	"	"	12,436,230 52	"	3,422,061 93	132,884,935 27
6	4,997,824 13	2,458,022 12	"	"	"	580,626,232 81
7	756,333 37	"	"	"	"	44,159,026 63
8	1,056,972 52	3,181 70	"	"	"	25,713,538 24
9	7,864,475 24	28,064 03	"	"	78,334 82	199,283,917 55
10	664,297 07	13,198 87	"	"	6,366,996 84	116,911,134 26
11	6,319,007 69	2,716,010 23	"	"	"	440,975,814 12
12	180,328 24	34,909 63	"	"	"	21,729,546 78
13	1,493,977 40	119,132 74	"	"	"	206,870,793 32
14	643,018 61	40,318 95	"	"	"	23,130,390 73
15	277,913 11	783,675 57	107,766 41	"	493,025 31	73,424,362 41
16	1,464,270 37	73,674 04	"	"	"	305,205 30
17	1,464,270 37	73,674 04	"	"	"	305,205 30
18	26,169,063 71	6,659,595 84	12,543,996 93	"	3,993,422 06	6,672,202 14
32,828,659' 55°		12,543,996' 93°		10,665,624' 20°		2,071,856,822 90
56,038,280' 68°						

3 42	791 02	8,628 42	"	"	"	"	3,134,580 56
7 31	6,079,878 85	179,477 31	"	"	"	"	95,997,203 70
5 73	6,080,669 87	188,105 73	"	"	"	"	99,131,784 26
6,268,775' 60°							
1 57	52,249,733 58	6,847,701 57	12,543,996 93	"	3,993,422 06	6,672,202 14	2,170,988,607 16
		12,543,996' 93°		10,665,624' 20°			
39,097,436' 15°		23,209,621' 13°					
62,307,056' 28°							

TABLEAU B.

Tableau modificatif des prévisions de rec

DÉSIGNATION DES PRODUITS.		ÉVALUATION des recettes d'après le budg. (Loi du 26 juillet 1896)
Contributions directes.....		479,077,34 ²⁵
Enregistrement, timbre et domaines.....		359,627,896
Produits des forêts et de la pêche.....		37,815,500
Douanes et sels.....		165,180,000
Contributions indirectes.....		408,662,000
Produits des postes.....		61,000,000
Divers revenus..	Produits éventuels affectés au service départemental.....	20,815,000
	Produits et revenus de l'Algérie.....	23,703,000
	Retenues et autres produits affectés au service des pensions civiles. Produit de la réserve de l'amortissement.....	12,981,000 137,512,015
Produits divers.....		42,162,553
Ressources extraordinaires.	Produit des obligations de la compagnie du chemin de fer du Nord.....	500,000
	Produit des obligations de la compagnie du chemin de fer de Paris à Strasbourg.....	639,386
	Produit des obligations de la compagnie du chemin de fer du Rhône à la Loire.....	204,07
FONDS SPÉCIAUX REPORTÉS DES EXERCICES PRÉCÉDENTS.		1,840,775,670
Fonds reportés des exercices 1859 et 1860 pour le service départemental et pour divers services spéciaux	Exercice 1859.....	9,886,937 ²⁶
	Exercice 1860.....	13,831,137 ⁹²
		1,840,775,670
SERVICES SPÉCIAUX RATTACHÉS		
Ministère d'État.....	Légion d'honneur.....	13,707,350
Ministère de la justice.....	Imprimerie impériale.....	3,853,900
Ministère des affaires étrangères..	Chancelleries consulaires.....	1,000,000
Ministère des finances	Monnaies et médailles.....	1,213,358
Ministère de la guerre	Caisse de la dotation de l'armée.....	46,310,000
Ministère de la marine.....	Caisse des invalides.....	12,632,000
Ministère de l'instruction publique et des cultes.....	Établissements d'enseignement supérieur	3,500,000
		82,217,108

primitif de l'exercice 1861.

MODIFICATIONS de la réalisation des ressources des au service départemental et divers services spéciaux. (A)		MODIFICATIONS résultant de changements apportés législativement au budget primitif de l'exercice 1861.		ÉVALUATIONS servant de base au règlement définitif du budget de l'exercice 1861.
Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	
1,364' 93°	"	"	"	487,892,707' 93°
1,618 02	"	"	"	359,644,614 02
"	"	"	"	37,815,520 02
"	"	"	"	165,120,000 02
"	"	"	"	498,862,000 00
"	"	"	"	61,000,000 00
3,997 25	"	"	"	34,454,997 25
"	"	"	"	23,708,000 00
"	"	"	"	12,981,990 00
6,975 35	"	"	"	137,612,015 00
"	"	"	"	42,559,538 25
"	"	"	"	500,000 00
"	"	"	"	629,286 00
"	"	"	"	204,077 00
88,955 55	"	"	"	1,863,644,625 55
"	"	23,718,075 18	"	23,718,075 18
188,955 55	"	23,718,075 18	"	1,887,362,700 73
22,868,955' 55°		23,718,075' 18°		
46,587,030' 73°				

ORDRE AU BUDGET.

"	"	"	"	13,707,350' 00°
"	"	"	"	3,853,900 00°
"	"	"	"	1,000,000 00
587,620 66	23,562' 63°	"	"	1,189,705 37
"	"	"	"	70,897,620 66
246,605 61	"	"	"	12,632,000 00
834,226 27	23,562 63	"	"	3,747,106 61
24,810,663' 64°				107,027,771 64

Voir le développement par nature de produits, page 914.

Tableau modificatif des prévisions de

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS OUVERTS d'après le budget primitif. (Loi de finances du 26 juillet 1860 et décrets de répartition des 12 décembre 1860 et 16 janvier 1861.)	MODIFICATIONS résultant de la réalisation des affectées au service départemental et à divers services spéciaux	
		Augmentations.	Diminutions.
SERVICE ORDINAIRE.			
Ministère d'État.....	15,244,300 ^f 00 ^a	16,618 ^f 02 ^a	.
Ministère de la justice.....	29,514,519 00	"	.
Ministère des affaires étrangères.....	10,761,850 00	"	.
Ministère de l'intérieur. { Service général.....	47,828,221 00	"	.
{ Service départemental.....	115,554,000 00	17,154,630 00	.
{ Dette publique.....	570,950,444 00	"	.
{ Dotations et dépenses des pouvoirs législatifs.....	42,969,154 00	"	.
Ministère des finances. { Service général.....	19,647,952 00	"	.
{ Frais de régie et de perception des impôts et revenus.....	200,475,452 00	65,799 32	.
{ Remboursements et restitutions, non-valeurs, primes, etc.....	111,532,343 00	4,986,899 78	.
Ministère de la guerre.....	345,504,644 00	"	.
Gouvernement général de l'Algérie.....	17,338,600 00	"	.
Ministère de la marine et des colonies. { Service marine.....	124,588,793 00	"	.
{ Service colonial.....	20,316,300 00	"	.
Ministère de l'instruction publique et des cultes. { Instruction publique.....	19,159,400 00	631,410 64	.
{ Cultes.....	48,089,336 00	"	.
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	68,746,650 00	13,597 79	.
	1,808,221,858 00	22,868,955 55	.
		22,868,955 ^f 55 ^a	
TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.			
Ministère d'État.....	1,000,000 00	"	.
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	30,900,000 00	"	.
	31,900,000 00	"	.
TOTAL GÉNÉRAL.....	1,840,121,858 00	22,868,955 55	.
		22,868,955 ^f 55 ^a	
Ministère d'État..... Légion d'honneur.....	13,707,350 00	"	.
Ministère de la justice. Imprimerie impériale.....	3,853,900 00	1,351 68	.
Ministère des affaires étrangères. { Chancelleries consulaires.....	1,000,000 00	946,070 07	.
Ministère des finances. Monnaies et médailles.....	1,213,358 00	"	23,562 ^f 63 ^a
Ministère de la guerre. Caisse de la dotation de l'armée.....	46,310,300 00	"	.
Ministère de la marine. Caisse des invalides.....	12,632,000 00	"	.
Ministère de l'instruction publique. Établissements d'enseignement supérieur.....	3,500,500 00	"	.
	82,217,108 00	947,421 75	23,562 ^f 63 ^a
		923,859 ^f 12 ^a	

t primitif de l'exercice 1861.

REPORTÉS de 1859 et 1860 sur le service ordinaire pour les services auxiliaires.	MODIFICATIONS résultant de virement de crédits de ministère à ministère par suite de changements d'attributions.		MODIFICATIONS résultant de décrets qui ont autorisé des virements de crédits de chapitre à chapitre (article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852).	
	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.
"	"	8,800' 00°	2,948' 36°	2,948' 36°
"	"	"	"	"
"	"	"	17,000 00	17,000 00
597' 72°	6,700' 00°	"	274,205 00	274,205 00
"	"	"	"	"
"	"	"	410,070 55	651,101 24
"	"	"	"	"
"	"	"	506,600 00	17,700 00
554 63	"	"	2,331,783 00	3,996,752 31
784 26	"	"	"	"
"	150,000 00	"	4,303,000 00	2,885,900 00
"	7,700 00	150,000 00	4,445,474 03	4,445,474 03
"	2,100 00	"	211,348 88	211,348 88
"	"	"	3,713,049 00	3,713,049 00
416 63	"	7,700 00	154,284 14	154,284 14
"	"	"	300,000 00	300,000 00
"	"	"	38,000 00	38,000 00
1,721 94	"	"	118,400 00	118,400 00
3,075 18	166,500 00	166,500 00	16,826,162 96	16,826,162 96
"	"	"	"	"
"	"	"	"	"
"	"	"	"	"
18,075 18	166,500 00	166,500 00	16,826,162 96	16,826,162 96
116,000 00	"	"	392,046' 90°	392,046' 90°
"	"	"	"	"
"	"	"	"	"
"	"	"	"	"
"	"	"	"	"
816,000 00	"	"	392,046 90	392,046 90

MINISTÈRES ET SERVICES.

**AUGMENTATIONS
et
diminutions de crédits
résultant
de lois spéciales.**

**AUGMENTATIONS
et diminutions de crédits
résultant
de décrets impériaux
régularisant
par les lois générales
de crédits supplémentaires**

Crédits accordés	Crédits annulés	Crédits accordés	Crédits annulés
8,880,700 ⁰⁰	180,000 ⁰⁰	1,432,950 ⁰⁰	2,200 ⁰⁰
		877,196 ⁰⁰	
4,839,882 ⁹¹	"	2,477,846 ⁸¹	
2,015,106 ⁴⁵	"	9,740,446 ⁵⁰	
"	"	17,372,668 ⁷⁵	
"	"	1,926,206 ⁰⁰	
1,311 ⁷³	"	4,326,470 ⁰⁰	
"	390,000 ⁰⁰	8,572,955 ⁰⁰	
"	"	79,500 ⁰⁰	
2,498,200 ¹³	14,381,000 ⁰⁰	113,144,305 ⁰⁰	
	"	4,846,450 ⁰⁰	
3,094,823 ⁷⁶	"	81,716,801 ⁰⁰	
1,001,664 ⁴⁶	"	2,372,900 ⁰⁰	
1,200,000 ⁰⁰	"	1,055,408 ⁰⁰	
1,704,000 ⁰⁰	"	2,481,871 ⁰⁰	
2,808,592 ⁵⁶	"	5,534,112 ⁶⁹	1,207 ⁰⁰
27,844,282 ⁰⁰	14,851,000 ⁰⁰	257,958,083 ⁶⁸	2,228,207 ⁰⁰
12,693,282 ¹⁰⁰		255,755,875 ⁶⁹	

TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

Ministère d'État.....	3,500,000 ⁰⁰	400,000 ⁰⁰	844,000 ⁰⁰	1,200,000 ⁰⁰
Minist. de l'agric., du comm. et des trav. publ.	68,456,000 ⁰⁰	"	55,241,898 ³⁷	41,653,704 ⁰⁰
	71,956,000 ⁰⁰	400,000 ⁰⁰	56,085,898 ³⁷	43,453,704 ⁰⁰
	71,556,000 ⁰⁰		12,632,193 ⁷¹	

TOTAL GÉNÉRAL.....	99,500,282 ⁰⁰	15,251,000 ⁰⁰	314,043,982 ⁰⁵	465,654,412 ⁰⁰
	84,249,282 ¹⁰⁰		268,388,069 ⁷⁰	

Ministère d'État. — Légion d'honneur.....	5,464 ¹⁵	"	145,000 ⁰⁰	"
Ministère de la justice. — Imprimerie impériale.	"	"	138,000 ⁰⁰	"
Ministère des affaires étrangères. — Chancellerie consulaire.....	"	"	"	"
Ministère des finances. — Monnaies et médailles.	"	"	"	"
Ministère de la guerre. — Caisse de la dotation de l'armée.....	"	"	"	"
Ministère de la marine. — Caisse des invalides.	"	"	"	"
Ministère de l'instruction publique. — Établissements d'enseignement supérieur.....	"	"	89,983 ⁰⁰	"
	5,464 ¹⁵	"	372,983 ⁰⁰	"
	5,464 ¹⁵		372,983 ⁰⁰	

MODIFICATIONS de crédits et de décrets impériaux fonds de concours.		CNÉDITS annulés par décrets pour cause de report aux exercices suivants en vertu des lois qui ont autorisé les services.	CNÉDITS pour dépenses des exercices clos payées pendant l'année 1861.	CNÉDITS servant de base au règlement définitif du budget de l'exercice 1861.
ta.	Crédits annulés.			
"	"	"	21,290' 97"	23,206,958' 99"
"	"	"	1,406 28	30,393,120 28
"	"	"	147,069 44	17,726,649 16
"	"	508,218' 02"	119,043 21	59,201,299 14
"	"	"	"	148,743,227 72
"	"	"	"	588,082,079 06
"	"	"	"	44,895,360 00
"	"	"	2,309,058 73	26,773,692 46
"	"	"	"	207,254,791 64
"	"	"	"	123,955,627 04
"	"	1,400,000 00	4,494,682 91	460,010,832 04
"	"	97,988 38	"	21,944,784 65
"	"	2,058,330 46	1,139,716 16	208,483,903 46
"	"	15,500 00	138,503 83	23,813,728 29
"	"	145,190 28	157,714 62	22,572,459 61
"	"	"	239,076 20	52,514,283 20
172' 56"	"	118,506 79	98,663 85	78,322,306 84
772 86	"	4,243,790 98	8,888,075 20	2,127,895,103 58
114,772' 56"				
65"				
878 88	87,000 00	10,788,223 61	141,711 08	3,144,000 00
878 88	87,000 00	10,788,223 61	141,711 08	102,258,559 86
41,121' 32"				106,400,559 86
78"				
4,651 24	87,000 00	15,132,014 51	9,007,786 28	2,233,295,663 44
73,651' 24"				
8' 43"				
"	"	"	3,513 16	14,677,327 31
"	"	"	"	3,993,251 68
"	"	"	"	1,946,070 07
"	"	"	"	1,189,795 37
"	"	"	"	46,310,000 00
"	"	"	"	12,632,000 00
"	"	"	24,039 56	3,614,522 56
"	"	"	27,552 72	84,362,966 99
5"				

*Développement des modifications que les évaluations et les crédits du budget
au service départemental et à divers services*

NATURE DES RECETTES.		MODIFICATIONS.	
		Augmentations.	Diminutions.
<i>Contributions directes. (Augmentation : 8,815,364^f 93^c.)</i>			
Fonds pour dépenses départementales.	Centimes additionnels pour dépenses ordinaires.	202,771 ^f 16 ^c	
	Centimes additionnels pour fonds commun, réparti entre les départements. ... { applicables aux dépenses ordinaires.	113,909 82	
	... { applicables aux dépenses facultatives.	"	
	Centimes votés par les conseils généraux pour dépenses facultatives.	378,933 37	
	Centimes additionnels extraordinaires imposés en vertu de lois spéciales pour dépenses extraordinaires.	2,165,523 27	
	Centimes additionnels spéciaux pour dépenses des chemins vicinaux de grande communication et autres chemins vicinaux.	663,495 13	
	Centimes additionnels spéciaux pour dépenses de l'instruction primaire.	271,105 21	
	Centimes additionnels spéciaux pour dépenses du cadastre.	39,964 81	
	Centimes affectés aux dépenses ordinaires.	96,805 45	
	Centimes affectés aux dépenses extraordinaires et aux frais de bourses et de chambres de commerce.	3,895,709 24	
Fonds pour dépenses communales.	Centimes affectés aux dépenses des chemins vicinaux.	293,574 49	
	Centimes affectés aux dépenses de l'instruction primaire.	323,416 90	
	Centimes pour frais de confection de rôles spéciaux de diverses impositions communales.	"	57,20
	Centimes pour frais de perception de diverses impositions communales.	137,090 96	
	Restitutions sur le produit des 8 centimes par franc du principal des patentes attribués aux communes.	301,597 36	
Fonds pour secours en cas de grêle, incendies, inondations ou autres cas fortuits.		16,272 79	
Fonds de non-valeurs	des contributions foncière, personnelle et mobilière. (Non-valeurs, remises et modérations.)	78,719 53	
	des portes et fenêtres. (Non-valeurs.)	17,317 07	
	des patentes, décharges, réductions, remises et modérations et frais d'impression et d'expédition des formules des patentes.	249,593 00	
Fonds de réimpositions.		"	349,210
Taxe de premier avertissement et frais de confection de rôles de contributions extraordinaires autorisées par décrets.		"	13,510
A reporter.		9,235,799 56	420,420

1861 ont éprouvées, d'après la réalisation des ressources affectées de l'article 10 de la loi du 4 mai 1834.)

ES.

NATURE DES RECETTES.	MODIFICATIONS.	
	Augmentations.	Diminutions.
Report.....	9,235,799 ^f 56 ^c	420,434 ^f 63 ^c
ntement, timbre et domaines. (Augmentation : 16,618 ^f 02 ^c .)		
l'établissements spéciaux régis par l'État. (Produits consommés re provenant de ces établissements.).....	16,618 02	"
Produits éventuels affectés aux dépenses départementales. (Augmentation : 13,639,997 ^f 25 ^c .)		
affectés aux dépenses ordinaires.....	270,999 51	"
affectés aux dépenses facultatives sur diverses natures de re.....	1,274,817 33	"
affectés aux dépenses facultatives sur subventions pour travaux tes.....	9,314,141 86	"
affectés aux dépenses extraordinaires.....	2,183,159 04	"
affectés aux dépenses spéciales sur subventions communales...	596,879 51	"
Produits divers. (Augmentation : 396,975 ^f 35 ^c .)		
nnuelle sur les biens de mainmorte, etc.....	"	22 50
nces et produits extraordinaires des mines.....	3 90	"
a éventuels départementaux attribués à l'instruction primaire...	"	10,749 03
t de la subvention allouée pour le service de l'instruction pri.....	68,465 41	"
rces spéciales pour dépenses des écoles normales primaires.	302,589 06	"
avancés pour dépenses cadastrales.....	39,363 52	"
ents des sociétés et agences tontinières et sociétés diverses pour ourcement de frais de surveillance.....	"	2,675 00
	23,302,836 71	433,881 16
RÉSULTAT Augmentation.	{ Ressources applicables au service départe- mental..... 17,865,368 ^f 97 ^c / { Ressources applicables à des services spéciaux..... 5,003,586 58 } 22,868,955 ^f 55 ^c	

CHA- PITRES spé- ciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MODIFICATIONS.	
		Augmentations.	Diminutions.
	MINISTÈRE D'ÉTAT.		
	(Augmentation : 16,618' 02".)		
5 A. C.	Haras et dépôts d'étalons.....	16,618' 02"	
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
	(Augmentation : 17,154,630' 00".)		
25	Dépenses ordinaires sur centimes additionnels concédés aux départements.....	202,771 16	
	Dépenses ordinaires sur le fonds commun.....	113,900 82	
	Dépenses ordinaires sur produits éventuels ordinaires....	270,999 51	
	Dépenses facultatives sur les centimes votés par les conseils généraux.....	378,933 37	
26	Dépenses facultatives sur produits de propriétés départementales non affectées à un service public.....	1,274,817 33	
	Dépenses facultatives sur produits éventuels destinés à des services d'utilité départementale.....	9,314,141 86	
27	Dépenses extraordinaires sur le produit de centimes extraordinaires.....	2,165,528 27	
	Dépenses extraordinaires sur les fonds d'emprunts autorisés par des lois particulières.....	2,183,159 04	
	Dépenses spéciales sur centimes votés par les conseils généraux pour les chemins vicinaux.....	668,495 18	
28	Dépenses spéciales sur ressources afférentes à la grande vicinalité.....	596,879 51	
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	<i>Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts.</i>		
	(Augmentation : 65,799' 32".)		
47	Dépenses diverses. — Frais d'impression et de confection de rôles, etc.	"	17,961' 82"
48	Cadastre. — Dépenses imputables sur le produit des centimes facultatifs votés par les conseils généraux.....	79,828 83	
50	Service administratif et de perception des contributions directes dans les départements (frais de perception), et taxe annuelle des biens de mainmorte (frais de premier avertissement).....	4,482 26	
	<i>Remboursements et non-valeurs sur les contributions directes.</i>		
	(Augmentation : 4,986,899' 78".)		
68	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dépenses ordinaires des communes.....	96,805 45	
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dépenses extraordinaires des communes.....	3,895,709 24	
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dépenses des chemins vicinaux.....	293,574 49	
	À reporter	22,541,097 79	17,961' 82"

MINISTÈRES ET SERVICES.		MODIFICATIONS.	
		Augmentations.	Diminutions.
	Report.....	22,541,097 ^f 79 ^e	57,061 ^f 27 ^e
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dépenses de l'instruction primaire.....	323,416 90	"
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour frais d'impression et de confection de rôles spéciaux d'impositions extraordinaires.....	"	57,408 54
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour frais de perception des impositions communales.....	137,090 96	"
88 nita.)	Restitutions sur le produit des 8 centimes par franc du principal des patentes attribués aux communes.....	301,597 36	"
	Remises, modérations et non-valeurs sur les contributions foncière, personnelle et mobilière.....	78,719 53	"
	Dégrèvements et non-valeurs sur la contribution des portes et fenêtrées.....	17,317 07	"
	Dégrèvements et frais de confection de formules pour la contribution des patentes.....	249,593 00	"
	Décharges et réductions imputables sur le produit des réimpositions.....	"	349,515 68
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.			
(Augmentation : 631,410 ^f 64 ^e .)			
25	Dépenses de l'instruction primaire imputables sur les centimes additionnels votés par les conseils généraux.....	328,821 59	"
26	Dépenses de l'instruction primaire imputables sur les ressources spéciales des écoles normales primaires.....	302,589 05	"
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.			
(Augmentation : 13,597 ^f 79 ^e .)			
4	Encouragements à l'agriculture et enseignement professionnel.....	"	"
11	Frais de surveillance des sociétés et établissements divers.....	"	"
16	Secours spéciaux pour pertes matérielles et événements malheureux.....	16,272 79	2,675 00
		23,296,516 04	427,560 29
RÉSULTAT en augmentation. { Crédits applicables au service départemental..... 17,865,368 ^f 97 ^e Crédits applicables à divers services spéciaux..... 5,003,586 58		22,868,955 ^f 55 ^e	

TABLEAU C.

Budget définitif

PRODUITS ET REVENUS.		évaluation des produits.	Produits récoltés des droits constatés
CONTRIBUTIONS			
Contribution foncière		289,227,528 ¹ 30 ⁰	290,517,230 ⁰
Contribution personnelle et mobilière		73,036,593 38	73,431,580 ⁰
Contribution des portes et fenêtres		45,270,711 70	45,312,000 ⁰
Contribution des patentes		79,451,384 96	83,326,918 ⁰
Taxe de premier établissement		906,489 59	931,206 ⁰
		487,892,707 93	493,518,817 ⁰
ENREGISTREMENT, TIMBRE			
Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques et perceptions diverses		284,541,000 00	300,739,936 24
Droit de timbre		53,511,000 00	58,435,664 24
		338,052,000 00	359,175,600 48
Domaines ... { Revenus et prix de vente de domaines		12,892,000 00	10,538,591 45
		Prix de vente d'objets mobiliers et immobiliers provenant des ministères	
		7,185,000 00	5,268,342 26
		Produit d'établissements spéciaux régis ou affer- més par l'Etat	
		1,515,514 02	1,377,974 72
		359,644,514 02	376,359,898 24
PRODUITS DES FORÊTS			
Produit des coupes de bois		33,393,500 00	36,580,238 02
Valeur des bois cédés directement aux arsenaux de la marine		"	1,139,202 00
Produits de l'aliénation des bois de l'Etat. (Loi du 28 juillet 1861.)		"	3,594,209 71
Produits divers et droits de pêche		3,197,000 00	3,884,567 44
Contribution des communes et des établissements publics pour frais de régie de leurs bois		1,225,000 00	1,200,260 18
		37,815,500 00	46,398,467 24
DOUANES			
Droits à l'importation. { Marchandises diverses		83,644,000 00	73,361,417 41
		Sacres	
		des colonies françaises	27,522,393 53
		étrangers	25,865,888 26
Droits à l'exportation		4,221,000 00	1,610,654 89
Droit de navigation		4,351,000 00	4,869,312 89
Droits et produits divers		2,029,000 00	1,554,122 80
Taxe de consommation des sels perçue dans le rayon des douanes.		28,348,000 00	26,849,750 71
		165,180,000 00	161,633,419 89

des de l'exercice 1861.

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectués sur droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédant des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédant des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1861.
RECETTES.				
290,517,230 ^f 12 ^e	"	1,289,701 ^f 82 ^e	"	290,517,230 ^f 12 ^e
73,431,561 76	"	394,968 38	"	73,431,561 76
45,312,002 50	"	41,290 80	"	45,312,002 50
83,326,918 35	"	3,875,533 39	"	83,326,918 35
931,105 25	"	24,615 66	"	931,105 25
493,518,817 98	"	5,626,110 05	"	493,518,817 98
		5,626,110 ^f 05 ^e		
DOMAINES.				
297,834,508 82	2,905,427 39	13,293,508 82	"	297,834,508 82
58,434,711 50	342 70	4,923,711 50	"	58,434,711 50
356,269,220 32	2,905,770 09	18,217,220 32	"	356,269,220 32
6,394,978 88	4,143,612 57	"	6,497,021 12	6,394,978 88
5,237,604 34	30,737 92	"	1,947,395 66	5,237,604 34
1,377,739 72	235 00	"	137,774 30	1,377,739 72
369,279,543 26	7,080,355 58	18,217,220 32	8,582,191 08	369,279,543 26
		9,635,029 24		
DE LA PÊCHE.				
36,577,771 16	2,466 85	3,184,271 16	"	36,577,771 16
1,139,202 00	"	1,139,202 00	"	1,139,202 00
3,594,209 71	"	3,594,209 71	"	3,594,209 71
3,519,780 93	364,786 51	322,780 93	"	3,519,780 93
1,165,703 76	34,546 42	"	59,296 24	1,165,703 76
45,996,667 56	401,799 78	8,240,463 80	59,296 24	45,996,667 56
		8,181,167 56		
SELS.				
73,361,417 41	"	"	10,282,582 59	73,361,417 41
27,522,293 53	"	"	444,706 47	27,522,293 53
25,865,868 26	"	11,245,868 26	"	25,865,868 26
1,610,654 89	"	"	2,610,345 11	1,610,654 89
4,869,312 49	"	518,312 49	"	4,869,312 49
1,554,122 60	"	"	474,877 40	1,554,122 60
26,849,750 71	"	"	1,498,249 29	26,849,750 71
161,633,419 89	"	11,764,180 75	15,310,760 86	161,633,419 89
		3,546,580 ^f 11 ^e		

PRODUITS ET REVENUS.

Évaluations
des
produits.

Produits
récoltés
des
droits annuels

CONTRIBUTIONS INDIRECTES

Droits sur les boissons.....	200,000,000 00	196,134,500
Taxe de consommation des sels perçue hors du rayon des douanes.	8,723,000 00	11,183,700
Sucre indigène. (Droit de fabrication.).....	48,045,000 00	33,005,000
Droits divers et recettes à différents titres.....	49,478,000 00	52,264,000
Produit de la vente des tabacs.....	183,000,000 00	215,233,000
Produit de la vente des poudres à feu.....	9,416,000 00	13,275,000
	498,662,000 00	521,165,200

PRODUITS

Produit de la taxe des lettres.....	56,654,000 00	61,334,100
Droit de 2 p. o/o sur les envois d'argent.....	1,827,000 00	1,793,111
Droit de transport des valeurs déclarées.....	500,000 00	550,549
Droit de transit des correspondances étrangères.....	2,582,000 00	2,771,437
Recettes accidentelles.....	337,000 00	311,301
	61,900,000 00	68,760,298

DIV

Produits éventuels affectés au service départemental.....	34,454,997 25	34,454,997
Produits et revenus de l'Algérie.....	23,708,000 00	18,493,271
Retenues et autres produits affectés au service des pensions civiles.....	12,981,990 00	13,984,156
Produit de la réserve de l'amortissement.....	137,512,015 00	139,535,299

PRODUITS

Taxe annuelle sur les biens de mainmorte.....	3,239,977 50	3,340,760
Redevances et produits extraordinaires des mines.....	1,500,003 90	983,445
Droit de vérification des poids et mesures.....	1,430,000 00	1,490,109
Bénéfice sur la fabrication des monnaies et des médailles.....	50,100 00	144,651
Produit de la rente de l'Inde.....	1,050,000 00	1,084,935
Contingent à verser au trésor par les établissements français de l'Inde.....	322,000 00	322,000
Produit de la taxe des brevets d'invention.....	1,400,000 00	1,382,000
Solde non employé du fonds commun des chancelleries consulaires. (Exercices 1859 et 1862.).....	50,000 00	143,310
Ressources spéciales pour dépenses des écoles normales primaires.....	752,589 05	726,149
Produits éventuels départementaux appartenant à l'Instruction primaire.....	39,250 97	39,250
Produits de la subvention pour dépenses de l'Instruction primaire.....	368,465 41	368,465
Pensions et rétributions des élèves des écoles militaires.....	801,700 00	818,697
Recouvrements de frais d'entretien d'élèves à l'école de cavalerie de Saumur.....	30,000 00	13,400
A reporter.....	11,034,086 83	10,886,115

		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Revenus Stables ou immatériels.	Reste à recouvrer sur les débits constatés.	Excédant des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédant des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1861.

ST POUDRES.

1,215' 18"	105,985' 98"	"	3,071,784' 82"	196,028,215' 18"
1,795 88	"	2,460,795' 88"	"	11,183,795 88
1,757 96	8,198 19	"	18,047,242 04	32,997,767 96
1,953 21	57,177 01	2,788,953 21	"	52,268,953 21
1,371 73	"	32,239,371 73	"	215,239,371 73
1,226 59	"	3,857,226 59	"	18,273,226 59
3,320 55	171,361 18	41,346,347 41	19,019,026 86	520,989,320 55
		22,327,320' 55"		

TES.

9,182 96	"	4,676,182 96	"	61,350,182 96
9,441 47	"	"	57,558 53	1,759,441 47
0,649 67	"	50,649 67	"	550,649 67
1,487 06	"	189,487 06	"	2,771,487 06
4,011 01	332 40	7,011 01	"	344,011 01
5,772 16	332 40	4,923,330 69	57,558 53	66,766,772 16
		4,865,772' 16"		

4,997 25	"	"	"	34,454,997 25
8,271 13	"	"	5,214,728 87	18,498,271 13
4,133 09	"	1,002,143 09	"	13,984,133 09
15,899 19	"	2,028,884 19	"	129,535,899 19

10,780 76	"	100,803 26	"	3,840,780 76
32,645 12	"	"	517,358 78	982,645 12
30,409 12	"	60,409 12	"	1,490,409 12
14,651 91	"	94,651 91	"	144,651 91
36,935 61	"	36,935 61	"	1,086,935 61
12,000 00	"	"	"	322,000 00
11,600 00	"	"	18,400 00	1,381,600 00
43,310 49	"	93,310 49	"	143,310 49
52,589 05	"	"	"	752,589 05
39,250 97	"	"	"	39,250 97
88,465 41	"	"	"	368,465 41
18,087 40	"	16,387 40	"	818,087 40
13,400 00	"	"	16,600 00	13,400 00
85,125 84	"	402,397 79	552,358 78	10,885,125 84

PRODUITS ET REVENUS.

Évaluation
des
produits.

Produits
résultant
des
droits constatés

Suite des PRODUITS

Report.....	11,034,086 ⁸⁸	10,585,127 ⁸¹
Pensions des élèves de l'école navale de Brest.....	56,000 00	63,37 8
Retenu de 2 p. o/o sur la solde des officiers de l'armée de terre et des sapeurs-pompiers de la ville de Paris.....	1,231,687 00	1,326,127 8
Pensions de marins admis à l'hôtel des invalides de la guerre.....	78,600 00	60,381 8
Portion des dépenses de la garde de Paris et du corps des sapeurs-pompiers remboursée à l'État par la ville de Paris.....	1,921,877 00	2,127,215 7
Versement par la caisse de la dotation de l'armée de supplément de pensions militaires à sa charge.....	900,000 00	1,316,404 2
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise.....	151,700 00	151,700 0
Remboursement, par les communes du département de la Seine, de dépenses faites pour leur police municipale.....	180,000 00	91,500 00
Revenus de divers établissements spéciaux. (Ecoles vétérinaires, écoles des arts et métiers, lazarets et établissements sanitaires, etc.).....	1,094,900 00	1,151,467 7
Produits provenant des ministères et autres recettes attribuées au trésor public par le décret du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique.....	5,180,827 00	3,736,834 5
Produit de la vente de cartes des dépôts de la guerre et de la marine.....	75,000 00	52,798 33
Valeur, au prix de revient, des poudres livrées par le service des poudres et salpêtres... {	4,715,018 00	4,692,259 40
au département des finances... {	904,930 00	794,613 91
au département de la guerre... {	93,620 00	287,849 01
au département de la marine... {	297,311 00	221,469 6
au département de l'Algérie et des colonies.....	227,000 00	221,469 6
Ateliers de condamnés et pénitenciers militaires.....	1,430,000 00	1,399,637 01
Versements des compagnies de chemins de fer pour remboursement de frais divers mis à leur charge.....	300,000 00	360,149 5
Frais de surveillance des télégraphes électriques.....	77,225 00	77,225 01
Versements des sociétés et agences tontinières et sociétés diverses pour remboursement de frais de surveillance.....	2,000,000 00	2,043,261 01
Bénéfices réalisés par la caisse des dépôts et consignations pour l'année 1861.....	40,000 00	12,016 71
Recouvrements sur prêts faits, en 1830, au commerce et à l'industrie.....	200,000 00	823,761 59
Recettes sur débet non compris dans l'actif de l'administration des finances.....	17,000 00	33,210 51
Dépôts d'argent dans les caisses des agents des postes acquis au trésor pour cause de déchéance.....	5,000,000 00	5,706,299 20
Produit de la télégraphie privée.....	200,000 00	7,838,375 7
Fonds de concours à verser par divers pour l'exécution de travaux publics.....	33,300 00	11,908 6
Excédant disponible des recettes sur les dépenses du service de l'imprimerie impériale pour l'exercice 1860 et 1861.....	3,750,000 00	3,639,400 31
Produits divers des maisons de force et de correction.....	250,000 00	13,247 33
Produits divers des prisons départementales.....	30,000 00	36,591 82
Remboursement de prêts aux associations ouvrières, capital et intérêts.....	39,363 52	39,363 52
Fonds avancés par divers pour dépenses cadastrales.....	1,972,250 00	1,972,250 00
Produit de l'émission de nouvelle monnaie de bronze.....	1,601,966 31	1,601,966 31
Recettes sur exercices clos.....	1,424,449 6	1,424,449 6
Recettes de diverses origines.....	1,050,193 00	1,050,193 00
	42,559,538 35	53,969,627 7

RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectués sur droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédant des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédant des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1861.
10,885,125 ^f 84 ^e	"	402,397 ^f 79 ^e	552,358 ^f 78 ^e	10,885,125 ^f 84 ^e
69,387 50	"	13,387 50	"	69,387 50
1,326,127 98	"	94,440 98	"	1,326,127 98
60,381 65	"	"	18,218 35	60,381 65
2,127,215 74	"	205,338 74	"	2,127,215 74
1,316,404 36	"	416,404 36	"	1,316,404 36
151,700 11	"	0 11	"	151,700 11
93,500 00	"	"	86,500 00	93,500 00
1,154,457 78	"	59,557 78	"	1,154,457 78
3,736,858 59	"	"	1,443,968 41	3,736,858 59
58,798 33	"	"	16,201 67	58,798 33
4,693,259 40	"	"	21,758 60	4,693,259 40
794,613 92	"	"	110,316 08	794,613 92
257,849 00	"	164,329 00	"	257,849 00
"	"	"	297,311 00	"
221,469 69	"	"	5,530 31	221,469 69
1,399,637 00	"	"	30,363 00	1,399,637 00
360,149 13	"	60,149 13	"	360,149 13
77,225 00	"	"	"	77,225 00
2,043,244 00	"	43,244 00	"	2,043,244 00
12,016 77	"	"	27,983 23	12,016 77
823,751 57	"	623,751 57	"	823,751 57
33,240 53	"	16,240 53	"	33,240 53
5,706,399 10	"	706,399 10	"	5,706,399 10
7,828,376 76	"	7,628,376 76	"	7,828,376 76
11,908 95	"	"	21,391 05	11,908 95
3,639,666 34	"	"	110,333 66	3,639,666 34
13,247 38	"	"	236,752 62	13,247 38
36,591 82	"	6,591 82	"	36,591 82
39,363 52	"	"	"	39,363 52
1,972,250 00	"	1,972,250 00	"	1,972,250 00
1,601,960 35	"	1,601,960 35	"	1,601,960 35
1,424,449 61	"	374,256 61	"	1,424,449 61
53,969,627 72	"	14,389,076 13	2,978,986 76	53,969,627 72
		11,410,089 ^f 37 ^e		

PRODUITS ET REVENUS.	Évaluation des produits.	Produits résultant des droits constatés
RESSOURCES		
Produit des obligations du chemin de fer du Nord.....	500,000 ⁰⁰	500,000 ⁰⁰
Produit des obligations du chemin de fer de Paris à Strasbourg...	629,286 00	629,286 00
Produit des obligations du chemin de fer du Rhône à la Loire....	204,077 00	204,077 00
Ressources applicables aux travaux de défense contre les inondations. (Loi du 28 mai 1858.).....	"	6,178,443 75
Ressources applicables aux grands travaux d'utilité générale. (Loi du 14 juillet 1860.).....	"	44,083,313 65
Prélèvement sur le produit des obligations trentenaires applicable aux travaux de divers chemins de fer. (Lois des 1 ^{er} août 1860, 29 juin et 2 juillet 1861.).....	"	28,183,547 10
Reliquats des emprunts nationaux de 1854 et 1855.....	"	276,473 75
Pecotie sur l'indemnité de guerre due par le gouvernement chinois.....	"	6,900,380 40
	1,333,363 00	86,985,519 40

FONDS REPORTÉS

Fonds affectés au service départemental et à divers services spéciaux qui sont restés à employer à l'exercice 1861, savoir :

Par la loi de règlement de l'exercice 1859.....

Par la loi de règlement de l'exercice 1860.....

RÈGLEMENT DES RECETTES.				
Revenus légaux ou constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédant des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédant des donations sur les produits recouvrés.	Produits admissibles de l'exercice 1861.
DÉPARTEMENTAIRES.				
5,000' 00 ^e	"	"	"	500,000' 00 ^e
2,286 91	"	0' 91 ^e	"	629,286 91
4,077 00	"	"	"	204,077 00
6,439 70	"	6,178,439 70	"	6,178,439 70
3,313 66	"	44,083,313 66	"	44,083,313 66
13,547 51	"	28,183,547 51	"	28,183,547 51
76,473 72	"	276,473 72	"	276,473 72
60,380 90	"	6,900,380 90	"	6,900,380 90
55,519 40	"	85,622,156 40	"	86,955,519 40
		85,622,156' 40 ^e		

COMPTES PRÉCÉDENTS.

Les services des chemins de fer, et dont le transport, avec la même affectation, est fait au budget de

SERVICE départemental.	DIVERS services spéciaux.
3,921,068' 11 ^e	5,965,869' 15 ^e
12,730,800 07	1,100,607 06
16,651,568 98	7,066,506 20
23,718,075' 18 ^e	

PRODUITS ET REVENUS.	Évaluations des produits.	Produits résultant des droits constatés.
Contributions directes.....	487,892,707 ¹ 93 ⁰	493,512,217 ¹ 93 ⁰
Produit des domaines.....	21,592,514 02	17,124,908 02
Produits des forêts et de la pêche.....	37,815,500 00	46,398,467 00
Impôts et revenus indirects.	Enregistrement et timbre.....	338,052,000 00
	Douanes et sels.....	165,180,000 00
	Contributions indirectes.....	498,662,000 00
	Postes.....	61,900,000 00
Produits éventuels affectés au service départemental.....	34,454,997 ² 25	34,454,997 ² 25
Produits et revenus de l'Algérie.....	23,708,000 00	18,493,271 13
Retenues et autres produits affectés au service des pensions civiles.....	12,981,990 00	13,984,133 00
Produit de la réserve de l'amortissement.....	137,512,015 00	139,535,899 19
Produits divers.....	42,559,538 35	53,969,627 72
Ressources extraordinaires.....	1,862,311,262 55	1,926,276,312 72
	1,333,363 00	86,955,519 00
Fonds reportés des exercices 1859 et 1860 pour le service dépar- tementel et pour divers services spéciaux.....	1,863,644,625 55	2,013,230,832 12
	23,712,075 18	.....
	1,887,362,700 73	

GÉNÉRALE DES RECETTES.

LES RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédant des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédant des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1861.
493,518,817 ^f 98°	"	5,626,110 ^f 05°	"	493,518,817 ^f 98°
13,010,322 94	4,174,585 ^f 49°	"	8,582,191 ^f 08°	13,010,322 94
45,996,667 56	401,799 78	8,181,167 56	"	45,996,667 56
356,269,220 32	2,905,770 09	18,217,220 32	"	356,269,220 32
161,633,419 89	"	"	3,546,580 11	161,633,419 89
520,989,320 55	171,361 18	22,327,320 55	"	520,989,320 55
66,765,772 16	332 40	4,865,772 16	"	66,765,772 16
34,454,997 25	"	"	"	34,454,997 25
18,493,271 13	"	"	5,214,728 87	18,493,271 13
13,984,133 09	"	1,002,143 09	"	13,984,133 09
139,535,899 19	"	2,023,884 19	"	139,535,899 19
53,969,627 72	"	11,410,089 37	"	53,969,627 72
1,918,621,469 78	7,653,848 94	73,653,707 29	17,343,500 06	1,918,621,469 78
86,955,519 40	"	85,622,156 40	"	86,955,519 40
2,005,576,989 18	7,653,848 94	159,275,863 69	17,343,500 06	2,005,576,989 18
141,932,363 ^f 63°				
.....				23,718,075 18
				2,029,295,064 36

TABLEAU D.

RÉSULTAT GÉNÉRAL DE

RECETTE.

Fonds reportés des exercices 1859 et 1860 pour le service départemental et pour divers services spéciaux..... 239
Recouvrements effectués sur droits constatés au profit du budget de l'exercice 1861 :

Contributions directes.....	493,518,817 ⁹⁸		
Produits de domaines.....	13,010,322 ⁹⁴		
Produits des forêts et de la pêche.....	45,996,667 ⁸⁶		
Impôts et revenus indirects.....	1,106,657,732 ⁹³	1,918,621,469 ⁷⁶	
Revenus et produits divers.....	120,902,039 ¹⁹		
Produit de la réserve de l'amortissement.....	139,535,899 ¹⁹		
Ressources extraordinaires portées au budget.....	86,955,519 ⁴⁰	2,005,519 ⁴⁰	

ENSEMBLE..... 2,005,519⁴⁰

A déduire : Fonds transportés au budget des exercices 1862 et 1863, avec affectation spéciale au service départemental et à divers services spéciaux..... 13,707,561

TOTAL de la recette..... 2,005,519⁴⁰

Services spéciaux

TABLEAU E.

CHAPITRES spéciaux.	NATURE DES PRODUITS.	
1	Rentes à 1/2 p. o/o.....	1,000,000
2	Rentes à 1/2 p. o/o. (Décret du 27 mars 1852.).....	1,000,000
3	Supplément à la dotation (comprenant l'annuité de 200,000 francs à rembourser à la caisse des dépôts et consignations).....	200,000
4	Actions sur les canaux d'Orléans et du Loing et sur le canal du Midi.....	1,000,000
5	Remboursement par les membres de la Légion d'honneur touchant le traitement et par les médaillés militaires du prix de leurs décorations ou médailles. (Décrets des 16 mars et 9 novembre 1852.) — Produits des brevets de nomination ou de promotions. (Décret du 14 mars 1853.) — Droits de chancellerie pour port de décorations étrangères.....	1,000,000
6	Rentes données en remplacement des anciens chefs-lieux de cohortes.....	1,000,000
7	Versements par des titulaires de majorats (transmissions de dotations).....	1,000,000
8	Domaine d'Écouen.....	1,000,000
9	Montant des sommes à verser par les parents des élèves de la maison impériale de Saint-Denis pour pensions et trousseaux.....	1,000,000
10	Montant des sommes versées pour pensions et trousseaux d'élèves des succursales.....	1,000,000
11	Transport à l'exercice 1861 de l'excédant des recettes de l'exercice 1860.....	1,000,000
12	Produits divers.....	1,000,000
	Sommes versées à charge de restitutions.....	13,707,561

EXERCICE 1861.

DÉPENSE.

Report..... 2,006,085,443^f 23^c

SERVICE ORDINAIRE.

Dépenses effectuées sur les droits constatés à la charge du budget de l'exercice 1861 :

Administration publique.....	580,626,232 ^f 81 ^c	} 2,071,856,822 ^f 90 ^c
Contributions.....	44,159,026 63	
Services généraux des ministères.....	1,130,870,511 65	
Administration de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.....	199,283,917 55	
Remboursements et restitutions, non-valeurs, primes et escomptes.....	116,911,134 26	
		2,170,968,607 16

TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

Dépenses effectuées sur les droits constatés à la charge du budget de l'exercice 1861 :

Ministère d'Etat.....	3,134,580 ^f 56 ^c	} 99,131,784 26
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	95,997,203 70	

Montant final de paiement transporté parmi les avances et découverts du trésor, qui seraient provisoirement à la charge de la dette flottante, en exécution des lois en vigueur. (Art. 6 du projet de loi.)..... 164,903,163 93

Le budget de l'exercice 1861.

NEUR.

RECETTES.

MONTANT DES RECETTES.

MONTANT DES RECETTES.			RÉSUMÉ DES RECETTES.		
Produits constatés.	Requereurs effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédent des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédent des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1861.
7,536 ^f 00 ^c	6,077,536 ^f 00 ^c	"	"	"	6,077,536 ^f 00 ^c
9,000 00	500,000 00	"	"	"	500,000 00
6,390 00	6,756,390 00	"	"	"	6,756,390 00
9,700 00	99,700 00	"	19,700 ^f 00 ^c	"	99,700 00
17,285 20	217,285 20	"	37,285 20	"	217,285 20
14,843 00	14,843 00	"	"	"	14,843 00
2,000 95	2,000 95	"	1,419 95	"	2,000 95
11,440 65	6,511 65	4,929 ^f 00 ^c	511 65	"	6,511 65
53,550 00	53,550 00	"	"	12,450 ^f 00 ^c	53,550 00
9,875 00	9,725 00	150 00	"	15,875 00	9,725 00
16,000 00	816,000 00	"	816,000 00	"	816,000 00
15,863 66	15,863 66	"	15,863 66	"	15,863 66
30,071 33	30,071 33	"	30,071 33	"	30,071 33
04,556 79	14,599,476 79	5,079 00	920,851 79	28,725 00	14,599,476 79
			892,126 ^f 79 ^c		

CHAPITRES spéciaux.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION	
		Crédits ouverts par le budget et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services fin. — Droits communaux au profit des créations.
1	Grande chancellerie. (Personnel.).....	194,400 ⁰⁰	194,400 ⁰⁰
2	Grande chancellerie. (Matériel.).....	62,000 00	61,966 66
3	Traitements et suppléments de traitements aux membres de l'Ordre.....	8,345,286 50	8,130,538 48
4	Traitements aux membres de l'Ordre. (Loi du 11 juin 1859.)....	1,216,000 00	1,130,638 07
5	Décorations aux membres de l'Ordre sans traitement.....	30,000 00	29,000 00
6	Gratifications aux membres de l'Ordre.....	64,000 00	62,630 00
7	Traitements aux médaillés militaires.....	2,857,266 60	2,426,764 50
8	Maison impériale de Saint-Denis. (Personnel.).....	120,100 00	120,099 31
9	Maison impériale de Saint-Denis. (Matériel.).....	405,000 00	404,000 00
9 bis.	Maison impériale de Saint-Denis. (Travaux d'agrandissement.)...	96,000 00	10,630 07
10	Succursales. (Personnel.).....	23,400 00	23,398 65
11	Succursales. (Matériel.).....	333,850 00	333,811 09
11 bis.	Succursales. (Travaux de construction et de clôture.).....	49,000 00	48,968 89
12	Succursales. (Pensions et trousseaux d'élèves pensionnaires aux frais des familles.).....	26,000 00	9,725 00
13	Secours aux élèves.....	4,000 00	4,000 00
14	Commissions aux receveurs généraux des finances. — Frais relatifs au domaine d'Écouen. — Remboursements de sommes versées à charge de restitutions, etc.....	96,500 00	96,431 43
15	Dépenses imprévues et intérêts à la caisse des dépôts et consignations.....	20,000 00	19,999 96
16	Prix des décorations, médailles, brevets et ampliations de décrets pour ordres étrangers. — Emploi de l'excédant des recettes sur les dépenses.....	180,000 00	166,411 71
17	Dépenses des exercices clos.....	3,513 16	3,513 16
18	Remboursement à la caisse des dépôts et consignations; à-compte sur ses avances à la Légion d'honneur. (Loi du 21 juin 1845.)..	200,000 00	200,000 00
19	Traitements des exercices périmés.....	5,464 15	5,072 50
20	Arrérages de traitements de la Légion d'honneur d'exercices clos.	252,013 50	252,013 50
21	Arrérages de traitements de la médaille militaire, etc.....	93,533 40	93,533 40
		14,677,327 31	13,829,729 66

Transport à l'exercice 1862 de l'excédant des recettes de l'exercice 1861 affecté à l'acquittement des traités présent compte.....

Application à l'ancien déficit de l'Ordre de l'excédant des recettes sur les dépenses.....

RÉSUMÉ.....	RÉSULTAT
DÉPENSES.....	

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi qu'il suit :

Crédits accordés par le budget.....	13,709,150 ⁰⁰
Crédits non employés sur l'exercice 1860, transportés à l'exercice 1861.....	816,000 00
Modifications résultant de décrets qui ont autorisé des virements de chapitre à chapitre :	

Décret du 17 novembre 1860.....	
Décret du 30 novembre 1862.....	

AUGMENTATION.	DIMINUTION.
46,500 ⁰⁰	46,500 ⁰⁰
345,546 50	345,546 50
392,046 50	392,046 50

A reporter..... 14,323,350 00

DES DÉPENSES.

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Payés effectués.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits pour services spéciaux transportés à l'exercice 1862.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1861.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		
194,295 ^f 00 ^e 61,966 62	105 ^f 00 ^e "	" 33 ^f 38 ^e	105 ^f 00 ^e "	" "	194,295 ^f 00 ^e 61,966 62
8,130,538 43	"	48 07	"	214,700 ^f 00 ^e	8,130,538 43
1,130,636 07	"	63 93	"	85,300 00	1,130,636 07
29,998 00	"	2 00	"	"	29,998 00
62,630 00	"	1,370 00	"	"	62,630 00
2,426,764 50	"	2 10	"	430,500 00	2,426,764 50
120,099 31	"	0 69	"	"	120,099 31
404,996 40	"	3 60	"	"	404,996 40
10,830 97	"	85,169 03	"	"	10,830 97
23,398 65	"	1 35	"	"	23,398 65
333,811 09	"	38 91	"	"	333,811 09
48,958 89	"	41 11	"	"	48,958 89
9,725 00	"	16,275 00	"	"	9,725 00
4,000 00	"	"	"	"	4,000 00
95,171 21	1,260 22	68 57	1,260 22	"	95,171 21
19,999 96	"	0 04	"	"	19,999 96
166,411 72	"	13,588 28	"	"	166,411 72
3,513 16	"	"	"	"	3,513 16
200,000 00	"	"	"	"	200,000 00
5,072 50	"	391 65	"	"	5,072 50
252,013 50	"	"	"	"	252,013 50
93,533 40	"	"	"	"	93,533 40
13,828,364 38	1,366 22	117,007 71	1,365 22	"	13,828,364 38
		118,462 ^f 93 ^e			
ments non soldés, conformément au transport de crédit porté dans le				730,500 00	730,500 00
					40,612 41
					14,599,476 79
GÉNÉRAL.					
		14,599,476 ^f 79 ^e			
		14,599,476 79			
				Report	14,523,350 00
Crédits ouverts par des lois spéciales :					
Loi du 3 juillet 1861. (Exercices périmés.)					5,464 ^f 15 ^e
Crédits ouverts par des décrets impériaux régularisés par les lois générales des crédits supplémen-					
taires :					145,000 00
Loi du 6 juillet 1862. (Divers services.)					
					14,673,814 15
Crédit ouvert pour dépenses d'exercices clos.					3,513 16
				TOTAL	14,677,327 31

IMPRIMERIE

RÈGLEMENT

CHA- PITRES spé- ciaux.	NATURE DES PRODUITS.	REVENUS	
		Évaluation des produits.	Produits réels des droits constatés.
1	Produits des impressions diverses.....	3,453,400 ^f 00 ^c	3,544,661 ^f 17 ^c
	Produits du dépôt du Bulletin des lois, codes et ouvrages.....	250,000 00	266,774 97
	Produits du Bulletin des arrêts de la cour de cassation.....	1,000 00	703 50
	Produits des fournitures de journaux à sou- ches, etc.....	90,000 00	88,669 50
	Produits du 1/2 p. o/o retenu sur les factures de papiers pour frais du dépôt du 6 ^e	9,500 00	9,452 52
	Produits des recettes diverses.....	50,000 00	66,369 53
2	Restant à recouvrer sur les exercices clos et périmés.....	"	15,203 61
		3,853,900 00	3,991,813 76

RÈGLEMENT

CHA- PITRES spé- ciaux.		CREDITS	
DÉSIGNATION DES SERVICES.		Credits accordés par le budget et par des lois spéciales. (A)	Credits d'ordre en somme égale à l'excédant des produits recouvrés.
1	Dépenses fixes d'administration et d'exploitation.....	366,934 ^f 00 ^c	.
1 bis	Travaux neufs.....	16,400 00	.
2	Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une évaluation fixe.....	3,499,400 00	.
3	Dépenses d'augmentation et renouvellement du matériel...	75,866 00	.
4	Dépenses des exercices clos.....	"	.
5	Excédant des recettes de l'exercice 1861.....	3,958,600 00	.
		33,300 00	1,351 ^f 68 ^c
		3,991,900 00	1,351 68
(A) Ces crédits se subdivisent ainsi qu'il suit :			
Credits accordés par le budget.....			3,853,900 ^f
Credits ouverts par des décrets impériaux régularisés par la loi générale des crédits supplémen- taires du 6 juillet 1862. (Divers services.).....			138,000
			3,991,900

RÉSULTAT

RECETTES.....
DÉPENSES.....

M. L.

NETTES.

REVENUS.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Revenants affectés sur les constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédant des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédant des évaluations sur les droits constatés.	Produits définitifs de l'exercice 1861.
542,249 ^f 95 ^c	2,411 ^f 22 ^c	88,849 ^f 95 ^c	"	3,542,249 ^f 95 ^c
265,496 32	1,277 75	15,496 32	"	265,496 32
703 50	"	"	296 ^f 50 ^c	703 50
88,579 06	90 50	"	1,420 94	88,579 06
9,452 32	"	"	47 68	9,452 32
66,369 53	"	16,369 53	"	66,369 53
6,515 08	8,688 53	6,515 08	"	6,515 08
3,979,365 76	12,468 00	127,230 88	1,765 12	3,979,365 76
		125,465 ^f 76 ^c		

DÉPENSES.

REVENUS.				RÈGLEMENT DES DÉPENSES.		
Total.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers.	Payements effectués.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés. — Crédits non consommés par les dépenses, annulées définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1861.
6,934 ^f 00 ^c	364,518 44	364,518 ^f 44 ^c	"	2,415 ^f 56 ^c	"	364,518 ^f 44 ^c
6,400 00	16,327 96	16,327 96	"	72 04	"	16,327 96
19,400 00	3,497,033 98	3,497,033 98	"	2,366 02	"	3,497,033 98
75,866 00	66,833 70	66,833 70	"	9,032 30	"	66,833 70
"	"	"	"	"	"	"
18,600 00	3,044,714 08	3,044,714 08	"	13,885 92	"	3,044,714 08
14,651 68	34,651 68	34,651 68	"	"	"	(a) 34,651 68
3,979,365 76	3,979,365 76	3,979,365 76	"	13,885 92	"	3,979,365 76
				13,885 ^f 92 ^c		

(a) Dont 3,465^f 17^c à verser au trésor public.
et 31,186 51 à porter en augmentation du fonds capital affecté aux avances de l'imprimerie impériale.

SOMME GÉNÉRALE. 34,651 68

TOTAL.
3,979,365^f 76^c
3,979,365 76

RÈGLEMENT

CHAPITRES spéciaux.	NATURE DES PRODUITS.	SITUATION DES	
		Évaluation des produits.	Produits réels des droits constatés.
1	Produits d'actes de chancellerie et bénéfice sur le change....	650,000' 00"	1,281,744' 50"
2	Prélèvement effectué sur le fonds commun des chancelleries au profit de celles dont les dépenses ont excédé les recettes. (Article 5 de l'ordonnance du 23 août 1833.).....	350,000 00	424,325 27
3	Subvention au fonds commun des chancelleries consulaires...	.	240,000 00
	TOTAUX.....	1,000,000 00	1,946,070 07

RÈGLEMENT

CHAPITRES spéciaux.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
		Crédits accordés par le budget.	Crédits d'ordre en somme égale à l'excédant des produits recouvrés.	Total.
1	Frais de chancelleries, honoraires des chanceliers et pertes sur le change.....	600,000' 00"	711,247' 45"	1,311,247' 45"
2	Versements effectués au trésor à titre de fonds commun des chancelleries consulaires (ordonnance du 23 août 1833), savoir :			
	Portion non employée pour les chancelleries dont les recettes ont été inférieures aux dépenses.....	350,000 00	74,325 27	424,325 27
	Excédant disponible porté en recette aux produits divers du budget de l'État.....	50,000 00	160,497 35	210,497 35
	TOTAUX.....	1,000,000 00	946,070 07	1,946,070 07

RÉSULTAT

RECETTES.
DÉPENSES.

LAIRES.

CETTES.

		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Versements effectués Les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédant des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédant des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1861.
81,744 ^f 80 ^c	"	631,744 ^f 80 ^c	"	1,281,744 ^f 80 ^c
24,325 27	"	74,325 27	"	424,325 27
40,000 00	"	240,000 00	"	240,000 00
946,070 07	"	946,070 07	"	1,946,070 07
		946,070 ^f 07 ^c		

EXPENSES.

		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Reste.		Crédits annulés.		Crédits définitifs
non résultant des vices faits.	Payements	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1861.
Reste constaté un profit créanciers.	effectués.			
111,247 ^f 45 ^c	1,311,247 ^f 45 ^c	"	"	1,311,247 ^f 45 ^c
424,325 27	424,325 27	"	"	424,325 27
210,497 35	210,497 35	"	"	210,497 35
946,070 07	1,946,070 07	"	"	1,946,070 07

GÉNÉRAL.

SERVICE DE LA MONNAIE

CHANGEMENTS spéciaux.	NATURE DES PRODUITS.	
	<i>Monnaies.</i>	
1	Retenues pour frais de fabrication sur les matières apportées aux changes des monnaies.....	58,25
2	Produit des tolérances en faible sur le titre et le poids des monnaies fabriquées.....	50,00
3	Droits d'essai sur les lingots présentés en vérification par le commerce.....	1,00
4	Recettes extraordinaires.....	1,00
	<i>Médailles.</i>	
5	Produit de la vente des médailles fabriquées d'après le tarif du 4 décembre 1849.....	58,00
6	Droit de 10 p. o/o prélevé sur le prix de fabrication des médailles de sainteté, boutons, etc.....	1,00
	TOTAUX.....	1,313,30

CHANGEMENTS spéciaux.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	
	<i>Monnaies.</i>	
1	Frais de fabrication alloués aux directeurs des monnaies.....	58,25
2	Perte résultant des tolérances en fort sur le titre et le poids des monnaies fabriquées.....	50,00
	<i>Médailles.</i>	
3	Frais de fabrication des médailles vendues, y compris la valeur des matières.....	53,00
		1,163,30
4	Application aux produits divers du budget du bé- néfice net.....	100,00
	TOTAUX.....	1,313,30

RECETTES.....
DÉPENSES.....

MONNAIES ET MÉDAILLES.

BUTTES.

MODIFICATIONS DES DÉPENSES d'après exécution des produits.		ÉVALUATIONS	PRODUITS	RECouvreMENTS	RECETTES
		rectifiées.	résultant des droits constatés.	effectués.	définitives de l'exercice 1861.
Augmentations.	Diminutions.				
389' 12°	373,365' 22°	208,892' 78°	208,892' 78°	208,892' 78°	208,892' 78°
379 00	"	67,389 12	67,389 12	67,389 12	67,389 12
43 08	"	479 00	479 00	479 00	479 00
		43 08	43 08	43 08	43 08
492 88	"	911,492 88	911,492 88	911,492 88	911,492 88
498 51	"	1,498 51	1,498 51	1,498 51	1,498 51
1,802 59	373,365 22	1,189,795 37	1,189,795 37	1,189,795 37	1,189,795 37
23,562' 63°					

DÉPENSES.

MODIFICATIONS DES CRÉDITS d'après réalisation des recettes.		CRÉDITS	DÉPENSES	PAYEMENTS	DÉPENSES
		rectifiés.	résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers.	effectués.	définitives de l'exercice 1861.
Augmentations.	Diminutions.				
"	373,330' 79°	208,927' 21°	208,927' 21°	208,927' 21°	208,927' 21°
"	49,932 64	67 36	67 36	67 36	67 36
05,148' 89°	"	836,148 89	836,148 89	836,148 89	836,148 89
05,148 89	423,263 43	1,045,143 46	1,045,143 46	1,045,143 46	1,045,143 46
67,709 41	"	67,809 41	144,651 91	144,651 91	144,651 91
26,842 50	"	76,842 50			
199,700 80	423,263 43	1,189,795 37	1,189,795 37	1,189,795 37	1,189,795 37
23,562' 63°					

ÉTAL.

1,189,795' 37°
1,189,795 37

CHAPITRE spécial.	NATURE DES PRODUITS.	SITUATION DES RECETTES.			
		ÉVALUATION des produits.	PRODUITS résultant des droits constatés.	RECouvreMENTS effectués sur les droits constatés.	RESTE à recouvrer sur les droits constatés.
1	Retenue de 3 centimes par franc sur les dépenses de la marine et des colonies; retenue de 5 centimes par franc et autres retenues spécialement applicables au personnel des bureaux de l'administration centrale.....	4,564,374 ¹ 00 ^e	7,530,287 ¹ 37 ^e	7,530,287 ¹ 37 ^e	*
2	Retenues exercées sur la solde des officiers militaires ou civils et autres agents de la marine et des colonies en congé.....	180,000 00	115,644 12	115,644 12	*
3	Retenues sur les salaires des marins employés, soit au commerce, soit à la pêche, et naviguant à salaires fixes ou à la part.....	1,370,000 00	1,371,156 11	1,371,156 11	*
4	Solde des déserteurs de la marine militaire et moitié de la solde des déserteurs de la marine commerciale.....	50,000 00	36,113 06	36,113 06	*
5	Décomptes de solde, de parts de prises et produits de successions de marins non réclamés pendant le dépôt temporaire à la caisse des gens de mer, et versés, pour ordre, à la caisse des invalides, sous toute réserve en faveur des ayants droit..	480,000 00	546,401 ¹ 47	546,401 ¹ 47	*
6	Produits de bris, et naufrages non réclamés pendant le dépôt temporaire à la caisse des gens de mer, et versés également, pour ordre, à la caisse des invalides.....	100,000 00	63,947 11	63,947 11	*
7	Droits des invalides sur le produit des navires capturés par les bâtiments de l'État, en vertu du droit de guerre.....	30,000 00	339 16	339 16	*
8	Dividende des actions de la banque de France appartenant à la caisse des invalides.....	150,000 00	179,046 00	179,046 00	*
9	Rentes 3 et 4 1/2 p. o/o appartenant à la caisse des invalides de la marine (immobilisées).....	4,812,141 00	5,047,141 00	5,047,141 00	*
10	Plus-value de feuilles de rôles d'équipage délivrées aux navires de commerce.....	60,000 00	57,686 11	57,686 11	*
11	Recettes diverses.....	835,485 00	627,254 50	627,254 50	*
12	Recettes d'ordre.....	12,632,000 00	15,575,016 01	15,575,016 01	*
13	Fonds reportés de l'exercice 1860 (voir le compte dudit exercice).. 	 12,632,000 00	2,492,000 00 485,446 06 18,552,462 07	2,492,000 00 485,446 06 18,552,462 07	* * *

ETTES.

RÈGLEMENT DES RECETTES.			OBSERVATIONS.
NT ts rés tions.	EXCÉDANT des évaluations sur les produits recouvrés.	PRODUITS définitifs de l'exercice 1861.	
3 ^e 37 ^e	"	7,530,287 ^e 37 ^e	
"	64,355 ^e 88 ^e	115,614 12	
56 11	"	1,371,156 11	
"	13,886 94	36,113 06	
01 47	"	546,401 47	
"	36,052 89	63,947 11	
"	29,660 84	339 16	
46 00	"	179,046 00	
100 00	"	5,047,141 00	
"	2,313 89	57,686 11	
"	208,230 50	627,254 50	
116 95	354,500 94	15,575,016 01	
100 00	"	2,492,000 00	
146 06	"	485,446 06	
63 01	354,500 94	18,552,462 07	
5,920,462 ^e 07 ^e			

rie.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	Crédits accordés par le budget
1	Pensions dites <i> demi-soldes </i> , accordées aux marins après vingt-cinq ans de navigation tant sur les bâtiments de l'État que sur ceux du commerce, comptant de l'âge de dix ans; allocations temporaires aux enfants desdits marins et ouvriers.....	3,300,000 fr
2	Pensions de retraite d'ancienneté et pensions pour blessures, dans les divers services de la marine et des colonies, y compris l'entretien de 100 marins à l'hôtel des invalides; pensions de veuves; pensions de veuves de demi-soldiers ou de marins et ouvriers décédés en possession de droits à la demi-solde; allocations aux pères et mères de marins tués dans les combats.....	8,100,000 fr 406,000 fr
3	Fonds annuel de secours; subside de 6,000 francs à l'hospice de Rochefort.....	412,000 fr
4	Frais d'administration et de trésorerie pour les trois caisses : prises, gens de mer et invalides.....	280,000 fr
5	Remboursements sur les anciens dépôts de solde; parts de prises, successions.....	70,000 fr
6	Remboursements sur les produits de bris et naufrages.....	64,000 fr
7	Dépenses diverses.....	12,632,000 fr
8	Dépenses d'ordre.....	12,632,000 fr

Transport à l'exercice 1862 de l'excédant de recette de l'exercice 1861.....

RÉSUMÉ
RECETTES.....
DÉPENSES.....

CAISSE DE LA DOTATION
RÈGLE

NUMÉROS des chapitres.		DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATION des produits (Tableau I de la loi de finances du 26 juill. 1861)
DOTATION DE L'ARMÉE.			
1		Versements faits par les appelés compris dans le contingent annuel, pour obtenir l'exonération du service militaire.....	32,000,000 fr
2		Versements faits par des militaires sous les drapeaux pour obtenir l'exonération du service militaire.....	4,800,000 fr
3		Dons et legs faits à la dotation de l'armée.....	Mémoire.
4		Arrérages des rentes inscrites sur le grand-livre de la dette publique.....	9,000,000 fr
5		Intérêts résultant de l'excédant des recettes.....	500,000 fr
6		Produits de la vente de rentes appartenant à la caisse de la dotation de l'armée....	Mémoire.
6 bis		Versements à titre divers et restitués***, par les militaires, de sommes indûment perçues.	Mémoire.
VERSEMENTS VOLONTAIRES.			
7		Versements volontaires faits, à titre de dépôts, par les militaires de tous grades, dans le cours de leur service.....	Mémoire.
		Versements volontaires provenant de primes de rengagement.....	10,000 fr
		A reporter.....	46,310,000 fr

DE LA MARINE.

ENSES.

DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
résultant des faits. — constatés profit anciers.	Payements effectués.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1861.
			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
4,601' 11"	11,394,601' 11"	"	5,393' 89"	"	11,394,601' 11"
25,989 60	405,989 60	"	10 40	"	405,989 60
56,143 45	406,143 45	"	5,856 55	"	406,143 45
40,610 16	340,610 16	"	9,389 84	"	340,610 16
32,813 51	32,813 51	"	31,186 49	"	32,813 51
80,157 83	12,580,157 83	"	51,842 17	"	12,580,157 83
00,000 00	5,100,000 00	"	"	"	5,100,000 00
80,157 83	17,680,157 83	"	51,842 17	"	17,680,157 83
			51,842' 17"		
					872,304 24
					18,552,462 07
AL.					
..... 18,552,462' 07"					
..... 18,552,462 07					

DE L'ARMÉE.

RECETTES.

MODIFICATION des évaluations d'après réalisation des recettes.		ÉVALUATIONS rectifiées.	PRODUITS résultant des droits constatés.	RECouvreMENTS effectués.	RESTE à recouvrer sur les droits constatés.	RECETTES définitives de l'exercice 1861.
Augmentations.	Diminutions.					
1,000' 00"	"	49,685,000' 00"	49,685,000' 00"	49,685,000' 00"	"	49,685,000' 00"
"	781,214' 30"	4,018,785 70	4,018,785 70	4,018,785 70	"	4,018,785 70
"	"	9,579,766 50	9,579,766 50	9,579,766 50	"	9,579,766 50
1,766 50	241,497 33	258,502 67	258,502 67	258,502 67	"	258,502 67
"	"	38,193 82	38,193 82	38,193 82	"	38,193 82
3,193 82	"	369,934 35	369,934 35	369,934 35	"	369,934 35
1,189 06	"	706,189 06	706,189 06	706,189 06	"	706,189 06
1,083 73	1,022,711 63	64,655,372 10	64,655,372 10	64,655,372 10	"	64,655,372 10

NUMÉROS des chapitres	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATION des produits (Tableau F de la loi de fin du 26 juillet 1860.)
	Report.	46,310,000 ⁰⁰
	VERSEMENTS AVANT L'APPEL.	
8	Versements faits par les jeunes gens, ou en leur nom, avant l'appel de leur classe, et applicables à leur exonération ultérieure, s'il y a lieu.....	Mémoire.
9	Versement à titres divers et restitutions, par des militaires, de sommes indûment payées. MILITAIRES SAVOISIENS ET NIÇOIS.	Mémoire.
10	Versement fait par le gouvernement italien pour le compte des remplaçants savoisiens et niçois passés au service de la France.....	Mémoire.
		46,310,000 ⁰⁰
11	Fonds reportés de l'année 1860.....	Mémoire.
		46,310,000 ⁰⁰

NUMÉROS des chapitres	DÉSIGNATION DES SERVICES.	COTE accordée (Tableau F de la loi du 26 juillet 1860.)
	DOTATION DE L'ARMÉE.	
1	Première portion de la prime et des annuités payées à des militaires rengagés ou engagés pendant l'année 1861.....	29,006,145 ⁰⁰
	Deuxième et troisième portions de la prime et des annuités payées à des militaires rengagés ou engagés en 1861.....	1,195,973 94
		31,192,118 94
2	Première portion de la prime et des annuités payées à des remplaçants par voie administrative admis pendant l'année 1861.....	10,305,670 ⁰⁰
	Deuxième portion, <i>idem</i>	8,000 00
		10,313,670 00
3	Hautes payes de 10 centimes et de 20 centimes allouées aux militaires rengagés ou engagés dans les années 1855 à 1861.....	
4	Remboursements de versements faits par des jeunes appelés compris dans le contingent (classe de 1859 à 1860).....	
5	Remboursements faits à des militaires sous les drapeaux.....	
6	Indemnités payées à divers. (Remplacements administratifs et frais judiciaires.)...	
7	Intérêts payés à divers. (Avances faites par la caisse des dépôts et consignations et versements dans les colonies.).....	
	FRAIS D'ADMINISTRATION, ETC.	46,310,000 ⁰⁰
	Secrétariat de la commission supérieure de la dotation.....	6,500 ⁰⁰
8	Frais d'administration au ministère de la guerre.....	38,100 00
	Abonnement aux corps pour frais de bureau et impressions.....	35,059 20
	Frais d'administration à la caisse des dépôts et consignations.....	64,206 75
		143,865 95
	A reporter.	46,310,000 00

(A) Cette augmentation de 24,587,650 ⁰⁰ 66 ⁰⁰ entre les crédits primitifs et les crédits rectifiés provient :	
1 ^{re} Des augmentations qui se sont produites sur le chiffre des recettes prévues au budget de l'armée, dont quelques-unes ne figurent que pour mémoire, ensemble.....	la dotation de 29,874,443 ⁰⁰
2 ^{de} Des fonds reportés de l'exercice 1860 (solde général) ne figurant que pour mémoire au budget de 1861.....	5,735,888 41
	25,610,331 41
A DÉDUIRE :	
Diminutions de recettes prévues aux chapitres II et V.....	1,000,711 83
SOMME ÉGALE.	24,587,650 66

DE L'ARMÉE.

REVENUES.

MODIFICATION des évaluations d'après la situation des recettes.		ÉVALUATIONS rectifiées.	PRODUITS résultant des droits constatés.	RÉCOUVREMENTS effectués.	RESTE à recouvrer sur les droits constatés.	RECETTES définitives de l'exercice 1861.
Station.	Diminutions.					
83 ^r 73 ^e	"	1,022,711 ^r 63 ^e	64,655,372 ^r 10 ^e	64,655,372 ^r 10 ^e	"	64,655,372 ^r 10 ^e
61 75	"	1,361 75	1,361 75	1,361 75	"	1,361 75
198 39	"	504,998 39	504,998 39	504,998 39	"	504,998 39
143 87	1,022,711 63	65,161,732 24	65,161,732 24	65,161,732 24	"	65,161,732 24
188 42	"	5,735,888 42	.....	.....	.....	5,735,888 42
132 29	1,022,711 63	70,897,620 66	.....	.....	.....	70,897,620 66
24,587,620 ^r 66 ^e						

DE L'ARMÉE.

DÉPENSES.

MODIFICATION DES CRÉDITS d'après la situation des recettes.		CRÉDITS rectifiés.	DÉPENSES résultant des services faits. Droits constatés.	PAYEMENTS effectués.	RESTE à payer sur les droits constatés.	DÉPENSES définitives de l'exercice 1861.
Station.	Diminution.					
			31,192,118 ^r 94 ^e	31,192,118 ^r 94 ^e	"	31,192,118 ^r 94 ^e
			10,313,670 00	10,313,670 00	"	10,313,670 00
			3,822,554 25	3,822,554 25	"	3,822,554 25
			29,400 00	29,400 00	"	29,400 00
			15,950 00	15,950 00	"	15,950 00
			253,679 44	253,679 44	"	253,679 44
7620 ^r 66 ^e 4)	"	70,897,620 ^r 66 ^e	140,543 18	140,543 18	"	140,543 18
			143,865 95	143,865 95	"	143,865 95
7620 66	"	70,897,620 66	45,911,781 76	45,911,781 76	"	45,911,781 76

NOMBRES des chapitres.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	Caisse accréditée. (Tableau I de la loi du 26 juillet 1861)
	Report.....	46,310,000
	FRAIS D'ADMINISTRATION, ETC. (Suite.)	
9	Taxations allouées aux préposés de la caisse des dépôts et consignations pour les recettes et les dépenses effectuées par eux pour le compte de la dotation en 1861.	
10	Supplément de pension à des sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats des corps qui ne se recrutent pas par la voie des appels.....	
11	Achat de rentes 3 p. o/o. (Arrêté ministériel du 3 juillet 1861).....	
	VERSEMENTS VOLONTAIRES.	
12	Remboursements de versements volontaires faits à titre de dépôt.....	
	Remboursements de versements volontaires provenant de primes de rengagement..	
	VERSEMENTS AVANT L'APPEL.	
13	Remboursements sur versements avant l'appel.....	
	MILITAIRES SAVOISIENS ET NIÇOIS.	
14	Remboursement des sommes revenant à divers militaires savoisiens et niçois ayant accompli le temps pour lequel ils étaient liés au service.....	46,310,000
Transport à l'exercice 1862 du solde général au 31 décembre 1861 en faveur de la caisse de la dotation		
RÉSULTAT		
RECETTES.....		
DÉPENSES.....		

ÉTABLISSEMENTS D'INSTRUCTION

RÈGLEMENT

NOMBRES des articles.	NATURE DES PRODUITS.	ÉVALUATION des produits.	MODIFICATION des évaluations d'après la réalisation des recettes.	
	CHAPITRE I ^{er} . — RECETTES ORDINAIRES.		Augmenta- tions.	Diminutions.
1	Facultés de théologie.....	2,500 ⁰⁰	"	3,650 ⁰⁰
2	Facultés de droit.....	1,150,000 ⁰⁰	"	2,650 ⁰⁰
3	Facultés de médecine.....	470,000 ⁰⁰	111,777 ⁵⁰	23,630 ⁰⁰
4	Facultés des sciences.....	370,000 ⁰⁰	"	51,700 ⁰⁰
5	Facultés des lettres.....	440,000 ⁰⁰	134,840 ⁰⁰	12,500 ⁰⁰
6	Écoles supérieures de pharmacie.....	170,000 ⁰⁰	"	"
7	Écoles préparatoires de médecine et de pharmacie.....	90,000 ⁰⁰	"	"
8	Écoles préparatoires à l'enseignement supérieur des sciences et des lettres.	1,000 ⁰⁰	3,551 ⁰⁰	"
	CHAPITRE II. — RECETTES EXTRAORDINAIRES.	2,603,500 ⁰⁰	350,168 ⁵⁰	91,710 ⁰⁰
Unique	Subvention de l'État.....	807,000 ⁰⁰	"	"
	CHAPITRE III.			
Idem.	Transport à l'exercice 1861 de l'excédant des recettes de l'exercice 1860.....	"	88,147 ⁷¹	"
		3,500,500 ⁰⁰	338,316 ²¹	91,710 ⁰⁰
			244,605 ⁹⁴	

ON DE L'ARMÉE.

ENSES.

CATION DES CRÉDITS d'après la situation des recettes.		CRÉDITS rectifiés.	DÉPENSES résultant des services faits. Droits constatés.	PAYEMENTS effectués.	RESTE à payer sur les droits constatés.	DÉPENSES définitives de l'exercice 1861.
Augmentation.	Diminution.					
10 ^e 66 ^e	"	70,897,620 ^e 66 ^e	45,911,781 ^e 76 ^e	45,911,781 ^e 76 ^e	"	45,911,781 ^e 76 ^e
			205,623 11	205,623 11	"	205,623 11
			1,402,640 02	1,402,640 02	"	1,402,640 02
			47,520,044 89	47,520,044 89	"	47,520,044 89
			11,999,982 00	11,999,982 00	"	11,999,982 00
			262,658 35	262,658 35	"	262,658 35
			752,357 06	752,357 06	"	752,357 06
			2,161 75	2,161 75	"	2,161 75
			34,717 14	34,717 14	"	34,717 14
120 66	"	70,897,620 66	60,571,921 19	60,571,921 19	"	60,571,921 19
						10,325,699 47
						70,897,620 66

IAL.

..... 70,897,620^e 66^e
 70,897,620 66

LEMENT SUPÉRIEUR.

ECETTES.

ÉVALUATIONS rectifiées.	PRODUITS résultant des droits constatés.	RECouvreMENTS effectués.	RESTE à recouvrer sur les droits constatés.	RÉGLEMENT DES RECETTES.		
				Excédant des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédant des évaluations sur les produits recouvrés.	Recettes définitives de l'exercice 1861.
2,440 ^e 00 ^e	2,440 ^e 00 ^e	2,440 ^e 00 ^e	"	"	"	2,440 ^e 00 ^e
146,346 00	1,146,346 00	1,146,346 00	"	"	"	1,146,346 00
581,777 50	581,777 50	581,777 50	"	"	"	581,777 50
346,370 00	346,370 00	346,370 00	"	"	"	346,370 00
574,840 00	574,840 00	574,840 00	"	"	"	574,840 00
118,220 00	118,220 00	118,220 00	"	"	"	118,220 00
77,414 40	77,414 40	77,414 40	"	"	"	77,414 40
4,551 00	4,551 00	4,551 00	"	"	"	4,551 00
851,957 90	2,851,957 90	2,851,957 90	"	"	"	2,851,957 90
807,000 00	807,000 00	807,000 00	"	"	"	807,000 00
88,147 71	88,147 71	88,147 71	"	"	"	88,147 71
3,747,105 61	3,747,105 61	3,747,105 61	"	"	"	3,747,105 61

Nombres des articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	crédits accordés par le budget et par le décret du 31 décembre 1861.	crédit d'ordre. — Rappels des dépenses d'exercices clos.	TOTA.
CHAPITRE I ^{er} . — DÉPENSES ORDINAIRES.				
1	Facultés de théologie.....	162,000 ⁰ 00 ⁰	"	162,000 ⁰ 00 ⁰
2	Facultés de droit.....	820,000 00	"	820,000 00
3	Facultés de médecine.....	755,000 00	"	755,000 00
4	Facultés des sciences.....	793,000 00	"	793,000 00
5	Facultés des lettres.....	616,983 00	"	616,983 00
6	Écoles supérieures de pharmacie.....	160,000 00	"	160,000 00
7	Dépenses communes à toutes les facultés.....	163,500 00	"	163,500 00
		3,470,483 00	"	3,470,483 00
CHAPITRE II. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.				
Un- que.	Reconst ^{ns} de la Sorbonne, renouvellement de collections, etc.	120,000 00	"	120,000 00
Idem	CHAPITRE III.			
	Dépenses des exercices clos.....	"	24,039 ⁰ 56 ⁰	24,039 56
		3,590,483 00	24,039 56	3,614,522 56
Excédant de recettes à verser au trésor public.....				
		RECETTES.....		
		DÉPENSES.....		

Résultat général du règlement des recettes et des dépenses.....	Ministère d'État.....
	Ministère de la justice.....
	Ministère des affaires étrangères.....
	Ministère des finances.....
	Ministère de la marine.....
	Ministère de la guerre.....
	Ministère de l'instruction publique, etc.....

IENT SUPÉRIEUR.

ENSES.

es it nits. s de.	PAYEMENTS effectués.	RESTE à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES DÉPENSES.			
			Crédits non consommés par les dépenses à annuler définitivement.			Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1861.
			Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer.	
3 ^e 83 ^e	162,359' 83 ^e	1,424' 00 ^e	1,783' 83 ^e	"	1,424' 00 ^e	162,359' 83 ^e
6 26	799,476 28	"	"	20,525' 73 ^e	"	799,476 28
7 73	753,691 01	19,366 72	18,077 73	"	19,366 72	753,691 01
0 14	793,681 19	168 95	860 14	"	168 95	793,681 19
1 41	620,486 58	332 83	3,838 41	"	332 83	620,486 58
8 26	156,223 67	5,994 59	2,218 26	"	5,994 59	156,223 67
14 52	156,536 52	718 00	"	6,245 48	718 00	156,536 52
32 17	3,442,457 08	28,025 09	26,768 37	26,769 20	28,025 09	3,442,457 08
99 67	119,513 42	486 25	Exced ^t de crédits :	0' 23 ^e	"	"
39 56	24,039 56	"	"	0 33	486 25	119,513 42
21 40	3,586,010 06	28,511 34	"	1 16	28,511 34	3,586,010 06
				28,512' 50 ^e		
						161,095 55
						3,747,105 61
	3,747,105' 61 ^e					
	3,747,105 61					

DÉPENSES.

	RECETTES.	DÉPENSES.
lon d'honneur.....	14,599,476' 79 ^e	14,599,476' 79 ^e
merie impériale.....	3,979,365 76	3,979,365 76
ccoteries consulaires.....	1,946,070 07	1,946,070 07
vice de la fabrication des monnaies.....	1,189,795 37	1,189,795 37
ses des invalides de la marine.....	18,552,462 07	18,552,462 07
ises de la dotation de l'armée.....	70,897,620 66	70,897,620 66
ttachements d'enseignement supérieur.....	3,747,105 61	3,747,105 61
	114,911,896 33	114,911,896 33

TABEAU F.

TABEAU DÉFINITIF

1 ^{er} RÉSULTATS GÉNÉRAUX	
MINISTÈRES ET SERVICES.	Fonds reportés des exercices précédents (Tableau C.)
Ministère de l'intérieur. { 1 ^{re} Section. — Dépenses ordinaires.....	1,017,305 4
2 ^e Section. — Dépenses facultatives.....	2,022,178 7
3 ^e Section. — Dépenses extraordinaires.....	11,042,369 6
4 ^e Section. — Dépenses spéciales.....	1,952,753 6
	16,034,597 7
Ministère des finances. — Cadastre.....	95,551 50
Ministère de l'instruction publique et des cultes. — Instruction primaire.....	521,416 60
TOTAL GÉNÉRAL du service départemental.....	16,651,588 90
1 ^{er} RÉSULTATS GÉNÉRAUX	
MINISTÈRES ET SERVICES.	Restes de l'exercice 1884.
Ministère de l'intérieur. { 1 ^{re} Section. — Dépenses ordinaires.....	36,695,180 40
2 ^e Section. — Dépenses facultatives.....	28,000,392 50
3 ^e Section. — Dépenses extraordinaires.....	41,210,882 31
4 ^e Section. — Dépenses spéciales.....	26,802,374 60
	132,708,630 81
Ministère des finances. — Cadastre.....	154,368 33
Ministère de l'instruction publique et des cultes. — Instruction primaire.....	6,725,410 60
TOTAL GÉNÉRAL du service départemental.....	139,588,368 90

RCICE 1861.

ET DES DÉPENSES.

ÈRES.

ATIONS LÉGISLATIVES
se au règlement de l'exercice.

ettes et se prévues budget. F. y compris es pour le fonds cadastre.)	Augmentation résultant de la plus-value des ressources réalisées. (Tableau B annexé à la présente loi.)	Total des recettes et des dépenses servant de base au règlement législatif de l'exercice.
1,107,500' 00°	587,680' 49°	37,712,485' 91°
032,500 00	10,967,892 58	30,022,571 33
1,862,000 00	4,348,682 31'	52,253,042 16
1,552,000 00	1,250,374 64	28,755,128 32
1,554,000 00	17,154,630 00	148,743,227 72
75,000 00	79,32 33	249,882 96
6,094,000 00	,410 64	7,246,827 27
1,723,000 00	17,865,368 97	156,239,937 95

RÈGLEMENT LÉGISLATIF DE L'EXERCICE.

Recette.	
nds reportés	
de l'exercice 1859.	de l'exercice 1860.
716,615' 57°	300,689' 85°
700,913 83	1,321,264 94
1,671,440 03	9,370,919 82
269,069 70	1,693,693 98
3,348,029 13	12,686,568 59
16,034,597' 72°	
95,554 68	"
477,484 35	43,932 28
521,416' 63°	
3,921,068 11	12,730,500 87
16,651,568' 98°	

STÈRES. (Suite.)

RÈGLEMENT LÉGISLATIF DE L'EXERCICE.

Dépense.					
Total de recette.	Dépenses de l'exercice 1861.	Fonds restés sans emploi, appliqués au budget général de 1861.	Fonds reportés		Total de dépense.
			à l'exercice 1862.	à l'exercice 1863.	
12,485' 91"	36,943,679' 93"	"	301,081' 87"	467,724' 11"	37,712,486' 91"
12,571 33	28,025,354 00	"	1,321,371 06	676,646 27	30,022,571 33
53,042 16	41,125,437 28	"	9,126,565 62	2,001,039 26	52,253,042 16
55,128 32	26,790,464 06	"	1,687,211 97	277,452 29	28,755,128 32
43,227 72	132,884,935 27	"	12,436,230 52	3,422,061 93	148,743,227 72
49,882 96	171,548 14	"	"	78,334 82	249,882 96
46,827 27	6,646,035 55	"	107,766 41	493,025 31	7,246,827 27
139,937 95	139,702,518 96	"	12,543,996 93	3,993,422 06	156,239,937 95
			16,537,418' 99"		

RECETTE.

MINISTRE

1^{re} SECTION. — Dépenses ordinaires

FONDS REPORTÉS DES EXERCICES 1859 ET 1860.

Exercice 1859.	{	Produit des centimes additionnels ordinaires et du fonds commun.....	674,707 ⁰¹	}	716,615 ⁵⁷	} 1.017,3
		Produits éventuels ordinaires.....	41,908 56			
Exercice 1860.	{	Produit des centimes additionnels ordinaires et du fonds commun.....	293,852 96	}	300,689 85	}
		Produits éventuels ordinaires.....	6,836 89			

RECETTES DE L'EXERCICE 1861.

Produit des 10 centimes additionnels ordinaires imposés par la loi.....	21,549,271 ¹⁶	} 35,894,180 98	} 36,695,180 98
Produit des 7 centimes additionnels imposés par la loi pour fonds commun à répartir entre les départements.....	14,344,909 82		
Produits éventuels ordinaires.....		800,999 51	

37,712,188 98

2^e SECTION. — Dépenses facultatives (et c.)

FONDS REPORTÉS DES EXERCICES 1859 ET 1860.

Exercice 1859.	{	Produit des centimes additionnels facultatifs et du fonds commun.....	410,838 ⁷⁸	} 700,913 ⁸³	} 2,221,177 ¹¹
		Produits de propriétés départementales non affectées à un service public.....	108,898 37		
		Subventions communales ou particulières pour travaux de routes et autres recettes, etc.....	181,176 68		
Exercice 1860.	{	Produit des centimes additionnels facultatifs.....	1,007,200 77	} 1,321,364 94	}
		Produits de propriétés départementales non affectées à un service public.....	61,246 13		
		Subventions communales ou particulières pour travaux de routes et autres recettes, etc.....	252,818 04		

RECETTES DE L'EXERCICE 1861.

Produit des centimes additionnels facultatifs votés par les conseils généraux.....	15,626,433 37	} 28,000,398 86
Produits éventuels facultatifs.....	1,809,817 33	
Subventions communales ou particulières pour travaux de routes.....	10,564,141 86	

30,000,571 33

[CES.

DÉPENSE.

: la loi du 10 mai 1838).

DÉPENSES DE L'EXERCICE 1861.

dinaires des bâtiments départementaux.....	2,513,558 ¹ 76 [°]	
ns dues par les propriétés des départements.....	4,123 86	
hôtels de préfetures et de sous-préfetures et du local af-		
service départemental de l'instruction publique.....	315,611 40	
es préfetures et des sous-préfetures et du local ci-dessus		
.....	808,797 10	
nt de la gendarmerie.....	2,538,860 82	
ises et tribunaux.....	1,621,260 63	
les routes départementales.....	15,999,544 13	36,943,679 ¹ 93 [°]
uvés ou abandonnés et orphelins pauvres.....	5,740,475 73	
.....	5,910,833 06	
s.....	197,197 23	
épimentales.....	365,043 68	
iverses ordinaires.....	328,312 40	
rtementales ordinaires.....	590,707 53	
liverses payées à Paris, sur ordonnances du ministre de l'in-		
à titre de dépenses départementales.....	21,354 60	

FONDS REPORTÉS AUX EXERCICES 1862 ET 1863.

Produit des centimes additionnels ordi-	294,572 ¹ 61 [°]	301,081 87	
naires et du fonds commun.....	6,509 26		768,805 98
Produits éventuels ordinaires.....			
Produit des centimes additionnels ordi-	430,204 06	467,724 11	
naires et du fonds commun.....	37,520 05		
Produits éventuels ordinaires.....			
			37,712,488 91

: loi du 10 mai 1838).

DÉPENSES DE L'EXERCICE 1861.

enfs des édifices départementaux.....	5,643,264 ¹ 61 [°]	
es routes départementales.....	8,055,121 33	
as aux communes.....	1,236,777 07	
ments et secours.....	3,033,289 51	
.....	355,321 79	28,025,364 ¹ 00 [°]
ntre la mendicité.....	3,833,967 10	
liverses.....	3,127,776 27	
rtementales extraordinaires.....	2,739,656 32	
liverses payées à Paris, sur ordonnances du ministre de l'in-		
à titre de dépenses départementales.....		

FONDS REPORTÉS AUX EXERCICES 1862 ET 1863.

Produit des centimes additionnels facul-	872,108 ¹ 19 [°]		
tatifs.....			
Produits de propriétés départementales	44,040 73	1,321,371 ¹ 06 [°]	
non affectées à un service public.....			
Subventions communales ou particulières	405,222 14		
pour travaux de routes et autres recettes.			1,997,217 33
Produit des centimes additionnels facul-	422,565 90		
tatifs.....			
Produits de propriétés départementales	84,209 53	675,846 27	
non affectées à un service public.....			
Subventions communales ou particulières	169,070 84		
pour travaux de routes et autres recettes.			
			30,022,571 33

RECETTE.

Suite du MINISTÈRE

3^e SECTION. — Dépenses extraordinaires

FONDS REPORTÉS DES EXERCICES 1859 ET 1860.

Exercice 1859.	Produit des centimes additionnels extraordinaires imposés en vertu de lois spéciales.....	1,507,905 ¹ / ₉₀ ^e	1,671,440 ⁰ / ₀₃ ^e	11,041,351 ¹ / ₃
	Produit des emprunts autorisés par des lois spéciales.....	163,534 13		
Exercice 1860.	Produit des centimes additionnels extraordinaires imposés en vertu de lois spéciales.....	8,222,817 ⁷ / ₄	9,370,919 ⁸ / ₂	
	Produit des emprunts autorisés par des lois spéciales.....	1,148,602 ⁰ / ₈		

RECETTES DE L'EXERCICE 1861.

Produit des centimes additionnels extraordinaires imposés en vertu de lois spéciales.....	33,027,523 ³ / ₇	41,310,821 ¹ / ₃
Produit des emprunts autorisés par des lois spéciales.....	8,183,169 ⁰ / ₄	
		<u>52,553,491¹/₃</u>

4^e SECTION. — Dépenses spéciales

FONDS REPORTÉS DES EXERCICES 1859 ET 1860.

Exercice 1859.	Produit des centimes additionnels spéciaux pour dépenses des chemins vicinaux.....	259,059 ¹ / ₇₀ ^e	259,059 ¹ / ₇₀ ^e	1,952,753 ¹ / ₃
	Contingents communaux et souscriptions particulières pour travaux des chemins vicinaux de grande communication....	"		
Exercice 1860.	Produit des centimes additionnels spéciaux pour dépenses des chemins vicinaux....	678,524 ⁰ / ₁	1,693,693 ⁹ / ₈	
	Contingents communaux et souscriptions particulières pour travaux des chemins vicinaux de grande communication....	1,015,169 ⁹ / ₇		

RECETTES DE L'EXERCICE 1861.

Produit des centimes additionnels spéciaux votés par les conseils généraux pour dépenses des chemins vicinaux.....	13,705,495 ¹ / ₃ ^e	26,802,371 ¹ / ₃
Contingents communaux et souscriptions particulières pour travaux des chemins vicinaux.....	13,096,879 ⁵ / ₁	
		<u>28,755,128¹/₃</u>

FONDS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1859.

Portion des ressources générales du budget applicable au fonds commun du cadastre.....	57,851 ¹ / ₇₉ ^e	95,557 ¹ / ₇₉
Produit des centimes additionnels facultatifs pour dépenses du cadastre.	37,702 ⁸ / ₁	

RECETTES DE L'EXERCICE 1861.

Portion des ressources générales du budget applicable au fonds commun du cadastre.....	50,000 ⁰ / ₀	154,328 ¹ / ₃
Produit des centimes facultatifs votés par les conseils généraux pour dépenses du cadastre.....	104,328 ³ / ₃	
		<u>259,328¹/₃</u>

VICES. (Suite.)

R.

DÉPENSE.

la loi du 10 mai 1838).

DÉPENSES DE L'EXERCICE 1861.

diverses imputées sur le produit des centimes additionnels extraordinaires en vertu de lois spéciales.....	33,120,056' 27 ^a	41,125,437' 28 ^a
diverses imputées sur le produit d'emprunts autorisés par lois spéciales.....	8,005,381 01	

FONDS REPORTÉS AUX EXERCICES 1862 ET 1863.

Produit des centimes additionnels extraordinaires imposés en vertu de lois spéciales.....				7,723,306' 48 ^a	19,126,565' 62 ^a	41,127,604 88
Produit des emprunts autorisés par des lois spéciales.....				1,403,260 14		
Produit des centimes additionnels extraordinaires imposés en vertu de lois spéciales.....				1,914,365 16	2,001,039 26	
Produit des emprunts autorisés par des lois spéciales.....				86,654 10		
						52,253,042 16

19 de la loi du 10 mai 1838).

DÉPENSES DE L'EXERCICE 1861.

des chemins vicinaux imputées sur le produit des centimes additionnels spécialement votés par les conseils généraux.....	13,565,751' 03 ^a	26,790,464 06
des chemins vicinaux de grande communication imputées sur le produit des contingents communaux et souscriptions particulières.	13,224,713 03	

FONDS REPORTÉS AUX EXERCICES 1862 ET 1863.

e	{	Produit des centimes additionnels spéciaux pour dépenses des chemins vicinaux.....	799,875' 52 ^a	1,687,211' 97 ^a	1,964,664 26
		Contingents communaux et souscriptions particulières pour travaux des chemins vicinaux de grande communication....	887,336 45		
e	{	Produit des centimes additionnels spéciaux pour dépenses des chemins vicinaux....	277,452 29	277,452 29	
		Contingents communaux et souscriptions particulières pour travaux des chemins vicinaux de grande communication....	.		
					28,755,128 32

ANCES.

DÉPENSES DE L'EXERCICE 1861.

Frais d'arpentage.....	79,753 76	171,548 14
Frais d'expertise.....	16,942 90	
Dépenses diverses.....	72,851 48	

FONDS REPORTÉS À L'EXERCICE 1863.

des ressources générales du budget applicable au fonds commun cadastre.....	51,206 92	} 78,334 82
des centimes additionnels facultatifs pour dépenses du cadastre.	27,127 90	
		249,882 96

RECETTE.

MINISTRE

FONDS REPORTÉS DES EXERCICES 1859 ET 1860.

Exercice 1859.	Produit des centimes additionnels pour dépenses de l'instruction primaire.....	457,862 51 ⁸	} 477,484 35 ²	} 521,107 27
	Ressources spéciales des écoles normales primaires.....	19,631 84		
Exercice 1860.	Produit des centimes additionnels pour dépenses de l'instruction primaire.....	37,863 78	} 43,932 28	
	Ressources spéciales des écoles normales primaires.....	6,068 50		

RECETTES DE L'EXERCICE 1861.

Produit des centimes additionnels votés par les conseils généraux pour dépenses de l'instruction primaire.....					5,565,105 21 ⁸	} 5,972,821 59	} 6,725,422 27
Produits éventuels départementaux attribués à l'instruction primaire.....					52,257 47		
Produit de la subvention allouée par le budget départemental pour le service de l'instruction primaire.....					355,456 91		
Ressources spéciales pour dépenses des écoles normales primaires.....					751,589 05		

SERVICES. (Suite.)

RUCTION PUBLIQUE.

DÉPENSE.

DÉPENSES DE L'EXERCICE 1861.

Dépenses ordinaires et obligatoires.

Complément du traitement fixe des instituteurs et des loyers de maisons d'école..... 2,767,114^f 86^c

Dépenses ordinaires des écoles normales primaires.... 1,352,261 53

Dépenses des commissions d'examen et des délégations cantonales; frais généraux d'impression..... 59,118^f 14

4,178,494^f 53^c

Dépenses extraordinaires.

Dépenses extraordinaires des écoles normales primaires (achats de livres, mobilier, etc.)..... 59,466^f 23^c

Subventions aux communes pour acquisition, construction et réparations de maisons d'école..... 435,526 02

Idem pour achat et renouvellement du mobilier des écoles..... 62,999 42

Subventions spéciales des écoles primaires désignées spécialement par les conseils généraux..... 58,614 39

Achats de livres pour les élèves indigents..... 35,133 00

Encouragements pour l'ins-truction des filles..... 198,722 66

Subventions aux classes d'adultes..... 24,750 08

Idem aux salles d'asile et ouvroirs..... 167,011 81

Encouragements et secours aux instituteurs et institutrices en exercice..... 44,675 40

Secours aux anciens instituteurs et institutrices..... 101,189 18

Indemnité aux inspecteurs des écoles primaires..... 53,924 38

Dépenses non acquittées des années antérieures..... 72,339 17

Cours normaux destinés aux institutrices..... 275,911 67

Dépenses imprévues..... 153,574 36

Frais généraux d'impression..... 11,644 68

1,726,481 37

5,904,975^f 90^c

6,646,035^f 55^c

Dépenses de l'instruction primaire imputables sur les ressources spéciales des écoles normales primaires.

Dépenses ordinaires.....

571,934 89

Dépenses extraordinaires.....

168,817 09

Dépenses non acquittées des années antérieures.....

10,307 67

741,059 65

FONDS REPORTÉS AUX EXERCICES 1862 ET 1863.

Produit des centimes additionnels pour dépenses de l'instruction primaire.....

100,728^f 56^c

Ressources spéciales des écoles normales primaires.....

7,037 85

107,766 41

Produit des centimes additionnels pour dépenses de l'instruction primaire.....

462,833 42

Ressources spéciales des écoles normales primaires.....

30,191 89

493,025 31

600,791 72

7,246,827 27

TABEAU G. *Tableau des crédits d'inscription de pensions militaires pour l'exercice 1861.*

(Exécution de l'article 4 de la loi du 17 avril 1833.)

CRÉDITS OUVERTS.	
Loi du 26 juillet 1860	2,200,000 ⁰⁰
Décret du 8 décembre 1860.....	68,500 30
Décret du 24 septembre 1861.....	300,000 00
	2,568,500 30
PENSIONS INSCRITES.	
Pendant les années 1861 et 1862.....	2,568,500 30

TABEAU H. *Situation, par service, des approvisionnements existant, à l'époque du 31 décembre 1861, dans les ports et établissements de la marine.*

DÉSIGNATION DES SERVICES.	VALEUR des approvisionnements existants au 31 décembre 1861.
Habillement des équipages de la flotte.....	2,837,031 ⁸⁴
Habillement des troupes de la marine.....	894,749 69
Casernement des équipages de la flotte et des troupes de la marine. (Lits militaires.).....	1,118,511 87
Hôpitaux.....	1,097,318 74
Vivres.....	7,317,570 18
Justice maritime.....	17,453 08
Approvisionnements généraux de la flotte.....	223,130,338 78
Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	1,615,776 53
Chauffage et éclairage.....	66,058 43
Poudres.....	649,588 17
Chirurgies.....	50,043 12
TOTAL.....	238,794,920 44

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif dans sa séance du 28 mai 1864.

Le Président,

Signé DUC DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé MARQUIS DE TALMONT, COMTE LE PELLETIER D'AUNY
H. BUSSON-BILLAULT, SÉVERIN ABBATUCCI.

Vu pour être annexé à la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1861.

Le Sénateur Secrétaire du Sénat,

Signé BARON T. DE LACROSSE.

Vu pour être annexé à la loi du 8 juin 1864.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROCHER.

N° 12,399. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'endiguement de la rive gauche de l'Eygues, entre le torrent de Perrier et la limite séparative des communes de Mirabel (Drôme) et de Villedieu (Vaucluse), et réunit en association syndicale les propriétaires intéressés à l'exécution des travaux. (*Paris, 13 Février 1864.*)

N° 12,400. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Il sera procédé à la reconstruction du pont de Pacy-sur-Eure (Eure), route impériale, n° 13, de Paris à Cherbourg, conformément aux dispositions générales du projet présenté par les ingénieurs.

2° La dépense, évaluée à soixante-cinq mille francs, sera imputée sur les fonds extraordinaires affectés à la construction des grands ponts (6^e section du budget du ministère des travaux publics.) (*Paris, 20 Février 1864.*)

N° 12,401. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'irrigation et l'assainissement de la prairie de Ménil, sise dans la commune de ce nom (Vosges), et réunit en association syndicale les propriétaires intéressés à l'exécution des travaux. (*Paris, 24 Février 1864.*)

N° 12,402. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'établissement d'un canal destiné à arroser, au moyen des eaux dérivées du Gardon, les territoires des communes de Remoulins, Sernhac, Meynes, Montfrin, Comps, Beaucaire, Fourques, Bellegarde et Saint-Gilles (Gard), et autorise les propriétaires des communes ci-dessus désignées compris dans les listes de souscription, closes le 7 juillet 1863, à se réunir en association syndicale pour l'établissement et l'exploitation de ce canal. (*Paris, 24 Février 1864.*)

N° 12,403. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale n° 6, de Dijon à Saint-Amour, aux abords de Cuiseaux (Saône-et-Loire), suivant la direction générale figurée par des lignes rouges sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de trois ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 24 Février 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Juin 1864,

***Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
au département de la Justice et des Cultes***

J. BAROCHE.

*** Cette date est celle de la réception de la loi
au ministère de la Justice et des Cultes.**

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1217.

N° 12,404. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui crée une deuxième Chambre civile à la Cour impériale d'Alger.*

Du 1^{er} Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

Vu le décret du 15 décembre 1858⁽¹⁾, sur l'organisation de la cour impériale d'Alger ;

Vu le décret du 10 décembre 1860⁽²⁾ ;

Notre Conseil d'État entendu ,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :-

ART. 1^{er}. Une deuxième chambre civile est créée à la cour impériale d'Alger.

2. La cour impériale sera, en conséquence, composée ainsi qu'il suit :

Un premier président ;

Trois présidents de chambre ;

Vingt-quatre conseillers ;

Un procureur général ;

Un premier avocat général ;

Deux avocats généraux ;

Deux substituts du procureur général.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes , est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Mars 1864.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé **J. BAROCHE.**

⁽¹⁾ Bull. 655, n° 6102.

XI^e Série.

⁽²⁾ Bull. 881 n° 8488.

N° 12,405. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique, sur l'exercice 1864, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor par M. Poisson-Seguin, pour les dépenses de la Bibliothèque impériale.*

Du 14 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique ;

Vu la loi du 13 mai 1863, portant fixation du budget de l'exercice 1864 :

Vu la déclaration de versement à la caisse centrale du trésor public, au crédit du fonds de concours, d'une somme de dix-huit mille trois cent quatre-vingt-dix francs vingt-quatre centimes (18,390^f 24^c), ledit versement effectué en vertu d'une transaction passée avec la Bibliothèque impériale par le sieur Poisson-Seguin (Jules-Édouard) ;

Vu l'article 4 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 8 avril 1864 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État de l'instruction publique, sur l'exercice 1864, un crédit de dix-huit mille trois cent quatre-vingt-dix francs vingt-quatre centimes (18,390^f 24^c), applicable aux dépenses de la Bibliothèque impériale (*budget de l'instruction publique, exercice 1864, chapitre xvi*).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de la somme versée au trésor à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'instruction publique et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'instruction publique,

Signé V. DURUY.

N° 12,406. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre de la Guerre un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor par la ville de Montpellier et par la Compagnie des Chemins de fer d'Orléans, pour l'exécution de Travaux militaires appartenant à l'exercice 1863.*

Du 21 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la guerre ;

Vu la loi du 2 juillet 1862, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1863 ;

Vu notre décret du 23 novembre suivant⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840 ;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor par la ville de Montpellier et par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution des travaux appartenant à l'exercice 1863 ;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4) ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽²⁾ ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 20 avril 1864 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État de la guerre, sur l'exercice 1863, un crédit de quarante-huit mille francs (48,000^f), applicable aux travaux du service du génie indiqués ci-après :

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XVI. — Établissements et matériel du génie.

Intérieur....	{	Art. 1 ^{er} . § 1 ^{er} . — Fortifications sur la rive gauche du Scorff, à Lorient	8,000 ^f
		Art. 1 ^{er} . § 2. — Bâtiments militaires, réorganisation du casernement du génie dans la citadelle de Montpellier	40,000
TOTAL ÉGAL			48,000

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État de la guerre,

Signé RANDON.

⁽¹⁾ Bull. 1070, n° 10,729.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

N° 12,407. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui établit un Concours entre les élèves des Lycées et Collèges de chaque Académie, ceux de Paris et de Versailles exceptés et un second Concours entre les lauréats du premier.*

Du 28 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique;

Vu l'arrêté du Gouvernement consulaire, en date du 23 fructidor an 12;
Vu la loi du 21 mars 1832,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il y aura, tous les ans, un concours entre les élèves des lycées et collèges de chaque académie, ceux de Paris et de Versailles exceptés, pour les classes et facultés qui seront déterminées par arrêté ministériel.

2. Un second concours sera établi entre les lauréats du premier et les élèves qui auront, cette fois, mérité la première place dans les facultés pour lesquelles un prix d'honneur est institué au concours général de Paris, recevront un grand prix, appelé *prix de l'Empereur*.

3. Les avantages attachés par la loi et les règlements aux prix d'honneur du concours général des lycées de Paris seront attribués aux prix de l'Empereur.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Mai 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique

Signé **V. DURUY**.

N° 12,408. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au profit du Gouvernement général de l'Algérie, exercice 1863.*

Du 4 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre de la guerre et d'après la proposition du gouverneur de l'Algérie;

Vu la loi de finances du 2 juillet 1862, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1863 ;

Vu la loi du 13 mai 1863, portant ouverture de crédits supplémentaires pour ledit exercice ;

Vu notre décret du 23 novembre 1862 ⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits accordés par les lois précitées ;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861, portant modification des articles 4 et 14 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852 ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾ ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 26 mai 1864 ;

Notre Conseil d'État entendu, .

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts pour l'exercice 1863, par les lois de finances précitées des 2 juillet 1862 et 13 mai 1863, aux chapitres ci-après du budget du gouvernement général de l'Algérie, sont réduits d'une somme de cent quarante-huit mille francs (148,000^f), savoir :

CHAP. VI. Commandement et administration des populations arabes.....	32,000 ^f
—— VII. Justice musulmane.....	18,000
—— X. Services financiers.....	33,000
—— XI. Service maritime et surveillance de la pêche.....	65,000
TOTAL.....	148,000

2. Les crédits ouverts pour le même exercice 1863, par les lois précitées, à la deuxième section, chapitre v (*Administration générale et provinciale*) du même budget, sont augmentés d'une somme de cent quarante-huit mille francs (148,000^f) destinée au service des prisons et maisons centrales de l'Algérie.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances, et le gouverneur général de l'Algérie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 4 Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,*

Signé RANDON.

N° 12,409. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'établissement et l'exploitation d'un Magasin général à Melun.

Du 4 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

⁽¹⁾ Bull. 1070, n° 10,729.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la demande formée par le sieur *Coalon-Gachet*, à l'effet d'être autorisé à ouvrir et à exploiter un magasin général à Melun;

Vu les plans produits à l'appui;

Vu les avis émis, relativement à cette demande, par la chambre consultative des arts et manufactures de Montereau-sur-Yonne, par le maire de Melun et par le préfet de Seine-et-Marne;

Vu, en ce qui concerne l'entrepôt fictif, la lettre, en date du 20 décembre 1860, du ministre des finances;

Vu la loi du 28 mai 1858 et le décret du 12 mars 1859⁽¹⁾;

La section des travaux publics, de l'agriculture et du commerce du Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le sieur *Coalon-Gachet* est autorisé à établir et à exploiter à Melun (Seine-et-Marne), conformément à la loi du 28 mai 1858 et au décret du 12 mars 1859, un magasin général dans le local indiqué aux plans ci-dessus visés et qui resteront annexés au présent décret.

2. Ledit établissement est autorisé à recevoir, en entrepôt fictif, des marchandises et produits nationaux soumis à des taxes d'octroi ou à des impôts de consommation intérieure.

3. Le permissionnaire devra, avant d'user de la présente autorisation, fournir, pour la garantie de sa gestion, un cautionnement de cinq mille francs (5,000^f), dont le montant sera versé en espèces ou déposé en valeurs publiques françaises à la caisse des dépôts et consignations, conformément à l'article 2 du décret du 12 mars 1859 susvisé. Le chiffre de ce cautionnement pourra être ultérieurement élevé, la chambre consultative et le permissionnaire entendus.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois et inséré au Moniteur.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 12,410. — DÉCRET IMPÉRIAL qui nomme M. le Duc de Morny
Président du Corps législatif.

Du 14 Juin 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

⁽¹⁾ Bull. 673, n° 6304.

Vu l'article 43 de la Constitution,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. le duc de Morny, député, est nommé président du Corps législatif.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,411. — DÉCRET IMPÉRIAL portant nomination des Vice-Présidents du Corps législatif.

Du 14 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 43 de la Constitution,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. MM. Schneider et Alfred Le Roux, députés, sont nommés vice-présidents du Corps législatif.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 12,412. — DÉCRET IMPÉRIAL portant nomination des Questeurs du Corps législatif.

Du 14 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 94 du décret organique du 3 février 1861 ⁽¹⁾,

⁽¹⁾ Bull. 902, n° 8691.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. MM. *Hébert et de Romenf*, députés, sont nommés *g*teurs du Corps législatif.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent *d*cret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROCHER.

N° 12,413. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, dans l'arrondissement de *Saint-Julien*, la culture du Tabac pour l'approvisionnement des *Manufactures imp*riales.

Du 14 Juin 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, *Empereur* DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le décret du 20 décembre 1862, qui a autorisé la culture du tabac dans l'arrondissement d'Annecy, département de la Haute-Savoie ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La culture du tabac pour l'approvisionnement des *man*ufactures impériales est également autorisée dans l'arrondissement *de* Saint-Julien, département de la Haute-Savoie. Les lois et *règlem*ent qui régissent la culture du tabac y seront appliqués.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *B*ulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 12,414. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe les Droits à l'importation des Sucres provenant de l'Angleterre, de la Belgique et de l'Italie.*

Du 18 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 7 mai 1864, qui modifie le tarif des sucres à partir du 15 juin de la même année;

Vu l'article 9 du traité conclu, le 23 janvier 1860⁽¹⁾, entre la France et l'Angleterre;

Vu l'article 10 du traité conclu, le 1^{er} mai 1861⁽²⁾, entre la France et la Belgique;

Vu le décret du 29 mai 1861⁽³⁾, qui étend à l'Angleterre le bénéfice du traité conclu avec la Belgique;

Vu notre décret du 2 juillet 1862⁽⁴⁾;

Vu le traité conclu, le 17 janvier 1863⁽⁵⁾, entre la France et l'Italie,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. A partir de la publication du présent décret, les sucres importés en France d'Angleterre, de Belgique et d'Italie, dans les conditions des traités conclus avec ces Puissances, seront soumis aux droits suivants (décimes compris), savoir :

Sucres bruts	au-dessous du n° 13.....	44' 00"	} les 100 kilog.
de betterave	du n° 13 au n° 20 inclusivement.....	46 00	
Raffinés.....			} droits actuels.
Candis.....			
Mélasses.....			

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera immédiatement imprimé et affiché pour être appliqué conformément aux ordonnances des 27 novembre 1816⁽⁶⁾ et 18 janvier 1817⁽⁷⁾.

Fait au palais de Fontainebleau, le 18 Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 778, n° 7414.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 933, n° 9054.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 933, n° 9059.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 1036, n° 10,362.

⁽⁵⁾ XI^e série, Bull. 1174, n° 11,938.

⁽⁶⁾ VII^e série, Bull. 124, n° 1347.

⁽⁷⁾ VII^e série, Bull. 134, n° 1622.

N° 12,415. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° La route impériale n° 25, du Havre à Lille, suivra, dans la traverse de Fécamp (Seine-Inférieure), la direction indiquée par les lettres M, C, A, B, E, F, G sur un plan qui restera annexé au présent décret.

La partie extrême de la route impériale n° 26, de Rouen à Fécamp, formant traverse de cette dernière ville depuis la place du Vieux-Marché, suivra la direction déterminée sur le même plan par les lettres E D.

Le délaissé K N de la route impériale n° 25 est et demeure réuni à la route impériale n° 26.

Il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 25, dans la côte de Senneville, à la sortie de Fécamp, suivant la direction générale figurée en rouge entre les points G et I.

2° La dépense relative à la rectification de la côte de Senneville sera imputée sur le fonds spécial créé par la loi du 31 janvier 1863.

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de ces améliorations, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 27 Février 1864.*)

N° 12,416. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 147, de Limoges à Saumur, dans la côte de la Roche aux bords de Poitiers (Vienne), suivant la direction générale indiquée par une ligne rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret;

2° La dépense, évaluée à cinquante mille francs, sera imputée sur les fonds affectés annuellement aux entreprises de rectification des routes impériales (*6^e section du budget du ministère des travaux publics*).

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 2 Mars 1864.*)

N° 12,417. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

La partie de la route impériale n° 191, délaissée par suite de la rectification entre la maison *Pierret* et les Granges-le-Roi, et qui est figurée par une teinte violette sur le plan du 18 novembre 1863, est et demeure classée parmi les routes départementales de Seine-et-Oise, à titre d'annexe de la route départementale n° 14.

La route départementale n° 14 prendra la dénomination de *route de Limours à Étampes et à Angerville*.

Le plan du 18 novembre 1863 demeurera annexé au présent décret. (*Paris, 2 Mars 1864.*)

N° 12,418. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant que l'administrateur général, directeur de la Bibliothèque impériale, délégué à cet effet par le ministre de l'instruction publique, est autorisé à accepter le legs fait par le sieur *Michel Hennin*, ledit legs évalué environ quarante-six mille francs, et consistant, 1° en une collection d'estampes et de dessins historiques contenue dans cinq grandes armoires en acajou, avec les suppléments peu nombreux qui s'y rapportent, et en une collection d'estampes de diverses écoles de gravure; 2° dans tous les documents relatifs à son ouvrage: *Les monuments de l'histoire de France*. (*Paris, 25 Mai 1864.*)

N° 12,419. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° Le décret du 25 avril 1863, qui assigne sept offices d'avoué au tribunal de première instance de Bayonne (*Basses-Pyrénées*), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à six.

2° L'ordonnance du 12 mai 1820, qui assigne dix offices d'avoué au tribunal de première instance de Bagnères (*Hautes-Pyrénées*), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à huit.

3° Le décret du 2 juillet 1862, qui assigne vingt offices d'huissier au tribunal de première instance de Marmande (*Lot-et-Garonne*), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à dix-huit.

4° L'ordonnance du 30 mars 1835, qui assigne vingt offices d'huissier au tribunal de première instance d'Épinal (*Vosges*), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à dix-huit. (*Paris, 28 Mai 1864.*)

N° 12,420. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant que le décret du 17 septembre 1859, qui assigne vingt-neuf offices d'huissier au tribunal de première instance de Valognes (*Manche*), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-trois. (*Paris, 1^{re} Juin 1864.*)

N° 12,421. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui supprime le commissariat de police créé à la résidence de Guiscard (*Oise*), pour la surveillance du canton de ce nom, par le décret du 17 janvier 1853⁽¹⁾. (*Paris, 1^{re} Juin 1864.*)

N° 12,422. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. La limite entre les communes de Savigny-sur-Orge et de Juvisy-

⁽¹⁾ Bull. 16, n° 126.

sur-Orge, canton de Longjumeau, arrondissement de Corbeil (Seine-et-Oise), est fixée conformément au tracé indiqué par une ligne jaune sur le plan ci-annexé.

En conséquence, les terrains compris entre cette ligne et l'ancienne limite sont distraits de la commune de Savigny et réunis à la commune de Juvisy.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis. (*Paris, 4 Juin 1864.*)

N° 12,423. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant :

ART. 1^{er}. *M. de Villeneuve*, auditeur de deuxième classe, est nommé auditeur de première classe au Conseil d'État.

2. *M. de Bellissen* est nommé auditeur de deuxième classe au Conseil d'État. (*Paris, 14 Juin 1864.*)

N° 12,424. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant que *M. Walcknaër*, auditeur au conseil d'État, sous-préfet de l'arrondissement de Lisieux (Calvados), est nommé auditeur en service extraordinaire. (*Paris, 14 Juin 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 24^e Juin 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 12,426. — DÉCRET IMPÉRIAL qui modifie la composition du Conseil de Prud'hommes de Vienne.

Du 14 Juin 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'ordonnance royale du 26 mai 1824⁽¹⁾, qui a créé un conseil de prud'hommes à Vienne, et notre décret du 20 janvier 1854⁽²⁾, qui a modifié la juridiction et la composition de ce conseil ;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853, sur les conseils de prud'hommes ;

Vu les délibérations de la chambre consultative des arts et manufactures de l'arrondissement de Vienne, en date du 1^{er} décembre 1862 et du 1^{er} décembre 1863, les propositions du préfet de l'Isère et la lettre de notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, en date du 2 février 1864 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes établi à Vienne (Isère) sera désormais composé de la manière suivante :

CATÉ- GORIES.	INDUSTRIELS.	PATRON.	OUVRIERS.
1 ^{re} .	Fabrication des draps.....	3	3
2 ^e .	Métallurgie et construction des machines.....	3	2
3 ^e .	Tannerie, maçons, charpentiers, tailleurs de pierres, serru- riers, ferblantiers, menuisiers, vitriers, plâtriers, peintres en bâtiments, couvreurs, papeteries, cartonnières, verreries, industrie de la soie et spécialement le moutinage, la tein- ture, la filature, le tissage et la fabrication des rubans, tail- leurs d'habits, cordonniers, charrons, maréchaux ferrants, imprimeurs typographes et lithographes, chapeliers.....	2	2
	TOTAL.....	7	7
	TOTAL GÉNÉRAL.....	14	

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 670, n° 17,038.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 141, n° 1468.

2. La juridiction du conseil de prud'hommes de Vienne s'étendra à tous les établissements désignés à l'article 1^{er} et dont le siège se trouvera dans l'un ou l'autre des deux cantons nord et sud de la ville.

Seront justiciables de ce conseil les fabricants, entrepreneurs et chefs d'atelier qui seront à la tête desdits établissements, ainsi que les contre-maîtres, ouvriers et apprentis qui travaillent pour eux, quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns et des autres.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Moniteur.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 12,427. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Conseil de Prud'hommes de Grenoble.

Du 18 Juin 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le décret du 16 mars 1851 ⁽¹⁾, qui institue un conseil de prud'hommes à Grenoble;

Vu le décret du 11 juin 1809, modifié le 20 février 1810 ⁽²⁾, et la loi du 1^{er} juin 1853;

Vu la délibération de la chambre consultative des arts et manufactures de Grenoble, en date du 4 juillet 1863, celle du conseil municipal de ladite ville, en date du 22 du même mois, les propositions du préfet de l'Isère et la lettre de notre garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, en date du 22 janvier 1864;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes de Grenoble sera désormais composé de quatorze membres, et les industries seront divisées en

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 371, n° 2836.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 272, n° 5254.

trois catégories, qui concourront chacune à la formation du conseil dans les proportions suivantes :

CATÉ- GORIES.	INDUSTRIES.	PATRONS.	OUVRIERS.
1 ^{re} .	Gantiers, coloristes sur peaux, tanneurs, chamoiseurs, mégis- siers.....	3	3
2 ^e .	Maçons, tailleurs de pierres, charpentiers, menuisiers, ébé- nistes, serruriers, forgerons, plâtriers, peintres en bâtiments, ferblantiers, marbriers, sculpteurs, la métallurgie, la con- struction des machines.....	2	2
3 ^e .	Cordonniers, tailleurs d'habits, peigneurs de chanvre, impr- meurs typographes et lithographes, charrons, selliers, bour- reliers, maréchaux-ferrants, taillandiers, carrossiers, chape- liers, tisserands, teinturiers, tapissiers, bijoutiers, horlogers, graveurs, galochers, sabotiers, la minoterie, la papeterie ..	2	2
	TOTAL.....	7	7
	TOTAL GÉNÉRAL.....	14	

2. La juridiction du conseil de prud'hommes de Grenoble s'étendra à tous les établissements industriels désignés ci-dessus et dont le siège sera situé dans la circonscription des trois cantons de cette ville.

Seront justiciables du conseil, tous les fabricants, entrepreneurs et chefs d'atelier qui seront à la tête desdits établissements, ainsi que les contre-maîtres, ouvriers et apprentis qui travaillent pour eux, quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns et des autres.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Moniteur.

Fait au palais de Fontainebleau, le 18 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 12,428. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui fixe à cinq ans la durée des fonctions des Présidents des Sociétés de Secours mutuels.

Du 18 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Sur les propositions de la commission supérieure d'encouragement et de surveillance des sociétés de secours mutuels;

Vu l'article 3 du décret du 26 mars 1852⁽¹⁾,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La durée des fonctions des présidents des sociétés de secours mutuels approuvées est fixée à cinq ans, à partir du jour de leur nomination.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 18 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

N° 12,429. — DÉCRET IMPÉRIAL portant convocation des Conseils d'arrondissement pour la première partie de leur session.

Du 25 Juin 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois des 22 juin 1833, 10 mai 1838, et 7 juillet 1852,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les conseils d'arrondissement se réuniront le 25 juillet, pour la première partie de leur session, dont la durée est fixée à cinq jours.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 514, n° 3913.

N° 12,430. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Correspondances provenant ou à destination de l'île de la Réunion, de Mayotte et dépendances et de Sainte-Marie de Madagascar, transportées par les Paquebots-poste français de la ligne de Suez à la Réunion et Maurice.

Du 25 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu l'article 3 de la loi du 3 juillet 1861 ;

Vu notre décret du 7 septembre 1863⁽¹⁾, portant dispositions sur le mode de correspondance entre les postes de la métropole et les postes des colonies françaises, tant par la voie des paquebots-poste français que par celle des services britanniques ;

Sur le rapport de notre ministre des finances et de notre ministre de la marine et des colonies,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions de notre décret susvisé du 7 septembre 1863, concernant les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature pris ou déposés dans les établissements français en Cochinchine, par les paquebots-poste français, seront applicables à ceux des objets de même espèce provenant ou à destination de l'île de la Réunion, de Mayotte et dépendances et de Sainte-Marie de Madagascar, lorsque ces objets seront acheminés au moyen des paquebots-poste français de la ligne de Suez à la Réunion et Maurice.

2. Nos ministres secrétaires d'État aux départements des finances, de la marine et des colonies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de la marine et des colonies,*

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé COMTE P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

Signé ACHILLE FOULD.

⁽¹⁾ Bull. 1148, n° 11,622.

N° 12,431. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe le Droit de tonnage applicable aux Navires Danois arrivant de tous ports quelconques dans les Ports de France.

Du 25 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la convention additionnelle de commerce et de navigation conclue, le 9 février 1842⁽¹⁾, entre la France et le Danemark ;

Vu l'ordonnance du 2 septembre 1844⁽²⁾ ;

Vu la réforme opérée dans les tarifs de navigation au Danemark ;

Vu le procès-verbal des recherches faites par les commissaires français et danois pour déterminer, conformément à l'article 2 de ladite convention, les droits de navigation perçus actuellement en Danemark sur le pavillon national, et dont le bénéfice est étendu au pavillon français ;

Voulant régler le taux du droit de tonnage correspondant qui doit, par réciprocité, être appliqué en France au pavillon danois,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le droit de tonnage applicable aux navires danois arrivant de tous ports quelconques dans les ports de France est fixé à un franc par tonneau de jauge française, décimes compris.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au département des affaires étrangères et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Juin 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **ARMAND BÉNIC**.

N° 12,432. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est rendu applicable au passage d'eau de Saulgé (Vienne) le tarif approuvé par le décret du 26 mars 1859⁽³⁾ pour la perception des droits aux passages d'eau établis sur le Gartempe, dans le département de la Vienne.

2. Sont exempts des droits de péage, les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents tels qu'ils sont énumérés au tarif annexé au décret rappelé ci-dessus, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Paris, 9 Octobre 1863.*)

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 895, n° 9913.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 1132, n° 12481.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 678, n° 6368.

N° 12,433. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) portant ce qui suit :

La limite de la mer sur le territoire de la commune de Bormes , au droit de la propriété que le sieur *Cauvet* possède au hameau de Lavandou (département du Var, quartier maritime de Toulon), est et demeure fixée conformément à la ligne tracée en rouge de A en B, avec l'indication : *Limite du rivage de la mer*, sur le plan annexé au présent décret.

Les droits des tiers sont réservés. (*Paris, 27 Avril 1864.*)

Errata. Bulletin des lois n° 1210, contenant la loi du 1^{er} juin 1864 qui autorise le département du Var à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, page 778, deuxième ligne de l'article 3 de cette loi, au lieu de *18 juillet 1861*, lisez *18 juin 1861*.



Certifié conforme :

Paris, le 2^e Juillet 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1219.

N° 12,434. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui prescrit la publication de l'Arrangement signé, le 24 juin 1864, entre la France et l'Italie, pour régler les mesures de Quarantaine dans les Ports français et italiens de la Méditerranée.*

Du 28 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Un Arrangement ayant été signé, le 24 juin 1864, entre la France et l'Italie, pour régler les mesures de quarantaine dans les ports français et italiens de la Méditerranée, ledit Arrangement, dont la teneur suit, est approuvé et sera inséré au Bulletin des lois.

ARRANGEMENT.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ayant chargé M. le docteur *Mélier*, inspecteur général des services sanitaires de France, et M. le docteur *Bo*, directeur général de la santé maritime du Royaume d'Italie, de se réunir en conférence à Turin, pour examiner s'il serait utile d'étendre aux ports français et italiens de la Méditerranée les mesures appliquées aux arrivages en patente brute de fièvre jaune dans les ports français de l'Océan et de la Manche;

Les deux Gouvernements, après avoir pris connaissance de l'avis exprimé par leurs délégués, le 27 avril dernier, ont résolu de modifier, dans le sens des dispositions du décret impérial du 7 septembre 1863⁽¹⁾, la Convention sanitaire internationale du 3 février 1852 et le règlement annexé à cette Convention.

En conséquence, les soussignés, Ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères de France, et Envoyé extraordi-

⁽¹⁾ Bull. 1148, n° 11,621.

naire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie, dûment autorisés à cet effet, ont arrêté les stipulations suivantes :

ART. 1^{er}. A l'avenir, et par dérogation à l'article 50 du règlement sanitaire de 1852, dont le premier paragraphe est ainsi conçu : « La durée de la quarantaine sera la même pour les bâtiments, les personnes et les marchandises qui y seront assujétis » — les passagers, les hommes d'équipage, les navires et les marchandises pourront être assujétis à des quarantaines de durée différente.

2. Lorsque les arrivages auront lieu en patente brute de fièvre jaune, soit par des navires principalement installés pour le transport rapide des passagers et ayant à bord un médecin sanitaire commissionné, soit par des bâtiments de guerre qui seront reconnus sains, et lorsque les cales auront été suffisamment aérées pendant la traversée, les passagers et l'agent des postes, par dérogation à l'article 4 de la Convention sanitaire de 1852, seront immédiatement admis à la libre pratique, s'il n'est survenu en mer aucun accident de fièvre jaune.

Lorsque, dans les mêmes conditions de navigation, il y aura eu des accidents de fièvre jaune pendant la traversée, la quarantaine sera de trois à sept jours pour les passagers et l'agent des postes. Selon les circonstances, une décision ministérielle, rendue sur le rapport de l'autorité sanitaire locale, pourra abaisser au-dessous du minimum de trois jours la durée de cette quarantaine et même prononcer l'admission immédiate à la libre pratique des passagers et de l'agent des postes.

Quant aux hommes de l'équipage, au navire et aux marchandises, ils demeurent soumis aux mesures sanitaires dont la Convention et le règlement de 1852 prescrivent l'application aux arrivages en patente brute de fièvre jaune.

3. Les navires mentionnés dans l'article précédent, qui ne satisferaient pas aux conditions qui y sont requises, et les bâtiments de commerce en général, seront, à leur arrivée en patente brute de fièvre jaune dans les ports français et italiens de la Méditerranée, assujétis aux mesures suivantes :

Toutes les fois qu'il y aura eu à bord un ou plusieurs cas de fièvre jaune, soit au port de départ, soit pendant la traversée, la quarantaine ne pourra être purgée que dans un port à lazaret. Les passagers et toutes les personnes dont la présence à bord ne sera pas indispensable seront immédiatement débarqués et tenus en observation. Le navire sera ventilé et assaini au fur et à mesure du déchargement des marchandises; cette opération terminée, il sera procédé à l'entière purification de toutes les parties du bâtiment. Selon la nature des marchandises, les caisses, colis ou ballots seront ou ventilés et chlorurés extérieurement et livrés ensuite au commerce ou déposés au lazaret pour y subir les purifications réglementaires.

Lorsqu'il n'y aura eu d'accident ni au port de départ ni pendant

traversée, le bâtiment, préalablement isolé, sera soumis aux mesures de ventilation et d'assainissement prescrites par les règlements. Les caisses, colis et ballots seront amenés sur le port pour y être désinfectés et chlorurés extérieurement, avant leur admission à la libre pratique.

Dans l'un et l'autre cas, lorsqu'il sera reconnu que l'état de la cale présente aucun danger, l'autorité supérieure pourra, sur la proposition du directeur ou agent de la santé, permettre d'achever dans le port le déchargement des marchandises.

4. Les passagers débarqués en patente brute de fièvre jaune, soit sur navires ordinaires de commerce, soit des paquebots ou des navires de guerre, qui ne satisferaient pas aux conditions requises par l'article 2 du présent Arrangement, restent assujétis aux dispositions écrites par la Convention et le règlement de 1852. Mais la durée de l'observation à appliquer à ces passagers pourra, par décision spéciale de l'autorité supérieure, être abaissée au-dessous du minimum réglementaire.

5. Les règlements particuliers qui déterminent les mesures administratives applicables, de part et d'autre, dans les cas ci-dessus mentionnés, devront être formulés de manière à présenter les conditions d'uniformité requises par le préambule du règlement sanitaire de 1852.

6. Le présent Arrangement, dont les dispositions recevront leur application à partir du 1^{er} juillet 1864, aura la même force et la même durée que la Convention sanitaire internationale du 3 février 1852. Il sera soumis à l'approbation des Souverains respectifs.

Fait à Paris, le 24 Juin 1864.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 28 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé DROUIN DE LHOYS.

n° 12,435. — DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Déclaration signée, le 24 juin 1864, entre la France et l'Italie, pour la taxe des Dépêches télégraphiques.

Du 28 Juin 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Déclaration relative aux dépêches télégraphiques échangées entre la France et l'Italie ayant été signée, le 24 juin 1864, par notre Ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères et l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie à Paris, ladite Déclaration, dont la teneur suit, est approuvée et recevra sa pleine et entière exécution.

DÉCLARATION.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, désirant assurer aux deux Pays les avantages d'un tarif uniforme pour l'échange de leurs dépêches télégraphiques et accroître le nombre de celles-ci par une modération de taxes, les soussignés : Ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères de Sa Majesté l'Empereur des Français, et Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie, dûment autorisés à cet effet, ont arrêté les dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. La taxe de la dépêche de vingt mots sera uniformément fixée à quatre francs pour toutes les correspondances échangées entre la France (y compris la Corse) et l'Italie (y compris les îles de Sardaigne et de Sicile), quels que soient le bureau de provenance et le bureau de destination. Pour chaque série de dix mots en sus ou fraction de série excédante, il sera perçu une taxe égale à la moitié du prix de la dépêche simple.

Le montant de la taxe sera partagé également entre les deux États contractants.

2. Les dispositions consacrées par la Déclaration signée, le 7 janvier 1859 ⁽¹⁾, entre la France et l'Italie, pour la taxe des dépêches échangées entre bureaux frontières, sont abrogées.

3. La taxe d'une dépêche échangée entre un bureau italien et un bureau d'Algérie ou de Tunisie sera formée de la taxe d'une dépêche d'origine française pour la même destination, augmentée d'une somme de deux francs affectée au parcours italien. (Cette règle sera applicable, soit que la dépêche suive une voie exclusivement télégraphique, soit qu'à défaut de cette communication elle suive la voie mixte par poste et télégraphe.)

4. En cas d'interruption des communications sous-marines directes entre la France et la Corse, les dépêches échangées entre cette île et la France seront transmises par l'intermédiaire des lignes italiennes; elles seront soumises, pour ce parcours, à une taxe de un franc cin-

⁽¹⁾ Bull. 671, n° 6281.

quante centimes. De même, les dépêches échangées entre deux bureaux italiens qui transiteront par les lignes de la Corse seront soumises, pour ce parcours, à une taxe de un franc cinquante centimes.

5. Le principe de la taxe uniforme sera étendu aux dépêches échangées entre les bureaux français et les bureaux pontificaux, et la taxe afférente au parcours d'une dépêche simple entre un bureau français et la limite des États de l'Église sera de quatre francs (à répartir uniformément entre la France et l'Italie), lorsque le Gouvernement pontifical aura, de son côté, adopté une réduction analogue pour le parcours sur ses lignes.

6. Les dispositions du Traité de Berne qui ne sont point modifiées par la présente Déclaration continueront à être appliquées à la correspondance échangée entre la France et l'Italie.

7. La présente Déclaration sera considérée comme étant en vigueur pour un temps indéterminé, tant que la dénonciation n'en sera pas faite par l'un des deux États contractants, et, dans ce dernier cas, elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année, à compter du jour où la dénonciation en sera faite.

Les stipulations en seront applicables à partir du 1^{er} juillet 1864.

Fait en double expédition à Paris, le 24 Juin 1864.

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé NIGRA.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 28 Juin 1864:

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé DROUYN DE LHUYS.

N° 12,436. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Paris, rue Beauveau-Saint-Antoine, d'un Asile de Vieillards tenu par les Petites-Sœurs-des-Pauvres.

Du 14 Juin 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation hospitalière des Petites-Sœurs-des-Pauvres, existant à Rennes (Ille-et-Vilaine), en vertu de notre décret du 9 janvier 1856⁽¹⁾, est autorisée à fonder à Paris (Seine), rue Beauveau-Saint-Antoine, un asile de vieillards tenu par des sœurs de cet ordre, à la charge par ces religieuses : 1^o de se conformer exactement aux statuts adoptés par la maison mère et approuvés par ordonnance royale du 8 juin 1828⁽²⁾; 2^o d'admettre, dans cet asile, des vieillards indigents de la ville de Paris désignés par le préfet de la Seine, comme représentant de cette ville.

Le nombre des vieillards, dont la désignation est réservée au préfet de la Seine, sera fixé de concert par le préfet de la Seine et l'archevêque de Paris.

Le nombre est, quant à présent, fixé à quatre, conformément à l'engagement pris par le conseil d'administration de la congrégation.

2. La supérieure générale de la congrégation hospitalière des Petites-Sœurs-des-Pauvres, à Rennes, est autorisée à accepter le legs gratuit d'une somme de trois cents francs fait par la dame Marie-Anne de Cossé-Brissac, veuve du sieur Timoléon-Joseph d'Espinay-Saint-Luc, suivant son codicille olographe du 1^{er} décembre 1856, à l'établissement des sœurs de cet ordre à Paris, rue Beauveau, reconnu par l'article 1^{er} du présent décret.

Conformément à la demande du conseil d'administration de la congrégation, cette somme de trois cents francs sera employée aux besoins de l'établissement de la rue Beauveau.

3. La supérieure générale de la congrégation hospitalière des Petites-Sœurs-des-Pauvres, à Rennes (Ille-et-Vilaine), est autorisée à accepter le legs gratuit d'une somme de cent francs fait par la dame Marie-Anne de Cossé-Brissac, veuve du sieur Timoléon-Joseph d'Espinay-Saint-Luc, suivant son codicille olographe du 1^{er} décembre 1856, à l'établissement des sœurs de cet ordre existant à Chartres (Eure-et-Loir), en vertu de notre décret du 23 juillet 1859.

Conformément à la demande du conseil d'administration de la congrégation, cette somme de cent francs sera employée aux besoins de l'établissement de Chartres.

4. La supérieure générale de la congrégation hospitalière et enseignante des filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, existant à Paris (Seine), rue du Bac, en vertu d'un décret impérial du 8 novembre 1809, au nom de cette congrégation, et le directeur de l'administration générale de l'assistance publique à Paris, au nom des pauvres, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 355, n^o 3293.

⁽²⁾ VIII^e série, Bull. 236, n^o 8607.

aux clauses et conditions imposées, le legs d'une somme de deux cents francs fait par la dame *Marie-Anne de Cossé-Brissac*, veuve du sieur *Timoléon-Joseph d'Espinay-Saint-Luc*, suivant son codicille olographe du 1^{er} décembre 1856, à la supérieure de la maison de secours de la rue de la Ville-l'Évêque, à Paris, tenue par les sœurs de cet ordre, pour les pauvres.

5. Le curé de la paroisse de la Madeleine, à Paris (Seine), et le directeur de l'administration générale de l'assistance publique de Paris, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux clauses et conditions imposées, le legs d'une somme de cinq cents francs fait au titulaire de cette cure, pour ses pauvres, par la dame *Marie-Anne de Cossé-Brissac*, veuve du sieur *Timoléon-Joseph d'Espinay-Saint-Luc*, suivant son codicille olographe du 1^{er} décembre 1856.

6. Le desservant de la succursale de Saint-Lupercé (Eure-et-Loir), le trésorier de la fabrique de cette église, au nom de cet établissement, et le maire de la commune de Saint-Lupercé, agissant à défaut de bureau de bienfaisance, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux clauses et conditions imposées, le legs fait au titulaire de cette succursale par la dame *Marie-Anne de Cossé-Brissac*, veuve du sieur *Timoléon-Joseph d'Espinay-Saint-Luc*, suivant son codicille olographe du 1^{er} décembre 1856, et consistant en une somme de cinq cents francs, dont moitié pour l'église et moitié pour les pauvres.

Conformément à la demande du conseil de fabrique, la somme de deux cent cinquante francs revenant à l'église sera employée au paiement des dettes de cet établissement.

La part afférente aux pauvres sera placée en rentes sur l'État.

7. Le bureau de bienfaisance de Gasville (Eure-et-Loir) est autorisé à accepter, aux clauses et conditions énoncées, le legs gratuit d'une somme de deux cents francs, fait aux pauvres d'Oisème, hameau de cette commune, par la dame veuve *d'Espinay-Saint-Luc*, née de *Cossé-Brissac*, suivant son codicille olographe du 1^{er} décembre 1856.

Cette somme de deux cents francs sera placée en rentes sur l'État.

8. Le bureau de bienfaisance de Saint-Georges-sur-Eure (même département) est autorisé à accepter, aux clauses et conditions énoncées, le legs gratuit d'une somme de deux cents francs fait aux pauvres de cette commune par la même testatrice, suivant son codicille précité.

Cette somme de deux cents francs sera placée en rentes sur l'État.

9. Il n'y a pas lieu de statuer sur les legs faits par la dame veuve *d'Espinay-Saint-Luc*, née de *Cossé-Brissac*, suivant ses codicilles olographes des 1^{er} décembre 1856 et 27 août 1858, à l'œuvre de la Propagation de la foi et à l'œuvre de Sainte-Foy, ces établissements n'ayant pas d'existence légale.

10. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire au départe-

tement de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 12,437. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'assainissement de la plaine de Saint-Maximin (Var), et réunit en association syndicale les propriétaires intéressés à l'exécution de ces travaux. (*Paris, 5 Mars 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Juillet 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1220.

N° 12,438. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention concernant le service de Surveillance et de Douane sur les Chemins de fer du midi de la France et du nord de l'Espagne.*

Du 28 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention ayant été conclue, le 8 avril 1864, entre la France et l'Espagne, pour assurer le service de surveillance et de douane sur les chemins de fer du midi de la France et du nord de l'Espagne, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris, le 27 juin 1864, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté la Reine des Espagnes, voulant régler les mesures de surveillance et de douane applicables au service international sur les chemins de fer du midi de la France et du nord de l'Espagne, de manière à faciliter et accélérer le transport des voyageurs et des marchandises, ont résolu de conclure pour cet objet une Convention spéciale et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. *Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre royal et distingué de Charles III d'Espagne, etc. etc. etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et Sa Majesté la Reine des Espagnes, *don Xavier de Isturiz*, sénateur du Royaume, chevalier de l'ordre insigne de la Toison-d'Or, grand-croix de l'ordre royal et distingué de Charles III, grand-croix de

l'ordre impérial de la Légion d'honneur, ancien président du conseil des ministres, premier secrétaire d'État, ministre de l'intérieur et président du Conseil d'État, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. La voie ferrée entre la station française d'Hendaye et la station espagnole d'Irun est déclarée route internationale, ouverte pour les deux Pays à l'importation, à l'exportation et au transit, sous la condition qu'entre ces stations frontières et les bureaux de destination ou de sortie, les lignes des chemins de fer ne présenteront pas de solution de continuité.

L'action administrative s'étendra, pour chaque Pays, sur la voie qui lui est réservée, jusqu'à la station étrangère, en ce qui concerne la surveillance de la route internationale. Mais la compétence des tribunaux, si leur intervention est nécessitée par un accident ou tout autre événement, aura pour limite la frontière des deux États.

2. Toutes marchandises venant de France à destination d'Espagne, ou d'Espagne à destination de France, pourront être transportées sur la voie ferrée entre les stations d'Hendaye et d'Irun, tant de nuit que de jour, les dimanches et jours fériés comme tout autre jour, sous les réserves et moyennant les conditions et formalités ci-après.

3. Chaque convoi portant des marchandises sera accompagné :

1° D'une feuille de route distincte par lieu de destination et d'un modèle uniforme pour les deux États. Cette feuille, préparée par les soins des administrations des chemins de fer, sera soumise au visa des employés des douanes au bureau d'entrée. Elle relatera le nombre et la nature des colis, ainsi que le nombre et le numéro des wagons; on y joindra les documents présentant toutes les indications prescrites pour l'admission des marchandises en Espagne et pour les déclarations de douane en détail dans les États respectifs;

2° D'un acquit-à-caution délivré par la douane et destiné à assurer l'arrivée des marchandises au lieu de destination, en vertu de l'engagement souscrit sur cette expédition par le représentant de la compagnie du chemin de fer.

4. Les marchandises placées, à leur point de départ, dans des wagons à coulisses, dûment fermés à l'aide de plombs ou cadenas, ou sous bâches plombées, seront dispensées de la visite par la douane aux gares d'Hendaye et d'Irun. Les colis seront transbordés dans un nouveau wagon qui sera plombé.

Cette dispense ne s'appliquera qu'aux expéditions à destination des douanes intérieures ou bureaux de sortie qui sont ouverts dans chaque Pays à ce genre d'opération, et dont la nomenclature se trouvera aux bureaux d'Hendaye et d'Irun.

Chacune des Parties contractantes étendra successivement cette faculté aux autres points où viendront aboutir les voies ferrées auxquelles le régime des transports internationaux pourra être appliqué.

5. Chaque convoi pourra être escorté par des employés de douanes, soit dans le parcours de la partie internationale, soit dans le reste du trajet, sans autres frais pour les administrations des chemins de fer que l'obligation de les placer, soit à l'aller, soit au retour, dans les convois, aussi près que possible des wagons de marchandises. Les douaniers convoyeurs seront admis dans les compartiments des gardes de convois de marchandises.

Il est entendu que les douaniers français ne dépasseront pas, dans leur service d'escorte, la station d'Irun, et, réciproquement, que les agents espagnols s'arrêteront à la station d'Hendaye.

6. Les convois français de marchandises viendront s'arrêter à Irun, sur les voies françaises, où ils resteront sous la surveillance de la douane espagnole. Le transbordement, qui devra avoir lieu dans le délai de vingt-quatre heures, s'effectuera directement de wagon à wagon, quand il s'agira de marchandises destinées au transit ou dirigées sur une douane intérieure.

Il en sera de même pour les convois venant d'Espagne qui arriveront dans la gare française d'Hendaye.

Les compagnies se conformeront, pour les délais de transport, aux règles établies dans chaque Pays.

7. Tout colis pesant moins de vingt-cinq kilogrammes ne pourra être admis que dans un wagon à coulisses.

Toutefois, ceux de ces colis qui formeront excédant de charge pourront être placés dans des caisses ou paniers agréés par la douane du lieu, et mis sous plombs ou cadenas.

Il pourra de même être fait usage de paniers, lorsque les colis ne seront pas en assez grand nombre pour remplir un wagon.

8. A l'arrivée des marchandises au lieu de destination, elles seront déposées dans des locaux spéciaux de la gare, agréés par l'administration des douanes et susceptibles d'être fermés.

Elles y resteront sous la surveillance non interrompue des employés des douanes et en seront enlevées pour la consommation, pour l'entrepôt ou pour le transit, après l'accomplissement, dans les délais voulus, des formalités prescrites par les règlements de chaque Pays.

Les marchandises extraites de ces magasins pour le transit, sous le régime du présent règlement, ne seront soumises à la visite, ni au moment de l'enlèvement, ni à la sortie du territoire.

9. La faculté accordée par l'article 2 aux convois de marchandises de franchir la frontière, tant de nuit que de jour, et les dimanches et jours fériés, est étendue aux convois de voyageurs, sous les mêmes réserves.

Les douaniers convoyeurs seront admis dans les voitures de deuxième classe des trains des voyageurs.

10. Les bagages seront, en général, visités à la frontière, à Hendaye et Irun.

Néanmoins, toutes les fois que la demande en sera faite, soit par les compagnies, soit par les voyageurs, cette visite pourra être réservée à une douane intérieure spécialement autorisée à cet effet.

On procédera, dans ce cas, suivant les règles applicables aux convois de marchandises, et les bagages, placés dans des wagons plombés, seront accompagnés d'une feuille de route, ainsi que d'une expédition de douane.

11. Les trains français de voyageurs arriveront par la voie française dans la gare d'Irun, en face du local que la compagnie devra mettre à la disposition de la douane, suivant l'article 14, et dans lequel se fera la visite des bagages, articles de messageries, etc. quand on ne demandera pas l'expédition en transit ou sur une douane intérieure.

Il en sera de même pour les convois espagnols qui arriveront à la gare d'Hendaye.

12. Les voyageurs ne pourront conserver avec eux, dans les voitures, aucun colis contenant des marchandises soumises aux droits ou prohibées.

13. Tous les objets passibles de droits, transportés par les convois de voyageurs, restent soumis aux conditions et formalités établies pour ceux dont le transport s'effectuera par les convois de marchandises; seulement, le transbordement devra avoir lieu dans le délai de trois heures.

14. Il pourra être établi, pour le service des escortes, un poste de douane espagnole à la gare française d'Hendaye, de même qu'un poste de douane française à la gare espagnole d'Irun.

Des locaux seront, s'il y a lieu, disposés à cet effet, dans chaque gare, par les compagnies, qui seront également tenues de fournir à la douane locale les installations matérielles nécessaires à leur service.

15. Les agents des douanes qui pourront être appelés à exercer leurs fonctions dans la gare étrangère seront revêtus de leur uniforme et porteurs de leurs armes.

Pendant toute la durée de leur séjour sur le territoire voisin, ils seront soumis aux lois du pays et payeront les contributions indirectes comme les autres étrangers.

Mais ils ne seront, ni eux, ni leur famille, assujétis à la loi du recrutement, au service de la garde nationale, aux prestations communales, ni aux impositions directes et personnelles.

Pour le service et la discipline dans l'intérieur de la gare, ils relèveront exclusivement de l'autorité de leur pays.

16. Les agents des douanes qui, en exécution de la présente Convention, franchiront la frontière pour le service de l'un ou de l'autre Pays, jouiront, sur le vu de leur uniforme ou la représentation de leur commission, de tous les droits ou privilèges que les lois nationales accordent respectivement à des agents officiels.

Les mêmes facilités, ainsi que les immunités spécifiées à l'article 15, seront accordées réciproquement aux agents des deux Gouvernements et des deux compagnies, pour les actes de leurs fonctions sur le chemin de fer.

17. Les locaux qui pourront être occupés par la douane de chaque Pays à la gare étrangère ou par les autres services se rattachant au

chemin de fer seront désignés par l'apposition des armes dudit Pays.

18. Les administrations des chemins de fer devront informer, au moins huit jours à l'avance, les administrations de douanes des changements qu'elles voudront apporter dans les heures de départ, de passage et d'arrivée des trains.

19. Les administrations des douanes des deux États se communiqueront réciproquement les instructions et circulaires adressées à leurs agents, concernant l'exécution des présentes dispositions.

Elles prendront de concert les mesures nécessaires pour que les heures de travail des employés des douanes respectives soient mises, autant que possible, en rapport avec les besoins sagement appréciés du service des chemins de fer.

20. Toutes les fois que les administrations des chemins de fer de l'un et de l'autre État ne parviendront pas à s'entendre, soit sur les différents points prévus dans la présente Convention, soit sur les moyens d'assurer la continuité du service et de faciliter le commerce de transit, les Hautes Parties contractantes interviendront pour prescrire les mesures nécessaires.

21. Avant l'ouverture des deux chemins de fer, les Hautes Parties contractantes s'entendront, s'il y a lieu, sur les mesures que le nouveau mode de communication pourrait nécessiter dans le service des correspondances postales, ainsi que dans celui des communications télégraphiques.

22. Il est bien entendu que, par la présente Convention, il n'est dérogé en rien aux lois de chaque Pays, en ce qui concerne les pénalités encourues dans le cas de fraude ou de contravention, pas plus qu'à celles qui ont prononcé des prohibitions ou des restrictions en matière d'importation, d'exportation ou de transit, et que l'administration des douanes, dans chaque Pays, reste libre de faire procéder à la vérification des marchandises et aux autres formalités, soit aux bureaux frontières, soit à la sortie par les ports, s'il existait de graves soupçons de fraude.

23. L'administration du chemin de fer français devra fournir à l'administration du chemin de fer espagnol, dans la station d'Hendaye, les locaux nécessaires à l'établissement régulier de son service, ainsi qu'à l'abri de son personnel d'exploitation.

L'administration du chemin de fer espagnol en agira de même, dans la station d'Irun, à l'égard de l'administration du chemin de fer français.

A moins de stipulations contraires concertées entre les deux compagnies et approuvées par les Gouvernements respectifs, chacune des compagnies tiendra compte à l'autre de l'intérêt, à six pour cent, du prix d'établissement des locaux occupés pour les besoins de la douane étrangère ou de son propre service.

24. A moins de stipulations contraires concertées entre les deux

compagnies et approuvées par les Gouvernements respectifs, l'exploitation de la partie internationale comprise entre les aiguilles extrêmes des gares d'Hendaye et d'Irun se fera dans les conditions suivantes :

Chacune des compagnies tiendra compte à l'autre de l'intérêt, à six pour cent, de la moitié du capital d'établissement de la partie du chemin de fer comprise entre les aiguilles d'entrée de la gare et la culée du pont de la Bidassoa la plus rapprochée de ces aiguilles (ce pont a été construit à frais communs).

Sous toutes réserves des stipulations qui, dans le cahier des charges de chaque compagnie, règlent les conditions d'établissement des voies, le chemin sera, dans la partie internationale, considéré comme composé de deux lignes parallèles à simple voie, séparées par un espace de deux mètres; l'une, à voie française, prolongeant jusqu'à Irun le chemin de fer du Midi, et l'autre, à voie espagnole, prolongeant jusqu'à Hendaye le chemin du Nord de l'Espagne.

Chaque compagnie appliquera ses tarifs propres sur la ligne qui lui sera affectée dans la section internationale, sans que ces tarifs puissent, en aucun cas, excéder, pour le parcours sur le territoire de l'autre Pays, le tarif maximum accordé à la compagnie étrangère par son acte de concession; elle percevra les recettes à son profit et fera, à ses frais, les dépenses de traction et d'exploitation afférentes à cette ligne.

Par exception et pour simplifier l'entretien et la surveillance de la voie sur la partie internationale, la compagnie du Nord de l'Espagne sera chargée de ce service.

La compagnie du Midi lui fournira les matériaux de sa voie, et la dépense de main-d'œuvre, d'entretien et de surveillance des deux lignes réunies sera partagée entre les deux compagnies au prorata kilométrique.

25. Un règlement uniforme pour les signaux et les détails du service d'exploitation, comme pour les heures de départ et d'arrivée des convois entre les gares d'Irun et d'Hendaye, sera concerté entre les administrations des deux compagnies et soumis à l'approbation des Gouvernements respectifs.

26. La présente Convention, rédigée en français et en espagnol, sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de deux mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 8 du mois d'avril de l'an de grâce 1864.

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé XAVIER DE ISTURIZ.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 28 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé DROUIN DE LUSYS.

N° 12,439. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la Banque de France à établir une Succursale à Lons-le-Saunier.

Du 30 Novembre 1863.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu la loi du 30 juin 1840, le décret du 3 mars 1852⁽¹⁾ et la loi du 9 juin 1857, portant prorogation du privilège de la banque de France;

Vu l'article 10 du décret du 16 janvier 1808⁽²⁾, le décret du 18 mai de la même année⁽³⁾ et l'ordonnance royale du 25 mars 1841⁽⁴⁾, concernant les comptoirs d'escompte de la banque de France;

Vu la délibération du 15 octobre 1863, par laquelle le conseil général de la banque demande l'autorisation d'établir une succursale à Lons-le-Saunier (Jura);

Vu les pièces de l'instruction, et notamment la demande adressée à la banque, le 20 août 1862, par les membres du tribunal de commerce de ladite ville;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La banque de France est autorisée à créer une succursale à Lons-le-Saunier.

Les opérations de cette succursale seront les mêmes que celles de la banque de France et seront exécutées sous la direction du conseil général, conformément aux dispositions de l'ordonnance royale du 25 mars 1841.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 502, n° 3791.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 176, n° 2953.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 193, n° 3409.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 801, n° 9234.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Novembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 12,440. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Les travaux relatifs à la mise en valeur des landes communales de Saint-Geours-Marennnes (Landes), seront mis à exécution conformément aux dispositions du projet présenté par les ingénieurs.

2° Est approuvée la délibération du 21 juin 1863 du conseil municipal de Saint-Geours-Marennnes, qui prend charge, au nom de la commune, de l'exécution des travaux et affecte à leur paiement les ressources nécessaires.

3° Les travaux devront être commencés dans le délai de deux mois de la date du présent décret et terminés le 31 décembre 1874.

On exécutera chaque année un douzième de la surface totale. Toutefois la commune pourra hâter l'exécution des travaux et abréger le délai ci-dessus fixé. (*Paris, 5 Mars 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 8^e Juillet 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1221.

N° 12,441. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve la Convention passée, le 14 juin 1864, pour la concession du Chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne.

Du 14 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement d'un chemin de fer d'Orléans à la ligne de Paris à Strasbourg;

Vu les dossiers de l'enquête à laquelle cet avant-projet a été soumis, conformément au titre 1^{er} de la loi du 3 mai 1841, dans les départements du Loiret, de Seine-et-Marne, de l'Yonne, de l'Aube et de la Marne, et spécialement les procès-verbaux des commissions d'enquête, en date des 3, 5, 6, 7, 8, 10, 15, 16, 29 janvier et 25 février 1863;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 10 et 11 août 1863;

Vu l'avis du comité consultatif des chemins de fer, en date des 31 octobre et 21 novembre 1863;

Vu la soumission présentée, le 22 mars 1864, par les sieurs *James Nugent Daniell, James Legeyt Daniell fils, Louis-Théodore de Boudard, Charles-Édouard Mangles, Philippe Shore Fletcher et William Turck*;

Vu la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 (article 4);

Vu la convention provisoire passée, le 14 juin 1864, entre notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et les soumissionnaires susnommés, ladite convention portant concession du chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne;

Vu le certificat, en date du 14 juin 1864, constatant le versement à la caisse des dépôts et consignations, à titre de cautionnement, d'une somme de deux millions quatre cent mille francs;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention provisoire passée, le 14 juin 1864, entre notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et les sieurs *James Nugent Daniell, James Legeyt Daniell fils, Louis-Théodore de Boudard, Charles-Édouard Mangles, Philippe*

X^e Strie.

Shore Fletcher et William Turch, ladite convention portant sans subvention ni garantie d'intérêts, du chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne.

2. En conformité de l'article 10 de la loi du 15 juillet 1845, les concessionnaires ne pourront émettre d'actions, ni promesses d'actions négociables, avant de s'être constitués en société anonyme conformément à l'article 37 du Code de commerce.

3. En conformité de l'article 2 de la loi du 10 juin 1853, les actions de la compagnie ne pourront être négociées qu'après le versement des deux premiers cinquièmes du montant de chaque action.

Il est interdit à tout agent de change de se prêter à la négociation des actions ou promesses d'actions de la compagnie, avant le versement des deux premiers cinquièmes du montant de chaque action.

4. L'émission des obligations que la compagnie pourrait être autorisée à créer ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, qui en déterminera la forme, le mode et le taux de négociation, et qui fixera les époques et les quotités des versements successifs jusqu'à complète libération.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉREZ.

Convention relative à la concession d'un chemin de fer d'Orléans à la ligne de Paris à Strasbourg.

L'an mil huit cent soixante-quatre et le quatorze juin,

Entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, sous réserve de l'approbation des présentes par décret du Président de la République,

D'une part;

Et MM. *James Nugent Daniell*, président de la banque de Londres et Liverpool;
James Legeyt Daniell fils;
Louis-Théodore de Boudard;
Charles-Édouard Mangles, directeur de la banque de Londres et Liverpool;
Philip Shore Fletcher, banquier, à Londres;
William Turch, négociant, à Londres;

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, concède à MM. *Nugent Daniell*, *Legeyt Daniell* fils, de *Boudard*, *Shore Fletcher* et *Turch*, un chemin de fer d'Orléans à la ligne de Paris à Strasbourg.

près de Châlons-sur-Marne, et ce, aux clauses et conditions du cahier des charges ci-annexé.

2. De leur côté, MM. *Nugent Daniell, Legeyt Daniell fils, de Bondard, Mangles, Shore Fletcher et Turck* s'engagent à exécuter le chemin de fer qui fait l'objet de la présente concession et à se conformer, pour la construction et l'exploitation dudit chemin, aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus mentionné.

Fait à Paris, les jour, mois et an que dessus.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

Au nom et par procuration de MM. *LEGEYT DANIELL, J. N. DANIELL, C. E. MANGLES, P. S. FLETCHER, W. TURCK.*

Approuvé l'écriture :

Signé J^m MARWONT.

Approuvé l'écriture :

Signé HENRY W. CARR.

Approuvé l'écriture :

Signé T. DE BOUDARD.

Enregistré à Paris, le 16 juin 1864, folio 79 recto, case 8. Reçu deux francs; décime, quarante centimes.

Signé BADENHAU.

Cahier des charges de la concession d'un chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer d'Orléans à la ligne de Paris à Strasbourg partira d'un point à déterminer d'Orléans à Châteauneuf, de la ligne d'Orléans à Gien, passera par ou près Montargis, par ou près Sens, par ou près Troyes, par ou près Arcis-sur-Aube, et aboutira au chemin de fer de Paris à Strasbourg, près la gare de Châlons-sur-Marne.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai d'un an et achevés dans un délai de six ans, à partir de la date du décret qui approuvera la concession.

3. La compagnie soumettra à l'approbation de l'administration supérieure le tracé et le profil du chemin, ainsi que l'emplacement, l'étendue et les dispositions principales des gares et stations.

Aucun cours d'eau navigable ou non navigable, aucun chemin public appartenant soit à la grande, soit à la petite voirie, ne pourra être modifié ou détourné sans l'autorisation de l'administration.

Les ouvrages à construire à la rencontre du chemin de fer et desdits cours d'eau ou chemins ne pourront être entrepris qu'après qu'il aura été reconnu par l'administration que les dispositions projetées sont de nature à assurer le libre écoulement des eaux ou à maintenir une circulation facile, soit sur les cours d'eau navigables, soit sur les voies de terre traversées par le chemin de fer.

4. La compagnie pourra prendre copie de tous les plans, nivellements et devis qui pourraient avoir été antérieurement dressés aux frais de l'État.

5. Le tracé et le profil du chemin de fer seront arrêtés sur la production de projets d'ensemble comprenant, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1^o Un plan général à l'échelle de un dix-millième;

2^o Un profil en long à l'échelle de un cinq-millième pour les longueurs et de un millième pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison; au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine ;
La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe ;
La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du chemin, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières ;

3° Un certain nombre de profils en travers, y compris le profil type de la voie ;

4° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit au-dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long : le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun des ouvrages.

6. Les terrains seront acquis immédiatement pour deux voies ; les terrassements et les ouvrages d'art pourront être exécutés et les rails pourront être posés pour une seule voie, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement.

La compagnie sera tenue d'ailleurs d'établir la deuxième voie, soit sur la totalité du chemin, soit sur les parties qui lui seront désignées, lorsque l'insuffisance d'une seule voie, par suite du développement de la circulation, aura été constatée par l'administration.

Les terrains acquis par la compagnie pour l'établissement de la seconde voie pourront recevoir une autre destination.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de un mètre quarante-quatre (1^m,44) à un mètre quarante-cinq centimètres (1^m,45). Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entrevoie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres (2^m,00).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté du bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de un mètre (1^m,00) au moins.

On ménagera au pied de chaque talus du ballast une banquette de cinquante centimètres (0^m,50) de largeur.

La compagnie établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui seront nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon pourra être inférieur à cinq cents mètres. Une partie droite de cent mètres au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles ne sont dirigées en sens contraire.

Le maximum de l'inclinaison des pentes et rampes est fixé à dix mille millièmes par mètre.

Une partie horizontale de cent mètres au moins devra être ménagée entre les fortes déclivités consécutives, lorsque ces déclivités se succéderont en sens contraire et de manière à verser leurs eaux au même point.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites tant que faire se pourra.

La compagnie aura la faculté de proposer aux dispositions de cet article et celles de l'article précédent les modifications qui lui paraîtraient utiles ; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable de l'administration supérieure.

9. Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par l'administration, la compagnie entendue.

Le nombre des voies sera augmenté, s'il y a lieu, dans les gares et aux abords de ces gares, conformément aux décisions qui seront prises par l'administration, la compagnie entendue.

Le nombre et l'emplacement des stations de voyageurs et des gares de marchandises seront également déterminés par l'administration, sur les propositions de la compagnie, après une enquête spéciale.

La compagnie sera tenue, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre à l'administration le projet des dites gares, lequel se composera :

1° D'un plan à l'échelle de un cinq-centième, indiquant les dispositions principales ;

2° D'un mémoire descriptif et justificatif.

10. La compagnie sera tenue de rétablir les communications interrompues par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route impériale ou départementale ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par l'administration, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m,00) pour la route impériale, à sept mètres (7^m,00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m,00) pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m,00) pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à partir du sol de la route, sera de cinq mètres (5^m,00) au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres trente centimètres (4^m,30) au moins.

La largeur entre les parapets sera au moins de huit mètres (8^m,00). La hauteur de ces parapets sera fixée par l'administration, et ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à quatre-vingts centimètres (0^m,80).

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route impériale ou départementale ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par l'administration, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m,00) pour la route impériale, à sept mètres (7^m,00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m,00) pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m,00) pour un simple chemin vicinal.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de huit mètres (8^m,00), et la distance verticale ménagée au-dessus des rails extérieurs de chaque voie pour le passage des trains ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^m,80) au moins.

13. Dans le cas où des routes impériales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle de moins de quarante-cinq degrés.

Chaque passage à niveau sera muni de barrières; il y sera, en outre, établi une maison de garde toutes les fois que l'utilité en sera reconnue par l'administration.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m,03) par mètre pour les routes impériales ou départementales et cinq centimètres (0^m,05) pour les chemins vicinaux. L'administration restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause, comme à celle qui est relative à l'angle de croisement des passages à niveau.

15. La compagnie sera tenue de rétablir et d'assurer à ses frais l'écoulement de toutes les eaux dont le cours serait arrêté, suspendu ou modifié par ses travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à la rencontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins huit mètres (8^m,00) de largeur entre les parapets, sur les chemins à deux voies, et quatre mètres cinquante centimètres (4^m,50) sur les chemins à une voie. La hauteur de ces parapets sera fixée par l'administration et ne pourra être inférieure à quatre-vingts centimètres (0^m,80).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

16. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer auront au moins quatre mètres cinquante centimètres (4^m,50) de largeur entre les pieds-droits au niveau des rails, ils auront cinq mètres cinquante centimètres (5^m,50) de hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails. La distance verticale entre l'intrados et le dessus des rails extérieurs de chaque voie ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^m,80). L'ouverture des puits d'aérage et de construction des souterrains sera entourée d'une margelle en maçonnerie de deux mètres (2^m,00) de hauteur. Cette ouverture ne pourra être établie sur aucune voie publique.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, la compagnie sera

tenue de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes impériales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais de la compagnie, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve ni interruption ni gêne.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

16. La compagnie n'emploiera, dans l'exécution des ouvrages, que des matériaux de bonne qualité; elle sera tenue de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers, seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Le poids des rails sera déterminé par l'administration, sur la proposition de la compagnie.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront autorisés par l'administration, sur la proposition de la compagnie.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau déplacés, et, en général, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par la compagnie concessionnaire.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par la compagnie.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, la compagnie est investie, pour l'exécution des travaux dépendants de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc. et elle demeure en même temps soumise à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, la compagnie sera tenue, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, l'administration déterminera les mesures à prendre pour que l'établissement du chemin de fer ne nuise pas à l'exploitation de la mine, et réciproquement, pour que, le cas échéant, l'exploitation de la mine ne compromette pas l'existence du chemin de fer.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. L'administration déterminera la nature et l'étendue des travaux qu'il conviendra d'entreprendre à cet effet, et qui seront d'ailleurs exécutés par les soins et aux frais de la compagnie.

26. Pour l'exécution des travaux, la compagnie se soumettra aux décisions ministérielles concernant l'interdiction du travail les dimanches et jours fériés.

27. Les travaux seront exécutés sous le contrôle et la surveillance de l'administration.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur série de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées, entre entrepreneurs agréés à l'avance; toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une entreprise ou une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité direct, il devra, préalablement à toute exécution, obtenir de l'assemblée générale des actionnaires l'approbation soit de la régie, soit du traité.

Dans tous les cas, tout marché général pour l'ensemble du chemin de fer, soit à forfait, soit sur série de prix, est formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance de l'administration auront pour objet d'empêcher la compagnie de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges, et spécialement par le présent article, et de celles qui résulteront des projets approuvés.

28. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé, sur la demande de la compagnie, à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que l'administration désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, l'administration autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, la compagnie pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer.

29. Après l'achèvement total des travaux, et dans le délai qui sera fixé par l'administration, la compagnie fera faire à ses frais un bornage contradictoire et un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Elle fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec l'administration, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés; ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous lesdits ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais de la compagnie et déposée dans les archives du ministère.

Les terrains acquis par la compagnie postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui par cela même deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires, et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

30. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge de la compagnie.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence de l'administration et aux frais de la compagnie, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 40.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

31. La compagnie sera tenue d'établir à ses frais, partout où besoin sera, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation ordinaire sur les points où le chemin de fer sera traversé à niveau par des routes ou chemins.

32. Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consumer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles, et satisfaire à toutes les conditions réglées ou à régler pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts et garnies de banquettes.

Il y en aura de trois classes au moins :

1° Les voitures de première classe seront couvertes, garnies, fermées à glaces et munies de rideaux;

2° Celles de deuxième classe seront couvertes, fermées à glaces, munies de rideaux, et auront des banquettes rembourrées;

3° Celles de troisième classe seront couvertes, fermées à vitres, munies soit de rideaux, soit de persiennes, et auront des banquettes à dossier. Les dossiers et les ban-

quettes devront être inclinés et les dossiers seront élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

L'intérieur de chacun des compartiments de toute classe contiendra l'indication du nombre des places de ce compartiment.

L'administration pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé dans les trains de voyageurs aux femmes voyageant seules.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes et, en général, toutes les parties du matériel roulant seront de bonne et solide construction.

La compagnie sera tenue, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes composant le matériel roulant, seront constamment entretenus en bon état.

33. Des règlements d'administration publique, rendus après que la compagnie aura été entendue, détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer la police et l'exploitation du chemin de fer, ainsi que la conservation des ouvrages qui en dépendent.

Toutes les dépenses qu'entraînera l'exécution des mesures prescrites en vertu de ces règlements seront à la charge de la compagnie.

La compagnie sera tenue de soumettre à l'approbation de l'administration les règlements relatifs au service et à l'exploitation du chemin de fer.

Les règlements dont il s'agit dans les deux paragraphes précédents seront obligatoires non-seulement pour la compagnie concessionnaire, mais encore pour toutes celles qui obtiendraient ultérieurement l'autorisation d'établir des lignes de chemin de fer d'embranchement ou de prolongement, et, en général, pour toutes les personnes qui emprunteraient l'usage du chemin de fer.

Le ministre déterminera, sur la proposition de la compagnie, le minimum et le maximum de vitesse des convois de voyageurs et de marchandises et des convois spéciaux des postes, ainsi que la durée du trajet.

34. Pour tout ce qui concerne l'entretien et les réparations du chemin de fer et de ses dépendances, l'entretien du matériel et le service de l'exploitation, la compagnie sera soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration.

Outre la surveillance ordinaire, l'administration déléguera, aussi souvent qu'elle le jugera utile, un ou plusieurs commissaires pour reconnaître et constater l'état du chemin de fer, de ses dépendances et du matériel.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

35. La durée de la concession, pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges, sera de quatre-vingt-dix-neuf ans (99 ans). Elle commencera à courir le premier janvier mil huit cent soixante et dix (1^{er} janvier 1870) et finira le trente et un décembre mil neuf cent soixante-neuf (31 décembre 1869).

36. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le Gouvernement sera subrogé à tous les droits de la compagnie sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

La compagnie sera tenue de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de garde, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendants également dudit chemin, tels que les harrières et clôtures, les voies, changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le Gouvernement aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si la compagnie ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État sera tenu, si la compagnie le requiert, de reprendre tous ces objets sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts, et réci-

proquement, si l'État le requiert, la compagnie sera tenue de les céder de la même manière.

Toutefois, l'État ne pourra être tenu de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

37. A toute époque après l'expiration des quinze premières années de la concession, le Gouvernement aura la faculté de racheter la concession entière du chemin de fer.

Pour régler le prix du rachat, on relèvera les produits nets annuels obtenus par la compagnie pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué : on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée à la compagnie pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

La compagnie recevra, en outre, dans les trois mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels elle aurait droit à l'expiration de la concession, selon l'article 36 ci-dessus.

38. Si la compagnie n'a pas commencé les travaux dans le délai fixé par l'article 2, elle sera déchue de plein droit, sans qu'il y ait lieu à aucune notification ou mise en demeure préalable.

Dans ce cas, la somme de deux millions quatre cent mille francs (2,400,000'), qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 68, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et restera acquise au trésor public.

39. Faute par la compagnie d'avoir terminé les travaux dans le délai fixé par l'article 2, faute aussi par elle d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, elle encourra la déchéance, et il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par la compagnie au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix.

La nouvelle compagnie sera soumise aux clauses du présent cahier des charges, et la compagnie évincée recevra d'elle le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée deviendra la propriété de l'État.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de trois mois ; si cette seconde tentative reste également sans résultat, la compagnie sera définitivement déchue de tous droits, et alors les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemin de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront à l'État.

40. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, l'administration prendra immédiatement, aux frais et risques de la compagnie, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, la compagnie n'a pas valablement justifié qu'elle est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et si elle ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

41. Les dispositions des trois articles qui précèdent cesseraient d'être applicables, et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

42. Pour indemniser la compagnie des travaux et dépenses qu'elle s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'elle en remplira exactement toutes les obligations, le Gouvernement lui accorde l'autorisation de per-

cevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

		PRIX		
		de péage.	de trans- port.	TOTAL.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
Voyageurs...	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	0 067	0 033	0 10
	Voitures couvertes, fermées à glaces, et à banquettes rembourrées (2 ^e classe).....	0 050	0 025	0 075
	Voitures couvertes et fermées à vitres (3 ^e classe).....	0 037	0 018	0 055
	Au-dessus de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
Enfants....	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....		0 010	0 005	0 015
(Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^e 30 ^e .)				

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 07	0 03	0 10
Veaux et porcs.....	0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 01	0 01	0 02
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.			

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huîtres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédants de bagage et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 20	0 16	0 36
--	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 09	0 07	0 16
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler, dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitumes. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivre. — Plomb et autres métaux, ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 08	0 06	0 14
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meulrières. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 06	0 04	0 10
4 ^e classe. — Houille. — Maëne. — Cendres. — Fumiers et engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer, cailloux et sables.....	0 045	0 035	0 08
Pour le parcours de 0 à 100 kilomètres... (Sans que la taxe puisse être supérieure à 5 francs.)			
Pour le parcours de 101 à 300 kilomètres. (Sans que la taxe puisse être supérieure à 12 francs.)			
Pour les parcours de plus de 300 kilomètres	0 025	0 015	0 04

3° VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....	0 09	0 06	0 15
Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....	0 12	0 08	0 20
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	1 80	1 20	3 00
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	2 25	1 50	3 75
Tender de sept à dix tonnes.....	0 90	0 60	1 50
Tender de plus de dix tonnes.....	1 35	0 90	2 25

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une ou à deux banquettes dans l'intérieur.....

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....

Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront, en sus des prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 09	0 06	0 15
0 12	0 08	0 20
1 80	1 20	3 00
2 25	1 50	3 75
0 90	0 60	1 50
1 35	0 90	2 25
0 15	0 10	0 25
0 18	0 14	0 32
0 12	0 08	0 20
0 08	0 06	0 14
0 36	0 28	0 64
0 18	0 12	0 30

4° SERVICE DES POMPES FUNÉBRES ET TRANSPORT DES CERCEUILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres renfermant un ou plusieurs cercueils sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....

Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté dans un compartiment isolé, au prix de.....

Les prix déterminés ci-dessus pour les transports à grande vitesse ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus à la compagnie qu'autant qu'elle effectuerait elle-même ses transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, elle n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres, elle sera comptée pour six kilomètres.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes.

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes.

Ainsi tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilogrammes; entre dix et vingt kilogrammes, comme vingt kilogrammes, etc.

Toutefois, pour les excédants de bagages et marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes; 2° au-dessus de cinq jusqu'à dix kilogrammes; 3° au-dessus de dix kilogrammes par fraction indivisible de dix kilogrammes.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être moindre de quarante centimes.

Dans le cas où le prix de l'hectolitre de blé s'élèverait sur le marché régulateur de Paris à vingt francs ou au-dessus, le Gouvernement pourra exiger de la compagnie que le tarif du transport des blés, grains, riz, maïs, farines et légumes farineux, péage compris, ne puisse s'élever au maximum qu'à sept centimes par tonne et par kilomètre.

43. A moins d'une autorisation spéciale et révocable de l'administration, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures de toute classe en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux du chemin de fer.

Dans chaque train de voyageurs, la compagnie aura la faculté de placer des voitures à compartiments spéciaux, pour lesquels il sera établi des prix particuliers, que l'administration fixera sur la proposition de la compagnie; mais le nombre des places à donner dans ces compartiments ne pourra dépasser le cinquième du nombre total des places du train.

44. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes pour les enfants transportés à moitié prix.

45. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 46 et 47 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par la compagnie; mais elles seront soumises immédiatement à l'administration, qui prononcera définitivement.

46. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins, la compagnie ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes; mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

La compagnie ne pourra être contrainte à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, la compagnie transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes, elle devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition de la compagnie.

47. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux, pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs;

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédants de bagages, pesant isolément quarante kilogrammes et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédants de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes.

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets et colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par l'administration, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition de la compagnie.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes.

48. Dans le cas où la compagnie jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif les taxes qu'elle est autorisée à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par la compagnie sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation de l'administration supérieure, conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et la compagnie dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par la compagnie aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

49. La compagnie sera tenue d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur les registres de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains de la compagnie et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, la compagnie sera tenue de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

50. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à grande vitesse, seront expédiés par le premier train des voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à petite vitesse, seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise; toutefois, l'administration supérieure pourra étendre ce délai à deux jours.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par l'administration, sur la proposition de la compagnie, sans que ce maximum puisse excéder vingt-quatre heures par fraction indivisible de cent vingt-cinq kilomètres.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée effective en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le ministre, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition de la compagnie, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

L'administration supérieure déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par l'administration, sur la proposition de la compagnie.

51. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par l'administration, sur la proposition de la compagnie.

52. La compagnie sera tenue de faire, soit par elle-même, soit par un intermédiaire dont elle répondra, le factage et le camionnage, pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par l'administration, sur la proposition de la compagnie. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

53. A moins d'une autorisation spéciale de l'administration, il est interdit à la compagnie, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

L'administration, agissant en vertu de l'article 33 ci-dessus, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

54. Les militaires ou marins voyageant en corps, aussi bien que les militaires ou marins voyageant isolément pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, ne seront assujettis, eux, leurs chevaux et leurs bagages, qu'au quart de la taxe du tarif fixé par le présent cahier des charges.

Si le Gouvernement avait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, la compagnie serait tenue de mettre immédiatement à sa disposition, pour la moitié de la taxe du même tarif, tous ses moyens de transport.

55. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de la compagnie.

La même faculté est accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance des chemins de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

56. Le service des lettres et dépêches sera fait comme il suit :

1° A chacun des trains de voyageurs et de marchandises circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, la compagnie sera tenue de réserver gratuitement deux compartiments spéciaux d'une voiture de deuxième classe, ou un espace équivalent, pour recevoir les lettres, les dépêches et les agents nécessaires au service des postes, le surplus de la voiture restant à la disposition de la compagnie.

2° Si le volume des dépêches ou la nature du service rend insuffisante la capacité de deux compartiments à deux banquettes, de sorte qu'il y ait lieu de substituer une voiture spéciale aux wagons ordinaires, le transport de cette voiture sera également gratuit.

Lorsque la compagnie voudra changer les heures de départ de ses convois ordinaires, elle sera tenue d'en avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

3° Un train spécial régulier, dit *train journalier de la poste*, sera mis gratuitement chaque jour, à l'aller et au retour, à la disposition du ministre des finances, pour le transport des dépêches sur toute l'étendue de la ligne.

4° L'étendue du parcours, les heures de départ et d'arrivée, soit de jour, soit de nuit, la marche et les stationnements de ce convoi, sont réglés par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et le ministre des finances, la compagnie entendue.

5° Indépendamment de ce train, il pourra y avoir tous les jours, à l'aller et au retour, un ou plusieurs convois spéciaux, dont la marche sera réglée comme il est dit ci-dessus. La rétribution payée à la compagnie pour chaque convoi ne pourra excéder soixante et quinze centimes par kilomètre parcouru pour la première voiture et vingt-cinq centimes pour chaque voiture en sus de la première.

6° La compagnie pourra placer dans les convois spéciaux de la poste des voitures de toutes classes, pour le transport, à son profit, des voyageurs et des marchandises.

7° La compagnie ne pourra être tenue d'établir des convois spéciaux ou de changer les heures de départ, la marche ou le stationnement de ces convois, qu'autant que l'administration l'aura prévenue, par écrit, quinze jours à l'avance.

8° Néanmoins, toutes les fois qu'en dehors des services réguliers l'administration requerra l'expédition d'un convoi extraordinaire, soit de jour, soit de nuit, cette expédition devra être faite immédiatement, sauf l'observation des règlements de police. Le prix sera ultérieurement réglé, de gré à gré ou à dire d'experts, entre l'administration et la compagnie.

9° L'administration des postes fera construire à ses frais les voitures qu'il pourra être nécessaire d'affecter spécialement au transport et à la manutention des dépêches. Elle réglera la forme et les dimensions de ces voitures, sans l'approbation, par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, des dispositions qui intéressent la régularité et la sécurité de la circulation. Elles seront montées sur châssis et sur roues. Leur poids ne dépassera pas huit mille kilogrammes, chargement compris. L'administration des postes fera entretenir à ses frais ses voitures spéciales; toutefois, l'entretien des châssis et des roues sera à la charge de la compagnie.

10° La compagnie ne pourra réclamer aucune augmentation des prix ci-dessus indiqués, lorsqu'il sera nécessaire d'employer des plates-formes au transport des malles-poste ou des voitures spéciales en réparation.

11° La vitesse moyenne des convois spéciaux mis à la disposition de l'administration des postes ne pourra être moindre de quarante kilomètres à l'heure, temps d'arrêt compris; l'administration pourra consentir une vitesse moindre, soit à raison des pentes, soit à raison des courbes à parcourir, ou bien exiger une plus grande vitesse, dans le cas où la compagnie obtiendrait plus tard dans la marche de son service une vitesse supérieure.

12° La compagnie sera tenue de transporter gratuitement, par tous les convois, de voyageurs, tout agent des postes chargé d'une mission ou d'un service accidentel et porteur d'un ordre de service régulier, délivré à Paris par le directeur général des postes. Il sera accordé à l'agent des postes en mission une place de voiture de deuxième classe, ou de première classe, si le convoi ne comporte pas de voitures de deuxième classe.

13° La compagnie sera tenue de fournir à chacun des points extrêmes de la ligne, ainsi qu'aux principales stations intermédiaires qui seront désignées par l'administration des postes, un emplacement sur lequel l'administration pourra faire construire des bureaux de poste ou d'entrepôt des dépêches et des hangars pour le chargement et le déchargement des malles-poste. Les dimensions de cet emplacement seront au maximum de soixante-quatre mètres carrés dans les gares des départements, et du double à Paris.

14° La valeur locative du terrain ainsi fourni par la compagnie lui sera payée de gré à gré ou à dire d'experts.

15° La position sera choisie de manière que les bâtiments qui y seront construits aux frais de l'administration des postes ne puissent entraver en rien le service de la compagnie.

16° L'administration se réserve le droit d'établir à ses frais, sans indemnité, mais aussi sans responsabilité pour la compagnie, tous poteaux ou appareils nécessaires à l'échange des dépêches sans arrêt de train, à la condition que ces appareils, par leur

nature ou leur position, n'apportent pas d'entraves aux différents services de la ligne ou des stations.

17° Les employés chargés de la surveillance du service, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches, auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure de la compagnie.

57. La compagnie sera tenue, à toute réquisition, de faire partir, par convoi ordinaire, les wagons ou voitures cellulaires employés au transport des prévenus, accusés ou condamnés.

Les wagons et les voitures employés au service dont il s'agit seront construits aux frais de l'État ou des départements; leurs formes et dimensions seront déterminées de concert par le ministre de l'intérieur et par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, la compagnie entendue.

Les employés de l'administration, les gardiens et les prisonniers placés dans les wagons ou voitures cellulaires ne seront assujettis qu'à la moitié de la taxe applicable aux places de troisième classe, telle qu'elle est fixée par le présent cahier des charges.

Les gendarmes placés dans les mêmes voitures ne payeront que le quart de la même taxe.

Le transport des wagons et des voitures sera gratuit.

Dans le cas où l'administration voudrait, pour le transport des prisonniers, faire usage des voitures de la compagnie, celle-ci serait tenue de mettre à sa disposition un ou plusieurs compartiments spéciaux de voitures de deuxième classe à deux banquettes. Le prix de location en sera fixé à raison de vingt centimes (0^e 20^e) par compartiment et par kilomètre.

Les dispositions qui précèdent seront applicables au transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans les établissements d'éducation.

58. Le Gouvernement se réserve la faculté de faire, le long des voies, toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ligne télégraphique, sans nuire au service du chemin de fer.

Sur la demande de l'administration des lignes télégraphiques, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique et son matériel.

La compagnie concessionnaire sera tenue de faire garder par ses agents les fils et appareils des lignes électriques, de donner aux employés télégraphiques connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir, et de leur en faire connaître les causes. En cas de rupture du fil télégraphique, les employés de la compagnie auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

Les agents de la télégraphie voyageant pour le service de la ligne électrique auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du chemin de fer.

En cas de rupture du fil télégraphique ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur télégraphique de la ligne pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport sera gratuit, et il devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auront lieu, aux frais de la compagnie, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

La compagnie pourra être autorisée et au besoin requise par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, agissant de concert avec le ministre de l'intérieur, d'établir à ses frais les fils et appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation.

Elle pourra, avec l'autorisation du ministre de l'intérieur, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'État, lorsqu'une semblable ligne existera le long de la voie.

La compagnie sera tenue de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi de ces appareils, ainsi que l'organisation, aux frais de la compagnie, du contrôle de ce service par les agents de l'État.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

59. Dans le cas où le Gouvernement ordonnerait ou autoriserait la construction de routes impériales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, la compagnie ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour la compagnie.

60. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part de la compagnie.

61. Le Gouvernement se réserve expressément le droit d'accorder de nouvelles concessions de chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier de charges, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

La compagnie ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, aucune indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Les compagnies concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin de fer objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans le cas où les diverses compagnies ne pourraient s'entendre entre elles sur l'exercice de cette faculté, le Gouvernement statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre elles à cet égard.

Dans le cas où une compagnie d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'usait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où la compagnie concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les compagnies seraient tenues de s'arranger entre elles, de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celle des compagnies qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les compagnies ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toute la ligne, le Gouvernement y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

La compagnie pourra être assujettie, par les décrets qui seront ultérieurement rendus pour l'exploitation des chemins de fer de prolongement ou d'embranchement joignant celui qui lui est concédé, à accorder aux compagnies de ces chemins une réduction de péage ainsi calculée :

1° Si le prolongement ou l'embranchement n'a pas plus de cent kilomètres, dix pour cent (10 p. 0/0) du prix perçu par la compagnie;

2° Si le prolongement ou l'embranchement excède cent kilomètres, quinze pour cent (15 p. 0/0);

3° Si le prolongement ou l'embranchement excède deux cents kilomètres, vingt pour cent (20 p. 0/0);

4° Si le prolongement ou l'embranchement excède trois cents kilomètres, vingt-cinq pour cent (25 p. 0/0).

La compagnie sera tenue, si l'administration le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

62. La compagnie sera tenue de s'entendre avec tout propriétaire de mines ou d'usines qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un nouvel embranchement; à défaut d'accord, le Gouvernement statuera sur la demande, la compagnie entendue.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de mines et d'usines, et de manière à ce qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la

circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin aux frais de leurs propriétaires et sous le contrôle de l'administration. La compagnie aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

L'administration pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

L'administration pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

La compagnie sera tenue d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de mines ou d'usines avec la ligne principale du chemin de fer.

La compagnie amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires feront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront, d'ailleurs, être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre. Le temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement spécial donné par la compagnie, elle pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons, pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les traitements des gardiens d'aiguille et des barrières des embranchements autorisés par l'administration seront à la charge des propriétaires des embranchements. Ces gardiens seront nommés et payés par la compagnie, et les frais qui en résulteraient lui seront remboursés par lesdits propriétaires.

En cas de difficulté, il sera statué par l'administration, la compagnie entendue.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte de la compagnie et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure et sans préjudice de tous dommages-intérêts que la compagnie serait en droit de réclamer pour la non-exécution de ces conditions.

Pour indemniser la compagnie de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, elle est autorisée à percevoir un prix fixe de douze centimes (0', 12') par tonne pour le premier kilomètre, et, en outre, quatre centimes (0', 04') par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre.

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par l'administration supérieure, sur la proposition de la compagnie.

Tout wagon envoyé par la compagnie sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. La compagnie sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille cinq cents kilogrammes déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera révisé par l'administration de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais de la compagnie.

63. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occu-

pés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendants de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge de la compagnie.

64. Les agents et gardes que la compagnie établira, soit pour la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

65. Un règlement d'administration publique désignera, la compagnie entendue, les emplois dont la moitié devra être réservée aux anciens militaires de l'armée de terre et de mer libérés du service.

66. Il sera institué près de la compagnie un ou plusieurs inspecteurs ou commissaires, spécialement chargés de surveiller les opérations de la compagnie, pour tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des ingénieurs de l'État.

67. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux, et les frais de contrôle de l'exploitation, seront supportés par la compagnie. Ces frais comprendront le traitement des inspecteurs ou commissaires dont il a été question dans l'article précédent.

Afin de pourvoir à ces frais, la compagnie sera tenue de verser chaque année à la caisse centrale du trésor public une somme de cent vingt francs par chaque kilomètre de chemin de fer concédé. Toutefois, cette somme sera réduite à cinquante francs par kilomètre pour les sections non encore livrées à l'exploitation.

Dans lesdites sommes n'est pas comprise celle qui sera déterminée, en exécution de l'article 58 ci-dessus, pour frais de contrôle du service télégraphique de la compagnie par les agents de l'État.

Si la compagnie ne verse pas les sommes ci-dessus réglées aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions publiques.

68. Avant la signature du décret qui ratifiera l'acte de concession, la compagnie déposera au trésor public une somme de deux millions quatre cent mille francs, en numéraire ou en rentes sur l'État, calculées conformément à l'ordonnance du 19 janvier 1825, ou en bons du trésor ou autres effets publics, avec transfert, au profit de la caisse des dépôts et consignations, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Elle sera rendue à la compagnie par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après leur entier achèvement.

69. La compagnie devra faire élection de domicile à Paris.

Dans le cas où elle ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à elle adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de la Seine.

70. Les contestations qui s'élèveraient entre la compagnie et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Seine, sauf recours au Conseil d'État.

71. Le présent cahier des charges et la convention y annexée ne seront passibles que du droit fixe de un franc.

Arrêté à Paris, le 14 Juin 1864.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 12,442. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant que les taxes contenues dans le tarif approuvé par décret du 27 avril 1850 ⁽¹⁾, pour la perception des droits de péage aux bacs et ba-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 257, n° 2128.

teaux établis dans le département de l'Allier, seront triplées au bac d'Urcay, lorsque les passages auront lieu soit avant le lever, soit après le coucher du soleil. (*Paris, 9 Octobre 1863.*)

N° 12,443. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Les travaux relatifs à la mise en valeur des landes communales de Vielle-Saint-Girons (Landes) seront mis à exécution, conformément aux dispositions du projet présenté par les ingénieurs.

2° Est approuvée la délibération du 18 juin dernier, par laquelle le conseil municipal de Vielle-Saint-Girons a déclaré prendre à sa charge l'exécution des travaux et affecter à leur paiement les fonds provenant de la vente de quinze hectares de terrains communaux non compris dans l'assainissement projeté.

3° Les travaux, déjà commencés par anticipation en 1860, devront être terminés en 1871.

On exécutera, chaque année, un douzième de la surface totale; toutefois la commune pourra hâter l'exécution des travaux et abréger le délai ci-dessus fixé. (*Paris, 5 Mars 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 12^e Juillet 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME XXIII DE LA XI^e SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

PARTIE PRINCIPALE.

PREMIER SEMESTRE DE 1864.

(N^{os} 1170 à 1221.)

NOTA. Les actes analysés qui ne sont point accompagnés des mots *loi* du..... avec la date, sont des décrets impériaux.

Les nombres précédés de n^o indiquent la série des actes; ceux précédés de la lettre *p* indiquent la page.

A

ACADÉMIE DE FRANCE À ROME. Voyez *Grands prix de Rome pour la musique.*

ACADÉMIE DES BEAUX-ARTS. Autorisation d'accepter le legs que lui a fait feu M. *Chartier*, n^o 12,079, p. 349.

ACADÉMIE DES SCIENCES. Autorisation à cette académie d'accepter le legs de vingt mille francs que lui a fait la demoiselle *Letellier* au nom de M. *Lelorgne de Savigny*, afin de contribuer à la publication d'ouvrages sur les animaux de l'Égypte et de la Syrie, n^o 12,373, p. 792.

ACADÉMIE FRANÇAISE. Autorisation d'accepter le legs qui lui est fait par feu le docteur *Toirac* du capital d'une rente de quatre mille huit cents francs, destinée à la fondation d'un prix qui portera le nom de *prix Toirac*, et qui sera

décerné tous les ans à l'auteur de la meilleure comédie en vers ou en prose jouée dans le courant de l'année au Théâtre-Français, n^o 12,217, p. 500.

ACADÉMIES. Voyez *Concours.*

ACTIONS INDUSTRIELLES DES GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS. Voyez *Timbre.*

ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT. Voyez *Administrations centrales, Cautionnements, Conservateurs des hypothèques, Second décime.*

ADMINISTRATION DES POSTES. Voyez *Conventions, Correspondances, Paquebots-poste, Postes (Administration des), Traités.*

ADMINISTRATIONS CENTRALES. Organisation du musée d'histoire naturelle, n^o 12,004, p. 362. — Règlement général, approuvé par

l'Empereur, pour l'exécution du décret du 29 décembre 1863, sur l'organisation du muséum d'histoire naturelle, n° 12,064, p. 335.

— Attributions du directeur général de l'enregistrement des domaines et du timbre, n° 12,170, p. 439.

AGENTS DE CHANGE. Voyez *Timbre*.

ALCOOLS. Les dispositions de l'article 18 de la loi du 26 juillet 1860, relatif à l'élévation du droit de consommation des alcools, sont prorogées jusqu'à la fin de l'année 1865 (loi du 8 juin 1864), n° 12,396, p. 840. Voyez *Eaux-de-vie*.

ALGÉRIE. Publication de la déclaration signée entre la France et l'Espagne, pour l'établissement d'une ligne télégraphique entre l'Espagne et l'Algérie, n° 11,928, p. 46. — Loi du 4 juin 1864, *sur les douanes*, n° 12,375, p. 803. — Création d'une deuxième chambre civile à la cour impériale d'Alger, n° 12,404, p. 959. — Virement de crédits, exercice 1863, n° 12,408, p. 962. Voyez *Budget de 1865, Douanes, Places de guerre*.

ALIGNEMENTS SUR LES ROUTES ET CHEMINS. Loi relative aux alignements sur les routes impériales, les routes départementales et les chemins vicinaux de grande communication, n° 12,242, p. 536.

AMORTISSEMENT. Voyez *Bons du trésor, Budget de 1865 et Rentes sur l'État*.

ANGLETERRE. Voyez *Traité*.

ANNEXIONS DE COMMUNES. Voyez *Communes (Fixation de limites)*.

ARCHEVÊQUE DE PARIS. Voyez *Bulles et Primicier du chapitre impérial de Saint-Denis*.

ARCHEVÊQUES. Voyez *Bulles*.

ARGENT. Voyez *Douanes*.

ARMÉE DE MER. Promulgation de la convention conclue, le 10 avril 1864, entre la France et le Mexique, pour régler les conditions du séjour des troupes françaises au Mexique, n° 12,216,

p. 497. — Loi portant qu'il sera fait, en 1865, un appel de cent mille hommes sur la classe de 1864, n° 12,240, p. 533. — Modification du premier paragraphe de l'article 6 et du deuxième paragraphe de l'article 7 de la loi du 20 avril 1832, sur l'avancement dans l'armée navale (7 mai 1864), n° 12,253, p. 548. — Loi sur les dispenses à accorder aux frères des militaires servant à titre de rengagés ou d'engagés volontaires après libération (4 juin 1864), n° 12,376, p. 806. — Loi du 4 juin 1864, concernant les ouvriers des professions maritimes, n° 12,377, p. 807. Voyez *Budget, Colonies et Pensions de l'armée de mer*.

ARMÉE DE TERRE. Promulgation de la convention conclue, le 10 avril 1864, entre la France et le Mexique, pour régler les conditions du séjour des troupes françaises au Mexique, n° 12,216, p. 497. — Loi portant qu'il sera fait, en 1865, un appel de cent mille hommes sur la classe de 1864, n° 12,240, p. 533. — Loi du 4 juin 1864, sur les dispenses à accorder aux frères des militaires servant à titre de rengagés ou d'engagés volontaires après libération, n° 12,376, p. 806. Voyez *Budget et Dons et legs*.

ARMÉE NAVALE. Voyez *Armée de mer*.

ARRANGEMENT. Voyez *Quarantaines et Télégraphie*.

ART DRAMATIQUE. Voyez *Théâtre*.

ASILES D'ALIÉNÉS. Voyez *Recours des bureaux de bienfaisance*.

ASILES DE VIEILLARDS. Autorisation de la fondation, à Nevers, d'un asile de vieillards tenu par les Petites-Sœurs-des-Pauvres, n° 12,017, p. 279. — Autorisation de la fondation à Paris, rue du nouveau-Saint-Antoine, d'un asile de vieillards tenu par les Petites-Sœurs-des-Pauvres, n° 12,436, p. 983. Voyez *Congrégations religieuses*.

ASILES DE VINCENNES ET DU VESINET.

Annulation d'une somme de trois cent mille francs sur le crédit de deux millions ouvert par le décret du 11 mars 1854, pour encourager la construction de logements modèles d'ouvriers, et affectation de pareille somme à l'achèvement des asiles de Vincennes et du Vésinet, destinés aux ouvriers convalescents, n° 12,173, p. 441.

ASSAINISSEMENT DES LOGEMENTS INSALUBRES. Voyez *Logements insalubres*.

ASSOCIATIONS COMMERCIALES. Voyez *Colonies et Sociétés à responsabilité limitée*.

ASSOCIATIONS RELIGIEUSES. Voyez *Congrégations religieuses*.

ASSOCIATIONS SYNDICALES. Voyez *Canaux, Irrigations, Rivières, Travaux, Utilité publique*.

ATTERRISSEMENTS. Voyez *Domaines*.

ATTRIBUTIONS. Voyez *Directeur de l'enregistrement*.

AVOÜÉS. Voyez *Offices*.

B

BACS ET PASSAGES D'EAU. Voyez *Péages*.

BANQUE DE FRANCE. La banque de France est autorisée à établir une succursale à Lons-le-Saunier, n° 12,439, p. 993. Voyez *Bons du trésor*.

BARRAGES. Voyez *Associations syndicales et Utilité publique*.

BASSIN FLUVIAL DE LA SEINE. Voyez *Pêche et Domaniatité maritime*.

BASSIN MARITIME DE LA SEINE. Voyez *Pêche et Domaniatité maritime*.

BASSINS À FLOT. Voyez *Chambres et bourses de commerce et Ports*.

BATTERIES. Voyez *Places de guerre*.

BAVIÈRE. Voyez *Télégraphie*.

BEAUX-ARTS. Voyez *Académie des*.

BELGIQUE. Voyez *Navires belges et Traités*.

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE. Ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1864, d'un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par M. Poisson-Séguin, pour les dépenses de la bibliothèque impériale, n° 12,405, p. 960. — L'administrateur de la bibliothèque impériale est autorisé à accepter les legs que lui a fait le sieur Michel Hennin, n° 12,418, p. 969.

BIBLIOTHÈQUE MAZARINE. Voyez *Musée du Louvre*.

BILLAUT (ancien ministre). Voyez *Rampeilles*.

BOIS POUR L'APPROVISIONNEMENT DE PARIS. Cotisation à percevoir sur les trains de bois flotté pendant l'exercice 1864. (approvisionnement de Paris), n° 12,138, p. 410; — sur les coupons, parts ou éclusées de bois de charpente, sciage et charonnage flottés, pendant l'exercice 1864 (approvisionnement de Paris), n° 12,139, p. 412.

BONS DU TRÉSOR. Consolidation en rentes des bons du trésor délivrés à la caisse d'amortissement du 1^{er} octobre au 31 décembre 1863, n° 11,934, p. 54; — et du 1^{er} janvier au 31 mars 1864, n° 12,207, p. 485. — A partir du 1^{er} décembre 1864, la somme des bons du trésor en circulation pour le service de la trésorerie est réduite à deux cents millions, n° 12,374, p. 796. — Autorisation au ministre des finances de créer, pour le service de la trésorerie et les négociations avec la banque de France, des bons du trésor qui ne pourront excéder cent cinquante millions de francs; ne sont pas compris dans cette limite les bons délivrés à la caisse d'amortissement, en vertu de la loi du 10 juin 1833, les bons déposés en garantie à la banque de France, ni les bons créés spécialement pour prêts à l'industrie.

(loi sur le budget de 1865), n° 12,396, p. 842.
BORDEAUX (VILLE DE). Voyez *Communes (Fixation de limites)* et *Ville de Bordeaux*.

BOURSES DE LYCÉES ET COLLÈGES. La ville de Napoléonville est autorisée à fonder à perpétuité, dans son lycée impérial, une bourse et demie affectée à l'entretien d'élèves de cette ville, n° 12,010, p. 268. — La ville de Marvejols est autorisée à fonder, dans son collège, quatre bourses d'externes, affectées à l'entretien d'élèves de cette commune, n° 12,025, p. 288. Voyez *Collèges* et *Lycées*.

BREVETS DE CAPACITÉ. Délivrance des brevets de capacité dans les établissements français de l'Inde, n° 11,929, p. 48.

BREVETS D'INVENTION. Proclamation de mille quatre cent quatre-vingt-trois brevets d'invention et certificats d'addition, n° 11,994, p. 137. — Proclamation de soixante-deux cessions de brevets d'invention, n° 12,213, p. 489; — de mille trois cent soixante et dix-neuf brevets d'invention et certificats d'addition, n° 12,258, p. 553.

BUDGET DE 1861. Loi du 8 juin 1864, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1861, n° 12,398, p. 871.

BUDGET GÉNÉRAL DES DÉPENSES ET DES RECETTES DE 1865. Loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1865, n° 12,396, p. 839.

BUDGET EXTRAORDINAIRE DE 1865. Loi du 8 juin 1864, sur le budget extraordinaire de l'exercice 1865, n° 12,397, p. 868.

BULLES. Réception de la bulle d'institution canonique de M. *Dubreuil* pour l'archevêché d'Avignon; — de celle de M. *Dours* pour l'évêché de Soissons; — et de celle de M. *Gazailhan* pour l'évêché de Vannes, n° 12,068 à 12,070, p. 340 à 342. — Réception de la bulle qui commet M^r l'archevêque de Myre pour conférer l'institution canonique à M. *Darboy*, en sa qualité de primicier du chapitre impérial de Saint-Denis, n° 12,204, p. 482. — Réception de la bulle qui commet M^r l'archevêque de Myre pour conférer l'institution canonique à M. *Buquet*, en sa qualité de chanoine du premier ordre au chapitre impérial de Saint-Denis, n° 12,205, p. 483.

BUREAUX DE BIENFAISANCE. Voyez (*Receveurs des*).

BUREAUX DE VÉRIFICATION. Voyez *Douanes*.

BUREAUX PUBLICS DE CONDITIONNEMENT. Voyez *Conditionnement*.

C

CAISSE DE VÉTÉRANCE DE L'ANCIENNE LISTE CIVILE. Voyez *Pensions de l'ancienne liste civile*.

CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE. Voyez *Pensions de l'armée de mer*.

CAISSE DES OFFRANDES NATIONALES. Voyez *Dons et legs*.

CAISSE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE. Loi qui modifie celle du 12 juin 1861, relative à la caisse des retraites pour la vieillesse, n° 12,241, p. 535.

CAISSE DES TRAVAUX DE LA VILLE DE

PARIS. Les bons que la caisse des travaux publics de la ville de Paris est autorisée à mettre en circulation, pendant l'année 1865, ne pourront excéder la somme de quatre-vingts millions (loi du 8 juin 1864), n° 12,396, p. 842.

CAISSES D'AMORTISSEMENT ET DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. Ouverture d'un crédit supplémentaire au budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations,

exercice 1864, n° 12,072, p. 344. Voyez *Bons du trésor, Dons et legs, et Rentes sur l'État*.

CAISSIERS DES MONTs-DE-PIÉTÉ. Détermination du chiffre de leurs cautionnements (loi du 8 juin 1864), n° 12,396, p. 843.

CANAUX. Le canal de la Sauldre, partant de Blancfort (Cher) et exécuté jusqu'au Coudray, sera continué jusqu'au chemin de fer d'Orléans à Vierzon, en un point situé entre la gare de la Motte-Beuvron et le bourg de ce nom (Loir-et-Cher). Les eaux du canal seront versées dans le Beuvron, n° 11,900, p. 27. — Affectation d'un terrain pour le service du canal de la Brusche à Wolsheim (Bas-Rhin), n° 12,100, p. 366. — Dissolution de la société des canaux d'Orléans et du Loing, et nomination du grand chancelier de la Légion d'honneur liquidateur de ladite société, n° 12,116, p. 382. — Établissement d'un canal destiné à arroser diverses communes du département du Gard, au moyen des eaux dérivées du Gardon, n° 12,402, p. 957.

CANDÉLABRE. Voyez *Musée du Louvre*.

CANTONS. Le canton de Saint-Gervais, arrondissement de Bonneville (Haute-Savoie), formera deux cantons ayant pour chefs-lieux, le premier, Saint-Gervais, le second, Chamonix (loi du 17 février 1864), n° 12,038, p. 301. — Le chef-lieu de la justice de paix du canton de Servièrès, arrondissement de Tulle (Corrèze), est transféré à Saint-Privat, commune du même canton, n° 12,095, p. 364. — La commune de Vernusse est distraite du canton d'Ébreuil, arrondissement de Gannat, et réunie au canton de Montmarault, arrondissement de Montluçon (Allier) (loi du 14 mai 1864), n° 12,272, p. 679. — La ville du Havre (Seine-Inférieure) est divisée en trois cantons de justice de paix, qui seront désignés sous

les dénominations suivantes, *Nord, Est, Sud* (loi du 21 mai 1864), n° 12,297, p. 713.

CATHÉDRALE DE NICE. Voyez *Chapitre de l'église cathédrale de Nice*.

CAUTIONNEMENTS. Voyez *Administration des postes, Asiles d'aliénés, Bureaux de bienfaisance, Caissiers des monts-de-piété, Conservateurs des hypothèques, Dépôts de mendicité, Directeurs des postes, Établissements publics de bienfaisance, Gardes-magasins des monts-de-piété, Hospices, Receveurs des asiles, Bureaux de bienfaisance des communes, des dépôts de mendicité et des établissements de bienfaisance*.

CESSIONS DE BREVETS. Voyez *Brevets d'invention*.

CHAIRÉS. Voyez *Écoles préparatoires de médecine et de pharmacie*.

CHAMBRES CONSULTATIVES DES ARTS ET MANUFACTURES. Institution, à Bourgoin (Isère), d'une chambre consultative des arts et manufactures, n° 12,126, p. 395.

CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. Contribution spéciale à percevoir, en 1864, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce, n° 11,977, p. 122. — Création d'une chambre de commerce à Roanne, n° 11,992, p. 135; — à Beaune, n° 12,022, p. 286. — Contribution spéciale à percevoir, en 1864, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce, n° 12,031, p. 296. — Création d'une bourse de commerce à Nice, n° 12,254, p. 549. — Contribution spéciale à percevoir, en 1864, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce, n° 12,293, p. 707. — Loi qui autorise la chambre de commerce du Havre à emprunter une somme de huit millions, dont elle fera l'avance à l'État, pour la construction d'un bassin à flot et de trois formes de radoub sur l'emplacement actuel de la citadelle (4 juin 1864), n° 12,380, p. 815. — Fixation de l'imposi-

tion additionnelle à percevoir, en 1864, pour l'achèvement de la bourse de Marseille, n° 12,425, p. 971.

GHANOINES. Voyez *Bulles, Chapitre de l'église cathédrale de Nice et Chapitre de Saint-Denis.*

CHAPITRE DE L'ÉGLISE CATHÉDRALE DE NICE. Décret qui approuve les statuts du chapitre de l'église cathédrale de Nice, n° 12,363, p. 785.

CHAPITRE IMPÉRIAL DE SAINT-DENIS. Voyez *Bulles.*

CHEMINS DE FER. (ANNULATION DE CONCESSION.) Est annulée la concession faite, par la loi sarde du 12 juin 1857, à la compagnie du chemin de fer des lignes d'Italie, de la ligne de jonction entre le canton de Genève et le chemin de fer du Valais, n° 12,180, p. 450.

CHEMINS DE FER (EXÉCUTION DE). Déclaration d'utilité publique de l'établissement du chemin de fer d'Orléans à la ligne du Bourbonnais et concession définitive dudit chemin, accordée à titre éventuel à la compagnie d'Orléans, n° 11,980, p. 126. — Déclaration d'utilité publique de l'établissement du chemin de fer de Sante-may à Étang, et concession définitive dudit chemin, accordée à titre éventuel à la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, n° 12,021, p. 1285. — Déclaration d'utilité publique de l'établissement du chemin de fer de Champagnole à la ligne de Dôle en Suisse et concession définitive dudit chemin, accordée à titre éventuel à la compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée, n° 12,125, p. 304. — Déclaration d'utilité publique de l'établissement du chemin de fer de Carcassonne à Quillan et concession définitive dudit chemin, accordée à titre éventuel à la compagnie du Midi, n° 12,186, p. 408. — Déclaration d'utilité publique de l'établissement des deux chemins de fer

n° de Castres à Albi; 2° de Castres à Mazamet, et concession définitive desdits chemins, accordée à titre éventuel à la compagnie du Midi, n° 12,137, p. 409. — Approbation de la convention passée, le 14 juin 1864, pour la concession du chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne, n° 12,441, p. 995.

CHEMINS DE FER (SURVEILLANCE DES). Ouverture, sur l'exercice 1863, d'un crédit applicable au contrôle et à la surveillance des chemins de fer, n° 12,197, p. 469.

CHEMINS DE FER. URGENCE DE PRISE DE POSSESSION DE TERRAINS pour l'établissement du chemin de fer de Paris à Tours par Vendôme, n° 11,913 et 11,914, p. 34; — pour l'établissement du chemin de fer de Ceinture, rive gauche, à Paris, n° 12,311, p. 729; — pour l'agrandissement des gares de Montparnasse et de Vaugirard (Seine), n° 12,353, p. 767; — pour l'établissement du chemin de fer de Paris à Tours par Vendôme, n° 12,367, p. 788; — pour l'établissement de la gare de Lutetbach (ligne de Strasbourg à Bâle), n° 12,371, p. 791. Voyez *Budgets, Compagnies des chemins de fer, Conventions, Inspecteurs des chemins de fer et Voies ferrées.*

CHEMINS DE GRANDE COMMUNICATION. Voyez *Alignements.*

CHEMINS VICINAUX. Loi du 8 juin 1864, relative aux rues formant le prolongement des chemins vicinaux, n° 12,391, p. 831. Voyez *Alignements et Budget de 1865.*

CHEVAL. Voyez *Ports.*

CHLORURE DE POTASSIUM. Voyez *Douanes.*

CIGARES. La régie est autorisée à mettre en vente dans les débits une nouvelle espèce de cigares à briquets en France, n° 12,024, p. 187.

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES. — Voyez *Collèges électoraux et Corps législatif.*

COALITIONS. Voyez *Code pénal.*

CODE DE JUSTICE MILITAIRE. Voyez *Colonies*.

CODE PÉNAL. Loi du 25 mai 1864, qui modifie les articles 414, 415 et 416 du Code pénal (coalitions), n° 12,323, p. 733.

COLLÈGES. Autorisation accordée à la ville de Lunel de créer un collège communal, n° 12,002, p. 261. — Décret qui établit un concours entre les élèves des lycées et collèges de chaque académie, ceux de Paris et de Versailles exceptés, et un second concours entre les lauréats du premier, n° 12,407, p. 962. Voyez *Bourses et lycées*.

COLLÈGES ÉLECTORAUX. Convocation des électeurs de la septième circonscription du département du Nord, à l'effet d'élire un député au Corps législatif, n° 12,033, p. 299. — Convocation des électeurs de la première circonscription du département de la Seine, à l'effet d'élire un député au Corps législatif, n° 12,073, p. 344. — de la cinquième circonscription du même département, aussi à l'effet d'élire un député au Corps législatif, n° 12,074, p. 345. — Convocation des électeurs des deuxième et quatrième circonscriptions du département du Gard, à l'effet d'élire chacune un député au Corps législatif, n° 12,273 et 12,274, p. 681. Voyez *Corps législatif*.

COLONIES. Délivrance des brevets de capacité dans les établissements français de l'Inde, n° 11,929, p. 48. — Modification, en ce qui concerne le Sénégal, l'île de Gorée et l'Océanie, du décret du 21 juin 1858, portant règlement d'administration publique pour l'application aux colonies du Code de justice militaire pour l'armée de mer, n° 12,202, p. 480. — Application aux colonies de la loi du 23 mai 1863, sur les sociétés à responsabilité limitée, n° 12,335, p. 752. — Loi du 4 juin 1864, sur les *Douanes*, n° 12,375, p. 804. Voyez *Algérie et Consuls*.

COMMISSARIATS DE POLICE. Voyez *Police*.

COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES. Voyez *Congrégations religieuses*.

COMMUNES (CHANGEMENT DE NOMS DE). La commune des Troux canton de Limours, arrondissement de Rambouillet, prendra le nom de *Boullay-les-Troux*, n° 11,948, p. 96. — La commune de Saint-Pierre-de-la-Cour, canton de Bais, arrondissement de Mayenne (Mayenne), prend le nom de *Saint-Pierre-sur-Orthe*, n° 11,946, p. 95.

FIXATION DE LIMITES ENTRE LES COMMUNES SUIVANTES : Angervilliers et Forges-les-Bains (Seine-et-Oise), n° 12,291, p. 705; — Bordeaux (Gironde) (loi du 18 mai 1864, sur l'extension des limites de cette ville), n° 12,280, p. 688. — Cauro et Grosseto-Prugna (Corse), n° 12,309, p. 728; — Deuil, Enghien et Montmorency (Seine-et-Oise), n° 11,958, p. 108. — Grossa et Bilia (Corse), n° 12,321, p. 732; Grossa et Tivolaggio (Corse), n° 12,322, p. 732; Grosseto-Prugna et Albitreccia (Corse), n° 12,309, p. 728. — Loreto et Sainte-Marie-Figaniella (Corse), n° 12,289, p. 702. — Quimper (Finistère) et Kerfeunteun et Ergué-Armel, n° 12,228, p. 514. — Saint-Amand et Orval (Cher), n° 12,167, p. 435; — Saint-André-de-Cotone et San-Giuliano (Corse), n° 12,652, p. 320; Savigny-sur-Orge et Juvisy-sur-Orge (Seine-et-Oise), n° 12,422, p. 969.

ÉRECTION DE NOUVELLES COMMUNES ET RÉUNION DE COMMUNES OU PORTIONS DE COMMUNES SUIVANTES : Distraction de territoires des communes de Gatti-de-Vivario et de Vezzani (Corse), et leur érection en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Aghione, canton de Vezzani, arrondissement de Corte, n° 12,227, p. 512. — La section de Caldarello est distraite de la commune de Zérubia, canton de Serra, arrondissement de Sartène (Corse), et

érigée en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à *Caldarello*, n° 12,230, p. 515. — Plusieurs sections sont distraites des communes de Bignan et de Saint-Jean-Brévelay, arrondissement de Ploërmel, et de la commune de Grandchamp, arrondissement de Vannes (Morbihan); ces sections formeront ensemble une commune, sous le nom de *Colpo*; elle dépendra du canton de Grandchamp et de l'arrondissement de Vannes, n° 12,388, p. 826. — Réunion en une seule commune des communes de Domfront et de Saint-Front (Orne); le chef-lieu en est fixé à *Domfront*, ce qui fait que Saint-Front n'existe plus comme commune, n° 11,947, p. 95 et 96. — Le territoire désigné sous le nom de *vallée du Fango* est distrait de la commune de Calenzana, canton de ce nom, arrondissement de Calvi (Corse); il formera, à l'avenir, deux communes distinctes, dont les chefs-lieux sont fixés à *Galeria* et à *Manso* et qui en porteront les noms, n° 12,288, p. 700. — Un territoire est distrait de la commune d'Oisseau, canton de Mayenne (ouest), arrondissement de Mayenne (Mayenne), et érigé en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à *la Haye-Traversaine*, n° 12,091, p. 360. — La section de Lacombe est distraite de la commune de Fontiès-Cabardès, canton de Saissac, arrondissement de Carcassonne (Aude), et érigée en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à *Lacombe* et qui en portera le nom, n° 12,287, p. 699. — Un territoire est distrait de la commune de Plaudren, canton de Grandchamp, arrondissement de Vannes (Morbihan), et érigé en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé au village de *Locqueltas* et qui en portera le nom, n° 12,055, p. 324. — La section de Monaccia est distraite de la commune d'Aul-

lène, canton de Serra, arrondissement de Sartène (Corse), et érigée en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à *Monaccia*, n° 12,230, p. 515. — Le territoire désigné sous le nom de *terres de Sia* est distrait de la commune d'Evisa, canton de ce nom, arrondissement d'Ajaccio, et de la commune d'Otta, canton de la Piana, même arrondissement; il formera, à l'avenir, trois communes distinctes, dont les chefs-lieux sont fixés à *Osani*, *Partinello* et *Serriera* et qui en porteront les noms, n° 12,288, p. 700. — Distraction de la section de Saint-Léger de la commune du May, canton de Beaupréau, arrondissement de Cholet (Maine-et-Loire), pour former, à l'avenir, une commune distincte dont le chef-lieu est fixé à *Saint-Léger*, n° 11,945, p. 95. — Distraction d'un territoire de la commune de Coarraz, canton de Nay-Est, arrondissement de Pau (Basses-Pyrénées), et son érection en commune distincte, sous le nom de *commune de Saint-Vincent*, n° 12,169, p. 438. — Les communes de Sainte-Gauburge et de Sainte-Colombe, canton de Merlerault, arrondissement d'Argentan (Orne), sont réunies en une seule commune, sous le nom de *Sainte-Gauburge-Sainte-Colombe*, n° 11,920, p. 36. — La section de Sivignon est distraite de la commune de Sain (Saône-et-Loire); elle est érigée en commune; le chef-lieu est fixé à *Sivignon*, canton de Saint-Bonnet-de-Joux, arrondissement de Charolles, n° 11,895, p. 13. — Distraction d'un territoire de la commune de Sarzeau, canton de ce nom, arrondissement de Vannes (Morbihan), et érection de ce territoire en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé au *Tour-du-Parc* et qui en portera le nom, n° 12,168, p. 436. — Un territoire est distrait des communes de Maulevrier et d'Uzernay

(Maine-et-Loire), et érigé en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé au bourg de *Tout-le-Monde*, canton et arrondissement de Cholet, n° 12,054, p. 323. — Un territoire est distrait de la commune de Carnac, canton de Quiberon, arrondissement de Lorient (Morbihan), et érigé en commune distincte, sous le nom de *la Trinité-sur-Mer*, n° 12,092, p. 362. — La section de la Vallée-Mulâtre est distraite de la commune de Saint-Martin-Rivière, canton de Wassigny, arrondissement de Vervins (Aisne), et érigée en commune distincte, sous le nom de *la Vallée-Mulâtre*, n° 12,148, p. 418. — Un territoire est distrait des communes de Saint-Pons, de Rieussec et de Boisset, canton et arrondissement de Saint-Pons, et érigé en commune distincte, sous le nom de *commune des Verrières-de-Moussans*, dont le chef-lieu est fixé au village des Verreries, n° 12,112, p. 374. — La section de Castetbieilh est distraite de la commune d'Arthez et réunie à la commune de Castillon (Basses-Pyrénées), n° 11,894, p. 12. — Un territoire est distrait de la commune d'Oger et réuni à celle de Mesnil-sur-Oger (Marne), n° 11,927, p. 45. — Un territoire est distrait de la commune de Mausoleo, canton d'Olmi-Capella, arrondissement de Calvi (Corse); il est réuni à celle de Pioggiola, même canton, n° 11,942, p. 94. — Une enclave est distraite de la commune de Fozzano, canton d'Olmeto, arrondissement de Sartène (Corse); elle est réunie à la commune de Viggianello, même canton, n° 11,943, p. 95. — Un territoire est distrait de la commune d'Olmeto, canton de ce nom, arrondissement de Sartène (Corse); il est réuni à la commune de Viggianello, même canton, n° 11,944, p. 95. — La section du Pas-Bruzat est distraite de la commune de Lavilledieu et réunie à

la commune de Terrasson (Dordogne), n° 12,001, p. 260. — La section du Val est distraite de la commune de Pluduno et réunie à la commune de Saint-Lormel (Côtes-du-Nord), n° 12,053, p. 322. — Distraction de la section de Belmacher de la commune de Merschweiller et sa réunion à celle d'Apach (Moselle), n° 12,056, p. 326. — Un territoire est distrait de la commune de Steene et réuni à celle d'Armbouts-Cappel (Nord), n° 12,057, p. 327. — Réunion à la commune de Saint-Berain, canton de Givry, arrondissement de Châlon (Saône-et-Loire), d'un territoire de la commune de Perreuil, canton de Couches-les-Mines, arrondissement d'Autun (Saône-et-Loire), n° 12,058, p. 328. — La section dite *des Choseaux* est distraite de la commune de Talloires et réunie à la commune de Menthon (Haute-Savoie), n° 12,059, p. 330. — Un territoire est distrait de la commune d'Aussillon et réuni à la commune de Mazamet (Tarn), n° 12,060, p. 331. — Réunion de l'enclave de Taravo à la commune de Sollacaro (Corse), n° 12,090, p. 359. — Un territoire est distrait de la commune de Sorbollano, canton de Serra, arrondissement de Sartène (Corse), et réuni à la commune de Serra, n° 12,231, p. 516. — Attribution à la commune de Sorbollano, canton de Serra (Corse), d'un polygone distrait de la commune de Serra, n° 12,237, p. 531. — Un polygone est distrait de la commune de Grosseto-Prugna, canton de Sainte-Marie-et-Sicche (Corse), et réuni à la commune de Torgiacardo, n° 12,238, p. 532. — Le hameau de Lalle est distrait de la commune de Bordéac (Gard), et réuni à la commune de Bes-sèges, n° 12,290, p. 703. Voyez *Receveurs des communes*.

COMPAGNIES DES CHEMINS DE FER.
Report à l'exercice 1863, d'une portion des crédits ouverts sur

l'exercice 1862, à titre de fonds de concours versés au trésor, pour l'établissement de grandes lignes de chemins de fer, n° 12,176, p. 445. Voyez *Chemins de fer, Inspecteurs des chemins de fer et Inspecteurs généraux des ponts et chaussées et des mines.*

CONCOURS. Un concours est établi entre les élèves des lycées et collèges de chaque académie, ceux de Paris et de Versailles exceptés, et un second concours est établi entre les lauréats du premier, n° 12,407, p. 962.

CONFITURES. Voyez *Douanes.*

CONGÉS. Voyez *Inspecteurs généraux des ponts et chaussées et des mines.*

CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES. Autorisation, comme communauté dirigée par une supérieure locale, de l'association des sœurs de Notre-Dame-du-Refuge, établie à Blois, n° 12,014, p. 277. — Approbation des statuts de l'association des religieuses Augustines du Petit-Hôpital Saint-Gatien, à Tours, n° 12,015, p. 277. — Cette association est reconnue comme communauté dirigée par une supérieure locale, n° 12,016, p. 278. — Autorisation, comme congrégation à supérieure générale diocésaine, exclusivement propre au diocèse de Verdun, de l'association des sœurs de Saint-Joseph de la Présentation, existant à Verdun, n° 12,066, p. 338. — Autorisation de la fondation, à Avignon, d'un établissement de sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, n° 12,071, p. 343. — Autorisation, comme communauté hospitalière et enseignante, dirigée par une supérieure locale, de l'association des sœurs du Verbe-Incarné, existant à Châteaumatvalleix (Creuse), n° 12,129, p. 398. — Autorisation de la fondation, à Larnay, section de la commune de Biand (Vienne), d'un établissement de Filles-de-la-Sagesse, destiné à l'éducation des sourdes-muettes et des

aveugles, n° 12,131, p. 401. — Autorisation de la fondation, à Angoulême, d'un refuge tenu par les sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, n° 12,145, p. 467. — Autorisation de la fondation, à Saint-Quentin, d'un asile de vieillards tenu par les Petites-Sœurs-des-Pauvres, n° 12,203, p. 481; — à Paris, avenue de Breteuil, d'un asile de vieillards tenu par les Petites-Sœurs-des-Pauvres, n° 12,233, p. 529. — Autorisation de la fondation, à Perpignan, d'un asile de vieillards tenu par les Petites-Sœurs-des-Pauvres, n° 12,275, p. 682. — Autorisation, comme congrégation à supérieure générale diocésaine, exclusivement propre au diocèse de Perpignan, de l'association des sœurs de Saint-Sacrement, existant à Perpignan, n° 12,298, p. 714. — Autorisation de la fondation, à Compiègne, d'un établissement de sœurs de la Compassion, servantes du Seigneur, n° 12,306, p. 715; — à la Plaine, commune de Saint-Martin-d'Hères (Isère), d'un établissement de sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, n° 12,343, p. 757.

CONSCRIPTION. Voyez *Armée de terre et de mer.*

CONSEIL D'ÉTAT. M. Haudry de Jarry est nommé conseiller d'État en service ordinaire hors sections, n° 12,151, p. 419. — M. Chabaney de Marnas est nommé conseiller d'État en service ordinaire hors sections, n° 12,153, p. 420. — M. Guillaumat est nommé conseiller d'État en service ordinaire hors sections, n° 12,154, p. 420. — M. Loyer, conseiller d'État, est désigné pour faire partie de la séance du Conseil d'État débattant au contentieux, n° 12,155, p. 424. — M. de Villeneuve, auditeur de deuxième classe, est nommé auditeur de première classe, — et M. de Bellissen est nommé auditeur de deuxième classe. —

M. Walcknaër, auditeur, sous-préfet de Lisieux, est nommé auditeur en service extraordinaire, n° 12,423, p. 970.

CONSEIL DU SCAU DES TITRES.

M. Vaise est nommé membre du sreau des titres, en remplacement de **M. Chabanac de Marnas**, n° 12,155, p. 420.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT. Décret portant que les élections pour le renouvellement de la première série des conseils généraux et de la seconde série des conseils d'arrondissement auront lieu les 18 et 19 juin 1864, n° 12,348, p. 764. Convocation des conseils d'arrondissement pour la première partie de leur session, n° 12,429, p. 974.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. Modification de la composition du conseil de prud'hommes d'Elbeuf, n° 12,030, p. 294. — Création d'un conseil de prud'hommes à Dijon, n° 12,292, p. 464; — à Gaiise (Aisne), n° 12,192, p. 706. — Loi du 4 juin 1864, sur le régime disciplinaire des conseils de prud'hommes, n° 12,378, p. 808. — Modification de la composition du conseil de prud'hommes de Nieme, n° 12,429, p. 972. — Dispositions relatives au conseil de prud'hommes de Grenoble, n° 12,426, et 12,427, p. 972 et 973.

CONSEILS GÉNÉRAUX. Décret portant que les élections pour le renouvellement de la première série des conseils généraux et de la seconde série des conseils d'arrondissement auront lieu les 18 et 19 juin 1864, n° 12,348, p. 764.

CONSERVATEURS DES FORÊTS. Voyez *Reboisement des montagnes*.

CONSERVATEURS DES HYPOTHÈQUES. Leurs cautionnements pourront être constitués, en totalité ou en partie, soit en immeubles, soit en rentes nominatives trois pour cent sur l'État; — détermination de la quotité de ces cautionnements; — ils pourront être faits au moyen de rentes appartenant

à des tiers (toiwnt le budget de 1865), n° 12,396, p. 843 et 844.

CONSERVATOIRE IMPÉRIAL DE MUSEOLOGIQUE. Voyez *Grands prix de Rome*.

CONSULATS. Institution d'un consul-juge à Alexandrie, n° 11,930, p. 49.

CONTRIBUTIONS FONCIÈRE, PERSONNELLE-MOBILIÈRE ET DES PORTES ET FENÊTRES. Voyez *Budget de 1865*.

CONTRIBUTIONS SPÉCIALES. Voyez *Chambres et bourses de commerce*.

CONVENTIONS. Promulgation de la convention de navigation conclue, le 13 juin 1862, entre la France et l'Italie, n° 11,939, p. 89. — Promulgation de la convention conclue, le 10 avril 1864, entre la France et le Mexique, pour régler les conditions du séjour des troupes françaises au Mexique, n° 12,216, p. 497. — Promulgation de la convention concernant le service de surveillance et de douane sur les chemins de fer du midi de la France et du nord de l'Espagne, n° 12,438, p. 987. Voyez *Arrangements*, *Traité*.

CORPS LÉGISLATIF. Prorogation au 4 avril de la session du Corps législatif, n° 12,023, p. 287. — Prorogation, jusqu'au 4 mai, de la même session, n° 12,179, p. 449; — jusqu'au 19 mai, de la session du Corps législatif, n° 12,236, p. 531. — Prorogation, jusqu'au 25 mai, de la même session, n° 12,277, p. 684; — jusqu'au 28 mai, n° 12,329, p. 744. — **M. de Duc de Moray** est nommé président du Corps législatif; — nomination des vice-présidents du Corps législatif; — nomination des questeurs du Corps législatif, n° 12,410 à 12,412, p. 964 et 965. Voyez *Collèges électoraux*.

CORRESPONDANCE DE L'EMPEREUR NAPOLEON I^{er}. Institution, sous la présidence de Son Altesse Impériale de Prince *Napoléon*, d'une nouvelle commission pour continuer les travaux relatifs à la publication de la correspondance de

l'Empereur Napoléon I^{er}, n° 12,029, p. 293.
CORRESPONDANCES. Voyez *Paquebots-poste et Postes (Administration des)*.
CÔTES. Voyez *Roules*.
COTISATION. Voyez *Bois pour l'approvisionnement de Paris*.
COTON. Voyez *Douanes*.
COURS ET TRIBUNAUX. Création d'une deuxième chambre civile à la cour impériale d'Alger, n° 12,404, p. 959. — Loi du 25 mai 1864, sur les coalitions, n° 12,323, p. 733. Voyez *Avoués, Cantons, Greffiers,*

Huissiers, Justice de paix, Magistrature, Ministère de la justice, Notaires, Offices, Ordre judiciaire, Réhabilitation.

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET EXTRAORDINAIRES. Loi sur les suppléments de crédits de l'exercice 1863, n° 12,011, p. 269. — Répartition, par chapitres, des suppléments de crédits ouverts, par la loi du 3 février 1864, pour l'exercice 1863, n° 12,115, p. 378. Voyez *Suppléments de crédits*.
CUIVRE. Voyez *Douanes*.

D

DÉCIME (SECOND). A compter du 1^{er} juillet 1864, le second décime établi par la loi du 2 juillet 1862 et prorogé par celle du 12 mai 1863 sera réduit de moitié, en ce qui concerne les droits et produits dont la perception est confiée à l'administration de l'enregistrement; — l'article 13. de la loi du 23 juin 1857, relatif à la perception du deuxième décime sur les autres impôts indirects qui supportent le premier décime, continuera à recevoir son exécution (loi du 8 juin 1864), n° 12,374, p. 796. — Il ne sera perçu, pour l'exercice 1865, que moitié du second décime établi par la loi du 2 juillet 1862 sur les droits et produits dont la perception est confiée à l'administration de l'enregistrement (loi du 8 juin 1864, relative au budget de 1865), n° 12,396, p. 840.

DÉCLARATIONS. Voyez *Espagne et Télégraphie*.

DÉCRET CONSISTORIAL. Voyez *Diocèses*.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES. Voyez *Télégraphie*.

DÉPÔTS DE MENDICITÉ. Affectation du dépôt de mendicité de Beaugency au service du département de Loir-et-Cher, n° 11,962, p. 113. — Affectation du même dépôt au service du département d'Indre-

et-Loire, n° 11,963, p. 114. — Autorisation de la création d'un dépôt de mendicité pour le service du département de l'Aniége, n° 12,337, p. 754.

DÉPUTÉS. Voyez *Collèges électoraux et Corps législatif*.

DETTE FLOTTANTE. Voyez *Budget*.

DIGUES. Les sieurs *Pigeory, Lam Duval, Serand et Polin* sont autorisés à construire une digue dans l'alignement de celle du *Casino*, commune de Villers-sur-Mer (Calvados), n° 12,181, p. 451. Voyez *Ports*.

DIOCÈSES. Décret impérial portant réception du décret consistorial ayant pour objet de réunir au diocèse de Nice deux paroisses qui avaient été incorporées par erreur au diocèse de Cuneo, en Piémont, n° 12,012, p. 272. Voyez *Chapitre de la cathédrale de Nice*.

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ENREGISTREMENT, DES DOMAINES ET DU TIMBRE. Décret qui fixe ses attributions, n° 12,170, p. 439.

DIRECTEURS DES POSTES. Voyez *Postes (Administration des)*.

DOMAINES. Approbation d'un échange de terrains entre l'État et le département de la Moselle (loi du 6 janvier 1864), n° 11,886, p. 1^{re}; — avec M^{me} veuve *Dafont*, n° 11,887, p. 2; — et les époux

Rubeux, n° 11,950, p. 97. — Approbation d'un échange de terrains entre l'État et M. le comte *Pelet de la Lozère*, n° 11,999, p. 257; — d'un échange de terrains entre l'État et la commune de Moliets - et - Maa (Landes), n° 12,000, p. 258; — entre l'État et M. *Herbomez* et M^{me} *Fassiaux*, n° 12,039 et 12,040, p. 302 et 303. — Les préfets du Calvados, du Pas-de-Calais et de la Somme sont autorisés à concéder différentes parcelles du rivage maritime, n° 12,181 à 12,183, p. 451 et 452. — Affectation au service des douanes d'une parcelle de terrain provenant des anciennes fortifications du Havre, n° 12,229, p. 515. — Approbation d'un échange de terrains entre l'État et M^{me} *Mauroy*, n° 12,243, p. 537.

— Loi qui approuve un échange de terrains entre l'État et M. *Malhalin*, M. *Wilbert* et M^{me} *Thevenin*, n° 12,261, p. 664. — Loi qui fait cession gratuite à la ville d'Amiens des droits de l'État sur deux terrains, n° 12,262, p. 665.

— Loi qui autorise le ministre des finances à renoncer, au profit de la ville d'Ardres, moyennant une indemnité, à la faculté de demander la remise de terrains cédés, pour cause d'utilité publique à la ville en 1852 et qui n'ont pas reçu leur destination, n° 12,263, p. 667. — Loi qui approuve un échange de terrains entre l'État et la commune du Pin (Orne), n° 12,278, p. 685. — Autorisation à la ville de Besançon (Doubs) d'acquitter, dans un délai de vingt ans, la somme de trois cent cinquante mille francs, représentant l'évaluation d'un immeuble dit *Palais-Granvelle*, dont l'acquisition a été approuvée par un arrêté préfectoral (loi du 21 mai 1864), n° 12,302, p. 717.

— Loi du 1^{er} juin 1864 qui, 1^o règle le mode d'aliénation des immeubles domaniaux; 2^o ouvre, sur l'exercice 1864, un crédit de

deux millions pour acquisition de terrains et travaux neufs dans les établissements militaires, n° 12,354, p. 769. — Approbation d'un échange de terrains entre l'État et M. *Sant-Yoag Drake del Castillo*, n° 12,355, p. 772; — et les héritiers *Louet - Tarrault*, n° 12,355, p. 773. — Affectation au service militaire de terrains situés à Lyon, n° 12,368, p. 788. — Approbation d'un échange de terrains entre l'État et la ville de Marseille; — d'un échange d'immeubles entre l'État et M. *Kermoualquin* et M^{me} *de Miniac*, de *Kerouartz* et *Salaün de Kertanguy*; — d'un autre échange de terrains entre l'État et M. *Vasseur* (lois du 4 juin 1864, n° 12,381 à 12,383), p. 817 à 821. Voyez *Forêt domaniale*.

DOMAINE MILITAIRE. Réaffectation au service du département de la guerre, pour l'isolement du quartier d'artillerie à Valence (Drôme), d'une bande de terrain sise au pied du mur de l'ancienne citadelle, n° 12,034, p. 299. — Affectation d'un terrain au service du même département, pour compléter l'emplacement d'une redoute à construire à la Pointe-du-Hoc, au Havre, n° 12,117, p. 384. — Réaffectation au service du département de la guerre de l'île des Lapins, à Huningue (Haut-Rhin), n° 12,127, p. 396. — Établissement d'une nouvelle charbonnerie à la poudrerie du Pont-de-Buis, n° 12,319, p. 731. — Déclaration d'utilité publique de l'acquisition, pour l'extension du quartier militaire de la place de Provins, d'une parcelle de terrain située au nord-est de ce quartier, n° 12,342, p. 756. — Loi du 1^{er} juin 1864 qui, 1^o règle le mode d'aliénation des immeubles domaniaux; 2^o ouvre, sur l'exercice 1864, un crédit de deux millions pour acquisitions de terrains et travaux neufs dans les établissements militaires, n° 12,354,

p. 769. — Affectation au service militaire de terrains situés à Lyon, n° 12,368, p. 788. Voyez *Travaux militaires*.

DOMAINES (DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ENREGISTREMENT ET DES). Voyez *Administrations centrales*.

DOMANIALITÉ MARITIME. Voyez *Pêche et domanialité maritimes*.

DOMESTIQUES. Voyez *Coalitions*.

DONS ET LEGS. L'administrateur directeur de la bibliothèque impériale est autorisé à accepter le legs universel institué en faveur de ladite bibliothèque par M. le duc d'Otrante, n° 12,009, p. 267. — Autorisation à l'académie des beaux-arts d'accepter le legs que lui a fait feu M. *Chartier*, n° 12,079, p. 347. — Autorisation au directeur de la caisse des dépôts et consignations d'accepter le don d'une somme de quinze francs, fait à la caisse des offrandes nationales en faveur des armées de terre et de mer par M. *Masson*, gendarme en retraite à Saint-Haon-le-Châtel (Loire), n° 12,107, p. 358. — Autorisation à la faculté de médecine de Paris d'accepter le legs qui lui a été fait par M^{me} veuve *Leblanc de Châteautilard*, née *Sabatier*, à l'effet de fonder un prix annuel destiné au savant dont le travail concourra le plus au soulagement des malades, n° 12,174, p. 442. — Autorisation au ministre de la guerre d'accepter le legs fait par M^{me} d'*Anguel-Bourbon* à l'enfant de troupe le plus méritant du huitième ré-

giment d'infanterie de ligne n° 12,211, p. 488.

DOUANES. Ouverture des bureaux douane de Bouçada et Geryvil (Algérie) à l'importation des provenances du Djerid, du Souf el Maroc, et à l'exportation des produits métropolitains et algériens n° 12,062, p. 333. — Établissement à Maulde et à Mortagn (Nord) des bureaux de vérification pour la sortie des boissons expédiées à l'étranger en franchise des droits de circulation et de consommation, n° 12,157, p. 423. — Modification de la signification du nombre et de la forme des poinçons exclusivement destinés à la marque des ouvrages d'or et d'argent venant de l'étranger, n° 12,328, p. 73. — Admission temporaire en franchise de droits des riz en grains et riz en paille de toute provenance et importés sous tout pavillon, n° 12,349, p. 765. — Décret qui établit le tarif, à l'entrée en France, de l'or, du platine et de l'argent, n° 12,350, p. 766. — Loi du 4 juin 1864, sur les douanes, n° 12,375, p. 803. — L'entrepôt d'Honfleur est ouvert aux marchandises prohibées, n° 12,375, p. 805. — Un entrepôt des sels pourra être établi à Paimpol (Côtes-du-Nord), n° 12,375, p. 805. Voyez *Conventions, Importation, Sucres et thés*.

DROIT DE TONNAGE. Voyez *Maires danois*.

E

Eaux-de-vie. Les dispositions de l'article 21 du décret du 21 mars 1852, concédant exceptionnellement aux départements désignés dans ledit article l'exemption des droits pour les eaux-de-vie versées sur les vins, cesseront leur effet à partir du 1^{er} janvier 1865.

(loi du 8 juin 1864), n° 12,375, p. 840. Voyez *Alcools*.

Eaux minérales. Voyez *Établissements thermaux*.

ÉCHANGES. Voyez *Domaines*.

ÉCOLES PRÉPARATOIRES DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE. Création d'une deuxième chaire de clinique in-

LEONE : à l'école préparatoire de médecine et de pharmacie. à Bordeaux, n° 12,003, p. 262.

WETS PUBLICS DES GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS. Voyez *Timbre*.

ÉLISE DE NICE. Voyez *Chapitre de l'église cathédrale de Nice*.

ÉLECTIONS. Voyez *Collèges électoraux, Conseils d'arrondissement, Conseils généraux*.

EMPRUNT DE TROIS CENTS MILLIONS. Voyez *Rentes sur l'État*.

EMPRUNT GRAC. Ouverture au ministre des finances d'un crédit de un million quarante-quatre mille trente-neuf francs soixante-six centimes, pour le paiement des intérêts et de l'amortissement, exigibles en 1865, de la partie afférente à la garantie de la France dans l'emprunt négocié, en 1833, par le gouvernement grec (Loi du 8 juin 1864), n° 12,396, p. 842.

EMPRUNTS. *Autorisations accordées aux départements ci-après de contracter des emprunts et de s'imposer extraordinairement* : Ariège, n° 12,357, p. 774 ; Aveyron, n° 12,281, p. 690 ; Bouches-du-Rhône, n° 12,265, p. 670, et n° 12,326, p. 740 ; Charente, n° 12,266, p. 671 ; Corrèze, n° 12,220, p. 502 ; Eure, n° 12,282, p. 691 ; Gironde, n° 11,962, p. 99 ; Pyrénées-Orientales, n° 12,283, p. 694 ; Rhin (Haut-), n° 12,358, p. 776 ; Seine-Inférieure, n° 11,963, p. 101 ; Somme, n° 12,304, p. 720 ; Var, n° 12,359, p. 777 ; Vienne (imputation de fonds pour payer les intérêts d'un emprunt), n° 12,284, p. 695.

Autorisations accordées aux villes et communes suivantes de contracter des emprunts : Alais (Gard), n° 11,954, p. 103 ; Albi (Tarn), n° 12,087, p. 354 ; Angers (Maine-et-Loire), n° 12,122, p. 389 ; Annonay (Ardèche), n° 11,923, p. 39 ; Arras (Pas-de-Calais), n° 12,088, p. 356 ; Avignon (Vaucluse), n° 12,221, p. 504 ; Avran-

ches (Manche), n° 12,222, p. 505 ; — Bagnères-de-Luchon (Haute-Garonne), n° 12,268, p. 674 ; Bar-le-Duc (Meuse), n° 12,122, p. 390 ; Beauvais (Oise), n° 12,360, p. 779 ; Brest (Finistère), n° 12,279, p. 686 ; — Châlon (Saône-et-Loire), n° 12,187, p. 457 ; Cligny (Seine), n° 12,223, p. 507 ; Dunkerque (Nord), n° 12,188, p. 458 ; — Flers (Orne), n° 12,111, p. 373 ; Fontainebleau (Seine-et-Marne), n° 11,891, p. 7 ; Hazebrouck (Nord), n° 11,924, p. 40 ; Laon (Aisne), n° 11,892, p. 9 ; Lille (Nord), n° 12,364, p. 821 ; Louviers (Eure), n° 12,361, p. 781 ; — Mâcon (Saône-et-Loire), n° 12,200, p. 473 ; Mans (le) (Sarthe), n° 12,046, p. 312 ; Marseille (Bouches-du-Rhône), n° 12,305 et 12,306, p. 722 et 723 ; Mayenne (Mayenne), n° 12,245, p. 540 ; Metz (Moselle), n° 12,047, p. 313 ; — Nantes (Loire-Inférieure), n° 12,269, p. 676 ; Neuilly (Seine), n° 12,224, p. 508 ; Nevers (Nièvre), n° 12,048, p. 315 ; — Puy (le) (Haute-Loire), n° 11,925, p. 42 ; — Rochefort (Charente-Inférieure), n° 12,164, p. 431 ; Roubaix (Nord), n° 12,307, p. 725 ; — Saint-Pierre-lès-Calais (Pas-de-Calais), n° 12,049, p. 316 ; — Tourecoing (Nord), n° 12,165 et 12,307, p. 432 et 725 ; — Vire (Calvados), n° 12,050, p. 323. Voyez *Chambres de commerce, Hospices et Impositions extraordinaires*.

EMPRUNTS DES GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS. Voyez *Timbre*.

ENGAGEMENTS VOLONTAIRES. Voyez *Armée de mer et Armée de terre*.

ENREGISTREMENT. Voyez *Administrations centrales, Conservateurs des hypothèques, Second décimes*.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Voyez *Concours*.

ENTRÊPÔT. Voyez *Douanes*.

ÉPISCOPAT. Voyez *Archevêques, Bulles, Chapitres de Nice et de Saint-Denis, Diocèses, Institution canonique*.

ERRATA. Bulletin des lois, n° 1,210.
— Rectification d'erreur à la page 778. Voyez l'Errata, p. 978.
ESPAGNE. Voyez *Algérie, Chemins de fer (Surveillance des), Conventions et Télégraphie.*
ÉTABLISSEMENTS CHARITABLES. Voyez *Congrégations.*
ÉTABLISSEMENTS D'UTILITÉ PUBLIQUE. Voyez *Congrégations.*
ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES. Voyez *Domaines militaires et Travaux militaires.*
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE BIENFAISANCE. Voyez (*Receveurs des*).
ÉTABLISSEMENTS THERMAUX. Ratification d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture,

du commerce et des travaux publics et la Compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy (loi du 7 mai 1864), n° 12,260 p. 661. — Approbation de la convention passée, le 29 avril 1864 entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy, n° 12,362, p. 782.

ÉTATS-UNIS. Voyez *Télégraphie et Administration des postes.*

ÉVÊQUES. Voyez *Bulles et Diocèses.*

EXPORTATIONS. Voyez *Douanes.*

EXPROPRIATION. Voyez *Utilité publique.*

F

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS. Autorisation d'accepter le legs que lui a fait M^{me} *Leblanc de Châteauvillard*, née *Sabatier*, n° 12,174, p. 442. Voyez *Dons et legs.*

FACULTÉ DE DROIT. Décret qui rétablit une faculté de droit dans la ville de Nancy, n° 12,065, p. 337.

FERMIERS. Voyez *Coalitions.*

FONDS COMMUN DES DÉPARTEMENTS. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1863, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics, n° 11,995, p. 249, et n° 12,028, p. 290. Voyez *Fonds de concours et Fonds départementaux.*

FONDS DE CONCOURS. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1863, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics, n° 12,201, p. 475. Voyez *Fonds commun des départements, Fonds départementaux et Travaux militaires.*

FONDS DÉPARTEMENTAUX. Disposi-

tions relatives au report des fonds départementaux de l'exercice 1862 non employés au 30 juin 1863, n° 11,896, p. 15. Voyez *Fonds commun des départements et Fonds de concours.*

FORÊT DOMANIALE. Concession, au département de la Seine, de deux parcelles de terrain dépendant de la forêt domaniale de Retz (loi du 9 avril 1864), n° 12,164, p. 453.

FORTIFICATIONS. Voyez *Places de guerre.*

FORTIFICATIONS DU HAVRE. Autorisation au ministre des finances d'aliéner les terrains à provenir, après nivellement des anciens fronts ouest des fortifications du Havre (loi du 8 juin 1864), n° 12,397, p. 868.

FORTS. Voyez *Places de guerre.*

FRÈRES DE MILITAIRES. Voyez *Armée de mer et Armée de terre.*

FUNÉRAILLES. Ouverture, au ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, sur l'exercice 1863, d'un crédit affecté à la dépense des funérailles de M. *Billaud*, n° 12,083, p. 349.

G

GARDES-MAGASINS DES MONTS-DE-PIÉTÉ. Détermination du chiffre de leurs cautionnements (loi du 8 juin 1864), n° 12,396, p. 843.
GAZETTES. Voyez *Postes* (*Administration des*).
GAZONNEMENT. Voyez *Reboisement des montagnes*.
GORÉE (ILE DE). Voyez *Colonies*.

GRANDS PRIX DE ROME POUR LA MUSIQUE. Dispositions relatives aux concours annuels aux grands prix de Rome, pour la musique, n° 12,295, p. 710.
GRÈCE. Voyez *Emprunt grec et Traités*.
GREFFIERS. Voyez *Réhabilitation*.

H

HAVRE (VILLE DU). Voyez *Emprunts et Fortifications*.
HOSPICES. La commission administrative de l'hospice de Morlaix est autorisée à contracter un emprunt, n° 12,189, p. 459; — ainsi que celle de Pontorson, n° 12,219, p. 501; — et de Provins,

n° 12,332, p. 748. Voyez *Cautionnements et Receveurs des hospices*.
HOUILLES. Voyez *Importations*.
HUILE DE PÉTROLE. Voyez *Douanes*.
HUISSIERS. Voyez *Monnaies, Offices et Offres réelles*.
HYPOTHÈQUES. Voyez *Conservateurs des hypothèques*.

I

ILES IONIENNES. Voyez *Traités*.
IMMEUBLES DOMANIAUX. Voyez *Domaines militaires et Domaines*.
IMPORTATIONS. Dispositions relatives aux marchandises d'origine et de manufacture italiennes inscrites dans le traité conclu, le 17 janvier 1863, entre la France et l'Italie, importées autrement que par terre ou par navires français ou italiens, n° 11,983, p. 128. — Dispositions relatives à l'importation, 1° des tissus italiens taxés à la valeur; 2° des tissus purs ou mélangés, anglais, belges ou italiens, taxés à la valeur, n° 11,984, p. 129. — Décret portant que les décrets des 1^{er} octobre, 14 décembre 1861 et 20 juillet 1862, relatifs à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées, sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine italienne, n° 11,985, p. 130. — Fixa-

tion du droit à l'importation des houilles crues ou carbonisées (coke) par navires français et par terre, n° 11,993, p. 135. Voyez *Douanes*.
IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES. *Départements.* Les départements suivants sont autorisés à s'imposer extraordinairement : Aisne, n° 12,084, p. 350; Allier, n° 12,264, p. 668; Ardèche, n° 12,160, p. 425; Aude, n° 12,244, p. 638; — Calvados, n° 12,161, p. 426; Cantal n° 11,888, p. 3; Charente-Inférieure, n° 12,267, p. 673; Cher, n° 12,108, p. 369; Corse, n° 12,041, p. 305; Côte-d'Or, n° 12,185, p. 454; Côtes-du-Nord, n° 12,198, p. 470; — Finistère, n° 12,109, p. 370; — Gard, n° 12,042, p. 306; Garonne (Haute-), n° 11,921, p. 37; — Hérault, n° 11,889, p. 5; — Ille-et-Vilaine, n° 12,186, p. 456; Indre-et-Loire, n° 11,890, p. 6; — Loir-et-Cher, n° 12,327, p. 742;

Loiret, n° 12,085, p. 352. — Maine-et-Loire, n° 12,303, p. 718; Mayenne, n° 12,043, p. 307; — Nord, n° 12,246, p. 541; — Oise n° 12,119, p. 386; — Puy-de-Dôme (prélèvement sur une ancienne imposition), n° 12,044, p. 309; Pyrénées (Basses-), n° 12,331, p. 747; — Rhône, n° 12,199, p. 472; — Saône-et-Loire, n° 12,110, p. 372; Sarthe, n° 12,162, p. 428; Seine-et-Oise, n° 12,086, p. 353; Sèvres (Deux-), n° 12,163, p. 429; — Tarn-et-Garonne, n° 12,120, p. 387; — Yonne, n° 12,285, p. 696.

Villes. Les villes suivantes sont autorisées à s'imposer extraordinairement: Abbeville (Somme), n° 11,922, p. 38; — Falaise (Calvados), n° 12,045, p. 310; — Saint-Quentin (Aisne), n° 12,123, p. 391. Voyez *Emprunts*.

IMPÔTS. Voyez *Badget de 1866*.

INDEX. Voyez *Colonies*.

INÉMNITÉS VIAGÈRES. Voyez *Pensions de l'ancienne liste civile*.

INONDATIONS. Voyez *Travaux et Utilité publique*.

INSCRIPTION MARITIME. Voyez *Arme de mer, Limite de la mer, Pêche et démanités maritimes, Professions maritimes*.

INSCRIPTIONS DE RENTE AU PORTEUR. Voyez *Rentes sur l'Etat*.

INSPECTEURS DES CHEMINS DE FER. Décret qui ajourne l'application des dispositions du décret du 22 juin 1863, établissant une li-

mite d'âge pour l'admission à la retraite des inspecteurs généraux, inspecteurs principaux, etc. des chemins de fer, n° 12,008, p. 267.

INSPECTEURS GÉNÉRAUX DES PONTS ET CHAUSSÉES ET DES MINES. Décret concernant les inspecteurs généraux des ponts et chaussées et des mines mis, sur leur demande, en congé illimité, pour s'attacher au service des compagnies, n° 12,006, p. 265.

INSTITUT IMPÉRIAL DE FRANCE. Voyez *Académie des beaux-arts, Académie des sciences et Académie française*.

INSTITUTION CANONIQUE. Voyez *Balles, Diocèses, Evêques*.

INSTRUCTION PRIMAIRE. Les recettes et les dépenses de l'instruction primaire à la charge des départements, pour l'exercice 1862, sont réglées définitivement, n° 12,016, p. 281.

INSTRUCTION PUBLIQUE. Voyez *Académies, Bibliothèque impériale, Brevets de capacité, Collèges, Colonies, Concours, Facultés de droit, Lycées, Professeurs*.

INTÉRÊT PUBLIC. Voyez *Établissements thermaux*.

IRRIGATIONS. Irrigation et assainissement de la prairie de Mémil, sise dans la commune de ce nom (Vosges), n° 12,404, p. 967.

ITALIE. Voyez *Arrangement, Chemins de fer, Conventions, Importations, Navigation, Quarantaine, Télégraphie, Tissus italiens, Traité*

JOURNAUX. Voyez *Postes (Administration des)*.

JUSTICES DE PAIX. Voyez *Carrous*.

LAIS DE MER. Voyez *Domaines*.

LANDES. Exécution des travaux relatifs à l'assainissement et à la mise en valeur des landes communales de: Arjazanx, n° 12,341, p. 756; Arouille, n° 11,901, p. 27; — Ca-

nenx-et-Réaut, n° 12,352, p. 767; Castets, n° 12,146, p. 418; Créon n° 12,364, p. 787; — Escource n° 12,144, p. 417; — Labenne n° 12,372, p. 791; Léon, n° 12,395, p. 838; Losse, n° 12,145, p. 417; —

Saint-Geours-Macoules, n° 12,440, p. 994; **Saint-Paul-des-Landes**, n° 12,366, p. 787; — **Vielle-Saint-Girons**, n° 12,443, p. 1014.

LAZARET DE MARSEILLE. Autorisation au ministre des finances d'aliéner les terrains de l'ancien lazaret de Marseille, n° 12,374, p. 796; et loi sur le budget de 1865, n° 12,396, p. 839.

LÉGION D'HONNEUR. Virement de crédits, exercice 1862, n° 11,964 et 11,965, p. 115 et 116. — M. le général de division comte de **Flahaut** est nommé grand chancelier de l'ordre de la Légion d'honneur, n° 11,997, p. 255. — Le grand chancelier de la Légion d'honneur est nommé liquidateur de la société des canaux d'Orléans et du Loing, n° 12,116, p. 382.

LEGS. Voyez *Dons*.

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES. Voyez *Télégraphie*.

LIMITES DE LA MER. Voyez *Pêche et domaniaité maritimes*.

LISTE CIVILE (ANCIENNE). Voyez *Pensions de l'ancienne liste civile*.

LOGEMENTS INSALUBRES. Modification de l'article 2 de la loi du 13 avril 1850, relative à l'assainissement des logements insalubres, n° 12,325, p. 739.

LOGEMENTS MODÈLES D'OUVRIERS. Voyez *Asiles de Vincennes et du Vésinet*.

LYCÉES IMPÉRIAUX. Décret qui détermine le nombre des professeurs titulaires des lycées impériaux, et crée deux nouvelles classes parmi les chargés de cours des lycées des départements, n° 12,005, p. 204. — Décret qui établit un concours entre les élèves des lycées et collèges de chaque académie, ceux de Paris et de Versailles exceptés; et un second concours entre les lauréats du premier, n° 12,407, p. 962. Voyez *Collèges*.

M

MAGASINS GÉNÉRAUX DE MARCHANDISES ET SALLES DE VENTES PUBLIQUES. Autorisation à la compagnie havraise de magasins publics et de magasins généraux d'agrandir le magasin général qu'elle a établi au Havre, n° 11,976, p. 121. — Autorisation de l'établissement et de l'exploitation au Mans, d'un magasin général et d'une salle de ventes publiques de marchandises en gros, n° 11,978, p. 124. — Autorisation à M. **Hainguerlot** d'annexer un terrain aux magasins généraux qu'il a établis à Saint-Denis, n° 12,007, p. 266. — Autorisation à MM. **Emile Vuigner**, le vicomte de **Rainneville** et **Moxmert-Joly**, de recevoir en entrepôt fictif, dans les magasins généraux par eux exploités à Amiens, les marchandises et produits nationaux soumis à des taxes d'octroi ou à

des impôts de consommation intérieure, n° 12,177, p. 447. — Autorisation de l'établissement, à Toulouse, d'un magasin général avec salle de ventes publiques, n° 12,178, p. 448. — La société lyonnaise des magasins généraux des soies est autorisée à établir à proximité d'Avignon, dans un local situé au quartier de la Médecine, une annexe de la succursale établie dans cette ville pour le magasinage des soies et garances, n° 12,346, p. 762. — Autorisation de l'établissement et de l'exploitation d'un magasin général à Melun, n° 12,409, p. 963.

MAGISTRATURE. Création d'une deuxième chambre civile à la cour impériale d'Alger, n° 12,404, p. 959. — Loi du 25 mai 1864 qui modifie les articles 414, 415 et 416 du Code pénal (coalitions), n° 12,323, p. 733. Voyez *Algérie*,

Avoués, Cantons, Cours et tribunaux, Greffiers, Huissiers, Justices de paix, Ministère de la justice, Notaires, Offices, Ordre judiciaire, Réhabilitation.

MAISON DE DÉTENTION. Décret qui constitue maison de détention un quartier de la maison centrale de force et de correction de Clairvaux (Aube), n° 12,276, p. 683.

MANDATS D'ARTICLES D'ARGENT. Voyez *Postes (Administration des)* et *Timbre.*

MANUFACTURE D'ARMES DE SAINT-ÉTIENNE. Ouverture, sur l'exercice 1864, d'un crédit de cinq millions huit cent mille francs pour la construction et l'outillage de la manufacture d'armes de Saint-Étienne (loi du 28 mai 1864), n° 12,330, p. 745.

MANUFACTURES IMPÉRIALES DES TABACS. Voyez *Tabacs* et *Utilité publique.*

MARAIS. Le dessèchement des marais de la Somme compris entre Saint-Simon et Pithon (Aisne) devra être terminé avant le 1^{er} janvier 1866, n° 12,075, p. 346. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux nécessaires pour l'amélioration des marais de Triaise (Vendée), n° 12,310, p. 729; et ceux de la lande Rozière, appartenant à la section de l'Hôpital, commune de Saint-Paul-des-Landes, n° 12,366, p. 787.

MARCHANDISES ANGLAISES. Voyez *Importation.*

MARCHANDISES BELGES. Voyez *Importation.*

MARCHANDISES ITALIENNES. Voyez *Importation.*

MARSEILLE (VILLE DE). Voyez *Domanes, Lazaret* et *Ministère des travaux publics.*

MÉDAILLE DU MEXIQUE. Ouverture, sur l'exercice 1864, d'un crédit affecté à la dépense de la médaille commémorative de l'expédition du Mexique, n° 11,951, p. 98. — Discipline des titulaires de la médaille du Mexique, n° 12,193, p. 465.

MEXIQUE. Promulgation de la convention conclue, le 10 avril 1861, entre la France et le Mexique, pour régler les conditions du séjour des troupes françaises au Mexique, n° 12,216, p. 497. Voyez *Médaille du Mexique* et *Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.*

MINES. Fixation, sous forme d'abonnement pour cinq ans, à partir de 1862, de la redevance proportionnelle de la mine de houille de Commeny (Allier), n° 12,171, p. 439; de celles de Montrambert et de la Béraudière (Loire), n° 12,172, p. 440. Voyez *Inspecteurs des ponts et chaussées* et *des mines.*

MINISTÈRE D'ÉTAT. Virement de crédits, exercice 1863, n° 11,931, p. 50. Voyez *Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire.*

MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES BEAUX-ARTS. Ouverture, sur l'exercice 1864, d'un crédit affecté à la dépense de la médaille commémorative de l'expédition du Mexique, n° 11,951, p. 98. — Ouverture, sur l'exercice 1863, d'un crédit affecté à la dépense des funérailles de M. Billault, n° 12,083, p. 349. — Virements de crédits, exercices 1863 et 1864, n° 12,140 et 12,141, p. 413 et 414. Voyez *Grands prix de Rome pour la musique.*

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES. Création d'une deuxième chambre civile à la cour impériale d'Alger, n° 12,404, p. 959. — Loi du 25 mai 1864, sur les coalitions, n° 12,323, p. 733. Voyez *Algérie, Avoués, Cantons, Code pénal* et *Modification, Cours et Tribunaux, Greffiers, Huissiers, Magistrature, Notaires, Offices, Ordre judiciaire* et *Réhabilitation.*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. Virement de crédits, exercice 1863, n° 11,897, p. 26; exercice 1864, n° 14,067, p. 339; exercice 1865, n° 12,142, p. 415, n° 12,256.

p. 550, n° 12,347, p. 763. Voyez *Budgets, crédits*.

MINISTÈRE DES FINANCES. Virement de crédits, exercice 1863, n° 12,143, p. 416, n° 12,256, p. 551. — Loi du 8 juin 1864, sur les suppléments de crédits, n° 12,374, p. 793. Voyez *Bons du trésor, Budget, Emprunt de trois cents millions, Emprunt grec, Fortifications du Havre, Lazaret de Marseille, Pensions et Rentes sur l'État*.

MINISTÈRE DE LA GUERRE. Virement de crédit, exercice 1862, n° 12,019, p. 283. — Ouverture d'un crédit pour l'exécution de travaux militaires, appartenant à l'exercice 1863, n° 12,063, p. 334. Voyez *Armée de terre, Budgets, Crédits, Domaine militaire, Dons et legs, Pensions militaires, Travaux militaires*.

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. Virement de crédits, exercice 1862, n° 11,959 et 11,960. — Report à l'exercice 1863 d'une portion des crédits ouverts, sur l'exercice 1862, pour l'exécution de grands travaux d'utilité générale, n° 11,961, p. 112. — Virement de crédit, exercice 1863, n° 11,979, p. 125. Voyez *Armée de mer, Budgets, Caisse des invalides de la marine, Colonies, Crédits, Pensions de l'armée de mer et Professions maritimes*.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. Voyez *Académies, Brevets de capacité, Bibliothèque impériale et Bibliothèque Mazarine, Collèges, Colonies, Concours, Facultés de droit, Lycées, Professeurs*.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS. Ouverture, exercice 1863, d'un crédit à titre de fonds de concours versés par la ville de

Marseille, en exécution du traité approuvé par le décret du 25 janvier 1854 et la loi du 10 juin suivant, n° 12,175, p. 443. Voyez *Budgets, Canaux, Chemins de fer, Compagnies de chemins de fer, Crédits, Établissements thermaux, Routes, Travaux, Utilité publique*.

MODIFICATION AU CODE PÉNAL. Loi sur les coalitions, du 25 mai 1864, n° 12,323, p. 733.

MOISSONNEURS. Voyez *Coalitions*.

MONNAIES. Loi du 25 mai 1864, relative à la fabrication de nouvelles pièces d'argent de cinquante centimes et de vingt centime, n° 12,324, p. 737. — Ces pièces seront reçues dans les caisses publiques, quelle qu'en soit la quantité; entre particuliers elles ne pourront être employées dans les paiements, si ce n'est de gré à gré, que pour vingt francs et au-dessous, p. 738.

MONTAGNES. Voyez (*Reboisement des*).

MONTS-DE-PIÉTÉ. Voyez *Caissiers des monts-de-piété, Cautionnements et Gardes-magasins des monts-de-piété*.

MUSÉE DU LOUVRE. Transfèrement au musée du Louvre du candélabre portant une inscription phénicienne, envoyé au roi Louis XVI par le chevalier de Rohan, et appartenant actuellement à la bibliothèque Mazarine, n° 12,077, p. 346.

MUSÉUM D'HISTOIRE NATURELLE. Organisation du muséum d'histoire naturelle, n° 12,004, p. 262.

— Règlement général approuvé par l'Empereur, pour l'exécution du décret du 29 décembre 1863, sur l'organisation du muséum d'histoire naturelle, n° 12,064, p. 335.

MUSIQUE. Voyez *Grands prix de Rome pour la musique*.

N

NAVIGATION. Pronulgation de la convention de navigation conclue,

le 13 juin 1862, entre la France et l'Italie, n° 11,939, p. 89.

NAVIRES BELGES. Dispositions concernant les navires belges venant des possessions britanniques en Europe, n° 11,982, p. 128.

NAVIRES DANOIS. Fixation du droit de tonnage applicable aux navires danois arrivant de tous ports quelconques dans les ports de France, n° 12,431, p. 977.

NAVIRES ITALIENS. Voyez *Conventions, Importations, Traité*.

NOMINATIONS. Voyez *Bulles, Conseil d'Etat, Conseil du sceau des titres, Corps législatif, Légion d'honneur, Prémier du chapitre impérial de Saint-Denis et Sénat*.

NOMS. Autorisations aux termes desquelles les personnes ci-après sont autorisées, savoir : M. Aron, à substituer à son nom celui de Libman, n° 12,147, p. 418; — M. Arlaud, à s'appeler Arlaud-Hausmann, n° 12,210, p. 488; — M. Baudoin, à s'appeler Baudoin-Macker, n° 11,973, p. 119; — M^{me} veuve Blanc et son fils (Louis - François - Alexandre), à ajouter à leur nom celui de de Manville, et à s'appeler Blanc de Manville, n° 12,082, p. 348; — M. Busson, à s'appeler Busson-Billaud, n° 12,104, p. 367; — M^{le} Chaudron, à substituer à son nom celui de Caldaya, n° 12,096, p. 365; — M. Chopin (Emile-Louis), à s'appeler Chopin de Linozin de Saint-Michel, n° 12,149, p. 419; — M. Colas de la Noue, à s'appeler Colas de la Noue-Billaud, n° 12,104, p. 367; — MM. Compagny, à s'appeler Compagny de Courvières, n° 12,152, p. 419; — M. Crozet, à ajouter à son nom celui de De-

lafay, et à s'appeler Crozet-Dela-fay, n° 12,106, p. 368; — M. Coez, à substituer à son nom celui de Desferrolles, n° 12,103, p. 367; — MM. Dabern, à s'appeler Dabern de Boislandry, n° 12,037, p. 300; — M. Dumolard et M^{le} Dumolard, à ajouter à leur nom celui de de Bonviller, et à s'appeler, à l'avenir, Dumolard de Bonviller, n° 12,247, p. 543; — M. Dupuy, à s'appeler Dupuy de Qué-rézieux, n° 12,096, p. 365; — M. Favisier du Noyer, à s'appeler Favisier du Noyer de Lesherraine, n° 12,149, p. 419; — M. Gayet, à s'appeler Gayet de Cesena, n° 12,061, p. 332; — M. Giraud, à s'appeler Giraud - Teulon, n° 11,973, p. 119; — MM. Gossel, à s'appeler Gossel - Grainville, n° 12,209, p. 487; — M. Grandin (Marie-Antoine-Auguste), à s'appeler Grandin de l'Épervier, n° 11,972, p. 119; — M. Guillaume (George-Émile), à s'appeler Guillaume de Roquette, n° 11,902, p. 28; — MM. Guiot, à s'appeler Guiot de la Rochère, n° 12,209, p. 487; — M. Le Blanc, à s'appeler Le Blanc de la Candrie, n° 12,103, p. 367; — M. Cochon, à substituer à son nom celui de Michel, n° 12,247, p. 543; — M. Pyrent, à s'appeler Pyrent de la Prade, n° 12,212, p. 488; — M. Siffait, à s'appeler Siffait de Morcourt, n° 12,081, p. 348; — M. Thomas, à s'appeler Thomas-Stainville, n° 12,103, p. 367.

NOTAIRES. Voyez *Monnaies, Offres réelles et Réhabilitation*.

0

OBLIGATIONS DES CHEMINS DE FER ÉTRANGERS. Voyez *Timbre*.

Océanie. Voyez *Colonies*.

OCTROIS. Autorisation pour la perception de surtaxes accordées aux communes et villes suivantes : Aix-les-Bains (Savoie), n° 12,334, p. 751;

— Chambéry (Savoie), n° 12,192, p. 462; Cherbourg (Manche), n° 12,394, p. 836; — Les Échellets (Savoie), n° 12,051, p. 319; — Gouesnou (Finistère), n° 12,124, p. 393; Guilers (Finistère), n° 11,957, p. 107; Guipavas (Finis-

lère), n° 12,225, p. 510; — Landéda (Finistère), n° 12,226, p. 511; Landivisiau (Finistère), n° 11,956, p. 106; Lille (Nord), n° 12,089, p. 357; — Milizac (Finistère), n° 11,926, p. 43; — Nantes (Loire-Inférieure), n° 12,286, p. 698; — Ploudalmézeau (Finistère), n° 12,166, p. 433; Ploudaniel (Finistère), n° 12,385, p. 823; Pont-de-Beauvoisin (Isère), n° 12,385, p. 824; Pont-l'Abbé (Finistère), n° 12,270, p. 677; — Quimperlé (Finistère), n° 12,333, p. 750; — Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), n° 11,893, p. 10; Saint-Marc (Finistère), n° 12,190, p. 461; Saint-Pol-de-Léon (Finistère), n° 12,308, p. 726; — Tourcoing (Nord), n° 12,271, p. 678; — Vannes (Morbihan), n° 12,387, p. 825.

OFFICIERS. Réduction d'offices d'avoué dans les tribunaux suivants : Bagneres (Hautes-Pyrénées), à huit, n° 12,419, p. 969; Bayonne (Basses-Pyrénées), à six, n° 12,419, p. 969; Bourg (Ain), à dix, n° 12,208, p. 487; Briançon (Hautes-Alpes), à cinq, n° 12,249, p. 543; — Dreux (Eure-et-Loir), à cinq, n° 12,080, p. 347; — Evreux (Eure), à huit, n° 12,105, p. 367; — Florac (Lozère), à cinq, n° 12,208, p. 487; — Issoire (Puy-de-Dôme), à neuf, n° 12,101, p. 366; — Mende (Lozère), à huit, n° 11,975, p. 120; Muret (Haute-Garonne), à six, n° 12,320, p. 731; — Nantua (Ain), à cinq, n° 12,208, p. 487; — Saint-Dié (Vosges), à six, n° 11,975, p. 120; Saint-Girons (Ariège), à six, n° 12,248, p. 543; — Verdun (Meuse), à cinq, n° 12,080, p. 347.

Réduction d'offices d'huissier dans les tribunaux suivants : Arcis-sur-Aube (Aube), à neuf, n° 12,080, p. 347; — Barbezieux (Charente), à seize, n° 11,937, p. 56; Bellac (Haute-Vienne), à dix-neuf, n° 12,080, p. 347; Bergerac (Dordogne), à vingt-deux, n° 11,936, p. 56; Bourges (Cher), à vingt et

un, n° 12,036, p. 300; Bourgoia (Isère), à vingt-quatre, n° 12,248, p. 543; — Charolles (Saône-et-Loire), à vingt-quatre, n° 12,036, p. 300; Clamecy (Nièvre), à quinze, n° 12,150, p. 419; — Boullens (Somme), à dix, n° 12,250, p. 544; — Embrun (Hautes-Alpes), à neuf, n° 12,248, p. 543; Épernay (Marne), à vingt-deux, n° 12,080, p. 347; Épinal (Vosges), à dix-huit, n° 12,419, p. 969; Étampes (Seine-et-Oise), à neuf, n° 12,080, p. 347; — Hazebrouck (Nord), à onze, n° 12,035, p. 299; — Lesparre (Gironde), à huit, n° 12,249, p. 543; Limoges (Haute-Vienne), à vingt-neuf, n° 11,937, p. 56; Louhans (Saône-et-Loire), à dix-sept, n° 12,105, p. 367; — Marmande (Lot-et-Garonne), à dix-huit, n° 12,419, p. 969; Moulins (Allier), à quinze, n° 12,036, p. 300; — Oloron-Sainte-Marie (Basses-Pyrénées), à vingt-et-un, n° 12,101, p. 366; Orange (Vaucluse), à deux, n° 12,102, p. 366; — Péronne (Somme), à dix-huit, n° 12,150, p. 419; Pithiviers (Loiret), à treize, n° 12,320, p. 731; Pont-l'Évêque (Calvados), à vingt, n° 12,248, p. 543; — Rambouillet (Seine-et-Oise), à treize, n° 12,101, p. 366; Rochefort (Charente-Inférieure), à dix, n° 11,937, p. 56; — Saint-Dié (Vosges), à dix-sept, n° 11,974, p. 120; — Thiers (Puy-de-Dôme), à dix-sept, n° 12,101, p. 366; — Trévoux (Ain), à quatorze, n° 11,975, p. 120; — Valence (Drôme), à trente-quatre, n° 12,249, p. 543; Valognes (Manche), à vingt-trois, n° 12,420, p. 969; Vic (Meurthe), à quatorze, n° 12,975, p. 120; Vienne (Isère), à vingt-huit, n° 12,250, p. 544; le Vigan (Gard), à quinze, n° 12,320, p. 731; Villefranche (Aveyron), à vingt-quatre, n° 12,248, p. 543.

OFFICIERS MINISTÉRIELS. Voyez: Réhabilitation.

OFFRES RÉELLES. Voyez: Monnaies.

Or. Voyez *Douanes*.

ORDRE JUDICIAIRE. Création d'une deuxième chambre civile à la cour impériale d'Alger, n° 12,404, p. 959. — Loi sur les coalitions du 25 mai 1864, n° 12,323, p. 733. Voyez *Algérie, Avoués, Cantons, Cours et tribunaux, Greffiers, Huissiers, Justices de paix, Minis-*

tere de la justice, Notaires, Office Réhabilitation.

OUVRAGES D'OR ET D'ARGENT. Voyez *Douanes*.

OUVRIERS. Voyez *Coalition et Professions maritimes*.

OUVRIERS CONVALESCENTS. Voyez *Asiles de Vincennes et du Vésinet*.

P

PAQUEBOTS-POSTE. Voyez *Postes (Administration des)*.

PAROISSES. Voyez *Diocèses*.

PASSAGES D'EAU. Voyez *Bacs, Péages, Ponts et Utilité publique*.

PATENTES. Voyez *Budget de 1865*.

PATRONS. Voyez *Coalitions*.

PÉAGES. Approbation d'un tarif pour la perception des droits de péage au bac à vapeur de la Tremblade, établi sur la Seudre, dans le département de la Charente-Inférieure, n° 12,259, p. 657. — Approbation d'un tarif pour la perception des droits aux passages d'eau établis sur la Gartempe (Vienne), n° 12,432, p. 977. — Approbation d'un tarif de droits à payer au passage du bac d'Urçay (Allier), n° 12,442, p. 1013.

PÊCHE ET DOMANIALITÉ MARITIMES. Fixation des limites de la mer à l'embouchure de la Bidassoa, n° 12,251, p. 544. — La limite de la salure des eaux de la Seine est reportée de Duclair à Rouen et fixée à la face d'aval du pont suspendu qui forme la séparation du bassin fluvial d'avec le bassin maritime, n° 12,314, p. 730. — Fixation des limites de la mer : 1° sur la portion du littoral comprise entre le fort Saint-Louis et une propriété appartenant à la communauté des patrons pêcheurs de Toulon (quartier maritime de Toulon); 2° dans l'anse du Pré (commune et quartier maritime de la Ciotat); 3° et dans la baie de Port-Cros (îles d'Hyères), n° 12,315 à 12,317,

p. 731. — Fixation des limites de la mer sur le territoire de la commune de Bormes (Var), n° 12,433, p. 978. Voyez *Digues, Domaines et Lais de mer*.

PENSIONS À TITRE DE RÉCOMPENSE NATIONALE. Loi qui accorde à M. Crespel-Dellisse une pension à titre de récompense nationale, n° 12,118, p. 385.

PENSIONS CIVILES. Fixation, pour l'année 1864, du crédit d'inscription des pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853, n° 12,206, p. 484. — Ouverture d'un crédit supplémentaire pour l'inscription des pensions civiles, n° 12,374, p. 796.

PENSIONS DE L'ANCIENNE LISTE CIVILE. La liquidation de ces pensions aura lieu dans les formes suivies pour les pensions et secours de l'État, n° 12,396, p. 842.

PENSIONS DE L'ARMÉE DE MER. L'article 11 de la loi du 18 avril 1831, sur les pensions de l'armée de mer concernant le bénéfice du cinquième après douze ans de grade reste applicable aux contre-maîtres et aux aides contre-maîtres des professions inscrites, qui seront en activité de service dans ces positions, au moment de la promulgation de la loi du 4 juin 1864, n° 12,377, p. 807.

PENSIONS DES GRANDS FONCTIONNAIRES DE L'EMPIRE. Ouverture, au ministre d'État, d'un crédit de cent mille francs pour l'inscription de ces pensions (loi du 8 juin 1864), n° 12,396, p. 842.

PENSIONS MILITAIRES. Augmentation de six cent mille francs du crédit ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1864, pour l'inscription au trésor des pensions militaires (loi du 8 juin 1864), n° 12,374, p. 796. — Ouverture au ministre de la guerre d'un crédit de deux millions six cent mille francs pour l'inscription des pensions militaires à liquider en 1865, n° 12,396, p. 842.

PIECES D'ARGENT DE CINQUANTE CENTIMES ET DE VINGT CENTIMES. Voyez *Monnaies*.

PIÉMONT. Voyez *Diocèses*.

PLACES DE GUERRE. Déclassement du pénitencier de Lambèse, poste détaché de la place de Bathna, n° 12,020, p. 284. — La batterie de la pointe du Fort-Génois est classée dans la deuxième série des postes militaires, comme ouvrage détaché de la place de Bône, n° 12,026, p. 289. — La maison de commandement de Doussem, poste détaché de la place de Bathna, est déclassée, n° 12,027, p. 290. — Le Fort-Napoléon est classé dans la deuxième série des postes militaires de l'Algérie, n° 12,093, p. 363. — L'enceinte du village de Teniet-el-Haad, est déclassée, n° 12,094, p. 364. — Classement comme poste militaire, de la batterie de l'Épi-de-Sainte-Adresse, dépendance de la place du Havre, n° 12,135, p. 407. — Déclassement 1° de la redoute de Provence, faisant partie du système de défense du Havre; 2° et de quatre postes militaires du département de la Corse, n° 12,336, p. 753. — Homologation des plans de délimitation et des procès-verbaux de bornage de la zone des fortifications des places de guerre et postes militaires y désignés, n° 12,344 et 12,345, p. 760.

PLATINE. Voyez *Douanes*.

POINÇONS. Voyez *Douanes*.

POLICE. Création d'un commissariat de police à la résidence d'Arcachon (Gironde), n° 11,949, p. 96; — à celle de Rieumes (Haute-Garonne), n° 12,218, p. 500. — Juridiction du commissariat de police de la Capelle-Marival (Lot), n° 12,239, p. 532; — de celui des Arcs (Var), n° 12,257, p. 552. — Suppression du commissariat de police de Guiscard (Oise), n° 12,421, p. 969.

POLYGONES. Voyez *Places de guerre*.

PONTS. Reconstruction des ponts du Boisle (Somme), sur l'Authie, n° 11,899, p. 27; — de ceux de Coulombs, sur l'Eure, à Coulombs (Eure-et-Loir), n° 11,909, p. 31; — de celui établi sur le principal bras du Loir, à Vendôme (Loir-et-Cher), n° 11,912, p. 34. — Exécution des travaux de construction de quatre ponts communaux sur les divers bras de la Semoie, au territoire de la commune de Monthermé (Ardennes), n° 12,390, p. 828. — Loi du 8 juin 1864, qui déclare d'utilité publique le rachat de la concession du pont du Port-Jouet (Deux-Sèvres), n° 12,393, p. 835. — Reconstruction du pont de Pacy-sur-Eure (Eure), n° 12,399, p. 957. Voyez *Péages, Travaux, Utilité publique*.

PONTS ET CHAUSSEES. Voyez *Inspecteurs généraux des ponts et chaussées et des mines*.

PORTS. Restauration de la jetée de l'est du port de Calais (Pas-de-Calais), n° 11,917, p. 35. — Construction d'un débarcadère au port de Propriano (Corse), n° 11,918, p. 35. — Construction, au port d'Ajaccio (Corse), d'une jetée de deux cents mètres de longueur et de murs de quai, n° 11,919, p. 36. — Construction de bassins dans le port de Marseille, n° 11,935, p. 55. — Exécution du prolongement de la digue du Socca, au port de Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées), n° 11,986, p. 131. — Déclaration

de l'urgence de la prise de possession de terrains destinés à l'établissement du réservoir du Cauchin, pour la distribution des eaux douces au port de Cherbourg, n° 12,078, p. 346. — Exécution des travaux d'approfondissement du chenal du port de la Seyne, n° 12,370, p. 791. Voyez *Canaux, Chambres de commerce, Travaux, Utilité publique.*

POSTES (ADMINISTRATION DES). Fixation des cautionnements des directeurs des postes dans les départements, n° 12,132, p. 403. — Décret concernant les journaux, gazettes, etc. provenant ou à destination des États-Unis, qui seront transportés entre la France et les États-Unis par les paquebots-poste français, n° 12,338, p. 754. — À partir du 1^{er} janvier 1865, est réduit à vingt centimes le droit de timbre dû pour les reconnaissances de valeurs cotées ou les quittances de sommes au-dessus de dix francs envoyées par l'administration des postes (loi du 8 juin 1864), n° 12,396,

p. 840. — Décret relatif aux correspondances provenant ou à destination de l'île de la Réunion, de Mayotte et dépendances et de Sainte-Marie de Madagascar, transportées par les paquebots-poste français de la ligne de Suva à la Réunion et Maurice, n° 12,480, p. 976.

POSTES MILITAIRES. Voyez *Pluces, guerre.*

PRÊTES À L'EXPORTATION. Voyez *Douanes.*

PRÊTES D'EAU. Voyez *Canaux, Travaux, Utilité publique.*

PRÊTS À L'INDUSTRIE. Voyez *Banque du trésor.*

PRÉFECTURE DE CHÂTEAU IMPÉRIAL DE SAINT-DENIS. Voyez *Batles.*

PRISONS. Voyez *Maisons de détention.*

PRIX TOIRAC. Voyez *Académie française.*

PROFESSEURS. Voyez *Lycées impériaux.*

PROFESSEURS MARITIMES. Voyez *Armée de mer.*

PROHIBITIONS. Voyez *Douanes.*

PROPHETES. Voyez *Councils de prédiction.*

Q

QUARANTAINE. Publication de l'arrangement signé, le 24 juin 1864, entre la France et l'Italie, pour régler les mesures de quarantaine

adans les ports français et italiens de la Méditerranée, n° 12,431, p. 979.

R

REBOISEMENT DES MONTAGNES. Loi du 8 juin 1864, qui complète, en ce qui concerne le gazonnement, la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes, n° 12,392, p. 832.

RECEVEURS DES ASILES D'ALIÉNÉS. Voyez *Receveurs des bureaux de bienfaisance.*

RECEVEURS DES BUREAUX DE BIENFAISANCE. Les cautionnements des receveurs des communes,

hospices, bureaux de bienfaisance, asiles d'aliénés, dépôts de mendicité et autres établissements publics de bienfaisance, seront fixés d'après les proportions et conformément aux règles déterminées par les lois du 8 août 1847 et du 8 mars 1850 (article 13), pour les cautionnements des percepteurs des contributions directes, et en prenant pour base le montant des recettes

ordinaires du dernier exercice expiré (loi du 8 juin 1864), n° 12,396, p. 842 et 843.

RECEVEURS DES COMMUNES. Leurs cautionnements seront fixés conformément aux lois des 8 août 1847 et 8 mars 1850, pour les cautionnements des percepteurs des contributions directes (loi du 8 juin 1864), n° 12,396, p. 842.

RECEVEURS DES DÉPÔTS DE MENDIGITÉ. Voyez *Receveurs des bureaux de bienfaisance*.

RECEVEURS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE BIENFAISANCE. Voyez *Receveurs des bureaux de bienfaisance*.

RECEVEURS DES HOSPICES. Voyez *Receveurs des communes*.

RÉCOMPENSES NATIONALES. Voyez *Pensions*.

RECONNAISSANCES DE VALEURS COUVERTES. Voyez *Postes (Administration des)*.

RECRUTEMENT. Voyez *Armée de terre* et *Armée de mer*.

RÉGIME HYPOTHÉCAIRE. Voyez *Conservateurs des hypothèques*.

RÉHABILITATION. Loi qui étend aux notaires, aux greffiers et aux officiers ministériels destitués, le bénéfice de la loi du 3 juillet 1852, sur la réhabilitation, n° 12,128, p. 397 (19 mars 1864).

ENGAGEMENTS VOLONTAIRES. Voyez *Armée de mer* et *Armée de terre*.

RENTES DES GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS. Voyez *Budget de 1865* et *Timbre*.

RENTES SUR L'ÉTAT. Autorisation de l'aliénation, par souscription publique, de la somme de rentes trois pour cent nécessaire pour produire un capital de trois cents millions, n° 11,903, p. 29. — Publication du décret du 12 janvier 1864, qui autorise l'aliénation, par souscription publique, de la somme de rentes trois pour cent nécessaire pour produire un capital de trois cents millions, n° 11,911, p. 33. — Fixation à cinq francs de rente, du minimum des inscriptions au porteur,

n° 11,998, p. 256. — Les cautionnements des conservateurs des hypothèques pourront avoir lieu en rentes sur l'État (loi du 8 juin 1864), n° 12,396, p. 843 et 844. Voyez *Bons du trésor*.

RETENUE DE MARLY. Voyez *Rivières*. **RIVAGE MARITIME.** Voyez *Domaines*. **RIVIÈRES.** Exécution des travaux nécessaires pour exhausser la retenue de Marly, n° 11,988, p. 131.

RIZ. Voyez *Douanes*.

ROUTES AGRICOLES. Modification de l'article 1^{er} du décret du 29 février 1860, qui prescrit l'établissement dans la Brenne (Indre) de douze routes agricoles, n° 11,987, p. 131.

ROUTES DÉPARTEMENTALES. Voyez *Alignements*.

ROUTES IMPÉRIALES. Voyez *Alignements*.

ROUTES THERMALES. Classement, comme prolongement de la route thermale n° 3 bis, du chemin communal allant de cette route à la route impériale n° 134 bis, aux Eaux-Bonnes (Basses-Pyrénées), n° 12,389, p. 828.

ROUTES, RAMPES, CHEMINS, CÔTES. Rectification de la route impériale n° 8, à Marseille, entre la place Pentagone et le cours Belunze, et approbation du traité conclu avec le sieur Beisson, n° 11,905, p. 30; — de la route départementale de la Charente n° 14, de la Roche-Beaucourt à Charmant, n° 11,906, p. 30; — de la route impériale n° 164 bis, de Rennes à Brest, dans la traverse de Merdrignac, n° 11,907, p. 30; — de celle n° 103, de la Voulte (Ardèche) au Puy (Haute-Loire), n° 11,908, p. 31; — de la route impériale n° 183, de Magny à Chartres, aux abords des ponts de Coulombs, n° 11,909, p. 31. — Élargissement de la route impériale n° 5, de Paris à Genève, et de celle n° 70, dans les rues de Dijon, n° 11,910, p. 32. — Déclassement de routes ou portions de routes dans le département de

la Seine, n° 11,915, p. 34. — Rectification de la côte de Féronne, route départementale du Gard n° 1, de Nîmes à Uzès, n° 11,940, p. 94; — de la route départementale de l'Eure n° 9, d'Évreux à Alençon, à la sortie d'Évreux, n° 11,941, p. 94; — de la route départementale de l'Ain n° 15, de Saint-Genis à la frontière suisse, dans la traverse de Chevry, n° 11,966, p. 117; — des côtes de Boussac et Saint-Genest, route départementale du Tarn n° 17, n° 11,968, p. 118; — de la route d'Indre-et-Loire n° 21, de Langeais à Neuvy-le-Roi, n° 11,969, p. 118; — de la route départementale de l'Ain n° 5, du pont de la Balme à Dorian, n° 11,970 et 11,971, p. 118 et 119; — de la route départementale du Loiret n° 7, de Pithiviers à Beaumont, dans la commune de Boynes, n° 11,989, p. 132. — Affectation d'une parcelle de terrain dépendant de l'école vétérinaire d'Alfort, pour les besoins de la route impériale n° 19. — Rectification de la route départementale du Haut-Rhin n° 2, de Guebwiller à Lucelle, entre Hirsingen et la sortie de Feldbach, n° 12,076, p. 346; — de la route départementale de Seine-et-Oise n° 27, de Versailles à Corbeil, entre Jouy et Bièvre, n° 12,133, p. 404; — de la route impériale n° 138, de Montauban à Auch, dans la côte des Riquets, n° 12,158, p. 423; — de la route départementale de la Seine n° 74, de Montrouge à Issy, entre la place Duval, à Vanves, et la place de la Mairie, à Issy, n° 12,214, p. 495; — des côtes de la Jeune et de Laborie, route départementale de la Haute-Loire n° 7, d'Issengeaux à Saint-Bonnet-le-Froid, n° 12,215, p. 496. — Loi relative aux alignements sur les routes impériales, les

routes départementales et les chemins vicinaux de grande communication, n° 12,242, p. 536. — Incorporation à la route impériale n° 39, de Montreuil-sur-Mer à Mézières, de la nouvelle voie de communication ouverte par la ville de Cambrai (Nord), entre les routes impériales n° 17 et 39, n° 12,300, p. 716. — La route départementale des Côtes-du-Nord n° 8, de Pontrieux à Paimpol, est et demeure déclassée, n° 12,301, p. 716. — Rectification de la route impériale n° 46, de Marle à Verdun, dans les côtes de Baulny (Meuse), n° 12,312, p. 730; — de la route départementale du Tarn n° 3, de Castres à Gaillac, aux abords du pont d'Agras, n° 12,313, p. 730; — de la route départementale des Deux-Sèvres n° 3, d'Angers à Niort, au pas d'Androlet et dans la traverse d'Échiré, n° 12,339, p. 755; — de la route départementale du Finistère n° 3, de Châteaulin à Guingamp, entre Châteaulin et Pleyben, n° 12,340, p. 755; — de la route départementale n° 6, de Dijon à Saint-Amour, aux abords de Cuiseaux (Saône-et-Loire), n° 12,403, p. 957; — de la route impériale n° 25, du Havre à Lille, dans la traverse de Fécamp, n° 12,415, p. 968; — de Limoges à Saumur, dans la côte de la Roche, aux abords de Poitiers (Vienne), n° 12,416, p. 968. — Classement comme annexe de la route départementale n° 14, de Seine-et-Oise, d'une portion délaissée de la route impériale n° 191, n° 12,417, p. 968. Voyez *Alignements et Travaux*.

Russ. Loi du 8 juin 1864, relative aux rues formant le prolongement des chemins vicinaux, n° 12,391, p. 831.

S

SECONDE DÉCIME. Voyez *Budget de 1865 et Décime.*

SECOURS. Voyez *Pensions de l'ancienne liste civile.*

SÉNAT. M. le général de division Camou est élevé à la dignité de sénateur, n° 11,898, p. 27. — Clôture de la session du Sénat, ouverte le 5 novembre 1863, n° 12,351, p. 766.

SÉNÉGAL. Voyez *Colonies.*

SÉPARATION CANONIQUE. Voyez *Dio- cèses.*

SERVICE POSTAL. Voyez *Postes (Ad- ministration des).*

SERVITUDES MILITAIRES. Voyez *Plates de guerre.*

SOCIÉTÉS À RESPONSABILITÉ LIMITÉE. Voyez *Colonies.*

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. Fixa- tion à cinq ans de la durée des fonctions des présidents des sociétés de secours mutuels, n° 12,428, p. 974.

SOEURS. Voyez *Asiles de vieillards et Congrégations religieuses.*

SOURCES MINÉRALES. Décret du 9 jan- vier 1864, qui déclare d'intérêt public les sources minérales dites

la Grosse Source, la Source Ro- maine, la Source Souterraine, le Robinet-de-Cuivre, le Robinet-de- Fer, la Tempérée, le Saint-Colom- ban, la Source Casquin, la Féconde, la Source de la Promenade, la Source de la Vache, qui alimentent l'établissement thermal de Bains, situé dans la commune de ce nom (Vosges), n° 12,365, p. 787.

SPECTACLES. Voyez *Théâtres.*

STATUTS. Voyez *Chapitre de l'église cathédrale de Nice.*

SUCCURSALES DE LA BANQUE DE FRANCE. Voyez *(Banque de).*

SUCRES. Loi relative au régime des sucres (7 mai 1864), n° 12,252, p. 545. — Fixation des droits à l'importation des sucres prove- nant de l'Angleterre, de la Bel- gique et de l'Italie, n° 12,414, p. 967. Voyez *Pensions à titre de récompense nationale.*

SULFATE DE POTASSE. Voyez *Douanes.*

SUPPLÉMENTS DE CRÉDITS. Loi du 8 juin 1864 sur les suppléments de crédits, n° 12,374, p. 793. Voyez *Crédits.*

T

TABACS. Autorisation, dans l'arrôn- dissement de Saint-Julien, de la culture du tabac pour l'approvi- sionnement des manufactures impériales. Voyez *Douanes et Uti- lité publique.*

TARIFS. Voyez *Péage.*

TAXES DES ENVOIS D'ARGENT ET DE VALEURS COTÉES. Voyez *Postes (Administration des).*

TÉLÉGRAPHIE. Publication de la dé- claration signée entre la France et l'Espagne, pour l'établissement d'une ligne télégraphique entre l'Espagne et l'Algérie, n° 11,928, p. 46. — Promulgation de l'ar- rangement signé, le 30 décembre

1863, entre la France et l'Es- pagne, pour la taxe des dépêches télégraphiques, n° 12,156, p. 421. — Publication de la déclaration signée, le 1^{er} juin 1864, entre la France et la Bavière, pour la taxe des dépêches télégraphiques, n° 12,369, p. 789. — Loi du 4 juin 1864, qui approuve les articles 11, 12, 13 et 17 d'une convention arrêtée entre le mi- nistre de l'intérieur et MM. Rowett, Simon et Trotter, pour l'établis- sement d'une ligne télégraphique sous-marine qui reliera la France aux États-Unis d'Amérique, n° 12,379, p. 810. — Promulga-

tion de la déclaration signée, le 24 juin 1864, entre la France et l'Italie, pour la taxe des dépêches télégraphiques, n° 12,435, p. 981.

THÉÂTRES. Décret relatif à la liberté des théâtres, n° 11,933, p. 52.

THÉS. Prorogation des surtaxes de provenance et de pavillon actuellement perçues à l'entrée des thés, n° 12,296, p. 712.

TIMBRE. A partir du 1^{er} janvier 1865, est réduit à vingt centimes le droit de timbre dû pour les reconnaissances de valeurs cotées ou les quittances de sommes au-dessus de dix francs envoyées par l'administration des postes. Et à partir du 1^{er} juillet 1864, le droit de timbre établi par la loi du 13 mai 1863, sur les rentes, emprunts et effets publics des gouvernements étrangers, est porté de cinquante centimes à un franc (loi du 8 juin 1864), n° 12,396, p. 840.

TIMBRES MOBILES. Etablissement, en exécution de la loi du 2 juillet 1862, des timbres mobiles au droit de vingt centimes, n° 11,932, p. 51. — Dispositions relatives aux timbres mobiles, créés par l'article 1^{er} du décret du 18 janvier 1860, n° 11,996, p. 254.

TISSUS ANGLAIS. Voyez *Importations*.

TISSUS BELGES. Voyez *Importations*.

TISSUS ITALIENS. Voyez *Importations*.

TRAITÉS. Promulgation du traité de commerce conclu, le 17 janvier 1863, entre la France et l'Italie, n° 11,938, p. 57. — Les dispositions de ce traité de commerce sont applicables à l'Angleterre et à la Belgique, n° 11,981, p. 127. — Promulgation du traité relatif à la couronne de Grèce, signé à Londres, le 13 juillet 1863, n° 12,232, p. 517. — Promulgation du traité relatif à l'union des îles Ioniennes au royaume de Grèce, signé à Londres, le 14 novembre 1863, n° 12,233, p. 520. — Promulgation du traité, signé à Londres, le 29 mars 1864, pour la mise à exécution des stipula-

tions relatives à la réunion des îles Ioniennes au royaume de Grèce, n° 12,234, p. 524. Voyez *Conventions et Quarantaine*.

TRAVAUX. La ville de Nice est autorisée à affecter à l'exécution de divers travaux une somme restant libre sur l'emprunt contracté en exécution du décret du 30 décembre 1860, n° 11,955, p. 201. — Report à l'exercice 1863 d'une portion des crédits ouverts sur l'exercice 1862, pour l'exécution de grands travaux d'utilité générale, n° 11,991, p. 133. — Report à l'exercice 1863 d'une portion du crédit ouvert sur l'exercice 1862, pour l'exécution de plusieurs chemins de fer, n° 12,013, p. 275. — Les travaux concernant les routes départementales pourront être exécutés, en certains cas, sur la seule approbation donnée par les préfets aux projets des ingénieurs et aux adjudications, n° 12,114, p. 377. — Report à l'exercice 1864, d'une portion des crédits ouverts, sur les exercices 1862 et 1863, pour l'exécution des travaux destinés à mettre les villes à l'abri des inondations, n° 12,134, p. 405. — Report à l'exercice 1864 d'une portion des crédits ouverts sur l'exercice 1863, au ministère des travaux publics, pour l'exécution de grands travaux d'utilité générale, n° 12,204, p. 708. Voyez *Associations syndicales, Canaux, Chemins de fer, Fonds de concours, Landes, Ponts, Ports, Ministère des travaux publics, Rivières, Routes, Utilité publique, Ville de Marseille*.

TRAVAUX MILITAIRES. Ouverture au ministère de la guerre, d'un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de travaux militaires, appartenant à l'exercice 1863, n° 12,194, p. 466. — Ouverture au ministère de la guerre d'un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor

la ville de Montpellier et par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, pour l'exécution des travaux militaires appartenant à

l'exercice 1863, n° 12,406, p. 960.

Voyez *Ministère de la guerre*.

TROUPES. Voyez *Armée de terre et Armée de mer, Conventions, Mexique*.

U

UNIVERSITÉ DE FRANCE. Voyez *Académies, Bourses, Brevets de capacité, Collèges, Colonies, Concours, Facultés de droit, Institut de France, Lycées, Professeurs*.

UTILITÉ PUBLIQUE. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter : pour la défense des territoires situés sur les rives du Doubs, entre le pont suspendu de Peseux et celui de Neublans (Jura), n° 11,904, p. 30; — pour l'endiguement de la rive droite de la Sianne, dans la commune de Blesle (Haute-Loire), entre le chemin du Babory et le confluent de l'Allagnon, n° 11,916, p. 35; — pour le curage à vieux fonds et à vieux bords et au faucardement de la rivière de la Vouge depuis le pont d'Aubigny jusqu'à son embouchure dans la Saône, n° 11,967, p. 118; —

pour la construction d'un barrage sur la Gironde, entre les îles Bouchaud et de Patiras (Gironde), n° 12,097, p. 365; — pour l'irrigation des terrains situés dans la commune de Saint-Maurice (Doubs), n° 12,098 et 12,099, p. 366; — pour l'achèvement de l'aile droite de la manufacture impériale des tabacs de Strasbourg, n° 12,196, p. 468; — pour l'endiguement de la rive gauche de l'Eygues, entre le torrent de Perrier et la limite séparative des communes de Mirabel (Drôme) et de Villedieu (Vaucluse), n° 12,399, p. 957; — pour l'assainissement de la plaine de Saint-Maximin (Var), n° 12,437, p. 986. Voyez *Associations syndicales, Chemins de fer, Domaine militaire, Ponts, Ports, Routes, Rués, Travaux, Ville de Marseille*.

V

VALEURS COTÉES. Voyez *Reconnaisances de valeurs cotées*.

VENTES PUBLIQUES. Voyez *Magasins généraux de marchandises*.

VILLE DE BORDEAUX. Voyez *Communes (fixation de limites)*.

VILLE DU HAVRE. Voyez *Emprunts et Fortifications*.

VILLE DE MARSEILLE. Voyez *Domaines, Lazaret et Ministère des travaux publics*.

VILLE DE PARIS. Voyez *Caisse des travaux de la ville de Paris*.

VIREMENT DE CRÉDITS. Voyez *Crédits, Suppléments de crédits et Ministères*.

VOIES FERRÉES. Fixation des prix de transport des voyageurs sur les voies ferrées, à traction de chevaux, de Paris à Sèvres et au rond-point de Boulogne, et de Sèvres à Versailles, n° 12,032, p. 297; — de Rueil à Port-Marly (Seine-et-Oise), n° 12,130, p. 399.

Z

ZONES. Voyez *Places de guerre*.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DES LOIS ET DÉCRÈTS DU TOME XLIII.



To avoid fine, this book should be returned on
or before the date last stamped below

100-1-6